



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>











.





LE DROIT  
DE LA  
NATURE  
ET DES  
GENS,  
OU  
SYSTÈME GÉNÉRAL

*Des Principes les plus importants*  
DE LA MORALE, DE LA JURISPRUDENCE,  
ET DE LA POLITIQUE.

Traduit du Latin de feu Mr.  
LE BARON DE PUFENDORF,  
Par JEAN BARBÉTRAC.

*Avec des Notes du Traducteur, où il supplée, explique, défend & critique les pensées de  
l'Auteur : & une Préface, qui sert d'introduction à tout l'Ouvrage.*

TOME SECOND.

A AMSTERDAM,  
Chez GERARD KUYPER.

MDCCVI

*Avec Privilège de Nos Seigneurs les Etats de Hollande & de Westfrie.*

OF THE

ET AL





# T A B L E

## DES

### LIVRES ET DES CHAPITRES,

Contenus dans le Tome Second.

#### L I V R E C I N Q U I E M E.

Où il est traité du Prix des choses, des Contrats, des différentes manières dont on est déchargé d'une Obligation, de l'Interprétation des Conventions & des Loix; & de la manière de vider les différens dans l'Etat de Nature.

CHAP. I.	<b>D</b> U Prix des choses.	Pag. 1
CHAP. II.	Des Contrats en général.	14
CHAP. III.	De l'égalité qu'il doit y avoir dans les Contrats Onéreux.	22
CHAP. IV.	Des Contrats Bienfaisans ou gratuits.	30
CHAP. V.	De l'Echange; & du Contrat de Vente; qui sont les deux premières sortes de Contrats Onéreux.	40
CHAP. VI.	Du Contrat de Louage.	50
CHAP. VII.	Du Prêt à consommation, & des Intérêts.	55
CHAP. VIII.	Du Contrat de Société.	68
CHAP. IX.	Des Contrats où il entre du hasard.	70
CHAP. X.	Des Conventions accessoiress.	75
CHAP. XI.	Comment finissent les engagements, qui résultent des Conventions.	83
CHAP. XII.	De la manière d'interpréter les Conventions & les Loix.	93
CHAP. XIII.	Comment se vident les différens survenus entre ceux qui vivent dans l'état de la Liberté Naturelle.	118

#### L I V R E S I X I E M E.

Où il est traité du Mariage, du Pouvoir Paternel, & des droits d'un Maître sur ses Domestiques.

CHAP. I.	<b>D</b> U Mariage.	125
CHAP. II.	Du Pouvoir Paternel.	161
CHAP. III.	Du Pouvoir des Maîtres sur leurs Serviteurs, ou sur leurs Esclaves.	175

# TABLE DES LIVRES ET DES CHAPITRES.

## LIVRE SEPTIEME.

Où l'on traite de l'origine & de la constitution des Sociétez Civiles; des droits & des engagemens du Souverain; des diverses sortes de Gouvernement; & des différentes manières d'acquiescer la Souveraineté.

CHAP. I.	Des motifs qui ont porté les Hommes à former des Sociétez Civiles.	185
CHAP. II.	De la constitution intérieure des Etats.	200
CHAP. III.	De l'origine & des fondemens de la Souveraineté.	223
CHAP. IV.	Des Parties de la Souveraineté en général, & de leur liaison naturelle.	231
CHAP. V.	Des différentes formes de Gouvernement.	240
CHAP. VI.	Des caractères propres & des modifications de la Souveraineté.	262
CHAP. VII.	Des différentes manières d'acquiescer la Souveraineté.	283
CHAP. VIII.	Des droits inviolables de la Souveraineté.	295
CHAP. IX.	Des Devoirs du Souverain.	308

## LIVRE HUITIEME.

Où l'on traite des principales Parties de la Souveraineté; des Contrats & des Traitez, tant Publics que Particuliers; des Puissances Souveraines; des différentes manières dont les Citoyens cessent d'être Membres d'un Etat; & des divers Changemens ou de la destruction même des Sociétez Civiles.

CHAP. I.	Du Pouvoir qu'ont les Souverains de prescrire des Loix à leurs Sujets.	322
CHAP. II.	Du Pouvoir des Souverains sur la vie de leurs Sujets, à l'occasion de la défense de l'Etat.	334
CHAP. III.	Du Pouvoir des Souverains sur la vie & sur les biens de leurs Sujets, pour la Punition des Crimes & des Délits.	339
CHAP. IV.	Du Pouvoir qu'ont les Souverains de régler le degré d'Esime & de considération où doit être chaque Citoyen.	382
CHAP. V.	Du Pouvoir qu'ont les Souverains de disposer des biens renfermez dans leurs terres, tant de ceux des Particuliers, que du Domaine de l'Etat, ou de la Couronne.	408
CHAP. VI.	De droit de la Guerre.	420
CHAP. VII.	Des Conventions que l'on fait avec un Ennemi pendant le cours de la Guerre.	441
CHAP. VIII.	Des Conventions qui tendent à rétablir la Paix.	446
CHAP. IX.	Des Alliances, & des Conventions Publiques faites sans ordre du Souverain.	449
CHAP. X.	Des Contrats & autres Conventions ou Promesses des Rois.	458
CHAP. XI.	Comment on vient à n'être plus Citoyen ou Sujet d'un Etat.	461
CHAP. XII.	Des changemens & de la destruction des Etats.	467




# LE DROIT DE LA NATURE ET DES G E N S.

## LIVRE CINQUIÈME,

Où il est traité du Prix des choses, des Contrats, des différentes manières dont on est dégagé d'une Obligation, de l'Interprétation des Conventions & des Loix, & de la manière de vuider les différens dans l'Etat de Nature.

### CHAPITRE PREMIER.

#### *Du Prix des choses.*

§. I.  OMME toutes les choses, qui entrent en Propriété, ne sont ni de même nature, ni d'un même usage; & qu'il arrive souvent ou que plusieurs personnes acquièrent en commun une chose dont les parties ne sont pas égales ni semblables à tous égards, ou que l'on se transfère mutuellement des biens de différente nature : il falloit que les Hommes attachassent aux choses, par quelque Convention, une certaine idée, à la faveur de laquelle on pût comparer ensemble & réduire à une juste égalité celles qui se trouveroient de différente nature. Or on ne compare & on n'égale les choses les unes aux autres que par le moyen de quelque *Quantité* ou de quelque étendue; l'égalité n'étant autre chose qu'une identité ou une conformité de *Quantité*. Nous avons donc maintenant à traiter de la *Quantité des Choses, & des Actions*, par rapport à leur usage dans le commerce de la vie; & pour cet effet il faut d'abord rechercher ici les fondemens & la mesure commune de cette *Quantité*.

Il falloit qu'il y eût quelque mesure, pour comparer ensemble les choses qui entrent en Propriété.

§. II. ON compare ordinairement les choses les unes avec les autres non seulement par rapport aux trois dimensions, savoir, la longueur, la largeur, & la profondeur, mais encore par rapport à une autre sorte d'étendue toute différente. Lors qu'on dit, par exemple, que deux Dignitez ou deux différentes Marchandises sont égales ou inégales, & qu'un Emploi, ou un travail, est égal ou inégal à quelque autre, ce n'est point parce qu'ils ont les mêmes dimensions. Il faut donc nécessairement reconnoître une sorte particulière de *Quantité*, distincte de la *Quantité Physique*, & de la *Quantité Mathématique*, qui sont

Ce que c'est que la *Quantité Morale* des Choses, & des Actions.

les seules auxquelles les Philosophes semblerent avoir pensé jusqu'ici. Cela paroitra plus clairement, si l'on fait réflexion, que l'essence de la *Quantité* en général ne consiste pas dans l'étendue de la substance des choses, mais dans l'estimation & la mesure dont elles sont susceptibles: je veux dire, que la première & principale raison pourqu'on l'oit attribuer quelque *Quantité* aux choses, c'est qu'on peut les mesurer ou les estimer, & par conséquent les comparer les unes avec les autres, pour savoir si elles sont égales, ou inégales. Or les choses étant susceptibles d'estimation non seulement par rapport à leur substance Physique, mais encore à l'égard de quelque Relation Morale; il s'ensuit qu'outre la *Quantité Physique*, & la *Quantité Mathématique*; il y a encore une *Quantité* (1) *Morale*, selon laquelle on estime & l'on mesure les choses moralement. Ce n'est pas que la *Quantité Physique* n'entre dans l'estimation des choses qui se trouvent de même nature & de même bonté: car, tout le reste d'ailleurs égal, un gros diamant, par exemple, vaut davantage qu'un petit. Mais on n'a pas toujours égard à cela dans l'estimation des choses de différente espèce & de différente bonté. Ainsi un dogue ne vaut pas toujours davantage qu'un petit chien, ni une grosse masse de plomb plus qu'une moindre.

(a) Liv. VIII.  
Chap. IV.  
(b) Liv. I. Chap.  
VIII & Liv. VIII.  
Chap. III. §. 18.  
& suiv.

Nous traitons ailleurs de (a) l'estimation Morale des Personnes, par rapport au rang qu'elles tiennent, & à la considération où elles sont dans le monde; & de celle des (b) Actions Morales, par rapport à la vertu qu'elles ont de produire quelque *Imputation*, ou en bien, ou en mal. Il ne s'agit donc ici proprement de la *Quantité Morale* des Choses & des Actions, qu'entant qu'elles sont de quelque usage dans la vie commune, & qu'on les compare ensemble pour les rendre propres à entrer dans le commerce. C'est ce que l'on appelle *Prix* ou *valeur*. De sorte que le *Prix* en général est une certaine *Quantité Morale* ou une certaine *valeur* des Choses, & des Actions, qui entrent en commerce, selon laquelle on les compare les unes avec les autres.

Combien il y a  
de sortes de Prix.

§. III. ON peut diviser le *Prix* en *Prix* (1) *propre ou intrinsèque*; & *Prix virtuel ou éminent*. Le premier, c'est celui que l'on conçoit dans les Choses mêmes ou dans les Actions qui entrent en commerce, selon qu'elles sont capables de servir à nos besoins, ou à nos commoditez & à nos plaisirs. L'autre, c'est celui qui est attaché à la Monnoie, & à tout ce qui tient lieu de Monnoie, entant qu'elle renferme virtuellement la valeur de toutes ces sortes de Choses & d'Actions, & qu'elle sert de règle commune pour comparer & ajuster ensemble la variété infinie de degrez d'estimation dont elles sont susceptibles.

Quel est le fon-  
dement du Prix  
propre ou intrin-  
sèque ?

§. IV. POUR bien comprendre la nature du *Prix propre ou intrinsèque*, il faut d'abord rechercher avec soin les fondemens de cette sorte de Prix considéré en lui-même, & ensuite la raison pourquoi il hausse ou il baisse.

Le *fondement du Prix propre ou intrinsèque*, considéré en lui-même, c'est (1) l'aptitude qu'ont les Choses, ou les Actions, à servir, soit médiatement, soit immédiatement, aux besoins, aux commoditez, ou aux plaisirs de la vie. D'où vient que, dans le langage ordinaire, les Choses, qui ne sont d'aucun usage, sont souvent appelées des *choses de nul* (a) *prix*; & en parlant des Personnes, on donne le titre de *Vaurien* à ces poids inutiles de la terre, qui ne sont bons que pour manger & pour boire.

(a) Voyez Phadr.  
Lib. III. Fabul.  
XII. vers. 4. 6.

(b) Lib. II. Cap.  
XII. §. 14. num. 1.

Selon Grotius (b), la mesure la plus naturelle de la valeur de chaque chose, c'est le besoin

§. II. (1) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. I. §. 22.

§. III. (1) L'Auteur dit, *Pretium vulgare*. Mais si j'a-  
vois traduit, *Prix vulgaire*, ou *Prix commun*, on auroit  
confondu cette sorte de Prix avec celui, dont il traite au  
§. 9. *Pretium commune*, c'est-à-dire le Genre avec l'Es-  
pèce. D'ailleurs les termes de *propre & intrinsèque* ex-  
priment beaucoup mieux par eux-mêmes l'idée que l'Au-  
teur attache ici au mot *vulgare*, comme chacun le sentira  
aisément.

§. IV. (1) C'est bien là une des raisons générales; car  
ce qui ne sert de rien, passe ordinairement pour n'être  
d'aucune valeur. Mais d'où vient donc, que l'Eau, par

exemple, qui est une chose si utile, n'est point mise à  
prix? Il faut donc ajouter ici une autre raison, je veux  
dire, que les choses susceptibles de Prix doivent être non  
seulement de quelque usage, sinon véritablement, du  
moins selon l'opinion & la passion des gens; mais enco-  
re de telle nature, qu'elles ne fussent pas aux besoins de  
tout le monde. De sorte que, plus une chose est utile, ou  
rare, en ce sens-là, & plus son *Prix propre & intrinsèque*  
hausse, ou baisse. Titius, *Observ. in Pufendorf. CCCXXI.*  
& in *Lauterbach. Obs. DIII.* C'est par ce principe qu'il  
faut expliquer & rectifier tout ce que dit ensuite notre  
Auteur.

*soin qu'on en a.* Si par là on entend, que le fondement du Prix considéré en lui-même est uniquement le besoin, ou que la raison pourquoi on estime & l'on apprécie une chose, c'est que l'on en a besoin; cela n'est pas vrai généralement. Car, selon le langage ordinaire, on n'a besoin (c) que de ce dont on ne peut se passer sans une grande incommodité: or il y a bien des choses qui ne servent qu'à procurer un plaisir superflu, auxquelles néanmoins la sensualité & le luxe des Hommes attachent souvent un fort haut Prix. Que si le sens de cette proposition est, que le besoin qu'a l'Acheteur de la chose qu'il marchandé, en fait rehausser le Prix; j'avoue que cela se pratique ainsi pour l'ordinaire: mais on ne sauroit raisonnablement accorder, que ce soit là la règle naturelle du Prix, en sorte que plus une personne a besoin d'une chose, plus on puisse légitimement la lui faire paier cher. Le passage d'*Aristote*, que *Grotius* allégué, n'est pas bien appliqué. Car ce besoin (2), qui sert de règle & de mesure commune, n'est pas l'unique fondement du Prix, mais seulement des Echanges, ou du commerce; puis que si personne n'avoit besoin de rien, ou si l'on n'avoit pas plus besoin des choses qui appartiennent à autrui, que des siennes propres, on garderoit celles-ci, & l'on en jouiroit, sans chercher à acquérir aucune des autres, comme ce (3) Philosophe s'en explique formellement.

(c) Voyez *Matth.* IX, 12.

§. V. MAIS il faut remarquer, qu'il y a des Choses très-utiles à la vie, auxquelles on n'a pourtant attaché aucun Prix, soit parce qu'elles sont & doivent être communes, soit parce qu'elles n'entrent point dans le commerce; soit parce qu'elles passent toujours pour des dépendances nécessaires de quelque autre chose qui entre en commerce. Ainsi la haute région de l'Air, le Ciel, & les Corps Célestes, comme aussi le vaste Océan, n'étant point susceptibles de Propriété; on ne sauroit légitimement les mettre à prix, quoi qu'il en revienne une grande utilité à la vie humaine. Les Loix Romaines, en défendant de trafiquer des choses sacrées & destinées à des usages de (1) Religion, les exemptent de toute appréciation; quoi que plusieurs de ces choses soient de telle nature, qu'il ne leur manque rien en elles-mêmes de ce qui est nécessaire pour recevoir un certain Prix. Une Personne Libre n'est non plus susceptible d'aucun Prix: car il implique contradiction de dire qu'on est Libre, & qu'on entre néanmoins en commerce, puis que dès-lors qu'on est sujet à être vendu, on n'est plus Libre. C'est en partie pour cette raison que l'on appelle la Liberté, un bien inestimable; & non pas seulement à cause que les avantages en sont si grands, qu'ils paroissent plus considérables qu'aucun autre (a). Il y a aussi bien des choses qui par elles-mêmes sont censées incapables d'être appréciées, entant qu'on ne peut les posséder séparément, mais qui ne laissent pas d'augmenter considérablement le Prix de la chose dont elles sont un accessoire; comme d'autre côté leur défaut, ou leur mauvaise constitution, le diminue beaucoup. Ainsi un beau Soleil, un air pur, une vûe agréable, le vent, l'ombre, & autres choses semblables, considérées séparément & en elles-mêmes ne sont pas susceptibles d'évaluation; parce qu'on n'en sauroit jouir sans la terre qu'elles accompagnent toujours. Cependant il n'y a personne qui ne sache qu'elles entrent pour beaucoup dans l'estimation des Pais, des terres, & des autres héritages (b). Ainsi, en Hollande, on exige un impôt annuel de ceux qui ont des Moulins à vent; sous prétexte que le vent appartient au public. Et de là il paroît, pour le dire en passant, de quelle manière il auroit fallu décider la dispute qu'un ancien (c) Orateur s'avisa d'inventer & de raconter à ses Juges, pour les rendre attentifs; je veux parler de la plaisante contestation au sujet de l'ombre d'un Ane, que celui, à qui il appartenait, prétendoit n'avoir point louée avec sa monture. Je dis donc, que celui, qui avoit pris l'Ane à louage, ne pouvoit empêcher que le maître ne se

Il y a bien des choses utiles, auxquelles on n'a attaché aucun Prix.

(a) Le passage de Philon qui étoit cité ici (*De specialib. Legibus*, pag. 597. D. Edit. Genev.) regarde l'estimation des personnes, que l'on avoit vouées à Dieu, & que l'on vouloit racheter. Voyez *Levit.* Chap. XXVII. Ainsi cela ne fait rien au sujet.

(b) Voyez *Plin. Hist. Nat. Lib. XII. Cap. I.* au sujet de l'ombre du Plane.

(c) *Démophilus.*

COLL-

(2) *Δι' αὐτῶν ὅτι τὰ πάντα μετρίως . . . τὰ τοιαῦτα ὅτι ἐστὶ τῆς ἀφ' ἀλλοτρίου ἡ χρεὶα, ἡ πάντα συνέχει.* *Ethic. Nicomach.* Lib. V. Cap. VIII. pag. 65. B. Edit. Paris.

(3) *Διότι ὅτι αἱ μὴ ἐν χρεὶα ὄντι ἀλλήλων, ἡ ἀμύνηται, ἡ ἰσότης, ἡ ἀντιπρῶτος, καὶ ἀλλὰ τὸν αὐτὸν.* *Ibid.* D. Voyez aussi *Poëtic.* Lib. I. Cap. IX.

§. V. (1) *Religiosa res.* Dans le Droit Romain on entend par là principalement les lieux où l'on avoit enterre quelqu'un. Voyez *Instit.* Lib. II. Tit. I. §. 8, 9. & *Digest.* Lib. XL. Tit. VII. *De religiosis & funeribus sanctis* &c.

touchât à l'ombre de la bête. Mais, d'autre côté, dès le moment que celui-ci s'étoit enparé de l'ombre, l'autre pouvoit la lui ôter en faisant marcher l'Ane.

Il y a aussi des Actions, qui devant être faites sans intérêt, ou étant défendues par quelque Loi Divine, ou Humaine, n'entrent point en commerce, & par conséquent ne sauroient être légitimement mises à prix, ni exercées pour de l'argent. Tels sont, par exemple, ces actes religieux, qui, par l'institution divine, se trouvent accompagnés de quelque effet surnaturel, comme, l'Absolution d'un Prêtre, l'administration des Sacrements, & autres choses semblables : car ceux qui prennent de l'argent pour les faire, se rendent coupables de *Simonie*; & il y a de l'impiété & de l'irrévérence envers la Majesté divine à croire (d) qu'on en puisse trafiquer. Il faut rapporter ici les Emplois Ecclesiastiques, & les Bénéfices, que l'on doit conférer gratuitement à ceux qui sont les plus capables de se bien acquitter des fonctions qui y sont attachées; & non pas les donner pour de l'argent à des personnes indignes (e), comme cela ne se pratique que trop souvent. J'en dis autant des récompenses & des marques honorables, par lesquelles on rend une espèce de témoignage authentique, & l'on semble attribuer du mérite, de l'érudition, ou de la (f) valeur à des gens qui n'ont aucune de ces qualitez : car outre qu'on avilit & que l'on profane ces sortes de titres en les donnant à quiconque veut les acheter; il arrive souvent par là que des personnes indignes sont élevées à des Emplois publics, au grand dommage de l'Etat. Et il est certes bien honteux pour la République des Lettres qu'en plusieurs endroits on se relâche si fort, que de recevoir, pour de l'argent (g), un *Ane Docteur*, comme on parle. Enfin un Juge (h), qui vend la justice; une Belle, qui se fait paier ses faveurs; un Patron, ou un Avocat, qui prend de l'argent de (i) ses Clients, ou de ses Parties; un Assassin, ou un Empoisonneur, qui trafiquent de la vie d'autrui; un Ecrivain, qui, pour un bas intérêt, emploie sa plume & son savoir à publier des mensonges qui nuisent à quelqu'un; un homme qui, par de faux témoignages ou de faux sermens, que l'on tire de la bouche à force d'argent, fait gagner une méchante Cause, ou en fait perdre une bonne : tous ces gens-là, & autres de même caractère, ajoutent à la turpitude de l'action en elle-même, une avanie fardée & infame (a).

§. VI. IL y a diverses raisons qui augmentent ou diminuent le Prix d'une seule & même chose, & qui font préférer une chose à l'autre, quoi que celle-ci paroisse d'un égal ou même d'un plus grand usage dans la vie. Car bien loin que le besoin qu'on a d'une chose, ou l'excellence des usages qu'on en tire, décide toujours de son Prix; on voit au contraire, que les choses dont notre vie ne sauroit absolument se passer, sont celles qui se vendent à meilleur marché (a); la Providence divine les faisant croître abondamment par tout. Ce qui contribue donc le plus à augmenter le Prix des choses, c'est leur rareté; d'où vient que quelques-uns tiennent pour un des secrets du Négocio, de faire en sorte qu'il n'y ait pas trop grande abondance de certaines marchandises (b) : & c'est pour cette raison qu'en plusieurs endroits des Indes, les Hollandois arrachent les arbres qui portent le girofle, & la noix muscade. Que si les choses viennent d'un Pais éloigné, cela donne un grand relief à leur rareté (c). Or la raison pourquoi les choses rares sont mises à un plus haut prix, que les autres, c'est que la vanité des Hommes leur fait estimer souverainement ce qu'ils ne possèdent qu'avec un petit nombre de gens, & tenir au contraire pour très-vil ce que l'on voit chez tout le monde. Ainsi ils veulent, par exemple, avoir des *Roses* (d) au milieu de l'*Hyver*, & ils n'aiment les choses que hors de leur saison, & contre l'ordre de la

N<sup>o</sup> 4

(d) Voyez *Ath.* VIII. 20.

(e) Voyez l'Ordonnance de Gratien, Caus. I. Quæst. I. II. III.

(f) Voyez *Plin. Hist. Nat. Lib. XVI. Cap. IV.*

(g) Voyez *Jannus Nicinus Erythraus, Pinacotheca II. Cap. XXIX.* Les Chinois sont plus sévères pour l'examen & la promotion de leurs Docteurs. Voyez *Neuhof. gener. descript. Sin. Cap. III.*

(h) Voyez *Ovid. Lib. I. Amor. Eleg. X. vers. 37. & seqq.*

(i) Voyez *Plutarch. in Romul. p. 25. A. B.* De là vint ensuite la Loi Cincienne. Voyez aussi *Senec. Hercul. furens. vers. 171. & seqq.*

Qu'est-ce qui augmente ou diminue le Prix des choses ?

(a) Voyez *Vitruv. de Architect. L. VIII. Præfat. Plar. in Enthydem. pag. 211. C. Ed. Wechel. & Sæxt. Empiric. Pyrrhon. Hypothes. Lib. I. p. 29. B. Edit. Genev.*

(b) Voyez *Strab. Geogr. L. XVII. pag. 550. Edit. Genev. Casaub.*

(c) Voyez *Mamertin. Panegyric. Julian. Cap. XI. num. 3. Edit. Cellar.*

(d) Lucien, dans le *Nigrinus*, pag. 38, 39. Ed. Amsterdam. Tom. I.

(2) Par le Droit Romain, comme le remarquoit notre Auteur, les Philosophes, & les Jurisconsultes ne pouvoient demander aucun salaire, ni aucuns gages. *An. & Philosophi Professorum numero sint i & non putem . . . quia hos primum profitevi eos oportet, mercenariam operam spernere. Proinde ne juris quidem Civilis Professoribus jus decet : est quidem res sanctissima Civilis Sapientia : sed qua pretio nummario non sit assequenda, nec dehonorenda.* Digest. Lib. I.

Tit. XIII. De extraordinariis cognitionibus &c. Leg. I. §. 4. Voyez là-dessus *Gratien* dans ses *Florum sparsiones* &c. & à l'égard des Orateurs & des Avocats, *Quintil. Institut. Orat. Lib. XII. Cap. VII.* Ajoutons, que le Droit Romain n'accorde aux Poètes ni immunité, ni privilèges, ni gages, comme il en donne aux Professeurs des autres Sciences. Mr. Le Clerc en a recherché les raisons, dans le I. Tome du *Parrhasiana*, pag. 51. & suiv.

**Nature.** Leur goût est même quelquefois si bizarre & si dépravé, que de faire grand cas d'une chose précisément parce que l'usage en est défendu; la prohibition irritant leurs desirs déréglés, & leur vaine curiosité. En un mot, généralement parlant, les Hommes ne regardent guères comme un bien que ce en quoi le possesseur trouve quelque avantage, que les autres n'ont pas, ou en considération de quoi il peut s'élever par dessus les autres. D'où vient que (e) les plus grands honneurs sont tels principalement parce que peu de gens y parviennent. C'est à la vérité un effet de la corruption & de la malignité de l'Esprit Humain, que de juger de la solidité d'un bien par le nombre de ceux qui le possèdent. Car la possession d'un bien n'est pas au fond plus ou moins considérable, selon que les autres sont prives de ce bien, ou en jouissent également avec nous. Une bonne santé n'est pas moins estimable, parce que les autres se portent bien, ni plus précieuse, parce qu'ils sont malades. La connoissance de la Vérité ne perd rien de son prix pour être commune à un grand nombre de gens; & la Sagesse ne devient pas en elle-même plus estimable, parce qu'il y a bien des fous & des sots. De sorte que faire grand cas & tirer vanité d'un bien que l'on possède, à cause que les autres n'ont pas le même bonheur, c'est véritablement se réjouir du mal d'autrui: comme au contraire il y a une voïe envie à estimer moins un bien, parce que la possession nous en est commune avec les autres (f). Mais ici, comme en plusieurs autres choses, l'inclination générale des Hommes ne s'accorde pas avec la droite Raïson. Ainsi, quoi qu'en disent quelques-uns, qui prétendent que si l'on a attaché un prix excessif à plusieurs choses dont la vie humaine peut très aisément se passer, c'est afin que l'on eût de quoi employer de grandes richesses, qui autrement seroient inutiles; la vérité est, que cela dépend de la vanité, du luxe, & de la sensualité des Hommes, qui leur fait acheter si cher les Perles (g), par exemple, les Pierres (h) précieuses, le (i) Coral; (k) l'Ambre, le Crystal (l), la Porcelaine, la (m) Soie, & autres raretés, dont (1) le prix dépend de la curiosité qu'on a pour elles, de sorte que, comme la curiosité est sans bornes, leur valeur n'en a point aussi. La folie des Hommes va même jusqu'à trouver belle une chose, seulement (n) parce qu'elle coûte beaucoup. Ainsi c'est avec raison qu'un Auteur François (o) met au rang des sortes opinions du Vulgaire: *Estimer & recommander les choses à cause de leur nouveauté, ou rareté, ou étrangeté, ou difficulté, quatre engoueurs, qui ont grand credit aux esprits populaires: & souvent telles choses sont vaines, & non à estimer, si la bonté & utilité n'y sont jointes; dont justement fut mesprise du Prince, celui, qui se glorifioit de sçavoir de loin jeter & passer les grains de mil par le trou d'une aiguille. . . . La règle des sages, dit ailleurs (p) le même Auteur, est de ne se laisser coïsser & emporter à tout cela, mais de mesurer, juger, & estimer les choses premièrement par leur vraie, naturelle, & essentielle valeur, qui est souvent interne & secrète, puis par l'utilité: le reste n'est que pippérie (q).*

A l'égard des choses qui sont d'un usage ordinaire & continuél, soit pour la nourriture & le vêtement, soit pour nôtre défense; ce qui en augmente le plus le prix, c'est leur rareté, jointe à la nécessité, comme il arrive dans une cherté de vivres (r), dans un (s) siège, dans une longue navigation, où l'on achète à quelque prix que ce soit tout ce qui est capable d'appaiser la faim & la soif, ou de servir à la conservation de nôtre vie.

Pour les Ouvrages de l'Art, outre la rareté, on considère ici la délicatesse (t) & la beauté du travail. Quelques-uns tirent encore un grand lustre de la réputation de l'Ouvrier. D'autres sont fort estimez à cause du mérite de leur ancien possesseur; d'où vient qu'un homme (u) acheta autrefois trois mille drachmes la lampe de terre du Philosophe Epictète,

dit. Genes. Casaub. (e) Voiez Quintil. Declam. XII. pag. 176. Ed. Lugd. Bat. (s) Voiez Plin. Hist. Nat. Lib. VIII. Cap. LVII. (f) L. Mummius n'avoit nul goût pour cela. Voiez Vellei. Paternulus, Lib. I. Cap. XIII. (u) Lucien, dans le Traité contre un ignorant &c. p. 386. Tom. II. Ed. Amstel. Voiez ce que dit Gascilaffo, de la Vega, Hist. des Yncas, Liv. III. Ch. XX. de l'estime qu'on avoit dans le Perou pour tout ce qui venoit de la villa de Cusco.

§. VI. (1) Etenim qui modus est in his rebus cupiditatis, libidini feceris. Cicero in Verr. Lib. IV. Cap. VII. J'ai suivi la version de M. Mançoux.

(e) Voiez Cornel. Nepos, in Miltiad. Cap. VI. num. 2. Ed. Cellar. & Cicer. de Invent. Lib. II. Cap. XXXIX. (f) Voiez Nombres, XI. 28. Marc. IX. 38. 39. (g) Voiez Plin. Hist. Nat. Lib. IX. Cap. XXXV. (h) Idem, Lib. XXXVII. proem. IX. 17. in fin. & 34. X. 29. XII. 14-17. 19. XIII. 15-XXXVII. 4. (i) Idem, Lib. XXXII. 2. (k) Dans l'Orient, car en Europe le prix de l'Ambre est modique. (l) Voiez Plin. H. N. Lib. XXXIII. Proem. Senec. de Benefic. Lib. VII. Cap. IX. (m) Plin. H. N. Lib. VI. Cap. XVII. (n) Voiez Juven. Sat. XI. 16. & Curt. Lib. VIII. Cap. IX. num. 19. Ed. Cellar. Senec. Consol. ad Helv. Cap. XI. Voiez, au sujet du prix des Tulipes, Jan. Nicus Erythraeus, Pinacothec. III. Cap. XVII. & C. XXIV. & sur la valeur de l'Aïrain & du Fer chez les anciens, Alciéus, & Casandriens, Agatharchid. de Mari Rubro, C. XLIX. (o) Charren, de la Sagesse, Liv. I. Chap. XXXIX. num. 11. Ed. de Paris; & Chap. VI. Ed. de Boudaux. (p) Lib. II. Chap. X. num. 2. (q) Voiez Plutarch. in Cato. Major. p. 346. E. Ed. Weob. & Strab. Geograph. Lib. II. p. 87. E. com.



(x) Voiez *Xenoph. Memorab. Socrat.* pag. 435. in fin. Ed. H. Steph. & Cicer. in *Bruto*, Cap. LXXIII.

(y) Voiez *Aristot. Politic. Lib. I. Cap. VII. & XI. & Lib. VIII. Cap. II.*

comme s'il eût acheté avec elle son savoir. On a égard aussi à la difficulté de l'Ouvrage (x) & au nombre des Ouvriers; car moins on trouve de ceux-ci, & plus l'Ouvrage se paie.

Enfin, ce qui augmente le prix du travail & de toutes les Actions qui entrent en commerce, c'est la peine ou la difficulté qu'il y a de les faire; l'habileté & l'adresse qu'il faut pour y réussir; leur utilité; leur nécessité; le petit nombre, le caractère ou la dignité des personnes qui s'en mêlent, comme aussi la liberté où elles sont de s'en dispenser, si elles veulent; l'estime qu'on fait dans le monde (y) d'un Art ou d'une Profession; & autres choses semblables. Mais il faut remarquer ici, avec un ancien Philosophe, (2) qu'il y a des choses, qui en elles-mêmes valent beaucoup plus qu'on ne les paie. On achète, par exemple, d'un Médecin, la vie & la santé; d'un Professeur, la connoissance des Arts Libéraux, & des Sciences qui servent à former l'Esprit & le Cœur: toutes choses inestimables en elles-mêmes. Ainsi l'on ne paie point à ces gens-là la valeur de ce que l'on reçoit d'eux, mais la peine qu'ils prennent en nous le communiquant, le service qu'ils nous rendent, le tems qu'ils emploient à travailler pour nous, pendant quoi ils ne sauroient vaquer à leurs propres affaires. En un mot le salaire qu'on leur donne n'est pas pour les récompenser selon que le mérite la chose, mais seulement pour leur témoigner quelque reconnaissance du soin qu'ils ont bien voulu prendre en notre faveur.

Du Prix que donne à certaines choses la passion particulière d'une personne.

(a) *Pretium affectionis.*

(b) Voiez *Libanius*, Declam. XLI. pag. 870. D. Ed. Paris. Morell. & *Leo Africanus*, Lib. III.

(c) Voiez *Catull. Carm. XII. vers. 11, 12, 13. & Ovid. Epist. Heroid. XVII. 71, 72.*

(d) Les anciens Gaulois, par exemple, mettoient à haut prix la tête de leurs Ennemis. Voiez *Diod. Sicul. Lib. V. Cap. XXIX. pag. 307. A. Ed. Rhodm. & Strabon*, Geograph. lib. IV. pag. 136. in fin. Edit. Genev. Casaub.

(e) Voiez *Diodor. Sicul. Lib. V. C. XXVI. pag. 304. D. Ed. Rhodm. & Cap. XVII.*

§. VII. IL arrive encore souvent qu'une personne estime beaucoup certaines choses par quelque raison particulière, qui les lui fait aimer & priser plus que ne feroit tout autre; & c'est ce que l'on appelle Prix (a) d'inclination (b): comme, par exemple, si l'on est accoutumé (1) à une chose, ce qui a lieu sur tout par rapport aux Animaux que l'on avoit apprivoisés & dressés à sa fantaisie; ou si elle nous a servi à éviter un grand péril; ou si elle est un monument de quelque événement remarquable; ou si on l'a faite soi-même. Il y a aussi bien des choses, qui nous sont chères (c) à cause de la considération que l'on a pour celui de qui elles viennent, ou parce qu'il nous les a données comme un gage de son amour; en sorte qu'on ne voudroit pas échanger une pareille chose contre plusieurs autres; dont chacune seroit d'ailleurs d'égale bonté & d'égale valeur en elle-même. Plusieurs encore font grand cas d'une chose, parce qu'ils la voient estimée des Grands, à qui ils veulent plaire. Ainsi lors qu'un Prince aime une certaine sorte de viande, ou d'ajustement, cela en augmente souvent le prix. Enfin la vaine Gloire, la (d) Cruauté, & autres semblables Vices, augmentent quelquefois le prix des Choses ou des Actions, par rapport à certaines personnes.

Les Marchands se prévalent (e) ordinairement de la passion d'un Acheteur, pour lui faire payer bien cher les marchandises dont ils voient qu'il a grande envie. Il y a des Savans qui prétendent que cela est illicite, à moins qu'il ne s'y trouve quelque autre raison, qui autorise à augmenter le prix de la marchandise: & les Loix Romaines veulent même, que, dans la réparation d'un dommage causé sans mauvais dessein, on n'ait (2) point d'égard à l'attachement qu'avoit celui, qui a été lésé, pour la chose qu'on lui a perdue, ou détériorée. Mais lors que le Vendeur trouve lui-même beaucoup de plaisir dans la possession de la chose dont il se défait, il peut légitimement la faire payer cher par cette raison, pourvu qu'il le déclare sans façon à l'Acheteur. Car rien n'empêche qu'on ne mette à prix la complaisance que l'on a de se résoudre à se passer, en faveur d'autrui, d'une chose que l'on aimoit beaucoup.

§. VIII.

(2) *Respondetur, quoddam plurius esse, quam emuntur. Emis à Medico rem inestimabilem, vitam ac valetudinem bonam: à bonarum Artium Præceptore studia liberalia, & animi cultum. Itaque his non rei pretium, sed opera solvitur, quod deseruiunt, quod à rebus suis advocati nobis vacant. Mercedem non meriti, sed occupationis sua ferunt.* Senec. de Benefic. Lib. VI. Cap. XV. Voiez *Quintil. Instit. Orat. Lib. XII. Cap. VII. vers la fin.*

§. VII. (1) J'ai un peu racommodé cet endroit, conformément à ce que l'Auteur dit dans son Abrégé, de *Offic. Hom. & Civ. Lib. I. Cap. XIV. §. 4.* J'ai aussi été obli-

gé de faire un peu plus bas une transposition; ce paragraphe, & plusieurs autres de ce Chapitre, étant dans un étrange désordre, qu'il ne falloit pas laisser dans ma Traduction.

(2) *Si servum meum occidisti, non affectiones estimandas esse puto (veluti si filium tuum naturalem quis occiderit, quem tu magno emptum velles) sed quanti omnibus valeret. Sextus quoque Pedius ait, pretia rerum non ex affectione, nec utilitate singulorum, sed communiter fungi.* Digest. Lib. IX. Tit. II. Ad Leg. Aquil. Leg. XXXIV. Voiez aussi *Lib. XXXV. Tit. II. Ad Leg. Falcid. Leg. LXII. LXIII.*

§. VIII.

§. VIII. VOILA en général ce qui augmente ordinairement le Prix des choses; & par conséquent les circonstances contraires le diminuent. Mais pour déterminer le Prix de telle ou telle chose en particulier, & pour le taxer sur un pied raisonnable, on se règle sur d'autres considérations.

Il faut remarquer d'abord, que, dans la Liberté Naturelle, il est permis à chacun de mettre tel Prix qu'il veut à ce qui lui appartient; chacun, dans cet état-là, aiant plein pouvoir de disposer absolument de son bien & de ses actions. En effet si quelqu'un vouloit apprécier le bien d'un autre, il dépendroit toujours de celui-ci d'acquiescer, ou non, à l'estimation du premier, & ainsi il seroit toujours au fond le véritable estimateur de son bien. Supposé même qu'il le mit à un prix excessif, personne ne sauroit s'en plaindre: car qu'importe aux autres que l'on se forge une trop haute idée de ses propres richesses? Si le prix leur paroît exorbitant, ils n'ont qu'à laisser nôtre marchandise: ou, s'ils veulent l'avoir, il faut qu'ils en donnent ce que nous en demandons. D'autre côté, lors que l'on a envie de débiter ses marchandises, on doit se contenter de ce qu'en veut donner un Acheteur dédaigneux, à qui on va les offrir. On n'a donc sujet de se plaindre que quand un autre, par pure inhumanité, ou par haine & par envie, nous refuse, dans nôtre besoin, de nous vendre des choses dont il a abondance: ou ne veut nous les vendre qu'à des conditions très-onéreuses. D'où il s'ensuit, que, dans l'Etat Naturel, le Prix de chaque chose dépend uniquement des Conventions des Contractans, & que, pourvu qu'on ne se préveille pas inhumainement de l'indigence d'autrui, on peut, sans violer les Loix du Commerce (a), profiter des occasions qui se présentent de faire quelque gain considérable.

Mais, dans les Sociétez Civiles, le Prix des choses se règle de deux manières, ou par l'ordonnance des Supérieurs, c'est-à-dire, par la Loi; ou par l'estimation commune des Particuliers, accompagnée d'un consentement mutuel des Contractans. La première sorte de Prix s'appelle *Prix Légitime*; & l'autre, *Prix ordinaire*, ou (b) *Prix courant*. A l'égard du *Prix Légitime*, on présume ordinairement qu'il est conforme aux maximes de la Justice & de l'Equité; à moins que le contraire ne paroisse évidemment: car une crasse ignorance; & plus souvent encore l'envie de favoriser les Acheteurs ou les Vendeurs, au préjudice les uns des autres, soit parce que l'on a été gagné par argent, ou pour quelque autre raison; enfin le désir d'attirer à soi-même le profit, peuvent causer ici une grande disproportion entre le Prix réglé par les Loix, & la juste valeur des denrées ou des marchandises. Ce *Prix Légitime* consiste presque dans un point indivisible, en sorte que, si l'on va tant soit peu en deçà, on commet une injustice. Lors qu'on a taxé le Prix en faveur des Acheteurs, comme cela se fait le plus souvent pour cette raison; le Vendeur ne sauroit légitimement rien exiger au delà. Mais l'Acheteur peut, du consentement du Vendeur, payer quelque chose de moins; bien entendu que ce qu'il lui donne ne demeure pas au dessous du plus bas degré de la valeur naturelle ou intrinsèque de la marchandise. Et rien n'empêche que le Vendeur ne rabatte quelque chose du Prix réglé par les Loix, pourvu que par là il ne fasse point de tort aux autres Marchands. Que si le Prix a été taxé en faveur des Vendeurs, l'Acheteur ne sauroit légitimement obliger le Vendeur à se contenter de moins; quoi que celui-ci puisse, s'il veut, en rabattre quelque chose, chacun aiant la liberté de renoncer à ses avantages. Mais, en ce cas-là, il est permis au Vendeur de prendre davantage que le Prix réglé, pourvu que ce surplus ne passe pas le plus haut degré de la valeur naturelle des marchandises. Au reste, il est plus ordinaire de taxer le salaire en faveur de ceux qui travaillent pour autrui, que non pas le prix des marchandises en faveur de ceux qui les vendent (1).

(a) Voyez Genes.  
XLI, 49. &  
XLVII, 13. &c  
suiv.

(b) Quelques-uns  
l'appellent *Prix*  
*naturel*.

§. VIII. (1) Il y a, ajoûter ici nôtre Auteur, des manières adroites & indirectes d'empêcher que les choses ne se vendent trop cher, sans les taxer formellement. Par exemple, dans les Etats de l'ancienne Grèce, il étoit

§. IX.  
défendu aux Vendeurs de poisson de s'asseoir au marché, afin que las de demeurer debout, ils vendissent bien-tôt leurs poissons à un prix raisonnable, & n'en apportassent que de bien frais.

§. IX.

De Prix ordinaire, ou Prix courant.

(a) Voiez Grotius, Lib. II. Cap. XII. §. 14. num. 1.

(b) Voiez la Loi citée ci-dessus, §. 7. Note 2. & Aristot. Ethic. Nicom. Lib. IX. Cap. I. in fine.

(c) Gradus infimus, seu pins.

§. IX. Pour le Prix ordinaire, qui n'est point réglé par les Loix, il a quelque étendue, en sorte que l'on peut exiger, & donner quelque chose de plus, ou de moins (a). C'est de cette sorte de Prix qu'il faut entendre les paroles suivantes d'un ancien Philosophe: (1) *Qu'importe, dit-il, combien vaut une chose en elle-même, lors que le Vendeur & l'Acheteur sont convenus du prix? La valeur de chaque chose change au fond selon le tems. Estimez votre marchandise tant qu'il vous plaira: elle ne vaudra, au bout du compte, que ce que vous en pourrez trouver.* Le (b) prix des choses, selon les Jurisconsultes Romains, ne se règle ni sur la passion qu'un Particulier peut avoir pour elles, ni sur l'utilité qu'il en retire, mais sur l'estimation commune, c'est-à-dire, sur le pied que tout le monde les achèteroit. Au reste, on distingue trois degrez du Prix ordinaire: le plus bas, ou le Prix (c) honnête; le médiocre ou modique; le plus haut, ou le Prix rigoureux. Tant qu'on ne passe pas ces bornes, on peut acheter & vendre plus cher ou à meilleur marché. Mais de marquer précisément le point où se termine chaque degre, c'est ce que l'on ne sauroit faire d'une manière qui serve de règle générale. Le plus court est de dire, que le juste prix de chaque chose est ce qu'en donnent ordinairement ceux qui s'entendent en marchandises & en négoce (2).

Pour quelles raisons le Prix ordinaire augmente ou diminue?

(a) Voiez Grotius, ubi supra, num. 2.

§. X. D'ANS la détermination de ce Prix courant, on met en ligne de compte 1. (a) les dépenses que font les Marchands, & la peine qu'ils prennent pour leur négoce. C'est-là la principale raison, pourquoi on peut vendre une chose plus qu'elle ne coûte. Et par dépenses il faut entendre ici celles qui se font ordinairement; car on n'a point d'égard aux extraordinaires. Ainsi l'on se moqueroit d'un Marchand, qui prétendrait vendre plus cher ses marchandises, sous prétexte qu'en les allant chercher ailleurs il se seroit cassé la jambe, ou qu'il auroit eu une grosse maladie; ou à cause qu'il en auroit perdu une partie par un naufrage, ou par un vol, à moins que de tels accidens n'eussent fait devenir rares ces sortes de marchandises. Il seroit encore plus ridicule de prétendre, que les Acheteurs le dédommagent des dépenses superflues, ou de celles qu'il a faites pour ne pas entendre son métier, ou faute de soin & de vigilance. Mais rien n'est plus juste que de se faire payer honnêtement le tems qu'on emploie, & la peine ou les soins que l'on se donne pour transporter, garder, & débiter ses marchandises, comme aussi les gages des Commis, Facteurs, ou garçons de boutique, que l'on est obligé de tenir. 3. Ce seroit même une grande inhumanité, & une chose très-propre à décourager l'industrie humaine; que de réduire tout le gain, qui peut légitimement revenir du négoce, & de tout autre commerce, ou de toute profession en général, à ce qui suffit pour fournir aux nécessitez absolues d'une vie dure & laborieuse. Il faut encore considérer ici 4. la difficulté, la longueur, & le danger des chemins, ou de la navigation; comme aussi la différence de la valeur des monnoies & des marchandises selon la diversité des lieux. 5. Ceux qui vendent en détail peuvent aussi mettre un plus haut prix à leurs marchandises, que les Marchands en gros. Car, outre que la vente en détail est plus pénible, & plus incommode; on gagne bien davantage à recevoir tout à la fois une grosse somme d'argent, qu'à en tirer peu à peu de petites. 6. On sait encore, que le Prix courant change souvent, & baisse ou hausse tout d'un coup, selon que quelque raison particulière (b) augmente, ou diminue, le nombre des Acheteurs, & la quantité d'argent, ou de marchandises. 7. On met aussi (1) une chose à plus haut prix, lors qu'on ne la vend que pour faire plaisir à une personne, qui nous en prie, & à qui on ne l'auroit pas vendue sans cela. Au contraire le Prix diminue, lors que la marchandise cherche marchand, comme on parle, c'est-à-dire, lors que le Vendeur va offrir ses marchandises.

(b) Voiez Tacit. Annal. Lib. VI. Cap. XVII. & Socrat. Hist. Eccles. Lib. III. Cap. XVII. au commencement.

§. IX. (1) *Quid interest, quanti sint, cum de pretio inter ementem & vendentem convenitur? . . . Pretium cuiusque rei pro tempore est. Cum bene ista laudaveris: tanti sunt, quanto pluri vultis non possunt.* Senec. De Benefic. Lib. VI. Cap. XV.

(2) C'est pour cela, ajoutoit ici l'Auteur, que le mot Latin Pretium vient, selon Varron (de Ling. Latin. Lib.

IV.) de celui de periturus quod, dit-il, bisulcum possunt facere rectè id. Mais Saumaise se moque, avec raison, de cette Etymologie, dans son Traité de Usuris.

§. X. (1) J'ai ajoutée cette petite période, tirée de l'Abregé de Offic. Hom. & Civ. Lib. I. Cap. XIV. §. 6. On voit assez, qu'elle ne devoit pas être omise.

(2) C'est

chandises aux Acheteurs, & les solliciter à en prendre; sur tout s'il s'adresse à des gens, qui tiennent pour maxime, avec un Ancien (2), que *rien de superflu n'est à bon marché, quand il ne coûteroit qu'un sou*. La raison en est, dit-on, qu'en ce cas-là il y a disette d'Acheteurs. Ajoûtez à cela, que la chose, qu'on veut vendre alors, est souvent peu nécessaire à l'Acheteur, qui ne l'auroit point achetée sans cette occasion qui se présente de l'avoir à grand marché. Souvent même, en pareil cas, on n'achete pas tant pour s'accommoder soi-même, que pour faire plaisir au Vendeur, qui souhaite de se défaire de sa marchandise. De là vient aussi que, dans les Encans, on achete souvent à meilleur marché que les choses ne valent d'ailleurs; parce que c'est la Loi de ces sortes de Ventes, qu'on adjuge la marchandise au plus offrant & dernier enchérisseur: quoi que ceux qui surdisent les uns aux autres, à force de s'échauffer & de se piquer au jeu, fassent quelquefois monter l'enchère de ce qui se crie au delà de la valeur ordinaire; le grand nombre d'Acheteurs augmentant alors le Prix. Enfin, on peut faire entrer dans le Prix ordinaire des marchandises le dommage que reçoit le Vendeur, ou le gain qu'il perd en les vendant; sur tout lors que l'Acheteur vient de lui-même s'offrir. Car il faudroit être bien sot pour aliéner son bien, sans stipuler au moins que l'on ne perdra rien à ce marché. Et ici l'on a sur tout égard au délai ou à l'avance du paiement. Car le tems du paiement est une partie du Prix: & il vaut mieux (c) sans doute vendre comptant, qu'à crédit, puis qu'on auroit pu faire un nouveau profit en trafiquant de son argent (3).

(c) Voyez *Martial*, Lib. VI. Epigr. XXX. & ce que rapporte *Polybe*, (in *Excerpt. Peirest.*) au sujet de *Scipion le Jeune*.

§. XI. D'ÉPUIS que la plupart des Peuples eurent renoncé à l'ancienne simplicité des premiers siècles, on remarqua bien-tôt que le *Prix propre & intrinsèque*, tant celui que nous avons appelé *Légitime*, que celui qu'on nomme *Prix ordinaire*, ne suffisoit pas pour toutes les affaires qu'on pouvoit avoir ensemble, & pour la facilité du commerce, qui devenoit tous les jours plus étendu & plus florissant. Car il n'y avoit pas moien de trafiquer que par des échanges; & quand un homme travailloit pour un autre, il falloit que celui-ci ou lui rendit la pareille, ou lui donnât quelque chose de ses biens. Or, comme la curiosité & les passions des Hommes multiplient si fort leurs besoins, que non contents de ce qui se trouve dans chaque País, ils recherchent avec empressement les raretez, les commoditez, & les délices des autres climats; il étoit difficile, que chacun eût des marchandises que les autres voulussent prendre en troc pour celles qu'il souhaitoit; ou qui fussent d'égale valeur. D'ailleurs, dans les Etats civilisez, où il y a divers ordres de Citoyens, & diverses professions, bien des gens ne trouveroient pas de quoi subsister, ou du moins qu'avec beaucoup de peine, si l'on ne pouvoit se pourvoir de ce dont on a besoin, qu'en donnant chose pour (1) chose, ou travail pour travail. En effet, on voit par expérience,

Le *Prix propre ou intrinsèque* ne suffisoit pas pour le commerce de la vie.

que

(2) C'est *Caton l'Ancien*. "Ολας ἡ μὲν ἐὺνοια εἶναι τὴν ἀρετὴν, ἀλλ' ἡ τις ἡ δούπη, καὶ ἀσπαρὶς ἀπιδεύουται, ἀλλὰ νομίζω. *Plutarque*, en sa Vie, pag. 338. in fin. Ed. Wechel.

(3) Dans tout ce paragraphe, l'Auteur n'a traité que des circonstances extérieures qui contribuent à augmenter, ou à diminuer le Prix des choses. Mais il faut toujours supposer, que les qualitez propres & internes des choses mêmes varient extrêmement leur valeur; parce que ces qualitez ou ces circonstances intrinsèques augmentent ou diminuent l'utilité que l'on en retire. C'est à quoi se rapporte l'exemple particulier, que l'Auteur alleguoit, & que je renvoie à cette Note, pour le mieux placer, & pour ne pas confondre des idées différentes. *Thémistocle* voulant vendre une terre, dit au crieur, de n'oublier pas d'avertir, qu'elle avoit un bon voisin. *Plutarch*, in *Apophthegm.* pag. 185. D. Voyez aussi *Sadur, Rosar, Persic.* Cap. IV. Cette circonstance devoit sur tout être fort considérable à *Lacédémone*, où il étoit permis de se servir des Esclaves, des Chiens, & des Chevaux de son voisin, comme des siens propres, lors que le maître n'en avoit pas besoin; & de prendre même de ses

provisions, en ayant soin de bien refermer le panier & de le laisser dans le champ, où on l'avoit trouvé. (*Idem*, *Apophthegm.* *Lacon.* pag. 238. E. Edit. Wechel.) Notre Auteur alléguoit encore ici, comme une raison extraordinaire & fort inhumaine d'augmenter le Prix des choses, ce que rapporte *Justin* (Lib. XI. Cap. IV. num. 8. qu'*Alexandre le Grand* allant faire vendre à l'encan les *Thébains* qu'il tenoit prisonniers, leurs ennemis enchérissoient à l'envi les uns des autres, non pour le profit qu'ils en pouvoient tirer, mais à proportion de la haine qu'ils avoient pour eux.

§. XI. (1) Cela paroitra par cet exemple, dont *Aristote* se sert. "Εἰς ἡ δ' οἰκονομία ἀνέσκειν τὴν αἰσιν καὶ τὰ αὐτὰ ἔργον ἡ δ' οὐκ οὐκ, καὶ ἂν ἔργον ἀντικαταλλάττονται καὶ τὸ σκευὴ αἰετὶ οἰκονομῶν, αὐτὸ ὑποδημάτων δ' ἢ ἢν οἰκίαν λαβὼν ἐκταύβη ἢν οἰκίαν ταῦτα πάντα ἀνταλλάττει, καὶ τὴν ἀργύρεον ἀποσπαραγμένον νόμισμα, τὰ τὸν χρεὼν, καὶ αἰετὶ τὴν ἀξίαν ἡσασον ἡσασον δίδοντας, τὴν ἀλλὰ τὴν οὐκ οὐκ ἀλλὰ τὴν ἀλλὰ, καὶ τὸ τὸ τὴν ἀντικαταλλάττονται οὐκ οὐκ. *Magn. Moral.* Lib. I. Cap. XXXIV. „ L'ouvrage d'un Maçon valant davantage, que celui „ d'un Cordonnier, il n'auroit pas été juste, que, pour „ des

(a) Voiez *Auger. Busbequi Epist. III.* au sujet des mœurs des *Celches*; & ce que dit *Maxime de Tyr*, (Diff. XXXVI. pag. 344. Edit. Lugd. ann. 1630.) mais qui ne peut avoir lieu que dans le pays des idées.

\* Du Prix éminent, ou de la Monnoie.

† La Monnoie est ordinairement faite de quelque Métal.

(a) Voiez les raisons qu'allègue *Plin.* (*Hist. Nat. Lib. XXXIII. C. III.* vers la fin;) pourquoi l'Or est le premier des Métaux. Voiez pourtant *Lib. XXXIV. C. XIV.* & *Lucien*, dans le *Charon*, p. 350. Ed. *Amst.* où le Fer est mis au dessus.

(b) Parmi les anciens *Lacédémoniens*. Voiez *Senec. de Benefic. Lib. V. Cap. XIV.* *in fine.*

(c) *Polyan. Strategem. Lib. III. Cap. X. num. 1.* sur quoi voiez la Note de *Pantracæ Maarvick*.

(d) Voiez *Leon l'Africain*, *Descript. Afric. Lib. VII.* Cela a lieu aussi dans le Roiaume de *Siam*, pour la

petite monnoie: car la grosse est d'argent pur. Voiez *J. Schouten*, *Descript. Regn. Siam.* (e) Voiez *Rocheport*, *Descript. des Antill. Parr. II. C. VIII. §. 8.* (f) Voiez *M. Paul. Venet. Itiner. Lib. II. C. XXXVIII.* (g) *Franc. Alvarez*, *C. XLVI.* (h) Voiez *Polydor. Virg. Lib. II. Cap. XX.* & *Alex. Neapolit. Lib. IV. Cap. XV.* *Budaus*, ad *Dig. Leg. I. de contrah. empr.* (i) Dans le Congo. Voiez aussi *Herod. in Thalia*, au sujet des *Ethiopiens*; & *Garcilasso de la Vega*, *Hist. des Yucas*, Liv. I. Chap. XI. & Liv. V. Chap. VII. (k) *Diod. Sic. Lib. III. Cap. XLV.* *Sirabo*, *Geogr. Lib. XVI.*

„ des souliers, le Masson fit une maison au Cordon-  
„ nier: ainsi il étoit difficile qu'ils fissent entr'eux au-  
„ cun échange. On jugea donc à propos de se servir d'ar-  
„ gent, que l'on appella Monnoie, afin que tout cela  
„ pût être acheté, & qu'ainsi en payant la valeur de  
„ chaque chose on se pourvût de celles que l'on vou-  
„ droit; ce qui est le fondement du commerce de la vie  
„ civile.

§. XII. (1) Les Jurisconsultes Romains découvrent fort bien l'origine & les fondemens de l'établissement de la Monnoie. *Origo emendi vendendique à permutationibus cap-  
pit. Olim enim non ita erat nummus: neque aliud merx,  
aliud pretium vocabatur: sed unusquisque secundum ne-*

que les Peuples, qui ignorent l'usage de la Monnoie, mènent une vie fort simple & fort grossière, sans se mettre en peine des douceurs & des commoditez de la vie (a).

§. XII. \* L'A plupart des Nations ont donc jugé à propos d'attacher, par une Convention générale, à une certaine chose un Prix éminent, par lequel on mesurât le Prix propre & intrinsèque de toutes les autres, & qui renfermât éminemment la valeur de chacune; en sorte qu'à la faveur de cette chose on pût se pourvoir de tout ce qui seroit à vendre, & faire commodément toutes sortes de commerces & de Contrats (1).

XIII. † P O U R cet effet, on n'a point trouvé de meilleur expédient que de se servir des Métaux les plus estimez, & les moins communs; tels que sont (a) l'Or, l'Argent, & le Cuivre. Car, comme un Créancier prudent ne reçoit pour caution que des gens riches & d'une probité reconnue: de même personne n'auroit voulu donner pour une chose, qui se trouve par tout, par exemple; pour une poignée de terre ou de sable, un bien qu'il avoit aquis par son industrie, ou par un grand travail. Il falloit donc que la Monnoie fût faite d'une matière propre à être gardée, & qui, à cause de la rareté, pût égaler & ajuster les Prix de plusieurs autres choses. Ajoutez à cela, que la substance des Métaux étant fort compacte & fort solide, ils peuvent être divisez en petites parties, sans s'user néanmoins que très-difficilement: deux qualitez fort essentielles à une chose qui doit tenir lieu de mesure commune dans le commerce. Cependant, comme ce n'est pas par une vertu Physique, mais par un pur effet de l'institution & des Conventions humaines, que l'argent a cet usage; on peut, dans un cas de nécessité, ou même de propos délibéré, se servir de quelque autre matière, de (b) Cuir, par exemple, de Papier, ou d'autres choses semblables, qui portent une certaine empreinte particulière. C'est ainsi que *Timothée* (c), Général des *Athéniens*, voyant que l'argent manquoit dans son camp, persuada aux Marchands de prendre de ses Soldats son cachet en place de Monnoie: après quoi, dès qu'il eût recouvré de l'argent, il rendit à tous ceux, qui lui portèrent ces cachets, la valeur des denrées & des marchandises, pour lesquelles ils avoient été donnez. Les habitans des Roiaumes de (d) Congo & de Tombuc en Afrique, comme aussi la plupart des Peuples de l'Amérique Septentrionale, se servent pour Monnoie d'une sorte de petites coquilles de mer: les *Apalachites*, Peuple de la Floride (e), de certains grains blancs & noirs: les habitans de la Province de *Caniclu* (f), & du Roiaume des *Abyssins* (g), de petits morceaux de sel. Il faut avouer pourtant que ces sortes de choses ne sont bonnes que pour le commerce en détail (h). Remarquons encore en passant, qu'en certains Pais (i) on estime davantage, ou du moins autant (k) le Fer, & le Cuivre, que l'Or, & l'Argent, soit à cause de l'abondance de ces deux derniers Métaux, soit à cause de leur peu d'usage; au lieu que des premiers on fait les instrumens les plus nécessaires à la vie, & les plus commodes pour une infinité d'ouvrages. En effet, sans l'usage de la Monnoie, le Genre Humain se passeroit plus aisément de l'Or, & de l'Argent, que du Fer.

Au

*cessitatem temporum, ac rerum, utilibus inutilia permutabat, quando plerumque evenit, ut, quod alteri superest, alteri desit. Sed quia non semper, nec facile concurrebat, ut, cum tu haberet, quod ego desiderarem, invicem haberem, quod tu accipere velles, electa materia est, cuius publica ac perpetua æstimatio difficultatibus permutationum, æqualitate quantitatis subveniret: eaque materia forma publica percussa, usum dominiumque non tam ex substantia præbet, quam ex quantitate: nec ultra merx numerusque, sed alterum pretium vocatur. Digest. Lib. XVIII. Tit. I. De contrahenda emptione &c. Leg. I. Voiez *Aristot. Ethic. Nicomach. Lib. V. Cap. VIII.* & *Lib. IX. Cap. I.* & *Polit. Lib. I. Cap. VI. IX.* & *Rhetoric. Lib. II. Cap. XVI.**

§. XIII.

Au reste on prenoit autrefois au poids les pièces de Métal qui avoient cours (1). Et de là vient qu'encore aujourd'hui, parmi plusieurs Nations, les termes de la Monnoie sont tirez de ceux des Poids. Mais cela aiant été trouvé trop incommode, on établit ensuite par tout, que les Souverains de chaque País feroient battre des espèces d'une certaine grosseur, & marquées au coin de l'Etat, en sorte que cette marque en régleroit la valeur (2).

§. XIV. MAIS quoi que la valeur des espèces, aussi bien que celle de l'Or & de l'Argent massifs, dépende de l'institution & des Conventions humaines; les Souverains n'ont pas un pouvoir si absolu de régler cette valeur, qu'ils ne doivent avoir égard à certaines choses. Par exemple, chez toutes les Nations, dont nous avons connoissance, il est établi que la Monnoie d'Or doit valoir davantage que celle d'Argent; & celle d'Argent plus que celle de Cuivre; & qu'il doit y avoir une certaine (a) proportion entre l'Or & l'Argent. De plus, la Monnoie aiant été instituée pour faciliter le commerce non seulement entre les Citoyens (b) d'un même Etat, mais encore avec les Etrangers: si un Souverain hausse trop la valeur de ses espèces, il les rend inutiles pour le commerce de ses Sujets avec les Etrangers. Que s'il fait employer du méchant alloi, en sorte que la valeur intrinsèque des espèces soit moindre que celle des Monnoies étrangères; les Etrangers ne voudront pas non plus trafiquer avec ses Sujets, qu'en troquant marchandise pour marchandise: ce qui ne suffit pas pour l'entretien du commerce; à moins qu'il ne sorte du País autant ou plus de marchandises que les Etrangers ne leur en envoient; & que les Etrangers, des marchandises de qui ils ont besoin, n'aient à leur tour besoin des leurs (c). D'ailleurs, comme, après les Immeubles, le principal fonds des biens d'une personne consiste en argent; il est clair que ce fonds seroit considérablement diminué, si dans les espèces, du moins dans les plus grosses, il y avoit tant de bas alloi, que leur couleur fit sentir du premier coup d'œil leur peu de valeur intrinsèque (1). *Leucon*, ancien Roi du *Bosphore Cimmérien*, aiant besoin d'argent (d), ordonna à tous ses Sujets de porter leur argent à la Monnoie, pour le marquer à un nouveau coin. Cela fait, il augmenta du double la valeur des espèces, & gagna ainsi la moitié des sommes qu'il avoit reçues. La nécessité de l'Etat peut excuser l'action de ce Prince; bien entendu qu'il ait rétabli ensuite les choses sur l'ancien pied, dès que ses affaires le lui permirent. Mais on ne sauroit donner aucune couleur à ce que les Historiens (e) rapportent de *Nicéphore Phocas*, Empereur d'Orient, qui aiant fait frapper une Monnoie plus légère que celle qui avoit cours, paioit de ce nouvel argent ceux à qui il devoit quelque chose, mais ne recevoit lui-même dans ses coffres que des anciennes espèces. Quelques Législateurs ont néanmoins introduit des Monnoies de peu de valeur, en vûe de bannir l'Avarice, le Luxe, & autres Vices semblables. C'est ainsi que *Lycurgue* décria (f) toutes les monnoies d'or & d'argent, & ordonna qu'on ne se serviroit que de monnoie de fer; qu'il fut d'un si grand poids & d'un si petit prix, qu'il falloit une charrette à deux bœufs pour porter une somme de trente (g) mines, & une chambre entière pour la serrer. Cette nouvelle monnoie, ajoûte *Plutarque*, ne fut pas plutôt répandue, qu'elle chassa de Lacédémone toutes les injustices & tous les crimes. Qui est-ce qui auroit voulu voler, ravir, ou recevoir pour prix de son injustice, une chose qu'on ne pouvoit cacher, dont

Jusques où s'étend le pouvoir qu'ont les Souverains de régler la valeur des espèces.

(a) Voyez *Platon*, in *Hipparchus*, sub fin. pag. 514. C. Edit. *Wech. & Polyb. Excerpt.* Legar. Cap. V. & *Bodin. de Republ.* Lib. VI. Cap. III. p. 1071. & seqq.

(b) Dont aucun ne peut refuser la Monnoie de son Souverain.

Voyez *Arrian.* Dissert. *Epiictet.* Lib. III. Cap. III.

(c) Voyez *Polyb.* Lib. VI. Cap. XLVII. in fin.

(d) *Polyan.* Lib. VI. Cap. IX. num. 1. ubi vid. *Panocrat.* *Maasv.*

Not. Voyez *Bodin. de Republ.* Lib. VI. Cap. III.

& *Gregor. Tholosanus*, Syntag. Jur. Univ. Lib. XXXVI. Cap. II.

(e) *Zonar.* &c. Voyez encore *Mariana*, Hist. Hisp. Lib. XV. Cap. IX.

(f) *Plutarque*, en sa Vie, pag. 44. 45. Edit. *Wechel.*

J'ai suivi la version de Mr. Dacier.

(g) De 300. Ecus; à dix Ecus la mine.

§. XIII. (1) Voyez *Plin.* Hist. Nat. Lib. XXXIII. Cap. III.

(2) *Juvénal* exprime la Monnoie par cette périphrase: *Concisum argentum in titulos, faciesque minutas.* Satyr. XIV. 291.

Notre Auteur citoit ici en passant, comme il dit, un endroit de *Lampridius*, Cap. XXXIX. au sujet de la réformation que fit l'Empereur *Alexandre Sévère*, des Monnoies qu'*Héliogabale* avoit fait frapper.

§. XIV. (1) Pour éviter les fraudes des faux Monnoyeurs, il faut aussi non seulement n'employer que de bon alloi, mais encore faire travailler curieusement toute la Monnoie, en sorte que le travail, joint à la valeur

intrinsèque de chaque pièce, vaille plus que ce pour quoi elle seroit employée dans l'usage. C'est la réflexion judicieuse de Mr. *Bernard*, que l'on peut voir dans les *Nouvelles de la Republ. des Lettres*, Mars 1704. pag. 345. 346. Mais lors qu'il s'est glissé de la fausse Monnoie dans le commerce, les Particuliers n'en doivent pas souffrir, & il faut que l'Etat la leur prenne sur le pied qu'ils l'ont reçue. Le Sénat de Venise en donna un bel exemple, que notre Auteur rapportoit à la fin de ce paragraphe, après *André Morosini*, Hist. Venet. Lib. XIV. pag. 441. Il citoit aussi là, *Plin. Hist. Nat. Lib. VI. Cap. XXXII. & Solin*, Cap. LXVI.

la possession n'étoit point enviée, & qui étant mise en pièces, étoit inutile à tout ? Car on dit que les Ouvriers avoient ordre de tremper le fer tout rouge dans le vinaigre, pour en émousser la pointe, & le rendre inutile à tout autre emploi; ce fer ainsi trempé devenant si aigre & si éclatant, qu'on ne pouvoit plus ni le battre, ni le forger. De plus il chassa de Sparte tous les Arts inutiles & superflus; & quand il ne les auroit pas chassés, la plupart seroient tombez d'eux-mêmes, & s'en seroient allés avec l'ancienne monnoie, les Artisans ne trouvant pas à se défaire de leurs ouvrages, parce que cette monnoie de fer n'avoit point de cours chez les autres Grecs, qui, bien loin de l'estimer, s'en moquoient, & en faisoient des railleries. Ainsi ceux de Sparte ne pouvoient acheter ni merceries, ni marchandises étrangères: Aucun Marchand n'entroit dans leurs Ports, & dans toute la Laconie on n'auroit trouvé, ni Sophiste, ni diseur de bonne aventure, ni Charlatan, ni Vendeur d'esclaves, ni Orfèvre, ni Joyaillier; car tous ces gens-là ne cherchent que l'Argent. Par ce moien le Luxe demeura peu à peu de tout ce qui l'enflamme & qui le nourrit, se flétrissoit & tomboit enfin de lui-même. Mais Lysandre (h) ayant ensuite rétabli la monnoie d'or & d'argent, rappella dans cet Etat l'Avarice, qui en avoit été bannie. On voit aussi que ce Vice s'accrût par tout ailleurs à mesure que l'usage de l'Argent se répandoit. En effet, tant que les Richesses consistèrent en grains, en bétail, & autres choses semblables; le grand nombre & la vaste étendue de ces sortes de choses, la peine qu'il y avoit à les garder & à les faire valoir, arrêtoit enfin la passion d'amasser du bien, & mettoit des bornes à ce désir, qui n'en a point depuis que l'invention de la Monnoie d'Or & d'Argent fournit le moien de posséder & d'embrasser aisément plusieurs millions.

(h) Idem, in ejus Vita. Voyez encore Platon, De Legib. Lib. V. pag. 348. E. Marc. Paul. Venet. Lib. II. Cap. XXI. G. Gentius ad Sadi Rosar. Persic. Cap. III. Buchanan. Hist. Scot. Lib. XII. pag. 450.

Il faut sur tout avoir égard à la valeur des terres.

(a) Voyez la Loi citée ci-dessus, §. 12. Not. 1.

(b) Lib. II. Cap. XII. §. 17.

(c) Voyez la Loi, ubi supra; & Lib. XLVI. Tit. III. De solution. & liberat. Leg. XCIV. §. 1.

§. XV. LA Monnoie étant la règle du Prix des autres choses, il est clair que l'on ne doit rien changer à la valeur des espèces que dans un grand besoin de l'Etat; & que, quand la nécessité y oblige, il faut faire ce changement le moindre qu'il est possible, pour ne pas trop causer d'embarras & de désordre dans les affaires des Citoyens (a). Grotius dit (b), que l'argent monnoie reçoit naturellement fonction, ou tient lieu d'équivalent, non seulement à l'égard du Métal, ou même du nom & de la forme particulière de chaque espèce, mais encore d'une manière plus générale, en ce qu'il sert à régler & comparer ensemble le Prix ou de toutes les autres choses, ou du moins des plus nécessaires. Ces paroles signifient, que, si une pièce de Monnoie vaut tant en telle ou telle occasion, c'est-à-dire, est actuellement équivalente au Prix d'une autre chose de différente nature, cela ne vient (c) ni de la matière (1) seule des espèces, comme de ce qu'elles sont, par exemple, d'Or, ou d'Argent; ni du nom & de la forme particulière qu'elles ont, comme de ce qu'on les appelle des *Ducats*, des *Pistoles*, des *Florins* &c. ou de ce qu'elles portent une certaine empreinte: mais de la comparaison que l'on fait, par rapport à la rareté ou à l'abondance, entre l'argent & les autres choses, sur tout les plus nécessaires à la vie. Telles sont principalement les terres, d'où provient ou médiatement, ou immédiatement, presque tout ce qui sert à faire subsister les Hommes. Car, comme les revenus en sont toujours assez égaux, la stérilité d'une mauvaise année étant compensée par la fertilité d'une bonne; elles ont une valeur naturelle & intrinsèque fort constante & invariable, sur laquelle on règle ordinairement le Prix des autres choses, du moins de celles auxquelles le luxe ou la folie des Hommes n'a pas attaché celui qu'elles ont: & il est juste que le Prix de ce qui provient ou qui tire sa nourriture des terres, baïsse ou haïsse selon la valeur des terres mêmes. Maintenant donc que les terres sont presque par tout le principal fonds des Patrimoines, il faut que la valeur de l'argent haïsse ou baïsse selon qu'il est rare ou abondant par rapport aux terres. En effet, dans les Etats civilisez, le Peuple est composé de deux classes principales: l'une, de ceux

§. XV. (1) Ce n'est point là le sens de Grotius. Mais ce grand Homme veut dire, comme l'a expliqué Gronovius, & comme il paroît aisément, pour peu que l'on fasse d'attention à ses termes: que si la Monnoie reçoit fonction d'équivalent, ce n'est pas seulement, parce qu'on peut

donner des Ecus, pour des Pistoles, ou des pièces de quinze ou de trente sols pour des Ecus; mais encore parce qu'avec de l'argent on peut avoir du bled, du vin &c.

ceux qui cultivent la terre; l'autre, de ceux, qui, par leur industrie, s'appliquent en diverses manières à procurer ou augmenter les commoditez de la vie. Si donc, dans le tems que l'argent roule en abondance, les terres, & ce qui en provient, étoient à grand marché; les Laboureurs ne pourroient qu'être entièrement ruinés. Que si, au contraire, lors que l'argent est rare, les terres & leurs revenus étoient d'une grande cherté; ceux qui ne subsistent que de leur industrie, mourroient de faim. L'expérience le prouve incontestablement. Lors qu'une récolte extraordinaire fait que les vivres deviennent à grand marché; sans que pour cela le travail & les ouvrages de ceux, qui vivent de leur industrie, se paient moins que dans les années moins fertiles; on voit que les Laboureurs n'en sont guères plus à leur aise, malgré l'abondante récolte. Au contraire si, dans une grande cherté de vivres, le travail des Artisans ne se paie pas davantage, que quand ils étoient à meilleur marché; les Artisans ont bien de la peine à subsister. Mais lors que la récolte a été médiocre, le commerce des Artisans & des Laboureurs va le mieux du monde, & l'on n'entend guères de plaintes parmi eux. D'où il s'ensuit manifestement, que, pour régler la juste valeur des Monnoies, il faut avoir égard principalement à celle des terres; sur tout dans les Etats où l'on ne subsiste guères que de ce qui croît ou qui se fabrique dans le Pais, & non pas uniquement du Négoce ou de la Navigation.

§. XVI. DE là il paroît, comment il faut décider la question, s'il est juste qu'un fonds, qui étoit estimé cent Ecus il y a deux cens ans, vaille davantage aujourd'hui, toutes choses d'ailleurs égales? ou si un ouvrage, qui passoit alors pour bien payé à un Ecu, vaut aujourd'hui quelque chose de plus? Il y en a qui le nient, par la raison que les Ecus d'aujourd'hui sont de même poids & de même aloi, & ont le même nom & la même forme que les anciens. Mais il faut bien considérer ici, que, pendant les deux derniers siècles, on a porté en *Europe*, des *Indes* & de l'*Afrique*, une si grande quantité d'Or & d'Argent, & qu'on a même tiré tant d'Argent de nos mines d'*Europe*, que la valeur intrinsèque des Monnoies est peu à peu considérablement diminuée; en sorte que, selon le calcul d'un Auteur (a) Moderne, les choses doivent valoir aujourd'hui dix fois plus qu'autrefois, à cause de la grande abondance d'or & d'argent. Il faut donc, toutes choses d'ailleurs égales, augmenter, suivant cette proportion, le Prix des terres, & le salaire des Ouvriers (b). En effet, supposons que, dans un Pais, où tout le commerce se fait par un simple échange des denrées & des marchandises, il y ait peu de Vin, & beaucoup de Froment: en ce cas-là, il faut donner une grande mesure de Froment, pour un petit pot de Vin. Mais si l'on se met à bien cultiver les vignes, & à en planter même de nouvelles, en sorte qu'au bout de quelques années on recueille une plus grande abondance de raisins; il faudra alors sans contredit donner une plus grande mesure de Vin pour la même quantité de Froment. Par la même raison, lors que, dans un Pais, il y a en général peu d'argent, en comparaison des autres choses; il faut donner beaucoup de celles-ci pour une petite somme d'argent. Mais aussitôt que l'argent roule en plus grande quantité, les mêmes choses doivent être payées davantage. En effet la matière des Monnoies pouvant entrer & entrant d'ordinaire dans le commerce par sa valeur propre & intrinsèque, aussi bien que les autres sortes de marchandises; cette valeur doit hausser, ou baisser, selon que l'Or, par exemple, est rare, ou abondant. Or le Prix éminent de la Monnoie suit nécessairement la valeur intrinsèque des Métaux, dont elle est faite: car il ne seroit pas convenable, qu'une égale quantité d'Argent, par exemple, valût beaucoup moins, dans un seul & même endroit; étant considérée comme une marchandise, que non pas comme une pièce de Monnoie, c'est-à-dire, qu'une seule & même chose, employée pour se mesurer elle-même, fût plus grande entant que mesurée, qu'entant que mesurante. C'est la raison pourquoi, au lieu que l'abondance d'argent monnoyé a fait changer le Prix de presque toutes les autres choses, l'Or & l'Argent massif conservent néanmoins toujours leur ancienne valeur; car une Once d'Argent, par exemple, se vend aujourd'hui, aussi bien qu'autrefois, un Ecu Impérial. En effet, si l'Ar-

La valeur intrinsèque de la Monnoie est sujette au changement, aussi bien que celle des autres choses.

(a) Bodin. de Re-publ. Lib. VI. C. II. pag. 1028.

(b) Voiez Valer. Maxim. Lib. IV. Cap. III. §. 12.



gent massif valoit, par exemple, quatre fois plus qu'autrefois, il faudroit donner pour une Once quatre Ecus; de sorte que, sur ce pied-là, on ne gagneroit guères à frapper de la Monnoie. Quand donc on dit, que le Prix d'une chose a changé, il faut bien distinguer, si c'est proprement la valeur intrinsèque de la chose même, ou bien la valeur de la Monnoie. Le premier arrive, lors qu'y aiant une même quantité d'argent, la chose commence à être ou plus rare, ou plus abondante. L'autre, lors qu'y aiant une même quantité de cette chose, l'argent en général commence à rouler plus, ou moins. De sorte que, si, après une mauvaise recolte, on donne trois Ecus d'un boisseau de Bled que l'on avoit pour un Ecu quand les vivres étoient en abondance, c'est parce que la valeur du Bled a changé, & non pas celle de l'argent. Mais lors qu'une terre, qui valoit cent Ecus il y a un siècle, en vaut aujourd'hui deux cens, ce n'est pas proprement la valeur de la terre, mais celle de l'argent, qui a changé (c). La Monnoie cependant n'en est pas pour cela moins propre à servir de mesure commune: car ce changement ne se fait pas tout d'un coup, comme il arrive aux autres choses par mille accidens imprévus; mais la valeur de l'argent diminue d'une manière si lente & si insensible, qu'on ne s'en apperçoit que long-tems après (d).

(c) Voiez Sueton. in August. Cap. XLII. Joseph. de Bell. Jud. Lib. VI. Cap. XXXII. Franc. Lopez de Gomar. Hist. Ind. Cap. CXVII.  
(d) Voiez Jacob. Goethefred. Dissert. de mutatione & augmento monetae aureae.

## CHAPITRE II.

### Des Contrâcts en général.

Différence qu'il y a entre une simple Convention, & un Contrâct, 1. selon Hobbes. (a) De Cive, Cap. II. §. 9.

§. I. L'ORDRE veut, que nous traitions présentement des *Contrâcts*, c'est-à-dire de ces sortes de Conventions, qui supposent nécessairement la Propriété & le Prix des choses.

Hobbes (a) entend par *Contrâct* en général, l'action de deux ou de plusieurs personnes qui se transfèrent mutuellement quelque droit. Or, ajoute-t-il, dans tout *Contrâct* il arrive, ou que l'on effectue d'abord ce dont on est convenu; ou que l'un des *Contrâctans* fait ce à quoi il s'est engagé, se reposant sur la bonne foi de l'autre; ou enfin que ni l'un ni l'autre n'exécute rien sur le champ. Lors que de part & d'autre on effectue dans le moment ce dont on est convenu, c'est proprement, selon nôtre Auteur, ce que l'on doit appeller un *Contrâct*. Mais si l'un des *Contrâctans*, ou tous les deux ensemble, sont obligez de se fier à la parole l'un de l'autre, & que celui, sur la bonne foi de qui on compte, promette d'exécuter dans la suite ce à quoi il s'engage, c'est-là une *simple Convention*.

Cette distinction, comme on voit, n'est pas fondée sur la nature même des *Conventions simples*, & des *Contrâcts*; elle ne regarde que leur exécution. D'ailleurs, l'usage reçu ne permet pas d'appeller du nom de *Contrâct*, une Vente, par exemple, faite argent comptant; & de celui de *simple Convention* une Vente à crédit.

2. Selon les Interprètes du Droit Romain.

§. II. PRESQUE tous les Interprètes du Droit Romain regardent le mot de *Convention* comme un terme général, qui comprend toutes les affaires que les Hommes font ensemble, & ils la définissent, (1) un accord de deux ou de plusieurs personnes. Après quoi ils divisent ce genre en deux espèces, savoir, la *Convention proprement & particulièrement ainsi nommée*, & le *Contrâct*. La première est, selon eux, une *Convention sans cause, & qui n'a point de nom particulier*, ou, ce qui revient à la même chose, qui par elle-même (2) n'oblige pas civilement, ou ne donne pas action en Justice. Ils la subdivisent en *simple Con-*

§. II. (1) Pactum autem à passione dicitur. . . . Et est pactio, duorum pluriumve in idem placitum consensus. Conventionis verbum generale est, ad omnia pertinens, de quibus negotiis contrahendi, transigendique causâ consentiant qui inter se agunt. Digest. Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. I.

§. I, 2, 3.

(2) Nec obesse tibi poterit, quod dici solet, ex pacto actionem non nasci: tunc enim hoc jure utimur, cum pactum nudum est. Cod. Lib. II. Tit. III. De Pactis, Leg. X.

(3) L'Au-

vention, & Convention non simple; & celle-ci encore en Légitime, & Ajoutée (3). Voici comment ils entendent cela. Les affaires, disent-ils, que l'on a ensemble, renferment quelque chose de plus qu'une simple Convention, ou par leur nature, ou seulement par le secours extérieur que les Loix Civiles leur prêtent. Les premières sont telles, ou parce qu'elles quittent le nom général de Convention, pour prendre un nom (4) particulier; ou parce que, bien qu'elles n'aient point de nom affecté, ni de forme particulière, elles sont fondées sur quelque (5) cause, c'est-à-dire, sur une Promesse, que l'on doit effectuer, ou sur ce que l'autre Contractant a donné ou fait quelque chose, afin que l'on exécute ce à quoi l'on s'est engagé en sa faveur. C'est-là ce que l'on appelle proprement des Contrats, qui par eux-mêmes produisent une Obligation efficace, & pour lesquels on a trouvé juste & équitable de donner action en Justice. Les autres Conventions, qui n'ont pas de leur nature cette vertu, l'acquiescent (6) par la confirmation & l'assistance des Loix Civiles, sont appelées à cause de cela en un sens particulier des Conventions Légitimes. Selon les Jurisconsultes, la Stipulation (7) fait aussi que les simples Conventions donnent action en Justice; & lors qu'elles sont ajoutées aux (8) Contrats de bonne foi, elles tiennent de la nature des Contrats mêmes.

§. III. MAIS la vertu de donner action en Justice étant quelque chose d'extérieur, qui ne regarde point la nature même des Conventions; on ne sauroit se contenter de cette division des Jurisconsultes, qui roule uniquement là-dessus. D'ailleurs, il est clair, que le Droit Civil peut refuser action en Justice pour des Conventions mêmes qui ont leur cause; ce qui étoit autrefois en usage parmi les (1) Indiens à l'égard de bien des Contrats.

Réflexions sur ces idées des Jurisconsultes.

Pour

(3) L'Auteur remarquoit ici en passant, que les plus judicieux Jurisconsultes s'abstiennent d'appeler *Patium vestitum*, ce qu'il nomme ici *Patium nudum*: car, dit-il, quoi qu'on parle ainsi en Latin, *ex nuda gratia*, *ex nuda benevolentia*, on ne diroit pas pour cela, *ex gratia vestita*. Toutes ces belles subtilités n'ont point de lieu non plus en François.

(4) [Conventionnés] *qua pariunt actiones, in suo nomine non sunt, sed transiens in proprium nomen contractus: ut emptio, venditio, locatio, conductio, societas, commodatum, depositum, & ceteris similes contractus*. Digest. Lib. II. Tit. XIV. De *Patibus*, Leg. VII. §. 1.

(5) *Sed & si in alium contractum res non transeat, subsistat tamen causa: elegantius Aristoteles respondit, esse obligationem: ut puta, dedit tibi rem ut mihi aliam dares, dedi ut aliquid facias, hoc συνδύλαγμα, id est, contractum esse, & hinc nasci civilem obligationem*. Ibid. §. 2.

(6) *Legitima conventio est, qua Lex aliqua confirmatur: & ideo interdum ex patio actio nascitur vel tollitur, quotiens Lex, vel Senatusconsulto adjuvatur*. Ibid. Leg. VI.

(7) *Hac verba [ROGAVIT TITUS, SPONDIT MÆVIUS] non tantum passionis loco accipiuntur, sed etiam stipulationis. Ideoque ex stipulatu nascitur actio*. Ibid. Leg. VII. §. 12.

(8) Pourvu, disent-ils, qu'elles aient été ajoutées d'abord après la conclusion du Contrat: car il n'en est pas de même de celles que l'on ajoute quelque temps après. *Solumus enim dicere, pacta conventa inesse bonæ fidei judiciis. Sed hoc sic accipiendum est: ut si quidem ex continent pacta subsistent sunt, etiam ex parte actoris inest: ex intervallo, non inveniunt*. Ibid. §. 5. Voyez ce que l'on dira ci-dessous, Chap. X.

§. III. (1) L'Auteur le prouve par un passage de Strabon (Lib. XV. pag. 488. au commencement, Edit. Casanb. Genev.) où il est fait mention du Dépôt, & d'une autre Convention que Casanbon avoue ne savoir ce que c'est, *ἔθηκεν*: ce qui lui fait soupçonner, qu'on doit lire *οὐδὲν*. De quelque manière qu'on lise, il semble qu'on doit expliquer ce passage par un autre de Nicolas de Damas, rapporté dans Strobe (Serm. XLII.) *Προσ' Ἰνδῶν ἰδὲ τις ἀποπερὴν δανεία ἢ παρκαταθήκας, ἐκ ἑστὸς κοίτης, ἀλλ' αὐτὸν αἰκνύσας ὁ πεισύτας*. Citez les Indiens, si l'on

refuse de rendre un argent prêté, ou un Dépôt; le Créancier, ou celui qui a confié le Dépôt, n'a point action en Justice contre le Débiteur, ou le Dépositaire: mais il ne peut s'en prendre qu'à lui-même de ce qu'il s'est imprudemment lié à l'autre. Je ne sais pas pourquoi Mr. Perizonius (dans ses Notes sur Elieen, Lib. IV. Cap. I. p. 300.) explique ces paroles, comme si elles vouloient dire seulement, que ces sortes de procès étoient fort rares parmi les Indiens. Ces mots, *ἐκ ἑστὸς κοίτης*, semblent emporter quelque chose de plus; aussi bien que l'expression de Strabon: *ἔθηκεν*, *ἢ τις παρκαταθήκας ΕΙΝΑΙ ΔΙΚΑΣ*. Mais il y a un autre passage encore plus fort: c'est dans le même Livre, (pag. 483. au commencement) où Strabon dit, sur la foi d'O-nésicrite, que ceux qui habitoient dans cette partie des Indes, qui étoit sous l'obéissance de Musicanus, n'avoient aucun que pour cause de meurtre, ou d'injure; *δίκην δὲ μὴ ἰσθαι πλὴν φόβου καὶ ὕβριος*: & cela pour deux raisons: l'une, que chacun ne peut pas se précautionner contre les insultes d'autrui, comme il peut prendre ses mesures pour n'être pas trompé dans un Contrat, & pour voir avec qui il a affaire: l'autre, qu'il ne faut pas remplir l'Etat de procès. *Οὐκ ἔστι αὐτῶν γὰρ τὸ μὴ παθεῖν ταῦτα τὰ δὲ εἰς τοὺς συμβολαίους ἐπ' αὐτῶν ἰσθῶν ὥς ἀντιχεῖν διὰ τὴν τὴν παρὰ τὴν κρίσιν ἀλλὰ καὶ φοβούμεν ὅτι πεισύνται, καὶ μὴ δίκην πλεῖν τὴν πόλιν*. Il me semble que tout cela donne assez à entendre, que c'étoit un établissement fait par autorité publique, afin que les Juges n'eussent pas la tête rompue d'un trop grand nombre de procès; & non pas un simple effet de la retenue & de la probité des Particuliers, qui faisoit qu'on vouloit peu de gens intenter procès, pour se faire rendre ce qu'on leur devoit en vertu d'un Contrat. Ainsi il y a beaucoup d'apparence que *ἐκ ἑστὸς κοίτης*, dans Nicolas de Damas, aussi bien que *δίκην μὴ ἰσθαι*, dans Strabon, signifient simplement, qu'en n'avoit point action en Justice. Mais ce qui, à mon avis, achève de mettre la chose dans une pleine évidence, c'est la comparaison de ce passage d'Aristote, *Ethic. Nicom.* Lib. VIII. Cap. XV. *Διὸ καὶ ἐπὶ τοῖς ὅτις οὐκ εἰσι δίκαι*, où l'on voit précédemment l'expression, dont il s'agit, avec une autre du même Auteur, où elle est expliquée dans le sens, que je crois qu'elle a chez Strabon, & chez Nicolas de Damas, & ce-

Pour la maxime du Droit Romain, qui porte, que les simples Conventions ne donnent point action en Justice, il faut distinguer entre les *Conventions Affirmatives*, & les *Négatives*. Les dernières, c'est-à-dire, celles par lesquelles on s'engage à ne rien demander, sont telles, & par le Droit Civil, & par le Droit Naturel, qu'elles donnent non pas action en Justice (2), mais seulement exception ou fins de non recevoir. Car toute l'utilité, qui en revient au Défendeur, consistant en ce que l'autre ne peut rien exiger de lui légitimement; elles ne sauroient produire d'autre effet, que celui de débouter le Demandeur de ses prétentions. Mais les *simples Conventions Affirmatives* ne sont pas par elles-mêmes (a) déstituées de la force de produire une Obligation efficace : & si les Loix Romaines la leur ont ôtée, en ne donnant point action pour de telles Conventions, c'est qu'on a voulu étouffer dans leur naissance une infinité de procès, dont le nombre n'est que trop grand sans cela. D'autant mieux qu'on voioit, qu'il y avoit bien des Conventions, qui se faisoient sans beaucoup de réflexion, (autrement pourquoi les Contractans ne se seroient-ils pas servis des formalitez ordinaires des *Stipulations*?) & que d'autres étoient *sans cause*, ou sans aucune utilité qui en revint aux Contractans; car c'est le sens auquel les Jurisconsultes Romains prennent le mot de (3) *cause*, dont ils se servent ordinairement dans cette matière. Ainsi supposé que deux personnes s'engagent l'une envers l'autre à ne pas se laver les mains, ou à ne pas se peigner, ou à ne pas changer de chemise pendant un certain temps, (comme nous savons que l'ont fait quelques débauchez) à quoi bon leur permettroit-on d'aller rompre la tête au Juge pour faire exécuter de pareilles choses? On peut même dire, que, par le Droit Naturel tout seul, ces sortes de Conventions ou inutiles, ou faites à l'étourdie, n'ont rien qui les rende fort sacrées & fort inviolables (4).

s. Selon moi.

§. IV. POUR moi, il me semble qu'il faut avoir égard ici à la matière même des Conventions, ou aux choses sur lesquelles on traite, en sorte que par *Contrat* (1) on entende ces sortes de Conventions que l'on fait au sujet des Choses & des Actions qui entrent en commerce, & qui supposent l'établissement de la Propriété & du Prix des choses : & par *simples Conventions*, celles que l'on fait sur tout le reste. Ainsi il faudra mettre au rang des *simples Conventions*, toutes les *Conventions Négatives*, par lesquelles on s'engage à ne pas faire ou à ne pas demander ce que l'on auroit pu faire ou demander de plein droit; comme aussi celles qui concernent le mouvement de quelque Faculté Naturelle, considéré comme tendant uniquement à l'utilité ou à l'avantage mutuel des Contractans, & envisagé simplement en lui-même, sans le comparer ou en faire l'estimation par rapport à quelque autre mouvement de même nature : en un mot toutes sortes de Conventions au sujet de quelque action ou de quelque travail qui ne doit pas se faire pour de l'argent. Il y a pourtant plusieurs affaires de la vie, auxquelles l'usage donne indifféremment le nom de

Con-

la sur la même matière: Ἐπὶ τῷ Εἰσινομῷ, ἢ ἰσχύϊ οὐκ ὀφείλει ΔΙΚΑΣΤΗΣ ΜΗ ΕἶΝΑΙ. *Ethic. Nic. Lib. IX. Cap. I.* Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XVIII. §. 10. Au reste notre Auteur remarquoit ici, que *Senèque* souhaite, dans son *Traité des Bienfaits*, Lib. III. Cap. XV. qu'il n'y eût point de Loi qui forçât les Hommes à tenir leur parole, & qu'ils ne s'acquiescent que de leur pur mouvement de ce à quoi ils se seroient engagés.

(2) *Nuda pactio obligationem non parit, sed parit exceptionem.* *Digest. Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. VII. §. 4.*

(3) L'Auteur le prouvoit par ce passage de l'*Afinaria de Plante*, A& III. Scen. I. vers. 17.

*Ubi quiesco, omnis familia causa consistit tibi:* C'est-à-dire, non pas, comme il l'explique après quelques Interprètes, tous le profit que vous retirez de votre famille; mais, tous les revenus, dont vous faites subsister votre famille, vous manquent, aussi tôt que je ne traîque plus de mon métier. Voyez *Gronevius*, dans ses *Observa-*

tions, Lib. IV. Cap. XXVI. pag. 419. Au reste je ne sais si, lors que les Jurisconsultes Romains disent qu'une *Convention sans cause n'oblige point*, ils entendent précisément par le mot de *cause* l'utilité qui en revient aux Contractans. Mais il est certain que, dans le Droit Romain, pour dire, par exemple, que l'on doit restituer le bien d'autrui avec les fruits & les revenus que le Propriétaire en auroit retirés, on se sert du mot de *causa*: *Nec enim sufficit, corpus ipsum restitui; sed opus est ut et causa rei restituatur.* *Digest. Lib. VI. Tit. I. De rei vindicatione, Leg. XX.* Et c'est ainsi qu'il faut entendre ce terme dans le Titre I. du Liv. XXII. *De usuris, & fructibus, & causis, &c.*

(4) Voyez ce que j'ai dit dans la Note 5. sur Liv. III. Chap. V. §. 9.

§. IV. (1) Permis à chacun de distinguer & de ranger ses idées comme bon lui semble. Mais la vérité est, que, par le Droit Naturel tout seul, il n'y a au fond nulle différence entre les *Contrats*, & les *simples Conventions*.

§. V.

Convention ou de Contrat, quoi qu'elles ne regardent pas des choses qui entrent en commerce : tel est, par exemple, l'acte par lequel on contracte Mariage.

§. V. ON divise les Contrats en Obligatoires (a) d'une part seulement; Obligatoires des deux (b) côtés; & Mixtes, c'est-à-dire, qui tiennent des deux premiers. Les Contrats Obligatoires d'une part seulement, n'obligent que l'un des Contractans, & ne changent point de nature par un fait postérieur. Tels sont le Prêt à usage, & la (1) Stipulation ou Promesse verbale, faite dans les formes. Les Contrats Obligatoires des deux côtés, obligent de part & d'autre à exécuter quelque chose, en sorte que les deux Contractans s'imposent réciproquement quelque Obligation. Tels sont le Contrat de Vente; le Contrat de Louage; & le Contrat de Société. On regarde enfin comme des Contrats Mixtes, le Prêt à consommation; le Dépôt; & le Gage ou l'Hypothèque. Ceux-ci de leur nature n'obligent d'abord que l'un des Contractans, savoir celui qui reçoit; comme il paroît par le but principal du Contrat. Mais il arrive souvent, que celui-là même, qui donne, entre ensuite, par accident & par un fait postérieur, dans quelque Obligation envers celui qui a reçu; lors, par exemple, que celui-ci a fait des dépenses nécessaires pour l'entretien de la chose reçue, ou qu'elle lui a causé quelque dommage dont le Propriétaire soit responsable : car en ce cas-là il est juste que le Propriétaire le rembourse & le dédommage.

Division des Contrats, 1. En Obligatoires d'une part seulement; Obligatoires des deux côtés; & Mixtes.  
(a) Μονόπλευροι.  
(b) Διπλευροι.

§. VI. UNE autre division fort commune chez les Jurisconsultes Romains, c'est (1) celle des Contrats Réels; Contrats de simple consentement; Contrats Verbaux; & Contrats par écrit. Les premiers sont appelez Réels, non pas à cause qu'ils se font au sujet d'une certaine chose, (cela leur est commun avec les autres Contrats) mais parce que, pour être en droit de demander la chose, d'où ils tirent (2) leur nom, il faut qu'elle ait été actuellement délivrée. Par exemple, le Prêt n'impose aucune Obligation, avant que l'on ait reçu la chose que l'on emprunte (a). On ne sauroit non plus redemander un Dépôt, si on ne l'a remis au Dépositaire. Car autre chose est un Contrat de Prêt, ou de Dépôt; & autre chose, une simple Convention ou une simple Promesse de prêter, ou de donner & de prendre en dépôt une chose.

2. En Contrats Réels; Contrats de simple consentement; Contrats Verbaux; & Contrats par écrit.

(a) Voyez Valer. Maxim. L. VIII. Cap. II. §. 2.

Les Contrats de simple (3) consentement sont ainsi appelez, non que les autres Contrats se fassent sans un consentement des Parties, mais parce que ceux-ci sont les seuls, qui imposent l'Obligation de donner ou de faire ce à quoi l'on s'engage, dès le moment que l'un & l'autre des Contractans a donné à connoître sa volonté par des signes convenables, sans qu'il soit nécessaire que la chose ait été actuellement délivrée ou faite.

Le Contrat Verbal, autrement nommé Stipulation (4), entant qu'il consiste en certaines formalitez, ou certaines manières prescrites d'interroger & de répondre, est entièrement inconnu au Droit Naturel. Il n'est pas moins contraire aux maximes de ce Droit, qu'une simple Obligation par écrit (5), sans que l'on ait reçu la chose, impose la nécessité de la rendre, tout comme si on l'avoit reçue. Cependant cette décision du Droit Romain est visiblement fondée sur de bonnes raisons. Car le Juge ne pouvant connoître de la vé-

rité

§. V. (1) Dans la Stipulation, il falloit que l'un des Contractans demandât, & que l'autre répondit positivement, de cette manière: Me promettez-vous de me donner, ou de faire pour moi telle ou telle chose? Oui, je vous le promets. Verbis obligatio contrahitur ex interrogatione & responsione, cum quid dari fieri ve nobis stipulamur. In hac re olim talia verba tradita fuerunt; SPONDES? SPONDO. PROMITTIS? PROMITTO. FIDJUBES? FIDJUBEO. DABIS? DABO. FACIES? FACIAM. Instit. Lib. III. Tit. XVI. De verborum obligationibus, princip.

princip. Voyez le Titre XV. du III. Liv. des Institutes. Quibus modis re contrahitur obligatio.

(3) Consensu sunt obligationes in emptionibus, venditionibus, locationibus, condictionibus, societatibus, mandatis. Ideo autem istis modis obligatio dicitur consensu contrahi: quia neque scriptura, neque presentia omnimodo opus est. At nec dare quicquam necesse est, ut substantiam capias obligatio: sed sufficit eos, qui negotia gerunt, consentire. Institut. Lib. III. Tit. XXIII. De obligationibus ex consensu.

(4) Voyez la Note 1. sur le §. précédent.

(5) Avant Justinien, on étoit reçu pendant cinq ans, depuis la date du biller d'Obligation, à prouver que l'on n'avoit point reçu ce qu'il portoit. Mais cet Empereur limita le terme à deux ans. Voyez Institut. Lib. III. Tit. XXII. De literarum obligationibus.

§. VI. (1) Harum [obligationum, quae ex contractu sunt] aquae quatuor sunt species. Aut enim re contrahuntur, aut verbis, aut literis, aut consensu. Instit. Lib. III. Tit. XIV. De obligationibus.

(2) Re enim non potest obligatio contrahi, nisi quatenus datum sit. Digest. Lib. II. Tit. XLV. De pactis, Leg. XVII.

rité de la dette, que par des actes, ou par d'autres preuves; dès-lors qu'il voit une Obligation par écrit, il ne peut que présumer, que la dette est bien véritable, jusqu'à ce qu'on ait prouvé le contraire. Tous les Contrats au reste ont ceci de commun, qu'ils peuvent être mis par écrit; & cela en deux manières. Car ou il est de l'essence de l'affaire, que le consentement se prête par écrit, & en ce cas-là le Contrat n'est fait & passé, que quand l'Ecrit est dûment achevé; ce qui a lieu sur tout dans les Contrats de simple consentement, & autres Conventions semblables: ou bien l'acte par écrit n'est, pour ainsi dire, qu'un Mémoire & un Certificat d'un Contrat déjà conclu & arrêté (b); & c'est ce que l'on présume dans un doute.

(b) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XVI. §. 30. & ci-dessous, Chap. V. §. 2. Nor. 8.

3. En Contrats sans nom; & Contrats qui ont un nom particulier.

§. VII. LES mêmes Jurisconsultes divisent encore les Contrats en Contrats sans nom, & Contrats qui ont un nom particulier. Les derniers sont ceux, qui, à cause de leur fréquent usage, avoient un nom propre & affecté, qui marquoit d'abord la forme & la nature de l'affaire, dont il s'agissoit. D'où vient que, dans le Barreau Romain, il y avoit de certaines formules fixes & perpétuelles, d'un stile tout particulier, pour les actions intentées à l'occasion de ces sortes de Contrats: au lieu que les autres étant moins ordinaires dans le commerce de la vie, & ne contenant que ce qui avoit été expressément dit & conclu; il n'y avoit point de formule d'action réglée & générale, mais on en dressoit une particulière selon la nature de l'affaire dont il s'agissoit: & c'est pour cela qu'on appelloit ces sortes d'actions civiles, (1) *Actions en termes prescrits* (a). Au reste, on n'est pas tout à fait bien fondé de mettre l'Echange au rang des Contrats qui ont un nom particulier. Car quoiqu'il semble avoir un nom, il n'en a pourtant point, à proprement parler, parce que ce nom est commun à plusieurs sortes d'affaires différentes, & qu'il ne fait pas d'abord connoître s'il s'agit de Donner, afin que l'on nous donne; ou d'une Vente, ou de quelque autre semblable Contrat.

(a) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XII. §. 3.

4. En Contrats Bienfaisans, & Contrats Onéreux. 5. En Contrats de bonne foi, & Contrats de droit étroit.

§. VIII. MAIS la division qui fait le plus à nôtre dessein, c'est celle des Contrats Bienfaisans ou gratuits, & des Contrats Onéreux. Les premiers procurent quelque avantage purement gratuit à l'un des Contractans. Tels sont, le Prêt à usage; le Mandement ou la Procuration; & le Dépôt (1). Les autres assujettissent chacun des Contractans à une charge ou une condition également onéreuse, qu'ils s'imposent l'un à l'autre: car dans ces sortes de Contrats on ne fait ou l'on ne donne rien que pour en recevoir autant.

Cette distinction semble être le fondement d'une autre, par laquelle on divise les Contrats en Contrats de bonne foi, & Contrats de droit étroit: dont les premiers avoient cet effet, par le Droit Romain, qu'ils donnoient action de bonne foi, c'est-à-dire, que le Juge avoit pleine liberté de prononcer selon les maximes de l'Equité (2); au lieu que les autres ne donnoient qu'action de droit étroit, en sorte que le Juge étoit tenu de suivre inviolablement certaines formalitez, & de se régler sur ce qui avoit été dit & écrit. Par le Droit Naturel tout seul, les Contrats Onéreux sont manifestement des Contrats de bonne foi, c'est-à-dire, susceptibles d'une interprétation plus étendue, selon les règles de l'Equité; parce que renfermant une Obligation égale de part & d'autre, aucun des Contractans ne se trouve par là surchargé. Au contraire les Contrats Bienfaisans ou gratuits, ne sont pas suscep-

§. VII. (1) Par exemple, si l'on donne à quelqu'un une chose à vendre, à condition qu'il retiendra pour lui ce qu'il en pourra trouver au-delà d'un certain prix, qu'on lui marque; c'est un Contrat sans nom, qui donne action en termes prescrits. Cum deficiant vulgaria æque usitata actionum nomina, præscriptis verbis agendum est: in quam necesse est confugere, quotiens Contractus existunt, quarum appellationem nulla jure civili prædita sunt. Natura enim rerum conditum est, ut plura sint negotia, quam vocabula. Si tibi rem vendendam certo pretio dedissem, uti, quo pluris vendidisses, tibi haberes, placet neque morari, neque pro secro esse actionem: sed in futurum, quasi alio negotio gesto. Digest. Lib. XIX. Tit. V. De præscriptis

verbis &c. Leg. II. III. IV. XIII. princip. Au reste, pour ce qui regarde la nature des Contrats sans nom, voiez Mr. Titius, in Lauterbach, Observ. DCXX.

§. VIII. (1) Pourquoi nôtre Auteur oublie-t-il la Donation entre vifs? Il n'en parle point non plus dans le Chap. IV. où il faudroit suppléer, en peu de mots, à ce défaut, autant que l'étendue d'une Note le permettra.

(2) Tantumdem in bona fidei judiciis officium Judicis valet, quantum in stipulatione nominatum ejus rei facta interrogatio Digest. Lib. III. Tit. V. De negotiis gestis, Leg. VII. Au reste, dans le Droit Romain, le nombre des Contrats de bonne foi n'est point déterminé. Voiez *Institut.* Lib. IV. Tit. VI. De Actionibus, §. 28, 29.

§. IX.

susceptibles d'une interprétation si étendue, en sorte qu'on ne sauroit exiger de celui qui donne ou qui fait quelque chose gratuitement, plus que ce à quoi il s'est expressément engagé, de peur que la faveur ou le service que l'autre Contractant reçoit n'incommode trop le bienfaiteur (a).

§. IX. ON réduit assez commodément tous les Contrats Onéreux à ces quatre chefs: (1) Donner, afin que l'on nous donne: Faire, afin que fasse pour nous: &c. Faire, afin que l'on nous donne. Gr. qu'il ne diffère pas au fond du dernier. Et en effet i que, dans tous les deux, on donne d'une part, & on f que, dans le Contrat de Donner, afin que l'on fasse, ..... commence par la délivrance de la chose, & est suivi de l'exécution de l'action: au lieu que dans celui de Faire, afin que l'on donne, l'exécution de l'action va devant, & la délivrance de la chose suit; de sorte que, dans le premier, la pei au lieu que, dans l'autre, c'est part & d'autre, dans lesquels, néanmoins censée originairement du Contrat. C'est ainsi de l'Acheteur; celui de Louage

On rapporte à la première classe, de Donner, afin que l'on nous donne, 1. Les Contrats où l'on donne chose pour chose; tel qu'est l'Echange proprement ainsi nommé. Sur quoi il faut remarquer une distinction assez subtile des Jurisconsultes (b), qui distinguent le Contrat de Donner, afin que l'on nous donne, pris généralement, d'avec l'Echange particulièrement ainsi nommé, en ce que, dans le premier, on donne une sorte de chose indéterminée, pour une autre aussi indéterminée, comme, un Bœuf, quel qu'il soit, pour un Mulet, quel qu'il soit; ou bien une sorte de chose indéterminée, pour une autre déterminée de la même espèce, comme un Bœuf, quel qu'il soit, pour tel ou tel Bœuf spécifié; ou enfin une chose déterminée, pour une autre indéterminée de différente espèce; par exemple, cette cruche d'huile, pour une certaine quantité de froment, quel qu'il soit: au lieu que si l'on donne une chose en espèce pour une autre aussi en espèce, mais de différente nature, par exemple, tel ou tel Bœuf, pour tel ou tel Cheval, c'est un Echange. 2. Il faut rapporter encore ici les Contrats où l'on donne de l'argent pour de l'argent; ce qui s'appelle aujourd'hui Change. Par là néanmoins il se fait quelquefois une espèce de Vente; par exemple, au rapport de (c) Pline, une petite monnaie (d) où étoit gravée l'image de la Victoire, & qui venoit d'Illyrie, s'achetoit comme une marchandise. 3. Lors qu'on donne une chose pour de l'argent; ce qui s'appelle un Contrat de Vente. 4. Lors qu'on donne, ou l'usage d'une chose pour une autre chose, comme si l'on prête son Cheval à un homme pour quelques jours, afin qu'en revanche il nous donne un Livre; ou l'usage d'une chose, pour l'usage d'une autre, comme si l'on donne du logement chez soi à quelqu'un, afin qu'il nous donne l'usufruit de la terre; ou l'usage d'une chose, pour de l'argent, & c'est ce que l'on appelle proprement Contrat de Louage. 5. Enfin, lors que l'on donne une chose, à condition que, dans un certain tems, celui, qui l'a reçue, nous en rende une autre de même valeur & de même sorte; & c'est ce qui s'appelle Prêt à consommation.

La seconde classe, de Faire, afin que l'on fasse pour nous, peut avoir une infinité d'espèces, selon la diversité infinie des Actions d'où l'on retire quelque utilité ou quelque plaisir, & dont on peut faire une espèce de commerce (2).

(a) Voyez Arnold, Vinn. ad §. 28. Instit. de actionibus, Lib. IV. Tit. IV.

Combien il y a de sortes de Contrats Onéreux? (a) Lib. II. Cap. XII. §. 3. num. 22

(b) Voyez Mornacius ad Leg. V. Digest. de Praescript. verbis.

(c) Hist. Natur. Lib. XXXIII. Cap. III.

(d) Viciarius nummus.

§. IX. (1) Totius obrem dati tractatus.... in his composuit speciesbus. App enim do tibi, ut des: aut do, ut facias: aut facio, ut des: aut facio, ut facias. Digest. Lib. XIX. Tit. V. De praescript. verb. etc. Leg. V. princip.

(2) Cette sorte de Contrat, ajoutoit ici notre Auteur, est appelée par Ammien Marcellin, Lib. XVI. Cap. X. Pactum reddenda vicissitudinis & per Apulien (in Apolog.) mutuas operas cum vicinis commere.

La troisième classe, de *Donner*, afin que l'on fasse pour nous, comprend. 1. Le loier ou le salaire donné en argent pour le travail, le service, ou les actions d'une personne qu'on loue. 2. Les Contrats d'assurance. 3. Ceux dans lesquels, afin que l'autre Contractant fasse quelque chose en notre faveur, on lui donne une chose susceptible, ou non, de fonction, ou d'équivalent.

La dernière classe, de *Faire*, afin que l'on nous donne, renferme les Contrats où l'on fait quelque chose en faveur de l'autre Contractant, afin qu'il nous donne ou une chose, ou l'usage d'une chose; & autres semblables Contrats (e).

(e) Voiez tout le Titre du Digeste, De *Prescriptis verbis*, Lib. XIX. Tit. V.

(f) *Sigism. Baro* ou *Herberstein*.

Il peut néanmoins y avoir des Contrats qui ne se rapportent à aucune de ces classes, parce qu'ils renferment une alternative. Tel est le (3) Contrat d'estimation, dont les Jurisconsultes Romains traitent. Il y a quelque chose de fort approchant dans une espèce de donation nuptiale qui est en usage chez les Moscovites (f). Ceux qui sont invités à des Noces, envoient des présents à l'Eponx, qui les serre, observant de marquer avec soin de qui vient chaque présent. Les Noces finies, il les repasse sous les uns après les autres, & en renvoyant quelques-uns, avec mille remerciemens, il garde ceux qu'il trouve le plus à son gré, & les envoie au Marché, pour les faire estimer par des Experts chargés de taxer le prix des choses. Au bout d'un an, il rend la valeur de ces présents, ou en argent, ou en autres choses de pareil prix, selon l'estimation qui en a été faite. Si quelqu'un veut se faire trop paier son présent, le nouveau marié a recours aux Experts jurez, & l'oblige à s'en tenir à leur estimation. Mais si, au bout de l'année, le nouveau marié ne rend pas ou le présent même, ou la valeur, il est condamné à paier le double. Que s'il a négligé de faire estimer le présent par les Experts jurez, il faut qu'il en passe par l'estimation de l'auteur même du présent. C'est même sur ce pied-là que se font en Moscovie toutes sortes de présents & de donations parmi les gens du commun (4).

Au reste les Contrats Onéreux, dont nous venons de traiter, ont ceci de commun, que quand ils ont été une fois exécutés de part & d'autre, les Contractans n'ont plus rien à démêler ensemble, du moins au sujet de l'affaire dont il s'agissoit. D'où vient que *Grotius* les (5) oppose aux Contrats qui mettent les choses en commun: car l'exécution de ceux-ci consiste en ce que les Contractans font des affaires & négocient ensemble. Tel est le Contrat de Société, qui se fait lors que deux ou plusieurs personnes mettent en commun, pour l'utilité des unes & des autres, ou de simples Actions, ou de simples Choses, ou bien d'une part des Actions, & de l'autre des Choses.

Tous ces Contrats, joints aux Bienfaisans ou gratuits, dont nous avons traité dans le paragraphe précédent, forment, à peu près, ce qui est compris sous le nom de Contrats Simples.

Des Contrats Mixtes.

§. X. MAIS il y a encore des Contrats Mixtes, c'est-à-dire, qui sont composés de deux sortes d'actes différens. Supposé, par exemple, que, le sachant & le voulant, on achète une chose plus qu'elle ne vaut, & qu'on laisse au Vendeur le surplus du juste prix; c'est

(3) C'est lors que l'on donne à quelqu'un une chose à vendre à un certain prix, en sorte qu'il est tenu de nous rendre ou la chose même, ou la valeur, selon l'estimation qui en a été faite. *Cum res aestimata vendendo datur . . . aestimatio periculum facit ejus qui suscipit: Aut igitur ipsam rem debet incolumem reddere, aut aestimationem de qua convenit.* Digest. Lib. XIX. Tit. III. De *aestimateria*.

(4) Notre Auteur remarquoit ici, sur la foi de *Pietro della Valle*, (Part. II. Epist. I. de ses Voyages;) que les Persans offrent & font volontiers des présents aux Etrangers; mais que si on ne leur en fait pas quelque autre plus beau, non seulement ils s'en plaignent hautement, mais encore ils redemandent ce qu'ils ont donné, ou la valeur.

(5) Il les appelle *Dirimentarii*, & les oppose aux Com-

*municatorii*; & non pas, comme il y avoit ici dans toutes les Editions, *Communitarii*: car ce sont les deux espèces de ceux que *Grotius* appelle *Permutatorii*. De plus, il y a ici une erreur bien plus considérable: car, de la manière que l'Original est conçu, on voit clairement, que notre Auteur a entendu ce que dit *Grotius*: *Albus permutatorii, aut dirimunt partes, aut communem adferunt*; comme si *dirimunt partes* signifioit, séparer les parties, ou les contractans, faire qu'ils n'aient plus rien à démêler ensemble. Mais *Grotius* étoit trop exact pour se servir d'une expression si barbare; & pour peu qu'on examine ses paroles, on trouvera d'abord, que sa pensée est, que ces sortes d'actes ou régient la portion séparée que doit avoir chaque Contractant, ou mettent en commun les choses sur lesquelles ils traitent ensemble.

§. X.

c'est en partie un *Achat*, en partie une *Donation*. C'est ainsi que *César* étant Dictateur fit adjuger dans un Encan public, presque pour rien à (a) *Servilie*, sa maîtresse, une grande étendue de terres. Si l'on donne à quelcun un plus grand salaire, que ne mérite son service, c'est en partie un *Loier*, en partie une *Donation*; comme cela se pratique quelquefois par les Grands, qui croient, qu'il est de la grandeur de paier largement la peine des personnes, qui travaillent pour eux, & de faire un mélange des actes de leur Libéralité avec l'exécution des engagements d'un Contrat (b). Il en est de même, si l'on cède une partie de son salaire. *Grotius* allégué encore ici un autre cas. Lors, dit-il, que l'on fait marché avec un Orfèvre pour une bague, dont il doit fournir l'or, c'est en partie un *Achat* de la matière, en partie un *Loier* de la peine de l'Ouvrier. Mais d'autres prennent cela pour un simple Achat, parce que la peine de l'ouvrier entre, aussi bien que la matière de l'ouvrage, dans le Prix d'une chose à vendre; & qu'il n'importe que l'ouvrage soit déjà fait, ou à faire. D'ailleurs ce n'est pas un *Loier*, lors que celui, pour qui l'on travaille, ne fournit pas lui-même la matière de l'ouvrage (c). Voici d'autres exemples mieux appliquez. Le Bail d'*Emphytéose* semble mêlé de *Vente*, & de *Loiage*; quoi qu'une Loi du Droit Romain en fasse une espèce particulière de Contrat. Dans un *Contrat Féodal*, la concession du Fief est un acte bienfaisant, parce que le Fief vaut beaucoup plus que les services militaires auxquels le Vassal, qui en reçoit l'investiture, s'engage envers son Seigneur. Cependant, à cause des services militaires que le Seigneur exige pour la protection qu'il accorde à son Vassal, cela tient quelque chose du Contrat de *Faire*, afin que l'on fasse en notre faveur; & le fond même d'un tel acte se rapporte au Contrat de *Donner*, afin que l'on fasse. Que si le Fief est donné à la charge de quelque redevance, ou d'une certaine rente que le Vassal doit paier au Seigneur; à cet égard le Contrat tient du Bail d'*Emphytéose*. Enfin, lors qu'on met de l'argent à la grosse aventure, c'est un mélange de *Prêt*, & de *Contrat d'assurance*.

Pour le *Contrat de Société*, quoi que l'un des Associez mette en commun son argent & sa peine, pendant que l'autre ne contribue que de son argent, il ne résulte pas de là néanmoins un Contrat Mixte, comme le prétend *Grotius*. Car ces sortes de Contrats ne se forment pas proprement par la diversité des choses auxquelles les Contractans s'engagent; puis que si je loue un homme, par exemple, pour travailler à ma vigne, pour ensemençer mes terres, & pour cultiver mon jardin, ce n'est pourtant qu'un simple Contrat de *Loiage*: mais le mélange vient de ce que, par une seule & même Convention, on entre à la fois dans plusieurs engagements de différente nature. *Grotius* croit encore (d), qu'un acte accessoire, joint au principal, forme un Contrat Mixte, lors, par exemple, que l'on cautionne pour quelcun, ou que l'on donne quelque chose en gage. Mais cette pensée n'est pas plus solide que l'autre. Car tout mélange proprement dit produit une troisième espèce: or le Cautionnement n'est joint au Contrat principal que comme une sûreté extérieure; & la dette ne change point de nature par la Caution, ou le Gage, qu'on y ajoute, qui servent seulement à assurer le paiement, en cas que le principal Débiteur se trouve insolvable. Ce n'est pas que, dans le Cautionnement même, il n'y ait, à dire vrai, deux Contrats distincts, qui ne paroissent d'abord qu'un seul. Car la Caution traite en même tems avec le Créancier, & avec le Débiteur. Entre la Caution, & le Créancier, il y a une simple Promesse, qui, à proprement parler, oblige la Caution envers le Créancier, sans être néanmoins la cause pourquoi la Caution est obligée; car cela vient du Contrat principal, dont la Caution a pris sur soi l'Obligation, au défaut du Débiteur; ainsi la Promesse revêt la nature du Contrat, dont le Cautionnement est l'accessoire. Et ce Cautionnement, considéré par rapport au Créancier, n'est point un acte bienfaisant: car la Caution ne donne rien gratuitement au Créancier; elle ne fait que servir au recouvrement de ce qui lui appartient; de sorte que, quoi qu'elle lui procure une sûreté, ce n'est pas lui, mais le Débiteur, qui doit lui en avoir de l'Obligation, puis que le Créancier n'auroit pas prêté son argent, si quelcun n'eût répondu pour le Débiteur.

(a) *Sueton. in Jul. Caesar. Cap. L.*

(b) *Voiez Matthieu, XX, 9, 10. 11. Digest. Lib. XXVI. Tit. VII. De administr. & peric. tutorum &c. Leg. XII. §. 1.*

(c) *Voiez Digest. Lib. XVIII. Tit. I. De contrab. emptione &c. Leg. XX. & Institut. Lib. III. Tit. XXV. De locat. & conductione, §. 4.*

(d) *Vbi supra, §. 6.*



Pour ce qui se passe entre la Caution, & le Débiteur; lors que la Caution a païé, c'est une espèce de (1) Prêt qu'elle fait au Débiteur; car elle est censée, par une fiction de droit, avoir donné de l'argent au Débiteur, pour paier le Créancier. Et ce seroit au fond la même chose, si l'on disoit, que le Débiteur est obligé envers la Caution à lui rendre ce qu'elle a païé par son ordre; en sorte qu'il y ait ici une espèce de *Mandement* ou *Procuration*. A l'égard du Gage que donne un Débiteur, ce n'est pas non plus un acte bienfaisant: car le Créancier ne gagne rien à cela, & le Débiteur ne peut point prétendre que le Créancier lui en fasse aucun gré, puis qu'il ne lui auroit point prêté sans cela.

§. X. (1) Ces fictions de droit ne sont qu'un vain circuit, qu'on emploie ici sans nécessité. Car les Règles de l'Équité toute seule suffisent pour faire voir, que le

Débiteur doit rendre au prêteur, ce que la Caution a païé pour lui, afin de lui rendre service: autrement il lui causeroit du dommage.

## CHAPITRE III.

### De l'égalité qu'il doit y avoir dans les Contrats Onéreux.

Il doit y avoir de l'égalité dans les Contrats Onéreux.

(a) Voyez *Dent.* XXV, 13. & suiv. *Dig. Lib. XLVII. Tit. II. De Furtis.* Leg. LII. §. 22. & Tit. XI. *De extraord. crimin.* Leg. VI. §. 1, 2. & Tit. X. *De Lege Corneli. de falsi.* Leg. XXXII. §. 1.

Il faut, pour cet effet, déclarer les défauts de la chose, sur laquelle on traite.

§. I. **T**OUS les Contrats purement Onéreux, sur tout lors qu'ils se font dans quelque lieu, où le Prix des choses est réglé ou par les Loix, ou par le cours du marché, ont ceci de commun entr'eux, qu'il doit y avoir une juste égalité, c'est-à-dire, qu'il faut que les Contractans reçoivent autant l'un que l'autre; & que si l'un se trouve avoir moins, il est en droit d'obliger l'autre à le dédommager de ce qui lui manque. L'équité de cette maxime paroît manifestement par le but de ces sortes de Contrats, qui est de recevoir de l'autre Contractant, en revanche de la chose qu'on lui donne, ou de la peine que l'on prend en sa faveur, quelque chose d'équivalent, qui est tel qu'on aime mieux, pour certaines raisons, l'avoir en échange, que de garder son propre bien, ou de s'épargner sa peine. Il y a encore une autre raison plus précise: c'est que les Contrats étant nécessaires pour nous faire obtenir des autres certaines choses, qu'ils ne sont pas obligés à la rigueur de nous transférer; il y a lieu de présumer que quiconque ne donne une chose que par Contrat, ne la donne pas gratuitement, mais dans l'espérance de recevoir l'équivalent: ainsi un Contrat ne sauroit nous faire acquérir aucun droit sur la chose transférée, qu'autant que l'autre Contractant l'a jugée équipollente à celle qu'il reçoit de nous à son tour (a).

§. II. **P**OUR découvrir donc, & pour établir d'un commun accord cette juste égalité, il faut, avant que de rien conclure, que l'un & l'autre des Contractans ait une égale connoissance (1) de la chose, au sujet de laquelle ils traitent, & de ses qualités. D'où il s'ensuit, que quiconque veut se défaire d'une chose en faveur d'un autre, par voie de Contrat, est tenu de lui découvrir de bonne foi, non seulement les qualités qui la font valoir, mais encore les défauts qu'il y connoît (2); sans quoi il n'y auroit pas moien de régler le

§. II. (1) Dans le *Cyclope* d'*Éuripide*, lors que *Silène* veut vendre du fromage & du lait à *Ulysse*, celui-ci lui dit de l'apporter hors de sa caverne, parce que le grand jour est nécessaire, quand on veut acheter quelque chose.

*Επιγίγναι, φῶς γὰρ ἐμπολάμεαι ἀγορεύειν.*  
Vers. 137.

Voyez *Ovide. de Art. amandi*, Lib. I. vers. 250, 251. De ces deux passages, que notre Auteur citoit, le dernier regarde plutôt la prudence de l'Acheteur, & la circonspection qu'il doit avoir pour ne pas se laisser duper, que l'obligation où est le Vendeur de ne point cacher les défauts de sa marchandise.

(2) Le Droit Romain veut, que l'on s'explique là-dessus bien clairement, & sans aucune équivoque. *Dolum malum à se abesse prestare venditor debet: qui non tantum in eo est, qui fallendi causa obsecrare loquitur, sed etiam qui viscidior obscure dissimulat.* Lib. XVIII. Tit. I. De contra-

*bonda emptione* &c. Leg. XLIII. §. 2. Voici une autre Loi, où il s'agit des servitudes d'un héritage. *Venditor, si, cum sciret debere servitutem, celavit, non evadet ex emptio actionem: si modo eam rem emptor ignoravit. Omnia enim, quae contra bonam fidem sunt; veniunt in empti actionem. Sed scire venditorem, & celare, sic accipimus, non solum si non admonuit, sed & si negavit servitutem ipsam debere, cum esset ab eo quasitum.* Lib. XIX. Tit. I. De actionibus empti & venditi, Leg. I. §. 1. Voyez tout le Titre I. du Liv. XXI. De adilitio Edicto, & redhibitione, & quanti minoris: où sont marquées en détail les défauts des Esclaves & des Bêtes, dont le Vendeur doit avertir; faute de quoi l'Acheteur peut ou lui faire reprendre sa marchandise, ce qui s'appelle *Redhibition*, ou l'obliger à diminuer le prix. Voyez *Daumat. Loix Civiles dans leur ordre naturel*, I. Part. Liv. I. Tit. II. Sect. XI.

le juste prix de la chose. Parmi les anciens Romains, (3) la Loi des XII. Tables ne rendait garant le Vendeur d'un héritage, que des mauvaises qualités, qu'il n'avoit pas déclarées en étant expressément requis par l'Acheteur; auquel cas il étoit condamné à payer le double, pour n'avoir pas dit la vérité sur ce qu'on lui demandoit. Mais le Droit Civil donna depuis action de récusance contre ceux qui n'avertiroient pas l'Acheteur de tous les défauts qui leur étoient connus. Platon (a) établit la même chose, au sujet des Esclaves qui ont quelque maladie cachée.

(a) De Legibus, Lib. XI. pag. 965. C. Ed. Wechel. Voiez A. Gellius, Lib. IV. C. II.

Ce Devoir suit de la nature même du Contrat Onéreux.

§. III. La nécessité de ce Devoir est fondée sur la nature même du Contrat Onéreux, & sur ce qu'autrement il n'y auroit pas moyen de réduire la chose à son juste prix. Car ce n'est pas parce que le lien général de l'Humanité devient, à proprement parler, plus étroit à l'égard des Contractans, qu'il ne l'est par rapport à tous les autres Hommes, qui n'ont point ensemble de pareille affaire, ou parce que les Contractans (1) entrent dans une société, qui les engage à d'autres Devoirs, qu'à ceux qui suivent de la nature du Contrat. En effet après l'exécution de part & d'autre, on ne se croit pas dans de plus grandes Obligations envers ceux, avec qui l'on avoit traité, qu'envers toute autre personne; quoique les Contrats servent souvent d'occasion à faire naître quelque amitié particulière entre les Contractans.

Mais, d'autre côté, de ce que, sans blesser les Loix générales de l'Humanité, on peut se dispenser d'une chose, il ne s'ensuit pourtant pas, que l'on ait la même liberté en matière de Contrats. Ainsi, quoique, par les seules Loix de l'Humanité, personne ne soit obligé d'instruire les autres de l'état de les affaires, ou de la qualité de ses biens, ni de leur communiquer tout ce qu'il fait; cela n'empêche pas qu'un Contractant ne doive décourrir à l'autre les défauts de la chose, au sujet de laquelle ils traitent ensemble. J'avoue, que, quand il n'y a aucun Contrat, on peut cacher aux autres bien des choses, pour jouir seul soi-même d'un profit, que certaines circonstances favorables nous présentent (a). Si j'ai découvert, par exemple, une mine de diamans, dans un lieu désert, qui n'appartient à personne; je ne suis pas obligé de l'indiquer à qui que ce soit, pour me priver moi-même d'une partie du profit que j'en retire. Ainsi, dans la Parole Evangélique (b), l'homme qui a trouvé un trésor caché dans un champ, n'en dit rien (2), sans quoi il n'auroit pas eu le champ à si bon marché (c). Mais en matière de Contrats, il faut tenir pour maxime inviolable, avec un (3) ancien Romain, qu'un Vendeur de bonne foi ne doit ni faire trop

(a) Voiez un passage de Cicéron, qui a été cité ci-dessus, Liv. II. Chap. III. §. 16. à la fin; & St. Ambroise, qui l'a imité, Offic. Lib. III. Cap. IV.

(b) Matth. XIII, 44. Voiez Grotius, Lib. II. Cap. VIII. §. 7.

(c) Voiez, dans la continuation de Sleidan, par Londerp, sur l'an 1607. l'histoire du Païsan qui découvrit les Samoyédes.

(3) *Ac de jure quidem pradiorum sancitum est apud nos jure civili, ut in his vendendis vitia dicerentur, quæ nota essent Venditori. Nam cum ex XII. Tabulis satis esset ea præstari, quæ essent lingua nuncupata, quæ qui inficiatus esset, dupli poenam subiret: à Jureconsultis etiam reticentia poena est constituta. Quidquid enim esset in prædio vitii, id præstarent, si Venditor sciret, nisi nominatim dictum esset, præstari oportere. Cicero de Officiis, Lib. III. Cap. XVI. Voiez Laëlius. Lib. V. Cap. XVII. Ambrosius de Offic. Lib. III. Cap. X.*

§. III. (1) Quoique notre Auteur ne cite point Grotius, il semble qu'il en veuille ici à ce grand Homme. Mais si cela est, comme il y a beaucoup d'apparence (car il le critique en d'autres endroits sans le nommer) si cela est, dis-je, il a mal pris sa pensée. En effet, lors que Grotius dit, Lib. II. Cap. XII. §. 9. num. 1. qu'il y a entre les Contractans une société plus particulière, que celle qui unit généralement tous les Hommes; cela signifie seulement, que ceux, qui traitent ensemble, s'engagent par là à certaines choses, auxquelles ils ne seroient pas tenus simplement tant qu'Hommes; parce que, comme il le dit plus bas, les Contrats se font pour l'avantage mutuel des Contractans. Mais on ne sauroit inférer de là, que ces engagements s'étendent au delà de la nature du Contrat.

(2) Cet exemple ne convient ici qu'en supposant que le trésor n'appartienne pas de droit au maître du champ; car, si les Loix du Païs le lui adjugebient, (comme Gro-

tius conclut de cette Parole même, que cela avoit lieu parmi les Juifs) l'Acheteur seroit coupable d'un artifice criminel, & d'un larcin indirect, à considérer son action en elle-même, indépendamment de la Parole, dont on fait qu'il ne faut pas presser toutes les circonstances; comme, par exemple, dans la Parole de l'Intendant infidèle, Luc XVI. 1. & suiv. & dans celle du Juge inique, Chap. XVIII. 2. & suiv. Mais, pour dire ce que j'en pense, il est fort incertain que, parmi les Juifs, un usage soutenu de l'autorité publique assignât le trésor au maître du champ où il se trouvoit: car on n'en allégué d'autre preuve que cette circonstance même de la Parole, sur quoi on ne sauroit compter sûrement. Supposé donc que par les Loix Civiles, un trésor, dont on ignoroit le maître, ne dût être laissé ni au Propriétaire de l'endroit où il se trouvoit, ni au Souverain; en ce cas-là, je ne vois pas qu'il y eût aucune tricherie dans le silence de l'Acheteur; puis que tant que le maître du champ n'auroit pas découvert lui-même le trésor, il n'y auroit pas plus de droit que tout autre & que l'Acheteur ne seroit nullement obligé de lui communiquer sa découverte. Voiez ce que notre Auteur a dit Liv. IV. Chap. VI. §. 13.

(3) *Bona fidei venditorem nec commodorum speciem augere, nec in commodorum cognitionem obscurare oportet. Valer. Maxim. Lib. VIII. Cap. II. §. 1. Platon défend aux Vendeurs de vanter leur marchandise, & de faire tout de quel-*

valoir les avantages de la chose, dont on est en marché, ni dérober tant soit peu aux Ache-teurs la connoissance de ses incommoditez & de ses défauts. Les Ouvriers ne doivent pas non plus (4) mettre leur travail ou leurs ouvrages à trop haut prix, ni se prévaloir de l'ignorance de ceux qui n'entendent pas le métier. Par là il faut aussi condamner les personnes qui se mêlant de faire des Mariages, ne disent pas la vérité au sujet de celui, ou de celle, pour qui elles parlent; outre que (5) ceux, qui sont trompez, se haïssent l'un l'autre, & haïssent encore plus la personne, qui les a mis ensemble.

S'il faut découvrir ce qui ne concerne pas la chose en elle-même ?

§. IV. MAIS on demande, (& la question a été agitée par les Anciens) si lors qu'il y a des circonstances extérieures, qui ne regardent pas le fond même de la chose, & qui peuvent néanmoins contribuer à en augmenter ou à en diminuer le Prix, il est nécessaire, & par rapport à l'Acheteur, & par rapport au Vendeur, de les découvrir franchement ? Voici un cas proposé par Ciceron : (1) Dans le tems, dit-il, que la famine est à Rhodes, un Marchand, homme de bien, y aborde, venant d'Alexandrie, avec un Vaisseau chargé de bled. Il sait, que plusieurs autres Marchands en apportent du même lieu, & il les a vus dans sa route faisant voile vers Rhodes. Le doit-il dire ? ou peut-il n'en point parler, afin de mieux vendre son bled ? Ce Marchand, que nous supposons vertueux & homme de bien, est prêt à découvrir tout ce qu'il sait aux habitans de Rhodes, s'il croioit que les Loix de l'Honnêteté le lui prescrivissent indispensablement ; il doute seulement, si cela est deshonnête, ou non. . . . Là-dessus Antipater, Philosophe Stoicien, prétend, que le Vendeur ne doit laisser ignorer aux Ache-teurs rien de ce qu'il sait, pas même ce qui ne concerne en aucune manière le fond même de la chose. Mais Diogène, surnommé le Babylonien, & dont ce Philosophe étoit Disciple, soutient, que le Marchand n'est tenu qu'à ce qui est ordonné par le Droit Civil, savoir, à déclarer les défauts de sa marchandise, & à n'user d'ailleurs d'aucune supercherie ni d'aucune fraude : mais que du reste, puis qu'il fait métier de vendre, rien n'empêche qu'il ne profite de la conjoncture pour vendre le plus qu'il pourra. J'ai transporté, dira-t-il, mon bled par mer, je l'expose en vente, je ne le vends pas plus cher que ne font les autres, & peut-être que je le donne à meilleur marché qu'eux, lors que l'on en achete beaucoup à la fois. A qui fais-je tort ? Mais, répondra Antipater, ne devez-vous pas

qu'elle vaut tant, ou qu'elle leur coûte tant. Έπανθ' ἔλεός τε καὶ σωτὴρ τῶ ἀνθρώπῳ ἀνθρώπου. De Legib. lib. XI. pag. 966. B.

(4) Voici ce que dit Platon là-dessus. Καὶ ἀναμύθησθαι ἢ ἔργον ἐνυμνῶντες νέμεσθαι, ἀπὲρ τῶ ἀνθρώπῳ ἐνυμνῶντες, μὴ ἀλλήλων τιμὰν διατυράλλειν, ἀλλ' ὡς ἀπλῶς-τα τ' ἀξίας ταυτῶν ὁρῶντας καὶ τὸ ἀναμύθησθαι. γινώσκοντες γὰρ ὅτι δυνάμει τὴν ἀξίαν. ἐν δὲ λαμβάνοντες ἢ πωλόντες ἢ ἀγοράζοντες καὶ τιμὰν, οὐκ ἀπὸ τοῦ φύσει ἀξίον, ἀλλὰ ἀπὸ τοῦ ἐν τοῦ ἀνθρώπου τυχόντος. De Legibus, lib. XI. pag. 966. D. „Ce que la Loi recommande aux Vendeurs, elle l'ordonne aussi aux Ouvriers, je veux dire de ne tromper personne en mettant leur ouvrage à trop haut prix, mais d'en demander de bonne foi la juste valeur ; sur quoi ils ne sauroient se méprendre eux-mêmes, n'y aiant point d'Ouvrier qui ne sache ce que vaut son ouvrage. Ainsi, dans une République, il ne faut pas qu'un Ouvrier, pour tromper les ignorans, abuse jamais de son Art, qu'il est une chose claire de sa nature, & éloignée de toute supercherie.

(5) C'est ce que Socrate dit, après Aspaste : Τὰς ἀγαθὰς ποιήματα, μὴ μόνον ἀλλὰ καὶ τὰ ἀγαθὰ διατυράλλεσθαι, διὰ τὸ ὅτι οὐκ ἀποβήσονται οὐκ ἀλλήλων, ἀλλὰ καὶ τὸ ἀποβήσονται οὐκ ἀλλήλων. τὰς γὰρ ἀγαθὰς ποιήματα, ἀλλὰ καὶ τὰ ἀγαθὰ ποιήματα. Xenophon, dans les Choses mémorables de Socrate, pag. 439. Ed. H. Steph.

§. IV. (1) Si (exempli gratia) vir bonus Alexandriā Rhodum magnam frumenti numerum advenierit, in Rhodiorum inopia & fame, summaque annona caritate : si idem scias, complures Mercatores Alexandriā solvisses, ne-

vesque in cursu frumento onustas, petentes Rhodum, videris, dissimulatio sit id Rhodius, an silentio suum quam plurimum venditurus ? Sapientem & bonum virum fingimus : de ejus deliberatione & consultatione quarimus, qui celaturus Rhodios non sit, si id turpe judicet, sed dubitet an turpe non sit. In hujusmodi causis aliud Diogeni Babylonio videri solet, magno & gravi Stoico, aliud Antipatro, discipulo ejus, homini acutissimo. Antipatro, omnia patefacienda, ut ne quid omnino, quod venditor norit, emtor ignoret : Diogeni, venditorem, quatenus jure civili constitutum sit, dicere vitia oportere, cetera sine insidiis agere, & quoniam vendas, velle quam optime vendere. Advenis, exposui, vendo meum non plurius, quam ceteri, fortasse etiam minoris, cum major est copia. Cui sit injuria ? Exoritur Antipatri ratio ex altera parte : Quid ais ? tu cum hominibus consulere debeas, & servire humana Societati, eaque lege natus sis, & ea habeas principia natura, quibus parere, & qua sequi debeas, ut utilitas tua communis utilitas sit, visissimque communis utilitas tua sit, celabis homines, quid iis adste commoditatis & copia ? Respondet Diogenes fortasse sic : Aliud est celare, aliud tacere : neque ego nunc te celo, si tibi non dico, qua natura Deorum sit, quis sit finis bonorum, qua tibi plus prodesse cognita, quam tritici utilitas : sed non quidquid tibi audire utile est, id mihi dicere necesse est. Immo vero (inquit ille) necesse est, si quidem meministi esse inter homines naturā conjunctam societatem. Memini, inquit ille, sed num ista societas talis est, ut nihil suum cuiusque sit ? quod si ita est, ne vendendum quidem quidquam est, sed donandum. De Offic. lib. III. Cap. XII.

pas procurer le bien général de la Société Humaine ? N'êtes-vous pas né pour cela ? Les principes de la Nature, qui sont gravez dans votre cœur, & auxquels vous devez vous conformer & obéir, ne vous portent-ils pas à regarder votre intérêt particulier comme l'intérêt de tout le monde, & celui de tout le monde comme le vôtre ? Comment pourriez-vous donc celer aux Rhodiens, qui sont Hommes, aussi bien que vous, l'abondance qu'ils vont avoir au premier jour de ce qui leur manque présentement ? A cela Diogene répond pour le Marchand : Il y a bien de la différence entre celer, & taire. Je ne vous dis point, par exemple, quelle est la nature de la Divinité, ni en quoi consiste le Souverain Bien, choses néanmoins dont la connoissance vous seroit infiniment plus utile, que celle du bled qui vous doit venir. Prétendra-t-on pour cela que je vous les cèle ? En un mot, je ne suis pas obligé de vous apprendre tout ce qu'il vous seroit avantageux de savoir. Vous y êtes tenu, repliquera Antipater, & vous ne sauriez en disconvenir, à moins que d'avoir oublié ce à quoi vous engagent les Loix de la Société, que la Nature même a établie entre les Hommes. Je ne l'ai pas oublié, répartira Diogene : mais ces Loix demandent-elles que personne n'ait rien à soi ? Si cela est, il n'est plus permis de vendre, il faut tout donner. Cicéron se déclare (a) ensuite (2) tout ouvertement pour l'opinion d'Antipater : Il me semble, dit-il, que le Marchand de bled ne devoit point celer à ceux de Rhodes, ce qu'il savoit des autres vaisseaux, qui suivoient le sien. J'avoue que le silence n'est pas toujours ce que l'on appelle celer : mais il est tel sans contre-dit, lors que, pour son profit particulier, on ne dit pas une chose, que ceux, à qui on la cache, ont intérêt de savoir ? En ce cas-là, qui ne voit que ceux qui prennent le parti du silence, ne sont pas droits, francs, sincères, sans artifice, en un mot véritables gens de bien ; mais des gens doubles, cachez, rusez, fourbes, malins, artificieux, trompeurs. Cicéron fournit pourtant lui-même de quoi justifier la conduite du Marchand de bled ; puis qu'il approuve un peu plus bas la définition que donnoit le Prêtreur Aquillius du Dol ou de la mauvaise foi, qui consiste, selon lui (3), à donner lieu de croire une chose, & tâcher de la persuader, pendant qu'on en fait une autre : ce qui ne convient pas au cas dont il s'agit. On a donc raison de soutenir, que ce Marchand ne fit rien d'injuste en n'avertissant point ceux de Rhodes de l'approche des Vaisseaux qui étoient en chemin (b). En effet les Loix de la Justice demandent seulement, que l'on découvre ce qui regarde le fond même de la chose, au sujet de laquelle on traite ; par exemple, que la maison à vendre est empestée, que le Magistrat a ordonné de la démolir : exemples dont Cicéron se sert dans la suite. Mais ici le Marchand ne dissimule rien de pareil. Il expose son bled en vente, en sorte que tout le monde peut voir, s'il est bon ; & lors qu'on l'achète de lui, il vaut véritablement ce qu'il le vend, quoi que peu de tems après le Prix en doive diminuer. D'ailleurs, ceux de Rhodes n'avoient pas un droit proprement ainsi nommé de prétendre, que le Marchand leur apprît ce qu'il savoit, puis qu'il ne s'y étoit jamais engagé par un accord fait là-dessus entr'eux & lui (4). De dire maintenant, s'il pécha contre les Loix de la Bénédicence, & de

(a) Cap. XIII.

(b) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XII. §. 9. num. 2.

(2) L'Auteur disoit ici, que Cicéron semble panacher vers le sentiment d'Antipater. Mais le passage, que je rapporte traduit tout du long, ne permet pas de douter que Cicéron ne prenne hautement le parti du Disciple contre le Maître.

(3) Cum ex eo [Aquillio] quæreretur, quid esset dolus malus ; respondebat, cum esset aliud simulatum, aliud verum. Ibid. Cap. XIV.

(4) Ajoutons deux réflexions, que je tirerai de Mr. la Placette (Traité de la Restitution, p. 297.) 1. Il semble qu'il n'y ait pas plus de mal à vendre un peu cher ce qui se vendra bien-tôt à meilleur marché, qu'à acheter à bon marché ce que l'on sait qui doit se vendre plus chèrement quelque tems après. Or les Païens, & particulièrement Aristote, ont approuvé l'action de Thalès, qui ayant prévu une stérilité qui devoit survenir quelque tems après, fit un grand amas de bled, dont il profita extrêmement. Voyez ci-dessous, Chap. V. à la fin. Et

de l'Humanité, c'est une toute autre question; sur laquelle néanmoins je ne saurois non plus me refoudre à prononcer contre lui. Car l'Humanité ne nous engage à faire du bien aux autres d'une manière purement gratuite, que quand ils ont grand besoin des effets de nôtre Libéralité. Or ceux de Rhodes étant fort riches, comme l'Antiquité nous les représente, ils avoient besoin de bled, & non pas d'argent. D'ailleurs on n'est point obligé de faire du bien gratuitement, lors que celui, qui donne, perdrait plus par là, que ne gagneroit celui qui reçoit. Or le Marchand auroit plus perdu en faisant savoir l'approche des Vaisseaux qui devoient arriver, que n'auroient gagné ceux qui achetoient son bled. Car s'il le vendit en détail, c'étoit peu de chose pour chacun que ce qu'on perdoit à le paier sur l'ancien pied : que si un ou deux Marchands l'acheterent tout en gros, ils ne pouvoient s'en prendre qu'à leur avarice, & à l'avidité hors de saison, qui les avoit portez à vouloir profiter de cette triste conjoncture. Après tout, une Morale si rigide en matière de ces sortes d'affaires est incompatible avec le train ordinaire de la vie. Et pourvu que les Marchands ne veuillent point nous tromper, nous les dispenserons aisément de nous faire des libéralitez.

On n'est point obligé de faire mention des défauts connus de part & d'autre.  
(a) Voiez Grotius, Lib. II. Cap. XII. §. 9. num. 3.  
(b) De Offic. Lib. III. Cap. XVI.

§. V. MAIS pour ce qui regarde les défauts, que l'Acheteur n'ignore pas, il n'est point nécessaire d'en parler : car la connoissance, que l'on en a de part & d'autre, rend les Contractans parfaitement égaux à cet égard (a). Cicéron nous fournira encore ici un exemple (b). Marc Marius Gratidianus, son Parent, revendit à Caius Sergius Orata une maison qu'il avoit achetée de lui-même quelques années auparavant, & sur laquelle Sergius avoit un droit de servitude. Marius cependant n'en fit aucune mention dans le marché. L'affaire étant portée en Justice, Crassus soutenoit la Cause d'Orata, & Antoine celle de Marius. Crassus insistoit sur la décision du Droit, qui veut, que le Vendeur soit garant des défauts dont il n'a point averti, quoi qu'il les connût très-bien. Antoine d'autre côté se fondoit sur les maximes de l'Equité, en vertu desquelles Marius vendant la maison à un homme à qui elle avoit appartenu autrefois, & qui ne pouvoit pas ignorer par conséquent la servitude à laquelle elle étoit sujette, n'avoit point été obligé de l'en avertir; de sorte qu'Orata n'avoit aucun sujet de se plaindre qu'il l'eût trompé. Ainsi un homme, qui aiant répudié sa femme ne vouloit point lui rendre sa dot (c), & pour s'en dispenser, lui reprochoit qu'elle avoit commis adultère, fut condamné autrefois à Rome par le Consul Marius, parce qu'on fit voir qu'il n'ignoroit pas ses débauches, quand il l'épousa. En effet, comme le disent les Jurisconsultes Romains, (1) on n'est point censé avoir voulu celer à une personne ce qu'elle savoit déjà, & il n'étoit pas besoin de l'instruire de ce qu'elle n'ignoroit pas. Par la même raison une Vente ne peut point être annullée à cause de quelques défauts que le Vendeur a lui-même déclaré de bonne foi, puis qu'en ce cas-là il est clair, que l'Acheteur consent, & fait son compte là-dessus. Horace introduit agréablement un homme, qui, après avoir vanté en détail les bonnes qualitez d'un Esclave qu'il veut vendre, dit à celui, qui le marchandé : (2) Il n'y a pas un Marchand, qui en usât comme moi. Je ne parlerois pas si franchement à tout autre, qu'à vous. Il a manqué une fois à faire ce qu'on lui ordonnoit; & comme cela est naturel, il s'alla cacher, de peur des (d) étrivières. Achetez-le, si cette petite escapade ne vous rebute pas. Après cela, ajoute le Poëte, le Marchand peut prendre la somme en toute sûreté : car enfin il vous a dit le défaut de l'Esclave, & vous l'achetez sur ce pied-là.

(c) Voiez Digest. Lib. XXIX. Tit. V. De Senatusconsult. Silan. &c. Leg. I. §. 33. & Lib. XXI. Tit. I. Leg. XVII.

On ne doit forcer personne à traiter.

§. VI. UNE autre maxime, qui a lieu dans toutes sortes de Conventions, & sur tout dans

§. V. (1) *Hac ita vera sunt, si emptor ignoravit servitutes: quia non videtur esse celatus, qui scit; neque certiorari debuit, qui non ignoravit.* Digest. Lib. XIX. Tit. I. De actionibus empti & venditi, Leg. I. §. 1. Voiez aussi Lib. XVIII. Tit. I. De contrah. empr. &c. Leg. XLIII §. 1. LVII. §. 3. & Lib. XXI. Tit. I. De adilitio Edicto, Leg. XIV. §. 10.

(2) *Nemo hoc mangonum faceret tibi: non temerè à me*

*Quivis ferret idem: semel hic cessavit, & (ut fit) In scalis latuit mamentis pendens habena. Des nummos, excepta nihil te si fuga hadas. Ille ferat pretium, panna securus, opimar. Prudens omisit veriosum; dicta tibi est lex.*

Lib. II. Epist. II. vers. 13. & seqq.

J'ai suivi la version du P. Tarteron. Voiez encore Lib. II. Satyr. III. 285, 286.

dans les Contrats, c'est qu'aucun des Contractans ne doit forcer l'autre à traiter par une crainte injuste, qu'il a lui-même causée. C'est ainsi qu'autrefois les *Lacédémoniens* obligèrent ceux d'*Elée* à rendre des terres qu'ils s'étoient fait vendre par force à leurs anciens possesseurs; car, ajoute l'Historien qui rapporte ceci, ils croioient, qu'il n'y a pas (1) moins d'injustice à extorquer une chose, sous prétexte de vente, des mains de ceux qui se trouvent trop faibles pour s'en défendre, que de la leur enlever de vive force (a). L'histoire de *Ver-* (a) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XII. §. 19.

rès, Gouverneur pour les Romains en Sicile, fournit aussi un exemple remarquable. Ce fameux Scélérat avoit enlevé presque toutes les statues, les peintures, les tapisseries, les vases précieux, &c autres raretez d'une Province si grande & si riche. Après quoi, quand il fut accusé à Rome, il croioit pouvoir se disculper, en disant: J'ai acheté tout cela. Mais, (2) répondit *Cicéron*, quand je tomberois d'accord, que vous l'aussiez acheté, croiez-vous qu'il soit permis à un Préteur d'acheter tant de meubles précieux dans son Gouvernement, c'est-à-dire, dans un Pais où il a une puissance presque souveraine? Admirez, Messieurs, la sagesse de nos Pères, qui, dans un siècle plein d'innocence, n'ont pas laissé d'aller au devant de la moindre corruption. Ils n'ont pas permis à un Magistrat d'acheter un Esclave, que pour le mettre en la place d'un autre, qui seroit mort à son service, & dans la Province: car pour de la vaisselle d'argent ou des meubles, comme le public leur en fournissoit, ils ne se sont pas imaginé qu'il pût jamais y avoir un homme assez extravagant pour en acheter. Pourquoi pensez-vous, Messieurs, qu'ils aient été si sévères en ce point? C'est qu'ils ont cru, que c'est un vol, & non un achat, quand le Vendeur n'a pas la liberté de mettre le prix à sa marchandise. Ils ont bien vu, que, s'il étoit permis à un Gouverneur d'acheter, il ne paieroit pas la juste valeur des choses, & qu'il forceroit les Particuliers à vendre ce qu'ils voudroient peut-être bien conserver. Il arrive souvent néanmoins, que le Souverain use de son autorité pour contraindre les Sujets, tant perpétuels, que ceux qui ne le sont que pour un tems, à faire certains Contrats, sur tout ceux de Vente, ou de Louage, comme quand on oblige les Marchands à débiter des denrées ou des marchandises, dont le public a grand besoin; les Ouvriers ou les Artisans, à travailler; les Paisans, à fournir des chariots & des voitures; les Maîtres de navire, à louer leurs Vaisseaux. Si le bien & la nécessité de l'Etat le demande, & que l'on paie à juste prix le travail, & les marchandises; il n'y a là rien que de très-légitime. Il est aussi assez ordinaire de voir, que les Particuliers d'un Etat sont tenus de n'acheter certaines sortes de choses que dans un Magasin établi pour cet effet.

§. VII. Au reste, l'égalité, dont il s'agit, n'a point de lieu dans les Contrats Bienfaisans ou gratuits. Car lors que le salaire qu'on donne à une personne, est égal à la peine qu'elle prend pour nous; ce n'est plus un Contrat gratuit (a), c'est une autre sorte d'acte (b). Que si, dans un Contrat gratuit, on reçoit quelque présent en forme de récompense;

L'égalité n'a point de lieu dans les Contrats Bienfaisans.

(a) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XII. §. 11.

pense;

(b) Voiez *Instit.* L. III. Tit. XXVII. De Mandato, §. 13. & *Digest.* Lib. XVI. Tit. III. De positi &c. Leg. I. §. 9.

§. VI. (1) Γράντας μὲν δὲ ἀναίρεται σίνας βία ἀναγκά-  
νυς ἢ βία ἀναγκάσας ἀναξ ἢ ἡλίον λαμβάνειν. *Xenoph.*  
*Hist. Græc.* Lib. III. p. 288. Ed. H. Steph.

(2) Verbojam uno repellar. Emi, inquit. . . . Primum, si id, quod vis, tibi ego concedam, ut emeris . . . quare, cujuscumque in judicio Romæ putaris esse, si tibi hoc quemquam concessurum putasti, te in Prætoris argue imperio tot res, tam pretiosas, omnes denique res, qua alicujus pretii fuerint, tota ex Provincia commissæ. Videte Majorum diligentiam, qui nobil dum atriâ istiusmodi suspicabantur: verumtamen ea, qua parvis in rebus accidere poterant, providabant. Neminem, qui cum potestate aut legatione in Provinciam esset profectus, ut amicum fore putaverunt, ut emeret argentum; dabatur enim de publico: ut vestem, præbatur enim legibus: mancipium putaverunt; quo & emeret atriâ, & non præbatur à populo. Sanxerunt, NE QVIS EMERET MANCIPIUM, NISI IN DEMORTUI LOCO. Si qui Romæ esset demortuus? imò, si quis ibidem. Non enim te instruere domum tuam voluerant in Provincia; sed illum usum Provincie supplere.

Qua fuit causa, cur tam diligenter nos in Provinciis ab emtionibus removerent? hac, Judice, quod putabant ereptionem esse, non emtionem, cum venditori suo arbitratu vendere non liceret. In Provinciis intelligebant, si is, qui esset cum imperio ac potestate, quod apud quemque esset emere vellet, idque ei liceret: fore uti, quod quisque vellet, fore esset venale, si non esset, quanti vellet, auferret. In *Verr. Lib. IV. Orat. IX. Cap. V.* J'ai suivi la version de Mr. Maucroix, qui pour n'être pas littérale n'en est pas moins fidèle. Voiez encore *Digest.* Lib. XVIII. Tit. I. De contrahenda empt. &c. Leg. XLVI. LXII. & Lib. XLVIII. Tit. XI. De Lege Julia repetundarum, Leg. VI. & Lib. II. Tit. XX. De his, qua vi, metusve causa gesta sunt, Leg. XI. *Constitut.* Sicut Lib. I. Tit. LXXXVIII. §. 1. *Tacit. Annal.* Lib. XIV. Cap. XIV. in fin. &c. ce que *Dion Cassius* rapporte de César, que, quand il ne trouvoit plus d'autre prétexte pour extorquer de l'argent, il l'empruntait. quoi qu'il n'en pensât point à le rendre jamais, & qu'il le prit même par force à ceux qui refusoient de lui en prêter. *Lib. XLII.*

penſe; le Contract tient alors un peu de celui de Louage. Il doit néanmoins y avoir de l'égalité indirectement & par accident dans le *Mandement* ou la *Commission*, & dans le *Dépôt*, entant que, ſi le Procureur ou le Dépoſitaire ont été obligez de faire quelques dépenses pour l'affaire ou la choſe, dont ils s'étoient chargez, il faut les rembourſer exactement. Car, dans ces ſortes de Contracts, on ne donne gratuitement que ſa propre peine: &, pour les frais, il y a une eſpece de Contract (1) tacite de Prêt, en vertu duquel on peut ſe les faire paier (c).

(c) Vid. diſt. Tit. *Depoſiti*, Leg. XII. princip.

Dans les *Contracts Onéreux* rien n'eſt préſumé gratuit.

§. VIII. MAIS, en matière de *Contracts Onéreux*, l'égalité eſt ſi fort néceſſaire, qu'il n'y a point de préſomption d'un don gratuit qui puiſſe diſculper ceux qui prennent plus qu'ils ne doivent recevoir. En effet, ce n'eſt pas ordinairement l'intention de ceux, qui font ces ſortes de Contracts, de donner pour rien quoi que ce ſoit. Ainſi on ne préſume point, qu'il y ait un mélange de Contract Onéreux & de Donation; à moins que celui, qui fait, ou qui donne, ne s'en ſoit clairement expliqué (a); ou que du moins on voie manifeſtement, qu'il ſavoit que ſa peine ou ſon bien valoit davantage, que ce dont il s'eſt contenté. Du reſte, on ne peut que louer l'action de *Scévola*, qui aiant demandé (b) qu'on lui dit tout d'un coup le prix d'une terre qu'il vouloit acheter, en donna mille écus de plus que ce qu'on la lui faiſoit, croiant qu'elle valoit davantage que le Vendeur même ne l'eſtimoit.

(a) Voyez *Plin. Lib. VII. Epist. XI. & XIV.*  
(b) *Cicer. de Offic. Lib. III. Cap. XV.*

Comment on doit redreſſer l'inégalité qui ſe trouve dans un Contract accompli.

(a) Voyez *Grotius, Lib. II. Cap. XII. §. 12.*

(b) Voyez *Digeſt. Lib. XXI. Tit. I. De adilit. Edict. &c. Leg. I. §. 2. & Lib. XIX. Tit. I. De action. empr. & vend. Leg. XIII. princ. §. 1, 2, 3, 4.*

(c) Voyez un paſſage de *Ciceron*, qui a été déjà cité, *Liv. I. Chap. II. §. 10.*

§. IX. DE ce que nous avons établi, il ſ'enſuit, que, quand même on n'auroit (a) caché aucun des défauts de la choſe, au ſujet de laquelle on traitoit, ni rien exigé au delà de ce qu'on croioit nous être dû; ſi l'on découvre enſuite de l'inégalité dans la choſe même, ſans qu'elle vienne de la faute des Contractans, comme, par exemple, ſ'il y avoit quelque défaut caché, ou ſi l'on s'eſt trompé à l'égard du Prix, il faut redreſſer (b) cela, en ôtant à l'un des Contractans ce qu'il a de trop, & donnant à l'autre ce qui lui manque. Par le Droit Romain on ne peut faire caſſer un Contract, ni demander un dédommagement de la vilité du Prix (1), que quand la lésion excède la moitié de la juſte valeur. Cette fameuſe Loi eſt fondée principalement ſur ce qu'il n'y auroit point de Tribunaux qui puſſent ſuffire à connoître du grand nombre de procès qui s'élèveroient tous les jours, ſi, pour la moindre lésion, on pouvoit aller rompre la tête aux Juges (c). D'ailleurs, telle eſt la nature du commerce, que quiconque ne veut pas ſe laiſſer tromper doit ouvrir les yeux, & bien examiner toutes choſes, avant que de s'engager à rien. Et après tout, ſur quelque haut pied qu'un Vendeur eſtime ſa marchandſe, c'eſt toujours la volonté de l'Acheteur qui y met le dernier prix, & qui conclut le marché. Ces raiſons ſont bonnes en elles-mêmes; mais la Loi reſſerre dans des bornes trop étroites l'inégalité qui doit être redreſſée; & cette limitation au ſurplus de la moitié du juſte prix, n'eſt point de Droit Naturel. En effet, bien qu'il ne faille pas importuner le Juge pour des affaires de peu de conſéquence; rien ne ſauroit le diſpenſer de prêter ſon ſecours à ceux qui ont été conſidérablement lézéz, quoi qu'au deſſous de la moitié du juſte prix. Suppoſé, par exemple, que je n'aie vendu que ſix-cens Ecus une maiſon qui en vaut neuf-cens; pourquoi me refuſeroit-on abſolument la protection des Loix pour le recouvrement des trois-cens Ecus, dont je ſuis frustré, puis que l'on donne action en Juſtice pour de bien moindres ſommes? Diſons donc, qu'à la vérité entre ceux-là mêmes, qui n'ont point d'autre Loi commune que celles du Droit de la Nature & des Gens, une petite lésion, qui ſe trouve dans un Contract ſans la mauvaſe foi des Contractans, n'eſt pas un ſujet ſuffiſant de reſciſion, ou de plainte. Mais auſſi, lors

§. VII. (1) Cette ſiſtion de droit n'eſt nullement néceſſaire. Les maximes ſeules de l'Equité ſuffiſent pour aſſurer au Dépoſitaire, ou à celui qui s'eſt chargé des affaires d'autrui, le dédommagement des dépenses qu'il a faites pour rendre ſervice au maître du Dépôt, ou à l'auteur de la Commission.

§. IX. (1) *Rem majoris pretii, ſi tu vel pater tuus mi-*

*noris diſtraxeris: humanum eſt, ut vel pretium te reſtitueret emptoribus, ſundum venditatum recipias, auctoritate Judicis intercedente: vel ſi emptor elegerit, quod deſt juſto pretio, recipias. Minus autem pretium eſt videtur, ſi nec dimidia pari veri pretii ſoluta ſit. Cod. Lib. IV. Tit. XLIV. De reſcindenda venditione, Leg. II.*

lors que la lésion est considérable, encore qu'elle n'aille pas jusqu'à la moitié du juste prix, on peut légitimement prétendre, ou que le Contrat soit cassé, ou que l'autre Contractant nous dédommage de ce qui manque au juste prix. Or on juge du degré de la lésion, ou par l'énormité ou la vilité du prix; ou par les facultés de celui qui se trouve lésé: une personne, qui a peu de bien, étant quelquefois extrêmement incommodée d'une perte qui ne seroit rien pour un homme riche. Dans les Etats même où la Loi, dont j'ai parlé, est établie, un Acheteur ne sauroit en conscience se dispenser de réparer une lésion énorme, quoi qu'elle soit au dessous de la moitié du juste prix; le but de cette Loi n'étant pas tant d'assurer à un Contractant le gain qu'il fait au détriment de l'autre, que d'épargner aux Juges une foule de procès. Ainsi tout le droit, qu'elle donne, c'est d'empêcher qu'on ne puisse être poursuivi en Justice par un Citoyen du même Etat, pour une lésion qui ne passe point ces bornes. Les Jurisconsultes, au reste, ont raison d'accorder le bénéfice de cette Loi à l'Acheteur, aussi bien qu'au Vendeur, & de l'étendre même aux autres Contrats (d).

(d) Voyez ce que disent les Docteurs Juifs sur cette matière, dans *Selden, De J. N. & G. Lib. VI. Cap. V.*

§. X. Les Interprètes du Droit Romain se sont fort tourmentés, pour concilier avec les principes, que nous venons d'établir, une Loi qui porte, (i) *qu'il est naturellement permis de se tromper l'un l'autre à l'égard du prix de ce que l'on vend, ou de ce que l'on achète*. Pour moi, je ne trouve point ici d'explication plus commode, que celle de *Gratius* (a), qui fait voir, que quand on dit, qu'une chose est *permise*, on n'entend pas toujours, qu'elle soit juste ou innocente; mais quelquefois cela signifie seulement, qu'on peut la faire impunément, & que celui, avec qui l'on avoit traité, n'a point action contre nous, si l'on veut se prévaloir de la Convention: c'est-à-dire, qu'étant appelé en Justice pour cause de lésion au dessous de la moitié du juste prix, il suffit de répondre, qu'on a ainsi fait son marché; de sorte que, selon le Proverbe commun en notre Langue, *celui qui ne veut pas ouvrir ses yeux, n'a qu'à ouvrir sa bourse* (2). Le mot de *naturellement* ne signifie pas non plus toujours ce que l'on doit faire, ou ce qui s'accorde avec le Droit Naturel, mais ce qui est conforme à la coutume établie. C'est ainsi que *St. Paul* dit aux *Corinthiens* (b): *La nature elle-même ne vous enseigne-t-elle pas, que si un homme porte des cheveux longs, cela lui est honneur; mais que si une femme a de longs cheveux, cela lui est honorable, parce que les cheveux lui ont été donnés pour lui servir de voile* (3). On peut alléguer ici une autre Loi du Droit Romain, dont voici les paroles: (4) *Telle est l'essence de*

Si l'est naturellement permis de se tromper les uns les autres en vendant, ou en achetant?  
(a) *Lib. II. Cap. XII. §. 26.*

(b) *I. Ep. Chap. XI. vers. 14, 15.*

§. X. (1) *Idem Pomponius ait, in pretio emptiois & venditionis naturaliter licere contrahentibus se circumvenire.* Digest. Lib. IV. Tit. IV. De minoribus, Leg. XVI. §. 4. Voyez aussi Lib. XIX. Tit. II. Locati, conducti, Leg. XXII. §. 3. *Lex Bajuvariorum*, Tit. XV. Cap. IX. §. 1. & *Capitul. Carol.* Lib. V. Cap. CCX. Notre Auteur citoit plus bas, *Xenophon, Apomnem. Socrati*. Lib. II. in fine; *A. Gellius*, Lib. XII. Cap. XII. *Seneca de Benefic.* Lib. VI. Cap. XXXVIII. *Capitul. Carol.* Lib. I. Cap. CXXXI.

(2) L'Auteur remarquoit ici, que l'artifice, dont *Jacob* se servit (*Genes. XXX. 37.*) pour augmenter le nombre du bétail qui lui devoit revenir, est d'autant plus excusable, qu'il avoit affaire à un Beau-père fort avare, & de très-mauvaise foi, qui ne cherchoit qu'à le tromper en toutes manières, & qui lui avoit imposé de très-dures conditions, puis qu'il ne lui donnoit pour sa peine qu'une partie du bétail qui naissoit, pendant que tous les accidens & toutes les pertes étoient sur le compte de *Jacob*. *Genes. XXXI. 39.* Voyez la Note de Mr. Le Clerc sur le vers. 12.

(3) Le terme de l'Original (*αὐτῶν*), ajoutoit ici notre Auteur, peut néanmoins signifier ici le trop grand soin d'orner & d'ajuster les cheveux, qui est le partage des femmes, & qui ne sied pas bien aux hommes.

*Sint procul à nobis juvenes, ut femina, compri.*

*Ovid. Heroid. Epist. 4. v. 75.*

D'ailleurs il est deshonnête, même selon le Droit Naturel, qu'un homme se serve d'un ajustement, qui, en vertu d'une

coutume fort ancienne, distingue le sexe féminin d'avec le masculin. Mais, sans aller chercher toutes ces explications subtiles, il suffit de dire, que *St. Paul* parle de la coutume établie de son temps, de laquelle on ne pouvoit s'éloigner sans se singulariser mal à propos, & sans pécher contre la bienséance. Le mot de *nature* est souvent opposé à celui d'*instruction*; & on sait, que la coutume est une seconde nature, qui fait qu'on n'a pas besoin de maître pour apprendre ce qu'elle a une fois bien établi dans un Pais. Notre Auteur, à la fin du Chap. critiquoit un Jurisconsulte (*Mornacius*) qui prétend, que, dans la Loi du Code, dont il s'agit, *naturellement* signifie *adroitement* (*supra*), en sorte que le sens est, selon lui, qu'on peut se tromper adroitement; comme si *naturellement* se rapportoit à *circumvenire*. Opinion trop ridicule, pour mériter d'être réfutée.

(4) *Hoc enim solum, quod paulo minore pretio fundum venditum significat, ad rescindendam venditionem invalidum est. Quod si videlicet contractus emptiois atque venditionis cogitasset substantiam, & quod ampor viliori comparandi, venditor cariore distrabendi votum gerentes, ad hunc contractum accedant, vixque post multas contentiones, paulatim venditore de eo quod pretias detrahente, ampor autem huic, quod obtulerat, addente, ad certum consentiant pretium: profectio perspicere &c.* Cod. Lib. IV. Tit. XLIV. De rescindenda vendit. Leg. VIII. Voyez le Titre de *Adilitio Edicto*, Leg. XVIII. XIX. & de *contrahenda emptione*, Leg. LXXXI.



de l'Achat & de la Vente, c'est-à-dire, la pratique constante de ce Contrat, que l'Acheteur & le Vendeur entrent en traité, l'un avec intention d'acheter à bon marché, & l'autre à dessein de vendre cher, en sorte que ce n'est pas sans peine qu'après bien des contestations, le Vendeur rabattant peu à peu de ce qu'il demandoit, & l'Acheteur ajoutant à ce qu'il avoit offert, ils demeurent enfin d'accord d'un certain prix (c). En effet, les Hommes étant naturellement portés à tâcher de gagner du bien, on a crû que le commerce ne pourroit guères s'entretenir parmi les Citoyens, moins encore avec les Etrangers, si l'on ne donnoit quelque chose à l'habileté & à l'adresse des Marchands. On se moque même de ceux qui se sont laissé duper (d). Ajoutez à cela, que, comme il est presque impossible aux Contractans de trouver le point précis d'une égalité parfaite, ils sont censés se tenir quittes tacitement de ce que l'un peut avoir qui vaille un peu plus, que ce qu'il donne à l'autre (e). Ainsi c'est une Loi généralement établie dans le commerce, qu'il est permis à chacun d'acheter ou de vendre le plus avantageusement qu'il lui est possible, pourvu qu'il ne trompe personne à l'égard du fond même de la chose; car alors ce seroit un (f) véritable larcin.

(c) Voyez la définition d'un Marché, par le Philosophe Anacharsis, dans Diogen. Laërt. Lib. I. §. 105. & Elian. V. H. XIV, 44.  
(d) Voyez Horace, Lib. I. Satyr. II, 103, 104, 105. & Plin. Lib. I. Epist. XXIV. princip.  
(e) Voyez un passage de Montaigne, cité dans une Note sur Liv. IV. Chap. XIII. §. 6.  
(f) Voyez Fulgent. Myth. Lib. I. Cap. XXIII.

## CHAPITRE IV.

### Des Contrats Bienfaisans ou gratuits.

Ce que c'est que le Mandement & la Gestion d'affaires.

§. I. **A**PRE'S avoir traité des Contrats en général, il faut maintenant examiner en particulier leurs principales espèces. Les Interprètes du Droit Romain entrent là-dessus dans un grand détail. Mais, comme la plupart de leurs décisions sont tirées du Droit de la Nature & des Gens, nous ne ferons, en les rapportant ici, que les remettre dans leur place naturelle.

Parmi les Contrats Bienfaisans ou gratuits, il faut, à mon avis, mettre (1) au premier rang

§. I. (1) Il falloit plutôt mettre au premier rang la Donation, dont il y a lieu de s'étonner que l'Auteur ne dise rien absolument. Je parle des Donations entre vifs: car il a traité ailleurs des Donations à cause de mort, Liv. IV. Chap. X. §. 9. On voit même, que dans son Abrégé (De Offic. Hom. & Civ. Lib. I. Cap. XII. §. 13.) il oppose le transport gratuit de Propriété, ou la Donation, à celui qui se fait par Contrat. Ce qui lui a fait ainsi exclure les Donations du rang des Contrats, c'est, sans doute, une trop grande déférence en cet endroit pour les décisions du Droit Romain; qui néanmoins appelle quelquefois les Donations du nom de Contrat, comme dans le Code, Lib. II. Tit. XX. De his, qua vi, metusve causa gesta sunt, Leg. VII. Il faut donc donner ici, en peu de mots, une idée générale de la Donation entre vifs, que l'on exprime ordinairement par le mot de Donation tout seul. C'est un Contrat, par lequel on se dépoille d'une chose qui nous appartient, pour en transférer gratuitement la pleine Propriété à une autre personne, qui accepte le bienfait. Ainsi il a uniquement pour principe un mouvement de Libéralité; & le Donateur se dépoille actuellement de son bien, sans que le Donataire ait à attendre sa mort. Lors que la Donation a été dûment & légitimement faite, on ne peut la révoquer sans de très-fortes raisons. *Alia autem donationes sunt, quae sine ulla mortis cogitatione sunt, quas inter vivos appellamus. . . . quae si fuerint perfectae, temere revocari non possunt. Institut. Lib. II. Tit. VII. §. 2. Dat aliquis a mente, ut statim velis accipientis fieri, nec ullo casu ad se reverti; & propter nullam aliam causam facit, quam ut liberalitatem & munificentiam exerceat: has pro-*

*prie donatio appellatur. Digest. Lib. XXXIX. Tit. V. Leg. I. princ. Ces raisons sont 1. Lors que le Donataire manque de satisfaire aux charges & conditions sous lesquelles la Donation a été faite. Generaliter sancimus, omnes donationes lege confectas, firmas illibatasque manere, & non . . . quasdam conventiones, sive in scriptis donationi impositas, sive sine scriptis habitas, quas donationis acceptor spondit, minimè implere voluerit. Cod. Lib. VIII. Tit. LVI. De revocandis donationibus, Leg. X. 2. L'ingratitude du Donataire, comme, s'il attente à la vie ou à la réputation du Donateur, s'il se porte à lui faire quelque outrage ou quelque violence, s'il lui cause malicieusement quelque dommage ou quelque perte considérable, si, le Donateur étant réduit à la nécessité, il lui refuse la nourriture. Si non donationis acceptor ingratus circa donatorem inveniat, ita ut injurias atrocet in eum effundat, vel manus impias inferat, vel jacturam molem ex insidiis suis ingerat, quae non levem censuram substantia donatoris imponat, vel vita periculum aliquod ei intulerit. Ibid. 3. La naissance inspérée des enfans qui surviennent au Donateur: car on présume, qu'il n'auroit pas fait la Donation, s'il eût eu des enfans; & qu'ainsi il n'a donné que sous cette condition tacite, que, s'il venoit à avoir des enfans, la Donation seroit nulle. Si unquam libertis patronus filios non habens bona omnia vel partem aliquam facultatum fuerit donatione largitus, & postea suscepit liberos, totum quicquid largitus fuerat, revertatur in eundem donatoris arbitrio ac ditione mansurum. Ibid. Leg. VIII. Mais il faut supposer pour cela, que le Donateur ait donné tous ses biens, ou la plus grande partie. Car si la Donation étoit peu considéra-*

rang le (2) *Mandement* ou la Commission, qui consiste à se charger, sans intérêt, & de pure bonne volonté, des affaires de quelcun, qui nous en prie lui-même. Cette sorte de Contrat ne suppose pas, comme les autres, directement & par la nature la Propriété & le Prix des choses; mais seulement par accident, entant que celui, qui a donné la commission, doit rembourser le Procureur des dépenses qu'il a faites pour l'exécuter; celui-ci ne s'étant engagé qu'à ne rien demander pour la peine.

Que si l'on se charge des affaires de quelcun à son insu, & qu'on (3) les ménage bien; c'est ce qui s'appelle *Gestion d'affaires*, pour laquelle les Loix Romaines donnent action, & que l'on peut fort bien (4) fonder sur un *Mandement* ou une Procuration tacite, aussi bien que les (5) engagements qu'il y a entre un Tuteur & son Pupille (a).

§. II. COMME l'on se charge de prendre soin des affaires d'autrui par un pur principe d'Humanité & d'Amitié, qui est ce qu'il y a de plus sacré parmi les Hommes, & de plus avantageux à la Société; on tient avec raison pour une action noire & abominable de se servir d'un si beau prétexte pour tromper une personne, qui nous a confié ses intérêts, dans la haute idée qu'elle s'étoit faite de notre probité (a). Aussi voions-nous que les anciens Romains avoient un respect tout particulier pour les engagements de cette sorte de Contrat. (1) C'étoit, selon eux, la plus grande des infamies, non seulement de gérer de mauvaise foi, pour son propre intérêt, les affaires d'autrui dont on s'est chargé, mais encore de s'acquiescer négligemment de sa commission. C'est pourquoi on donna action de Mandement, à laquelle on attachait une aussi grande flétrissure, qu'à l'action même de Larcin. La raison en est, à mon avis, disoit un grand Orateur, qu'on ne confie le soin des affaires, auxquelles on ne peut pas vaquer soi-même, qu'à des amis, sur la fidélité desquels on se repose, & qui ne sauroient par conséquent manquer aux engagements où ils sont entrez dans ces sortes d'occasions, sans violer l'asile commun de tous les hommes, & sans détruire, entant qu'en eux est,

(a) Voir Digest. Lib. XLIV. Tit. VII. De Obligat. & Action. Leg. V. princ. & §. 1.

Les anciens Romains étoient fort religieux à bien ménager les affaires d'autrui, dont ils s'étoient chargés.

(a) Voir Digest. Lib. III. Tit. II. De his qui notantur infamia, Leg. I. & Lib. XVII. Tit. I. Mandati vel contra, Leg. I. §. 4.

fidérable en comparaison de ce qui reste au Donateur, on peut raisonnablement présumer, qu'il n'auroit pas laissé de la faire, quand même il auroit eu l'espérance d'avoir des enfans; sur tout si le Donataire n'est pas accommodé. 4. Enfin la Donation est révoquée en partie, lors que le Donateur ne s'est pas réservé assez de bien, pour laisser la *Legitime* aux personnes à qui il ne lui est pas permis de l'ôter: car en ce cas-là le Donataire doit rendre ce qui manque pour achever la portion qui leur revient de droit, & dont le Donateur n'a pas pu disposer, à leur préjudice. Voir Cod. Lib. III. Tit. XXIX. De inofficiis donationibus, & Tit. XXX. De inofficiis dotibus. On peut consulter sur toute cette matière, les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par Daumat, l. Part. Liv. I. Tit. X.

(2) Voir ce que l'on a déjà dit ci-dessus, Liv. III. Chap. IX.

(3) L'expression du Droit Romain, *utiliter gerere*, ne signifie autre chose que cela, c'est-à-dire, faire pour l'intérêt de celui, dont on ménage les affaires à son insu, ce que la Prudence veut que l'on fasse, & ce qu'il auroit fait vraisemblablement lui-même. Ainsi, pourvu qu'il n'y ait pas de notre faute, on n'est point garant du succès, ni moins en droit de demander un dédommagement des dépenses nécessaires ou utiles, parce qu'il se trouve que l'affaire n'a pas réussi. Is autem qui negotiorum gestorum agit, non solum si effectum habuit negotium, quod gessit, actione ipsa metur: sed sufficit, si utiliter gessit, etsi effectum non habuit negotium: & ideo, si insulam fulsit, vel servum agrum curavit, etiam si insula exusta est, vel servus obiit: agit negotiorum gestorum. Digest. Lib. III. Tit. V. De negotiis gestis, Leg. X. §. 1.

(4) Voir ce qui a été dit ci-dessus, Liv. IV. Chap. XIII. §. 7.

(5) Il n'est point nécessaire de supposer ici ni une Procuration tacite, ni un *Quasi-Contrat*, comme parlent les Jurisconsultes Romains. La grande maxime de l'Équité Naturelle, qui porte, Qu'on ne doit causer du dom-

mage à personne, & que, si on l'a fait, il faut indubitablement le réparer; cette Loi, dis-je, si générale & si incontestable, suffit pour fonder les Obligations réciproques, tant des Tuteurs, & de leurs Pupilles, que de ceux qui ont pris soin des affaires d'un autre à son insu, & de celui à qui ils ont fidelement rendu ce bon office. Il seroit aisé de le faire voir, si la chose ne parloit d'elle-même. Voir ce que j'ai dit sur Liv. III. Chap. VI. §. 2.

§. II. (1) In privatis rebus si qui rem mandatam non modo malitiosius gessisset, sui quasbus aut commodi causa, verum etiam negligentius, cum majores summum admisisset dedecus existimabant. Itaque mandati constitutum est iudicium, non minus turpe quam furti. Credo propterea, quod, quibus in rebus ipsi interesse non possumus, in his opera nostra vicaria fides amicorum supponitur: quam qui ludit, oppugnat omnium commune praesidium, & quantum in ipso est, disturbat vita societatem. Non enim possumus omnia per nos agere: alius in alia est re magis utilis. Idcirco amicitia comparantur, ut commune commodum mutuis officiis gubernetur. Quid recipis mandatum, si aut neglecturus, aut aditum commodum conversurus es? cur mihi te offers, ac meis commodis officio simulato officii & obsequii? recede de medio, per alium transigam. Suscipis onus officii, quod te putas sustinere posse, quod minime videtur grave tui, qui minime ipsi levis sunt. Ergo idcirco turpis hac culpa est, quod duas res sanctissimas violat, amicitiam & fidem. Nam neque roandat quisquam ferè nisi amico: neque credit nisi ei, quem fidelem putat. Perditissimi igitur est hominis, simul & amicitiam dissolvere, & fallere eum, qui lasus non esset, nisi credidisset. Cicero. Orat. pro Sexto Roscio Amerino. Cap. XXXVIII. XXXIX. Dans le *Marchand de Plante*, un jeune homme dit à son Père: Je vous ai souvent ouï dire, que tout homme sage doit s'acquiescer, avant toute autre chose, des commissions dont il est chargé. Act. II. Scen. III. vers. 42.

Sape ex te audivi, Pater: Rei mandata omnes sapientes primum pravorti decet. §. III.

est, la Société Humaine. En effet, outre que l'on ne peut pas faire tout par soi-même; l'un est plus propre, que l'autre, à certaines choses. Et c'est pour cela qu'on tâche d'avoir des amis, afin que, par des services mutuels, on procure l'avantage les uns des autres. Pourquoi vous chargez-vous de ma commission, si vous voulez ou la négliger, ou vous accommoder à mes dépens? Pourquoi m'offrez-vous vos soins, pour gâter mes affaires, sous prétexte de me rendre service? Retirez-vous, je trouverai quelque autre, qui prendra plus à cœur mes intérêts. Vous vous chargez d'un fardeau, que vous croiez pouvoir soutenir, & qui en effet ne vous paroitroit pas dans la suite trop pesant, si vous n'étiez vous-même d'un esprit vain & léger. Manquer donc à un tel engagement, c'est violer les deux choses du monde les plus sacrées, je veux dire, l'amitié, & la foi : car on ne remet guères le soin de ses affaires qu'à un ami : & l'on ne se confie qu'à des gens sur la bonne foi & la fidélité de qui l'on compte. De sorte qu'il faut être bien scélerat, pour fouler aux pieds les droits de l'amitié, & tromper en même tems une personne, qui ne souffriroit point de dommage, si elle ne se fût fiée à nous.

Il faut s'acquitter, avec tout le soin & toute l'exactitude possible, des commissions dont on s'est chargé.

(a) Voyez Jac. Gothofred. ad Leg. XXIII. Dig. de Reg. Juris.  
(b) Cornel. Nepos, Cap. XV.  
(c) Voyez Terent. Andr. Act. IV. Scen. I. vers. 5, & seqq.

§. III. C'EST pour cela aussi que les (1) Loix Romaines veulent, qu'on apporte tout le soin & toute l'exactitude possible à bien ménager les affaires d'autrui dont on s'est chargé, quoi que l'on ait pris la commission uniquement pour l'intérêt de celui qui l'a donnée (a). On propose ici comme un modèle parfait, un illustre Romain; c'est le célèbre Atticus, qui, à ce que nous apprend son Historien (b), ne promettoit rien de ce qu'on lui demandoit, qu'avec beaucoup de circonspection; tenant pour légèreté, & non pas pour libéralité, de promettre plus qu'on ne peut tenir (c). Mais lors qu'il s'étoit engagé à une chose, il s'en acquittoit avec tant de soin, qu'il sembloit travailler à ses propres affaires, & non pas à celles d'autrui. Jamais il ne se laissoit de poursuivre une affaire, qu'il avoit entreprise; parce qu'il s'en faisoit un point d'honneur, & que rien ne lui étoit plus cher que sa réputation. Il faut néanmoins avoir égard ici aux présomptions que l'on peut avoir eues de l'habileté & de l'exactitude du Procureur, en faisant réflexion sur la manière dont il s'est pris par le passé à ménager les affaires dont il étoit chargé, & en général sur ses mœurs & sa conduite ordinaire. Car lors que l'on a mis ses affaires entre les mains d'un négligent, ou d'un étourdi, on ne peut s'en prendre qu'à soi-même, s'il s'en acquitte mal; à moins qu'il ne se soit particulièrement engagé à apporter tous les soins d'une personne exacte, & qu'il n'ait d'ailleurs pour cela assez de (2) capacité.

Le Procureur doit être indemnisé.

§. IV. D'AUTRE côté, le Procureur doit être remboursé des dépenses qu'il a faites pour exécuter sa commission. Car il a stipulé cela tacitement, puis qu'il n'a promis de donner gratuitement que son industrie, ses soins, & une attention exacte & fidele à bien ménager les affaires, qu'il entreprenoit. Et l'on auroit mauvaise grace de prétendre, que, pour nous rendre service, il lui en coûtât du sien, comme si ce n'étoit pas assez qu'il y fût pour sa peine (a). Il faut dire la même chose du dommage qu'il a reçu par un effet propre & direct de la commission, qu'il exécutoit; mais non pas de celui, qui lui arrive simplement par occasion ou par accident. Ainsi on (1) n'est point tenu, selon les Jurisconsultes Romains, de dédommager un Procureur de tout ce qu'il n'auroit pas dépensé, ou perdu, sans cette commission, comme, par exemple, s'il a été volé, si ses hardes ont péri par un naufrage, s'il est

(a) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XII. §. 13.

§. III. (1) *Sua quidem quisque rei moderator atque arbitet, non omnia negotia, sed pleraque ex proprio animo facit: aliena verò negotia exacto officio geruntur: nec quicquam in eorum administratione neglectum ac declinatum culpa taciturnum est.* Cod. Lib. IV. Tit. XXXV. *Mandati vel contra*, Leg. XXI.

(2) L'Auteur, qui veut faire usage de toutes ses lectures, rapportoit ici cette Fable, tirée de Sæmus, *Reser. Persic.* Cap. VII. Un homme aiant mal aux yeux, alla demander un remède au Médecin des Mulets. Celui-ci lui frotta les yeux du même onguent dont il se servoit pour les Mulets. Le malade en devint aveugle. L'affaire

étant portée en Justice, le Juge prononça cette sentence: Le Médecin n'est nullement tenu de réparer le dommage; car si le Demandeur n'eût été un Âne, jamais il ne fût allé consulter le Médecin des Mulets.

§. IV. (1) Non omnia, qua impensurus non fuit, mandatori imputabit: veluti, quod spoliatus sit à latronibus, aut naufragio res amiserit, vel languore suo suorumque apprehensus quadam erogaverit; nam hac magis casibus quam mandato imputari oportet. Digest. Lib. XVII. Tit. I. *Mandati, vel contra*, Leg. XXVI. §. 6. Voyez Daumart, Loix Civiles dans leur ordre naturel, I. Part. Liv. I. Tit. XV. Sect. II. §. 6.

§. V.

est tombé malade, lui, ou les siens : car tout cela doit être regardé comme un simple malheur, plutôt que comme une suite de la commission. En effet, lors que, par un pur principe d'amitié ou de bienveillance, on se charge volontairement des affaires d'autrui, on est censé vouloir bien courir les risques de tous les accidens imprévus, auxquels nôtre vie est sujette. Autre chose est, lors que la Commission vient de quelqu'un qui a autorité sur nous : car en ce cas-là, comme il ne nous a pas été libre de la refuser, celui, qui l'a donnée, est dans une Obligation plus étroite & plus étendue de nous indemnifier. Mais si l'on se charge d'une affaire périlleuse par elle-même, on est censé prendre sur son compte les accidens ordinaires qui ont accoutumé de suivre ces sortes d'entreprises (b) ; à moins que l'on n'ait expressément stipulé le contraire.

(b) Voiez *Mornac*. sur la Loi qui vient d'être citée ; & *Digest.* Lib. XVII. Tit. II. *Pro socio*, Leg. LII. §. 4.

§. V. IL y a encore ici une fameuse question à examiner, savoir, si l'on peut s'acquitter d'une commission par équivalent ? Voici ce que l'on trouve là-dessus dans *Aulu-Gelle*. (1) On demande, dit-il, si, lors que vous êtes chargé d'une commission, & que l'on vous a prescrit positivement la manière dont vous devez vous y prendre, vous pouvez, nonobstant cela, agir autrement, supposé que vous jugiez, que par la l'affaire réussira mieux, & à l'avantage de celui pour qui vous travaillez ? Il y en a plusieurs, qui le nient absolument, & qui prétendent, qu'aussitôt que celui, par qui l'on est chargé de l'affaire, & qui a plein pouvoir de régler nôtre commission, a une fois décidé de quelle manière on doit s'y conduire, il faut suivre ponctuellement ses ordres, quand même quelque cas imprévu nous donneroit lieu de croire, que la chose iroit mieux, si l'on se servoit d'un autre expédient ; de peur que, si le succès ne répond pas à nos espérances, on ne soit accusé de désobéissance, & puni sans rémission : on que, si, par un effet de la bonté divine, l'affaire vient à réussir, on ne donne un mauvais exemple de rendre inutiles des mesures bien prises & bien concertées, en se dispensant de suivre les ordres qu'on a reçus. D'autres, qui soutiennent le contraire, disent, qu'il faut comparer les inconvénients qui sont à craindre en agissant d'une autre manière qu'il ne nous a été prescrit, avec les avantages qu'on a lieu de s'en promettre ; & que, si les derniers paroissent plus considérables, à en juger par toutes les apparences, on peut alors, sans balancer, ne pas suivre ses ordres, pour ne pas laisser passer l'occasion favorable que la Providence divine nous présente d'avancer les intérêts de celui, dont on a en main les affaires. Mais, ajoûte-t-on, la Prudence veut, que l'on examine bien à qui l'on a affaire. Car si celui, de qui l'on tient la commission, est d'un naturel dur, farouche, intraitable, inexorable (a), le plus sûr est de ne rien faire que ce qu'il a lui-même prescrit (2).

Si l'on peut s'acquitter d'une commission par équivalent ?

(a) Tel qu'étoit *Cn. Pison*, dont parle *Senèque*, *De ira*, Lib. I. Cap. XVI. Voiez au contraire des exemples de douceur, dans *Xiphilin*, ad ann. 118. & *Zonar.* Tom. II. au sujet de l'Empereur *Adrien* ; & dans *Lampridius*, au sujet de *Commode*, Cap. I.

Gro-

§. V. (1) In officiis capiendis, censendis judicandisque, qua Græci *nabidiorra* Philosophi appellant, quæ solet, an negotio tibi dato, & quid omnino faceres definito, contra quid facere debeas, si ea facta videri possit res eventura prosperius, ex quo utilitate ejus, qui id tibi negotium mandavit ? Anceps questio, & in utramque partem à prudentibus viris arbitrata est. Sunt enim non pauci, qui sententiam suam una in parte defixerint, & re semel statuta deliberataque ab eo, cujus negotium id pontificiumque esset, nequaquam putaverint contra dictum ejus esse faciendum, oriâmp repentini aliquis casus rem commodius agi posse polliceretur ; ne, si spes sefellisset, culpa imparetur, & poena indeprecabilis subeunda esset : si res fortè melius vertisset ; Diis quidem gratia habenda, sed exemplum tamen intransmissum videretur, quo bene consultata religione mandati soluta corrumpere. Alii existimaverunt, incommoda prius, qua metienda essent, si res aliter gesta foret, quam imperatum est, cum emolumento spei persistenda esse : & si ea leviora minoraque ; utilitas autem contra gravior & amplior spe quantum potest firma ostenderetur ; tum posse adversum mandata fieri censuerunt ; ne oblata divinitus rei bene gerenda occasio amitteretur. Neque timendum exemplum non parendi crediderunt, si rationes hujusmodi duntaxat non adessent : cumprimis autem respiciendum putaverunt ingenium naturamque illius, cujus res precep-

tumque esset ; ne ferox, durus, indomitus, inexorabilisque sit, qualia fuerunt *Posthumiana imperia*, & *Manliana*. Nam si tali Preceptoris ratio reddenda sit, nihil faciendum esse monuerunt aliter, quam præceptum est. *Aul. Gell.* Lib. I. Cap. XIII. Auresse, nôtre Auteur n'a point entendu ces paroles : sunt enim non pauci, qui sententiam &c. Car il les alleguoit, comme le fondement des raisons de ceux, qui tiennent la négative, & comme si elles signifioient, qu'il y a bien des gens, qui aiant pris une fois un parti, ne veulent point en démorde : au lieu qu'*Aulu-Gelle* veut dire seulement, qu'il y a bien des gens, qui décident absolument en matière du pour & du contre de cette question &c.

(2) Nôtre Auteur rapportoit ici un exemple allégué dans *Aulu-Gelle*, en y ajoûtant une réflexion que fait là-dessus *Montagne*. Mais écoutez parler *Montagne* lui-même, & rapportons plus au long ce qu'il dit là-dessus. Après avoir blâmé la conduite de deux Ambassadeurs François, qui, sous prétexte de ne pas pousser leur Maître à quelque mauvais parti, ne lui donnoient pas avis exactement de ce qui se passoit ; voici comme il continue : „ Quoy qu'il en soit, je ne voudrois pas être servy „ de cette façon en mon petit faict. Nous nous souf- „ trayons si volontiers du commandement sous quelque „ prétexte, & usurpons sur la maîtrise : chacun aspire „ li

(b) Lib. II. Cap.  
XVI. §. 21.

*Gratis* (b) croit, que l'on peut s'acquiescer d'une commission en faisant quelque autre chose d'aussi utile que ce dont on a ordre; pourvu que l'on soit assuré que ce, qui avoit été prescrit, ne l'avoit pas été précisément & indispensablement en lui-même, mais pour une raison générale, ou en vue d'une utilité que l'on peut également procurer d'une autre manière. Voici comment il faut entendre cela. Quand on donne une commission à quelqu'un, on se contente quelquefois de lui dire en général l'affaire, dont on le charge, sans lui prescrire la manière dont il doit s'y prendre, laissant cela à son habileté & à sa prudence. C'est là-dessus qu'est fondé le Proverbe commun : *Envoyez une personne sage & de bon sens, vous n'aurez que faire de lui rien dire*. Quelquefois on fait mention de la manière, dont celui, que l'on charge d'une commission, doit se conduire, mais seulement en forme de conseil, & comme de ce qu'on juge le plus propre à réussir, en sorte néanmoins qu'on ne défend pas au Procureur d'user de son habileté & de sa prudence, s'il trouve quelque autre voie plus commode, pour venir à bout de l'affaire. Quelquefois enfin on prescrit si positivement la manière dont le Procureur doit s'y prendre, qu'on prétend qu'il ne s'en écarte pas le moins du monde, quoi qu'il arrive. On voit bien, qu'il n'y a que le second cas, où l'on puisse s'acquiescer de la commission par équivalent. On allègue là-dessus cette Loi du Droit Romain : (3) *Titius a donné ordre à Gaius de répandre pour Mévius auprès de Sempromnius. Gaius, au lieu de cela, donne ordre à Sempromnius de prêter de l'argent à Mévius. On demande si Gaius a action de Mandement contre Titius* ? Les Jurisconsultes répondent, qu'oui. En effet, *Titius* a obtenu ce qu'il se proposoit, qui est que *Sempromnius* prêtât de l'argent à *Mévius* : & c'est tout un pour lui, que *Gaius* se soit rendu caution pour *Mévius*, ou qu'il ait donné ordre à *Sempromnius* de lui prêter; puis que, de quelle de ces deux manières que ce soit, il est obligé de rembourser à *Gaius* ce qu'il a dépensé pour ce sujet.

(c) Boetler. Dis-  
sert. de religione  
Mandati.  
(d) *Mandatum*  
*imperantis*.  
(e) *Mandatum*  
*committentis*.

Mais, comme l'a remarqué un (c) Commentateur de *Grotius*, il faut distinguer ici entre le *Mandement* (d) d'un Supérieur, & le *Mandement* (e) d'un égal; c'est-à-dire, entre les commissions dont on est chargé par ordre d'un Supérieur, & celles dont on se charge volontairement par un Contrat de Particulier à Particulier. Ces deux *Mandements* sont très-différens, & n'ont rien de commun que le nom. Ainsi c'est mal à propos qu'on applique aux ordres des Supérieurs ce que les Jurisconsultes disent du Contrat de *Mandement*, ou des Procurations & Commissions. Dans les affaires particulières on présume aisément, que la manière d'exécuter une commission n'a été prescrite qu'en forme de conseil,

si naturellement à la liberté & autorité, qu'au Supérieur nulle utilité ne doit être si chère, venant de ceux qui le servent, comme lui doit être chère leur simple & naïve obéissance. On corrompt l'office du commander, quand on y obéit par discrétion, non par sujétion. (Certe pensée est prise d'*Aula-Gelle*, ubi supra: *Corrumpi atque dissolvi officium omne imperantis ratus, si quis ad id, quod facere iussus est, non obsequio debito, sed consilio non desiderato respondeat.*) Et *P. Crassus* [*Mucianus*], celui que les Romains estimèrent cinq fois heureux, lors qu'il étoit en Asie Consul, ayant mandé à un Ingénieur Grec, de lui faire mener le plus grand des deux mas de Navire qu'il avoit vus à *Athènes*, pour quelque engin de batterie qu'il en vouloit faire: celui-ci, sous titre de science, se donna loy de choisir autrement, & mena le plus petit, & selon la raison de l'art, le plus commode. *Crassus* ayant patiemment ouï ses raisons, lui fit très-bien donner le fouet, estimant l'intérêt de la discipline plus que l'intérêt de l'ouvrage. D'autre part pourant on pourroit aussi considérer, que cette obéissance si contrainte n'appartient qu'aux commandemens précis & précis. Les Ambassadeurs ont une charge plus libre, qui en plusieurs parties dépend souverainement de leur disposition. Ils n'exécutent pas simplement,

mais forment aussi, & dressent par leur conseil la volonté du maître. J'ai vu en mon temps des personnes de commandemens, repris d'avoir plutôt obéi aux paroles des lettres du Roy, qu'à l'occasion des affaires qui estoient pres d'eux. Les hommes d'entendement accusent encore aujourd'hui l'usage des Roys de Perse, de tailler les nouveaux & courts à leurs Agens & Lieutenans, qu'aux moindres choses ils eussent à recourir à leur ordonnance: ce delay, en une si longue estendue de domination, ayant souvent apporté de notables dommages à leurs affaires. Et *Crassus*, écrivant à un homme du métier, & lui donnant avis de l'usage auquel il destinoit ce mas, sembloit-il pas enlever en conférence de sa délibération, & le convier à interposer son décret? *Essai*, Liv. I. Chap. XVI. à la fin.

(3) *Mandavi in hac verba, Lucius Titius Gaius suo salutem, Peto, & mando tibi, ut fidem dicas pro Publio Mavio apud Sempromonium*: quæque à *Publio* soluta tibi non fuerint, me repræsentaturum, hæc epistolâ, manu meâ scriptâ, notum tibi facio: quæro, si non fidei iussisset, sed mandatis credideris, & alius egisset, quam [quod] ei mandatum esset, an alio modo mandatis teneretur? Respondit, teneri. Digest. Lib. XVII. Tit. I. *Mandati*, vel contra, Leg. LXII. §. 1.

(4) C'est

seil; qui peut être suivi ou changé par le Procureur, selon sa prudence. Mais lors qu'un Supérieur donne charge d'une chose à quelqu'un, il est censé ne lui avoir laissé que la gloire d'obéir; & d'exécuter purement & simplement ce qui lui a été ordonné, & de la manière qui lui a été prescrite; à moins que, comme cela se pratique souvent, l'ordre ne contienne une clause expresse, qui lui permette d'y suppléer ou d'y changer quelque chose, selon que les affaires & les conjonctures le demanderont; ou que cette permission ne soit tacitement renfermée dans les paroles mêmes, interprétées conformément à la nature de la commission, & aux vûes du Supérieur qui l'a donnée, selon les règles de la droite Raison; & celles qui sont généralement reçues des gens de bon sens: car on tient pour la véritable volonté d'une personne, ce qui suit de ses paroles en vertu des Loix de la bonne Critique. Mais il ne faut pas avoir recours sans nécessité à ces sortes d'interprétations: autrement toute l'autorité des Supérieurs s'en iroit en fumée; & l'Etat se verroit souvent à deux doigts de sa ruine, si les Ministres, même les plus accredités, s'ingéroient d'exercer de leur chef les actes propres au Souverain (4): quoi que quelquefois ils fassent (f) bien de ne pas exécuter les ordres qu'il a donnés inconsidérément & à l'étourdie.

§. VI. UNE autre sorte de *Contrat Bienfaisant*, c'est le *Prêt à usage* (1), par lequel on accorde à autrui gratuitement l'usage d'une chose qui nous appartient. Voici, à peu près, les Loix de ce Contrat. 1. Celui, qui emprunte, doit garder & entretenir la (2) chose qu'on lui prête, avec tout le soin que les personnes les plus avisées & les plus circonspectes prennent ordinairement de leur propre bien. 2. Il ne doit point (3) se servir de la chose empruntée, à d'autres usages, ni plus long-tems qu'il ne lui a été permis par le Propriétaire. 3. Enfin, il doit la rendre en son entier, & telle qu'il l'a reçue, ou du moins sans autre détérioration que celle qui est un simple effet de l'usage ordinaire (4): car le maître de la chose s'est engagé tacitement à ne lui rien demander pour cela. Que si, après avoir prêté une chose pour un certain tems, on vient à en avoir besoin soi-même par un accident que l'on n'avoit point prévu lors qu'on la prêtoit; l'Emprunteur doit la rendre, sans différer, aussi-tôt qu'on la lui demande, quoi que le terme, dont on étoit convenu, ne soit pas

(f) Voyez II. Samuel, XVIII, 14. XIX, 6. Corn. Nepos, in Epaminond. Cap. VII. VIII. Valer. Max. Lib. III. C. VIII. §. 1. Buffières, Hist. de France, L. XI. p. 391.

Du Prêt à usage; & en quoi il diffère du Prêt à intérêt.

(4) C'est ainsi qu'Orthon dit, dans Tacite, Hist. Lib. I. Cap. LXXIII. Si, ubi jubentur, querere singulis liceat; perenne obsequio, etiam imperium interdictum. „S'il étoit permis à chacun, au lieu d'obéir aux ordres qu'il reçoit du Prince, d'en demander la raison; il n'y auroit plus d'obéissance, & par conséquent plus d'autorité. Voyez aussi, Lib. II. Cap. XXXIX. T. Liv. Lib. XLIV. Cap. XXXIV. & Digest. Lib. XLIX. Tit. XVI. De re militari, Leg. III. §. 15. Un Vice-Roi des Indes trouvant une belle occasion de s'emparer de la ville d'Adène; ne voulut pas le faire, quelque considérable que dût être cette prise, parce qu'il n'en avoit pas ordre du Roi d'Espagne son Maître; comme le remarquoit encore notre Auteur, après Hieron. Osorius, de gestis Emmanuelis, Lib. XI.

§. VI. (1) C'est ainsi qu'il a fallu exprimer le terme Latin, *Commodatum*; celui de *Prêt* tout seul se disant également & du Contrat, dont il s'agit ici, & du *Mutuum*, que j'appellerai *Prêt à consommation*: car il n'y a point d'autre mot François pour distinguer ces deux idées différentes. Voici comment le Droit Romain définit le *Commodatum*, ou *Prêt à usage*. *Commodata autem res tunc propriè intelligitur, si nulla mercede accepta vel constituta, res tibi utenda data est: aliqui mercede interveniente, locatus tibi usus rei videtur. Gratuitum enim debet esse commodatum.* Institt. Lib. III. Tit. XV. §. 2. Voyez Daurat, Loix Civiles dans leur ordre naturel, I. Part. Liv. I. Tit. V.

(2) Aliàs tamen (is qui utendum accepit) exactissimam diligentiam custodienda res præstare compellitur: nec sufficit ei eandem diligentiam adhibere, quam suis rebus adhibet, si aliàs diligentior custodire poterit. Digest. Lib. XLIV. Tit. VII. De obligat. & action. Leg. I. §. 4. Voyez aussi

Lib. XIII. Tit. VI. *Commodati vel contra*, Leg. V. §. 5.

(3) En user autrement, c'est un Larcin, selon les Jurisconsultes Romains. Sive is, qui rem utendum accepit, in alium usum eam transferat, quam cuius gratia ei data est; furtum committit: veluti si quis argentum utendum acceperit, quasi amicus ad cenam invitaturus, & id peregrè secum tulerit: aut si quis equum gestandi causa commodatum sibi longius aliquo duxerit; quod Veteres scripserunt de eo, qui in aciem equum perduxisset. Institt. Lib. IV. Tit. I. De obligation. qua ex delicto nascuntur, §. VI. Voyez aussi Digest. Lib. XIII. Tit. VI. *Commodati vel contra*, Leg. V. §. 8. & Lib. XLVII. Tit. II. De Furtis, Leg. LIV. §. 1. Valer. Max. Lib. VIII. Cap. II. §. 4. A. Gellius, Lib. VII. Cap. XV. Mais les mêmes Jurisconsultes ajoutent, que, quand on a lieu de présumer, que le maître de la chose empruntée nous permettroit d'en faire un autre usage que celui dont on est expressément convenu, s'il savoit ce qui se passe; il n'y a rien alors de criminel, ni de blâmable. Placuit tamen: eos qui rebus commodatis aliter uterentur, quam utendas acceperint, ita furtum committere, si se intelligant id invito domino facere, eumque, si intellexerint, non permittitur: at si permittitur credant, extra crimen videntur: optima sanè distinctione: quia furtum sine affectu furandi non committitur. Institt. ubi suprà, §. VII.

(4) Si reddita quidem sit res commodata, sed deterior reddita, non videbitur reddita, nisi quod interest præstetur. Digest. Lib. XIII. Tit. VI. Leg. III. §. 1. Si commodavero tibi equum, quo iteris usque ad certum locum, si nulla culpa tua interveniente, in ipso itinere deterior equus factus sit, non teneris commodati: nam ego in culpa ero, qui in tam longum iter commodavi, qui eum laborem sustinere non possit. Institt. Leg. XXXIII.

pas encore expiré. Car on présume, que personne ne prête son bien qu'aussi long-tems qu'il peut s'en passer lui-même sans s'incommoder; & il faut être bien peu soigneux de ses affaires, ou vouloir se moquer des gens, pour promettre à un homme de ne pas lui demander ce qu'on lui prête, lors même qu'on en aura grand besoin. Toutes les fois donc que l'on prête pour un certain tems, il y a toujours une condition tacite, par laquelle on se réserve le droit de redemander la chose prêtée, s'il se trouve qu'on en ait grand besoin avant le terme expiré. Mais, hors ce cas-là, il ne faut pas anticiper le tems sur lequel l'Emprunteur a eu lieu de compter (5).

Le Droit Romain distingue entre le *Prêt à usage*, & le *Précaire*, qui sont l'un & l'autre gratuits, & ont pour objet les mêmes choses; mais qui diffèrent en ce que le *Précaire* n'est pas un Contrat, ni un acte obligatoire de part & d'autre. D'ailleurs, dans le *Prêt à usage*, on accorde l'usage de la chose pour un certain tems, ou pour de certains besoins: au lieu que le *Précaire* ne dure (6) qu'autant qu'il plaît à celui qui prête. Enfin, dans le *Prêt à usage*, on est responsable de la moindre négligence au sujet de la chose empruntée: au lieu que celui, qui a une chose en emprunt, simplement par *Précaire*, n'est responsable que de sa mauvaise (7) foi, & d'une négligence grossière (a).

(a) Voiez *Wissembach*, ad Dig. Disput. XXIV. §. 19.

On demande, si, lors que la chose vient à périr par un cas fortuit, dont l'Emprunteur n'a pu ni dû la garantir, si celui-ci, dis-je, est tenu en ce cas-là, d'en payer la valeur, ou d'en rendre une autre de même sorte? Le commun des Docteurs le nie (8). Mais, à mon avis, il faut distinguer, si la chose auroit péri infailliblement entre les mains du Propriétaire, quand même il ne l'auroit pas prêtée; ou bien, si, sans cela, elle se seroit conservée (b). Dans le premier cas, l'Emprunteur n'est point du tout tenu à restitution. Dans l'aut-

(b) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XII. §. 13. num. 1.

(5) *Sicut autem voluntatis & officii magis, quam necessitatis est, commodare, ita modum commodati, finemque prescribere, ejus est, qui beneficium tribuit. Cum autem id fecit, (id est, postquam commodavit,) tunc finem prescribere, & retro agere, atque intempestive usum commodata rei auferre, non officium tantum impedit, sed & suscepta obligatio inter dandum accipiendumque: geritur enim negotium invicem. ... Igitur si pugillares mihi commodasti, ut debitor mihi caveret, non recte facies importune repetendo: nam si negasset, vel emissem, vel testes adhibuissem. Digest. ubi supra, Leg. XVII. §. 3.*

(6) *Precairium est quod precibus potenti utendum conceditur tamdiu, quamdiu is, qui concessit, patitur. Digest. Lib. XLIII. Tit. XXVI. De Precario, Leg. I. princ.*

(7) *Illud adnotatur, quod culpam non praestat is qui precario rogavit, sed solum dolum praestat: quanquam is qui commodatum suscepit, non tantum dolum, sed etiam culpam praestat. Nec immerito dolum solum praestat is, qui precario rogavit: cum totum hoc ex liberalitate descendat ejus, qui precario concessit; & satis sit, si dolum tantum praestetur. Culpam tamen dolo proximam contineri quis merito dixerit? Ibid. Leg. VIII. §. 3.*

(8) Ils se fondent sur cette Loi entr'autres: *Quod verò senectute contingit, vel morbo, vel vi latronum ereptum est, aut quid simile accidit, dicendum est, nihil eorum esse imputandum ei, qui commodatum accepit; nisi aliqua culpa interveniat. Proinde & si incendio, vel ruina aliquid contingit, vel aliquid damnum fatale, non tenebitur: nisi forte, cum possit res commodatas salvas facere, suas prae tulit. Digest. Lib. XIII. Tit. VI. Commodati, vel contra, Leg. V. §. 4. Voiez aussi Leg. XIX. & Lib. XLIV. Tit. VII. De obligat. & action. Leg. I. §. 4. Aureste, de ces dernières paroles, nisi forte, cum possit &c. la plupart des Jurisconsultes infèrent, que, dans un danger commun, on doit sauver la chose empruntée, plutôt que son propre bien, à moins qu'il ne vaille davantage. Mais *M. T. Titius* soutient, que ces mots, suas prae tulit, ne veulent pas dire, il a mieux aimé sauver son bien, que ce qu'il avoit d'emprunt; mais seulement, que pouvant sauver l'un & l'autre, il n'a voulu se mettre en peine que du*

sien; de sorte qu'il y a alors de sa faute. En effet, dit-il, tout ce qui précède fait voir, que la pensée d'*Ulpien* est, que l'Emprunteur n'est responsable que de sa propre négligence, & non pas des cas fortuits, contre lesquels il ne pouvoit pas se précautionner. Il faut donc expliquer les dernières paroles en supposant quelque circonstance; d'où il paroisse, qu'il y a de la faute de l'Emprunteur. Car il n'est pas toujours obligé de préférer la conservation de la chose empruntée à celle de son propre bien. Les Interprètes disent ordinairement, qu'il faut, pour cela, que la chose empruntée soit de plus grand prix, & qu'autrement, si on la sauve au préjudice de son propre bien, celui, à qui elle appartient, est tenu de nous payer la nôtre, qui valoit davantage. Mais cette décision est manifestement fautive. Car en vertu de quoi celui, à qui appartenait la chose empruntée, seroit-il obligé de payer la valeur de celle, que l'on a laissée périr pour sauver la sienne? Il n'est en aucune manière l'auteur du dommage que l'on reçoit; & il n'avoit point promis de nous dédommager en cas d'un pareil accident; qui sont les deux fondemens de toute Obligation naturelle de réparer les pertes que fait une autre personne. Il n'y a non plus aucune Loi Civile qui autorise cette décision. Et au fond, qui est-ce qui n'aimeroit pas mieux qu'on lui laissât périr son bien, que de le conserver à la charge qu'il seroit obligé de payer la valeur d'une chose de plus grand prix, que l'on sacrifie pour le sauver? Enfin, de ce que l'Emprunteur peut préférer la conservation de son propre bien à celle de la chose empruntée, lors que celle-ci vaut moins, il s'ensuit seulement, que, s'il use de son droit, le maître de la chose empruntée ne sauroit lui rien demander; comme d'autre côté, s'il néglige de se servir de son droit, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Mais il est ridicule d'insérer de là, que, quand il a sauvé la chose empruntée préférablement à la sienne propre, celui, à qui elle appartient, doit lui en tenir compte, & le dédommager de la perte de la sienne; puis qu'il ne fait que recouvrer son bien. *Titius, in Lauterbach. Obf. CCCXCII.*

(9) Ccc-

l'autre, il y est indispensablement obligé par les maximes de l'Equité. Car il en (9) coûteroit certainement trop cher de rendre service, si, après avoir accordé gratuitement à quelqu'un l'usage d'une chose qui nous appartient, il falloit encore se résoudre à la perdre, lors même qu'elle n'auroit pas péri, si on ne l'eût prêtée. Et je ne vois pas, pourquoi (10) on devroit porter la perte, plutôt que celui, à qui l'on a prêté, puis qu'il (11) a donné occasion au malheur qui a fait périr notre bien. Ainsi, par le Droit Romain même, si la chose, que l'on avoit empruntée, vient à (c) être volée, on doit en rendre la valeur : or il arrive souvent, qu'on est volé, sans qu'il y ait de notre faute. Si pourtant une personne a perdu tout son bien par un incendie, ou par quelque autre semblable malheur, en sorte qu'elle soit réduite à la pauvreté; il faudroit être bien dur, pour lui redemander une chose qu'on lui avoit prêtée. Lors même que ces sortes d'accidens ont accoutumé d'arriver assez souvent, comme font, par exemple, les naufrages, on peut présumer que le Prêteur a bien voulu en courir les risques (d). Mais lors que l'Emprunteur laisse périr dans un incendie, ou dans un naufrage, la chose qu'il a d'emprunt, pour en sauver quelque des siennes, qui vaut davantage; quoi qu'il ne soit pas blâmable d'avoir voulu conserver une chose de plus grand prix, cependant, comme il auroit pu sauver celle qui appartenoit à autrui, & qu'il l'a laissée périr pour son propre intérêt, celui, qui la lui avoit prêtée, ne doit pas en porter la perte (12). Il n'est pas moins juste, d'autre côté, que le Propriétaire rembourse celui, qui lui avoit emprunté une chose, des dépenses utiles ou nécessaires qu'il peut avoir faites pour l'entretenir, au delà de celles que demande l'usage ordinaire (13).

(c) *Digest. Lib. XIII. Tit. VI. Commodati, vel contra, Leg. XXI. XXII.*

(d) C'est ainsi qu'il faut expliquer la Loi XVIII. *princ. du Titre*, qui vient d'être citée; comme aussi la Loi V. §. 4. 7. Je n'approuve pas non plus la Loi XIX. qui même ne s'accorde pas avec la XII. §. 1.

De Dépôt.

§. VII. UNE troisième sorte de *Contrat Bienfaisant*, c'est le *Dépôt* (1), par lequel on confie à quelqu'un une chose qui nous appartient, ou à laquelle nous avons intérêt de quelque manière que ce soit, afin qu'il la garde gratuitement. Les principaux engagements du Dépositaire consistent donc à prendre bien soin de la chose déposée entre ses mains (2), &

(9) Cette raison, dit Mr. Titius (*Obs. in Pufendorf. CCLXV.*) ne prouve rien; parce que, celui qui a prêté, sachant bien, ou du moins devant savoir que ces sortes d'accidens peuvent arriver, a tacitement consenti, qu'ils fussent à ses risques, périls, & fortunes. D'ailleurs elle peut être rétorquée: car ne seroit-il pas bien fâcheux à l'Emprunteur, d'acheter si cher le service qu'on lui rend, que d'être obligé à payer la chose empruntée, lors qu'elle vient à périr, sans qu'il y ait de sa faute?

(10) La raison en est claire, répond encore Mr. Titius; c'est que, quand une chose périt, sans qu'il y ait de la faute de personne, la perte est pour le compte du Propriétaire.

(11) Cela est vrai: mais le maître de la chose empruntée y a consenti volontairement. Voyez la Note 9. Voilà ce que dit Mr. Titius. Il faut avouer pourtant, que, si l'on examine bien sur quel pied se fait ordinairement le Prêt à usage, on trouvera que peu de gens voudroient prêter, s'ils ne croioient qu'en cas d'accident, celui, à qui ils prêtent, leur paiera la chose empruntée, quand même elle périroit entre ses mains sans qu'il y eût de sa faute, pourvu qu'ils eussent pu les conserver eux-mêmes, s'ils ne les avoient pas prêtées. Ainsi, quoi qu'on ne s'en explique pas formellement, il semble qu'il y ait presque toujours une Convention tacite, en vertu de laquelle l'Emprunteur s'engage à rendre, ou la chose même, ou la valeur; sur tout si celui qui prête n'est pas fort accommodé.

(12) L'Auteur citoit ici une Loi, que j'ai déjà rapportée dans la Note 8. & par ce, qui a été dit là-dessus, il paroît qu'elle est mal appliquée. Il renvoie encore à cette Loi de l'Exode, XXII. 14. 15. Si quelqu'un a emprunté une chose de son prochain, & qu'elle vienne à périr, ou à mourir, en l'absence du maître; si la paiera. Mais si le maître est présent, celui, qui l'a empruntée, n'est point

tenu de la payer. La raison de cette différence est sans doute, que le maître étant absent n'a pu ni prendre garde à son bien, ni voir s'il s'est endommagé ou perdu par la faute de celui à qui il l'a prêté. Outre que, si ceux, qui empruntent, étoient déchargés de la perte arrivée en l'absence du maître, cela leur donneroit occasion de faire un mauvais usage de la chose empruntée, ou de la négliger, & de supposer même une perte qui ne seroit pas arrivée. Voyez *Digest. Lib. XIII. Tit. VI. Commodati, vel contra, Leg. XVIII. princip.* Pour l'autre Loi, que notre Auteur alléguoit ici, je ne saurois deviner où elle est; tant la citation se trouve fautive.

(13) Ainsi celui qui a emprunté un Cheval, ou un Esclave, doit les nourrir à ses dépens. Mais si, par exemple, le Cheval, ou l'Esclave deviennent malades, les frais de la guérison sont sur le compte du Maître. *Possunt jussu causa intervenire, ex quibus cum eo, qui commodasset, agi deberet: veluti de impensi in valetudinem servi factis, quando post fugam requerendi, reducendique ejus causa facta esset: nam ciborum impensa, naturalis scilicet ratione, ad eum pertinent, qui utendum accepisset. Digest. ubi supra, §. 2.*

§. VII. (1) *Depositum est, qui tum est. . . Si vestimenta servarunt, si quidem nullam mercedem accipit, depositi enim re praestare debere putat: quod si acc. Lib. XVI. Tit. III. Depositum, vel §. 8. Voyez *Donnat, Loix Civ. l. Part. Liv. I. Tit. VII.**

(2) *Præterea et ita, apud quem res aliqua deposita, re obligatur, (teneturque aliter depositi): quia et ipse de ea re, quam accepit, restituenda tenetur. Instit. Lib. III. Tit. XV. Quibus modis re contrahitur obligatio, §. 1. Voyez aussi *Digest. ubi supra, Leg. XII. §. 1.**



à la rendre aussi tôt que celui, qui la lui a remise, la redemandera. Il y a néanmoins quelques exceptions à faire à l'égard du dernier point, en certaines circonstances; c'est-à-dire, lors qu'en rendant le dépôt on causeroit du préjudice ou à celui-là même qui nous l'avoit confié, ou à d'autres. *C'est une chose belle & louable de sa nature*, disoit un ancien Philosophe (3), *que de rendre la dépôt. Cependant on ne doit pas toujours le rendre, ni en tout lieu ni en tout tems. Il y a quelquefois autant d'infidélité à le rendre publiquement, qu'à le nier. Il faut avoir égard à l'avantage de celui qui nous l'a confié, & refuser de le lui rendre, s'il se trouve qu'on ne puisse le faire sans qu'il en reçoive du préjudice. Si un homme, disoit Cicéron (4), vous a donné son épée en dépôt, pendant qu'il étoit en son bon sens; & qu'il vienne ensuite vous la demander dans un accès de phrénésie, vous seriez mal de la lui rendre. Si une personne, qui vous a confié un dépôt d'argent, vient à faire la guerre à sa Patrie, le lui rendrez-vous? Non pas à mon avis; puis que par là vous agiriez contre les intérêts de l'Etat, qui vous doivent être très-chers. Il ne faut pas non plus, selon Philon* Just, rendre le dépôt (a) *à une personne ivre, à un prodigue, à un homme endetté, à un Esclave; ni, selon St. Ambroise, à un homme qui veut se servir du dépôt pour nuire à sa* (b) *Patrie, à celui qui court risque de se le voir enlever dès le moment qu'on s'en sera dessaisi, à une personne que l'on sait l'avoir volé. Mais, hors ces cas-là, & autres semblables, quand même on seroit convenu de laisser la chose pendant un certain tems entre les mains du Dépositaire, celui-ci est tenu de la rendre, si l'on vient à changer de sentiment, & à redemander le dépôt avant le terme expiré (5).*

A l'égard du soin, que le Dépositaire doit avoir de la chose qu'on lui a confiée, la plupart disent qu'il suffit ici d'une circonspection commune & ordinaire, qui exclut seulement la mauvaise foi, & la négligence grossière. Car, outre que ce Contrat est tout au profit & en faveur de celui qui dépose; lors que l'on met son bien entre les mains d'une personne fort négligente, on ne doit s'en prendre qu'à soi-même, & à son imprudence s'il vient à périr, ou à se détériorer. En vertu de cette dernière raison, on excuse un Dépositaire, qui a pris soin du dépôt à la manière accoutumée, c'est-à-dire, avec la précaution qu'il apporte à ses propres affaires, quoi qu'elle soit au fond assez légère (6). Mais, comme l'Amitié entre d'ordinaire ici pour quelque chose, n'y ayant guères de gens qui mettent leur bien en dépôt qu'entre les mains d'un ami, ou d'une personne sur la probité de qui ils comptent; il faut, à mon avis, établir pour règle générale, que tout Dépositaire doit avoir autant de soin du dépôt dont il s'est chargé, que les personnes sages & avisées en ont ordinairement de leurs propres affaires. Quelquefois même on est tenu de veiller à la conservation du dépôt avec toute l'exactitude & la précaution possibles, non seulement parce que l'on s'y est expressément engagé, mais encore parce que la nature de la chose déposée le demande,

com-

detanda est: non tam  
nec quolibet tem-  
pore inficiet, an palam  
reddaturus sum, &  
de Benefic. Lib. IV.

la. Si gladium quis  
i infansem, reddere  
i si si, qui apud  
Patria, reddasne de-  
a Rempublicam, qua  
i. III. Cap. XXV.  
orem tuam reddas;  
epositi agere: possum

animo mutare voluntatem, & ante mortem tuam depositum  
repetere. Digest. Lib. XVI. Tit. III. Depositum, vel contra,  
Leg. l. §. 45. Voyez aussi le 46. Au reste cela n'empêche  
pas qu'on ne puisse refuser le dépôt, lors que celui, qui  
nous l'avoit confié, nous a chargé de le remettre à un  
tiers au bout d'un certain tems: si, par exemple, un  
homme nous a recommandé de ne livrer telle ou telle

chose après sa mort à son héritier, que quand il ne se-  
roit plus debauche. Et c'est ainsi qu'on peut admettre ce  
qui est dit dans *Quintilien, Declam. CXXIV.* Car, pour  
celui-là même, de qui on tient le dépôt, on ne sauroit  
légitimement refuser de le lui rendre, dès qu'il nous le  
demande.

(6) Sed si [apud quem rem aliquam deponimus] etiam si  
negligenter rem custodiam amiseris, securus es: quia enim  
non sua gratia accipit, sed ejus à quo accipit; in eo solo te-  
netur, si quid dolo perierit. Negligentia vero nomine idcirco  
non tenetur, quia qui negligentia amico rem custodiendam  
committit, de se queri debet. magnam tamen negligentiam  
placuit in doli crimine cadere. Digest. Lib. XLIV. Tit. VII.  
De obligat. & actum. Leg. l. §. 5. Quod Nervus diceret,  
latores culpam dolum esse, Proculo displicebat, mihi  
verissimum videtur. Nam & si quis non ad eum modum,  
quem hominum natura desiderat, diligens est, nisi tamen  
ad suum modum curam in deposito praestat, fraude non caret:  
nec enim salva fide minorem iis, quam suis rebus, dili-  
gentiam praestabit. Lib. XVI. Tit. III. Depositum &c. Leg.  
XXXII.

(7) C'est

(a) Voyez Philon,  
de plantar. Noe-  
gbi, pag. 228. Ed.  
Paris.  
(b) Ambros. Offic.  
Lib. I. Cap. ul-  
timum.

comme, si c'est une chose de très-grand prix, ou de laquelle dépendent tous les biens de celui qui nous l'a confiée (c). Ce soin ne consiste pourtant pas à tenir sous ses yeux nuit & jour le dépôt, mais seulement à le serrer dans l'endroit de sa maison où il est le plus en sûreté, & le plus à l'abri de tout ce qui pourroit l'endommager. On satisfait à la vérité aux devoirs de l'Amitié, en prenant soin des affaires d'un ami autant que des siennes propres; & il auroit mauvaise grace de prétendre, que l'on préférât la conservation de la chose, qu'il nous a confiée, à celle de son propre bien, lors qu'ils sont l'un & l'autre d'égale valeur. Mais aussi lors que la chose qui lui appartient est de plus grand prix, que la nôtre, & qu'on ne peut les sauver toutes deux; il est juste de sacrifier son propre bien, pour conserver celui d'un ami. Personne n'oseroit, je m'assure, soutenir, que, dans un incendie, il ne faille pas mettre à couvert une cassette, que l'on a en dépôt, pleine d'or, de bijoux, de papiers ou de lettres de grande importance, plutôt que quelques-uns de nos meubles, qui valent beaucoup moins. Tout ce qu'il y a, c'est que celui, de qui on tient le dépôt, doit nous paier ce que nous avons laissé périr pour sauver son bien, par la même raison qu'il est obligé de nous rembourser les dépenses que nous avons faites (7) pour la chose déposée, & le dommage qu'elle nous a causé. Si pourtant un Dépositaire a mieux aimé sauver son propre bien, que le dépôt, quoi que celui-ci fût de plus grand prix; il ne sera point tenu de paier la valeur du dépôt, à moins qu'il ne se fût expressément engagé à porter jusques là le soin & la vigilance; il passera seulement pour avoir péché contre les Loix de l'Amitié, & contre les Devoirs de l'Humanité. En effet il ne lui revient de là aucun profit; & la simple violation des droits de l'Amitié, & de l'Humanité, n'oblige point à la réparation du dommage.

Au reste, la raison pourquoi les Loix Romaines ne demandent pas un si grand soin en matière de *Dépôt*, qu'en matière de *Mandement*, ou de *Commissions*; c'est que les commissions s'exécutent par un acte particulier, dont la direction est en notre pouvoir à chaque moment: au lieu qu'on ne peut pas avoir continuellement sous ses yeux une chose déposée entre nos mains; & celui, qui nous l'a confiée, ne prétend pas sans doute que, pour la garder, nous passions les jours & les nuits sans fermer l'œil, & sans la perdre de vue. Il suffit donc de la mettre en lieu de sûreté, & de ne la visiter que quand il est nécessaire; comme on en use ordinairement à l'égard de ses propres biens, dont on n'a pas besoin; & qui ne sont pas sujets à se gâter (8).

On demande encore, si le Dépositaire peut se servir du dépôt? Sur quoi il est clair, que, pour peu que la chose déposée soit de nature à être détériorée par l'usage, on ne peut s'en servir sans le consentement de celui qui l'a mise entre nos mains; & les Jurisconsultes Romains (9) vont jusqu'à dire, que, si on le fait, on se rend coupable de Larcin. Mais lors que la chose déposée ne souffre aucune détérioration par l'usage, tel qu'est, par exemple, un gobelet d'argent, je ne vois pas pourquoi le Dépositaire ne pourroit pas la mettre en parade dans sa chambre, ou s'en faire honneur pour regaler quelque personne distinguée; bien entendu que celui, à qui appartient le dépôt, n'ait pas intérêt à le cacher, & que le Dépositaire réponde de tous les accidens auxquels il peut être exposé par l'usage qu'il en fait. Il n'est pourtant jamais permis de décacheter, ni de dépaqueter, ni de tiser d'un cof-

fre

(7) C'est le fondement d'une Loi, que notre Auteur citoit à la fin du Chap. par laquelle il est porté, que, si l'on dépose en *Ape* entre les mains de quelcon, une chose qu'il doit nous rendre à Rome, les frais du transport sont pour notre compte, & non pas pour celui du Dépositaire. Si in *Alea depositum fuerit*, ut Romæ redatur, videtur id alium, ut non impensa ejus id fiat, apud quem depositum sit, sed ejus, qui deposuit. Digest. *de suprad.* Leg. XII. princip. Voyez aussi Leg. VIII. in fin. & Leg. XXIII.

(8) Il y a dans l'Exode 2. Chap. XXII. vers. 12. une Loi qui porte, que, si le dépôt a été dérobé, le Dépositaire

ne doit en paier la valeur au tiers dit là-dessus, qu'il suppose, que le dépôt a negligence grossière du D fort de la mauvaise foi. Voir, par la suite du discours s'entendre, que le laici Dépositaire.

(9) *Sive is, apud quem res deposita est, ea re utatur, .... furum commisit.* Instit. Lib. IV. Tit. I. *De obligat. quæ ex delicto nascuntur*, §. 6. Voyez A. Gellius, Lib. VII. Cap. XV.

(d) Voyez Dig. Lib. XVI. Tit. III. *Depositi*, &c. Leg. I. §. 36.

fre fermé, un dépôt qui nous a été ainsi mis entre les mains (d). Et même, pour ce qui regarde les choses susceptibles de fonction ou d'équivalent, quand même on les auroit reçues sans être enfermées dans quoi que ce soit, on ne peut point les consumer, à moins qu'on n'ait de quoi en rendre autant d'autres de même sorte, & de même qualité, à la première requisition de celui qui nous les a données en dépôt : car il peut arriver qu'il en ait grand besoin, & qu'il ne veuille pas en prendre la valeur en quelque autre sorte de denrée ou de marchandise.

(e) Ce crime étoit puni de mort parmi les *Pisidiens*; au rapport de *Nicolas de Damas*.

Enfin les Loix Romaines ont très-sagement établi, que ceux qui nieroient, ou refuseroient malicieusement de rendre un triste dépôt, que la nécessité auroit obligé de leur confier dans une occasion pressante, comme dans une sédition, dans un incendie, dans la ruine d'un bâtiment, dans un naufrage; seroient condamnés à rendre le double. En effet, rien ne mérite plus châtement, que l'infidélité barbare & inhumaine de ceux, qui ne font point scrupule de profiter du malheur d'une personne digne de compassion (10). C'est même, à mon avis, un crime plus énorme, de nier (e) ou de s'approprier un dépôt, que de commettre un larcin; puis que le dernier ne viole que les Loix de la Justice, & les droits de la Propriété, au lieu que l'autre foule de plus aux pieds les Loix les plus sacrées de l'Amitié, & de l'Humanité. En vain objecteroit-on, que celui qui met une chose en dépôt entre les mains de quelcun, lui fournit par là occasion de pécher; au lieu que le Voleur va lui-même la chercher par des voies criminelles; outre qu'il viole en même tems l'asile le plus sacré que les Loix de tous les Peuples aient assigné à chacun, qui est sa propre maison. Car un Tuteur, qui a abusé de sa Pupille, n'en est pas moins coupable parce qu'on lui en avoit confié la direction, & qu'on l'avoit prié de prendre chez lui cette jeune fille (f).

(f) Voyez *Aristot.* Problem. Sect. XXIX. Quæst. 2. & 6. Dig. Lib. XLVII. Tit. II. *De Furtis*, Leg. I. §. 2. & LXVII. princip.

(10) *Prætor ait: Quod neque tumultus, neque incendii, neque ruina, neque naufragii causa depositum sit, in simplicium: ex earum autem rerum, quæ supra comprehensa sunt, in ipsum in duplum. .... cum .. exstante necessitate deponat, crescit perfidia crimen.* Digest. Lib. XVI. Tit. III.

*Depositi*, &c. Leg. I. §. 1, 4. Les passages de l'*Exode*, XXII, 7, 8, 9. & du *Levitique*, VI, 2, & suiv. comme aussi celui de *Quintilien*, Declam. CCXLV. qui étoient cités ici, regardent toute sorte de Dépôt en général.

## CHAPITRE V.

### *De l'Echange; & du Contrat de Vente; qui sont les deux premières sortes de Contrats Onéreux.*

De l'Echange.

§. I. **P**ARMI les Contrats Onéreux on met, avec raison, au premier rang, l'Echange, qui est la plus ancienne sorte de commerce, & le seul même que l'on faisoit avant l'invention de la Monnoie (1).

Mais

§. I. (1) *Tacite* dit, que les anciens habitans du cœur de l'Allemagne trafiquoient par échange, qui est la plus simple & la plus ancienne manière de commerce. *De moribus German.* Cap. V. *Interiores simplicius & antiquius permutatione mercium utuntur.* Voyez d'autres autorités dans *Grotius*, Lib. II. Cap. XII. §. 3. num. 3. dans la Note. A propos de quoi notre Auteur fait une critique historique, qui occupe assez inutilement une page de l'Original, & qui sera du moins mieux placée ici. On croit ordinairement, que, du tems de la Guerre de Troie, il n'y avoit d'autre sorte de commerce, que celui de l'Echange; & pour le prouver, on allégué deux passages d'*Homère*: l'un (*Iliad.* VII. vers. 471. & seqq. cité dans les *Insitantes*, Lib. III. Tit. XXIV. §. 2. & dans le *Digeste*, Lib. XVIII. Tit. I. *De contrah. empt.* Leg. I.) où il est

dit, que les Grecs achetoient du vin, les uns avec du cuivre, les autres avec du fer, les autres avec des peaux, les autres avec des bœufs, les autres avec des esclaves: l'autre (*Iliad.* Lib. VI. vers. 235, 236.) où il est dit, que *Glaucus* donna à *Diomède* des armes d'or qui valoient cent bœufs (*κατὰ βόια*) pour des armes de cuivre qui n'en valoient que neuf (*εννὰ βόια*). Voyez *Plin. Hist. Natur.* Lib. XXXIII. Cap. I. Mais, dit notre Auteur, il n'y a rien de plus commun aujourd'hui même, que de voir les Soldats troquer contre d'autres choses le butin qu'ils ont fait, qui ne consiste pas toujours en argent. Ainsi, de ce que les Soldats Grecs, qui étoient au siège de Troie, donnoient pour du vin diverses choses, qu'ils avoient prises, il ne s'ensuit pas que, dans ce tems-là, l'usage de la Monnoie fût encore inconnu. On voit, au contraire, qu'*Homère*

Mais il faut remarquer, qu'il y a deux sortes d'Echange. L'un se fait, lors que les Contractans aient estimé les choses qu'ils veulent troquer, sur le pied de ce qu'elles pourroient valoir étant payées en argent monnoyé, se les donnent l'un à l'autre en place d'argent. L'autre, c'est lors que l'on donne chose pour chose, en les comparant simplement en elles-mêmes, & par rapport à leur valeur propre & intrinsèque. Le premier est une espèce de Vente réciproque, où la chose, que l'on donne en échange, tient lieu d'argent. Et cette sorte de Contrat est encore aujourd'hui fort en usage, sur tout entre les Marchands.

On appelle aussi quelquefois du nom d'Echange, une Donation réciproque, que les Amis se font souvent les uns aux autres; & qui n'étant pas un Contrat, ne demande pas nécessairement que chacun donne une chose d'égale valeur à celle qu'il reçoit. C'est proprement à cela qu'il faut rapporter le troc que firent ensemble *Glancus* & *Diomede* (a): car quoique *Glancus* doive peut-être passer pour un sot, d'avoir donné des armes d'or pour des armes de cuivre, il n'y a point pour cela d'injustice de la part de *Diomede* (2).

§. II. MAIS, depuis l'invention de la Monnoie, le Contrat le plus en usage est celui de Vente, par lequel, moyennant une certaine (1) somme d'argent que l'on donne au Vendeur, on acquiert de lui la Propriété d'une chose, ou quelque autre droit équivalent. Et ici on demande d'abord, quand c'est que la Vente est consommée, en sorte qu'il ne reste plus rien si ce n'est que le Vendeur se dessaisisse de la marchandise, & que l'Acheteur en pren-

(a) *Hom. Iliad.*  
VI, 235, 236.

De la Vente; &  
quand elle est  
accomplie?

ue

mère fait mention quelquefois de talents d'or, χρυσίου τέληντα, par exemple, *Iliad.* IX, 122. & *Odys.* Lib. VIII, 393. Il est vrai, que ceux, dont il est parlé dans le dernier passage, sont appelez ailleurs (*Odys.* Lib. XIII, 11.) χρύσεον πολυδαίδαλον, au lieu que le Talent est proprement un terme de Poids. Mais il n'y a point d'apparence, que tout l'or, dont on fit présent à *Ulysse*, fût travaillé, ou qu'on ne se servit alors de ce métal que pour faire des coupes, & autres semblables vases. Et je ne vois pas comment *Homère* auroit pu parler de l'Or comme d'une chose si précieuse, si le consentement des Peuples n'y eût déjà attaché un Prix éminent. D'ailleurs, le mot de πολυδαίδαλον peut signifier une chose propre à être artistement travaillée de différentes façons, quoi qu'elle ne le soit pas encore actuellement. Pour ce que dit le Poète, que les armes de *Glancus* valaient cent bœufs, & celles de *Diomede* neuf seulement; il l'a fait sans doute, parce que, dans la plus reculée Antiquité, les richesses consistant sur tout en bétail, & les Bœufs étant les animaux les plus nécessaires à l'Agriculture, on s'en servoit pour régler la valeur des autres choses: de sorte que, comme on étoit accoutumé de dire, cela vaut tant de Bœufs, cette façon de parler commune ne s'abolit pas dès le moment qu'on eût inventé l'usage de la Monnoie. D'où vient que, selon la remarque du Scholiaste *Didyme* sur ce même passage, on appelloit ἀντιστοιχίαι, comme qui diroit, filles qui trouvent des bœufs, celles dont la beauté leur procuroit un Mari, qui leur faisoit de grands présens, ainsi que c'étoit la coutume de ce tems-là. Et quand même on accorderoit, que l'usage de l'argent monnoyé n'étoit pas encore connu parmi les Grecs; l'Or & l'Argent, pris au poids, pouvoient tenir lieu de Monnoie dans le commerce. Il paroît du moins par l'Histoire Sainte, que l'usage de la Monnoie étoit établi parmi plusieurs Peuples, avant la Guerre de Troie. Ce passage d'*Homère*, ajoute notre Auteur, me fait encore souvenir d'une dispute qui fut agitée autrefois entre les Jurisconsultes Romains, savoir, si, depuis l'établissement de la Monnoie, on peut donner le nom de Vente à un Contrat où les Contractans ne donnent point d'argent, comme, quand on donne une Veste pour un Manteau? Les uns l'affirmoient, fondez sur le passage d'*Homère*, que nous avons cité, *Iliad.* VII, 471. & seqq. Mais le verbe εἰσίδω ne signifie pas proprement, acheter du vin; il emporte seulement l'acquisition que l'on fait de cette li-

queur, de quelque manière que ce soit: de même qu'en Latin *pabulari*, *lignari*, *frumentari*, signifient en général se pourvoir de fourrage, de bois, de bled, par quelque voie que ce soit. Aussi voions-nous, que l'opinion contraire l'emporta, par la raison que sur ce pied-là chacun des Contractans seroit Acheteur & Vendeur, & une seule & même chose deviendrait la marchandise, & le prix; ce qui est absurde. *Sed varior est Nervæ & Proculi sententia*, [permutationem, non emptionem hoc esse]: nam ut aliud est vendere, aliud emere, alius emptor, alius venditor, sic aliud est pretium, aliud merx: quod in permutatione discerni non potest, uter emptor, uter venditor sit. Dig. ubi supra. On peut dire pourtant, selon la distinction que nous avons faite, que, quand on échange des choses, que l'on a auparavant estimées à prix d'argent, il y a là une espèce de Vente réciproque; & qu'ainsi rien n'empêche que la même personne ne soit, à divers égards, l'Acheteur & le Vendeur.

(2) *Maxime de Tyr* (*Dissert.* XXIV. init. p. 230. Ed. Lugd. 1630.) dit, que, dans cet échange de *Glancus*, & de *Diomede*, l'inégalité de la chose même fut compensée par l'égalité des motifs & des sentimens qui les portèrent à se donner mutuellement leurs armes. Οὐδὲν γὰρ ἔστι τῷ λαβόντι χρυσὸς ὀλίγον, ἔστι τῷ ἀλλὰ ξαμνὸν ὁ χρυκὸς ἰσότητος ἀλλὰ ἀμοιότητος κατὰς ἔχου ἰσότητος ἐν τῷ αἰσῶν τ' ὕλκ, ἰσότητας τῇ γνῶμῃ δαίμοντα. Voiez *Isoctar.* ad *Nicoctem*, au commencement. Notre Auteur remarquoit encore, qu'au rapport d'*Olearius*, (*Itiner. Persic.* Lib. I. Cap. 1.) il y a en *Moscovie* un Marché, où l'on trafique d'images saintes, que l'on n'achète pas, dit-on, mais que l'on échange simplement pour de l'argent. Au reste, il faut ajouter ici, que, par le Droit Romain, l'Echange est un Contrat sans nom, qui ne donnoit action en Justice que quand la délivrance de la chose échangée étoit faite de part & d'autre. Voiez *Digest.* Lib. XIX. Tit. IV. De rerum permutatione; & les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par *Dauinat*, I. Part. Liv. I. Tit. III.

§. II. (1) Et si quidem pecuniam dem, ut rem accipiam: emptio & venditio est. *Digest.* Lib. XIX. Tit. V. De praescriptis verbis &c. *Leg.* V. §. 1. Sine pretio nulla venditio est. Lib. XVIII. Tit. I. De contrahenda emptione &c. *Leg.* II. §. 1. On peut aussi vendre une servitude, une hérédité, une dette, & toute autre sorte de droits, noms, & actions. Voiez le Titre du *Digeste*, De hereditate, vel actione vendita, Lib. XVIII. Tit. IV.

F

(2) E. J.

ne possession? Par les Loix Romaines (2) ce Contrat est pleinement accompli, aussi-tôt qu'on est convenu du prix de la chose à vendre: & dès-lors les deux Contractans ont action l'un contre l'autre; l'Acheteur, pour obliger le Vendeur à lui délivrer la marchandise; & le Vendeur, pour obliger l'Acheteur à la prendre, en payant ou sur le champ, ou au bout d'un certain tems réglé entr'eux, le prix dont ils sont demeurez d'accord. Mais la Vente est imparfaite, selon les mêmes Jurisconsultes, ou par une raison générale, ou par quelque raison particulière. Le premier arrive, lors que l'Acheteur, & le Vendeur (3) n'ont rien conclu, & qu'ils sont seulement en marché. Car en ce cas-là, l'Obligation n'étant point encore contractée de part ni d'autre, il est libre à chacun de se dédire; pourvu que l'on ait agi sans tromperie, & sans aucun dessein de se moquer de celui avec qui l'on étoit en traite: ce qui a lieu dans toute sorte de Contrats. L'autre cas arrive, lors que le Contrat renferme une (4) condition, ou expresse, ou sous-entendue, qui suspend l'effet de l'Obligation; comme, par exemple, s'il s'agit d'une chose que (5) l'on prend à l'essai. Car alors on est censé avoir supposé tacitement, qu'on ne l'achetoit qu'au cas qu'elle se trouvât telle que le Vendeur nous la dépeignoit, ou qu'elle fût à notre gré, après que nous l'aurions vûe, ou goûtée, ou examinée de quelque autre manière. En effet, pour régler le juste prix d'une marchandise, il faut toujours avant toutes choses en bien connoître les qualitez; & lors qu'on n'est pas assuré de la bonne foi d'un Vendeur, c'est une grande imprudence d'acheter de lui quoi que ce soit sans l'avoir bien examiné. Mais pour ce qui regarde le poids, la mesure, & le nombre des marchandises (6), il n'y a point proprement de condition tacite qui les détermine & les fixe; à moins que la chose ne se trouve de telle nature, qu'elle soit inutile si l'on n'en a une certaine quantité. Ce n'est que dans l'exécution même du Contrat que l'on règle combien on achete de pièces de marchandise, de mesures, ou de livres: avant cela la chose vendue n'est pas bien distinctement désignée, on ne fait ce que l'Acheteur a aquis, ni ce qui reste au Vendeur, dans un tas de marchandises de même sorte. Par la même raison, la délivrance de la marchandise & le transport de la Propriété ne se fait qu'après cette détermination du nombre, de la mesure, ou du poids; à moins qu'on n'ait vendu une chose en bloc, sans parler de la quantité que pour la désigner à peu-près, & non pas pour la déterminer au juste: car alors il n'est pas absolument nécessaire de compter, de mesurer, ou de peser les marchandises, avant qu'elles soient tenues pour délivrées. En effet, autre chose est de dire: *Je vous vends le vin contenu dans ce tonneau, qui tient dix bouteilles*; & de dire: *Je vous vends dix bouteilles du vin qui est dans ce tonneau*. Enfin la Vente est imparfaite, selon les mêmes Jurisconsultes Romains, lors que les Contractans étant (7) convenus de donner leur consentement par écrit,

(2) *Est autem emptio juris gentium: & ideo consensu peragitur: & inter absentes contrahi potest, & per nuncium, & per literas.* Digest. *ibid.* Leg. I. §. 2. *Emptio & venditio contrahitur simulatque de pretio convenit: quamvis nondum pretium numeratum sit, ac ne arrha quidem data fuerit.* Instit. Lib. III. Tit. XXIV. princip. Voyez aussi Digest. *ubi supra*, Leg. XIX. XXXIV, §. 5, 6. XXXV. §. 3, 6, 7.

(3) *Illud constat, imperfectum esse negotium, cum emere volenti sic venditor dicit, QUANTI VELIS, QUANTI EQUUM PUTAVERIS, QUANTI ESTIMAVE- RIS, HABEBIS EMPTUM.* Digest. *ibid.* Leg. XXXV. §. 1.

(4) *Conditionales autem venditiones tunc perficiuntur, cum impleta fuerit conditio.* Digest. *ibid.* Leg. VII. §. 1. Mais cela n'est pas particulier au Contrat de Vente: toutes les Conventions généralement suivent la même règle. Voyez ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. III. Chap. VIII. *Quod si sub conditione res venierit, dissent les Jurisconsultes Romains, si quidem defecerit conditio, nulla est emptio, sicut nec stipulatio.* Digest. Lib. XVIII. Tit. VI. *De periculo & commodo rei vendita*, Leg. VIII. princip.

(5) *Gustus enim ad hoc proficit, ut improbare liceat. Di-*

*gest.* Lib. XVIII. Tit. I. *De contrah. empt.* Leg. XXXIV. §. 5. *Difficile autem est, ut quisquam sic emat, ut ne de- gustet.* *ibid.* Tit. VI. *De periculo & commodo rei vendita*, Leg. IV. §. 1. *Si res ira distracta sit, ut si displicuisset, inempta esset, constat, non esse sub conditione distractam, sed resoluti emptorem sub conditione.* *De contrah. vendit.* Leg. III.

(6) *Si id, quod venierit, appareat, quid, quale, quantum sit, & pretium, & parè veniat, perfecta est emptio.* Digest. *De peric. & comm. rei vend.* Leg. VIII. princip. *Quod si vinum ira venierit, ut in singulas amphoras; item oleum, ut in singulos metretas; item frumentum, ut in singulos modios; item argentum, ut in singulas libras certum pretium dicetur. . . & de his, qua numero constant, si pro numero corporum pretium fuerit statutum: Sabinus & Cassius tunc perfici emptorem existimant, cum adnumerata, admensa, adpensave sint: quia venditio quasi sub hac conditione videtur fieri, ut in singulos metretas, aut in singulos modios, quos, quasve admensus eris; aut in singulas libras, quas adpenderis; aut in singula corpora, qua adnumeraveris.* Lib. XVIII. Tit. I. *De contrah. empt. &c.* Leg. XXXV. §. 5.

(7) Cela n'est pas particulier au Contrat de Vente: la

écrit, l'acte n'est pas encore passé. Autre chose est, si l'écrit ne se fait que pour le souvenir de la Vente (8), ou pour la certifier (a).

§. III. \* P O U R moi, il me semble qu'il faut avant toutes choses bien distinguer ici entre le Contrat, & son exécution. Le Contrat est accompli, dès lors qu'on a distinctement marqué la marchandise vendue, & que l'on est convenu du prix, sans qu'il y ait aucune condition, ni expresse, ni tacite, qui suspende l'Obligation, ou qui laisse la liberté de se dédire. Mais l'exécution du Contrat se fait seulement lors que l'Acheteur paie le prix de la marchandise, & que le Vendeur la lui délivre. La manière de Vente la plus simple & la plus naturelle, c'est (1) d'exécuter de part & d'autre sur le champ ce à quoi l'on s'est engagé. Mais lors qu'il se passe quelque tems entre l'accomplissement du Contrat, & son exécution de la part du Vendeur, c'est-à-dire, depuis qu'on est convenu du prix, jusqu'à la délivrance de la marchandise; on demande, si la perte ou le profit de la chose vendue, qui arrivent pendant cet intervalle, regardent l'Acheteur, ou le Vendeur. Par le mot de *perte* on entend ici celles qui arrivent par un cas fortuit, lors que la chose vendue vient à périr, ou en tout, ou en partie, par l'effet d'une force extérieure & insurmontable, ou d'un vice intérieur, provenant de quelques causes naturelles, ou lors qu'elle est enlevée injustement au Vendeur (2). On fait, que le Droit Romain met cette perte sur le compte de l'Acheteur, quoi que, selon ces mêmes Loix, le Vendeur soit maître de la chose vendue tant qu'il ne l'a pas encore délivrée. Mais d'où vient donc que, par tout ailleurs, lors qu'une (3) chose appartenant à autrui périr ou est endommagée sans la faute de celui qui l'a entre les mains, la perte tombe sur le maître de la chose? Pour concilier ces deux décisions, quelques Jurisconsultes disent, que la dernière n'a lieu que dans les Contrats (4) en conséquence desquels l'un des Contractans a simplement entre les mains une chose qui appartient à l'autre; & non pas dans ceux en vertu desquels l'un des Contractans doit à l'autre une certaine chose en espèce. Ou, comme d'autres s'expriment, la chose est perdue pour le maître, lors qu'on oppose le maître à ceux qui ont simplement l'usage ou la garde de la chose; & non pas lors qu'on l'oppose à ceux qui ont droit sur la chose, & qui peuvent se la faire livrer, comme s'ils en étoient déjà actuellement les maîtres. On allégué entr'autres raisons de cette différence, que l'Acheteur aiant pu & dû retirer d'abord la chose vendue, en la payant; s'il l'eût fait, elle auroit péri entre ses mains: de sorte que son retardement & sa négligence ne doivent point tourner au préjudice du Vendeur. Quelques autres disent, que, si la chose vendue est, avant la délivrance, aux risques, périls, & fortunes de l'Acheteur, ce n'est pas parce qu'il est le maître de cette chose, mais parce qu'aussi-tôt que le Contrat est conclu & arrêté, le Vendeur considéré par rapport à l'A-

(a) Voyez les Loix des Hébreux au sujet de ce Contrat, dans Selden, De J. N. & Geni. sec. Hebr. Lib. VI. Cap. I. & IV. & un passage de Théophraste, rapporté par Stobée, Serm. XLII.

\* Si la perte ou le profit de la chose vendue, regardent l'Acheteur, ou le Vendeur?

la même chose a lieu dans toutes les autres sortes de Conventions. *Contractus venditionum vel permutationum, vel donationum, quas intimari non est necessariam, datio nis etiam arrharum, vel alterius cujuscunque causa, quas tamen in scriptis fieri placuit: transactionum etiam, quas in instrumento recipi convenit, non aliter vires habere sancimus, nisi instrumenta in mundum recepta, subscriptionibusque partium confirmata; & si per rebellionem conscribantur, etiam ab ipso completa, & postremo à partibus absoluta sunt.* Cod. Lib. IV. Tit. XXI. De fide instrumentorum &c. Leg. XVII. Voyez Insitut. Lib. III. Tit. XXIV. De Emptione & Venditione, princip.

(8) C'est ce qui se présume ordinairement, à moins que le contraire ne paroisse. *Finit enim de his [obligationibus] quæ consensu contrahuntur [scriptura, ut quod actum est per eas facilius probari possit: & sine his autem valet quod actum est, si habeat probationem; sicut & nuptia sunt, licet testatio sine scriptis habita est.* Digest. Lib. XXII. Tit. IV. De fide instrumentorum &c. Voyez au reste sur toute cette matière du Contrat de Vente, les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par Dahnmat, l. Part. Liv. I. Tit. II.

§. III. (1) C'est ce que Plante appelle, *Gracæ mercari fide*, Alineat. Act. l. Scen. III. vers. 47. Platon (De Legi-

bis, Lib. XI. pag. 965. A. Edit. Wechel.) veut, que dans sa République on ne vende & l'on n'achète que de cette manière.

(2) *Quum autem emptio & venditio contracta sit... periculum rei vendita statim ad emptorem pertinet, tametsi adhuc ea res emptori tradita non sit. Itaque si homo mortuus sit, vel aliqua parte corporis lapsus fuerit, aut ades tota, vel aliqua ex parte, incendio consumpta fuerint; aut fundus vi fluminis totus, vel aliqua ex parte, ablati sit, siue etiam inundatione aque, aut arboribus turbinis dejectis, longè minor aut deterior esse ceperit: emptoris damnum est, cui necesse est, licet rem non fuerit natu, pretium solvere. Quidquid enim sine dolo & culpa venditoris accidit, in eo venditor securus est.* Institut. Lib. III. Tit. XXIV. §. 3.

(3) *Res domino suo perit*, disent les Jurisconsultes: maxime qu'ils tirent de cette Loi du Code, Lib. IV. Tit. XXIV. De pignoratitia actione, Leg. IX. *Pignus in bonis debitoris permanere, ideoque ipsi perire in dubium non venit.*

(4) L'omission d'une ligne entière, qui se trouve ici dans les dernières Editions de l'Original, ensoit dire à l'Auteur le contraire de ce qu'il pense. J'ai donc suivi la première Edition.

cheteur n'est pas tant censé maître que débiteur, & débiteur d'une chose en espece, la quelle venant à périr sans qu'il y ait de sa mauvaise foi, ni de sa négligence, il n'est plus tenu à rien envers l'Acheteur. Mais tout cela ne nous fournit pas une raison claire & convaincante, pourquoi, le Vendeur étant obligé de mettre l'Acheteur en pleine possession de la chose vendue; celui-ci doit, plutôt que l'autre, porter la perte qui survient avant la délivrance. Et il ne sert de rien d'alléguer ici quelques (a) Loix, qui disent, que, quand on a promis une certaine chose particulière & distinctement désignée, ou une chose en espece, comme on parle, on n'en est point garant au cas qu'elle périsse. Car il s'agit là de Promesses gratuites : & en matière de ces sortes de Promesses, il seroit certainement absurde & injuste, que le Promettant fût tenu de paier la valeur de la chose perdue; la nature même de l'affaire ne souffrant pas une interprétation si étendue. Mais d'où vient que dans un Contrat Onéreux, comme la Vente, lors que le Vendeur n'a pas encore exécuté ce à quoi il est tenu par le Contrat (b), l'Acheteur doit se résoudre à perdre la marchandise, & à la paier pourtant? Pour moi, il me semble, que le meilleur moien pour découvrir ici les règles de l'Equité Naturelle, c'est de distinguer, si le retardement de la délivrance vient de ce que la marchandise ne pouvoit être transportée qu'en un certain tems au lieu où elle devoit être délivrée, ou de ce que le Vendeur est en demeure (c) de la délivrer; ou bien s'il n'a tenu qu'à l'Acheteur d'en prendre possession. Dans les deux premiers cas, il n'y a point de doute que la perte ne soit pour le compte du Vendeur. Ainsi supposé, par exemple, qu'ayant acheté d'un homme des troupeaux qui paissent en quelques pâturages éloignés, ils viennent à lui être enlevés par des Voleurs, ou par des Loups, ou à périr par quelque autre accident; ou qu'il néglige de me les livrer en son tems: je ne suis pas obligé de les lui paier. Mais si l'Acheteur est en demeure de retirer la chose vendue, il est juste que la perte tombe sur lui. Car dès le moment que le Vendeur est tout prêt à délivrer la marchandise, ainsi qu'il s'y étoit engagé par le Contrat; la Propriété considérée comme un pouvoir Moral ou un simple droit, passe à l'Acheteur, en sorte que la chose vendue commence à lui appartenir uniquement (c). Si donc le Vendeur garde encore chez lui la marchandise par pure honnêteté & sans en avoir été chargé par l'Acheteur; il faudroit que celui-ci fût bien impudent pour vouloir le rendre responsable des cas fortuits. Que si l'Acheteur a expressement donné en garde la marchandise à celui qui la lui avoit vendue, elle est censée demeurer entre les mains du Vendeur, non en qualité de maître, mais en qualité de Dépositaire, qui par conséquent n'est point responsable des cas fortuits. En ce cas-là la délivrance se fait par une fiction de (d) *main brève*, mais d'une manière toute opposée à celle que l'on conçoit dans la Donation d'une chose que le Donataire avoit déjà entre ses mains, ou par emprunt, ou à louage: car, au lieu qu'ici la chose, qui étoit à autrui, commence à appartenir au Donataire, en vertu de cette délivrance feinte; là au contraire la marchandise, qui étoit au Vendeur, cesse de lui appartenir, en sorte que l'Acheteur en est désormais le seul & véritable Propriétaire.

Au reste, les maximes que nous venons d'établir au sujet de la perte arrivée avant la délivrance de la chose vendue, doivent être appliquées (6) au profit survenu dans cet intervalle.

## §. IV.

(c) Les Jurisconsultes Romains disent aussi, qu'en ces cas-là le Vendeur est tenu des dommages & intérêts, c'est-à-dire, qu'il doit dédommager l'Acheteur de la perte que celui-ci a faite, ou du profit qu'il a manqué de faire, par une suite naturelle & ordinaire du retardement. *Si res vendita non tradatur, in id, quod interest, agitur: hoc est, quod rem habere interest emptoris. . . . Cum per venditorem fuerit quo minus rem tradat, omnis utilitas emptoris in aestimationem venit: qua modo circa ipsam rem consistit. Neque enim; si potuit ex vino (puta) negotiari, & lucrum facere, id aestimandum est, non magis quam si triticum emerit, & ob eam rem, quod non sit traditum, & famu-*

*lia ejus fame laboraverit: nam pretium tritici, non servorum famo necatorum; consequitur.* Digest. Lib. XIX. Tit. I. *De actionibus empti, & venditi.* Leg. I. princ. & XXI, 3.

(6) Celui, qui souffre la perte, doit avoir le gain; c'est une maxime incontestable. Si un fonds, par exemple, étant vendu, l'alluvion y ajoute quelque morceau de terre, c'est pour le profit de l'Acheteur. *Sed & si post emptorem fundo aliquid per alluvionem accesserit, ad emptoris commodum pertinet. Nam & commodum ejus esse debet, cujus periculum est.* Institut. Lib. III. Tit. XXIV. *De empti & venditi.* §. 2.

## §. IV.

(a) Voyez Digest. Lib. IV. Tit. III. *De dolo malo*, Leg. XVIII. §. 5. Lib. XXXV. Tit. II. *Ad Leg. Falcid.* Leg. XXX. §. 4. & L. XLV. Tit. I. *De verb. oblig.* Leg. XXXIII. & LXXXIII. §. 7. (b) Voyez Ziegler, sur Grotius, Lib. II. C. XII. §. 15.

(c) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Ch. IX. §. 5.

(d) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Ch. IX. §. 2.

§. IV. LE Contrat de Vente est très-souvent modifié par diverses Conventions qui y sont ajoutées ou du consentement des parties, ou en vertu des réglemens des Loix Civiles. Sur quoi le Droit Naturel n'ordonne autre chose si ce n'est de tenir ponctuellement ce dont on est convenu ; & de se conformer aux Loix de l'Etat, dans lequel on vit, si l'on veut que le Contrat soit valide en Justice.

Des Conventions que l'on ajoute ordinairement au Contrat de Vente.

1. Ainsi rien n'est plus ordinaire que de *vendre & d'acheter à crédit*, c'est-à-dire, à condition que la marchandise ne sera payée que dans un certain tems après la délivrance.

2. On convient aussi souvent, que la chose vendue ne sera délivrée qu'au bout d'un certain tems, & que cependant la perte ou le profit demeurera au Vendeur, avec la Propriété de la chose (1).

3. On vend quelquefois une (2) chose à condition que, si dans un certain tems on en trouve davantage, il nous sera permis de la vendre à un autre. Cela peut se faire en deux (3) manières, ou en sorte que la Vente soit consommée, mais sous condition qu'elle sera résolue, si quelque autre offre davantage de la marchandise ; ou en sorte que le Contrat ne soit accompli que quand la condition apposée ne se vérifie pas par l'événement. Dans le premier cas, l'Acheteur acquiert la Propriété de la chose vendue : dans l'autre, le Vendeur demeure maître de sa marchandise, jusqu'à ce que le Contrat soit pleinement accompli.

4. Il y a souvent dans le Contrat de Vente une (4) clause commissaire ou résolutoire, par laquelle on convient, que, si l'Acheteur ne paie pas au terme marqué, la Vente sera nulle. Cette Convention se fait en deux manières, ou en sorte que le Vendeur livre sur le champ la marchandise, à condition de la reprendre ensuite avec tous ses fruits, si l'Acheteur ne paie pas au terme ; ou en sorte qu'il la garde, & qu'il ne soit point tenu de la délivrer, en cas que l'Acheteur manque de payer. Le dernier est infiniment plus sûr, que l'autre. Car ordinairement le Vendeur ajoute cette clause, afin de n'être pas obligé de prendre beaucoup de peine pour se faire payer : or il en auroit autant, s'il lui falloit arracher sa marchandise des mains d'un mauvais payeur.

5. Il n'est pas moins ordinaire de voir dans les Contrats de Vente une clause de (5) Retrait, apposée ou par les Contractans mêmes, ou par les Loix Civiles en matière de certains biens : ce qui se fait en diverses façons. Quelquefois (6) on convient, que le Vendeur, ou ses Héritiers, pourront reprendre la chose vendue, en rendant à l'Acheteur le prix ou dans un certain tems, ou toutes les fois que bon leur semblera. A l'égard du tems, on le limite, ou comme un terme d'où le Vendeur commencera à avoir la liberté de racheter la chose vendue ; ou comme un terme au delà duquel il n'aura plus la faculté de rachat.

§. IV. (1) *Quod si fugerit homo, qui venit, aut subreptus fuerit, ita ut neque dolus, neque culpa venditoris intervenierit: animadvertendum erit, an custodiam ejus usque ad traditionem venditor susceperit. Sane enim si susceperit, ad ipsum periculum is casus pertinet: si non susceperit, securus est.* Instit. ibid. Voyez Cato, de Re Rustica, Cap. LXXX.

(2) C'est ce que les Jurisconsultes appellent, *Additio in diem*, dont il est traité dans le Digeste, Lib. XVIII. Tit. II. En voici la première Loi, qui contient la définition. *In diem additio ita fit: Ille fundus centum esto tibi emptus, nisi si quis intra Kalendas Januarias proximas meliorem conditionem fecerit, quo res a domino abeat.*

(3) *Nam si quidem hoc actum est, ut meliore allata conditione, discedatur, erit pura emptio, qua sub conditione resolvitur: fin autem hoc actum est, ut perficiatur emptio, nisi melior conditio afferatur, erit emptio conditionalis.* Ibid. Leg. II.

(4) *Lex Commissoria*, dont il est traité dans le Digeste, Lib. XVIII. Tit. III. *Cum venditor fundi in lege ita caverit,*

*SI AD DIEM PECUNIA SOLUTA NON SIT, UT FUNDUS INEMPTUS SIT, ita accipitur inemptus esse fundus, si venditor inemptum eum esse velit, quia id venditoris causa caveretur: nam si aliter acciperetur, exusta villa in potestate emptoris futurum, ut non dando pecuniam inemptum faceret fundum, qui ejus periculo fuisset. Nam legem commissariam, qua in venditionibus adjicitur, si vult, venditor exercebit: non etiam invitus. . . . Sed si fundus revenisset, Aristo existimabat, venditori de his [fructibus] judicium in emptorem dandum esse: quia nihil penes eum residere oporteret ex re, in qua fidem fecisset.* Leg. II. III. V.

(5) *Retrañus*, ou *Pactum de retrovendendo*; comme parlent les Jurisconsultes.

(6) *Si fundum parentes tui ea lege vendiderunt; Ut sive ipsi, sive heredes eorum emptori pretium quandocunque, vel intra certatempora obtulissent, restitueretur; teque parato satisfacere conditioni dicta, heres emptori non parat, ut contractus fides servetur, alio prascriptis verbis, vel ex vendito tibi dabitur.* Cod. Lib. IV. Tit. LIV. De pactis inter emptorem & venditorem compasit, Leg. II.



(a) Voyez *Jul. Capitolin. in Marc. Ant. & la Vie de Marc-Antonin*, par M. Dacier, pag. 58. Edit. d'Utrecht.

(b) Voyez *Tir. Liv. Lib. XXXI. Cap. XIII.*  
(c) *Jus ætymologicum.*

(d) *Retraitus gentilium.*  
(e) *Lévitique, XXV, 13. & suiv.* Voyez là-dessus *M. Le Clerc.*

(f) Voyez les *Commentat. sur Virg. Eclog. III, 104, 105.*  
(g) *Africanus Perdidius*, in *Cicer. Divin. in Q. Caecil. Cap. XVI. p. 328. Ed. Grav.*

Engagemens réciproques de l'Acheteur, & du Vendeur.

chat. Sur quoi il faut remarquer, que, comme la faculté de rachat par elle-même a été établie pour l'avantage du Vendeur, qui se trouve quelquefois réduit (a) par une nécessité pressante à aliéner un bien, dont il ne veut pas se dépouiller pour toujours : le terme que l'on prescrit à ce droit est limité au contraire en faveur de l'Acheteur, dont l'intérêt demande qu'il ne soit pas obligé de rendre en trop peu de tems la chose vendue, & qu'il puisse quelque jour être assuré d'en avoir la possession perpétuelle & irrévocable. Quelquefois aussi, lors que la Vente se fait pour l'avantage du Vendeur, on convient qu'il sera libre à (b) l'Acheteur, ou dans un certain tems, ou toutes les fois que bon lui semblera, de rendre la chose vendue, & de redemander son argent. Il y a une autre sorte de *Retrait* moins onéreux, que l'on appelle *droit de* (c) *préférence*; c'est lors que l'on ajoute pour clause à un Contrat de Vente, qu'en cas que l'Acheteur veuille de son pur mouvement revendre la chose qu'il a achetée, celui qui la lui a vendue doit être préféré, pourvu qu'il la paie sur le pied de ce qu'un autre en donneroit. En plusieurs Pais même les Loix accordent ce *droit de préférence* à certaines personnes, par exemple, aux *Propriétaires directs*, à l'égard du fonds qu'ils avoient baillé à *Emphytéose*; aux Créanciers, par rapport aux biens de leur Débiteur qui sont vendus à l'encan; au maître d'un héritage, à l'égard du fonds voisin; aux Associés, en matière des biens de la société; aux parens, à l'égard des biens d'un parent, & cette dernière sorte s'appelle *Retrait* (d) *lignager* (7). On fait aussi, que, par la Loi Divine de *Moïse* (e), toutes les possessions, qui avoient été vendues, retournoient à leurs anciens maîtres dans l'année du Jubilé. La raison de cet établissement étoit fondée sur la constitution de la République Judaique, où il falloit entretenir la liberté, & par conséquent une juste égalité entre les Citoyens : or le moyen le plus propre d'y réussir, c'est d'empêcher que quelques Particuliers n'attirent à eux insensiblement toutes les terres, qui sont le principal fondement & la source des richesses, de peur qu'après avoir dépouillé les autres de leurs patrimoines, ils ne les tiennent sous leur dépendance; ce qui est un acheminement à la domination d'un petit nombre de personnes, & par conséquent à la tyrannie (8).

6. Il arrive aussi souvent, qu'en vendant un héritage, on s'en réserve une petite partie, ou du moins un certain usage. C'est ainsi que (f) les prodigues autrefois s'assuroient ordinairement le droit de se faire enterrer dans quelque une de leurs terres qu'ils avoient vendues. *Méninus* (g) vendant sa maison aux Censeurs *Caton*, & *Flaccus*, qui en vouloient faire un Hôtel de ville, se réserva, pour lui & pour ses descendans, une colomme à appuier un balcon, d'où l'on pût voir les spectacles des Gladiateurs.

7. Enfin, on vend quelquefois une chose pour un certain tems, au bout duquel elle retourne au Vendeur, sans qu'il soit obligé de rendre l'argent que l'Acheteur lui en avoit donné. C'est ainsi qu'en *Angleterre* les gens de qualité vendent, par exemple, pour trente ou trente-cinq ans la place de leurs fonds, en sorte que ceux, qui l'achètent, peuvent y bâtir de la manière dont ils sont convenus ensemble : Contrat qui approche du bail d'*Emphytéose*.

§. V. Ces sortes de clauses ajoutées au Contrat de Vente, & la nature même du Contrat, découvrent aisément quels sont les engagemens réciproques de l'Acheteur, & du Vendeur.

L'Ache-

(7) C'est ici qu'il falloit placer cette Loi de *Moïse*, qui, dans l'Original, se trouve après l'*à linea* suivant de ma Traduction.

(8) C'est pour cette raison que *Lycurgue* persuada à tous les Citoyens de *Sparte* de remettre leurs terres en commun, & d'en faire un nouveau partage, afin de vivre ensemble dans une parfaite égalité; après quoi il défendit à chacun d'aliéner son héritage, de le diminuer, & de l'augmenter en aucune manière. Voyez *Plutarque*, dans la Vie de ce Législateur, & *Heraclid. de Politicis*. Au reste,

notre Auteur rapportoit ici la Vente en gros & en bloc, *per aversionem*, comme parlent les Jurisconsultes. Mais, outre qu'il en dit un mot au commencement du §. 6. on voit bien qu'elle étoit très-mal placée ici, où il s'agit, non des diverses sortes de Vente, mais seulement des clauses ou conditions ajoutées au Contrat de Vente, soit qu'il se fasse en gros, ou en détail. J'ai donc hardiment retranché cette petite période également superflue, & propre à faire confondre des idées différentes.

§. V.

L'Acheteur doit paier le prix dont il est demeuré d'accord, au tems marqué, & en sorte qu'il donne (1) de son argent, & non pas de celui d'autrui. Que s'il a païé de l'argent d'autrui, & que celui, à qui il appartenait, l'ait révendiqué, il faut qu'il en donne d'autre, & qu'il dédommage le Vendeur de la perte que lui a causé cette révendication.

Le Vendeur, de son côté, est tenu de délivrer, au tems marqué, la chose achetée, avec toutes les qualitez requises ou par la nature même du Contrat, ou en vertu d'une Convention particulière des Contractans (2). De sorte que, quand même, après la Vente accomplie, il viendrait à se repentir de son marché, & que n'ayant pas encore délivré la chose vendue, il offrirait de rendre l'argent, avec les dommages & intérêts, l'Acheteur n'est point obligé d'accepter, malgré lui, cette proposition, mais il peut toujours contraindre le Vendeur à lui délivrer la marchandise; à moins qu'il n'y ait quelque raison d'Humanité qui l'engage à se relâcher de son droit. Nous avons déjà traité du cas où le Vendeur est dans l'impuissance de délivrer la chose, sans qu'il y ait de sa faute. Mais lors qu'il y a de sa part de la mauvaise foi, ou de la négligence; il doit rendre l'argent qu'il a reçu de l'Acheteur, & lui paier encore les dommages & intérêts. Que si un homme a vendu la même chose à deux Acheteurs, celui, qui a fait marché le premier, doit sans contredit être préféré, lors que la chose n'a encore été délivrée ni à l'un ni à l'autre; & à plus forte raison, lors qu'il en a été déjà mis en possession: bien entendu que le Vendeur dédommage le dernier Acheteur de ce qu'il perd pour avoir compté sur un Contrat illusoire. Mais, si la chose a été délivrée au dernier Acheteur, il est clair, par les (3) principes du Droit Civil, qu'il doit être préféré au premier en date, parce qu'il a reçu la chose, à juste titre, des mains de celui que l'on en supposait le maître: de sorte que le premier Acheteur n'a contre l'autre ni action réelle, puis qu'il n'étoit point encore maître de la chose; ni action personnelle, puis qu'ils n'avoient point traité ensemble là-dessus. Le Vendeur ne peut pas non plus, sous aucun prétexte apparent, se faire rendre la chose à celui entre les mains de qui il s'en est dessaisi. *Grotius* (a) prétend, que, par le Droit même Naturel, le dernier Acheteur, à qui la marchandise est déjà délivrée, doit être préféré au premier en date, parce, dit-il, que le transport présent de Propriété, ou la délivrance, ôte au Vendeur tout le pouvoir Moral qu'il avoit sur la chose: ce qui ne se fait pas par une simple Promesse. Mais, outre qu'une simple Promesse de vendre n'est pas certainement une Vente; je ne fais si ce grand Homme s'accorde bien ici avec lui-même. Il venoit de (b) dire, que la Propriété peut être transférée au moment même du Contrat, avant la délivrance de la chose vendue. Donc, après une telle Vente conclue, il ne reste au Vendeur d'autre pouvoir Moral sur la chose, que celui de faire en sorte qu'elle soit remise entre les mains de l'Acheteur. Par conséquent, si le Vendeur en dispose autrement, ce sera sans aucun droit, & par un acte nul, qui ne sauroit tourner au préjudice de celui qui avoit le premier acquis un plein droit sur cette même chose. Cela posé, il y a grand sujet de douter si le privilège de la possession d'une chose délivrée sans aucun droit, doit toujours donner la préférence au dernier Acheteur, au préjudice du premier. Au reste, le droit, qu'on a sur une chose, ne se perdant pas uniquement par la perte de la possession, & une personne pouvant se trou-

(a) Lib. II. Cap. XII. §. 15. num. 2.

(b) Ibid. num. 1.

VCE

§. V. (1) *Emptor autem nummos venditoris facere cogitur.* Digest. Lib. XIX. Tit. 1. *De actionibus empti & venditi*, Leg. XI. §. 2. Voyez Cod. Lib. IV. Tit. XLIX. Leg. VII. Faute de paier au terme, l'Acheteur doit des-lors l'intérêt des deniers. *Ex vendito actio venditori competit ad ea consequenda, qua ei ab emptore praestari oportet.* Veniunt autem in hoc judicium infra scripta: In primis pretium, quanti res venit: item usura pretii post diem traditionis: nam cum re emptor fruatur, acquisitum est cum usuras pretii pendere. Digest. ubi supra, Leg. XIII. §. 19. 20.

(2) *Ex empto actio est, qui emit, utitur. Et imprimis sciendum est, in hoc judicio id demum deduci, quod praestari convenit. Cum enim sit bona fidei judicium, nihil magis bo-*

*nae fidei convenit, quam id praestari, quod inter contrahentes actum est: quod si nihil convenit, tunc ea praestabuntur, qua naturaliter insunt hujusmodi iudicis potestate. Et in primis ipsam rem praestare venditorem oportet, id est tradere: qua res, si quidem dominus fuit venditor, facit & emptorem dominum: si non fuit, tantum evulsionis nomine venditorem obligat; si modo pretium est numeratum, aut eo nomine satisfactum.* Digest. ibid. §. 1, 2.

(3) *Quotiens duobus in solidum praedium jure distrahitur: manifesti juris est, eum, cui priori traditum est, in detinendo dominio esse potiorum.* Cod. Lib. III. Tit. XXXII. *De rei vindicatione*, Leg. XV. Voyez Digest. Lib. VI. Tit. II. *De Publicana in rem actione*, Leg. IX. §. 4.

(a). Sive

ver de bonne foi en possession du bien d'autrui ; lors qu'un tel possesseur vend à un tiers la chose qui ne lui appartient pas au fond, il ne diminue rien par là des droits du véritable Propriétaire, puis que l'on ne sauroit transférer à un Acheteur plus de droit qu'on n'en a soi-même. Ainsi, quoi que l'Acheteur ait intention d'acquérir la Propriété de la chose vendue ; cependant, comme souvent on vend ou sans le savoir, ou le sachant bien, une chose qui appartient à autrui, le maître peut reprendre son bien, sauf à l'Acheteur d'avoir son recours contre le Vendeur, qui est obligé (4) à la garantie, & qui, en mettant l'Acheteur en possession, n'a pu lui conférer que le droit d'acquérir la chose vendue (5) après le terme de la Prescription expiré (c).

(c) Voyez *Plant. in Persa*, Aët. IV. Scen. IV.

De diverses sortes particulières de Vente, où il entre du hazard.

(a) Voyez *Digest. Lib. XXXIX. Tit. IV. De Publicanis* &c. Leg. IX. princip. & *Sueton. in August. Cap. LXXV.* au sujet d'une espèce d'Encan qu'*Auguste* faisoit faire, pour se divertir, dans les festins.

(b) *Plutarch. in Solon.* pag. 80. Edit. *Wech.* Voyez aussi *Diog. Laërt. Lib. I. §. 28.* où il y a quelque diversité pour les personnages.

(c) Voyez *Valer. Maxim. Lib. IV. Cap. I. §. 7.* extern. & *Mornac. ad Leg. XII. Dig. De act. empt. & vend.*

Des Monopoles.

§. VI. IL y a une sorte particulière de Vente, qui consiste à vendre non pas une certaine chose déterminée, mais seulement (1) une espérance probable, à laquelle les Contractans mettent un certain prix ; de sorte qu'encore que ce qui provient ensuite se trouve valoir beaucoup plus, ou beaucoup moins, le Contrat n'a rien pour cela de vicieux. La même chose a lieu & dans les (a) Encans, & dans les (2) Ventes en bloc, c'est-à-dire, lors que l'on vend en gros & comme en un tas confus plusieurs choses de différens prix, sans les taxer chacune en particulier : car il entre quelque hazard dans ces sortes de Ventes. On trouve dans le Droit Romain des exemples de l'*Achat d'une espérance incertaine*, comme quand on achete la chasse que fera un (3) Chasseur, ou la pêche d'un Pêcheur. C'est ce qui donna occasion à une dispute fameuse, dont l'Histoire Ancienne parle. Quelques hommes de (b) *Milet* étant à *Cos* achetèrent un jour des Pêcheurs de l'île un coup de filet, avant qu'il fût tiré. Le filet hors de l'eau, on y trouva un trépied d'or, qu'*Helène*, pour accomplir un ancien Oracle, avoit jetté dans ce même endroit en revenant de *Troie*. Là-dessus il s'émût un grand débat entre les Pêcheurs, & ces Etrangers. Ceux-ci prétendoient que le trépied leur appartenait par les Loix du Contrat ; puis qu'ils avoient acheté tout ce qui seroit pêché, ou le hazard d'un coup de filet. A quoi les Pêcheurs répondoient, & avec raison, que le Contrat regardoit uniquement les poissons qui se trouveroient pris. En effet, toute Convention doit être interprétée par rapport à l'esprit & à l'intention des Contractans. Or assurément ni les Pêcheurs, ni les Etrangers, n'avoient pas pensé le moins du monde au trépied d'Or ni à rien de semblable. En vain objecteroit-on, qu'il entroit du hazard là-dedans : car ce hazard ne s'étendoit qu'à la quantité de poissons qui seroient pris, & non pas à toutes sortes de choses qu'un cas extraordinaire pouvoit faire rencontrer dans le filet. Ainsi il falloit juger de ce trépied comme d'un Trésor qui auroit été trouvé. Pour la décision de l'Oracle, qui adjugeoit ce trépied au plus Sage, elle sent manifestement (4) l'avarice artificieuse des Prêtres, qui voulurent par ce moyen attraper une si belle proie : car ils voioient bien qu'il ne se trouveroit point d'homme assez fou pour vouloir s'attribuer cet éloge magnifique du plus sage des mortels (c).

§. VII. ON traite encore ici ordinairement une autre question, savoir, si tout Monopole est contraire au Droit Naturel ? On sait que le nom seul de Monopole est en horreur, & que les Loix de plusieurs Etats défendent sous des peines rigoureuses ce que l'on entend par là. Mais il faut décharger de ce titre odieux bien des choses, qui ne le méritent pas. Si un

(a) *Sive tota res evincatur, sive pars, habet regressum emptor in venditorem.* Digest. Lib. XXI. Tit. II. De evictio-nibus &c. Voyez le reste de ce Titre.

(5) *Quod sine ullius damno pars, qua putatur esse venditis, per longam possessionem ad emptorem transit.* Digest. Lib. XLI. Tit. II. De adquir. vel amitt. poss. Leg. XLIII. princip.

§. VI. (1) Aliquando samen & sine re venditio intelligitur : veluti cum quasi alea emittitur ; quod fit cum caprus piscium, vel avium, vel missilium emittitur. Emptio enim contrahitur, etiam si nihil incidit : quia spes emptio est. Digest. Lib. XVIII. Tit. I. De contrah. empt. Leg. VIII. §. 1. Voyez pourtant *Plin. Lib. VIII. Epist. II.*

(2) Per aversionem ; expression de la Jurisprudence Ro-

maine, comme, par exemple, dans la Loi LXII. §. 2. du Titre, que je viens de citer : *Res in aversione empti, si non dolo venditoris factum sit, ad periculum emptoris pertinebit : etiam si res assignata non sit.*

(3) *Veluti cum futurum jactum retis à piscatore emittitur, aut indaginem plagis positus à venatore, vel pantheram ad aucupem.* Digest. Lib. XIX. Tit. I. De actionibus empti & venditi, Leg. XI. §. 18. Voyez la Loi suivante.

(4) Το μαρτυρον το οτι φηδεγογοι γιντο. Sophocl. in *Antigon.* pag. 257. Edit. H. Steph. Voyez *Mr. Van Dale*, dans ses *Traitez, De Oraculis ; de Idololatria, & Superstitione ; ou l'Histoire des Oracles*, par *M. de Fontenelle.*

un Citoyen, par exemple, est le seul d'une ville qui sache faire certaines marchandises, ou qui ait dans ses terres certaines sortes de fruits; ou si une certaine chose ne croit que dans un Pais (a); & que l'on se prévaille de ces avantages; il n'y a là rien que de très-innocent, ni qui puisse être traité de Monopole: car l'idée du *Monopole* suppose, que celui, qui l'exerce, se soit lui seul emparé du privilège de vendre des marchandises, que les autres pouvoient vendre aussi bien que lui. Ce n'est pas non plus un Monopole, que de se trouver le seul qui transporte des marchandises d'un Pais éloigné, où l'on n'empêche pas que les autres n'en aillent chercher. Un Peuple, qui a abondance de certaines sortes de marchandises, peut aussi légitimement s'engager par un Traité avec quelque autre Peuple, de ne les vendre qu'à lui seul. En effet, il est libre à chacun de vendre son bien quand & à qui bon lui semble; à moins qu'il ne s'agisse d'une chose absolument nécessaire à autrui, & dont on a soi-même de reste: car en ce cas-là les Loix de l'Humanité ne permettent pas de faire aucun Traité qui réduise à une fâcheuse indigence ceux qui ne sauroient avoir sans nous les choses dont ils ne peuvent point se passer. Mais si quelcun, sans être autorisé par un accord fait entre lui, & le maître des marchandises, veut empêcher les autres, ou par force, ou par de sourdes pratiques, d'aller trafiquer dans ce Pais-là, afin que tout le monde soit contraint d'acheter de lui ces sortes de marchandises; il est clair, qu'il pèche contre l'Humanité, & qu'il attente insolemment à la liberté des autres, par une conduite qui tend si visiblement au Monopole.

A l'égard des Monopoles, qui s'exercent de Citoyen à Citoyen, il faut remarquer, qu'il n'est pas illicite d'empêcher, par autorité publique, que tout le monde ne trafique de toutes sortes de choses, sans en avoir acquis le droit par les Loix du Pais. Ainsi, dans la plupart des Etats de l'Europe, il ne suffit pas de savoir faire une certaine sorte de commerce, ou de métier; il faut encore, pour pouvoir l'exercer, s'assujettir à certaines choses. Un Souverain peut aussi accorder à un Citoyen, ou à une Compagnie de Marchands, le privilège de transporter eux seuls de certains lieux une sorte de marchandise; & cela pour plusieurs raisons. Car le commerce, qui se fait dans des Pais fort éloignés, demande de grandes dépenses, avant qu'il soit bien établi; & les commencemens en sont sujets à bien des risques. Il ne seroit donc pas juste, qu'après l'avoir ouvert, avec tant de dangers & de dépenses, les autres vinssent leur en enlever le profit, sans qu'il leur en coûtât rien. D'ailleurs, ces Sociétés privilégiées peuvent, dans un besoin, secourir l'Etat de leurs richesses beaucoup mieux que ne feroient les Particuliers. Il semble aussi, que de cette manière le commerce des marchandises étrangères est plus grand, & s'exerce avec plus de fidélité. On ne pense pas à tant de tromperies, à tant de finesse, à tant de moyens de gagner, lors que le profit doit être mis en commun & partagé également avec d'autres. Mais il est de la prudence du Souverain, de n'accorder ces sortes de privilèges qu'à l'égard des choses qui viennent de lieux fort éloignés, où l'on ne peut aller sans courir quelque risque, & qui sont de telle nature, qu'elles servent plutôt aux commoditez superflues, qu'aux nécessitez absolues de la vie. Il ne faut pas non plus permettre aux Marchands, qui les transportent, d'en hausser le prix à leur fantaisie. Il seroit aussi déraisonnable de fournir occasion à un petit nombre de gens d'amasser des richesses immenses aux dépens de leurs Concitoyens, sans que les premiers procurassent à l'Etat quelque utilité considérable. Enfin, on ne peut guères regarder que comme un Monopole injuste, les défenses que feroit un Prince aux Artisans & aux Laboureurs de ses Etats, de vendre leurs ouvrages & les fruits de leur industrie, qu'à certaines personnes, qui les revendroient ensuite, sur tout si cela avoit lieu par rapport aux autres Sujets. Car de cette manière on voit bien, qu'un petit nombre de gens attireroient à eux les richesses de l'Etat, en appauvrissant & ruinant les autres Citoyens (1). Pour ce

(a) Comme étoit autrefois l'Alun dans l'île de Lipare. *Diod. Sicul. Lib. V. Cap. X. pag. 293. D. Edit. Rhodom.*

§. VII. (1) Il faut remarquer en passant, ajoutoit ici notre Auteur, que *Grotius* (Lib. II. Cap. XII. §. 16.) met mal à propos au rang des Monopoles ce que fit *Joseph*, sur

la révélation qu'il eut des sept années d'abondance, qui devoient être suivies de sept années de famine, *Genes. Chap. XLII.* Car le Roi *Pharaon* n'avoit défendu à per-

qui regarde les Particuliers, considérez simplement comme tels, ils ne sauroient, de leur pure autorité, exercer un Monopole innocent. Car comment est-ce qu'un Particulier, qui n'a ni autorité sur les autres, ni le droit d'employer la force, pourroit directement & de son chef les empêcher de négocier d'une certaine sorte de marchandises? Tout Monopole des Particuliers n'est donc fondé sur aucun droit ni sur aucun privilège, mais se fait uniquement par des tromperies secrètes, & par des complots criminels; comme si quelques Marchands se servent de ruse pour empêcher qu'aucun autre Citoyen n'aille dans les lieux d'où ils transportent certaines marchandises, ou que les Etrangers ne viennent eux-mêmes les vendre dans le Païs; ou si étant d'intelligence ils achètent toutes ces marchandises, & les gardent dans leurs magasins, afin que devenant rares, ils puissent les revendre ensuite à un prix exorbitant : gens qui ne considèrent point, que (2) *la Terre est la mère commune de tous les Hommes*, & qui méritent d'être rigoureusement châtiés, aussi bien que ceux, qui, comme autrefois les Vendeurs d'huile du Marché de Rome, font renchérir les denrées & les marchandises, en se donnant le mot de ne les vendre que sur un certain pied au delà du prix courant. Les Ouvriers & les Artisans imitent aussi quelquefois cette friponnerie (b). Mais on ne doit pas tant blâmer l'adresse de *Thalès*, qui aiant, à ce qu'on dit, prévu, par le moien de l'Astrologie, que l'année suivante il y auroit grande abondance d'huile, prit à ferme tous les Oliviers (c) du Païs.

(b) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XII. §. 16. dans les Notes; & *Cujas*, Observ. X. 19.

(c) *Aristot. Polit.* Lib. I. Cap. XI. Ed. Paris. *Cicér. de Divin.* Lib. I. Cap. XLIX. *Diog. Laërt.* Lib. I. §. 26.

sonne d'amasser du bled pendant les années d'abondance, & il n'empêchoit pas que ceux, à qui il en restoit, ne le vendissent. L'autre exemple, que *Grotius* allègue, n'est pas mieux appliqué: car si ceux d'*Alexandrie* avoient eux seuls presque tout le commerce des Indes & de l'*Ethiopie*, ce n'étoit point en vertu d'aucun privilège, mais

seulement à cause de la situation du Païs; comme il paroît par ce que dit *Strabon*, Lib. XVII. pag. 549. *Edit. Genev. Casaub.*

(2) *H γὰρ ἀνδρῶν μέγας δόξαλα γέ. ὅμως ἃ δέμοι ἔχουσιν, ἀνελκόμενοι αὐτῶν αὐτῶν μέγαν μάρτυρα. Philostrate de Vir. Apoll. Thyas. Lib. I. Cap. XII. princ.*

## CHAPITRE VI.

### Du Contrat de Louage.

En quoi consistent le Contrat de Louage, & celui de Vente.

(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XII. §. 16.

§. I. IL Y A beaucoup de (1) rapport entre le Contrat de Vente, qui vient d'être expliqué, & celui de Louage, dont il s'agit maintenant, par lequel on donne à autrui, moyennant un certain loier ou un certain salaire, l'usage d'une chose, ou de son travail & de sa peine (a). Ainsi ces deux sortes d'engagemens suivent, à peu près, les mêmes règles. Le loier ou le salaire répond au prix de la Vente; & le droit de jouir de la chose louée, ou du travail de celui qui met à prix son industrie, répond au droit de Propriété que l'on acquiert par l'Achat. La Vente est consommée, dès lors qu'on est convenu du prix : le Louage s'accomplit au moment que l'on est convenu du loier ou du salaire (2). Lors que l'on achète pour accommoder le Vendeur, les choses se donnent ordinairement à meilleur marché, que quand la Vente se fait pour l'avantage de l'Acheteur : de même aussi

§. I. (1) *Locatio & conductio proxima est emptioni & venditioni, iisdemque juris regulis consistit. Nam ut emptio & venditio ita contrahitur, si de pretio convenierit; sic & locatio & conductio ita contrahitur, si merces constituta sit: & competit locatori quidem locati actio, conductori vero conductio. Instit. Lib. III. Tit. XXV. princip. Quartu solum de locatione & conductione, si forte rem aliquam utendam sive fruendam tibi aliquis dederit. Ibid. §. 2. At cum illo ut facias; si tale sit factum, quod locari solet, puta, ut tabulam pingas, pecunia data, locatio erit. Digest. Lib. XIX. Tit. V. De praescriptis verbis Sec. Leg. V. §. 2. Voyez, sur toute cette matière, les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par *Danmat*, L. Part. Liv. I. Tit. IV.*

(2) Le Contrat de Louage se renouvelle par une reconduction tacite, lors que, le bail étant expiré, le Preneur continue de jouir de la chose louée, sans que le Bailleur s'y oppose. Car en ce cas-là l'un & l'autre est censé proroger le Contrat pour le même tems, & aux mêmes conditions. Qui impleto tempore conductionis, remansit in conductione, reconduxisse videbitur. .... Quod autem diximus, taciturnitate utriusque partis colonum reconduxisse videri, ita accipiendum est, ut in ipso anno, quo tacuerunt, videantur eandem locationem renovasse, non etiam in sequentibus annis. Digest. Lib. XIX. Tit. II. Locati, conducti, Leg. XIII. §. 11.

aussi une personne, qui vient offrir son service, est obligée de se contenter d'un salaire plus modique, que si on l'étoit allé chercher. Enfin, dans le Contrat de Louage, aussi bien que dans celui de Vente, c'est ordinairement à celui, qui donne, à demander (3) combien il veut avoir pour son paiement; & à celui, qui prend, à mettre le dernier prix. Mais, comme ceux qui achètent, sans faire marché, s'engagent tacitement à paier les choses au prix courant : de même aussi, lors qu'on s'est loué, sans avoir parlé du salaire, on s'en remet à la discrétion & à l'équité de celui, pour qui l'on travaille (b), en sorte pourtant qu'il ne doit pas donner moins que ce qui se paie ordinairement (4). Il est encore de la nature du Contrat de Louage, que, si l'Entrepreneur d'un ouvrage (5) fait quelque perte en y travaillant, c'est pour son compte, & non pour celui de la personne, à qui il avoit loué sa peine.

(b) Voyez *Matth.* XX, 4. & suiv.

§. II. ON demande, si les accidens, qui empêchent ou qui diminuent l'usage de la chose louée, sont aux périls du Preneur, ou du Bailleur? Il y en a qui répondent purement & simplement, que, (1) comme la perte d'une chose vendue est pour le compte de son maître; de même naturellement, & à moins qu'il n'y ait là-dessus quelque clause particulière ajoutée au Contrat de Louage, la stérilité, & les autres accidens semblables, qui empêchent la jouissance de la chose louée, tombent sur le Preneur, en sorte que le Bailleur a droit de lui demander la rente, dont ils sont demeurez d'accord, quand même elle monteroit plus haut que les fruits recueillis. Car, dit-on, dans le tems que le Bailleur a donné au Preneur le droit de jouir de son bien, l'espérance des revenus, que celui-ci s'en promettoit, étoit estimée sur ce pied-là; de sorte que le Bailleur aiant tenu ses engagements, il est juste que le Preneur, de son côté, paie la rente, qu'il a promise. Mais, pour bien décider cette question, il faut, à mon avis, l'examiner d'une manière plus précise & plus distincte. Je dis donc, que, si la chose louée (2) vient à périr sans qu'il y ait de la faute du Preneur, non seulement il n'est point tenu de la paier, mais même dès ce moment-là

En quel cas les accidens survenus sont pour le compte du Bailleur?

(3) *S. A. Indica, fac pretium. D. G. tua merx est, tua indicatio est.*

*Plaut. in Persa, Act. IV. Scén. IV. vers. 37.*

*Aristote* dit, que, dans ces sortes de commerces, celui qui donne semble s'en remettre à la volonté de celui qui reçoit. *Ο δὲ πωλὴς ἀποδίδωκε τὸν πωλῆσαν ὡς αὐτὸς ἐθέλει* [τὸ πωλῆσαν] *Ethic. Nicomach. Lib. IX. Cap. I.* Il allègue là-dessus l'exemple du Sophiste *Protagoras*, que *Platon* fait parler ainsi lui-même dans le Dialogue qui porte son nom, pag. 228. D. *Edir. Francof. Wech.* (je me contente de citer le passage en François selon la traduction de Mr. *Dacier*) Voici le marché que je fais d'ordinaire : Quand quelqu'un a appris de moi, s'il veut, il me paie ce qu'en a coûté de me donner; sinon, il peut aller dans un Temple, &, après avoir juré que ce que je lui ai enseigné vaut tant, déposer la somme qu'il m'a destinée.

(4) C'est, ajoutoit notre Auteur, une misérable chicane que celle dont se servit autrefois *Dénys le Tyran*, pour se dispenser de satisfaire un joueur de flûte, à qui il avoit promis une grande récompense : Je vous ai rendu, lui dit-il, plaisir pour plaisir. Vous m'avez divertie par votre mélodie, je vous ai répondu par l'espérance dont je vous ai flatté. *Plutarch. de auditione, p. 41. D. & de fortuna Alexandri, Orat. II. princ. pag. 333, 334. Aristot. Ethic. Nicomach. Lib. IX. Chap. I.* Mais, dit très-bien *Aristote*, autant vaut-il ne rien recevoir, que de ne pas recevoir ce que l'on s'étoit proposé. *Ὅμως δὲ τὸ μὴδὲν ἵσταναι, ὅταν δὲ ἴστανται μὴ ὑπάρχειν.* Notre Auteur rapportoit encore, & approuvoit en même tems une sentence que prononça autrefois *Boechoris* sur un autre sujet, & dans laquelle il y a une semblable manière d'éluder un paiement. Le conte est un peu libre; c'est pourquoi il suffira de renvoyer à *Plutarque (in Demetrio, pag. 901. D.)* d'où il est tiré.

(5) Par exemple, si un Forgeron, en travaillant pour nous, casse son marteau, ou son enclume, on n'est

point tenu de le lui paier. *Nam & si faber incudem aut malleum fraserit, non imputatur ei, qui locaverit opus. Digest. Lib. XIV. Tit. II. De Lege Rhodia &c. Leg. II. §. 1.* De même, si un Vaisseau de louage aiant essuyé une rude tempête, est obligé de relâcher dans quelque port, pour se radoubier; ces frais tombent sur le Maître du Vaisseau, & non pas sur ceux, à qui appartient la charge. *Ibid. Leg. VI.* Notre Auteur rapportoit ici une Loi qu'il y avoit autrefois chez les *Ephésiens*, par laquelle il étoit porté, que, si les frais d'un bâtiment alloient au delà du quart de ce à quoi un Architecte avoit dit qu'ils monteroient, cet Architecte devoit paier du sien le surplus. *Vitruv. de Architect. Lib. X. Praefat.*

§. II. (1) C'est le sentiment de *Grotius*, Lib. II. Cap. XII. §. 18. où, pour le dire en passant, *Gronovius* a très-mal expliqué ces paroles : *sicut res domino perit* : car il fait dire à ce grand Homme, que, si une chose achetée, & déjà délivrée, vient à périr, c'est pour le compte de celui qui en est actuellement le maître, & non pas de celui qui l'a été. Grande merveille ! comme si personne pouvoit mettre cela en question ! Il ne faut pas être fort pénétrant, pour voir, que *Grotius* parle au contraire d'une chose vendue, mais non encore délivrée, qui néanmoins, selon ce qu'il a dit au commencement du §. 15. est aux périls de l'acheteur, & donc il met la perte en parallèle avec celle des fruits, qui avoient été comme vendus, & qui étoient censés, pour ainsi dire, délivrés au Fermier, autant que cela dépendoit du Propriétaire.

(2) *Si ager terra motu ita corruerit, ut nusquam sit, damno domini esse : oportere enim agrum praestari conductori, ut frui possit. Digest. Lib. XIX. Tit. II. Locati, conducti, Leg. XV. §. 2. in fin. Si capras latrones citra tuam fraudem abegisse probari poterit, iudicio locati casum praestare non cogetur : atque temporis, quod infestum est, mercedi, ut indubitan recipiatur. Ibid. Leg. IX. §. 4.*

(a) Voyez un passage d'Hérodote, cité ci-dessus, Liv. IV. Chap. VII. §. 12. à la marge.

le loier ne court plus (a). En effet, lors qu'on règle la rente, on suppose que la chose subsistera pendant tout le tems que durera le Contrat : ainsi, dès-lors que la chose n'est plus en nature, le Contrat finit de lui-même. De plus, il faut distinguer entre les choses que le Bailleur peut & doit fournir & entretenir en état de servir à un certain usage connu & déterminé, & celles, dans la jouissance desquelles il entre du hazard, en sorte que le Bailleur n'en garantit pas ordinairement l'usage à un certain degré fixe. Il faut mettre au rang des premières, par exemple, une maison louée pour y demeurer ; car le Propriétaire doit la remettre & l'entretenir propre à cet usage, de sorte que si elle vient à être, par exemple, renversée, par un furieux tourbillon, ou endommagée par un incendie voisin, il faut qu'il rabatte du loier à proportion de ce que de tels accidens ont rendu la maison moins logeable (5). En effet on règle le loier d'une maison sur les commoditez que l'on pourra y trouver pendant tout le tems du bail, dans l'état où on la voit au moment du Contrat : lors donc que ces commoditez diminuent, sans qu'il y ait de la faute du Locataire, il est juste que le maître de la maison rabatte à proportion de la rente ; à moins qu'il n'y fasse incessamment les réparations nécessaires, d'une manière qui ne cause au Locataire aucun dommage ni aucune (4) incommodité considérable. De même si un Locataire, ou un Fermier (5) viennent à être expulsés, la rente cesse dès-lors de courir : car en ce cas-là, à parler moralement, la maison & l'héritage sont perdus pour le Propriétaire, jusques à ce que les ennemis, qui s'en emparent, aient été chassés. Mais pour les fruits déjà recueillis, si on les a enlevés au Fermier, la perte est pour lui.

A l'égard du *Louage de la peine & du travail*, il faut remarquer, que, si l'on a fait marché avec quelqu'un pour une chose qui ne l'attache pas continuellement à nôtre service ; on n'est point tenu de le paier, lors qu'il arrive quelque accident, qui l'empêche de nous fournir l'ouvrage ou le travail auquel il s'est engagé. Mais si une personne, qui est à nos gages, devient, par une maladie, ou par quelque autre accident, hors d'état de faire ses fonctions pour un peu de tems ; l'Humanité veut, qu'on ne lui ôte point pour cela son emploi, & qu'on ne retranche même rien de ses gages ; sur tout lors qu'on a lieu d'espérer qu'elle récompensera dans la suite, par des soins redoublés, le tems qu'elle a perdu à son grand regret ; ou lors que, par son application passée, elle a mérité cette reconnaissance.

En quel cas ils tombent sur le Preneur ?

(a) Voyez Digest. Lib. XIX. Tit. II. Locati, conduci, Leg. XV. §. 4.

§. III. MAIS, quand il s'agit de choses dont le revenu est incertain, telles que sont les terres, les jardins, les vignes, la pêche des rivières, &c. comme le profit extraordinaire est pour le Preneur ; la perte, qui survient par une diminution des revenus ordinaires, tombe aussi sur lui, en sorte qu'à la rigueur le Bailleur n'est point tenu de rien relâcher de la rente ; d'autant mieux que la stérilité d'une année est ordinairement compensée par l'abondance d'une autre (a). En effet un bon ménager ne donne ni ne prend à loüage ces sortes de choses pour une seule année. En vain objecteroit-on ici la maxime commune, que *personne ne doit s'enrichir au détriment d'un autre*. Car, par la même raison, le Preneur seroit en droit, dans les années d'abondance extraordinaire, de demander une augmentation de rente : cependant on se moqueroit de lui, s'il avoit de telles prétensions. D'ailleurs, comme pour l'ordinaire les revenus d'une année ne sont pas égaux à ceux de l'autre, le Bailleur aime mieux avoir une rente modique, mais fixe, qu'une rente qui dépende du revenu incertain de chaque année. Le Preneur, d'autre côté, est bien aisé de savoir que

don-

(3) Si vitium adificium necessarium demolitus esset, pro portione, quanti domus pradiorum locasset, quod ejus temporis habitatores habitare non potuissent, rationem duci, & tanti litum estimari. Ibid. Leg. XXX. princip. Voyez aussi Leg. XV. §. 1.

(4) Habitatores non, si paulo minus commodè aliqua parte canaculi mererentur, statim deductionem ex mercede facere oportet : ea enim condicione habitatores esse, ut, si quid transversarium incidisset, quonobrem domum ali-

quid demoliri oporteret, aliquam partem parvulam incommodi sustineret ; non ita tamen, ut eam partem canaculi domus aperuisset, in qua magnam partem usus habitator haberet. Ibid. Leg. XXVII. princip. Au reste, que le Propriétaire soit obligé à faire les réparations nécessaires, cela paroît par la Loi XV. §. 1.

(5) Voyez, dans le même Titre, Leg. XXXIII. in fin. & XXXV. princip.

donner, pour avoir un profit incertain; de sorte que s'il est trompé dans ses espérances, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Il y a néanmoins ici un tempérament d'équité; c'est celui qui est proposé dans le Droit Romain, où l'on distingue (1) entre les accidens extraordinaires, comme le débordement d'une rivière, l'irruption de certains Oiseaux, la guerre, une grande gelée, une sécheresse extrême; & les accidens ordinaires, c'est-à-dire, qui sont une suite de la nature même du fonds & des fruits, ou de quelque événement que l'on voit arriver tous les jours. Dans le premier cas, c'est bien assez pour le Fermier de perdre ce qu'il a semé, sans qu'il doive encore payer la rente, & souffrir ainsi un double dommage. Dans l'autre, il doit se résoudre à supporter une perte légère, ou une petite diminution des revenus qu'il s'étoit promis; puis que, si ces revenus étoient montés au delà de ses espérances, on ne lui en auroit rien ôté. Autrement, si, pour la moindre perte, un Fermier pouvoit demander une diminution de la rente, cela donneroit lieu à une infinité de procès fort embrouillez. Et c'est pour cela qu'on règle la rente des fonds sur le pied de ce qu'ils produisent dans les années d'une médiocre récolte; afin qu'une perte légère ne fournisse pas occasion aux Fermiers de se plaindre. De dire maintenant, jusques où doit aller précisément la perte qui suffit pour demander un rabais de loier, c'est sur quoi on ne sauroit établir de règle générale; mais il en faut laisser la détermination au jugement équitable d'un Arbitre, qui aura égard à toutes les circonstances particulières. Il y a une autre chose à remarquer au sujet des Fermiers; c'est qu'ils prennent souvent à ferme un héritage, à condition qu'ils ne paieront pour la rente que le surplus du produit qui en revient, après en avoir ôté les frais de la culture; c'est-à-dire que le Fermier, qui est alors comme valet à gages, défalque avant toutes choses la valeur de son travail; & qu'ainsi la perte d'une mauvaise récolte ne retombe ordinairement que sur le Propriétaire.

Si celui, qui avoit pris une chose à louage, se trouve, par quelque accident, hors d'état d'en jouir, & que le Bailleur la réloue à un tiers, ou en tire lui-même, de quelque manière que ce soit, les usages ou les revenus, qui étoient dûs au premier Preneur; il doit lui rendre tout ce qu'il en aura tiré, ou le lui tenir en compte sur le paiement de la rente.

Au reste, si l'on veut savoir, quels sont les engagements de celui qui prend une chose à louage, comme aussi de celui qui se charge d'un ouvrage ou d'un travail, on les trouvera marquez dans quelques Loix du Droit Romain, où il est dit en substance: (2) que le Preneur doit jouir en bon père de famille de ce qu'il tient à loier; & que si quelque chose pé-

§. III. (1) Servius omnem vim, cui resisti non potest, dominum colono prestare debere ait: ut puta, fluminum, graviorum, furorum, & si quid simile acciderit, aut si incursus hostium fiat. Si qua tamen vitia ex ipsa re oriuntur, hac damno coloni esse: veluti si vinum coaruerit; si rancis, aut herbis segutes corrupta sint. Sed & si labes facta sit, omnemque fructum tulerit, damnum coloni non esse, ne supra damnum seminis amissi mercedes agri prestare cogatur. Sed & si uredo fructum olea corruperit, aut solis fervore non adjueto id acciderit, damnum domini futurum. Si vero nihil extra consuetudinem acciderit, damnum coloni esse. Idemque dicendum, si exercitus prateriens per lasciviam aliquid abstulit. Ibid. Leg. XV. §. 2. Vis major, quam Grati Ovis flevit, id est, vim divinam appellant, non debet conductori damnoza esse, si plus, quam tolerabile est, laesi fuerint fructus: alioquin modicum damnum equo animo ferre debet colonus, cui immidicum lucrum non auferretur. Ibid. Leg. XXV. §. 6. Mr. Titius (in Lauterbach, Observ. DCX.) croit, que cette circonstance marquée dans la dernière Loi, je veux dire, que le Fermier ne soit pas en état de supporter une telle perte; est ce à quoi il faut faire ici le plus d'attention. En effet, bien loin que toute mauvaise récolte soit préjudiciable à un Fermier, on voit que ceux, qui tiennent de grandes Fermes, aime-  
ment mieux une année de stérilité, qu'une année d'a-

bondance, parce que, moins il y a de denrées, & plus ils vendent cher les leurs. Ainsi, selon le même Auteur, tout ce que l'on dit ordinairement du rabais de la rente, ne regarde guères que les pauvres, ou les gens peu accommodés, qui tiennent de petites Fermes.

(2) J'ai emprunté ces trois ou quatre lignes de l'Abbégé (De Officio Hom. & Civ. Lib. I. Cap. XV. §. 10.) pour donner une idée générale du contenu des Loix auxquelles notre Auteur se contente ici de renvoyer le Lecteur. Conductor autem omnia secundum legem conductionis facere debet: & si quid in lege pratermissum fuerit, id ex bono & equo prestare. Qui pro usu aut vestimentorum, aut argenti, aut jumenti, mercedem aut dedit, aut promissit; ab eo custodia talis desideratur, qualem diligentissimi paterfamilias suis rebus adhibet: quam si praestiterit, & aliquo casu fortuito eam rem amiserit, de restituenda ea non tenebitur. Instit. Lib. III. Tit. XXV. §. 5. Celsus etiam imperitiam culpa adnumerandam... scripsit. Si quis vitulos pascendos, vel sartendum quid poliendumve conduxit, culpam eum prestare debere, & quod imperitia peccavit, culpam esse: quippe ut arifex (inquit) conduxit. Digest. ubi supra, Leg. IX. §. 5. Voyez aussi les §. 2, 3, & les Loix XI. XII. XIII. XXV. §. 3, 4, 7, 8. XXVII. XXX. §. 4. XXXVIII. LV. §. 1, 2. LX. §. 2. LXI. princip.



Si l'on peut se faire paier solidairement par chacun d'un service qui tourne à l'avantage de plusieurs personnes à la fois ?  
(a) Lib. II. Cap. XII. §. 19.

rit ou se perd par sa faute, il doit dédommager le Propriétaire. Par la même raison, l'Entrepreneur d'un ouvrage est responsable de ce qui s'est gâté ou détérioré par sa faute (3).

§. IV. ON demande encore ici, si, lors que l'on a entrepris, pour les affaires d'une personne, à qui l'on se fait paier raisonnablement sa peine, un voyage, ou quelque autre chose de semblable, en quoi l'on peut tout d'un tems rendre service à une ou plusieurs autres personnes, sans qu'il nous en coûte davantage; si, dis-je, en ce cas-là il est permis d'exiger des derniers le même salaire, que du premier? *Grotius* (a) croit, qu'il n'y a rien là que de très-innocent, à moins que quelque Loi Civile ne le défende. Car, dit-il, que ce que l'on entreprend se trouve ou ne se trouve pas utile en même tems à plusieurs autres, cela n'entre pour rien dans l'essence du Contrat passé avec le premier, & ne diminue rien, par rapport à lui, du prix de la peine à laquelle on s'est engagé pour son service. Mais, quoi qu'à la rigueur le second Contrat ne soit peut-être pas contraire aux Loix de la Justice proprement ainsi nommée, il ne s'accorde guères, à mon avis, avec les maximes naturelles de l'Equité & de l'Humanité. En effet, dès lors qu'un seul homme nous paie notre peine tout ce qu'elle vaut en elle-même; si, sans qu'il en coûte davantage, l'on peut en même tems s'employer pour d'autres, ce que l'on fait pour ceux-ci n'est, par rapport à eux, qu'un service d'une utilité innocente. Cependant, comme il paroît y avoir de la dureté à charger de tout le salaire celui qui le premier s'est engagé solidairement à le paier; l'Equité veut que les autres y entrent pour leur part. Ainsi, on voit tous les jours que, quand une personne a loué un Vaisseau, le maître ne peut recevoir aucun autre sur son bord, sans qu'elle y consente; & en ce cas-là elle profite de ce que donnent les passagers pour leur voiture. Mais à l'égard des métiers, dont le prix dépend de leur rareté, & du petit nombre des Ouvriers; quoi que l'on enseigne en même tems plusieurs apprentis, on peut fort bien faire paier à chacun autant qu'il donneroit, s'il étoit seul à prendre leçon. En effet, quoi qu'on ne prenne pas plus de peine pour dix, & pour cent, que pour un; plus le nombre de ceux à qui l'on communique la science, est grand, & plus le prix diminue: ainsi il est juste de s'en dédommager par quelque endroit. Au reste, il y en a qui prétendent, que le salaire qu'on reçoit de ceux, à qui l'on enseigne les Arts Libéraux, n'est pas fondé sur un Contrat de Louage, mais sur un Contrat sans nom, de faire, afin que l'on nous donne; les Sciences & l'Erudition n'étant pas susceptibles d'une estimation faite à prix d'argent (b). Quoi qu'il en soit, ce Contrat a du moins ceci de commun avec les *Louages du travail & de l'industrie*, qu'on n'est pas toujours responsable du succès, & que pourvu qu'on ait apporté la fidélité & les soins nécessaires, on ne laisse pas de pouvoir demander son salaire, quand même on auroit travaillé en vain (c). Il ne faut pas néanmoins blâmer les sentimens de *Socrate*, qui ne prenoit point d'argent de ses disciples (1), croiant sa peine suffisamment récompensée par le plaisir qu'il avoit de s'être aquis leur amitié.

(b) Voyez ci-dessus, Chap. I. §. 5. Not. 2. & §. 6. Not. 2. & le Traité de *Lucien*, de mercede conduct. (c) Voyez *Juvénal*, Satyr. VII, 159. & seqq. *Enrippe*, *Hippol.* *coron.* vers. 921, 922. *Libanius*, *Declam.* XXIX. pag. 676. A. Ed. *Paris*, *Morell*, *Lucian.* in *Hermot.* *Bernier*, *Rélation du Mogol*, Part. dern. p. 57.

(1) Il y avoit, (ajoutoit ici notre Auteur) parmi les anciens Egyptiens, une Loi, par laquelle les Médecins qui n'avoient pas traité un malade dans les formes, étoient punis de mort. *Diodor. Sicul.* Lib. I. C. LXXXII. Dans le Royaume de *Tunquin*, (comme il le remarquoit encore en passant) dès le commencement de la maladie on traite avec le Médecin, à condition qu'on lui donnera tant, si le Malade guérit, mais que, si le Malade meurt, il n'aura rien. Par ce moien on prétend avoir trouvé le vrai secret de rendre les Médecins soigneux & circonspects. Le Voyageur, qui rapporte ceci (*Alexand. de Rhod.* Itiner. Part. II. Cap. XXX.) parle aussi d'un Médecin, qui étant appelé auprès d'un Malade, disoit aux Parens qui faisoient marché avec lui; Que, si le Malade étoit jeune, il ne voudroit pas le traiter pour moins de cent écus; mais que, puis qu'il le voioit d'un âge assez avancé, il se contenteroit de vingt: & il en rea-

doit cette raison, que sa vie, qu'il donneroit au Malade, ne pouvoit pas être fort longue. Notre Auteur auroit pu se passer de rapporter ces petits contes.

§. IV. (1) On trouvera les paroles de ce Philosophe dans l'Edition Gréque de *Xénophon*, par *Henri Etienne*, p. 426. à la fin du II. Livre des *Choses mémorables*. Notre Auteur remarquoit, qu'il y avoit autrefois à Rome des Ecrivains, qui prioient & paioient même quelquefois des gens, pour entendre déclamer leurs Pièces. Mais pour ce qu'il disoit encore, que long tems auparavant il y avoit un Philosophe Grec, nommé *Eschine*, qui donnoit de l'argent à ses Auditeurs; cela n'est fondé que sur une méchante traduction des termes dont se sert *Diogène Laërce*, Lib. II. §. 62. *ἀπαίομενος ὃ δαγόμενος αὐτοῦ*: qui signifient au contraire, qu'*Eschine* prenoit de l'argent de ses Auditeurs; comme l'a remarqué *Aldebrandin*.

## CHAPITRE VII.

## Du Prêt à consommation, &amp; des Intérêts.

§. I. **L**E Prêt à consommation (1), c'est lors que l'on donne à quelqu'un une chose susceptible de fonction, à la charge de nous rendre dans un certain tems autant qu'il a reçu de la même espece, & de pareille qualité.

On appelle susceptibles de (a) fonction ou d'équivalent, les choses, dont chacune tient lieu de toute autre de même espece, en sorte que quiconque reçoit autant qu'il avoit donné de la même sorte, & de pareille qualité, est censé recouvrer la même chose. C'est par là que le Prêt à consommation diffère du Prêt à usage, & du Contrat de Louage: car dans ces deux derniers on s'engage à rendre la chose même en espece, de sorte que celui de qui on l'a empruntée, ou louée, n'est point (2) obligé de se contenter de l'équivalent; & cela non seulement parce qu'en matière de ces sortes de choses il est ordinairement assez difficile d'en substituer d'autres qui soient précisément d'égale valeur, mais encore parce que telle est la Loi expresse du Contrat, que l'on prétend ravoïr la chose même en espece. Au lieu que, quand une personne, à qui l'on a prêté, par exemple, un boisseau de bled, nous rend un boisseau d'autre bled aussi bon que celui qu'elle a reçu, on est censé recouvrer précisément le même que l'on avoit donné. On dit encore, que ces sortes de choses se donnent au poids, au nombre, & à la mesure, parce que le nombre, le poids, & la mesure servent à déterminer & spécifier ce qu'il faut rendre; au lieu que, dans les autres, la nature même de la chose suffit pour le faire connoître distinctement. C'est pour cela que les dernières sont appelées des choses en espece; au lieu qu'on désigne les premières par le nom de quelque quantité. Il faut remarquer pourtant, que les bœufs, par exemple, ne sont pas des choses susceptibles de fonction ou d'équivalent, quoi qu'on vende à la fois cinquante ou cent de ces animaux, & qu'on les compte en les vendant. Car alors le nombre sert seulement à marquer combien de choses en espece l'on achete, & non pas à fixer une certaine quantité, dont chaque partie puisse être appliquée indifféremment à plusieurs choses individuelles de même sorte (b).

Définition du Prêt à consommation; & ce que c'est qu'une chose susceptible de fonction.

(a) Res fungibiles, ou, comme parlent les Jurisconsultes Romains, Dig. Lib. XII. Tit. I. Leg. II. §. 1. qua functionem in suo genere recipiunt.

(b) Voir Fac. Gothofred. Diff. de aequalitate & functione in mutuo.

Il y a deux usages de ces sortes de choses.

§. II. LES choses susceptibles de fonction ou d'équivalent ont deux usages, l'un ordinaire, l'autre extraordinaire. Celui-ci consiste à s'en servir simplement pour la parade. Par exemple, comme il importe beaucoup à un homme agé, qui cherche femme, de passer pour riche, supposons qu'un Vieillard peu accommodé emprunte une somme d'argent pour la mettre dans son coffre, afin de la faire voir adroitement à la maîtresse qui doit venir chez lui. En ce cas-là il ne devient pas Propriétaire des especes qu'on lui a prêtées, mais il doit les rendre telles qu'il les a reçues; de sorte que c'est un simple Prêt à usage. Mais l'emploi ordinaire de ces sortes de choses consiste à les consumer; en sorte qu'on ne s'en sert proprement & directement que quand on les emploie d'une manière qui fait qu'elles ne subsistent plus pour nous, ou qu'elles cessent d'être au nombre de nos biens. Cela est clair à l'égard du bled, du vin, & des autres choses nécessaires à la nourriture du Corps. Pour l'argent, on ne sauroit en rien acheter, ni en paier les dettes, si on ne l'aliène, ou si l'on ne s'en défait; de sorte que, quoi qu'il subsiste entre les mains d'autrui, il est com-

me:

§. I. (1) Mutui autem datio in iis rebus consistit, quae pondere, numero, mensura constant: veluti vino, oleo, frumento, pecunia numerata, aere, argento, auro, quae res aut numerando, aut metiendo, aut appendendo in hoc dantur, ut accipientium fiant. Et quoniam nobis non eadem res, sed alia ejusdem naturae & qualitatis redduntur: inde

etiam mutuum appellatum est, quia ira à me tibi datur, ut ex meo tuum fiat. Institur. Lib. III. Tit. XV. princip.

(2) Nam in ceteris rebus ideo in creditum ire non possumus, quia aliud pro alio invito creditori solvi non potest. Digest. Lib. XII. Tit. I. De rebus creditis, &c. Leg. II. §. 1.

me anéanti par rapport à nous. Lors donc que l'on donne à quelqu'un ces sortes de choses pour en faire l'usage ordinaire, non en forme d'échange, mais à condition qu'il nous les rendra; on ne peut recouvrer que l'équivalent, ou une égale quantité de la même espèce.

Quelles sont celles qui se prêtent le plus souvent ?

(a) Voyez *Digest. ubi supra*, Leg. II. §. 1.

(b) Voyez *Plin. Hist. Natur. Lib. IX. Cap. LV.*

§. III. Les choses susceptibles de fonction, dont l'usage est le plus ordinairement dans le commerce, sont, parmi ce que l'on prend au nombre, l'argent monnoyé; parmi ce que l'on prend au poids, l'Or & l'Argent massifs, le Pain; parmi ce que l'on mesure, le Bled, le Sel, le Vin, la Bière, l'Huile (a), & en général toutes sortes de vivres, par exemple, la Viande, les Oeufs, le Lait, & même certaines Bêtes entières & en vie, considérées comme bonnes à manger. En effet, si l'on veut donner un repas, & qu'on n'ait pas chez soi assez de provisions, ou de quoi en acheter; on empruntera de son voisin non seulement des œufs, ou quelques livres de viande, mais encore du poisson, des écrevisses, des poules, des oies, & même des moutons & des veaux, à condition de lui en rendre autant de même espèce (b). On peut aussi quelquefois mettre au rang des choses susceptibles de fonction, le Papier blanc, entant que, quand on y a une fois barbouillé quelque chose, il devient inutile à tout autre qui voudroit y écrire, & même généralement toute sorte de marchandises mesurables, dont il se trouve par tout de pareilles d'une égale bonté, & qui étant employées à leur naturel & principal usage ne sauroient être entièrement remises dans leur première forme. Car, quoi qu'ordinairement on vende ces sortes de choses, on les prête aussi quelquefois. Supposé, par exemple, qu'on ait dans le coffre quelques aunes de drap, que l'on avoit acheté pour en faire quelque jour un habit, & qu'un ami, en ayant grand besoin ne trouve pas dans ce moment-là à en acheter de pareil; on peut lui céder cette pièce à la charge qu'il nous en rendra autant, & de la même qualité.

Du Prêt tacite.

(a) Voyez *Paul. Warnefrid. de gestis Longobardor.* au sujet de l'argent que l'Empereur Maurice redemandoit à *Childeric*, Roi de France &c.

Si le Prêt à consommation est une aliénation ?

§. IV. IL y a une espèce de *Prêt tacite*, qui se fait, par exemple, lors que, sans le savoir, on paie quelqu'un, à qui l'on ne doit rien, ou lors que l'on donne quelque chose en vûe d'une condition qui ne se vérifie pas ensuite par l'événement (a). Car, comme en ces cas-là on ne donne pas gratuitement, mais parce que l'on croit devoir, ou à dessein de recevoir l'équivalent; & que néanmoins celui, à qui l'on a déliyré la chose, en est devenu le maître: c'est tout comme si on la lui avoit prêtée (1), & on peut la redemander sur ce pied-là. C'est sur ce Prêt tacite, autrement nommé *Quasi-Contrat* par les Jurisconsultes Romains, que sont fondées l'action personnelle de l'indû (2), & l'action personnelle pour chose donnée, & cause non ensuivie (3).

§. V. IL y a eu une grande dispute entre *Saumaïse*, & quelques Jurisconsultes, sur la question, si, dans le Prêt à consommation, on aliène la chose prêtée? Pour dire là-dessus ce que je pense, il est clair, que l'usage ordinaire des choses, que l'on emprunte à condition de rendre l'équivalent, consistant dans la consommation; le Créancier, en les déliyrant au Débiteur, doit lui donner en même tems plein pouvoir d'en disposer, ce qui ne peut se concevoir sans un droit de Propriété. Cependant comme l'un ne donne, qu'à la charge de recouvrer l'équivalent, & que l'autre ne reçoit qu'avec promesse de rendre; les biens du Débiteur ne sont point censés augmenter par là, ni ceux du Créancier diminuer: tout ce qu'il y a, c'est que le dernier, en la place de son bien, acquiert action personnelle contre le Débiteur, ou le droit de le poursuivre en Justice; ce qui, à cause de la peine que l'on peut avoir à se faire paier, & des risques que l'on court de ne l'être pas, est regardé comme une acquisition moins considérable, que la chose dont on se dépouille par le Prêt. De là

§. IV. (1) Il n'est nullement nécessaire de supposer ici un Prêt tacite: la nature même de l'affaire montre assez la nécessité de la restitution, comme il paroît par ce que l'Auteur même dit. Que s'il suffit de rendre l'équivalent, il ne s'ensuit pourtant pas que ce soit en vertu d'un Prêt tacite: mais c'est que la nature de la chose donnée ne permet pas de la rendre autrement. Voyez ce

que l'on a dit sur les *Quasi-Contrats* dans plusieurs Notes ci-dessus, entr'autres sur Liv. IV. Chap. XIII. §. 13.

(2) On a expliqué ces termes de Jurisprudence, dans les Notes sur Liv. IV. Chap. IX. §. 4.

(3) L'Auteur faisoit ici, en passant, une remarque, qui sera mieux placée dans une Note sur le dernier paragraphe de ce Chapitre.

§. V.

Il vient que, comme d'un côté les dettes actives font partie des biens d'une personne, de l'autre chacun n'a qu'autant qu'il lui resteroit, toutes dettes payées; de sorte que quand un homme doit moins qu'il n'a vaillant (a), on peut dire qu'il a moins que rien. En un mot, quand on prête de l'argent à quelqu'un, on aliène à la vérité les especes qu'on lui donne, mais en sorte que l'on ne prétend ni rien ajouter aux biens de celui qui emprunte (1), ni rien diminuer des siens propres.

(a) Voyez ce que dit Césaire de lui-même, dans *Ap-pien*, de Bell. Civ. lib. II. pag. 432. B. Edit. H. Stephan.

§. VI. IL est plus important de bien décider une autre question, que l'on fait ici, savoir, si, lors qu'entre le tems du Prêt, & celui du paiement, il arrive du changement dans la Monnoie, on doit rendre l'argent, que l'on avoit emprunté, sur le pied de ce qu'il valoit au moment du Contrat, ou bien à raison de ce qu'il vaut au terme du paiement? La plupart des Savans distinguent ici entre la *bonté intrinsèque*, & la *bonté extrinsèque* de la Monnoie: dont la première dépend de la quantité d'un certain aloi; & l'autre, de la valeur que le Magistrat attache aux especes. Lors qu'il arrive du changement à l'égard de la première, c'est-à-dire, lors que l'on diminue quelque chose de l'aloi ou du poids des especes, (car le changement ne se fait guères qu'en pis) il faut selon eux, rendre l'argent prêté sur le pied de ce qu'il valoit lors qu'on l'a emprunté. Car, disent-ils, on a stipulé tacitement par le Contrat, que le Débiteur rendroit non seulement une chose de même sorte, mais encore de pareille bonté; autrement ce ne seroit pas la même quantité. Si donc la valeur intrinsèque de la Monnoie nouvellement frappée est diminuée d'un quart; celui, qui a reçu cent Ecus en anciennes especes, en doit rendre cent-vingt-cinq des nouvelles. Au contraire, si l'on avoit emprunté cent pièces, dont l'aloi fût moitié cuivre, & qu'en refondant cette monnaie on l'eût faite toute d'argent, il ne faudroit rendre que cinquante pièces. Car quoi que le Souverain ait droit de hausser ou de baisser la valeur des especes, qui sont de même aloi; cependant, lors que cette valeur extrinsèque est fort différente de l'intrinsèque, le prix des marchandises doit se régler sur la dernière, plutôt que sur la première, ou sur le nom des especes; d'autant mieux que, sans cela, on réduiroit le commerce avec les étrangers à de simples échanges. Ainsi, supposé que l'aloi de la Monnaie soit diminué d'un quart, il faudra donner cent-vingt-cinq Ecus d'une marchandise, que l'on pouvoit avoir auparavant pour cent Ecus. De sorte que, si celui, à qui j'avois prêté cent Ecus de l'ancienne Monnaie, ne m'en rendoit pas davantage de la nouvelle, je recevrais véritablement un quart de moins que je ne lui ai donné.

S'il faut avoir égard au changement de la valeur intrinsèque de la Monnaie, arrivé depuis qu'on a prêté de l'argent?

§. VII. MAIS lors que, sans rien changer à la valeur intrinsèque, on augmente ou l'on diminue la valeur extrinsèque des especes, ces mêmes Auteurs prétendent, que cette augmentation & cette diminution sont au profit ou aux périls du Débiteur. Si, par exemple, l'on a prêté cent Ecus en espece, qui valoient alors quarante-huit sous, & qui ont été mis depuis à cinquante-deux; le Débiteur, qui paie en petite monnaie, n'est obligé de donner que quarante-huit sous pour un Ecu; &, s'il paie en Ecus, il peut rabattre quatre sous par Ecu, de sorte qu'il ne doit rendre que quatre-vingt-douze Ecus en espece. Au contraire, si les Ecus ne valoient plus que quarante-quatre sous, il faudroit qu'il comptât quatre sous de plus par Ecu en petite monnaie, & cent-huit Ecus en espece. Mais cette décision ne me paroît pas hors de toute difficulté. Car, dans le premier cas, le Créancier

Si l'on doit avoir égard à la valeur extrinsèque des especes?

§. V. (1) C'est-à-dire que, (comme le remarque très-bien Mr. La Placette, dans son *Traité de l'Intérêt*, Chap. XII. pag. 133.) si celui, qui prête, transfère à l'autre la Propriété de la chose même en espece, il s'en réserve néanmoins la valeur. Or cette valeur subsiste toujours. On fait où elle est. On voit bien qu'elle se trouve entre les mains du Débiteur: mais il est clair aussi, que le Débiteur n'en est pas le maître. Si cela étoit, il pourroit en disposer absolument à sa fantaisie: il pourroit la donner, la dissiper, la jouer; ce qui certainement ne lui est pas permis. Le Créancier au contraire peut en faire présent au Débiteur même, ou à quelque autre: il peut se

la faire rendre, la céder, la dépenser, en un mot en disposer comme bon lui semble. Voyez le reste de ce Chap. & du précédent, dans le *Traité* d'où j'ai tiré ceci. Notre Auteur remarquoit, que c'est pour cela qu'en Latin une dette, ou l'argent que l'on emprunte, s'appelle *as alienum*, comme qui diroit, *argent d'autrui*: non que le Débiteur n'acquière pas la Propriété des especes qu'il reçoit, mais parce qu'il ne l'acquiert qu'à la charge d'en rendre autant de même valeur. Au contraire, un homme, qui ne doit rien, peut dire: *Meo sum dives in are.*

peut répondre, que, s'il eût gardé ses Ecus, il auroit profité du rehaussement de cette monnaie; & qu'ainsi le Débiteur s'enrichit à son détriment. Le Débiteur, à son tour, fera la même plainte, dans l'autre cas. Il faut donc ici examiner encore, si l'on a prêté à la charge que le Débiteur rendroit en espèce autant d'Ecus, par exemple, qu'il en a reçu, ou bien si on les lui a donnés simplement sur le pied de monnaie courante: de plus, si la valeur de toutes les espèces a été changée, ou seulement celle d'une sorte de Monnaie. Dans le premier cas, il faut sans contredit rendre un pareil nombre d'espèces. Dans le second, la décision, dont nous venons de parler, a lieu certainement; d'où vient que, pour l'ordinaire, quand on prête de cette manière cent Ecus, on en spécifie la valeur en une autre sorte d'espèces, par exemple, on ajoute, cent Ecus valant quarante-huit sous. Pour le troisième cas, c'est-à-dire, lors que la valeur de toute la Monnaie en général vient à changer, selon la rareté ou l'abondance des autres choses, il faut en juger par les principes, que j'ai (a) établis ci-dessus; quoi que jusques ici ce ne soit guères l'usage, d'avoir égard à ce changement général de la valeur des Monnaies, dans le paiement des dettes contractées auparavant. Enfin, au sujet du quatrième cas, il faut remarquer, que quand la valeur extrinsèque d'une seule sorte de Monnaie est rehaussée, sans aucune augmentation de la valeur intrinsèque, la valeur des autres espèces diminue aussi ordinairement. Par exemple, lors que les Ecus, qui valoient quarante-huit sous, sont mis à cinquante-deux, sans qu'on ait fait le moindre changement dans la qualité de l'alloy ou dans le poids, c'est une marque que la bonté intrinsèque de ces espèces est diminuée. De sorte que, si l'on avoit prêté cent Ecus en espèce, & que le Débiteur voulût nous paier en sous, il faudroit qu'il nous donnât cinquante-deux sous pour un Ecu, & non pas quarante-huit. Mais, si l'on avoit prêté en monnaie courante, l'augmentation des espèces seroit au profit du Débiteur; à moins que la somme prêtée ne fût fort grosse, ou le rehaussement de la Monnaie excessif.

Pour les autres choses susceptibles de fonction ou d'équivalent, pourvu qu'on les rende au terme & au lieu réglé, on n'a aucun égard à l'augmentation ou à la diminution de prix survenue depuis le Prêt, mais le profit & la perte sont pour le Prêteur; à moins qu'il n'en ait été autrement convenu. Mais si l'Emprunteur est en demeure de rendre, & que depuis ce retardement la chose vienne à changer de prix (1); la perte est toute pour lui.

§. VIII. UNE autre question, que l'on agite ici avec beaucoup de chaleur, c'est celle qui concerne les *Intérêts*, que le Débiteur donne ordinairement au Créancier (1). La Loi divine de Moïse (a) défendoit aux Hébreux de prendre aucun intérêt de ceux de leur Nation, mais elle le leur permettoit à l'égard des étrangers. Et voici comment les Docteurs (b) Juifs expliquent cette Loi. Selon eux, d'Hébreu à Hébreu il étoit illicite non seulement de prendre intérêt, mais encore de le donner, & même de servir d'entremetteur, de secrétaire, de notaire, ou de témoin, dans un Contrat de Prêt à usure. On pouvoit néanmoins placer l'argent d'un Pupille chez quelque homme riche, qui s'engageât à lui donner une partie du profit qu'il en retireroit, & à prendre toute la perte sur son compte. Or ils distinguent deux sortes d'*Intérêts*, les uns proprement ainsi dits, qui sont stipulés ou reçus pendant le tems du Contrat; les autres indirects (c), & qui, selon eux, n'étoient illicites qu'en vertu des décisions de leurs Ancêtres. On désobéit à la Loi divine, qui défend

(a) Chap. I. §. dernier, de ce Livre.

Sentiment des Docteurs Juifs sur les Intérêts.  
(a) Exod. XXII, 25. Levit. XXV, 37. Deuter. XXIII, 19.  
(b) Selden. de J. N. & G. sec. Hebr. Lib. VI. Cap. IX.

(c) Ils appelloient ceux-ci la *poudre de l'usure*.

§. VII. (1) *Vinum, quod nautum datum erat, per judicem petium est: quasitum est, cujus temporis estimatio fieret. . . . Sabinus respondit, si dictum esset, quo tempore redderetur, quanti tunc fuisset: si non, quanti tunc cum petium esset. Interrogavi, cujus loci pretium sequi oporteat? Respondit, si convenisset, ut certo loco redderetur, quanti eo loco esset: si dictum non esset, quanti ubi esset petium. Digest. Lib. XII. Tit. I. De rebus creditis &c. Leg. XXII. Voyez aussi Lib. XIII. Tit. III. De conditione triticaria, Leg. IV. & Tit. IV. De eo quod certo loco dari oportet.*

§. VIII. (1) Il faut, ajoutoit notre Auteur, examiner cette question avec d'autant plus de soin, que la plupart

des gens d'aujourd'hui ne sont pas du sentiment des anciens Perses, qui, au rapport de Plutarque, (*De vitando are alieno*, pag. 329. C. Edit. Weck.) tiennent le Mensonge pour le plus grand des péchez, après celui qui consiste à emprunter de l'argent; parce qu'il arrive souvent aux Débiteurs de mentir. Hérodote met le Mensonge au premier rang; en quoi il a plus de raison, selon notre Auteur, qui pouvoit bien néanmoins se passer de rapporter ce passage, puis que la question, dont il s'agit, se rapporte directement au Prêteur, & nullement à l'Emprunteur.

send les premiers, non seulement lors qu'on reçoit plus que l'on n'avoit prêté d'une chose de même espece, mais encore si, en considération du Prêt, l'Emprunteur laisse demeurer le Prêteur dans sa maison ou dans sa métairie; sans lui demander aucune rente, jusques à ce qu'il lui ait payé la dette; ou s'il lui loue sa maison ou sa métairie à meilleur marché qu'il ne pourroit la louer à un autre; ou s'il lui donne en gage une chose, pour en retirer les fruits pendant tout le tems de la dette. Cependant on n'étoit point sujet à recevoir des coups pour avoir pris quelque intérêt d'une chose prêtée, comme les Juges y condamnoient ordinairement ceux qui violoient les autres Loix divines; il falloit seulement restituer ces intérêts. Mais les Héritiers n'y étoient point tenus à l'égard de l'argent, & des autres choses susceptibles de fonction: on se contenoit, que pour l'honneur du défunt, ils rendissent les vaisseaux, les habits, les outils, & les bêtes, qui se trouvoient parmi les biens, & cela même supposé qu'il se fût repenti, & qu'il eût eu dessein de restituer lui-même avant que de mourir. Il étoit aussi défendu aux personnes sans lettres de recevoir le moindre présent d'un homme, tant qu'il étoit leur Débiteur. Mais les Docteurs de la Loi avoient cette permission, parce qu'on présuinoit que des gens si versés dans l'étude de la Loi, qui défend le Prêt à intérêt, n'avoient garde de la violer, & qu'ils recevoient ces présens comme un simple effet de l'honnêteté ou de la libéralité de leur Débiteur. A l'égard de l'Usure indirecte, elle comprenoit toute sorte d'émolument & de reconnaissance que le Créancier recevoit du Débiteur, dans quelque vûe que ce fût qui se rapportât au Prêt, hors du tems que duroit le Contract, ou de l'intervalle qu'il y avoit entre le moment du Prêt, & le terme du paiement: c'est-à-dire non seulement les présens faits au Créancier, afin de l'obliger à prolonger ce terme, mais encore tout ce qu'un homme, qui avoit dessein d'emprunter quelque chose d'un autre, lui donnoit avant que de lui rien demander, pour l'engager par là à vouloir bien lui prêter. Car on étoit si rigide là-dessus, que de défendre absolument à un Débiteur tout office même d'Humanité & de Civilité envers son Créancier, à moins que le commerce de ces sortes de services ne fût déjà auparavant lié entr'eux. On tenoit aussi pour une Usure indirecte d'acheter d'une personne, qui faisoit cette proposition: *Demain vous n'aurez cette marchandise que pour cent sicles; mais, si vous la prenez aujourd'hui, je vous la donnerai pour quatre-vingt-dix*; car, disoit-on, sur ce pied-là l'Acheteur gagne dix pour cent d'intérêt. Il n'étoit pas non plus permis à un homme, qui avoit une terre en gage de la relouer au Propriétaire même, moyennant une certaine rente; car cette rente sembloit tenir de l'Usure. On n'étoit pourtant pas obligé de restituer ce que l'on avoit profité d'une Usure indirecte, & le Débiteur n'avoit point action en Justice pour le répéter: le Créancier, qui avoit violé par là les réglemens des Ancêtres, étoit seulement battu, ou puni de quelque autre manière. Au reste, tout ce que nous avons dit n'avoit lieu que d'Hébreu à Hébreu: car pour les Païens, on croioit que la Loi (d) permettoit non seulement de leur prêter à intérêt, mais qu'elle l'ordonnoit même, afin d'appauvrir & d'affoiblir ces Peuples que la Justice divine avoit destinez à être exterminés. Un Rabbî (e) prétend néanmoins, que cela doit s'entendre des sept Nations Cananéennes, & non pas des autres Peuples; mais que les misères d'une longue captivité, qui a dépouillé les Juifs de leurs possessions, & qui ne leur laisse pas d'être voïe plus honnête d'amasser du bien, les ont réduits à agir contre l'ordonnance de la Loi. Et pour ce qu'on publie, que les Juifs sont serment torts les jours de tâcher de tromper les Chrétiens; il soutient que c'est une pure calomnie, inventée pour les rendre odieux à tout le monde.

(d) *Deuter. XXIII.*  
19<sup>e</sup>

(e) *Leon de Médine, Cerem. des Juifs, Part. II. C.*  
V.

§. IX. IL s'agit maintenant de voir, si ces maximes débitées & observées autrefois par les Juifs avec tant de soin, sont de Droit Naturel; ou du moins de Droit Divin Positif, mais qui oblige tous les Peuples sans exception? Il est clair, qu'il y a là bien des choses ajoutées par les Docteurs Juifs, afin de prévenir les artifices dont on pourroit s'aviser pour éluder la Loi; décisions, qui par conséquent ne sont que de Droit Positif.

Le Prêt à usure n'est point contraire au Droit Naturel.

Mais, pour ce qui regarde le Prêt à usure, considéré en lui-même, je soutiens, que, s'il n'est point accompagné d'extorsion ni d'inhumanité envers les pauvres, & qu'il n'excede pas le profit que le Créancier auroit pu retirer lui-même de son argent, ou celui que le Débiteur en fait; sur tout lors que l'on prête à des gens, qui empruntent pour le gain, plutôt que par nécessité: il n'a rien de contraire, ni au Droit Naturel, ni au Droit Divin Positif & Universel; de sorte que, si la Loi de *Moïse* le défendoit de Juif à Juif, c'étoit pour des raisons particulières, qui avoient leur fondement dans la constitution de la République Judaïque. Les Rabbins (a) eux-mêmes tombent d'accord, qu'en prenant intérêt on ne commet point de Larcin; ce Contract étant fondé sur un consentement libre & mutuel des Parties: & par conséquent que l'Intérêt n'est point de lui-même contraire au Droit Naturel. Mais il y a dans la Loi même de quoi le prouver évidemment. Car, quoi qu'elle engageât les Juifs à s'aimer entr'eux d'une façon très-particulière & très-étroite; ils n'étoient pas pour cela dispensés de pratiquer envers tous les autres Hommes, de quelque Nation qu'ils fussent, les devoirs généraux de la Loi Naturelle: & *Juvénal* censure avec raison ceux qui témoignent par leur conduite, qu'ils avoient une opinion toute contraire: *Qu'un voyageur*, dit-il (1), *les prie de leur montrer le chemin, ou, qu'étant altéré, il leur demande où il peut aller boire; c'est en vain, s'il n'est Juif & circoncis.* Or si tout intérêt que l'on prend d'un Débiteur est contraire à la Loi Naturelle, je ne vois pas comment DIEU, qui est la sainteté même, auroit pu permettre expressement & recommander, pour ainsi dire, à un Peuple qu'il s'étoit choisi pour le rendre saint d'une façon toute particulière, de violer cette maxime du Droit Naturel envers des gens qui ne lui avoient fait aucune injure: car la Loi du (b) *Dentéronome* regarde tous les Peuples sans exception, & non pas seulement les (2) *Cananéens*. Disons donc, que Dieu défendoit de prêter à usure de Juif à Juif, pour deux raisons Politiques; l'une tirée du naturel de ce Peuple; l'autre de la constitution de l'Etat. En effet, de tout tems cette Nation a été possédée d'un désir très-ardent d'amasser du bien, & remplie de préjugés qui lui faisoient regarder les richesses comme la souveraine félicité. De sorte que, si Dieu n'avoit fait une telle Loi au sujet de l'Intérêt, les riches auroient opprimé & entièrement ruiné les pauvres. Cependant, pour ne pas faire trop de violence à l'inclination dominante des *Juifs*, il leur permit de mettre en usage toute leur adresse dans le commerce, à l'égard des Etrangers. De plus, il paroît, que *Moïse* voulut former un Etat Populaire: (car cela n'est pas incompatible avec l'autorité des Héros & des Juges qui le conduisoient.) Or une des principales règles pour le maintien & la prospérité d'un tel Gouvernement, c'est d'empêcher, autant qu'il se peut, qu'il n'y ait une trop grande inégalité de biens entre les Citoyens. C'est pour la même raison que ce sage Législateur établit, par ordre de Dieu, l'année de (c) *répit*, dans laquelle les Créanciers ne pouvoient rien demander à leurs Débiteurs; & celle (d) du *Jubilé*, qui faisoit rentrer les anciens Propriétaires en possession des fonds qu'ils avoient aliénés; comme aussi la Loi, (e) en vertu de laquelle les filles, qui héritoient des biens de leur père, ne pouvoient se marier que dans leur Tribu. D'ailleurs, en ce tems-là tous les revenus des *Israélites* se tiroient du bétail, de l'Agriculture, ou du travail des Artisans. Le commerce y étoit aussi fort simple, & fort médiocre; les secrets du négoce, & l'usage de la Navigation, ne leur étant pas encore connus (f), comme ils l'étoient de la plupart des Nations voisines. Dans un Pais, où les choses sont sur ce pied-là, personne n'emprunte que par nécessité. De là vient que *Moïse* (g), pour exprimer la prospérité & l'abondance dont Dieu récompenseroit l'observation de ses Loix, dit entr'autres choses: *Vous prêterez à intérêt à plusieurs Nations, & vous n'emprunterez de personne.* Or le profit que de tels Débiteurs retirent de l'argent

(a) Voyez *Selden*.  
*ubi supra*.

(b) Chap. XXIII,  
20. Voyez la-dessus  
*Mr. Le Clerc*.

(c) *Deut.* XV, 2.

(d) *Levit.* XXV,  
13. & suiv.

(e) *Nombres*,  
XXXVI. Il y avoit  
à *Athènes* une  
Loi de *Solon*, fort  
semblable; comme  
aussi dans le  
*Perou*. Voyez *Garcilaso* de la Vega,  
*Hist. des Yncas*,  
Liv. IV. C. VIII.  
(f) Voyez *Grotius*,  
sur *Luc*, VI, 35.  
(g) *Dentéron*.  
XXVIII, 12. Voyez  
aussi *2V*, 7, 8.

§. IX. (1) *Non monstrare vias, eadem nisi sacra colenti;  
Quasvis ad fontem solus deducere verpos.*  
Satyr. XIV. vers. 103, 104.

J'ai suivi la Version du P. Tarteron.

(2) Si cela étoit, (dit *Mr. la Placette*, *Traité de l'Inté-*

*ret*, p. 86.) Dieu n'auroit pas excepté les pauvres étrangers, comme il ne les excepte pas parmi ceux qu'il condamne à être exterminés sans remission. Voyez *Levit.* XXV, 35, 36.

(3) C'est

gent qu'on leur a prêté, ne pouvant être que bien médiocre, le moindre intérêt, qu'on exigeroit d'eux, les incommoderoit extrêmement. Tout leur travail n'ayant pu les empêcher d'être réduits à emprunter, pour subvenir aux nécessités de la vie, ils ont beaucoup de peine à amasser de quoi paier le capital, bien loin d'être en état de donner le moindre intérêt. C'est ce qui causa autrefois tant de troubles dans la République d'Athènes, auxquels le Législateur (h) *Solon* crût ne pouvoir remédier que par une abolition générale, ou, comme on l'appelloit, une *décharge des dettes*. Rome, avant que d'être parvenue à ce haut point de grandeur & d'opulence où elle s'éleva depuis, éprouva aussi les inconvénients fâcheux de la permission de prêter à intérêt à des gens qui ne sont point accommodés, & qui ne subsistent que des revenus de la terre. Ajoutez à cela, que le sage Législateur des Juifs, en leur défendant de prêter à intérêt les uns aux autres, vouloit les détourner d'une féroce avarice (i), mais sur tout produire en eux des sentimens désintéressés d'un amour & d'une Charité toute particulière : Vertu, dont il recommande avec soin la pratique dans (k) plusieurs autres de ses Loix. Et l'usage de celle-ci étoit d'autant plus fréquent, qu'en ce tems-là les dettes se réduisoient ordinairement à de petites sommes empruntées par des gens pauvres, ou du moins peu accommodés. Mais il n'en est pas de même aujourd'hui. Le plus souvent les Débiteurs gagnent du bien en faisant valoir l'argent de leur Créancier, ou en achetant quelque chose qui leur procure un profit considérable. En vertu de quoi devroit-on prêter gratuitement à des gens qui empruntent dans cette vue ? Ne seroient-ils pas au contraire bien déraisonnables de nous refuser une partie du (3) gain con-

(h) *Plutarch. in ejus Vit.*

(i) *Voiez Philon ; Lib. de Caritate.*

(k) *Voiez, p. e. Exod. XXI, 10, 11. XXII, 22, 23, 25, 26, 27. XXIII, 4, 5, 9, 11, 12. Levit. XIX, 9, 10, 13, 33. XXIII, 22. XXV, 6, 10, 11, 36, 36, 37, 39. & suiv. Deuter. XIV, 28, 29. XV, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 11. XXIII, 24, 25. XXIV, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 19, 20, 21. XXVI, 12, 13.*

(3) C'est ce que l'on appelle *Intérêt lucratif* ; au lieu qu'on nomme *Intérêt compensatif*, un simple dédommagement du profit cessant, & du dommage émergeant. Il n'y a point de difficulté tant soit peu apparente au sujet du dernier, & il faut se tenir les yeux, pour ne pas voir la justice d'un tel Intérêt ; puis qu'en l'exigeant on ne demande que ce qu'on avoit lors qu'on a prêté. Si quelqu'un en doutoit, il pourroit se convaincre pleinement par la lecture des Chapitres V. VI. & VII. du *Traité de l'Intérêt* de Mr. La Placette. A l'égard de l'*Intérêt lucratif*, on peut à la vérité alléguer quelque chose de plus spécieux pour le combattre ; mais au fond, si l'on apporte ici un esprit libre de préjugés, on trouvera aisément, que cet Intérêt n'est pas moins innocent ni moins légitime que le compensatif. Ce que Mr. La Placette dit là-dessus, est très-solide, & je vais en emprunter ici quelques réflexions. Comme il dépend du Créancier de prêter ou de ne pas prêter ; il dépend aussi de lui, lors qu'il s'est une fois déterminé à prêter, de laisser son argent entre les mains du Débiteur pour plusieurs années, ou pour une seule, ou pour un mois, ou pour une semaine, ou pour un seul jour même. Supposé donc que, ce qu'il peut ne prêter que pour un jour, ou pour une semaine, il veuille bien le prêter pour un ou deux ans, s'engageant à ne pas redemander plutôt sa dette ; pour quoi est-ce qu'une telle renonciation, dépendant de lui, & pouvant être utile au Débiteur, ne pourroit pas être mise à prix ? Lors qu'on a un droit de servitude sur une maison, ou sur un champ, on peut y renoncer pour un tems, ou pour toujours, & mettre à prix cette cession. La même chose a lieu en matière d'hommages & de redevances. En vertu de quoi seroit-il donc défendu d'en user ainsi à l'égard du droit qu'on a de se faire rendre ce que l'on prête ? En vain dirait-on, que du moins, si la somme prêtée demeurant entre nos mains ne devoit vraisemblablement nous porter aucun profit, on a tort en ce cas-là de faire acheter à son prochain l'utilité qu'il en pourra retirer, sans qu'on y perde rien soi-même. Cette réponse suppose deux choses également fausses. L'une, que, dans les traités qu'on fait avec ses prochains, il n'est permis de chercher que notre simple indemnité. L'autre, qui est une suite de la première, que l'on est tenu de faire en faveur de son prochain tout

ce que l'on peut faire sans rien perdre. Si la première avoit lieu, le commerce seroit essentiellement injuste ; car il ne consisteroit qu'à tâcher de profiter sur ce que l'on vend. Mais au fond, pourvu que le profit, qu'on fait, n'ait rien de contraire ni à la Charité, ni à la Justice, (ce qui n'est pas impossible) rien n'empêche qu'on ne le recherche légitimement. Si l'autre supposition étoit véritable, il faudroit condamner cent choses, que l'on fait tous les jours, & où l'on n'a jamais trouvé rien à dire. Par exemple, j'ai deux maisons, dont l'une m'est inutile, & même à charge, parce qu'en effet, personne n'y habitant, elle dépérit. J'ai deux exemplaires d'un même Livre, dont l'un m'est très-inutile. S'enfuir-il de là, que je ne puisse, ni vendre, ni donner à louer, cette maison, ou ce livre ? Il y a une infinité d'occasions semblables, où personne ne trouve mauvais qu'on vende la Propriété, ou l'usage de certaines choses, qui ne coûtent rien, & qui étoient aussi inutiles à ceux qu'elles vendent, qu'utiles à ceux qui les achètent. D'où vient donc que l'on ne pourroit faire, sans injustice, à l'égard de l'argent qu'on prête, ce que l'on fait si innocemment par tout ailleurs ? Mais il y a ici une preuve plus précise, & tirée de la chose même. Le Créancier permet au Débiteur de se servir de l'argent prêté : cela suffit pour lui donner droit de s'en faire paier l'usage. En effet, si l'on peut innocemment donner à louer une Maison, un Cheval, des Bœufs, des Outils, & cent autres choses de cette nature, pourquoi ne pourroit-on pas faire la même chose de l'Argent, & généralement de tout ce qui entre dans le commerce ? On répond là-dessus diverses choses, dont on trouvera la solution dans le paragraphe suivant de ce Chap. de notre Auteur ; aussi bien que dans le *Traité*, d'où j'ai tiré ce que je viens de dire. Ajoutons seulement les cinq conditions que Mr. La Placette pose, pour rendre légitime l'*Intérêt lucratif*. 1. Que le Créancier ne soit pas tenu d'ailleurs de prêter gratuitement. 2. Que le Débiteur s'oblige volontairement à paier un tel intérêt. 3. Que le Débiteur doive vraisemblablement profiter du Prêt. 4. Que l'intérêt n'excede pas le profit qu'il espère de retirer de l'argent prêté. 5. Enfin, qu'il n'aille pas au delà du pied fixé par les Loix. Remarquons encore, avec le même Auteur (*Chap. XVIII.*) qu'il y a deux



sidérable qu'ils font avec nôtre argent? En effet, outre que l'on perd le profit qu'on auroit pu retirer soi-même de cet argent, si on ne l'eût point prêté; c'est une chose susceptible d'estimation, & qui mérite bien quelque petite récompense, que de donner son bien pour une simple obligation, par laquelle on acquiert seulement action personnelle contre le Débiteur, c'est-à-dire, un droit beaucoup moins considérable que celui dont on se dessaisit, puis qu'il y a de méchans (l) paieurs, de qui l'on ne (m) tire jamais rien, ou du moins sans en venir aux voies de la Justice, ce qui coûte toujours bien de la peine & des chagrins. D'ailleurs il peut arriver mille accidens qui nous fassent perdre nôtre capital. Quelquefois même, pour tâcher de retirer son argent, on est obligé de faire la cour à un Débiteur; & tel n'a suivi le parti & épousé les intérêts d'une personne (n), que parce qu'il étoit son Créancier. C'est ainsi que (o) *Roguelanre*, Gentilhomme François, s'étant rangé du côté de la *Ligue*, disoit, pour excuser sa rébellion, *Qu'il ne suivoit pas le Duc de Mayenne, mais son argent, & que ce Duc seroit très-méchant paieur, s'il n'avoit toujours à ses trouffes ses Créanciers.*

Ce que nous venons d'établir, n'est pas fort différent de l'opinion de ceux qui prétendent, que le bien de l'Etat veut qu'on ne prête de l'argent à intérêt qu'aux Marchands. Car, dit-on, de cette manière on entretiendra l'industrie des pauvres, & l'on obligera à vivre d'économie ceux qui ne feroient pas scrupule d'employer à des dépenses superflues l'argent qu'on leur auroit prêté. Pour les riches, comme ils ne veulent pas laisser leur argent mort dans un coffre, ou ils en trafiqueront, ou ils le mettront à l'intérêt chez des Marchands; ce qui fera fleurir le commerce, au grand avantage de l'Etat (p).

A l'égard de la quantité des intérêts, *Grotius* (q) croit, qu'il ne faut pas la mesurer sur le pied du gain que fait l'Emprunteur, mais sur le pied de ce que perd le Prêteur : de même que, dans la Vente & dans les autres sortes de Contrats, on ne doit jamais régler le prix sur l'avantage ou le profit qui en revient à celui qui reçoit, mais sur la diminution du gain ou sur la perte de celui qui donne. Or un homme, qui prête de l'argent, perd par là le profit qu'il auroit pu en retirer & qu'il en retire ordinairement, selon sa profession & son genre de vie; bien entendu qu'on déduise de là auparavant ce à quoi peuvent se monter les risques & périls, qui sont plus grands en certaines choses, qu'en d'autres. Si par là on entend, que, quand une personne, à qui l'on a prêté de l'argent, a le bonheur d'en tirer un profit extraordinaire, ou que l'on n'avoit point prévu, on ne sauroit se plaindre raisonnablement, qu'elle nous fasse aucun tort en le gardant tout pour elle; je souscris à ces paroles. Mais il n'y a point de doute, qu'on ne puisse exiger un plus haut intérêt de ses Créanciers à proportion de ce que le trafic, pour lequel ils empruntent nôtre argent, est lucratif par lui-même.

§. X. IL est aisé de répondre aux (a) Objections de ceux qui condamnent absolument le Prêt à intérêt. Le Prêt à consommation, disent-ils d'abord, doit être gratuit, puis que le Prêt

(l) Qui ne confidèrent pas ce que dit *Martial*, Lib. II. Epigr. XIII.  
(m) Voyez *Martial*, Lib. I. Epigr. LXXVI.  
(n) Voyez *Diod. Sicul.* Lib. XIX. Cap. XXIV. & *Plutarch.* in *Enmen.* pag. 591. C. Edit. *Wechsel.*  
(o) *Gramond.* *Hist. Gall.* Lib. V.

(p) Voyez *Ludov. Septimus*, de *various status*, Lib. II. Cap. XV.  
(q) In *Lucam*, Cap. VI, 35.

Réponse aux Objections de ceux qui condamnent absolument le Prêt à intérêt.

(a) Le passage de *Senèque*, de *Benefic.* Lib. VII. Cap. X. que l'Auteur citoit plus bas, n'est qu'une vaine déclamation.

sortes de prêts; l'un, que l'on peut appeler *positif*, lors que, par le moien de ce que l'on a emprunté, on acquiert une chose que l'on n'aqueroit point autrement : l'autre *negatif*, qui consiste, non à gagner ce que l'on n'a pas, mais à ne pas perdre ce que l'on a déjà, ou même ce que l'on peut avoir dans la suite, non à devenir plus riche, mais à s'empêcher d'être plus pauvre. Le Prêt n'a fort souvent que ce dernier usage, & la chose arrive en plusieurs manières. Par exemple, un homme doit une somme considérable, dont il ne sauroit se débarrasser, & dont il paie l'intérêt à six pour cent. Je lui prête cette somme à quatre pour cent. Ainsi il ne gagne rien à la vérité, mais il épargne actuellement deux pour cent, qu'il pairoit sans moi à son premier Créancier. Un autre a besoin d'argent, & n'en trouvant point, est contraint de vendre à vil prix des marchandises qu'il est sûr de vendre plus cher quelque tems après. Je lui

prête cet argent, dont il ne sauroit se passer, & par là je lui épargne ce qu'il alloit perdre sur les marchandises. Dans ces occasions, & autres semblables, il n'y a non plus aucune injustice à prendre intérêt. Car enfin, empêcher de perdre n'est pas un moins bon office, que d'aider à gagner. D'ailleurs c'est ici ou l'unique, ou du moins le principal fondement de l'intérêt qu'on paie aux Directeurs des *Monts de pitié*, établissement que tout le monde trouve néanmoins si utile, & si commode aux misérables. Il faut remarquer seulement, que, quoi que cette sorte d'intérêt soit aussi peu contraire à la Justice, que l'autre, il est d'ordinaire beaucoup plus opposé à la Charité. Le besoin de celui qui emprunte, est tel fort souvent, qu'il oblige ou à prêter sans intérêt, ou à se contenter de l'intérêt *compensatif*; ce qui n'a pas lieu aussi fréquemment dans les Prêts que l'on fait à ceux qui n'empruntent que pour profiter positivement.

*Prêt à usage* est tel de sa nature. Mais je soutiens au contraire, que, comme on peut accorder à autrui l'usage d'une chose de deux manières, ou gratuitement, ou moyennant une certaine rente, d'où il résulte ou un *Contrat de Prêt à usage*, ou un *Contrat de Louage*: rien n'empêche aussi qu'on ne prête de l'argent ou sans intérêt, ou à intérêt. Que si l'on s'opiniâtre à vouloir, que tout Prêt, proprement ainsi nommé, soit gratuit; tout ce qu'il y aura, c'est qu'il faudra donner un autre nom aux Contrats dans lesquels un Créancier stipule quelque intérêt pour l'argent qu'il donne à un Emprunteur; mais il ne s'en suivra point de là, que ces sortes de Contrats soient illicites.

C'est en vain aussi qu'on objecte, que la Monnoie étant de sa nature une chose (1) stérile, & qui ne sert de rien aux besoins de la vie, comme font, par exemple, les habits, les bâtimens, les bêtes de (b) somme; on ne doit rien exiger pour l'usage d'un argent prêté. Car quoi qu'une pièce de Monnoie n'en produise pas par elle-même physiquement une autre semblable; néanmoins, depuis que l'on a attaché à la Monnoie un *prix éminent*, l'industrie humaine rend l'argent très-fertile, puis qu'il sert à acquérir bien des choses, qui produisent ou des *fruits naturels*, ou des *fruits civils*. C'est au rang de ces derniers qu'il faut mettre les *intérêts* qu'un Débiteur paie à son Créancier (2).

(b) Il y a ici une faute énorme d'impression dans les dernières Edit. de l'Original, *suramontum*, pour *jumentum*.

*Aristote*, pour décrier le Prêt à usure, dit que, par ce Contrat, on fait de l'argent monnoyé un usage tout contraire (c) à celui auquel il est naturellement destiné, qui est d'assortir les Echanges, & non pas de se multiplier, pour ainsi dire, lui-même. Mais l'Emprunteur du moins prend l'argent à intérêt pour l'employer à quelque chose, où il entre une espèce d'Echange. D'ailleurs, la Propriété, par exemple, a été originairement établie, afin que chacun se servît immédiatement par lui-même du bien qui lui seroit échû en partage: cependant on peut, sans violer les Loix de la Nature, donner à louage les choses, qui nous appartiennent, à qui bon nous semble.

(c) *Politie. Lib. I. Cap. X. in fine.*

Il y a quelque chose de plus subtil & de plus spécieux dans la difficulté tirée de ce qu'en matière de choses susceptibles de fonction ou d'équivalent, & qui se consomment par l'usage, on ne sauroit distinguer la Propriété d'avec l'usage; de sorte qu'aussi-tôt que l'on accorde à quelqu'un l'usage d'une de ces choses, on lui en transfère par cela même la Propriété, comme d'autre côté en vain en donneroit-on la Propriété, si l'on n'en permettoit aussi l'usage. Car, dit-on, de même que la substance du bled, de la viande, du vin, &c. se détruit par la consommation qu'on en fait pour les besoins de la vie; ainsi l'argent périt, moralement parlant, pour celui qui le dépense, puis qu'il cesse d'être au nombre de ses biens. Or, ajoute-t-on, l'usage ne pouvant point être distingué ici de la chose empruntée, il suffit que le Débiteur en rende une pareille de même espèce, & le Créancier n'a aucun droit de rien exiger en récompense de l'usage qu'en fait l'Emprunteur. J'avoue, qu'à proprement

par-

§. X. (1) L'Auteur cite ici *Matthieu XXV, 24.* où l'Esclave méchant & paresseux de la Parabole dit à son Maître: *Je sçavois, que vous êtes un homme rude, qui moissonnez où vous n'avez point semé, & qui ramassez du lien où vous n'avez rien répandu.* Mais le sens de ces paroles n'est pas, qu'il y ait de la dureté à prendre quelque intérêt pour un argent prêté, qui est une chose stérile de sa nature: c'est une façon de parler Proverbiale, qui signifie seulement, exiger des gens plus qu'ils ne peuvent. Voyez là-dessus les Interprètes. Il auroit mieux valu remarquer, que, dans cette Parabole même, il y a de quoi prouver, que le Prêt à intérêt est très-innocent. Car enfin, si c'étoit une chose criminelle, on ne conçoit pas comment *Jesu-Christ* auroit pu mettre dans la bouche du Maître de la Parabole, sous l'emblème duquel il représente Dieu lui-même, les paroles suivantes, (vers. 24, 27.) *Méchant & paresseux Esclave, vous sçaviez, que je moissonne où je n'ai point semé, & que je ramasse du lien où je n'ai rien répandu. Il faisoit donc remettre mon argent aux banquiers, afin qu'ils en fussent revenus, je te rassure, avec usure, ce que tu es à moi.*

(2) On répond, qu'à la vérité ceux qui empruntent, trouvent le moyen de faire valoir l'argent, qu'ils reçoivent, mais que c'est leur industrie qui le rend fertile entre leurs mains: d'où l'on conclut, qu'ils doivent eux seuls en profiter. *Sommairement de M. pas la seule cause. Comme l'argent de profit; Et pas davantage. Il ce profit à l'usage qui le fait valoir. Contrats de Louage n'est cultivé. Ils feront rien non se s'il ne fait l'art de pêcher pas, qu'on ce champ, & l'usage de l'argent & des autres:*

(d) Voiez Dig. Lib. VII. Tit. V. De usufructu earum rerum quae usu consumuntur, vel minuantur, Leg. I. & II.

(e) Voiez, dans Aristote, Oecon. Lib. II. Cap. I. l'action de Cypselus; qui néanmoins ne s'acquitta pas à la rigueur de son vœu.

Argument ad hominem contre ceux qui condamnent absolument le Prêt à intérêt.

parler, l'usufruit des choses susceptibles de fonction ou d'équivalent (d) n'est point distinct de la consommation de leur substance (3). Mais il ne s'ensuit pourtant pas de là, qu'il soit illicite de mettre à prix le droit que l'on donne à un homme de consommer une chose, qu'on lui prête à condition de nous en rendre une pareille au bout d'un certain tems; car cette circonstance d'un terme accordé à celui, qui emprunte, est essentielle au Prêt à consommation. Pendant tout ce tems-là le Débiteur peut acheter de l'argent emprunté, des choses qui lui apportent du revenu, ou en tirer du profit de quelque autre manière (e). Une personne à qui l'on a prêté des denrées, ou d'autres choses semblables, nécessaires à la vie; profite aussi en ce que par là on lui épargne la nécessité, où il auroit été, de troquer défavantageusement, ou de vendre à bas prix ses marchandises, pour acheter du bled, par exemple; ou que même il fait valoir plus avantageusement l'argent qu'il y auroit employé. Pourquoi donc seroit-il dispensé de nous faire part de ce gain qu'on lui procure (4):

§. XL CELA est si vrai, que ceux-là même, qui condamnent absolument le Prêt à usure, ne blâment point certains Contrats (1), où il entre quelque chose d'équivalent. Par exemple, *Pierre* n'ayant pas de l'argent pour acheter une terre, qui l'accommode, *Jean* l'achete, à sa prière, & la lui donne ensuite à louage. Personne ne trouve là rien que de très-innocent. Supposons maintenant, qu'au lieu de cela *Jean* prête l'argent à *Pierre*, afin qu'il achete lui-même la terre, qui est à sa bienséance, & qu'au lieu de la rente annuelle qu'il lui auroit donné pour le louage de ce fonds, il lui paie la même valeur pour l'intérêt de la somme empruntée. Pour moi, je ne vois pas sur quel fondement on prétendrait trouver ici la moindre ombre d'injustice. Bien loin de là, ce dernier Contrat est plus avantageux à *Pierre*, que le premier; puis qu'il lui procure la Propriété du fonds. De même, lors qu'on met son argent entre les mains d'un honnête homme, qui doit nous donner une portion raisonnable du profit qu'il fera en trafiquant de cette somme; tout le monde approuve un tel traité. Mais ne seroit-ce pas au fond la même chose, si l'on stipuloit de celui, chez qui l'on place son argent, un intérêt fixe & modique, pour le profit incertain qu'il peut en tirer. L'*Alcoran* défend aux *Mahometans* de prêter à usure. Néanmoins

moins

(3) Une somme d'argent, (dit encore Mr. La Placette) que l'on prête à un homme, pour la mettre dans le commerce, ne se consume pas davantage par là, qu'une pareille somme, que l'on met entre les mains d'un simple Commis, pour l'employer à un semblable usage, ou qu'une autre somme que l'on confie à un Associé, à qui on en donne la direction. Ce Débiteur, ce Commis, cet Associé, s'en défont de la même manière, & dans les mêmes intentions. On avoue, que le Commerçant, & celui qui met son argent entre les mains de son Associé, demeurent toujours les maîtres de cet argent, & qu'il subsiste toujours dans l'équivalent. Pourquoi la même chose n'auroit-elle pas lieu à l'égard du Créancier, & de l'argent prêté? On ne prête point à la personne, (dit très-bien Mr. de Beauval, Hist. des Ouvr. des Sav. Octobre 1691. p. 66.) c'est aux biens. On compte sur le pouvoir de vendre, & non point sur l'industrie de l'emprunteur, ni sur sa bonne foi. C'est le reproche que Martial (Lib. XII. Epigr. XXV.) met dans la bouche d'un Ami: Tu ne te confies point à la fidélité de notre ancienne amitié: tu prêtes à mes arbres & à mes héritages, & non pas à moi.

*Quod mihi non credis veteri, Thelése, sedali, Credit colliculis arboribusque meis.*

(4) L'Auteur citoit ici quelques passages, & faisoit quelques remarques, qui seront mieux placées dans une Note. Caton disoit, (De Re Rustica, au commencement) que les anciens Romains condamnoient un Voleur à rendre le double, & un Usurier à rendre le quadruple. Il soutenoit encore, que l'Usure est aussi criminelle que l'Homicide. (Voiez Cicér. de Offic. Lib. II. à la fin.) Mais il faut entendre cela de l'Usure excessive, qui plonge dans la

dernière misère les Citoyens pauvres, ou peu accommodés, & qui ne sert qu'à satisfaire une avarice insatiable. Caton lui-même mettoit de l'argent à la grosse aventure: commerce, qu'il exerçoit aussi d'une manière assez vilaine. Voiez Plutarque, dans sa Vie. Ce fut avec raison que l'Empereur Auguste châtia quelques Chevaliers Romains, qui empruntoient de l'argent, pour le prêter à un plus haut intérêt, que celui qu'ils en donnoient. (Sueton. in August. Cap. XXXIX.) Selon Appien d'Alexandrie, (Lib. I. De Bell. Civil. pag. 382. B. Ed. H. Steph.) les anciens Romains, aussi bien que les Grecs, détestoient l'Usure, comme un trafic qui incommode les pauvres, & qui fournit matière à des procès & à des inimitiez, *ὡς καπηλείον καὶ βαρὺ τοῖς πτωχοῖς, καὶ διώξεις, καὶ ὑπερβολαί.* Les Perses la regardoient comme une chose accompagnée de fraude & de mensonge, *ὡς ἀπάτης το καὶ ψευδοῦς.* Ibid. Nous croions aussi, qu'il est indigne d'un Chrétien de prendre quelque intérêt des petites sommes que l'on prête à des gens qui se trouvent dans la nécessité; car alors le Prêt doit tenir lieu d'aumône. Voiez Ecclesiastique, XXIX, 1, 2. Pseaume. XV. Et on ne peut que louer extrêmement la manière dont les anciens Grecs avoient accoutumé de soulager la misère de leurs amis, en se cotisant pour faire une somme, qu'ils leur prêtoient sans intérêt; ce qui s'appelloit *ἐξυρῶ*. Voiez là-dessus le docte Commentaire d'Isaac Casaubon sur le Chap. XVI. des Caractères de Théophraste.

§. XL (1) Il faut ajouter à ceux, dont il est parlé ici, le Contrat des trois Contrats; sur quoi on peut voir le Chap. XIV. du Traité de l'Intérêt de Mr. La Placette.

(2) Voiez

moins en *Mauritanie* on permet une sorte de Contract, qui en approche beaucoup. Car on y voit tous les jours, que ceux qui empruntent de l'argent pour leur négoce, ou pour quelque autre usage d'où ils retirent du profit, donnent la moitié du gain à leur Créancier. Si le capital vient à se perdre, ils ne sont tenus de rendre que ce qu'ils ont reçu. Mais s'ils perdent seulement la moitié du capital, cette moitié se prend sur le gain qu'ils ont fait de celle qui reste. On ne trouve nulle part rien de blâmable dans l'*Antichrese* (2), qui consiste à prêter de l'argent, moyennant un gage dont on retire les fruits; & en *Perse* (a), où le Prêt à intérêt est défendu, on permet cette sorte de Contract, accompagné même d'une clause commissaire. Pourquoi donc seroit-il illicite, lors qu'on prête sans gages, de stipuler quelque intérêt, équivalent aux fruits que l'on auroit pu retirer d'un gage, si on l'eût exigé du Débiteur? *Grotius* (b) en condamnant le nom d'*Intérêt*, retient & approuve au fond la chose même. Il y a, dit-il, des choses, qui semblent approcher du Prêt à usure, & qui passent ordinairement pour s'y rapporter, lesquelles néanmoins sont des Conventions d'une autre sorte: comme si un Créancier exige quelque dédommagement de la perte qu'il souffre pour être long-temps sans avoir son argent, ou du gain qu'il auroit pu faire, s'il ne l'eût pas prêté; bien entendu qu'il en déduit amplement ce à quoi peut se monter l'incertitude de ses espérances, (c'est-à-dire, les risques qu'il auroit couru d'être frustré ou en tout, ou en partie, du profit dont il se flattoit,) & la peine qu'il lui auroit fallu prendre pour faire valoir lui-même son argent. Selon le même Auteur, ce n'est pas non plus un véritable Prêt à usure, lors qu'une personne qui prête à un grand nombre de gens, & qui tient toujours de l'argent en caisse pour cela, exige un dédommagement des dépenses auxquelles cet emploi officieux l'engage; ni lors que prêtant à un homme, qui ne nous donne pas toutes les sûretés nécessaires, on prend quelque chose de lui en compensation des risques que l'on court de perdre son capital. Mais la raison principale pourquoi on peut, à mon avis, stipuler un intérêt modique, non pas d'un pauvre à qui l'on prête, mais d'un Créancier qui doit tirer du profit de notre argent, c'est qu'on perd le gain que l'on auroit fait si l'on eût eu son argent entre ses mains, & que l'on se dessaisit de son bien sans recevoir autre chose à la place qu'un simple droit, qui nous donne action en Justice contre le Créancier; outre qu'il est juste d'avoir part au profit, qui revient de notre argent à une personne à qui on n'étoit obligé de le prêter; ni par les Loix de la Justice, ni par celles de l'Humanité. La question se réduira donc à une dispute de mots. Et qui ne viroit d'entendre dire à certaines gens, qu'ils ne prennent point d'intérêt de l'argent qu'ils prêtent, mais seulement un dédommagement (3) de ce qu'ils perdent par là? D'ailleurs ces subtilitez superstitieuses ne s'accordent pas même avec les maximes de la Jurisprudence Romaine, qui distingue entre les intérêts que l'on (4) stipule par avance du Créancier; & le dédommagement qu'on exige ensuite de lui, entr'autres raisons à cause qu'il est en demeure de paier au terme limité (5): dédommagement qui répond à la perte que l'on a actuellement soufferte, quelle que ce soit; quoi que, comme il est difficile de la déterminer au juste, on en règle l'estimation sur le pied des intérêts ordinaires.

(a) Voyez *Olearius, Itin. Persic.*  
Lib. V. Cap.  
XXXVI.

(b) Lib. II. Cap.  
XII.

Or,

(2) Voyez ci-dessous, Chap. X. §. 14. *Cum debitor, dicitur les Jurisconsultes Romains, gratuita pecunia mutatur, potest creditor de fructibus rei sibi pignoratata ad modum legitimam usuras retinere.* Digest. Lib. XX. Tit. II. *In quibus causis pignus vel hypotheca tacite contrahitur*, Leg. VIII.

(3) *Id quod interest.* Au reste on peut voir sur toute cette matière des Intérêts, considérée par rapport au langage, & aux décisions du Droit Romain, les savans Traités de *Sanmaise, de Usuris, & de Fœnore trapeziticis*; & celui de *Mr. Noodr*, Professeur en Droit à *Leide*, où il fut imprimé en 1698. sous le titre, *De Usuris & Fœnore*. On trouvera aussi dans le Traité de *Mr. la Placette*, que j'ai cité tant de fois, de quoi appuyer & mettre dans un plus grand jour tout ce que l'on a dit sur la justice du Prêt à intérêt; avec la résolution de diverses

Questions qui ont du rapport à cette matière.

(4) Cela paroît clairement par ce qu'ils disent, qu'on ne peut point demander d'intérêt pour un argent prêté, à moins qu'on ne l'ait stipulé dans le Contract; & que, quand le Débiteur a une fois païé les intérêts; il ne sauroit plus se les faire rendre, ni prétendre les rabattre sur le capital. *Respondit, pecunia quidem credita usuras nisi in stipulationem deductas, non deberi.* Digest. Lib. XIX. Tit. V. *De Prascriptis verbis*, Leg. XXIV. *Quamvis usura sanctis pecunia citra vinculum stipulationis peti non possit: tamen ex pacti conventione soluta neque ut indebita repetuntur, neque in sortem accepto ferenda sunt.* Cod. Lib. IV. Tit. XXXII. *De Usuris*.

(5) *Usura anim non propter lucrum petentium, sed propter moram solventium infiguntur.* Dig. Lib. XXII. Tit. I. *De Usuris, & fructibus &c.* Leg. XVII. §. 3.

§. XII.

Or, s'il est permis de se faire paier le profit cessant, & le dommage émergent, lors que le Débiteur a manqué de nous satisfaire au terme; pourquoi ne pourroit-on pas stipuler par avance un certain profit fixe, en dédommagement de ce que l'on perdra pour n'avoir pas eû cet argent entre les mains, ou du gain qu'on en auroit retiré si on l'eût fait valoir soi-même, pendant tout le tems dont on convient avec l'Emprunteur, en faveur de qui on n'étoit point tenu de souffrir cette perte, ni de se priver de ce gain (c)?

(c) Voyez *Bacon. Sermon. fidel. Cap. XXXIX.*

Divers moiens qu'on a inventez, pour éluder la défense de prêter à intérêt.

§. XII. ENFIN, le Prêt à usure est absolument nécessaire dans l'état où la Société Humaine se trouve depuis long-tems (1). Il n'y auroit pas assez de gens qui voulussent prêter gratuitement une aussi grande quantité d'argent que celle qu'on est obligé tous les jours d'emprunter pour les besoins de la vie, & pour le commerce, tel qu'on le voit établi parmi la plupart des Nations civilisées. Cela est si vrai, que l'on a inventé & que l'on tolère par tout divers expédiens qui servent à éluder la décision du Droit Canonique au sujet du Prêt à usure. Il faut mettre en ce rang les *rentes* (2) *constituées à prix d'argent*, ou cette sorte de Contract, par lequel on prête de l'argent sur un Immeuble, que le Débiteur nous engage pour le paiement d'une certaine somme, ou d'une certaine quantité de fruits qu'il doit nous donner tous les ans en considération de la somme qu'il a reçue, & cela ou à perpétuité, ou pendant un certain tems, soit limité, ou indéfini & incertain; c'est-à-dire; pendant la vie du Créancier. De ces rentes les unes peuvent être amorties ou rachetées en rendant l'argent qu'on avoit reçu, les autres non. Quelquefois même, lors que la chose engagée vient à périr, le Débiteur ne laisse pas d'être tenu après cela de paier la rente tout comme auparavant, en sorte que l'Obligation est inséparablement attachée à la personne. Or qui ne voit, qu'entre ce Contract, & celui du Prêt à usure, il n'y a aucune différence dans les termes (a)? Mais les *Papes* eux-mêmes n'ont-ils pas permis le Prêt à intérêt sous le beau nom de *Monts de piété* (b)? Les Directeurs de ces fonds prêtent aux pauvres jusqu'à trois Ecus, sans gages, & sans intérêt: mais lors que la somme, qu'on leur emprunte, mon-

(a) Voyez *Franc. Hotemann. Obs. Lib. II. Cap. I. & Joh. Labard. Hist. Gall. Lib. VI. pag. 393.*

(b) L'Empereur *Alexandre Sévère* avoit fait, à peu près, un semblable établissement. Voyez *Jul. Capitolinus, Cap. XXI.*

§. XII. (1) Les uns, (dit *M. La Placette, Chap. I.*) ne peuvent se passer de prêter; les autres ont besoin qu'on leur prête. I. S'il n'est pas permis de stipuler aucun intérêt, que deviendront une infinité de personnes, qui ont tout leur bien en argent? Elles le consumeront en très-peu d'années; & après cela comment subsisteront-elles? En vain répondroit-on, que ces gens-là doivent apprendre quelque Art, ou quelque Métier, s'appliquer au Commerce, ou à l'Agriculture. Cela est bien-tôt dit. Mais, de bonne foi, trouvez-t-on, qu'il n'y ait pas dans le monde assez de Laboureurs, assez d'Artisans, assez de Marchands? Les terres ne sont-elles pas suffisamment cultivées dans toute l'Europe, à la réserve des lieux qui ont été exposés à la fureur de la guerre? Bien loin qu'il n'y ait pas assez de Marchands & d'Artisans, n'est-il pas visible qu'il y en a trop, puis que ces Professions ne peuvent pas faire subsister bien des gens, & que le grand nombre de ceux, qui s'y adonnent, les oblige à chercher chaque jour de nouvelles inventions pour nourrir & pour irriter la vanité & l'intempérance. II. Mais (& cette considération rend les Prêts à intérêt plus nécessaires) que deviendroient tant de misérables, qui ne subsistent que par le moien de ce qu'ils empruntent? Que deviendroient les Marchands, parmi lesquels il y en a un si grand nombre, dont le commerce ne roule que sur des fonds qu'on leur a prêtés? Que deviendroient tant de Bourgeois & de Laboureurs, qui de tems en tems se trouvent surpris d'un besoin pressant de cent choses, qu'ils ne sauroient avoir que par cette voie? Trouveront-ils toujours à point nommé des gens qui leur prêtent gratuitement ce qui leur est nécessaire? Cela se pourroit, si tous les hommes étoient charitables. Mais y en aiant si peu qui le soient, & parmi ceux qui le sont, y en aiant si peu qui soient en état de prêter, au lieu qu'une infinité de gens ont besoin qu'on leur

prête; il est clair, que cette ressource n'a aucune proportion avec leurs nécessitez. Et l'on peut dire, que ce que les personnes charitables peuvent & doivent prêter gratuitement, n'est pas la centième partie, peut-être pas la millième de ce qu'une infinité de gens ont incessamment besoin d'emprunter. Aiasi il n'importe guères moins au Genre Humain, qu'il soit quelquefois permis de prêter à intérêt, que de restreindre cette permission dans de certaines bornes, au delà desquelles on ne doive jamais aller. Voyez la Note suivante.

(2) Elles sont autorisées dans la *Novelle CLXI. de Justinien*; & dans les *Extravagantes de Martin V. en 1424.* & de *Cahixte III. en 1454.* Le Prêt à usure est même formellement dans la *Novelle LXXXIII. de Léon*, sur le pied de quatre pour cent; à l'exemple, dit cet Empereur, *des anciens Législateurs, qui l'avoient ainsi réglé. Statuimus, ut artis alieni usus ad usuras procedat idque quomodo veteribus Legislatoribus placuit, ad trientes centesima nemp, quæ quotannis in singulis solidis singulas funerariis siliquis pariant.* La raison qu'il allègue pour justifier cette permission, se réduit à ce que l'on vient de voir dans la Note précédente. Car, dit-il, mon Père aiant défendu le Prêt à usure, on a reconnu par l'expérience, que cela étoit préjudiciable à l'Erat, parce que ceux qui ont de l'argent, n'en veulent point prêter à ceux qui en ont besoin: de sorte, ajoûte-t-il, qu'une telle Loi est au dessus de la portée de la Nature humaine. *Propter paupertatem res illa non in melius (quem tamen finem Legislator proposuerat) sed contra in pejus vertit. Qui enim ante usurarum spe ad mutuandam pecuniam prompti fuerant, post hanc Legem, quod nihil lucri ex mutuo percipere possint, in eos, qui pecuniis indigent, difficiles atque immixti sunt. . . . propterea quod humana Natura ad illius [Legis] sublimitatem non perveniat, egregium illud præscriptum abrogamus.*

(3) C'est

monte au delà, ils prennent des gages, & se font donner tant par mois sur un pied modique. Que si, au bout d'un an, le Débiteur ne paie pas, on fait vendre le gage à l'encan, & on rend au maître ce que l'on en a tiré au delà de la somme prêtée. Il y a beaucoup de rapport entre cet établissement, & le Prêt (c) *Lombard*; à cela près que celui-ci n'est jamais gratuit, ni sans gages. On l'appelle ainsi, parce qu'autrefois ceux qui faisoient métier en France de prêter à intérêt, étoient la plupart *Lombards*, ou *Juifs*, qui depuis furent bannis du Roiaume, à cause que, par leurs extorsions, & leurs usures mordantes, ils s'étoient attirés la haine publique (d). Cette sorte de Prêt à usure après bien des disputes, fut enfin approuvée, par autorité publique, dans les *Pais-bas*, comme une chose licite & avantageuse à l'Etat; jusques-là que les Ecclesiastiques même y font valoir leur argent de cette manière, sans que personne y trouve à redire. Ceux qui connoissent l'Art du Négocier, savent aussi, comment on élude la défense de prêter à usure par le moyen du (3) *Change sec*. On peut rapporter encore ici ce que l'on appelle *Mohura*, d'un terme Espagnol, par où l'on entend une sorte de Contrat qui se fait, lors qu'un homme ayant besoin d'argent achète à crédit, au plus haut prix, des marchandises, qu'il revend sur le champ au Marchand même, qui les lui paie argent comptant sur le pied du plus bas prix (e). Il y a quelque chose de plus tolérable dans un Contrat fort en usage chez les *Moscovites*, par lequel on (f) prend à crédit, pour un long terme, des marchandises que l'on revend sur le champ à un tiers, argent comptant, mais à un plus bas prix; soit pour payer une dette, dont on ne peut se décharger, sans donner un intérêt exorbitant à ceux, de qui l'on seroit forcé d'emprunter, soit pour faire un gain si considérable, que, quand le terme du paiement des marchandises sera venu, il se trouve qu'elles nous reviennent à bon marché. On ne peut cependant qu'approuver les (g) Loix Civiles, qui règlent les intérêts, ne permettant pas aux Particuliers d'en prendre sur un pied aussi haut, que leur avarice le demanderoit. Mais il n'est pas injuste, à mon avis, d'exiger un plus (4) haut intérêt de ceux, à qui l'on prête pour peu de tems, que de ceux qui empruntent pour un terme considérable.

(c) *Lombardia.*

(d) Voyez l'Introduction à l'Apologie pour Hérodote, par H. Etienne, Liv. I. Chap. VI.

(e) Voyez les Lettres Provinciales de Pascal, Lett. VIII. avec les Notes de Nicole sous le nom de Wendrock, Note 3.

(f) Voyez Olearius, Itin. Perf. Lib. III. Cap. VII.

(g) Voyez, p. e. celle des Egyptiens, dans Diod. de Sicile, Lib. I. Cap. LXXIX.

(3) C'est celui, dont le paiement se doit faire dans le lieu même où la somme a été comptée; de sorte que n'est au fond au véritable intérêt. Il est opposé au *Change réel*, qui se divise en *menu*, & *local*. Le *menu* consiste dans le changement des espèces, lors qu'on donne, par exemple, de l'argent pour de l'or, ou de l'or pour de l'argent, moiennant un petit profit. Le *Change local* c'est alors que l'on prend une certaine somme pour en faire compter une semblable en un autre lieu. Voyez sur tout ceci Mr. La Placette, dans le dernier Chap. de son Traité de l'Intérêt.

(4) La raison en est, & l'Auteur ne devoit pas oublier de le dire, que, bien que l'intérêt paroisse alors excessif, c'est néanmoins peu de chose pour l'Emprunteur, qui ne paieant l'intérêt que pour un terme fort court, emploie d'ordinaire cet argent à des usages, d'où il lui revient un profit beaucoup plus considérable que ce qu'il donne au Créancier. D'ailleurs, outre que les sommes, qu'on emprunte pour peu de tems, sont le plus souvent de petites sommes, dont l'intérêt, payé sur le pied ordinaire, se réduisoit presque à rien, & ne vaudroit pas la peine que prendroit le Créancier, il peut arriver, que, dans ce petit intervalle, il perde l'occasion de placer son argent pour long tems, ou d'en faire quelque profit considérable; de quoi il ne seroit dédommagé en aucune manière, si on ne lui payoit un plus haut intérêt, qu'il n'en prend d'une personne à qui il donne son argent pour un terme considérable. Au reste, notre Auteur rapportoit ci-dessus (§. 4. à la fin)

une coutume des anciens habitans de la ville de *Crosta* en *Candie*, qui sera mieux placée dans ce paragraphe, puis qu'elle n'est autre chose qu'une manière d'éluder le Prêt à usure. En cet endroit-là donc, au rapport de *Plutarque* (*Quaest. Grac.* p. 303. B. Ed. *Wach.*) ceux qui empruntoient de l'argent à intérêt, le prenoient par force; afin, dit cet Auteur, que, s'ils refusoient de payer de bonne grace l'intérêt au Créancier, celui-ci pût avoir contre eux action de violence, & les faire punir plus rigoureusement. Avant que de finir cette matière, ajoutons encore un mot, après Mr. La Placette, (Chap. XXV.) sur ce que l'on appelle *Bodameria*, ou *grosse aventure*. Cette sorte de Contrat consiste à prêter de l'argent sur un Vaisseau marchand, sous cette condition, que le Créancier se charge des risques, & perde son argent, au cas que le Vaisseau, ou les marchandises, sur quoi il prête, viennent à périr. Comme le Créancier hazarde toujours beaucoup par là, il exige aussi un intérêt beaucoup plus haut que l'ordinaire, & proportionné aux risques auxquelles il s'expose. Le Droit Civil le permet, *Digest.* Lib. XXII. Tit. II. *De Nautico fœnore*; & il n'y a là rien d'opposé au Droit Naturel. Car, enfin les risques, auxquels le Prêteur s'expose, sont susceptibles d'estimation: & par conséquent il peut, d'un côté, s'y exposer, moiennant un certain prix; de l'autre, stipuler ce prix de ceux en faveur de qui il court un tel danger. En un mot, un tel traité n'a rien de plus opposé à la Justice, que le Contrat d'assurance, dont on parlera dans le Chap. IX. §. 8.

## CHAPITRE VIII.

## Du Contrat de Société.

Diverses manières de contracter Société.

**§. I.** LE Contrat de Société se fait, lors que deux ou plusieurs personnes mettent en commun leur argent, leurs biens, ou leur travail, à la charge de partager entr'eux le gain (1) & de supporter la perte qui en arrivera, chacun à proportion de ce qu'il contribue du sien. De sorte que, s'ils ont tous fourni une égale somme d'argent, le gain & la perte se partagent aussi également (2): mais, si l'un a donné plus, l'autre moins, chacun y entre pour sa part, selon la Proportion Géométrique. La même chose a lieu, lors que deux ou plusieurs personnes associées pour leur travail, prennent également, ou inégalement de la peine; ou lors que l'un y est pour sa peine (3), l'autre pour son argent; ou enfin lors que chacun contribue & de son argent & de sa peine.

On compare l'argent avec la peine en différentes manières.

**§. II.** QUAND on vient à se séparer, si chacun des Associés n'a fourni que de l'argent, il retire d'abord autant qu'il avoit donné, & prend ensuite, à proportion, sa part du gain. Mais si l'un a donné son argent, & l'autre sa peine, il faut voir sur quel pied ils s'étoient associés. Car lors qu'on met en commun, d'un côté le travail & l'industrie, de l'autre seulement l'usage d'une certaine somme; celui, qui fournit l'argent, n'en rend pas l'autre Associé copropriétaire, il s'engage seulement à partager avec lui le gain qui proviendra de cet argent & de ce travail joints ensemble, à proportion de ce que chacun a contribué. En ce cas-là, comme d'un côté celui, qui n'avoit fourni que sa peine, n'entre point, lors que la Société finit, en portion de la somme qui a fait le premier fonds du commerce; de l'autre, celui, qui avoit fourni cette somme, en étant seul légitime propriétaire, il faut qu'il en soit remboursé avant toutes choses, mais aussi, si elle vient à se perdre, c'est pour son compte. Ainsi, dans une telle Société, on compare avec la peine de l'un des Associés, non pas le fonds même de l'autre, mais les risques que celui-ci court de perdre son argent, & le gain qu'il pouvoit vraisemblablement espérer d'en retirer. De sorte que, s'il s'agit de partager le profit entre deux Associés, dont l'un a fourni, par exemple, mille Ecus, &

l'autre,

**§. I.** (1) *Sicuti lucrum, ita damnum quoque commune esse oportet, quod non culpa socii contingit.* Digest. Lib. XVII. Tit. II. Pro socio, Leg. LII. §. 4. Ainsi il faut ajouter cette restriction, que la perte ne soit pas arrivée par la faute d'un des Associés; car alors cet Associé en est responsable, en sorte qu'il ne sauroit légitimement prétendre compenser une perte, qui est l'effet de sa négligence, par les services qu'il peut avoir rendus d'ailleurs à la Société, puis qu'il étoit tenu, par le Contrat, de procurer l'avantage commun de ses Associés. Si socius quidam negligentem in societate egisset, in plerisque autem societatem auxisset, non compensatur compendium cum negligentia. Ibid. Leg. XXVI. Voiez aussi Leg. LXXIII. de, sur toute cette matière, les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par Dammat, Part. I. Liv. I. Tit. VIII. Pour la Loi LX. §. 1. que notre Auteur cite, elle est très-dure & très-injuste. Car elle veut, qu'un Associé, après avoir été blessé par un Esclave, qu'il poursuivoit, & qui appartenir à la Société, se fasse traiter à ses propres dépens; parce, dit-on, qu'encore que cet accident lui soit arrivé à l'occasion de la Société, ce n'est pas pour la Société même que se fait cette dépense. Mais n'est-ce pas en faisant les affaires de la Société que cet homme-là a été blessé? Cette décision est si visiblement fautive, qu'elle se trouve démentie par une autre Loi du même Titre, où l'on dit, que si un Associé allant en voyage pour les affaires de la Société, tombe entre les mains des vo-

leurs, qui lui prennent ses hardes, ou son argent, ou qui lui blessent un Esclave; il sera dédommagé de cette perte sur le fonds commun. *Quidam sagariam negotiationem coherens: alter ex his ad merces comparandas profectus, in latrones incidit, suamque pecuniam perdidit: servi ejus vulnerati sunt, resque proprias perdidit: Dicit Julianus, damnum esse commune, ideoque actione pro socio damni partem dimidiam agnosceri debere, tam pecunia, quam rerum ceterarum, quas secum non tulisset socius, nisi ad merces communi nomine comparandas proficisceretur.* Leg. LII. §. 4.

(2) Καθάρις ἐν χειρὶ τῶν κοινωνῶν ὅλως λαμβάνεται ὁ συνκαλλόμενος ὅλος δὲ. Aristot. Ethic. Nicom. Lib. VIII. Cap. XVI. Voiez Quintilien, Declam. CCCXX. C'est en ce sens qu'il faut entendre la Loi XXIX. princ. du Titre, qui vient d'être citée, laquelle porte, que, si les portions de perte & de gain ne sont pas réglées par le Contrat de Société, elles seront égales. Si non fuerint partes societati adjecta, aequas eas esse constat. Cela paroît par la Loi VI. *Conveniens est viri boni arbitrio, ut non utique ex aequis partibus socii simus, veluti si alter plus opera, industria, pecunia in societatem collaturus sit.*

(3) Nam & ita casu posse societatem non dubitamus, ut alter pecuniam conferat, alter non conferat, & tamen lucrum inter eos commune sit: quia sapè opera alicujus pro pecunia valet. Institut. Lib. III. Tit. XXVI. De Societate, §. 2.

l'autre un travail qui n'en vaut que cent, il ne faut pas simplement donner à celui-ci un dixième : mais plutôt on doit comparer cette peine avec ce à quoi peuvent se monter les risques, auxquelles l'autre a exposé son argent, & avec le gain qu'il avoit lieu de s'en promettre; & si cela ne va pas au delà de cent Ecus, alors chacun aura une portion égale du profit. Le plus court est néanmoins de faire l'estimation de ces risques & de ce gain, sur le pied des intérêts ordinaires qui se donnent pour un argent prêté. Ainsi, supposé que les intérêts soient fixés à six pour cent, si l'un des Associez aiant fourni mille Ecus, la peine de l'autre en vaut soixante, le gain doit être partagé également. Mais quelquefois on met en commun le travail & l'argent de telle manière que celui, qui donne la peine, devient copropriétaire de la somme même que l'autre fournit; & alors la valeur du travail étant censée jointe à l'argent pour ne faire qu'un seul tout ou un seul fonds, on compare le travail avec l'argent, en sorte que celui, qui ne fournit que la peine, a part aux deniers du fonds à proportion de ce qu'elle vaut. Sur quoi pourtant il faut supposer, que l'argent ait été employé à acheter des marchandises non-travaillées, que cet Associé a façonnées & mises en œuvre. Par exemple, si j'ai donné cent Ecus à un drappier pour acheter de la laine crue, dont il a fait du drap, & que la peine de cet ouvrier vaille aussi cent Ecus; il est clair que le drap appartient également à lui & à moi, & que chacun de nous doit avoir une portion égale de ce qu'il sera vendu, sans que je puisse d'abord me rembourser de l'argent que j'ai fourni, & partager ensuite le reste avec le drappier (a).

(a) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XII, §. 24. num. 2.

§. III. IL faut remarquer ici, que l'on peut quelquefois, sans injustice, stipuler qu'un des Associez aura part au gain (1), sans entrer pour rien dans les pertes. Mais c'est alors une Société irrégulière, qui tient quelque chose du Contrat de Société, & de celui d'Assurance. Pour y garder une juste égalité, il faut que celui, qui se charge seul des risques & périls, ait une portion de gain plus grande (2), à proportion de ce à quoi se monte l'avantage qui revient aux autres Associez d'être déchargés, ou en tout, ou en partie, des pertes qui peuvent arriver par mille accidens imprévus. Mais il est contre la nature des Sociétés, que l'un des Associez souffre des pertes (3) sans avoir aucune part au profit; toute Société se contractant en vue de quelque utilité que l'on s'en promet.

Des Sociétés irrégulières.

§. IV. ON met quelquefois en (1) commun tous les biens généralement; & alors, tant que la Société dure, chacun des Associez peut prendre du fonds commun, selon sa condition, & autant que le permettent les Loix d'une sage économie, ce qui lui est nécessaire pour subsister honnêtement, lui (2) & les siens. Mais comme il peut arriver bien des cas, qui leur fassent prendre envie de se séparer (3); ils doivent, en s'associant, régler d'avance quelle portion du gain reviendra à chacun. Sur quoi (a) Grotius dit, que, dans une Société de tous biens généralement, il ne faut pas comparer ensemble le profit, qui se trouve provenir par hazard des biens de l'un ou de l'autre; mais celui que chacun avoit lieu vraisemblablement d'en espérer, c'est-à-dire, que l'on règle ordinairement les parts selon qu'on croit qu'il reviendra plus ou moins de gain des biens de chacun, ou de leurs accessoires, & non pas en sorte que, dans le partage chacun prenne d'abord les biens, qu'il avoit apportés.

De la Société de tous biens généralement. Devoirs des Associez.

(a) Vbi supra, num. 3.

§. III. (1) Contra Quinti Mucii sententiam obtinuit, ut illud quoque confiteretur, posse convenire, ut quis lucrum parum ferat, de damno non reneat. Bien entendu, que, si, dans plusieurs affaires de la Société, il y a du gain d'un côté, & de la perte de l'autre, on ne tient pour gain que ce qui reste, la déduction des pertes étant faite. Quod tamen ita intelligi oportet, ut si in alia re lucrum, in alia damnum illatum sit; compensatione facta, solum, quod superest, intelligatur lucro esse. Infit. ubi supra, §. 2. Voyez Dig. Lib. XVII. Tit. II. Leg. XXIX, §. 1.

(2) Quod ira damnum valebit, ... si tanti sit apara, quanti damnum est: plerumque enim tanta est industria socii, ut plus societati conferat, quam pecunia; item si solus naviget, si solus peregrinetur, pericula subeat solus. Digest. l. lxx.

(3) Aristot. refert, Cassium respondisse, societatem talem coiri non posse, ut alter lucrum tantum, alter damnum sentiret: Et hanc societatem leoninam solum appellare: ... Iniquissimum enim genus societatis est, ex qua quis damnum, non etiam lucrum spectet. Ibid. §. 2.

§. IV. (1) Societates contrahuntur seu universarum bonorum, seu negotiationis alicujus, seu veltigalis, seu etiam rei unius. Ibid. §. 5.

(2) Si societatem universarum fortunarum ita coierint, ut quidquid erogaretur, vel quareretur, communis lucris atque impendii esset, ea quoque, qua in honorem alterius liberarum erogata sunt, utrinque imputanda. Ib. Leg. LXXIII.

(3) Nulla societatis in aeternum coitio est. Ibid. Leg. LXX.



portez dans le fonds commun, & ensuite ce qu'ils ont produit par eux-mêmes. En effet, l'intention de ceux, qui mettent leurs biens en commun, est que chacun des Associez ait part au gain qui provient des biens des autres.

Les Associez se doivent réciproquement une entière fidélité (4), & une aussi grande application à ménager les affaires de la Société, que celle qu'ils apportent à leurs propres affaires. Sur quoi il y a un beau passage de *Cicéron*: (5) *C'est, dit cet illustre Orateur, une des plus grandes infamies, que de tromper en la moindre chose un homme avec qui l'on s'est associé, dans l'espérance qu'il nous aideroit à prendre soin de nos biens. A qui se fierait-on, si l'on est trompé par ceux-là même, sur la bonne foi de qui on se repose entièrement? Les crimes, qui méritent d'être punis avec le plus de rigueur, ce sont ceux contre lesquels il est le plus difficile de se précautionner. On peut se garder des étrangers. Il est impossible que ceux, avec qui l'on est familier, ne voient bien des choses: ce ne sont pourtant pas toujours les plus secrètes. Mais le moyen d'éviter les friponneries d'un Associé? Un seul soupçon de sa mauvaise foi blesse ce que l'on doit à une personne avec qui l'on a contracté une liaison de cette nature. C'est donc avec raison que nos Ancêtres regardoient comme un très-malhonnette homme, celui qui avoit trompé son Associé.*

Au reste, quoi que le bien de la paix demande, que l'on ne soit pas forcé de demeurer toujours dans une Société, où l'on est une fois entré; cependant la fidélité extrême, que les Associez se doivent réciproquement, ne permet pas qu'aucun d'eux veuille rompre lui-même le traité à contretems, & au préjudice des autres (6).

(4) *Vénit autem in hoc judicium pro socio bona fides. Ibid. Leg. LIII. §. 1. Cum in societatis contrahibus fides exuberet &c. Cod. Lib. IV. Tit. XXXVII. Pro socio, Leg. III. Socius socio utrum eo nomine tantum teneatur pro socio actione, si quid dolo commiserit, sicut is qui deponi apud se passus est; an etiam culpa, id est, desidia atque negligentia nomine: quæsitum est. Prævaluit tamen, etiam culpa nomine teneri eum. Culpa autem non ad exactissimam diligentiam dirigenda est. Sufficit enim talem diligentiam communibus rebus adhibere socium, qualem suis rebus adhibere solet. Nam qui parum diligentem socium sibi adsumet, de se queri, sibi quoque hoc imputare debet. Inst. ubi supra, §. 9. Les Jurisconsultes Romains disent aussi, que l'association est une espèce de fraternité. Societas jure quoddam fraternitatis in se habet. Digest. ubi supra, Leg. LXIII. princip.*

(5) *In rebus minoribus socium fallere turpissimum est.... neque injuria: propterea quod auxilium sibi se putat ad-*

*junctisse, qui cum altero rem communicavit. Ad cujus igitur fidem confugiet, cum per ejus fidem laturus, cui se commiserit? Atqui ea sunt animadvertenda peccata maxime, quæ difficillime præcaventur. Telli esse ad alienos possimus: intimi multa apertiora videant necesse est. Socium vero cavere qui possumus? quem etiam si metuimus, jure officii laturus. Restat igitur Majoris eum, qui socium se felisset, in virorum bonorum numero non putarunt haberi oportere. Orat. pro Sext. Rosc. Amerino, Cap. XL.*

(6) *Laboo... scribit, si renunciaverit societati unus ex sociis eo tempore, quo interfuit socii non dirimi societatem, committere eum in pro socio actione. Nam si emissa mancipia, inita societate, deinde renunciis mihi eo tempore, quo vendere mancipia non expedit, hoc casu, quia deterioris causam meam facis, teneri te pro socio judicio. Digest. ubi supra, Leg. LXV. §. 5. Voyez le reste de cette Loi.*

## CHAPITRE IX.

### *Des Contrâts où il entre du hazard.*

Il y a des Conventions, où il entre du hazard.

§. I. IL NE reste plus qu'à parler, en peu de mots, des Contrâts où il entre du hazard, & dans lesquels on fait quelque convention au sujet d'un événement incertain, ou bien on consent de part & d'autre de s'en rapporter à un cas fortuit. Quelques-uns de ces Contrâts ne supposent en aucune manière le Prix des choses. Cependant, comme la plupart ne sauroient être conçus sans un tel établissement, nous traiterons ici de tous à la fois.

Du Sort, dont on se sert pour décider certaines choses en tems de paix.

§. II. IL y en a de *publics*, & de *particuliers*. Les premiers se font, ou dans la paix, ou dans la guerre. Dans la paix on se sert, parmi plusieurs Peuples, de la voie du *Sort*, pour choisir les Juges, pour assigner les Gouvernemens des Provinces, pour distribuer les Char-

Charges, lors que les Concurrents (1) sont égaux, & à l'égard du droit que chacun a d'y prétendre, & à l'égard du mérite ou des qualitez nécessaires pour se bien acquitter de ces sortes d'emplois. Car autrement, comme le (a) sort est aveugle, si l'on s'en remet à sa décision, quand il s'agit de prononcer entre des Concurrents, dont les prétensions ne sont pas fondées sur le même titre, on fait du tort à ceux qui ont le premier droit à ce qu'ils recherchent tous en même tems : & si leur mérite n'est pas égal, on cause du préjudice à l'Etat.

(a) Voiez *Iſocrat.* Arcopagit. pag. 248. Ed. Paris. & *Phileſtrat.* in Vita Apoll. Thyan. p. 137. B. Edit. Merrell. Paris.

Dans toutes ces occasions, si l'on tire au sort, du libre consentement des intéressés, il y a une Convention, ou une espèce de Compromis, par lequel ils s'engagent d'un commun accord à en passer, sans plainte & sans murmure, par la décision du Sort. Mais lors qu'un Supérieur l'ordonne en matière de choses qu'il pouvoit absolument décider de sa pure autorité, c'est lui-même qui se détermine à se régler sur le Sort, afin qu'on ne croie pas qu'il donne quelque chose à ses passions, & à ses inclinations particulières. Au reste, le but que l'on se propose en faisant tirer au sort, n'est pas, ni ne doit pas être, de connoître la volonté de DIEU d'une manière (2) extraordinaire; à moins qu'il n'ait lui-même expressément ordonné d'avoir recours à cette voie : mais seulement de prévenir ou de terminer (b) les disputes & les querelles; d'éviter la haine de celui, qui se voit frustré de ses espérances; & de faire en sorte qu'il n'ait pas le moindre sujet de se plaindre de l'injustice de la sentence, & de la partialité ou de la tyrannie du Supérieur. Mais, quand il s'agit d'un procès, dont la décision doit être suivie de quelque peine infligée à celui qui perd la cause, il est ridicule de s'en rapporter au Sort, ou à quelque chose de semblable, dans quoi il entre du hazard. En effet, toute juste punition suppose un crime commis, & dont le criminel soit convaincu par des preuves claires & certaines. Or le Sort n'est pas de lui-même propre à découvrir la vérité; & on ne sauroit dire, que, sur quelque personne qu'il tombe, il puisse faire en sorte, qu'un homme n'ait pas commis ce qu'il a commis, ou qu'il ait commis au contraire ce qu'il n'a pas commis. Cependant, si plusieurs se trouvent également coupables d'un même crime, pour lequel on ne juge pas à propos de les punir tous; rien n'empêche qu'on ne les fasse tirer au sort, pour choisir de cette manière ceux qui seront exemts de la peine, qu'ils ont tous méritée.

(b) Voiez *Prov.* XVIII, 18.

Dans les affaires des Particuliers le Sort est aussi sort en usage, quand il s'agit du partage d'une (3) succession; ou lors qu'il faut adjuger un bien, qui ne peut être possédé que par indivis, à une seule personne entre plusieurs, qui y ont le même droit, ou charger d'une chose onéreuse, mais indivisible, une personne qui n'est pas plus obligée, que plusieurs autres, de s'y assujettir.

§. III. LA Guerre a aussi ses Conventions, où il entre du hazard, ce qui se voit non seulement lors que l'on remet la fin de la guerre au succès d'une bataille, ou d'un (a) combat de deux ou plusieurs Champions choisis de part & d'autre; mais encore lors qu'il s'agit d'envoyer un Capitaine (b) dans un poste dangereux, où plusieurs autres sont aussi capables que lui de se bien défendre, sans qu'aucun ait de raison particulière pour s'en excuser. On peut dire même, que dans toute Guerre réglée, (du moins dans celles, où les deux Partis se sont engagés, après avoir rejeté l'un & l'autre les propositions d'accommodement)

Des Conventions concernant la Guerre, dans lesquelles il entre du hazard.

(a) Voiez *Grotius*, Lib. II. C. XXIII. §. 10. & Lib. III. Cap. XX. §. 42. (b) Voiez *Homer*, *Iliad.* VII, 171.

§. II. (1) ———— 'Επ' ἰσότητι τῶν ἰσῶν Πάλασθ.

*Callimach.* Hymn. in Jovem, v. 63, 64.

C'est quand les choses sont égales qu'il faut tirer au sort. Voiez *Juſtin*, L. I. C. X. num. 2. & L. XVIII. C. III. num. 9, 10.

(2) Ceux qui croient que Dieu est l'auteur des productions du Sort, allèguent ce passage des *Proverbes*, XVI. 33. On jette le Sort dans le sein, (c'est-à-dire, dans le creux de quelque vase) & tout son jugement (ou sa décision) est de l'Eternel. Mais, selon le stile de la Langue Sainte, cela veut dire seulement, que les hommes ne sont point maîtres des effets du Sort; comme le prouve

très bien Mr. Le Clerc dans ses judicieuses *Réflexions* sur ce que l'on appelle Bonheur & Malheur, en matière de Lotteries &c. Chap. VIII. On fera bien de lire tout ce petit Ouvrage. Voiez aussi Mr. La Placette, dans son *Traité des Jeux de Hazard*, Chap. II.

(3) Voiez *Es.* XVI, 6. Mais les deux autres passages, que notre Auteur citoit, savoir *Nombres*, XXXIV, 13. *Josué*, XIV, 2. regardent une de ces occasions rares & extraordinaires, où Dieu préside sur le Sort: car chaque Tribu eût ses terres précisément dans les lieux où *Jacob* (*Genes.* XLIX.) & *Moise* (*Deut.* XXXIII.) avoient prédit qu'elles seroient placées.

il y a une Convention tacite, en vertu de laquelle on consent, que celui, pour qui la fortune se déclarera, impose au vaincu telles conditions qu'il jugera à propos. Et c'est proprement la raison, pourquoi on ne sauroit raisonnablement opposer aux Traitez de Paix l'exception que fournit une Promesse faite par crainte. En effet, quiconque pouvant s'accommoder à l'amiable avec son ennemi, a mieux aimé en venir à une guerre, est censé remettre au hazard des armes la décision de leur différent; de sorte qu'après cela, il n'a plus sujet de se plaindre, quelque malheureux que soit son sort. De là vient encore, que, dans les Traitez de Paix, qui se négocient après une guerre réglée, c'est l'usage des Peuples que de supposer la guerre également juste des deux côtes, & de se tenir quittes réciproquement des maux & des pertes qu'on s'est causés les uns aux autres, comme-y ayant été autorisé par une Convention tacite. Il y a une semblable Convention entre ceux, qui se battent en Duel, pour terminer quelque différent; & c'est pour cela que celui qui a tué son homme n'est point obligé, entr'autres choses, à dédommager la femme & les enfans du défunt, de la perte qu'ils font: car l'un & l'autre étoit allé de son pur mouvement à un rendez-vous, où il s'agissoit de tuer ou d'être tué. Cela n'empêche pas que les Particuliers, qui, sans permission du Souverain, s'engagent à un Duel, ne soient justement condamnés à de très-rigoureuses peines, comme coupables d'un crime directement contraire à l'établissement & à l'autorité des Tribunaux Politiques. Et, si autrefois on a permis ces sortes de combats, soit pour donner lieu à (c) une personne de se justifier d'un crime dont on l'accusoit, soit pour l'éclaircissement d'un droit (1) litigieux & contesté; on a fait en cela une chose également opposée à la Raison, & à l'ordre de la Société Civile.

(c) Voyez, dans le Droit Canon, le Titre de purgatione vulgari. Et, en plusieurs endroits, le Codex Leg. antiquarum Lindenbrogii, avec son Glossaire, aux mots Campio, & Duellum.

Des Gageures.

§. IV. UN autre Contrat, où il entre du hazard, ce sont les *Gageures* (1), par lesquelles deux personnes, dont l'une affirme, & l'autre nie, ou un événement avenir; ou un événement déjà passé, mais encore inconnu, du moins à elles; ou bien enfin l'existence de quelque autre chose; déposent ou promettent de part & d'autre une certaine somme, qui doit être à celui, dont l'affertion se trouvera conforme à la vérité. Il y a là une Promesse ou une Stipulation réciproque & conditionnelle, où il entre du hazard, parce qu'il ne dépend pas des Contractans de faire en sorte que l'événement, ou la chose, sur quoi ils ont parié, existe ou n'existe pas (2).

Des Jeux.

§. V. IL faut rapporter encore ici toute sorte de *Jeux*, où l'on joue de l'argent; car ils renferment tous une Convention, où il entre plus ou moins de hazard, selon la diversité des Jeux. Il y en a moins dans ceux qui demandent de l'esprit, de l'adresse, ou de la force; puis que tout le hazard y consiste en ce qu'on ne connoit pas encore bien l'habileté ou les

§. III. (1) C'est ainsi qu'autrefois, au rapport de *Sigebert de Gemblour*, dans sa Chronique sur l'an 942. on fit décider en *Allemagne*, par un Duel, cette question de Droit: Si la succession d'un Aïeul doit passer à son Petit-fils; ou à un Fils cadet du Père défunt de ce Petit-fils?

§. IV. (1) Elles sont permises par le Droit Civil, pourvu qu'elles ne roulent pas sur des choses deshonnêtes & illicites. Et celui qui a gagné de bon jeu, peut se faire paier en Justice. *Si quis sponsionis causa anullos accepit, nec reddit victori, praescriptis verbis actio in eum competit. . . . Planè si inhonestà causa sponsionis fuit, sui anullos duntaxat repetitio erit.* Digest. Lib. XIX. Tit. V. De praescriptis verbis, Leg. XVII. §. 5. Voyez aussi Lib. XI. Tit. V. De aleatoribus, Leg. III. Au reste, comme le remarque Mr. *Tirius* (in *Lauterbach*. Observ. CCXCIV.) lors que l'on parie au sujet d'un événement déjà passé, la Gageure n'en est pas moins bonne, quand même l'un des Contractans sauroit certainement la vérité. En effet, quiconque se détermine volontairement à parier contre une personne sans savoir si elle est assurée, ou non, de ce qu'elle soit, est censé vouloir bien courir risque de gager contre une personne qui joue à jeu sûr; & par conséquent, lors que cela arrive, il ne peut

s'en prendre qu'à lui-même. A plus forte raison cela a-t-il lieu, lors que l'un des Gageurs déclare, qu'il est parfaitement informé de la chose, dont il s'agit, & avertit l'autre de ne point s'engager dans un pari téméraire. Autre chose est, si, avant que de parier, on demande expressément à l'autre ce qu'il fait de la chose en question: car, en ce cas-là, s'il fait semblant d'ignorer ce dont il est bien instruit, pour nous obliger à parier, il y a de la mauvaise foi de sa part; & par conséquent la Gageure est nulle.

(2) C'est (ajoutoit ici notre Auteur) un jeu, plutôt qu'une gageure, que l'énigme proposé autrefois par *Samson* (*Juges*, XIV. 12. & suiv.) puis qu'il s'agissoit de voir, qui auroit plus d'esprit, ou *Samson* pour cacher le sens de l'énigme; ou les autres, pour le découvrir. Mais ceux-ci agissent de mauvaise foi en forçant la femme de *Samson* à tirer de la bouche de son mari l'explication de l'énigme, & à la leur apprendre, au lieu de la deviner par eux-mêmes. D'autre côté, l'énigme n'étoit peut-être pas dans les règles, puis qu'elle ne rouloit pas sur une chose ordinaire, ou un événement commun, mais sur un fait particulier, c'est-à-dire, sur un de ces cas, qu'il est ordinairement presque impossible de deviner.

§. V.

les forces de celui avec qui l'on joue; où qu'il y survient quelquefois des (a) cas imprévus; ou enfin que l'Esprit & le Corps ne se trouvent pas toujours également bien disposés, & ne font pas toujours leurs fonctions avec la même vigueur. La plupart des Jeux sont mêlés de hazard & d'adresse, comme, par exemple celui des *Cartes*, & autres semblables. Mais il y en a aussi de pur hazard, comme le Jeu des *Dez*. Les uns & les autres naturellement (1) ne renferment rien d'injuste. Car, outre qu'on fait la partie avec un plein & mutuel consentement, chaque Joueur expose son argent à un égal danger; chacun aussi joue de son bien, dont il peut par conséquent disposer. Cependant, comme on peut se ruiner par ces sortes de Conventions, en hazardant de (2) grosses sommes; & que d'ailleurs de telles occupations sont d'ordinaire (3) perdre le tems, la chose du monde la plus précieuse; sans parler de plusieurs autres inconvénients (4) qui en peuvent naître: le Souverain, qui a intérêt que les Citoyens ne fassent pas un mauvais usage de leur bien, est en droit de mettre telles bornes (b) que bon lui semble, à la permission de jouer, ou de parier. On peut dire néanmoins en général, que les Jeux, où il y a le moins de hazard, sont ceux qui passent, & avec raison, pour les plus innocens & les plus tolérables. Mais, dans quelque Jeu que ce soit, il faut inviolablement observer la maxime d'un ancien Philosophe: (5) *Quand on court dans la lice, disoit-il, on doit faire de son mieux pour remporter le prix: mais il n'est pas permis de tendre la jambe à son concurrent, ni de le repousser de la main.* C'est-à-dire, que toute fraude doit être bannie de ce divertissement.

§. VI. **LES Loteries**, dont l'usage est assez fréquent, se font, lors que plusieurs personnes achètent en commun une chose, à condition de tirer ensuite au sort, pour voir qui l'aura toute entière. Ce Contract est composé de deux autres. Car, à l'égard du maître de la Loterie, c'est une espèce de Vente qu'il fait à ceux qui achètent les billets. Mais, par rapport à ceux-ci, c'est une Convention d'adjuger la chose achetée en commun, à celui sur qui le sort tombera, en sorte que tous les autres perdent ce qu'ils ont donné. La Loi des Loteries est, que la somme totale composée de ce que chacun donne pour ses billets, n'excede point la valeur de la chose tirée au sort; & que tous ceux, qui tirent, courent également risque de perdre ou de gagner.

§. VII. **LA (a) Blanque**, c'est lors qu'une personne aiant mis dans un vase un certain nombre de billets, dont les uns sont blancs, & les autres noirs, on achète d'elle la permission d'en tirer quelques-uns, en sorte que, s'il s'y en trouve de noirs, elle doit nous donner ce qui se trouve écrit ou marqué dessus. Ce Contract approche fort de l'*Achat d'une espérance incertaine*; mais il y entre beaucoup de hazard. Pour le rendre légitime, il faut que ce que le maître de la Blanque retire de tous les billets ensemble, n'aille pas beaucoup au delà de la valeur des choses qui sont à l'étalage. Je dis, *n'aille pas beau-*

(a) Voiez *Virgil. Æn. V. 323.*

(b) Voiez *Digeſt. Lib. XI. Tit. V. De aleatoribus, ibique Intt. Photius, in Nomocanone, Tit. XIII. Cap. XXIX. Sciden. de J. N. & Gent. sec. Hebr. Lib. VI. Cap. XI. & l'Alcoran, Cap. de mensa.*

Des Loteries.

De la Blanque.  
(a) *Olla fortuna.*

§. V. (1) Voiez le *Traité des Jeux de hazard*, (Chap. VI.) par Mr. *La Placette*, qui ne sauroit être soupçonné d'avoir du panchant pour les opinions relâchées.

(2) *Hos animos? neque enim loculis comitantibus itur Ad casum tabula, posita sed luditur arca.*

*Juvenal. Satyr. I. 83. & seqq.*

C'est-à-dire, selon la Version du P. *Tarteron*: L'entêtement des jeux de hazard a-t-il jamais été plus grand? Car ne vous figurez pas, qu'on se contente de risquer, dans ces Académies de jeu, ce qu'on a d'argent sur soi. On y fait porter les cassettes pleines de pistoles, pour les jouer en un coup de dé. Voiez les vers suivans.

(3) *Quique alii lusus (neque enim nunc persequar omnes) Perdere rem curam tempora nostra solent.*

*Ovid. Trist. Lib. II. vers. 483, 484.*

(4) Rien n'est plus délicat & en même tems plus vénérable, que les Vers suivans de *Mad. Deshoulières*, lesquels, quoi que connus de tout le monde, n'ennuieront pas ceux qui les trouveront ici:

T O M. II.

*Les plaisirs sont amers, d'abord qu'en en abuse.*

*Il est bon de jouer un peu;*

*Mais il faut seulement que le jeu nous amuse.*

*Un joueur, d'un commun aveu,*

*N'a rien d'humain que l'apparence:*

*Et, d'ailleurs, il n'est pas si facile qu'on pense*

*D'être fort honnête homme, & de jouer gros jeu.*

*Le désir de gagner, qui nuit & jour occupe,*

*Est un dangereux écuillon.*

*Souvent, quoi que l'esprit, quoi que le cœur soit bon,*

*On commence par être dupe,*

*On finit par être frippon.*

Voiez aussi le sixième des *Amusemens sérieux & comiques*; & le *Traité* de Mr. *La Placette*, Chap. VII, & suiv.

(5) *Scitè Chrysippus, ut multa: Qui stadium, inquit, currit, eniti & contendere debet, quam maximè possit, ut vincat: supplantare eum, quicum certet, aut manu depellere, nullo modo debet. Cicet. de Offic. Lib. III, Cap. X.*

*comp au delà* : car, outre qu'il est obligé à quelque dépense, il peut arriver qu'on gagne d'abord ce qu'il y a de plus beau & de meilleur, de sorte que personne ne voudra plus acheter de billets. Quelquefois aussi on fait des Blankes pour ramasser de quoi employer à quelque bâtiment ou quelque ouvrage public, ou même de quoi assister les pauvres : & alors l'argent, qui provient de tous les billets joints ensemble, excède ordinairement de beaucoup la valeur des choses que l'on fait tirer : ce surplus tenant lieu d'une espèce d'impôt volontaire, ou d'une aumône, que l'on donne gaïement (b).

(b) Voyez *Martin Desrois*, *Disquis. Magic. Lib. IV. Cap. IV.*

Mais remarquons ici encore, à l'égard de toute sorte de Jeux en général, que, pour avoir lieu de les regarder comme équitables, il ne suffit pas, que ce que l'on risque de perdre de part & d'autre soit égal; il faut encore que le danger de perdre, & l'espérance de gagner, aient de part & d'autre une juste proportion avec la chose, que l'on joue. Par exemple, si, dans un Jeu d'adresse, un des Joueurs se trouve une fois plus habile que l'autre, il doit mettre double contre simple. Il y a des Jeux, où dix personnes mettant, par exemple, chacun un Ecu, il n'y en a qu'un qui gagne le tout : ainsi chacun ne court risque que de perdre un Ecu, & en peut gagner neuf. Si l'on ne regardoit que le gain & la perte en soi, il sembleroit que tous y ont de l'avantage : mais il faut de plus considérer, que, si chacun peut gagner neuf Ecus, & n'est au hazard que d'en perdre un, il est aussi neuf fois plus probable, à l'égard de chacun, qu'il perdra son Ecu, & ne gagnera pas les neuf. Sur ce même fondement quelques-uns (1) disent, que l'appréhension du tonnerre n'est pas raisonnable : car, disent-ils, de deux millions de personnes, c'est beaucoup s'il y en a une qui meure de cette manière; or la crainte d'un mal doit être proportionnée non seulement à la grandeur du mal, mais aussi à la probabilité de l'événement.

*Du Contrat d'Assurance.*

§. VIII. IL y a beaucoup de rapport entre tous ces Contrats, & celui d'*Assurance*, par lequel, moyennant une certaine somme, on assure des marchandises, qui doivent être transportées, sur tout par mer, en sorte que, si elles viennent à périr, on est obligé de les payer à celui à qui elles appartiennent. Ce Contrat est nul, s'il se trouve que l'Assureur savoit que les marchandises étoient déjà arrivées à bon port, ou si le maître des marchandises avoit reçu avis de leur perte. En effet la Convention roule sur un danger incertain. Si donc l'Assureur est informé de l'heureuse arrivée des marchandises, il ne garentit de rien. D'autre côté, si le maître des marchandises fait qu'elles sont perdues, il ne peut point faire assurer une chose qui n'existe plus. Pour ce qui regarde la somme, que l'on donne à l'Assureur, elle dépend ou de l'estimation ordinaire, ou des Conventions des Contractans. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il peut exiger plus ou moins, selon que les périls sont plus ou moins grands; par exemple, en Hiver, plus qu'en Été, à cause des fréquentes tempêtes; & en tems de guerre, ou lors que les mers sont infestées par les Corsaires, plus qu'en tems de paix, ou lors qu'on n'a à craindre que la fureur des Vents (a). Au reste, le hazard qu'il y a dans ce Contrat, est principalement du côté de l'Assureur (1).

(a) Voyez *Locutus*, de *Jure Maritimo*, Lib. II. Cap. V.

§. VII. (1) Je ne cite point l'exemple de ceci, que l'on trouve même, IV. Part.

§. VIII. (1) Il y a un exemple d'un contrat duquel

Auteur  
et pris  
livre

CLIX.)  
raus,  
ous de

bouche à l'armée des Romains en Espagne, étoient dédommages des deniers publics, si leurs vaisseaux venoient à périr, ou à être pris par les ennemis; ce qui donna lieu à bien des friponneries, comme il paroit par le Liv. XXV. Chap. III. Au reste, on fera bien de lire ce que dit Mr. La Placette au sujet du Contrat d'assurance, dans son *Traité de la Restitution*, Liv. IV. Chap. XV.

## CHAPITRE X.

## Des Conventions accessoires.

§. I. **J**USQUES ici nous n'avons traité que des *Conventions principales*, qui subsistent & se soutiennent, pour ainsi dire, par elles-mêmes. Il faut maintenant dire quelque chose des *Conventions accessoires*, qui ne se font pas toutes seules & à cause d'elles-mêmes; mais qui sont comme des dépendances de quelque autre, à laquelle on les ajoute. On peut les diviser commodément en deux classes. Car il y en a qui modifient diversement les Contrats simples, auxquels elles sont ajoutées, en y attachant quelque chose, qu'ils ne renfermoient pas d'ailleurs, ou en les dépouillant de quelque chose qui les accompagnoit naturellement; & c'est ce que les Jurisconsultes appellent des *Conventions ajoutées*. Mais il y en a aussi d'autres qui ne font que donner des sûretés pour l'exécution d'un Contrat déjà déterminé & modifié.

Il y a de deux sortes de Conventions accessoires.

§. II. **A L'ÉGARD** des *Conventions ajoutées*, les Interprètes du Droit (a) Romain distinguent, 1. Entre celles qui sont ajoutées au Contrat principal, ou avant qu'il soit accompli, ou immédiatement après, en sorte qu'elles ne font avec lui qu'un seul tout; & celles qui n'y sont ajoutées que quelque temps après. 2. Entre celles qui sont ajoutées à un *Contrat de bonne foi*, & celles qui sont ajoutées à un *Contrat de droit étroit*. 3. Entre celles qui roulent sur les qualités essentielles d'un Contrat; celles qui regardent ses qualités naturelles; & celles qui se rapportent à ses qualités accidentelles. Les *qualités essentielles*, ce sont celles sans lesquelles nul Contrat ne sauroit absolument être conçu. Les *qualités naturelles*, ce sont celles qui accompagnent ordinairement les Contrats, lors même qu'elles n'y sont pas formellement exprimées; quoi qu'on puisse en convenir autrement sans détruire pour cela l'essence du Contrat. Mais les *qualités accidentelles* ne suivent en aucune manière de la nature du Contrat, & peuvent par conséquent y être attachées, ou non, selon que les Contractans en conviennent. 4. Enfin, on distingue entre les Conventions ajoutées pour rendre plus onéreuse l'obligation du Contrat principal, & celles qui tendent au contraire à la diminuer.

Différentes sortes de Conventions ajoutées.  
(a) Sur Dig. Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. VII. §. 5.

§. III. **SUR** tout ce qui vient d'être dit, on peut établir les maximes suivantes. 1. Une Convention qui regarde les *qualités essentielles du Contrat principal*, est nulle, si elle renferme quelque chose de contraire aux Loix & aux bonnes mœurs; parce que, comme nous l'avons fait voir ci-dessus, toute Convention deshonnête est invalide. Ainsi ce seroit en vain qu'une fille, qui se marie, voudroit stipuler, qu'il lui seroit permis d'accorder ses faveurs à d'autres qu'à son Epoux; ou un Valet, qui se loue, qu'il pourroit dissiper frauduleusement le bien de son Maître. De même, il seroit ridicule, que ceux qui font ensemble quelque Convention ou quelque Contrat, déclarassent expressément, qu'ils sont portés à traiter par une violence ou une crainte injuste; ou que, dans quelque Contrat que ce soit, on protestât qu'on ne sera point responsable de la mauvaise foi (1).

Les Conventions ajoutées à un Contrat, sont nulles, si elles renferment quelque chose de deshonnête.

§. IV. 2. Si une Convention ajoutée modifie de telle manière les *qualités essentielles du Contrat principal*, qu'elle lui fasse entièrement changer de nature, il faut voir alors quelle a été l'intention des Contractans. Car s'il paroît, qu'ils aient sérieusement prétendu ne traiter que sur le pied de ce qu'emportent les termes expliqués à la lettre, la Convention est nulle; personne ne pouvant vouloir à la fois deux choses incompatibles. Ainsi il seroit absurde

Les Conventions ajoutées rendent quelquefois irrégulier le Contrat principal.

§. III. (1) Illud non probabis, dolam non esse praestandum, si convenerit: nam haec conventio contra bonam fidem, contraque bonos mores est: & idcirco nec sequenda est. Digest.

Lib. XVI. Tit. III. Depositum, vel contra, Leg. I. §. 7. Voyez le §. 35. & Lib. L. Tit. XVII. De regulis juris, Leg. XXIII.

(a) Voiez Digest. Lib. XVIII. Tit. I. De contrahenda emptione &c. Leg. LXXX. §. 3. Lib. XIX. Tit. V. De praescript. verbis &c. Leg. IV. & VI. Lib. XVII. Tit. II. Pro socio, Leg. V. §. 2. Lib. XVI. Tit. III. De pectiti, vel contra, Leg. I. §. 8. & Institur. Lib. III. Tit. XV. Quibus modis re contrahitur obligatio, §. 2. in fine.

\* Les Conventions ajoutées sur le champ, sont valides, toutes choses d'ailleurs égales. (a) Voiez Digest. Lib. XIX. Tit. I. De act. empt. & vend. Leg. XI. §. 18.

Les Conventions Négatives, ajoutées quelque tems après la conclusion du Contrat principal, fournissent de quoi opposer une exception.

En quel cas une Convention Affirmative, ajoutée quelque tems après, est valable ?

surde de faire sérieusement un Contrat de Vente, où l'on appoât en même tems cette clause, que l'Acheteur ne seroit jamais obligé de paier la marchandise, ni le Vendeur de la délivrer, ou un Contrat de Louage, sous cette condition, que le Preneur auroit la Propriété de la chose louée; ou un Contrat de Société, dans lequel on stipulât, que les Associés ne participeroient ni au gain, ni à la perte, qui proviendrait de ce qu'ils mettent en commun. Mais, si les Contractans aient une intention bien sérieuse de traiter ensemble, se sont seulement mépris aux termes, par pure ignorance; ou si, pour certaines considérations, ils ont voulu de propos délibéré s'exprimer improprement; pourvu que, dans le fond même de l'affaire, il n'y ait rien de contraire aux Loix, elle sera valable, & l'impropriété des expressions (a) ne rendra point l'acte nul.

§. V. \* 3. Les Conventions ajoutées sur le champ au Contrat principal, sont valides, soit qu'elles altèrent l'essence même du Contrat, soit qu'elles concernent ses propriétés naturelles, soit qu'elles le revêtent de quelques qualités accidentelles; pourvu qu'en tout cela il ne se trouve rien de contraire aux Loix. En effet, on suppose que les Contractans ont plein pouvoir de régler ces sortes de choses comme ils le jugent à propos; ainsi ils ne peuvent qu'être obligés à tout ce dont ils sont (1) volontairement convenus. La garantie, par exemple, est naturelle au Contrat de Vente: on peut néanmoins (a) stipuler, qu'on n'y sera point obligé (2). L'engagement où l'on est de répondre de sa propre négligence, peut aussi être augmenté, ou diminué, au delà de ce que demande ordinairement la nature de chaque Contrat. La même chose a lieu dans les Contrats de simple (3) consentement, (4) pourvu que la Convention soit ajoutée avant qu'il y ait rien d'exécuté: car c'est comme si l'on faisoit un nouveau Contrat.

§. VI. 4. Les Conventions ajoutées à toute sorte de Contrats quelque tems après leur conclusion, si elles sont (1) Négatives, c'est-à-dire, si elles diminuent quelque chose de l'Obligation du Débiteur, & qu'elles lui soient par conséquent favorables; demeurent valides, & fournissent au Défendeur de quoi opposer les fins de non recevoir. Par exemple, lors qu'on a actuellement prêté de l'argent à un homme, on peut convenir quelque tems après, que le terme du paiement sera reculé, ou le lieu changé; que le Débiteur donnera d'autres espèces; qu'on ne lui demandera point d'intérêt &c.

§. VII. 5. Comme, par le Droit Naturel, une simple Convention peut donner action en Justice, rien n'empêche aussi qu'une Convention Affirmative, c'est-à-dire, qui augmente l'Obligation où étoit le Débiteur par le Contrat principal, auquel elle est ajoutée, ne soit très-valable, & que le Demandeur ne puisse s'en prévaloir; quoi que le Droit Romain en ait décidé autrement, par une raison qui n'est point fondée sur les principes du Droit Naturel. Supposé, par exemple, qu'ayant acheté une chose, à condition que le Vendeur me la délivreroit en un certain tems, il convienne ensuite avec moi de me la remettre plutôt; pour quoi ne pourrais-je pas demander l'exécution de cette Convention postérieure? Si j'ai loué

ma

§. V. (1) *Contractus enim legem ex conventionem accipiunt. Digest. ubi supra, Leg. I. §. 6. Voiez Leg. XXIV. XXVI. §. 1. Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. VII. §. 5. Lib. XVIII. Tit. I. De contrahenda empt. &c. Leg. VII. §. 1. Leg. LXXIX. Lib. XIX. Tit. I. De actionibus empti & venditi, Leg. XI. §. 1. & Institur. Lib. III. Tit. XXVI. De societate, §. 1. 2.*

(2) Voiez Digest. Lib. XIX. Tit. I. De action. empti & venditi, Leg. VI. §. 1. Cod. Lib. II. Tit. III. De Pactis, Leg. XI. XIII. & Lib. IV. Tit. LIV. De Pactis inter emptorem & venditorem compositis, Leg. II. On peut rapporter encore ici la Vente sous clause commissaire; l'additio in diem; la clause de retrait; & celle, par laquelle on prend une marchandise à l'essai, c'est-à-dire, à condition que, si on ne l'agrée pas, le Vendeur la reprendra; (Voiez ci-dessus, Chap. V. §. 2, & 4.) comme aussi cette sorte de Prêt, par lequel on prête à intérêt une certaine somme, à la charge que l'emprunteur en paiera les inté-

rêts à une certaine personne, tant qu'elle vivra, & qu'après sa mort il deviendra maître en propre du capital: au lieu qu'ordinairement telle est la nature du Prêt, que la chose empruntée peut être répétée par celui qui l'a donnée, ou par ses Héritiers.

(3) Voiez ci-dessus, Chap. II. §. 6.

(4) *Ut constat, in emptione ceterisque bona fidei iudiciis, re nondum secuta posse abiri ab emptione. Si igitur in totum potest, cur non & pars ejus passionem mutari potest? . . . ut quodammodo quasi renovatus contractus videatur. Digest. Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. VII. §. 6. Voiez aussi la Loi LVIII. & Lib. XVIII. Tit. I. De contrah. empt. Leg. LXXII. Tit. IV. De rescindenda venditione, Leg. I. II. & Cod. Lib. IV. Tit. XLV. Quando liceat ab emptione discedere, Leg. I.*

§. VI. (1) Voiez ci-dessus, Chap. II. §. 3. & Digest. Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. VII. §. 5. Lib. XVIII. Tit. I. De contrah. empt. Leg. LXXII.

§. VII,

ma maison pour deux ans, & qu'après cela le Locataire consente que le bail expire dans un an, il faut sans contredit qu'il déménage au bout de l'année; bien entendu qu'il ne sera point tenu de paier le loier de la suivante. Je ne vois pas non plus en vertu de quoi une simple Convention, par laquelle on s'engage de paier une certaine somme (1) sans que celui, à qui on le promet, l'eût stipulé auparavant dans les formes, ne pourroit pas avancer le tems du paiement (2), comme elle a la force de la prolonger. Et quand même on ne rabattrait pas sur la dette ce que perd le Débiteur pour être obligé de paier plutôt qu'il n'auroit fait; on ne lui fera point de tort, s'il a consenti avec une entière liberté. Il est clair pourtant, qu'on ne sauroit rendre plus onéreuse l'obligation du Débiteur malgré lui; & qu'ainsi, autant qu'on en augmente le poids d'un côté par une Convention postérieure, autant faut-il naturellement le diminuer d'un autre côté. Supposé, par exemple, que le Créancier veuille être païé dans un autre lieu, que celui, dont on étoit convenu; le Débiteur, à son tour, est en droit de prétendre quelque dédommagement du préjudice que lui cause ce changement de lieu. On voit bien aussi, qu'il est contre la nature des Contrats Onéreux d'y ajouter, soit sur le champ, ou quelque tems après, une Convention qui augmente à tel point l'Obligation, qu'il en résulte de l'inégalité dans le Contrat principal. Si, par exemple, un Vendeur & un Acheteur étant convenus d'abord du juste prix de la marchandise, l'Acheteur s'engage ensuite à la paier plus qu'elle ne vaut; à moins qu'il ne se fasse un mélange d'Achat & de Donation, je ne vois pas en vertu de quoi le Vendeur pourroit demander ce surplus (a).

(a) Voyez Arn. Vinnius, De Pactis, Cap. IX, & seqq.

Du Contrat de Confidence.

§. VIII. ON peut rapporter ici, à mon avis, ce que les Jurisconsultes Romains appellent *Contrat* (1) de *Confidence*, par lequel on (2) aliène une chose à condition que celui qui l'aquiert, nous la rendra quelque jour sur le même pied qu'il l'a reçue. Je mets cette Convention au rang de celles qui sont ajoutées à un Contrat principal, parce qu'elle suit toujours la délivrance actuelle de la chose entre les mains de celui, à qui on la transfère. Et on lui donne le nom de *Confidence*, parce qu'au lieu que, par tout ailleurs, celui, à qui l'on transfère la Propriété d'une chose, en peut disposer absolument à sa fantaisie, & par conséquent ou la garder toujours, ou s'en défaire quand il lui plait, en faveur de qui bon lui semble; ici au contraire on se fie à un homme, qui nous engage sa foi & son honneur pour nous assurer de la parole qu'il nous donne, qu'il n'usera de son droit de Propriété que de la manière dont il en est convenu avec nous, & qu'il nous le remettra volontiers & de bonne grace, quand nous serons en état de le reprendre. De là vient que, par la formule de cette Convention, le Confidentiaire promettoit D'EN (3) AGIR COMME ON FAIT ENTRE GENS DE BIEN, SANS FRAUDE ET SANS SUPERCHERIE; & s'il étoit convaincu en Justice d'avoir manqué à la fidélité entière, que demande un pareil engagement (4), il étoit noté d'infamie par les Loix Romaines. Au reste la clause de *Confidence* avoit lieu en plusieurs sortes d'affaires; par exemple, dans l'é-

man-

§. VII. (1) C'est-ce qu'on appelloit en un mot *Constitutum*, ou *Pecunia constituta*. Voyez Digest. Lib. XIII. Tit. V.

(2) *Si is, qui & Jure Civili, & Pratoria debebat, in diem sit obligatus, an constituendo teneatur?* Et Labeo ait, teneri constitutum... adjicit, vel propter has potissimum pecunias, qua nondum peti possunt, constituta induit. Ibid. Leg. III. §. 2.

§. VIII. (1) Je n'ai point trouvé de terme plus commode, pour exprimer ce qui est renfermé dans l'idée du mot Latin *Fiducia*: car, dans tous les cas, auxquels s'étend ce Contrat, il y a une espèce de confiance.

(2) C'est la définition qu'en donne Boice, dans son Commentaire sur les Topiques de Cicéron, Cap. X. *Fiduciam accipere dicitur is, cui res aliqua mancipatur, ita ut eam aliquando mancipanti remancipet*. Par exemple, dit-il, si, dans une conjoncture où l'on appréhende d'être dépossédé de ses biens, on prie quelque ami puissant de

nous acheter une terre, lui faisant promettre en particulier de nous la revendre au même prix, lors que le péril sera passé. *Veluti si quis tempus dubium timent, amico potentiori fundum mancipat, ut ei, cum tempus, quod suspectum est, praterierit, reddat: hac mancipatio, fiducia dicitur, idcirco quod restituendi fides interponitur.*

(3) *UT INTER BONOS BENE AGIER OPORTET, ET SINE FRAUDATIONE*. Cicér. de Offic. Lib. III. Cap. XVII. Voyez aussi le Chap. XV. & Epist. ad familiares, Lib. VII. Ep. XII.

(4) *Si qua enim sunt privata judicia summa existimationis, & penè dicam capitis, tria hac sunt, fiducia, tutela, societas. Equi enim perfidiosum & nefarium est fidem frangere, qua continet vitam: & pupillum fraudare, qui in tutelam pervenit: & socium fallere, qui se in negotio conjunxit*. Cicér. Orat. pro Q. Roscio Comado, Cap. VI. Voyez aussi pro Caelina, Cap. III.

K 3

(5) Par-



*mancipation* (5) des Enfans; dans une (6) *possession provisionnelle*; dans les (7) *Tutèles*; dans les *Gages* (8) & les *Hypothèques*; dans les (9) *Fidécummissis*; & dans plusieurs autres cas semblables. On en trouve aussi divers exemples (10) dans les Auteurs. Sur quoi il faut remarquer en général, qu'il n'est jamais permis de faire une telle Convention en fraude de la Loi, comme si un homme, qui est franc d'impôts, achetoit pour un certain tems les biens d'un autre, afin de lui épargner ce qu'il seroit obligé de donner au Bureau des tailles, ou des douanes.

La Caution ne peut pas être obligée au delà de l'engagement du Débiteur principal.

§. IX. POUR venir maintenant à l'autre classe de *Conventions accessoires*, je veux dire, à celles qui donnent simplement des sûretés pour l'exécution d'un Contrat principal, suffisamment formé & déterminé de lui-même; une des plus ordinaires, c'est de prendre sur soi subsidiairement une obligation d'autrui, en sorte que, si le Débiteur principal ne satisfait pas, on se met à sa place. Or il y a trois manières principales de s'obliger pour autrui. 1. En matière de choses & d'actions susceptibles d'estimation à prix d'argent; ce qui a lieu sur tout de Particulier à Particulier. Ceux qui s'engagent ainsi pour des affaires civiles, sont nommez proprement *Fidejusseurs* ou *Cautionns*. 2. En matière de crimes; auquel cas ceux qui répondent, que l'accusé subira la peine portée par la sentence, sont appelez proprement *Pleiges*. 3. En matière d'affaires publiques, lors que l'on promet quelque chose, qui concerne l'Etat, sans en avoir ordre de ceux qui ont l'autorité souveraine; ou lors qu'on se rend *Otage*.

(a) Chap. II. §. 1. dernier, de ce Livre.

Nous avons déjà dit (a) ailleurs quelque chose sur la nature du *Cautionnement*. J'ajouterais ici, que la Caution se charge de paier, au défaut du Débiteur principal; bien entendu qu'elle a toujours son recours contre lui, pour se faire rembourser de ce qu'elle a donné ou dépensé, & du dommage qu'elle peut avoir reçu. Or le Cautionnement n'étant qu'un accessoire d'un autre Contrat, il est clair, que la Caution ne peut point être obligée au delà de ce à quoi est tenu le Débiteur (1). Si donc celui-ci ne doit que sous condition, la Caution ne fera obligée de paier que quand la condition aura son accomplissement. On ne

lau-

(5) Parmi les anciens Romains, un Père, qui vouloit émanciper son Enfant, le vendoit jusqu'à trois fois, comme un Esclave, à un homme qui promettoit de le lui revendre, & qui à cause de cela s'appelloit *Pater fiduciarius*; après quoi le véritable Père aiant racheté son Fils, l'affranchissoit: & ainsi l'Emancipation étoit faite. Voyez *Cajus*, *Institut.* l. 6. & *Rosin*, *Antiq. Roman.* Lib. IX. Cap. X. Mais dans la suite on abolit ces ventes feintes, & on établit, que les Pères iroient seulement déclarer en Justice, qu'ils renonçoient à leur pouvoir paternel sur l'Enfant qu'ils vouloient émanciper. Voyez *Institut.* Lib. I. Cap. XII. §. 6. L'Emancipation, au reste, produisoit un effet particulier à l'égard de la succession des Pères aux biens des Enfans; sur quoi voyez *Institut.* Lib. III. Tit. II. De *legitima adgnatorum successione*, §. 8. & *Cod.* Lib. VIII. Tit. XLIX. De *emancipationibus liberorum*, Leg. VI.

(6) Voyez *Gul. Budens*, in *Digest.* Lib. I. Tit. II. De *origine juris* &c. Leg. II. & *Gregor. Tholosan.* *Syntagm. Jur.* Lib. XXIII. Cap. V. §. 2.

(7) Voyez *Institut.* Lib. I. Tit. XIX. De *Fiduciaria Tutela*, avec le Comment. de *Barbousin*.

(8) Voyez *Isidor.* *Etymol.* Lib. V. Cap. XXV. *Cujas*, ad *Pauli recept. sentent.* Lib. II. Tit. XIII. & sur tout *Sauvaiſse*, dans son *Traité de Usuris*, Cap. IV. & de *modo usurarium*, Cap. XIV.

(9) Voyez les *Interprètes* sur *Institut.* Lib. II. Tit. XXIII. De *fiduciariis hereditatibus* &c.

(10) C'est ainsi que *Philippe*, Roi de *Macédoine*, se voyant pressé par les Romains, mit la ville d'*Argos* entre les mains de *Nabis*, Tyran des *Lacédémoniens*, à condition que si lui *Philippe* avoit du dessous, il la garderoit; mais que s'il revenoit victorieux, il la lui rendroit. *Optimum ratus Nabidi eam, Lacédæmoniotum Tyranno, velut*

*FIDUCIARIAM dare, ut victori sibi restitueret: si quid adversi accidisset, ipse haberet.* Tit. Liv. Lib. XXXII. Cap. XXXVIII. Voyez aussi *Quinte Curce*, Lib. V. Cap. IX. num. 8. *Diodor. Sicul.* Lib. IV. Cap. XXXIII. pag. 239. D. Edit. *Rhodom.* & *Paul. Warnefrid.* de *gestis Langobard.* Lib. II. Cap. VII. Parmi les *Turcs*, (au rapport de *Monconys*, dans ses *Voyages*, Tom. I. pag. 465.) lors qu'un homme a juré de répudier sa femme, il faut nécessairement qu'il le fasse, quand même il viendroit ensuite à se repentir de sa résolution. Mais voici l'expédient, dont il peut se servir, pour ravoir sa femme. Il traite avec un ami, qui lui promet de l'épouser, & de la répudier ensuite, après avoir consommé avec elle le mariage: ensuite dequoi le premier mari se remarie avec elle; ce qu'il ne pourroit pas autrement. Voyez aussi *Olearius*, *Itin. Persic.* Lib. V. Cap. XXIII.

§. IX. (1) *Fidejussores* ira obligari non possunt, ut plus debeant, quam debet is, pro quo obligantur. Nam eorum obligatio, accessio est principalis obligationis: nec plus in accessorio potest esse, quam in principali re. At ex diverso, ut minus debeant, obligari possunt. Itaque si reus decem aureos promiserit, fidejussor in quinque recte obligatur: contra vero obligari non potest. Item, si ille pure promiserit, fidejussor sub conditione promittere potest: contra vero non potest. Non solum autem in quantitate, sed etiam in tempore minus aut plus intelligitur. Plus est enim statim aliquid dare: minus est, post tempus dare. *Institut.* Lib. III. Tit. XXI. De *Fidejussoribus*, §. 5. Qui certo loco dari promissit, aliquatenus duriori conditioni obligatur, quam si pure interrogatus fuisset: nullo enim loco alio, quam in quem promissit, solvere, invito stipulatore potest. Quare si reum pure interrogavero, & fidejussorem cum adiectione loci accepero, non obligabitur fidejussor. *Digest.* Lib. XLVI. Tit. I. De *Fidejussoribus & mandatoribus*, Leg. XVI. §. 1.

(2) Ex

sauroit non plus exiger, qu'elle paie en un autre lieu, ou en un autre tems, qu'il n'avoit été stipulé du Débiteur principal. Elle est aussi en droit de se prévaloir des exceptions (2) ou fins de non recevoir, que le Débiteur auroit pu opposer, & qui suivent de la nature même du Contrat principal. Il y a beaucoup de rapport entre le Cautionnement, & la Commission ou l'ordre que l'on donne à quelqu'un de prêter à un tiers; car par cela même on s'engage tacitement à répondre de la dette. Et ici il peut arriver, que celui, à qui l'on avoit donné ordre de prêter mille Ecus, par exemple, n'en donne que cinq-cens; l'Emprunteur n'en aiant pas voulu davantage. En ce cas-là on n'est responsable envers le Créancier que de la somme déboursée: car le sens de la Commission se réduisoit à ceci; *Vous pouvez, sur ma parole, lui prêter jusqu'à mille Ecus.* Rien n'empêche pourtant, que la Caution ne s'engage à (3) moins que ce dont est tenu le Débiteur principal. Elle peut, par exemple, ne répondre que d'une partie de la dette; s'obliger sous condition seulement, quoi que la dette soit pure & simple; prendre un terme plus long, ou un lieu plus commode pour le paiement, que celui qui avoit été accordé au Débiteur. La nature & le but du Cautionnement fait voir encore (b), que la Caution doit être une personne riche & solvable, qui passe pour bon paieur, & que l'on puisse aisément appeler en Justice; & c'est de quoi il appartient au Créancier de juger.

(b) Voyez *Homeri*.  
*Odyss.* Lib. VIII.  
vers. 352, 353.

Elle peut néanmoins entrer dans une Obligation plus étroite.

§. X. Mais il n'est pas contre la Raison, qu'une Caution puisse entrer dans une Obligation plus étroite & plus pressante que celle du Débiteur principal. Car le Créancier n'auroit point consenti à prêter sans la Caution, qui s'est volontairement présentée pour lui donner une plus grande sûreté de l'exécution du Contrat principal; & le Débiteur se trouve souvent forcé d'emprunter par une nécessité pressante. Au lieu que la Caution ne se porte à répondre pour autrui que par un principe de Libéralité, ou par une ostentation de Générosité, ou par une vaine confiance en ses richesses. Ainsi ce n'est pas sans raison qu'un Créancier se fâche quelquefois davantage contre la Caution, que contre le Débiteur principal. Car la Caution est cause qu'il a prêté; & l'on n'est pas entièrement excusable, de se charger sans nécessité d'un engagement d'autrui, dont on devoit savoir que l'exécution étoit au dessus de nos forces. Il y a mille beaux préceptes des Sages, qui (1) conseillent de ne répondre pas légèrement pour autrui, si l'on veut ne pas s'exposer sans nécessité à de fâcheux embarras. Comme les femmes se laissent aisément gagner sur ce chapitre, les Loix Romaines (2) y ont pourvu par le bénéfice du *Senatusconsulte Velleïen*. C'est dans une semblable vue qu'au lieu que ces mêmes Loix permettoient à un Débiteur (3) de se décharger de toutes ses dettes en abandonnant tous les biens à ses Créanciers, quoi que les det-

tes.

(2) *Ex persona rei, & quidem invito reo, exceptio & actio rei commoda fidejussori, ceterisque accessionibus competere potest.* Digest. ubi supra, Leg. XXXII. Si is, qui fidejussorem dedit, ideo non steterit, quod Reipublica causâ absuit; iniquum est fidejussorem ob alium necessitate stendi obligatum esse, cum ipsi liberum esset non sistere. Lib. II. Tit. XI. Si quis cautionibus &c. Leg. VI. Voyez aussi Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. XXXII. Lib. III. Tit. III. De Procuratoribus & Defensoribus, Leg. LI. Lib. XIV. Tit. VI. De Senatusc. Macedon. Leg. IX. §. 3. Lib. XVI. Tit. II. De compensationibus, Leg. IV. V. Instit. Lib. IV. Tit. XIV. De replicationibus, §. 4. &c. sur toute cette matière des Cautions, les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par *Danmat*, I. Part. Liv. III. Tit. IV.

(3) Voyez la Note 1.

§. X. (1) On fait le mot célèbre de Chilon, l'un des sept Sages de l'ancienne Grèce: *Ἐγγυα, ἀνὰ δὲ ἄνθρωπον*. Si vous répondez pour quelqu'un, vous vous en repentirez bientôt. Voyez *Proverbes*, VI. 1. & suiv. XI. 15. XVII. 18. XXII. 26, 27. XXVII. 13. *Ecclesiastique*, XXIX. 24, 47.

(2) Ce *Senatusconsulte* portoit, que les Femmes ne pouvoient s'obliger pour qui que ce fût. *Velleïano Senatusconsulto plerumque comprehensum est, Ne pro ullo foemina intercederent. Nam sicut moribus civilia officia*

*adempta sunt faminis, & pleraque ipso jure non valent: ita multo magis adimendum eis fuit id officium, in quo non sola opera nudumque ministerium earum versaretur, sed etiam periculum rei familiaris.* Digest. Lib. XVI. Tit. I. Leg. I. §. 1, 2.

(3) Ils ne s'aquittoient entièrement que pour l'heure. Cette Cession leur épargnoit à la vérité la prison, ou l'en faisoit sortir; mais elle n'empêchoit pas que, si, dans la suite ils venoient à acquiescer quelque chose, on ne fût reçu à demander le paiement des dettes qui étoient restées après la distribution des premiers biens. Il est vrai qu'en ce cas-là il n'étoit pas permis de dépouiller entièrement le Débiteur une seconde fois; on le condamnoit seulement à donner ce qu'il pouvoit, & on lui laissoit de quoi subsister. *Qui bonis cessierint, nisi solidum creditor receperit, non sunt liberati. In eo enim tantummodo hoc beneficium eis prodest, ne judicati detrahantur in carcerem.* Cod. Lib. VII. Tit. LXXI. *Qui bonis cessere possunt, Leg. I. Cum eo quoque, qui creditoribus bonis suis cessit, si postea aliquid adquisierit, quod idoneum emolumentum habeat, ex integro in id quod facere potest, creditores expariuntur: inhumanum enim erat, spoliatum fortunæ suæ in solidum damnavi.* Instit. Lib. IV. Tit. VI. De actionibus, §. 40.

(4) Sans

tes montassent plus haut que la valeur de ces biens; elles (4) n'accordoient pas le même bénéfice à la Caution : parce que la raison pourquoi les Créanciers demandent caution, c'est afin que, si le Débiteur vient à perdre tout son bien, ils puissent se faire paier par celui qui a répondu de la dette. Il faut remarquer néanmoins ici en passant, que cette manière de s'acquitter par une cession générale de ses biens n'est pas fondée sur le Droit Naturel : tout ce que les Loix de l'Humanité demandent, c'est que, si un Débiteur est devenu insolvable par quelque malheur, & non pas par un effet de ses débauches ou de sa négligence, on doit se contenter de prendre ce qui lui reste de son bien, sans l'obliger à paier en sa personne, pour suppléer au surplus de la dette. Mais, pour revenir à notre sujet, l'engagement de la Caution devient plus étroit & plus fort que celui du Débiteur principal, lors qu'elle promet avec serment, ou en se soumettant à quelque peine, ce que le Débiteur avoit promis purement & simplement. En certains lieux aussi, lors que le paiement n'a pas été fait au terme dont on étoit convenu, la Caution est obligée de demeurer pour *ôtage*, comme on parle, en un certain lieu, jusques à ce que le Créancier soit satisfait. Mais, comme cela peut donner lieu à de grands abus, on a eû raison d'abolir en d'autres endroits cette coutume.

Des bénéfices  
que le Droit ac-  
corde à une Cau-  
tion.

§. XI. Au reste, le Cautionnement n'étant autre chose qu'un accessoire d'une Obligation d'autrui, le Droit Naturel veut, que le Créancier s'adresse premièrement au (1) Débiteur principal; après quoi, s'il ne peut rien tirer de celui-ci, il pourra s'en prendre à la Caution. C'est ce que les Loix Romaines appellent *Bénéfice de* (2) *Discussion*, ou de *Posteriorité*. Que si la Caution est obligée de paier, il faut alors que le Créancier lui remette tous ses droits, noms, & actions (3) contre le Débiteur, supposé que ces titres soient meilleurs & plus authentiques, que ceux qu'elle a tant que Caution; & sur tout les gages qu'il peut avoir en main pour une partie de la dette. Que si plusieurs personnes se sont rendues caution pour un seul & même Débiteur, sans que chacune soit obligée solidairement; il est clair que, par le Droit Naturel, on ne peut demander à chacune que (4) sa portion; à moins que quelcune d'entr'elles ne soit devenue insolvable, ou qu'on ne puisse pas agir contr'elle : car en ce cas-là sa portion se rejette sur tous les autres, parce que la raison pourquoi on a voulu avoir plusieurs Cautions, c'est afin qu'au défaut d'une ou de deux, on eût de quoi se dédommager sur les autres (a). Mais il faut distinguer ici entre une *simple Caution*, & une *Caution* (5) *solidaire*, c'est-à-dire, qui se charge entièrement & en son propre nom de l'Obligation d'autrui : car quiconque s'oblige de cette manière, n'est plus réputé Caution, & l'on s'adresse à lui directement, comme au principal Débiteur. Pour savoir maintenant, si une Caution peut redemander ce qu'elle a païé pour le Débi-

(a) Voyez Phadr.  
Lib. I. Fab. XVI.  
Ed. Burm.

(4) *Sanè quædam exceptiones non solent his [fidejussoribus] accommodari. Ecce enim debitor, si bonis suis cesserit, & cum eo creditor experiatur : defenditur per exceptionem, si bonis cesserit. Sed hac exceptio fidejussoribus non datur : ideo scilicet quia qui alios pro debitore obligat, hoc maxime prospicit, ut cum facultatibus lapsus fuerit debitor, possit ab iis, quos pro eo obligavit, suum consequi. Institut. Lib. IV. Tit. XIV. De Replicationibus, §. 4. Voyez au reste, sur la Cession des biens, aussi bien que sur la Déconsigne, les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par Daumat, I. Part. Liv. III. Tit. V.*

§. XI. (1) Voyez la Nouvelle IV. de Justinien, Cap. I. *Ut creditores primo loco convenient principalem. Qui titien en allègue pour raison, qu'une Caution est digne de pitié, puis que la dure nécessité, où elle se voit réduite, est l'effet de la bonté envers le Débiteur. Etiam cum istud periculum est sponsoris, miserabile est : bonitate labitur, humanitate contrahat. . . . Non aliter salvo pudore ad sponsorem venit creditor, quam si recipere a debitore non possit. Declamat. CCLXXIII.*

(2) *Beneficium excussionis, & ordinis* : termes des Interprètes, & non pas du Droit Romain.

(3) *Potuisse sanè, cum fisco solveres, defid. rare, w: jus*

*pignoris, quod fiscus habuit, in te transferretur : & si hoc ita factum est, cessis actionibus uti poteris. Quod & in privatis debitis observandum est. Cod. Lib. VIII. Tit. XXI. De fidejussoribus & mandatoribus, Leg. XI.*

(4) Par le Droit Romain, le Créancier pouvoit s'adresser à quel des Cofidejussors il lui plaisoit, & le faire paier lui seul : car on supposoit, que chacun des Cofidejussors est obligé solidairement; ce qui n'est vrai néanmoins, que quand tous les autres se trouvent insolubles. Mais l'Empereur Adrien ordonna, que, si les Cautions étoient solvables, le Créancier ne pourroit demander à chacune que sa portion. Voyez Institut. Lib. III. Tit. XXI. §. 4. Et en cela consiste ce que les Jurisconsultes appellent *Bénéfice de division*.

(5) C'est ce qu'on appelloit *Expromissor*; comme, par exemple, Digest. Lib. I. Tit. XVII. *De diversis regulis Juris*, Leg. CX. §. 1. Une simple Caution au contraire se nommoit *Adpromissor*. Voyez Digest. Lib. XLV. Tit. I. *De verborum obligationibus*, Leg. V. §. 2. & Lib. XLVI. Tit. III. *De solutionibus & liberationibus*, Leg. XLIII. Cette dernière Loi sera citée sur le Chap. suivant, §. 1. Not. 5.

Débiteur principal, & de quelle manière elle peut le demander, il n'y a qu'à examiner, sur quel pied elle lui a promis de s'obliger pour lui, si c'est une Donation gratuite, ou une Commission, ou une Compensation, ou quelque autre chose de semblable. Il arrive aussi quelquefois, que la Caution en prend une autre, qui s'engage de lui rembourser ce qu'elle aura payé au Créancier, en cas que le Débiteur principal devienne insolvable; & c'est ce qu'on appelle *Caution d'indemnité*. L'engagement de cette seconde Caution envers la première, & le droit ou l'action, qu'elle a contre le Débiteur principal, sont précisément les mêmes que ceux de la première Caution par rapport à elle & par rapport au Débiteur principal.

§. XII. A L'ÉGARD des *Pleiges*, c'est-à-dire, de ceux qui répondent pour autrui en matière d'affaires criminelles & des Obligations qui en résultent; plusieurs ont (a) crû autrefois, que chacun est maître si absolu de sa propre vie, qu'il peut l'engager pour celle d'autrui, jusqu'à s'exposer à subir le dernier supplice en la place d'un Criminel pour qui il s'est rendu Pleige. Mais, sans examiner ici le principe d'où l'on tiroit cette conclusion, il est certain, du moins selon les règles de la Justice Humaine, que le simple consentement du Pleige ne suffit pas pour autoriser à lui infliger la peine corporelle, que le Criminel auroit dû souffrir; à moins qu'il ne se soit adroitement mis à la place du Criminel, pour lui donner occasion de s'évader & de se soustraire à la peine: car en ce cas-là le Magistrat est en droit de le punir à proportion du préjudice que reçoit l'Etat par l'évasion du Criminel, ce qui quelquefois peut mériter la mort; sur tout si celui, qui s'est sauvé, est en état de faire encore bien du mal. Du reste, il n'est pas permis, par les règles des Tribunaux Politiques, de faire ainsi mourir une personne pour une autre, & cela non seulement parce que l'Homme ne peut pas sacrifier soi-même sa propre vie de sa pure volonté, sans qu'il en revienne aucun bien au public, & seulement pour épargner à un Criminel la peine qu'il a méritée; mais encore parce que, de cette manière, la peine n'est point rapportée à son véritable but, & à sa destination naturelle, qui est de corriger le coupable, ou du moins de détourner les autres du crime par son exemple. En effet, le Pleige n'est, en aucune façon, ni l'auteur, ni le complice du crime. Et ceux qui verront punir un innocent, ne seront pas détournés par là de mal-faire; ils auront seulement compassion de lui, ou bien ils admireront la grandeur de son amitié, & sa constance à souffrir la mort pour autrui (b). L'usage légitime des Pleiges, c'est donc seulement de s'engager envers le Juge, qui doit connoître du crime, à payer le dommage qui en provient, & l'amende pécuniaire qui sera portée par la sentence; ou à représenter l'accusé, s'il est absent, de peur qu'on ne le condamne sans l'entendre, ou, s'il est présent, mais en prison, afin qu'il ne soit pas obligé de plaider sa cause dans les fers. Et, en ce cas-là, le meilleur est, que le Magistrat fixe avant toutes choses une certaine amende, qui doive être payée au cas que le Criminel s'évade; afin que le Répondant voie si ses facultez lui permettent de s'obliger pour une telle somme.

Pour ce qui concerne l'engagement des *Otages*, comme il suppose l'établissement du Gouvernement Civil, & les Traitez publics, on en traitera (c) ailleurs plus commodément.

§. XIII. IL est encore très-ordinaire, que le Débiteur mette entre les mains du Créancier, ou lui affecte, pour sûreté de la dette, une certaine chose nommée *Gage*, ou *Hypothèque*, dont le Créancier ne se dessaisit point jusqu'à ce qu'il ait été payé. On prend cette précaution, non seulement afin que le Débiteur tâche de s'acquitter au plutôt pour avoir son gage (a), mais encore (1) afin que le Créancier ait en main de quoi se payer, si on ne le satisfait pas, & de quoi s'épargner les chagrins & l'embarras d'un procès. De là vient qu'ordinairement le Gage vaut plus que ce qu'on a prêté, ou du moins autant. L'usage

Des Pleiges.

(a) Voyez *Andocides*, Orat. de *Mysteriis*; l'Histoire de *Damon* & de *Pythias*, ou plutôt *Phintias*, dans *Cicéron*, de *Offic.* Lib. III. Cap. X. *Manilius*, *Astronomic.* Lib. II. vers. 1. *Hygin.* *Fabul.* CCLVII. *Quintilien*, Decl. XVI. Voyez aussi *Martinius*, *Hist. Sinic.* Lib. IV. Cap. XL.

(b) Voyez *Ant. Matthaus*, de *crimin.* ad Leg. XLVIII. Digest. Tit. XIV. Cap. II. §. 13. & seqq. & *Grotius*, Lib. II. Cap. XXI. §. 11. num. 2.

(c) Liv. VIII. Ch. VIII. §. 6.

Ce que c'est qu'un Gage.

(a) Voyez *Digest.* Lib. XIII. Tit. VII. De *pignoratitia actione* &c. Leg. XXXV. §. 1.

§. XIII. (1) *Pignus utriusque gratia datur, & debitoris, in quo fit creditum. Institut.* Lib. III. Tit. XV. *Quibus quo magis pecunia ei credatur, & creditoris, quo magis ei modis re contrahatur obligatio*, §. 4.

TOM. II.

L

(2), II

(b) *Diodor. Sicul.*  
Lib. I. C. XCIII.  
*Herodot.* in Eu-  
terpe; *Lucian.* de  
*Lullu*, p. 306, 307.  
Ed. *Amst.*

des Gages aiant donc été établi pour la sûreté des dettes, & les dettes consistant en certaines choses qui ont un *Prix*, ou *propre & intrinsèque*, ou *éminent*; il ne faut pas que les premiers soient d'une autre nature, que les dernières. Ainsi on ne sauroit raisonnablement approuver la coutume des *Egyptiens*, parmi lesquels (b) il y avoit une Loi qui ne permettoit d'emprunter qu'à condition d'engager le corps embaumé de son Père, à celui dont on empruntoit. Il est vrai que c'étoit une très-grande infamie, de ne pas retirer au plutôt un gage si précieux; & celui, qui mouroit sans s'être acquitté de ce devoir, étoit privé de la sépulture. Je trouve aussi de l'inhumanité à refuser la sépulture aux gens qui meurent insolubles, pour obliger les Parens, par cet indigne traitement, à paier des dettes qui ne les regardent point (2).

Des diverses for-  
tes de Gages.

§. XIV. Les choses, que l'on donne en gage, sont ou stériles, ou de quelque revenu. A l'égard des dernières, on ajoute d'ordinaire à l'Engagement une (1) clause d'*Antichrese*, par laquelle on convient que le Créancier, pour l'intérêt de son argent, tirera ou en tout, ou en partie, les revenus de la chose qu'il a en gage, en rendant au Débiteur ce qui se trouvera au delà des intérêts. Pour les choses stériles, on ajoute aussi souvent à leur Engagement une *clause commissaire*, en vertu de laquelle, si on ne retire le gage dans un certain tems, il demeure au Créancier. Par le Droit Naturel, il n'y a là rien d'injuste, sur tout si la chose engagée ne vaut pas davantage que la dette, & que les intérêts du tems qui s'est écoulé depuis; ou si le Créancier rend le surplus au Débiteur. Cependant les Loix Romaines (2) défendoient de prendre des gages sous cette condition, pour empêcher qu'un averse Créancier ne pût aisément dépouiller de tous leurs biens les pauvres, ou ceux qui seroient dans quelque nécessité pressante, en les forçant à lui donner en gage des choses qui vaudroient beaucoup plus, que ce qu'il leur prêteroit. On peut aussi, sans injustice, convenir, que, si le Débiteur ne paie pas au bout d'un certain tems (3), le gage sera comme vendu au Créancier à un prix raisonnable, selon l'estimation d'un Arbitre expert & honnête homme, faite ou alors, ou d'avance; ou bien qu'en ce tems-là le gage sera donné en paiement à juste prix. Du reste, comme le Créancier doit indispensablement rendre le gage, dès le moment qu'on l'a satisfait; il faut aussi, que, tant qu'il le tient entre ses mains, il en prenne autant de (4) soin que de ses propres biens; & même, si c'est une chose qui se détériore par l'usage, il ne lui est pas permis de s'en servir sans le consentement du Propriétaire, à moins que le Contrat ne porte une clause d'*Antichrese*. Que si elle vient à se gâter, ou à périr, par un effet de sa mauvaise foi, ou de sa négligence, du moins d'une négligence grossière, il en est responsable.

Si l'on devient  
maître d'un ga-  
ge par droit de  
Prescription?

§. XV. ON soutient ordinairement, que le Créancier n'acquiert pas la (1) Propriété du gage par droit de Prescription; parce, dit-on, qu'on ne retire pas les gages tous les jours, mais seulement lors qu'on a de quoi paier. Ajoutez à cela, que la Prescription a été établie principalement pour empêcher que les procès ne se multipliasent à l'infini, & que l'on ne fût

(2) Il faut remarquer en passant, ajoutoit ici notre Auteur, que, dans le Royaume de Pegu, un homme peut engager sa Femme & ses Enfants à ses Créanciers. Mais si le Créancier couche avec la Femme, ou avec la Fille de son Débiteur, il perd sa dette, & est obligé de rendre la personne engagée; menaçant quoi il n'est sujet à aucune autre punition.

§. XIV. (1) *Si arrixenaje, id est, mutui pignoris usus pro credito, facta sit, & in fundum, aut in ades, aliquis induatur: consueque retinet possessionem pignoris loco, donec illi pecunia solvatur; cum in usuras fructus percipiat, aut locando, aut ipse percipiendo, habitandoque.* Digest. Lib. XX. Tit. I. De pignoribus & hypothecis &c. Leg. XI. §. 1.

(2) Voyez Cod. Lib. VIII. Tit. XXXV. De Pactis pignorum, & de lege commissoria in pignoribus rescindenda.

(3) Potest ita fieri pignoris datio, hypothecave, ut, si intra certum tempus non sit soluta pecunia, jure emptoris possideat rem, jure pretio tunc estimandam: hoc

enim casu videtur quodammodo conditionalis esse venditio. Digest. ubi supra, Leg. XVI. §. 9.

(4) Ea igitur, qua diligens paterfamilias in suis rebus prestare solet, à creditore exiguntur. Digest. Lib. XIII. Tit. VII. De pignoratitia actione, Leg. XIV. Mais si, sans qu'il y ait de sa faute, le gage vient à périr par un cas fortuit, il ne laisse pas de conserver son droit, qui se transporte seulement sur les autres biens du Débiteur. Quam [diligentiam exactam] si prastiterit, & aliquo fortuito casu rem amiserit, securum esse, nec impediri creditum petere. Instit. Lib. III. Tit. XV. §. 4.

§. XV. (1) Nec creditores, nec qui his successerunt, adversus debitores pignori quondam res nexas petentes, reddita jure debiti quantitate, vel his non accipientibus, oblata & consignata & deposita; longi temporis prescriptione muniri possunt. Cod. Lib. IV. Tit. XXIV. De pignoratitia actione, Leg. X.

est toujours dans la crainte d'être dépouillé de ce que l'on posséderoit; ce qui n'est point à craindre au sujet des gages, puis que celui, qui les a entre les mains, les détient comme des choses qui appartiennent à autrui. D'ailleurs on voit bien pourquoi le Propriétaire du gage le laisse chez le Créancier, de sorte qu'on ne sauroit présumer qu'il l'abandonne. Il y a néanmoins un cas, où il semble que le Débiteur ne doive pas être reçu à retirer son gage; c'est, selon (a) *Grotius*, lors qu'ayant trouvé quelque obstacle dans le moment qu'il vouloit le dégager, il a laissé depuis écouler, sans plus rien dire, un si long espace de tems, qu'on a lieu de présumer qu'il renonçoit à toutes ses prétentions. Je crois même, que si, à force de différer de satisfaire le Créancier, il lui cause du dommage, celui-ci peut, sans injustice, retenir le gage en paiement; sur tout si par la longueur du tems il est arrivé du changement à la valeur des especes, en sorte que, si alors le Débiteur retiroit son gage, le Créancier recevrait moins qu'il n'a donné. Supposé, par exemple, qu'un homme ayant prêté mille Ecus sur une terre hypothéquée sous clause d'*Antichrese*, en sorte que les revenus de la terre valoient alors l'intérêt des mille Ecus; on veuille dégager cette terre à cent ans de là, que la valeur des especes a diminué de la moitié: il est clair, que, sur ce pied-là, le Créancier recevant mille Ecus, pourroit à peine acheter de cette somme la moitié d'un pareil héritage, au lieu qu'au tems du Contrat il l'auroit eu tout entier à ce prix-là.

§. XVI. LE Droit Romain distingue entre le *Gage* proprement ainsi nommé, (1) & l'*Hypothèque*. Le premier regarde les choses, que l'on délivre actuellement au Créancier. L'autre consiste à lui assigner & lui affecter seulement un certain bien, sur tout immeuble, par le moyen duquel il puisse se dédommager, au cas que le Débiteur ne le paie pas. Car, les choses mobilières pouvant être aisément emportées, elles n'assûreroient pas le paiement de la dette, si elles étoient simplement hypothéquées. Cette distinction peut être d'usage parmi les Citoyens d'un même Etat. Car la nécessité obligeant souvent d'emprunter pour quelque tems, (a) & chacun n'ayant pas toujours à donner en gage une assez grande quantité de choses mobilières, pour égaler la valeur de ce que l'on emprunte; il seroit bien fâcheux à un Débiteur de remettre d'abord à son Créancier ses terres, ou sa maison. Il suffit donc que l'on affecte au Créancier, pour sûreté de la dette, un bien immeuble, qui ne sauroit être enlevé, & dont on peut toujours être mis en possession par les Juges. Mais, dans la Liberté Naturelle, les simples Hypothèques sont fort inutiles. Car, si le Débiteur refuse de payer de bonne grace, il faudra en venir à la force, & à la guerre, pour se mettre en possession du bien hypothéqué. Or, sans aucune hypothèque, on peut toujours s'emparer de tous les biens d'un Débiteur, dans cet état d'indépendance, où l'on ne reconnoit point ici bas de Juge commun.

(a) Lib. III. Cap. XX. §. 60.

Quelle différence il y a entre le Gage, & l'Hypothèque.

(a) Voyez *Exod.* XXII, 26, 27. *Deut.* XXIV, 6. *Job*, XXII, 6. *XXIV*, 3. *Proverb.* XX, 16. & *Digest.* Lib. XX. Tit. I. *De Pignor.* &c. *Leg.* VI. VII. *Cod.* Lib. VIII. Tit. XVII. *Qua res pignori obligari possunt* &c. *Leg.* VIII. & *Diod. Sicul.* Lib. I. Cap. LXXIX.

§. XVI. (1) *Pignoris appellatione eam propriè rem contineri dicimus, qua simul etiam traditur Creditori, maximè si mobilis sit. At eam, qua sine traditione, nuda conventionione tenetur, propriè hypotheca appellatione contineri dici-*

*mus.* *Instit.* Lib. IV. Tit. VI. *De actio.* §. 7. Au reste, sur toute cette matière des Gages & des Hypothèques, on peut voir les *Loix Civiles* dans leur ordre naturel, par *Dan-*

## CHAPITRE XI.

### Comment finissent les engagements, qui résultent des Conventions.

§. I. IL NE reste plus qu'à examiner, comment finissent les engagements, où l'on étoit entré par quelque Convention. 1. Et d'abord, la manière la plus naturelle qui se présente, c'est sans contredit d'effectuer (1) ce dont on étoit convenu; car après cela les

Con-

La manière la plus naturelle d'être dégagé des Obligations, où l'on étoit entré, c'est d'effectuer ce qu'on a promis, ou par soi-même, ou par autrui.

§. I. (1) *Tollitur autem omnis obligatio solutione ejus, quod debetur.* *Institut.* Lib. III. Tit. XXX. *Quibus modis tollitur obligatio*, princip.

Contractans n'ont plus rien à démêler ensemble. Mais il faut remarquer ici, qu'il y a des Obligations (2) si personnelles, qu'elles ne sauroient être remplies que par celui-là même qui y est assujetti : & d'autres au contraire, dont on peut s'acquitter par procureur, en sorte qu'il est indifférent à celui, qui en est l'objet, qu'on lui rende ce qu'on lui doit par toute autre personne que l'on voudra. De cette dernière sorte sont ordinairement les Contrats, où il s'agit de faire en faveur d'autrui, pour de l'argent, quelque travail commun, dont il se trouve plusieurs personnes capables de s'acquitter également bien; comme aussi ceux qui roulent sur des choses susceptibles de fonction ou d'équivalent, & en général sur toutes celles qui sont de telle nature, qu'il n'importe d'où elles nous viennent. En matière de tels Contrats, la manière la plus naturelle d'être déchargé de son Obligation, c'est bien toujours à la vérité de paier soi-même ce que l'on doit, & d'effectuer soi-même ce à quoi l'on s'est engagé, ou du moins d'en donner commission à quelqu'un, qui l'exécute de notre part & par notre ordre. Cela n'empêche pourtant pas que, si (3) tout autre veut satisfaire pour le Débiteur, avec déclaration expresse, que c'est (4) en son nom qu'il paie, le Créancier ne doive s'en contenter, & tenir quitte dès-lors le Débiteur. Et ici il faut remarquer, à l'égard des Cautions, que, si le Débiteur principal paie, la (5) Caution est dégagée en même tems: mais si la Caution paie, quand même ce seroit à l'insu du Débiteur principal, celui-ci dès-lors devient son Débiteur, quoi qu'il soit quitte envers le Créancier.

Si ceux qui paient pour un autre sans son consentement, ou à son insu, peuvent se faire rembourser?

§. II. ON demande, si celui qui a païé pour un autre, sans agir ni par son ordre, ni en qualité de Caution, peut se faire rendre ce qu'il a déboursé pour lui? Sur quoi on distingue ordinairement, s'il a païé contre le gré du Débiteur, ou seulement à son insu. Dans le premier cas, il est clair, qu'il ne (1) sauroit rien demander; puis que le Débiteur, bien loin de donner son consentement, l'a ouvertement refusé. Cependant, comme pour l'ordinaire on présume, que personne ne jette son bien de gaieté de cœur; il faut voir encore, si celui qui paie, veut faire présent au Créancier de la somme qu'il lui compte, on s'il ne l'entend pas ainsi. Dans le premier cas, le Débiteur ne gagne ni ne perd rien. Dans l'autre, il faut dire nécessairement, qu'il a prétendu acquérir les droits & action du Créancier contre le Débiteur. Et quoi que peut-être le Créancier n'ait pas su d'abord, que celui qui le paioit, le faisoit sur ce pied-là, & qu'il ait reçu le paiement comme venu de la part du Débiteur; cependant, si l'autre ne peut pas ensuite obliger le Débiteur à lui rembourser de bonne grâce ce qu'il a donné pour lui, l'Equité veut, que le Créancier ou lui rende ce qu'il en a reçu, en reprenant l'action qu'il avoit contre le Débiteur, ou lui cède tous ses droits, afin qu'il puisse agir comme Créancier contre le Débiteur : d'autant mieux qu'on présume, que quiconque paie pour un autre, croit lui faire plaisir; d'où vient que les

(2) Voyez Liv. I. Chap. I. §. 19.

(3) *Nec interest, quis solvat : utrum ipse, qui debet, an alius pro eo : liberatur enim & alio solvente ; siue sciente, siue ignorante debitore, vel invito eo solutio fiat. Instituitur. ubi supra.*

(4) Car, comme le disent les Jurisconsultes Romains, ce que l'on paie en son propre nom, ne libère pas le Débiteur. Nam quod quis suo nomine solvit, non debitoris, debitorem non liberat. Digest. Lib. V. Tit. III. Leg. XXXI. princip. Au reste, il faut remarquer, que, selon le stile des Jurisconsultes Romains, qui est ici fort commode, & que notre Auteur suit dans ce Chapitre, les termes de Dette, de Créancier, de Débiteur, de Paiement, ne regardent pas seulement l'Obligation de ceux, qui doivent une somme d'argent, ou quelque autre chose susceptible de fonction ou d'équivalent, mais encore en général les engagements où l'on est pour toute autre cause, comme, pour un Contrat de Louage, ou de Dépôt &c. Creditorum appellatione non hi tantum accipiuntur, qui pecuniam crediderunt : sed omnes, quibus ex qualibet causa debetur. Digest. Lib. L. Tit. XVI. De verborum

significatione, Leg. XI. Credendi generalis appellatio est : ideo sub hoc titulo Prator, & de commodato, & de pignore edixit : nam cuicumque rei assentiamur alienam fidem secuti, mox recepturi quid ex hoc contractu, credere dicimur. Lib. XII. Tit. I. De rebus creditis &c. Leg. I. Solutionis verbo satisfactionem quoque omnem accipiendam placet : solvere dicimus eum, qui fecit, quod facere promissit. Lib. L. Tit. XVI. De verb. signif. Leg. CLXXVI. Voyez aussi Lib. XLVI. Tit. III. Leg. LIV.

(5) Item si reus solverit, etiam ii, qui pro eo interveniunt, liberantur. Instituitur. ubi supra. In omnibus speciebus liberationum etiam accessiones liberantur ; puta adpromissores, hypotheca, pignora : praterquam quod inter creditorem & adpromissores confusione facta reus non liberatur. Digest. Lib. XLVI. Tit. III. Leg. XLIII.

§. II. (1) Sur tout si la dette n'étoit pas bien légitime, ni bien liquide. Voyez les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par Daumart, I. Part. Liv. IV. Tit. I. Sect. III. §. 2. On peut consulter le reste de ce Titre, où il est traité de toute la matière des Paiemens.

les Loix Romaines (2) donnent au premier *action pour gestion d'affaires*, contre le dernier. Cependant, comme celui-ci peut répliquer, qu'il n'étoit pas bien aisé d'avoir cette obligation à l'autre; le plus court est de dire, que, quand un homme paie pour un autre à son insu, le Créancier est censé lui avoir remis ses droits. Du reste, toutes les fois qu'on a fait quelque dépense ou emploi sa peine utilement pour entretenir ou améliorer une chose appartenante à autrui, si l'on ne trouve pas de quoi se dédommager sur la chose même, on peut la retenir en gage jusques à ce que l'on ait été remboursé par le maître de ce que l'on a fourni.

§. III. CELUI, à qui l'on doit payer, ou envers qui l'on doit s'acquitter de toute autre Obligation, c'est celui à qui l'on s'est engagé (1), ou du moins la personne qu'il a chargée de recevoir la dette en son nom. Que si, par méprise, on a payé quelque autre, on n'est pas pour cela quitte envers le Créancier: on peut seulement redemander ce que l'on a donné à celui (2) à qui on ne le devoit pas. Il faut supposer aussi, que celui, à qui l'on paie, (3) ait l'administration de ses biens, & soit en état de savoir ce qu'il fait. Car, si c'est une personne qui ne connoisse point du tout ses intérêts, ou qui les néglige par un défaut de jugement & de conduite, on fera censé avoir imprudemment jetté son argent, plutôt que s'être acquitté de sa dette.

§. IV. A L'ÉGARD de la chose, que l'on paie, il faut donner celle-là même dont on est convenu, & non pas (1) une autre équivalente. On doit payer le tout, & en son entier, & non pas une partie (2) seulement, ni une chose tronquée ou divisée. Il faut aussi payer (3) au lieu & au terme (4) réglé par la Convention, sur tout lors que le Créancier a intérêt d'être payé en un certain tems & en un certain lieu. On n'est dispensé d'observer ces maximes, que quand il y a eû depuis une nouvelle Convention, par laquelle on a substitué une autre chose à la place de celle qui étoit dûe, ou fait quelque changement à l'égard du tems & du lieu; comme il arrive souvent que les Créanciers sont obligés d'en venir là, lors que l'impuissance ou la malice d'un Débiteur leur fait juger à propos de prendre quelque chose, plutôt que de ne tirer rien; de recevoir leur paiement en un autre lieu, qu'il n'avoit été stipulé, plutôt que de ne le recevoir nulle part; de donner un délai, plutôt que de n'être jamais payés. L'Équité demande même souvent, que l'on donne du tems à un homme (a) pour nous payer, ou pour exécuter peu à peu & à diverses reprises ce à quoi il s'est engagé envers nous, lors qu'il ne pourroit le faire sur le champ, ou tout à la fois. Et le terme de paiement s'entend toujours (b) avec quelque étendue. Souvent aussi, lors

A qui est-ce qu'il faut payer ?

Qu'est-ce qu'on doit payer ?

(2) *Cum pecuniam ejus nomine solveres, qui tibi nihil mandaverat, negotiorum gestorum actio tibi competit: cum ea solutione debitor à creditore liberatus sit: nisi si quid debitoris interfuit, eam pecuniam non solvi.* Digest. Lib. III. Tit. V. De negotiis gestis, Leg. XLIII. Voyez aussi la dernière Loi de ce Titre.

§. III. (1) *Solutam pecuniam intelligimus utique naturaliter, si numerata sit creditori. Sed & si jussu ejus alii solvitur, vel creditoris ejus, vel futuro debitori, vel etiam ei domaturus erat: absolutus debet.* Digest. Lib. XLVI. Tit. III. De solutionibus &c. Leg. XLIX.

(2) *Indebitum est non tantum quod omnino non debetur, sed & quod alii debetur, si alii solvatur.* Digest. Lib. XII. Tit. VI. De conditione indebiti, Leg. LXV. §. 9.

(3) Ainsi on ne peut pas payer à un Pupille, sans le consentement de son Tuteur. *Pupillo solvi sine tutoris auctoritate non potest.* Digest. Lib. XLVI. Tit. III. Leg. XV.

§. IV. (1) Voyez la Loi citée ci-dessus, sur le Chap. VII. §. 1. Not. 2. Ainsi, celui qui doit de l'argent, ne sauroit, si le Créancier ne l'a agréé, lui donner en paiement quelque dette. *Eum, à quo mutuum sumpsisti pecuniam, in solutum nolentem suscipere nomen debitoris tui, compelli juris ratio non permittit.* Cod. Lib. VIII. Tit. XLIII. De solutionibus & liberationibus, Leg. XVI. Voyez ce qui a été dit ci-dessus, Chap. VII. §. 6, 7. au sujet

des especes dans lesquelles se fait un paiement d'argent prêté.

(2) A moins, disent les Jurisconsultes Romains, qu'il n'y ait quelque sujet de contester l'autre partie de la dette: car en ce cas-là il est de la prudence du Juge d'obliger le Créancier à recevoir ce que le Débiteur lui offre, sans préjudice du reste. *Quidam existimaverunt, neque eum, qui decem peteret, cogendum quinque accipere, & reliqua persequi: neque eum, qui fundum suum diceret, partem dumtaxat judicio persequi. Sed in utraque causa humanius facturus videtur Prator, si altorem compulerit ad accipiendum id, quod offeratur: cum ad officium ejus pertineat litis diminueret.* Digest. Lib. XII. Tit. I. De rebus creditis &c. Leg. XXI.

(3) *Is qui certo loco dare promittit, nullo alio loco, quam in quo promissit, solvere, invito stipulatore, potest.* Digest. Lib. XIII. Tit. IV. De eo, quod certo loco dari oportet, Leg. IX.

(4) Le tems fait une partie du prix. Voyez *Martial*. Lib. VI. Epigr. XXX. On peut néanmoins payer avant le terme; tout le tems du délai étant accordé au Débiteur pour son avantage, afin qu'il puisse s'acquitter sans s'incommoder. *Quod certa die promissum est, vel statim dari potest: totum enim medium tempus ad solvendum promissori liberum relinqui intelligitur.* Digest. Lib. XLVI. Tit. III. De soluti & liberi. Leg. LXX.

(a) Voyez comment les Athéniens s'acquittèrent d'un vœu qu'ils avoient fait à Diane, dans *Xenophon*, *Retraite des dix mille*, pag. 178. Lib. III. Éd. H. Sreph. (b) Voyez la Loi citée ci-dessus, Liv. I. Chap. II. §. 10. Note 5.



qu'on appelle en Justice un Débiteur, les Juges ne trouvent point d'autre expédient que de le condamner à quelque chose d'équivalent à ce dont on étoit convenu. Il est clair encore, qu'il n'y a que le Créancier même, ou ceux à qui il en a donné ordre, qui puissent relâcher quelque chose de la dette, ou faire là-dessus quelque transaction. Mais si un homme d'affaires ou un Commis du Débiteur s'accommode avec le Créancier en sorte qu'il l'oblige à se contenter de moins qu'il ne lui étoit dû, ce sera pour le profit du Maître, & non pas pour celui du Commis : & si le Commis ou le Financier, après avoir transigé avantageusement, gardoit pour lui ce qu'il a fait rabattre de la dette, & mettoit en compte la somme totale, comme s'il l'eût payée toute entière, ce seroit un Larcin, ou un Péculat. C'est aussi une espèce de paiement, lors que le Créancier garde le gage, qu'il avoit entre les mains, pour la valeur de sa dette, ou en vertu d'une *clause commissaire*; ou lors que, le gage étant vendu, il reçoit & tient en compte au Débiteur l'argent qui en est provenu. Que si un homme, qui a plusieurs dettes, en paie une partie (5), on présume que ce qu'il donne est en déduction des dettes les plus odieuses, & les plus onéreuses. Mais c'est une manière bien étrange & bien bizarre de s'acquitter, que celle dont se servoit autrefois *Visellius* (c). Car étant devenu Empereur, il voulut que les Créanciers lui rendissent les billets d'obligation, comme étant suffisamment payés en ce que pour leur argent il leur donnoit la vie.

(c) *Xiphilin. ad ann. 69.*

De la Compensation.

§. V. 2. UNE autre manière très-commune de s'acquitter, c'est la (1) *Compensation*, ou l'aquit réciproque de deux personnes qui se trouvent débiteurs l'un de l'autre d'une chose de même sorte, & de même valeur, en sorte que la dette soit liquide de part & d'autre. Car comme une quantité égale à une autre est censée la même, sur tout en matière de choses susceptibles d'équivalent, & que chacun des deux Débiteurs mutuels seroit obligé de rendre d'abord ce qu'il auroit reçu de l'autre, pour éviter ce circuit inutile de plusieurs paiements, il vaut mieux que chacun retienne ce qu'il doit en compensation de ce qui lui est dû (a). D'ailleurs on ne peut guères se faire paier sans quelque peine & quelque embarras (2); & ce seroit une grande imprudence que de s'exposer, par un paiement non-nécessaire, aux délais que pourroit ensuite chercher l'autre Débiteur. Il ne sauroit donc refuser la Compensation; & il faudroit qu'il fût bien impudent pour exiger de nous ce qu'il ne veut pas nous rendre à son tour. Or il est clair, que cette Compensation n'a lieu qu'entre ceux qui sont réciproquement Débiteurs & Créanciers l'un de l'autre (3). De sorte que, si un tiers me doit quelque chose, je ne puis pas faire prendre la dette en paiement à mon Créancier.

(a) *Voiez Otinius, Lib. III. C. XIX. §. 15. & seqq.*

(5) C'est-à-dire, que, si, par exemple, de deux dettes l'une étoit litigieuse, & l'autre liquide, l'imputation ne devoit pas se faire sur la première, mais sur la dernière. De même le paiement s'impute plutôt sur une dette, qui n'étant pas acquittée attireroit quelque peine au Débiteur, ou une condamnation aux dommages & intérêts, ou qui pourroit intéresser son honneur, que sur une autre, dont il n'auroit pas à craindre de pareilles suites : plutôt sur une dette sous caution, que sur une dette sans caution : plutôt sur ce que le Débiteur doit en son nom, que sur ce qu'il doit comme Caution d'un autre : plutôt sur une dette pour laquelle le Débiteur a donné quelque Gage, ou quelque Hypothèque, que sur une simple Promesse : plutôt sur une dette, dont le terme du paiement est échû, que sur une dette dont le terme n'est pas encore échû : plutôt sur une dette ancienne, que sur une nouvelle : plutôt sur une dette pure & simple, que sur une dette conditionnelle. *Quotiens quis debitor ex pluribus causis unum debitum solvit; est in arbitrio solventis dicere, quod potius debitum voluerit solvitur; & quod dixerit, id erit solvitur. Possumus enim certam legem dicere ei, quod solvitur. Quotiens vero non dicimus id quod solvitur sit; in arbitrio est accipientis, cui potius debito acceptum ferat: dummodo in id constituit solvitur, in quod ipse, si deberet, esset solvitur, id est, in*

*id debitum, quod non est in controversia, aut in illud, quod pro alio quis fidejussit, aut cuius dies nondum venerat. . . . Et magis quod meo nomine, quam quod pro alio fidejussorio nomine debeo: & potius quod cum pœna, quam quod sine pœna debetur. . . . potior habebitur causa ejus pecunia, qua sub infamia debetur. . . . qua sub hypotheca, vel pignore contracta est. . . . vetustior contractus ante solvetur. Digest. ubi supra, Leg. I. IV. XCIV.*

§. V. (1) *Compensatio, est debiti & crediti inter se contributio. Digest. Lib. XVI. Tit. II. De compensationibus, Leg. I. Si causa, ex qua compensatur, liquida sit, & non multis ambagibus innodata, sed possit judici facilem exitum sui præstare. Cod. Lib. IV. Tit. XXXI. Leg. XIV. §. 1.*

(2) *Unusquisque creditorem suum, eundemque debitorem, petentem summoveret, si paratus est compensare. Ideo compensatio necessaria est, quia interest nostra potius non solvere, quam solvitur repetere. Ibid. Leg. II. III. Dolo facti, qui petit quod reddaturus est. Lib. XLIV. Tit. IV. De doli mali & metus exceptione, Leg. VIII.*

(3) *Creditor compensare non cogitur, quod alii quam debitori suo debet: quamvis creditor ejus pro eo, qui convenitur ob debitum proprium, velit compensare. Digest. de compensatione. Leg. XVIII. §. 1.*

Créancier sans son consentement; à moins qu'il n'y ait entre ce tiers, & le Créancier, une communauté entière de droits & d'obligations: car en ce cas-là, si un des Associez me doit autant que je dois à l'autre, je puis m'acquitter par compensation, tous leurs biens joints ensemble n'étant regardez que comme un seul & même fonds. Et quand même il n'y auroit pas entr'eux une société générale de tous biens, la Compensation sera légitime, pourvu que les dettes réciproques viennent de la chose pour laquelle ils sont associez; parce qu'à cet égard-là les deux ne font qu'un. De même, si je dois à l'Héritier de mon Débiteur autant que le défunt me devoit, ou si au contraire le Créancier de celui, dont je recueille la succession, me doit autant que le défunt lui devoit; en l'un & l'autre cas la Compensation a lieu. Mais lors qu'un homme, de qui l'on est Débiteur, doit une pareille somme à un autre, dont on fait les affaires, on ne peut pas l'obliger à compenser cette dette avec la sienne, à moins que le Créancier ne nous ait cédé ses droits. Car de ce que l'on est chargé des affaires de quelcun, il ne s'ensuit pas, que l'on puisse regarder ses biens comme nôtres, & en acquitter nos dettes; d'autant plus que souvent il aimeroit mieux avoir affaire à son Débiteur, qu'à son Commissionnaire. Et par cela seul que l'on confie le soin de ses affaires à une personne, on ne prend pas sur soi toutes ses obligations. Par exemple, si Jean m'a donné ordre de lui faire paier ce que lui doit Pierre, dont je suis moi-même Débiteur; ni Pierre ne sauroit légitimement, sans que Jean y consente, prétendre s'acquitter par une compensation de ce que je lui dois, à quoi Jean n'a aucune part; ni je ne puis pas moi, si Jean ne l'agrée, me constituer son Débiteur à la place de Pierre. Il n'est pas non plus permis au Débiteur d'un Pupille de compenser sa dette avec ce que lui doit le Tuteur (4), ni à celui-ci de s'acquitter par une telle compensation. Mais on a raison de soutenir, que, si une Caution est recherchée pour le paiement de ce dont elle a répondu, elle peut faire compensation non seulement de ce que le Créancier lui doit, mais encore de ce qu'elle doit au Débiteur principal, quand même celui-ci ou n'en sauroit rien, ou n'y consentiroit pas. En effet, si le Débiteur principal eût païé lui-même, le Créancier étoit tenu d'accepter la Compensation: pourquoi donc la Caution ne s'en prévaudroit-elle pas? Et il faudroit que le Débiteur fût bien malhonnête homme pour empêcher que la Caution ne se dispensât par là d'un paiement, dont il seroit obligé de la rembourser, si elle l'avoit fait actuellement.

§. VI. LA Compensation a lieu régulièrement en matière de choses susceptibles de for-  
 tion ou d'équivalent, pourvu qu'elles soient de même (1) sorte, de même qualité, & de  
 même quantité; & que le terme du paiement soit (2) échû. Ainsi on ne peut pas com-  
 penser un muid de bled avec un muid d'avoine; ni une bouteille de vin de Rhein avec une  
 bouteille de vin d'Espagne; ni un tel Cheval avec un tel Bœuf; ni une Brebis avec une  
 Oie; ni un Cheval d'une beauté extraordinaire, comme le Bucephale, avec tout autre  
 Cheval, ou avec une bouteille d'huile. Les Interprètes du Droit Romain admettent néan-  
 moins la Compensation, lors que de part & d'autre on doit en général une chose de mê-  
 me espece & de même qualité: par exemple, si j'ai promis un Cheval en général à une  
 personne qui hérite d'un Testateur qui m'a légué aussi un Cheval, sans parler de tel ou tel  
 Che-

En quelles cho-  
 ses a lieu la  
 Compensation?

(4) Id quod Pupillorum nomine debetur, si Tutor petat, non potest compensationem obijci ejus pecunia, quam ipse Tutor suo nomine adversario debet. Digest. ibid. Leg. XXIII.

§. VI. (1) En effet, la Compensation doit répondre à la Dette: or le Débiteur étoit obligé de rendre la chose de cette manière. Cum quid mutuum dederimus, etsi non cavimus, ut æque bonum nobis redderetur, non licet debitori deteriorem rem, qua ex eodem genere sit, reddere: veluti, vinum novum pro veteri. Nam in contrahendo, quod agitur pro cauto habendum est. Id autem agi intelligitur, ut ejusdem generis, & eadem bonitate solvatur. Digest. Lib. XII. Tit. I. De rebus creditis &c. Leg. III. Mais, quoi que les dettes réciproques ne soient pas égales, en

forte qu'on ne puisse pas compenser le tout; la Compensation ne laisse pas de se faire de la moindre dette sur la plus grande, qui s'acquitte d'autant. Si constat pecuniam invicem deberi, ipso jure pro soluto compensationem haberi oportet ex eo tempore, ex quo ab utraque parte debetur, utique quoad concurrentes quantitates, ejusque solius, quod amplius apud alterum est, usura debetur, si modo peritio earum subsistit. Digest. Lib. IV. Tit. XXXI. De compensationibus, Leg. IV.

(2) Quod in diem debetur, non compensabitur, antequam dies venit, quanquam dari oporteat. Digest. Lib. XVI. Tit. II. De compensat. Leg. VII.

(3) Voir

Cheval en particulier, il se fait par là entre nous un acquit réciproque. Il arrive même quelquefois, que des choses de différente nature sont estimées & réduites à leur juste valeur, du consentement des deux Débiteurs réciproques, qui compensent ensuite l'une avec l'autre. Souvent néanmoins, en matière de ces dettes respectives, l'Obligation n'est pas tant anéantie, que suspendue par un droit de *Rétention*, en vertu duquel on garde ce que l'on doit à une personne, jusques à ce qu'elle nous ait payé ce qu'elle nous devoit auparavant. Mais pour ce que l'on s'étoit (3) engagé de faire, on ne peut le compenser, lors que le tems de l'exécution approche, ni avec ce que l'autre Débiteur nous avoit promis de faire de son côté, ni avec une chose dûe : autrement le Contract deviendrait entièrement inutile. Et, si quelquefois on se tient quitte réciproquement de ce que l'on se devoit donner, ou faire l'un pour l'autre, c'est le consentement mutuel des Parties qui anéantit alors l'Obligation : de même que, quand on est dispensé d'accomplir ce à quoi l'on s'étoit engagé envers une personne, qui n'a point exécuté ce qu'elle avoit promis de faire auparavant en notre faveur, ce n'est point par droit de Compensation, mais à cause du défaut de la condition, d'où dépendoit l'effet de l'engagement. Que si l'on a manqué de faire en son tems ce dont on étoit convenu, il est clair, que ce travail pouvant être estimé sur le pied de ce qu'il auroit valu, la Compensation aura lieu alors. Rien n'empêche non plus de compenser ce que l'on doit à une personne avec un dommage équivalent qu'elle nous a causé, ou avec une amende pécuniaire de même valeur, à laquelle elle a été condamnée envers nous & à notre profit, pour des injures que l'on en avoit reçues. *Grotius* (a) remarque aussi avec raison, que, si deux personnes, qui plaident ensemble, traitent sur quelque autre chose pendant le cours du procès, aucun des Contractans ne sauroit, en bonne foi, prétendre compenser ce qu'il a promis par cette Convention, avec la chose même dont ils plaident, ou avec les dépens, dommages, & intérêts du procès. Par exemple, si je suis en procès avec un homme au sujet d'une succession, & que pendant cela je lui vende une maison; il ne peut pas certainement déduire sur le paiement la valeur de la succession, ou les frais qu'il fait pour la demander, puis qu'on n'a pas encore décidé si la succession lui appartient. Il paroît par la nature même de l'affaire, qu'en traitant de la vente de cette maison on a mis à part toutes les prétensions qui se rapportent au procès : autrement il n'y auroit eu rien de fait, & la Convention ne seroit qu'un jeu.

(a) Lib. III. Cap. XLIX. §. 19. num. 2.

(b) Voyez *Séneque*, dans son *Traité des Bienfaits*, Lib. VI. Cap. IV. & seqq.

On est déchargé d'une dette, lors que le Créancier nous en tient quitte.

Il y a une autre sorte de Compensation, en matière de Bienfaits (b) par laquelle on est dispensé des devoirs de la Reconnoissance envers un Bienfaiteur, qui nous a depuis fait quelque injure. Il se fait aussi compensation d'Injures, lors que de part & d'autre on en a également fait & reçu; sauf néanmoins toujours le droit du Magistrat (4).

§. VII. 3. ON est encore déchargé d'une Obligation, lors que celui envers qui on étoit engagé à quelque chose, & qui avoit intérêt qu'on s'en acquittât, veut bien nous en tenir quittes. En effet rien n'est plus certain que la maxime commune, qui porte, que cha-

cun

(3) Voyez *Digest.* Lib. XLVI. Tit. III. *De solutionibus & liberationibus*, Leg. XXXI.

(4) Si duo dolo malo fecerint, invicem de dolo non agent. *Digest.* Lib. IV. Tit. III. *De dolo malo* Leg. XXXVI. *Viri atque uxores mores invicem accusantibus*, Causam repudi dedit utrumque pronunciatum est. Id ita accipi debet, ut ea lege, quam ambo contempserunt, neuter vindicetur : paria enim delicta mutua pensatione dissolvuntur. *Digest.* Lib. XXIV. Tit. III. *Solutio matrimonio doli quomodo modum petatur*, Leg. XXXIX. Il paroît par la première Loi, que si, dans un troc, par exemple, j'ai donné un cheval bouche, & que l'autre m'en ait donné un boiteux, nous voilà quittes. De même, si un homme m'a volé, & que je l'aie volé à mon tour, ni lui ni moi ne pouvons rien nous demander l'un à l'autre, bien entendu que la chose volée soit d'égale valeur de part & d'autre. *Quotiens ex maleficio oritur actio, ut puta ex causa furtiva, anteorumque malefactorum, si de ea pecuniarie agitur, com-*

*pensatio locum habet.* *Digest.* Lib. XVI. *De compensat.* Leg. X. §. 2. L'autre Loi ordonne que, si un Mari voulant répudier sa Femme à cause de sa mauvaise conduite, est accusé par elle, & convaincu des mêmes fautes, ou d'aussi contraires à la foi conjugale, que celles qu'il lui reproche; ni l'un ni l'autre ne puisse obtenir les avantages de la dissolution du Mariage. Cela est très-juste; quoi que, s'il s'agit d'un adultère commis de part & d'autre, le crime de la Femme fournisse un plus juste sujet de séparation. Voyez le Chap. I. du Livre suivant. Mais il n'en est pas de même de la peine portée par les Loix, que de l'intérêt pécuniaire des Parties. Lors que deux personnes ont commis un crime égal l'une envers l'autre, le Magistrat ne laisse pas pour cela d'avoir droit de les punir toutes deux. Voyez *Digest.* Lib. XLVIII. Tit. V. *Ad Legem Juliam de adulteriis coercendis*, Leg. II. §. 4. & XIII. §. 5.

on peut renoncer à son droit. Or quand une personne nous tient quittes de ce que nous lui devons, elle est censée nous remettre le droit que nous lui avons transféré en nous engageant. Et, comme il n'y a point d'engagement tant que celui, à qui l'on fait quelques offres, ne les a point encore acceptées : on est aussi entièrement libre, dès-lors que celui, envers qui on s'étoit engagé à quelque chose, nous en décharge lui-même. Bien entendu néanmoins, qu'un tiers ne se trouve point intéressé à l'exécution de nos engagements : car, en ce cas-là, celui-là même envers qui l'on est immédiatement obligé, ne sauroit nous en tenir quittes sans le consentement de l'autre. Or on tient quitte une personne ou expressément, ou tacitement. La première manière avoit lieu, selon les Loix Romaines, dans (1) l'*Acceptilation*, qui consistoit à déclarer, que l'on avoit reçu ce que le Créancier n'avoit point effectivement payé; comme aussi dans la (2) *Stipulation Aquilienne*, par laquelle on réduit toute sorte d'Obligations à une Stipulation, après quoi l'on en décharge par voie d'Acceptilation. Mais tous ces détours ne sont point fondés sur le Droit Naturel, par les maximes duquel au contraire le consentement suffisamment connu de celui, à qui l'on doit quelque chose, suffit pour éteindre toute sorte d'Obligation, de quelque manière qu'elle ait été (3) contractée. Lors encore qu'un Créancier, le sachant & le voulant bien, remet entre les mains de son Débiteur, non en dépôt, ni pour autre pareille cause, les billets d'obligation & autres actes nécessaires pour vérifier une dette devant les Tribunaux Humains (4); cela passe pour une marque évidente, qu'il le tient quitte. Mais s'il y a d'autres papiers, qui puissent également servir à prouver la dette, elle n'est pas censée remise pour un seul qui se trouvera entre les mains du Débiteur. Pour ce que disent les Loix Romaines, que, quand un Créancier rend le billet d'Obligation à son Débiteur, il se forme entr'eux une Convention tacite, par laquelle le premier s'engage à ne rien demander à l'autre; c'est encore une vaine subtilité, qui n'a aucun fondement dans le Droit Naturel: car naturellement toute Obligation, sans en excepter celles qui se contractent par la chose même, peut être anéantie non seulement par une exécution réelle & effective de ce à quoi l'on s'étoit engagé, mais encore par un simple consentement de celui, qui aiant droit de nous obliger à accomplir nos engagements, déclare qu'il nous en tient quitte. Cela se fait tacitement, lors que celui, envers qui l'on est engagé à quelque chose, empêche qu'on ne l'exécute, ou est cause du moins qu'on ne sauroit le faire. De même, si, en stipulant une chose de quelcun, il a été convenu, qu'on l'avertiroit quand il seroit tems de se mettre en devoir de l'effectuer; le silence suffit pour faire présumer qu'on le décharge de son obligation. La même chose a lieu, lors que l'on fait faire par un autre ce que l'on avoit stipulé de celui avec qui l'on a traité auparavant.

§. VIII. 4. LES Obligations, dont on est dégagé de la manière dont je viens de parler, sont sur tout celles qui viennent de quelque Contract obligatoire d'une part seulement. Mais celles qui répondent à une Obligation réciproque de l'autre Contractant, se résolvent ordinairement par un dédit mutuel des Parties (1), lors qu'il n'y a encore rien d'exécuté.

En quels cas on peut se dédire d'un commun consentement ?

En

§. VII. (1) Item per acceptilationem tollitur obligatio. Est autem acceptilatio, imaginaria solutio. Quod enim ex verborum obligatione Titio debetur, si id velit Titius remittere, poterit sic fieri, ut patiatur hac verba debitorem dicere: QUOD EGO TIBI PROMISI, HABESNE ACCEPTUM? Et Titius respondeat, HABEO. Quo genere, ut diximus, tantum solvuntur obligationes, quae ex verbis consistunt, non etiam ceterae. Institut. Lib. III. Tit. XXX. §. 1.

(2) Est autem prodita stipulatio, quae vulgo Aquiliana appellatur; per quam contingit, ut omnium rerum obligatio in stipulatum deducatur, & ea per acceptilationem tollatur. Stipulatio enim Aquiliana renovat omnes obligationes. Ibid. §. 2.

(3) Au lieu que les Jurisconsultes Romains présentoient, qu'il y avoit ici de la différence entre les Con-

tracts Réels, les Contrats de simple consentement, les Contrats par écrit, & les Contrats Verbaux ou Stipulations; (Voyez ci-dessus, Chap. III. §. 6.) n'y aiant selon eux que les derniers, à l'égard desquels l'Acceptilation puisse avoir lieu, comme il paroît par le paragraphe des Institutes, qui vient d'être cité dans la Note 1.

(4) Voyez la Loi du Digeste, citée ci-dessus, Liv. III. Chap. VI. §. 2. Note 6.

§. VIII. (1) Ea obligationes, quae consensu contrahuntur, contraria voluntate dissolvuntur. Nam si Titius & Seius inter se consenserint, ut fundum Tusculanum emptum Seius haberet centum aureis; deinde se nondum secuta, id est, neque pretio soluto, neque fundo tradito, placuerit inter eos ut discederetur ab ea emptione & venditione: invicem liberantur. Institut. ubi supra, §. 4.

En effet le consentement mutuel suffisant pour contracter une Obligation, il est très-naturel qu'un dédit mutuel des Parties suffise aussi pour se dégager; à moins qu'il n'y ait d'ailleurs quelque autre chose qui ne le permette pas. Je dis, à moins qu'il n'y ait d'ailleurs quelque autre chose qui ne le permette pas : car il est hors de doute, que les Loix Positives peuvent défendre, en matière de certaines sortes de Conventions, de rompre les engagements, où l'on est une fois entré, lors même qu'il n'y a encore rien d'exécuté. Mais, si la chose n'est plus en son entier, & que l'un des Contractans ait déjà effectué, ou en tout, ou en partie, ce à quoi il s'étoit engagé; il ne suffit pas alors d'un simple dédit (2) : mais, supposé que l'engagement ne soit pas d'ailleurs indissoluble, il faut ou que celui, qui a déjà exécuté quelque chose, tienne quitte l'autre de ce qu'il devoit faire à son tour; ou que celui-ci le dédommage de quelque manière.

L'infidélité de l'un des Contractans dégage l'autre de son Obligation.  
(a) Voyez *Grotius*, Lib. III. C. XIX. §. 14.

§. IX. 5. LORS que l'un des Contractans ne tient pas sa parole, cette infidélité dégage l'autre de la sienne, & anéantit, ou plutôt rompt l'engagement, en sorte que l'autre Partie n'est plus obligée d'exécuter ce qu'elle avoit promis (a). En effet tout Contractant s'engage envers l'autre, non pas absolument, & par une Promesse gratuite, mais en vûe de ce que celui-ci promet de faire de son côté. De sorte que leurs engagements respectifs sont renfermez l'un dans l'autre, en forme de condition tacite, comme si l'on avoit dit formellement : *Je ferai telle ou telle chose, pourvu que de votre côté vous fassiez ce dont nous sommes convenus*. Or il est clair, que tout ce qui est fondé sur une condition, tombe de lui-même dès-lors que la condition ne se vérifie pas (1). Et ici la maxime a lieu, lors que l'inexécution est de la part de celui qui devoit tenir sa parole le premier, ou du moins en même tems que l'autre. Car pour ce qui regarde les cas, où l'on craint seulement, que, si l'on effectue ses engagements, l'autre ne manque ensuite aux siens, nous en avons traité ailleurs (b) suffisamment. Mais que dirons-nous des Contrats rompus seulement avant l'exécution entière de ce à quoi l'on s'étoit engagé? Je repons, que, si l'un des Contractans aiant pleinement effectué tout ce qu'il devoit faire le premier, l'autre refuse ensuite d'achever l'exécution de ses engagements, le premier peut l'y contraindre par toute sorte de voies licites. Mais, si celui qui devoit exécuter le premier, après avoir fait quelque chose, ne veut point achever; l'autre n'est point obligé de lui tenir compte de cette exécution imparfaite, ni de lui rendre ce qu'il a reçu de lui, ou la valeur. En vain allégueroit-on la maxime commune, que nul ne doit s'enrichir au détriment d'autrui. Car on n'a point d'égard au dommage qu'une personne s'attire par sa propre faute. Et toutes les fois qu'il n'a tenu qu'aux intéressés qu'on ne fit ce à quoi l'on s'étoit engagé, c'est tout comme si on l'avoit actuellement accompli. Si, par exemple, j'ai payé d'avance un homme, que j'avois loué pour un an, & qu'avant la fin de l'année je le chasse sans qu'il l'ait mérité; je ne puis pas l'obliger à me rendre ce à quoi se montent les gages pour le tems qu'il s'en faut que l'année ne soit achevée. Bien plus : quand même on viendroit à se repentir ensuite d'avoir violé ses engagements, & qu'on offriroit de les continuer; l'autre Contractant n'est point tenu d'accepter la proposition; parce que nôtre infidélité une fois suffisamment déclarée l'a entièrement dégagé de toute Obligation envers nous, de sorte que le

(b) Liv. III. Chap. VI. §. 9.

(2) Sed non potestis eodem ratione uti post pretium sortitum emptione repetita, cum post pretium solum infestam emptorem facere non possimus. Digest. Lib. XVIII. Tit. V. De rescindenda venditione &c. Leg. II. Nec quidquam interest, utrum integris omnibus, in qua obligati essemus, conveniret, ut ab eo negotio discederetur; an in integram restitutus his, qua ego tibi praestissem, consentirem, ne quid tu mihi eo nomine praestares. Lib. II. Tit. XIV. De Pignus, Leg. LVIII.

§. IX. (1) Un ancien Roi des Indes, après qu'un autre Roi, avec qui il étoit allié, lui eût enlevé une de ses Femmes, contre tout droit & raison; ne voulut pas pour cela violer la foi qu'il lui avoit jurée; disant, que son ser-

ment étoit si fort & si sacré, qu'il ne lui permettoit pas de faire aucun mal à ce Prince, lors même qu'il en recevoit des injures. Philostrat. de Vita Apollonii Thyanae, Lib. III. Cap. IX. Si ce n'est pas là un conte fait à plaisir, ajoutoit nôtre Auteur, le scrupule de ce sage Indien étoit poussé un peu trop loin, & rien ne l'obligeoit à en user si généreusement envers son perfide Allié. Thucydide dit très-bien, qu'il n'y a point de perfidie à repousser les injures, & que ceux-là seuls violent le Traité, qui les premiers commettent quelque acte d'hostilité contre leurs Alliez. *Αἰσίοις ὁ ἀνιδέος ἐξ οἱ ἀνυπόστατοι, ἀλλ' οἱ ἀνέμενοι ἀνέμεται*. Lib. I. Cap. CXXIII. Edit. Oxon.

le Contract ne sauroit être rétabli que par une nouvelle Convention. Que si de part & d'autre on a également exécuté une partie de ses engagements, aucune des Parties ne pourra rompre le Contract avant le terme, dont on est convenu; mais celui, qui refuse d'achever l'exécution, pourra y être contraint par l'autre, ou bien il sera tenu envers lui des dommages & intérêts.

§. X. 6. Les engagements, qui étoient uniquement fondez sur un certain état des personnes, s'évanouissent dès le moment que cet état ne subsiste plus, soit par rapport à la personne même engagée, soit par rapport à celui envers qui elle étoit engagée. Ainsi un Magistrat, qui a promis de protéger & défendre les Citoyens, n'y est plus obligé, lorsqu'il est sorti de charge. De même un Citoyen, qui a promis d'obéir à ses Magistrats, n'y est plus tenu, lors qu'il devient Membre d'un autre Etat, ou que ces Magistrats sont dépouillés de leur caractère. Mais pour ce qui regarde les changemens, qui auroient empêché qu'on ne s'engageât, si les choses eussent été alors telles qu'on les a trouvées depuis, & qui même pour l'heure ne viennent guères bien à notre situation présente; ils ne suffisent pas pour nous décharger de nos engagements, pourvu qu'ils ne nous rendent pas entièrement incapables de nous en acquitter. Car, à moins que ces sortes de changemens n'aient été insérez dans le Contract, comme une condition qui devoit l'annuller; ils laissent subsister dans toute sa force un droit irrévocable de sa nature, quand même celui, par rapport auquel on l'a aquis, en souffriroit quelque chagrin. En effet, quiconque se porte librement & volontairement à faire un accord, ne sauroit s'en prendre qu'à lui-même de ce qu'il ne s'est pas précautionné dès le commencement contre les cas qui pouvoient arriver & être prévus vraisemblablement. Ainsi, supposé qu'un Peuple, après s'être soumis absolument à la Monarchie, vienne ensuite à changer d'inclination, & à aimer mieux une autre forme de Gouvernement; il ne peut pas pour cela secouer le joug de l'obéissance qu'il avoit promise à son Roi. Il y a des gens, qui ne se seroient point mariés, s'ils eussent pensé à toutes les incommodes du Mariage; cependant, lors qu'ils sont une fois engagez dans les liens de l'Hymen, il faut qu'ils prennent patience, quel que soit leur sort.

Les engagements finissent par le changement de l'état ou de la condition, sur quoi ils étoient fondez.

§. XI. 7. Le tems seul anéantit les engagements, dont la durée dépendoit d'un certain terme fixe. Que si on veut les continuer après cela, il faut une nouvelle Convention, qui n'est quelquefois que (a) tacite. Mais il seroit absurde de contracter une Obligation, qui dût finir au bout d'un certain tems, sans qu'elle eût aucun effet pendant tout ce tems-là; de dire, par exemple, *Je vous dois cent Ecus pendant trois ans, sans que néanmoins vous puissiez me les demander ni pendant ces trois ans, ni après.* Car une Obligation, qui n'a aucun effet ni avant qu'elle finisse, ni après, est entièrement nulle & puérile. Autre chose est de dire: *Si entre-ci & trois ans vous ne me demandez pas ces cent Ecus, je ne vous devrai plus rien:* car c'est-là une condition ajoutée à l'engagement, & dont le défaut doit le faire finir. C'est ainsi que d'ordinaire on ne cautionne que pour un certain tems; afin que le Créancier presse le Débiteur pendant qu'il a encore de quoi paier, & de peur que la Caution ne demeure obligée à l'infini.

Comment les Obligations s'anéantissent par le tems.  
(a) Voyez ci-dessus, Chap. VI. §. 1. Note 2.

§. XII. 8. La mort anéantit les engagements purement personnels, dont elle rend l'exécution (1) naturellement impossible: outre que les accidens ne sauroient subsister sans leur sujet. Il arrive néanmoins souvent, que les Obligations d'un défunt, qui ne sont pas incommunicables, passent à quelques-uns de ceux qui lui survivent, & cela ou parce qu'ils s'en sont chargez volontairement, soit pour faire honneur à la mémoire du défunt, soit pour quelque autre raison; ou parce qu'ils succèdent à ses biens, auxquels l'Obligation étoit

Quels engagements finissent par la mort.

§. XII. (1) On dit néanmoins, que les anciens Gaulois se prenoient les uns aux autres à rendre dans les Enfers. Voyez Pomponius Mela, Lib. III. Cap. II. & Val. Maxim. Lib. II. Cap. VI. §. 10. Les Bonzes du Japon font accroire aux gens de ce Pais-là, que quiconque leur prêtera de l'argent en ce monde, en recevra le double

dans l'autre. Dans cette pensée leurs Créanciers crédules gardent avec soin, & ordonnent même que l'on entretienne avec eux, les billets d'obligation que ces Prêtres souches leur ont fait. Bern. Varenius, de Relig. Japon. pag. 35.

étoit naturellement attachée. Mais si quelqu'un meurt, sans laisser de quoi paier toutes ses dettes, il est clair que ses Créanciers n'ont plus d'action contre lui : car que feroient-ils à un Cadavre (2) ?

*De la Délégation.* §. XIII. 9. ON substitue quelquefois un tiers, qui étant nôtre Débiteur, s'oblige pour nous envers nôtre Créancier, promettant de lui paier ce qu'il nous devoit. (1) C'est ce que l'on appelle *Délégation*. Le consentement du Créancier est ici absolument nécessaire, mais non pas (2) celui du tiers Débiteur : car, quand on doit, il n'importe à qui l'on paie; mais un Créancier a grand intérêt de ne pas recevoir toute sorte de Débiteurs qu'on voudroit substituer.

*De la Confusion.* §. XIV. 10. POUR la *Confusion*, il n'est pas besoin de s'y étendre. Car personne ne pouvant être Créancier & Débiteur de lui-même; il est clair, que, si l'on devient Héritier de son Débiteur, la dette s'éteint (1), n'y ayant plus d'objet contre qui l'on puisse faire valoir son droit.

*De la Novation.* §. XV. LA *Novation* (1) semble être purement de (2) Droit Civil. En effet, on peut à la vérité, faire d'un commun accord, quelque changement à des Obligations contractées depuis long-tems; convenir, par exemple, que, si le Débiteur étant en demeure, la chose vient à se perdre, il n'en fera plus responsable; qu'il ne sera plus obligé de paier les intérêts, ou ce que l'on avoit stipulé en forme de punition, s'il étoit en demeure; qu'on rendra les gages, ou qu'on déchargera la Caution, & que le Créancier se fiera désormais à la seule Promesse du Débiteur &c. Mais, si l'on s'en tient à la simplicité du Droit Naturel, il n'est pas besoin de supposer en tout cela, que l'ancienne Obligation soit éteinte, pour faire place à une autre toute nouvelle. Tout ce qu'il y a, c'est que le Créancier se relâche d'une partie de son droit, ou que plusieurs prétensions différentes se réunissent en une seule. Il est aussi uniquement de Droit Positif, qu'une certaine action en Justice soit privilégiée, & passe devant les autres : car, selon le Droit Naturel, tout ce qui est également dû peut être demandé avec le même effet. Mais on peut rapporter & appliquer en quelque manière au Droit Naturel, ce que les (3) mêmes Loix Romaines disent de la *Novation nécessaire*, comme parlent les Jurisconsultes, qui se fait par voie de Justice, & qui est opposée à l'autre sorte de *Novation*, que l'on nomme *volontaire*. Car, comme un Particulier, qui a gagné son procès, a *action de condamnation*. (4) contre sa Partie, pour demander ce qu'ordonne la sentence du Juge, quel qu'ait été auparavant son droit : de même, après une Guerre, on peut exiger non seulement ce qui nous est dû en vertu des an-

cien-

(2) Selon, comme le remarquoit ici nôtre Auteur, défendit par une Loi, de dire du mal des morts. Plutarch. in ejus Vita. pag. 149. E. Voyez Digest. Lib. XLVII. Tit. X. De injuriis & famosis libellis, Leg. 1. §. 4. 6. & XXVII. Voyez pourtant la coutume des Egyptiens rapportée ci-dessus, Chap. X. §. 13.

§. XIII. (1) Delegare est vice sua alium rem dare creditori, vel cui jussit. Digest. Lib. XLVI. Tit. II. De novationibus, & delegationibus, Leg. XI.

(2) Il l'est par le Droit Romain. Delegatio debiti, nisi consentiente, & stipulante, promittente debitore, jure perferri non potest. Cod. Lib. VIII. Tit. XLIII. De novationibus, & delegationibus, Leg. I. Ainsi nôtre Auteur attache au terme de *Délégation* une autre idée, que celle des Jurisconsultes : car il entend par là le transport ou la cession d'une dette; ce qui dans le Droit Romain est regardé comme une espèce de Vente, que l'on peut faire, sans que le Débiteur y consente. Nominis autem venditio, & ignorante, vel invito eo, adversus quem actiones mandantur, contrahi solet. Cod. ibid.

§. XIV. (1) Aditus hereditatis nonnunquam jure confundit obligationem : veluti si creditor debitoris, vel contra debitor creditoris adierit hereditatem. Digest. Lib. XLVI. Tit. III. De solution. & liberat. Leg. XCV. §. 2. La *Confusion*, c'est donc ici, lors que le droit & l'obligation se

réunissant & se confondant en une seule & même personne, s'évanouissent par ce moyen.

§. XV. (1) On entend par là, dans le Droit Romain, un acte, par lequel le Créancier & le Débiteur, sans aucun nouveau fondement, changent la nature d'une dette, en substituant une nouvelle sorte d'obligation à l'ancienne. Novatio est prioris debiti in aliam obligationem, vel civilem, vel naturalem, transfusa atque translatio : hoc est, cum ex precedenti causa ita nova constituitur, ut prior perimatur. Novatio enim à novo nomen accepit, & à nova obligatione. Digest. Lib. XLVI. Tit. II. De novationibus, & delegationibus, Leg. I.

(2) M. Titius (Observ. CCCCXV.) soutient, que non. Car, dit-il, la *Novation*, aussi bien que tout autre acte licite, se fait par un consentement mutuel des Parties, & par une suite de la liberté qu'ont naturellement tous les Hommes, de déterminer & varier, comme bon leur semble, les engagements où ils entrent les uns envers les autres.

(3) Aliam causam esse novationis voluntaria, aliam judicii accepti, multa exempla ostendunt. Digest. ubi supra, Leg. XXIX.

(4) Judicati actio. Voyez Cod. Lib. VII. Tit. LIV. De iudicis rei judicata, Leg. III.

ciennes prétensions, qui nous ont obligé de prendre les armes, mais encore tout ce qui a été réglé par le Traité de Paix (5).

(5) A toutes ces manières d'être dégagé d'une Obligation, notre Auteur pouvoit en ajouter une autre; c'est lors que la chose, qui étoit due en espèce, comme parlent les Jurisconsultes, c'est-à-dire, en sorte qu'on ne pût pas s'acquitter par équivalent, vient à périr, sans qu'il y ait de la faute du Débiteur, ou qu'il soit en demeure de délivrer. En voici un exemple du Droit Romain, au sujet d'un Esclave, qui est mort avant qu'on l'eût remis entre les mains de celui à qui on l'avoit pro-

mis, ou à qui il avoit été légué par celui, dont on recueille la succession. *Si ex legati causa, aut ex stipulatu hominem certum mihi debeas: non aliter post mortem ejus tenearis mihi, quam si per te fateris, quominus vivo eum mihi dares: quod ira fit si aut interpellatus non dedisti, aut occidisti eum.* Digest. Lib. XLV. Tit. I. De verborum obligationibus, Leg. XXIII. Voyez aussi la Loi LXXII. §. 1. & LXXXIII. §. 7. & Cod. Lib. IV. Tit. II. Si certum peratur, Leg. IX. & XI.

## CHAPITRE XII.

### De la manière d'interpréter les Conventions, & les Loix.

§. I. **A**PRE'S avoir traité des Conventions en général, & de quelques unes de leurs espèces en particulier, il faut voir présentement de quelle manière on doit les interpréter. Car comme, dans tous les engagements, où l'on entre volontairement, on emploie certains signes, pour faire connoître l'intention des Contractans, & les conditions ou les articles du Traité; & que ces signes peuvent quelquefois être expliqués diversement: il importe beaucoup d'avoir certaines Règles, à la faveur desquelles on puisse en découvrir la véritable signification. Or, quoi qu'il nous reste encore à parler des Conventions, qui supposent le Gouvernement Civil, & que même la plupart des (1) choses, que l'on dit ici, se rapportent aussi à l'explication des Loix: cependant, comme il ne seroit point à propos de renvoyer à la fin de l'Ouvrage les Règles de l'Interprétation, ni d'en faire à deux fois; nous avons crû, que, sans pécher beaucoup contre la bonne Méthode, nous pouvions traiter ici à fond toute cette matière. En quoi nous suivrons presque pied-à-pied (a) *Grotius*, qui entre là-dessus dans un détail fort exact. Transition

§. II. SI l'on considère le but des Obligations, que les Hommes contractent volontairement, on trouvera qu'ils ne sont tenus qu'à ce à quoi ils ont voulu s'engager. Car puis que, comme on le suppose, ils se sont eux-mêmes imposés volontairement & librement la nécessité de faire quelque chose, à quoi ils n'étoient pas obligés d'ailleurs; je ne vois pas comment ils pourroient être tenus au delà de ce à quoi ils ont prétendu s'astreindre. C'est ainsi qu'il faut entendre ces paroles de *Cicéron*: (1) *En matière de Promesses*, dit-il, *on ne doit pas tant avoir égard aux paroles, qu'à l'intention de celui qui promet.* Mais telle est la nature de l'Homme, que les mouvemens intérieurs de son Ame ne se font pas connoître à autrui par eux-mêmes; & qu'ils peuvent ne pas s'accorder avec les actes & les signes extérieurs. Cependant il faut de toute nécessité déterminer d'une manière distincte & précise, à quoi chacun est tenu, & ce que l'on peut légitimement exiger de lui. Autrement, s'il étoit permis de donner tel sens que l'on voudroit aux Obligations, que l'on contracte; il n'y en a pas une, dont on ne pût éluder l'effet, en soutenant, que l'on a été Il est fort nécessaire de bien interpréter les Conventions.

§. I. (1) C'est apparemment ce que l'Auteur a voulu dire; au lieu que, de la manière dont l'Original est conçu, il faudroit traduire, & que la plupart même de ces Conventions &c. Je m'imagine que l'Auteur avoit dessein de s'exprimer ainsi: *Et plerumque etiam [dicenda] ad Leges pertinent*: car il n'est pas vrai, que la plupart des Conventions, dont il doit traiter dans les deux derniers Livres, se rapportent aux Loix, les Loix elles-mêmes n'étant pas proprement des Conventions, comme il l'a

fait voir lui-même ci-dessus, Liv. I. Chap. VI. §. 2. & il paroît au contraire manifestement, que la plupart des règles, qu'il donne dans ce Chapitre, peuvent être également appliquées, & aux Conventions, & aux Loix.

§. II. (1) *Semper autem in fide, quid senseris, non quid dixeris, cogitandum.* De Offic. Lib. I. Cap. XIII. Au reste, ces paroles sont parties d'un grand passage, qui ne se trouve ni dans les plus anciennes Editions, ni dans la plupart des Manuscrits.



dans l'esprit toute autre chose que ce qu'entendoit l'autre Contractant. Comme donc nos pensées seules sont uniquement pour nous, & les signes extérieurs pour autrui; la Raison veut, que, quand on a promis une chose à quelqu'un, il ait droit de nous contraindre à effectuer ce qui suit d'une droite & naturelle (2) interprétation des signes, dont on s'est servi. Sans cela, les Conventions n'aboutiroient à rien, & n'auroient aucun effet; ce qui passe pour absurde & contradictoire en fait de choses Morales.

Or ici la règle générale d'une bonne Interprétation, c'est de *juger de l'intention d'une personne par les signes & les indices les plus vraisemblables qui se présentent*. Ces signes consistent ou en des paroles, ou en des conjectures; deux sortes de choses que l'on considère ou séparément, ou conjointement.

Les Paroles se doivent ordinairement expliquer dans le sens que leur donne l'usage commun.  
(a) Polyb. Lib. XII. Cap. IV.

§. III. A L'EGARD des Paroles, il faut établir (1) pour maxime; Que, *s'il n'y a point d'ailleurs de conjecture suffisante qui oblige de les entendre dans un sens particulier, on doit leur donner celui qui leur est propre, non selon l'Analogie ou l'Etymologie Grammaticale, mais selon l'usage commun du Peuple*, qui est le (2) maître absolu des Langues. C'étoit donc un vain échappatoire que celui des (a) *Locriens*, qui aiant promis avec serment à une Colonie de *Siciliens* établie dans le fond de la Calabre, de vivre avec eux en bonne amitié, sans qu'ils fouleroient aux pieds cette terre, sur laquelle ils étoient, & qu'ils porteroient des têtes sur leurs épaules; ne laissèrent pas de les chasser du Pais à la première occasion, se croyant quittes de leur serment, sous prétexte qu'en jurant ils avoient, sans qu'on le vit, mis des têtes d'ail sur leurs épaules, & de la terre dans leurs fouliers, qu'ils jettèrent ensuite: Ou celui des *Béociens* (b), qui s'étant engagez entr'autres choses, par un Traité conclu avec les *Lacédémoniens*, à leur livrer *Panathé*, le firent à la vérité, mais après avoir rasé la place: Ou celui de *Lencippe* (c), qui aiant prié les *Tarentins* de le laisser entrer pour un jour & une nuit dans la ville de *Métaponte*; comme on le sommoit ensuite de déloger, si c'étoit de jour, il répondoit qu'il sortiroit la nuit suivante; & si c'étoit de nuit, il renvoyoit au jour suivant: Ou celui de *Mahomet*, Empereur des *Turcs*, qui, après la prise de *Negrepont*, aiant promis à un homme de ne pas lui faire couper la tête, le fit fendre en deux par le milieu du corps: Ou celui d'un (d) Roi de *Perse*, qui donnant audience à un Ambassadeur, que le Roi des *Indes* lui envoyoit pour demander qu'il lui livrât un Roi-letel Indien, qui s'étoit réfugié chez lui, fit mettre ce Roi-letel, pendant tout le tems de l'audience, dans une corbeille suspendue à un arbre; en vertu dequoi il répondit, que ce-  
lui,

(b) *Thucyd. Lib. V. Cap. XLII. Ed. Oxon.*

(c) *Strabo, Geograph. Lib. VI. pag. 171. Edit. Genev. Casanbon.*

(d) *Olearius, Itiner. Persic. Lib. IV. Cap. XXX.*

(2) C'est ce qui est bien exprimé dans la formule des Traitez des anciens Romains: *Ut illa palam prima posset, ut illi tabulis eorum recitata sunt, sine dolo malo, usque ea hic hodie rectissime intellecta sunt, illi Legibus Populus Romanus prior non deficiat*. Tit. Livius, Lib. I. Cap. XXIV.

§. III. (1) L'Auteur suppose ici que ceux, qui se mêlent d'interpréter les Conventions, & les Loix, soient instruits des Règles générales de la Critique, dont la connoissance est absolument nécessaire pour découvrir le sens de toute sorte de paroles, soit prononcées de vive voix, ou mises par écrit. Telles sont, par exemple, les maximes suivantes. 1. Pour comprendre ce que dit une personne, qui ne prononce pas distinctement, ou qui a la langue empêchée, il faut être accoutumé à l'entendre parler, comme, pour déchiffrer un acte, il faut

l'Auteur, ou par la négligence ou l'ignorance du Copiste &c. Car, pour alléguer un exemple du dernier cas, cité du Droit Romain, si un Clerc de Notaire a mal copié la minute d'un Contrat, cela ne doit point porter de préjudice à celui, en faveur de qui il est fait. Si *Liberarius in transcribendis stipulationis verbus errasset: nihil nocere, quominus & rem, & fidemque teneatur*. Digest, Lib. I. Tit. XVII. De diversis regulis iuris, Leg. XCII. 7. Il faut entendre la matière, dont il s'agit. 2. Enfin, il y a un grand nombre d'autres circonstances, auxquelles on doit faire attention, & dont quelques unes seront indiquées plus bas par notre Auteur, mais qui se découvrent plutôt par l'usage, & par les réflexions que l'on fait sur les cas particuliers, & sur chaque passage, que par des Règles générales. Voyez ceux qui ont donné des Traitez sur l'Art de la Critique, mais sur tout l'excellent Ouvrage de Mr. Le Clerc, intitulé *Art Critica*, où l'on trouve un Système complet de cet Art si utile & si nécessaire.

(2) Jusques-là qu'un ancien Romain soutenoit, que *Tiber*, tout Empereur qu'il étoit, ne pouvoit pas donner droit de Bourgeoisie à un mot étranger. *De Cassin*, Lib. LIX. Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. I. §. 6. & *Thymiste*, Orat. XXIII. live *Sophiste*, pag. 287. C. Edit. Paris. Hardouin. au sujet du mot de *Sophiste*; comme aussi *Procopé*, Hist. Vandal. Lib. I. au sujet du terme d'*Asilien*.

lui, qu'on cherchoit, n'étoit pas sur ses terres : Ou celui d'un homme, qui nioit fort & ferme, qu'il eût mis la main sur un Prêtre, parce qu'il n'avoit fait que lui donner de bons coups de bâton, & lui mettre les pieds sur le ventre : Ou celui de *Tamerlan*, qui, après avoir reçu à composition la ville de *Sébastè*, sous promesse de ne répandre point de sang, fit enterrer tous vifs les Soldats de la Garnison, dès qu'il les tint prisonniers. Toutes ces subtilitez, & autres semblables, ne sont que de misérables chicanes, & de grossières supercheries : car, comme le dit *Cicéron*, la fraude (c), bien loin d'empêcher qu'on ne viole son serment, ne fait que rendre le parjure plus criminel.

(c) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Ch. II. §. 12. Not. 1.

§. IV. Pour les termes propres & particuliers des Arts & des Sciences, qui ne sont presque pas (1) entendus du Peuple, il faut les expliquer selon la définition (2) qu'en donnent les personnes versées dans chaque Art & chaque Science. Par exemple, si, dans un Traité, il est stipulé qu'aucun des Alliez n'entrera dans les terres de l'autre avec une Armée, il faut voir quel nombre de Soldats emporte ce mot d'Armée. *Grasius* (a) la définit, une multitude de gens de guerre, qui font irruption ouvertement dans les terres de l'Ennemi, soit pour l'attaquer, soit pour le prévenir. Sur quoi il faut bien remarquer le mot d'ouverture, qui est essentiel : car les Historiens distinguent toujours entre les actes d'hostilité qu'exerce une Armée réglée dans une Guerre déclarée, & ceux qui se commettent furtivement, ou par manière de brigandage. Mais on ne peut pas fixer un certain nombre de Soldats, dont une Armée doit toujours, & par tout, être nécessairement composée : il faut en juger selon les forces des attaquans, & des attaqués. Dans un démêlé entre deux Etats peu considérables, on a lieu de regarder comme une Armée, un petit Corps de gens de guerre, qui ne passeroit que pour une poignée de Bandits, s'il s'agissoit de deux grands Royaumes. Lors donc que *Végèce* (b) définit l'Armée, un Corps composé de Légions, de Troupes Auxiliaires, & de gens de Cavalerie, ramassés & joints ensemble pour faire la guerre; ce n'est point là une définition qui convienne à toute sorte d'Armées en général, mais seulement à celles des Romains de ce tems-là. Car il y a des Armées qui ne sont composées que de Citoyens, ou que de Troupes Etrangères ou Auxiliaires; & il y en a aussi qui consistent en un Corps tout d'Infanterie, ou tout de Cavalerie. *Marc Crassus*, au rapport de *Cicéron* (c), se tenoit qu'un homme ne pouvoit passer pour riche, s'il n'étoit en état de lever une Armée à ses dépens. *Cicéron* (d) lui-même compose l'Armée de six Légions, avec un grand nombre de Troupes Auxiliaires, tant d'Infanterie que de Cavalerie. *Polybe* (e) dit, que l'Armée des Romains consistoit ordinairement en seize-mille Citoyens, & vingt-mille hommes de Troupes auxiliaires. Cela n'empêche pas, qu'un moindre nombre de gens de guerre ne fût quelquefois appelé une Armée, jusques là que dans le (f) Digeste ce nom est donné à une seule Légion. Mais, à l'occasion de ce mot, on peut demander, si le Traité, que j'ai allégué pour exemple, est véritablement enfreint, lors qu'un des Alliez fait passer sur les terres de l'autre un grand nombre de troupes par petites bandes, qui défilent les unes après les autres? Pour répondre à cette Question, il faut remarquer, que, selon le langage ordinaire, on a une Armée sur pied, non seulement lors qu'elle est toute en un seul endroit, mais encore lors qu'on la sépare en plusieurs petits Corps, qui peuvent être rassemblés en peu de tems. Cela posé, il reste à examiner dans quelle vûe le Traité a été fait. Car, si l'on a voulu seulement prévenir les dangers où l'on pourroit être de la part de l'autre Allié, il est clair qu'il ne viole point le Traité, en faisant passer ses Troupes par petites bandes séparées, en sorte qu'elles ne se rassemblent point dans l'enceinte de notre Pais; puis qu'alors il n'y a rien à craindre pour nous. Mais si l'on

Les termes des Arts se prennent au sens que leur donnent les Maîtres de l'Art.

(a) Ubi supra, §. 3.

(b) De Re Militari, Lib. III. Cap. I.

(c) Paradoxe. VI.

(d) Ibid.

(e) Lib. VI.

(f) Lib. III. Tit. II. De his qui notantur infamia, Leg. II §. 2.

s'est

§. IV. (1) C'est ce que *Cicéron* a remarqué, à l'occasion de la Dialectique. *Qualitates igitur, dit-il, appellari, quas evolutas Græci vocant: quod ipsum apud Græcos non est Vulgi verbum, sed Philosophorum, atque id in multis. Dialecticorum vero verba nulla sunt publica: suis tantum: & id quidem commune omnium ferè est. Aristum*

Academic. Question. Lib. I. Cap. VII.

(2) A moins que celui, qui parle, n'entende ni l'Art, ni les termes; car alors il faut examiner par la suite du discours, & par d'autres semblables circonstances, quel sens il a eû dans l'esprit.

(3) C'est

s'est proposé de mettre à couvert un autre Voisin contre les insultes de ceux qui pourroient venir l'attaquer par nos terres; le Traité est enfreint; dès lors qu'on laisse passer les Troupes étrangères, quelque partagées qu'elles soient en diverses bandes.

(g) Voyez *Florus*, Lib. I. Cap. XL. num. 10. Ed. Grav. & *Alberic. Gentil. De Jure Belli*, Lib. III. Cap. XX.

Pour revenir à nôtre sujet, on peut appliquer au terme de *Flotte*, les principes que nous avons établi. Supposé, par exemple, que, dans un Traité, il ait été convenu, qu'on ne fera pas voile dans une certaine partie de la Mer, ou qu'on n'y laissera pas faire voile à quelque autre; il ne faut pas avoir égard seulement au nombre des Vaisseaux, mais encore à leur grandeur (g), & aux forces maritimes des Peuples intéressés. De même, si l'on a fait quelque Convention au sujet d'une *Place forte*, par exemple, qu'on n'en construira point à une certaine distance d'un País: comme ce mot se prend tantôt pour un lieu extrêmement fortifié, & qui renferme de beaux bâtimens, tantôt pour un lieu fortifié en sorte qu'il peut arrêter une Armée ennemie, quoi qu'il n'y ait que de chetifs bâtimens; si le but du Traité a été de mettre le País à l'abri de toute Place forte, qui le domine, il est clair qu'on viole la Convention, lors même qu'on ne fait qu'un Fort de campagne, avec de simples cabanes pour les Soldats.

Mais (3) si un terme de quelque Art n'est pas défini de la même manière par tous ceux qui s'en servent; il faut alors, pour prévenir les contestations, exprimer en termes populaires le sens qu'on lui donne dans l'affaire dont il s'agit.

Les Conjectures servent 1. à découvrir le sens des termes équivoques.

(a) De *velandis virginibus*, Cap. IV.

(b) I. *Corinth. XI*, §. & suiv.

(c) *Cras mulier erit. Apud Quintilian. Instit. Orat. Lib. VI. Cap. III. pag. 482. Edit. Lugd. Bat.*

§. V. LORS qu'un terme, une expression, une phrase, ou une période, sont susceptibles de plusieurs sens, il faut avoir recours aux *Conjectures*, pour découvrir le véritable (1). Par exemple, *Tertullien* (a) prétend, que, quand *St. Paul* (b) dit, que *some femme, qui prie Dieu, ou qui prophétise, sans avoir la tête couverte, deshonne sa tête*; cela se doit aussi entendre des filles, qui ne sont pas mariées. Il est vrai pourtant, qu'en Latin le mot, qui répond au terme Grec de *St. Paul*, est quelquefois opposé à celui de *Vierge*; comme quand *Cicéron* (c) dit d'une fiancée: *Demain elle sera femme*. Voilà pour les termes simples. On trouve un exemple d'un discours ambigu dans ces paroles d'un Testament rapporté par (2) *Cicéron*: *Mon Héritier donnera à ma Femme de la vaisselle d'argent pesant cent livres, telle qu'il lui plaira*. Là-dessus la Veuve demandoit les Vases les plus beaux & les plus précieux. Le Fils au contraire, qui étoit Héritier, prétendoit qu'elle devoit se contenter de ceux qu'il voudroit lui donner. L'équivoque auroit été ôtée, si le Testateur avoit dit: *celle que lui, ou elle voudra*. Mais, par le Droit Romain, le Légataire a (3) ordinairement le choix: ce qui est aussi conforme à l'Equité naturelle. Car, quand on peut exécuter en plusieurs manières (4) une chose qui nous est prescrite purement & simplement, sans

(3) C'est ici (comme le remarque *Mr. Titius, Obs. CCCCXIX.*) une réflexion perdue: car il ne s'agit pas de la manière dont on doit s'exprimer pour donner clairement à connoître sa volonté, mais seulement des règles que l'on doit observer pour découvrir celle d'autrui, lors qu'elle est exprimée avec quelque obscurité.

§. V. (1) Les Rhétoriciens, comme le remarquait ici nôtre Auteur après *Græcæ*, rapportent tout cela à leur Lieu Commun de l'*Amphibologie*, i.e. *ἀμφιβολία*. Mais les Dialecticiens distinguent entre l'*Amphibologie*, qui est, selon eux, l'ambiguïté des phrases, ou des discours; & l'*Homonymie*, qui se dit, lors que l'équivoque est dans un seul terme.

(2) *Paterfamilias, cum Filium heredem faceret, vasorum argenteorum centum pondo Uxori suæ sic legavit: HÆRES MEUS UXORI MEÆ VASORUM ARGENTEURUM PONDO CENTUM, QUÆ VOLET DATO. Post mortem ejus vasa magnifica, & pretiosa calata petiit à Filio Mater. Ille se, quæ ipse vellet, debere dicit. Cic. de Inventione, Lib. II. Cap. XL. Voyez aussi ad Herennium, Lib. I. Cap. XII. & *Quintil. Lib. VII. Cap. IX.**

(3) *Quotiens servus electio vel optio datur, Legatarius optabit, quem velint. Sed & homine generaliter legato, arbitrium eligendi, quem acciperet, ad Legatarium pertinet.*

*Digest. Lib. XXXIII. Tit. V. De optione vel electione legata, Leg. II. princ. & §. 1. Il y a pourtant d'autres Loix, qui disent le contraire. Voyez *Daumat, Loix Civiles dans leur ordre naturel*, II. Partie, Liv. IV. Tit. II. Sect. VII.*

(4) C'est la maxime du Droit Romain: *Cum illa aut illa res promittitur, rei electio est, utram præbet. Digest. Lib. XXIII. Tit. III. De jure dotium, Leg. X. §. 6. Voyez aussi Lib. XVIII. Tit. I. De contrahenda emptione, Leg. XXV. princip. & Lib. XIX. Tit. I. De action. empti & venditi, Leg. XXI. §. 6. En effet, il ne tenoit qu'à celui, qui impose l'Obligation, de faire expliquer clairement & sans équivoque, ni alternative, ce qu'il prétendoit exiger de l'autre. *Quidquid adstringenda obligationis est, id nisi palam verbis exprimitur, omissum intelligendum est. Ac si secundum promissorem interpretatur: quia stipulatori liberum fuit verba latè concipere. Et l'on peut établir pour Règle générale, que, quand il y a dans un acte quelque obscurité ou quelque ambiguïté, qui ne peut point être éclaircie par l'intention des Contractans, ou par quelque autre circonstance, l'interprétation se fait contre celui, qui devoit s'expliquer, ou faire expliquer nettement l'autre. De sorte que, si celui-là même, qui s'oblige, pouvoit & devoit parler clairement, l'autre est en droit d'expliquer la clause à son avantage. Nec**

sans rien spécifier; il y a lieu de présumer, que celui, qui nous impose cette Obligation, laisse en notre liberté de nous en acquitter comme nous le jugerons à propos. Mais lors que l'ordre est accompagné d'une clause, où il est parlé de choix, elle est censée ajoutée en faveur de celui, qui doit recevoir, de peur que l'autre ne lui donne quelque chose de peu de valeur. Pour la fameuse décision du Duc d'Osborne, Vice-Roi de Naples, qui adjugea à un Fils toute la succession de son Père, à l'exclusion des Ecclesiastiques, que le Testateur avoit institué ses Héritiers, avec cette clause, *de donner à son Fils ce qu'ils voudroient*: elle n'est pas tant fondée sur la rigueur du Droit, & sur le véritable sens des termes du Testament, que sur un juste motif de frustrer l'avarice détestable de cette sorte de gens, toujours alerte pour attrapper le bien d'autrui. Il y a quelque chose de semblable dans la réponse de Charles Quint, à l'Ambassadeur de François I. qui lui demandoit le Duché de Milan (d): *Je veux*, lui dit-il, *précisément ce que mon Frère le Roi de France veut*. Sur quoi l'Ambassadeur se hâtant un peu trop, écrivit à son Maître, comme si l'affaire étoit faite.

(d) *Marselaër, Legat. Lib. II. Cap. XXXIX.*

§. VI. C'EST encore par le moien des conjectures qu'il faut tâcher de concilier les contradictions apparentes qui se trouvent dans un acte. Je dis les *contradictions apparentes*: car si la contradiction est manifeste, (1) alors les derniers articles, dont les Parties seront convenues, dérogeront à ceux qui sont de plus vieille datte. En effet, on ne sauroit vouloir en même tems deux choses directement opposées; & telle est la nature des actes, qui dépendent uniquement de la Volonté de l'Agent, ou par lesquels personne n'a aquis aucun droit, que l'on peut les révoquer entièrement par un nouvel acte de la même Volonté. Et en ce cas-là le changement de volonté est nécessaire, ou d'une part seulement, comme dans l'abrogation des Loix Civiles, dans la révocation d'un Testament, & autres choses semblables; ou des deux côtez, comme en matière de Conventions, qui, à moins que quelque Loi n'en dispose autrement, ne peuvent être annullées que du commun consentement des Parties (2).

2. A concilier les contradictions apparentes, ou à faire voir à quoi l'on doit s'en tenir, lors que la contradiction est manifeste.

Voici un exemple de deux Loix qui paroissent se détruire l'une l'autre. (3) *L'une porte, qu'on élèvera une statue dans le lieu des exercices à quiconque aura tué un Tyran. L'autre défend de mettre aucune statue de femme dans le lieu des exercices. Il se trouve qu'un Tyran a été tué par une femme.* On demande, si elle doit avoir une statue? Pour moi, je la lui adjuge. Car le but de la première Loi, est de faire en sorte que la Jeunesse, que l'on dresse à la Vertu dans le lieu des exercices, soit portée par la vûe d'un tel honneur à imiter l'exemple de ceux qui l'ont mérité. Et la raison de l'autre est, que les Vertus propres & ordinaires des Femmes ne sont point nécessaires aux Hommes, ni dignes d'être proposées pour objet à leur émulation. Mais, dans le cas, dont il s'agit, la femme aiant montré un courage au dessus de son sexe, elle mérite d'autant mieux une statue dans le lieu des exercices, que son exemple peut piquer & enflammer davantage d'une noble émulation, que celui des Hommes. Cicéron propose un autre cas: (4) *Il est ordonné par une Loi, que qui-*

*cursum promissus ferendus est, si ejus intererit, de certis potius vasis sortis, aut hominibus altum.* Digest. ibid. Ainsi les obscuritez ou les ambiguïtez d'un Contrat de Vente, ou de Louage, s'interprètent contre le Vendeur, ou le Bailleur. Vereturum placet, pactionem obscuram, vel ambiguum, venditori, & qui locavit, nocere: in quorum fuit potestate Legem apertius conscribere. Digest. Lib. II. Tit. XIV. De Pactionibus, Leg. XXXIX. Voyez aussi Lib. XVIII. Tit. I. Leg. XXI. & XXXIII. & Lib. I. Tit. XVII. De diversis Regulis Juris, Leg. CLXXII. prius.

§. VI. (1) *Ubi dua contraria leges sunt, semper antiqua obrogat nova.* Tit. Liv. Lib. IX. Cap. XXXIV. *At iustitiamque duramque iocundamque & aequam sibi.* Digest. Lib. I. Tit. IV. De constitutionibus Principum, Leg. IV. Voyez aussi le Droit Canon, De Rescriptis, Can. III. & un passage de Plutarque, qui sera cité dans la Note 6. sur le §. 9.

TOM. II.

(2) De là il paroît, pour le dire ici en passant, (ajoutoit notre Auteur) de quelle manière Lycortas pouvoit s'excuser de ce qu'en renouvelant le Traité des Achéens avec le Roi d'Egypte, il n'avoit pas eu la précaution de marquer précisément, lequel des Traitez passez ou renouvelloit. Car il n'avoit qu'à dire, que tous ces Traitez étoient censés renouvellez en tout ce en quoi ils s'accordoient; mais qu'à l'égard des articles, au sujet desquels ils différoient, il falloit s'en tenir au dernier. Voyez Polyb. Excerpt. Legat. XLI.

(3) *Tyrannicida imago in gymnasio ponatur: contra, mulieris imago in gymnasio ne ponatur. Mulier Tyrannum occidit.* Quintilian. Inst. Orator. Lib. VII. Cap. VII.

(4) *Ex contrariis autem Legibus controversia nascitur, cum inter se dua videntur Leges, aut plures discrepare, hoc modo: Lex est: QUI TYRANNUM OCCIDERIT, OLYMPIONICARUM PRÆMIUM CAPITO, ET QUAM*

conque tuera un Tyran, sera couronné aux Jeux Olympiques, & que les Magistrats seront tenus de lui accorder une chose qu'il leur demandera, quelle que ce soit. Mais par une autre Loi les Magistrats devoient faire mourir les cinq plus proches Parens d'un Tyran, qui auroit été tué. Thébé, Femme d'Alexandre, Tyran de Phères en Thessalie, le tua une nuit qu'elle étoit couchée auprès de lui : après quoi elle demanda pour récompense un Fils qu'elle avoit eu du Tyran. Là-dessus, quelques-uns prétendoient, que, nonobstant la dernière Loi, il falloit faire mourir cet Enfant, suivant la première.

A l'égard des contradictions qui se trouvent entre deux clauses d'une même Loi, on allègue, entr'autres, cet exemple (5). La Loi porte, que, si une Fille a été enlevée, elle aura le choix, ou de faire condamner à la mort le Ravisseur, ou de l'obliger à l'épouser sans dot. Un homme a enlevé deux Filles, dont l'une demande sa mort, & l'autre veut qu'il l'épouse. Pour décider la question, il faut considérer le but & l'esprit de cette Loi. Lors qu'on permet à une Fille enlevée, de choisir la mort de son Ravisseur, ce n'est pas qu'on croie qu'il s'en trouve plusieurs qui prennent ce parti-là. Mais le Législateur met cette alternative en faveur des Filles, qui ont eu le malheur de se laisser enlever; afin qu'elles ne soient pas réduites à passer toute leur vie dans le célibat, soit parce que le Ravisseur, après que les premiers feux de son amour seroient passés, viendrait à se dégoûter de sa conquête, & à mépriser la pauvre Fille dans la crainte qu'elle n'accordât à d'autres sans beaucoup de résistance les faveurs qu'elle ne lui avoit pas refusé à lui-même, malgré la défense des Loix; soit parce qu'on ne trouve guères de gens qui veuillent épouser une Fille qu'ils savent avoir passé par les mains d'un Galant. Ainsi, dans le cas dont il s'agit, celle qui veut que le Ravisseur l'épouse, doit l'emporter sur l'autre, qui demande sa mort. En effet, outre que cela s'accorde avec le but de la Loi, qui a plus en vue l'avantage des Filles enlevées, que la punition des Ravisseurs; une des deux se trouve par là mariée honnêtement : au lieu que, si l'on faisoit mourir le Ravisseur, l'une & l'autre seroit sans mari. D'ailleurs on peut faire valoir ici une maxime fort raisonnable, & très-commune, qui est, que, dans une égalité de raisons pour & contre, il faut prendre le parti le plus doux.

Quelquefois les termes d'une Loi ne renferment quelque contrariété qu'en un certain cas particulier. Par exemple, la Loi porte (6), que l'on donne à un homme, qui s'est signalé par sa bravoure, ce qu'il demandera. Il s'en trouve deux, qui demandent la même fille. Sur quoi je dis, que l'on doit donner la préférence à celui qui le premier a demandé cette fille. Que s'ils l'ont demandée tous deux en même tems, il faut qu'ils tirent au sort à qui l'aura. Car la liberté indéfinie de choisir, que l'on donne dans cette Loi à un homme, qui a fait quelque action de bravoure, doit être entendue avec cette restriction tacite, que l'on puisse le satisfaire commodément. Voici un autre exemple, tiré de *Philostate* (7) : La Loi dit; Qu'on punisse de mort celui qui fera une sédition; mais que celui, qui l'appaisera, soit récompensé. Il arrive, que le même, qui avoit formé une sédition, l'a ensuite apaisée. La décision de *Secundus* est également vive & solide : Il faut commencer, dit-il à cet homme, par punir son crime; permis à toi après cela, si tu peux, de recevoir la récompense de ce que tu as fait de bien.

Dans

QUAM VOLET SIBI REM A MAGISTRATU DEPOSITO, ET MAGISTRATUS EI CONCEDITO. Et altera Lex: TYRANNO OCCISO, QUINQUE EJUS PROXIMOS COGNATIONE MAGISTRATUS VICATO. Alexandrum, qui apud Pheros in Thessalia tyrannidem occuparat, Uxor sua, cui Thebe nomen fuit, noctu, cum simul cubaret, occidit. Hac Filium suum, quem ex Tyranno habebat, sibi pramisi loco deposcit. Sunt qui ex Lege Puerum occidi dicant oportere. Res in judicio est. De Invent. Lib. II. Cap. XLIX.

(5) C'est le sujet de la V. Controverse de *Senèque*: LEN RAPTA RAPTORIS AUT MORTEM, AUT INDOTATAS NUPTIALAS OPTET. Una nocte quidam

duos rapuit: altera mortem optat, altera nuptias. Præque tous les Déclamateurs, dont *Senèque* rapporte deux fragmens, vont à condamner à mort le Ravisseur.

(6) Voyez la Controverse XXXI de *Senèque*.

(7) Ο δέξας τὸν δόλον, ἀποβιβάσκει. καὶ, ὁ ἀνδρὶς γένει, ἵκηται δαπάνη. ὁ αἰνέει καὶ δέξας, καὶ ἀνδρὶς, ἀντὶ τῆς δαπάνης. τὴν δὲ ὑπὸ τῶν, ἀπὸ ἱερογόνου. ἰσχυρὰ, καὶ τὴν ἀπορροήν τὸν ἀνδρὶς γένει, καὶ ὑπὸ τῶν τὸν ἀνδρὶς γένει. [Ici la version de *Frederic Morel* est ridicule.] Δὲ δὲ, ἵκηται δαπάνη, ἀντὶ τῆς δαπάνης, καὶ ἵκηται δαπάνη, καὶ ἵκηται δαπάνη. (δὲ δὲ) καὶ. Car il faut suppléer δαπάνη, comme *Mr. Maibom* l'a remarqué. *Philostate*, de *Vitis Sophistarum*, in *Secundo*, Lib. I. in fine.

... (4) C'est

Dans tous les cas, dont nous venons de parler, & autres semblables, c'est l'obscurité manifeste des termes qui oblige d'avoir recours aux conjectures. Mais quelquefois, encore que les termes se prennent en un sens bien différent de celui qu'ils ont dans l'usage commun, leur véritable signification se présente d'abord d'elle-même par des conjectures de la dernière évidence (8). En voici un exemple, que l'on allégué ordinairement. (9) *Il y a une Loi, qui défend aux Etrangers, sur peine de la vie, de monter sur les murailles de la ville. Les Ennemis aiant voulu escalader la muraille, un Etranger y est monté, & en a jeté quelques-uns en bas de l'échelle. Faut-il le punir comme aiant violé la Loi? Si l'on suit la lettre, ou les termes seuls de la Loi, l'Etranger est perdu : mais si l'on entre dans l'esprit de la Loi, & dans l'intention du Législateur, sur quoi il faut sans contredit se régler, l'Etranger doit être absous. Car le but de la Loi est certainement d'empêcher, qu'aucun Etranger ne monte sur les murailles de la ville, pour en épier le fort & le foible; ce qui n'a point de lieu dans le cas, dont il s'agit (a).*

Quelquefois même on trouve de la contradiction où il n'y en a point, parce que l'on s'éloigne du sens propre des termes, qui est néanmoins celui qu'a eu dans l'esprit la personne qui les prononçoit. C'est ainsi qu'autrefois, au rapport de *Joseph* (b), *Sédécias* ne vouloit pas ajoûter foi aux Prophéties de *Jérémie*, & d'*Ezechiel*, dans la pensée qu'ils se contredisoient l'un l'autre, le premier assurant que ce Prince seroit mené captif en *Babylone*, & l'autre disant qu'il ne verroit point de ses yeux le país de *Babylone*. Cependant tout cela s'accordoit parfaitement bien, puis que *Sédécias* ne fût conduit en *Babylone*, qu'après qu'on lui eût arraché les yeux.

§. VII. IL y a, selon *Grotius*, trois chefs principaux, d'où se tirent les Conjectures que l'on peut avoir de la volonté ou de l'intention de celui qui parle, lors que les termes, dont il s'est servi, sont obscurs, ou équivoques. 1. La nature même de l'affaire, dont il s'agit. 2. Les effets. 3. Et enfin la liaison ou la conformité des termes avec d'autres emplois, ou dans la suite du discours, ou en pareilles circonstances.

A l'égard du premier chef, c'est une maxime commune (1) des Jurisconsultes, que les termes doivent être expliqués selon la nature du sujet, dont il s'agit. En effet, il y a lieu de présumer, que celui qui parle a toujours eu devant les yeux la chose, dont il étoit question. Par exemple, dit-on, (2) si un Vendeur promet à l'Acheteur de le maintenir en paisible jouissance de la chose vendue, il n'est point censé pour cela s'engager à le garantir des pures voies de fait, & de toute violence hors des procédures de la Justice. On peut, à mon avis, appliquer la même règle au Vœu de (a) *Jephthé*; aussi bien (b) qu'à celui d'*Agamemnon* : car quand on parle de sacrifices, on suppose toujours tacitement une chose qui soit de nature à pouvoir être sacrifiée (c). De même, si l'on est convenu d'une trêve de trente jours, le mot de *Jour* ne doit pas s'entendre seulement du *Jour Naturel*, ou du tems que le Soleil demeure sur nôtre Horizon; mais du *Jour Civil*, ou d'un espace de vingt-quatre heures égales. Et c'étoit une misérable chicane que celle de *Cléomane* (d), qui aiant fait trêve pour quelques jours avec ceux d'*Argos*, & les trouvant endormis le troisième jour sur la bonne foi du Traité, en tua une partie, & fit les autres prisonniers; après quoi, comme on lui reprochoit son parjure, il s'excusa sur ce qu'il n'avoit point compris les nuits sous le terme de *Jours*. Ainsi, le mot d'*Armes* signifiant tantôt les instrumens

(a) Voyez un cas décidé dans le Digeste, Lib. XXXIX. Tit. IV. De publicanis & vectigalibus &c. Leg. XV.  
(b) Antiq. Jud. Lib. X. Cap. X.

On tire des Conjectures, 1. De la nature de l'affaire, dont il s'agit.

(a) *Juges*, XI, 31.  
(b) *Cicer. de Offic. Lib. III. C. XXV.*  
(c) Voyez *Everhard. Loc. Legal. XL. De materia subjecta.*

(d) *Plutarch. Apophr. Lacen. p. 223. A. Voyez Strabon, Geogr. Lib. IX. pag. 277. Edit. Genev. Casaub. & Herodot. in Enterpe, p. 89. Ed. H. Steph.*

(8) C'est (ajoutoit nôtre Auteur) ce que les Rhéteurs Grecs rapportent à leur Lieu Commun, *ἀπὸ τῆς αἰτίας διαβολῆς* : que les Latins ont traduit, *ex scripto & sententia scripti*, ou, comme parlent *Quintilien*, Lib. VII. Cap. VI. & l'Auteur de la Rhétorique adressée à *Herennius*, Lib. I. Cap. XI. *ex scripto, & voluntate statim*.

(9) *PEREGRINUS SI MURUM ADSCENDE-  
RET, CAPIT E PUNIATUR. Cum hostes murum adscen-  
dissent, peregrinus eos depulit. Petitur ad supplicium. Quin-  
til. Lib. VII. Cap. VI.*

§. VII. (1) *Quotiens in stipulationibus ambigua oratio est, commodissimum est, id accipi, quo res, qua de agitur, in tuto sit. Digest. Lib. XLV. Tit. I. Leg. LXXX.*

(2) *Expulsi vos de fundo per violentiam à Nerone, quem habere jus in eo negatis, proferentes, nullam vobis adversus eum, ex cujus venditione fundum possidetis, actionem compe-  
tere probatis. Cod. Lib. IV. Tit. XLIX. De actionibus empti & venditi, Leg. XVII. Voyez d'autres exemples Lib. XIX. Tit. II. Locati, conducti, Leg. XV. §. 4. & Lib. XXXIX. Tit. II. De damno infecto &c. Leg. XLIII.*

dont on se sert à la Guerre, tantôt les Soldats qui en sont pourvus ; il faut entendre l'un ou l'autre de ces sens selon la nature de l'affaire, dont il s'agit. Si, par exemple, on est convenu de ne point prendre les armes contre un tiers, il est clair qu'on entend par là lever des Soldats, & envoyer une armée contre lui. Mais si, dans une Capitulation, il est dit, que la Garnison livrera les armes, on les laissera dans la Place, on voit bien que cela veut dire, que les Soldats en sortant n'emporteront point avec eux les instrumens dont on se sert à la Guerre (e). C'est encore une vaine supercherie, que celle des *Platiéens* (f), qui aiant promis aux *Thébains* de leur rendre leurs prisonniers, les leur renvoyèrent morts : car dans un pareil Traité on entend parler (g) de gens en vie. Il faut dire la même chose de l'action de ce *Romain* (g), qui après avoir vaincu le Roi *Antiochus*, & stipulé de lui qu'il lui donneroit la moitié de ses Vaisseaux, les fit tous scier par le milieu, & de cette manière le priva de toute sa flotte. *Rhadamiste*, par une semblable chicane, accompagnée de parjure & de cruauté, après (h) avoir juré à *Mithridate* de ne le faire mourir ni par le fer, ni par le poison, le fit étouffer sous un tas de couvertures.

(e) Voyez *Alberic Gentil*, de Jure Belli, Cap. XX.  
(f) *Thucydide*, Lib. II. init.  
(g) *Valer. Maxim.* Lib. VII. Cap. III. *Tite Live*, Lib. XXXVIII, Cap. 38. ne dit rien de cela.  
(h) *Tacit. Annal.* XII, 47.

## 2. Des Effets.

§. VIII. LES effets & les suites, qui résulteroient d'un certain sens, servent aussi souvent à découvrir le véritable. Car, quand les termes, pris absolument & à la lettre, rendroient l'acte nul & sans effet, ou aboutiroient à quelque chose d'absurde & de contraire à la Raison ; il faut alors, pour éviter ces inconvénients, s'éloigner un peu de la signification ordinaire (1). On en trouve un exemple dans le Traité conclu (a) entre *Louis XII.* Roi de France, & *Jean Bentivoglio*, qui s'étoit rendu maître de Bologne : car le premier aiant déclaré, qu'il prenoit sous la protection cette ville, avec son chef, sans préjudice des droits du Pape, chicanoit ensuite sur ces termes, en vrai homme de Palais, & non pas en Roi, comme le remarque (b) un Historien judicieux. C'est ainsi que (c) les *Asbénien*s, après avoir promis de sortir des terres des *Béociens*, y restèrent néanmoins, soutenant que celles, qu'occupoit leur Armée, n'appartenoient point aux *Béociens* ; comme si par les terres des *Béociens* on n'avoit pas dû entendre tout ce qui étoit renfermé dans leurs anciennes limites. *Alexandre le Grand* usa d'une pareille chicane, pour refuser les propositions de paix, que lui faisoit *Darius*. Ce Prince lui offroit tout le Pais qui est entre l'*Hellepont*, & l'*Euphrate* ; &, comme les Ambassadeurs en portoient la parole, *Alexandre* leur répondit (d) : Il me donne, dites-vous, tout ce qui est au delà de l'*Euphrate*. Et où est-ce donc que vous me parlez ? Vous semble-t-il point, que je suis au delà, & à ce compte n'ai-je pas déjà franchi les bornes de cette grande dot, qu'il me promet, & que vous faites sonner si haut ? Chassez-moi premièrement d'ici, si vous voulez que j'avoue, que ce que vous me donnez est à vous. Beau raisonnement ! Comme si c'étoit tout un d'occuper un Pais avec une Armée qui s'en empare par force, ou de le posséder désormais paisiblement par une cession de l'ancien Propriétaire. Le même *Louis XII.* dont nous avons déjà parlé, étant convenu avec un Légat du Pape, que la nomination aux Evêchez qui se trouveroient vacans en France par la mort de leur Prélat, appartiendrait au Roi ; il arriva, quelque tems après, qu'un Evêque de France mourut à Rome. Aussi-tôt le Pape nomma un successeur à cet Evêché ; & le Roi de son côté en fit autant : ce qui produisit entr'eux un grand démêlé. Pour moi, j'aurois prononcé, sans balancer, en faveur de *Louis XII.* (e). Car, afin qu'un Bénéfice puisse être censé vacant, il n'importe en quel lieu soit mort le Bénéficiaire. Et si l'interprétation subtile du Pape avoit eû lieu, on auroit pû éluder le droit du Roi en plusieurs

(a) *Guicciardin.* Hist. Lib. V. pag. 134.

(b) *Idem*, p. 146.  
(c) *Thucyd.* Lib. IV. Cap. XCVIII.

(d) *Q. Curt.* Lib. IV. Cap. XI. J'ai suivi *Vangelas*.

(e) Voyez *Marsilius*, Legat. Lib. I. Cap. XXXVIII.

(3) C'est ainsi qu'*Ovide* dit, dans un passage, que notre Auteur citoit, sans dire de qui il est :

*Heñor erat tunc cum bello certabat ; at idem*

*Tractus ab Hamonio non erat Heñor equo.*

*Trist.* Lib. III. *Eleg.* XL, 27, 28.

Au reste, notre Auteur rapportoit encore ici une vaine chicane de *Pericles*, que l'on trouvera dans *Grotius*, §. 5. ubi supra ; & une autre des *Campaniens*, dans *Polyan. Strateg.* Lib. VI. Cap. XV. comme aussi ce que *Xiphilin*

raconte de deux Soldats, in *Caracalla*, ad ann. 217.

§. VIII. (1) C'est ce que disent les Jurisconsultes Romains, à l'égard des Loix : In ambigua voce Legis ea potius accipienda est significatio, qua vitio caret : præsertim cum etiam voluntas Legis ex hoc colligi possit. *Digest.* Lib. I. Tit. III. De Legibus, & Senatusconsultis &c. Leg. XIX. *Ciceron* dit aussi très-bien, nullam esse Legem, qua aliquam rem inutilem, aut iniquam fieri velit. De Invent. Lib. II. Cap. XLVII.

(2) *Pan-*

plusieurs manières. On raconte (f) qu'à Bologne il étoit défendu autrefois, sous de très-rigoureuses peines, de tirer du sang de qui que ce fût dans les rues. Il arriva qu'un pauvre Barbier saigna un jour quelqu'un dans la rue; sur quoi étant accusé il courut grand risque d'être puni, parce que la Loi portoit, que ces défenses devoient s'entendre dans toute leur étendue, & selon la signification propre & littérale des termes, sans explication ni exception quelconque. Il y a une Déclamation de *Quintilien*, qui roule sur le cas suivant. (2) *Un homme riche institua héritier universel de tous ses biens, un de ses amis, avec ordre de donner à un autre ami, qu'il avoit, mais qui étoit pauvre, autant que celui-ci lui donneroit par son Testament. On ouvrit le Testament du pauvre, & il se trouva qu'il avoit institué le riche son héritier universel. La-dessus le pauvre demanda toute la succession du riche; mais l'Héritier du riche ne veut donner qu'autant que le pauvre a vaillant.* Dans une occasion, comme celle-là, l'Héritier institué peut, à mon avis, alléguer, entr'autres, une raison très-forte pour faire valoir sa cause, c'est qu'autrement l'institution n'auroit aucun effet. C'est là aussi le principal fondement de la Loi (3) *Falcidienne*, & du (4) *Sénatusconsulte Pégasien*, qui assignoient toujours à l'Héritier le (5) quart de la succession: car de cette manière on pourroit en même tems à l'intérêt de l'Héritier, & à celui du Légataire, ou du Fidéicommissaire.

Pour ce qui regarde l'interprétation des Loix Civiles, il y a là-dessus une (6) belle maxime de *Cicéron*: *Toutes les Loix, dit-il, doivent être rapportées à l'avantage de l'Etat, & par conséquent il faut les expliquer par les vues de l'utilité publique, plutôt que par le sens propre & littéral des termes. . . . Le but des Législateurs n'étoit pas d'établir des choses préjudiciables à l'Etat, & quand ils auroient voulu le faire, ils savoient bien qu'on rejetteroit de telles Loix, aussi-tôt qu'on en auroit aperçu les inconvéniens. En effet, si l'on souhaite de maintenir les Loix, ce n'est pas à cause d'elles-mêmes, mais pour le bien de la République, que l'on croit ne pouvoir mieux être gouvernée que par de bonnes Loix.*

§. IX. UN troisième chef, qui, comme je l'ai dit, fournit de grandes lumières pour l'intelligence des termes obscurs, c'est la comparaison qu'on en fait avec d'autres termes, qui y ont quelque rapport, soit qu'ils se trouvent dans la suite (1) même du discours, ou dans

(f) *Everhard. Loc. Legal. VIII. ab absurdo.*

3. De la liaison ou la conformité des termes avec d'autres emplois, ou dans la suite même du discours, ou en pareilles circonstances.

(2) *Pauper, & dives, amici erant. Dives testamento alium amicum omnium bonorum instituit heredem: pauperi iussit dari id quod ille sibi testamento daret. Aperta sunt tabula pauperis: omnium bonorum instituit heredem. Perit totam divitis hereditatem. Ille, qui scriptus est heres, vult dare tantum, quantum in censum habet pauper. Declam. CCCXXXII.*

(3) Voyez ci-dessus, Liv. III. Chap. IV. §. 5. Note 1.

(4) Sous le Consulat de *Trebellius Maximus*, on fit un Sénatusconsulte, qui portoit, qu'un Héritier, qui étoit obligé de rendre la succession au Fidéicommissaire, seroit déchargé de toutes les dettes & charges, qui, aussi bien que les droits, noms, & actions, passeroient avec les biens au Fidéicommissaire, à qui ils étoient remis. Mais comme les Héritiers chargés d'une Substitution, ne retiroient que peu ou point de profit de l'hérédité qu'il leur falloit rendre; & qu'ainsi on ne trouvoit presque personne, qui voulût s'embarasser d'un Fidéicommissis: il fut ordonné par un autre Sénatusconsulte, fait sous le Consulat de *Pégase*, que celui, qui seroit obligé de rendre la succession au Fidéicommissaire, en pourroit retenir le quart. L'Empereur *Justinien* réunit ensuite ces deux Sénatusconsultes, qui auparavant avoient été distingués, & appellez du nom de leur Auteur, le premier *Sénatusconsulte Trebellien*, & l'autre *Sénatusconsulte Pégasien*. Le nom du plus ancien, ou du *Trebellien*, demeura seul; & de là vient qu'on appelle la *quarte Trebellianique*, ou simplement la *Trebellianique*, ce quart de l'hérédité, qui doit rester à l'Héritier chargé de la rendre. Voyez *Institut. Lib. II. Tit. XXIII. De fideicom-*

*missariis hereditatibus &c. & Digest. Lib. XXXVI. Tit. I. Ad Senatusconsultum Trebellianum*; comme aussi les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par *Dumart, II. Part. Liv. V. Tit. IV.*

(5) Notre Auteur, dans toutes les Editions, dit ici *doctantem*, les trois quarts; au lieu de *quartam partem*. Je ne devois pas laisser dans le texte une bévue si grossière. Au reste, il faut remarquer, que, dans le Droit Romain, la *quarte Trebellianique* est quelquefois appelée *Falcidie*; parce qu'en effet la *Trebellianique* est, à peu près, à l'égard de l'Héritier chargé d'une Substitution, ce qu'est la *Falcidie* à l'égard de l'Héritier pur & simple. Voyez, par exemple, *Digest. Lib. XXVIII. Tit. VI. De vulgari & pupillari substitutione, Leg. XLI. §. 3.*

(6) *Omnes Leges, Judices, ad commodum Reipublica referre oportet, & eas ex utilitate communi, non ex scriptione, qua in literis est, interpretari. . . . Neque enim ipsi, [qui Leges scripserunt] quod obisset, scribere volebant: & si scripissent, cum esset intellectum, repudiandum iri Legem intelligebant. Nemo enim Leges Legum causa salvas esse vult, sed Reipublica, quod ex Legibus omnes Reipublicam optime purant administrari. De Inventione, Lib. II. Cap. XXXVIII.*

§. IX. (1) C'est une maxime judicieuse du Droit Romain, que chaque partie d'une Loi doit être interprétée par la teneur de la Loi toute entière. Incivile est, nisi tota Lex perspecta, una aliqua particula ejus proposita, judicare, vel respondere. *Digest. Lib. I. Tit. III. De Legibus &c. Leg. XXIV.* Voyez aussi, au sujet des Conventions, *Lib. XLV. Tit. I. De verbor. obligat. Leg. CXXXIV. §. 1.*



dans quelque autre (2) acte, où il s'agit d'une affaire de semblable nature. En effet, comme, dans un doute, on présume que la volonté ne s'est point démentie; lors qu'un homme a clairement fait connoître, en un endroit, sa pensée & son intention en matière d'une certaine chose, on a lieu de croire qu'en un autre endroit, & en un autre tems, il a parlé & agi dans les mêmes vûes au sujet d'une pareille chose (3). Lors qu'on stipule de quelcun, *qu'il nous donnera du bled*, sans ajouter combien, ni de quelle sorte, c'est, selon les Jurisconsultes Romains, (4) une Stipulation imparfaite. Mais, s'il paroît, par un traité précédent qu'on a eû dans l'esprit une certaine quantité, & une certaine sorte de bled (5), cela doit valoir tout comme s'il étoit formellement exprimé dans le Contrat présent. Le

(a) *Iliad.* Lib. III. & IV.

(b) *Iliad.* IV. vers. 13.

(c) *Plutarch. Symposiac.* Lib. IX. Quæst. XIII. Voyez ci-dessus Liv. III. Chap. VI. §. 15.

(d) *Iliad.* III, 71.

(e) *Ibid.* vers. 281.

(f) *Ibid.* vers. 309.

(g) *Ibid.* vers. 91, 92. où il ne fait que répéter ce qu'avoit dit Paris.

Comment on peut découvrir le sens d'une Loi, ou d'une Convention, par la considération des motifs du Législateur, ou des Contractans.

§. X. UNE autre chose, qui est ici d'un grand poids, c'est ce qu'on appelle *la raison de la Loi*, ou les motifs & les vûes qui ont porté le Législateur à faire un tel règlement (1). Car, selon la maxime commune, *dès lors que la raison de la Loi cesse, la Loi tombe d'elle-même*. Les conjectures, qui se tirent de là, sont extrêmement fortes, lors que l'on est assu-

(2) Les mêmes Jurisconsultes remarquent aussi, que l'on explique les Loix les unes par les autres, les anciennes par les nouvelles, & les nouvelles au contraire par les anciennes; à moins que les dernières n'aient manifestement abrogé quelque chose des précédentes. *Non est novum, ut priores Leges ad posteriores trahantur . . . Sed & posteriores Leges ad priores pertinent: nisi contraria sint: idque multis argumentis probatur.* Digest. Lib. I. Tit. III. De Legibus, Leg. XXVI. & XXVIII.

(3) Cicéron remarque très-bien, que, pour découvrir le sens d'un Ecrit, il faut-examiner les autres Ecrits de l'Auteur, ses actions, ses paroles, ses sentimens, sa conduite. *Qua in sententia scriptor fuerit, ex ceteris ejus scriptis, factis, dictis, animo, atque vita ejus sumi oportebit.* De Invent. Lib. II. Cap. XL.

(4) *Imperfecta erit stipulatio . . . si quod pondere, numero, mensura continetur, sine adjunctione ponderis, numeri, mensura stipularis effem.* Digest. Lib. XLV. Tit. I. De verbis obligat. Leg. CXV. princip.

(5) *Triticum dare oportere stipulatus est aliquis. Factis*

*quæstio est, non juris. Igitur si de aliquo tritico cogitaverit, id est, certi generis, certa quantitatis: id habebitur pro expresso.* Ibid. Leg. XCIV.

(6) *Ἐν τοῖς νόμοις καὶ νόμοις, ἐν τοῖς συγγραμματικαῖς καὶ ἐκλογαῖς, κελεύεται τὰ ὅσια νομίζεται καὶ βιβαιοῖται ὁ νόμος.* Plutarque, dans l'endroit cité à la marge, pag. 742. D. Ed. Weck.

(7) *Ἦσαν δὲ ἐν ταῖς ἀρχαῖς ἀντινομίαις οἱ δικασταὶ τῶ μὲν ἀμφοτέρωθεν ἔχοντι πρεσβύτην, τὸ ἀσπρεσβύτην ἰσχυρόν: ὅπως ἐπὶ ταῖς τῶν ἀσπρεσβύτων καὶ γυναικῶν τῶν ἀνδρῶν ἐκλογαῖς, βιβαιοῖται καὶ καὶ ἀντινομίαι.* Idem, pag. 743. A.

§. X. (1) Notre Auteur faisoit ici, après Cratius, une remarque, qui n'a point de lieu en notre Langue; c'est que quelques-uns confondent mal à propos la *raison de la Loi*, avec ce que les Latins appellent *mens Legis*. Car *mens Legis* n'est autre chose que le véritable sens de la Loi; & *ratio Legis* est un des moïens ou des indices qui servent à découvrir ce véritable sens.

(2) Voyez

assuré qu'il n'y peut avoir qu'une seule raison qui ait déterminé la Volonté du Législateur, ou des Contractans : car ce principe a lieu en matière de Conventions, aussi bien qu'en matière de Loix. Mais lors qu'il y a plusieurs raisons, il ne s'ensuit pas, que, si l'une ne subsiste plus, les autres cessent des lors, ou aient moins de vertu pour maintenir la Loi dans toute sa force. Quelquefois même, bien qu'une raison générale semble conseiller une certaine chose, la Volonté d'un homme prend un autre parti par un pur effet de sa Liberté naturelle, en sorte qu'alors elle tient lieu de raison par rapport aux personnes qui dépendent de lui. Et quoi qu'en se déterminant de cette manière on pèche souvent contre les Loix de la Prudence, une telle volonté clairement manifestée suffit pour imposer l'Obligation de s'y conformer.

De ce que nous avons dit, on a raison de conclurre, qu'une Donation (2) en faveur de Mariage est nulle, en sorte qu'on peut la révoquer, ou le faire rendre ce que l'on a déjà donné, si les nœces ne s'ensuivent pas, sur tout lors que le Mariage se rompt par la faute du Donataire. Hors ce cas-là, dans les Donations entre-vifs, le motif qui oblige à donner (3) ne tient pas lieu de condition, dont le défaut ait la force d'annuler la Donation; à moins que cela n'ait été dit formellement, ou réglé (a) par les Loix. Ainsi les *Olynthiens* n'étoient pas mal-fondez, de refuser de rendre les terres dont *Amyntas*, Roi de *Macédoine*, leur avoit fait présent (b), lors qu'étant vaincu par les *Illyriens* il abandonna ses Etats.

(a) Voyez *Cod. Lib. VIII. Tit. LVI. De revocandis donationibus.*  
(b) *Diod. Sicul. Lib. XV. Cap. IX.*

*Cicéron* raisonne sur le même fondement, dans son Plaidoyer pour *Cecina*, qui avoit obtenu un (4) Arrêt Interlocutoire, dont la teneur ordinaire étoit, *Que le Demandeur* (5) *seroit par provision remis en possession de l'héritage, dont il avoit été chassé par le Défendeur, ou par ses Esclaves, ou par son Procureur universel.* Là-dessus l'Orateur dit très-bien (6), que quand même le Demandeur auroit été chassé par un seul Esclave du Défendeur, celui-ci seroit tenu de le remettre en possession en vertu de la raison ou du motif de l'Arrêt : & qu'il n'importoit pas non plus que le Demandeur eût été chassé par un Procureur universel du Défendeur, comme portoit l'Arrêt, ou par toute autre personne agissant en son nom & à sa réquisition, soit Fermier, ou Voisin, ou Client, ou Affranchi (7).

C'est encore par le principe de la raison de la Loi qu'il faut décider un cas proposé par l'Auteur de la *Rhétorique dédiée à Herennius* : (8) *Supposons*, dit-il, *une Loi, qui ordonne,*

*que,*

(2) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Chap. IX. §. 4. sur la fin.

(3) Et generaliter hoc in donationibus definiendum est : multum interesse, causa donandi fuit, an conditio. Si causa fuit, cessare repetitionem. Si conditio, repetitioni locum fore. *Digest. Lib. XXXIX. Tit. V. De donation. Leg. III.*

(4) C'est ce qu'on appelloit *Interdictum*. Voyez *Institut. Lib. IV. Tit. XV. & François Hotoman*, sur l'Oraison de *Cicéron* pour *Cecina*, Cap. IV. Il y en avoit de plusieurs sortes; & celui, dont il s'agit, s'appelloit *Interdictum unde vi*.

(5) UNDE TU, AUT FAMILIA, AUT PROCURATOR TUUS. *Cicér. pro Cecina*, Cap. XIX. Voici comment l'Arrêt se trouve dans le *Digeste*. UNDE TU ILLUM VI DEJECISTI, AUT FAMILIA TUA DEJECIT : DE EO, QUAEQUE ILLE TUNC IBI HABUIT, TANTUM MODO INTRA ANNUM, POST ANNUM DE EO, QUOD AD EUM, QUI VI DEJECIT, PERVENERIT, JUDICIUM DABO. *Lib. XLIII. Tit. XVI. De vi, & de vi armata, Leg. I. princ.*

(6) Si me villicus tuus solus dejecisset, non familia dejecisset, ut opinor, sed aliquis de familia. Reliqui igitur diceros te restituisse? quippe. . . . Non enim alia causa est aequitatis in uno servo, & in pluribus : non alia ratio juris in hoc genere duntaxat, utrum me tuus procurator dejecerit, is qui legitime procurator dicitur omnium rerum ejus, qui in Italia non sit, absque Reipublica causa, quasi qui-

dam penè dominus, hoc est, alieni juris vicarius : aut tuus colonus, aut vicinus, aut eliens, aut libertus, aut quivis, qui illam vim dejectionemque tuo rogatu, aut tuo nomine fecerit. Quare, si ad eum restituendum, qui vi dejectus est, eandem vim habet aequitatis ratio, ea intellecta, certe nihil ad rem pertinet, qua verborum vis sit ac nominum. *Cicér. ubi supra*, Cap. XIX. & XX.

(7) En effet, tous les cas ne pouvant pas être exprimés dans les Loix, elles doivent être appliquées aux cas parfaitement semblables, & où la même raison a lieu manifestement. Non possunt omnes articuli singillatim aut Legibus, aut Senatusconsultis comprehendi : sed cum in aliqua causa sententia eorum manifesta est, is, qui jurisdictioni praest, ad similia procedere, atque ita jus dicere debet. . . . Quotiens lege aliquid, unum vel alterum introduitum est, bona occasio est, cetera, qua tendunt ad eandem utilitatem, vel interpretatione, vel certè jurisdictione suppleri. *Digest. Lib. I. Tit. III. De Legibus, Leg. XII. & XIII. Voyez aussi Leg. XXVII.*

(8) Sit Lex, qua jubeat, eos, qui propter tempestatem navim reliquerint, omnia perdere; eorum navim, ceteraque esse, si navis conservata sit, qui remanserint in navis. Magnitudine tempestatum omnes perterriti navim reliquerunt, scapham conscenderunt, praeter unum agrotum : is propter morbum exire & fugere non potuit. Casu & fortuito navis in portum incolumis delata est : illam agrotus possidet, navim perit ille, cuius fuerat. *Cap. XL*

que, si quelqu'un, dans une tempête, abandonne le vaisseau, il perdra tout ce qui lui appartient, fût-ce le Vaisseau même; & que les autres, qui auront demeuré dedans, en profiteront, lors qu'ils seront échappés du danger. Il s'élève une tempête si furieuse, que tous ceux, qui sont dans un Vaisseau prennent l'épouvante, & se jettent dans une chaloupe, à la réserve d'un seul, qui se trouvant malade ne pût s'enfuir. Le Vaisseau par bonheur arrive ensuite à bon port. Le malade, qui étoit resté dedans, se l'approprie. Celui, à qui il appartenoit, le réclame. On voit bien, que la raison pourquoi on avoit fait une telle Loi, c'étoit afin de récompenser ceux qui exposeroient leur vie pour sauver le Vaisseau. Or le malade ne peut rien prétendre sous ce prétexte, puis qu'il n'a contribué en rien à sauver le Vaisseau, & que ce n'est pas même ce qui l'a obligé d'y rester.

Il y a des termes, qui ont plusieurs significations, les unes plus, les autres moins étendues.

(a) Martial. Lib. II. Epig. XX. Voyez aussi Lib. V. Epigr. XII.

Il y a des choses favorables; d'autres odieuses; & d'autres mixtes.

§. XI. IL faut remarquer encore, qu'il y a un grand nombre de termes, qui ont plusieurs significations, les unes plus, les autres moins étendues; ce qui se fait en diverses manières. Souvent le nom du Genre est particulièrement affecté à une des Espèces, comme, par exemple, dans les mots Latins d'*Adoption* (1), & de (2) *Cognition*. En matière de noms d'Animaux, lors qu'il n'y a point de terme qui soit de Genre Commun, le Masculin (3) se prend pour le Féminin, & le Féminin au contraire pour le Masculin. Quelquefois les mots ont un sens plus étendu dans le stile des Arts & des Sciences, que dans l'usage du Peuple. Par exemple, la *Mort* ne signifie dans le langage commun que la séparation de l'Ame d'avec le Corps: mais, dans le Droit Romain, on se sert aussi de ce terme pour marquer l'état des personnes condamnées à (4) un bannissement perpétuel. On peut rapporter ici l'équivoque des mots de *mien*, *tien*, *sien*; comme, par exemple, dans cette raillerie satyrique d'un ancien Poète (a): *Paul récite ses vers, & il a raison de les donner pour siens: car on peut à bon droit appeller sien, ce que l'on a acheté.*

§. XII. UNE autre remarque, dont on doit bien se souvenir, c'est que les Promesses, & les Conventions, aussi bien que les Privilèges, roulent ou sur des *Choses Favorables*, ou sur des *Choses Odiuses*, ou sur des *Choses qui tiennent des deux premières*. Les *Favorables* ce sont celles qui renferment de l'égalité, c'est-à-dire, qui rendent égale la condition des deux Parties, & procurent leur intérêt mutuel; comme aussi celles qui tendent à l'utilité publique. De sorte que, plus cet avantage est grand, & plus une Promesse est favorable (1). Tout ce qui sert à maintenir les Sociétés, & en général à rendre efficaces toutes sortes d'actes, passe aussi pour favorable. Ainsi les choses, qui contribuent à la paix, sont plus favorables que celles qui tendent à la guerre; & les Guerres Défensives davantage que les Offensives. On regarde au contraire comme *Odiuses*, celles qui imposent quelque charge à l'une des Parties seulement, ou qui se trouvent plus onéreuses à l'une qu'à l'autre; comme aussi celles qui renferment quelque peine, ou qui rendent un acte nul & sans effet, ou qui font quelque changement aux actes déjà conclus, ou enfin qui sont capables de troubler l'amitié & la Société. Mais il y en a qui tiennent de l'odieux, & du favorable, celles par exemple, qui changent à la vérité quelque chose aux actes précédens, mais pour le bien de la paix. Et celles-là sont censées favorables, ou odieuses, selon que l'avantage, qui en revient, est grand, ou le changement considérable; en sorte néanmoins, que, tout le reste d'ailleurs égal, le favorable l'emporte (2).

## §. XIII.

§. XI. (1) C'est que le terme d'*Adoption* renfermoit sous soi l'*Adoption* proprement ainsi dite, par laquelle un Père naturel se démettoit de son pouvoir paternel sur son Enfant, & le transportoit au Père adoptif; & l'*Arrogation*, par laquelle un Fils, qui avoit perdu son Père naturel, & qui n'étoit point sous puissance d'autrui, se donnoit à quelqu'un, qui vouloit bien lui tenir lieu de Père. Voyez *Institut.* Lib. I. Tit. XI.

(2) *Cognati*, dans le Droit Romain, se dit généralement de tous les Collatéraux. Mais on appelle aussi en particulier *Cognati*, les Collatéraux Maternels; & *Adgnati*, les Collatéraux Paternels. Voyez *Institut.* Lib. I. Tit. XV. De legitima adgnatorum tutela, §. I.

(3) *Verbum hoc, si quis, tam masculus, quam feminas complectitur.* Digest. Lib. L. Tit. XVI. De verborum significacione, Leg. I.

(4) *Deportatos enim mortuorum loco habendos.* Digest. Lib. XXXVII. Tit. IV. De bonorum possessione contra tabulas, Leg. I. §. 8.

§. XII. (1) C'est sur ce fondement que *Quintilien* dit: *Incommoda vitantis melior, quam commoda petentis est causa.* „La cause de ceux, qui tachent de se garantir d'un „ mal, est plus favorable que celle de ceux qui cher- „ chent à se procurer quelque avantage. *Institut. Orat.* Lib. VII. Cap. IV. pag. 539. Edit. Lugd. Bat.

(2) Cette distinction des *Choses Favorables*, ou *Odiuses*,

§. XIII. Ces distinctions posées, *Grotius* établit là-dessus les maximes suivantes. 1. En matière de choses, qui ne sont pas odieuses, il faut donner aux termes toute l'étendue, dont ils sont susceptibles selon l'usage commun; & si un terme a plusieurs significations, la plus générale doit être préférée. Ainsi le Masculin se prendra pour le Genre Commun; comme, par exemple, si deux voisins sont convenus, que chacun pourra chasser dans les terres de l'autre à toute sorte de bêtes, excepté le Cerf; la Raison veut, que (1) sous ce mot on comprenne aussi les Biches. De même, en matière de ces sortes de choses, les expressions indéfinies sont censées universelles (2). Par exemple, si, dans un Traité de Paix, il est porté qu'on rendra les prisonniers de part & d'autre, il faut entendre cela de tous les prisonniers en général, & de chacun en particulier. Ainsi, dans ces paroles de l'Arrêt Interlocutoire, dont nous avons parlé, Que le Défendeur soit remis en possession de l'héritage d'où il a été chassé; *Cicéron* fait voir, que le mot de chasser (a) se doit étendre à ceux que l'on a empêché par force d'entrer dans un héritage qui leur appartient (3). En effet, c'est une chose très-favorable, que d'être remis en possession de son bien; & le terme de chasser souffre l'interprétation, que *Cicéron* lui donne. Car chasser quelqu'un d'un héritage, dont il étoit en possession, c'est l'empêcher de continuer à le posséder désormais (b). Or, pour conserver la possession d'un héritage, il n'est pas nécessaire de ne mettre jamais le pied dehors. C'est donc tout un de faire sortir par force une personne qui est dans son bien; ou (4) de l'empêcher d'y rentrer, lors qu'elle revient de quelque endroit, où ses affaires l'avoient obligé d'aller (c). C'est encore en vertu de la Règle, dont nous traitons ici, que, dans un doute (d), une année commencée est tenue pour finie, lors qu'il s'agit de choses

Règles fondées sur ces distinctions.

(a) *Orat. pro Cæcina*, Cap. XXIII. & seqq.

(b) Voyez *Digest.* Lib. XLIII. Tit. XVI. Leg. III. §. 7.

(c) Voyez un autre exemple, *Digest.* Lib. XIX. Tit. II. Locati & c. Leg. XXIX.

(d) Voyez *Buffière*, Hist. de France, Liv. XIX. p. 39.

ser, est également incertaine, & inutile. Les définitions, que *Grotius* & notre Auteur donnent de l'Odieux, & du Favorable, n'ont aucun fondement: car les Promesses, & les Conventions, aussi bien que les Privilèges, roulant sur des choses permises & innocentes, comme on le doit supposer ici, sont toutes indifférentes de leur nature, & par conséquent il ne faut ni les étendre, ni les resserrer, qu'autant que le demande l'intention de leur auteur. Il y a même dans ces définitions quelque chose de contradictoire. Car on dit, par exemple, que ce qui tend à l'utilité publique est favorable, & que ce qui renferme quelque peine est odieux: or on sait que l'infliction des peines tend à l'utilité publique. Ce n'est pas qu'il n'y ait des causes favorables, ou odieuses: mais ce qu'elles ont de favorable, ou d'odieux, ne vient pas de la nature même de la chose; il dépend uniquement de l'intention ou du Législateur, ou des Contractans, ou du Testateur. C'est ainsi que, dans le Droit Romain, la Liberté d'un Esclave, [Voyez *Institut.* Lib. I. Tit. VI. *Quibus ex causis manumittere non licet*, §. 2.] & la Dot d'une femme [Voyez *Digest.* Lib. XLIII. Tit. III. *De jure dotium*, Leg. LXVIII. LXX.] sont favorables & privilégiées. Au contraire les secondes Notes passent pour odieuses parmi la plupart des Peuples. [Voyez *Novell. Justinian.* II. Cap. II. §. 1.] J'ai dit encore, que cette distinction est inutile. En effet, dans les exemples allégués par notre Auteur, l'interprétation, qu'il donne, ou peut se faire indépendamment de ce qu'il y trouve d'odieux ou de favorable, ou est même directement contraire à sa règle. *Titius*, *Observ.* CCCCXXVIII. CCCCXLIX. Voyez ce que je dirai dans les Notes suivantes.

§. XIII. (1) Cela est vrai: mais ce n'est pas parce qu'il s'agit d'une chose favorable, c'est en vertu de la signification ordinaire du mot de Cerf. *Mr. Titius* le remarque très-bien: & en effet, quand on parle du Cerf, ou de quelque autre sorte d'Animal, dans le genre Masculin, qui est le plus noble, cela s'entend de la femelle, aussi bien que du mâle; à moins qu'il n'y ait quelque circonstance, qui fasse voir manifestement, que l'on parle du mâle, par opposition à la femelle. Mais je ne

suis pas du sentiment de cet Auteur, en ce qu'il prétend, que, selon les principes de *Grotius*, & de *Pufendorf*, il faudroit, dans cet exemple, restreindre le mot de Cerf, aux seuls mâles; parce, dit-il, que cette clause, excepté le Cerf, apporte du changement à ce, dont on étoit auparavant demeuré d'accord (*priora immutat*), & par conséquent renferme quelque chose d'odieux. Le changement, dont parlent *Grotius*, & notre Auteur, est un changement fait quelque tems après les premières Conventions, & non pas une restriction ajoutée sur le champ, & dans la Convention même, comme est celle, dont il s'agit dans cet exemple.

(2) Ce n'est pas non plus parce qu'il s'agit d'une chose favorable; mais à cause que, dans le Style ordinaire, ces expressions indéfinies sont équivalentes à des expressions universelles, à moins qu'il n'y ait d'ailleurs quelque raison, qui oblige à les restreindre; ce qui ne se trouve pas ici: car pourquoi est-ce que, dans un Traité de Paix, on voudroit se réserver quelqu'un des prisonniers faits pendant la Guerre?

(3) Cela est décidé dans le *Digeste*: *Si autem cum dominus veniret in possessionem, armati cum prohibuerunt, qui invaserant possessionem: videri eum armis dejectum*, Lib. XLIII. Tit. XVI. *De vi, & vi armata*, Leg. III. §. 8.

(4) *Sive autem corpore, sive animo possident quis dejectus est: palam est, eum vi dejectum videri*. Idcirco que si quis de agro suo vel de domo processisset, nemine suorum relicto, mox revertens, prohibitus sit ingredi vel ipsum pradium, vel si quis eum in medio itinere detinuerit, & ipse possiderit: vi dejectus videatur: admissi enim ei possessionem, quam animo retinebat, etsi non corpore. *Ibid.* Leg. I. §. 24. Au reste, ce que notre Auteur dit ici, suffit pour faire voir qu'il n'est pas besoin d'examiner si la chose, dont il s'agit, est favorable, ou non, & que le sens du mot chasser peut être prouvé par d'autres principes. *François Hotoman* prétend néanmoins, que *Cicéron* chicanoit un peu dans l'affaire de *Cécina*. On peut voir les Notes de cet habile Jurisconsulte sur la Harangue de l'Orateur Romain, qui a été citée.

(c) *Sueton. in eius  
vita, C. XXXVIII.*

(f) *Iustin. Lib.  
XVIII. Cap. V.  
& Virgil. Æn. I,  
368. ubi vide Intr.  
On trouve un  
exemple d'un  
pareil artifice  
dans ce que fit  
Ivarus, apud  
Saxon. Grammat.  
Lib. IX. & Polyd.  
Virgil. Hist. Angl.  
Lib. V.*

(g) *Voiez ce  
qu'on a déjà rap-  
porté ailleurs  
d'une promesse  
de l'Empereur  
Aurélien, Liv. III.  
Chap. V. §. 10.  
Note 1.*

(h) *Voiez Guic-  
ciardin. Lib. XV.  
pag. 433.*

favorables & que par là on ne donne aucune atteinte aux droits de qui que ce soit. Mais l'Empereur *Caligula* péchoit contre cette maxime, lors qu'il (c) contesloit le droit de Bourgeoisie à ceux, dont les Ancêtres l'avoient acquis *pour eux & pour leurs Descendans* (5); à moins qu'ils ne fussent leurs Fils: car il prétendoit que le terme de *Descendans* ne s'étendoit qu'à ce degré-là. Je ne sai pourtant, si la Reine *Didon* ne poussa pas trop loin le privilege des choses favorables, lors qu'ayant acheté (f) autant de terrain qu'en pourroit environner un cuir de bœuf, elle fit couper ce cuir en plusieurs courroies extrêmement déliées, & par ce moien elle embrassa un espace beaucoup plus vaste qu'elle sembloit n'en avoir demandé.

2. *En matière de choses favorables, si celui, qui parle, entend la Jurisprudence, ou se conduit par les conseils de quelque Jurisconsulte, il faut donner aux termes toute l'étendue qu'ils ont non seulement dans le langage ordinaire, mais encore en stile de Droit, ou de Loix Civiles.*

3. *Il ne faut point avoir recours à un sens entièrement impropre, à moins qu'on ne puisse se dispenser d'en venir là, sans attribuer quelque extravagance à celui qui parle, ou sans que la Convention, ou la Loi, deviennent nulles & de nul effet.* Car la nature de ces sortes d'actes demande, que l'on exprime clairement sa pensée; & on présume pour l'ordinaire que chacun l'a ainsi fait.

4. *On doit au contraire resserrer l'étendue de la signification propre & naturelle des termes, lors que cela est nécessaire pour éviter quelque absurdité, ou quelque injustice.*

5. *Quand même il n'y auroit point de telle nécessité, s'il se trouve une utilité manifeste à restreindre la signification des termes, il faut les prendre dans le sens le moins étendu; à moins qu'il n'y ait quelque circonstance qui ne le permette pas.*

6. *En matière de choses odieuses, on peut quelquefois admettre un sens un peu figuré, pour décharger quelqu'un d'un engagement onéreux.* C'est pourquoi, dans les Donations, & dans tous les actes où l'on se relâche de son droit, les termes les plus généraux se restreignent ordinairement à ce que l'on a eu vraisemblablement dans l'esprit. Ainsi, selon la remarque de *Cicéron* (6), *de cela seul, qu'un homme a légué à sa Femme tout son argent, il ne s'ensuit pas qu'il lui ait aussi légué tout ce qu'on lui devoit.* Car autre chose est d'avoir de l'argent dans le coffre, & d'en avoir en billets d'obligation (g). C'est même l'usage du Barreau, que, si, après une particule d'universalité, il suit une énumération particulière des choses renfermées sous le terme général, dont il s'agit, on ne tient pour aliéné que ce dont il est formellement fait mention. Dans un Traité encore, où l'un des Contractans promet du secours à l'autre (7), il faut entendre, que les Troupes seront envoyées aux dépens de celui, qui les a demandées; à moins qu'on n'en soit autrement convenu en termes exprès. Ainsi, lors que l'on s'est engagé, par une Alliance, à fournir du secours pour la défense d'un Etat, dont le Souverain étoit actuellement en possession, cela ne s'étend pas à l'assister, pour le lui faire recouvrer, lors qu'il en a été une fois chassé (h). Quelquefois aussi le caractère odieux de la personne, avec qui l'on a affaire, rend excusable une interprétation

(5) Rien n'est plus commun que d'entendre par le mot de *Descendans*, tous ceux qui descendent d'une personne, de degré en degré; sans qu'il soit besoin que la matière soit favorable, pour avoir lieu d'étendre la signification de ce terme au delà du premier degré. Et la décision du Droit Romain est formelle au sujet des immunités accordées à une personne & à ses descendans, comme il paroît par cette Loi, que notre Auteur citoit. *Immunitates generaliter tributa eo jure, ut ad posterum transmittentur, in perpetuum succedentibus durant.* Lib. L. Tit. VI. *De jure immunitatis*, Leg. IV.

(6) *Non si Uxor Vir legavit omne argentum, quod suum esset; idcirco quæ in nominibus fuerunt, legata sunt: nolumus enim differt, in arcane positum sit argentum, an in ta-*

*bulis debeat.* Topic. Cap. III.

(7) Dans cet exemple il est clair, que la promesse, de donner du secours, ne renferme point, selon l'usage ordinaire des termes, l'engagement de fournir des Troupes à ses propres dépens. Ainsi, quand même la matière seroit favorable, on ne pourroit point étendre à cela la Convention, à moins qu'on ne s'en fût expliqué clairement en d'autres termes. Pour l'exemple suivant, je ne vois pas en vertu de quoi notre Auteur le rapporte ici. Car, quand on fait un Traité d'Alliance avec un Prince pour la défense de ses Etats, cette expression seule, sans autre explication, ne sauroit jamais renfermer l'engagement d'aider ce Prince à rentrer dans ses Etats, s'il vient à en être chassé.

(8) *Voiez*

tation fort rigoureuse, & approchante de la chicane; comme dans l'exemple (8) de cette (i) Fille Romaine, qui aiant demandé aux *Sabins*, pour récompense de sa trahison, ce qu'ils portoit à leur bras gauche, entendant parler de leurs bracelets, fut accablée sous le poids des boucliers qu'ils lui jettèrent.

§. XIV. GROTIUS fait voir l'application de ces Règles par quelques exemples. En voici deux ou trois. On demande, si, lors que deux hommes sont parvenus en même tems au bout d'une carrière, où le prix attendoit celui qui y arriveroit le premier, il faut le donner à tous deux, ou bien ne le donner ni à l'un, ni à l'autre? Le mot de *premier* se peut sans contredit entendre également, & de celui qui passe tous les autres, & de celui qui n'est devancé par personne, quoi que plusieurs aillent du pair avec lui. Je dis donc, que, si le prix de la course a été réglé en forme de gageure par ceux qui courent ensemble, & que tous arrivent à la fois au bout de la carrière, aucun ne sauroit rien demander à l'autre. Par la même raison, si quelques-uns des Spectateurs ont parié, comme cela se fait ordinairement, l'un pour celui-ci, l'autre pour celui-là, ils ne gagnent, ni ne perdent, lors que tous les deux achevent en même tems leur course. Mais lors que le prix est proposé par un tiers, afin d'aniimer ceux qui entrent dans la carrière; il est plus vrai de dire, que, tous aiant couru aussi vite les uns que les autres, chacun doit avoir part au prix, s'il est de nature à pouvoir être ou divisé, ou possédé en commun: autrement il faut jeter au sort pour voir qui aura la chose toute entière, ou bien, si l'on veut, recommencer le combat. En effet, il y auroit de la mesquinerie à les frustrer tous du prix, par la raison qu'aucun n'a pu être vaincu par l'autre; & les récompenses de la Vertu demandent une interprétation un peu étendue. Mais, pour en user encore plus généreusement, il faut imiter l'exemple de (a) ceux qui ont donné la récompense entière, qu'ils avoient promise, ou qui étoit établie par les Loix, à chacun des Concurrents qui avoient fait en même tems la belle action à laquelle elle étoit attachée (1).

§. XV. DANS le Traité de Paix, qui mit fin à la *seconde Guerre Punique* (a), il y avoit cette clause: *Que les Carthaginois ne feroient point la guerre ni au dedans, ni au dehors de l'Afrique, sans la permission du Peuple Romain.* On demande, si ces mots, *faire la guerre*, doivent s'entendre ici de toute sorte de Guerre, tant Défensive, qu'Offensive? Pour moi, je crois qu'on ne peut point comprendre là-dedans les Guerres Défensives. Car cette clause étant odieuse, & renfermant une diminution de la Souveraineté de ceux de qui l'on exige une pareille chose; il seroit trop dur de les dépouiller encore de ce petit reste de la Liberté Naturelle, en vertu de laquelle chacun a droit (b) de se défendre soi-même contre ceux qui l'attaquent injustement. D'ailleurs, cette explication s'accorde avec le but même des *Romains* (1), qui n'étoit pas d'exposer les *Carthaginois* aux insultes de leurs Voisins, ni de les en garantir par leurs propres forces, mais seulement de tenir en bride ce Peuple, en sorte qu'il ne pût point s'aggrandir par des conquêtes (c). Et l'on voit que, dans un autre Traité, par lequel ils stipulèrent la même chose du Roi *Antiochus* (2), il étoit porté expressément, que ce Prince pourroit faire la guerre de son chef, si on venoit à l'attaquer.

§. XVI. LES mêmes *Romains*, après avoir promis aux *Carthaginois*; *Que Carthage demeureroit libre*; exigèrent d'eux, que leur Ville fût rasée, & qu'ils en bâtissent une nouvelle à une certaine distance de la mer (a); &, pour justifier cette prétension, ils disoient, que

(1) Voyez la Dissertation de M<sup>r</sup>. Budd<sup>e</sup>, intitulée *Jurisprudencia Historica Specimen*, §. 11. & suiv. parmi ses *Selecta Juris Naturæ & Gentium*.

§. XIV. (1) L'Auteur remarquoit ici, que c'étoit uniquement par grandeur d'ame, & non en vertu d'aucune obligation, qu'*Auguste* aiant mis à prix la tête d'un fameux Voleur, lui donna à lui-même, qui se vint présenter de son pur mouvement, la somme qu'il avoit promise à ceux qui pourroient le lui remettre mort ou vif.

*Dion Cassius*, Lib. LVI.

§. XV. (1) Cette raison seule a tant de force, qu'il n'est nullement nécessaire d'alléguer ce que la clause renferme d'onéreux ou d'odieux.

(2) *Si qui sociorum Populi Romani ultro bellum inferent Antiocho, vim vi arcendi jus esto: dum ne quam urbem aut belli jura teneat, aut in amicitiam accipiat.* T. Liv. Lib. XXXVIII. Cap. XXXVIII. Voyez aussi Polyb. Excerpt. Legat. XXXV. Cap. IV.

(i) *Tarpeia*. Voyez *Plutarch*, in *Romulo*, & Tit. Liv. Lib. I. Cap. XI.

Exemples, pour l'application de ces Règles. 1. Du cas, qui arrive, lors que deux personnes parviennent en même tems au bout d'une carrière, où le prix attendoit celui qui y seroit le premier.

(a) Par exemple, *Scipion*, dans T. Liv. Lib. XXVI. Cap. XLVIII.

2. Des Conventions, par lesquelles on s'engage à ne point faire la guerre sans le consentement d'un autre.

(a) T. Liv. Lib. XXX. C. XXXVII. Polyb. Lib. XV. C. XVIII. Voyez un semblable Traité avec le Roi *Philippe*, dans Tite Live, Lib. XXXIII. C. XXX.

(b) Voyez T. Live, L. XLII. C. XLI.

(c) Voyez le même Historien, L. XLII. Cap. XXIII.

3. Du Traité, par lequel les *Romains* avoient promis, *Que Carthage demeureroit libre.*

(a) Voyez *Appian*, de Bell. Punic.

que par *Carthage* on n'entendoit pas la place où la Ville étoit bâtie. Mais, quoi que la *Liberté*, que les *Romains* avoient promise aux *Carthaginois*, ne pût point s'entendre d'une pleine & entière liberté, le Pouvoir Souverain des *Carthaginois* aiant déjà été diminué considérablement; cette clause néanmoins devoit leur laisser un assez grand degré de liberté, pour ne pas leur imposer la nécessité de détruire de leurs propres mains leur Patrie, & d'aller s'établir ailleurs, au premier ordre que les *Romains* leur en donneroient. J'avoue que la *Liberté*, ou (b) le droit de se gouverner par ses propres Loix, est une chose qui convient proprement au Peuple, & non pas à la Ville considérée comme un (1) amas de maisons, environnées de murailles. Mais comme le Traité portoit, *Que Carthage demeureroit libre*, & non pas, *que les Carthaginois demeureroient libres*; (expression qui auroit été peut-être plus propre à colorer la mauvaise foi des *Romains*) le sens commun vouloit, qu'on entendît par là, que le Peuple Carthaginois jouiroit paisiblement de sa Liberté dans la ville de *Carthage*, qui subsistoit alors, & par conséquent que les maisons & les murailles en seroient conservées. *Polybe* (c) raconte la chose autrement : car il dit, que le Senat Romain promit aux *Carthaginois* de leur laisser leur Liberté, & leurs Loix, aussi bien que toutes leurs terres, & tous leurs autres biens, sans publics, que particuliers. Les *Carthaginois* aiant remarqué, qu'il n'étoit point parlé là de leurs Villes, soupçonnèrent d'abord quelque chose; & il faut avouer, qu'en cette occasion les *Romains* firent voir une perfidie plus noire, que celle qui avoit décrié la Nation vaincue, & donné lieu au Proverbe (d) commun; *Foi de Carthaginois*.

(b) *Ἀπονομία.*

(c) Excerpt. Legat. CXLII.

(d) *Punica fides.*

Comment on entend les Promesses, ou les Loix, par des conjectures tirées d'autre chose que du sens des termes.

§. XVII. OUTRE les Conjectures, dont nous avons traité jusqu'ici, il y en a d'autres, qui ne sont pas tirées du sens même des termes de la Promesse, ou de la Loi, & qui sont que l'on doit donner à la chose, dont il s'agit, une interprétation tantôt étendue, & tantôt étroite ou rigoureuse. Mais il faut remarquer, que l'on a plus souvent des raisons pour resserrer une Loi, ou une Promesse, que non pas pour l'étendre. Car, comme par tout ailleurs il faut que toutes les causes nécessaires concourent ensemble à la production d'un effet, au lieu que le défaut d'une seule suffit pour empêcher qu'il n'existe : de même, en matière d'actes qui imposent quelque Obligation, pour avoir lieu d'admettre une interprétation étendue, il faut que toutes les raisons propres à l'autoriser se trouvent jointes ensemble, au lieu que, si une seule manque, on a droit de restreindre l'interprétation. Nous avons dit ci-dessus, qu'en matière d'actes favorables on peut quelquefois donner aux termes un sens un peu étendu, quoi qu'éloigné de l'usage ordinaire. Mais ici la chose est bien plus délicate, & plus sujette à faire tomber dans l'erreur. Car l'usage naturel des termes étant de donner à connoître nos pensées; il n'est pas contre toute vraisemblance, que celui qui parle, ait eu dans l'esprit un sens peu commun à la vérité, mais qui n'est pas entièrement contraire à la signification des termes. Au lieu que les conjectures, dont nous allons traiter maintenant, tendent à faire voir que celui qui parle a eu dans l'esprit une chose, qui n'est en aucune manière renfermée dans le sens des termes; de sorte qu'elles doivent être bien fortes & bien assurées. Et il ne suffit pas pour avoir lieu d'étendre, par exemple, une Loi, qu'en un certain cas il y ait une raison semblable à celle, sur laquelle la Loi est fondée; il faut que la raison soit précisément la même. Cela encore n'est pas toujours suffisant : car la Volonté se détermine quelquefois de son pur mouvement, sans autre raison; & néanmoins il n'en faut pas davantage pour imposer quelque Obligation. Pour pouvoir donc légitimement faire une extension de la Loi, il faut être bien assuré, que la raison qui convient au cas, dont il s'agit, soit le seul motif qui ait porté efficacement le Législateur à faire un tel règlement, & qu'il l'ait envisagée dans toute son étendue, en sorte que, s'il eût pensé à ce cas, ou s'il l'eût prévu, il l'auroit compris dans la Loi, qui autre-

§. XVI. (1) *Nicias*, & *Thémistocle*, comme le remarquoit ici notre Auteur, disoient, que par la Ville on entend les Habitans, & non pas les Murailles ou les bâti-

mens. Voyez *Thucydide*, Lib. VII. Cap. XIV. & *Justin*, Lib. II. Cap. XII. num. 14.

trement deviendroit ou injuste, ou inutile & sans effet. Il faut rapporter ici ce que les Rhétoriciens disent dans leur *Lien Commun des* (a) *Conséquences*, qui consistent, selon *Quintilien*, à inférer une chose, qui n'est pas écrite, d'une autre, qui est écrite, c'est-à-dire, à appliquer une Loi à un cas, dont elle ne fait aucune mention (1), parce que dans ce cas-là il y a une raison toute semblable à celles sur quoi sont fondées les choses que la Loi ordonne formellement. L'Orateur en allègue, entr'autres, les exemples suivans (2): *Il n'est pas permis de prendre en gage la charrue d'un Laboureur : Or l'accusé a pris en gage le soc de la charrue : Donc &c. Il est défendu de transporter des laines de Tarente : Or l'accusé a fait venir de là des brebis : Donc &c. Celui, qui a tué son Père, doit être noyé dans un sac de cuir : Un tel a tué sa Mère : Donc il doit subir le même supplice. Il n'est pas permis d'aller prendre quelqu'un dans sa maison, pour le trainer en Justice : Or un tel m'a tiré par force de ma tente, pour me trainer en Justice : Donc &c.* Il y a un cas de même nature dans une Déclamation de *Lucien* (b): *La Loi porte, que quiconque tuera un Tyran, aura une récompense. Un homme étant monté à ce dessein dans le Château, & n'y ayant pas trouvé le Tyran lui-même, a tué son Fils. Le Tyran de retour n'a pas plutôt vu son Fils mort, que de douleur il s'est percé lui-même de l'épée, qui étoit demeurée dans le corps de son Fils. La-dessus, celui qui a tué le fils, demande une récompense, comme ayant ôté la vie au Tyran.* *Erasme* (c) soutient, que cette prétension est mal fondée. Mais la raison & le fondement de la Loi fait voir, que la récompense est due non seulement à ceux qui ont tué de leur propre main le Tyran lui-même, mais encore à ceux, qui ont fait quelque chose (3) qui a été la cause prochaine & immédiate de la mort du Tyran; n'y ayant point de doute, que le Législateur n'eût promis la récompense aux derniers, aussi bien qu'aux premiers, si un tel cas lui fût venu dans l'esprit. Ajoutons quelques autres exemples. La Loi veut, qu'un Mari, qui a tué sa Femme, soit puni de mort. Il y eut en *France* un homme, qui voulant se défaire de sa Femme, ne donna point à boire à sa mule pendant trois jours. Le quatrième jour il alla à la campagne, comme pour se divertir, & mit sa Femme sur la mule, qui ayant une soif extrême, n'eût pas plutôt vu la rivière qu'elle y courut avec beaucoup d'impétuosité, de sorte que la Femme étant tombée dans l'eau, se noia. Le Mari certainement n'étoit pas moins coupable de cette mort, que s'il eût enfoncé un poignard dans le sein de sa Femme. C'est aussi en vain que les Frères de *Joseph* s'imaginoient de commettre un moindre péché, en le jettant dans une (d) fosse, où il ne pouvoit que mourir de faim, qu'en le tuant. Si, dans le tems que les murailles étoient les seules fortifications en usage, deux Peuples fussent convenus ensemble de n'en point environner aucun lieu à une certaine distance; on n'auroit pas pu non plus fortifier ces lieux de remparts ou d'autres levées de terre, s'il eût paru clairement, que ce Traité avoit été fait en vue d'empêcher qu'il n'y eût dans cet espace de pais aucune Place forte. Un homme qui est sur le point de mourir, institue *Titius* son Héritier, en cas que l'Enfant dont il croit que sa femme est enceinte ne lui survive. Il se trouve qu'il ne naît point d'Enfant posthume du Testateur (e). En ce cas-là l'hérédité revient de droit à *Titius*: car il est certain, que l'unique motif qui a porté le Testateur à le faire son Héritier substitué, c'est la supposition, qu'il ne laisseroit point d'Enfants, & que par conséquent, s'il eût prévu qu'il ne naîtroit point d'Enfant sien après sa mort, il auroit institué *Titius* son héritier absolument & sans condition. Il y a dans l'*Exode* (f), une Loi, qui porte, que, *si quelqu'un ne couvre pas une citerne qu'il a ouverte, ou*

(a) *Locus x<sup>o</sup> συλλογισμῶν. Voiez Quintilien, Instit. Orator. Lib. VII. Cap. VIII.*

(b) *Tyrannicida. Tom. I. pag. 693. & seqq. Ed. Amst.*

(c) Dans la Réponse qu'il a faite à la Déclamation de *Lucien*, Tom. I. p. 914. & seqq.

(d) *Joseph. Ant. Jud. Lib. II. Cap. III. Genes. XXXVIII, 21, 22.*

(e) Voiez *Cicer. de Invent. Lib. II. Cap. XLII. & pro Caelina*, Cap. XVIII. comme aussi *Digest. Lib. V. Tit. II. De inofficioso testamento*, Leg. XXVIII.

(f) *Chap. XXI, 32, 34.*

§. XVII. (1) Voiez les Loix citées ci-dessus, §. 10. Note 7.

(2) *Hic status [Syllogismi] ducit ex eo, quod scriptum est, id quod incertum est: quod quoniam ratiocinatione colligitur, ratiocinativus dicitur. . . . Quod in toto, idem in parte: Aratrum accipere pignori non licet; vomerem accipit. . . . Quod in parte, idem in toto: Lanæ vehere Tarento non licet; oves vexit. . . . Majoris pugna est,*

*ex scripto ducere quod scriptum non est. Qui patrem occiderit, culeo infuatur; matrem occidit. Ex domo in jus educere ne liceat; tabernaculis eduxit. Quintil. Lib. VII. Cap. VIII. Voiez Digest. Lib. IX. Tit. II. Ad legem Aquil. Leg. VII. §. 7.*

(3) *Quicquid in mortem trahit Telum est abunde. Senec. in Herculi. Oct. vcl. 859, 860.*



creusée, & qu'un bœuf ou un âne vienne à y tomber; il paiera au maître de la bête ce qu'elle peut valoir. On voit bien, que le mot de cisterne s'étend à toute sorte de fosse; & ceux de bœuf & d'âne à toute sorte d'animal domestique. Il y a quantité de Loix, qui peuvent & doivent être appliquées à bien des choses, qui n'y sont point exprimées, soit parce (4) qu'elles faussent aux yeux; soit parce qu'un Législateur (5) ne sauroit prévoir tous les cas, ni penser à tout.

De ce qui se fait  
en fraude de la  
Loi.

(a) Voyez Digest.  
Lib. X. Tit. IV.  
Ad exhibendum,  
Leg. XIX. Lib.  
XXXV. Tit. I. De  
condit. & dem.  
Leg. LXXVI. &  
Lib. XLVIII. Tit.  
V. Ad Leg. Jul.  
Leg. XXXIII. §. 1.

(b) Voyez Valer.  
Max. Lib. VIII.  
Cap. VI. §. 3. &  
Plin. H. Nat. Lib.  
XXVIII. Cap. III.  
Voyez encore  
Quintil. Declam.  
CCLXIV. intitulée,  
Fraus legis  
Voconia: & au  
sujet de la Loi  
Papienne Pop-  
pœenne, Sueton.  
in August. Cap.  
XXXIV. & in Ti-  
ber. Cap. XXXV.  
in fin. & Tacit.  
Annal. XV. 19.  
Voyez aussi Sau-  
maise, sur Plaut.  
Bacch. A. IV. Sc.  
IX. v. 52. où il  
parle d'un autre  
exemple.

(c) Ammian.  
Marcell. Lib.  
XXII. Cap. XVI.  
(d) Lactant. de  
falsa relig. Cap.  
XX.

(e) Vitruv. de  
Archit. Lib. II.  
Cap. VIII.

(f) Plutarch. in  
Pericle.

§. XVIII. L'EXTENSION, dont je viens de parler, est encore d'un grand usage, non seulement pour reprimer les (1) fraudes, que des gens ingénieux à tromper inventent tous les jours, afin d'éluder la Loi, mais encore pour dissiper en général toute sorte de chicanes (a). Les Interprètes du Droit Romain réduisent ces fraudes à quatre classes. 1. *Lors que l'on déguise la chose*, au sujet de laquelle il est défendu de traiter, comme si, pour éluder la Loi, qui défend de prêter de l'argent à un Fils de famille (2) on lui prête du bled, du vin, ou de l'huile, afin qu'il les vende. 2. *Lors que l'on déguise les personnes*, avec qui il n'est pas permis de contracter; comme si l'on donne les biens (3) à un tiers interposé pour les faire passer à une personne, en faveur de qui l'on ne pouvoit pas en disposer. 3. *Lors que l'on déguise les Contrats*, comme, si l'on vend (4) à grand marché une chose qu'il n'étoit pas permis de donner à celui, qui l'achète. Voici plusieurs exemples de pareilles fraudes. *Licinus Stolon* ayant fait établir une Loi, qui ordonnoit, que personne ne possédât pas plus de cinq-cens arpens de terre, en acheta pourtant lui-même mille, dont il fit semblant de vendre la moitié à son Fils, pour se mettre à couvert des défenses (b). Sur quoi étant accusé, il fut le premier jugé & condamné par la propre Loi. Dans le tems que l'Île du *Phare d'Alexandrie* étoit tributaire des *Rhodiens* (c), ceux-ci ayant envoyé des gens pour lever l'impôt, la Reine les arrêta quelque tems à la Cour sous prétexte de certaines Fêtes. Pendant cela elle fit vite jeter des digues, pour joindre le *Phare* au Continent; après quoi elle se moqua des *Rhodiens*, & leur envoya dire, qu'ils avoient mauvaise grace de vouloir lever sur la Terre ferme un impôt, qu'ils ne pouvoient exiger que des Îles. Une ancienne Courtisane, nommée *Lionne* (d), ayant tué un Tyran, on ne savoit comment faire pour lui élever une statue dans un Temple d'*Athènes*, parce qu'une Loi de ce Pais-là défendoit d'y mettre aucune statue de Courtisane. Là-dessus on s'avisa d'un expédient, ce fut d'y dresser une figure de l'animal, dont elle portoit le nom. Comme il étoit défendu d'ôter les trophées, les *Rhodiens* (e) en firent murer un, que la Reine *Artémise* avoit dressé, & qui leur étoit ignominieux. Les *Lacédémoniens* demandant aux *Athéniens* l'abolition d'une Ordonnance, qui défendoit le commerce avec les *Mégariens*; (f) *Périclès* opposa à cette proposition une Loi, par laquelle il étoit porté, que personne ne pourroit ôter les sables sur lesquelles on auroit écrit quelque Ordonnance du Peuple. Là-dessus un des Ambassadeurs de *Lacédémone* répondit plaisamment: *Hé bien, ne les ôtez pas, retournez-les seulement: il n'y a point de Loi, qui le défende*. Un Roi de *Portugal* voulant empêcher, pour certaines raisons, que les Ecclésiastiques ne se servissent de mulets; comme ils alléguoient leurs privilèges, il trouva moyen de les éluder, en défendant à tous les maréchaux, sur peine de

la

(4) Scriptum Legis angustum est, interpretatio diffusa est: quadam vero tam manifesta sunt, ut nullam cautionem desiderant. Senec. Controv. XXVII. Voyez *Lysias*, Orat. X. contra *Theomnesti*. Cap. II. & *Libanius*, Declam. XXXI.

(5) Nulla tanta providentia potuit esse eorum, qui Leges componebant, ut omnes species criminum complederentur. Nam & semper caventes Nequitia vicisset, & fuis ita multiplex atque diffusum esset, ut pro incerto habereetur ignotum. Fecerunt ergo, ut rerum genera complederentur, & spectarent ipsam Aequitatem. Multa ergo inveniuntur frequenter, qua Legum verbis non teneantur, sed ipsa vi & potestate teneantur. Quintil. Declam. CCCXXXI.

§. XVIII. (1) Contra Legem facit, qui id facit, quod Lex prohibet: in fraudem vero, qui, salvo verbo Legis, sententiam ejus circumvenit. Fraus enim Legi fit, ubi, quod

fieri noluist, fieri autem non vovist, id fit: & quod distat propter dñi statuiac, id est, dictum à sententia; hoc distat fraus ab eo, quod contra Legem fit. Digest. Lib. I. Tit. III. De Legibus &c. Leg. XXI. XXX.

(2) Sed si fraus sit Senatusconsulto [Macedoniano] adhibita, puta frumento, vel vino, vel oleo mutuo dato, ut his distractis fructibus uteretur pecunia, subveniendum est Filiisfamilias. Digest. Lib. XIV. Tit. VI. De Senatusconsulto Macedon. Leg. VII. §. 3. Voyez aussi Leg. III. §. 3.

(3) Voyez Digest. Lib. XXIV. Tit. I. De donationibus inter virum & uxorem, Leg. V. & *Tite Live*, Lib. XXXV. Cap. VII.

(4) Julianus, minoris factam venditionem nullius esse momenti ait. Digest. ibid. §. 5.

la vie, de ferrer aucun mulet. Un Romain, nommé *Sulpicius* (g), s'étant opposé d'abord à la proposition qu'on faisoit de rappeler les exilés, qui n'avoient pû plaider leur cause, changea ensuite de sentiment, & fit lui-même passer cette Loi. Mais, quoi qu'il ne fit que changer de nom, il prétendoit que ce n'étoit pas la même Loi : car il disoit, qu'il parloit du rappel de ceux, qui avoient été *chassés*, & non pas des *exilés*. Comme ce n'étoit pas la coutume à Rome d'étrangler les filles (h), l'Empereur *Tibère* les faisoit premièrement violer par le Bourreau, qui ensuite les étrangloit. Il y avoit une Loi, qui défendoit (i) aux *Corinthiens* de donner aucun Vaisseau aux *Athéniens*. Pour éluder cette Loi, ils leur en vendirent à cinq drachmes la pièce. Un riche (k) *Ecoffois* inventa un plaisant stratagème pour éluder la Loi, qui défend de vendre les Bénéfices Ecclésiastiques. Comme le Roi avoit besoin alors d'argent, cet homme gagea avec lui une grosse somme, qu'il ne lui donneroit pas le premier Bénéfice vacant; & il ne manqua pas de perdre sa gageure, comme il le souhaitoit, & comme il pouvoit bien le prévoir.

§. XIX. \* VOILA pour l'extension des Promesses, ou des Loix, au delà de ce qui est renfermé dans les termes. Mais on les borne aussi quelquefois à une partie (1) de ce qu'emportent les termes pris dans toute leur étendue; & cette restriction se fait par des Conjectures tirées, ou d'un défaut originaire de volonté, ou de l'incompatibilité d'un cas survenu depuis avec la volonté du Législateur, ou des Contractans. C'est-à-dire, qu'il faut quelquefois mettre quelque exception ou quelque limitation à des termes généraux, ou parce que, dans le tems même qu'ils ont été écrits, ou prononcés, celui qui parloit, ne prétendoit pas les étendre à certains cas; ou parce qu'un cas survenu depuis ne s'accorde pas avec la volonté.

Le défaut originaire de consentement, ou de volonté, s'infère 1. Des absurditez manifestes, qui s'enfuiraient, si l'on n'apportoit quelque restriction à des termes généraux: car on ne doit jamais présumer, qu'une personne de bon sens veuille des choses absurdes. C'est par là, à mon avis, que l'on peut décider une fameuse contestation (a) survenue autrefois entre un Maître de Rhétorique, & son Disciple. *Protagoras* (c'est le nom du Maître) étoit convenu avec *Evathle* d'une grosse somme pour son salaire, mais que celui-ci ne devoit paier qu'après avoir gagné la première Cause qu'il plaideroit. Le Disciple aiant bien appris toutes les subtilitez de la Rhétorique, faisoit difficulté de paier ce qu'il avoit promis à *Protagoras*, qui fut enfin obligé de l'appeler en Justice. *Evathle* prétendoit se tirer aisément d'affaires, sans qu'il lui en coûtât rien, & voici comme il raisonna: Si je gagne mon procès, la sentence du Juge me dispensera de paier; & si je le perds, je ne devrai rien non plus à *Protagoras*, puis que telles sont nos conventions, qu'il ne sauroit demander aucun salaire, si je ne gagne la première Cause que je plaiderai. Mais, quoi que cette clause paroisse générale & illimitée, si *Evathle* avoit été condamné par les Juges à paier, elle ne lui servoit de rien pour éluder la sentence. Car en traitant on n'avoit point pensé à cela; & il est absurde de s'imaginer, qu'un Contractant acquiesce à une clause, dont l'effet empêcherait qu'il ne pût obtenir ce qui lui seroit dû en vertu du traité même, où elle est insérée (b). Il faut rapporter encore ici cette règle des Jurisconsultes, que, quand une personne parle en général contre ceux du nombre desquels elle est, elle s'excepte toujours elle-même. Ainsi on ne sauroit raisonnablement prétendre, que le Poète *Epiménide*, originaire de l'Ile de *Crète*, soit convaincu de mensonge par la propre bouche, sous prétexte qu'il a dit: (c) Les Crétois sont toujours menteurs. Sur ce fondement, je ne saurois approuver la manière dont le Poète *Lucrèce* raisonne, lors qu'il dit: (2) Ceux qui croient, qu'on ne fait rien, doivent reconnoître par cela même, qu'ils ne savent pas si l'on peut être assuré que l'on ne sache rien. La conséquence n'est pas juste: car celui qui dit, qu'il n'est pas possible de rien savoir, donne

(g) *Auctor ad Herenn.* Lib. II. Cap. XXVIII. \*

(h) *Sueton.* Cap. LXI. & *Tacit.* Annal. V. 9.

(i) *Herodot.* in *Erast.* p. 230. Ed. H. *Steph.* Voiez *Digeft.* Lib. XLIV. Tit. VII. De obligat. & action. Leg. LIV.

(k) *Buchanan.* de rebus *Scoticis*, L. XIV. Voiez d'autres exemples, dans *Tacit.* Ann. II, 30. *Xenoph.* *Memor.* Græc. Lib. II. p. 275. Ed. H. *Steph.* *Ammian.* *Marcell.* Lib. XXVIII. Cap. IX. *Xiphilin.* &c.

\* Comment on restreint les Conventions, ou les Loix, par des Conjectures, qui se tirent 1. D'un défaut originaire de consentement, ou de volonté; que l'on connoit en trois manières.

(a) Voiez *A. Gellius*, Lib. V. C. X. *Apuleius*, *Florida.* Lib. III. *Diogen.* *Laërt.* Lib. IX. *Sext.* *Empir.* L. II.

(b) On raconte, qu'un Sophiste usa d'un pareil sophisme à l'égard d'*Aristide*.

(c) Voiez *Tite*, I, 12.

§. XIX. (1) Non ergo omnia scriptis, sed. quædam, quæ perspicua sunt, tacitis exceptionibus caveri. *Cæcili.* de *Conventione*, Lib. II. Cap. XLVII.

(2) Denique, nil sciri si quis putat, id quoque nescit, An sciri possit, cum se nil scire fateatur. Lib. IV. vers. 471, 472.

(3) Quam-

(d) Voyez *Apu-  
leii Apolog.* pag.  
529. *Ed. in usum  
Delph. & Lac-  
rari.* Lib. III. Cap.  
VI. & *A. Gell.*  
Lib. IX. C. XVI.

donne assez à entendre par là, qu'il y a une chose qu'il fait, c'est qu'on ne peut rien sa-  
voir (d). 2. Une autre conjecture, qui fait présumer, que le Législateur, ou les Con-  
tractans n'ont point consenti dès le commencement, c'est lors que la raison, qui seule avoit  
pleinement & efficacement mu leur volonté, vient à cesser. Car, quand les choses prescri-  
tes par la Loi sont fondées sur quelque raison, qui s'y trouve formellement exprimée, ou  
dont on est du moins assuré d'ailleurs; on ne les considère point absolument & en elles-  
mêmes, mais par rapport à la liaison qu'elles ont avec cette raison. On en voit un exem-  
ple dans une Loi du Droit Romain, qui défend aux Patrons de faire jurer leurs Affran-  
chis, qu'ils ne se marieront point, ou qu'ils n'élèveront point d'Enfans. *Quoi que la  
Loi (3), disent les Jurisconsultes, n'excepce formellement personne, cela ne se doit entendre  
néanmoins que de ceux qui sont en état d'avoir des enfans. De sorte que, si un Patron  
avoit exigé un tel serment de quelque Affranchi, qui fût Ennuque, il ne seroit point sujet à  
la peine portée par cette Loi.* En effet, la raison pourquoi on défendoit cela, c'étoit de peur  
que les Patrons, pour satisfaire (4) leur avarice, n'empêchassent la multiplication des Ci-  
toiens : or on ne pouvoit rien attendre à cet égard-là d'un Eunuque. 3. Enfin le défaut  
de volonté se conclut du défaut de la matière. Car on doit toujours présumer, que la ma-  
tière, dont il s'agit, a été incessamment dans l'esprit de celui qui parle, quoi que les ter-  
mes, dont il s'est servi, paroissent s'étendre plus loin. Par exemple, si un Fief a été don-  
né à quelqu'un pour lui, & pour ses Descendans mâles, les Descendans mâles sortis d'une de  
ses Filles ne sont pas compris là dedans, cet ordre de succession étant contraire à la nature  
d'un tel Fief, qui exclut entièrement les Femmes, & par conséquent aussi leurs Descendans,  
quoi que mâles.

Sur quoi il y a  
deux remarques  
à faire.  
(a) *Vbi supra*,  
§. 25.

§. XX. MAIS il faut remarquer, avec (a) *Grotius*, que, quand on parle de la raison,  
qui seule a pleinement & efficacement déterminé la volonté, on entend souvent par là certai-  
nes choses considérées non par rapport à leur existence actuelle, mais par rapport à leur possi-  
bilité Morale; & en ce cas-là on ne doit point faire de restriction. C'est-à-dire, que, quand  
on est convenu de quelque chose en vûe d'une certaine raison, comme pour prévenir quel-  
que danger, ou pour éviter quelque perte, quelque dommage, quelque incommodité,  
ou quelque autre inconvénient; la Convention a lieu non seulement lors que le mal, au  
devant duquel on a voulu aller, doit s'ensuivre actuellement, mais encore dans les cas où  
l'on croit qu'il peut arriver vraisemblablement, ou du moins sans beaucoup de peine. Par  
exemple, si, dans un Traité conclu entre deux Peuples, il y a une clause portant, qu'on  
n'envoiera point d'Armée, ni de Flotte, dans un certain lieu; quoi que le but de cette  
Convention soit de ne recevoir par là actuellement aucun dommage, il n'est plus permis  
déformais de mener ni Armée, ni Flotte, dans le lieu marqué, quand même ce seroit sans  
aucun mauvais dessein: car il suffit que le Contractant intéressé puisse en prendre de l'om-  
brage, à cause de la situation du lieu, qui nous met en état de lui faire du mal aisément,  
quand l'envie nous en prendra; & il s'étoit proposé de se précautionner non seulement contre  
une invasion actuelle, mais encore contre tout péril & tout sujet apparent de crainte.  
De même, supposé qu'il y ait une Loi, qui défende d'aller de nuit par les rues avec des  
flambeaux, on ne sera pas reçu à dire, pour s'excuser, que l'on se sert de son flambeau  
avec tant de circonspection, que personne n'en souffre du dommage.

On demande ici encore, si les Promesses renferment cette condition tacite, *supposé que  
les choses demeurent en l'état où elles sont*? En général il faut répondre, que non. Car cer-  
te condition étant odieuse, puis qu'elle tend à annuler la Promesse, on ne doit pas aisé-  
ment

(3) *Quamvis nulla persona Lege excipitur, tamen in-  
telligendum est, de his Legem sentire, qui Liberos tollere  
possunt. Itaque si castratum Libertum jurejurando quis ade-  
gerit, dicendum est, non puniri Patronum hac Lege.* Digest.  
Lib. XXXVII. Tit. XIV. De jure Patronatus, Leg. VI.  
§. 2.

(4) C'est que, si un Affranchi mouroit sans enfans,  
tous ses biens, ou du moins une partie, revenoient  
nécessairement à son Patron, ou à celui, de qui il avoit  
été Esclave; car c'est ce que signifie ici le mot de Pa-  
tron. Voyez *Instit.* Lib. III. Tit. VIII. De successione Li-  
bertorum.

ient présumer qu'elle y ait été attachée. Il faut pour cela, ou qu'elle soit expressément marquée dans l'acte, ou que la supposition de l'état présent des affaires se trouve très-évidemment renfermée dans cette raison, dont nous avons parlé, qui seule a pleinement & efficacement déterminé la Volonté à donner son consentement. Ainsi l'Histoire nous fournit divers exemples d'Ambassadeurs (b), qui ont rebroussé chemin sur les nouvelles qu'ils recevoient, qu'il étoit arrivé chez ceux, auprès desquels ils étoient envoie, un changement qui faisoit entièrement cesser le sujet de leur Ambassade.

§. XXI. POUR ce qui regarde l'incompatibilité d'un cas survenu depuis, avec la volonté du Législateur ou des Contractans, on la conjecture par des raisons tirées ou des principes de la Lumière Naturelle, ou de quelque indice de la volonté.

Aristote (a) met, & dans l'Entendement, & dans la Volonté, une Vertu ou une Habitude particulière, dont l'office est de faire connoître l'intention par les lumières de la Raison Naturelle (b). Celle qui est dans l'Entendement, il l'appelle (c) *Bon-Sens*, ou *Jugement* (d) *droit & équitable* : & celle, qui est dans la Volonté, il la nomme (e) *Equité*, ou *Amour de l'Equité*. Le même Philosophe définit très-bien l'Equité, (1) *une explication, par laquelle on redresse ce qui se trouve de défectueux dans la Loi, à cause des termes généraux, dans lesquels elle est conçue*. C'est-à-dire, que cette droite interprétation consiste à faire voir, par les principes du Bon-Sens naturel, qu'un certain cas particulier n'est point compris sous une Loi générale, parce qu'autrement il s'ensuivroit de là quelque absurdité. Grotius (f) a remarqué, que l'Equité ne sauroit avoir lieu en matière des Loix Naturelles, parce que la Nature ne parle jamais d'une manière plus générale, que la Loi ne le demande. Mais quoi que les Loix Naturelles ne soient pas en elles-mêmes susceptibles d'une interprétation selon l'Equité; elles peuvent en avoir besoin, entant qu'elles sont exprimées par les Hommes d'une manière trop (2) générale. Par exemple, la maxime, qu'il faut rendre à chacun le sien, doit être expliquée avec cette restriction, *pourvu qu'il ait l'usage de la Raison, & qu'on puisse lui rendre ce qui lui appartient sans désobéir à un Supérieur, qui a droit de nous en empêcher*. L'usage de l'Equité regarde donc proprement les Loix, entant qu'écrites : mais on peut aussi l'étendre à proportion aux Testaments, & aux Conventions. Comme on ne sauroit, sur tout en matière de Loix, ni prévoir tous les cas (g), ni les spécifier tous, à cause de leur variété infinie; il faut laisser à ceux qui sont chargés du soin d'appliquer les Loix, la liberté d'en excepter les cas accompagnés de certaines circonstances particulières, qui les auroient fait excepter au Législateur lui-même, s'il les avoit prévus, ou s'il eût été présent. On trouve là-dessus une infinité d'exemples; en voici un tiré de Cicéron : (3) *Il étoit défendu par une Loi, d'ouvrir de nuit les portes de la Ville. Un homme le fit en tems de guerre, pour recevoir des Troupes, qui venoient au secours, & qui auroient été taillées en pièces, si elles fussent restées dehors, l'Ennemi étant campé près des murailles*. On voit bien qu'en ce cas-là, bien loin de violer la Loi, on auroit agi contre l'esprit du Législateur, si l'on ne se fût éloigné de la rigueur des termes. Il ne faut pourtant pas en venir là sans de bonnes raisons : autrement ce seroit s'ériger en arbitre souverain d'un acte d'autrui, auquel on ne peut légitimement rien changer; outre que souvent les Législateurs veulent qu'on suive exactement la lettre de la Loi, quoi (4) qu'elle renferme quelque chose de dur.

(b) Voyez Tacit. Histor. Lib. II. Cap. I.

2. De l'incompatibilité d'un cas survenu depuis avec la volonté du Législateur, ou des Contractans; soit parce que cela engageroit à une chose illicite.

(a) Ethic. Nicomach. Lib. V. Cap. X.

(b) Voyez en un exemple, Digest. Lib. XLVII. Tit. II. De Furtis, Leg. LXI. §. 5.

(c) Γνώμη.

(d) Εὐνομία.

(e) Εὐνομία.

(f) Ad Campanella Politica.

(g) Voyez ci-dessus, §. 17. à la fin; & Digest. Lib. I. Tit. III. De Legibus &c. Leg. III. & seqq.

§. XXI. (1) Καὶ ἔστιν αὐτὴν ἡ φύσις τῶν ὁρίων, ἡ ἀρετὴ τοῦ νόμου, ἡ ἀρετὴ τοῦ δικαστοῦ. Ubi supra, Lib. V. Cap. XIV. Voyez aussi Magn. Moral. Lib. II. Cap. I. II. & le petit Traité de Grotius, intitulé, De Equitate, &c. qui est à la fin des dernières Editions de son Ouvrage, De Jure Belli & Pacis.

(2) L'Auteur, par mégarde, dit ici minus, au lieu de nimis. Peut-être aussi que c'est une faute d'impression.

(3) In quo [genere] non simplex voluntas scriptoris ostenditur, quæ in omni tempore, & in omni factum idem va-

leat: sed ex quodam facto aut eventu, ad tempus interpretanda dicitur. . . . Ut in eum, qui, cum Lex aperiri portæ nocturnæ vetaret, aperuit quodam in bello, & auxilia quædam in oppidum recepit, ne ab hostibus opprimerentur, si foris essent, quod prope muros hostes castra haberent. De Invent. Lib. II. Cap. XLII. Voyez aussi Cap. XXXII.

(4) Quod quidem perquam durum est: sed ita Lex scripta est. Digest. Lib. XL. Tit. IX. Qui & à quibus manumissi liberi non fiunt &c. Leg. XII. §. 1. Voyez aussi Lex Wisigothor. Lib. II. Tit. I. Cap. XII. Les Jurisconsultes disent aussi, que l'on ne peut pas toujours suivre les raisons,

L'in-

L'indice le plus certain que l'on puisse avoir ici de la volonté du Législateur, c'est lors qu'on voit, qu'en suivant exactement la lettre de la Loi, on commettrait quelque chose d'illicite, c'est-à-dire, de contraire aux Loix Naturelles ou Divines. En effet, personne ne pouvant être obligé à de pareilles choses; on présume aussi, qu'il n'y a point d'homme de bon-sens qui veuille les prescrire à autrui. Et il y a, comme le dit (h) *Grotius*, des circonstances si pressantes, que vouloir observer en ces cas-là une certaine Loi, c'est violer les Loix les plus considérables.

(h) *Ad Esther.*  
Cap. IV. vers. 16.  
Voiez *Valer. Maxim.* Lib. III.  
Cap. VII. num. 1.  
& Cap. VIII.  
num. 6.  
(i) *Ex aquo & bono.*

Au reste, le mot d'*Equité* se prend en un autre sens, lors qu'on dit, par exemple, qu'une Cause a été jugée selon les (i) règles de l'*Equité*: ce qui signifie, que les Juges ont apporté quelque tempérament à la rigueur du droit, pour favoriser le Défendeur. On dit aussi d'un Particulier, qu'il en use avec équité, lors qu'il relâche volontairement quelque chose de son droit. Quelquefois enfin on dit, qu'une Cause est jugée par les maximes de l'*Equité*, lors qu'il n'y a point de Loi Civile sur laquelle on puisse prononcer, ou que, sans avoir égard à la décision rigoureuse des Loix, on suit le jugement d'un Arbitre expert & honnête homme.

Ou parce qu'il s'ensuivroit de là une chose trop dure.

§. XXII. Un autre indice, qui oblige à restreindre une Loi ou une Promesse générale, c'est lors qu'en suivant à la rigueur les termes il résulteroit de là une chose, non pas à la vérité absolument illicite en elle-même, mais qui, à en juger humainement & équitablement, paroît trop onéreuse & trop dure, soit que l'on considère absolument la constitution générale & ordinaire de la Nature humaine, soit que l'on compare la personne, & la chose, dont il s'agit, avec le but même de l'acte, c'est-à-dire, de la Loi, ou de la Promesse. En effet, il y a des choses insupportables à tous les Hommes; d'autres à certaines personnes seulement: & il y en a aussi, qui sont telles, qu'il y auroit de la folie à s'incommoder beaucoup, pour s'en acquitter. Cela est encore plus vrai, en matière de Loix, non seulement lors que la Loi est Positive, & roule sur une chose de telle nature, qu'il n'y a point d'apparence que le Législateur en exige toujours indispensablement l'observation, à quelques inconvénients qu'elle engage les Sujets, par l'effet même d'un pur accident; mais aussi lors que le cas, où l'on ne pourroit observer la Loi, sans s'exposer à quelque chose de très-dur & de très-fâcheux, n'est d'ailleurs accompagné d'aucune circonstance qui tende à diminuer l'honneur ou l'autorité du Législateur (a). C'est donc une folie & ridicule; le superfluité que celle des *Abyssins* (b), qui, dans le tems de leur Carême, s'affoiblissent tellement le Corps & l'Esprit par de longs Jeûnes, que, si l'Ennemi profite de cette occasion pour se jeter dans leur País, comme cela est arrivé quelquefois, il ne trouve personne qui soit en état de lui résister. Il faut appliquer le même principe aux Conventions & aux Promesses. Lors qu'on a, par exemple, prêté une chose pour quelques jours, on peut la redemander avant ce terme expiré, s'il se trouve qu'on en ait grand besoin; un acte aussi bienfaisant, que le Prêt à usage, étant de telle nature, qu'on ne doit point présumer que personne veuille s'engager à prêter d'une manière qui l'incomode lui-même considérablement. Si l'on a promis du secours à un Allié, & que l'on vienne à être menacé soi-même de quelque irruption; on sera dispensé de fournir des troupes à cet Allié, tant qu'on en aura besoin pour sa propre défense. Car un Prince étant obligé avant toutes choses de défendre son Peuple; dans toutes les Promesses, qu'il fait aux Etrangers, il sousentend toujours cette condition, que la conservation de ses propres Etats lui permette de faire ce à quoi il s'engage. De même, si l'on accorde à quelqu'un une immunité de tout impôt & de toute contribution, cela se doit entendre seulement des impositions ordinaires & perpétuelles, & non pas de celles que l'on est obligé d'exiger dans une nécessité pressante & extraordinaire, en sorte que l'Etat ne sauroit s'en passer. De là il paroît, que, quand *Cicéron* donne

(a) Voiez *Grotius*, sur *Matth.* XII. 3.  
(b) *Franc. Alvaraz*, *Descript. Ethiop.* Cap. XIII.

sons, qui ont fait établir une Loi, & qu'on ne doit pas toujours les rechercher. *Non omnium, quæ à majoribus constituta sunt, ratio reddi potest. Et idcirco rationes eo-*

*rum, quæ constituntur, inquiri non oportet: alioquin multa ex his, quæ certa sunt, subvertuntur.* Digest. Lib. I. Tit. III. De Legibus &c. Log. XX. XXI.

ne pour maxime (c); Qu'on est dispensé de tenir sa parole, lors qu'en la tenant on ferait du mal à celui à qui on l'a donnée, ou qu'on s'en feroit à soi-même plus qu'on ne lui feroit de bien; il s'exprime d'une manière trop générale. Car ce n'est pas toujours au Promettant à juger (1), si ce qu'il a promis sera utile, ou non, à celui en faveur de qui il s'est engagé; à moins qu'il n'ait quelque autorité sur lui, & qu'il ne soit chargé du soin de veiller à ses intérêts & à sa conservation. D'ailleurs, toute sorte d'incommodité & de dommage, que l'on doit recevoir de l'exécution d'une Promesse, que l'on avoit faite, ne suffit pas pour nous en dispenser; puis que toute Promesse gratuite renferme par elle-même quelque chose d'onéreux: mais il faut que le préjudice soit si grand, qu'il y ait lieu de présumer de la nature même de l'acte, qu'il étoit tacitement excepté; comme, par exemple dans ce cas allégué par Cicéron (d): *Si vous avez, dit-il, promis à quelqu'un de vous transporter au Palais, pour l'assister dans une Cause, qu'il doit plaider, & que cependant votre Fils tombe dans une maladie dangereuse; vous ne ferez rien de contraire à votre devoir, en manquant de parole pour un tel sujet.*

(c) Voyez ci-dessus, Liv. III. Ch. V. §. 9. où ce passage, avec tout ce qui suit & qui précède, a été citée dans la Note 7.

(d) *Vbi supra.* Voyez aussi Sénèque, dans son Traité des Bienfaits, Lib. IV. Cap. XXXV.

§. XXIII. IL y a encore d'autres signes qui font voir, que pour suivre l'esprit & la volonté du Législateur, on des Contractans, on doit excepter d'une Loi ou d'une Promesse générale certains cas particuliers: comme quand on trouve en un autre endroit des termes non pas directement opposés à ceux de la Convention, ou de la Loi, dont il s'agit, (car ce seroit une *Antinomie*) mais entre lesquels il survient une espèce de conflit par un accident particulier & imprévu; ou, ce qui revient à la même chose, lors qu'il y a deux Conventions ou deux Loix différentes, qui ne sont nullement contradictoires ou incompatibles, & qui peuvent commodément & doivent être d'ailleurs accomplies en divers tems, mais auxquelles on ne sauroit satisfaire tout à la fois, lors que le tems de leur exécution se rencontre dans le même moment (a). Pour savoir donc quelle des deux Loix, ou des deux Conventions, doit l'emporter en cette conjoncture, il faut établir ici certaines *maximes*, par lesquelles on puisse se régler. Voici celles que Grotius a posées.

Des cas, où il y a une espèce de conflit entre deux Loix, ou deux Conventions différentes.

(a) Voyez Charon, de la Sagesse, Liv. I. Chap. XXXVII. §. 5.

1. *Ce qui n'est que permis, doit céder à ce qui est positivement prescrit* (1). En effet, une simple permission laisse la liberté d'agir, ou de ne point agir: au lieu qu'un ordre positif impose la nécessité de faire ce qui est ordonné, & ôte la liberté de s'en dispenser dans le cas présent.

2. *Ce que l'on doit faire en un certain tems, l'emporte sur (2) ce que l'on peut faire en tout tems.* C'est-à-dire, que, si l'on est réduit à s'acquitter en même tems de deux Obligations, dont l'une ne puisse être bien accomplie qu'en ce moment-là, au lieu qu'il n'importe en quel tems on effectue l'autre; il faut renvoyer l'exécution de celle-ci, & satisfaire pour l'heure à la première. Mais, pour prévenir un conflit, qui engageroit nécessairement à violer l'une des deux Loix, on doit prendre garde de ne pas prescrire, à une seule & même personne des choses différentes, qu'il est impossible d'exécuter en même tems, & dont aucun-

§. XXII. (r) Mais, comme le remarque J. Fred. Gronovius, dans une Note sur Grotius, ce n'est pas non plus ce que Cicéron veut dire: il entend parler d'une chose nuisible, selon le jugement de toutes les personnes de bon sens, & non pas seulement dans l'imagination de l'auteur de la Promesse. Il est certain, d'ailleurs, que, dans tout le discours de Cicéron, il n'y a rien qui empêche qu'on n'explique sa pensée de cette manière.

§. XXIII. (1) *Plus enim valet sanctio permissione. Auctor ad Herenn. Lib. II. Cap. X. Voyez Quintilien, Declam. CCCLXXIV. Nam id quod imperatur, necessarium: illud, quod permittitur, voluntarium est. Cicér. de Inventione; Lib. II. Cap. XLIX.* Ces dernières paroles font partie d'un grand passage, d'où Grotius a tiré toutes ses Règles, qu'il ne fait que ranger dans un meilleur ordre. Je rapporterai, sur chaque Règle les paroles de Cicéron, qui s'y rapportent; ce que notre Auteur fait, mais non pas par tout. Il est vrai qu'il cite le passage entier, à la

fin du Chapitre: mais, outre que par là il s'engage dans une répétition inutile; de la manière que ce passage est placé là; il semble qu'il renferme quelque chose de nouveau; au lieu que c'est uniquement le résultat de tout ce qui a été dit. Au reste, comme le remarque Mr. Tilius, (*Observ. CCCCXLI.*) cette Règle n'est véritable qu'en supposant; que la Permission soit générale, & l'Ordonnance particulière. Car il est certain au contraire, qu'une Permission particulière l'emporte sur une Ordonnance générale; la Permission, dans ce dernier cas, formant une exception à l'Ordonnance, comme dans le premier cas l'Ordonnance restreint l'étendue de la Permission.

(2) Deinde ex Lege utrum statim fieri necesse sit: utrum habeat aliquam moram & sustentationem. Nam id, quod statim faciendum est, perfici prius oportet. Cicér. de Invent. Lib. II. Cap. XLIX.

(b) *Quæst. Roman. in fin. P. 291. C.*

aucune cependant ne sauroit être différée. C'est sur ce principe que *Plutarque* répondant à la question, pourquoi autrefois, parmi les *Romains*, il n'étoit pas permis aux Prêtres de *Jupiter* de se mêler du Gouvernement de la République; dit judicieusement (b), que les fonctions des Prêtres étant fixes & limitées, au lieu que celles des Rois ne sont bornées à aucun tems ni à aucun nombre; si un seul & même homme eût été en même tems Prêtre & Roi, il n'auroit pu vaquer en même tems aux affaires de l'Etat, & aux fonctions sacerdotales, qui se seroient néanmoins souvent rencontrées dans le même moment; & ainsi, en ce cas-là, il auroit fallu nécessairement qu'il négligeât les unes, pour penser aux autres. Car en ce tems-là les Prêtres n'avoient pas encore trouvé le merveilleux secret de jouir à leur aise des honneurs & du revenu de leur Charge, en se reposant sur des Vicaires de toute la peine & de toutes les fonctions, qui y sont attachées.

3. Une Loi qui défend, est préférée à une Loi qui ordonne (3). C'est-à-dire, que si l'on ne peut obéir à une Loi Affirmative, sans violer une Loi Négative, il faut se dispenser de satisfaire à la première, ou en renvoyer l'accomplissement, jusques à ce qu'elle ne se trouve plus en concurrence avec l'autre. La raison en est, que les Loix Négatives imposent une Obligation perpétuelle & invariable; au lieu que les Loix Affirmatives supposent une occasion favorable, qui est censée manquer, lors que l'on ne peut les accomplir sans violer quelque autre Loi; de sorte que, tant que les choses se trouvent ainsi disposées, l'observation de ces sortes de Loix est regardée comme moralement impossible. Ainsi il n'est pas permis, par exemple, de faire du tort à autrui, ou de manquer à sa parole, pour l'intérêt d'un Parent, ou d'un Ami, ou pour avoir de quoi faire du bien, ou de quoi témoigner sa Reconnoissance à ceux de qui l'on en a reçu. C'est une Charité bien mal entendue que de dérober, par exemple, du cuir, pour chauffer les pauvres (c).

(c) *Mahomet* le défend, dans l'*Alcoran*. Je ne sai pourtant, si l'on peut approuver ce qu'*Olearius* rapporte de *Schach Abbas*, Roi de *Perse*, dans son Voyage, L. V. C. 31. Voyez *Leon de Modene*, de Rit. Heb. P. V. C. V. §. 1.

4. De deux Conventions ou deux Loix d'ailleurs également obligatoires, il faut donner la (4) préférence à celle qui est la moins générale, & qui approche le plus de l'affaire, dont il s'agit. En effet, les Loix particulières restreignent les générales à quelque chose de spécial & de déterminé. *Grotius* ajoute, qu'en matière de défenses; celle qui est expressément accompagnée de quelque peine doit l'emporter sur celle à laquelle on n'en a point attaché (5); & celle, qui porte une plus grande peine, à celle qui en porte une moindre. Mais cette maxime ne paroît pas bien sûre. Car une défense, qui n'est accompagnée d'aucune peine, ni déterminée, ni arbitraire, est fort inutile, & de bien peu d'efficace. D'ailleurs, la Règle, que de deux maux il faut choisir le moindre, ne peut pas proprement être appliquée au Mal Moral, ou aux Péchez. Ainsi je ne vois pas qu'elle puisse avoir lieu ici, à moins qu'on ne l'entende en ce sens; que, dans un cas, où il faut nécessairement faire l'une ou l'autre de deux choses défendues, il est permis de faire celle dont il importe le moins de s'abstenir. En voici un exemple. Supposons deux Loix, dont l'une défende de paroître en public avec des armes pendant les jours de fête; & l'autre ordonne, qu'aussitôt qu'on entendra sonner le tocsin, on sorte de chez soi, pour le mettre sous les armes. On sonne le tocsin un jour de fête. En ce cas-là, la dernière Loi forme une exception à la première, d'où l'on infère, que, quand il est défendu de paroître en public avec des armes pendant les jours de fête, il faut sousentendre, à moins que le Magistrat ne fasse sonner le tocsin.

5. Quand il se trouve du (6) conflit entre deux Devoirs, dont l'un est fondé sur des raisons,

(3) Deinde utra Lex jubeat, utra vetet. Nam sapè ea, qua vetat, quasi exceptione quadam corrigere videtur illam, qua jubet. Ibid. Il faut encore distinguer ici, si les Loix, qui défendent, ou qui ordonnent, sont générales, ou particulières. Voyez ci-dessus, Note 1.

(4) Deinde utra Lex de genere omni; utra de parte quadam; utra communiter in plures; utra in aliquam certam rem scripta videatur. Nam qua in partem aliquam, & qua in certam quandam rem scripta est, promissius ad causam

accedere videtur, & ad judicium magis pertinere. Ibid.

(5) Deinde in utra Lege, si non obtemperatum sit, pœna afficiatur, aut in utra major pœna statuatur. Ibid.

(6) Primum igitur Leges oportet contendere, considerando, utra Lex ad majores, hoc est, ad utiliores, ad honestiores ac magis necessarias res pertineat. Ex quo conficitur, ut, si Leges duæ, aut si plures, aut quatuor erunt, conservari non possint, quia discrepent inter se; ea maxime conservanda putetur, qua ad maximas res pertinere videatur. Ibid.

(7) Cette

sans, qui renferment un plus grand degré d'honnêteté, ou d'utilité, que celles d'où dépend l'autre; il est juste que le premier l'emporte. En effet, toute Obligation renferme cette exception tacite, qu'on est dispensé de s'en acquitter, lors qu'une Obligation plus considérable ne le permet pas.

6. Si l'on ne peut exécuter en même tems deux Conventions, dont l'une a été faite avec serment, & l'autre sans serment (7), celle-ci doit céder à la première; à moins que la Convention faite sans serment n'ait été ajoutée à l'autre, en forme d'exception ou de limitation. En effet, le Serment, qui accompagne une (d) Convention, exclut toutes les exceptions ou restrictions tacites, qui ne suivent pas nécessairement de la nature même de la chose; au lieu que les Conventions sans serment les admettent plus aisément.

(d) Voyez Euripid. in Medea, vers. 743.

A ces Règles de Grotius, on peut ajouter encore les (8) suivantes. 7. Une Obligation, qui n'est qu'imparfaitement réciproque (9), cède à une Obligation parfaitement réciproque. Ainsi il faut paier ce que l'on doit par Contrat, plutôt que ce que l'on doit en conséquence d'une simple Promesse, ou par les Loix de la Reconnoissance, ou par quelque autre Vertu (e).

(e) Voyez Plutarch. in Phocione, pag. 745. C. D.

8. Les Loix de la Reconnoissance, toutes choses d'ailleurs égales, l'emportent sur les Loix de la Bénéfice ou de la Libéralité; quoi que d'ailleurs ni les unes ni les autres n'imposent qu'une Obligation Imparfaite. En effet, ce que l'on doit par Reconnoissance est plus favorable, que ce à quoi l'on est tenu par un pur principe de Libéralité ou de Charité; puis que le premier Devoir consiste à rendre ce que l'on a reçu, au lieu que, dans l'autre il s'agit de donner le premier. Ainsi la nécessité où l'on se trouve de reconnoître les services reçus, fait que l'on est censé n'avoir pas occasion d'exercer la Bénéfice, lors que l'on ne peut satisfaire en même tems à ces deux Obligations. Cela est si vrai, que l'on ne doit pas même faire du bien à ses propres Parens, qu'après s'être acquitté envers les autres des Devoirs de la Reconnoissance; à moins que l'on n'ait avec les premiers quelque engagement plus étroit qui rende plus forte & plus indispensable l'Obligation de la Bénéfice.

9. En matière de Loix faites par différentes Puissances, dont l'une est subordonnée à l'autre, la Loi de la Puissance inférieure cède à celle de la Puissance supérieure. Ainsi il faut (f) obéir à DIEU, plutôt qu'aux Hommes; & à son Souverain, plutôt qu'à son propre Père.

(f) Voyez Act. IV, 19.

10. Une Loi l'emporte ordinairement sur l'autre, selon qu'elle a pour objet une chose plus noble, plus utile, ou plus nécessaire.

11. Ceux, avec qui l'on a des liaisons & des relations plus étroites (10), doivent être préférés aux autres, toutes choses d'ailleurs égales, lors qu'on ne sauroit en même tems s'acquitter envers tous de ce qu'on leur doit (g). C'est le fondement de cette règle de l'Apôtre St. Paul (h): Pendant, dit-il, que nous en avons le tems, faisons du bien à tout le monde, & principalement à ceux qui sont de la famille de la foi; c'est-à-dire, à ceux qui croient en l'Evangile.

(g) Voyez un grand passage de Cicéron, rapporté ci-dessus, Liv. III. Chap. III. §. 15. (h) Galates, VI, 10. Voyez aussi I. Corinth. VIII, 13. & I. Timoth. V, 8.

(7) Cette Règle n'est vraie, qu'en supposant toutes choses d'ailleurs égales. Car, s'il s'agit de deux Conventions directement opposées, la postérieure en date doit l'emporter, soit que la première ait été faite avec serment, ou non. Que si les Conventions sont seulement différentes, la particulière a plus de force que la générale. Notre Auteur, pour avoir suivi aveuglement Grotius en cet endroit, établit ici une maxime, qui semble être fondée sur un principe qu'il a lui-même réfuté ailleurs, je veux parler de l'opinion de Grotius, qui prétend, que le Serment ajouté à une Promesse produit une Obligation nouvelle & toute particulière, en vertu de laquelle il faut donner aux engagements, où il intervient, une interprétation plus étroite, qu'à ceux que

l'on contracte sans prendre à témoin la Divinité. Titius, Obs. CCCCXLV.

(8) Je m'étonne, que notre Auteur n'ait pas pris garde, que toutes les Règles suivantes se trouvent renfermées dans la V. dont elles ne sont que des conséquences. Cela est si vrai, qu'il a lui-même omis les trois dernières, dans l'Abbrégé, de Officio Hom. & Civis, Lib. I. Cap. XVII. §. 13.

(9) Voyez l'explication de cette distinction, ci-dessus, Liv. III. Chap. IV. §. 9.

(10) Voyez la Dissertation, de Mr. Budé, intitulée: De comparatione obligationum, quæ ex diversis hominum, statibus oriuntur; dans les Selecta Jur. Nat. & Gent. pag. 680. & seqq.



## CHAPITRE XIII.

*Comment se vident les différens survenus entre ceux qui vivent dans l'état de la Liberté Naturelle.*

Il faut s'acquitter de son pur mouvement de ce que l'on doit à autrui. Les inimitiez ne doivent pas être éternelles.

(a) Voyez la belle Harangue de Caius Pontius, dans Tite Live, Lib. IX. Cap. I.

(b) Plutarch. in ejus Vita, pag. 344. E.

Dans l'Etat Naturel il n'y a point de Juge, qui puisse prononcer avec autorité sur les différens survenus.

(a) De Civ. Cap. I. §. 9.

(b) Liv. II. Chap. II. §. 2.

§. I. LA LOI Naturelle veut sans contredit, que les Hommes s'acquittent d'eux-mêmes de ce qu'ils se doivent les uns aux autres; & que, si l'on a causé du dommage, on en offre de son pur mouvement la réparation à ceux qui l'ont reçu. Que si l'on a offensé quelqu'un malicieusement, la même Loi ordonne, que l'on en témoigne un sincère repentir, & qu'on lui promette de ne plus lui faire du mal, en lui donnant même des sûretés pour l'avenir. Lors que ces marques de repentir n'ont point été arrachées par force, & qu'elles sont uniquement produites par un remors de conscience, qui a fait rentrer l'offenseur en lui-même, & qui lui a mis devant les yeux l'injustice de sa conduite; elles témoignent suffisamment, qu'il n'est plus dans de mauvaises dispositions. Ainsi la personne offensée doit alors lui pardonner de bon cœur, & vivre désormais en bonne amitié avec lui : autrement (a) elle sera seule coupable d'avoir rompu la paix sans aucun sujet. En effet, il y auroit de l'inhumanité & de la férocité à nourrir éternellement les inimitiez, & à ne point avoir de repos, que l'on n'eût satisfait son ressentiment par une vengeance cruelle. C'est un mort barbare, que celui de Caton l'Ancien, dont on rapporte, qu'ayant rencontré, au sortir du Barreau, un jeune homme, qui venoit de faire noter d'infamie un ennemi de feu son Père, il lui dit, en lui prenant la main; *Que (b) c'étoit ainsi qu'il falloit honorer la mémoire d'un Père, en offrant à ses Manes, non des sacrifices d'agneaux ou de chevreaux, mais les larmes & les fêlures de ses ennemis.*

§. II. MAIS, outre qu'il y a dans le monde peu de ces Ames bien nées, qui se portent d'elles-mêmes à s'acquitter de leurs Devoirs; il arrive quelquefois, que l'on ne convient pas de la justice des prétensions d'autrui. Par exemple, on nie la dette, ou bien l'on croit ne pas devoir autant que l'autre Partie nous demande : on veut payer le dommage, que l'on avoue avoir causé, mais on soutient, que celui, qui l'a reçu, le taxe trop haut : on conteste à quelqu'un certains droits qu'il s'attribue, ou du moins l'usage qu'il en fait, & l'étendue qu'il leur donne : on n'est pas d'accord sur le règlement des limites, sur l'interprétation d'un Traité, & sur plusieurs autres choses semblables. En ce cas-là, ceux qui vivent dans l'état de la Liberté Naturelle, n'ont point de Juge commun, pour décider & terminer leurs différens avec autorité. *Hobbes* (a) soutient pourtant, que, dans l'Etat Naturel, chacun est Juge absolu de ce qui le regarde. Mais nous avons dit (b) ailleurs, en quel sens il faut entendre cela, c'est-à-dire, que, personne ne reconnoissant alors de Supérieur, chacun est l'arbitre souverain de ses propres actions, qu'il doit néanmoins régler conformément aux maximes de la Loi Naturelle. Ainsi, dans l'Etat Naturel, il est libre à chacun de négliger ou de maintenir son droit, de dissimuler une injure, ou d'en poursuivre la réparation. Mais lors que l'on prononce sur son affaire propre, celui, avec qui l'on est en démêlé, n'est point obligé de s'en tenir à notre jugement. Car, quand même l'on souhaiteroit d'agir avec un entier désintéressement, & que l'on auroit protesté avec serment de juger selon ce qui nous paroîtroit juste & équitable; l'autre peut croire son sentiment aussi raisonnable, que le nôtre; & ainsi, lors qu'ils se trouveront différens, on n'avancera rien, tous les Hommes étant égaux dans l'Etat Naturel. Ajoutez à cela, que la plupart des gens (1) sont très-mauvais juges dans leur propre cause; qu'il n'y

§. II. (1) Σχολὴν δὲ οἱ φιλόσοφοι φαῖναι περὶ τοῦ τοῦ ὁμοῦ. Aristot. Polit. Lib. III. Cap. IX.

(2) Ne-

a. (2) personne qui trouve les injures, qu'il reçoit, plus petites qu'elles ne sont effectivement. & que la plupart au contraire les grossissent par leur imagination.

§. III. LA Loi Naturelle ne permet pas néanmoins d'avoir d'abord recours à la voie des armes pour maintenir un droit, que l'on croit avoir. Il y a, comme le disoit très-bien Ciceron, deux (1) manières de vider un différent : l'une, par la discussion des raisons de part & d'autre : l'autre, par la force. La première est particulière à l'Homme : l'autre n'appartient proprement qu'aux Bêtes. Il ne faut donc en venir à la dernière, que quand il n'y a pas moyen d'employer la première (a), c'est-à-dire, lors que le différent ne peut être terminé par une conférence amiable entre les Parties, ou avec ceux à qui elles en ont donné commission : quoi que, selon l'usage ordinaire, les Traitez & les accommodemens ne viennent guères qu'après que l'on s'est bien battu, & que les esprits ont été adoucis par les calamitez de la guerre. Le (b) Sort est encore une voie très-propre à terminer un différent, lors que la nature de l'affaire le permet, & que les Parties y consentent. Mais si les conférences des Parties sont inutiles, & que l'on ne veuille pas exposer à la décision aveugle du Sort, une Cause que l'on croit soutenue de bonnes raisons; il reste encore un parti de douceur à prendre, c'est que les deux Parties s'engagent réciproquement à s'en remettre au jugement (c) d'un Arbitre. Il faut seulement remarquer ici avec (d) Grotius, que, bien que, dans une affaire litigieuse, les deux Parties doivent l'une & l'autre chercher tous les moyens possibles d'accommodement, afin d'éviter la guerre; celui qui demande, y est pourtant plus obligé, que celui qui possède; la Cause du possesseur étant toujours favorable, même par le Droit Naturel.

§. IV. LA raison qui oblige de s'en rapporter à un Arbitre, fait voir d'abord de quelle manière il doit se comporter. En effet, on le prend, parce que l'Amour propre (a) rend chacun suspect en sa propre cause. Il doit donc sur tout prendre garde de ne rien donner à la faveur, ni à la haine, & de ne prononcer à l'avantage de l'une des Parties, qu'autant que le droit est de son côté : après quoi il peut se moquer (b) de l'injuste ressentiment de celle qui a perdu sa cause.

De là il paroît, qu'un homme ne peut pas raisonnablement être pris pour arbitre dans une affaire, où il a lieu d'espérer, en faisant gagner l'une des Parties, quelque avantage, ou quelque gloire, qui ne lui reviendrait pas, s'il prononçoit en faveur de l'autre; en un mot, toutes les fois qu'il a quelque intérêt particulier, que l'une des deux Parties demeure victorieuse. Car, en ce cas-là, le moyen qu'il garde exactement cette neutralité & cette indifférence impartiale, qui doit faire le caractère d'un Arbitre (1) ?

Il s'en suit encore de là, qu'il ne (c) doit y avoir entre l'Arbitre, & les Parties, aucune (d) Convention ni aucune Promesse, en vertu de laquelle il soit tenu de prononcer contre le droit en faveur de l'une des Parties. Et il ne peut prétendre d'autre récompense de son jugement (2), que celle d'avoir bien jugé. Il y a bien entre les Parties, & l'Arbitre, une Convention au sujet de l'arbitrage, dont il est chargé : car un homme ne peut être Arbitre, que du consentement des Parties, & il lui est libre aussi d'agréer ou de refuser la proposition de ceux qui veulent le prendre pour juge de leur différent. Mais l'obligation, où est un Arbitre de prononcer selon ce qui lui paroît juste & équitable, n'est pas fondée

Lors qu'un différent ne peut être terminé par une conférence entre les Parties, il faut s'en remettre à des Arbitres.

(a) Voyez Ovid. Trist. Lib. V. Eleg. X. vers. 43. & Grotius, Lib. II. Cap. XXIII. §. 7.

(b) Voyez Grotius, ubi suprà, §. 9.

(c) Grotius, ibid. §. 8.

(d) Ibid. §. 11.

Devoir des Arbitres. Il n'y a point de Convention entre l'Arbitre, & les Parties. En quel sens on est tenu d'acquiescer à la sentence, juste, ou non ?

(a) Voyez Digest. Lib. II. Tir. I. De Jurisdic. Leg. X. & Plutarch, de adul. & amici discrimine.

(b) Voyez ce que disoit Bias, dans Diog. Laërce, Lib. 8. §. 87. & A. Gellius, Lib. I. Cap. III.

(c) Voyez Hobbes, De Cive, Cap. III. §. 14.

(d) Comme celle du Pape Leon X. avec les Vénitiens, & l'Empereur Maximilien, qui avoient passé un Compromis entre ses mains.

Voyez Guicciardin. Hist. Lib. XI. circa fin. & Lib. XII. p. 345.

(2) Neque cuiquam mortalium injuria sua parva videntur: multis eas gravius aquo habuere. Cæsar, in Orat. apud Sallust. in Belle Gallic.

§. III. (1) Nam cum sint duo genera decertandi, unum per disputationem, alterum per vim: cumque illud proprium sit hominibus, hoc belluarum: confugiendum est ad posterius, si uti non licet superiore. De Offic. Lib. I. Cap. XI. Voyez Justin, Lib. VIII. Cap. I. num. 4. & seqq.

§. IV. (1) Πάταξέ τις αἰσχροτάτην ὁ διακρινάς διακρινάτος ἢ, ὁ παύσθ'. Aristot. Politic. Lib. IV. Cap. XII. Voyez Diodore de Sicile, Lib. I. Cap. XCV. pag. 85. A. Ed. Rhod. Ainsi c'est un vilain personnage que celui que joué-

rent les Romains; lors qu'ayant été pris pour arbitres par les Ariciniens, & les Ardéatiens, ils s'adjugèrent à eux-mêmes & s'approprièrent sans aucune honte les terres, qui faisoient le sujet du différent entre ces deux Peuples voisins. Tir. Liv. Lib. III. Cap. LXXII. Voyez un pareil exemple, de Philippe de Macedoine, dans Justin, Lib. VIII. Cap. III. à la fin.

(2) C'est l'éloge, que Pline donne à Trajan, au sujet des causes, sur lesquelles cet Empereur prononçoit. Nec aliud tibi sententia tua pretium, quam bene judicasse. Pantegy. Cap. LXXX. num. 1.

sur cette Convention. La raison de cela ce n'est pas tant, parce qu'une Convention ne pourroit rien ajouter à l'Obligation où l'Arbitre est d'ailleurs par la Loi Naturelle, de juger selon ce qui lui paroît juste; que parce que de cette manière il y auroit un progrès à l'infini, qui rendroit l'arbitrage entièrement inutile. En effet, une telle Convention se réduiroit à ceci, que les Parties s'engageroient de s'en tenir à la décision de l'Arbitre, supposé que la sentence fût juste. Or, dans toute Convention qui ne diminue rien de la Liberté Naturelle, chacun des Contractans est en droit d'examiner, si l'autre a tenu ce à quoi il s'étoit engagé. Lors donc que la sentence de l'Arbitre paroît injuste à l'une des Parties, ou le seroit même effectivement, il naîtroit de là un nouveau différent, dont la décision ne pouvant appartenir ni à l'Arbitre, ni aux Parties, il faudroit avoir recours nécessairement à un autre Arbitre, & après celui-ci à un autre encore, & ainsi à l'infini. D'où il s'ensuit, que la Convention, par laquelle les Parties s'engagent à s'en tenir au jugement d'un Arbitre, doit être pure & simple, & non pas sous condition, que la sentence soit juste (3).

(c) Voyez *Grotius*,  
Lib. III. Cap. XX.  
§. 46. num. 2.

Il est clair encore (c), qu'on ne peut pas appeler du jugement d'un Arbitre (4), n'y ayant point de Juge supérieur, pour redresser la sentence. Cela a lieu même dans les Sociétés Civiles, lors qu'il n'importe point au Souverain de quelle manière se vuide l'affaire, qui a été remise à la décision d'un Arbitre, du commun consentement des Parties. Que si en quelques endroits il est permis d'appeler de la sentence d'un Arbitre, c'est en vertu d'une Loi purement Positive. On donne même quelquefois le nom d'*Arbitres* à certains Juges extraordinaires, commis pour examiner & décider une affaire sans toutes les formalitez & les longueurs des procédures du Barreau. Ainsi rien n'empêche qu'on n'appelle d'un tel Jugement.

Au reste, lors qu'on dit, qu'il faut en (5) passer par le jugement de l'Arbitre, soit que la sentence se trouve juste, ou injuste, cela doit s'entendre avec quelque restriction. J'avoue, que, quelque bonne opinion qu'une Partie eût conçue de la justice de sa cause, cela ne suffit pas pour l'autoriser à se dédire du compromis. Mais s'il paroît manifestement, qu'il y a eu de la collusion entre l'Arbitre, & l'autre Partie, ou qu'elle l'avoit gagné par des présens, ou qu'ils avoient fait ensemble une Convention à notre préjudice; on n'est point alors obligé de se soumettre à la sentence d'un tel Juge, qui aiant témoigné une partialité si visible, ne sauroit plus soutenir le personnage d'Arbitre.

On prend quelquefois plus d'un Arbitre; & en ce cas-là il faut, s'il se peut, faire en sorte qu'ils soient en nombre impair: autrement, lors que les sentimens se trouveroient partagez, il n'y auroit pas moyen de terminer le différent par cette voie.

Il y a deux sortes  
d'Arbitres. Dans  
un doute, on  
présume que  
l'Arbitre doit  
juger selon les  
Loix rigoureuses  
de la Justice.

(a) Ubi supra,  
§. 47.

§. V. GROTIUS (a) dit, que, pour savoir à quoi est tenu un Arbitre, il faut considérer, s'il a été pris en qualité de Juge, ou bien si on lui a donné un pouvoir plus étendu, en sorte qu'il soit autorisé à prononcer plutôt selon les maximes de l'Equité & de l'Humanité.

(3) *Qualem autem sententiam dicat Arbitr, ad Præterem non pertinere* Labco ait: *dummodo dicat quod ipsi videntur.* Et ideo si sit fuit in arbitrum compromissum, ut certam sententiam dicat; nullum esse arbitrium. Digest. Lib. IV. Tit. VIII. *De receptis, qui arbitrium receperunt, ut sententiam dicant*, Leg. XIX. princ. De là vient, que, selon les mêmes Jurisconsultes, la sentence d'un Arbitre doit terminer entièrement l'affaire, & non pas la renvoyer au jugement d'un autre Arbitre. *Idem* Pedius probat: *ne propagentur arbitria, aut in alios interdum inimicos agentium transferantur, sua sententia finem controuersa eum imponere oportet.* Ibid. Leg. XXXII. §. 16. Au reste, pour ce qui regarde le Compromis des Parties, & les qualitez ou les Devoirs des Arbitres, en matière des affaires particulières des Membres d'un même Etat, on peut voir tout le Titre, que j'ai cité; comme aussi les Loix Civiles dans leur ordre naturel, par *Danmar*, I. Part. Liv. I. Tit. XIV. & le Droit Public du même Auteur, Liv.

II. Tit. VII.

(4) *Ad hoc summum quisque causa sua judicem facit, quemcumque elegit.* Plin. Hist. Nat. Præfat. *Hi si tunc iussu autori subditi sunt dicant, et non oportet ipsos iussu danti, ut in his [iussu] danti est iussu ipsius dicantur.* Lucian. in *Abdicato*, Tom. I. pag. 715, 716. Ed. Amsterdam.

(5) Cela est dit formellement dans une Loi, où l'on oppose les Arbitres, dont il s'agit ici, à une autre sorte d'Arbitres, au jugement desquels on n'est tenu d'acquiescer, que quand il est conforme aux règles de l'Equité. *Arbitrorum enim genera sunt duo: unum ejusmodi, ut siue æquum sit, siue iniquum, parere debeamus; quod observatur, cum ex compromisso ad arbitrium itum est: alterum ejusmodi, ut ad boni viri arbitrium redigi debeat.* Digest. Lib. XVII. Tit. II. *Pro socio*, Leg. LXXVI. Voyez les Loix suivantes.

§. V.

manité, que suivant les Loix rigoureuses du Droit étroit. En effet, quelquefois les deux Parties en appellent à la Justice rigoureuse; & en ce cas-là l'Arbitre, aussi bien que le Juge, doit peler exactement les raisons de part & d'autre: quelquefois l'une des Parties, qui s'en rapportent à un Arbitre, se fonde sur le Droit étroit, mais l'autre demande quelque adoucissement, ou en appelle à l'équité. Et par l'*Equité* on n'entend pas proprement ici cette droite & commode interprétation des Loix, dont nous avons traité dans le Chapitre précédent, & qui est du ressort même d'un Juge subalterne; mais un tempérament du Droit rigoureux, selon les maximes de l'Humanité, de la Charité, de la Compassion, & d'autres semblables Vertus, tempérament qui ne peut être apporté que par le Juge Souverain, ou par un Arbitre à qui l'on a donné pouvoir de prononcer sur ce pied-là. Mais dans un doute on présume que l'Arbitre est tenu de suivre exactement les Règles de la Justice. En effet, outre que c'est faute de Tribunal commun que l'on se remet au jugement d'un Arbitre; en matière d'affaires obscures (1) on prend toujours le parti qui donne le moins d'étendue aux choses, comme celui où il y a le moins d'inconvénient: & ici l'Arbitre ne peut pas si aisément faire du tort à quelcune des Parties en prononçant selon la rigueur du Droit, que si son pouvoir s'étendoit plus loin. D'ailleurs, ceux qui, sans aucun compromis des Parties, interviennent en qualité d'amis communs, pour tâcher de les accommoder, sont ceux à qui il appartient principalement d'exhorter les Parties à relâcher un peu de leur droit.

Au reste, il est clair, que, dans un différent entre deux Citoyens d'un même Etat, l'Arbitre doit ordinairement juger selon les Loix Civiles, auxquelles les Parties sont soumises l'une & l'autre. Mais lors que les Parties ne reconnoissent point ici bas de Tribunal commun, l'Arbitre doit se régler sur le Droit Naturel, à moins que les Parties n'aient consenti elles-mêmes de se conformer aux Loix Positives d'un certain Etat.

§. VI. LE même Auteur (a) remarque encore, que les Arbitres nommez par des Souverains doivent prononcer sur le *pétitoire*, ou sur l'affaire principale, & non pas sur le *possessoire*; car, dit-il, les jugemens sur le possessoire ne sont que de Droit Civil; & le droit de posséder suit la Propriété, par le Droit des Gens, ou de la Nature. J'avoue, que, selon les maximes du Droit Naturel, il ne paroît pas nécessaire, que celui, qui a été dépossédé, soit d'abord remis en possession, avant que l'on ait pris connoissance de l'affaire, sur tout si la Cause peut être jugée en peu de tems. Mais cela n'empêche pas, à mon avis, qu'en plusieurs différens un Arbitre ne doive commencer par examiner qui est le Possesseur, pour savoir quelle des deux Parties est obligée à prouver (1). En effet c'est au Demandeur à exposer clairement ses prétensions & ses raisons: mais le Possesseur n'a autre chose à faire qu'à les réfuter; si ce n'est que quelquefois il doit, du moins par surabondance de droit, alléguer les titres de sa possession. Il ne faut pourtant pas, que les Arbitres se contentent de prononcer sur la possession: car ce n'est pas pour cela qu'on a accoutumé de prendre des Arbitres, la chose étant d'ordinaire assez évidente, mais seulement afin qu'ils terminent l'affaire principale, en sorte qu'il ne reste plus désormais aucune contestation là-dessus. Que si une fois on est entré dans la discussion de l'affaire principale, le Droit Naturel veut sans contredit, que l'on ne change rien à l'état des choses jusques à ce que la sentence soit prononcée, & que si le Demandeur ne justifie pas alors ses prétensions, on décide en faveur du Possesseur.

Si les Arbitres doivent prononcer sur le possessoire?

(a) *Vbi supra*, §. 48.

§. VII. IL ne faut pas confondre avec les Arbitres proprement ainsi dits, ceux que l'on ap-

Des Médiateurs de la Paix.

§. V. (1) *Semper in obscuris, quod minimum est, sequimur.* Digest. Lib. L. Tit. XVI. Leg. IX.

§. VI. (1) *Exitus controversia possessionis hic est tantum, ut prius pronuncietur iudex, uter possideat: ita enim fiet, ut si, qui victus est de possessione, petitoris partibus fungatur, & tunc de domino quaratur.* Digest. Lib. XLI. Tit. II. De *adquirenda vel omittenda possessione*, Leg. XXXV. D'ailleurs, comme il y a quelquefois de grandes presom-

ptions en faveur de l'une des Parties, l'Equité veut, que, si elle a été, par exemple, dépossédée par une injuste violence, on la remette d'abord en possession, sans attendre la discussion du *pétitoire*, qui peut être longue & embarrassée, & afin que, pendant ce tems-là, le détenteur ne jouisse pas paisiblement des fruits de sa violence, & des avantages de la possession. Voyez Mr. Tinsin, *Observ. in Lauterbach*, Obf. MLXXI.

TOM. II.

Q

§. VII.

(a) Voyez Guicciardin. Hist. Lib. IV. où l'on examine la question, si *Hercule*, Duc de Ferrare, doit faire les fonctions d'Arbitre, ou de Médiateur, entre les Vénitiens, & les Florentins.

(b) Cap. de clauftris.

(c) Voyez T. Liv. Lib. XLIV. Cap. XIX. in fin. & Justin. Lib. VI. Cap. VI. num. 1.

Comment doit s'y prendre un Arbitre, lors que les actes, sur lesquels il faudroit prononcer, se trouvent perdus?

appelle *Médiateurs*, qui voient deux Princes, par exemple, sur le point de se faire la guerre, ou déjà actuellement aux mains l'un contre l'autre, interviennent de leur pur mouvement, & tâchent de les porter à quelque accommodement, ou par leur autorité, ou par des raisons, ou par des prières (a). Cette médiation paroît avoir pour principe un si louable motif, qu'il faudroit être bien sauvage pour rebuter fièrement ceux qui nous l'offrent, quand même ils paroîtroient avoir des relations particulières avec l'autre Partie. Car, outre qu'il dépend de nous d'accepter, ou non; les propositions qu'ils nous font; ce sont ordinairement les amis, qui en usent ainsi, pour éviter d'épouser la querelle de l'une des Parties. Souvent aussi on a grand intérêt, que la guerre ne s'allume ou ne s'entretienne entre deux Princes, soit parce qu'il en voleroit quelques étincelles dans nôtre País, soit à cause qu'il est dangereux pour nous, que ces deux Princes, soient ruinez ou affoiblis, ou l'un des-deux seulement. En ce cas-là, nôtre propre conservation demande, que nous travaillions sérieusement à étouffer de bonne heure le feu qui s'est pris chez nos voisins. Les *Chrétiens* sur tout devoient s'empressez avec ardeur à pacifier les démêlez de leur prochain. Et la justice de ce Devoir est si sensible, que l'*Alcoran* même, d'ailleurs si plein de choses extravagantes, le prescrit à ses Sectateurs: car on y trouve (b), que, si deux Nations ou deux Provinces de *Musulmans* sont en guerre, il faut que toutes les autres s'unissent pour les accommoder, & pour obliger celle qui a tort, à faire satisfaction à l'autre.

Il est certain, que plusieurs Princes intéressez à la pacification d'un différent, peuvent travailler de concert à le terminer, & régler d'un commun accord jusques où il sera permis à chacun d'entr'eux de se mêler dans cette querelle. Bien entendu néanmoins qu'aucun d'eux ne se trouve déjà engagé par un Traité particulier à fournir du secours à l'une des Parties, au cas que l'on en vienne aux mains: car une Promesse ne sauroit être ni annullée, ni restreinte, par une Convention postérieure faite avec un tiers. Rien n'empêche aussi, qu'après avoir bien examiné les prétensions respectives de part & d'autre, ils ne dressent ensemble des Articles de Paix, selon ce qui leur paroît le plus juste & le plus raisonnable, pour les proposer aux Princes, qui sont en guerre, leur déclarant en même tems, que, si l'un d'eux refuse de faire la Paix à ces conditions; ils prendront le parti de l'autre, qui les aura acceptées (c). Par là on ne se rend nullement Arbitre des deux Parties, malgré elles, & l'on ne s'attribue pas le droit de décider leur différent avec autorité; ce qui seroit contraire à l'état de la Liberté Naturelle. On ne leur fait pas non plus cette proposition d'une manière à prétendre, qu'elles soient absolument obligées d'y acquiescer. Mais, comme le Droit Naturel permet à chacun de joindre ses armes à celles d'un autre, à qui il croit que l'on fait du tort, sur tout lors que cette injure est capable de lui attirer du mal à lui-même; on témoigne par là manifestement un amour extrême de la Paix & de l'Equité, en ce que l'on souhaite d'accommoder les autres à des conditions raisonnables, & qu'on ne veut point prendre les armes contre ceux qui refusent nôtre médiation, avant que d'avoir tenté cette voie de douceur, qui est d'autant plus louable, qu'elle peut aisément arrêter le cours d'une guerre sanglante. Cependant ceux qui veulent intervenir en qualité de Médiateurs, doivent bien se souvenir de la réflexion que fait un ancien Historien au sujet de la Ville de *Marseille*: (1) *Elle se rendit mal à propos*, dit-il, *l'arbitre, pour ainsi dire, du parti le plus fort*, c'est-à-dire de celui de *César*, à quoi on ne doit s'exposer que quand on est en état de réprimer ceux qui s'obstinent à continuer la guerre.

§. VIII. POUR ce qui regarde la manière de plaider & de juger une Cause, portée devant des Arbitres, le Bon Sens seul découvre assez comment il faut s'y prendre, selon la nature des affaires. Ainsi il seroit superflu de s'arrêter ici beaucoup à faire voir, comment les.

§. VII. (1) *Festinationem itineris ejus [Cæsaris] aliquandiu morata Massilia est, fide melior, quam consilio prudentiar: inimpetivum principum armorum arbitria captans,*

*quibus ii se debent interponere, qui non parentem coercere possunt. Velleius Paterculus, Lib. II. Cap. I.*

les Parties doivent exposer leurs prétentions & leurs preuves; comment il faut former l'état de la Cause; comment l'Arbitre doit prononcer, après avoir examiné les raisons de part & d'autre &c. Il faut remarquer seulement, que, quand l'une des Parties ne peut prouver ce qu'elle avance que par des actes, qui se trouvent perdus, il ne reste à l'Arbitre d'autre expédient, que celui de déferer le Serment à l'une des Parties, avec le consentement de l'autre. Je dis, avec le consentement de l'autre: car autrement, dans l'état de la Liberté Naturelle, personne n'est obligé, à mon avis, de remettre ses droits à la conscience de la Partie. Il est permis aussi aux Parties de s'en rapporter d'un commun accord à la décision du Sort, ou de vider l'affaire par un Duel; comme cela se pratiquoit autrefois parmi plusieurs Peuples. Du reste, la perte des actes nécessaires à la justification d'un fait, ne diminue rien par elle-même du droit de celui en faveur de qui ils avoient été faits: tout ce qu'il y a, c'est que, devant les Tribunaux Civils, on implore en vain l'autorité du Juge, lors que l'on n'a pas en main de quoi faire voir son droit. Mais, dans l'Etat Naturel, il suffit que l'on en soit bien assuré soi-même, pour pouvoir légitimement le maintenir & se faire faire raison, quand même celui, par rapport auquel on a acquis ce droit, le nieroit (a).

(a) Voyez *Con-  
nectagium, de unio-  
ne Lusitania*, Lib.  
V. pag. 222. &  
*Quintil. Declam.*  
CCCXII.

§. IX. LES Arbitres, aussi bien que les Juges, doivent agir avec une entière impartialité, lors que, sans aucun Serment d'une ou d'autre part, les deux Parties soutiennent précisément le contraire, en matière d'une chose de fait, c'est-à-dire, qu'il ne doit en croire ni l'une ni l'autre, mais bien examiner les indices, les raisons, & les pièces ou les actes fideles, qui peuvent servir à découvrir la vérité. Que si tout cela ne suffit pas, il faut prononcer sur la déposition des Témoins, qui est une preuve (1) de moindre force.

Des Témoins.

Il faut que ces Témoins soient dans des sentimens d'une si grande indifférence par rapport aux deux Parties, qu'on n'ait pas lieu de croire vraisemblablement, qu'ils sacrifieront leur conscience à la faveur, à la haine, ou à quelque autre Passion (a). Comme donc une Partie peut récuser les (b) parens & les amis de l'autre, celle-ci de son côté peut récuser ses (2) ennemis déclarez. Quelquefois aussi, par un principe d'Humanité, on n'est pas reçu à déposition dans l'affaire d'un parent, pour n'être pas réduit à la dure nécessité ou de porter témoignage contre une personne que l'on aime, ou d'être tenté de trahir sa conscience. De là vient encore, que, parmi les (c) Romains, il n'y avoit ni Loi, ni Magistrat, qui pût obliger un Client à porter témoignage contre son Patron, ni un Patron contre son Client. Il n'y étoit (3) pas non plus permis de mettre un Esclave à la question, pour l'obliger à déposer contre son Maître, non seulement par la raison dont j'ai parlé, mais encore (4) parce que cela auroit exposé les Maîtres à se voir trahis par leurs Esclaves. La Loi de (d) Moïse veut, qu'il y ait pour le moins deux témoins (5) qui déposent dans une affaire: & ce règlement est très-conforme à la Raison; non seulement parce qu'il est plus facile qu'un seul Témoin se trompe, ou mente, ou se laisse corrompre, que non pas plusieurs, mais encore parce qu'un Juge habile peut découvrir l'imposture des Témoins, en les interrogeant séparément, au lieu qu'il est plus aisé à un seul de se tenir sur ses gardes, & de ne pas se couper (e). J'avoue que par ce moyen quelques crimes échappent à la vengeance des Tribunaux Humains, & qu'une bonne Cause se perd quelquefois, parce qu'il n'y a qu'un

(a) Voyez *Ovid.  
Trist.* Lib. III. E-  
leg. X. vers. 35,  
36. & *Lex Wisg.*  
Lib. II. Tit. IV.  
Cap. XII.

(b) Voyez *Arist.  
Polit.* Lib.  
II. Cap. VI.

(c) Plutarque,  
dans la Vie de  
*Romulus*; selon  
la version de M.  
Dacier. Voyez  
*Lex Wisg.* Lib.  
V. Tit. VII. Cap.  
XI.

(d) Nombres,  
XXXV, 30. *Deut.*  
XVII, 6. XIX, 15.  
Voyez *Selden. De  
J. N. & G. sec.*  
*Heb.* Lib. VII.  
Cap. VI.

(e) Voyez *Plin.  
Hist. Nat.* Lib.  
VIII. Cap. XXII  
& l'Histoire de  
*Susanne*, vers. 1.

§. IX. (1) Ταμεία καὶ τὸ ἡγεμονικόν ἐστιν. *Isen*, Orat. VII. Voyez aussi la III. & *Philon*, sur le Décalogue, pag. 764. A. Edit. Paris. comme aussi *Lex Wisgorth*. Lib. II. Tit. IV. Cap. III.

(2) Dans la Grande Bretagne, on ne recevoit pas autrefois le témoignage d'un Anglois contre un Ecoissois, ni d'un Ecoissois contre un Anglois, à cause de la haine irréconciliable de ces deux Nations. Voyez de *Thou*, Liv. I. *Cambden*, sur l'An 1585. soutient, que cette coutume n'avoit lieu que vers les frontières des deux Roiaumes.

(3) Hormis pour cause d'inceste, dit *Cicéron*, Orat. pro *Milone*, Cap. XXII sur quoi voyez les Interprètes.

(4) Voyez la Harangue de *Cicéron* pour *Deiotarus*,

Cap. XI. *Lucien*, in *Afin*, Tom. II. p. 80. Ed. *Amst. Lyfias*, Orat. de sacro oliva trunco; *Plant.* *Bacchid.* Act. IV. Scen. VI. vers. 20, 21. *Isocrat.* *Trapezitic.* p. 634. & seqq. Edit. Paris. *Aristot.* *Rhetoric.* ad *Alexandr.* Cap. XVII. *Gabriel Sionita*, de *urbibus & moribus Orientalium*, Cap. III. L'Auteur citeoit encore ici, *Lex Wisgorth*. Lib. V. Tit. IV. Cap. XIV. Lib. III. Tit. IV. Cap. X. Lib. VI. Tit. IV. Cap. III. *Capitul. Carol.* Lib. VII. Cap. CCLXXX. *Edictum Regis Theodorici*, Cap. XLVIII. XLIX. CI.

(5) Cela est aussi décidé dans le Code. Et nunc manifeste sancimus, ut unus omnino testis responsio non audiat, etiamsi praelata Curia honore praeferat. Lib. IV. Tit. XX. De testibus, Leg. IX. §. 1. Voyez aussi *Digest.* Lib. XLVIII. Tit. XVIII. De questionibus, Leg. XX.

seul Témoin. Mais cet inconvénient est moindre, que celui, où l'on seroit exposé, si les biens & la vie de tout le monde dépendoient de l'habileté à mentir & de l'effronterie d'un seul scélérat : car il vaut mieux sans contredit, qu'un petit nombre de coupables ne soient pas punis, que si plusieurs innocens étoient injustement condamnés (f). On peut voir dans le *Digeste* (g) les autres choses, qu'il faut observer dans l'usage des Témoins. Ajoutons, que la déposition d'un seul témoin oculaire est de plus grand (6) poids, que celle de dix qui ne parlent que par oui-dire ; & qu'ainsi on ne doit point faire (7) fonds sur le témoignage de ceux qui déposent sur la foi d'autrui.

Comme l'on fait prêter serment aux Témoins, la sainteté de cet acte forme en leur faveur une très-forte présomption de la vérité de ce qu'ils déposent. Cependant, à ne considérer que le Droit Naturel, rien n'empêche que, malgré leur serment, on ne puisse les convaincre de faux-témoignage ; & en ce cas-là, le jugement fondé sur leur déposition, tombe de lui-même, comme le portoient même autrefois les (h) Loix d'*Athènes*. Mais il seroit absurde de permettre à celui, contre qui les Témoins ont déposé avec serment, de renverser ce témoignage en jurant lui-même qu'il est faux : car, outre que par là on donneroit occasion à une infinité de parjures, l'opposition de ces deux Sermens laisseroit l'affaire aussi obscure qu'auparavant (i).

§. X. A L'EGARD de l'exécution de la sentence, je n'ai pas grand' chose à ajouter. Dans l'Etat Naturel, chacun peut, lors que les autres ne s'aquittent pas volontairement envers lui de ce qu'ils lui doivent, se faire raison lui-même par la voie de la force, ou avec le secours de ses alliez ; & nous expliquerons ailleurs au long, en traitant de la Guerre, jusques où l'on peut pousser la chose. Il faut seulement remarquer ici, que l'on devient maître de la chose adjudgée par les Arbitres, non seulement lors que l'on en prend possession, de quelque manière que ce soit ; mais encore lors qu'au défaut de cette chose, on se saisit d'une autre, qui vaut autant, y compris les frais qu'on a été obligé de faire pour l'avoir : car, comme le dit (a) Grotius, toutes les fois que la Justice Expléitrice ne peut obtenir la chose, qui est due, elle se porte à l'équivalent, qui, moralement parlant, est censé le même. On peut dire encore, que naturellement tous les biens d'une personne, qui doit quelque chose à une autre, ou parce qu'elle s'y est engagée par Contrat, ou parce qu'elle a entre ses mains une chose qui lui appartient, ou parce qu'elle lui a fait quelque injure, & causé quelque dommage ; que tous ses biens, dis-je, sont tacitement hypothéqués à celui, envers qui elle est tenue, en sorte qu'il peut se paier là-dessus, si elle ne s'aquitte pas de ce qu'elle lui doit précisément & directement. Et il n'est pas obligé de se contenter de garder comme en gage les choses, qu'il prend à la place de sa dette : car, outre que souvent ces choses-là seroient à charge, si l'on ne pouvoit en disposer absolument ; ce ne seroit pas être païé, que d'avoir simplement la garde d'une chose, au lieu d'une autre, que l'on devoit recevoir en propre. Mais il ne faut pas manquer de déclarer, à quel dessein on se saisit des biens de son Débiteur, si c'est pour les prendre en paiement, ou seulement afin de les garder, & d'obliger par là le Débiteur à nous paier plutôt. L'Equité demande même quelquefois, qu'après s'être approprié les biens du Débiteur, on lui donne le choix, ou de nous les laisser, ou de les reprendre en nous paiant ce qu'il nous devoit. On voit bien au reste, que cette manière d'exécuter une sentence n'a lieu que dans l'état de la Liberté Naturelle (b), & qu'elle est incompatible avec la nature du Gouvernement Civil.

(6) *Pluris est oculus testis unus, quam auris decem.*

Plaut. in *Trucul.* Act. II. Scen. VI. vers. 8.

(7) C'est ce qui s'observe, au jugement de *Philon*, dans les Etats bien policés. Οὐ γὰρ καὶ παρὰ τοῖς ἀ-

ριστὰ πολιτευαμένοις ἀναγκαστὶς νόμος, ἀλλὰ καὶ μακρὸν, ὅτι φέροι τὸ δικασθῆναι αὐτὸς πρὸς τὸ δικαστὴν τελευτῶν. De confusione linguarum, p. 340. B. C. Ed. Paris.

(f) Voyez *Valer. Max.* Lib. IV.

Cap. I. §. 10, 11.

(g) Lib. XXII.

Tit. V. De testi-

bus, Leg. II. III.

princip. §. 1, 2, 3,

4. IV. V. IX.

XIV. XXIX.

XXIV. Voyez ci-

dessus, Liv. III.

Chap. VI. §. 16.

(h) Voyez *Dém.*

*moesthène*, Orat.

in *Emerg.* init. &

ailleurs. Voyez

aussi *Platon*, de

*Legib.* L. XI. cir-

ca fin.

(i) Voyez *P. Alca-*

*ran*, Cap. de *Lur-*

*mine*.

De l'exécution de la sentence.

(a) Lib. II. Cap. VII. §. 2.

(b) Voyez *Digest.*

Lib. XLI. Tit. II.

De acquir. vel

amitt. poss. Leg.

V. Lib. XLVII.

Tit. VIII. De vi

bonorum rapti-

rum &c. Leg. II.

§. 18. Lib. IV.

Tit. II. Quod me-

tus causa &c.

Leg. XIII. Lib.

XLVIII. Tit. VII.

Ad Leg. Jul. de

vi privata, Leg.

VII. VIII.

# LE DROIT DE LA NATURE


## ET DES GENS.

### LIVRE SIXIÈME,

Où il est traité du Mariage, du Pouvoir Paternel, & des droits d'un Maître sur ses Domestiques.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### *Du Mariage.*

§. I.  L'ORDRE veut, qu'après avoir traité des Contrats, & de tout ce qui y a quelque rapport, nous recherchions avec soin l'origine & la nature du Gouvernement Civil, pour développer ensuite les maximes du Droit de la Nature & des Gens, qui supposent cet établissement. Mais, comme on ne sauroit concevoir aucune sorte de Gouvernement qu'entre plusieurs personnes, & que d'ailleurs, selon le témoignage incontestable de l'Ecriture Sainte, DIEU créa d'abord un seul Homme, & une seule Femme, qui furent les chefs de tout le Genre Humain; avant (1) que d'entrer dans la matière du Gouvernement Civil, il faut parler du *Mariage*, d'où proviennent les *Familles*, & qui est, pour ainsi dire, la pépinière des États. En effet, comme le Corps Humain a divers membres, dont chacun en particulier forme une espèce de Corps séparé: de même un Etat renferme plusieurs petites *Sociétés*, les unes *Simplees* & *Primitives*; les autres plus *Composées*. Celles-ci s'appellent ordinairement des (a) *Corps* ou des *Compagnies*, & il peut y'en avoir un grand nombre de différente nature. Les premières sont seulement de trois sortes, savoir, celle du *Mari*, & de la *Femme*; celle du *Père*, & des *Enfants*; enfin celle du *Maître*, & des *Serviteurs*, ou des *Esclaves*. On les appelle *Simplees*, parce qu'elles ne sont pas composées d'autres Sociétés plus petites; & non pas à cause qu'il n'y entre que deux personnes, comme se l' imagine mal à propos un Auteur (b) moderne. Car lors qu'un Père a plusieurs Enfants, & un Maître plusieurs Serviteurs, ou plusieurs Esclaves, leur Société n'est pas pour cela moins simple, que s'ils n'en avoient qu'un seul.

Combien il y a de fortes de Sociétés dans un Etat.

(a) *Collegia*.

(b) J. Frideric. Hornius, de Civitate, Lib. I. Cap. I. §. 2.

§. I. (1) C'est ainsi que Platon dit, que, pour faire de bonnes Loix, il faut commencer par bien régler les Mariages. Γαμικαὶ δὲ νόμοι πρώτοι ἀποδιδόναι τῷ πόλει,

καλῶς δὲ τῷ πόλει πρῶτος ἐκδομένη πάλιν πόλει. De Legib. Lib. IV. pag. 835. A. Edit. Wech. Ficin.

#### §. II.



Le Mariage est la pépinière du Genre Humain.  
(a) Voyez *Senec. Hippolyt. v. 466.*

(b) *Baco, de augm. Scient. Lib. VII. Cap. II.*

Si l'on peut être dans quelque Obligation de se marier ?

§. II. DEPUIS que le Genre Humain fût devenu sujet à la mort, il auroit fallu nécessairement, ou que DIEU créât sans cesse tous les jours de nouveaux Hommes, ou que la race d'une si noble Créature s'éteignît dans l'espace (a) de la vie d'une personne, si le Créateur n'y eût pourvu dès le commencement (1) par la différence des Sexes, & par la faculté naturelle qu'il leur donna de perpétuer leur espèce. Il leur inspira même une douce & forte inclination l'un pour l'autre, aussi bien qu'une grande tendresse pour leur lignée, afin que par là ils fussent portés à faire sans répugnance, & même avec plaisir, les fonctions naturelles, d'où dépend la conservation du Genre Humain, & dont on se feroit aisément dispensé sans cela, ou par pure négligence, ou pour éviter les inconvénients de la grossesse, & les embarras de l'éducation d'une famille. On a même remarqué, que, (b) *dans tous les Animaux généralement, les plaisirs de l'Amour sont plus vifs, que celui du manger & du boire.*

§. III. LA première Question qui se présente ici à examiner, c'est, si ceux, qui se trouvent d'ailleurs en état d'avoir des Enfants, peuvent être dans quelque Obligation de se marier ?

Il y a des gens qui doutent, que le Mariage, & généralement tout ce, à quoi l'on est porté par un désir naturel, comme, par exemple, le soin de sa propre conservation, l'amour & l'éducation de ses Enfants, puisse être mis au nombre des Devoirs de la Loi Naturelle: car à quoi bon, disent-ils, ordonner ce qu'un Instinct naturel nous inspire déjà d'une manière assez forte, & assez persuasive? Mais, bien loin qu'il s'ensuive de là, que le Droit Naturel ne prescrive point de pareilles choses, il faut en inférer au contraire, que la Nature veut qu'on s'en acquitte fort exactement, puis que se défilant, pour ainsi dire, des impressions que la Raison toute seule pourroit faire, pour nous porter à la pratique de ces devoirs, d'où dépend directement & immédiatement la conservation du Genre Humain, elle a fait venir au secours un Instinct si puissant, qu'il est bien difficile d'y résister (a). En effet, si l'on n'étoit sollicité au Mariage par une inclination naturelle (b), où est (1) l'homme, qui voulût s'embarrasser du soin de mettre au monde des enfans, qui fournissent toujours matière de peine & de soucis, & souvent même de grands chagrins? sur tout se voyant obligé pour cet effet à des fonctions naturelles, qui ne sont pas en elles-mêmes fort graves, & à vivre avec des Femmes, dont la société paroîtroit à un homme sage également ennuyeuse & indigne de lui, sans les charmes du Sexe, & les attraits de l'Amour (c). Je n'ignore pas au reste, qu'il y a une grande différence entre l'Instinct de la Nature, & les maximes de la Raison; que même, en plusieurs rencontres, ces deux choses sont diamétralement opposées; & que, toutes les fois que l'Instinct répugne à la Raison, il faut le réprimer avec soin: en quoi paroît principalement la force d'esprit & la grandeur d'ame. Mais, quoi que l'Instinct seul ne produise par lui-même aucune Obligation; il arrive néanmoins quelquefois, que l'on est tenu de faire une chose, à laquelle on étoit déjà porté par l'Instinct (2). Ainsi rien n'empêche qu'il n'y ait quelque Obligation

(a) Voyez *Oppien, Cyneg. III, 107. & seqq. Halientic. I, 702. & seqq.*

(b) Voyez *Emripid. in Med. vers. 1090. & seqq. & Hippol. coron. vers. 616. & seqq.*

(c) Voyez *Valer. Max. Lib. VII. Cap. II. §. 1. ex tern. Montagne, Essai, Liv. III. Chap. V.*

§. II. (1) Quelques Théologiens aiant chicané notre Auteur sur ce qu'il dit ici, voici comment il y répond dans son *Specimen Controversiarum circa Jus Naturale* &c. Cap. III. §. 7. Comme DIEU, qui connoit tout, avoit prévu, que l'Homme deviendrait inévitablement sujet à la mort, il disposa dès le commencement les choses de telle manière, par sa Sagesse infinie, que la diversité des Sexes pût être d'usage, & dans l'état d'intégrité, & dans l'état de corruption. Dans l'état d'intégrité, il devoit naître de là une postérité sainte, qui augmentât le nombre des adorateurs de Dieu. Mais, après le péché, il devoit naître une race corrompue, afin que la Mort, qui est une suite du Péché, ne détruisît pas entièrement le Genre Humain dans l'espace d'une seule génération; le Créateur ne jugeant pas à propos de former une nouvelle tige d'Hommes innocens, & aimant mieux voir la Terre habitée par des gens corrompus,

que si elle demouroit déserte.

§. III. (1) Et les femmes, ne seroient elles pas aussi à leur tour rebutées par bien des choses? Voyez *Mr. Bayle, dans ses Nouvelles Lettres au sujet de la Critique du Calvinisme du P. Maimbourg, Lett. XVI. & l'Essai sur l'Entendement, par Mr. Locke, Liv. II. Chap. XXI. §. 34.*

(2) Avec tout cela, ajoutoit notre Auteur, une mère, qui tue son fruit, né hors du Mariage, pour s'épargner le deshonneur auquel elle seroit exposée, ne laisse pas de pécher contre le Droit Naturel, quoi qu'elle étouffe un instinct par un autre, je veux dire, la tendresse maternelle par la crainte du qu'en dira-t-on? quoi qu'en pense *Grafwinkel*, dans son Commentaire sur *Grégoire*, Lib. I. Cap. I. §. 11. Car ce qui devoit mettre en sûreté la vie de l'enfant, ce n'étoit pas seulement l'instinct naturel, ou l'amour, pour ainsi dire, machi-

nal

tion de vaquer à la propagation de son espèce : en forte pourtant que, comme la fécondité (d) ne dépend pas de nous, un Mari & une Femme, qui vivent dans l'union conjugale, ont aussi bien satisfait à la Loi Naturelle, lors qu'il ne leur est né que peu, ou point d'Enfants, que s'ils se voioient une nombreuse lignée.

§. IV. MAIS, pour traiter cette matière avec ordre, il faut d'abord poser comme un principe certain, à mon avis, que tout usage des parties naturelles dans lequel on se propose uniquement un plaisir sale & brutal, répugne manifestement au Droit Naturel. En effet, plus les aiguillons de l'Amour sont vifs, & plus la Loi Naturelle doit aller au devant des désordres qu'ils pourroient causer dans la Société, & les faire servir au contraire à unir étroitement les hommes. Ainsi elle ne peut que condamner ces passions abominables, qui ont pour objet des bêtes brutes (1), ou des personnes de même sexe; & même la conjonction naturelle des deux sexes (2), qui n'a pas pour but la propagation de l'espèce. Car il est clair, que si une fois tout le monde généralement venoit à être persuadé, que les parties destinées à la génération, ne nous ont été données que pour le plaisir, & que l'on s'en servit uniquement dans cette vûe & à cet usage (3), l'ordre & la tranquillité ne pourroient pas se maintenir dans la Société Humaine. Il n'en faut pas davantage pour faire voir, que tout cela est défendu par le Droit Naturel : car, comme le dit très-bien un Théologien Anglois (a), rien de ce qui ne peut être recherché & pratiqué par tous les Hommes, ne sauroit passer pour conforme à la Raison.

(d) Voyez *Genes.* XXX, 1, 2. *Senec. Controv.* XIII.

Il est contre le Droit Naturel, de se servir uniquement pour le plaisir des parties destinées à la génération.

(a) *Cumbrland;* de *Leg. Natur.* Cap. V. §. 46.

§. V. SI l'on réfléchit attentivement sur la constitution de la nature humaine, on reconnoitra

nal de la mère, mais encore la Loi, qui condamne l'homocide, & à plus forte raison le parricide. Cette mère dénaturée devoit savoir, que la mort d'un pauvre enfant, né en conséquence d'un acte, auquel elle avoit donné son consentement, étoit un bien plus grand mal, que la perte de sa propre réputation. Si elle étoit plus sensible à l'infamie, qu'aux plaisirs de l'Amour, ou à la tendresse maternelle; il falloit se consulter là-dessus, avant que d'accorder les dernières faveurs à un Galant. Et l'enfant ne mérite pas de mourir, pour empêcher que le crime de sa mère ne devienne public.

§. IV. (1) *Plin* regarde ces deux sortes de conjonctions infâmes, aussi bien que l'avortement que les femmes provoquent par des drogues, pour cacher leur mauvaise vie; comme des crimes contre nature, & plus que bestiaux. *In hominum genere maribus diverticula Veneris excogitata, omnia scelere natura: faminis vero abortus. Quantum in hac parte multo nocentiores, quam fera sumus!* *Hist. Nat.* Lib. X. Cap. LXIII. Voyez *Phocylide*; *Æschyl.* *Orat. in Timarch.* *Dio Chrysostom.* *Orat. de pulchrit.* *Sad-der*, *Port.* IX. apud *Thom. Hyde.* *Martial.* Lib. I. *Epigr.* XCI. Dans le *Perou*, (au rapport de *Garcilasso de la Vega*, dans son *Histoire des Incas* Liv. III. Chap. XIII.) le nom même de *Sodomie* étoit tellement en horreur, que, si dans la chaleur d'une querelle, on avoit reproché ce vice à quelqu'un, on passoit pour déshonoré pendant quelques jours. Cependant il étoit si commun parmi les anciens Grecs, que *Platon* (*de Legib.* Lib. VII.) trouve fort difficile de le bannir de sa République. Les *Turcs* même, qui le détectent d'ailleurs, le permettent à l'égard des beaux garçons qu'ils font prisonniers; comme si la Guerre leur donnoit droit d'en disposer à leur fantaisie. *Scipio Ammirat.* *Disc.* Lib. V. Cap. V. Au reste, j'avertis ici une fois pour toutes, que, dans ce Chapitre, j'ai été obligé non seulement de renvoyer à la marge quantité de citations inutiles, mais encore de mettre dans les Notes bien des remarques hors d'œuvre, sur tout purement historiques, en les abrégéant, autant qu'il m'a été possible, sans néanmoins retrancher aucune pensée de l'Auteur. C'est un des endroits de l'Ouvrage, où il prodigue le plus une érudition mal placée, & mal digérée.

(2) Cependant, comme le remarquoit l'Auteur, la

simple Fornication étoit regardée parmi le commun des Païens comme une peccadille, ou plutôt comme une chose entièrement indifférente. Voyez *Plant.* *Curculio.* Act. I. Scen. I. vers. 33. & seqq. *Quintilian.* *Declam.* XIV. Les Docteurs Juifs, au rapport de *Selden*, (*De J. N. & Gent. sec. Hebr. discipl.* Lib. V. Cap. IV.) prétendent aussi, qu'avant la Loi, ces commerces vagues étoient permis, soit uniquement pour le plaisir, ou même pour l'intérêt. Les Païens ne les déchargeoient pourtant pas de toute note d'infamie. Voyez ce qui a été dit ci-dessus, Liv. III. Chap. VII. §. 8. & *Tacit.* *Annal.* Lib. II. Cap. LXXXV. Mais cet abus étoit toléré parmi les Peuples naturellement enclins à l'Amour, pour mettre en sûreté l'honneur des Femmes & des Filles chastes. Et, si les honnêtes gens regardoient comme une chose fort louable, de n'avoir eu commerce qu'avec sa propre femme; on pardonnoit aisément à la jeunesse un peu de galanterie & de débauche. Voyez *Cicer.* *Orat. pro Cælio*, Cap. XVII. & seqq. *Epist.* *Enchirid.* Cap. XLVII. Voyez encore sur cette matière un grand passage de *Mosinus*, dans *Stobée*, *Serm.* VI. & sur tout *Grotius* sur *Matth.* V, 27. Les *Mahometans* croient que la Fornication avec des femmes Esclaves est permise. Mais les *Indiens*, (au rapport de *Pierre della Valle*, *Itiner.* Part. III.) condamnent entièrement la simple Fornication, comme un grand péché. *Plutarque* (dans son *Traité des Vertus des Femmes*) remarque, que, quoiqu'il le de *Chios* soit fameuse par le grand nombre de belles femmes, qu'elle produit, on n'y vit pendant sept-cens ans aucun adultère, ni aucune Fornication.

(3) La chose est claire d'elle-même, & la matière ne permet pas de s'y étendre. Je suis surpris, que deux Professeurs de *Hall* en *Saxe*, d'ailleurs très-zélés partisans de notre Auteur, aient si facilement accordé, que, par le principe de la Sociabilité, on ne sauroit prouver, que la Bestialité, la Sodomie, les commerces vagues &c. en un mot tout usage des Parties naturelles uniquement pour le plaisir, soit contraire au Droit Naturel; & que, pour prouver, qu'il y a du crime, il faut avoir recours à des Loix Divines purement Positives & Universelles. Voyez *Christian. Thomaf.* *Instit. Jurisp. Divin.* Lib. III. Cap. II. & *J. Frid. Ludovici delineatio Historia Juris Divini Naturalis, & Positivi Universalis*, §. 103.

§. V.

La propagation du Genre Humain ne doit se faire que par le commerce d'un Mariage réglé.

noitra encore, qu'il n'est nullement convenable, que la propagation de l'espèce se fasse par des (1) conjonctions vagues & licentieuses, quand même les personnes, qui ont commerce ensemble, ou du moins l'une des deux, auroient intention de mettre des Enfants au monde. Certainement il n'y auroit pas eû grande différence entre l'Homme, & les Bêtes (a) brutes, sans les Loix du Mariage, dont on voit même quelques traces parmi certaines sortes de Bêtes. Il y auroit eû dans le monde un bien plus grand nombre de querelles au sujet des belles femmes, qu'on ne voit de combats entre les Taureaux : cet animal n'étant sensible aux aiguillons de l'Amour que quand la Vache veut porter, ce qui n'arrive qu'une fois l'an; au lieu que l'Homme est porté en tout tems à satisfaire ses desirs. Cette confusion de sémences ne seroit même guères propre à la propagation de l'espèce : car, si une Femme n'accordoit ses faveurs qu'à un seul Homme, ce seroit une espèce de Mariage. D'ailleurs, quand les Femmes sont grosses, elles sont sujettes à bien des incommoditez, & elles ont grand besoin de secours. Mais où est l'homme qui voulût s'embarasser du soin d'une femme, s'il ne la croioit pas grosse de son fait? Et le moien de s'en assurer, hors du Mariage? Il faut aussi bien des soins & de la dépense pour élever des Enfants, à quoi une femme seule ne sauroit suffire. Or quel homme seroit d'humeur de se charger de l'éducation d'un Enfant, qui ne seroit pas de lui? Et comment reconnoitroit-il les siens, si les femmes étoient communes? car c'est une marque bien équivoque, que la ressemblance du visage (b), sur laquelle les anciens Grecs & Romains faisoient tant de fonds. Enfin, comme sans les Loix Matrimoniales on ne sauroit concevoir des Familles distinctes, ni sans les Familles aucune Société Civile; deux choses néanmoins, d'où dépend tout l'ordre de la Vie Humaine : il est clair, que, sans le Mariage, tous les Hommes vivroient dispersés çà & là, & d'une manière à peu près aussi sauvages, que les Bêtes (2). Ajoutez à cela, que, sans le Mariage, n'y ayant point de parenté bien distincte, il ne sauroit non plus y avoir de patrimoines; de sorte que par là on banniroit de la vie une grande partie des avantages qui contribuent à l'entretenir, ou à l'embellir; comme il paroît par l'exemple des Parthéniens, dont parle l'Histoire ancienne (c), lesquels ne sachant qui étoit le père de chacun, & n'ayant point de succession à recueillir, furent contraints d'abandonner leur Patrie, & d'aller chercher fortune ailleurs (3).

§. VI. L'ORDRE de la Société Humaine demandant donc manifestement, que la propagation de l'espèce se fasse selon les Loix du Mariage; il faut voir présentement, si l'on est dans quelque Obligation de se marier, & jusqu'où elle s'étend par rapport à chaque personne, qui est d'un âge & d'une constitution propre au Mariage. Les Loix Civiles de plusieurs Peuples ont fait là-dessus divers réglemens. Les Docteurs Juifs (a) étendoient fort loin cette Obligation à l'égard des Hommes, en vertu de ce précepte (b) divin : *Croissez, & multipliez*; & ils alloient jusqu'à traiter d'homicides, ceux qui négligeoient de vaquer à la propagation de leur espèce (c). Mais ils ne s'accordent pas bien entr'eux pour ce qui regarde les Femmes. Il y a beaucoup d'apparence qu'ils disoient, que les Femmes ne devoient pas se marier précisément en un certain tems, comme les Hommes, parce que cela ne dépend pas d'elles; mais qu'aussi-tôt qu'il se présentoit un bon parti, elles étoient indispen-

§. V. (1) C'étoit la vie des anciens habitans de l'Attique, avant Cécrops, qui abolit la communauté des femmes, & établit le Mariage d'un avec une; d'où vient qu'on le représente comme ayant deux visages, soit parce que, depuis ses Loix Matrimoniales, chacun pouvoit connoître son père, aussi bien que sa mère; ou à cause que, par le lien du Mariage, il unit, pour ainsi dire, deux personnes en un seul & même corps. Voyez *Athen. Lib. XIII. Cap. I. Nonnus, Dionys. Lib. XLI. vers. 382.*

(2) *Horace* attribue les malheurs de Rome & les guerres civiles à la violation des Loix Matrimoniales.

*Fecunda culpa secula nuptias  
Primum inquinavere, & genus, & domos:*

*Hec fonte derivata clades  
In patriam populumque fluxit.*  
*Lib. III. Od. VI. vers. 17. & seqq.*

„ Notre siècle si fécond en vices a premièrement corrompu les Mariages, les Familles, les Maisons, & c'est de „ nos fréquens adulteries qu'est sortie cette source de „ maux, qui a presque submergé tout le Peuple, & inondé „ notre Patrie. J'ai suivi la version de Mr. Dacier.

(3) On peut rapporter ici la plupart des choses que l'on dit contre la communauté des femmes de la République de Platon. Voyez plus bas, §. 15. & *Srob. Serna. LXV. Cabades, Roi de Perse* ayant voulu en établir la mode dans ses Etats, fut déthroné par ses Sujets. *Procop. Hist. Pers. Lib. I. Cap. V. Agathas, Lib. IV.*

§. VI.

(a) Voyez *Virg. Æn. IV, 550.* & la réflexion que fait *Quintilien, Inst. Orat. Lib. IX. Cap. II. p. 660. Ed. Lugd. Bat.* passages, qui étant bien examinés, ne font rien ici.

(b) Voyez *Aristot. Politic. Lib. II. Cap. II. Nicol. Damasc. de mor. Gent. au sujet des Limyriens; Theocrit. Idyll. XVII. Horat. Lib. IV. Od. V. vers. 23. Carull. Epithal. Jul. & Malin.*

(c) *Justin. Lib. III. Cap. IV. Voyez Servius, sur Virg. Æn. III, 551. & Lactant. de falsa Relig. Cap. XX.*

Divers réglemens des Loix Civiles sur l'Obligation de se marier.

(a) Voyez *Selden. Lib. V. Cap. III. Leo Murin. de ritibus Hebr. Part. IV. Cap. II.*

(b) *Gen. I, 28.* Ce n'est qu'une bénédiction. Voyez Mr. Le Clerc.

(c) Les Esséniens pourrissent renonçoient entièrement au commerce des femmes. Voyez *Plin. H. N. Lib. V. Cap. XVII. & Sallust. C. XXXVIII.*

dispensablement obligées de travailler de leur côté à la propagation de leur espèce. *Lycur-que*, ce fameux Législateur de *Lacédémone*, établit (d) une note d'infamie pour ceux, qui refuseroient de se marier. Car il leur étoit défendu de se trouver à ces exercices publics, où les Filles combattoient nues; & les Magistrats les contraignoient de faire le tour de la Place tout nus, au plus fort de l'hiver, en chantant une chanson faite contre eux, où ils disoient en propres termes, qu'ils souffroient justement cette peine, pour avoir désobéi aux Loix. Quand ils devenoient vieux, ils étoient privés des honneurs, des soins, & des respects (e), que les jeunes gens rendoient à la vieillesse. A *Athènes*, aussi bien qu'à *Lacédémone*, il y avoit des actions en Justice contre (f) ceux qui vivoient dans le célibat, ou qui se marioient trop tard (g). La Loi *Pappienne* *Poppéenne* (1) des *Romains* assignoit à ceux qui prenoient femme, des récompenses & des avantages, dont elle privoit ceux qui n'étoient pas mariez, imposant même aux derniers quelque espèce de punition. Les Empereurs (2) Chrétiens abolirent depuis cette Loi, & il y a beaucoup d'apparence, que ce fut à la sollicitation des Ecclésiastiques. De tout cela il s'ensuit, qu'il n'est pas permis de faire (3) Eunuque qui que ce soit, du moins sans son consentement : aussi l'Empereur *Domitien* le défendit-il par une Loi.

§. VII. \*MAIS, à considérer purement & simplement le Droit Naturel, tout ce que l'on peut dire, c'est, que, le Mariage étant le fondement de la Société (1), chacun est véritablement obligé d'entrer dans cet engagement; de telle sorte néanmoins que l'Obligation de se marier n'est fondée que sur une Loi Affirmative, indéterminée, & qui n'oblige pas chaque personne indispensablement & en tout tems : car les Loix Affirmatives supposent toujours, que l'on ait une occasion favorable de les pratiquer. Or l'occasion favorable, qui met dans l'Obligation de se marier, ne dépend pas seulement de l'âge, ou des facultez naturelles, nécessaires pour la génération; il faut encore, pour cet effet, que l'on trouve un parti honnête; que l'on ait de quoi entretenir (2) une Femme, & des Enfants;

(d) *Plu' arch. pag. 48. Ed. Wech.*  
 J'ai suivi Mr. *Dacier.*  
 (e) Voyez ce qu'on raconte de *Dercyllidas*, *ibid.* & in *Apophth. Lacen.*  
 (f) *Ayaylu xal c. ryaquu dixai.* *Jul. Pollux, Lib. III. Cap. dei d. ryaquu.*  
 (g) Voyez, sur cette obligation de se marier, *Stob. Sermon. LXV. Varr. in Lege Moenia, apud Nennium, in Eunuchare: Arrian. Epiot. Lib. III. C. VII. Philipp. Bald. de idolol. Gentil. Part. II. Cap. III. Strab. Lib. VII. pag. 205.*

\* Jusques où s'étend ce que la Loi Naturelle prescrit là-dessus.

§. VI. (1) Voyez *Juste Lipse*, dans ses *Excursus* sur *Tacite*, Lib. III. *Annal. Cap. XXV.* & *Jacques Godefroi*. Voyez aussi *Valer. Maxim. Lib. II. Cap. IX. Festus*, au mot *Uxorium*, avec les Notes de *Scaliger*, & de Mr. *Dacier*: & la Harangue de *César*, dans *Dion Cassius*, Lib. LVI. *Metellus* le Numidique haranguant un jour le Peuple *Romain*, pendant qu'il étoit Censeur, exhorta tout le monde à prendre femme. *Si sine uxore, Quirites, post- semineffe, omnes ea molestia careremus: sed quoniam ita Natura tradidit, ut nec cum illis satis commode, nec sine illis ullo modo vivi possit; saluti perpetua, potius quam brevi voluptati consulendum.* „ Si nous pouvions vivre „ sans femme, Messieurs, nous nous passerions tous de „ cette incommodité. Mais, puis que la Nature a éra- „ bli, que l'on ne pourroit ni vivre avec elles sans quel- „ que incommodité, ni se passer absolument d'elles, „ il faut sacrifier un court plaisir à la nécessité de la vie. *A. Gellius, Lib. I. Cap. VI.*

(2) Voyez *Cod. Lib. VIII. Tit. LVIII. De infirmandis penis calibariis*, &c. & *Sozomen. Hist. Eccl. Lib. I. Cap. IX.*

(3) Voyez *Suétone*, dans la vie de cet Empereur, *Cap. VII.* avec les Notes de *Torrentius*, & de *Cassanbon*. Notre Auteur s'amuse ici à entasser plusieurs passages, où l'usage de faire des Eunuques est condamné. Voyez *Deuter. XXIII, 1.* *Joseph. Antiq. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. Martial. Lib. VI. Epigr. II. Quintilian. Inst. Orat. Lib. V. Cap. XII. Euseb. Prep. Evang. Lib. VI. Cap. VIII. Digest. Lib. IX. Tit. II. Ad Leg. Aquil. Leg. XXVII. §. 28. Novell. CXLII. De his, qui eunuchos faciunt.* Au reste, ajoute-t-il, la principale raison pourquoi les Rois de l'Orient voulurent avoir des Eunuques à leur service, c'est, (selon *Xénophon* & *Cyrop. Lib. VII. pag. 116. Ed. H. Steph. & Héliodore, Ethiop. Lib. VIII. in fine*) que n'ayant ni enfants, ni parens, ils donnent toute leur affection au Prince, qui leur a confié le soin & la garde de la personne, & dont ils font les yeux, & les oreilles. Outre que les Rois pouvoient, par ce moyen, s'appro-

prier plus aisément la succession de ces sortes de gens, qui ne laissoient point d'héritiers. D'autres disent, que, comme le nombre des hommes est plus grand, ou du moins aussi grand que celui des femmes, cela a donné occasion de faire des Eunuques dans les lieux, où la Polygamie est permise. D'autres prétendent, que leur origine vient du droit de la Guerre; le Vainqueur, au lieu de tuer les vaincus, comme il le pouvoit, leur aiant ôté la source de leurs inclinations particulières, & des liaisons de la parenté, pour leur confier plus sûrement la garde de ses biens. Les Eunuques, dit encore notre Auteur, sont ordinairement selon le Proverbe des Indiens, fort mechans, cruels, hautains; au lieu que les Bêtes châtrees deviennent plus traitables. Voyez *Grotius, sur Deuter. XVI, 18.*

§. VII. (1) *Cicéron* le reconnoît formellement, & il veut que le Sage pense à se marier, & à avoir des enfants, aussi bien qu'à se mêler du Gouvernement de l'Etat. *Cum autem ad tuendos, conservandosque homines hominem natum esse videamus: consentaneum est huic natura, ut Sapienter velit gerere & administrare Rempublicam; atque, ut natura vivat, uxorem adungere, & velle ex ea liberis. De finibus bonor. & malor. Lib. III. Cap. XX. Voyez aussi Platon, de Legib. Lib. IV. p. 835.*

(2) *Pline* le Jeune dit, que, quand il s'agit de se marier, il ne faut pas négliger l'article des biens de celui ou de celle que l'on peut épouser, pour savoir si l'on aura de quoi entretenir des enfants selon leur rang & leur condition dans l'Etat. *Cum publicos mores, atque etiam Leges Civitatis intueor, qua vel inprimis census hominum spectandos arbitrantur, ne id quidem praterendum videretur. Et sanè de posteris, & his pluribus, cogitanti, his quoque in conditionibus deligendis ponderandus est calculus. Epist. XIV. num. 9. Voyez la Harangue de *Hortatius*, dans *Tacite, Annal. Lib. II. Cap. XXXVII. En Islande*, les Loix défendent le Mariage à ceux qui sont fort pauvres. Voyez *Arngrimus Jona, de Islandia, Cap. VIII.**

(a) Voyez I. Corinib. VII, 26.

(b) Voyez *Artianus*, in *Epist.* Lib. III. Cap. XXII. *Corn. Nepos*, in *Epamin.* Cap. X. *Charron*, de la *Sagesse*, Liv. I. Chap. XLII. (XLVI.) §. 2, 3. *Bacon*, *Serm.* fid., Cap. VIII.

(c) *Diodor. Sicul.* Lib. XII. C. XII.

(d) Voyez, dans l'*Anthologie*, une *Epigramme*, dont l'Auteur est inconnu; avec la réponse d'*Henri Etienne*.

(e) *Euripid.* *Iphigen.* in *Taur.* vers. 57.

(f) *Cumberland*, de *Leg. Nat.* Cap. VI. §. 9.

Du pouvoir qu'ont les Loix Civiles d'astreindre les gens au Mariage, ou de le leur défendre.  
(a) Voyez les Loix citées dans le §. 6.

& que l'on soit capable de bien soutenir le personnage de Père de famille. Quelquefois aussi les (a) circonstances du tems, & les fonctions d'un Emploi, dont on se trouve chargé, ne permettent pas que l'on pense à se marier. Ainsi non seulement il n'est pas nécessaire, mais ce seroit même une grande folie, que de jeunes Etourdis, qui ne pourroient que remplir l'Etat de misérables, ou qui n'ont pas plus de conduite que des Enfants, s'avissassent de prendre femme. On fera même sagement de différer un peu cette cérémonie, pour avoir le tems de bien cultiver son Esprit, & de se rendre capable de quelque Emploi, dans lequel on puisse être fort utile à la Société; à quoi l'on ne sauroit guères s'appliquer, dès que l'on est marié, soit à cause des mœurs & des coutumes du Pais, soit cause de l'humeur d'une Femme. De plus, comme ce qui rend le Mariage nécessaire, c'est, d'un côté, la propagation de l'espèce; de l'autre, l'ordre & le repos de la Société, qui seroit troublée par des commerces vagues & licentieus: lors que ni l'une ni l'autre de ces deux fins ne se trouve blessée en aucune manière, il ne faut point blâmer le Célibat de ceux, qui aiant le don de continence, croient avec quelque fondement raisonnable, qu'en ne se mariant point ils rendront plus de service au Genre Humain, ou à leur Patrie, que s'ils vivoient dans l'état du Mariage (b). D'autant plus qu'il y a bien peu de gens, qui soient d'un Naturel à ne pas souhaiter de laisser des descendans, & d'un tempérament à ne point sentir d'inclination pour le sexe, ou à pouvoir vivre chaste ment dans le célibat. On doit encore moins blâmer ceux qui ne veulent point donner aux enfans d'un premier lit, une rude Marâtre, ou un Beau-père fâcheux; lors que par là ils causeroient du préjudice à ces enfans, & qu'ils peuvent d'ailleurs eux-mêmes se passer désormais du Mariage, par rapport au but principal de cette union. J'ai dit, *lors qu'ils causeroient du préjudice à leurs enfans*: car cela n'arrive pas toujours; & c'est une Loi trop rigoureuse, que celle du Législateur (c) *Charondas*, qui excluait du Conseil de l'Etat, ceux qui s'étoient mariez en secondes noces; alléguant pour raison, *qu'il n'étoit pas possible, que des gens, qui avoient si peu à cœur l'intérêt de leurs propres Enfans, donnassent de bons conseils à leur Patrie*. D'ailleurs, ajoutoit-il, *s'ils ont été heureux dans leur premier Mariage, ils doivent en demeurer là: & s'ils ont été malheureux, c'est à eux une folie que de vouloir s'exposer encore au même danger*. Mais je dis par rétorsion, que, si l'on a été heureux dans son premier Mariage, on se remarque pour jouir d'un semblable bonheur; & si l'on a été malheureux, on se flatte de trouver le calme après la tempête (d).

Outre l'Obligation générale, où sont tous les Hommes, de la manière dont je l'ai expliquée, on peut être tenu de se marier par une raison particulière. Si, par exemple, la Famille Royale se trouve réduite à la personne seule du Prince, cela lui impose une forte Obligation de tâcher d'avoir des Enfants par une voie légitime, afin d'empêcher l'Interregne, & parce que, sur tout à l'égard des Grands, (e) *les colonnes des Familles sont les enfans mâles*, comme le disoit un ancien Poète.

Au reste, les principes, que nous venons d'établir, sont plus conformes à la nature des choses, que la maxime trop vague d'un Auteur Anglois, qui dit, (f) que, *la Terre étant aujourd'hui assez pleine d'habitans, il est libre de se marier, ou de vivre dans le célibat*.

§. VIII. DE là il paroît, jusques où s'étend le pouvoir qu'ont les Loix Civiles d'imposer aux Citoyens la nécessité de se marier, ou de les en empêcher. Il est hors de doute, qu'un Législateur peut de son autorité astreindre (a) au Mariage tous ceux, qui sont d'un âge & d'une constitution propre à en faire les fonctions, & qui ont d'ailleurs de quoi s'entretenir, avec une Femme & des Enfants: car il y auroit de l'inhumanité à contraindre une personne de mettre au monde des enfans, pour mourir de faim; & ce seroit une mauvaise Politique, que de remplir l'Etat de gueux. Lors même qu'on n'impose la nécessité de se marier, qu'à ceux qui en ont les moïens, il vaut mieux les y engager par l'espérance de quelque récompense, ou par la crainte de perdre certains avantages, que de les

les y forcer par quelque peine positive. C'est ainsi que, parmi les *Lacédémoniens* (b), ceux qui avoient trois Enfans, étoient exemts de garde; & ceux qui en avoient quatre, étoient francs de tout impôt & de toute charge. Les Rois de *Perse*, au rapport de (c) *Strabon*, donnoient tous les ans des récompenses à ceux qui avoient eû un plus grand nombre d'Enfans. On peut rapporter encore ici le (d) *droit de ceux qui avoient trois Enfans*, parmi les *Romains*.

Il est clair encore, qu'il seroit également injuste, & ridicule, de défendre à tous les Citoyens de se marier; ou de ne le permettre qu'aux Aînez, comme si tous les autres pouvoient être d'un tempérament à vivre chastement dans le célibat (e). Ce moien d'empêcher la trop grande multiplication des Citoyens, ne seroit guères moins dur que la coutume barbare d'exposer les enfans, qui étoit autrefois si commune parmi les *Grecs*; ou que l'expédient conseillé par (f) *Aristote*, de faire avorter les femmes. Mais si l'expérience fait voir clairement, que certains Emplois peuvent être beaucoup mieux exercez dans le Célibat, que dans le Mariage; rien n'empêche, que les Loix Civiles n'en excluent les gens mariez, ou ne les ôtent à ceux qui ne sauroient se résoudre à se passer toujours de femme. Bien entendu, qu'il se trouve des gens, qui aient le don de continence, en un aussi grand nombre qu'il en faut pour remplir ces Emplois: car je suppose, que l'on ne donne point par là occasion à la débauche, que l'on ne fasse point de violence au naturel de personne, & que l'Etat soit d'ailleurs assez peuplé. Avec ces restrictions, il n'est pas plus injuste de défendre le Mariage à ceux qui ont pû se consulter eux-mêmes, avant que de se charger d'un Emploi, auquel on ne les a point forcez, que de ne pas permettre à (g) un Gouverneur de Province, à un Ambassadeur, à un Général, ou à quelque autre homme de guerre, de mener avec lui sa Femme dans les Pais étrangers, ou dans quelque expédition dangereuse. C'est ainsi que, dans la *Taprobane* (h), le Peuple choissoit un Roi, qui fut vieux & clément, & sans enfans; & s'il venoit à en avoir, on lui ôtoit la Couronne, de peur qu'elle ne devint héréditaire.

De plus, l'Obligation de se marier étant indéterminée, & aiant quelque étendue, les Loix Civiles peuvent régler le tems & l'âge de contracter cet engagement. Ainsi, parmi les *Romains*, la *Loi Pappienne Poppéenne* portoit (i), qu'une (1) *Femme âgée de cinquante ans ne pourroit pas se marier avec un Homme qui en eût moins de soixante; & qu'un Homme âgé de soixante ans ne pourroit pas non plus épouser une Femme qui en eût moins de cinquante*. Parmi les *Carmaniens* (k), il n'étoit pas permis à un homme de se marier, qu'il n'eût porté au Roi une tête de quelque ennemi.

Enfin, au lieu que, dans l'état de la Liberté Naturelle, il est permis à chacun de se marier à qui il lui plait; le Souverain peut, s'il le juge à propos pour le bien de l'Etat, ordonner, par exemple, que les Citoyens n'épousent point d'Etrangères, ni les Nobles de Roturières. Parmi les *Indiens* (l), où le Peuple étoit divisé en plusieurs Ordres, il y avoit une Loi qui défendoit aux Laboureurs, par exemple, d'épouser la fille d'un Artisan, & aux Artisans au contraire d'épouser celle d'un Laboureur, & ainsi des autres Classes. Les Loix Civiles peuvent aussi établir, que l'on ne se marie point sans l'approbation de ceux qui ont en main l'autorité publique, sur tout si l'on tient un rang considérable dans l'Etat.

Toutes ces Loix, & autres semblables, peuvent être de telle force, qu'elles dépouillent les Mariages faits contre leurs réglemens, de certains effets civils qu'ils auroient eû sans cela; & qu'elles déclarent même ces Mariages entierement nuls, & sujets à être cassez. C'est sur ce principe, que les *Campaniens* demandant autrefois au Sénat Romain (m) la permission d'épouser des Citoyennes Romaines, le prioient en même tems de consentir, que ceux d'entr'eux, qui en avoient épousé auparavant, les gardassent, & que les enfans, qu'ils en avoient eû, fussent regardez comme légitimes.

(b) *Aristot. Politic. Lib. II. Cap. VII. & Elian. Var. Hist. Lib. VI. Cap. VI.*  
(c) *Geograph. Lib. XV. pag. 504. Ed. Cas. Herodot. Lib. I. p. 36. Ed. H. Steph.*  
(d) *Jus trium liberorum. Voiez J. Lips. Excurs. in Tacit. Annal. III. 25.*  
(e) *Voiez Digest. Lib. XXIII. Tit. II. De ritu nuptiarum, Leg. XIX.*  
(f) *Polit. VII. 16.*

(g) *Voiez Tacit. Annal. Lib. III. Cap. XXXIII, XXXIV. & Digest. Lib. I. Tit. XVI. De officio Praefectus, & Legati, Leg. IV. §. 2.*

(h) *Plin. Hist. Nat. Lib. VI. Cap. XXII. & Solin. Cap. LXVI.*

(i) *Voiez Sueton. in Claud. Cap. XXIII. & Cod. Lib. V. Tit. IV. De nuptiis, Leg. XXVII. Voiez aussi Platon, de Rep. Lib. V. pag. 657. Ed. Wech. Aristot. Polit. Lib. VII. C. XVI. ibique Mich. Piccart. & Tacit. German. Cap. XX.*

(k) *Strabo, Lib. XV. pag. 500.*

(l) *Arrian. in Indicit. Voiez aussi Hier. Orosius, de reb. gestis Emman. Lib. II. & Moagagne, Liv. III. Ch. V. pag. 630. Ed. Paris. 1657. in fol.*

(m) *Voiez T. Liv. Lib. XXXVIII. C. XXXVI. Dion. Halic. Lib. VI. inir. Senec. de benef. Lib. IV. Cap. XXXV.*

Des Mariages irréguliers, comme ceux des Amazones.

§. IX. IL faut voir maintenant, en quoi consiste l'engagement du Mariage selon la Loi Naturelle toute seule, & quel droit on acquiert de part & d'autre par cette sorte de Convention.

Je suppose ici d'abord, que tous les Hommes sont naturellement égaux, en sorte qu'aucun d'eux n'a aucune autorité sur les autres, s'il ne l'a acquise en vertu de quelque acte, ou de leur part, ou de la sienne. Car, quoi que d'ordinaire les hommes surpassent les femmes à l'égard de la force du Corps & de l'Esprit, cet avantage par lui-même ne donne point au sexe masculin l'empire sur le féminin. Tout le droit que l'homme a sur la femme, vient donc ou du consentement de la femme même, ou du pouvoir qu'il a acquis sur elle par une Guerre juste. Mais, comme le lien le plus naturel du Mariage est l'inclination & l'affection mutuelle, le consentement fait proprement une Epouse, au lieu que la force n'est guères propre qu'à faire une Esclave; & ceux qui ont voulu se marier avec une femme qu'ils avoient prise par droit de guerre, ont ordinairement adouci envers elle la rigueur de l'autorité despotique (a). Si l'on conçoit donc plusieurs personnes dans l'état de l'Egalité & de la Liberté Naturelle, il peut arriver qu'une femme, aussi bien qu'un homme, souhaite d'avoir des enfans, qui soient sous sa puissance. Pour cet effet, il faut qu'elle fasse avec quelque homme une Convention, par laquelle ils s'engagent à s'accorder réciproquement l'usage de leur corps. Si la Convention se réduit uniquement à cela, & que l'on ne parle point de demeurer perpétuellement ensemble; ni l'homme, ni la femme, n'auront aucune autorité l'un sur l'autre, ni aucun autre droit que celui d'exiger l'un de l'autre l'usage de leur corps pour la propagation de l'espece: & les enfans, qui naîtront, seront sous la puissance de la mère, si elle a stipulé que c'étoit pour elle qu'elle vouloit avoir de la lignée, & non pas pour celui qu'elle rendroit père. Cette sorte de Mariage, qui est assez simple & assez irrégulier, peut être appelé *Mariage à la façon des Amazones*, par allusion à l'Histoire, vraie ou (b) fausse, de ces femmes guerrières, qui ne souffrant point d'homme dans leur País, en alloient trouver de tems en tems chez leurs Voisins, & dont une Reine, nommée *Thalestris* (c), voulut avoir d'*Alexandre le Grand* un enfant, non bâtard, mais réputé légitime. On raconte (d), que les principales Armées du Roiaume de *Monomotapa* sont composées de femmes, qui demeurent dans un coin du País que le Roi leur a donné en particulier, & qui en certains tems vont choisir tel homme qu'il leur plaît, pour en avoir de la lignée, en sorte que, s'il naît des filles, elles les gardent, & les dressent ensuite au métier de la guerre, mais elles laissent les garçons aux pères. Je ne sais pourtant si l'on peut rapporter ici ce que l'on raconte (e) des *Agiléens*, chez qui les femmes étoient maîtresses absolues de leurs Maris, & accorderoient leurs faveurs à tout autre, quand bon leur sembloit, sans qu'ils en fussent jaloux: elles cultivoient aussi la terre, bâtissoient les maisons, & faisoient en un mot toutes les fonctions des hommes. Quoi qu'il en soit, si ces sortes de Mariages sentent un peu la barbarie & la licence des bêtes; cela n'empêche pas, qu'il ne puisse y avoir, comme on en voit effectivement parmi les Nations les plus civilisées, des Mariages, qui ne donnent ni au Mari, ni à la Femme, aucune autorité l'un sur l'autre, ou qui même soumettent le Mari à l'empire souverain de la Femme; comme quand une Princesse, héritière d'un Roiaume, conserve elle seule, en se mariant, le Pouvoir Souverain de l'Etat (f). Autrefois même, en *Egypte*, les Contrats de Mariage des (g) Particuliers, aussi bien que celui du Roi & de la Reine, donnoient à la Femme l'autorité sur le Mari.

Loix du Mariage régulier.

§. X. M A I S, sans nous arrêter plus long-tems à ces Mariages irréguliers, parlons de ceux qui sont plus conformes à la constitution de la Nature Humaine. Le caractère de l'un & de l'autre sexe demande sans contredit, que l'engagement du Mariage régulier commence par l'homme, & qu'ainsi l'homme recherche la femme, & non pas la femme l'homme. Car quoi qu'en certains endroits ce soit un usage assez commun, que les parens de la fille portent la proposition de Mariage au jeune homme, cela ne se fait qu'afin

- (a) Voyez *Deut.* XXI. 10. & suiv.  
 (b) Voyez *Justin.* Lib. II. Cap. IV.  
*Diod. Sic.* Lib. II. Cap. XLV.  
*Arrian.* de exp. Alex. Lib. VII. Procop. Hist. Goth. Lib. IV. Palaphar. Lib. I. C. XXXIII.  
*Jornand.* de reb. Getic. Cap. VIII.  
 & *Steph. Clerici* Quæst. Acad. II.  
 (c) Voyez *Quint.* Curt. Lib. VI. C. V. Quelques-uns attribuent au même motif le voyage de la Reine de *Saba* pour voir *Salomon*.  
 (d) *Eduard. Lopez,* de Regn. Congo, Lib. II. C. IX. Voyez aussi *Franc. Alvarez,* Descript. Æthiop. Cap. 133.  
*Isac. Voss.* de Nile, Cap. XIX.  
 (e) *Mich. Glycas,* Ann. Part. II.  
 (f) Voyez *Thuan.* Hist. Lib. XIII. ad ann. 1553. & 1554. Lib. XX. ad ann. 1558. & Lib. XXXVII. ab init. *Marian.* Hist. Hisp. Lib. XXIV. C. V. *Gucciard.* Lib. VI. p. 178.  
 (g) *Diod. Sic.* Lib. I. Cap. XXVII.

qu'afin que le choix de ce jeune homme tombe sur cette fille, & qu'il vienne la demander. Cela posé, il est clair, qu'un homme, qui se marie, veut avoir des enfans qui soient à lui, & non pas des enfans supposez, ou bâtarde. Ainsi, avant toutes choses, la femme doit promettre à l'homme, qui l'épouse, de n'accorder l'usage de son corps à d'autre qu'à lui seul. Et si, en (a) certains endroits, les Maris sont assez lâches pour dispenser leurs Femmes de ce devoir, c'est contre toutes les maximes de la Raison, & même contre les sentimens ordinaires de tous les Hommes.

De plus, on voit encore manifestement, que rien n'est plus contraire à l'ordre de la Société Humaine, qu'une vie vagabonde, où l'on n'a ni feu ni lieu (b). D'ailleurs, le meilleur moyen d'élever les enfans, c'est que le Père, & la Mère, unissent leurs soins pour veiller à l'éducation de ces chers gages de leur amour, qui en serrent les nœuds plus étroitement (c). C'est aussi un grand plaisir pour des gens mariez, bien assortis, que d'être toujours ensemble : & par là en même tems le Mari peut être plus assuré de la chasteté de son Epouse, que si elle ne demeurait pas avec lui. D'où il s'ensuit, que le Mariage régulier, le plus parfait, & le plus conforme au Droit Naturel, & à la constitution de la Vie Civile, renferme, outre la promesse de s'accorder l'un à l'autre l'usage de son corps, un autre article, par lequel la Femme s'engage à être toujours auprès de son Mari, à vivre avec lui dans une société très-étroite, & à ne faire avec lui qu'une même famille, pour élever plus commodément leurs enfans, & pour se donner l'un à l'autre un secours & un plaisir mutuel (d). Ce qui (1) renferme une promesse tacite de se conduire l'un envers l'autre d'une manière conforme à la nature & au but d'une telle société (2).

Cela fait voir clairement, pourquoi c'est au Mari à régler le domicile, & non pas à la Femme. Car le Mari a reçu la Femme dans sa Famille, & non pas la Femme le Mari : par conséquent il en est le chef & le directeur dans tout ce qui concerne les affaires du Mariage & de la Famille. Ce n'est pas qu'en matière même de ces sortes de choses on ne doive avoir des égards pour une Femme, sur tout si elle a apporté du bien ; à moins qu'on n'ait de grandes raisons d'en user autrement. Il paroît aussi par là, que les Loix du Mariage ne permettent pas à une Femme de voyager sans le consentement de son Mari, ni de faire lit à part, ni de lui refuser l'usage de son corps sans de bonnes raisons.

C'est là enfin le fondement de la maxime ordinaire, que chacun passe pour fils du Mari de sa Mère ; à moins qu'il n'y ait de fortes preuves, qui détruisent cette présomption (3). Car une Femme ayant promis à son Mari, de ne communiquer ses faveurs qu'à lui seul ; il y a lieu de croire, qu'elle ne viole point la foi conjugale, tant que le contraire ne paroît pas clairement. D'autre côté, le Mari pouvant veiller à la conduite de sa Femme, on présume (e) qu'il s'est bien servi de son droit. Les Loix d'Angleterre étendent pourtant un

(a) Voyez *Aloyfius Cadamust. Navigat. Cap. LXXV. Ludov. Roman. Lib. V. Cap. VII. Pietro della Valle, Part. III. Ep. VII. Busbeq. Epist. III. Buchanan. rer. Scotic. Lib. IV. Polydor. Virg. Hist. Angl. Lib. X. Sueton. Calig. C. XL. in fin. ibique Boxhorn. Ludovic. di Barthema, Part. II. Cap. XI. M. Paul. Venet. Lib. II. Cap. XXXVIII.*  
(b) Voyez *Aristot. Oecon. Lib. I. Cap. III. & Xenoph. Cyrop. Lib. VII. p. 116. Edit. H. Steph.*  
(c) Voyez *Genes. XXIX, 32. Lyfas, Orat. I. Cap. II. Senec. Herc. Oer. vers. 407.*  
(d) *Demosth. in Nearam; Xenoph. in Oecon. Colwell, de Re Rust. Lib. XII. Præfat. Martin. Hist. Sin. Lib. III. Cap. XXVIII. Quintil. Declam. 249.*  
(e) Voyez *Herodote, Lib. I. pag. 3. Ed. H. Steph. Platon. Alcibiad. I. pag. 441. Ed. Weich.*

§. X. (1) J'ai ajouté cette petite période, tirée de l'Abregé de notre Auteur, de *Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. II. §. 4.*

(2) „ Un bon mariage, dit Montagne, est une douce „ société de vie, pleine de constance, de fiance, & „ d'un nombre infini d'utiles & solides offices, & obli- „ gations mutuelles. Aucune femme, qui en savoure le „ goût,

— *optato quam junxit lumine rada,*

Car.

„ ne voudroit tenir lieu de maîtresse à son mari. Si „ elle est logée en son affection, comme femme, elle y „ est bien plus honorablement & seurement logée. „ Quand il fera l'esmeu ailleurs, & l'empresse, qu'on „ lui demande pourtant lors, à qui il aimeroit mieux „ arriver une honte, ou à sa femme, ou à sa maîtresse, „ de qui la desfortune l'affligeroit le plus, à qui il „ desire plus de grandeur : ces demandes n'ont aucun „ doute en un mariage sain. Ce qu'il s'en voit si peu „ de bons, est signe de son prix & de sa valeur. A le „ bien façonner & à le bien prendre, il n'est point de

„ plus belle piece en nôtre société. ... C'est une con- „ vention, à laquelle se rapporte bien à point ce qu'on „ dit ; *homo homini* ou *Deus*, ou *lupus*. Il faut la ren- „ contre de beaucoup de qualitez à le bastir. ... Ceux „ qui entreprennent ce marché, pour s'y porter avec „ hayne & mépris, sont injustement & incommode- „ ment. ... Le mariage a pour sa part l'utilité, la justi- „ ce, l'honneur, & la constance ; un plaisir plat, mais „ plus universel. L'Amour se fonde au seul plaisir ; & „ l'a de vrai plus chatouilleux, plus vif, & plus aigu &c. „ *Essais*, Liv. III. Chap. V. pag. 630, 631, 632. Ed. de Pa- „ ris, in fol. C'est ce que dit une Nourrice, dans l'*Odyssée* „ de Seneque, vers. 186. & seqq.

*Juvenilis ardor impetu primo furit : „ Languescit idem facilis, nec durat diu „ In Venere turpi, ceu levis flamma vapores. „ Amor perennis conjugis casta manet.*

(3) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Chap. XI. §. 10. & *Aul. Gell. Lib. III. Cap. XVI. Plin. Hist. Nat. Lib. VII. Cap. V.*



(f) *Ednard. Chamberlain, Notir. Angl. Part. I. Cap. XVI.*

(g) *Voiez Descartes, Traité des Passions, Art. CLXIX. Sueton. in Domitian. Cap. VIII. Demosth. Orat. in Near. Tacit. Annal. Lib. II. Cap. LXXXV. Digest. Lib. XLVIII. Tit. V. Ad Leg. Jul. de adul. coërc. Leg. II. §. 6. & Leg. XXIX. princ. (h) Charron, de la Sagesse, Liv. I. Chap. XXXIX. (vi.) §. 9. num. 8. (i) Voiez Gratian. Caus. XXXII. Quæst. V. Cap. II. & seqq. (k) II. Samuel, XX, 3.*

Quel est le fondement de l'autorité du Mari sur la Femme ?

(a) *Genes. III, 16. Ephes. V, 22. & c.*

peu trop loin l'indulgence pour les Femmes, puis qu'en vertu de cette présomption (f) de leur sagesse, elles obligent un Mari à reconnoître pour sien un enfant, dont la Femme a accouché pendant une absence de plusieurs années, pourvu qu'il ne soit point sorti de l'Île. Mais ce n'est pas sans quelque fondement, que l'opprobre de l'impudicité d'une Femme rejaillit d'ordinaire un peu sur son Mari, parce que l'on suppose, que, par imprudence, ou par lâcheté, il n'a pas su bien user de son pouvoir : quoi que, selon d'autres, ce deshonneur du Mari vienne de ce que l'on regarde l'infidélité de la Femme, comme une marque, qu'il n'a pas les qualitez nécessaires pour se faire aimer, ou pour mériter que la Femme lui soit fidele (g). Quoi qu'il en soit, lors qu'un Mari ne peut pas aisément remédier à ce malheur, ou qu'il auroit beaucoup à craindre en se vengeant, le plus sûr est de suivre cette maxime :

(4) *Sur telles affaires, toujours  
Le meilleur est de ne rien dire.*

C'est en ce cas-là seulement qu'on peut admettre la pensée d'un Auteur François (h), qui met au rang des folles opinions, dont tout le monde est abreuvé, celle de tenir à grand injure & desestimer, comme misérable, un homme, pour estre cocu : car quelle plus grande folie en jugement, que d'estimer moins une personne, pour le vice d'autrui, qu'il n'approuve pas (i) ? Au reste, comme une Femme n'est point coupable d'adultère, lors qu'après bien des résistances elle (i) succombe à une force majeure ; il n'y a point non plus de deshonneur à garder celles à qui un pareil malheur est arrivé. On ne doit pourtant pas blâmer ce que fit le Roi *David*, lors qu'il ne voulut plus avoir de commerce avec ses Concubines, après qu'elles eurent été violées par son fils *Abalom* (k).

§. XI. UNE autre chose qu'il faut examiner ici, c'est si, par le Droit Naturel tout seul, les Conventions fondamentales du Mariage parfait donnent au Mari sur la Femme une autorité proprement ainsi nommée ? Il est constant, que l'Ecriture Sainte prescrit formellement aux Femmes (a) d'être soumises à leurs Maris, comme à leurs Maîtres. Mais, cette Loi étant établie en forme de peine, elle pourroit bien n'être que de Droit Positif. Pour découvrir donc ce que le Droit Naturel établit là-dessus, il faut remarquer d'abord, que l'on ne dépend pas de l'empire de quelcun par cela seul que l'on est obligé de se conformer en certaines choses à sa volonté : car on peut être dans cette nécessité par l'effet d'une simple Convention. En effet, il y a des Contrats, sur tout du nombre de ceux, où l'on donne, afin qu'un autre fasse quelque chose pour nous, & de ceux où l'on fait, afin que l'autre Contractant fasse à son tour quelque chose en notre faveur ; à l'égard desquels, dès le commencement, il étoit entièrement libre de part & d'autre de s'engager, ou non : mais, aussi-tôt que le traité est conclu, il faut nécessairement que l'un des Contractants suive la volonté de l'autre dans l'affaire, dont ils sont convenus, sans que l'autre au contraire soit tenu à son tour de se conformer à la volonté du premier. Ainsi, quoi que, dans ce qui concerne particulièrement le Mariage, la Femme soit tenue de se régler sur la volonté de son Mari ; il ne s'ensuit pas de cela seul, qu'elle dépende nécessairement de lui dans toutes ses autres actions. De plus, le but du Mariage n'est pas, comme celui de la formation des So-

(4) C'est ainsi que j'ai exprimé ces paroles que notre Auteur donne comme de l'*Hippolite* d'*Euripide*, mais que je n'ai pu trouver ni dans cette Pièce, ni dans aucune autre du même Poète : *Ἐν οὐρανῷ τὰς ἰσὶ θυντῶν λαοδίνων τὰ μὴ καλά*. J'ai emprunté, comme on voit les deux derniers vers de l'*Amphitryon* de *Molière*, qui conviennent d'autant mieux ici, qu'ils regardent précisément le même sujet ; au lieu que, si l'on savoit l'endroit du passage Grec, on verroit peut-être que c'est une sentence fort générale, ou appliquée même à un tout autre sujet : car notre Auteur cite souvent à la manière des Prédicateurs. Il renvoyoit encore ici à *Plutarque*, de ani-

*mi tranquill. pag. 467. E. F.*

(5) Notre Auteur faisoit ici une remarque rare & curieuse ; c'est que le mot de *Cornard* n'est pas nouveau, ni en usage seulement dans notre Occident ; car l'Empereur *Andronic* fit pendre des cornes de cerf aux portiques d'une place publique, non pas tant pour garder un monument de la belle chose qu'il avoit faite, que pour reprocher aux femmes de la ville de Constantinople, leurs galanteries & leurs débauches. *Nicetas Aceminat. de Imp. Andron. Lib. II.* La belle chose que l'érudition !

Sociétéz Civiles, de se mettre en sûreté & de se défendre les uns les autres, mais seulement de travailler à la propagation du Genre Humain. En effet, cette société est composée d'un trop petit nombre de gens, pour qu'ils puissent s'entre-séjourner par leurs forces unies ensemble : car de quel secours peut être une femme ? Il semble donc, que le Mariage puisse consister uniquement dans une simple Convention, & dans une liaison d'amitié, où il n'entre rien de semblable à cette autorité souveraine, sans laquelle on ne sauroit concevoir les Sociétéz Civiles. J'avoue, qu'une Famille, sur tout lors qu'elle vit entièrement séparée de toute autre, & dans une entière indépendance, a quelque rapport avec un petit Etat, de sorte qu'une Femme, qui y entre, doit se soumettre à la direction de celui qui en est le Chef : car ce seroit une chose fort irrégulière, qu'il y eût deux Chefs dans une Famille, ou qu'un Membre de la Famille ne dépendit point du Chef. Mais il faut remarquer, que l'union des Familles, sur tout de celles qui renferment un grand nombre d'Esclaves ou de Domestiques, peut avoir deux fins ; l'une, qui lui est commune avec celles des Sociétéz Civiles ; l'autre toute particulière. La première consiste à se procurer une sûreté & une défense mutuelle par les forces réunies de plusieurs personnes. A cet égard il faut sans contredit quelque autorité souveraine : mais, comme une Femme ne peut guères être d'aucun secours pour repousser les insultes d'autrui, il suffit qu'elle ait avec son Mari une simple liaison d'amitié, fondée sur l'engagement où elle est entrée par la Convention du Mariage. Ainsi, quoi que le Patriarche *Abraham* régnât dans sa Famille, il semble avoir traité *Sara* sa Femme, comme une (b) Sœur. Le but particulier de l'union d'une Famille, ou la fin propre & directe du Mariage, ne demande pas non plus nécessairement, que le Mari, ou la Femme, ait l'un sur l'autre une autorité proprement ainsi dite, qui renferme le droit de vie & de mort, ou le pouvoir d'user de quelque correction un peu rude. Cependant, comme en vertu de la Convention du Mariage la condition du Mari est plus avantageuse, que celle de la Femme ; & que d'ailleurs le sexe masculin est naturellement plus noble que le féminin : il résulte de là une espèce d'Alliance inégale, par laquelle le Mari est engagé à protéger sa Femme, & la Femme de son côté doit du respect à son Mari. D'où vient que *Sara* est fort louée par les Ecrivains sacrez. de (c) ce qu'elle étoit soumise à *Abraham*, & qu'elle l'appelloit son Seigneur. (1) Ce n'est pas qu'il répugne au Droit Naturel, qu'une Femme dépende de l'empire proprement ainsi dit de son Mari : car une telle sujétion n'est pas plus incompatible avec l'amitié conjugale, que l'amour des Sujets pour leur Souverain, avec l'obéissance qu'ils lui doivent. Rien n'empêche donc, qu'un Mari ne stipule dans le Contrat de Mariage, qu'il aura sur sa Femme une autorité absolue ; & il y a même eû des Nations entières, parmi lesquelles cela étoit ainsi établi par une Loi générale ; comme, par exemple, chez les anciens *Gaulois*, où les Maris (d) avoient droit de vie & de mort sur leurs Femmes, aussi bien que sur leurs Enfants.

A l'égard du droit que le Mari a de disposer des biens de sa Femme, cela dépend aussi, ou de leurs Conventions, ou des réglemens des Loix Civiles. Car s'il est établi par autorité publique, que l'on assignera une dot aux Femmes ; ou que les biens du Mari, & de la Femme, seront communs ; ou que le Mari aura le pouvoir, ou absolument, ou avec quelque restriction, de disposer des biens dotaux de sa Femme ; il faut s'en tenir à ces conditions, ou à d'autres semblables, qui se trouvent réglées par les Loix, auxquelles on est soumis (e). Mais si elles n'ont rien déterminé, ou si l'on vit dans la Liberté Naturelle ; ceux qui se marient peuvent faire là-dessus telle Convention que bon leur semble.

§. XII. Pour éclaircir cette matière, il est bon d'examiner ici les principes d'un (a) Auteur moderne. Il réfute d'abord ceux qui prétendent, que l'autorité du Mari sur la Fem-

(b) Voyez *Genes.* XVI, 2, 5, 6. XXI, 10, 11, 12.  
(c) *L. Pierre*, III, 6.  
(d) *Casar, de Bell. Gall.* Lib. VI. C. XIX. Voyez encore *Tacit. Annal.* Lib. XIII. Cap. XXXII. & *German. Cap. XIX. Euripid.* Med. vers. 230. & seqq. *Aul. Gell.* Lib. X. C. XXIII. *Ælian.* V. Hist. Lib. XII. Cap. XXXVIII. *Bern. Varen. descript. Japon.* Cap. XIII. *Lex Wisigoth.* Lib. IV. Cap. IV. Tit. III.  
(e) Voyez *Varen. Descript. Japon.* Cap. XII. *Solin.* Cap. XV. *Xenoph. expéd. Cyri.* Lib. VII. *Heraclid. de Politicis.* Mela, Lib. II. Cap. II. *Herodot.* Lib. I. *Ælian.* V. H. Lib. IV. Cap. I. *Dig.* Lib. XXIV. Tit. I.

Cette autorité ne vient pas immédiatement de Dieu.  
(a) *J. Frid. Horn, de Civitate.* Lib. I. Cap. I.

§. XL (1) *Inferior Matrōna suo fit, Priser, Muriis : Non aliter fuerunt famina, virque, parens.* *Martial.* Lib. VIII. Ep. XII. v. 3, 4.

Voyez le Panégyrique de *Pline*, Cap. LXXIII. num. 4. & 7.

me vienne de la Nature. Et il a raison, si par là on entend, que la Nature elle-même donne l'empire au Mari, indépendamment de toute Convention, & de la soumission volontaire de la Femme : car cela est contraire à l'égalité naturelle des Hommes; & de cela seul que l'on est propre à commander, il ne s'enluit pas qu'on en ait le droit actuellement. Cet Auteur prétend ensuite, qu'il ne sauroit y avoir aucune autorité, ni publique, ni particulière, d'un Homme sur un autre Homme, sans un établissement divin très-express, & sans une intervention toute particulière de DIEU. Mais il faut remarquer ici, que, quand on examine l'origine & le fondement de l'autorité ou de l'empire humain, on en cherche proprement la Cause Seconde, prochaine & immédiate; & qu'on suppose toujours la Cause Première & Universelle. Ainsi, quand même Dieu auroit formellement prescrit aux Hommes d'établir quelque ordre parmi eux; il resteroit toujours à voir, quelles Conventions les Hommes ont fait ensemble, pour exécuter ce commandement de Dieu. Car il est ridicule de s'imaginer, que Dieu soit l'auteur des Etres Moraux, de la même manière qu'il est le Créateur du Ciel & de la Terre, & qu'il ait produit les premiers, comme les derniers, immédiatement & sans le ministère d'aucune Créature. Il avoit ordonné la construction du Tabernacle des Juifs; & cependant ceux qui travaillèrent à cet ouvrage, ne laissent pas de pouvoir en être appelez la Cause prochaine & immédiate. Encore donc que Dieu ait ordonné aux Femmes d'obéir à leurs Maris, cela n'empêche pas, que, pour établir actuellement l'autorité du Mari, il ne faille une Convention, par laquelle la Femme s'y soumette, & qui rende immédiatement le Mari maître de sa Femme : de même qu'il faut sans contredit aller à la chasse, quoi que Dieu ait donné aux Hommes l'empire sur les Bêtes de la Terre. Mais, ajoute-t-on, *la Femme n'a pas l'autorité d'un Mari : donc elle ne peut pas la conférer à celui qui l'épouse.* Beau raisonnement! comme si les Conventions humaines n'avoient pas la vertu de produire une Qualité Morale, qui avant cela n'existoit pas formellement! Pour établir une autorité, il n'est donc pas nécessaire, qu'elle passe d'une personne, qui en étoit revêue, à une autre à qui on la confère, de même que, pour transférer à quelqu'un une chose matérielle, ou une Substance Physique, il faut qu'elle existe auparavant: mais il suffit, que l'on se dévouille en faveur d'un autre du droit naturel que l'on avoit de lui résister, & qu'on lui promette de se soumettre à sa volonté. On alléque encore ici la sentence, par laquelle Dieu condamna Eve, nôtre première Mère, à dépendre de l'empire de son Mari, en punition de ce qu'elle l'avoit séduit. Mais il ne s'ensuit pas de là, que, depuis le péché, l'autorité d'un Mari sur sa Femme ne soit pas fondée sur leurs Conventions, comme sur une Cause prochaine & immédiate. Car ce qui tient lieu de punition pour les Femmes dans la sujettion où elles sont à l'égard de leurs Maris, c'est qu'elles subissent le joug avec répugnance, étant perpétuellement agitées de la passion de dominer : au lieu que la nécessité d'obéir n'auroit rien de dur ni de mortifiant pour elles, si elles étoient disposées à écouter leur Devoir; comme il paroît par l'exemple des Anges, qui n'en sont pas moins heureux pour exécuter les ordres de Dieu avec une entière soumission. *Tout le consentement*, ajoute-t-on, *qu'il y a ici de la part de la Femme, se réduit à accepter celui qui la demande en mariage; par où elle s'engage tacitement à se soumettre à l'empire qu'un tel homme aura de droit sur elle en qualité de Mari*, par un effet de l'établissement divin. Vaine subtilité! comme si l'on disoit, qu'un Voïageur ne bâtit pas la maison, où il va loger, mais que la trouvant toute bâtie, il y entre de son pur mouvement. Mais il faut bien prendre garde, que l'autorité d'un Homme sur un autre Homme, considérée comme un Etre Moral, n'existe point sans quelque acte humain, & ne sauroit être conçue sans l'obéissance. Car il n'y a point de Femme, qui soit obligée à obéir, avant que, par son propre consentement, elle se soit soumise à l'empire de son Mari. Et, quoi que cette soumission soit conforme à la volonté divine; cela n'empêche pourtant pas, que la Promesse de la Femme ne soit la cause prochaine & immédiate de l'autorité de son Mari.

§. XIII. JE n'accorde pas non plus au même Auteur, qu'outre la direction de tout ce qui concerne le Mariage, & les affaires de la Famille, le Mari ait toujours nécessairement le droit de vie & de mort, & que ce soit en cela que consiste principalement son autorité, tant qu'elle n'a pas été diminuée & restreinte par les Loix Civiles; en sorte néanmoins que ce droit ne s'étende pas jusques à excuser le parricide, mais qu'il consiste seulement dans un pouvoir légitime de punir de mort les crimes qui le méritent. Pour prouver cela, on dit, que *cette autorité, qui n'est ni empruntée, ni bornée par une Puissance supérieure, emporte le droit de vie & de mort.* Mais cette proposition est avancée sans preuve; & il me semble; que le but du Mariage ne demande pas un empire si étendu. Et quand on accorderoit, que tout crime atroce doit être puni par les Hommes, qui est-ce qui punira un Père de Famille indépendant & vivant dans la Liberté Naturelle, ou le Prince souverain d'un Etat? Que si une Femme commet des actions énormes & insupportables, le Mari pourra la chasser de sa Famille, comme une ennemie, & la tuer même par droit de Guerre. J'avoue pourtant, & je l'ai déjà accordé ci-dessus, qu'il ne répugne pas à la nature du Mariage d'avoir sur la Femme un empire qui renferme le droit de vie & de mort: mais je nie que le Mariage par lui-même donne au Mari un pouvoir si étendu.

§. XIV. IL faut encore expliquer ici la règle commune des Jurisconsultes, que (1) c'est le consentement des Parties, & non pas la conjonction des corps, qui constitue le Mariage. Cela peut signifier deux choses. 1. Que dès lors qu'un homme, & une femme, ont eu commerce ensemble, ils ne sont pas pour (2) cela mariez, à moins qu'ils ne se soient donnés la foi du Mariage. 2. Qu'aussitôt que deux personnes se sont engagées à se marier ensemble, le Contrat est parfait, avant même la consommation du Mariage. Il n'y a point de difficulté sur le premier sens. Mais, à l'égard de l'autre, je crois, que, comme, pour acquérir la pleine & entière Propriété d'une chose, il faut que cette chose soit en notre pouvoir, en sorte que l'on en puisse disposer quand & comment on veut: de même pour pouvoir dire proprement qu'une telle est devenue Femme d'un tel, il faut qu'il l'ait auprès de lui, en sorte qu'il puisse s'en servir comme d'une Femme. Il n'est pourtant pas nécessaire, qu'il couche à l'instant avec elle; & Rebecca, par exemple, pouvoit être appelée Femme du Patriarche Isaac, dès le moment qu'il l'eût menée (a) dans la tente de sa mère. Ainsi, je doute, que l'on pût traiter d'adultère, une fille, qui ayant été fiancée à un homme absent, & épousée même par procureur, comme cela se fait quelquefois pour la forme, accorderoit cependant ses faveurs à un autre, avant que d'être dans la maison de son Epoux. Il seroit ridicule au contraire de prétendre, que Sara ne fût pas Femme de Tobie le fils, la (3) première nuit des noces; ou qu'aujourd'hui, après la bénédiction sacerdotale, l'Épousée ne soit pas Femme avant la nuit (b).

Pour ce qui regarde la bénédiction sacerdotale, c'est une coutume, honnête à la vérité, mais non pas nécessaire par le Droit Naturel, & que les Chrétiens ont empruntée des Juifs (c).

§. XV. VOIONS maintenant, si, par le Droit Naturel, la Polygamie est permise? Il y a deux sortes de Polygamie: l'une, lors qu'une femme a commerce avec plusieurs hommes indifféremment, ou qu'elle se marie en même tems à plusieurs Maris: l'autre, lors qu'un homme a plusieurs Femmes à la fois. On peut rapporter à la première sorte de Polygamie.

Elle n'emporte pas non plus nécessairement le droit de vie & de mort.

Si c'est le consentement des Parties, & non pas la conjonction des Corps, qui constitue le Mariage?

(a) Genes. XXV. vers. dern.

(b) Voyez Selden. de J. N. & Gent. sec. Hebr. Lib. V. Cap. IV.

(c) Grotius sur Matth. 1, 18.

Il ne faut pas permettre à une femme d'avoir en même tems plusieurs Maris, ni laisser les femmes en commun.

§. XIV. (1) Nuptias enim non concubitus, sed consensus facit. Digest. Lib. XXXV. Tit. I. De conditionibus & demonstrat. Sec. Leg. XV. & De Regul. Juris, Leg. XXX.

(2) Coitus atque congressus citra jus non efficiet uxorem &c. Quintilian. Declam. CCLXVII. C'est ce que disoit Esau à Dédan.

Nec Conjugal unquam Præcedit tadas, aut hoc in fœdera veni.

Virg. Æn. IV, 332, 339.

Voyez le Droit Canonique, Can. V. Caus. XXVII. Quest. TOM. II.

2. & Cod. Lib. V. Tit. V. De incestibus & inutilibus nuptiis, Leg. VIII.

(3) L'Auteur disoit *trinoctio*, mais il n'est point parlé de trois nuits dans l'Histoire de Tobie. De plus la chose en elle-même ne paroît pas bien sûre, supposé que l'Histoire soit véritable: car le texte dit seulement, qu'après qu'il eût été chassé l'Esprit malin, ils dormirent cette nuit-là les deux, Chap. VIII. vers. 10. La citation de l'Original, [VI, 19.] est fautive.

(a) Voyez aussi  
Th. Campanella,  
de Civitate Solis.

(b) Pag. 49. J'ai  
suivi la version  
de Mr. Dacier.

(c) Parmi les Ro-  
mains la mode  
de prêter sa fem-  
me fût quelque-  
fois assez com-  
mune. Voyez Pla-  
tarch. in Numa,  
pag. 76. D. & in  
Caton. p. 771. A.  
Lucan. Lib. II.  
vers. 328. Voyez  
aussi la Loi de  
Solon, dans sa  
vie, p. 89. B. &  
le sentiment des  
Stoïciens, rap-  
porté par Diog.  
Laërce, dans la  
Vie de Zenon.

(d) De Repub.  
Lib. V. p. 658. A.  
Ed. Wech.

(e) Voyez Lac-  
rant. Inst. div.  
Lib. III. Cap. XX.

lygamie, l'établissement de la communauté des femmes de la République imaginaire de Platon (a), qui a été si souvent reproché à ce Philosophe. On en trouve des exemples très-réels chez plusieurs (1) Peuples barbares; & il y avoit même quelque chose d'approchant dans la République de Lacédémone. Voici ce que dit Plutarque dans la Vie de Lycurgue. Ce Législateur travailla à bannir du Mariage toute vaine jalousie, qui n'est qu'une (b) maladie de femme, en faisant passer pour honnête & raisonnable non seulement de chasser de son ménage les désordres & les violences, mais encore de permettre à ceux, qui en étoient dignes, d'avoir des enfans en commun, & si moquant de ceux, qui poursuivoient & vengent par des meurtres & des guerres sanglantes la communauté qu'on a avec leurs Femmes. Un vieillard donc, qui avoit une jeune femme, & qui connoissoit quelque jeune homme bien fait & bien né, pouvoit, sans blesser les Loix, ni la bienséance, le même coucher avec elle; & l'enfant, qui naissoit d'une race si noble & si généreuse, il pouvoit le recevoir, & l'avouer, comme s'il étoit à lui (c). D'un autre côté un homme bien fait & bien né [Xénophon ajoute, & qui ne vouloit pas se marier,] qui voioit à un autre une femme fort belle, fort sage, & d'une taille à porter de beaux enfans, pouvoit de même demander au Mari la permission de coucher avec elle, pour avoir des enfans bien faits & bien formés, qui des deux côtés viendroient de ce qu'il y avoit de meilleur & de plus bonné. Car premièrement Lycurgue prétendoit, que les enfans n'appartenoient pas en particulier au Père, mais à l'Etat. C'est pourquoi il vouloit, que ses Citoyens eussent pour Pères les plus gens de bien, & non pas les premiers venus & des hommes ordinaires. D'ailleurs il trouvoit beaucoup de sottise & de vanité dans les ordonnances qu'avoient fait sur les Mariages les autres Législateurs, qui cherchoient pour leurs chiennes les meilleurs chiens, & pour leurs juments les meilleurs étalons, n'épargnant ni soin ni argent pour les avoir de leurs maîtres; & qui renfermoient leurs femmes dans leurs maisons, & les tenoient là captives, afin qu'elles n'eussent des enfans que d'eux, quoi qu'ils fussent souvent insensés, dans un âge caduque, ou valétudinaires. Comme si ce n'étoit pas le malheur & le dommage des Pères & des Mères, que les Enfans naissent ainsi vicieux & défectueux, pour avoir été engendrez de personnes tarées, & au contraire leur bonheur & leur avantage, quand ils naissent bien faits & bien conditionnez, pour être sortis de parens biens sains & bien robustes. C'est ainsi, ajoute l'Historien, que l'on se conduisoit en cela par des raisons Politiques & Physiques. Mais il n'y a point de doute, que tout cela ne soit contraire au Droit Naturel. Et c'est avec raison que l'on répondit à un homme, qui louoit fort les Lacédémoniens, de ce que l'on ne voioit point parmi eux d'adultère; Qu'il ne falloit pas s'en étonner, puis que les Mariages mêmes de ce Pais-là étoient de véritables adultères. En effet la fin naturelle & régulière du Mariage, c'est d'avoir des Enfans, dont on soit assuré d'être le Père. Or le moyen que l'on reconnoisse les siens, dans cette confusion & cette communauté de femmes? De plus, une femme ne pouvant devenir grosse en même tems que d'un seul homme, on cherche ici uniquement à satisfaire ses desirs. On confond aussi par là, ou, pour mieux dire, on détruit entièrement les noms les plus tendres des liaisons que forme la Parenté, & par conséquent les Devoirs, qui en résultent. En vain Platon prétend-il (d) les conserver, en ordonnant que chacun regarde ceux qui sont plus âgés que lui, comme ses Pères; ceux, qui sont plus jeunes, comme ses Enfans; ceux, qui sont de même âge, comme ses Frères. C'est n'avoir point de Père, quo qu'il ne pas savoir qui il est (e). D'ailleurs, ce qui fait la principale différence entre le Mariage des Hommes, & les accouplemens des Bêtes, c'est l'engagement, où les Femmes

en-

§. XV. (1) Par exemple, les Taprobaniens; Diad. Sicul. Lib. II. Cap. LVIII. les Ichthyophagiens; Idem, Lib. III. Cap. XV. les Hylophagiens; Idem, ib. Cap. XXIV. les Nomades; Ib. Cap. XXXII. les Garamantes; Plin. Hist. Nat. Lib. V. Cap. VIII. & Solin. Cap. XLII. les Troglodytes; Agatharcid. Cap. XXX. & Pamp. Metast. Lib. I. Cap. VIII. les Agathyrsi; Hérodote in Melopom. p. 161. Ed. H. Steph. les habitans de Thule; Solin. Cap. XXXV.

les anciens habitans d'Angleterre; Casar, de B. Gall. Liv. V. Cap. XIV. Xiphillin. in Nerone, & in Severo; les Sabéens; Strab. Lib. XVI. p. 538. les Massagètes, & les Tapyriens; Id. p. 353, 354. certains habitans du Royaume de Calcut; Lud. Roman. Navigat. Lib. V. Cap. VIII. Voyez aussi Pietro della Valle, Part. III. Ep. VII. Joan. Behem. de morib. Gentium, Lib. III. Cap. VII.

(a) Mr.



(c) II. Samuel, XII, 8. Voyez *Selden. de Uxor. Hebr. L. I. C. IX. & Leo Mutin. Part. IV. Cap. II.*

Raisons de ceux qui prétendent, qu'elle n'est pas contraire au Droit Naturel.

(a) *Trebell. Poll. in XXX. Tyrann. Cap. XXX.*

(b) *Genes. XXXI, 30.*

(c) Voyez *Digest. Lib. XLV. Tit. I. De verborum obligationibus, Leg. CXXI. §. 1.*

(d) Voyez *Genes. XXX, 15, 16. & Heroder. Lib. III. pag. 120. Ed. H. Steph. au sujet des femmes des Peres.*

(e) *Plaut. Afsinar. Act. V. Scen. II. vers. 24. Voyez Grotius, in Spar-gone flor. ad Jus Justinian. ad Digest. Lib. XLVIII. Tit. V. Ad Leg. Jul. &c. Leg. XIII. §. 5.*

*Juifs* : & l'on voit même, que DIEU reprochant autrefois au Roi *David*, par la bonté du Prophete *Nathan*, les bienfaits singuliers, dont ce Prince étoit redevable à la bonté divine, met en ce nombre, qu'il (c) lui avoit donné plusieurs femmes, & d'un rang considérable. Les Savans ne conviennent pas entr'eux, si cette sorte de Polygamie est contraire, ou non, au Droit Naturel. Je vais rapporter les raisons, que l'on allégué de part & d'autre; & j'en laisserai le jugement au Lecteur.

§. XVII. CEUX qui soutiennent qu'elle n'est point par elle-même contraire au Droit Naturel, raisonnent ainsi. Le but, disent-ils, d'un Mariage régulier, c'est d'avoir des Enfans, dont on soit assuré d'être le Père, & une compagne en qui l'on trouve un secours mutuel : or tout cela peut aussi bien avoir lieu, quand on a plusieurs Femmes, que lors qu'on n'en a qu'une. En vain objecte-t-on, que de cette manière les personnes mariées ne se gardent pas mutuellement la foi, qu'elles se sont données. Ce n'est là qu'une vaine déclamation : car la fidélité réciproque ne consiste pas à s'acquitter d'un engagement qui soit précisément égal de part & d'autre. Et le but d'un Mariage régulier ne demande pas, que, comme la Femme ne doit accorder ses faveurs à d'autre homme qu'à son Mari, le Mari ne puisse pas non plus de son côté avoir commerce avec aucune autre Femme; puis que la raison, qui défend aux Femmes d'avoir plus d'un Mari à la fois, je veux dire, la difficulté de savoir qui seroit le Père des Enfans, qu'elles mettroient au monde, n'a point de lieu à l'égard d'un Mari, qui a plusieurs Femmes. Il ne s'ensuit pourtant pas de là, que le Mari ne doive point garder la foi qu'il a donnée à sa Femme, & qui consiste à la secourir, & à lui rendre le devoir conjugal. A l'égard du dernier article, les hommes, parmi plusieurs Nations, ont assez de vigueur pour contenter plusieurs femmes. Que si l'on regarde la fin principale du Mariage, qui est la propagation de l'espèce; dans les Pais mêmes, où les hommes sont d'un tempérament plus froid, plusieurs femmes peuvent devenir grosses d'un seul homme, sans qu'il s'épuise beaucoup; sur tout si elles veulent imiter (a) *Zénobie*, Reine des *Palmyréniens*, qui bornoit à cela les caresses de son Mari. Il n'y a donc que la sensualité & l'incontinence, qui fasse tant haïr aux femmes la Polygamie de leurs Maris. A la verité, si une Femme a stipulé de son Mari, qu'il n'auroit commerce qu'avec elle, comme *Laban* (b) le fit promettre à *Jacob*, en lui donnant ses filles; le Mari ne peut alors prendre d'autre Femme (c). Mais lors qu'il ne s'y est point engagé par une telle Convention, la Femme doit se contenter de posséder à son tour son Mari, qui ne lui fait aucun tort en partageant le devoir conjugal avec ses autres Femmes, puis que, par le Contrat de Mariage, elle n'y a droit que pour sa quote (d) part. Elle ne sauroit donc raisonnablement se plaindre, que quand son Mari (e) laissant ses propres terres en friche, va labourer & semer dans le champ d'autrui, comme parle un ancien Comique Latin : car les femmes ne sont pas pour l'ordinaire si glorieuses, que de se paier d'une excuse semblable à celle

*Socrat. Athen. Lib. XIII. Cap. I. Anl. Gell. Lib. XV. Cap. XX. Heroder. Lib. V. p. 190. Ed. H. Steph. au sujet d'Anaxandride, Roi de Lacédémone. [Mais voyez Potter. Archaeol. Grac. Lib. IV. Cap. XI. p. 599.] Pour les Romains, ils n'avoient qu'une femme, comme chacun sait. Voyez Cod. Lib. V. Tit. V. De incestis & inutilibus nuptiis, Leg. II. & Lib. IX. Tit. IX. Ad Leg. Jul. de adult. & stupro, Leg. XVIII. La Loi que César vouloit proposer, Sueton. Cap. LII. n'étoit que pour lui. Voyez les Interprètes. Et l'on traite de fable ce que *Socrate*, *Hist. Eccl. Lib. IV. Cap. XXVI. & Paul Diacre*, *Lib. XI. racontent de l'Empereur Valentinien. Voyez Baronius, T. IV. ad ann. Christ. CCCLXX. §. 125. Mais Mahomet, s'accommodant au naturel des Peuples, à qui il débit ses impostures, permit la Polygamie; qui, à ce que l'on dit, ne trouble pas d'ordinaire beaucoup la paix des familles, parce que les femmes de ce pais-là, par un effet de leur tempérament, ou de l'éducation, sont fort esclaves de leurs Maris. Il y en a, qui disent, que, pour éviter la jalousie, & les querelles des Femmes, les Ma-**

ris riches les tiennent dans des Maisons ou même dans des Villes séparées. *Richer. de morib. Turcar. Au reste, Boccacin, dans ses Ragguagli di Parnasso, Cent. II. Cap. LXVIII. prétend, que Mahomet permit la Polygamie par une raison de Politique, afin que les biens partagés entre plusieurs Enfans affoiblissent les Familles, & les rendissent plus propres à subir le joug d'une rude domination. Mais, dit notre Auteur, Mahomet ne pouvoit pas avoir cette vue, puis que l'Empire Ottoman ne commença que long tems après sa mort. On dit enfin, que la principale raison, pourquoi plusieurs Rois des Indes ont été rebuttez d'embrasser l'Evangile, c'est la Loi de *Jesús-Christ*, qui ordonne de se contenter d'une femme. Voyez *Abr. Roger. de Bramin. Part. I. Cap. XIII. & Alexand. de Rhodet, Part. II. Cap. XI. Ajoutez ce qui est dit dans les Nouveaux Mémoires de la Chine, Tom. II. Lett. IV. & dans le Voyage de Guinée de Guill. Bosman, Lett. XIX. Voyez aussi l'Extrait que Mr. Bayle donna dans ses Nouvelles d'Avril, 1685. du Livre de Lyserus, intitulé Polygamia triumphatrix &c.**

dont s'avisa l'Empereur *Elins Vêrus* (f) pour appaiser l'Impératrice, qui lui reprochoit ses débauches : *Le nom d'Epouse, dit-il, est un nom de dignité, & non pas de volupté : souffrez donc, Madame, que j'aïlle me satisfaire ailleurs.* Enfin, la Polygamie ne réduit pas les Femmes à une condition servile : elle rend seulement leur condition moins avantageuse, que celle de leurs Maris; en quoi il n'y a rien d'injuste, puis que la foiblesse même de leur sexe les doit porter à se mettre sous la (g) protection des hommes. Pour ce que l'on dit de la jalousie des Femmes, des dissensions domestiques, de la haine de marâtre que chaque Femme conçoit pour les Enfans des autres Femmes de son Mari, & qui se perpétue entre les Enfans eux-mêmes; tout cela ne prouve pas, que la Polygamie soit défendue par le Droit Naturel, mais seulement qu'elle est sujette à quelques inconveniens domestiques : & n'y en a-t-il pas dans les secondes nœces, & dans le simple Mariage même? D'ailleurs ces inconveniens n'ont pas lieu également par tout, mais seulement dans les Pais, où les femmes sont trop hautaines, ou les Maris trop esclaves : car il y a plusieurs (h) Peuples, chez qui, par un effet de l'éducation, ou du naturel, les femmes sont fort soumises à leurs Maris. Et après tout, il n'est pas difficile à un homme prudent & sage, d'entretenir la paix dans sa Famille, même parmi plusieurs Femmes (i). Voilà les raisons des Avocats de la Polygamie.

§. XVIII. ON oppose à cela le Commandement du Décalogue : *Vous ne commettrez point d'Adultère* : défense, que personne n'a jamais dit, ni ne dira, ne regarder que les femmes. D'où l'on conclut, que le Mari commet adultère, toutes les fois qu'il se marie ou qu'il couche avec une autre femme, que celle à qui il avoit déjà donné sa foi. (a) *Hobbes* répond (b) à cela diverses choses, que nous examinerons (c) ailleurs. Un (d) Jurisconsulte moderne soutient, que la Polygamie ne renferme point d'Adultère : (e) car, dit-il, on ne commet adultère, que quand on a commerce avec la Femme d'autrui. D'ailleurs, toute violation de la foi conjugale, n'est pas un Adultère : car la désertion malicieuse, le refus de rendre à la Femme le devoir conjugal, ou de lui fournir ce qui est nécessaire pour son entretien, sont certainement des choses contraires aux engagemens du Mariage; & cependant celui qui en est coupable, ne sauroit passer pour adultère. J'avoue, ajoute le même Auteur, qu'un Mari est injuste & déraisonnable, d'exiger de sa Femme (1) une chasteté, qu'il ne garde pas lui-même : mais il ne s'ensuit pas de là, que l'un & l'autre péchent également. Car qui ne fait, que les femmes doivent avoir plus de soin de conserver leur honneur, soit à cause de la pudeur de leur sexe, soit pour ne pas donner à leurs Maris des Enfans, dont ils ne sont pas les Pères; soit pour ne pas deshonorer leur Famille; & tout l'Etat? Si c'étoit autrefois une espèce de deshonneur (f) d'être né d'un Père ou d'une Mère qui fût d'une autre Nation; c'en seroit un bien plus grand pour chaque Particulier, & même pour tout l'Etat, de ne pouvoir être assuré si l'on est bâtard, ou légitime. Dans la Loi de *Moïse* (g), l'Adultère est défini par *coucher avec la Femme de son prochain*. Or quelle apparence que les défenses de l'Adultère, faites à un Peuple chez qui la coutume d'avoir plusieurs femmes étoit établie, s'étendent à la Polygamie, qui ne se trouve point défendue expressément en aucun endroit des Loix de *Moïse*? A l'égard des passages de (h) l'Ecriture Sainte, où il est dit, que *quiconque regarde une femme d'autrui, jusques à souhaiter d'en jouir, a déjà commis adultère avec elle, en son cœur*, il faut les expliquer comme ceux qui portent, que *quiconque* (i) *hait son frère, est homicide*. D'autres soutiennent, que le Commandement du Décalogue, qui défend l'Adultère, se rapporte certainement aux Maris, aussi bien qu'aux Femmes, mais ils nient que la Polygamie soit un Adultère. A la vérité, disent-ils, si un homme a promis en se mariant, de n'avoir commerce qu'avec la femme qu'il épouse, il viole sa foi, soit qu'il s'abandonne à la débauche, ou qu'il épouse quelque autre Femme. Mais comment accuseroit-on d'Adultère,

(f) *Spartian;*(g) *Voiez Enripid. in Supplic. vers. 40, 41.*(h) *Voiez Bzen. Hist. novi Orbis, Part. I. Cap. XXXVII.*(i) *Dénys Godefroi, sur le Code, Lib. I. Tit. IX. De Judais & Gallicis, Leg. VII. allégué encore d'assez pauvres raisons.**Raisons de ceux qui soutiennent le contraire.*(a) *Voiez Gratian. Caus. XXXII. Quest. V. Cap. XV. XVI. XXIII. & Berclet. ad Grotii Lib. II. Cap. V. §. 9.*(b) *De Crive, Cap. VI. §. 16. &c. XIV. §. 9.*(c) *Liv. VII. Ch. I.*(d) *Ant. Matth. de Crim. ad Leg. Jul. de adul. Cap. I. §. 13.*(e) *Au §. 12. il avoit nié, qu'un homme marié commette adultère, en couchant avec une femme non mariée.*(f) *On appelloit ceux qui étoient ainsi nez, hybrides, comme par sobriquet.*(g) *Levitiq. XVIII. 20. & XX. 10.*(h) *Matth. V. 28. (i) L. Jean, III, 15.*

ceux

§. XVIII. (1) *Periniquum enim videtur esse, ut pudicitiam vir ab uxore exigat, quam ipse non exhibeat. Digest.**Lib. XLVIII. Tit. V. Ad Leg. Jul. de adulteriis coercendis. Leg. XIII. §. 5.*



ceux qui en épousant une Femme se sont réservés la liberté d'en prendre d'autres ? Et ce n'est pas priver une Femme du devoir conjugal, que d'en faire part à d'autres, lors qu'on ne le lui a pas promis tout entier. Ceux qui condamnent la Polygamie, disent là-dessus, qu'on ne doit pas s'imaginer, qu'une Femme donne jamais les mains aux affronts, que lui fait par là son Mari, à moins qu'elle n'y soit portée par la crainte ou par la force, ou par une faiblesse ou un défaut de jugement; deux choses, qui ne sauroient produire aucun droit. Mais tout le monde ne convient pas qu'un Mari fasse par là aucun tort à sa Femme; car, comme on l'a déjà dit, il ne lui refuse que ce qu'il ne lui a pas promis par le Contrat de Mariage. Et de ce que les Loix d'un Mariage régulier demandent nécessairement, qu'un Mari acquière un droit entier sur le corps de la Femme, il ne s'ensuit pas que la Femme à son tour doive toujours acquérir un droit entier sur le corps de son Mari. L'Egalité Naturelle des Hommes ne demande pas non plus, que les engagements réciproques soient égaux de part & d'autre: autrement il seroit contre le Droit Naturel, qu'en conséquence d'un acte d'autrui, il y eût des gens qui sont destinez par leur naissance même, les uns à commander, les autres à obéir. Il n'y a point d'homme de bon sens, qui voudrait soutenir, qu'en vertu de l'Egalité Naturelle des Hommes, le Mari & la Femme doivent tour à tour commander dans la Famille. Et pour ce qui regarde la propagation de l'espèce, combien aisément un Père s'acquitte-t-il de cet emploi, pendant qu'une Mère est exposée par là à de grandes incommodités & à de violentes douleurs ? On se moque des femmes, qui veulent se mêler du Gouvernement de l'Etat; & on n'oseroit dire, que les hommes leur aient fait du tort en les en excluant, & que ce soit un acte de tyrannie envers elles. Supposé qu'un Peuple se trouve d'un naturel à demander d'être gouverné d'une manière un peu absolue, (ce que certaines gens appellent injustement, être traités en Esclaves) ce seroit pécher contre les règles de la Prudence du Gouvernement, Vertu qui s'accorde très-bien avec les maximes du Droit Naturel, que de donner trop de liberté à un tel Peuple. Il n'est donc pas moins ridicule de trouver fort triste la condition des femmes de l'Afrique, où la Polygamie est en usage, que de regarder les païsans, ou les artisans, comme fort misérables, de ce qu'ils ne mènent pas une vie aussi délicate, que les gens de qualité. Que si un Mari ne peut pas consentir honnêtement, que sa Femme en ait d'autres en même tems, c'est pour une autre raison, que nous avons souvent alléguée. Une femme ne doit donc pas faire conscience de se marier avec un homme, qui en a déjà d'autres, lors que la coutume en est établie dans le Pais: d'autant plus, que, quand même elle auroit quelque chose de vicieux, il est moralement impossible, que les femmes seules la fassent abolir, soit parce qu'elles manquent des forces nécessaires, & qu'elles sont exclues du Gouvernement de l'Etat; soit parce qu'il s'en trouveroit toujours quelques unes, qui se contenteroient de

(k) Voyez *Esaïe*, partager avec d'autres le cœur de leurs Maris (k). L'exemple des *Païens*, ajoute-t-on, & celui des *Mahométans*, à qui il est permis d'avoir quatre Femmes, & autant de Concubines qu'ils en peuvent nourrir, pourroit être éludé par la raison, que l'on voit d'ailleurs parmi eux une violation manifeste de plusieurs Loix Naturelles. Mais on doit avouer ingénument, comme font quelques uns, que l'objection tirée de la pratique des Patriarches de l'Ancien Testament forme une difficulté insoluble. On allégué encore ces paroles de *St. Paul* (l): *Que le Mari rende à sa Femme le devoir conjugal; & que la Femme fasse de même à l'égard de son Mari. Une Femme n'est pas maîtresse de son corps, mais son Mari: de même un Mari n'est pas maître de son corps, mais sa Femme.* Sur quoi les partisans de la Polygamie répondent, qu'il ne s'agit pas là du but propre & de l'usage principal du Mariage, je veux dire, de la propagation du Genre Humain; mais de la fin indirecte &, pour ainsi dire, accidentelle de cette union, qui est, comme l'Apôtre le dit auparavant, d'éviter la fornication: car cet inconvénient étant à craindre pour les femmes, aussi bien que pour les hommes, il étoit juste de pourvoir aux besoins des uns & des autres; & à cet égard un Mari ne doit pas refuser à sa Femme

(k) Voyez *Esaïe*,  
IV, 1.

(l) I. Corinth. VII,  
3, 4.

me le devoir conjugal. Mais il ne s'ensuit pas de là, qu'un Mari ne puisse avoir qu'une Femme.

§. XIX. QUOI qu'il en soit, il faut convenir, que le réglemeut le plus honnête, le plus avantageux, & le plus propre à entretenir la paix dans les Familles, c'est que chacun n'ait qu'une Femme à la fois; & que cette sorte de Mariage, qui impose au Mari, & à la Femme, une égale Obligation de fidélité, est sans contredit le plus parfait & le plus noble. Euripide fait ainsi parler le Chœur, dans son *Andromaque*: (1) *Je n'approuverai jamais, qu'un homme ait deux lits, & que l'on voie chez lui des Enfants de deux Mères: tout cela n'est qu'un sujet de division, & de grands chagrins, dans une Famille. Qu'un Mari se contente d'avoir une seule Femme, chaste & vertueuse. Une honnête Femme, dit une Actrice du Marchand de Plaute* (2), *se contente d'un Mari: pourquoi est-ce qu'un Mari ne se contenteroit pas d'une Femme?* La réflexion de Clytemnestre, dans une autre Tragédie du Poète Grec, que j'ai citée, mérite bien encore d'être rapportée ici: (3) *Nous autres femmes, dit-elle, nous sommes folles d'être jalouses, ja l'avoue: mais enfin quand cette malade prend une Femme, & qu'elle voit que son Mari en va caresser quelque autre, elle a envie de suivre son exemple, & de faire un galant. Après cela, elle est deshonorée dans le monde: & cependant le Mari, qui en est la cause, n'en est pas moins estimé.* Ajoutons une chose confirmée par l'expérience; c'est qu'ordinairement un Mari, qui a plusieurs Femmes, en aime une plus que (a) toutes les autres: de sorte que, dans la pluralité même la Nature semble réduire le Mariage à l'unité. Ainsi, ou une seule Femme possède entièrement le cœur de son Mari, ou bien l'amour du Mari partagé entre toutes devient extrêmement (4) froid pour chacune; ce qui a lieu aussi au sujet du grand (5) nombre d'enfants, dont il se voit père. Grotius (b) dit, que la raison pourquoi les Chrétiens ne peuvent avoir qu'une Femme, c'est 1. Afin qu'un Mari donne son cœur tout entier à sa Femme; comme elle lui a donné le sien. 2. Parce que le ménage (c) va mieux, lors qu'il est conduit par une seule Femme. 3. Enfin, pour prévenir les discordes & les divisions que plusieurs Femmes semeroient entre leurs enfans. Il y a encore ici contre la Polygamie une raison Politique, qui est très-forte par rapport à la plupart des Peuples civilisez, depuis la multiplication du Genre Humain; c'est que le grand nombre d'enfans ruine les Familles Nobles, réduit à la mendicité celles de médiocre naissance, & remplit trop l'Etat de menu peuple, dont la multiplication est capable de le détruire, & dont néanmoins on ne peut pas toujours commodément décharger le Pais: car c'est un expédient bien dur & bien inhumain, que celui dont on se sert dans le Roiaume d'Angola en Afrique, où l'on vend toutes les années un grand nombre de gens, pour servir d'Esclaves & travailler aux mines de l'Amérique. Ce sont apparemment ces inconvéniens, plutôt que la débauche de la Sodomie, com-

Le Mariage le plus parfait, c'est de n'avoir qu'une seule Femme à la fois.

(a) Voyez Genes. XXIX, 29. Deuter. XXI, 15. Esther, II, 17. Cantig. VI, 7, 8.

(b) De Verit. Relig. Christ. Libell. §. 13.

(c) Voyez Euripid. Andromach. vers. 177. & seqq.

mune

§. XIX. (1) Οὐδὲν ἂν διδύμα  
Λιτὲ ἱπασίῃ ῥοστῶν,  
Οὐδὲ διδυμῆτορας αἶψα,  
Ἐγὼ μὲν οἶκον,  
Αὐτοῖσις τε λύπας.  
Τὴν μίαν μὲν σὺ γὰρ αἶσας γάμος  
Ἀκονῶντος τινὲς ἀνέστ.

Andromach. vers. 464. & seqq.

(2) Nam uxor contenta est, quæ bona est, uno viro,  
Qui minus vir una uxor contentus fuit?  
Mercator. Act. V. Scen. I. vers. 8. Voyez Iherat. Nicolai  
pag. 59, 60. Edit. Paris. & Plutarch. de conjug. præcept.

(3) Μῆγερ μὲν ἐν γυναικὶ, διὰ πολλὰς λυγὰς  
Ἰόταν δὲ ἰπέρῃ τῷ ἀμαρτῶν αἰσῶν,  
Ταῖσιν παρῶσας λιτὰς, μὴ μὲν δὲ δὴ  
Τὴν δὲ ἀνέστ, ἡ ἀνέστ πρὸς φίλον.  
Κάτιν δὲ μὴ δὲ ἰδὲ λυμπεύεται,  
Οὐδὲ αἰσῶν δὲ ἡ κλύσας ἀνέστ κακῶν.

Elect. vers. 1035. & seqq.

(4) C'est la réflexion de Salluste, (dans la Guerre de Jugurtha,) au sujet des Numides, & des Maures. Etiam

antea Jugurtha filia Bocchi nupserat. Verum ea necessitudo  
apud Numidas, Maurosque levis duitur: quod singuli pro  
opibus, quisque quamplurimas uxores, denas alii, alii  
plures habent; sed reges eo amplius. Ita animus multitudine  
distrahitur; nullam pro socia obinet: pariter omnes  
viles sunt. C'est-à-dire, selon la version de Cassagne:  
Bocchus avoit donné sa fille en mariage à Jugurtha;  
mais il est vrai qu'une telle alliance n'est pas comptée  
pour grand chose parmi les Numides, ni les Maures:  
ils ont plus ou moins de femmes à proportion de leur  
bien, les uns en ont jusqu'à dix, les autres davantage,  
& les Rois en ont toujours plus que leurs Sujets;  
si bien que leur esprit dissipé par la multitude ne prend  
nul attachement particulier, & que traitant sans hon-  
neur toutes ces femmes, ils n'en considèrent pas une  
comme leur compagne. Voyez Amm. Marcell. Lib.  
XXIII. Cap. XII.

(5) Claudien fait cette réflexion au sujet des mêmes  
Peuples d'Afrique: De Bell. Gildon. vers. 442, 443.

Non illis generis nexu, non pignora curæ  
Sed numero languet pietas.

§. XX,

mune parmi les *Tures*, qui font qu'aujourd'hui la Polygamie n'est plus si fort en usage parmi eux, qu'elle l'étoit autrefois, & qu'ils ne prennent pas tant de Femmes, que leur Loi leur permet.

Le Mariage ne peut pas être dissous sans de grandes raisons.

§. XX. UNE autre Question, que l'on agite avec beaucoup de chaleur, c'est, si, par le Droit Naturel tout seul, le Mariage est une société indissoluble, ou bien si le *Divorce* est permis? Je vais encore ici rapporter fidèlement ce que l'on dit de part & d'autre; après quoi j'en laisserai le jugement aux Lecteurs qui sont capables de peser les raisons, & de donner à chacune son juste prix. On suppose d'abord, que, comme dans toute Convention, l'un des Contractans ne peut point se dédire sans le consentement de l'autre, ou à moins que celui-ci n'ait violé les engagements: il en est de même du Mariage, de sorte que le Droit Naturel ne permet point, qu'un Mari quitte sa Femme, ou une Femme son Mari, par un pur caprice, ou afin de trouver un meilleur parti. En vain allégueroit-on ici une Loi du Droit Romain, qui porte, que, (1) *quand même on seroit formellement convenu, dans un Contrat de Société, de ne se séparer qu'au bout d'un certain tems, l'un des Associés peut quelquefois renoncer à la Société avant le terme.* Car, outre que de cette manière une personne mariée cause sans contredit du dommage à l'autre en la quittant, ce que les Jurisconsultes supposent (2) n'arriver pas dans le cas, dont ils parlent: il est beaucoup plus facile de rompre une Association, qui a été contractée uniquement pour le gain, que cette union très-étroite qu'il y a entre un Mari, & une Femme, lesquels aiant acquis un droit sur le corps l'un de l'autre, ne peuvent en être dépouillés malgré eux.

(a) Voyez *Valer. Maxim. Lib. II. Cap. IX. §. 2.*

De plus, il seroit (a) également deshonnête, & nuisible, que le Mariage pût être dissous, même du consentement des Parties, sans de très-fortes raisons (3): car une telle licence troubleroit extrêmement l'ordre & la paix des Familles, & par conséquent de l'Etat (4). Il faut dire la même chose des simples *Françaises*, quoi que les choses soient encore en leur entier; à moins que la Promesse de Mariage n'eût été faite sous quelque condition, qui ne se vérifie pas par l'événement, & dont le défaut par conséquent rend la Con-

§. XX. (1) *Sed etsi convenit, ne intra certum tempus societate abeat, & ante tempus renunciatur, potest rationem habere renunciatio.* Digest. Lib. XVII. Tit. II. *Pro socio*, Leg. XIV.

(2) Ils supposent au contraire, que celui, qui se sépare, en vient là, ou parce que l'autre n'a pas tenu quelque condition, à laquelle il s'étoit engagé par le Contrat, ou parce qu'il lui fait du tort. *Nec tenetur pro socio, qui ideo renunciavit, quia conditio quadam, quæ societas erat coita, ei non præstatur: aut quid, si ira injuriosus & damnosus socius fit, ut non expediat eum pati?* Digest. *ibid.*

(3) La nature même & le but de cette Société fait voir, qu'elle doit durer long tems. On se marie non seulement pour avoir des enfans, mais encore pour les élever. Or une femme est capable de concevoir, & se trouve d'ordinaire actuellement grosse, long-tems avant qu'un enfant, qu'elle a mis au monde, soit en état de pourvoir lui-même à ses besoins. Ainsi le Mari doit demeurer avec elle jusques à ce qu'ils soient tous grands, & en âge de subsister ou par eux-mêmes, ou avec le bien qu'il leur laisse. On voit que, par un effet admirable de la Sagesse du Créateur, cette règle est constamment observée par les Animaux même destituez de Raison. Parmi les Bêtes, qui se nourrissent d'herbe, la société entre le Mâle, & la Femelle, ne dure pas plus long-tems que l'accouplement, parce que le lait de la mère suffit pour nourrir les petits, jusqu'à ce qu'ils puissent brouter eux-mêmes l'herbe. Mais, à l'égard des Lions, par exemple, & des autres Bêtes carnassières, comme la mère ne sauroit de sa proie seule fournir à sa subsistance, & à celle de ses petits, le mâle a soin de chasser

aussi pour eux. On remarque la même chose dans tous les Oiseaux, à la réserve de quelques Oiseaux domestiques, qui se trouvent dans des lieux, où il y a continuellement une grande abondance de pâture. Mais, quoi que les besoins des Enfans demandent que l'union conjugale du Mari & de la Femme dure plus long-tems que celle de tous les autres Animaux; il n'y a rien, ce semble, dans la nature & dans le but de cette union, qui demande que le Mari, & la Femme soient obligés de demeurer ensemble toute leur vie, après avoir élevé leurs enfans, & leur avoir laissé de quoi s'entretenir. Tout dépend, en ce cas-là, comme dans tous les autres engagements volontaires, des Conventions du Contrat de Mariage; à moins que l'on ne vive dans un Etat, où les Loix Positives ordonnent que ce Contrat soit à vie. J'ai tiré ceci de la Seconde Partie du Traité du Gouvernement Civil, par Mr. Locke, Chap. VI. §. 2. & suiv. Voyez aussi le Discours sur le Gouvernement, par *Algeron Sidney*, Chap. II. Sect. IV. vers la fin.

(4) Cela donneroit occasion à bien des Adultères. Car un homme, qui, dans un mouvement de colère ou de quelque autre Passion, auroit répudié sa femme pour un léger sujet, pourroit se reconcilier avec elle, lors qu'elle seroit à un autre Mari, & la familiarité, qu'il avoit eue avec elle, lui fourniroit aisément le moyen de recommencer en cachette leur ancien commerce. D'ailleurs, outre que les femmes seroient par là fort exposées au caprice des hommes; quel jugement peuvent faire des Enfans, lors qu'ils voient chasser leur Mère sans sujet, ou pour des bagatelles? Et le moyen qu'ils gardent, après cela, le respect qu'ils doivent avoir pour ceux de qui ils ont reçu la vie?

(5) C'est

Convention nulle (b). *Dénys d'Halicarnasse* loue fort *Romulus* de ce qu'il ordonna, que (5) la *Confarréation* rendroit les Mariages indissolubles: Cette Loi, dit-il, (6) étant aux Femmes toute autre ressource, les obligeoit à se conformer à l'humeur de leurs Maris; & ceux-ci de leur côté étoient portez par là à traiter leurs Femmes avec complaisance, comme des personnes avec qui il leur falloit vivre nécessairement, & dont ils ne pouvoient jamais se séparer (7). En effet, un des plus grands désordres, qui formèrent dans la suite cette prodigieuse corruption, que l'on vit parmi les Romains, ce fut la liberté des Divorces, dont on voioit tous les jours qu'une infinité de Maris, & de Femmes même se servoient sans en avoir aucun sujet, ou pour des bagatelles. Il n'y a point aujourd'hui de Femme, disoit le Philosophe *Senéque* (c), qui ait honte du Divorce, depuis que l'on voit des Femmes de la première qualité compter leurs années, non par le nombre des Consuls, mais par le nombre des Maris qu'elles ont eû; sortir de chez un Mari, pour se remarier; & se remarier ensuite, pour se séparer encore de cet autre, qui les épouse. D'où vient, dit un Poète Satyrique de ce tems-là (d), d'où vient ce prodigieux attachement, que *Sertorius* a pour *Bibula*? Ce n'est pas elle qu'il aime; ce n'est que sa beauté; rien n'est plus vrai. Que *Bibula* commence à être ridée, que son visage se flétrisse; que ses dents perdent leur blancheur; que ses yeux s'appâtissent: Madame, lui vient dire un *Affranchi*, faites votre paquet, & retirez-vous; vous ne plaisez plus à Monsieur: vous vous mouchez à toute heure: Sortez vite d'ici, vous dis-je, & dépêchez-vous; en voici une, qui n'est pas si dégoûtante. Mais, comme le remarque un autre Poète Latin (8), lors qu'une Femme est devenue vieille, les Enfants, qu'elle a mis au monde, sont des gages, qui ne permettent pas à son Mari de la renvoyer, & la qualité respectable de Mère récompense la perte de sa beauté. Ajoutez à cela, que l'on regarde comme un affront très-sanglant, de répudier une honnête Femme sans de très-grandes raisons, & même de rompre avec une simple Fiancée; parce que (9) cela suppose, qu'elle déplaît.

§. XXI. \* LA question se réduit donc à savoir, si, dans le Mariage, comme dans toutes les autres Conventions, la Partie lésée peut se dégager, lors que l'autre a violé du moins les articles principaux de la Convention? Je répons hardiment, qu'oui, s'il s'agit d'articles essentiels. On se marie, pour avoir de la lignée, & par conséquent il faut que l'on s'accorde réciproquement l'usage de son corps. Ainsi, par le Droit Naturel tout seul, une désertion (1) malicieuse, ou un refus obstiné (a) du devoir conjugal, sont un juste sujet de dissoudre un Mariage.

De plus, ceux qui se marient veulent avoir des Enfants, dont ils soient les Pères, & non pas des enfans bâtards, ou supposez (b). Indépendamment même de cette considération, un honnête homme cherche une Femme qui soit toute pour lui; & il ne trouve point (c) beau qu'elle accorde ses faveurs à d'autres, quoi qu'elle soit déjà actuellement grosse de lui. Il peut donc légitimement la répudier, lors qu'elle s'abandonne à d'autres qu'à lui: car pour celles, qui ont été forcées (d), on auroit grand tort de les traiter d'adultères (2).

(b) Voyez *A. Gellius*, Lib. IV. Cap. IV.

(c) De Benef. Lib. III. C. XVI. Voyez *Martial*. Lib. X. Epigr. XII.

(d) *Juvenal*. Satyr. VI. vers. 142. & seqq. J'ai suivi le P. Tarteron. Voyez *Diod. Sic.* Lib. XII. Cap. XVIII. p. 83. D. Ed. Rhodom.

\* L'Adultère, & la désertion malicieuse, sont de justes sujets de dissoudre un Mariage.

(a) Voyez *Plutarch.* Amator. p. 769. A. & in *Solon*. p. 89. *Aristot.* Oecon. Lib. I. Cap. IV. *Diogen. Laërt.* in *Pythag.* Lib. V. Cap. XXIII. *Gratian.* Caus. III. Quest. V. Cap. I. & seqq. *Selden.* de *Uxore Hebr.* Lib. III. Cap. VI. VII. *Montagne.* Essais, Liv. III. Chap. V.

(b) Voyez *Jeseph.* Ant. Jud. Lib. III. Cap. X.

(c) On ne se pique pas de la politesse, dont parle *Ovide*, *Amor.* Lib. III. Eleg. IV. vers. 37, 38. Voyez *Martial*. Lib. VI. Epigr. XC. & *Abr. Roger.* de *Bramin.* Part. I. Cap. XIII.

(d) Voyez *Xenophon.* in *Hierone*; T. Liv. Lib. XXXVIII. Cap. XXIV. *Valer. Maxim.* Lib. VI. Cap. I. §. 2. extern. Dig. Lib. XLVIII. Tit. V. Ad Leg. Jul. de adult. Leg. XIII. §. 7. & XXXIX. princ.

D'où

(5) C'est lors que les mariez mangeoient ensemble d'un gâteau d'orge. Voyez *J. Lipsé* sur *Tacite*, Annal. Lib. IV. Cap. XVI.

(6) Οὐδὲν ἔστιν οὐδὲν τὰς τὴν γυναῖκα ἀνδραγαθὴν τὰς γυναικας, οὐδὲν μὴδὲν ἔχοντες ἰσχυρὰν ἀνδραγαθίαν, οὐδὲν ἴσως τὴν γυναικὴν ἵσως τὴν γυναικὴν καὶ τὰς ἀνδρας, οὐδὲν ἀνδραγαθὴν τὴν ἀνδραγαθίαν ἔχοντες, ἢ γυναικας ἀνδραγαθίαν. Lib. II. p. 95. Ed. Lipsé.

(7) Les *Sarrazins* se marioient pour un tems; *Amm. Marcell.* Lib. XIX. Cap. III. Dans le Japon, (au rapport de *Vareu.* de Japon. Cap. XIII.) les *Hollandois* prennent une femme jusqu'à leur départ. Ces sortes de Mariages sont fort communs en plusieurs lieux des Indes. Voyez *Olearius*; *Itin. Pers.* Lib. V. Cap. XXII. & *Pietro della Valle*, Part. II. Ep. XVII.

TOM. II.

(8) *Famina*, cum fenuit, retinet connubia partu, Uxorisque decus Matris reverentia pensat. *Claudian.* Lib. I. in *Eutrop.* vers. 72, 73.

(9) *Habent locum maledicti crebra nuptia.*

Mulier, qua nubit multis, multis non placet. Pub. Syrus.

Voi. *Tacit.* Ann. L. II. C. LXXXVI. & *Procop.* Hist. Goth. L. IV. §. XXI. (1) *Sr. Paul* permet la dissolution du Mariage pour ce sujet, I. Cor. VII. 15. Que si l'infidèle (c'est-à-dire, le Mari ou la Femme d'une personne Chrétienne) se sépare, qu'il se sépare; un frère, ou une sœur ne leur sont point assujettis en ces occasions, c'est-à-dire, ne sont plus liez avec lui, ou obligez de vivre sans se remarier.

(2) C'est, (ajoutoit notre Auteur) un plus grand crime,

D'où il paroît, que ce n'est pas en vertu d'une Loi Divine purement Positive que l'Adultere, & la défection malicieuse, rompent un Mariage; mais parce que telle est la nature de toutes les Conventions, que quand l'une des Parties ne tient pas ses engagements, l'autre est entièrement quitte des siens. Ainsi, en ces cas-là, un Mari, ou une Femme, ont naturellement une pleine liberté de se remarier, si bon leur semble. Je n'ignore pas, que le Droit Canonique établit le contraire. Mais les Ecclésiastiques eux-mêmes savent bien en éluder les décisions, quand ils veulent favoriser quelqu'un, en faisant voir, que le Mariage a toujours été nul; sur quoi les Canons mêmes leur fournissent diverses choses propres à colorer ce tour qu'ils prennent.

Au reste, quoi que l'on se marie pour avoir des enfans, la stérilité seule, soit qu'elle vienne du côté de la (e) Femme, ou du côté du Mari, pourvu qu'il n'y ait point d'ailleurs d'impuissance, ne suffit pas pour rompre le Mariage; la fécondité n'étant pas une chose qui dépende des Hommes.

§. XXII. MAIS ce n'est pas tout. Dans les Mariages réguliers, une Femme s'engage à demeurer continuellement avec son Mari; à se soumettre à sa direction dans les affaires de la Famille; à le secourir, autant qu'elle peut, par tous les services dont elle est capable, & par la douceur de son commerce: en récompense de quoi le Mari à son tour lui promet de l'aimer (1), de la protéger, de la défendre, de la bien traiter, & autres choses semblables. On demande donc ici encore, (& c'est la principale Question) si une violation énorme de ces engagements est, par le Droit Naturel tout seul, un sujet suffisant de Divorce? Plusieurs l'affirment hardiment & sans détour; & voici sur quoi ils se fondent. Un Père, disent-ils, peut bien chasser de chez lui un Fils rebelle; & ne seroit-il pas permis à un Mari, qui n'est pas uni, du moins naturellement, avec son Epouse d'une manière si étroite, qu'un Père l'est avec son Fils, de se défaire d'une Femme, lors qu'elle est d'une humeur insupportable & incorrigible, & de la chasser comme un Membre rebelle de la Famille? Faut-il donc, qu'il soit condamné à souffrir ce (a) tourment continu (2)? Si un Mari au contraire maltraite sa Femme sans sujet, s'il ne lui fournit pas ce que l'on doit à une Epouse, & s'il agit avec elle en ennemi, plutôt qu'en Epoux; n'est-il pas juste qu'elle ait la liberté de se délivrer de cet esclavage par un Divorce? Mais, dira-t-on, ne peut-on pas, malgré tout ce mauvais ménage, continuer les autres Devoirs Matrimoniaux, comme la propagation de l'espèce, qui est essentielle à cet engagement, au lieu que la

né-

me, de forcer une femme, que de la gagner par la persuasion. Mais, si, dans le premier cas, on fait une plus grande injure à la Femme, dans l'autre on fait un plus sanglant affront au Mari. C'est en ce sens qu'il faut expliquer la maxime du Droit Romain: *Persuadere autem est plus quam compelli, atque cogi sibi parere*. Digest. de servo corrupto, Lib. XI. Tit. III. Leg. 1. §. 3.

§. XXII. (1) Achille dit, dans Homère, que tout Mari sage & honnête homme aime sa Femme, & en a soin.

Ἡ μὲν οὖν φίλον ἀλόχου μαρτυρεῖ ἀνδρῶν  
Ἀργεΐδαι; ἰσὺν δὲ τις ἀγαθὸς καὶ ἰχθύν,  
Τὴν αὐτὴν φίλον καὶ αἰδέται. . .

(2) La Loi de Théodose & Valentinien mérite d'être rapportée ici. Ils disent d'abord, qu'en considération des Enfants on ne doit pas rompre un Mariage sans de bonnes raisons; & voici celles qu'ils spécifient, & pour lesquelles ils permettent d'avoir recours à ce remède fâcheux, mais nécessaire: Si un Mari, ou une Femme, sont convaincus d'adultère, d'assassinat, d'empoisonnement, de crime de lèse-Majesté, s'ils sont faulxaires, sacrileges, voleurs, de quelque manière que ce soit, receleurs de larrons; si un Mari est avec des Courtisânes, à la vue de sa Femme; si une Femme va en festin avec des hommes étrangers, sans que son Mari le sache, ou qu'il le veuille, & si elle couche dehors, sans de bonnes raisons, ou qu'elle aille aux spectacles à son insu; si un Mari dresse des embûches à la vie de sa Femme, ou une

Femme à celle de son Mari; si un Mari bat sa Femme. *Solutionem matrimonii difficiliorem debere esse, favor impetrat Liberosum. Causas autem repudii hac saluberrima Legge apertius signamus. Sicut enim sine justa causa dissolvimus matrimonia juxta limite prohibemus: ita adversa necessitate pressum vel pressam, quamvis infans, attamen necessario auxilio cupimus liberari. Si qua igitur Maritum suum adulterum, aut homicidam, aut veneficum, vel certe contra imperium nostrum aliquid molientem, vel falsitatis crimine condemnatum invenerit, si sepulchrorum dissolutorem, si sacris adibus aliquid subtrahentem, si latronem, vel latronum susteptorem, vel abactorem, aut plagiarium, vel ad contemptum sui domus sue, ipsa inspiciente, cum impudicis mulieribus (quod maxime etiam castas exasperat) catum inuentem, si sua vita veneno, aut gladio, aut alio simili modo insidiantem, si se verberibus (qua ingenuis aliena sunt) afficientem probaverit, tunc repudii auxilio uti necessario permittimus libertatem, & causas dissidii Legibus comprobare. Vir quoque pari sine claudetur. . . nec nullo modo expellat [jugalem] nisi adulteram &c. . . aut extraneorum virorum, se ignorante vel miente, convitiis appertentem; aut, ipso invito, sine justa & probabili causa, foris scilicet pernoctantem, vel circensibus, vel theatralibus ludis, vel arenarum spectaculis in ipsi locis, in quibus hac adfollent celebrari, se prohibente, gaudentem &c. Cod. Lib. V. Tit. XVII. De repudiis, & judicio de moribus sublato, Leg. VIII.*

(e) Voyez plus bas, §. 23. au commencement, à la marge.

Si une manière d'agir insupportable, ou une incompatibilité d'humeurs, suffit pour rompre le Mariage?

(a) Voyez Eurip. in Orest. vers. 602. & seqq. Simonid. inter Poët. Lyric. Ed. H. Steph. p. 227. Fulgent. Mythol. Lib. I.

nécessité de demeurer ensemble & de vivre familièrement, paroît une clause ajoutée, & une condition, pour ainsi dire, accidentelle, dont le défaut seul n'est pas capable par lui-même de rompre entièrement le lien conjugal? Pour répondre à cette difficulté, il faut avouer, que l'on peut sans contredit faire avec la même personne plusieurs Conventions différentes, avec cette clause, que la violation de l'une ne dégagera pas des autres. Rien n'empêche même, que, dans une seule Convention, qui renferme plusieurs articles, on ne stipule, que, quand on viendrait à enfreindre l'un de ces articles, on ne laissera pas de continuer à s'acquitter des autres. Si donc on s'est marié sur ce pied-là, il peut arriver qu'une Femme, avec qui il n'y a plus moyen de demeurer, à cause de sa mauvaise humeur, continue néanmoins à coucher avec son Mari, autant qu'il le faut pour la propagation de l'espèce. Mais, comme, pour l'ordinaire, il n'y a guères d'apparence, qu'une Femme, qui s'est rendue insupportable à un tel point, se montre assez souple au sujet de ce devoir; ou qu'un Mari veuille avoir des Enfants d'une Femme, qui s'est rendue si odieuse: l'engagement de s'accorder l'un à l'autre l'usage de son corps, & celui de vivre ensemble familièrement & avec douceur, se trouvent régulièrement renfermez dans une seule & même clause de la Convention; & ces deux articles sont si fort liez ensemble, qu'on ne sauroit manquer à l'un, sans violer l'autre. Ainsi une séparation de corps & de biens, sans que l'on puisse pourtant se remariar avec quelque autre, répugne au Droit Naturel; à moins que cela ne se fasse que pour un tems, afin de châtier celui, qui s'est rendu insupportable par sa mauvaise humeur, ou les mauvais traitemens, & pour voir s'il n'y auroit pas moyen de le faire revenir à lui-même. En effet, il est absurde de dire, que le lien du Mariage subsiste, & que cependant on ne peut ni on ne doit remplir aucun des engagements qui résultent de cette Convention. Et quand même on accorderoit, que celui des Mariez, qui a donné lieu d'en venir à cette extrémité, est justement puni par là: en vertu de quoi l'innocent souffrira-t-il pour le coupable, & est-il condamné pour le reste de ses jours à un Célibat, qui lui est peut-être fort dur, ou insupportable? A cet égard certainement la condition de l'un (b) & de l'autre des Mariez doit être naturellement égale. Et *Plutarque* trouve fort dure (c) une Loi de *Romulus*, par laquelle ce Roi défendoit aux Femmes de quitter leurs Maris, & permettoit aux Maris de renvoyer leurs Femmes, quand elles auroient empoisonné leurs Enfants, qu'on leur auroit trouvé de fausses clefs, ou qu'elles auroient commis adultère. Mais, parmi les *Athéniens*, il y avoit une Loi de *Solon*, qui accordoit aux Femmes la liberté de (d) quitter leurs Maris. Au reste, pour quelque raison que le Divorce soit toléré dans un Etat, il vaut mieux que la séparation se fasse devant des Juges, qui en examinent les motifs, que d'abandonner à la conscience de chacun une chose de si grande conséquence. Car l'objection tirée (e) de ce que par là on fait du tort à la réputation du Mari, ou de la Femme, ne me paroît pas assez forte, pour dispenser de faire connoître & décider de cette affaire par des personnes désintéressées, & revêtues de l'autorité publique.

§. XXIII. IL y a plus de difficulté à l'égard de la Loi Divine sur le Divorce, établie ou dans l'institution originale du Mariage, ou seulement par *Jésus-Christ*. Il est certain que les Juifs ont cru, que le Divorce étoit non seulement permis, mais ordonné même dans ces paroles du (a) *Deutéronome*: Si une Femme déplaît à son Mari, parce qu'il trouve en elle quelque chose de vilain; qu'il lui donne un écrit, par lequel il la répudie, & qu'il la renvoie de chez lui. On peut même conclure d'un passage de (b) *Philon*, qu'il falloit, selon eux, répudier une Femme, à cause de sa stérilité. Et il n'y a point de doute, que le Divorce ne fût fort commun parmi ce Peuple, quoi que l'on n'en trouve que peu ou point d'exemples dans l'Histoire, tant Sacrée, que Profane, pendant plus de sept-cens ans: car les Historiens ne parlent guères que des faits qui ont quelque chose de particulier & d'extraordinaire. On voit pourtant, que les Prophetes (c), en censurant les péchez du Peuple, emploient des comparaisons tirées du Divorce, comme d'une pratique très-con-

(b) Voyez *Eurip.* in *Andromach.* vers. 672. & seqq. où il ne s'agit pourtant pas précisément du droit.

(c) Pag. 89. A. de la vie de ce Prince. Voyez, là-dessus, la Note de Mr. Dacier, dont j'ai suivi la version.

(d) Voyez *Pottier.* *Archaeol. Græc.* Lib. IV. Cap. XII.

(e) *Bodin.* de Rep. Lib. I. Cap. II. Voyez *Platon.* de Legib. Lib. XI. p. 974. C. D. Ed. Wech. Charron, de la Sag. Liv. I. Chap. 42. (46.) num. 12. *Selden.* de J. N. & c. Lib. V. Cap. VII.

Quel est, selon quelques-uns, le sens de la Loi Divine au sujet du Divorce.

(a) Chap. XXIV. 1.

(b) *De special. Legib.* pag. 782. B. Edit. Paris. Voyez *A. Gell.* Lib. IV. Cap. III. *Valer. Max.* Lib. II. Cap. I. §. 4. *Herodot.* Lib. V. p. 190. Ed. H. Steph.

(c) *Isaïe.* L. 1. *Jerem.* III, 1, 6.

(d) *Antiq. Jud.*  
*Lib. XV. Cap. IX.*

nue. *Jeseph* (d) rapporte, comme une chose extraordinaire, & contraire aux Loix reçues, que *Salomé* répudia *Costobarnus* son Epoux, Gouverneur d'*Idumée* & de *Gaze* : au lieu que, selon les coutumes des *Juifs*, une Femme ne pouvoit point se séparer de son Mari, à moins qu'il ne la renvoyât lui-même, ou qu'il ne l'eût accusée mal à propos de ne l'avoir pas trouvée vierge la première nuit des nœces; car en ce cas-là il lui étoit permis de quitter son (e) Mari, quoi que, si elle vouloit demeurer avec lui, il fût obligé de la garder. Le même Historien allègue un pareil exemple de *Hérodiade* (f), fille d'*Aristobule*, qui, comme les Evangelistes (g) le rapportent, en fut censurée par *Jean Baptiste*. Mais la plupart des Théologiens croient, que la permission du Divorce a été entièrement abolie sous l'Evangile, & ils se fondent sur ces paroles de *Jesus-Christ* (h) : *Quiconque répudie sa Femme, si ce n'est en cas d'adultère, & en épouse une autre, commet adultère; & celui qui épouse celle qu'un autre a répudiée, commet aussi adultère. . . . . Que si une Femme (i) répudie son Mari, & se marie à un autre, elle commettra aussi un adultère. . . . (k) Moïse vous a permis, à cause de la dureté de vos cœurs, de répudier vos Femmes, mais il n'étoit pas de même dès le commencement. . . . Au commencement de la (l) création, Dieu a fait un homme & une femme; à cause de quoi l'homme doit quitter son Père & sa Mère, & s'attacher à sa Femme. Après cela, ces deux personnes doivent devenir une seule chair; en sorte qu'ils ne soient plus deux, mais une seule chair. Que l'homme donc ne sépare pas ce que Dieu a joint.* Sur quoi (m) *Grotius* dit, que, depuis le commencement du monde, le Mariage le plus agréable à DIEU, a toujours été celui qui dure toute la vie; mais qu'avant *Jesus-Christ* il n'y avoit point de Loi expresse, qui défendit le Divorce. Il y en a (n) qui prétendent, que la permission de la Loi de *Moïse* n'étoit qu'une simple connivence, qui exemptoit seulement de la peine devant le Tribunal Humain; & que cette tolérance a été abolie sous l'Evangile. Mais d'autres soutiennent, que *Jesus-Christ* veut dire seulement (o), qu'il n'est pas permis de rompre légèrement ce sacré lien, que Dieu a lui-même établi; & que, pour en autoriser la dissolution, il faut que la Femme ait commis une fornication (p), c'est-à-dire, selon le stile de la Langue Hébraïque, quelque chose de deshonnête : au lieu qu'il y avoit, du tems de Notre Seigneur, une grande Secte (q), qui soutenoit, que, pour peu qu'une Femme déplût à son Mari, il pouvoit la répudier, sans autre raison. On ajoute, que les premiers Chrétiens ne regardoient pas le Divorce hors du cas d'Adultère, comme une chose entièrement illicite; ce qui paroît manifestement par (r) une Loi d'un Empereur très-pieux. Ce n'est que par un effet de la Superstition & de la Tyrannie des Papes, que le Mariage a depuis été déclaré indissoluble jusqu'à la mort de l'un des Mariez.

(e) *Voiez Philon, de Special. Legib.*  
*P. 789. D.*

(f) *Ant. Jud. Lib.*  
*XVIII. Cap. VII.*

(g) *Matth. XIV.*  
*Marc. VI.*

(h) *Matth. XIX.*  
*9.*

(i) *Marc. X, 12.*

(k) *Matth. XIX, 8.*

(l) *Marc. X, 6, & suiv.*

(m) *Lib. II. Cap.*  
*V. §. 9. Voiez*

*aussi ses Notes sur*  
*Matth. V, 31, 32.*

(n) *Buxtorf. de*  
*Sponsalib. & Di-*

*vertiti.*

(o) *Selden. de*  
*Uxore Hebr. Lib.*

*III. Cap. XXII.*

(p) *Pogius.*

(q) *Celle de Hil-*  
*let, opposée à*

*celle de Sammai.*

(r) *Voiez la Loi*  
*citée ci-dessus,*  
*§. 22. Not. 2.*

Raisonnemens  
de *Milton*, pour  
prouver, que l'E-  
vangile même  
permet le Divor-  
ce pour cause  
d'incompatibili-  
té d'humeurs, ou  
d'une conduite  
insupportable.

§. XXIV. IL y a sur tout un Traité du Divorce, par *Jean Milton*, où ce savant Anglois, mis en colere peut-être par une Femme qui le faisoit enrager, se tourmente fort pour faire voir, que, par les principes même du Christianisme, une conduite & une manière d'agir insupportable, ou une grande incompatibilité d'humeurs, sont un sujet suffisant de Divorce; & que même en ce cas-là il faut absolument séparer des Mariez, qui se trouvent si mal assortis. Il n'y aura point de mal à rapporter ici les principales raisons sur lesquelles il appuie son sentiment.

Il paroît, dit-il d'abord, par les paroles mêmes de l'institution du Mariage, qui se trouvent dans l'Ecriture Sainte, que DIEU en établissant cette société, a eü principalement en vue, que le Mari & la Femme véussent ensemble doucement, & s'entr'aidassent, par une complaisance mutuelle, à supporter les chagrins de la vie. Pour la propagation de l'espece, dont il est parlé ensuite, c'est une autre fin moins considérable. Mais cette supposition me paroît fautive, Car, lors que *Moïse* raconte, que DIEU créa pour *Adam* (a) une aide

(a) *Genes. II, 18.*

(b) *Ibid. I, 28.*

semblable à lui, & qu'il dit ensuite à *Adam*, & à *Eve* : (b) *Croissez & multipliez-vous* : ce ne sont pas là deux vûes différentes; mais les dernières paroles marquent seulement le fruit principal, qui, avec la bénédiction de Dieu, doit provenir de cette union, & de cette

cette assistance mutuelle. Certainement, si les douceurs du commerce de la vie eussent été le principal but, que le Créateur se proposoit, qu'étoit-il besoin de la diversité des Sexes? Car, sans la propagation de l'espèce, & le plaisir que la Nature a attaché à l'union des deux Sexes, les hommes se seroient mieux accordez ensemble, & auroient pu se rendre les uns aux autres plus de services, qu'ils n'en tirent des femmes. De là vient que les Enfants, avant que d'être en âge de sentir les aiguillons de l'Amour, & les Vieillards, qui n'y sont plus sensibles, se plaisent plus à être avec des hommes, qu'avec des femmes. *Milton* se fait ici une belle idée d'un commerce agréable entre un homme de Lettres, & une femme d'un naturel conforme à son humeur, qui puisse lui aider dans ses études, ou le délasser & le divertir par sa conversation enjouée, lors qu'il sort de son cabinet, ou qu'il est accablé de chagrins. J'avoue, qu'il n'y a point d'homme sage, qui ne préfère infiniment les plaisirs de l'Esprit à ceux des Sens. Mais on voit si peu de femmes capables de ces qualitez sublimes, que l'on ne trouveroit guères de Mari d'un tel caractère, qui ne pût faire rompre son Mariage pour ce sujet. Et si un homme n'est point sensible aux attraits du Sexe, ou ne se soucie point d'avoir des Enfants, je lui conseille de ne point se marier du tout. Ceux qui sont de cette humeur, n'aiment guères les femmes; & il ne faut pas s'étonner que les femmes à leur tour ne s'en accommodent pas. Après tout, on a beau faire & beau dire: quand on demande à ces gens-là, d'où vient que le Mariage a été institué pour la douceur de la vie, plutôt qu'un commerce d'amitié entre deux hommes; ils ne sauroient alléguer d'autre raison que l'inclination naturelle des deux Sexes. Il vaudroit donc mieux, sans tant philosopher, & sans supposer les femmes autres qu'elles ne sont ordinairement, tenir pour une Epouse assez commode celle qui met au monde des enfans; qui aide son Mari à les élever, & qui a bien soin de son ménage; quoi que d'ailleurs elle ne s'embarrasse point de science, & qu'elle ne lui soit d'aucun secours en ce qui regarde ses études. Ce n'est pas tout-à-fait sans raison qu'un ancien Poète Satyrique dispense les Femmes d'être savantes.

(1) *Que votre femme, dit-il, ne raisonne point en forme & par Enthymêmes; qu'elle ne sache point ce que c'est que le genre sublime, le médiocre, le rampant, non plus que tout ce qu'il y a d'histoires: il est bon qu'elle n'entende pas tout ce qui est dans les Livres. Je ne puis souffrir une femme, qui relis & qui feuillette continuellement la Grammaire de Palémon; qui s'attache scrupuleusement aux règles du beau Langage; qui vous cite des vers & des antiquailles qu'on n'entend point; qui reprend son amie sur des mots, que d'habiles gens ne s'avisoient pas de reprendre. Eh, du moins que le Mari puisse faire impunément un solécisme (c)!*

A l'égard des raisons de *Milton*, il faut remarquer en général, qu'elles ne prouvent rien, supposé qu'il soit certain, que *Jésus-Christ* exclut tout autre sujet de Divorce, excepté l'Adultère: car en ce cas-là, il faudra s'en tenir à la maxime commune: *cela (d) est bien rude, mais telle est la volonté du Législateur*. Lors qu'une Loi Civile se trouve en général avantageuse à l'Etat, on ne l'abolit pas pour quelques inconvéniens qui en résultent par rapport à un petit nombre de Particuliers, & l'on regarde ces inconvéniens comme un simple malheur. Tout ce donc que l'on peut inférer des principes de *Milton*, c'est que, si les paroles de Notre Seigneur au sujet du Divorce sont susceptibles d'une interprétation favorable, il faut la suivre, comme plus conforme à l'esprit de douceur qui régné dans l'Evangile, que celle qu'on leur donne ordinairement. Voici à quoi se réduisent les raisonnemens de cet Auteur.

(b) Voyez *Enrip.*  
*Hippol. corin.*  
vers. 640, 641. &  
*Strab. Lib. XV.*  
pag. 490. Ed. Gen.  
*Casaub.*  
(d) Voyez ci-dessus, Liv. V. Chap. XII. §. 21. Not. 4.

§. XXIV. (1) *Non habeas Matræ, tibi qua juncta recumbit.*  
*Dicendi genus, aut curtum sermone rotato*  
*Torqueat enthymema, nec historias sciat omnes:*  
*Sed quadam ex libris & nam intelligat. Odi*  
*Hanc ego, quæ repetit, volvitque Palæmonia*  
*artem,*  
*Servatâ semper lege & ratione loquenti.*  
*Ignosce quæ mihi tenet antiquaria verjus.*

*Nec curanda viris Opica ostigit amica*  
*Verba. Solécismum liceat fecisse marito.*  
*Juvenal. Satyr. VI, 448, & seqq.*

J'ai suivi la traduction du P. Tarteron. Tout le monde a vu la Comédie de *Molière*, où il se moque si agréablement des Femmes Savantes, c'est-à-dire, des fautes Savantes, ou des défauts du petit nombre des femmes, qui sont ou peuvent être véritablement savantes.

E'in-



L'incompatibilité d'humeurs, & une opiniâtreté incorrigible, qui prive du principal bien du Mariage, je veux dire, du plaisir & du secours que l'on a lieu d'espérer d'une Femme, est un sujet de Divorce beaucoup plus considérable, qu'un défaut naturel, qu'une maladie, que quelque chose de dégoûtant dans le corps; & cependant le Divorce étoit permis aux Juifs pour toutes ces raisons. D'ailleurs, il n'y a point de Société, dans laquelle ceux, qui y entrent, soient obligés de demeurer contre le but de la Société même, ou contre l'intention & l'espérance ou de tous les Membres en général, ou de chacun en particulier. Or DIEU, en établissant le Mariage, a eu dessein de donner à l'homme une Aide, & non pas un Bourreau domestique; une Compagne, qui non seulement concourût avec lui à la propagation de l'espèce, mais qui encore partageât le soin de l'éducation de leurs Enfants, & qui lui fût de quelque secours dans tout le commerce de la vie. Il est étrange, que le Droit Canonique, qui déclare, sans balancer, l'impuissance naturelle, un sujet suffisant de dissoudre un Mariage, n'ait aucun égard à l'humeur des femmes, qu'elles savent ordinairement bien cacher, jusques à ce que le pauvre Galant soit pris dans leurs filets; au lieu que ce défaut Physique peut bien-tôt être découvert. La Charité & l'Humanité ne permettent jamais de condamner un homme à être malheureux toute sa vie, sans qu'il l'ait mérité par aucun crime; & il n'y a point d'apparence, que DIEU, qui, dans toutes les autres Loix, semble s'accommoder avec tant de bonté à la faiblesse humaine, ait voulu ôter aux Maris, par une Loi Positive si dure & si rigoureuse, le remède qu'il leur est aisé de trouver contre l'humeur insupportable de leurs Femmes. Une des raisons, pourquoi les Ecrivains Sacrez exhortent au Mariage, c'est afin d'éviter les tentations de l'incontinence. Or un homme, qui ne trouve point de satisfaction dans le Mariage, & qui se voit chagriné continuellement par sa Femme, est exposé à de plus grandes tentations, que s'il vivoit dans le Célibat: car son esprit n'a jamais de repos; & l'aversion qu'il conçoit pour sa Femme le porte à aller satisfaire ailleurs ses desirs. Un savant Rabbín (e) dit, que le Divorce est permis, entr'autres raisons, pour mieux entretenir la paix & la tranquillité dans les Familles. Et un Jurisconsulte moderne (f) soutient, qu'il n'y a point de règlement plus propre à (g) réprimer la fierté ou la mauvaise humeur des Femmes, & à retenir la colère des Maris, que la Loi du Vieux Testament, qui permettoit le Divorce. Or cette raison aiant lieu à l'égard des *Chrétiens*, aussi bien qu'à l'égard des *Juifs*; quelle apparence, que DIEU veuille assujettir les premiers à un joug plus rude, qu'il n'en imposoit aux autres? L'Ecriture Sainte nous ordonne d'écarter tout ce qui forme quelque obstacle à la Piété; & y en a-t-il de plus grand, que l'humeur insupportable & incorrigible d'une personne, avec qui l'on est obligé de vivre, sans pouvoir jamais se séparer d'elle? Il répugne même à la Nature, de lier pour toujours des esprits incompatibles. Les (h) Empereurs Chrétiens ont jugé, que l'attentat sur la vie d'un Mari, étoit un sujet suffisant pour rompre le Mariage. Et n'y a-t-il pas eu bien des Maris, dont les chagrins continuels, qu'ils recevoient de leurs Femmes, ont manifestement abrégé les jours? Enfin, le Mariage est une société d'Animaux Raisonnables, dont l'union formée par quelque lien Moral, consiste plus dans leur bonne intelligence, que dans la conjonction de leurs corps: autrement le Mariage se réduirait à un simple commerce charnel, plus brutal que celui des Bêtes, dont plusieurs même font voir une espèce d'amitié pour celles, avec qui elles s'accouplent. Lors donc que l'union des cœurs n'accompagne point celle des corps, un couple si mal assorti vit dans un esclavage perpétuel, plutôt que dans une société digne de l'Homme. On est dispensé de tenir les Vœux, faits même avec serment, lors qu'ils se trouvent impertinens, ou qu'ils tournent au préjudice d'un tiers: pourquoi ne pourroit-on pas être dégagé du Mariage, pour des raisons aussi fortes, que celles dont il s'agit? En vain réplique-t-on, que les Mariages malheureux sont des fleaux que Dieu envoie, pour exercer la patience des Maris. Car les maladies, & les autres afflictions, sont aussi des châtimens du Ciel; & cependant il n'est point défendu de se servir des remèdes humains, pour s'en délivrer.

(e) *Maimonides.*(f) *Bodin. de Republ. Lib. I. Cap. III.*(g) *Bern. Varenius, Descript. Japonia, Cap. XII.* dit, que cela se voit dans le Japon, quoi que le Divorce y soit très-fréquent.(h) *Voiez la Loi citée ci-dessus, §. 22. Note 2.*

*Milton* traite ensuite fort au long de la permission du Divorce, accordée aux anciens Juifs. Si c'est, dit-il, un véritable Adultère, qu'une Femme répudiée se marie à un autre homme, ou que celui, qui l'a répudiée, épouse une autre femme; la Loi de *Moïse* autorisoit donc formellement l'Adultère: ce que l'on ne sauroit soupçonner seulement, sans extravagance & sans impiété, en matière d'une Loi, qui a pour auteur DIEU même. En vain croit-on éluder la force de cette preuve, en disant, comme font quelques-uns, que Dieu dispensoit les Juifs de la Loi Naturelle, qui rend le Mariage indissoluble. Il y a deux sortes de Dispense: l'une impropre, qui consiste à être légitimement dispensé d'une Loi générale par quelque Loi particulière, qui y forme une exception, telle qu'est la Loi (i) qui ordonne d'épouser la Femme d'un Frère mort sans enfans: l'autre proprement ainsi dite, laquelle n'a lieu que dans les cas particuliers, & qui arrivant rarement ne sont pas exprimés d'ordinaire dans la Loi, mais sont laissés à la Charité & à la Prudence du Juge (k), comme quand *David* (l) ayant faim mangea des pains qui étoient sur la Table du Sanctuaire: de sorte que cette Dispense n'est autre chose, qu'une interprétation favorable selon les Règles de l'Équité. Si donc on veut, qu'il y ait eu ici une dispense pour les Juifs, il faut prouver avant toutes choses, qu'il y eût alors une Loi Divine générale, ou Naturelle, ou purement Positive, qui défendit le Divorce pour cause d'incompatibilité d'humeurs, ou d'une conduite insupportable. Car pour ce qui est des paroles de l'institution du Mariage: (m) *Et les deux deviendront une seule chair*; quelques-uns disent, que cela marque seulement une union très-étroite, & qui ne doit pas être rompue sans nécessité; ce qui seroit également deshonnête, & pernicieux au Genre Humain. Mais il ne s'ensuit pas de là, que le Mariage ne puisse être dissous pour des raisons, qui détruisent la nature & le but de cette société. Et quoi que le Mariage ait été institué de Dieu, il ne s'ensuit pas, que ce soit un lien entièrement indissoluble. Dieu unit ensemble les personnes mariées: dira-t-on pour cela, qu'il n'est pas libre à chacun de se marier à qui il veut? ou qu'il ne faille pas une Convention entre ceux qui se marient? Au contraire, de ce que Dieu unit les personnes mariées par le moyen de l'engagement où elles sont entrées, il faut inférer, qu'il consent, qu'elles se séparent, lors que la Convention a été violée d'une ou d'autre part. Le même Auteur examine ensuite l'opinion de ceux qui prétendent, que le Divorce étoit simplement permis ou toléré par la Loi, mais non pas approuvé. Je trouve, dit-il, cette pensée fort injurieuse à Dieu; car c'est une grande marque de faiblesse dans un Souverain, que de permettre à ses Sujets des choses, qu'il désapprouve. Et puis que, depuis plusieurs siècles, tant de Peuples Chrétiens ont bien pu se soumettre à la Loi, qui défend le Divorce, d'où vient que les Juifs seuls n'auroient pu s'en accommoder, à cause de la dureté de leur cœur? Pour ces paroles: *Il n'en étoit pas de même dès le commencement*; quelques-uns les expliquent ainsi, que dans l'état d'innocence, l'homme & la femme étoient si (2) complaisans l'un pour l'autre, qu'ils ne pouvoient pas donner lieu à une telle rupture: de sorte que la nécessité, où l'on est, d'avoir recours au Divorce, est un effet de la corruption humaine. *Milton* réfute enfin ceux, qui croient, que Dieu permit le Divorce aux Juifs, à cause qu'ils s'y étoient accoutumés en Égypte. C'étoit, dit-il, au contraire le tems le plus favorable de leur en faire perdre l'envie; puis qu'ils se ressentoient encore très-vivement de l'esclavage d'Égypte: & de là vient qu'on trouve tant de Loix si fortes contre l'Idolatrie, qu'ils avoient vûe pratiquer tous les jours dans ce Pays-là. Voilà le précis des argumens de *Milton*, dont, comme je l'ai dit, je laisse entièrement le jugement au Lecteur.

(i) Deuter. XXV, 5. Voyez un autre exemple, Nomb. IX, 6, & suiv.

(k) On voit bien, que *Milton* confond ici l'Équité avec la Dispense, deux choses néanmoins très-différentes.

(l) I. Sam. XXI, 6. Matth. XII, 3. & suiv.

(m) Genes. II, 24. Voyez là-dessus le Comm. de Mr. Le Clerc.

6. XXV.

(2) Belle explication! comme si les Hommes avoient demeuré assez long-tems dans l'état d'innocence, pour que le Divorce pût avoir lieu! *Jésus-Christ* explique assez clairement ces paroles, lors qu'il dit, Marc, X, 6. que DIEU cada un homme & une femme; afin que ces deux personnes devinssent une seule chair, en sorte qu'ils

ne fussent plus deux, mais une seule chair; c'est-à-dire, que, dans l'intention du Créateur, le Mariage doit être une union si étroite & si indissoluble, qu'elle ne puisse être rompue que par la mort, ou par quelque chose d'extrêmement contraire à la nature de cette société, tel qu'est l'Adultère.

7. XXV.

Pour pouvoir se marier, il faut être propre à la propagation de l'espèce.

(a) Voiez *Grotius*, sur *Dent.* XXIII, 1.

(b) Voiez *Quintil.* Declam. II. p. 23. in fin. & Decl. CCCVI. p. 464. Ed. Lugd. B. *Valer. Max.* Lib. VII. Cap. VII. §. 4. *Plutarch.* *Apophtheg.* pag. 175. B. Ed. *Wesh.*

(c) Voiez *Cod.* Lib. V. Tit. IV. De *Nuptiis*, Leg. XXVII.

(d) *L. Roi*, Chap. I.

(e) *Grotius*, sur les vers. 11, 17.

Du consentement forcé, ou de l'erreur au sujet du Mariage.

(a) Voiez ci-dessus, Liv. III. Ch. VI. §. 11. vers le commencement.

Selon les Docteurs Juifs, cela n'avoit lien qu'à l'égard de l'Épouse. Voiez *Selden.* de *Uxore Hebr.* L. II. C. IV. (b) Voiez *Dent.* XXII, 21. Plusieurs Nations barbares ne se font point soucieuses de la fleur de la virginité.

Voiez *Diod. Sic.* Lib. V. C. XVIII. *Herodot.* Lib. I. IV. & V. *Boxhorn.* sur *Sueton.* Calig. Cap. XL. in fin. *Justin.* Lib. XVIII. Cap. V. num. 4. *Sexton.* Hist. Eccl. Lib. I. Cap. VIII. & Lib. V. Cap. IX. *M. Paul.* Venet. L. II. C. XXXVII. *Diog. Laërt.* Lib. II. in *Aristipp.*

(c) Telles qu'en donnent d'ordinaire les faiseurs de Mariage.

Voiez *Liban.* *Progymn.* p. 6.

(d) *Ælian.* V. Hist. L. VI. C. IV.

§. XXV. Au reste, selon le Droit Naturel, il faut que ceux, qui veulent se marier ensemble, aient pour cet effet les qualitez nécessaires, tant Physiques, que Morales. Par qualitez Physiques j'entens une constitution propre au principal but du Mariage, qui est la propagation de l'espèce. Ainsi, comme le dit un Historien, (1) *marier une fille, avant qu'elle soit nubile, c'est faire outrage à la Nature.* De même, ceux qui ont une impuissance incurable, ne sauroient prétendre au Mariage, non plus que les Eunuques: car, quoi que les derniers ne soient pas incapables de tout plaisir de l'Amour, le Droit Naturel ne leur permet pas sans contredit de se marier, comme cela (a) se pratiquoit autrefois en Egypte. Mais peut-on appeler proprement un Mariage, lors qu'un Vieillard cassé épouse une femme extrêmement âgée? Plusieurs trouvent là quelque chose de fort bizarre, & même de deshonnête (b). Cependant, dans la plupart des Etats on tolère ces sortes de Mariages, parce que, si le but de la propagation de l'espèce n'y entre pour rien, l'autre fin du moins, qui est de s'entre-secourir, peut y avoir lieu en quelque manière (c). Ce sont, pour ainsi dire, des *Mariages honoraires* (2), dans le même sens que l'on appelle un Emploi honoraire, celui qui consiste en un simple titre, sans aucune fonction. On peut rapporter encore ici ce qui est (d) dit du Roi *David*, que, dans sa vieillesse, on lui amena une jeune fille, nommée *Abisag*, simplement pour le rechauffer. *Salomon* semble pourtant avoir regardé cela comme un véritable Mariage, puis que, quand *Adonija* voulut épouser *Abisag*, il le tua, comme aiant aspiré à la Veuve du Roi, ce qui n'étoit pas permis parmi les Juifs (e).

§. XXVI. On suppose encore, dans le Mariage, comme dans toutes les autres Conventions, que ceux qui s'engagent aient l'usage de la Raison, & qu'ils donnent un consentement bien libre, c'est-à-dire, qu'ils ne soient ni forcez par une (a) crainte injuste, ni dans aucune méprise à l'égard des choses essentielles. Le Contrat de Mariage est donc nul, lors qu'il se trouve de l'erreur au sujet de la personne, avec qui l'on a prétendu se marier, ou de quelque qualité, qui, ou a du rapport au Mariage même, ou forme une condition sous laquelle le consentement a été donné: sur tout s'il y a quelque fraude de la part de l'autre Partie. De là vient que, par la Loi Divine, lors qu'une fille, qui avoit été épousée comme (b) vierge, se trouvoit ensuite avoir eu commerce avec quelque autre homme, non seulement il étoit permis au Mari de la répudier, mais même on lui infligeoit d'ailleurs une autre peine. De même, si, dans un Contrat de Mariage, on stipule expressément, que l'on se marie avec une telle, à condition qu'elle soit de qualité, ou qu'elle ait tant de dot; on ne sera point tenu de consommer le Mariage, que l'on ne voie bien si cela est ainsi. Mais lors que, sans s'en informer, on a consommé le Mariage, on est censé avoir renoncé tacitement à la condition; dont le défaut par conséquent n'autorise pas à rompre les engagements: car le sens de la clause ne se réduisoit pas à ceci: *Je vous répudierai, si vous ne m'apportez tant en dot;* mais seulement: *Je ne vous épouserai pas sans cela:* deux choses entièrement différentes. Si donc on se marie principalement pour se mettre à son aise, on est bien sot de se paier de (c) belles paroles, & de consommer le Mariage, avant que d'avoir de bonnes assurances de la dot. Moins encore est-il permis de rompre son Mariage, ou d'en refuser la consommation, lors que, dans le Contrat, on n'est point expressément convenu d'une certaine dot, & que, sans examiner en quoi consistoient les biens de la Fiancée, on les a dévorés en soi-même d'espérance. Ainsi ce fut avec raison que les *Ephores* de *Lacédémone* punirent (d) un homme, qui aiant fait une promesse de Mariage à la Fille de *Lyfander*, se dédit après la mort du Père, parce que ce grand homme mourut pauvre. Au reste, les maximes, que je viens d'établir, sont uniquement fondées

§. XXV. (1) Πας ἀνδρας οἷς μὴ ἐν ἡλικίᾳ, φέρουσιν ἄδελφον, καὶ ἄλλοις ἱεροῖς ἱσὶ. *Zosimus*, Lib. V. au sujet de l'Impératrice *Marie*, femme d'*Honorius*.

(2) C'est à peu près ce que l'Empereur *Néron* appel-

loit *Uxoria ornamenta*, dans *Suetone*, Cap. XXXV. au même sens que cet Auteur dit, *triumphalia ornamenta*, dans la vie d'*Auguste*, Cap. XXXVIII.

dées sur le Droit Naturel. Mais les Loix Civiles peuvent ordonner, que ces sortes de clauses, qui ne se rapportent pas directement au Mariage, n'en empêcheront point la conformation.

§. XXVII. UN obstacle Moral, qui empêche les Femmes de se marier, c'est lors qu'elles ont déjà un Mari. Car le droit du premier Mari subsiste, tant qu'il n'y a pas renoncé: ainsi ce second Mariage est également nul & illicite, en sorte qu'on peut le regarder comme un adultère continu. Il en est de même d'un Mari, qui ayant déjà une Femme, en épouse une autre, dans les Pays où la Polygamie est défendue. Par la Loi de Moïse (a) il n'étoit pas permis de reprendre une Femme, après l'avoir une fois répudiée. Cela se faisoit sans doute, pour empêcher les Maris de s'abandonner trop aisément à la colère, & de répudier promptement leurs Femmes pour le moindre sujet, de peur qu'ils ne vinssent ensuite à s'en repentir. Grotius ajoute, que, s'il eût été permis à un Mari de reprendre une Femme qu'il avoit répudiée, cela auroit semblé une espèce de trafic, que les Maris faisoient de leurs Femmes, & ceux, qui auroient voulu effectivement les prêter, se seroient servis de ce prétexte commode (1). Dans le Droit Canonique, il est défendu à un homme d'épouser (b) une Femme, qui a commis adultère avec lui: décision d'autant plus raisonnable, qu'une Femme (c) qui est infidèle à son Mari, ne pourroit guères garder la foi à son Galant, si une fois il l'avoit épousée.

§. XXVIII. ON regarde aussi comme un obstacle Moral, la trop grande proximité de sang, ou d'alliance, en sorte que les Mariages entre ceux qui sont Parents à certains degrez, ou Alliez (a) d'une certaine manière, passent non seulement pour impurs & illicites, mais encore pour entièrement nuls. Cependant, quoi que ce soit là l'opinion générale de tous les Peuples un peu civilisés; il est bien difficile d'en donner des raisons solides & convaincantes, qui suivent évidemment du principe de la Sociabilité, comme les autres maximes du Droit Naturel. Quelques-uns allèguent ici la répugnance naturelle que sentent, selon eux, pour de telles conjonctions, tous ceux en qui une mauvaise éducation, ou les impressions de la coutume, n'ont pas corrompu les sentimens de la Nature. Mais, outre que cette répugnance ne se remarque pas également dans tous ceux qui prennent quelque soin de régler leurs mœurs; on peut répondre, qu'elle ne vient pas tant d'une impression naturelle, que d'une longue habitude, qui se confond avec la Nature. D'ailleurs, il n'est pas bien sûr de consulter les Sens & les Inclinations naturelles, pour découvrir les principes du Droit Naturel: autrement il faudroit regarder comme prescrites par la Loi Naturelle, les choses, auxquelles les Sens & les Passions nous portent avec le plus de violence, dont la plupart néanmoins sont manifestement contraires au Droit Naturel. D'autres disent, que les Mariages entre certains parens, ou alliez, sont défendus (b), afin que les liaisons & les amitiés des Familles s'étendent plus loin, & que l'on trouve par là de (c) plus grands secours. Mais, outre que tout ce qui est moins utile n'est pas pour cela seul illicite; il peut arriver que la permission de ces sortes de Mariages apporte une plus grande utilité; comme, par exemple, d'empêcher que les biens ne sortent d'une Famille. De là vient que, par la Loi de Moïse, il étoit défendu (d) aux femmes, qui héritoient de quelque immeuble, de se marier hors de leur parenté, afin que les terres ne passassent point d'une Tribu à l'autre: ce qui avoit lieu aussi parmi les Athéniens (e).

§. XXIX. AVANT toutes choses, il faut rechercher ici la raison, pourquoi, bien que ce soit un ouvrage très-beau en lui-même, de donner la naissance à un Animal aussi excellent, que l'Homme; on a néanmoins, parmi les Peuples civilisés, une si grande honte de l'acte de la génération, & de laisser même voir seulement les parties qui y sont desti-

Tant qu'une femme est mariée avec un homme, elle ne peut pas s'engager à un autre. (a) Deuter. XXIV.

(b) Caus. XXXI. Quæst. I. Cap. I. II. & seqq. (c) Voyez Ewrip. Electr. Vers. 921. & seqq.

D'où vient qu'il n'est pas permis de se marier avec ceux, de qui l'on est Parent à certains degrez, ou Allié d'une certaine manière? (a) Voyez Digest. Lib. XXXVIII. Tit. X. De gradibus & adfinibus &c. Leg. IV. §. 3, 4, 5. (b) Augustin. de Civit. Dei, Lib. XV. C. XVI. cité dans le Droit Canonique, Caus. XXXV. Quæst. I. C. I. Voyez aussi Rich. Cumberl. De Leg. Nat. Cap. VIII. §. 9. (c) Voyez Plutarque, Quæst. Rom. 108. p. 289. D. (d) Nembr. Ch. XXXVI. & Grotius, ad Matth. I. 16. (e) Sam. Petit. in Leg. Attic. Lib. VI. T. I.

D'où vient, selon quelques-uns, la honte que l'on a de laisser voir ses parties naturelles?

§. XXVII. (1) D'autres, ajoutoit notre Auteur, croient, que le Mari pouvoit reprendre sa Femme, pourvu qu'elle ne fût point encore remariée; & ils se fondent sur Jerem. III. 12. Voyez la Loi de l'Alcoran sur ce sujet, & Laonic Chalcondyle, Lib. III. La Loi, que l'Auteur cite

ensuite, de Joseph. Ant. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. pag. 125. A. Ed. Genev. n'est point conforme à l'Ecriture; & la traduction, que notre Auteur rapporte, ne s'accorde pas non plus avec le Grec.

(a) Plutarch. de virtutib. mulier. pag. 249. C. Pelyan. Strateg. Lib. VIII. Cap. LXIII.

(b) Par exemple, les Massyniens; Pompon. Mela, Lib. I. Cap. XIX. Apollon. Rhod. Argon. Lib. II. Diod. Sic. Lib. XIV. Cap. XXXI. Xenoph. expéd. Cyr. Lib. V. les Massagètes; Hérodote. in Cléo, sub fin. les Nasamoniens; Id. in Melp.

(c) Les Egyptiens; & les Athéniens, en faisoient l'objet de leur vénération. Voyez Diod. Sic. Lib. I. Cap. LXXXVIII.

(d) Voyez Plutarch. Conviv. sapient. pag. 158. F.

Examen du sentiment de Veltiusen sur la nudité.

(a) pag. 59, & seqq.

(b) Voyez ce que dit Gyges à Candane, dans Hérodote, Lib. I. p. 3. Ed. H. Steph.

(c) Franc. Alvarez, Descript. Æthiop. Cap. XXXII. J. Lerimus, Hist. Americ. Cap. VIII. Rochefort, Descr. des Antill. Part. II. Chap. IX.

(d) Voyez Sueton. in Claud. Cap. XXXII. Diogen. Laërt. Lib. VI. in vita Metreclii,

nées, que l'on ne sauroit se mettre au dessus de ce scrupule, à moins qu'on ne soit endurci au vice par une longue habitude. On fait l'histoire des Filles de Milet (a), qui ne purent être détournées de la fureur de se pendre, qui les avoit prises je ne sai comment, que par une Loi, qui ordonnoit, que celles, qui se pendroient, seroient trainées toutes nues après leur mort par les rues. Que s'il y a eu des Nations, où c'étoit la coutume d'aller tout nud, (b) & de vaquer sans façon devant tout le monde à la propagation de l'espèce; toutes les autres les ont traitées de barbares & d'impudentes. On ne voit pas bien, d'où vient cette grande aversion. Car les parties (c) naturelles n'ont rien en elles-mêmes de plus laid ni de plus honteux que les autres; & la propagation du Genre Humain, à quoi elles servent, est sans contredit une chose très-noble. D'ailleurs, l'acte même de la génération est en lui-même conforme à la Nature, & absolument nécessaire. Pourquoi donc devoit-on rougir davantage de l'exercer devant tout le monde, que de manger & de boire en public; l'un n'étant pas moins nécessaire pour la conservation du Genre Humain, que les autres pour celle de chaque personne en particulier (d). Et il ne suffit pas d'avoir recours ici, comme font quelques-uns, à l'autorité de l'Ecriture Sainte, qui nous apprend, que cette honte fut une suite du péché d'Adam. Car il reste toujours une difficulté, d'où vient que la Pudeur a son siège dans ces parties, plutôt que dans les autres, puis que la main, & la langue ne servent pas moins à satisfaire les Passions déréglées de l'Homme? Bien plus: le péché du premier Homme ayant consisté à manger du fruit défendu, il semble que cette honte devoit être attachée à la bouche & au manger, plutôt qu'à tout autre acte naturel.

§. XXX. L'AUTEUR du Traité des Principes du Juste & de l'Honnête, pose d'abord, comme une maxime incontestable, que tout ce qui donne de la honte, n'est (a) pas contraire à la Loi Naturelle. On rougit, par exemple, de la pauvreté, de se voir laid, ou mal vêtu, d'avoir été dans une erreur, quelque innocente qu'elle soit, & d'autres choses semblables, qui ne renferment aucune turpitude Morale. La raison en est, dit-il, que tout cela marque quelque foiblesse & quelque imperfection; pensée mortifiante, que chacun tâche d'éloigner de soi, autant qu'il lui est possible. Cependant, quoi que la nudité en elle-même ne soit pas un péché; il n'est pas permis de découvrir ses parties naturelles devant tout le monde, lors qu'il y auroit en cela quelque chose de contraire à l'honnêteté naturelle: ce qui arrive quelquefois. En effet, on rougit avec raison d'avoir certaines imperfections vicieuses, ou d'exposer en vûe celles qui sont innocentes en elles-mêmes, d'une manière qui donne à autrui un juste sujet de nous moins estimer, ou de nous mépriser, comme faisant des choses qui ne conviennent pas à la dignité du personnage que nous soutenons dans le monde. Ainsi l'ignorance en elle-même n'est point honteuse, pour une personne qui n'a point étudié: mais lors qu'on s'est attaché pendant long-tems à quelque Science, sans y faire aucun progrès, on a raison alors d'en concevoir de la honte. La grossièreté ne fait point de deshonneur à un Païsan; mais elle n'est pas pardonnable à une personne, qui a été élevée parmi des gens polis. De même, lors que l'on vit dans un Païs, où c'est la coutume de cacher les parties naturelles, on ne sauroit les découvrir de gaieté de cœur, sans pécher contre l'honnêteté naturelle (b). Mais il n'y auroit point de mal à cela dans les (c) Païs, où l'on va tout nud, & dans lesquels, à ce que l'on dit, cette vûe ne fait pas plus d'impression sur les hommes, que s'ils voioient simplement le pied ou la main des femmes. Quand on est avec des gens, que l'on ne connoît point, ou avec des personnes de considération, ce seroit une grande impudence, que de faire devant eux, sans en avoir demandé la permission, des choses que l'on fait sans façon en présence d'un ami, ou d'une personne avec qui l'on est familier (d). Un Professeur en Anatomie expose aux yeux de ses Ecoliers, dans un Auditoire, des choses qu'il n'oseroit seulement nommer hors de là. J'avoue qu'il faut avoir bien renoncé à la modestie, pour ne faire aucun scrupule d'aller tout nud, & que ceux, qui en ont introduit la coutume dans un Païs, ont

ont commis un grand péché. Mais cette coutume étant une fois établie, & l'usage continu aiant fait évanouir toute la honte de la nudité; tous ceux de ce Pais-là ne font point de mal en montrant leurs parties naturelles, puis qu'ils ne trouvent là pas plus d'imperfection ou de foiblesse deshonnête, qu'il n'y en a parmi nous à une femme, de paroître en public le visage découvert; ce qui passe pour honteux chez d'autres Peuples (e). Dans les Pais même, où l'on porte des habits, on découvre quelquefois sans aucune turpitude les parties naturelles; par exemple; à un Chirurgien, ou à un Médecin; ou dans une nécessité pressante, qui ne donne pas le tems ou le moyen de s'habiller; ou quand une Nourrice emmaillotte son enfant; parce qu'en ces cas-là il n'y a point d'effronterie. Ainsi (f) la nudité n'a rien de deshonnête, qu'à cause des circonstances, c'est-à-dire, lors que par la on enflamme les desirs impurs de son prochain; ou que l'on manque au respect qu'on lui doit; ou que l'on fait du tort à sa propre réputation, dont chacun doit être jaloux. Or les marques extérieures de respect & de considération variant beaucoup; bien des choses passent, dans un seul & même Pais, pour inciviles ou contre la bienséance, qui cessent de l'être en certaines circonstances. Par exemple, *St. Pierre* (g) aiant appris, que *Jesus-Christ* étoit sur le bord du Lac de *Généfareth*, après sa Résurrection; mit promptement sa tunique de dessus, pour ne paroître pas (h) nud devant son Maître; au lieu qu'il prenoit sans façon cette liberté devant les autres Disciples ses compagnons. Parmi les Romains, les Enfans, qui étoient en âge de puberté, ne se baignoient point avec leur Père, ni les Gendres avec leur Beau-père (i). On porte dans la maison un méchant habit, avec lequel on n'osoit aller (k) à des Noces, ou à quelque Assemblée publique. On se met à l'écart pour certaines nécessitez, auxquelles il seroit très-vilain de satisfaire devant tout le monde; qu'on qu'il ne soit pas deshonnête quelquefois, que les autres sachent pour quel sujet on se retire. Enfin les hommes font sans deshonneur bien des choses, que les filles ne pourroient se permettre, sans passer pour effrontées. *St. Paul* aiant dessein de parler de lui-même avec avantage, commence ainsi: (l) *Ce que je vais dire, je le dirai, non selon le Seigneur, mais comme si j'étois insensé, dans la confiance que me donne le sujet que j'ai de me glorifier . . . car étans sages, vous supportez facilement les insensés.* D'où il paroît, que l'on peut, après en avoir demandé la permission, faire ou dire certaines choses, que la bienséance défendrait sans cela, & qui par conséquent ne sont point deshonnêtes en elles-mêmes, mais seulement à cause des circonstances. Bien entendu néanmoins, que la coutume générale permette aux Particuliers de se dispenser les uns les autres de ces égards; autrement on ne laisseroit pas d'être justement taxé d'impudence, comme si, par exemple, quelques débauchez vouloient aller tout nus, quand ils se trouvent ensemble, dans un Pais où l'usage des habits est établi. Enfin, continue nôtre Auteur, nos premiers Pères, avant le péché, étoient comme des Enfans, sans malice & sans honte: mais dès qu'ils eurent péché, la Pudeur s'empara de leur ame, & leur fit trouver (1) indécemment de ne pas couvrir les parties naturelles; comme aujourd'hui même cela paroît ainsi aux Enfans, lors qu'ils sont parvenus à un certain âge. De tout cela il conclut, qu'il n'y a point de parent, à quelque degré qu'il soit, avec qui le Droit Naturel défende de se marier; quoi que l'honnêteté naturelle demande que l'on s'en abstienne par rapport à ceux qui sont à un certain degré (m).

§. XXXI. CES raisonnemens ne sont pas tout à fait à mépriser. Il faut néanmoins, à mon avis, prendre une voie un peu différente, pour trouver la véritable origine de la honte que l'on a de procéder à l'acte de la génération, & de montrer seulement ses parties natu-

§. XXX. (1) C'est une supposition sans fondement. De quoi auroient pu rougir *Adam*, & *Eve*, seuls qu'ils étoient au monde, & formez l'un pour l'autre de la main du Créateur? Lors donc que l'Historien sacré dit, qu'ils se reconnurent nus, cela signifie seulement, en suite d'Original, que leur conscience leur reprocha le pé-

ché, qu'ils venoient de commettre, en mangeant du fruit défendu. Voyez *Mr. Le Clerc* sur *Genes.* III, 7. L'exemple même des enfans, allégué ici par *Velthuyfen*, fait voir, que cette pudeur est uniquement l'effet de l'éducation & de la coutume, sagement établie à cause des inconvéniens.

(e) Voyez *Diogen. Laërt.* Lib. III. in *Platon.* & *Herbert. Itiner. Pers.* & *Ind.* pag. 21.

(f) *Velthuyfen*, ubi *supra*, pag. 240, & *seqq.*

(g) *Jean*, XXI, 7.

(h) Il n'étoit pas absolument nud. Voyez les Interprètes. Mais cela n'auroit pas laissé d'être indécemment.

(i) *Valer. Max.* Lib. II. Cap. I. §. 7. Voyez *T. Liv.* Lib. III. C. XXVI.

(k) Voyez *Matth.* XXII, 12.

(l) *II. Corinth.* XI, 17, 19.

(m) Voyez *Montagne, Essais.* Liv. I. Chap. XXXV. & *Charron, de la Sagesse*, Liv. I. Chap. VI. (XIV.)

Quelle est l'origine de la Pudeur naturelle?

(a) I. Corinth. XII,  
23, 24.

naturelles. Il y en a deux raisons principales. Premièrement, l'Homme est un Animal glorieux & superbe, qui hait tout ce qui donne quelque atteinte à la haute idée qu'il a de lui-même. Or, c'est par les parties naturelles, & celles qui leur sont voisines, que la nature se décharge des immondices & des excréments du corps, pour lesquels l'Homme a de l'aversion, non seulement à cause de leur saleté, mais encore parce qu'ils semblent lui reprocher sa condition foible & mortelle, en lui faisant voir, que des alimens très-agréables au goût, se changent dans son Corps en une matière si dégoûtante. Il veut donc empêcher, autant qu'il lui est possible, que ces marques si visibles de son infirmité naturelle ne se montrent en aucune manière. Nous environnons, dit l'Apôtre (a) St. Paul; de plus d'ornemens, les membres qui nous semblent les moins honorables; & ceux qui ne sont pas honnêtes, ont le plus de parure. Pour les honnêtes, ils n'en ont pas besoin. La Nature, disoit aussi Cicéron (1), a apporté beaucoup d'art & de soin à la construction de nos corps; aiant mis entièrement à découvert non seulement le visage, mais encore toutes les autres parties qui sont plaisir à voir; & aiant caché celles qui sont destinées à satisfaire certains besoins, & dont la vue ne pouvoit qu'être choquante & désagréable. C'est là-dessus qu'ont été formées les règles de la Pudeur. En second lieu, depuis le Péché, les desirs criminels tâchent de se produire au dehors avec beaucoup de violence par le moyen de ces parties; & cependant tout l'ordre de la Société Humaine dépend des Loix, qui règlent la manière de la propagation de l'espèce. La Nature donc, voulant conserver la dignité de l'Homme, & écarter en même tems les occasions capables d'enflammer un Amour criminel, ou d'exciter mal à propos un Amour légitime; a inspiré aux Hommes cette Pudeur, afin qu'elle leur fit couvrir avec soin des membres, qui étant continuellement exposez aux yeux de tout le monde, irriteroient la concupiscence toujours prête à se satisfaire; & qu'elle les portât à s'abstenir d'autant plus religieusement des plaisirs défendus, qu'elle ne leur permettoit pas même de satisfaire leurs desirs légitimes qu'en cachette & sans témoins. C'est pourquoy, après que le péché eût troublé l'harmonie originale des Passions, Adam & Eve s'étant aperçus d'abord, que ces parties étoient comme la porte par où les desirs déréglés cherchoient à s'échapper, conçurent une juste honte à la vue d'une si grande imperfection, à laquelle ils voulurent remédier en quelque manière par une ceinture de (2) feuilles de figuier. Que si ce sentiment a été étouffé parmi plusieurs Peuples, cela est venu d'abord, à mon avis, de ce que des gens, qui s'arrêtoient dans quelque País inhabité, aiant enfin usé leurs habits, ne trouvoient point là de quoi en faire d'autres, & n'en avoient même guères besoin à cause de la douceur du climat: de sorte qu'ils s'accoutumèrent insensiblement à la nudité. Il est resté néanmoins quelque trace de pudeur dans ceux qui ont mis une ceinture autour de leurs parties naturelles; d'où il n'y a pas bien loin à une

une

§. XXXI. (1) Principio, corporis nostri magnam Naturâ ipsa videtur habuisse rationem, quâ formam nostram, reliquamque figuram, in qua esset species honesta, posuit in promis; quâ partes autem corporis ad naturâ necessitatem data, ad speciem essent deformem habitura ac turpem, eas contexit, atque abscondit. Hanc Naturâ tam diligentem fabricam imitata est hominum Verecundia. Quâ enim Naturâ occultavit, eadem omnes, qui sana mente sunt, remouent ab oculis, ipsique necessitati dans operam ut quam occultissimè pareant: quarumque partium corporis usus sunt necessariis, eas neque partes, neque earum usus suis nominibus appellant: quodque facere turpe non est, modo occultis; id dicere obscenum est. Itaque nec aperta actio rerum istarum petulantia vacat, nec orationis obscenitas. De Offic. Lib. I. Cap. XXXV. Ces paroles, ajoutoit notre Auteur, semblent empruntées de Xenophon, Châtes mémorables de Socrate, Liv. I. dans l'endroit, où ce Philosophe parle de la Providence. Voyez Ambros. de Offic. Lib. I. Cap. XVIII. & ce qu'Hérodote dit des Egyptiens, Lib. II. p. 64. in fin. Ed. H. Steph. Les Athéniens, peuple du Roiaume de

Senega, sont aussi soigneux de cacher leur bouche, que leurs parties naturelles, & ils ne la découvrent que pour prendre leur repas, disant qu'elle est comme l'ouverture d'un égout, qui pousse incessamment des exhalaisons désagréables. Moysius Cadamust. Navigat. Cap. X. Leo African. Lib. I. Ce que l'Auteur cite ensuite du Rosarium Persicum Sadi, Cap. VIII. comme aussi ce qu'il dit des habitans de l'Isle de Bornéo, ne mérite pas de trouver place ici.

(2) L'Original Hébreu peut être expliqué en sorte que l'Historien Sacré veuille dire, qu'Adam & Eve se firent une espèce de cabane, pour se cacher, après avoir connu la faute qu'ils venoient de commettre. Voyez Mr. Le Clerc sur Genes. III. 7. Car ces desirs déréglés, dont parle notre Auteur, ne pouvoient pas encore avoir lieu; à moins qu'on ne veuille dire, que l'amour d'Adam, & d'Eve, l'un pour l'autre, étoit devenu illégitime depuis leur péché. Voyez la Note sur le §. précédent.

une entière nudité. Mais, dans les Pais où l'usage des habits est établi, cette pudeur agit sur tout par rapport aux personnes, à qui l'on doit naturellement du respect, ou avec qui l'on est obligé d'être un peu grave; tels que sont sur tout les Pères, & les Enfants: de sorte que ceux qui poussent la familiarité & l'impudence jusqu'à coucher avec une personne, de qui ils tiennent la naissance, ou à qui ils l'ont donnée, sont regardez comme des gens (3) capables de commettre sans scrupule toute sorte d'actions abominables (b).

§. XXXII. C'EST ce sentiment de pudeur, qui paroît, à mon avis, la principale raison, pourquoi les Mariages entre les Ascendans & les Descendans en ligne directe, passent pour défendus par le Droit Naturel, aussi bien que par les Loix Civiles; d'autant plus qu'il n'y a jamais eû, ni ne peut vraisemblablement y avoir de cas, où ils soient nécessaires pour empêcher que le Genre Humain ne périclite: car les filles de (1) *Loth* prirent un peu trop tôt l'alarme. On peut admettre en ce sens la raison de *Grotius* (a): *Le moyen, dit-il, qu'un Fils, qui, par la Loi du Mariage, deviendrait supérieur à sa Mère, pût alors avoir pour elle le respect que demande la nature? ou une Fille à son Père? car, quoi que la Fille demeurât inférieure dans le Mariage, cette union introduit une familiarité, qui exclut le respect que l'on doit à ceux de qui l'on tient la vie.* Cela est incontestable, si on l'entend de la (2) pudeur, dont j'ai parlé: autrement il ne seroit pas si étrange, qu'un Fils émancipé épousât sa Mère, puis que rien n'empêche qu'un Mari ne respecte sa Femme à cause de son mérite, de sa sagesse, ou de sa noble extraction. A plus forte raison une Fille pourroit-elle, sans cette même pudeur, joindre l'obéissance d'une Epouse, au respect qu'elle devoit d'ailleurs à son Mari, comme à son Père. D'autres, pour faire voir la turpitude & l'infamie de ces sortes de Mariages, disent, que par là les divers degrez de parenté (3) se confondent ensemble, la même personne étant, par exemple, Sœur & Mère, Frère & Père, Fils & Petit-fils &c. A l'égard du sentiment de *Socrate*, qui ne trouve ici rien à redire, qu'à cause de l'inégalité de l'âge (b), qui fait qu'un tel Mariage est stérile, ou qu'il en naît des enfans mal faits; c'est une raison bien foible: car ne voit-on pas souvent marier des gens, dont l'âge est aussi disproportionné, que celui d'un Pé-

(b) *Huart*, dans son *Examen des Esprits*, Chap. I. allègue une autre raison, que je n'ai pas le loisir d'examiner.

Les Mariages des Pères avec les Enfants, sont criminels.

(a) *Lib. II. Cap. V. §. 12. num. 2.*

(b) *Xenoph. A. Pommem. Lib. II.*

16

(3) 'Αλλ' à μύηται ἢ ἐν ἀνθρώποις νόσον  
Παρθέν, αἰσίδου'

L'Impudence est la plus grande de toutes les maladies, ou de tous les vices humains. *Eurip. in Med. vers. 471, 472.*  
§. XXXII. (1) *Grotius* dit, dans sa *Note* sur *Genes. XIX, 31.* qu'elles croioient l'inceste permis, l'ayant vu pratiquer tous les jours par les Arabes leurs voisins, chez qui la coutume en étoit établie, aussi bien que parmi les Perses. *Mr. Le Clerc* soupçonne aussi, que la fréquentation des *Sodomites*, parmi lesquels elles avoient été élevées, pouvoit avoir contribué à cela. Et il prouve très-bien, qu'elles ne pouvoient point agir par le motif de ne pas laisser périr le Genre Humain. Voyez sa *Note*.

(2) *Grotius* ne l'entend point ainsi: il parle seulement du respect, qui est incompatible avec l'infériorité, ou du moins l'égalité, que le Mariage introduit. Il semble, comme le remarque *Mr. Le Clerc*, que le Législateur donne à entendre cette raison, *Levit. XVIII, 7.* lors qu'il dit: *Tu ne découvriras point la nudité de ton Père, ou de ta Mère: c'est ta Mère, tu ne découvriras point sa nudité.* D'ailleurs, le Mariage étant établi pour la multiplication du Genre Humain, il ne paroît pas convenable, que l'on se marie avec une personne à qui l'on a donné la naissance ou médiatement, ou immédiatement, & que le sang reente, pour ainsi dire, dans la source d'où il vient. Enfin, outre que l'on ne sauroit alléguer aucune bonne raison qui justifie les Mariages dans la ligne des Ascendans, & des Descendans; si ces sortes de Mariages n'étoient pas regardez avec horreur, chaque maison deviendroit, pour ainsi dire, un bordel, & il n'y auroit que peu d'union entre les Familles; d'où il résulteroit une infinité de désordres, & d'in-

convéniens très-fâcheux. Voilà, ce me semble, tout ce que l'on peut dire pour prouver, que cette sorte d'Inceste est contraire au Droit Naturel, aussi bien qu'au Droit Civil. Voyez *Instit. Lib. I. Tit. X. §. I.* Bien loin que la raison, dont notre Auteur fait son fort, ait autant de poids qu'il se l'imagine, elle n'a même aucun fondement, puis que, comme je l'ai déjà remarqué, la Pudeur, dont il parle, est uniquement l'effet de l'éducation & de la coutume. D'ailleurs, il ne prend pas garde, que cette raison n'est bonne qu'à l'égard de ceux qui ont l'usage des habits; car les Peuples, chez qui l'on va tout nud, n'étant plus sensibles aux impressions de la Pudeur, comme il l'avoue lui même; selon son principe l'Inceste ne seroit point illicite dans ces Pais-là, puis qu'il n'apporeroit aucun obstacle au respect que les enfans doivent à ceux de qui ils tiennent la vie.

(3) C'est ainsi que *Myrrhe* dit, dans le combat de sa passion:

*Nec, quot confundas & jura & nomina, sentis?  
Tunc eris & Matris Pellex, & Adultera Patris?  
Tunc Soror Gnati, Genitrixque vocabere Fratris?*  
*Ovid. Metam. Lib. X. vers. 346. & seqq.*

Voyez aussi *Senec. in Thebaide, five Phœnissis, vers. 134. & seqq.* & in *Agamem. vers. 34. & seqq.* *Philon, de Specul. Legib. p. 778. C. Ed. Paris.* Notre Auteur rapportoit encore ici une ancienne Epitaphe, tirée de je ne sais où; comme aussi la coutume de l'île de *Ceylan*, où, lors qu'une fille se marie, son Père couche le premier avec elle, par la raison, disent-ils, que chacun doit cueillir les premiers fruits d'un arbre, qu'il a planté: excuse ridicule, dont *Chagehan* se servit pour justifier son inceste, Voyez *Bernier*, dans sa *Rélation du Mogal.*

V. 2.

(b) *Quint.*



re ou d'une Mère, par rapport à leurs Enfans, qui ont atteint l'âge de puberté? Au reste; on ne peut qu'approuver les Loix Romaines, qui, à cause du respect qu'emporte le seul nom de Père, ont défendu le Mariage d'un Père (4) adoptif avec sa Fille adoptive, lors même que l'Emancipation avoit aboli tous les droits de l'Adoption.

Sentiment des Docteurs Juifs, sur cette matière.

(a) Voiez Selden, Lib. V. Cap. I. II. XVI. & en passant, ce que Martinus dit des Chinois, Lib. I. Hist.

\* Des Mariages entre Frères & Sœur.

(a) Voiez Platon, de Legib. Lib. VIII. pag. 912. A. Ed. Wech. & Simplicius ad Epicet. Cap. XLVII. comme aussi Charron, de la Sagesse, Liv. II. Chap. VIII §. 6.

§. XXXIII. Les anciens Docteurs Juifs ne fondent pas tant la turpitude des Mariages incestueux sur le Droit Naturel, que sur une défense formelle de Dieu, qu'ils tiennent, disent-ils, par tradition depuis le commencement du monde. Mais ils débiterent là-dessus des choses, qui ne s'accordent guères ensemble (a).

§. XXXIV. \* PARLONS maintenant des *degrez de Consanguinité en ligne collatérale*; & de l'*Affinité*, ou alliance.

Dans la ligne collatérale les plus proches sont les *Frères*, & les *Sœurs*; entre lesquels on remarque une pudeur fort délicate les uns à l'égard des autres, en sorte que, pour peu qu'ils aient de modestie, ils ne se trouvent pas volontiers ensemble dans un tête-à-tête amoureux de l'un ou de l'autre; & que les Frères même n'aiment pas pour l'ordinaire de railler entr'eux un peu librement en matière des choses de l'Amour. Cela vient, selon quelques (a) uns, de l'éducation, soutenue de l'autorité des Loix, & de la Coutume, qui, comme une autre Nature, étouffe dans le cœur des Frères & des Sœurs tout ce qui pourroit les porter à souhaiter de se marier ensemble. En effet, on ne peut guère soutenir, que ces sortes de Mariages soient par eux-mêmes contraires au Droit Naturel, & il y a là-dessus, entr'autres, une très-forte preuve, c'est qu'il paroît par l'Histoire de l'origine du Genre Humain rapportée dans l'Ecriture Sainte, que les Enfans du premier homme, & de la première femme, ont dû nécessairement se marier les uns avec les autres. Or quelle apparence, que DIEU ait voulu réduire les hommes à la nécessité de violer une Loi Naturelle? d'autant plus que rien ne l'obligeoit à ne créer qu'un homme, & une femme. Je ne vois pas pourquoi certaines gens méprisent cette raison avec tant de hauteur, sur tout n'en opposant point de meilleure. *Le Créateur*, disent-ils, *a voulu, que tout le Genre Humain descendit d'une seule tige, & que par ce moyen il y eût quelque parenté entre tous les Hommes*. Mais n'auroit-ce pas été une assez grande parenté, que d'avoir un même Créateur, & une même nature? & ceux qui seroient sortis des Mariages des descendans d'une tige avec les descendans de l'autre, n'auroient-ils pas été aussi bien parens? En vain objecte-t-on encore, que *les guerres auroient commencé avec le monde, & que le monde auroit été détruit dans son commencement*. Car pourquoi y auroit-il eû alors plus de divisions? Et ne voit-on pas, qu'un des Enfans du premier homme tua son propre Frère? Il faut donc avouer, que le vice de ces sortes de Mariages vient originairement de la prohibition de quelque Loi Positive, fondée non seulement sur les sentimens de pudeur que l'on remarque dans les Frères & les Sœurs les uns par rapport aux autres, mais encore sur ce que la familiarité & la liberté avec laquelle ils sont tous les jours ensemble, donneroit occasion à des fornications & à des adultères fréquens, si un Frère & une Sœur pouvoient se marier ensemble (b). Cela pourtant a été permis chez certains Peuples, avec cette différence que les uns n'ont permis que le Mariage entre (1) un Frère, & une Sœur consan-

(b) Voiez Selden, de J. N. & G. sec. Hebr. Lib. V. Cap. I. & VIII. Richard Cumberl. De Leg. Nat. Cap. VIII. §. 9. Ovid. Metam. IX, 457, 458, 537, --- 558.

(4) *Quin etiam nefas existimatur, eam quoque uxorem ducere, qua per adoptionem filia, neptisve esse caperis: in tantum, ut, etsi per emancipationem adoptio dissoluta sit, idem juris maneat.* Digest. Lib. XXIII. Tit. II. De ritu nuptiarum, Leg. LV. princip. L'Auteur citoit encore la sentence de l'Empereur Claude, au sujet d'une femme, qui ne vouloit pas reconnaître son fils; Sueton. Cap. XV. d'où il paroît combien est grande la repugnance, que l'on a pour l'inceste.

§. XXXIV. (1) Voiez Selden, Lib. V. Cap. XI. où il rapporte les sentimens des Rabbins. L'exemple d'Abraham suffit, pour prouver, qu'avant la Loi de Moïse il étoit permis d'épouser une Sœur consanguine: les paroles de ce Patriarche sont claires: C'est, dit-il en parlant de

Sara, à Abimelech; c'est véritablement ma Sœur, Fille de mon Père, mais non pas de ma Mère, & elle m'a été donnée pour Femme. Genes. XX, 12. D'où il paroît, ajoute notre Auteur, que cette sorte de Mariage n'étoit point en usage dans le Pais de Guézar, puis qu'Abraham crût ne point être reconnu pour le Mari de Sara, s'il l'appelloit sa Sœur; à moins que l'on n'aime mieux dire, qu'Abimelech prit le mot de Sœur dans le sens le plus ordinaire, pour celle qui est née d'un même Père & d'une même Mère. Depuis la Loi même, il y a un exemple, qui paroît embarrassant; c'est lors que Thamar disoit à Amnon son Frère consanguin, qui vouloit la violer: Parlez au Roi [David] de m'épouser, & il ne vous le refusera pas. Est-il vraisemblable, qu'elle ait ignoré la dé-

faute

*graine*, ou de Père seulement; les autres, entre (2) un Frère, & une Sœur utérine, ou de Mère; les autres entre (3) quelle Sœur que ce fût, sans en excepter les Sœurs germaines, ou de Père & de Mère tout ensemble.

§. XXXV. POUR les autres degrez (a) défendus dans le *Lévitique*, il est encore plus difficile de donner aucune raison satisfaisante, pour prouver que les Mariages contractez avec des parens à quelcun de ces degrez, soient illicites par le Droit Naturel. On les trouve pourtant détestez par plusieurs Païens. Par exemple, à l'égard du *Mariage d'un Fils avec* (1) *sa Belle-mère*, le témoignage de *St. Paul* suffit: (b) *Il y a*, dit-il aux *Corinthiens*, il y a parmi vous une telle fornication, qu'on n'entend pas parler d'une semblable même parmi les *Gentils*; c'est que quelcun d'entre vous a la Femme de son Père. *Cicéron*, en parlant du Mariage d'un Gendre avec sa Belle-mère, s'écrit (c): *O crime incroyable d'une femme, & inoui avant elle!*

Les Docteurs Juifs, comme le remarque *Grotius*, allèguent ici deux raisons générales pour tous ces degrez défendus dans la Loi. La première est tirée de la Pudeur naturelle, qui ne permet pas, que les personnes, de qui l'on tient la naissance, aient un commerce charnel avec leurs enfans, ou par elles-mêmes, ou par d'autres avec qui elles sont très-étroitement unies par la consanguinité, ou par le Mariage. Cela est bon à l'égard des Ascendans & Descendans: mais cette Pudeur diminue fort à l'égard des Collatéraux, du moins au delà du second degré, & ainsi elle ne suffit pas pour fonder là-dessus une prohibition du Droit Naturel; quoi que les Législateurs Politiques aient eû raison d'étendre un peu loin les degrez défendus, afin de mettre, pour ainsi dire, une forte barrière à ceux que l'on croit défendus par le Droit Naturel & Divin. L'autre raison, que nous avons déjà (d) alléguée, & qui est tirée de la fréquentation fort familière de ceux qui sont parens à certains degrez, peut bien donner lieu à une Loi Positive; mais elle ne prouve pas, que les Mariages avec de tels Parens soient illicites par le Droit Naturel (e).

Au reste, ceux qui croient, que tous les degrez sans exception, qui se trouvent marquez dans le *Lévitique*, sont défendus par le Droit Naturel, se fondent sur ces paroles, qui viennent ensuite: (f) *Les Nations, qui avant vous ont habité ce Pais, ont commis TOUTES CES CHOSÉS ABOMINABLES, & la terre en a été souillée.* Or, dit-

Des autres degrez défendus.  
(a) Voiez *Grotius*.  
Lib. II. Cap. V.  
§. 13, 14.

(b) 1. Cor. V. 1.  
Voiez *Phocylide*:  
*Plutarch*. in *Demetr.* p. 907. Ed.  
*Wech. Appian.*  
in *Syriac.* p. 127.  
Ed. H. Steph.  
*Senec. Excerpt.*  
Contr. Lib. VI.  
Decl. VII. Val.  
Max. Lib. V.  
Cap. VII. §. 1.  
extr.

(c) Orat. pro  
*Cluent.* Cap. VI.  
Dig. Lib. XXIII.  
Tit. II. De ritu  
nuptiar. Leg. XII.  
XV. &c.

(d) §. 34.

(e) Voiez sur les  
autres degrez de  
consanguinité, &  
sur l'Affinité,  
*Grotius*, ubi su-  
pra, §. 13, 14.  
*Selden*. Lib. VI.  
Cap. XI. Abr.  
*Roger de Bramin.*  
Part. I. Cap. XII.  
l'Alcoran, au  
Chap. de *Uxorib.*  
& Mr. Le Clerc,  
sur *Levit.* XVIII.

(f) Vers. 24.

fense contenue dans le *Lévitique*, XVIII. 9. Les Rab-  
bins prétendent, que *Thamar* & *Amnon* n'étoient plus  
parens, parce que *David* avoit eû *Amnon* d'*Ahinoam*,  
avant que *Maaca* Mère de *Thamar*, & *Thamar* elle-mé-  
me fussent converties au Judaïsme: car ils prétendoient  
que les Prosélytes n'avoient plus aucune liaison de pa-  
renté avec les personnes nées avant leur abjuration du  
Paganisme. Voiez *Selden*, de *J. N. & G. sec. Hebr.* Lib.  
V. Cap. XVIII. [Mais pourquoi ne dirions-nous pas avec  
*Grotius*, ou que *Thamar* n'étoit pas bien instruite de la  
Loi du *Lévitique*; ou que, pour sauver son honneur  
d'un danger si pressant, elle cherchoit toutes sortes de  
défautes?] Il y a des Auteurs, qui disent, que, parmi  
les Athéniens, il étoit permis d'épouser une Sœur de  
père. Voiez *Corn. Nepos*, dans sa Préface, & dans la vie  
de *Cimon*, Cap. I. *Plutarch.* *Themistocl.* in fin. *Demosthen.*  
Orat. contra *Eubulidem*, & *Philon*, de *special. Legib.* p.  
779. E. Ed. Paris. D'autres semblent le nier. Voiez *Plu-  
tarch.* in *Cimon.* p. 480. E. *Athen.* Lib. XIII. Cap. XXI.  
p. 589. *Andocid.* Orat. contr. *Alcihiad.* & *Suidas*, in *Ci-  
mon.*

(2) Cela se pratiquoit chez les *Lacédémoniens*. Voiez  
*Philon*, de *special. Legib.* à l'endroit cité dans la Note  
précédente.

(3) On fait, que les *Perses* ne faisoient aucune diffi-  
culté de cela, non plus que d'épouser leur propre Mé-  
re. Voiez *Sext. Empiric.* *Pyrrhon. hypot.* Lib. I. Cap. XIV.  
pag. 31. *Q. Curt.* Lib. VIII. Cap. II. §. 19. *Strab.* Lib. XV.  
pag. 505. Ed. Gen. *Cassaub.* *Diog. Laërt.* in *Proem.* Lu-

cian. de *Sacrific.* pag. 364. Ed. Amst. Les Egyptiens aussi,  
& les Assyriens, se marioient avec leurs Sœurs. Voiez  
*Diod. Sicul.* Lib. I. Cap. XXVII. *Sext. Empiric.* Lib. III.  
Cap. XXIV. *Lucian.* ubi supra. *Achilles Tatius*, Lib. I.  
en accuse les Phéniciens. Dans le *Perou*, cela n'étoit per-  
mis qu'aux *Tucas*; au rapport de *Garcilasso de la Vega*,  
Hist. des *Yncas* Liv. IV. Chap. IX. Voiez ce que dit *Loon*,  
*Rachwolf.* *Itin. Orient.* Lib. II. Cap. XV. in fin. de cer-  
tains habitans du Mont Liban, nommez *Thursiens*.  
L'Auteur citoit encore plusieurs passages, qui contien-  
nent ou quelque exemple particulier de cette sorte d'In-  
ceste, où le sentiment de quelque ancien Auteur, qui  
l'approuve. Voiez *Homer.* *Odyss.* X. au sujet des filles  
d'*Eole*: *Theocrit.* *Idyll.* XVII. six ou sept vers avant la  
fin: *Lucian.* *Dialog.* *Diogen.* & *Mausol.* *Arrian.* de *expedi-  
tis.* *Alexander.* Lib. I. *Platon.* de *Legib.* Lib. V. où il ne  
défend le Mariage qu'entre Ascendans & Descendans.  
Les Romains au contraire détestoient le Mariage entre  
Frère & Sœur. Voiez *Plutarch.* in *Quaest. Roman.* pag.  
265. C. Quelques Auteurs Grecs l'ont aussi désapprou-  
vé. Voiez *Ocell.* *Lucanus*, de *natura Universi*, Cap. IV.  
p. 536. init. Ed. Amst. 1688. & *Phocylide.* *Euripid.* in  
*Androm.* vers. 173; & seqq. & la réponse faite à *Camby-  
se*, Roi de Perse, par ses Conseillers, *Herodot.* Lib. III.  
pag. 110. Voiez *Salden.* Lib. V. Cap. XI. & *Nicetas A-  
cominatus*, in *Andronic. Commen.*

§. XXXV. (1) Cela est pourtant en usage chez les Tar-  
tars. Voiez *Haythou.* de *Partar.* Cap. XLVIII. & *M. Paul.*  
*Vassé.* Lib. I. Cap. XV.

(2) Cet-

on, toute transgression supposant une Loi, il faut que ces Peuples, en contractant de tels Mariages, aient violé, ou une Loi Divine Positive, qui oblige généralement tous les Hommes, mais dont il seroit bien difficile de démontrer la publication; ou une Loi Naturelle. On répond (g) à cela, que le mot de (2)  *toutes*  ne doit s'entendre que des choses qui étoient des péchez pour ces Peuples-là. En effet, il est défendu, par exemple, d'épouser (h) deux Sœurs: cependant, avant la Loi, le Patriarche *Jacob*, avoit eû pour Femmes, comme on sait, *Rachel*, & *Léa*, toutes deux filles de *Laban*. *Hamram*, Père de *Moïse*, avoit épousé *Jocabad* la Tante paternelle; degré néanmoins formellement défendu dans le *Lévitique* (3).

(g) *Selden. Lib. V. Cap. XI.*

(h) *Levit. XVIII. 18. Voyez là-dessus Grotius, & M. Le Clerc.*

Des Mariages de conscience; & des formalitez requises par les Loix.

(a) *Conjunctiones cum uxoris secundariis.*

(b) Voyez *Selden. de J. N. & G. & c. Lib. V. Cap. VII. & Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 15.*

(c) C'est ce qu'on dit de l'Empereur *Marc Antonin*. Voyez *Jul. Capitolinus, in fine*; & la Vie de cet Empereur, par *M. Dacier*, p. 105. Ed. de *Holl.*

(d) Voyez *Ælian. V. H. Lib. X. Cap. XVIII.*

(e) Voyez *Digest. Lib. XXXII. Tit. III. De Legatis & c. Leg. XLIX. §. 4. & Cod. Lib. V. Tit. XXVII. De natural. liberis*, §. 14. num. 2. renverse tout le Système de ceux qui fondent là-dessus leurs Loix Divines Positives Uniques; outre qu'ils ne sauroient en démontrer la publication par rapport à tous les Peuples. Voyez *Mr. Bud-Pietro della Val-dé*, dans son *Histoire du Droit Naturel*, §. 43.

(3) Il faut remarquer en passant, (ajoutoit nôtre *Au-V. Martin. Hist. Sin. Lib. VI. Cap. I. p. 201.* teur) que, selon quelques-uns, la liaison & la vertu de l'*Affinité* cesse dès lors que la personne, sur qui elle étoit fondée, & ceux qui étoient nez d'elle, viennent

§. XXXVI. IL ne reste plus qu'à dire un mot des (a) *Mariages de conscience*, qui ont été en usage parmi plusieurs Peuples, & qui consistent à avoir commerce avec une femme, de qui l'on reçoit véritablement la foi de Mariage, & avec laquelle on entre dans une très-étroite société, mais en sorte qu'à cause de la disproportion de naissance & de condition, ou pour quelque autre raison, on ne lui donne pas le rang d'Epouse légitime, ni aux enfans, que l'on a d'elle, tout le droit qu'ils auroient, si leur Mère avoit été épousée publiquement & avec les formalitez ordinaires (b). D'où il paroît, que ces sortes de Femmes ne diffèrent des Epouses légitimes qu'en vertu du Droit Positif, ou des Conventions des Particuliers. En effet, la différence des conditions à cause de la naissance, a été établie par les Loix Civiles; & ceux qui se marient, peuvent ajouter aux Conventions principales du Mariage, telles clauses qu'il leur plait, pourvu qu'elles ne renferment rien de contraire à la nature de cet engagement. On s'est avisé de ces sortes de Mariages principalement pour conserver dans tout leur lustre les Familles considérables; ou pour ne causer aucun préjudice aux Enfans d'un (c) premier lit; ou enfin pour épargner la dépense qu'il auroit fallu faire, selon la mode du Pais, si l'on eût donné à une femme le titre d'Epouse légitime. En effet un des moïens de maintenir les Familles illustres, c'est de faire en sorte que les femmes, qui en sortent, ne se mésallient pas. C'est pour cela qu'en certains endroits les Loix Civiles ont ordonné, que le Mariage de ceux qui épouseroient des femmes de moindre qualité, ne seroit pas suivi de tous les effets, que les Mariages légitimes ont dans ces Pais-là. Le partage des patrimoines affoiblit aussi considérablement les Familles; & les Mariages de conscience servent à prévenir cet inconvénient, puis qu'ils ne diminuent point les portions des Enfans nez d'une Epouse légitime, lesquels par ce moïen n'ont aucun sujet de se plaindre. Enfin, il faudroit qu'un homme fût bien sot, pour épouser une femme, dont les dépenses le réduiroient à la mendicité. D'où il paroît, que l'on fait tort à ces Femmes d'un ordre inférieur pour ainsi dire, de leur donner le titre injurieux de *Concubines*. Car on n'appelle proprement de ce nom, que celles qui ont purement & simplement commerce avec un homme, sans aucun engagement qui tienne de la foi de Mariage, & qui ne diffèrent des *Courtisanes*, qu'en ce que les dernières accordent leurs faveurs à plusieurs, ou à tous venans. De sorte que, quand même une femme seroit convenue (d) avec un homme de n'accorder ses faveurs qu'à lui seul pendant un certain tems, elle ne laisseroit pas de mériter ce nom; la foi de Mariage emportant quelque chose de plus que de se réserver pour un seul homme uniquement en vûe du profit, ou du plaisir. Le mot de *Concubinage* se prend pourtant quelquefois dans un sens qui n'a rien d'injurieux, & qui revient à ce que l'on appelle *Mariage de conscience* (e).

à mourir. Voyez *Euripid. Med. vers. 76. & in Orest. 1083. Isocrat. Eginet. Cicer. Orat. pro Quint. Cap. VI. & Philippic. XI. Cap. IV. Philo. de Legat. ad Caium. Florus, Lib. IV. Cap. II. num. 13. Au contraire parmi les Tartares, les Pères marient leurs fils décédés avec les filles décédées de quelque autre, & s'imaginent que, par ce Contrat posthume ou plutôt imaginaire, les Parens du Garçon, & de la Fille, contractent entr'eux une véritable Affinité. *Marc. Paul. Venet. Lib. I. Cap. LVIII.**

Il faut remarquer enfin, que, comme les Loix Civiles prescrivent aux autres Contrac̃ts certaines formalitez, dont le défaut les rend nuls devant les Tribunaux Civils; de même les Mariages sont cenſez illégitimes, ou n'ont pas du moins certains effets civils, lors qu'ils manquent de certaines conditions ou de certaines formalitez, qui ſont réglées par les Loix de l'Etat (f). Et quoi que tout cela ne ſoit point fondé ſur le Droit Naturel; cependant, comme la Loi Naturelle ordonne, que les Membres d'un Etat ſe ſoumettent à ſes Loix, c'eſt en vain qu'on voudroit ſe prévaloir de ce que par le Droit Naturel ces formalitez ſont abſolument indifférentes, lors que l'on n'a pas le pouvoir de faire des Loix, ou de les caſſer.

(f) Voiez *Conſtit. Sicul.* Lib. III. Tit. XX.

## CHAPITRE II.

### *Du Pouvoir Paternel.*

§. I. **D**U Mariage ſortent les *Enfans*, qui doivent reconnoître leurs *Pères* & leurs *Mères* comme leurs Supérieurs, & reſpecter religieusement leurs ordres. C'eſt la plus ancienne & la plus ſacrée autorité qui ſe trouve parmi les Hommes.

Sentiment commun ſur le fondement du *Pouvoir Paternel*.

Il y a diverſes opinions touchant l'origine & le fondement du *Pouvoir Paternel*. La plupart des Savans, & (a) *Grotius* même le ſont dépendre de l'acte même de la génération, par lequel le Père & la Mère imitent DIEU en quelque manière, puis qu'ils mettent au monde un Etre, qui n'exiſtoit pas encore. Or, ajoute-t-on, quoi que le Père & la Mère concourent également à cet acte, & qu'ainſi ils acquièrent originairement le même droit ſur l'Enfant, qui naît de leur union; ſi pourtant il ſurvient entr'eux quelque conteſtation au ſujet de l'autorité, & qu'on ne puiſſe pas les ſatisfaire tous deux à la fois (1), le Père alors doit l'emporter, non ſeulement à cauſe de l'excellence du Sexe maſculin, mais encore parce qu'en qualité de Mari il a autorité ſur la Femme.

(a) Lib. II. Cap. V. §. 1.

§. II. HOBBS (a) raisonne là-deſſus, à peu près, de cette manière. *Un tel eſt Père d'un tel; donc il eſt ſon maître*: cette conſéquence peut être juſte, mais elle n'eſt pas ſi évidente, qu'on en voie d'abord la néceſſité par la ſeule conſidération des termes, dont l'un ſoit renfermé dans l'idée de l'autre, comme quand on dit; *Socrate eſt Homme: donc il eſt Animal*. D'ailleurs, l'Autorité ſouveraine étant indiviſible, en ſorte qu'on ne ſauroit avoir en même tems deux maîtres, dont l'un ne ſoit pas ſubordonné à l'autre; & la génération ſe faiſant par le concours de deux perſonnes: il ſemble, que cet acte ſeul ne ſauroit conférer aucun droit d'autorité. Il faut donc avoir recours ici à l'Etat Naturel, où chacun aiant une entière liberté d'agir par rapport aux autres ſelon qu'il le juge à propos pour ſa propre conſervation, le vainqueur devient, de plein droit, maître du vaincu, le plus fort (1) du plus foible. D'où il ſ'enſuit, que, par le Droit Naturel, un Enfant dépend originairement de ſa Mère, qui l'a eû la première ſous ſa puiſſance. Or comme, ſelon les principes de *Hobbes*, tous ceux qui ne ſont ni ſujets l'un de l'autre, ni dépendans d'un maître commun, peuvent être regardez comme ennemis; ſi une Mère veut élever ſon Enfant (2), elle eſt cenſée ne ſ'y engager qu'à condition que, quand il ſera homme fait,

Selon *Hobbes*, l'autorité appartient originairement à la Mère.

(a) *De Cive*, Cap. IX.

§. I. (1) Cela eſt bien exprimé dans ce paſſage d'une *Déclamation* de *Quintilien*, citée en partie par *Gronovius*: Duo [Pater, & Mater] unum vocabamus: videamus, quo ire debuerit. Poteram quidem fortiter dicere, Pater juſſi. Hoc nomen omni Lege majus eſt. . . . Neceſſe habuit parere. . . . Sint ſanè jura paria, ſedatque medius inter duos Index: non comparabo perſonas, quamvis apud omnes Gentis plus juris habeat Pater: ſi ſunt natura communis, non

imputabo quod nomen dedi, quod Familiam, quod impendiſſet. *Declam.* VI. pag. 86. Ed. Lugd. Bat.

§. II. (1) Notre Auteur a réſuté ailleurs ce principe fondamental des fauſſes hypothèſes de *Hobbes*. Voiez Liv. I. Chap. VI. §. 10. & Liv. II. Chap. II. §. 5. & ſuiv.

(2) Il y avoit ici, comme elle y eſt certainement obligée; & *Mr. Buddè* a copié ces paroles, en rapportant le ſentiment de *Hobbes*, dans ſa *Diſſertation De comparatione obli-*

(b) Voyez ce que dit *Médée*, dans *Ennius*; & dans *Euripide*, vers. 850, 251. On dit pourtant, que les femmes de la Province de *Patria* en *Amérique*, & du Pais de *Chili*, accouchent sans douleur; & que les *Espagnoles*, qui y ont demeuré longtemps, s'y accoutument.

(c) Voyez plus bas, §. 5.

(d) *Herodot. Lib. I. pag. 44. Ed. H. Steph.*

De quelle manière cette autorité passe, selon le même Auteur, de la Mère à quelque autre personne?

(a) Voyez *Euripid. Alceste*, vers. 666, & seqq. & *Libanius*, *Orat. XIII.* passages néanmoins, qui ne font pas précisément au sujet.

il ne devienne pas son ennemi, c'est-à-dire, qu'il lui obéisse: car on ne sauroit vraisemblablement présumer, qu'une personne donne la vie à une autre, afin que celle-ci acquérant des forces avec l'âge, acquière en même tems le droit de lui résister. Ainsi, dans l'Etat Naturel, toute femme devient en même tems Mère & Maîtresse de l'Enfant, qu'elle met au monde. L'excellence du Sexe masculin ne donne ici aucun avantage au Père. Car l'inégalité qu'il y a entre les forces naturelles des deux Sexes, n'est pas assez grande, pour mettre un homme en état de s'assujettir une femme sans aucune résistance, & sans avoir besoin de la réduire sous sa puissance par la voie de la guerre. Ajoutez à cela (3), que, si ce que la femme contribue à la génération est moins considérable (4) que la part que l'homme y a, la femme (b) essuie plus de peine & d'incommodité, puis qu'elle porte son fruit assez long-tems dans son sein, & qu'elle l'y nourrit de sa propre substance. Enfin, dans l'Etat purement Naturel, où l'on ne conçoit ni Souverain, ni Famille, on ne peut savoir qui est le Père d'un Enfant, si la Mère ne le déclare. Ainsi l'Enfant appartient à celui à qui la Mère le donne, & par conséquent il étoit déjà à elle. De là vient que, par le Droit Romain, les (c) Enfans nez hors du Mariage suivent la Mère; ce qui (d) avoit lieu aussi chez les *Lyciens*, à l'égard des Enfans nez dans le Mariage, jusques-là qu'ils portoient même le nom de la Mère.

§. III. CETTE autorité originale de la Mère sur son Enfant, passe à d'autres, selon le même Auteur, en diverses manières. 1. Lors que la Mère renonce elle-même à son droit, en exposant l'Enfant qu'elle vient de mettre au monde. Car alors celui qui l'élève, acquiert sur lui la même autorité, que la Mère, qui en ôtant, autant qu'en elle étoit, à son Enfant, la vie qu'elle lui avoit donnée, l'a dispensé par là de l'obligation où il étoit envers elle; de sorte que l'Enfant doit tout (a) à celui qui l'a sauvé, & comme à une personne qui lui tient lieu de Mère, & comme à son Maître (1). C'est-là le seul cas, où l'on acquiert quelque autorité sur une personne par droit de premier occupant. Et quand même l'Enfant seroit obligé, nonobstant cela, d'avoir du respect pour la Mère, & de remercier, pour ainsi dire, avec elle les liens de l'amitié naturelle, si elle venoit ensuite à se repentir de sa barbarie; elle ne pourroit le recouvrer que du consentement & par la cession de celui qui l'a élevé, le dédommageant avant toutes choses de la nourriture, & des autres dépenses qu'il peut avoir faites pour cet Enfant. 2. Celui qui a une autorité absolue sur une personne, étant aussi maître de tout ce qui lui appartient; lors qu'une Femme est devenue prisonnière de guerre, son Enfant est sous la puissance de celui qui les a pris l'un & l'autre. Sur quoi il faut remarquer pourtant (2), que le vainqueur acquiert sur l'Enfant un droit différent du pouvoir que la Mère avoit sur lui. 3. Si une Mère est Citoyenne de quelque Etat, le Souverain de cet Etat, de qui elle dépend, est aussi maître de l'Enfant, qu'elle met au monde. Et ici encore il faut remarquer (3), que le pouvoir du Souverain sur l'Enfant n'est pas de la même nature que celui de la Mère; & que le Gouvernement Civil ne détruit pas le droit de la Mère, mais y met seulement certaines bornes, & le laisse même en quelques endroits assez entier. 4. Si un homme épouse une femme à condition qu'elle dépendra de lui, leurs Enfans seront sous la puissance du Père, à cause de l'autorité qu'il a sur la Mère. Mais si une femme revêtue de l'autorité souveraine,

obligat. quæ ex divers. hom. stat. oriuntur, §. 16. Mais cette est manifestement contraire aux idées de *Hobbes*. La suite même du raisonnement le fait assez sentir, & *Hobbes* s'en explique sans détour, *De Cive*, Cap. IX. §. 2. où il dit, que la Mère peut, ou élever, ou nourrir son Enfant, *SVO ARBITRIO ET JURE*. Voyez aussi le *Leviathan*. En général notre Auteur mêle ici un peu trop ses idées & ses raisonnemens avec ceux de *Hobbes*, sans les distinguer. Je suppléerai à cela en indiquant ce qu'il a ajouté du sien.

(3) Cette raison est de notre Auteur; quoi que *M. Raddé* l'attribue aussi à *Hobbes*, dans l'endroit que je

viens de citer.

(4) C'est ce que les Physiciens & les Médecins modernes n'accorderont pas, comme chacun fait. Voyez *Euripid. in Orest.* vers. 552. & seqq. passage, que notre Auteur cite plus bas.

§. III. (1) Tout ce qui est dit ensuite jusqu'au second chef, est de notre Auteur, & conforme à ses principes. Il faut seulement ajouter, que cela a lieu à l'égard du Père, aussi bien qu'à l'égard de la Mère.

(2) Ceci est encore de notre Auteur.

(3) Autre réflexion de notre Auteur.

no, se marie avec un de ses sujets, les Enfans dépendront nécessairement de la Mère: sans quoi elle ne seroit pas maîtresse. En un mot, on peut dire généralement, que toutes les fois que l'union d'un homme avec une femme est telle, que l'un dépend de l'autre, les Enfans, qui naissent, sont sous la puissance de celui des deux qui commande. Hors ce cas-là, dans l'Etat Naturel, les Enfans appartiennent toujours à la Mère; à moins qu'il n'en ait été autrement convenu entr'elle, & le Père: car elle peut disposer de son droit, comme elle le juge à propos. C'est ainsi que, s'il en faut croire quelques Auteurs, les *Amazones* alloient trouver leurs voisins pour en avoir des Enfans, & après avoir accouché, gardoient les Filles, & renvoioient les Garçons à leurs Pères. Mais, dans les Sociétés Civiles, si une femme & un homme s'unissent ensemble par un Contrat dans les formes & selon les Loix, les Enfans sont sous la puissance du Père; parce que, tous les Gouvernemens Civils ayant été établis par des hommes, l'autorité domestique appartient à chaque Père de famille. Que s'il n'y a qu'un Concubinage, ou un Mariage de conscience, les enfans dépendent du Père, ou de la Mère, selon que cela se trouve réglé par les Loix de l'Etat.

§. IV. Pour moi, je conviens d'abord, que, bien qu'il faille supposer ici, comme par tout ailleurs, la Cause première & universelle, qui est DIEU, cela n'empêche pas qu'il ne soit permis de rechercher les Causes secondes & immédiates. En vain quelques-uns disent-ils, que toute autorité d'un homme sur un autre lui est communiquée de Dieu par une espèce de commission, & que l'homme n'a qu'un pouvoir emprunté. Quelque air de dévotion qu'affectent ceux qui tiennent un pareil langage, ce n'est là qu'une vaine déclamation, qui même dans le fond est fort injurieuse à Dieu. En effet, un pouvoir emprunté est le même, que celui de la personne, de qui on le tient: toute la différence qu'il y a, c'est que celui, de qui il émane, le possède en propre, au lieu que l'autre ne l'a entre les mains que comme un pouvoir étranger. Or n'est-ce pas se faire une idée bien basse de la Majesté infinie du Créateur, que de croire les Hommes capables d'être revêtus du même pouvoir, que DIEU?

Cela posé, il n'y a point de doute, que l'acte de la génération ne donne lieu à un Père & à une Mère, d'acquiescer sur leurs Enfans un droit valable, & par rapport aux Enfans eux-mêmes, & par rapport à tout autre, en sorte que, comme celui, qui est maître d'une chose, est aussi maître des fruits qu'elle produit, de même celui, sous la puissance de qui est une personne, ait le droit le plus prochain sur les Enfans qui sont nez d'elle. J'ai dit, que cela donne lieu: car la génération (1) toute seule n'est pas, à mon avis, un titre suffisant de l'autorité que l'on acquiert sur une Créature Humaine, à qui l'on donne la naissance. En effet, quoi qu'un Enfant soit produit de la substance de son Père & de sa Mère; cependant, comme il devient une personne semblable à eux, & qui leur est égale par rapport aux droits naturels, communs à tous les Hommes, il faut quelque chose de plus pour le soumettre à leur empire: d'autant mieux que l'acte de la génération ayant d'ordinaire uniquement pour but le plaisir, qui l'accompagne, un Père & une Mère ne sauroient prétendre qu'en vertu de cela seul les Enfans soient tenus de leur obéir, bon-gré mal gré qu'ils en aient; outre que la conception (a) & la naissance n'est pas une chose qui soit au pouvoir des hommes, qui y servent d'instrument.

Véritables fondemens de l'autorité paternelle.

(a) Voyez l'art. 1. de l'Instit. divin. Lib. V. C. XVIII.

II

§. IV. (1) Il est certain, que, comme notre Auteur le prouvera plus bas, l'Education est le fondement principal & immédiat du Pouvoir Paternel, & des Devoirs réciproques d'un Enfant envers son Père. Mais il ne faut pas pour cela exclure la Génération, qui, à dire vrai, est le fondement original des engagemens d'un Père, & par conséquent de son Pouvoir. En effet, d'où vient qu'un Père & une Mère sont obligés, plutôt que toute autre personne, d'élever un Enfant, qui est né d'eux? C'est, à mon avis, parce qu'en s'unissant l'un avec l'autre pour un acte naturellement destiné à la propagation de l'espèce, ils se sont ou doivent du moins s'être ta-

citement engagés à élever le fruit qui en pourroit naître. Car il n'importe quel qu'ait été le motif de leur commerce: & quand même ils ne se seroient proposé que de satisfaire leurs desirs, il suffit que la nature même de la chose, qu'ils ne pouvoient ignorer, de bonne foi, donne lieu de présumer leur engagement. Cela est si vrai, que notre Auteur lui-même voulant prouver, que les Pères & les Mères doivent la nourriture à leurs Enfans, a dit ci-dessus, Liv. IV. Chap. XI. §. 4. qu'en les mettant au monde ils se sont engagés à leur conserver, avant qu'il dépendroit d'eux, la vie qu'ils leur avoient donnée.

Il y a donc deux raisons, sur lesquelles est fondée l'autorité d'un Père, & d'une Mère, sur leurs Enfants. 1. La Loi Naturelle, par cela même qu'elle prescrit la Sociabilité, ordonne aux Pères, & aux Mères, d'avoir soin de leurs Enfants, sans quoi la Société ne saurait absolument subsister; & même, pour les engager plus fortement à la pratique d'un Devoir si nécessaire, la Nature leur a inspiré une tendresse extrême pour leur lignée. Or le moi-même qu'un Père, & une Mère, élèvent bien leurs Enfants, s'ils n'ont le pouvoir de diriger leurs actions, & de prendre soin de leur conservation, dans un âge où ils ne sont pas encore capables de se conduire, & de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins, ni de connaître seulement leurs intérêts (b) ? Puis donc que quiconque oblige à une fin, est censé donner en même tems le pouvoir d'employer les moyens absolument nécessaires pour y parvenir: il s'ensuit, que la Nature, en ordonnant aux Pères, & aux Mères, d'avoir soin de leurs Enfants, leur confère sur eux par cela seul autant d'autorité qu'il leur en faut pour cet effet; & par conséquent qu'elle impose aussi aux Enfants l'Obligation de se soumettre à la direction de leurs Pères & de leurs Mères, sans quoi le droit de ceux-ci seroit inutile.

(b) Voyez *Ecclesiasticus*. VII, 23. XXX, 1, & suiv.

2. De plus, l'autorité des Pères & des Mères est encore fondée sur un consentement présumé des Enfants, & par conséquent sur une espèce de Convention tacite. En effet, comme un Père & une Mère, par cela même qu'ils veulent conserver leur Enfant, promettent de le bien élever, autant qu'il dépendra d'eux, & de remplir exactement l'Obligation que leur impose la Nature: de même, quoi que l'Enfant n'ait pas encore l'usage de la Raison, & qu'ainsi il ne soit pas en état de s'engager expressément aux Devoirs réciproques, qui répondent à l'engagement du Père & de la Mère; les soins seuls des Parens mettent par eux-mêmes l'Enfant dans une Obligation aussi forte, que s'il avoit donné un consentement formel: quoi qu'elle n'ait son effet actuellement que quand il est venu en âge de comprendre ce que son Père & la Mère ont fait pour lui. En effet, on a lieu de présumer, que si en naissant il eût eu l'usage de la Raison, & qu'il eût pu considérer, qu'il ne pouvoit point absolument se conserver en vie sans le soin de ses Parens, & par conséquent sans l'autorité qui leur est nécessaire pour se charger de son éducation, il s'y seroit volontiers soumis, à condition qu'ils s'aquittassent bien de l'engagement, où ils entroient à son égard: consentement, qui étant présumé (2) sur un fondement raisonnable, vaut autant qu'un consentement formel (c); de même qu'une personne, de qui on a fait les affaires en son absence & à son insu, est censée (d) s'être engagée tacitement à nous dédommager des dépenses que nous avons fait pour lui rendre service. D'où il paroît, qu'un Père commence à être revêtu actuellement du Pouvoir Paternel sur ses Enfants, lors qu'il entreprend de les nourrir & de les élever, afin qu'ils deviennent des Membres utiles à la Société Humaine. Quelcun a objecté, que les Obligations réciproques des Pères, & des Enfants, ne sauroient en aucune manière être fondées sur une Convention tacite, *parce*, dit-il, *que le consentement, exprès, ou tacite, ne peut avoir lieu proprement qu'en matière d'actions, qui étoient auparavant libres & entièrement indifférentes: or ni le Père, ni l'Enfant, n'avoient pas la liberté de se dispenser de leurs engagements mutuels.* Mais rien n'empêche, qu'un seul & même Devoir ne soit également fondé & sur quelque maxime de la Loi Naturelle, & sur une Convention tacite. L'Homme ne peut pas se dispenser d'obéir à DIEU; & cependant Dieu, dans son Alliance, stipule des Fidéles une obéissance qu'ils lui devoient déjà sans cela. Un Citoyen est obligé d'aller à la Guerre pour le bien de l'Etat:

(c) Voyez *Senec. Consol. ad Marc.* Cap. XVIII. in fin.  
(d) Voyez *Digeft.* Lib. III. Tit. V. *De negotiis gestis*, Leg. II.

(2) Cette supposition est également mal fondée, & superflue. On ne peut pas présumer un consentement véritable d'un Enfant, qui n'est point en état de le donner ni de le refuser; & l'Auteur confond ici, comme ailleurs, le consentement présumé avec le consentement tacite. Voyez ce que j'ai dit ci-dessus dans une Note sur Liv. III. Chap. VI. §. 2. L'autre raison, qui a été alle-

guée, suffit de reste. Par cela seul que la Nature met les Enfants dans un état, où ils ont absolument besoin d'être secourus & dirigés par autrui, & qu'elle charge les Pères & les Mères de ce soin; elle impose suffisamment aux premiers l'Obligation de se soumettre au Pouvoir des derniers.

tat : & néanmoins les Soldats, que l'on enrolle, s'engagent volontairement, & avec serment. Pourquoi donc ne pourroit-on pas supposer, que, quand un Père se charge actuellement de l'éducation de ses Enfants, il y a là un consentement tacite des Enfants mêmes, qui fait, qu'ils n'ont pas sujet de se plaindre, comme s'ils avoient été soumis à son Pouvoir paternel malgré eux & sans aucune nécessité ?

§. V. P O U R ce qui regarde la Question, si le Père a plus d'autorité sur son Enfant, que la Mère, ou la Mère plus que le Père ? il faut distinguer, si l'on vit dans un Etat, ou hors de toute Société Civile ; & si l'Enfant est né en suite de quelque Convention faite entre le Père & la Mère, ou s'il n'y a point eu entr'eux de Convention. Dans la Liberté Naturelle, si le Père & la Mère ont eu commerce ensemble sans aucun engagement au delà de l'acte de la copulation, l'Enfant est à la Mère. Car en ce cas-là, à moins qu'une femme ne déclare, qui est le Père de son Enfant, on ne sauroit le connoître, du moins d'une certitude telle qu'il la faut ordinairement pour prouver les choses de fait ; puis que la Mère a pu avoir affaire à d'autres hommes (a). C'est pour cette raison que, par le Droit Romain (1), les enfans nez des Courtisanes sont adjugez à la Mère. Que s'il y a eu quelque engagement entre le Père, & la Mère, on verra par leurs Conventions, quel des deux doit avoir l'autorité sur l'Enfant : car il est contre les règles, que deux personnes aient chacune en même tems une autorité souveraine sur quelqu'un. Cet engagement donc ou renferme l'autorité de l'homme sur la femme, c'est-à-dire, un Mariage légitime ; & en ce cas-là les Enfants dépendent sans contredit du Père : ou tend uniquement à la propagation de l'espèce, & ici, quoi que régulièrement le marché commence par l'homme, qui veut avoir des Enfants pour lui, & non pas pour la femme, & qui se réserve d'avance l'autorité sur eux, il peut arriver néanmoins, par un cas extraordinaire, que la femme recherche l'homme. C'est ce que faisoient autrefois les *Amazones* ; & c'est ce qui arrive nécessairement aujourd'hui même, lors qu'une Princesse Souveraine se marie, sans rien perdre de son autorité : car alors le Prince, qu'elle épouse, ne devient pas tant Roi, à proprement parler, que Mari de la Reine. Et quoi que l'un des deux mariez semble se dispenser du soin de ses Enfants, dont la Nature charge indifféremment le Père & la Mère, ces sortes de Conventions n'ont rien de contraire au Droit Naturel. Car la Nature ne demande pas précisément, que le Père, & la Mère, travaillent chacun par lui-même & immédiatement à l'éducation de leurs Enfants, mais il peut suffire, que l'un des deux s'en charge principalement : de même qu'une Mère n'est pas toujours indispensablement obligée d'allaiter (b) elle-même son Enfant, mais elle peut le mettre en nourrice ; comme d'autre côté un Père peut donner à son Fils un bon Gouverneur, sur qui il se repose du soin de l'instruire & de veiller à sa conduite.

Mais comme, dans les Sociétés Civiles, qui ont été formées par les hommes, & non pas par les femmes, le Mari est régulièrement le Chef de la Famille ; tout Père de famille a aussi l'autorité sur ses Enfants, en sorte que les ordres de la Mère considérez en eux-mêmes ne sont presque regardez que comme de simples avis, & que, s'ils ont force entière d'obliger, ils la tirent toute du pouvoir que le Mari communique à sa Femme. Car, comme un Mari peut sagement confier à sa Femme une partie du gouvernement des affaires de la Famille : de même l'autorité du Père sur ses Enfants n'exclut pas les soins de la Mère ; quoi que les Loix (c) Civiles puissent faire là-dessus divers réglemens. Et lors que le Père vient à mourir, si la Mère conserve le gouvernement de la Famille, il est juste qu'elle hérite aussi du Pouvoir Paternel (d). Que si elle se remarie, & que ce second Mari se char-

Quel des deux, du Père, ou de la Mère, a plus d'autorité sur leurs Enfants communs ?

(a) Voiez *Institut.* Lib. III. Tit. I. *De rerum divisione*, §. 31, 32. *Digest.* Lib. XXI. Tit. I. *De adquir. rerum dominio*, Leg. VII. §. 13. Je ne sai pourquoi l'Auteur cite ici ces deux Loix.

(b) *Plutarque*, dans son *Traité de l'Educat. des Enfants*, & *Favorin* dans *A. Gell.* Lib. XII. Cap. I. soutiennent le contraire. *L'Alcoran* l'ordonne ; & cela s'observe religieusement par les femmes de *Java*. Voiez *Ferdinand Pinto*, *Itin.* Cap. LIV.

(c) Par exemple, chez les *Babyloniens*, les Garçons dépendent du Père, & les Filles de la Mère.

*Pietro della Valle*, *Itiner.* Part. I. Ep. XVII.

(d) Voiez *Genes.* XXI, 21. comparé avec *XXIV*, 4.

§. V. (1) *Vulgo concepti dicuntur, qui Patrem demonstrare non possunt; vel qui possunt quidem, sed cum habent, quem habere non licet: qui & spurii appellantur. ... Lex natura hæc est, ut qui nascitur sine legitimo matrimonio, Matrem sequatur, nisi Lex specialis aliud inducit.* *Digest.* Lib. I. Tit. I. *De statu hominum*, Leg. XXIII. XXIV. Les

*Egyptiens* ne suivoient pas cette règle. Voiez *Diodor. Sicul.* Lib. I. Cap. LXXX. pag. 72. A. *Edit. Rhodm.* L'Auteur citeoit encore une sentence du Philosophe *Pythagoricien Théagès*, que l'on trouvera dans les *Opuscula Mythologica, Physica, & Ethica*, imprimez à *Amsterd.* en 1688. pag. 683, 684.



(c) Cela ne se pratique pas chez les Chinois. Voiez Nembhof. Legat. pag. 281.

\* Jusques où s'étend le Pouvoir Paternel?

ge de l'éducation des Enfans du premier lit, ils lui doivent le même respect qu'à leur propre Père (c).

§. VI. \* VOIONS maintenant, jusques où s'étend le Pouvoir des Pères & des Mères sur leurs Enfans. Et ici il faut distinguer entre les *Pères de famille qui vivent dans la Liberté Naturelle*, & ceux qui sont *Membres d'une Société Civile*; comme aussi entre le *Pouvoir d'un Père considéré précisément comme Père*, & celui qu'il a *en tant que Chef d'une Famille particulière*.

Le Pouvoir qu'a un Père considéré comme tel, c'est celui qui lui est nécessaire pour s'acquitter des Devoirs que la Nature lui impose envers ses Enfans, & qui par conséquent est aussi étendu qu'il le faut pour satisfaire à cette Obligation. Or un Père, en tant que Père, doit sur tout bien élever ses Enfans, c'est-à-dire, les nourrir & les gouverner jusques à ce qu'ils soient en état de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins, & de se conduire, selon la portée naturelle de leur esprit; afin qu'ils deviennent utiles à la Société Humaine: car, pour ce qui regarde la génération, elle n'est que l'occasion, & non pas une partie des Devoirs paternels. L'Education étant donc le Devoir propre des Pères & des Mères, ils doivent y travailler avec beaucoup de soin: d'autant plus qu'elle est de la dernière conséquence (1), & qu'elle influe sur tout le reste de la vie.

D'où il paroît, que le Pouvoir Paternel ne s'étend pas jusqu'à donner droit de défaire (a) un Enfant encore dans le sein de sa Mère, à moins que sans cela la Mère & l'Enfant (b) ne doivent inévitablement périr tous deux; ou de l'exposer (2), & de le tuer même, lors qu'il est venu au monde, moins encore s'il a déjà vécu quelque tems. Car, quoi qu'un Enfant soit formé de la substance de son Père & de sa Mère, il leur est d'abord égal, en tant que (c) Créature humaine (3), en sorte du moins que tout le monde, & ses Parens même peuvent lui faire du tort.

Le Pouvoir Paternel, considéré comme tel, ne renferme pas non plus le droit de vie & de mort sur les Enfans, qui ont commis quelque mauvaise action, mais seulement (d) celui de les châtier doucement. En effet on n'exerce ce Pouvoir sur les Enfans, que pendant un âge tendre, où ils ne sont guères capables de tomber dans ces crimes atroces, qui méritent la mort. Il vaut mieux chasser de chez soi un Enfant rebelle & incorrigible. Ainsi

(a) Voiez Digest. Lib. XLVII. Tit. XL. De extraord. crim. Leg. IV. Lib. XLVIII. Tit. VIII. Ad Leg. Corn. de fisciis, Leg. VIII. & Tit. XIX. De panis, Leg. XXXVIII. §. 5. (b) Voiez Ant. Matth. de crimin. ad Leg. XLVII. Digest. Tit. V. §. 5. & Grotius, dans ses *Forum* *sparsiones ad Jus Justinian.* ad Leg. XXXIX. Dig. de panis.

(c) Voiez Plin. Lib. IX. Ep. XII. num. 2.

(d) Voiez Plin. Hist. Nat. Lib. IX. Cap. XXIII.

§. VI. (1) Πάρα γὰρ καὶ ἡ ἡλικία παροτρύνει, τὸ νομίζει τοῦτον ἀσφάλεια. Une bonne éducation est la source & le fondement de la Vertu & de la Probité. Plutarque. de liber. educ. pag. 4. B. Ed. Wech. Platon dit, que les plus excellens Esprits sont ceux qui deviennent les plus méchans, lors qu'ils sont mal élevez; & que les petits Génies ne sont guères capables ni de grandes Vertus, ni de grands Vices. Οὐκ ἔστιν οὐδὲν καὶ τὰς ψυχὰς ἔχει φαῖναι τὰς εὐνοίας τας, καὶ τὰς ἀσφάλειας τυχόντας, διακρίνοντες καὶ γινώσκοντες. ὁ οὖν τὰ μέγιστα ἀδικήματα, καὶ τὴν ἐκείνων ἀποτροπὴν, οὐ φαῖναι, ἀλλ' ἐκ τῆς νεανίας φύσεως τοσούτῃ ἀσφαλείας γινώσκοντες, δοθέντ' ὅτι φύσιν, μέγιστον ἔστι ἀγνοῖαν ἔχει καὶ τὴν αἰτίαν ἀπὸ τῆς ἡλικίας; De Republica, Lib. VI. pag. 676. D. Edit. Wech. L'Auteur citoit encore ici Horat. Lib. IV. Od. IV. 33. & seqq. Stobaeus, Serm. LXXXI. Libanius, Declam. XX. Au reste, on trouvera quantité de beaux préceptes pour l'Education des Enfans, dans le Traité de Plutarque, qui vient d'être cité; comme aussi dans les *Essais de Montagne*, Liv. II. Chap. VIII. intitulé, de l'affection des Pères aux Enfans; dans *Charron*, de la Sagesse, Liv. III. Chap. XIV. mais sur tout dans l'excellent Traité de Mr. Locke, dont on a fait plusieurs Editions en Anglois & en François.

(2) Voiez Philon, de special. Legib. p. 794, 795. Ed. Paris. Diodor. Sicul. Lib. I. Cap. LXXVII. Laëtant. Inst. divin. Lib. VI. Cap. XX. Lex Wisigoth. Lib. VI. Tit. III. Cap. VII. Grotius sur l'Exode, XXI, 22. Selden. de J. N. & G. sec. Hebr. Lib. IV. Cap. I. Au reste la coutume détestable & inhumaine d'exposer les Enfans, ou de les

tuer même, étoit très-commune autrefois dans la Grèce, & dans l'Empire Romain. Aristote l'approuve, Politic. Lib. VII. Cap. XVI. Notre Auteur citoit ici Plutarque, in Lycurg. Diodor. Sic. Lib. I. Cap. LXXX. Strab. Lib. XVII. ou il remarque, comme une chose particulière, que les Egyptiens elevoient tous leurs Enfans. Tacite fait la même remarque, à l'égard des Juifs; Hist. Lib. V. & Dénys d'Halicarnasse, à l'égard des Aborigènes, Lib. I. pag. 13. [On peut voir là-dessus le *Julius Paulus* de Mr. Noode, ou il a traité à fond cette matière.] Notre Auteur remarquoit encore, que l'on trouve des exemples de la même coutume dans un Royaume des Indes, dont *Sopitès* étoit Roi, Q. Curt. Lib. IX. Cap. I. & chez les Cathéens du même Pais, Strab. Lib. XV. p. 481. comme aussi dans la Chine, & dans l'île Formosa. Mais il faut que je rapporte tout au long une Loi du Digeste, qui est aussi citée dans l'Original, & où le Jurisconsulte *Paul* semble condamner cette abominable coutume. Necare videtur non tantum is qui partum perfecit: sed & is qui abiecit; & qui alimenta denegat; & is qui publicis locis misericordia causâ exponit, quam ipse non habet. „ On „ tue son fruit, non seulement lors qu'on l'étouffe, „ mais encore lors qu'on l'abandonne; lors qu'on lui „ refuse la nourriture; & lors qu'on l'expose dans un „ lieu public, afin qu'il trouve dans les autres une com- „ passion, dont on n'a point été touché soi-même en „ vers lui. Digest. Lib. XXV. Tit. III. De agnoscendis, & alendis liberis &c. Leg. IV.

(3) Voiez ci-dessus, Liv. I. Chap. I. §. 7.

(4) Voiez



Si le Pouvoir Paternel peut être transféré à autrui? & si un Père peut vendre son Fils?

(a) Voyez *Plutarch. de liberorum educat.* pag. 9. D.

(b) Voyez *Enrip. Jon. vers. 1535, 1536. & A. Gell. Lib. V. Cap. XIX.*

(c) Voyez *Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 5.*

Du Pouvoir des Pères, dans l'État Naturel, sur leurs Enfants venus en âge d'hommes faits.

§. IX. UNE autre Question, qui se présente ici, c'est si le Pouvoir & les Engagemens d'un Père peuvent être transférés à autrui? Sur quoi je dis, qu'encore que ce Pouvoir & ces Engagemens se forment à l'occasion d'un acte personnel (1) & entièrement incommunicable; cela n'empêche pourtant pas, que, dans une nécessité, ou simplement pour un plus grand avantage des Enfants, on ne puisse confier à un autre le soin de leur éducation: bien entendu, que l'on ne s'en repose pas sur lui aveuglément (a), & que l'on voie de tems en tems, s'il s'acquitte bien de l'emploi important, dont il a voulu se charger. Le Droit Naturel ne défend pas non plus de donner son Fils à un honnête homme, qui souhaite de l'adopter (b), si c'est pour l'avantage de celui, à qui il veut tenir lieu de Père. Mais pour ce qui est de mettre en gage ou de (2) vendre ses Enfants, la Nature ne le permet, que quand on n'a pas d'autre moyen de les faire subsister: car, en ce cas-là, il vaut mieux sans doute les exposer à un esclavage supportable, d'où l'on peut espérer qu'ils sortiront quelque jour, que de les laisser mourir de faim; & la Nature donne plein droit à tout ce qui est absolument nécessaire, pour obtenir une fin, qu'elle prescrit (c).

§. X. (1) LE second état, dont nous avons parlé, c'est lors que les Enfants sont venus en

en sorte qu'il pouvoit en disposer comme bon lui sembloit, & que son Père n'avoit rien à y voir. C'est ce que l'on appelloit *Peculium castrense*. Voyez *Digest. Lib. XLIX. Tit. XVII.* Il en étoit de même de ce qu'un Fils de famille gaignoit dans tout autre Emploi, où il y avoit un salaire public; & c'est ce qui s'appelloit *Peculium quasi castrense*. Voyez *Cod. Lib. III. Tit. XXVIII. De inofficiso testam. Leg. XXXVII.* Voilà pour le Pécule Militaire. Le Pécule Civil, (qui est exprimé dans le Code par *Peculium paganum*) consistoit ou dans les biens qu'un Fils de famille auroit hors de tout Emploi public, soit par son industrie, soit par Donation, soit par Testament, soit par un effet de la disposition des Loix, & desquels le Père avoit seulement l'usufruit; c'est ce que les Interprètes appellent *Peculium adventitium*: ou dans le profit qu'un Fils de famille faisoit des propres biens de son Père, ou à leur occasion, & ceux-ci étoient absolument en la disposition du Père; c'est là le *Peculium profectitium*, comme on parle. Voyez *Instit. Lib. II. Tit. IX. Per quas personas cuique adquiruntur, §. I. & Dapmat, Loix Civiles dans leur ordre naturel, II. Part. Liv. II. Tit. II. Sect. II.*

§. IX. (1) Οὐ γὰρ τὸ ἀνὰ τοὺς πατέρας διδόναι νόμος ἐστίν. La Loi ne sauroit faire que vous ne soyez pas né de moi. Libanius, Declam. XX. p. 523. B. Ed. Morell.

(2) Cela se pratiquoit autrefois parmi les Thébains, mais par autorité du Magistrat, & lors seulement que le Père étoit dans la dernière misère. Le Législateur l'avoit ainsi ordonné pour empêcher qu'on n'exposât les Enfants; ce qu'il défendoit sur peine de la vie. Voyez *Elion, Var. Hist. Lib. II. Cap. VII.* Mais à Athènes, il n'y avoit, du moins avant Solon, aucune Loi qui empêchât de vendre ses propres Enfants à un Créancier impioiable. Voyez *Plutarche*, dans la vie de ce Législateur. Parmi les Phrygiens, au rapport de *Philoprate*, (in *Vita Apell. Thyas*. Lib. VIII. Cap. III. pag. 401. A. Ed. Morell.) les Pères se défaisoient ainsi de leurs Enfants, quand bon leur sembloit, sans être en aucune manière touchés de l'esclavage où ils les réduisoient. Voyez *Plutarch. in Lucull.* Pour ce qui est des Romains, il y avoit une Loi de *Romulus*, par laquelle, comme le remarque *Dionys d'Halicarnasse*, Lib. II. ce Prince donnoit aux Pères plus de pouvoir sur leurs Enfants, que les Maîtres n'en avoient sur leurs Esclaves. Car un Maître ne pouvoit vendre son Esclave qu'une fois, & un Père pouvoit vendre son Fils jusqu'à trois fois, à quelque âge & en quel état qu'il pût être. *Numa* en excepta ceux, qui se feroient marier par l'avis & le consentement de leur Père. *Plutarch. in ejus Vita.* Les Décevriers n'osèrent pas entièrement abroger cette Loi; mais avec le tems la

coutume s'abolit peu à peu d'elle-même, & l'on trouve dans le Code, une Loi de *Dioclétien* & de *Maximien*, où il est dit, que les Pères ne peuvent point faire passer leurs Enfants sous la puissance d'autrui, ni en les vendant, ni par une Donation, ni comme en gage, ni de quelque autre manière, ni sous prétexte de l'ignorance de celui qui a acquis le Fils de famille. *Liberos a parentibus neque venditionis, neque donationis titulo, neque pignoris jure, nec alio quolibet modo, nec sub pretexto ignorantia accipientis, in alium transferri posse, manifestissimum juris est.* Cod. Lib. IV. Tit. XLIII. De patribus, qui filios suos distraxerunt, Leg. I. On conserva néanmoins quelque ombre de l'ancienne coutume, dans les Emancipations, où le Père vendoit trois fois son Fils, par une vente imaginaire; ce qui fut ensuite aboli par *Justinien*; Cod. Lib. VIII. Tit. XLVIII. De adoptionibus, Leg. ult. Il y avoit un seul cas, où il étoit permis de vendre ses Enfants, c'est lors qu'on étoit réduit à la dernière pauvreté, en sorte qu'on n'avoit pas de quoi les nourrir: mais on pouvoit les recouvrer, entre les mains de qui qu'ils fussent passés, en rendant l'argent qu'on avoit reçu, ou en montrant un autre Esclave en leur place. Cela paroît par la Loi de *Constantin*, qui est la seconde & dernière du Titre du Code, qui vient d'être cité. Si quis propter nimiam paupertatem egestatemque, victus causa (c'est-à-dire, pour la vie de l'Enfant, & non pas pour celle du Père) filium filiamve sanguinolentus venderit, venditionis in hoc tantummodo casu valente, emptor obtinendi ejus servitii habeat facultatem: Liceat autem ipsi qui vendidit, vel qui alienatus est, aut cuilibet alii ad ingenuitatem eum propriam repetere: modo si aut pretium offerat, quod potest valere, aut mancipium pro ejusmodi praestet. La même chose a lieu parmi les Chinois. Chez les *Moscovites*, au rapport de *Sigismund. Baro in Herberstein*, un Père peut vendre son Fils jusqu'à quatre fois. Notre Auteur citoit encore ici *Matth. XVIII. 25. & II. Rois, IV. 1.* d'où il paroît, que, parmi les Juifs, un Débiteur qui se trouvoit dans l'impuissance de paier, devenoit Esclave de son Créancier, lui & ses Enfants. Un homme réduit à la misère pouvoit aussi vendre ses Enfants, & se vendre lui-même. Voyez *Levit. XXV. 39. Deut. XV. 12.*

§. X. (1) Les trois paragraphes suivans sont autrement placés dans l'Original. Celui-ci est le 11. le suivant, le 12. & le dernier, le 10. L'Auteur, sans la moindre nécessité, parle du troisième état des Enfants, avant que de traiter du second. Rien ne m'obligeoit à laisser ce désordre dans ma Traduction: & je l'ai redressé d'autant plus hardiment, que lui-même s'en est aperçu dans son Abrégé, de *Offic. Hom. & Civ.* quoi que, par une négligence inexcusable, il n'ait pas fait la même

en âge d'hommes faits, sans être pourtant encore hors de la Famille paternelle. Pour découvrir, jusques où ils dépendent de leur Père, pendant ce tems-là, il faut remarquer, qu'outre le Pouvoir Paternel proprement ainsi nommé, les Pères ont aussi quelque autorité entant que Chefs de famille; quoi que d'une manière différente, selon qu'ils vivent dans la Liberté Naturelle, ou dans une Société Civile. Une Famille séparée & indépendante aiant quelque ressemblance avec un petit Etat; celui, qui en est le Chef, a aussi sans contredit un Pouvoir qui tient un peu de la Souveraineté. Je dis, *aïant quelque ressemblance* : car *Hobbes* (a) a tort de l'appeller un *Etat*, & la raison en est, que le but de l'union des Familles, & celui de l'établissement des Sociétez Civiles, sont tout différens: d'où vient que plusieurs parties de la Souveraineté n'appartiennent pas aux Chefs de famille (2). *Hobbes* lui-même avoue ailleurs (b), qu'une Famille n'est pas proprement un Etat,

(a) *De Cive*, Cap. V. §. 12.

(b) *Leviathan*, Cap. XX.

réparation dans les dernières Editions de son gros Ouvrage.

(2) Depuis *Hobbes*, un Chevalier de la même Nation, nommé *Robert Filmer*, a publié un Livre, intitulé *Patriarcha*, pour prouver, que tout Gouvernement doit être absolu & Monarchique, & il établit pour fondement de son opinion, que le Pouvoir Paternel est la même chose que l'Autorité Royale, & que ce Pouvoir est entièrement Despotique. On peut voir dans le *Discours du Gouvernement* par *Algernon Sidney*, & dans la première Partie du Traité de *Mr. Locke* sur la même matière, comment ces habiles Ecrivains renversent de fond en comble les conséquences que *Filmer* tire de son faux principe. Mais il sera bon de rapporter ici en abrégé les raisons, dont *Mr. Locke* se sert dans la seconde Partie de son Ouvrage, pour réfuter le principe même. *Mr. Sidney* n'a pas jugé à propos de s'y arrêter: cependant cela suffit pour faire tomber tout le Système. *Mr. Locke* remarque donc d'abord, que toutes les Obligations, où sont les Enfants, étant fondées sur la génération, à laquelle la Mère concourt & contribue du moins autant que le Père, il s'ensuit que l'un & l'autre ont un droit & un pouvoir égal sur ceux qui naissent de leur union; de sorte que, pour parler exactement, il faudroit appeler cette autorité, le *Pouvoir des Parens*, & non pas le *Pouvoir Paternel*, comme on fait ordinairement: inexactitude d'expression, qui peut avoir donné lieu de s'imaginer, que toute l'autorité sur les Enfants, réside uniquement dans le Père. Les Loix, que *Dieu* a données, & aux Juifs, & aux Chrétiens, sont aussi manifestement contraires à cette erreur. *Honneur ton Père, & ta Mère*, Exod. XX, 12. *Enfants, obéissez à vos Pères, & à vos Mères*, Ephes. VI, 1. C'est là le langage uniforme de l'Ancienne, & de la Nouvelle Alliance. D'où il s'ensuit, que le Pouvoir, qu'on a sur ses Enfants, ne sauroit être le fondement du Gouvernement Monarchique. Mais quand on accorderoit cela, il ne s'ensuivroit pas que les Rois eussent un Pouvoir absolu & Despotique, puis que le Pouvoir Paternel ne l'est pas; comme il paroît pour peu que l'on en considère la nature & l'étendue. Tous les droits paternels & maternels consistent à conduire les Enfants, jusques à ce qu'ils soient en état de se conduire eux-mêmes par les Loix, qui sont la règle de la conduite de leurs Parens; & dans un certain honneur que les Enfants leur doivent, lors même qu'ils sont en état de comprendre & de pratiquer ces Loix. Quoi que tous les Hommes soient naturellement égaux, & que chacun naisse pour être libre, c'est-à-dire, pour avoir le droit de disposer, comme bon lui semble, de sa propre personne, de ses actions, de ses biens, conformément aux Loix, sous lesquelles il vit; aucun des descendants d'*Adam* ne se trouve dans cet état en venant au monde. Le défaut de l'usage de la Raison, & l'impossibilité où sont les Enfants de se conserver eux-mêmes & de pourvoir à leurs besoins, les soumet nécessairement à la direction & au pouvoir de leurs Pères & de

leurs Mères, à qui la Loi de la Nature impose l'Obligation de les nourrir & de les élever, non comme leur propre ouvrage, puis qu'ils ne contribuent à leur production qu'en qualité de simples instrumens, mais comme l'Ouvrage du Créateur Tout-puissant, à qui ils doivent en rendre compte. Si un Enfant n'acqueroit jamais un degré de Raison suffisant pour se conduire lui-même, comme il arrive aux Innocens & aux Lunatiques de naissance, il dépendroit toujours de la volonté absolue de son Père & de sa Mère. Mais ce sont là des exemples rares, & hors du cours ordinaire de la Nature. Ainsi les liens de la sujétion des Enfants ressemblent à leurs langues & à leurs premiers habits, qui ne leur sont nécessaires qu'à cause de la faiblesse de l'Enfance. L'âge, qui amène la Raison, les met en même tems hors du Pouvoir Paternel, & les rend maîtres d'eux-mêmes, en sorte qu'ils sont alors aussi égaux à leurs Pères & à leurs Mères, par rapport à l'état de Liberté, qu'un Pupille devient égal à son Tuteur, après le tems de la Minorité, réglé par les Loix. La Liberté des Enfants venus en âge d'hommes faits, & l'obéissance qu'ils doivent avant cela à leur Père & à leur Mère, ne sont pas plus incompatibles, que ne l'est, selon les plus zélés Défenseurs de la Monarchie, la sujétion où se trouve un Prince, pendant sa Minorité, par rapport à la Reine Régente, à sa Nourrice, à ses Tuteurs, ou à ses Gouverneurs, avec le droit qu'il a à la Couronne qu'il hérite de son Père, ou avec l'Autorité Souveraine, dont il fera un jour revêtu, lors que l'âge l'aura rendu capable de se conduire lui-même, & de conduire les autres. Il est si vrai d'ailleurs, que le Pouvoir Paternel n'appartient pas au Père, par un privilège particulier de la Nature, à l'exclusion même de la Mère, & qu'il ne l'a qu'en qualité de Conducteur & de Tuteur, pour ainsi dire, de ses Enfants, que, s'il vient à les abandonner, en même tems qu'il renonce à la tendresse paternelle, il se dépouille aussi du Pouvoir qu'il avoit sur eux, lequel étant inséparablement attaché au soin qu'il devoit prendre de les nourrir & de les élever, passe tout entier au Père nourricier de l'Enfant exposé: car le simple acte de génération est bien peu de chose, si l'on en demeure là. En certains endroits de l'*Amerique*, lors qu'un Mari, & une Femme, viennent à se séparer, ce qui arrive souvent, les Enfants restent tous à la Mère. Ces Enfants ne sont-ils pas alors aussi indispensablement obligés d'obéir à leur Mère, que le sont parmi nous ceux qui perdent leur Père en bas âge? Et dira-t-on, qu'une Mère puisse prescrire à ses Enfants des Loix qui soient d'une Obligation perpétuelle, & par lesquelles elle dispose de tout ce qui leur appartient, & les contraigne, sous peine de punition corporelle, de se conformer aveuglément à sa volonté? Certainement un Père & une Mère peuvent à la vérité disposer de leurs biens, comme bon leur semble, lors qu'ils ont mis leurs Enfants en état d'avoir de quoi subsister: mais le Pouvoir qu'ils ont entant qu'auteurs de leur naissance, ne s'étend jamais jusqu'à

à moins que le grand nombre de gens, dont elle est composée, ou quelque autre avantage considérable, ne la rende si puissante, qu'il n'y ait pas moyen de la soumettre à l'obéissance d'autrui sans la force des armes. Mais les Chefs de ces Familles peuvent avoir droit de vie & de mort, & une espèce de Pouvoir Législatif, comme aussi le privilège de faire la guerre, & de conclure des Traitez & des Alliances. Cette autorité est alors fondée sur une Convention tacite, qui se fait lors que le Père étendant ses ordres au delà de ce qui ne concerne pas l'éducation de ses Enfants, ils s'y soumettent volontairement: car rien n'est d'ailleurs plus conforme aux Loix de l'Equité & de la Reconnoissance, que de prêter son secours à celui, de qui l'on tient ses forces avec la vie, jusques à ce que de son consentement, on sorte de la Famille & en même tems de la domination paternelle.

§. XL. MAIS, dans les Sociétez Civiles, quelques unes des parties du Pouvoir Paternel ont été ôtées aux Pères de famille, & les autres réduites à certaines bornes. Presque par tout on leur a laissé le soin de ce qui concerne l'éducation de leurs Enfants (a). En certains endroits même on n'a guères diminué de leur autorité, comme chez les *Perfes*, les (b) *Romains*, & les (c) *Gaulois*, où les Pères avoient droit de vie & de mort sur leurs Enfants:

Comment ce Pouvoir est en partie ôté, en partie borné, dans les Sociétez Civiles.

(a) *Platon*, dans sa République, diminue beaucoup ce Pouvoir Paternel; & les anciens *Perfes* y mettoient aussi des bornes fort étroites, s'il en faut croire *Xenophon*, de Educ. Cyr. Lib. I.  
(b) Voyez *Tit. Liv.* Lib. I. Cap. L. *Senec. de Clem.* Lib. I. Cap. XV. *Valer. Max.* Lib. V. Cap. VIII. §. 2, 3, 5. *Institut.* Lib. I. Tit. IX. *De patria potestate*, §. 2. *Dion. Halicarn.* Lib. II. p. 96, 97. Ed. *Lips. Bodin. de Repub.* Lib. I. Cap. IV. *Franc. Connan. Comm. Jur. Civ.* Lib. II. Cap. XIII. *Maffert.* Lib. I. *De Justitia Rom. Legum*, Cap. XXVII. (c) *Cesar. de Bell. Gall.* Lib. VI. Cap. XIX. Voyez, au sujet des *Perfes*, *Aristot. Ethic. Nic.* Lib. VIII. Cap. XII.

être maîtres de leur vie, de leur liberté, & de leurs biens, soit qu'ils les aient acquis par leur propre industrie, ou qu'ils les tiennent de la libéralité d'autrui. *Dieu* lui-même permet formellement aux Enfants de se tirer de la juridiction paternelle & maternelle, lors qu'il dit, *Genes.* II, 24. *Matth.* XIX, 5. *Ephes.* V, 31. que l'on quittera son Père & sa Mère, pour se joindre à sa Femme. Mais quoi que les Enfants, dès lors qu'ils se trouvent en âge de voir ce que demandent d'eux les Loix de la Nature, ou celles de la Société Civile, dont ils sont Membres, ne soient pas obligés de violer ces Loix, pour satisfaire leurs Parens; un Enfant est toujours obligé d'honorer son Père & sa Mère, comme les instrumens dont *Dieu* s'est servi pour lui donner la vie, & en reconnoissance des soins qu'ils ont pris de son éducation. Il doit donc avoir pour eux des sentimens d'estime, d'affection, & de respect, & témoigner ces sentimens dans tous ses discours & dans toute sa conduite; ne rien faire ou dire, qui soit capable de les offenser & de les fâcher tant soit peu; les défendre, les assister, les consoler de toutes les manières possibles & légitimes; & se conformer à leur volonté, lors qu'il le peut sans s'incommoder beaucoup, lui ou sa Famille. Il n'y a point d'âge, de rang, ni de dignité, qui puisse dispenser un Enfant de ces Devoirs envers ceux, de qui il tient la vie, & à qui il a des obligations si considérables. Mais il n'est pas pour cela assés à une obéissance & à une soumission absolue. Le plus puissant Monarque doit honorer sa Mère, sans être tenu néanmoins de suivre sa volonté dans le Gouvernement de l'Etat, ou même de la Famille Royale. Il faut donc bien distinguer ces deux sortes de droits paternels, je veux dire, celui de diriger un Enfant pendant qu'il n'a pas encore l'usage de la Raison, & celui d'exiger de lui du respect & de la reconnoissance. Le premier est au fond à l'égard des Pères un Devoir, plutôt qu'un Pouvoir: l'autorité, qu'il donne, finit avec les besoins des Enfants: & pendant même qu'elle a toute sa force, on peut en quelque sorte l'aliéner, comme quand un Père confie à une autre personne le soin de l'éducation de son Fils; car, en le mettant entre les mains de cette personne là, il le décharge d'une grande partie de l'obéissance qu'il devoit & à lui, & à sa Mère. Mais, pour ce qui regarde le respect & la reconnoissance, rien ne sauroit jamais en dispenser un Enfant; & la Mère a autant de droit de l'exiger, que le Père, en sorte que, si le Père même ordonnoit au Fils de ne point honorer sa Mère, le Fils alors devoit desobéir à son Père. Ce Devoir peut être à la vérité plus ou moins étendu, selon que le Père & la Mère ont pris plus ou moins de soin, & témoigné

plus ou moins de tendresse pour leurs Enfants. Mais il ne sauroit jamais être entièrement aboli; & dans les Sociétez Civiles même, les Pères & les Mères conservent le droit de l'exiger, aussi bien que celui de diriger leurs Enfants pour leur éducation: en sorte que non seulement chaque Sujet a autant de Pouvoir Paternel sur ses propres Enfants, que le Prince en a sur les siens, mais encore le Souverain même doit autant de respect à son Père & sa Mère, que le moindre de ses Sujets en doit aux siens. D'où il paroît clairement, que la Souveraineté, & le Pouvoir Paternel, sont deux choses très-différentes, qui n'ont ni le même but, ni le même fondement, ni la même étendue. Il est vrai, que, comme plusieurs personnes ne sauroient vivre ensemble sans quelque ordre & quelque sorte de Gouvernement, on conçoit aisément, que, dans les premiers siècles du monde, lors que quelque Famille venoit à se séparer & à s'établir dans un lieu inhabité, le Père devenoit comme le Prince de ses Enfants déjà en âge de discrétion. Mais il y a beaucoup d'apparence, que cette autorité lui étoit conférée par un consentement, ou exprès, ou tacite, de ses Enfants, qui ne pouvoient rien trouver de plus avantageux pour leur intérêt commun, que de remettre entre les mains de leur Père seul, le droit que chacun avoit naturellement de faire exécuter les Loix de la Nature. Ils étoient accoutumés dès leur enfance à se laisser conduire par leur Père, & à porter devant lui leurs petites différens. Il étoit naturel, qu'ils continuassent de se soumettre à sa direction & à son autorité, lors même qu'ils étoient devenus des hommes faits. Quel autre auroient-ils pu choisir, qui fût plus propre à les gouverner, que celui, qui, après leur avoir donné la vie, avoit pris tant de soin pour les nourrir & les élever, & leur avoit témoigné à tous tant de tendresse? Si donc les Pères devenoient de cette manière les Rois de leur Famille, ce n'étoit pas en vertu du Pouvoir Paternel. Et, quoi que l'Autorité Politique ait commencé actuellement par le Gouvernement des Pères de famille; il ne s'enfuit pas de là, que le droit des Souverains soit fondé sur le Pouvoir Paternel: autrement il faudroit dire par la même raison, que le droit de faire le Service Divin est aussi une partie du Pouvoir Paternel, & qu'il appartient par conséquent au Prince, & au Prince seul, puis qu'il est certain, que, dans l'Antiquité la plus reculée, les Pères étoient seuls Sacrificateurs dans leur Famille. Voilà un extrait du Chap. V. de la Seconde Partie du Traité du Gouvernement Civil de *M. Locke*. Il faudra bien se souvenir de tout ceci, lors que nous en serons à l'endroit où notre Auteur traite de l'origine du Pouvoir des Souverains.

fans : ce qui se faisoit, afin que les Enfans eussent plus de respect pour leurs Pères ; & parce que les Pères les aient toujours sous leurs yeux, peuvent savoir, mieux que personne, les crimes qu'ils commettent : la tendresse (d) paternelle étant d'ailleurs regardée comme un bon garant, que les Pères useroient bien de ce pouvoir sur leurs Enfans, dans un âge où ils ont plus besoin de clémence, que de rigueur. Mais, comme une personne excessivement irritée, entre souvent dans une extrême fureur contre ceux qu'elle aime le plus (1), peut-être que quelques Pères aient abusé de ce pouvoir donnèrent occasion de l'ôter à tous. On trouva même apparemment fort inutile de le leur laisser ; le Magistrat pouvant aisément punir les crimes d'un Enfant, qui mériteroient la mort. On voulut aussi empêcher que des crimes funestes à la Société Civile ne demeurassent impunis par l'indulgence des Pères, ou leur épargner du moins la triste nécessité de se voir réduits à prononcer eux-mêmes la sentence de mort contre de si chers coupables (2).

Par les Loix des (3) Juifs, c'étoit une partie du Pouvoir Paternel, que d'avoir le droit d'annuler les Vœux d'un Fils ou d'une Fille. Cela avoit été ainsi établi, non seulement pour empêcher qu'un jeune étourdi, poussé par un zèle inconsidéré, ne se ruinât en faisant des Vœux trop considérables ; mais encore afin qu'il n'incommodât pas trop son Père, s'il étoit obligé de les paier de ses biens, ou qu'il ne pût pas, sous ce beau prétexte, le frustrer des services qu'il avoit droit d'exiger de lui. Ainsi cette Loi est fondée sur le Droit Naturel, selon lequel une personne, qui est sous puissance d'autrui, ne sauroit disposer valablement des choses, à l'égard desquelles elle dépend de la volonté de son Supérieur.

De tout ce que nous avons dit, il paroît comment il faut entendre les paroles suivantes de (c) Grotius : Dans le second tems, dit-il, comme les Enfans ont alors le jugement mûr, ils ne sont soumis à l'autorité de leurs Pères & de leurs Mères, qu'en matière des choses de quelque conséquence pour le bien de la Famille paternelle, ou maternelle : car il est juste que les Membres agissent conformément à l'intérêt du Tout. Pour toutes les autres actions, les Enfans sont alors maîtres d'eux-mêmes, en sorte pourtant qu'ils doivent toujours tâcher de se conduire d'une manière agréable à leurs Parens. Cependant, comme ce Devoir n'est pas fondé sur un pouvoir Moral, en vertu duquel les Parens aient droit de l'exiger à la rigueur, de même qu'ils l'ont à l'égard des autres, dont j'ai parlé ; mais seulement sur les sentimens d'affection, de respect, & de reconnaissance, qu'un Enfant doit avoir pour ceux de qui il tient la vie ; s'il vient à leur déplaire en quelque de ces choses, la violation d'un tel Devoir n'annule pas plus ce qu'il a fait contre le gré de ses Parens, qu'un manquement contre les règles de l'économie ne rend invalide une Donation faite par un légitime Propriétaire. Tout cela, comme on voit, regarde le Pouvoir des Pères de famille, tel qu'il est réglé

(d) Voyez Diodor. Sicul. Lib. IV. C. XLV. p. 247. C. Ed. Rhod. & Elia. V. H. Lib. I. Cap. ult. & Sopater apud Sext. Empir. Pyrrh. hyp. Lib. III.

(c) Lib. II. Cap. V. §. 3.

§. XL (1) Μη γὰρ ἱκανὸν οἰσθε, ὃ ἀνδρὶ δικαστῇ, δοῦναι εἶναι τὴν φύσιν· ἀλλὰ καὶ τοῦ μὲν αἰετὸς τὰ πολλὰ· ὅταν ὅ τὰ νοσήματα τ' ὑψηλὴν ἐπιφάνειαν ἔχουσιν, διακρίπτεται καὶ ὁ αἰσθεῖς ἄλλο τι φαίνεται, τὸ τ' ὑψηλὴν ἀναμάζοντες αἰσθεῖς. Libanius, Declam. XXXIII. p. 762. C. Ed. Morell. „Ne vous imaginez pas, Messieurs, que la Nature soit toujours un frein assez puissant. J'avoue, que pour l'ordinaire elle a beaucoup de force : mais lors que la Passion est une fois montée à un certain point, elle l'emporte sur la Nature, & un Père alors ne paroît plus Père.

(2) Voyez Valer. Max. Lib. V. Cap. IX. §. 4. Libanius, Declam. XXXV. Charron, de la Sagesse, Liv. I. Chap. XLIII. (XLVII.) Notre Auteur disoit un peu plus haut, dans l'Original, que le pouvoir de vie & de mort, qu'avoient les Pères dans l'Empire Romain, n'appartenoit qu'à ceux qui avoient le droit de Bourgeoisie. Il remarquoit ici, que l'on allégué mal à propos, pour prouver que les Pères, depuis long-tems, n'avoient plus sur leurs Enfans un pouvoir si étendu, une Loi du Digeste, où il est dit, que l'Empereur Hadrien condamna à un bannissement perpétuel, un Père, qui, pour se venger de l'affront que lui faisoit son Fils en ayant com-

merce avec sa Belle-mère, le tua un jour qu'il étoit à la chasse, parce qu'il l'avoit tué en brigand, plutôt qu'en Père : quod latronis magis, quam patris jure eum interfecit. Lib. XLVIII. Tit. IX. Ad Leg. Pompei. de parricid. Leg. V. En effet il auroit pu le faire mourir dans les formes, en assemblant ses parens & ses amis, comme cela se pratiquoit, & prononçant la sentence avec mûre délibération, après les avoir fait convenir, que son Fils avoit mérité la mort. C'est ainsi qu'il faut entendre les paroles suivantes : nam patria potestas in pietate debet, non in atrocitate consistere ; à moins qu'on ne veuille dire, que c'est là une des additions de Tribonien. Dans le Japon, (comme le disoit encore notre Auteur un peu plus bas) les Pères ont absolument droit de vie & de mort sur leurs Enfans. Pour ce qui regarde la Loi du Deuter. XXI, 18. & suiv. qu'il citoit aussi, avec la Note de Grotius ; elle ne fait rien ici, parce que, selon toutes les apparences, cette peine s'infligeoit en vertu de la sentence des Juges, comme Mr. Le Clerc le prouve contre Grotius.

(3) Voyez Nombres, XXX, 4. & suiv. avec les Notes de Grotius, & de Mr. Le Clerc.

réglé aujourd'hui dans la plupart des Etats Chrétiens, où l'autorité paternelle roule principalement sur les choses qui concernent l'éducation des Enfants.

Il est juste aussi, qu'un Enfant, qui veut être entretenu des biens de son Père, & en hériter un jour, se conforme à la volonté toutes les fois qu'elle ne renferme rien de déraisonnable. De sorte que s'il y contrevient sans de bonnes raisons, il ne sauroit se plaindre, que son Père bornant ses libéralitez à l'éducation qu'il lui a donnée, le prive de sa succession. Les Loix Civiles ont fait néanmoins là-dessus, comme sur les autres droits des Citoyens, de très-sages réglemens, pour empêcher, que, sans autre raison qu'un sot caprice, un Fils ne se vît inhumainement deshérité (f); & en général elles bornent ordinairement l'autorité des Pères, autant qu'il est nécessaire pour leur ôter le moyen d'en abuser d'une manière qui tourne au préjudice de l'Etat, ou à l'oppression des Enfans.

Un Père est tenu en général d'élever ses Enfans selon les facultez, pour les rendre capables d'être de quelque utilité à la Société Civile; & c'est pour cela qu'une Loi de *Selon* (g) dispensoit les Enfans de nourrir leur Père, lors qu'il ne leur avoit fait apprendre aucun métier. Dans le choix donc d'une profession & d'un genre de vie, les Enfans sont très-bien de suivre le conseil de leur Père, lors qu'il n'exige d'eux rien de deshonnête ni de déraisonnable, sur tout s'il leur fournit dequoi faire les dépenses nécessaires pour l'emploi auquel il les destine. Mais il seroit également injuste & ridicule de les forcer à prendre un parti contraire à leur inclination: & il y auroit une tyrannie détestable à vouloir les jeter malgré eux dans une profession deshonnête, comme, par exemple, celle des Courtisanes, ou dans un genre de vie insupportable au commun des Hommes, tel qu'est le Célibat, & la Vie Monastique, pour ceux qui n'ont pas le don de continence, & qui ne sauroient se captiver à la retraite des Couvents.

§. XII. D A N S le troisième & dernier état, c'est-à-dire, lors qu'un Enfant est sorti de la Famille & en même tems de la Jurisdiction Paternelle, il devient maître absolu de lui-même à tous égards : mais il n'en est pas moins obligé d'avoir, pendant tout le reste de sa vie, pour son Père & pour sa Mère, des sentimens d'affection & de respect, dont le fondement subsiste toujours, puis que la Reconnoissance des bienfaits passez les exige de lui indispensablement, en quelque état qu'il se trouve. *C'est, disoit très-bien Platon (1), la première & la plus ancienne de toutes les dettes. Il faut qu'un Fils se mette bien dans l'esprit, que tout ce qu'il a, & tout ce qu'il possède, appartient à ceux qui l'ont mis au monde & élevé; de sorte qu'il le leur doit fournir autant qu'il lui est possible, savoir, premièrement les richesses, ensuite les biens du Corps, & enfin ceux de l'Âme. Qu'il leur rende les soins & les inquiétudes extrêmes qu'ils ont eû pour lui autrefois, & qu'il le fasse sur tout dans leur vieillesse, où ils en ont le plus de besoin. Qu'il parle toujours d'eux avec un grand respect pendant toute sa vie. . . . Que, quand ils déchargeront leur courroux, soit par de simples paroles, soit par des actions, il le souffre patiemment, se souvenant bien, que rien n'est plus pardonnable que la colère d'un Père, qui croit avoir été offensé par son Fils. Enfin, qu'après leur mort il leur dresse des monumens . . . & qu'il honore leur mémoire.* On dit ordinairement, que les Enfans ne sauroient (2) jamais s'acquitter de toutes les obligations qu'ils

ont

[illegible]

διαφροντας. τελευταίαν τὴν ἡ γοῖαν παρὰ αὐτῇ ἢ σφοδρὰ  
 νουστή, καλλίστη . . . τὴν γὰρ μετὰ ἐκείνην μόνον ἀπο-  
 λεύθ' ἀπαρχόμενον, τὴν καλλίστην δὲ σφραγίσαν. De Legi-  
 bus, Lib. IV. pag. 822, 833; Edit. Wechel. Voiez aussi Lib. XI.  
 pag. 975. *Arrian.* Epictet. Lib. II. Cap. X. *Oppian.* *Hæ-  
 lien.* Lib. V. vers. 89. *Digest.* Lib. XLVIII. Tit. II. De  
*accusat. & inscript.* Leg. XI §. 1. *Neshef* in *Legation.*  
*Martin.* Hist. Sin. Lib. I. in VIII. Imperat. On fera bien  
 aussi de lire les Notes de Mr. Le Clerc sur Exod. XX, 12,  
 & Deut. V, 16.

(2) Οὐδὲν γὰρ ἀνοήτως [υἱὸς], ἄξιον τῆ ὑπερυψίωσιν διδόναι· ὡς αἰεὶ ὁρᾷται. *Aristot. Ethic. Nicom.* Lib. VIII. Cap. XVI. Voiez aussi *Xenoph. Memorab. Socrat.* Lib. II. pag. 431, 432. *Ed. H. Steph. & Stob. Serm. LXXVII.*

(3) Name

(f) *Voiez Platon ,  
de Legib. Lib. XI.  
p. 973. E. Quin-  
zil. Declam. IX.  
Senec. Controv.  
I. & IX.*

(g) *Plutarque,*  
dans sa Vie.

### Devoirs des En- fans émancipez envers leurs Pé- res & leurs Mé- res.



ont à leurs Pères & à leurs Mères. *Senèque* (a) néanmoins s'étend fort à prouver, que la reconnaissance d'un Fils peut aller quelquefois au delà des bienfaits de ses Parens. Mais, quelque grands que soient ces bienfaits, ils n'autorisent jamais à (b) commander un crime.

*Hobbes* (c) croit, que le respect, qu'on doit à ses Parens, n'est pas fondé seulement sur la Loi de la Reconnaissance, mais encore sur une Convention tacite, ou sur une présomption raisonnable, que celui, qui se dépouille du Pouvoir qu'il avoit sur une personne, ne prétend pas la rendre tellement égale à lui, qu'elle ne soit obligée à quelque reconnaissance, mais qu'il stipule toujours d'elle du moins tous les signes extérieurs de l'honneur que les Inférieurs rendent à leurs Supérieurs (d). Il peut arriver néanmoins, parmi les Membres d'un même Etat, qu'un Père soit obligé d'honorer son Fils, à cause d'un Emploi public, dont il est revêtu, sans préjudice du respect que le Fils doit d'ailleurs à son Père, entant que Particulier (3). Et un ancien (e) Romain ayant rencontré son Fils, qui étoit alors Consul, descendit de Cheval, & ne fut point fâché que le Fils eût exigé de lui cette marque de respect, qui étoit dûe à sa Charge.

Les Savans ne conviennent pas entr'eux, si l'Obligation perpétuelle, où sont les Enfants envers leurs Pères & leurs Mères, est fondée principalement sur l'acte de la génération, ou sur les bienfaits de l'éducation. Ceux qui tiennent pour la génération, disent, que par là les Enfants reçoivent la vie, qui est le plus excellent des biens (f), & le fondement de tous les autres; & que le Père & la Mère imitent DIEU en quelque manière, en mettant au monde une Créature, qui n'existoit pas auparavant. Les autres, qui donnent la préférence à l'éducation, disent, qu'elle demande des soins longs & pénibles, aussi bien qu'une grande dépense; & qu'elle forme les Enfants à une vie digne de l'Homme. Quelques-uns illustrent ceci par l'exemple des Bêtes, parmi lesquelles le mâle ne témoigne presque aucun sentiment d'affection pour les petits, dont il est le père, pendant que la femelle paroit à la vérité les aimer, mais seulement jusques à ce qu'ils soient en état de se nourrir eux-mêmes; au lieu que la tendresse paternelle des Hommes dure toujours: d'où il paroît, que les sentimens d'un Père & d'une Mère, & les Devoirs des Enfants, qui y répondent, ne sont pas fondez, du moins principalement, sur ce que la génération des Hommes a de commun avec celle des Bêtes, mais sur ce que les Enfants sont formez par leurs Pères & leurs Mères à une vie sociable & raisonnable. Pour moi, je me range de ce dernier sentiment (g): Il me semble, qu'un Enfant n'a pas grande obligation à ses Parens (4), si après l'avoir mis au monde, ils l'exposent; ou si se contentant de le nourrir, ils le laissent vivre comme une bête, sans cultiver en aucune manière son Esprit, en sorte qu'il devienne inutile aux autres, & à charge à lui-même; ou si son éducation (5) est ce qui leur coûte le moins, pendant qu'ils font de grandes dépenses en luxe & en superfluité. On vous est obligé (6), dit très-bien un Poète, d'avoir donné un Citoyen à la Patrie: Oni, pourvu que par vos soins il soit utile à l'Etat, propre à faire valoir nos terres; pourvu qu'il soit de service en tems de guerre & en tems de paix. Il y avoit autrefois à Athènes une Loi de Solon, par laquelle (7) ce sage Législateur dispensoit les Enfants nez d'une Courtisane, de nourrir leur

(a) *De Benefic.* Lib. III. C. XXIX. XXX. & seqq.

(b) *Voiez Anum.* Marcell. Lib.

XIV. Cap. X. *Arrian. de reb. gest. Alex.* Lib.

VII. *Anl. Gell.* Lib. II. Cap. VII.

& *Grotius*, Lib. II. Cap. XXVI. §. 3.

(c) *De Cive*, Cap. IX. §. 8.

(d) *Voiez Constantin l'Empereur*, in *Baba Kama*, Cap. VIII.

§. 3. & *Selden. de J. N. & G. Lib.*

VII. Cap. II.

(e) *Fabius*, surnommé le temporisateur. *Voiez Plutarque*, in *Fab. Val. Maxim.* Lib. II.

Cap. II. §. 4. *A. Gell.* Lib. II. Cap.

II. & *Boetius*, sur *Grotius*, Lib. II. Cap. V. §. 6.

(f) *Voiez Anst.* *Erbic. Nicom.* Lib. VIII. Cap.

XIII. XIV. *Philon.* Allegor. Lib. I. p. 58. in fin. &

Lib. II. p. 62. D. *Ed. Paris. Quintil.* Decl. V.

(g) *Voiez Platon* in *Criton*, pag. 34. B. & in *Theag.*

init. *Quintil.* Declam. 258. & 278. *Phadr.* Lib. III.

Fab. XV. *Edis.* *Burmman. Vitruius*, Architect.

Lib. VI. Préface.

(3) *Nam quod ad jus publicum attinet, non sequitur [Pater] jus potestatis.* Digest. Lib. XXXVI. Tit. I. *Ad Senatusconsult. Trebell.* Leg. IV. *prim.* *Voiez le dernier paragraphe de la Loi qui précède.*

(4) *Vis scire, quam non sit magnum beneficium, vitam sic dare? exposuisses; nempe injuria erat genuisse. Quo quidem collige, minimum esse beneficium, Patris Matrisque concubitum, nisi accesserint alia, qua prosequerentur hoc initium muneris, & aliis officiis ratum facerent. Non est bonum vivere, sed bene vivere. . . . Tu me mihi rudem & imperitum dedisti: ego tibi filium, qualem genuisse gauderes.* *Senec. de Benefic.* Lib. III. Cap. XXXI.

(5) *Quantiuncque domus, venit, qui ferula docti Componat: venit, qui pulmentaria cendit.*

*Hos inter sumtus sestetia Quintiliano*

*Ut multum, duo sufficient: res nulla minoris Constat Patris, quam Filius.*

*Juvenal. Satyr. VII, 184, & seqq.*

(6) *Gratum est, quod Patria Civem, Populoque dedisti: Si facis, ut Patria sit idoneus, utilis agris, Utilis & bellorum, & pacis rebus agendis.*

*Idem, Satyr. XIV, 70, & seqq.*

J'ai suivi la Version du P. Tartillon.

(7) *Ἐπειὶ δὲ ἴδον σφοδρότερον, τὸ μὲν τοῖς ἱθαλέοις γυναικίοις ἐπιδραχμαῖς εἶναι τὰς πατρίδας τείρου . . . ὁ γὰρ ἐν γὰρ πατρὶν τὸ καλὸν, ὃ τίανον ἡμεῖς ἀλάς ἴσμεν, ἀλλ' ἰδοῦς, ἀγέμεν γυναικαὶ τὸν τε μισθὸν ἀτίχουσιν, καὶ παρρησίαν αὐτῶν πρὸς τὰς γυναικίους ἐν δαμνολογίᾳ.*



leur Père : car il est évident, disoit-il, que celui qui méprise l'honnêteté & la sainteté du Mariage, ne voit des femmes que pour assouvir sa passion, & point du tout pour avoir des enfans. Il a donc sa récompense, & il ne s'est réservé aucun droit sur ceux qui sont venus de ce commerce, & dont il a rendu la vie un opprobre éternel. En un mot, comme le dit Aristote (h), les Pères, qui se contentent d'avoir mis leurs Enfans au monde, leur donnent seulement la vie : au lieu que ceux qui les élèvent, leur donnent le moyen de vivre bien & heureusement (i). De plus, quoi que la vie soit sans contredit le plus grand de tous les biens, il ne s'ensuit pas de là, que l'acte, par lequel on la communique, soit le principal fondement des Devoirs d'un Enfant envers son Père & sa Mère (8). Car, pour pouvoir raisonnablement prétendre que quelqu'un nous ait grande obligation d'un bien qu'il reçoit par notre moyen, il faut avoir su à qui l'on donnoit, & s'il profiteroit de ce que l'on a fait, qui tourne à son avantage. Il n'importe pas peu non plus de considérer, si l'on avoit véritablement intention de l'obliger par là ; si ce que l'on a fait, nous a beaucoup coûté ; si l'on a eû en vûe de rendre service à celui qui en profite, plutôt que de se procurer à soi-même quelque utilité, ou quelque plaisir ; si l'on s'y est porté par raison, ou avec mûre délibération, plutôt que par les attraites des Sens, ou pour satisfaire ses desirs & sa Passion ; si enfin ce que l'on donne peut être utile à celui qui le reçoit, sans que l'on fasse autre chose en la faveur. Quiconque fera bien réflexion à tout cela, conviendra, je m'assûre, que l'Education est beaucoup plus propre à fonder les Devoirs des Enfans envers leurs Pères & leurs Mères, que le simple acte de la Génération.

(h) Apud Dig. Lacti.

(i) Les Chinois, à cause de cela, ont un grand respect pour leurs Précepteurs. *Martinus, Hist. Sin. Lib. IV. Cap. II.* Voiez aussi, à l'égard de la vénération extrême qu'ils ont pour leurs Parens, *Lib. VI. Cap. I. p. 112.*

Comment finit le Pouvoir Paternel ?

§. XIII. ENFIN, comme un Père ne doit pas chasser son Enfant de sa Famille sans de très-fortes raisons ; le Fils ne doit pas non plus en sortir sans le consentement du Père. Mais lors qu'un Fils en aiant demandé la permission pour un sujet légitime, les Parens la lui refusent par pur caprice, il n'est pas obligé, à mon avis, de négliger pour cela ses intérêts, sur tout s'il renonce à la succession paternelle. Si les Loix Civiles maintiennent avec raison l'autorité des Pères, cela ne va guères jusques à favoriser une ridicule & dure bizarrerie. Dans la Liberté même Naturelle les Chefs de famille ne peuvent pas retenir un Enfant malgré lui, lors qu'il demande à se séparer pour de bonnes raisons ; de même que, dans les Sociétés Civiles, on ne refuse guères à une personne libre de s'en aller ailleurs, si elle n'a d'autre engagement que la qualité commune de Citoyen.

Si les Enfans peuvent se marier sans le consentement de leurs Pères & de leurs Mères ?  
(a) Voiez *Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 10.*

§. XIV. IL y a encore ici une Question à examiner, savoir, si les Enfans peuvent se marier sans le consentement de leurs Pères & de leurs Mères (a) ? Sur quoi il faut distinguer l'obéissance proprement ainsi dite & indispensable, d'avec les égards qu'un Fils doit avoir pour son Père par respect & par reconnoissance ; comme aussi le droit d'un Père considéré comme tel, d'avec celui qu'il a en qualité de Chef de famille. Le Pouvoir Paternel, proprement ainsi nommé, consiste, comme nous l'avons dit, à élever & gouverner ses Enfans, jusques à ce qu'ils soient en état de se conduire eux-mêmes. Il ne s'étend donc pas jusques à annuler le Mariage des Enfans, puis que les Mariages ne se font ou ne se doivent faire qu'entre ceux qui sont en âge de se conduire. Le respect & la déférence, que l'on doit avoir pour ses Parens, demande sans contredit, qu'on les consulte dans une affaire de cette importance, & qu'on suive leur volonté (b). Mais il ne s'ensuit pas de là, que, si l'on s'est marié contre leur consentement, le Mariage soit nul. Car l'obligation d'écouter & de respecter les conseils d'autrui, n'ôte pas par elle-même le droit de disposer de

(b) Voiez *Enripid. in Andromach. vers. 987, 988. Xenoph. Lib. VIII. Cyrop. & Grotius, ubi supra.*

οὐκ αὐτὸ τὸ παρὰ τοῦ πατρὸς εὐνοίας. *Plutarch. in Solon. pag. 90. F.*

(8) Sed vide, ne illud verius sit asimari, an id, quod potui, & id quod feci, meum sit, mearum virium, mea voluntatis. Illud quod natus sum, per se intueri quale sit : animadvertes exiguum & incertum ; & boni malique communem materiam : sine dubio primum ad omnia gradum, sed non ideo majorem omnibus, quia primum. ... Puta me vitam pro vita reddidisse. Sic quoque munus tuum vici,

cum ego dederim sentienti, cum sentiens me dare : cum vitam tibi non voluptatis mea causa, aut certe per voluptatem dederim. ... Ego vitam dedi statim illi usuro : tu nescituro, an viveret. ... Paternum munus & simplex est & facile. ... In quo consortium habet, in quo spectavit Legem patriam, pramia Patrum, domus ac familia perpetuam, omnia potius, quam eum cui dabat. *Senec. de Benefic. Lib. III. Cap. XXX. XXXI. XXXIV.*

de son bien & de sa personne (c). Ajoutez à cela, qu'il n'y (1) a rien, où la Liberté soit plus nécessaire que quand il s'agit de se marier : car qui est-ce qui peut aimer par le cœur d'autrui ? Pour ce qui regarde le Pouvoir des Pères, en qualité de Chefs de famille, il faut remarquer d'abord, qu'en plusieurs Etats les Loix Civiles mettent diverses bornes à la liberté des Mariages. En certains endroits, (d) tous ceux qui sont du sang Royal, ne peuvent point se marier sans la permission du Roi, parce que, comme chacun sait, ces sortes de Mariages sont souvent de grande conséquence pour l'Etat. En d'autres, le Mariage d'un Citoyen avec une Etrangère, ou d'un homme de qualité avec une femme roturière, est regardé comme illégitime. Mais comme, dans un Etat, chacun est censé avoir la permission de se marier à qui il veut, aussi bien que de s'en aller ailleurs, lors que cela n'est point défendu par quelque Loi expresse, ou par une coutume qui ait passé en Loi : de même, dans la Liberté Naturelle, où la plupart des raisons sur lesquelles sont fondez les réglemens des Loix Civiles au sujet des Mariages, n'ont absolument aucun lieu, un Père de famille n'est pas en droit d'empêcher ou de casser les Mariages de ses Enfans, qui n'ont point d'autre défaut que d'être contraaires à sa volonté ; pourvu que les Enfans, qui se marient de cette manière, soient tout prêts à sortir de la Famille : car on auroit mauvaise grace de vouloir obliger un Père à recevoir chez lui une Belle-fille qui ne lui plaît pas (e). Si même un Père voit, que son Fils refuse de suivre sa volonté, sans en avoir de (f) bonnes raisons, rien n'empêche qu'en punition de sa désobéissance il ne le chasse de sa Famille, & ne l'exclue de sa succession (g). A l'égard des Pères de famille, qui sont Membres d'un Etat, le pouvoir qu'ils ont ici dépend des Loix Civiles, qui, par la même raison qu'elles invalident quelques autres Contrats, à cause du défaut de certaines formalitez qu'elles prescrivent, ou de la qualité des personnes à qui elles défendent de contracter, peuvent aussi faire dépendre (h) du consentement des Parens la validité du Mariage des Fils de famille, en sorte que, faute de ce consentement, le Mariage soit civilement réputé nul, & les Enfans bâtarde (i). En effet le consentement des Parties, & leur copulation charnelle, ne rendent pas plus valide un Mariage contraire aux Loix de l'Etat, que le Contrat d'un Pupille, & la délivrance de la chose promise, sans l'approbation du Tuteur, ne suffisent pour transférer valablement & irrévocablement le bien du Pupille à celui avec qui il avoit traité de son chef. Cependant, lors même que les Loix accordent ce pouvoir aux Pères de famille, ils doivent en user avec beaucoup de réserve, & ne pas agir envers leurs Enfans avec trop de rigueur (k).

(c) Voiez Digest. Lib. XXIII. Tit. II. De ritu nuptiarum, Leg. XXI. XXII. XXV.

(d) Dans le Japon même tous les Grands. Bern. Varen. Descript. Japon. Voiez Constitutions Sicul. Lib. III. Tit. XXI.

(e) Voiez Genes. XXVI, 34, 35.

(f) Voiez Digest. Lib. XXIII. Tit. I. De sponsalib. Leg. XII. §. 1.

(g) Voiez Lex Wisigoth. Lib. III. Tit. II. Cap. VIII. Lex Burgund.

Tit. XII. Cap. V.

(h) Cela a lieu dans le Japon, (Bern. Varen. Cap. XII. Descri. Japon.) & dans le Perou ; Garcilasso de la Vega, Hist. des Incas, Liv. VI. Ch. XXXVI.

(i) Voiez Digest. Lib. XXIII. Tit. II. De ritu nuptiar. Leg. II. & Lib. XLVIII. Tit. V. Ad Leg. Jul. de adulter. Leg. VII.

(k) Voiez Boecker, & Ziegler, sur Grosius, ubi supra.

§. XIV. (1) Nusquam tamen libertas tam necessaria, quam in matrimonio. ... Quis enim amare alieno animo potest ? Quintil. Declam. CCLVII.

## CHAPITRE III.

### *Du Pouvoir des Maîtres sur leurs Serviteurs, ou sur leurs Esclaves.*

§. I. **L**es principales Parties d'une Famille sont, comme nous avons vu, le *Mari*, & la *Femme*, & les *Enfans*, qui naissent de leur union. Mais il y entre encore des Membres moins considérables, que l'on nomme *Serviteurs*, parce qu'en effet ils servent les Chefs de la Famille. Comme la sujétion de ces Domestiques est ordinairement beaucoup plus grande que celle des Enfans, on regarde la Société des Maîtres, & des Serviteurs, comme l'image d'un Gouvernement plus rude, que celui qu'exercent les Pères & les Mères, dont la plupart traitent leurs Enfans avec beaucoup de douceur. Mais c'est fort improprement, à mon avis, que *Hobbes* (a) donne à cette Société le nom d'*Etat* : car,

En quoi consiste la Société des Maîtres, & des Serviteurs.

(a) De Cive, Cap. V. §. 12.

ouïre

outre que d'ordinaire elle est composée d'un trop petit nombre de personnes, pour qu'elles puissent se procurer une sûreté reciproque dans la Liberté Naturelle; ce n'est pas tant pour la défense qu'un Maître prend des gens à son service, que pour le bien de ses affaires domestiques.

Il n'y a personne qui soit naturellement destiné à la Servitude.

§. II. POUR découvrir l'origine & le fondement de cette Société, il faut d'abord rejeter l'opinion de ceux qui prétendent, que l'autorité des Maîtres, & la sujétion des Serviteurs, ou des Esclaves, sont actuellement établies par la Nature. Mais nous avons réfuté cela ailleurs (1).

DIEU n'est pas immédiatement l'auteur de cette condition.

(a) J. Frid. Horn. de Civitate, Lib. I. Cap. III.

§. III. LES Jurisconsultes Romains rapportent au Droit des Gens (1) l'origine de la Servitude. Mais un Auteur Moderne (a) raisonnant encore ici sur un faux principe, que nous avons réfuté plus d'une fois, prétend, qu'il faut distinguer la cause de la Société, d'avec la cause de l'autorité. Selon lui donc, le consentement des Peuples, & la coutume, qui s'établit parmi eux, de rendre Esclaves les prisonniers de guerre, est seulement ce qui a introduit actuellement dans le monde la différence des conditions de Maître & d'Esclave. Mais l'autorité des Maîtres en elle-même vient de DIEU, qui tenant la victoire entre ses mains, livre le vaincu au vainqueur, & par là donne à celui-ci le pouvoir de tuer l'autre, ou, s'il veut lui donner la vie, d'en faire son Esclave; l'Humanité demandant, qu'on ne tue pas toujours un ennemi désarmé & entièrement abattu, de qui l'on peut tirer du service. J'avoue que, les Hommes prenant les armes, ou pour se défendre, ou pour maintenir leurs droits, si le vainqueur vouloit donner la vie aux vaincus, il dépendoit de lui, ou de les rendre Esclaves, ou de les tenir dans les fers, jusques à ce qu'ils eussent payé leur rançon, ou qu'ils fussent relâchés en vertu de quelque Traité. Mais ce sont les Hommes, & non pas Dieu, qui ont établi tout cela immédiatement; quoi que Dieu approuvât ce qu'il y avoit de conforme à la droite Raison. Le même Auteur dit encore, que le vainqueur conserve toujours le droit de vie & de mort, qu'il a eû une fois sur son prisonnier de guerre; & par conséquent, que le droit du vainqueur sur le vaincu avant que de le recevoir à son service, est le même que celui qu'il a ensuite sur lui en qualité de Maître. Mais ce sont deux choses entièrement différentes. Le vainqueur peut, par droit de Guerre, traiter le vaincu comme bon lui semble; le faire mourir, ou lui donner la vie: ce que personne, que je sache, n'a encore appelé droit de vie & de mort. Mais le droit de vie & de mort, que l'on attribue à un Maître sur son Esclave, consiste dans un pouvoir légitime de faire mourir l'Esclave, s'il vient à commettre quelque crime digne de mort. Je ne saurois non plus me persuader ce que dit le même Auteur, que toute autorité, quelle que ce soit, emporte par elle-même un pouvoir absolu sur la vie de ceux qui y sont soumis, de sorte que, selon lui, l'autorité d'un Mari sur la Femme, celle d'un Père sur ses Enfants, & celle d'un Roi sur ses Sujets, sont au fond de même nature que celle d'un Maître sur son Esclave; toute la différence qu'il y a, c'est que le Maître traite ordinairement ses Esclaves avec plus de rigueur, que les autres ne traitent ceux qui sont sous leur puissance.

La Servitude a été originellement établie par un Contrat volontaire. Quel est le pouvoir des Maîtres sur leurs Serviteurs.

§. IV. POUR moi, voici de quelle manière je conçois que la Servitude a été originellement établie. Lors que le Genre Humain s'étant multiplié, on eût commencé à se lasser de la simplicité des premiers siècles, & à chercher tous les jours quelque nouveau moien d'aug-

§. II. (1) Liv. III. Chap. II. §. 8. L'Auteur répétoit ici en abrégé ce qu'il a dit assez au long dans l'endroit que je viens de citer. J'ai crû qu'il suffisoit d'y renvoyer le Lecteur. On ajoutoit seulement ici, pour faire voir qu'il y a des gens qui sont naturellement propres à obéir, plutôt qu'à se conduire eux-mêmes, un mot d'Agésilas au sujet des Asiatiques, parmi lesquels, disoit-il, les Esclaves sont gens de bien, & les personnes libres ne valent rien. Plutarch. in Apophthegm. L'Empereur Caligula appliqua cette pensée à Papienus; dans Tacite, Annal. Lib. VI. Cap. XX.

§. III. (1) Servitus autem est constitutio Juris Gentium,

quæ quis dominio alieno contra naturam subijcitur. Servi autem ex eo appellati sunt, quod Imperatores captivos vendere, ac per hoc servare, nec occidere solent: qui etiam mancipia dicti sunt, eo quod ab hostibus manu capiuntur. Servi autem aut nascuntur, aut fiunt: nascuntur ex ancillis nostris: fiunt aut Jure Gentium, id est, ex captivitate; aut Jure Civili, cum liber homo major viginti annis ad pretium participandum sese vendidit passus est. Instit. Lib. I. Tit. III. De jure personarum, §. 2. 3. 4. On voit là les deux choses, auxquelles notre Auteur rapporte avec raison l'origine de la Servitude ou de l'Esclavage, je veux dire, la pauvreté, & la force.

§. IV.

d'augmenter les commoditez de la vie, & d'amasser des richesses superflues; il y a beaucoup d'apparence, que les gens un peu riches & qui avoient de l'esprit, engagèrent ceux qui étoient grossiers, & peu accommodés, à travailler pour eux moiennant un certain salaire. Cela aiant ensuite paru commode aux uns & aux autres, les derniers se résolurent insensiblement à entrer pour toujours dans la famille des premiers, à condition que ceux-ci leur fourniroient la nourriture & toutes les autres choses nécessaires à la vie. Ainsi la Servitude a été d'abord établie par un libre consentement des Parties, & par un Contrat de faire, afin que l'on nous donne.

Le but d'une telle Société fait voir aisément quelle est naturellement l'étendue du Pouvoir des Maîtres sur leurs Serviteurs (1). Un Maître a donc droit d'exiger de ses Serviteurs toute sorte de travail & de service, pourvu (2) qu'il ait égard à leurs forces, & à leur adresse naturelle. Il peut aussi pour (3) les corriger de leur paresse & de leur négligence, les traiter avec quelque rigueur, selon le naturel de chacun: mais cela ne va pas jusqu'à lui donner le droit de les faire mourir; & la plus grande peine pour de tels Serviteurs, c'est d'être chassés de la maison de leur Maître, & abandonnés à leur propre fainéantise. Il ne semble pas même, que le Maître puisse légitimement les vendre, ou les donner à un autre Maître, à moins qu'ils n'y consentent eux-mêmes: puis qu'ils ne sont au fond que des valets ou des mercénaires (4) perpétuels, qui, pendant qu'ils demeurent au service de leur Maître, n'acquiescent rien pour eux-mêmes, & doivent lui rendre un fidèle compte de tout

cc

§. IV. (1) *Grotius*, Lib. II. Cap. V. §. 30. distingue entre la *Servitude parfaite*, dont il s'agit ici; & la *Servitude imparfaite*, qui n'est que pour un tems, ou sous condition, ou pour certaines choses seulement, selon que tout cela se trouve réglé, ou par les Loix du País, ou par les Conventions des intéressés. Voyez les exemples, qu'il en allégué. Je me contente de rapporter ici ce que mon Auteur dit, dans son Abrégé de *Officio Hom. & Civis*, Lib. II. Cap. IV. §. 2. au sujet des *Mercénaires à tems*, ou de ce que nous appellons aujourd'hui un *Domestique*. Le Maître, dit-il, doit à son Domestique le salaire qu'il lui a promis; & le Domestique de son côté, est tenu de s'acquitter exactement du travail & du service, auquel il s'est engagé en se louant à son Maître. De plus, comme dans un tel Contrat la condition du Maître est plus avantageuse, que celle du Domestique; le Domestique doit avoir du respect pour son Maître, selon le rang que celui-ci occupe dans le monde; & lors que par malice, ou par négligence, il s'acquiesce mal de sa tâche, le Maître peut le châtier avec modération, mais non pas se porter jusqu'à lui infliger une punition corporelle un peu considérable, moins encore le faire mourir de sa propre autorité. Mr. *Titius* (*Ob-serv. DXXIX.*) prétend néanmoins, que ce châtiement, tout modéré que notre Auteur le suppose, n'est pas une suite directe des droits d'un Maître sur son Domestique. Car, dit-il, outre que la permission d'en venir-là ne semble pas devoir être accordée aux Maîtres dans un Etat bien policé; le but d'une telle Société ne demande pas naturellement que le Maître ait un si grand pouvoir sur son Domestique: il suffit que celui-ci soit obligé de réparer d'une manière ou d'autre le dommage qu'il a causé par sa faute. Que s'il s'attire des coups en faisant à son Maître quelque outrage ou quelque injure, le Maître ne les lui donne pas en forme de peine proprement ainsi nommée, dont l'infliction appartient uniquement au Magistrat; mais en vertu du droit de la guerre, qui lui permet de repousser avec modération les injures qu'on lui fait. Au reste, notre Auteur suppose sans doute dans toute cette matière, qu'aucun Serviteur, ni Esclave n'est obligé d'obéir à son Maître, lorsqu'il lui commande quelque chose de contraire au Droit Naturel, ou aux Loix de l'Etat. Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XXVI. §. 3.

(2) Il faut remarquer, qu'une des principales raisons

de l'institution du *Sabbath*, étoit de donner du relâche aux Serviteurs & aux Esclaves. Voyez *Grotius*, Lib. III. Cap. XIV. §. 5. & les Notes de Mr. *Le Clerc*, sur *Exod. XX. 10.* & *Deut. V. 14.*

(3) Voyez *Grotius*, Lib. III. Cap. XIV. §. 4. où, pour le dire en passant, il y a une fautive citation de la Loi Divine au sujet des Esclaves: *Tu n'opprimeras point ton Esclave: tu n'exerceras pas sur lui un empire rigoureux*. Cela est tiré du *Levitique*, Chap. XXV, 17, 43, 53. & non pas du *Deuter. XV. 17, 45, 53.* & même les premières paroles, qui sont du vers. 17. ne regardent pas les Esclaves: car il y a dans le texte, *vous ne vous opprimeres pas l'un l'autre*; & cela est dit à l'occasion de l'aliénation des terres, que le Législateur défend, sous quelque prétexte que ce soit, au delà de l'année du Jubilé. La même faute se trouve au §. 2. num. 2. où il y a de plus *Deut. XVIII.* pour *Levit. XXV.* dans la seconde citation. Pour revenir maintenant à notre sujet, il faut remarquer sur tout ici deux Loix, qui se trouvent dans l'*Exode*, XXI, 20, 21, 26, 27. La première porte, que, si un Maître frappe son Esclave, & que l'Esclave meure sous le bâton, le Maître doit être puni comme aiant commis un homicide: mais si l'Esclave vit un jour ou deux seulement, le Maître est exempt de la peine. La raison en est, que, quand l'Esclave ne mourait pas sur le champ, on présumait que le Maître n'avait pas eu dessein de le tuer; & ainsi on le croioit assez puni de perdre ce que l'Esclave lui avoit coûté, ou le service qu'il en auroit tiré. C'est ce que donnent à entendre les paroles suivantes, comme l'a très-bien remarqué Mr. *Le Clerc*: *car cet Esclave étoit son argent*. L'autre Loi veut, que, si un Maître a crevé un œil, ou cassé une dent à son Esclave, il lui donne la liberté, en dédommagement de cette perte; ce qui avoit lieu sans doute, à plus forte raison, lors que la mutilation étoit plus considérable. Voyez là-dessus le même Commentateur.

(4) *Lors que ton frère étant réduit à la pauvreté, se sera vendu à toi, tu ne le contraindras pas à te servir comme un Esclave; mais il sera avec toi comme un mercenaire, ou comme un étranger, jusqu'à l'année du Jubilé.* *Levit. XXV. 39, 40.* *Chrysippe*, au rapport de *Senèque*, disoit aussi, qu'un Esclave est un mercenaire perpétuel. *Servus, ut placet Chrysippo, perpetuus mercenarius est.* *De Benefic. Lib. III. Cap. XXII.*

ce qui provient de leur travail. Enfin, s'ils commettent quelque crime atroce contre d'autres personnes, qui ne sont pas Membres de la Famille, le Maître n'a pas non plus en ce cas-là droit de vie & de mort sur eux : il peut seulement, & il doit même, pour ne point s'attirer de querelle en se rendant fauteur de leurs injustices, les chasser aussi-tôt de chez lui ; ce qui est les livrer en quelque manière à l'offense. Mais s'ils ont fait quelque grande injure à lui, ou à sa Famille, il lui est permis alors de les faire mourir par droit de Guerre, & non pas en vertu de l'autorité de Maître (a). C'est là à peu près l'étendue que les Ecrivains Sacrez (s) donnent à la sujétion des Serviteurs, & au pouvoir des Maîtres.

(a) Voyez plus bas, §. 8.

De quelle manière la Guerre produisit ensuite un grand nombre d'Esclaves.

§. V. MAIS on n'en demeura pas là. On trouva tant de commodité à faire par autrui ce que l'on auroit été obligé de faire soi-même, qu'à mesure que les Guerres se multiplioient de tous côtez, on établit insensiblement la coutume de donner aux Prisonniers de guerre la vie, & la liberté corporelle, à condition de servir toute leur vie ceux entre les mains de qui ils étoient tombez. Comme (1) on conservoit quelque reste des sentimens d'ennemi contre ceux que l'on réduisoit en servitude de cette manière, on les traitoit ordinairement avec beaucoup de rigueur ; la cruauté paroissant excusable envers des gens de la part de qui l'on avoit couru risque d'éprouver le même sort, & de se voir dépouillé de ses biens ou de sa vie : de sorte qu'avec le tems on crut pouvoir impunément tuer ces Esclaves par un mouvement de colère, ou pour la moindre faute (a). Cette licence aiant été une fois introduite & autorisée, on l'étendit, sous un prétexte moins plausible, à ceux qui étoient nez de tels Esclaves, & même à ceux que l'on achetoit, ou que l'on aquéroit de quelque autre manière, quoi qu'en certains Etats elle fût ensuite réduite à certaines bornes, & en d'autres entièrement abolie. Ainsi la Servitude vient originairement du consentement volontaire des Serviteurs, & non pas du droit de la Guerre, quoi que la Guerre ait donné occasion d'en augmenter extrêmement le nombre, & d'en rendre la condition plus malheureuse, en un mot un véritable *Esclavage* (b).

(a) Voyez Grotius, Lib. III. Cap. VII. §. 3.

(b) Voyez Boetius sur Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 27.

Sur quoi est fondée l'Obligation où est un Prisonnier de guerre envers celui qui l'a rendu son Esclave ?

(a) De Cive, Cap. VIII §. 1.

§. VI. HOBBS se trompe fort, de prétendre, que, dans l'Etat Naturel, qu'il appelle mal à propos une guerre de chacun contre tous, on ait droit d'attaquer qui l'on veut, & après l'avoir vaincu, de le réduire sous son Esclavage. Mais il a raison de dire (a), que, chacun aiant droit de tuer son Ennemi dans une Guerre juste, le Vainqueur peut donner la vie au Vaincu, à condition que celui-ci promette d'être son *Esclave*, c'est-à-dire, de faire tout ce qu'il lui commandera. Dans une telle Convention, le bien que le Vaincu reçoit, c'est la vie, que le Vainqueur pouvoit lui ôter par le droit de la Guerre : & le bien qu'il promet de son côté, c'est son service & son obéissance, & même, autant qu'il se peut, une obéissance absolue. Car quand on est obligé d'obéir à quelqu'un, avant que de l'avoir ce qu'il nous ordonnera, on doit suivre ses ordres aveuglément & sans restriction. Il y a pourtant ici des tempéramens à garder, conformément aux Loix de l'Humanité ; comme (b) Grotius le fait voir en détail. Hobbes (c) remarque encore avec raison, que tout Prisonnier de guerre, dont le Vainqueur a épargné la vie, n'est pas censé avoir traité avec son Maître, de la manière dont nous avons dit. Car, outre qu'il y en a, dont la mort est seulement différée, jusques à ce que le Vainqueur trouve à propos d'en prononcer la sentence, comme cela se pratiquoit autrefois à Rome au sujet de ceux que l'on gardoit pour le

(b) Lib. III. Cap. XIV.

(c) Ubi supra, §. 2, 3, 4.

(s) Voyez Exod. XXI, 2. & suiv. Levit. XXV, 39. & suiv. Deut. XV, 12. & suiv.

§. V. (1) Plin, comme le remarquoit ici notre Auteur, dit dans son *Hist. Naturelle*, Lib. VII. Cap. LVI. que les Lacédémoniens inventèrent la coutume d'avoir des Esclaves. Mais cela ne peut être admis qu'en ce sens, ou que les Lacédémoniens furent les premiers de la Grèce qui introduisirent l'usage des Esclaves ; ou qu'ils commencèrent à réduire en servitude les Grecs qu'ils avoient fait prisonniers de guerre. Hérodote, Lib. VI. vers la fin, dit, que, quand les Pélasgiens s'emparèrent

de l'île de Lemnos, il n'y avoit point en encore d'Esclaves ni parmi eux, ni chez aucun Peuple Grec. Voyez Boetius. Epist. III. p. 120. & Christoph. Richer. de moribus Oriental. p. 101. Notre Auteur remarque, ensuite, que Sésostris ne fit travailler que les Captifs aux cent Temples, dont il embellit l'Egypte, & qu'il eût soin de publier, par les inscriptions, que ces superbes bâtimens avoient été achevez sans qu'aucun de ces Sujets y fût employé. Diod. Sicul. Lib. I. Cap. LVI. pag. 52. B. Ed. Rhodan.

le Triomphe, ou pour les spectacles : on donne la vie à d'autres, sans leur laisser néanmoins assez de liberté corporelle pour pouvoir s'enfuir, ou refuser impunément d'obéir à ce que leur Maître leur commande, ou tramer quelque chose contre lui, s'il leur en prend envie. Ceux donc, de qui l'on se défie ainsi, sont à la vérité Esclaves, & en sont actuellement l'office, mais sans être entrez eux-mêmes dans aucun engagement, & de la même manière que les Bêtes subissent le joug, n'étant retenus que par les fers, la prison, ou une bonne garde, en un mot purement & simplement par la force. Ainsi l'Obligation d'un Esclave envers son Maître, qui l'a acquis par droit de Guerre, n'est pas uniquement fondée sur ce que le Vainqueur lui a laissé la vie, ou sur ce qu'il diffère la mort, mais sur ce qu'il ne le tient pas dans les fers, ou en prison. Car cette Obligation étant réciproque, vient d'une Convention; & dans toute Convention, chacun des Contractans doit se fier à l'autre. Ainsi, lors que le Vainqueur, après avoir donné la vie à son Prisonnier, lui laisse encore la liberté corporelle, celui-ci s'engage par là à être son Esclave; sans quoi il pourroit non seulement s'enfuir, mais encore ôter la vie à celui qui la lui a conservée, parce que, tant qu'il n'y a point entr'eux de Convention, l'état de Guerre subsiste. D'où il s'ensuit, qu'il faut mettre de la différence entre les Esclaves, qui sont tenus d'obéir à leur Maître en vertu de l'Obligation, où ils sont entrez envers lui; & ceux qui ne sont retenus que par quelque lien corporel, qui suppose qu'il n'y a point pour eux d'engagement Moral assez fort : car les derniers n'obéissent, que pour éviter les coups; & s'ils s'enfuient, ou qu'ils tuent leur Maître, ils ne font rien en cela de contraire aux Loix Naturelles. Pour ce que *Hobbes* ajoute : *qu'un Maître n'a pas moins de pouvoir sur un Esclave, à qui il laisse la liberté corporelle, que sur celui qu'il tient dans les fers, puis qu'il a un pouvoir absolu sur l'un & sur l'autre*; cela est faux, à mon avis. Car il y a de la différence entre le droit de la Guerre que le Maître s'est réservé sur l'Esclave enchainé, & le pouvoir qu'il a sur l'autre Esclave, après que celui-ci s'y est soumis. Le premier autorise le Vainqueur à faire mourir, quand il lui plaira (1), son Prisonnier, avec qui il est encore en état de Guerre. Mais l'Empire le plus souverain ne donne pas directement & par lui-même le droit d'ôter la vie, à moins que celui, sur qui on l'exerce, ne l'ait mérité par quelque crime.

§. VII. LORS que l'autorité, qui est proprement le droit de gouverner une personne, a été établie par le consentement volontaire de celui qui y est soumis, elle ne peut régulièrement être aliénée malgré lui, y aiant d'ordinaire quelque raison particulière qui fait que l'on a voulu dépendre de tel ou tel, plutôt que de tout autre : au lieu que ceux, qui sont devenus maîtres de quelqu'un par la force, peuvent aliéner leur Pouvoir de leur pure volonté. Cependant, tant que celui, qui est sous puissance d'autrui, conserve encore un peu de Liberté, ce n'est pas proprement la personne que l'on aliène, mais seulement le droit de la gouverner, & cela pour en retirer quelque profit. Car, quoi que (a) tout Seigneur puisse dire de celui qui est soumis à sa domination : *cette personne-là est à moi*; la Propriété, qu'il a sur un tel homme, est bien différente de celle qu'il s'attribue, lors qu'il dit : *cette chose-là est à moi*. La Propriété d'une chose emporte un plein droit de s'en servir, de la consumer, & de la détruire, soit qu'on y trouve son profit, ou par pur caprice; en sorte que, de quelque manière qu'on en dispose, on ne lui fait aucun tort, & il suffit de dire, pour se justifier : *elle étoit à moi*. Mais la même expression, appliquée à une personne, signifie seulement, que le Seigneur a droit, exclusivement à tout autre, de la gouverner & de lui prescrire des Loix, en sorte néanmoins qu'il est lui-même dans quelque Obligation par rapport à elle, & que son pouvoir n'est pas absolument illimité. Quelque grandes injures que l'on ait reçues d'un homme, l'Humanité ne permet pas, lors qu'on

En quel sens les Esclaves sont-ils censés faire partie des biens de leur Maître?

(a) Ceci est opposé au raisonnement de *Hobbes*, ubi supra, §. 4.

§. VI. (1) Le Captif aiant mérité de perdre la vie, comme on le suppose, on ne lui fait aucun tort de le rendre Esclave : & s'il trouve l'Esclavage plus insupportable, que la vie n'est douce, il est en son pouvoir de

s'attirer la mort, en désobéissant à son Maître. C'est ce que dit *Mr. Locke*, dans son second Traité sur le Gouvernement Civil, Chap. III. §. 2.

qu'on s'est une fois reconcilié avec lui, de le réduire à une condition où il ne reste aucune trace de l'égalité naturelle de tous les Hommes, & de le traiter comme une Bête, ou comme une chose inanimée, envers laquelle on n'est tenu à rien. Cependant la barbarie de plusieurs Peuples est allée jusqu'à mettre les Esclaves au rang des biens que l'on possède, & à les traiter non comme des Créatures Humaines, sur qui l'on a une certaine autorité, mais comme un bien dont on peut disposer à sa fantaisie, de sorte que l'on disoit (1) d'un Esclave dans le même sens qu'on le dit d'un Cheval : *il est à moi* ; & que, si on l'épargnoit un peu, ce n'étoit nullement pour l'amour de lui, ou par un mouvement de compassion, mais seulement pour ne pas se priver soi-même du profit que l'on en retiroit (b).

(b) Voyez pour tant *Dis Chryseom. Orat. XV. de servitute*, p. 241, & seqq. Ed. Morell.

Il n'est pas vrai non plus, comme le prétend *Hobbes*, que tout ce qu'un Esclave possédoit avant son Esclavage, appartienne à son Maître. Cela ne doit être admis qu'à l'égard du bien, qu'un Captif pouvoit avoir gagné par son travail. Pour ceux qui se mettoient eux-mêmes volontairement au service d'un Maître, ils pouvoient à la vérité lui donner puissance en même tems & sur leurs personnes, & sur le peu de bien qu'ils avoient ; mais cela n'arrivoit pas toujours nécessairement. Il y a même beaucoup d'apparence, que ceux qui se vendoient eux-mêmes, se réservoient, du moins en forme de Pécule, & leurs biens, & l'argent qu'ils recevoient pour prix de la sujétion, où ils entroient ; ou qu'ils les donnoient du moins aux personnes, qu'ils étoient tenus auparavant de nourrir, comme à leurs Enfans, ou à leurs Père & Mère assez de vieillesse (2). Mais lors qu'une personne devient Esclave par droit de Guerre, il est clair, que tous ses biens, qui tombent en même tems entre les mains du Vainqueur, lui appartiennent aussi. Pour les autres, qui n'ont pas été pris en même tems, c'est tout comme si l'Esclave étoit mort, du moins jusqu'à ce qu'il recouvre sa Liberté. Mais tout ce qu'il acquiert pendant son Esclavage, appartient sans contredit au Maître, qui aiant un plein pouvoir sur sa personne, doit aussi avoir droit de disposer absolument de tout ce qui provient par son moyen. Ainsi il n'y a aucune de ces choses dont l'Esclave puisse maintenir la possession, comme d'un bien qui est à lui, par opposition au droit de son Maître. Mais si le Maître lui a donné en particulier l'usage ou l'administration de quelque chose, par exemple, les alimens, les habits, une petite chambre, un Pécule, il peut les garder & les défendre contre les autres Esclaves de la maison, qui voudroient l'en déposséder (c).

(c) Voyez *Plin. Lib. V. Epist. XVI*.

On peut faire du tort à un Esclave.

(a) *Ubi supra*, §. 7.

§. VIII. CE que *Hobbes* (a) soutient ensuite, que l'on ne feroit jamais faire du tort à un Esclave, ne doit être admis qu'avec beaucoup de restriction. Les Esclaves, dit-il, aiant soumis leur volonté à celle de leur Maître, quoi qu'il fasse, il le fait en vertu de leur propre consentement : or on ne fait point de tort à ceux qui consentent. Cela prouve seulement, qu'un Esclave n'a pas sujet de se plaindre, quelle chose que ce soit que son Maître lui commande, quand même elle ne lui agréeroit pas, pourvu qu'elle ne soit pas au dessus de ses forces ; de même qu'un Sujet ne sauroit se plaindre, qu'un Monarque absolu gouverne l'Etat de la manière qu'il juge la plus convenable, quoi qu'elle ne plaise pas au Sujet : car nous ferons voir ailleurs, que cette soumission ne s'étend pas plus loin. Mais qui oseroit soutenir, qu'on ne fasse point de tort à un Esclave, en exigeant de lui des choses

au

§. VII. (1) Dans le Droit Romain, un Esclave fugitif est dit se dérober soi-même. *Ancilla fugitiva, quemadmodum sui furtum facere intelligitur, ita partum quoque contrahendo, furtivum facit*. Digest. Lib. XLVII. Tit. II. De furtis, Leg. LX. Voyez aussi *Cod. Lib. VI. Tit. I. De serv. fugitiv. Leg. I. & Quinilian. Declam. VI.*

(2) Les Docteurs Juifs disent, que l'on ne pouvoit point vendre sa Liberté, à moins que l'on ne fût réduit à n'avoir plus absolument de quoi vivre. Voyez *Selden. de J. N. & G. secund. Hebr. Lib. VI. Cap. VII.* Voici, ajoutoit notre Auteur, de quelle manière une personne libre devenoit véritablement Esclave, par le Droit Ro-

main, lors qu'elle se vendoit pour avoir une partie du prix de sa Liberté. Cains, par exemple, seignoit que Seims étoit son Esclave, quoi qu'il fût libre. Seims de son côté faisoit semblant d'être Esclave, & stipuloit de Cains, par un Contrat de Confiance, qu'il lui donneroit la moitié de ce qu'il le vendroit. Quand Seims avoit été vendu, on faisoit intervenir sous main un tiers, qui soutenoit, que cet Esclave lui avoit été vendu. Cains alors se retiroit adroitement, & ainsi l'Acheteur perdoit & l'Esclave, & l'argent qu'il en avoit donné. Voyez *Plaut. Pers. Act. IV. Scen. IV. & IX.*

§. VIII.

au dessus de ses forces; ou en le battant sans sujet, ou parce qu'il n'a pas exécuté ce qui lui étoit impossible; ou en lui refusant la nourriture (1):

Le Pouvoir des Maîtres, aussi bien que les autres droits des Pères de famille, a été diversément limité par les Loix Civiles de chaque Etat. Dans les Pais même, où l'on n'y a point mis de bornes, les Législateurs ne doivent pas être censés pour cela avoir prétendu le rendre absolu & illimité, mais seulement le laisser tel que les Pères de famille pouvoient l'exercer légitimement dans la Liberté Naturelle. Il est vrai néanmoins, que les Loix (b) Civiles de quelques Etats autorisent la cruauté des Maîtres envers leurs Esclaves, & condamnent les derniers à une condition beaucoup plus dure, que ne le doit être, par le Droit Naturel, celle des personnes qui sont sous la domination la plus absolue.

§. IX. A L'EGARD des Enfans, qui naissent des Esclaves, on demande, s'ils suivent nécessairement la Mère? & s'il est juste qu'ils soient aussi réduits en Esclavage?

Pour la première Question, les Loix Romaines ordonnent, que le fruit qui naît des Esclaves (1), aussi bien que celui des Bêtes, suive le ventre, ou la mère. Cette décision, selon (a) Grotius, n'est pas bien conforme au Droit Naturel, lors qu'il y a des indices suffisans, qui font connoître le Père. Car, dit-il, *puis que, parmi même quelques Bêtes, le mâle a soin de ses petits, aussi bien que la femelle, c'est une preuve, que le fruit, qui naît, appartient en commun au Père, & à la Mère: de sorte que, sans les Loix Civiles, il devroit suivre le Père, aussi bien que la Mère* (b). Mais, pour moi, je ne suis pas de ce sentiment. Car, comme je l'ai fait voir ci-dessus, l'Enfant appartient originairement à la Mère, à moins que le Père n'ait acquis quelque droit sur lui par un Contrat de Mariage. Mais la personne même des Esclaves, & tout ce qui en provient, appartenant à leur Maître, depuis que la Servitude a été étendue jusques-là; les Enfans sont aussi à lui (c). Et le Maître de la Mère l'emporte ici sur le Maître du Père, non seulement à cause que, dans les Mariages des Esclaves, la Femme n'est pas assez sous la garde du Mari, pour que l'on puisse présumer suffisamment, qu'il est le Père de l'Enfant qui naît (d); mais encore parce que la Mère, dont la personne même appartient à son Maître, devient, pendant la grossesse, moins capable pour quelque tems de travailler; au lieu qu'il n'en est pas de même du Père: outre que la maxime des Jurisconsultes, qui porte, que *la plante* (2) *suit le fonds*, peut être appliquée ici. Que si une femme Esclave est grosse de son Maître même, la condition de l'Enfant qui naît, est telle que le Maître le veut, ou que les Loix de l'Etat l'ordonnent. C'est par là aussi qu'il faut décider du sort des Enfans, qui aient été conçus pendant que la Mère étoit Esclave, viennent au monde lors qu'elle a été mise en liberté; ou qui au contraire aient été conçus d'une Mère libre, naissent après qu'elle est devenue Esclave: quoi que les Loix de (3) l'Humanité favorisent toujours la Liberté des Enfans (e).

(b) Voyez Tacit. de moribus German. Cap. XXV. & Annal. Lib. XIV. Cap. XLV. Dig. Lib. XXIX. Tit. V. De Senatus. Siliano &c. Herodotus, Lib. IV. princ.

Quelle est la condition des Enfans qui naissent des Esclaves? (a) Lib. II. Cap. V. §. 29. num. 1.

(b) Voyez Edict. Theodorici. Cap. LXVII.

(c) Voyez Grotius, sur Exod. XXI, 4.

(d) Voyez Plaut. Casin.

(e) Voyez Platon, de Legib. Lib. XI. Mais p. 975. A.

§. VIII. (1) Il faut toujours se souvenir, que ce sont des Créatures humaines. C'est la raison qu'alléguoit une femme Philosophe, de la Secte de Pythagore. *ἴνα μὴ τις διὰ τὸ πρὸν ἀδυνάτωι, μὴτις ἀδυνάτωι διὰ τὸν ἔσθαι. οἷος γὰρ ἀδυνάτωι τὸ φῶς.* Theano, Epist. III. in Opusc. Mythol. Phys. & Ethic. Amstel. 1638. pag. 746, 747. Voyez Aristot. Ethic. Nicom. Lib. VIII. Cap. XIII. & Oeconom. Lib. I. Cap. V. Senec. de Ira, Lib. III. Cap. XL. De Clementia, Lib. I. Cap. XVIII. & Epist. XLVII. Arrian. Epist. Lib. I. Cap. XIII. Stob. Serm. LX. Plant. Menachm. Act. I. Scen. I. vers. 11, & seqq. Juvenal. Satyr. XIV, 126. Plutarch, in Catone. Digest. Lib. I. Tit. VI. De his qui sui, vel alieni juris sunt, Leg. I. §. 2. & II. Cod. Lib. VII. Tit. VI. De Latina libertate tollenda &c. Leg. I. §. 3. Mais les Juifs croient, qu'ils n'étoient obligés d'avoir de l'humanité que pour les Esclaves de leur Nation. Voyez Selden. de J. N. & G. &c. Lib. VI. Cap. VIII. Au reste notre Auteur ajoute, dans son Abrégé, de Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. IV. §. 5, que, si

l'on veut vendre ou aliéner de quelque autre manière un Esclave, il ne faut pas, de gaieté de cœur, & sans qu'il l'ait mérité, le faire passer entre les mains de gens, chez qui l'on présume qu'il sera traité inhumainement.

§. IX. (1) Partum Ancilla Matris sequi conditionem, nec statum Patris in hac specie considerati, explorati juris est. Cod. Lib. III. Tit. XXXII. De rei vindicatione, Leg. VII. Voyez aussi Lib. VII. Tit. XVI. De liberali causa, Leg. XLII. &c. au sujet des Bêtes, ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. IV. Chap. VII. §. 4.

(2) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Chap. VII. §. 5.

(3) Le Droit Romain s'accorde ici avec les Loix de l'Humanité: car il veut que l'Enfant soit libre, si la Mère l'est au moment qu'il vient au monde, quoi qu'elle l'ait conçu dans le tems qu'elle étoit Esclave; & qu'au contraire, si elle étoit libre, lors qu'elle l'a conçu, l'Enfant demeure libre, quand même elle auroit été faite Esclave lors qu'il vient au monde: n'étant pas juste,



Mais pour ceux qui sont & conçus & mis au monde par une Mère Esclave, le Maître ne leur fait aucun tort de se les approprier, & de les réduire à la même condition (4). Car la Mère n'ayant rien en propre, ses Enfants ne peuvent être nourris que des biens du Maître, qui leur fournit les alimens, & les autres choses nécessaires à la vie, long-tems avant qu'ils soient en état de le servir. Le prix du travail, qu'ils font ensuite, lors qu'ils sont devenus grands, ne va pas, du moins dans les premières années, beaucoup au delà de la valeur de ce qu'il fournit alors pour leur entretien. Ainsi ils ne sauroient se soustraire à l'Esclavage, sans le consentement du Maître de leur Mère, & cela non seulement à cause de la dette pour laquelle ils lui sont comme engagez, mais encore parce qu'il ne s'étoit chargé de les nourrir, qu'à condition qu'ils seroient les Esclaves pour toujours; condition à laquelle on présume qu'ils ont acquiescé tacitement : d'autant mieux qu'ils ne seroient point au monde, si le Maître avoit voulu user du droit que lui donnoit la Guerre, de faire mourir leur Mère. Il est vrai que tous les Hommes sont naturellement égaux, & par conséquent libres : mais il faut entendre cela avec cette restriction, qu'il n'y ait point d'acte ou propre, ou d'autrui, qui soit capable de mettre quelqu'un dans une condition inégale à celle des autres.

Tout ce que nous venons de dire des Enfants de ceux qui ont été rendus Esclaves par une suite de la Guerre, paroît assez évident. A l'égard de ceux qui se mettent volontairement sous la puissance d'un Maître, lors qu'il n'y a point de Loi, ni de Convention expresse, l'Equité & le privilège naturel de la Liberté demandent, à mon avis, que la nourriture des Enfants, qui naissent d'eux depuis ce tems-là, soit censée faire partie de celle que le Maître doit au Père ou à la Mère, & qu'ainsi les Enfants ne soient point sujets à la Servitude pour cette raison (f).

§. X. VOIONS maintenant, quelles incommoditez renferme par elle-même la Servitude, que la plupart des gens regardent (a) comme la plus misérable de toutes les conditions, à laquelle ils préféreroient quelquefois la mort même. La Servitude personnelle consiste donc à être obligé de servir toute sa vie un Maître, moyennant qu'il nous fournisse la nourriture, & les autres choses nécessaires à la vie. A s'en tenir dans les bornes, que prescrit le Droit Naturel, & mis à part la cruauté inhumaine de quelques Maîtres, ou la rigueur de certaines Loix Civiles, il n'y a là rien de trop dur en lui-même (b). Car cette sujétion perpétuelle est compensée par l'avantage que l'on a d'être assuré d'avoir toujours de quoi vivre : au lieu que les gens de journée ne savent souvent comment subsister, soit faute de trouver à se louer, ou par l'effet d'une paresse, qui ne peut être chassée qu'à coups de bâton. Et ce n'est pas sans raison que quelques uns croient, que l'abolition de la coutume d'avoir des Serviteurs ou des Esclaves à perpétuité, dans la plupart des Païs Chrétiens, est cause qu'on y voit un si grand nombre de voleurs vagabonds, & de robustes mendiants : à quoi néanmoins on a tâché de remédier dans quelques Etats, par l'établissement de certaines maisons publiques, qui sont comme une espece de prison, où l'on enferme les vauriens & les fainéans, pour les faire travailler, bon-gré mal-gré qu'ils en aient (c).

Voici,

(f) Voyez Boetius, sur Grotius, ubi supra.

Des incommoditez de l'Esclavage.

(a) Voyez Sadi Rosar. Persic. Cap. I.

(b) Voyez Arrian. Epictet. Lib. III. Cap. XXVI. p. 257. Lucan. Pharf. Lib. III. vers. 152. Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 27.

(c) Voyez Bedin. de Repub. Lib. I. Cap. IV. Busbeq. Epist. III. p. 118.

juste, ajoute l'Empereur Justinien, que l'Enfant souffre du malheur qui arrive à sa Mère, pendant qu'elle le porte dans son sein. *Sufficit autem liberam fuisse Matrem eo tempore, quo nascitur, licet ancilla conceperit. Et contrario, si libera conceperit, deinde ancilla facta pariat, placuit, eum, qui nascitur, liberum nasci: quia non debet calamitas Matris ei nocere, qui in ventre est. Bien plus: quand même la Mère auroit été Esclave au tems de la conception, si elle a été affranchie pendant sa grossesse, & qu'elle redeviennne Esclave, l'Enfant est censé libre: *Ex his illud quaesitum est, si ancilla pragnans manumissa sit, deinde ancilla postea facta pepererit, liberum, an servum pariat? Et Martianus probat, liberum nasci: sufficit enim ei, qui in utero est, liberam Matrem vel medio tempore habuisse, ut liber nascatur. Quod & verum est.* Insti-*

tut. Lib. I. Tit. IV. De Ingeniis.

(4) Mr. Budde, (dans la Philosophie Pratique, II. Part. Cap. IV. Sect. XII. §. 5. & Cap. V. Sect. VI. §. 12.) prétend que cela est injuste; & que les Enfants, qui naissent ainsi, ne sont obligez qu'à avoir de la Reconnoissance pour le Maître de leur Mère. Je laisse au Lecteur à examiner, si les raisons de cet habile Professeur sont assez fortes pour détruire celles de Grotius, & de notre Auteur; sur tout avec le tempérament, que le dernier ajoute dans son Abrégé, De Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. IV. §. 6. où il dit: Il est clair, que ces Enfants d'une Esclave étant réduits à la servitude par le malheur de leur naissance, & sans qu'il y ait de leur faute; il n'y a aucun prétexte, qui puisse autoriser le Maître à les traiter plus rudement, que des Mercenaires perpétuels.

Voici, à peu près, comment *Hobbes* (d) philosophe touchant la différence de la *Servitude* (d) *De Civitate* de, & de la *Liberté*. La *Liberté*, dit-il, n'est autre chose que l'absence des obstacles qui empêchent le mouvement. Ces obstacles sont de deux sortes; les uns *Naturels* ou *extérieurs*, les autres *Moraux* ou *Volontaires*. Selon cela, chacun est plus ou moins libre, selon qu'il a plus ou moins de large : de même qu'un homme, qui est dans une grande prison, a plus de liberté, qu'un prisonnier renfermé dans un cachot étroit. On peut aussi être libre en un certain sens, & ne l'être pas pour cela en un autre, comme quand un Voyageur, qui va aussi loin qu'il veut en suivant la longueur du chemin, est empêché par des cloisons & par de bonnes mazzailles, d'entrer à droite & à gauche dans les vignes & dans les champs voisins. Tous les *Serviteurs*, & toutes les personnes en général, qui dépendent d'autrui, sont libres de cette sorte de *Liberté*, que l'on peut appeller *Corporelle* ou *Physique*, lors qu'ils ne se trouvent ni enchaînez, ni en prison. Pour les *obstacles Moraux*, ils n'empêchent le mouvement que par accident, & par l'effet de nôtre propre choix, qui nous porte à aimer mieux nous tenir en repos, que de nous remuer. Ainsi rien n'empêche, qu'un homme, qui est dans un Vaisseau, ne se jette dans la mer, lors que l'envie lui en prendra. Mais, s'il est sage, il aimera mieux rester dedans, que de se noier. De même, quelque grandes peines qu'on ait à craindre, on peut contrevenir à une Loi, si l'on ne fait point difficulté de courir ce risque. Voilà en quoi consiste la *Liberté* propre & intrinsèque de la *Volonté*, qui ne sauroit jamais en être dépourvue, ni dans les *Esclaves*, ni dans aucune autre personne qui est sous la puissance d'autrui. Il faut donc chercher ailleurs la différence des personnes libres, & des *Esclaves*. Et premièrement, quoi qu'il n'y ait guères de Maître assez dur, pour empêcher ses *Esclaves* de faire ce qui est nécessaire pour la conservation de leur vie & de leur santé, sur quoi roulent les principaux soins des Hommes; les personnes libres se traitent mieux ordinairement, que les *Esclaves*; qui sont souvent exposez à de grandes incommoditez, & à des maladies dangereuses, par la mauvaise nourriture qu'on leur donne, & par les travaux qu'on exige d'eux mal à propos (1). De plus, les personnes libres ont cet avantage par dessus les *Esclaves*, qu'elles exercent des emplois plus honorables, & dans l'Etat, & dans les Familles; & qu'elles possèdent plus de biens superflus: deux choses qui plaisent beaucoup aux gens qui ont le cœur un peu haut. Car le cas qu'on fait dans le monde d'une occupation en rend la peine plus supportable; & on aime à se voir dans l'abondance, soit pour n'être pas en peine de l'avenir; soit pour vivre plus délicatement; soit pour avoir le moyen d'obliger plusieurs personnes par des libéralitez. Mais ce qu'il y a ici de plus considérable, c'est que les personnes libres ne sont soumises qu'au Souverain, & aux Loix communes de l'Etat, ni sujettes à d'autres peines, qu'à celles qui se trouvent marquées par ces Loix: du reste elles peuvent faire tout ce qu'il leur plaît, avantage qui passe pour le bien le plus doux de la vie. Au lieu que les *Serviteurs* & les *Esclaves* dépendent, outre cela, d'un Concitoien, qui leur donne en particulier tels ordres que bon lui semble, qui les châtie & les punit de sa pure autorité, & dont ils sont contrains de supporter tous les jours la mauvaise humeur: ce qui est d'autant plus fâcheux, qu'ils trouvent rarement dans les Loix quelque protection contre les rudes traitemens de leur Maître, à moins qu'ils ne soient montez au plus haut point, & qu'il n'en agisse envers eux avec la dernière cruauté. Enfin, outre qu'un *Esclave* est bien ou mal entretenu, selon que son Maître (e) se trouve riche, ou pauvre; ce qui rend encore la *Servitude* fort insupportable, c'est l'Orgueil naturel de l'Esprit Humain, qui fait que chacun se croit digne de commander, pour le moins autant qu'un autre, de sorte que se voyant réduit à obéir, il accuse la fortune de lui avoir fait une souveraine injustice, & il souhaite de changer de condition de quelque manière que ce soit (f).

§. X. (r) *Mibi enim liber esse non videtur qui non ali-*  
*quando nihil agit. Ciccr. de Orat. Lib. II. Cap. VI.* „Ce  
„ n'est pas, à mon avis, être libre, que d'avoir des oc-

„ cupations si assidues, qu'on ne soit jamais sans rien  
„ faire.

(c) Voyez *Tertull.*  
*Eunuch. A& III.*  
*Scen. II. vers. 33.*  
& *Juvonal. Sat.*  
*V. vers. 66.*

(f) Voyez *Xenoph.*  
*Cyrop. Lib. VIII.*  
& *Dion. Chrysost.*  
*Orat. XIV. De*  
*servitute.*

Comment on est  
délivré de la Ser-  
vitude?

(a) Voyez *Lex  
Wifigoth.* Lib. V.  
Tit. VI. C. XVII.  
& XXI.

(b) Voyez *Grotius*,  
Lib. II. Cap. IX.  
§. 1.

(c) En *Turquie*,  
un Affranchi  
peut être remis  
dans l'Esclavage  
par un autre que  
son ancien Maî-  
tre.

§. XI. UN Esclave est délivré de la puissance de son Maître en diverses manières. 1. Lors que le Maître même l'affranchit. Car le Maître peut rendre à l'Esclave le droit qu'il lui avoit donné sur lui. Que si le Maître est lui-même sous puissance d'un Supérieur, il ne peut donner la Liberté à l'Esclave qu'avec l'approbation de ce Supérieur, & sans préjudice des réglemens des Loix Civiles au sujet de l'Affranchissement. En plusieurs Etats, l'Affranchi (a) devoit toujours du respect à son ancien Maître. 2. Lors que le Maître chasso son Esclave; ce qui, dans une Société Civile, tient lieu de bannissement, & ne diffère de l'Affranchissement qu'à l'égard de la manière: car, en l'un & en l'autre cas, le Maître se dépouille de son pouvoir, avec cette différence seulement, que, dans le dernier, il donne la Liberté comme une faveur; & dans l'autre, comme une peine. Je dis, *comme une peine*: car les Domestiques même, qui ne sont pas Esclaves, savent bien, qu'il est fâcheux de perdre un Maître riche & commode. 3. Lors qu'un Esclave vient à être fait prisonnier: car la nouvelle Servitude, où il entre, le dégage de l'ancienne, soit qu'il ait été pris seul, ou avec son Maître. Mais si le Maître seul est pris, l'Esclave alors se trouve dans l'état, où il seroit, supposé que son Maître fût mort, du moins jusques à ce que le Maître recouvre sa Liberté. 4. Lors que l'on ne fait pas qui doit être le (b) successeur du Maître; comme s'il est mort, sans avoir donné l'Esclave à personne: car on est censé n'être dans aucune Obligation, lors que l'on ne peut point savoir envers qui l'on doit s'acquitter de ses engagements. De dire maintenant, si dans une Société Civile, l'Esclave peut, en ce cas-là, se mettre au rang des personnes libres, c'est de quoi il faut juger par les Loix (c) du País. Un autre cas, où l'Esclave acquiert la Liberté, faute de Successeur connu de son Maître, c'est lors que le Maître étant mort ou naturellement, ou civilement, ne laisse point d'héritier: car il n'en est pas d'un Esclave comme des autres biens, qui n'aient plus de maître, demeurent au premier occupant. Les choses inanimées, ou destituées de Raison, n'ont aucun droit, qui empêche que le premier venu ne se les approprie, lors qu'elles ne sont à personne. Mais on ne peut légitimement prétendre aucun droit sur un Homme, qu'en vertu de son propre consentement, ou d'un acte d'autrui, qui le concerne. Ainsi, dès lors que le droit qu'un Maître avoit acquis sur son Esclave par une suite de la Guerre, vient à être éteint; l'Esclave rentre dans la Liberté Naturelle, quand même il seroit d'un naturel plus propre à l'Esclavage, qu'à la Liberté. Car la disposition & l'aptitude naturelle ne donne droit à personne par elle-même de réduire un homme en servitude malgré lui; & de cela seul qu'un travail seroit avantageux à quelqu'un, il ne s'ensuit pas qu'on puisse l'y assujettir, bon-gré mal-gré qu'il en ait. 5. Enfin, si un Esclave est mis en prison, ou privé de quelque autre manière de la Liberté corporelle, sans que ce soit en forme de punition (1), & sans qu'il ait commis aucun crime; le Maître est censé par là le décharger de son Obligation: car il n'y a plus de Convention, dès lors qu'on ne se fie point à l'autre Contractant, & il ne peut pas violer la foi sur laquelle on n'a point compté. Ainsi, en ce cas-là, il est permis à l'Esclave de s'enfuir.

§. XI. (1) Il faut bien remarquer cette restriction. Car elle sert à rectifier les idées de *Hobbes*; si du moins ce fameux Anglois a été dans la pensée, que lui reproche un autre Auteur de la même Nation, *Richard. Cumber-*

*land. De Legib. Natur.* Cap. IX. §. 14. Voyez de qui a été dit ci-dessus, Liv. III. Chap. VI. §. 9. & Chap. VII. §. 5. Notre Auteur au reste a emprunté de *Hobbes* tout ce paragraphe.

*Fin du Sixième Livre.*

# LE DROIT DE LA NATURE


## ET DES G E N S.

### LIVRE SEPTIEME,

Où l'on traite de l'origine & de la constitution des Sociétez Civiles;  
des droits & des engagemens du Souverain; des diverses sortes  
de Gouvernement; & des différentes manières  
d'acquérir la Souveraineté.

### CHAPITRE PREMIER.

*Des motifs qui ont porté les Hommes à former des  
Sociétez Civiles.*

L. §.  PRE's avoir parcouru les (1) *Sociétez Simples* ou *Primitives*, l'ordre Transition.  
veut que nous traitions maintenant du *Corps Politique*, ou de (a) l'*Etat*, (a) *Civiles*,  
qui passe pour la plus parfaite de toutes les Sociétez, & d'où dépend  
sur tout, après la propagation de l'espece, la conservation du Genre  
Humain.

Il faut donc rechercher ici d'abord ce qui peut avoir porté les Hommes, auparavant dispersés en Familles séparées & indépendantes les unes des autres, à se joindre plusieurs ensemble, pour composer un *Etat*. C'est ce que l'on n'aura pas de la peine à découvrir, si l'on considère avec soin, d'un côté la nature de la Société Civile, de l'autre les sentimens & les inclinations ordinaires de l'Esprit Humain. Mais, pour mieux développer la matière, il est bon d'examiner avant toutes choses ce que l'on dit ordinairement là-dessus.

§. II. LA plupart des Savans ont ici recours à la nature même de l'Homme, qui, selon eux, a un si grand panchant pour la Société Civile, & y trouve de si grands charmes, qu'il ne veut ni ne peut vivre sans quelque chose de semblable. Sur quoi on étale les preuves que nous avons alléguées ailleurs (a) de la convenance qu'il y a entre la Société & la nature de l'Homme, & qui sont tirées principalement des incommoditez & de l'ennui de la solitude; de la faculté de parler, qui, sans l'usage que l'on en tire par rapport au com-

L'Homme naturellement s'aime plus lui-même, que la Société.  
(a) Liv. II. Chap. III. §. 15.

§. I. (1) Voyez ci-dessus, Liv. VI. Chap. I. §. 1.

commerce de la vie, nous auroit été donné inutilement ; du désir que chacun a de vivre & de converser avec les autres ; des avantages qui reviennent des liaisons que l'on contracte ensemble ; & d'autres pareilles raisons.

(b) De Cive, Cap.  
I. §. 2.

*Hobbes* (b) au contraire tâche de faire voir, que l'Homme est un Animal, qui s'aime (1) lui-même, & ses propres intérêts, préférablement à toute autre chose ; & qui n'a de l'inclination pour la Société, & pour ses semblables, qu'autant qu'il y trouve son plaisir & son avantage particulier (2). Cela se vérifie, dit-on, par l'expérience, qui fait voir, que, lors qu'on se porte à rechercher la Société de quelqu'un, ce n'est pas à cause qu'on le considère simplement comme un Homme, mais parce qu'on espère de se procurer par là quelque honneur, ou quelque utilité, que l'on ne pourroit pas se promettre d'un pareil commerce avec toute autre personne. *Hobbes* le montre en détail par des exemples tirez de chaque sorte de liaison & de Société particulière. Ceux, dit-il, qui s'associent pour le Négoce, n'ont en vûe chacun que leur propre gain, qui leur paroît plus assuré de cette manière, que s'ils trafiquoient à part : & ils passeroient pour de grands sots, si, dès qu'ils se voient frustrés de leur espérance, ils ne renonçoient au plutôt à une société préjudiciable ou ruineuse. Ceux qui ont des liaisons fondées sur les relations de quelque Emploi public, contractent ensemble une espèce d'Amitié Civile, où il entre plus de crainte & de défiance mutuelle, que de véritable affection ; & qui consiste plutôt en un trompeur étalage de marques extérieures de bienveillance, que dans une sincère union des cœurs. Ces sortes de gens forment bien quelquefois ensemble des cabales, dans lesquelles chacun se propose son intérêt particulier ; mais il n'y a presque jamais entr'eux de véritable Amitié. Et lors que quelqu'un croit être par lui-même en état d'arriver à ses fins, il ne s'avise guères de joindre les forces à celles d'autrui. Dans les parties de plaisir ou de divertissement, chacun tâche à qui mieux mieux de s'égayer soi-même, & de faire rire les autres. Mais ordinairement le meilleur moyen d'y réussir, c'est de faire tomber la conversation sur les vices ou sur les défauts d'autrui : car (3) il n'y a qu'un homme, dont la jambe est bien faite, qui puisse se moquer d'un boiteux ; ni qu'un bel homme, qui ait droit de rire d'un Ethiopien. Ainsi ceux qui se divertissent aux dépens de quelqu'un, prennent plaisir à le regarder comme au dessous d'eux par l'endroit à l'égard duquel ils le tournent en ridicule, & à flatter leur vanité par la vûe des fautes d'autrui, dont ils se croient exemts. Que si quelquefois on égaie la conversation par des railleries innocentes, on ne laisse pas pour cela de se proposer toujours son propre plaisir, ou sa propre gloire, plutôt que l'entretien de la Société. Ceux-là même qui travaillent directement, & de propos délibéré, à divertir les autres, ont pour but principalement, ou de gagner les bonnes grâces de quelqu'un, ou de se procurer quelque autre avantage, en faisant paroître leur esprit, & leur humeur enjouée. Mais la plupart des Hommes ont naturellement une démangeaison extrême d'examiner, de tourner en ridicule, de condamner, critiquer, & censurer les discours ou les actions d'autrui : en sorte que, quand ils peuvent contenter à leur aise ce désir malin, ils goûtent par là un plaisir délicieux, qui leur paroît un des plus grands agrémens de la vie. Cette inclination est si dangereuse, que tous les soins de l'éducation, toutes les repréhensions, tous les châtimens du monde, peuvent à peine, je ne dirai pas, étouffer entièrement cette inclination vicieuse, mais la réprimer seulement, & l'empêcher de se produire au dehors (c). Enfin, dans les conversations même des Savans & des Philosophes, autant de têtes, autant de personnes qui s'érigent en maîtres des autres, & qui ne sauroient voir rejeter leurs sentimens, non seulement sans vouloir du mal en eux-mêmes à quiconque

ne

(c) Voyez Char-  
ton, de la Sagesse,  
Liv. I. Chap.  
XXXVI. (III.)  
§. 6.

§. II. (1) Τίς δ' ἔστι θνητὸν ἀνὴρ γινώσκων τὸδε,  
ὅτι πᾶς τις αὐτὸν τῷ πλεονεκτήσει μάλλον φησὶ ;  
Euripid. in Med. vers. 85, 86.

Voyez *Isaïe*, Orat. II. *Isocrat.* Orat. de Pace, p. 285.  
Édit. Paris. L'Auteur citoit encore à la fin de ce para-  
graphe, un passage d'*Arrien*, in *Epictet.* Lib. II. Cap.  
XXII. On le trouvera traduit plus au long dans le *Partha-*

*siana*, Tom. II. pag. 359, 360. & suiv.

(2) Il faut remarquer, qu'ici, comme en d'autres en-  
droits, l'Auteur étend, explique, paraphrase, & tour-  
ne à sa manière, les raisonnemens de *Hobbes*.

(3) *Loripedem rectius derideat, Ethiopem albus.*  
*Juvenal.* Satyr. II. vers. 23.

J'ai suivi le P. Tarteron.

(A) K 5

ne s'y rend pas, mais encore sans se mettre dans une grande colère. Un ancien Philosophe fait une description agréable de ces sortes de gens. (4) Si l'on vient vous dire, que, dans une compagnie, la conversation étant tombée sur cette question, *Qui est le plus grand Philosophe de nos jours?* quelcun s'est mis à dire aussi-tôt, en vous nommant : C'est lui, il n'y en a point d'autre qui puisse le lui disputer; voire petite ame, qui auparavant n'étoit pas plus haute que de la longueur d'un doigt, s'élève alors de deux coudées. Mais s'il se trouve qu'un autre de la compagnie ait dit là-dessus : Vous vous moquez : cet homme, dont vous nous parlez là, ne vaut pas la peine d'être écouté. Car que fait-il ? Les premiers éléments; & puis c'est tout : à ces mots vous voilà comme frappé d'un coup de foudre; vous pâlissez; vous tremblez. Je lui montrerai bien qui je suis, & qu'il n'y a point de plus grand Philosophe que moi : c'est par de semblables discours que vous vous vengez d'un outrage si sanglant. D'où il paroît évidemment, que les besoins mutuels, ou la vanité, sont le principe de toutes les liaisons, où l'on entre volontairement; & que ceux qui lient ensemble quelque commerce, se proposent d'en retirer chacun en particulier ou quelque avantage, ou quelque estime & quelque gloire, ou enfin quelque plaisir. *Hobbes* prouve encore cela par les définitions même de la *Volonté*, du *Bien*, de l'*Honneur*, & de l'*Utilité*. Toutes les Sociétés Humaines se contractent volontairement. Or là où il entre de la *Volonté*, il y a aussi toujours quelque *Bien*, qui en est l'objet; & chacun ne se porte qu'aux *Biens*, qu'il juge lui convenir à lui-même en particulier : car, quelque *Bonne* que soit une chose de sa nature, si elle n'a quelque rapport à lui, il ne s'empresse guères à la rechercher. Que le Roi de *Perse*, par exemple, soit heureux & content, cela m'importe fort peu, & je ne regarde pas son état comme un *Bien* pour moi. Or le *Bien* est toujours accompagné de quelque *Plaisir* : & ce *Plaisir* réside dans l'*Esprit* seul, ou regarde aussi le *Corps* en quelque manière. Tout *Plaisir* de l'*Esprit* seul consiste ou dans la *Gloire*, ou dans quelque chose qui peut s'y réduire. Les *Plaisirs* du *Corps* s'appellent en général des *avantages* (d) ou des *intérêts*. Donc toute Société se forme, ou pour l'*Intérêt*, (d) *Commoda*, ou pour la *Gloire*; & par conséquent on y entre non en considération de ceux, avec qui l'on se joint, mais uniquement à cause de soi-même. Or le désir de la *Gloire* ne sauroit produire aucune Société nombreuse, ni de longue durée. Car la *Gloire*, aussi bien que l'*Honneur*, dépendant d'une comparaison, qui suppose quelque distinction ou quelque prééminence (e), elle cesse d'être ce qu'elle est, lors qu'elle devient commune, & ne convient à personne, dès qu'elle convient à tous. D'ailleurs les Sociétés, où l'on entre, ne contribuent en rien à nous procurer un juste sujet de *Gloire* : tout ce qui nous en revient, c'est que, quand on a des liaisons avec des gens d'une Vertu reconnue, on passe ordinairement pour avoir autant de mérite qu'eux, ou du moins pour en approcher, & pour y aspirer. Du reste on n'est estimé qu'autant (f) qu'on a de quoi se faire valoir par soi-même, indépendamment du secours ou du commerce d'autrui. Pour ce qui regarde les avantages de la vie, il est bien certain qu'on peut se les procurer & les augmenter par une assistance mutuelle. Cependant, comme les instrumens que l'on aime le mieux sont ceux qui apportant le plus de profit, coûtent d'ailleurs le moins de frais, de soins, & de peine à acquérir, ou à entretenir : de même il seroit beaucoup plus commode & plus agréable, de n'avoir besoin que d'un simple commandement pour obliger les autres à nous rendre leurs services. Ainsi les Hommes seroient sans contredit plus portés à rechercher la domination, que la Société; c'est-à-dire qu'ils aimeroient mieux commander aux autres, sans dépendre eux-mêmes de personne, que de travailler à s'entre-secourir; s'ils ne craignoient de s'attirer quelque mal en voulant tout faire d'autorité.

## §. III.

(4) Καὶ τίς ἔλθων εἰπὼν σοὶ, ὅτι λόγος γινώσκω, οἷς ἀ-  
εὶς ἐστὶν ὁ φιλοσόφος, παύειν τίς ἔλεγε, ὅτι εἰς φιλό-  
σοφον ὁ δὴνα, γίγναι οὐ τὸ φυσικὸν ἀπὸ δακτυλίου  
δύναμι. ἀν δὲ ἀλλ' ὁ παρὸν εἰπὼν, ἔδει εἰρημα, ἐν ἱστο

ἔξω τὸ δὴνα δακτυλίου. τί γὰρ οἶδε; τὰς πρῶτας ἀπο-  
μὲς ἔχον, ὅλον δὲ ἔδιν' ἱστῆμας, ἀρχαῖαν οὐδὲν, κί-  
πρωμας, τὴν αὐτὴν δόξαν τίς εἶπε, ὅτι μίγας φιλόσοφ-  
ἄρριαν. Ἐπιστολ. Lib. III. Cap. II.

De ce que l'Homme a du penchant pour la Société, il ne s'ensuit pas nécessairement, qu'il soit porté à former des Sociétés Civiles. (a) Liv. II. Chap. II. §. 7, & suiv. & Chap. III. §. 16, & suiv.

(b) Voyez Knelm. Digby, de Origine Mundi, Cap. IX. §. 8. & seqq.  
(c) Ubi supra.

(d) Voyez Richard Cumberland, de Legib. Natur. Cap. II. §. 2.

§. III. Nous avons fait voir ailleurs (a), que, malgré toutes ces raisons de *Hobbes*, l'Homme est un Animal Sociable, c'est-à-dire, destiné par la Nature à vivre en Société avec ses semblables. Mais, supposé même que l'Homme souhaite naturellement la Société, il ne s'ensuit pas de là nécessairement, qu'il ait une inclination naturelle pour la Société Civile; & la conséquence n'est pas plus juste, que le seroit celle-ci: *L'Homme souhaite naturellement de s'occuper à quelque chose; donc il a un penchant naturel pour l'étude des Sciences*. En effet, ce désir naturel de la Société peut être suffisamment satisfait par le moien des *Sociétés Primitives*, dont nous avons parlé, & par les liaisons d'Amitié que l'on contracte avec ses égaux. *L'Homme*, disoit autrefois un Philosophe (1); *est plutôt un Animal fait pour le Mariage, que pour la Société Civile: car, entre que la première de ces liaisons est la plus ancienne; les Familles sont sans contredit plus nécessaires, que les Etats; & la propagation de l'espece est une chose commune à tous les Animaux* (b). Voici comment *Hobbes* (c) prouve ce que nous venons d'avancer. Les Sociétés Civiles, dit-il, ne sont pas de simples commerces sans engagement, mais des confédérations, qui supposent nécessairement quelque Convention. Les Enfants, & les Idiots ne sentent pas la force de ces engagements; & ceux qui n'ont pas expérimenté les inconvénients fâcheux, où l'on est exposé hors des Sociétés Civiles, n'en conçoivent pas l'utilité. Les premiers, incapables qu'ils sont de comprendre ce que c'est qu'une Société Civile, ne peuvent point proprement y entrer par un acte volontaire: les autres n'en connoissant pas les avantages, ne se soucient pas d'en devenir Membres, ou du moins y vivent de telle manière, qu'ils ne font aucune réflexion aux beautez & à l'excellence de cet établissement salutaire. Ainsi, tous les Hommes étant Enfants quand ils viennent au monde, ils naissent tous par conséquent hors d'état d'être véritablement Membres d'une Société Civile; & la plupart même demeurent toute leur vie dans cette incapacité. En un mot, ce n'est point la Nature, mais l'Éducation, qui rend l'Homme propre à la Société Civile. Cela n'empêche pourtant pas, à mon avis, que l'on ne puisse appeler l'Homme un Animal (2) fait pour la Société Civile, ou naturellement propre à la Société Civile, dans le même sens qu'on dit, que le Cheval est naturellement propre à aller au grand galop, & non pas l'Ane; le Perroquet, à babiller; une Terre à porter du froment; un Coteau, à produire des raisins; l'Homme même, à parler, & à apprendre divers Arts & diverses Sciences: car, quand on parle de ce qui convient (d) ou ne convient pas naturellement à l'Homme, on suppose des personnes en âge de discrétion, & qui ne soient pas privées de l'usage de la Raison (3).

## §. IV.

§. III. (1) Ἄνθρωπος ὁ γὰρ φύσει συνδυαστικὸν μέλλον ἢ πολιτικὸν καὶ ὅτι οὐκ ἀπορροῖ καὶ ἀναγκαστικὸν αἰνῶν ἀνθρώπων, καὶ ταυτοποίησι καὶ ἀπορροῖ ζώων. Aristot. Ethic. Nicom. Lib. VIII. Cap. XIV.

(2) C'est ainsi qu'il a fallu expliquer les termes Grecs d'Aristote, *ζῶον πολιτικόν*, ou *φύσει πολιτικόν*: car si j'avois dit *Animal Civil*, ou *Politique*, cela auroit été fort équivoque en notre Langue.

(3) C'est-à-dire, (comme le remarquoit notre Auteur) que le mot de *naturellement* n'emporte pas ici l'existence actuelle d'une qualité dans un sujet, qui s'en trouve revêtu par la Nature, indépendamment de toute opération antécédente ou du sujet même, ou de quelque autre Être; mais seulement l'aptitude ou la disposition à recevoir, moyennant la culture ou l'éducation, certaines perfections dont la Nature se propose de l'enrichir, ou qu'elle approuve du moins comme lui étant convenables, ou ne lui répugnant pas. D'ailleurs, il faut remarquer, qu'Aristote se sert quelquefois des mots de *ζῶον πολιτικόν* dans un sens général, pour dire simplement un *Animal Sociable*, ou *fait pour la Société*; & non pas précisément un *Animal qui ait une inclination naturelle pour la Société Civile*, ou qui y soit propre naturellement. [J'ai ajouté le mot de *quelquefois*. Je ne fai si en cela j'ai suivi exactement la pensée de l'Auteur; mais

c'est du moins ainsi qu'il a dû s'exprimer; car, dans le passage qu'il a lui-même cité au commencement de ce paragraphe, on voit manifestement, que *ζῶον πολιτικόν* est un *Animal fait pour la Société Civile*, puis qu'il est opposé à *ζῶον συνδυαστικόν*, ou à un *Animal fait pour la Société du Mariage*. Quoi qu'il en soit, voici comment il prouve le sens, dont il parle.] Par exemple, *Aristote* dit, *Politico*. Lib. III. Cap. VIII. p. 345. A. B. Ed. Paris. que l'Homme étant naturellement un *Animal Civil* (*ζῶον πολιτικόν*) quand même il n'auroit aucun besoin du secours des autres, il ne laisseroit pas de souhaiter de vivre avec eux. Or de ce que l'Homme souhaite de vivre avec les autres, il ne s'ensuit pas qu'il recherche la Société Civile: car il peut satisfaire ce désir par les *Sociétés Primitives*, que forme le Mariage, ou la Parenté, & par un commerce familial avec les autres, qui n'ont point avec lui de liaison si étroite: toutes choses que l'on conçoit aisément avoir lieu hors d'un Etat. En un autre endroit le Philosophe, pour faire voir que l'Homme est un *Animal Civil*, (*ζῶον πολιτικόν*) se sert de cette preuve, (*Politico*. Lib. I. Cap. II.) que la Faculté de parler lui auroit été autrement donnée en vain. Or ce n'est pas seulement dans la Société Civile que cette Faculté peut être d'usage; & les Hommes ont sans contredit discours ensemble long-temps avant qu'il y eût dans

§. IV. POUR rendre la chose plus sensible & plus évidente, il faut considérer, quel changement de condition il arrive à ceux qui entrent dans une Société Civile; quelles doivent être les dispositions d'un bon Citoyen; & enfin quels obstacles on remarque dans la nature humaine, qui empêchent que les Hommes ne soient dans ces sentimens.

L'Homme est sujet à bien des défauts, qui troublent la Société Civile.

Du moment que l'on entre dans une Société Civile, on perd sa Liberté Naturelle, & l'on se soumet à une Autorité Souveraine, ou à un Gouvernement, qui renferme entr'autres choses le droit de vie & de mort sur les Sujets, & qui les oblige souvent à faire bien des choses, pour lesquelles ils avoient d'ailleurs de la répugnance, ou à n'en pas faire d'autres, qu'ils souhaitoient passionnément. La plupart même des Actions d'un Citoyen doivent être rapportées à l'avantage de l'Etat, qui paroît souvent ne pas s'accorder avec celui des Particuliers. Or l'Homme naturellement aime fort l'indépendance: il voudroit tout faire à sa fantaisie, & ne se proposer jamais que son propre intérêt. Pour surmonter des inclinations aussi douces & aussi fortes que celles-là, il doit avoir eû de bien puissantes raisons, & il ne falloit pas moins qu'une espece de nécessité. Ce qui a donc porté les Hommes à former des Sociétés Civiles, ce n'est pas un penchant naturel, mais le désir d'éviter de plus grands maux.

Un (a) *Animal véritablement propre à la Société Civile*, ou un bon Citoyen, c'est, à mon avis, un homme qui obéit promptement & de bon cœur aux ordres de son Souverain; qui travaille de toutes ses forces à l'avancement du Bien Public, & le préfère sans balancer à son intérêt particulier; qui même ne regarde rien comme avantageux pour lui, s'il ne l'est (1) aussi pour le Public; qui enfin se montre commode & obligeant envers ses Concitoyens: *tout de même que*, comme le disoit autrefois un Philosophe (2), *si les mains ou les pieds avoient de la Raison, & qu'ils comprissent l'ordre naturel des choses, ils ne formeroient aucun mouvement ni aucun désir, qui ne se rapportât au bien de tout le Corps.*

Mais personne n'ignore le peu de disposition que la plupart des Hommes ont naturellement à ces sentimens désintéressés. On en voit peu qui remplissent tous les Devoirs d'un bon Citoyen. Il y en a beaucoup, à la vérité, qui sont en quelque manière retenus par la crainte des Peines: mais plusieurs demeurent toute leur vie mauvais Citoyens, Animaux infociaux, Membres vicieux d'un Etat. Il n'est point même d'Animal naturellement plus fier & plus indomtable que l'Homme, ni enclin à plus de Vices capables de troubler la Société. La plupart des Bêtes ne se battent que pour la mangeaille, qui est ce à quoi se bornent tous leurs desirs: & lors qu'elles ont leur soû, elles ne vont guères chercher querelle. Quelques-unes sont dangereuses dans le tems du rut; mais cela n'arrive qu'en une certaine saison de l'année. Et, pour si grande que soit leur fureur, elles ne s'acharnent que rarement contre celles de même espece.

(3) *L'Ours a-t-il dans les bois la guerre avec les Ours? Le Vantour dans les airs fond-il sur les Vantours?*

dans le monde aucun Gouvernement Civil. Voici encore un autre passage, où l'on trouve le même sens. *Le Bien parfait à tous égards est suffisant par lui-même. Et quand je dis suffisant par lui-même, j'entens qu'il le soit non seulement pour une seule personne qui vit toute seule & hors du commerce des autres, mais encore pour son Père & sa Mère, pour ses Enfants, pour sa Femme, & en général pour ses Amis & ses Concitoyens; puis que l'Homme est naturellement propre à la Société, ou fait pour la Société, φύσις πολιτικὴ. Ethic. Nicom. Lib. I. Cap. V.*

§. IV. (1) Cela se doit entendre dans un sens négatif, & non pas toujours dans un sens positif. Je veux dire, que, pour peu qu'une chose soit contraire au bien de l'Etat, un Citoyen doit s'en abstenir, quelque intérêt particulier qu'il pût y trouver. Mais cela n'empêche pas, qu'il n'y ait des choses avantageuses à un Citoyen, qui ne sont ni bien ni mal à l'Etat: & en ce cas-là,

pourquoi ne pourroit-il pas songer à son avantage particulier? C'est ainsi qu'il faut entendre ce passage de Cicéron, de Offic. Lib. III. Cap. XXVII. *Potest autem, quod inutile Respublica sit, id cuiquam Civili utile esse?* „Un bon Citoyen peut-il trouver avantageux pour lui-même ce qui est nuisible à l'Etat?

(2) *Τίς ἐν ἀγαθίᾳ πολιτεῖ; Μὴν ἔχει ἰδίᾳ συμφέρον, ἀλλ' οὐδὲν βλαβερόν ἐστι τοῦ κοινοῦ· ἀλλ' ὅσοις δὲ εἰς αὐτὴν ἡ πόλις λόγισμον ἔχει, καὶ παρακολούθει τῇ φύσει κατὰ φύσιν, ἰδίᾳ δὲ ἄλλως ὀφείλουσιν, ἢ ἀρχήσαν, ἢ ὑπαυγυγίους ἔχει τὸ ὅλον. Arrian. Epist. Lib. II. Cap. X. p. 193.*

(3) Je me suis servi de ces vers de Mr. Despreaux, Sat. VIII. qui ont été imitez de Juvenal, Satyr. XV. vers. 159. & seqq. passage que notre Auteur avoit déjà cité ci-dessus, Liv. II. Chap. I. §. 4. Not. 1.





Hommes en général & chacun en particulier étoient naturellement capables de soutenir le personnage de bons Citoyens : mais entant que du moins une partie des Hommes peuvent y être formez par l'éducation ; & parce que, depuis la multiplication du Genre Humain, les Sociétez Civiles sont absolument nécessaires pour sa conservation : de sorte que, cela posé, la Nature, qui n'oublie rien de tout ce qui tend à nôtre conservation, ne peut que porter les Hommes à former de telles Sociétez. Il est certain même, que le principal fruit de la Société Civile consiste à faire en sorte que les Hommes s'accoutument à vivre en bons Citoyens.

§. V. UN Auteur Moderne prétend, que la Société Civile est un ouvrage de la Nature, produit par une enchainure naturelle de choses ; & voici comment il établit son Système. Le premier Homme, dit-il, & la première Femme, desquels descend tout le Genre Humain (a), furent d'abord unis par l'Amour Conjugal ; & la tendresse paternelle produisit ensuite entr'eux, & leurs Enfans, une autre liaison très-étroite. De là sortirent les Familles, qui devenant fort nombreuses, & se multipliant tous les jours de plus en plus, envoient de tems en tems des Colonies en divers endroits, jusques à ce qu'il se trouva en un même endroit assez de gens pour former un Corps d'Etat. Tout cela, selon nôtre Auteur, fut uniquement l'effet de l'inclination naturelle, que les Hommes ont pour la Société, laquelle inclination se fortifia par les liens du sang entre les Parens qui demeuroient ensemble. Car c'est, à son avis, une pure chimère que de s'imaginer, que les Hommes aient jamais vécu, comme les Bêtes sauvages, dispersés çà & là dans les bois & dans les déserts, sans avoir aucune retraite fixe.

Mais prétendre, par ce détail de causes & de suites naturelles, exclure entièrement, comme fait le même Auteur, les motifs qui ont porté les Hommes à former des Sociétez Civiles, & les Conventions Humaines qui sont intervenues dans cet établissement ; c'est penser aussi peu juste que le feroit une personne qui raisonneroit ainsi : *Une graine semée produit un Arbre : De l'Arbre on fait des poutres & des planches : Des poutres & des planches travaillées & bien ajustées ensemble, si se forme un Navire ; Donc un Navire est fait par une suite naturelle de choses, sans avoir aucune cause particulière ou immédiate, & sans que le travail des Ouvriers & des Artisans y entre pour rien.* Je conviens, que, si quelqu'un vouloit soutenir, qu'une grande multitude de gens, qui se trouvoient au commencement du monde en un même endroit, se dispersa dans les forêts & dans les déserts, & se rassembla ensuite pour composer des Etats ; ce Système devoit être regardé comme une Fable. Mais il n'est pas moins faux, ni moins ridicule, de dire, que d'un seul homme & d'une seule femme, comme *Adam & Eve*, ou, si l'on veut, des quatre familles qui restèrent après le Déluge, on aît vû sortir tout à coup des Sociétez Civiles, sans aucune raison particulière qui obligeât les Hommes à faire un tel établissement, & sans qu'il y intervint aucune Convention. Car, quoi que les Enfans demeurassent dans la Famille & sous la discipline paternelle, jusques à ce qu'ils fussent venus en âge d'hommes faits ; comme, dans ces premiers siècles, l'Agriculture, & la Vie Pastorale, étoient presque les seuls métiers, d'où l'on tiroit de quoi subsister, rien n'obligeoit les Pères à garder auprès d'eux leurs Enfans, aussi tôt qu'ils les avoient mariez. Et il paroît par l'Histoire Sainte, que les Enfans, sur tout ceux qui étoient frères de Père, s'en alloient, lors qu'ils se trouvoient en état de faire eux-mêmes les fonctions de Pères de famille, chercher l'un d'un côté, l'autre de l'autre, quelque endroit pour s'établir : à quoi ils avoient d'autant moins de peine à se résoudre, qu'ils trouvoient par tout des terres inhabitées, & que les Climats éloignez étoient quelquefois plus agréables, que ceux où ils étoient nez (b). Il est vrai, que les Frères ont de la tendresse les uns pour les autres ; mais cela n'empêche pas qu'ils n'aiment mieux vivre dans une entière égalité, que de dépendre l'un de l'autre ; & leur amitié en est même plus grande & plus durable, lors qu'ils ont leurs affaires à part. Ainsi la multiplication du Genre Humain, dans ses commencemens, étoit plus capable par elle-même

Si les Sociétez Civiles se sont formées par une enchainure naturelle de choses ?

(a) J. Frid. Horn, De Civit. Lib. I. Cap. IV. §. 6.

(b) Voyez Genes. XIII, 5, 6, 9. & Homer. Odyss. Lib. IX. vers. 113. & seqq. au sujet des anciens habitants de la Sicile.

de

de disperser les Familles en divers endroits de la Terre, que de les rassembler, & d'en former de grandes Sociétez. Mais les plus sages aiant remarqué, que le moien de remédier aux incommodez & aux périls, auxquels étoient exposées les Familles séparées, étoit d'en joindre plusieurs en un seul Corps; plusieurs Pères de Famille jugèrent à propos non seulement de s'unir ensemble, par quelque Convention, & sous un même Gouvernement, mais encore de rapprocher leurs domiciles, & de se rassembler en un même endroit, au lieu qu'auparavant ils demeuroient l'un d'un côté, l'autre de l'autre, dans les bois & dans les campagnes. Et c'est ainsi qu'il faut entendre ce que l'on a dit des premiers Fondateurs des Etats, qu'ils firent ramasser en un même lieu les Hommes auparavant dispersés par les forêts.

Si les besoins de la vie ont porté les Hommes à établir des Sociétez Civiles?

(a) Voyez *Lactant. de opific. Dei*, Cap. IV. num. 20, 21. *Ed. Cellar.*

(b) *Platon* semble panacher vers ce sentiment, *De Republ. Lib. II. p. 598. & seqq. Edit. Wech.*

(c) Voyez *Genes. XIII. 2. XXIV. 35.*

(d) Voyez *Cornel. Nepos, in Attic. Cap. XIII.*

(e) Voyez *Valer. Flaccus, Lib. V.*

Véritable raison de l'établissement des Sociétez Civiles.

§. VI. PLUSIEURS s'imaginent, que ce sont les besoins de la vie, & le désir de la rendre plus commode & plus agréable, qui ont porté les Hommes à former des Sociétez Civiles. Il est certain, qu'il n'y auroit guères d'Animal plus misérable, que l'Homme (a), si chacun vivoit dans une entière solitude, & destitué de tout secours d'autrui. Mais il faut avouer aussi, que l'on n'a pensé aux délices de la vie qu'après l'établissement des Sociétez Civiles. Les besoins même ne sont pas, à mon avis, la seule (b) ou la principale cause de la formation de ces sortes de Sociétez. Car dans le tems que les Hommes vivoient encore dispersés en Familles séparées, on avoit déjà suffisamment pourvu aux nécessitez de la vie, par l'invention de l'Agriculture, de la Vie Pastorale, de la culture de la Vigne, de la maniere de se vêtir, & d'autres semblables Arts (c). En effet, que falloit-il de plus, pour subsister, à un Père de famille, qui avoit en abondance des Terres, du Bétail, & des Domestiques? Et s'il manquoit de quelcune de ces choses, ne pouvoit-il pas s'en pourvoir par des échanges, ou par quelque autre sorte de commerce? (d) Aujourd'hui même on voit que plusieurs Etats tirent des Pais Etrangers certaines marchandises qui servent aux plaisirs, ou même aux nécessitez de la vie, sans être néanmoins obligés pour cela de se joindre en un seul Corps de Société Civile avec ceux qui leur fournissent ces marchandises. Il y a au contraire des Peuples, qui, depuis plusieurs siècles, vivent sous un Gouvernement Civil, dans une simplicité peu différente pour l'éclat, ou pour l'abondance, de la vie que menoient les anciens Pères de famille (e). Ainsi le grand nombre de commoditez & les délices dont plusieurs Nations aujourd'hui regorgent, pour ainsi dire, ne doit pas tant son origine à l'établissement du Gouvernement Civil, qu'à la constitution des grandes Villes. Car le peuple des Villes n'aient guères ni Terres, ni Bétail, est obligé, pour gagner la vie, de s'attacher à diverses sortes de métiers. Outre que, parmi les gens de Ville, chacun tâche d'enchérir sur les autres en propreté, & en délicatesse; d'où naît ensuite le Luxe, qui, en bien des endroits, entretient, pour le moins, autant de Métiers, que les nécessitez même de la vie: Métiers, dont néanmoins la Société Civile pourroit se passer absolument (1).

§. VII. POUR moi, il me semble, que la véritable & la principale raison, pourquoi les anciens Pères de famille renonçoient à l'indépendance de l'Etat Naturel, pour établir des Sociétez Civiles, c'est qu'ils (1) vouloient se mettre à couvert des maux que l'on a à

crain-

§. VI. (1) Voyez la Dissertation de notre Auteur, *De Statu Hominum Naturali*, §. 6.

§. VII. (1) C'est le sentiment de *Mr. de la Bruyère* (dans ses *Caractères*, au Chap. du Souverain & de la République, p. 319.) „De l'injustice, (dit-il) des premiers hommes, comme de son unique source, est venue la „guerre; ainsi que la nécessité où ils se sont trouvez „de se donner des Maîtres, qui fixassent leurs droits & „leurs prétentions: si content du sien on eût pu s'abf- „tenir du bien de ses voisins, on avoit pour toujours „la paix & la liberté. *Mr. Bayle*, (dans ses  *Nouvelles Lettres à l'occasion de la Critique générale du Calvinisme de Maimbourg*, Lett. XVII. §. 2.) y joint d'autres raisons plus prochaines. Ses paroles méritent d'être rap-

portées. „Il ne faut point croire, dit-il, que les hom- „mes aient eû beaucoup d'égard dans les commence- „mens des Sociétez au bien ou au mal à venir. Ils „n'ont songé qu'à remédier aux maux dont ils avoient „déjà fait l'expérience, ou qu'ils regardoient comme „prochains. . . . Je ne saurois me persuader, que les „Sociétez se soient formées, parce que les hommes „ont prévu en consultant les idées de la Raison, qu'une vie solitaire ne feroit honneur ni à leur espèce, ni „à leur Créateur, ni à l'Univers en général. Le PLAISIR PRÉSENT, & L'ESPÉRANCE PROCHAINE DE VIVRE EN SÛRETÉ, ou bien LA FORCE ont produit les premières Républiques; sans qu'on „ait eû en vûe les Loix, le Commerce, les Arts, les „Scien-

craindre les uns des autres. Car, comme, après le Créateur Tout-puissant & Tout-bon, il

sciences, l'aggrandissement des Etats, & toutes les autres choses qui font la beauté de l'Histoire. On ne prevoit pas ces suites au commencement, & quand même on les eût prévues par les lumières d'un esprit de désintéressement, on ne s'en seroit pas remue. . . . Nous sommes trop froids, lors qu'il n'y a que la Raison qui nous pousse, & le sort des Sociétés humaines eût été remis en de fort mauvaises mains, si les hommes n'eussent été sollicités à vivre ensemble, que par cette seule considération, qu'il n'est pas raisonnable qu'une Créature propre à la Société, vive dans la solitude. De la manière que nous sommes faits, il faut qu'on nous porte aux choses par la voie du sentiment. On ne sauroit qu'approuver, à mon avis, ces judicieuses réflexions : & qu'il faille attribuer en partie à la force l'origine des Etats & des Empires, c'est ce que l'on peut constater avec assez d'apparence de la manière dont l'Histoire Sainte parle de Nimrod, le plus ancien Roi, & le premier Conquérant, dont nous ayons connaissance. Ce Nimrod, dit Moïse, commença à être puissant sur la terre, & il fut en vaillant chasseur devant le Créateur, de la même que l'on dit, comme Nimrod vaillant chasseur devant le Créateur. Il commença de regner sur Babel, Erech, Accad, & Chalde, dans le Pays de Schinear. Genes. X. 8. & suiv. Pour être qu'avant cela il n'y avoit point de Famille qui ne vécût dans une entière indépendance, en sorte que les Membres, dont elle étoit composée, relevoient uniquement de leur Chef, ou du Père de Famille. Mais lors que Nimrod se fit ériger en Souverain, sur des gens qui ne furent pas assez forts ou assez courageux pour lui résister, ou bien qui aimèrent mieux se soumettre à son empire, que de s'exposer à de plus fâcheux inconvénients, en allant s'établir dans quelque lieu désert; alors il se forma une espèce de Royaume. Ainsi notre Auteur se tient dans des idées trop vagues & trop imparfaites, de prétendre, que la crainte seule des insultes d'autrui eût donné la naissance à toutes les Sociétés Civiles. Les sujets même de cette crainte, comme le remarque Mr. Tassin (Observ. DXLVII. num. 1. 4.) n'étoient pas si grands, en ce temps-là, qu'elle dût porter nécessairement les Hommes à former des Gouvernemens Politiques. Car pourquoi est-ce qu'ils n'auroient pas pu alors se procurer suffisamment du repos & de la sûreté, en se joignant plusieurs ensemble par des Traités & des Conférences, pour se défendre les uns les autres contre ceux qui viendroient les attaquer, & les troubler dans la jouissance des fruits de leur industrie? Ces Conventions étant fondées sur l'utilité mutuelle des Contractans, chacun auroit été porté à les observer par son propre intérêt; selon ce que notre Auteur dit lui-même plus bas, §. 2. Cela est si vrai, que long-temps même après la multiplication du Genre Humain il y a eu des Nations qui ont subsisté, pendant plusieurs siècles, sans Loix, sans Magistrats, sans aucune forme de Gouvernement. Voyez la seconde Note de Gravina sur Grotius, Lib. I. Cap. I. §. 1. On en trouve encore aujourd'hui plusieurs exemples, parmi les Peuples de l'Afrique, & de l'Amérique. Voyez la Description des Peuples diversifiés de Mr. Bayle, Art. CXVII. D'ailleurs, ceux qui rapportent l'origine de l'établissement de tous les Etats à un principe général & uniforme, que les uns croient être la crainte, les autres les besoins de la vie, les autres quelque autre motif; (Voyez Lock, l'op. div. Lib. VI. Cap. X. num. 18. & seq. Edm. Cellar. & Taur. Annal. Lib. III. Cap. XXVI.) semblent supposer, que, dans les premiers siècles, plusieurs Peuples de famille s'assembloient pour voir de quelle manière ils pourroient pourvoir le plus avantageusement à leur sûreté, ou à leurs besoins; & qu'après une libre délibération ils conclurent qu'il falloit former entre eux une Société

Civile. Or cela ne s'accorde guères ni avec l'Histoire, ni avec l'expérience commune, qui font voir que tous les établissemens humains ont de petits commencemens; qu'ils sont d'abord très-informes; & qu'ils ne parviennent à quelque degré de perfection que peu à peu & par la longueur du tems. Quand même on trouveroit, dans les monumens de l'Antiquité, quelques traces d'une telle Assemblée, il seroit bien difficile de s'imaginer, que ces Peuples de famille se fussent d'abord formés l'idée d'une Société Civile, & qu'ils en eussent prévu & balancé exactement les avantages & les inconvénients. C'est une chose qui demande une longue expérience, & il n'y a aucune apparence que le plan d'un si bel édifice ait été conçu & exécuté tout d'un coup, puis qu'aujourd'hui qu'il est formé depuis tant de siècles, le commun des gens n'en comprend pas l'usage, la structure, & les beautés; connaissance que les personnes même, qui ont quelque éducation, n'acquiescent qu'à force de méditation & d'expérience. Notre Auteur reconnoît lui-même, (dans son Introduction à l'Histoire de l'Europe, Chap. I. §. 3.) que les premiers Etats étoient fort petits & fort imparfaits, & que les différentes parties de la Souveraineté ne furent inventées que peu à peu, les unes après les autres. Il me semble, que l'on ne fait pas ici assez de réflexion à la simplicité des tems, auxquels les Sociétés Civiles ont commencé, & que l'on a trop devant les yeux la situation ou les choix sont aujourd'hui. Le monde n'étant pas alors fort peuplé; & la fécondité, ou le luxe n'ayant pas encore multiplié à l'infini les besoins, ou plutôt les désirs des Hommes; chacun trouvoit aisément de quoi se contenter, & il n'y avoit qu'une malice effrénée, qui pût le porter à envahir les biens de son voisin. D'ailleurs, quoi que l'ignorance & la grossièreté ne soit pas sans contredit la Mère de la Vertu & du bon Ordre, & que les gens de l'Age d'or ne fussent pas sans doute meilleurs que ceux des siècles suivans, ainsi que l'a fait voir Mr. Le Clerc, sur la Théogonie d'Hésiode, vers 211. comme ils n'étoient pas fort rufes, & que l'on n'avoit pas encore inventé les règles & les stratagèmes de l'Art Militaire, ni ces instrumens pernicieux qui suppléent à la force du corps, & qui rendent la malice plus entreprenante; il n'étoit pas difficile de se mettre à couvert des insultes d'autrui, sur tout en se joignant plusieurs ensemble par une ligue défensive. Disons donc, qu'à mesure que le Genre Humain se multiplioit, on forma peu à peu, & pour diverses raisons, des Sociétés Civiles, plus ou moins informes selon les tems, & selon l'habileté des Fondateurs. Mr. Tassin (ubi supra, num. 6.) soupçonne, avec assez d'apparence, que ce fut l'adresse de quelque esprit ambitieux, subrepticieux de la force, qui en fit voir le premier modèle; & ce que

(a) Cicéron le prouve au long, *De Offic.* Lib. II. Cap. V, & seqq.

il n'y a rien dont les Hommes puissent recevoir plus de bien que de leurs semblables (a), il n'y a rien aussi, qui puisse causer plus de mal à l'Homme, que l'Homme même. L'industrie humaine a trouvé quelque remède particulier contre les diverses sortes de maux, auxquels nous sommes sujets. La Médecine, par exemple, sert à guérir, ou à soulager les malades. Les Maisons, le Feu, les Habits, nous défendent des injures de l'Air. La Terre cultivée par nos soins & nos travaux, nous fournit en abondance de quoi appaiser la faim. Les Armes, les Embuscades, ou quelque autre sorte de stratagème, nous mettent à couvert de la fureur des Bêtes sauvages, & nous donnent moyen de les dompter. Mais, pour se garantir des maux que les Hommes prennent plaisir à se faire mutuellement, par un effet de leur malice naturelle; il a fallu chercher le souverain préservatif dans les Hommes même, par l'établissement des Sociétez Civiles, & du Pouvoir Souverain (2). D'où il est arrivé, par une suite naturelle, que l'on a eu occasion d'éprouver plus abondamment les biens que les Hommes sont capables de se faire les uns aux autres (3), comme, d'être mieux élevé, & d'inventer ou de perfectionner divers Arts, qui ont augmenté les douceurs & les commodités de la vie.

Ce que nous venons de poser, s'accorde fort bien avec les principes de ceux qui rapportent à la Crainte l'origine des Sociétez Civiles. Car on n'entend pas par le mot de *Crainte*, cette Passion incommode qui consiste dans le trouble d'un esprit effrayé & déconcerté, mais toute précaution raisonnable contre les maux à venir, en un mot cette sorte de *Défiance*, qui, comme on le dit en commun Proverbe, est la Mère (4) de la Sécurité. Et par là il est aisé de réfuter une Objection, que proposent quelques-uns : *Tant s'en faut*, disent-ils, *que la Crainte ait produit les Sociétez Civiles, qu'au contraire, si les Hommes eussent appréhendé quelque chose de la part les uns des autres, ils n'auroient pas osé seulement se regarder, & fuyant l'un d'un côté, l'autre de l'autre, ils seroient demeurés perpétuellement séparés.* Beau raisonnement ! Comme si le mot de *craindre* emportoit toujours une frayeur qui oblige à prendre la fuite ! & comme s'il ne signifioit pas encore *souçonner* simplement, *se défier*, *se tenir sur ses gardes*. Il est même essentiel à la Crainte de prendre si bien ses mesures, que l'on se mette en état de n'avoir désormais aucun sujet apparent d'appréhension. Quand on va se coucher, on ferme bien la porte de sa chambre, crainte des voleurs : après quoi on n'a plus de peur. Lors qu'on se met en chemin pour un voyage, on prend des armes, parce que l'on appréhende les Brigands : mais du moment qu'on est une fois bien armé, on se moque d'eux (b). Dans la plus profonde paix, les Souverains met-

(b) Voyez Hobbes, de *Civ.* Cap. I. §. 2.

& 41. Il cite aussi un beau passage de *Dém.* d'Halicarnasse, d'où il paroît, que l'abus que les Rois firent de leur Pouvoir, obligea à établir des Gouvernemens Aristocratiques ou Démocratiques. Je me contente de traduire ce passage. „Au commencement, (dit l'historien) „toutes les Villes Grèques étoient gouvernées par des „Rois, avec cette différence, que ces Rois n'exerçoient pas une domination absolue ou despotique, „comme ceux des Nations Barbares, mais régnoient „selon les Loix & les Coutumes du Pays ; en sorte que „celui-là passoit pour le meilleur Roi, qui étoit le plus „juste & le plus religieux observateur des Loix, & qui „ne s'éloignoit jamais des Coutumes du Pays. Homère „le donne à entendre, lors qu'il appelle les Rois, des „gens qui rendent la Justice (*Δικαστικοί*, *Θεμισάρχαι*). „Ces Roiaumes subsistèrent pendant long-temps, étant „administrés sous certaines conditions, ou Loix fondamentales, comme parmi les Lacédémoniens. Mais „quelque Rois aient commencé d'abuser de leur pouvoir, & de gouverner l'Etat à leur fantaisie, plutôt „que selon les Loix ; la plupart des Grecs se hâterent „de les souffrir, & abolirent cette forme de Gouvernement. „*Amig. Roman.* Lib. V. p. 336. Edit. Lips. J'ajoute ce passage d'Isocrate, où cet Orateur voulant louer les Athéniens, dit qu'il remontera jusqu'au commencement,

de la Grèce à Démocrite, & d'après lui, les Rois ont été les premiers à établir des Loix, & à se soumettre à la Justice. „*Isocrate.* p. 443, 444. Ed. Paris. min. Voyez aussi les Interprètes sur le commencement de l'Histoire Universelle de *Justin* ; & ce que l'on dira ci-dessous, Chap. V. §. 4. de ce Livre. Mr. Locke a dit aussi quelque chose sur l'origine des Sociétez Civiles, dans son Second Traité du Gouvernement Civil, Chap. VIII. IX.

(2) *Sextus Empiricus*, comme le remarquoit le même Auteur, dit, que les anciens Perses avoient accoutumé, lors que le Roi étoit mort, de passer cinq jours dans l'Anarchie, afin que cela les engageât à être plus fidèles à son Successeur, par l'expérience qu'ils auroient faite eux-mêmes des malheurs de l'Anarchie, & combien de ravages, de rapines, & s'il y a quelques choses de pis encore, elle entraîne nécessairement après soi. *Adversus Mathematic.* Lib. II. pag. 70. D. Ed. Genev. On peut rapporter encore ici une partie des choses que dit *Hérodote*, Lib. I. sur les raisons qui obligèrent les Médes à choisir *Darius* pour leur Roi.

(3) Le reste de cette période est tiré de l'Abbrégé de *l'Offic. Hom. & Civ.* Lib. II. Cap. V. §. 7.

(4) *Ἡ γὰρ εὐλαβία οὐδὲν ἄλλο ἐστίν.* „*Aristoph.* in *Avib.* p. 332. Ed. 1704. Lond. B.W.

mettent des Garnisons sur leurs frontières, fortifient leurs Villes, entretiennent des Arsenaux, & des Magasins; ce qui seroit inutile, s'ils n'avoient quelque crainte de leurs voisins: mais lors qu'ils ont bien pris toutes leurs sûretés, ils n'appréhendent plus rien. Ainsi la Crainte est ingénieuse à inventer des expédients pour se chasser elle-même; & c'est ce qui a lieu dans l'établissement des Sociétés Civiles, dont l'usage & la nécessité se trouve bien exprimée dans ce Proverbe commun: *S'il n'y avoit point de Justice, on se mangeroit les uns les autres.* Car on a suffisamment prouvé (c) ailleurs, que les Hommes n'ont que trop sujet de se craindre réciproquement, & de se précautionner contre les insultes les uns des autres.

On (d) objecte ici, que dans le commencement du monde les Pénes de famille ont régné pendant plusieurs siècles dans une entière égalité, & sans la moindre crainte d'une invasion chimérique: & que l'Ambition ne se glissa que tard parmi les Hommes, & après l'établissement des Sociétés Civiles, qui donnoient naissance aux Honneurs & aux Dignitez. Mais a-t-on oublié, que ce fut l'Ambition qui porta un des Enfants du premier Homme à commettre le premier fratricide? car pourquoi Cain (e) tua-t-il Abel, si ce n'est à cause de la jalousie qu'il conçut de voir, que DIEU faisoit plus de cas de son Frère, que de lui? De plus, nous ne regardons pas l'Ambition comme le seul sujet de se craindre les uns les autres: nous y joignons encore la malice ou la malignité des Hommes, & la concurrence où ils se trouvent à rechercher une même chose; deux raisons, dont la première produisit, dans ces premiers siècles d'une simplicité très-groffière, la féroce & la barbarie des Géans, & l'autre fait maître encore aujourd'hui des divisions & des querelles entre (f) les personnes, qui ont ensemble les liaisons les plus étroites. L'Ambition même est une maladie plus générale, qu'on ne pense. Il est vrai que les Princes y sont le plus sensibles, & qu'elle agit en eux avec plus de force, & d'une manière plus pernicieuse au Genre Humain. Mais les autres Hommes n'en sont pas entièrement exemts, & il n'est pas jusqu'aux Bergers (g) & aux Païsans, qu'elle ne tourmente, autant que leur condition les en rend susceptibles. Il falloit, ajoute-t-on, être & bien méchant, & bien sûr, pour insulter les autres ou par des paroles injurieuses, ou à main armée; puis que l'attaque pouvoit se bien défendre, & tuer l'agresseur, comme il l'avoit mérité. Outre qu'il n'y avoit point de but à espérer parmi des gens pauvres, comme l'étoient ceux de ce temps-là, au dont tout le bien consistoit en fruits de la Terre; que l'on pouvoit recueillir par tout avec peu ou point de peine, & sans courir aucun risque! Mais je sçons, que la vûe d'un gain médiocre suffit pour porter les Méchants à commettre quelque crime. Et après tout, il est constant, qu'en ces premiers siècles, aussi bien qu'aujourd'hui, les Larcins & les Brigandages étoient assez fréquens parmi les Peuples, qui tiroient tous leurs revenus de l'Agriculture, & du Bétail. D'ailleurs, ce n'est pas seulement pour être en sûreté contre les voleurs que l'on a formé des Sociétés Civiles, mais encore pour se mettre à couvert de toute autre sorte d'injures; que les Hommes peuvent se faire les uns aux autres. Quelque juste sujet, dit-on ensuite, qu'un Homme ait eu alors de se défier d'un autre, une crainte incertaine ne l'auroit pas autorisé à le prévenir. J'en conviens: car le droit de chacun contre tous & sur toutes choses, qui est, selon Hobbes, une suite de l'Etat Naturel, ne doit point être étendu au delà de ce que la droite Raison permet. C'est-à-dire, que, dans la Liberté Naturelle, chacun peut légitimement employer tous les moyens qu'il juge nécessaires pour sa propre conservation, en suivant les lumières d'une Raison éclairée, & les mettre en usage contre tous ceux de la part de qui la même Raison lui fait voir qu'il a quelque chose à craindre. De sorte que, si l'on porte ses précautions au delà des bornes que la droite Raison prescrit, on pèche sans contredit contre la Loi Naturelle. Lors, par exemple, que, dans une crainte incertaine, on tue quelqu'un, dont on pouvoit commodément prévenir les insultes par d'autres voies, & sans se porter à une telle extrémité, on ne doit pas se flatter d'avoir fait une action que la Nature permette. Et ceux qui se servent du principe, dont il s'agit,

(c) Liv. II. Chap. II. §. 6. Voyez Grotius, Lib. I. Cap. IV. §. 4. num. 2.  
(d) Ubi supra.

(e) Genes. IV. 6 & suiv.

(f) Genes. XII. 7. XXVI. 15, 20, 21.

(g) Voyez Theophrast. Idyll. V. & VIII. Virgil. Eclóg. III. 25. & seqq. & Eclóg. VII.

pour autoriser les rapines & les brigandages commis contre des gens, qui ne sont pas leurs ennemis déclarez, tirent une conséquence également fausse & pernicieuse. En effet, les rapines & les brigandages sont de leur nature un moyen, que la droite Raison ne fera jamais regarder comme nécessaire à la conservation de l'Homme, & dont l'usage au contraire a uniquement pour principe l'Avarice & la Cruauté: car ce n'est pas assurément parce qu'un Voleur craint quelque chose des Passans, qu'il se jette sur eux, & qu'il les détrouille. Pour ce que l'on objecte encore, que *quand même il y auroit de la haine & de la défiance entre les Hommes, on ne pourroit pas dire que cela eût lieu à cause des Sociétés Civiles*; c'est une raison bien impertinente. Car y a-t-il quelqu'un d'assez extravagant pour soutenir, que si les Hommes se haïssent & se défient les uns des autres, c'est afin que cela les engage à établir des Sociétés Civiles? Nous disons seulement, qu'ils les ont établies, parce qu'ils se défioient les uns des autres. Et si chacun avoit un seul ennemi, quand même il ne voudroit aucun mal à tous les autres, ou qu'il seroit de plus porté de bonne volonté & plein d'amitié pour eux; cela suffiroit pour remplir tout le Genre Humain d'inimitiez & de querelles. C'est en vain aussi que l'on s'opiniâtre à soutenir, que *la Société d'habitation, & la multiplication du Genre Humain, ont produit les Sociétés Civiles*. La dernière de ces choses a fourni sans doute la matière des Etats: l'autre peut avoir été l'occasion de leur établissement, y ayant grande apparence que c'étoit sur tout avec les Voisins que l'on se joignoit pour composer quelque espece de Société Civile. Mais ni l'une ni l'autre ne renferment pas les motifs qui ont obligé les Hommes à former de telles Sociétés.

Les impressions de la Loi Naturelle ne suffisoient pas pour entretenir la paix parmi le Genre Humain.

§. VIII. D'AILLEURS, il ne faut pas s'imaginer, que les impressions de la Loi Naturelle, qui défend toutes sortes d'injures, & d'injustices, aient été assez fortes, pour faire que tous les Hommes pussent vivre dans l'indépendance de l'Etat Naturel, sans avoir rien à craindre les uns des autres. Il se trouve, je l'avoue, des gens qui ont à cœur, sur toutes choses, l'Honnêteté, l'Innocence, la Foi, la Probité, en sorte qu'ils ne voudroient pas se laisser aller à rien qui fût capable d'y donner la moindre atteinte, quand même ils seroient sûrs de le faire impunément. Il y en a aussi (1) plusieurs, qui, sans un motif de Vertu, répriment en quelque sorte leurs Passions, & s'abstiennent d'insulter les autres, par la crainte du mal qui pourroit leur en revenir à eux-mêmes. Si tout le monde étoit de l'un ou de l'autre de ces deux caractères, on n'auroit pas eu grand besoin de Société Civile. Mais ne voit-on pas une infinité de gens, qui foulent aux pieds les Devoirs les plus sacrés, toutes les fois qu'ils croient trouver du profit à les violer, & qu'ils se sentent assez de force ou d'adresse pour nuire impunément, & pour se moquer de ceux à qui ils font du mal. Ne pas se défier de tels scélérats, ce seroit se trahir soi-même, & s'exposer de gaieté de cœur à être le jouet de leur malice. En un mot, comme le dit un Historien Latin, (2) *l'Innocence ne trouve pas toujours son appui en elle-même*.

Mais s'il est du Bon-Sens de se donner de garde des Méchans, & de prendre de bonne heure ses précautions contre leurs insultes; il ne faut pas pour cela tomber dans une autre extrémité, comme fait *Hobbes*, en établissant cette maxime trop dure sans contredit:

(a) De Civ. Cap. V. §. 1.

(a) *Que, dans l'Etat Naturel, le seul moyen de se promettre quelque sûreté, & de ne rien craindre de la part d'autrui, c'est d'être en état de pouvoir, par sa force & par son adresse, prévenir son prochain, ou en l'attaquant ouvertement, ou en usant d'artifice & lui dressant des embûches*. J'avoue, qu'il y a un grand nombre de gens, qui ne font pas scrupule de violer les Loix de propos délibéré, toutes les fois qu'ils y trouvent plus d'avantage, qu'à

§. VIII. (1) J'ai pris ici la pensée de mon Auteur, tel le qu'il l'exprime lui-même dans son Abrégé de l'Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. V. §. 8. mais j'ai laissé le passage d'*Aristote*, qu'il citoit, parce qu'il s'agit là de toute autre chose. Le Philosophe parle de cette sorte d'*Avarice*, qui refuse de prendre ce qu'on leur veut donner, parce qu'ils craignent d'être obligés de donner à leur tour. Ainsi ils ne veulent ni recevoir, ni don-

ner. Oī dī ad, sed qđon dōtχwnt ? dīlatōn, & i pēdōn & aīrōn pōi tō īrōpōn λαιβόν, tō ī aīrō īrōpōi pōi. dīpōnōn dō aīrōi, tō pōi λαιβόν, pōi dīdōn. Ethic. Nicom. Lib. IV. Cap. III. pag. 46. C. Ed. Paris. Quel rapport a cela avec le sujet, dont il s'agit?

(2) Sed quoniam parum cura per se ipsa Probitas est. Adherbal apud Sallust. in Bell. Jugurth.

qu'à les observer. (b) Mais ce seroit outrer beaucoup les choses, que de supposer un si grand fond de malice dans tout le Genre Humain sans exception. De l'aveu même de *Hobbes*, il y a des (c) esprits modestes, qui ne s'attribuent pas plus de droit, qu'ils n'en accordent aux autres, & qui ont toujours devant les yeux cette maxime incontestable: *Qu'il ne faut jamais faire aux autres ce que l'on ne seroit pas bien aise qu'ils fissent à notre égard.* Or je ne vois pas comment on pourroit prendre quelque ombrage des personnes de ce caractère, ni sous quel prétexte apparent on iroit les attaquer. Et la droite Raison ne permettra jamais, que, sans avoir aucune assurance particulière, qu'un homme ait de mauvaises intentions contre nous, & qu'il trame quelque chose pour nous perdre, on exerce contre lui des actes d'hostilité, à dessein de le prévenir; y aiant d'autres voies beaucoup plus commodes pour dissiper tous les soupçons que l'on pourroit avoir, qu'il ne rompit la paix avec nous. Car la malice générale des Hommes étant diversifiée par une infinité de degrez, cette raison seule ne suffit pas pour nous donner lieu de regarder quelcun comme notre Ennemi déclaré. Je conviens donc, que, dans l'Etat Naturel, l'Obligation où chacun est de pratiquer envers les autres les Devoirs de la Loi Naturelle, n'est pas un aussi bon garant de notre sûreté, que la protection & la défense qu'on trouve dans les Sociétez Civiles. Mais il faut avouer aussi, que les sujets de défiance ne sont pas si grands ni si ordinaires parmi ceux qui vivent dans la Liberté Naturelle, que chacun doive traiter les autres en ennemis. En effet, lors que l'on se voit en main des forces égales, ou même supérieures à celles d'un autre; lors qu'il nous témoigne & par des paroles, & par des Conventions, la volonté qu'il a de vivre en paix avec nous, & qu'il nous en a même donné des preuves & des assurances réelles; en vertu de quoi regarderoit-on un tel homme comme notre Ennemi? Ou comment est-ce que de simples soupçons d'une amitié feinte, ou d'un changement de disposition à notre égard, pourroient nous fournir un sujet raisonnable de le prévenir? Cela est encore beaucoup plus évident, quand il s'agit des Etats ou des Peuples entiers, qui vivent les uns par rapport aux autres dans la Liberté Naturelle. Car tout le monde regarde comme une injustice criante l'entreprise d'un Souverain, qui tâche de s'emparer, ou par force, ou par surprise, d'un autre Etat, qui ne lui a fait ni bien ni mal, & à plus forte raison s'il en a reçu des marques d'amitié par quelque Traité, & par des effets réels; qui tâche, dis-je, de l'envahir par cette seule raison, qu'ils n'ont point de Maître commun, qui puisse punir & réprimer l'Offenseur. D'où il paroît, que, dans l'Etat Naturel, les Loix de la Nature ne sont nullement muettes & sans effet, comme le prétend (d) *Hobbes*; quoi qu'il y ait beaucoup plus de sûreté à les pratiquer dans une Société Civile, où l'on peut, avec l'aide du Magistrat, forcer les autres à se conduire d'une manière qui reponde à ce que l'on fait de son côté pour entretenir la paix. Tout ce que nous avons dit, n'empêche pas néanmoins qu'il ne soit de la Prudence, non seulement de se précautionner de bonne heure contre les pernicioeux dessein des Méchans connus pour tels; mais encore de penser toujours, que ceux qui paroissent Gens de bien peuvent cesser de nous donner d'eux une opinion si avantageuse, & que leur Probité est sujette au changement. Or on ne sauroit trouver rien qui soit généralement plus propre à nous mettre en sûreté, que l'établissement des Sociétez Civiles.

§. IX. DE PLUS, quoi que, selon les maximes du Droit Naturel, ceux qui ont ensemble quelque différent, doivent ou s'accommoder entr'eux à l'amiable, ou en remettre la décision à des Arbitres; cela ne suffit pas pour le maintien de la Paix. Car ceux qui se portent à violer les autres Loix de la Nature, ne sont pas plus de scrupule de courir d'abord aux armes, sans se mettre en peine de tenter auparavant la voie des Arbitres. D'ailleurs, comme c'est par une simple Convention que l'on s'en rapporte au jugement d'un Arbitre; si l'une des Parties n'est pas satisfaite de la sentence, il ne lui sera pas difficile de s'en moquer, lors qu'elle se sentira assez de force pour pouvoir le faire impunément; d'autant mieux qu'un Arbitre n'a pas l'autorité nécessaire pour obliger les Parties

(b) Voiez *Platon*, de *Repub.* Lib. II. p. 593. B. Ed. *Wechel.*

(c) De *Civ.* Cap. III. §. 27.

(d) Cap. V. §. 21.

La voie des Arbitres, & les Conventions, ne suffisoient pas non plus pour cet effet.



à en passer, bon-gré mal-gré qu'elles en aient, par ce qu'il a prononcé. Lors donc que l'on vit dans l'indépendance de l'Etat Naturel, la Prudence veut certainement, que l'on ne se fie pas trop à de simples Conventions, & à la bonne foi d'autrui: mais que l'on fasse son compte, que les Traitez, qui s'observent le plus religieusement, ce sont ceux où les deux Parties trouvent leur avantage, & dont la violation par conséquent seroit préjudiciable à l'une & à l'autre; ou bien ceux qui se font entre des Contractans, dont l'un est assez fort pour contraindre aisément l'autre à tenir ce qu'il a promis. En effet, lors que l'infidélité peut apporter quelque profit, sans avoir à craindre aucun mal, on passeroit pour fort, de se croire assez en sûreté à l'abri du simple terme de Convention. Cela se voit tous les jours par la manière dont les Souverains agissent les uns envers les autres. Lors qu'un Prince a rompu ses engagements avec un Allié, il cherche à s'unir avec un autre. Par où il ne condamne pas toujours tacitement sa perfidie, comme s'il cherchoit dans cette nouvelle Alliance un azile contre la juste punition qu'il appréhende de la violation de l'ancienne: mais, comme d'ordinaire les Etats mesurent principalement à leur utilité particulière les engagements où ils entrent par des Traitez, il renonce à une Alliance inutile ou préjudiciable, pour en embrasser une autre plus avantageuse. C'est avec un tel adoucissement que l'on peut admettre le principe de *Hobbes* (a); *Que, dans l'Etat Naturel, les Conventions, où les deux Contractans se fient à la simple parole l'un de l'autre, sont nulles & sans force.* C'est-à-dire, que, malgré la pensée spécieuse d'un Historien Latin, qui dir, (1) *Que chacun est bien aisé d'en être crû sur sa parole, & que le plus souvent la confiance que l'on témoigne y avoir, l'engage à la tenir avec plus de soin:* il est néanmoins beaucoup plus sûr, dans l'état de la Liberté Naturelle, d'avoir devant les yeux cette maxime commune: (2) *En se fiant à autrui, on perd son bien: en ne s'y fiant pas, on ne risque rien.*

(a) De Cive, Cap. II. §. 11.

La diversité des goûts & des sentimens est aussi un obstacle à la tranquillité du Genre Humain, dans l'indépendance de l'Etat Naturel.

§. X. UNE autre raison, qui fait voir, que la Loi Naturelle toute seule ne suffisoit pas pour entretenir la paix parmi le Genre Humain; c'est que, dans l'Etat Naturel, chacun n'ayant que ses propres forces pour se conserver & se défendre, prononce aussi décisivement sur les moeurs, dont il doit se servir pour cet effet, & se conduit absolument à sa fantaisie. Or qui ne sait, quelle prodigieuse diversité de (1) goûts & de sentimens il y a parmi les Hommes? On en voit très-peu, qui aient assez de pénétration pour découvrir d'eux-mêmes ce qui est véritablement avantageux pour la conservation du Genre Humain en général, & de chaque Homme en particulier; ou assez de courage pour y conformer constamment toutes leurs actions. Il y a un grand nombre de gens si stupides, que les erreurs les plus grossières s'insinuent sans peine dans leur Esprit, & y prennent la place de la Raison. La plupart se laissent emporter à l'impétuosité aveugle de leurs Passions, au gré de leur caprice, ou à la fausse lueur d'une utilité apparente. Dans cette différence d'opinions, & d'attachemens, peut-il y avoir de paix ou d'union bien assurée, pendant que les Sots, aussi bien que les Sages, trouvent leur sentiment mieux fondé que celui de tout autre, & que les premiers ne daignent pas plus se conduire par le conseil des derniers, que ceux-ci ne se croient obligés de suivre le leur? Comme donc la Raison toute seule, telle qu'elle se trouve dans chaque personne, ne sauroit accorder une si grande diversité de sentimens, qui sont même souvent opposés les uns aux autres; il faut chercher une autre voie pour les réduire à quelque harmonie (2), & pour déterminer efficacement les volontés des Hommes à tenir leurs engagements, sans quoi l'on n'auroit pas lieu de compter beaucoup

§. IX. (1) *Vult sibi quisque credi, & habita fides ipsam plerumque obligat fidem.* Tit. Liv. Lib. XXII. Cap. XXII.

(2) *Πῶς ἄριστον ὁρᾶται, ἀνίστη δὲ ὁρῶσα.* Theophrastus, vers. 830.

§. X. (1) Je rapporterai ici une belle pensée de Mr. de la Bruyère, au Chap. de l'Homme, pag. 337. Ed. de Bruxelles, 1697. « L'on demande pourquoi tous les hommes ensemble ne composent pas comme une seule Nation, & n'ont point voulu parler une même

„ Langue, vivre sous les mêmes Loix, convenir en-  
„ tre eux des mêmes usages & d'un même culte: & moi,  
„ pensant à la contrariété des esprits, des goûts, & des  
„ sentimens, je suis étonné de voir jusques à sept ou  
„ huit personnes se rassembler sous un même toit, dans  
„ une même enceinte, & composer une seule Famille.

(2) Le reste de cette période, est tiré de l'Abbrégé de l'Art. Tom. & Civ. Lib. II. Cap. V. §. 8.

coup sur toutes les Promesses que les autres peuvent nous faire de nous prêter leur secours.

§. XI. ENFIN, il est bien vrai, & la chose parle d'elle-même, que ceux qui violent la Loi Naturelle, nuisent beaucoup par là à leur propre bonheur, dont l'avancement dépend du secours d'autrui, & s'exposent à de grands maux & à de grands dangers. La Loi Naturelle est même accompagnée, dans la Conscience des Hommes, d'un sentiment assez vif, qui leur persuade, que ceux qui, au mépris de ses maximes, insultent insolument leur prochain, ne demeureront pas (a) impunis; de sorte que notre propre intérêt nous engage manifestement à pratiquer les Loix de la Sociabilité. Mais, avec tout cela, les impressions de la Loi Naturelle ne sont pas assez fortes, pour procurer la paix & le repos du Genre Humain. Car outre que, par un effet de l'éducation & de la coutume, qui étouffe ordinairement les lumières de la Raison, la Multitude ne se conduit que par instinct & par passion; la plupart des Hommes tout occupés du présent, ne pensent presque point à l'avenir, & uniquement touchés de ce qui frappe les Sens, ne portent guères leurs vûes plus haut. De là vient qu'un grand nombre de gens craignent beaucoup plus les peines, dont les Loix Humaines menacent ceux qui y contreviendront, que les châtimens du Ciel, qui sont pourtant ce qu'il y a de plus terrible. Comme la Vengeance Divine (b) marche d'ordinaire fort lentement, & agit même souvent par des voies imperceptibles (c); cela donne lieu aux Méchans de rapporter à d'autres causes les maux que souffrent les Impies. D'autant mieux que souvent les plus scélérats sont abondamment pourvus des choses, dans lesquelles le Vulgaire fait consister la félicité, pendant que les gens de bien se trouvent exposés à plusieurs afflictions & à plusieurs disgrâces: d'où les esprits mal faits & vicieux prennent plaisir à inférer, que la Vertu n'est pas capable de rendre heureux. Ajoûtez à cela, que les remors de la Conscience, qui précèdent le crime, ne sont pas (1) si vifs que ceux qui viennent après, c'est-à-dire, lors qu'il n'est plus tems: car il est impossible que ce qui a été une fois fait, ne l'ait pas été (d). Ces remors d'ailleurs ne tombant pas sous les Sens, ne sont guères capables de faire impression sur les autres, qui ne voient pas le cœur de celui qui en est tourmenté, & de les détourner du crime par son exemple. Pour réprimer donc la malice humaine, il n'y avoit point de moyen plus efficace que l'établissement des Sociétés Civiles. Ceux qui ont fait des Loix & des Coutumes, disoit très-bien un ancien Philosophe (2), & qui ont établi des Souverains & des Magistrats, nous ont procuré une grande sûreté, & un grand repos, & ont banni de notre vie les troubles & les désordres. Si l'on abolissoit ces établissemens salutaires, nous vivrions comme les Bêtes, & l'on se dévoreroit presque les uns les autres. C'est en vain que Plutarque critique ces judicieuses paroles: il faut connoître bien peu les Hommes, pour s'imaginer, comme il fait, que, sans le frein des Loix, les Préceptes Moraux d'un Parménide, d'un Socrate, d'un Héraclite, d'un Platon, auroient assez de vertu pour entretenir l'ordre & la paix dans le monde. Je veux que les Philosophes ne fussent point tentés alors de vivre d'une manière moins réglée, qu'ils ne faisoient auparavant; qui est ce en quoi (e) Aristippe prétendoit qu'ils surpassent les autres. Mais à quels excès ne se porteroient pas les gens du commun, c'est-à-dire la plus grande partie du Genre Humain; qui étant abandonnés à eux-mêmes, ne suivent que leurs Passions, ou leur caprice? Concluons, avec Quintilien (3), qu'il faut retenir par la Crainte, ceux que l'on ne peut ramener à leur devoir par la Raison.

Autres raisons, qui prouvent, que la Loi Naturelle n'est pas un frein assez fort pour retenir la malice humaine.

(a) Voyez Claudian. de IV. Consul. Honorii, vers. 204. & seqq. & ce que dit Hobbes, des Peines Naturelles, dans son Léviathan, Cap. XXXI. vers la fin.

(b) Voyez Casar, de Bell. Gall. Lib. I. Cap. XIV. num. 5.

(c) Voyez Ecclesiast. VIII, 11. & Plutarque, de sera Numini vindicta, p. 548. D. E.

(d) Plutarque. ibid. p. 555. E.

(e) Voyez Hefychius.

§. XI. (1) *Mali humanis ingenii natura consuevit, quod plerumque non futura, sed transacta perpendimus.* Q. Curt. Lib. VIII. Cap. II. C'est-à-dire, selon Vaugelas: „Il faut confesser, que la Nature, qui a fait de si grands avantages à l'homme, lui a laissé pourtant cette foiblesse, qu'il considère moins les choses avant que de les faire, qu'après qu'elles sont faites.

(2) *Ὅτι ἂν βίον, οἱ νόμοι διατάξαντες καὶ θέματα, καὶ τὸ βασιλευῖν τὰς πόλεων καὶ δεξιὰν κατασκευάσαντες, οἱ πολλοὶ ἀσφάλειαν καὶ ἡσυχίαν ἔδωκεν, καὶ θορότητα ἀπὸ λαβῆναι. οἱ δὲ τίς τὰντα ἀναρίστη, θορότην βίον βιωσόμεθα.* Colotes apud Plutarque, pag. 1124. D.

(3) *Nam qui ratione eraduci ad meliora non possunt, solo metu continentur.* Inst. Grat. Lib. XII. Cap. VII.

## CHAPITRE II.

*De la constitution intérieure des Etats.*

Il a fallu chercher dans les Hommes même un remède efficace contre la malice humaine.

§. I. **IL FAUT** maintenant examiner avec soin la constitution intérieure des Etats. Le seul expédient que l'on ait pu imaginer pour se mettre à couvert des effets de la malice d'autrui, autant du moins que la condition humaine le permet; c'a été de se procurer certains secours capables de rendre les entreprises d'un agresseur si périlleuses, qu'il jugeât plus avantageux pour lui de laisser les autres en repos, que de les insulter, de vivre en paix avec eux, que de leur faire la guerre: car rien ne donne plus de hardiesse aux Méchants, que l'espérance de l'impunité. Or on ne sauroit trouver un tel secours dans les retranchemens d'un lieu fortifié par la Nature, ou par l'Art. Car, outre qu'il faudroit n'en sortir presque jamais, ce qui seroit une espece de prison; une seule personne ne pourroit guères bien le défendre. Que si elle se joignoit avec d'autres, elle n'oseroit s'y fier, sans avoir quelque autre rempart contre leur trahison & leur perfidie. Les armes sont à la vérité de quelque usage, mais elles ne suffisent pas pour promettre à un homme seul une sûreté de longue durée, sur tout contre les entreprises de plusieurs autres qui viendroient à se liguier contre lui. Il y a aussi (1) des Bêtes, dont on peut se servir en quelque manière pour la défense: mais ce secours n'est ni fort considérable, ni bien assuré, ni capable de nous mettre à l'abri de tous les maux qui sont à craindre de la part d'autrui; & il y a même des Bêtes, qu'une seule personne ne sauroit dresser à un tel service. Pour se mettre donc en sûreté, il ne restoit plus d'autre parti à prendre, que de se joindre plusieurs ensemble pour s'entre-secourir, de telle manière que la conservation des uns dépendit de la conservation des autres, afin que, par cette union de forces & d'intérêts, on fût en état de repousser les insultes, dont on n'auroit pu se garantir chacun en particulier (2).

(a) Voyez *Hobbes, de Cive*, Cap. VI.

Pour cet effet il est nécessaire que plusieurs se joignent ensemble.

§. II. **OR** il est clair, que deux ou trois personnes ne suffisent pas pour se procurer mutuellement un tel secours: car en ce cas-là un agresseur n'auroit qu'à prendre avec lui un autre scélérat, ou quelque peu de gens comme lui, pour se promettre une victoire certaine; de sorte que l'espérance du succès & de l'impunité donneroit de la hardiesse à ceux qui se verroient tant soit peu supérieurs en nombre. Il faut donc que ceux qui s'unissent pour leur défense mutuelle, soient en assez grand nombre, pour qu'un Ennemi n'acquière pas sur eux un avantage de quelque conséquence, par la jonction de quelque peu de gens; c'est-à-dire que, pour former un Etat (1), il faut une multitude considérable. D'où il s'ensuit encore, que la juste grandeur d'un Etat doit être proportionnée aux forces des Etats voisins. Ainsi ceux qui passoient autrefois pour grands, lors qu'il y en avoit un nombre infini dans le monde, ne peuvent qu'être regardez comme trop petits, depuis la fondation des vastes Roiaumes, & des grands Empires (2).

§. III.

§. I. (1) On parle, ajoutoit notre Auteur, de quelques Chiens, qui servent aux Espagnols contre les Américains. *Gom. Hist. gen. Ind. Occid.* Cap. XLIV. & LXV. Voyez *Montagne*, Essais, Liv. II. Chap. XII. pag. 336. On assure aussi, que l'Empereur de l'île de Ceylan a dans sa Capitale de Candi ou Candea, une garde de cent Elephans, qui font la ronde toutes les nuits par la ville, & qui font l'office de Bourreaux, quand il y a quelque Criminel à exécuter.

§. II. (1) Platon dit, que le nombre des gens, qui composent un Etat, doit être proportionné à l'étendue des terres qu'il occupe, & à la grandeur des Etats voisins. Il ne faut pas qu'il contienne plus de monde, que n'en peuvent nourrir les revenus des terres, à vivre avec une honnête économie. Mais il est nécessaire, qu'il

soit assez peuplé, pour n'être pas entièrement dans l'impuissance de se défendre contre les insultes des Etats voisins, & de donner même du secours à ceux qu'il verroit injustement attaquer. "Ὅρα δὲ ὅτι οὐκ ἔστιν ἄλλος ὁρῶν γένειον δι' ἀρχαίς, ἢ πρὸς τὴν γῆν καὶ τὰς ἀλλοτρίους πόλεις. καὶ οὐκ ἔστιν ἄλλος ὁρῶν τὴν πόλιν, ἢ πρὸς τὴν γῆν καὶ τὰς ἀλλοτρίους πόλεις. καὶ οὐκ ἔστιν ἄλλος ὁρῶν τὴν πόλιν, ἢ πρὸς τὴν γῆν καὶ τὰς ἀλλοτρίους πόλεις. καὶ οὐκ ἔστιν ἄλλος ὁρῶν τὴν πόλιν, ἢ πρὸς τὴν γῆν καὶ τὰς ἀλλοτρίους πόλεις." *De Legibus*, Lib. V. p. 845. E. Edit. Wachel.

(2) L'Auteur appliquoit ici ce passage de Plin le Jeune, dans son Panegyrique de Trajan, Cap. LXI. num. 2. *Accidit quidem, ut corpora quamlibet ardua & excelsa prioribus admodum decrefcant &c.*

§. III. DE PLUS, il faut que ceux qui entrent dans une société de cette nature, viennent tous ensemble des moyens les plus propres pour parvenir au but de leur confédération. Car, quelque grand que fût leur nombre; si chacun prétendoit suivre son jugement particulier dans la manière de travailler à la défense commune, on ne feroit que s'embarrasser les uns les autres, & rendre la confédération inutile, par les mesures différentes, & souvent opposées, que l'on prendroit en même tems. Il pourroit bien arriver, en certaines occasions, que l'espérance de la victoire, & l'avidité du butin, ou une ardeur de vengeance, animeroient assez uniformément les esprits, soit pour quelque action subite (a), ou pour quelque coup prémédité, comme on le voit souvent dans les séditions populaires. Mais par tout ailleurs la diversité des goûts & des sentimens, la jalousie & l'envie naturelle des Hommes, leur légèreté & leur inconstance, les désuniroit si fort, qu'ils ne voudroient plus ni s'entre-séjourner, ni vivre en paix les uns avec les autres (b). D'où il s'ensuit encore, qu'une telle Société ne subsisteroit pas long-tems, sans quelque frein commun, ou quelque crainte qui réprimât la démanaison que chacun des Membres pourroit avoir de se dédire à sa fantaisie, & pour son intérêt particulier, de ce dont ils seroient une fois convenus; & qu'ainsi une simple Convention ne suffit pas pour les porter efficacement à rapporter toutes leurs actions au Bien Public.

§. IV. POUR éclaircir cette matière, *Hobbes* recherche les principes de l'union de certaines sortes de Bêtes, qui paroissent capables de quelque Société à leur manière; telles que sont sur tout les Abeilles, & les Fourmis (a). Car quoi qu'elles soient destinées de Raison, & qu'ainsi elles ne puissent point faire ensemble des Conventions, ni se soumettre à un Gouvernement; néanmoins, par un effet de leur accord naturel à rechercher & à fuir les mêmes choses, elles dirigent leurs mouvemens à une fin commune, en sorte que leurs troupes ne sont sujettes à aucune sédition. Il ne sera pas inutile d'examiner, d'où vient qu'il n'en va pas de même parmi les Hommes, & qu'au contraire une grande multitude de gens ne sauroit demeurer long-tems en paix dans un même endroit, sans quelque espèce de Gouvernement. Je dis donc, que la raison pourquoi la sage Providence du Créateur a mis dans la nature de ces petits Animaux une certaine disposition à vivre en troupes, c'est qu'au lieu que les autres sortes d'Insectes meurent presque tous à l'entrée de l'Hiver, ou subsistent du moins sans aucune nourriture étrangère; ceux-ci ont besoin de ramasser de quoi vivre pour cette rigoureuse saison, & de conserver leurs provisions; ce qui leur est beaucoup plus facile en se joignant plusieurs ensemble, que si chacun travailloit en son particulier. D'où il paroît, que le but de l'attroupement des Fourmis & des Abeilles est bien différent de celui des Sociétés Civiles, & qu'il n'y a entr'eux qu'une espèce de communauté de biens. *Hobbes* allègue une autre raison, c'est que le Gouvernement de ces petits Animaux n'est qu'un simple accord, ou un concours de plusieurs volontés à rechercher un même objet, & non pas une seule volonté, comme dans les Sociétés Civiles; c'est-à-dire, que chacun de ces Insectes travaille en son particulier, & par son propre Instinct, à ramasser en commun de quoi subsister, sans que néanmoins tous leurs mouvemens soient réunis en un seul, comme le sont les volontés des Membres d'un Etat, dans lequel ce qui a été résolu par une seule personne, ou une Assemblée composée d'un certain nombre de gens, passe pour une délibération unanime de tous en général & de chacun en particulier. Si l'on veut savoir, pourquoi dans ces Créatures, qui n'ont en partage que les Sens & l'Appétit, une simple conformité de penchans se trouve par elle-même si constante & si invariable, qu'il n'est pas besoin d'autre chose pour l'entretenir; en voici les raisons, selon le même Auteur. 1. Il n'y a point, parmi les Bêtes, de contestations au sujet des Honneurs & des Dignitez, qui produisent parmi les Hommes l'Envie, la Jalousie, & la Haine. 2. Les desirs naturels de toutes les Abeilles, par exemple, & leur jugement sensuel, pour ainsi dire, sont parfaitement semblables, & tendent tous au bien commun, qui, parmi elles, n'est pas différent

Cela doit se faire d'un commun consentement, soutenu de quelque crainte, qui retienne les Citoyens.

(a) Voyez *Tacite*, Annal. Lib. I. Cap. XXXII.

(b) Voyez ce que dit *Polybe*, Lib. VI. Cap. XLV. au sujet des défauts de la République d'Athènes.

Quelle différence il y a entre une troupe d'Abeilles, & une Société Civile? (a) *De Cive*, Cap. V. §. 5.

du (1) bien des Particuliers: tout ce qu'elles souhaitent, c'est d'avoir leurs ruches pleines. Au lieu que, parmi les Hommes, autant de têtes, autant de sentimens; & rien ne passe presque pour un bien dans leur esprit, que ce en quoi le possesseur trouve quelque avantage, que les autres n'ont pas. 3. Les Animaux destituez de Raison ne voient, ou ne croient voir aucun défaut dans le (2) Gouvernement de leurs petites Sociétés; car ils ne les ont pas formées par une mûre délibération, mais uniquement par un Instinct naturel, & ils ne sont pas capables de les comparer avec d'autres Sociétés. Il n'y a point d'Abeille qui ait la moindre envie de construire ses cellules autrement que de figure hexagone. Au lieu que, dans les Sociétés Humaines, on voit bien des gens qui croient être plus sages & plus éclairés que tous les autres, trouvent à dire au Gouvernement présent, & tâchent de le changer à leur fantaisie, les uns d'une façon, les autres de l'autre, selon la diversité des goûts: ce qui produit des divisions, & enfin des Guerres Civiles. 4. Quoi que le cri des Bêtes puisse leur être de quelque usage, pour se faire connoître entr'elles leurs passions, du moins les plus violentes; elles ne savent ce que c'est que l'Art de la Rhétorique, qui est nécessaire pour éteindre les Passions, parce qu'elle fournit des tours pour déguiser les choses, en représentant le Bien, ou le Mal, plus ou moins considérables qu'ils ne le sont effectivement; ou en faisant prendre le change, & regarder le Bien comme un Mal, ou le Mal au contraire comme un Bien. Mais la langue de l'Homme est quelquefois une trompette, pour ainsi dire, de séditions & de guerres: elle peut non seulement publier de fausses maximes de Morale & de Politique, mais encore les insinuer & les persuader à la faveur des artifices de l'Eloquence, & inspirer des sentimens très-contraires au repos de la Société. Et ce n'est pas sans raison qu'un ancien Comique (b) a dit de *Périclès*, que, par ses Harangues, *il jettoit des éclairs, il tonnoit, il foudroioit, il confondoit toute la Grèce*. 5. Les Bêtes ne distinguent pas l'outrage ou le mépris, d'avec le simple dommage; ou plutôt elles n'ont aucune sensibilité pour le mépris & les affronts. Pourvu qu'elles trouvent de quoi satisfaire aux nécessitez de leur corps, elles ne s'embarrassent point de ce que font leurs compagnes, & ne leur vont point chercher querelle. Au lieu que, dans la Société Humaine, les gens les plus incommodes à l'Etat, & le plus capables de le troubler, ce sont ceux qui auroient le plus de sujet de se tenir en repos: car on ne pense pas à briguer des honneurs & des dignitez, sans s'être auparavant mis à couvert de la faim & des injures de l'air. 6. Enfin l'accord de ces sortes de Bêtes est purement Physique; au lieu que le consentement des Hommes étant formé par quelque Convention, est un accord artificiel, ou plutôt Moral, qui ne détruit nullement la diversité des esprits, & le pouvoir de violer les engagements où l'on est entré. On peut ajouter à tout ce que je viens de dire après *Hobbes*, que le Roi des Abeilles n'a point d'aiguillon: d'où il paroît, qu'il n'y a point entre elles de Pouvoir Souverain proprement ainsi dit, & par conséquent point (c) de Gouvernement, puis que le Pouvoir Souverain est l'ame d'un Etat. Il faut bien remarquer aussi, que toute cette comparaison entre une multitude d'Hommes, & une troupe d'Abeilles, ne se fait que pour mieux montrer la raison pourquoi, sans la Souveraineté, un grand nombre de gens ne pourroient pas vivre long-tems ensemble en bonne intelligence, & dans une société paisible. Car nous ne prétendons pas, que ces inclinations vicieuses, qui sont des semences de discorde, agissent avec la même force dans chaque personne; ni que la droite Raison ne nous fournisse point de preuves tirées de la nature même de l'Homme, pour nous persuader, qu'il n'y a point d'Animal qui doive être porté, autant que lui, à aimer ses semblables, & à vivre en paix avec eux. Ainsi ce

(b) *Aristoph.* *Acharn.* Voiez *Plin.* Lib. I. Ep. XX. num. 17. & *segg.* Ed. Cellar.

(c) Quoi que, par un grand miracle de la nature, tout l'essaim se disperse, aussi-tôt que le Roi disparaît. Voiez *Senec. de Clementia*, Lib. I. C. IV. & XIX. Voiez aussi *Xenoph.* *Cyrop.* Lib. V.

§. IV. (1) Notre Auteur citoit ici ces paroles de *Marc Antonin*, par lesquelles néanmoins cet Empereur veut seulement donner à entendre, que ce qui n'est pas utile à la Société, ne sauroit être véritablement utile aux Particuliers, qui en sont Membres. *Tò πρὸς τὴν κοινὴν οὐκ ὠφέλιμον, οὐδὲ τῇ μὲντοι κοινῇ.* Ce qui n'est pas utile à

l'essaim, ne l'est pas non plus à l'abeille. Lib. VI. §. 54. Voiez Lib. V. §. 22.

(2) Ou plutôt ce prétendu Gouvernement n'est qu'une chimère. Voiez le *Discours sur le Gouvernement*, par *Algernon Sidney*, Chap. II. Sect. VIII.

que dit un (d) Auteur Anglois, pour rétorquer les six raisons de *Hobbes*, ne fait rien contre nous, si l'on considère bien dans quelle vûe nous nous en sommes servis. *L'Homme*, dit-il, aime l'Honneur: or l'Honneur provient naturellement de la bienveillance que l'on témoigne envers les autres. *L'Homme* comprend mieux, qu'aucun autre Animal, toute la vertu qu'a le Bien Public de procurer & d'assurer son intérêt particulier. Il a l'usage de la Raison, qui le dispose également & à obéir, & à commander, selon qu'il se trouve appelé à l'une ou à l'autre de ces conditions. Il fait perfectionner & polir sa Raison par des discours très-propres à ce dessein. Il connoit la Loi, & par là il distingue une injure, d'avec un simple dommage causé sans mauvais dessein. Enfin, lors que les Hommes ont fait ensemble quelque Convention, la Nature leur donne non seulement assez de constance pour persister dans leurs engagements, mais encore l'Art venant au secours de la Nature leur fournit une infinité d'expédiens pour se précautionner contre les cas imprévus; & l'invention de l'écriture fait même subsister l'effet de ces Conventions au delà de la vie d'une personne. Voilà qui est bien: mais cela ne porte point contre moi, tant qu'on n'aura pas prouvé, que, dans une grande multitude indépendante d'un maître commun, quelque peu de gens ne suffisent pas pour causer des désordres & des troubles; ou que tous les Hommes sont sages, c'est-à-dire, comprennent très-distinctement les maximes de la droite Raison, & domtent toutes leurs Passions, & tous leurs mauvais desirs. En vérité, ce seroit bâtir la Société Civile sur des fondemens bien ruineux, que de compter trop sur la probité des Hommes, & de juger par soi-même de tous les autres, sur tout de la vile populace.

§. V. POUR découvrir donc ce qui peut maintenir pendant long-tems l'accord d'un grand nombre de gens, réunis en une même société, il faut bien considérer de quelle manière les Hommes sont faits ordinairement. On remarque en eux deux obstacles principaux, qui sont que plusieurs personnes ne peuvent guères agir long-tems de concert pour une même fin. Le premier, c'est la diversité prodigieuse d'inclination & de sentimens, accompagnée ordinairement d'un grand défaut de pénétration, qui empêche la plupart des gens de discerner ce qui est le plus avantageux pour le but que l'on se propose en commun; & d'une opiniâtreté extrême à soutenir ce que l'on s'est une fois mis dans l'esprit, de quelque manière que ce soit. L'autre, c'est la nonchalance & la répugnance même avec laquelle on se porte à faire ce qui est avantageux à la Société, tant qu'il n'y a point de force supérieure qui puisse nous obliger, bon-gré malgré que nous en ayons, à faire nôtre devoir. Pour remédier au premier inconvénient, il faut unir pour toujours les volontez de chacun des Membres de la Société, en sorte que désormais tous ensemble n'aient plus qu'une seule & même volonté en matière des choses qui se rapportent au but de la Société. Et pour lever l'autre obstacle, il faut établir un Pouvoir Supérieur, soutenu des forces nécessaires pour faire souffrir un mal présent & (a) sensible à quiconque entreprendra d'agir contre l'utilité commune.

A l'égard de l'union des volontez, elle ne sauroit à la vérité se faire de telle sorte, que toutes les volontez se confondent physiquement en une seule; ou qu'une seule personne ayant commencé à vouloir, tous les autres cessent de faire usage de leurs volontez; ou que la diversité naturelle des inclinations & des sentimens soit détruite en aucune manière, & réduite à une harmonie constante & perpétuelle. Mais on conçoit que plusieurs volontez s'unissent, lors que chacun soumet sa volonté particulière à la volonté d'une seule personne, ou d'une Assemblée composée d'un certain nombre de gens, en sorte que toutes les résolutions de cette personne, ou de cette Assemblée, au sujet des choses nécessaires pour la sûreté & l'utilité commune, passent pour la volonté de tous en général & de chacun en particulier: car on est censé vouloir ce que veut un autre, à la volonté de qui l'on a soumis la sienne (b).

Par la même raison, le Pouvoir Supérieur, qui doit tenir dans la crainte tous les Membres de la Société, n'est pas non plus de telle nature, que chacun communique physique-

(d) *Cumberl. de Leg. Natur. Cap. II. §. 22.*

Pour former un Etat, il faut une union de volontez, & de forces.

(a) Voyez *Cicer. Tuscul. Quæst. Lib. IV. Cap. XX.*

(b) Voyez *Aristot. Polit. Lib. I. Cap. XII. p. 118.*

ment ses propres forces à une seule personne, en sorte qu'après cela il demeure entièrement sans vigueur & sans action. Mais une seule personne est censée avoir en main les forces de tout le Corps, lors que tous en général, & chacun en particulier, s'engagent à ne faire usage de leurs propres forces, que de la manière qu'elle le trouvera bon.

C'est de cette *union de volontez & de forces* que résulte le Corps Politique, que l'on appelle un *Etat*, & qui est la plus puissante de toutes les Sociétez & de toutes les *Personnes Morales*. Pour en mieux pénétrer la constitution, il faut remarquer, que la soumission des volontez ne détruit pas, dans les Sujets, la Liberté naturelle de la Volonté, en sorte qu'ils ne puissent pas *de facto* reprendre ce qu'ils ont une fois donné, & refuser l'obéissance qu'ils ont promise. Le Souverain n'est pas non plus physiquement revêtu des forces & des facultez de ses Sujets, comme nous l'avons dit ci-dessus; en sorte que ses bras, par exemple, reçoivent toutes les forces des bras de ses Sujets. Mais il y a deux poids, pour ainsi dire, qui entraînent les volontez & les forces des Sujets, & qui les portent à se conformer à sa volonté. Le premier, c'est l'engagement même, par lequel ils se sont soumis à son empire; engagement, auquel l'Autorité Divine, & la religion du Serment, ajoutent beaucoup de force, sur tout par rapport à ceux qui ont été bien élevés, & qui comprennent toute la nécessité & l'utilité du Gouvernement Civil. Pour les esprits méchants & malfaits, sur qui ces motifs ne font aucune impression, & qui au contraire regardent sottement le Gouvernement Civil comme une chose inventée afin de satisfaire l'ambition de quelque peu de gens, par l'oppression des autres; ou qui ont de la répugnance à s'acquitter de leur Devoir: il y a pour ceux-ci un autre poids, qui les contraint à obéir au Souverain, je veux dire, la crainte de la peine, & une force extérieure. Or comme ce qui met un Souverain en état de contraindre les rebelles, c'est que les autres Sujets lui prêtent leurs forces; autrement il ne seroit pas plus fort que le moindre de ses Sujets: la prompte obéissance des bons Citoyens lui donne le moyen de réprimer les méchants. Du reste, pour peu qu'un Souverain légitime témoigne d'attachement (1) à son Devoir, il lui est aisé d'avoir en main la plus grande partie des forces de l'Etat. Car il a toujours lieu d'espérer, que le plus grand nombre de ses Sujets respecteront l'autorité divine, & la sainteté du Serment & de la foi qu'ils lui ont donnée. La plus grande & la meilleure partie du Peuple a aussi toujours intérêt au maintien de la tranquillité de l'Etat, & de l'autorité d'un Souverain légitime. D'ailleurs, il n'est point de Souverain qui ne puisse mettre en usage quelques moyens très-propres à affermir considérablement son empire; comme, par exemple, d'avoir des Places bien fortifiées, & de tenir toujours sur pied des troupes, qui soient particulièrement attachées à ses intérêts: car avec ces secours il peut brider la plus nombreuse multitude, sur tout si elle est sans armes, & répandue dans une vaste étendue de Pais, & qu'il prenne de bonnes précautions pour empêcher qu'il ne s'y forme des factions & des cabales.

Cette union se fait par quelque Convention.

§. VI. POUR bien comprendre la nature de l'union qui constitue les Sociétez Civiles; il faut savoir, que, tant que plusieurs *Personnes Physiques* ne sont pas jointes en une seule *Personne Morale*, elles n'agissent & ne contractent aucune obligation que chacune pour soi, & de son chef; en sorte qu'il y a autant d'actions & d'obligations particulières, qu'il y a d'individus. Il est vrai que souvent on donne à un certain nombre de gens, qui n'ont ensemble aucune liaison Morale, le nom de *Multitude*, qui semble emporter quelque union. Mais si l'on y fait bien réflexion, on trouvera qu'alors ce n'est pas un terme collectif, ou qui désigne une seule idée composée de plusieurs autres, comme, par exemple, une *Armée*, une *Flotte*, un *Sénat*, une *Assemblée du Peuple* &c. & que l'on donne à entendre par là simplement un amas de plusieurs choses, sans considérer si elles sont de même ou de différente nature, rassemblées ou dispersées; de sorte qu'une *Multitude*

§. V. (1) *Mr. Le Clerc* a très-bien dit (dans une addition au bas de l'article de *Calvin*, dans le Dictionnaire

de *Moréri*) que les Princes n'ont qu'à être médiocrement honnêtes gens, pour être adorés de leurs Sujets.

*Multitude de gens* ne marque pas au fond un seul Corps, mais un assemblage de plusieurs personnes, dont chacun a sa volonté particulière, & la liberté de juger selon ses idées de tout ce qui peut être proposé. Ainsi on ne sauroit attribuer à une telle *Multitude*, considérée par opposition aux Particuliers dont elle est composée, aucune action unique & distincte de l'action de chaque Individu, ni aucun droit particulier : & si quelcun étant parmi un grand nombre de gens, qui se trouvent ensemble, sans être unis en un seul Corps, ne consent point ou ne participe en aucune autre manière à un acte dont la plupart ou tous les autres même sont convenus ensemble, cet acte ne le regarde point du tout. Afin donc qu'une *Multitude de gens* devienne une seule *Personne*, à qui l'on puisse attribuer une seule action, & qui ait certains droits par opposition à chaque Particulier, il faut nécessairement que tous ces gens-là ensemble aient, d'un commun accord, *uni leurs volontez & leurs forces par le moien de quelque Convention*; sans quoi l'on ne sauroit concevoir l'union de plusieurs personnes naturellement égales.

§. VII. POUR découvrir comment cela se fait, supposons une multitude de gens, qui aiant vécu auparavant dans l'état de la Liberté & de l'Egalité Naturelle, veuillent désormais former entr'eux une Société Civile. Il faut pour cet effet, que *chacun s'engage avec tous les autres à se joindre ensemble pour toujours en un seul Corps, & à pourvoir d'un commun consentement à leur sûreté mutuelle* : (en quoi néanmoins (1) chacun se réserve ordinairement la liberté d'aller s'établir ailleurs). Cette Convention se fait ou *absolument*, & *sans réserve*, c'est à dire, quelque forme de Gouvernement qui vienne à être approuvée du plus grand nombre : ou *à condition que chacun ne sera tenu d'entrer dans la Société, qu'au cas qu'il s'accomode de la forme du Gouvernement*. Mais, de quelque manière que ce soit, la Convention doit nécessairement être accompagnée d'un consentement, exprès ou tacite, de tous en général, & de chacun en particulier : de sorte que, si quelcun de ceux, qui se trouvent alors dans le même lieu, n'est point entré dans le même engagement, il demeure hors de la Société naissante, & le consentement unanime des autres, quelque grand que soit leur nombre, ne lui impose aucune Obligation de se joindre à leur Corps, mais le laisse pleinement dans la Liberté Naturelle, en sorte qu'il peut toujours pourvoir lui-même à sa conservation de la manière qu'il l'entendra.

Cette Société, qui représente les commencemens & l'ébauche d'un Etat, étant une fois formée, il faut ensuite faire *une Ordonnance, par laquelle on règle la forme du Gouvernement*; sans quoi il n'y auroit pas moien de prendre aucunes mesures fixes pour travailler constamment à la sûreté commune. Lors qu'on est entré dans la Société absolument & sans réserve; on doit, si l'on veut demeurer dans le lieu où elle s'est établie, acquiescer à la forme de Gouvernement, qui a été choisie à la pluralité des voix, quand même on ne la trouveroit pas tant à son goût, qu'une autre. Car par cela seul que l'on n'a ajouté aucune exception à l'engagement commun, on est censé s'être soumis, du moins à cet égard, aux délibérations du plus grand nombre; n'y aiant aucun prétexte raisonnable, qui puisse autoriser un petit nombre des Membres de la Société à prétendre que tous les autres en passent par leur sentiment. Mais si l'on a stipulé, que l'on ne s'engageoit à demeurer dans la Société que supposé qu'on s'accommodât de la forme du Gouvernement; en ce cas-là le consentement du plus grand nombre n'imposera aucune Obligation à ceux qui n'auront pas approuvé expressément la forme du Gouvernement, & ne les rendra pas Membres de l'Etat, qui prend naissance.

§. VIII. APRES que l'on a établi d'un commun accord la forme du Gouvernement, il faut une autre Convention, par laquelle on choisisse une ou plusieurs personnes, à qui l'on confère le Pouvoir de gouverner l'Etat; en sorte que ceux qui sont revêtus de ce Pouvoir, s'engagent à veiller avec soin au bien & à la sûreté publique, & que les autres, de

Il intervient ici deux Conventions générales. Quelle est la première, & l'Ordonnance générale, qui la suit?

En quoi consiste la seconde Convention, qui achève de former l'Etat.

§. VII. (1) Voyez ce que l'on dira ci-après, Liv. VIII. Chap. XI. §. 2.



de leur côté, leur promettent une fidele obéissance. De là résulte pleinement cette union & cette soumission de volontez, qui acheve de former l'*Etat*, & en fait un *Corps*, que l'on regarde comme une seule Personne.

La dernière Convention ne paroît pas si évidemment dans les Etats Démocratiques, où les mêmes personnes sont Souverains, & Sujets, à divers égards; au lieu que, dans toute Convention, il faut deux personnes différentes. Car, encore qu'un seul & même homme puisse être, à divers égards, Père, Fils, Mari, Gendre, Beau-père, Marchand, &c. ces différentes manières de considérer ne semblent pas suffire ici, pour lever la difficulté: puis que, si *Pierre*, par exemple, entant que Marchand, se promet quelque chose à lui-même envisagé comme Père; ce n'est là qu'une Convention imaginaire. Mais il faut savoir, que, dans un Etat Populaire, la différence qu'il y a entre chaque Citoyen, & l'Assemblée, qui décide des affaires publiques, n'est pas fondée sur une simple manière d'envisager diversement les mêmes personnes; & que ce sont au contraire des personnes véritablement distinctes, quoi que de différente nature, qui ont chacune une volonté distincte, des actions diverses, & des droits tout differens. En effet, ce que chaque Citoyen veut, le Peuple ne le veut pas toujours. Ce que chaque Citoyen fait, n'est pas par cela seul regardé comme fait par le Peuple; & au contraire, ce que le Peuple fait n'est pas dès-lors censé fait par chaque Citoyen. Enfin, chaque Citoyen n'a pas le Pouvoir Souverain, ni même une partie, mais ce Pouvoir réside dans le Peuple. Car autre chose est d'avoir une partie de la Souveraineté; & autre chose, d'avoir le droit de suffrage dans une Assemblée revêue du Pouvoir Souverain. Ainsi rien n'empêche, qu'il ne se fasse une Convention entre chaque Citoyen, & l'Assemblée du Peuple. Il reste néanmoins ici une difficulté assez plausible: c'est qu'une telle Convention entre le Peuple, qui commande, & les Citoyens, qui obéissent, semble fort inutile; puis que, par cela seul que l'on acquiesce à une forme de Gouvernement Démocratique, on est censé soumettre sa volonté particulière à la volonté du plus grand nombre; & que d'ailleurs chacun est assez porté de lui-même, par la vue de son propre intérêt, à veiller de tout son possible au Bien Public, d'où dépend la conservation de sa personne & de ses biens. Mais, quoi que la Promesse reciproque, par laquelle les Souverains & les Sujets s'engagent expressément les uns envers les autres à se bien acquiescer de leurs Devoirs respectifs, ne soit peut-être pas si nécessaire dans les Etats Démocratiques, que dans les autres sortes de Gouvernemens; il faut pourtant de toute nécessité supposer ici une telle Convention, du moins tacite. Car soit que l'on conçoive l'établissement du Gouvernement Populaire, comme un simple accord de plusieurs volontez, ou bien comme une Convention, par laquelle chacun s'engage envers tous les autres à soumettre sa volonté aux délibérations de tout le Corps, tant qu'ils en feront de même de leur côté: tout cela, par lui-même, ne produiroit d'autre Obligation, que d'assujettir chacun à ne point prétendre changer la forme du Gouvernement, sans le consentement de tous les autres. Or, dans un Etat Populaire, les engagements des Citoyens s'étendent sans contredit plus loin. Car chacun est tenu de se soumettre aux Ordonnances faites par l'Assemblée du Peuple; comme aussi de préférer le Bien Public à son intérêt particulier, & de vaquer de tout son possible aux affaires de l'Etat (1). Autrement, sous quel prétexte pourroit-on censurer ou mettre à l'amende un Citoyen, pour ne s'être pas trouvé assidûment aux Assemblées publiques?

Mais lors que l'on établit un Gouvernement Aristocratique, ou Monarchique, cette seconde Convention, dont j'ai parlé, se découvre beaucoup mieux. Car en même tems que

§. VIII. (1) *Périclès*, dans une Harangue que lui prête *Thucydide*, (Lib. II. Cap. XL. Edit. Oxon.) dit à la louange d'*Athènes* sa Patrie, que c'est le seul Pais où tout Citoyen, fût-ce un simple Artisan, est regardé comme un Membre entièrement inutile à l'Etat, s'il n'entend les affaires publiques. *Ἐν τοῖς αὐτοῖς οἰσίαν ἕνα καὶ*

*πολιτικῶν ἐπιμέλεια, καὶ ὅτι οὐκ ἔστιν ἕνα τιποτέμνηκ, τὰ πολιτικὰ μὴ ἐπιτελεῖν γινώσκον, μόνον γὰρ τὸν τι μὲν τῶν δὲ μετιχοῦντα, ὡς ἀπεργάμονα ἀλλ' ἀχρεῖον νομίζουσιν.* Voyez ce que dit *Socrate* dans l'entretien qu'il a avec *Charmide*, rapporté par *Xénophon*, *Memorabil.* Lib. III.

que les Sénateurs, ou le Roi, à qui, l'on confère l'Autorité Souveraine, sont désignez, & ont accepté cet auguste Emploi; l'on donne & l'on reçoit la foi de part & d'autre, & l'on s'engage réciproquement à certaines choses. Avant cela, les Citoyens n'étoient pas plus obligez d'obéir au Roi, ou aux Sénateurs élus, que ceux-ci de prendre soin du salut & du bien de l'Etat. D'où vient donc que dès-lors les derniers ne sont pas moins étroitement obligez, que les premiers, à une fidélité & des fonctions réciproques, si ce n'est en vertu de quelque Convention, par laquelle ils sont entrez dans des engagements respectifs?

Tout ce que nous venons de dire peut être éclairci par ce que (a) l'Histoire nous apprend de la fondation de l'Etat du Peuple Romain. Car on y voit d'abord une multitude de gens, qui s'assembloient pour s'établir sur les bords du *Tibre*, & entre lesquels par conséquent il devoit y avoir là-dessus du moins une Convention tacite. Ensuite, ils délibèrent ensemble, quelle forme de Gouvernement ils établiront; & la Monarchie l'ayant emporté, ils déferent l'Autorité Souveraine à *Romulus*. Il arrive aussi souvent, que, pendant un Inter-regne, qui ne laisse subsister que la première des Conventions, dont j'ai parlé, on délibère sous quelle forme de Gouvernement on doit vivre désormais; comme firent les Principaux Seigneurs de *Persé* (b), après la mort de *Cambysé*, & le meurtre du Mage, qui s'étoit faussement dit son Frère; ou (c) *Brunus* avec ceux qu'il avoit engagez à conspirer contre la vie de *Tarquin le Superbe*, dernier Roi des *Romains*.

Cette manière de former un Etat, par le moyen des deux Conventions, & de l'Ordonnance générale, dont j'ai parlé, est, à mon avis, la plus naturelle, & celle qui (2) convient le mieux à toutes les différentes formes de Gouvernement. Il peut arriver néanmoins, qu'une Monarchie soit établie par une seule Convention; ce qui se voit, lors que plusieurs, sans agir de concert, se soumettent chacun en son particulier, soit en divers tems, ou tout à la fois, à l'empire d'une même personne: à peu près de la même manière qu'on lève les Armées composées d'étrangers, ou bien de gens du Pais, qui viennent s'enroller volontairement de toutes parts. Ceux encore, qui vont s'établir dans un Pais où le Gouvernement est déjà formé, n'ont besoin que d'une seule Convention, par laquelle le Souverain les reçoit pour Membres de l'Etat, à condition qu'ils lui obéiront. Il ne faut pas au reste s'imaginer, que tout ce que nous avons dit de la formation des Etats soit une pure supposition, sous prétexte que la première origine de la plupart des Etats nous est inconnue, ou que du moins on n'est pas bien assuré qu'ils se soient formez précisément de la manière que je le représente. Il est certain que toute (3) Société Civile a eû un commencement.

(a) Voyez *Dionys* d'Halicarnasse, Lib. II. au commencement.

(b) Voyez *Hérodote*, Lib. III. pag. 121. & suiv. (c) *Dion. Halicarn.* Lib. IV.

(1) C'est bien là (dit Mr. Boddé, dans sa *Philosophie Pratique*, II. Part. Cap. IV. Sect. XIII. §. 4.) ce que la Philosophie nous enseigne touchant l'origine des Etats; mais, si l'on consulte l'Histoire, à peine trouvera-t-on un seul exemple de quelque Etat, qui ait été formé par de telles Conventions expresses. En effet, (comme le remarque Mr. Tassin, Observ. DLV.) la première Convention, & l'Ordonnance générale au sujet de la forme du Gouvernement, n'ont pas eû lieu dans l'établissement de toutes les Sociétés Civiles, ni même des premières que l'on ait vû au monde, lesquelles, comme je l'ai dit ci-dessus (N<sup>o</sup>. 1. sur le §. 7.) doivent apparemment leur origine à l'adresse de quelque esprit ambitieux, soûverain de la force. En ce cas-là, les Citoyens ne faisoient point de Convention entr'eux; ils traitoient seulement, chacun pour soi, avec celui au Gouvernement duquel ils se soumettoient; &, à plus forte raison, les nouveaux venus qui se joignoient ensuite à une telle Société, lors qu'il y avoit déjà un Souverain reconnu, n'avoient-ils pas besoin de traiter avec d'autre que lui, comme notre Auteur lui-même l'avoue. Pour ceux, qui, dans la suite, se joignent plusieurs ensemble à dessein de renoncer à l'indépendance de l'Etat Naturel, & de former une nouvelle Société Civile, il faut avouer, qu'ils devoient s'engager les uns envers les autres à une ensemble pour toujours leurs forces, en vûe de leur consacra-

tion & de leur sûreté mutuelle. Mais, outre que cette Convention étoit plutôt tacite, qu'expresse; elle ne se faisoit que pour un tems, & en vûe de la seconde, par rapport à laquelle elle étoit ce que sont les échaffaudages à l'égard du bâtiment, à la construction duquel ils servent. Ainsi on peut dire, que ce qui constitue proprement l'Etat, c'est la Convention réciproque entre le Souverain, & les Sujets: Convention qui est le fondement de tout Gouvernement légitime, quoi que soient elle &

(2) Il n'y a rien dans son Si. VIII. §. 7. de chose de dépendance des Citoyens Civils. Les Lettres ne qu'une loi vû, par d' besoins & mence à se les Fonda on du moi y a ceci de bon en: & les autr

Il faut aussi nécessairement reconnoître, qu'avant que chaque Etat fût formé, ceux dont il a été d'abord composé, n'avoient pas encore les uns avec les autres les engagements où ils sont entrez depuis, & ne dépendoient pas encore de ceux qui sont devenus leurs Souverains. Or cette union & cette soumission ne pouvant être conçues sans supposer les Conventions, dont j'ai parlé, il faut nécessairement, qu'elles soient intervenues, du moins tacitement, dans la formation des Etats. Et rien n'empêche que l'on ne puisse quelquefois découvrir, par la voie du raisonnement, l'origine d'une chose, dont on n'a aucun monument historique.

Pourquoi *Hobbes* n'admet-ici qu'une seule Convention ?

(a) L'Auteur dit, *superioribus inferioribus*. Il écrivoit ceci en 1672.

§. IX. Il ne sera pas inutile d'examiner ici avec un peu de soin le sentiment de *Hobbes*, qui ne reconnoît, dans la formation des Etats, qu'une seule Convention, savoir celle de chacun des Sujets avec tous les autres; & qui, dans tous ses Ouvrages, ne cesse d'inculquer, qu'il n'y a aucune Convention entre un Monarque, ou les Chefs d'un Gouvernement Aristocratique, & leurs Sujets. Si l'on considère le but que cet Auteur s'est proposé en composant ses Livres de Politique, & qui paroît assez dans son *Léviathan*, on verra bien tôt, pourquoi il établit ce principe. Il en vouloit principalement à ces esprits séditieux, qui ont tâché, dans ce (a) Siècle, de brider l'Autorité des Rois, & de la soumettre au caprice de leurs Sujets, ou plutôt de la détruire entièrement. Ces gens-là, pour colorer leur rébellion, disoient, qu'y aiant une Promesse réciproque entre les Sujets, & le Roi, du moment que celui-ci viole ses engagements, les autres sont déchargés de l'obéissance qu'ils lui devoient. Pour leur ôter ce prétexte, & pour empêcher que des Sujets brouillons & turbulens ne fissent passer pour une infraction de la foi donnée toutes les actions du Roi, qui ne seroient pas à leur fantaisie; *Hobbes* se mit dans l'esprit de soutenir, qu'il n'y avoit point de Convention entre le Roi, & les Sujets. Comme il vouloit d'ailleurs donner aux Rois, véritablement tels, un Pouvoir absolu & sans bornes; il falloit nécessairement qu'il les dégagât du lien de toute Convention entr'eux, & leurs Sujets; qui est la chose la plus capable de limiter leur Pouvoir. Mais quoi qu'il soit extrêmement de l'intérêt du Genre Humain, de maintenir inviolablement l'Autorité des Rois, & de la défendre contre les attentats des esprits mutins; il ne faut pas pour cela nier des vérités évidentes, & refuser d'admettre une Convention là où il y a manifestement une Promesse réciproque de faire des choses, auxquelles on n'étoit pas obligé auparavant. Lors que je me soumetts de mon bon gré à la domination d'un Prince, je lui promets une fidele obéissance, à condition qu'il me protégera. Le Prince, d'autre part, me promet une puissante protection, à la charge que je lui obéirai. Avant cette Promesse, ni je n'étois obligé moi de lui obéir, ni lui n'étoit tenu de me protéger, du moins en vertu d'une Obligation Parfaite. Pourquoi ôter donc du nombre des Conventions, un engagement réciproque, comme

leur Enfance; & que, quand elles apprennent quelque chose, ce n'est que par le moien des monumens que d'autres ont conservés. Cependant ceux qui nous restent de l'Histoire des Etats, à la réserve de celui de la Nation Judaïque, dans l'établissement duquel Dieu est intervenu immédiatement, nous font voir des exemples incontestables, ou du moins des traces manifestes de Sociétez Civiles qui ont été formées par l'union d'une multitude de gens libres, & indépendans les uns des autres? Qui oseroit nier, que Rome & Venise aient commencé de cette manière? Dans la plus grande partie de l'Amérique, au rapport de *Joseph Acosta*, on ne trouve point de Gouvernement Civil. Il y a grande apparence, dit-il, que les Peuples du Pérou n'ont eu pendant longtemps ni Rois, ni Communautés, & qu'ils vivoient & alloient en troupes, comme sont encore aujourd'hui les habitans de la Floride, les Chériquanas, ceux du Brésil, & plusieurs autres Nations, qui n'ont point de Rois fixes, mais choisissent à leur fantaisie des Chefs pour les commander, selon que la paix ou la guerre les y oblige. Lib. I. Cap. XXV,

Les Parthéniens, dont parle *Justin*, (Lib. III. Cap. IV.) qui, sous la conduite de *Phalante* sortirent de *Lacédémone*, & allèrent s'établir en *Italie*, à *Tarente*, n'étoient-ils pas aussi des gens libres & indépendans les uns des autres, qui établirent un Gouvernement, & s'y soumirent de leur pure volonté? Mais quand même l'Histoire ne nous fourniroit là-dessus aucun exemple précis, cela n'empêcherait pas que l'on ne pût supposer, comme une chose incontestable, qu'il a été un tems que les Hommes vivoient ensemble dans l'Etat de Nature; & l'on ne seroit pas mieux fondé à révoquer en doute le commencement des Sociétez Civiles, qu'à soupçonner, que les gens, dont étoient composées les Armées de *Salmanassar*, ou de *Xerxès*, n'avoient jamais été enfans, sous prétexte que les Historiens ne nous parlent d'eux que comme d'hommes faits & en âge de porter les armes. Voyez le Discours sur le Gouvernement, par *Algernon Sidney*, Chap. III. Sect. XXV. & XXXIII. p. 282. & suiv. de la Traduction Française.

me celui-là? En vain prétendrait-on, qu'une telle Convention est superflue, sous prétexte que ceux, qui se donnent eux-mêmes un Roi, sont convenus auparavant d'élever telle ou telle personne sur le Trône. Car comme l'élection toute seule ne confère aucun Pouvoir au Roi désigné, avant qu'il ait accepté la Couronne qu'on lui offre : de même la nature de la chose fait assez voir, que ceux qui, de leur propre mouvement, se soumettent à l'empire de quelcun, entendent qu'il use de ce pouvoir d'une manière convenable à la fin pour laquelle ils le lui confèrent; & que lui, de son côté, ne le reçoit qu'à cette condition, qu'il n'en abusera pas, contre l'intention de ceux qui l'en revêtent. Ainsi ceux qui établissent sur eux un Souverain, lui promettent tout ce que demande la nature de la sujétion, où ils entrent; & ils stipulent de lui en même tems tous les soins nécessaires pour le but que l'on se propose dans l'établissement des Gouvernemens Civils. Qu'appelle-t-on Convention, si ce n'en est pas là une?

§. X. MAIS en supposant une Convention entre le Roi, & les Sujets, les inconvéniens, que *Hobbes* semble avoir eû devant les yeux, n'en résultent point par une suite nécessaire. À la vérité toutes les Conventions ont ceci de commun, qu'elles imposent la nécessité de faire certaines choses, auxquelles on n'étoit point tenu. Mais il y a une grande différence entre les Conventions, dans lesquelles l'un des Contractans se soumet au pouvoir de l'autre, & celles qui ne donnent à aucun d'eux la moindre Autorité sur l'autre. C'est par une Convention sans contredit qu'un Maître acquiert quelque droit sur son Esclave, du moins sur celui qui vend de lui-même sa Liberté; un Père adoptif, sur celui qui se donne à lui pour son Fils; un Capitaine, sur les Soldats, qui se viennent enrôler sous lui de leur bon gré. Cela n'empêche pas néanmoins, que le Maître, le Père adoptif, & le Capitaine, n'aient un droit légitime de commander; & que l'Esclave, le Fils adoptif, & les Soldats, ne soient indispensablement tenus d'obéir: en sorte que ceux-ci ne peuvent pas secouer le joug par cela seul que les ordres, qu'on leur donne, ne sont pas de leur goût (a). Dans toute autre sorte de Convention, on s'engage réciproquement à certaines choses déterminées, que l'on doit exécuter de part & d'autre par un principe de conscience: & lors que l'un des Contractans refuse de tenir sa parole, le seul parti qui reste à l'autre, c'est ou de se faire justice à soi-même par la voie des armes, ou d'implorer le bras d'un Maître commun. Mais en matière des Conventions, où l'un des Contractans se soumet à la direction de l'autre, le dernier a le pouvoir de prescrire non seulement au premier ce qu'il doit faire, mais encore de l'y contraindre, s'il résiste, sans que celui-ci ait le même droit à son tour. Ainsi on ne sauroit accuser un Souverain d'avoir violé ses engagements, à moins qu'il n'ait entièrement abandonné le soin de l'Etat, ou exercé des actes d'hostilité contre ses Sujets, ou péché manifestement, & à mauvais dessein, contre les règles du Gouvernement, de l'observation desquelles les Sujets avoient fait dépendre leur obéissance, comme d'une condition, qui venant à manquer, ils prétendoient en être dispensés. Or il est facile à un Souverain d'éviter tout cela, pour peu qu'il veuille faire réflexion, que les mortels les plus élevez en dignité ne sont pas exemts des Loix de la condition humaine; & que *jamais* (1) *Prince n'a été trompé, qu'après avoir lui-même trompé les autres*. Enfin, il faut qu'un Prince soit ou bien méchant, ou bien sot, s'il ne peut faire en sorte, par sa Justice, & par sa Prudence, que la plus grande ou la plus forte partie du Peuple ait intérêt (2) à la conservation de son autorité. Or, quand il a une fois trouvé ce secret, son trône est assez affermi, & il ne court pas risque de s'en voir jeter en bas. Que s'il ne peut venir à bout de mettre dans ses intérêts la plus considérable partie de ses Sujets, il doit se mêler de toute autre chose, que du Gouvernement de l'Etat, à quoi il fait voir qu'il n'est nullement propre.

Les inconvéniens, qu'il craint, ne sont pas une raison suffisante.

(a) Voyez *Xiphilin*, in *vita Neron*.

§. X. (1) *Neque enim unquam deceptus est Princeps, nisi qui princeps ipse decepit*. Plin. Panegy. Cap. LXVI. in fine.

(2) C'est à quoi il faut travailler principalement: car, comme on le remarqua autrefois dans le Sénat Romain, il n'y a point d'Homme, ni de Peuple, qui veuille de-

meurer dans une condition, dont il n'est pas satisfait, qu'aussi long-tems qu'une force supérieure le retient. *An credi posse ullum Populum, aut hominem denique, in ea conditione, cuius eum pœniteat, diutius quam necesse sit, mansurum?* T. Live, Lib. VIII. Cap. XXI.

L'opinion de  
Hobbes est égale-  
ment dangereu-  
se, & mal fon-  
dée.  
(a) *De Cive*, Cap.  
V. §. 7.

§. XI. EXAMINONS maintenant un peu en détail les raisons sur lesquelles *Hobbes* appuie son sentiment. Je trouve d'abord, qu'il fonde mal à propos l'Obligation des Sujets envers leurs Souverains, sur une Convention (a) par laquelle chacun s'engage avec tous les autres à ne pas résister à la volonté de la personne, ou de l'Assemblée, à laquelle ils se soumettront. J'avoue, que ceux qui conviennent ensemble de conférer à quelqu'un l'Autorité Souveraine, s'engagent par là tacitement les uns envers les autres à soumettre tous leur volonté à la volonté de celui qu'ils choisissent, en sorte que, dans les affaires qui concernent le Gouvernement de l'Etat, la volonté du Chef représente la volonté de tous les Membres. Quelquefois même le Peuple confirme, par une Convention formelle & accompagnée du Serment, l'élection qu'il fait d'un Souverain, aussi bien que les conditions sous lesquelles il le revêt de l'Autorité suprême. Mais il ne s'ensuit point de là, que la délibération prise d'un commun accord, de confier le Gouvernement de l'Etat à telle ou telle personne; & l'investiture, pour ainsi dire, du Pouvoir Souverain, par laquelle le Prince & les Sujets se donnent la foi réciproquement; ne soient deux actes très distincts. Rien n'empêche non plus, que les Sujets ne s'engagent entr'eux à être fideles au Roi, qu'ils ont choisi: de même qu'en matière d'autres choses il y a des Conventions, par lesquelles chacun des Contractans s'oblige, & pour soi, & pour tous les autres. Mais cela n'est ni nécessaire, ni fort en usage. Lors qu'un Etranger est reçu dans un Etat, il promet d'obéir au Prince: & il n'y a point de Pais, que je sache, où l'on exige de ces nouveaux Sujets, qu'ils s'engagent aussi envers les naturels à être fideles au Souverain, qui est désormais leur Maître commun. Enfin, il est fort dangereux, à mon avis, de fonder uniquement l'Obligation des Sujets envers leur Prince, sur une Convention comme celle-ci, que *Hobbes* conçoit entre les Concitoyens: *Je transfère mon droit au Prince en votre faveur, à condition que, de votre côté, vous lui transférerez aussi votre droit en ma faveur.* Car, de cette manière, chaque Citoyen semble faire dépendre la force de son engagement de l'exécution de ceux de tout autre; &, par conséquent, dès qu'un seul n'obéiroit pas au Souverain, tous les autres en seroient entièrement dispensés. Cette raison seule suffiroit pour faire voir, qu'il faut nécessairement que chaque Citoyen s'engage au Souverain pour soi en particulier, & sans aucun égard à l'obéissance des autres, afin que si quelqu'un d'eux prend le frein aux dents, ou refuse d'obéir, le Souverain puisse se servir des forces de tous les autres, pour le mettre à la raison.

(b) *Ibid.* Cap. VI.  
§. 13.

*Hobbes* dit encore, avec aussi peu de fondement, (b) que l'Obligation où l'on est d'obéir au Souverain ne vient pas immédiatement de la Convention, par laquelle les Citoyens ont transféré tout leur droit à l'Etat; mais seulement de ce que, sans l'obéissance, le droit de la Souveraineté seroit inutile, & qu'ainsi il n'y auroit point d'Etat. Mais à quoi bon tant de détours, lors que l'on peut prendre un chemin droit & facile? La raison, qui semble avoir jetté *Hobbes* dans cette pensée, est vaine & de nulle force. Il suppose tacitement, que l'on ne sauroit légitimement refuser de faire ce à quoi l'on s'est engagé par une Convention. Or, dit-il, il y a des choses, à l'égard desquelles les Sujets peuvent légitimement refuser d'obéir au Souverain, quoi que le Souverain ne fasse qu'user de son droit en les leur ordonnant; comme, par exemple, s'il commande à un Sujet de se donner la mort, ou de le tuer lui-même, ou de servir de Bourreau à son propre Père. Donc, conclut *Hobbes*, il faut nécessairement fonder l'Obligation des Sujets envers leur Prince sur un autre principe, que sur une Convention entre lui & eux. Mais je soutiens, que le Pouvoir légitime d'un Roi, & le Devoir des Sujets, se répondent exactement l'un à l'autre, & qu'ainsi le Roi ne commande rien légitimement, en quoi les Sujets puissent légitimement refuser d'obéir. Car le Roi ne peut ordonner légitimement que ce qui est ou paroît du moins conforme au but de la Société Civile. Si donc malicieusement, ou par une imprudence insensée, il commande quelque chose de contraire à cette fin, il le fait sans aucun droit. De dire maintenant, si les Sujets peuvent refuser d'obéir, toutes les fois qu'il leur donne des ordres de cette nature, c'est

une autre question, que nous examinerons ailleurs. Les exemples, que *Hobbes* allègue, ne font rien au sujet. S'il se trouvoit que le Roi pût légitimement (1) ordonner de pareilles choses, c'est-à-dire, qu'il y eût lieu de croire qu'en les faisant le Sujet rendroit service à l'Etat; en ce cas-là, il feroit mal de défobéir. Mais lors qu'un Souverain fait mourir un de ses Sujets, pour n'avoir pas voulu exécuter des ordres injustes ou déraisonnables; il faudroit avoir perdu l'esprit, pour soutenir, que ce supplice ait été infligé légitimement. Pour ce que *Hobbes* (c) dit ailleurs, que les Citoyens transfèrent leur droit au Roi en forme de *Donation*, cela ne s'accorde pas même avec ses propres principes. En effet, dans toute *Donation*, il n'y a que le Donateur qui transfère son droit à l'autre Partie. Au lieu que, quand on confère au Roi l'Autorité Souveraine, il se fait un transport mutuel de droits, ou une Promesse réciproque. Les Citoyens promettent d'obéir au Roi; & le Roi, à son tour, s'engage à prendre soin de l'Etat: sans que, de part ni d'autre, on fût obligé auparavant de faire ce que l'on promet: car avant que *Louis*, par exemple, fût élu Roi, ceux qui depuis sont devenus les Sujets, pouvoient lui défobéir innocemment, comme d'autre côté *Louis* pouvoit leur refuser ses soins & sa protection, qu'il n'étoit pas tenu de leur accorder (d).

(c) *Ibid.* Cap. VI. §. 20. *in fin.*

(d) Voyez *Luc*, XII, 13, 14.

§. XII. *HOBBS* allègue encore d'autres raisons (a), mais qui ne sont pas plus fortes. La *Démocratie*, dit-il n'est pas établie par une Convention de chaque Citoyen avec le Peuple, mais par une Convention réciproque de chacun avec tous les autres. Le premier paroi de ce que, dans toute Convention, les Contractans doivent exister avant que la Convention se fasse: or, avant l'établissement de l'Etat, le Peuple n'existoit pas, puis que ce n'étoit pas encore une Personne (Morale) mais seulement un assemblage de personnes distinctes: donc il ne pouvoit point y avoir alors de Convention entre le Peuple, & les Citoyens. Depuis même que l'Etat est formé, si un Citoyen traitoit avec le Peuple, ce seroit sans aucun effet. Car la volonté du Peuple renferme la volonté du Citoyen, envers qui l'on suppose qu'il s'engageroit: ainsi il peut se dégager, quand il lui plaira; & par conséquent il est déjà actuellement libre de cette Obligation. Mais ce raisonnement roule sur une énumération imparfaite. Avant la fondation de l'Etat, la Multitude des gens, dont il est composé, n'étoit pas un Peuple, c'est-à-dire, une République Démocratique: ainsi on ne pouvoit pas alors traiter avec le Peuple, considéré comme tel. Depuis la formation de l'Etat, on ne sauroit non plus faire valablement avec le Peuple une Convention par laquelle quelque peu de Citoyens traitent en leur particulier avec le Peuple, au sujet du Gouvernement de la République: car par cela seul que l'on s'est soumis à une forme de Gouvernement Démocratique, on s'est engagé à obéir aux Ordonnances faites par la plus grande partie des Citoyens; engagement auquel on contreviendrait par une Convention avec un petit nombre de Particuliers. Mais dans l'établissement même de la République, il pouvoit y avoir, & il y a eu effectivement, entre le Peuple, & chaque Citoyen, une Convention, telle que je l'ai décrite. La conséquence de *Hobbes* est aussi mal fondée, que le seroit celle-ci: Un Mari n'a pu faire de Convention avec sa Femme, ni avant qu'ils fussent mariez, puis qu'elle n'étoit pas encore sa Femme; ni depuis leur Mariage, puis qu'elle dépend alors de son Mari, à la volonté de qui elle a soumis la sienne (b). Comme si la Convention n'avoit pas pu se faire dans le tems que la fille étoit promise au Mari, ou lors qu'il l'a épousée! D'ailleurs, quand même la Convention, dont il s'agit, ne se remarqueroit pas bien distinctement, ou paroîtroit inutile dans un Etat Démocratique; il ne s'ensuivroit point de là, qu'on dût l'exclure des autres formes de Gouvernement, où les Souverains, & les Sujets sont sans contredit des per-

Réfutation de quelques autres raisons de cet Auteur.

(a) Cap. VII. §. 7. & seqq.

(b) Voyez un semblable Sophisme, mais sur un autre sujet, dans un raisonnement d'*Epicure*, rapporté & réfuté par *Lactance*, *Inst. divin.* Lib. III. C. XVII. num. 30. *Ed. Col-lar.*

§. XI. (1) Voyez *Juges*, IX, 34. *I. Sam.* XXXI, 4. L'exemple que notre Auteur alléguoit encore ici, ne fait rien à la question: au contraire il nous propose l'action d'un Sujet, qui semble perdre le respect qu'il doit à son Souverain. Voici le fait. Dans une bataille, que *Théophras*, Empereur d'Orient, donna contre les *Sarrasins*, son Armée aiant été défaite, il parut si fort épouvanté, qu'il

en demeura comme immobile. Alors *Manuel*, un de ses Généraux, mit l'épée à la main, & le menaça de le tuer, s'il ne le suivait: car, disoit-il, il vaut mieux que vous mouriez, que de tomber entre les mains des Ennemis, au grand dommage de l'Empire. *Zozar. Part. III.* Voyez *de Calpurne*, Lib. XIII.

sonnes naturellement distinctes. Car ici il faut certainement une Convention, par laquelle les Souverains s'engagent à bien gouverner l'Etat, & à se faire une Loi inviolable de procurer le salut & l'avantage du Peuple; pendant que les Sujets, de leur côté, lui promettent une obéissance fidele. D'où il paroît, quel jugement on doit faire de ces paroles de *Hobbes* : (c) *Comme les Citoiens, dit-il, ont traité les uns avec les autres, & non pas avec le Peuple; s'ils sont obligez d'obéir aux Sénateurs, ou au Roi, qu'ils ont choisi, ce n'est que parce qu'ils devoient acquiescer à tout ce que feroit le Peuple, qui a transféré le Pouvoir de l'Etat aux Sénateurs, ou au Roi.* Mais de ce que chacun étoit tenu de se soumettre à l'Ordonnance de l'Assemblée du Peuple, il ne s'ensuit pas, qu'il n'y ait point de Convention entre le Peuple, qui confère l'Autorité Souveraine, & les Sénateurs, ou le Roi, qui en sont revêtus. La preuve, qui suit, n'est pas plus forte. *Le Sénat, (dit-on,) ou le Roi, quoi qu'élu par le Peuple, n'a pu entrer dans aucun engagement envers lui; puis qu'aussi-tôt que ce Sénat, ou ce Roi, est établi, le Peuple considéré comme une Personne ne subsiste plus, ni par conséquent les Obligations, dont il étoit l'objet sous cette idée.* *Hobbes* suppose ici, que tous les engagements, où l'on étoit envers une personne, finissent du moment qu'elle n'existe plus. Mais ce principe n'est vrai, que quand il s'agit de la mort naturelle de la personne, ou de l'anéantissement d'une qualité, sur laquelle l'Obligation étoit uniquement fondée. Or il n'y a rien de tel ici : car lors qu'un Peuple libre se choisit un Roi, le Peuple ne périt point après cela d'une mort naturelle; & l'engagement, où entre le Roi, n'est pas non plus fondée sur la relation de Peuple, considéré comme une assemblée de gens libres, mais seulement sur la qualité de Peuple envisagé comme devant former désormais un Corps de Citoiens soumis à un Gouvernement Monarchique. Il en est ici comme d'un Galant, qui, après avoir consommé le Mariage avec la Fille, qu'il recherchoit, se feroit moquer de lui, s'il prétendoit n'avoir plus d'engagement avec elle, sous prétexte qu'elle n'est plus Vierge, comme quand il l'a épousée. Car l'engagement, où il est entré, n'étoit pas fondé sur la virginité de la fille; mais il lui a donné sa foi, comme à une personne qui devoit devenir sa Femme. De plus, lors que le Roi a été couronné, le Pouvoir Souverain n'est plus à la vérité entre les mains de l'Assemblée générale composée de tout le Peuple : mais le Peuple ne devient pas pour cela une Multitude de gens, qui n'ont plus de liaison ensemble; il demeure toujours un seul Corps, lié par la Convention originale de la Société, & par la dépendance d'un seul & même Chef. Ainsi *Hobbes* impose ici aux ignorans, à la faveur de l'ambiguïté du mot de *Peuple*, qui, dans les Etats Démocratiques, comprend l'Assemblée générale de tous les Citoiens, laquelle à divers égards, gouverne & est gouvernée en même tems : au lieu que, dans les Etats Aristocratiques, & dans les Monarchies, il signifie seulement le Corps des Citoiens (d), qui sont Sujets. Or oseroit-on nier, que les engagements du Roi, ou du Conseil Souverain, envers le Peuple considéré en ce dernier sens, subsistent dans toute leur force, quoi qu'ils aient été contractés dans le tems que ce Peuple étoit encore libre, mais en vûe de la sujétion, où il devoit entrer ? Enfin, *Hobbes* (i) lui-même dit ailleurs expressément, que DIEU étoit devenu le Roi du Peuple d'*Israël*, en vertu d'une Convention que les *Juifs* avoient faite avec lui. Pourquoi donc ne pas vouloir reconnoître de Convention entre un Monarque mortel, & ses Sujets ? Il venoit de dire aussi un peu auparavant, que lors qu'on se soumet à l'empire d'un Vainqueur, on est tenu de lui obéir comme un véritable Sujet; parce qu'un *Contrat* fait légitimement ne sauroit être violé sans injustice.

(c) Il le prend lui-même en ce sens, *Cap. XIII. §. 3.*

Définition de l'Etat.  
(d) Voyez *Strat. Achill. Lib. I. vers. 437, 438.*

§. XIII. IL FAUT donc, quoi qu'en dise *Hobbes*, supposer ici nécessairement les Conventions, dont j'ai parlé. Du moment que ces Conventions sont conclues & arrêtées, la Multitude ainsi unie forme l'*Etat*, que l'on conçoit (a) comme une seule Personne, douée d'En-

§. XII. (1) L'Auteur cite ici, & dans sa Dissert. de *Interregnis*, §. 7. *Leviath. conclusi.* Je ne sais quel endroit il désigne par là : car je ne trouve rien de tel, ni dans l'*Appendix* de ce Livre, ni dans le dernier Chapitre du

Corps de l'Ouvrage. Mais voyez, au sujet du Règne de Dieu sur les *Israélites*, les Chapp. XXXV. & XL. & touchant la Convention entre le Vainqueur, & les Vaincus, le Chap. XX. de ce Livre de *Hobbes*.

§. XIII.

d'Entendement & de Volonté, & qui produit des actions particulières, distinctes de celles de chaque Citoyen; qui a aussi ses droits & ses biens particuliers, auxquels ni chaque Citoyen, ni plusieurs, ni même tous ensemble, ne sauroient rien prétendre, mais seulement le Souverain; de même qu'un simple Citoyen ne peut pas s'attribuer ou s'ingérer de faire les actions propres à cette Personne Morale, laquelle est pour cette raison distinguée de tous les Particuliers par un nom propre & affecté (b). Voici donc, à mon avis, la définition la plus exacte que l'on peut donner de l'Etat: (1) c'est une Personne Morale composée, dont la volonté formée par l'union de volontés de plusieurs en vertu de leurs Conventions, est regardée comme la volonté de tous, afin qu'elle puisse se servir des forces & des facultés de chaque Particulier, pour procurer la paix & la sûreté commune. Hobbes (c) représente ingénieusement ce Corps sous l'emblème d'un Homme artificiel, dont le Souverain est l'Ame: les Magistrats, & les Officiers, les Membres: les Récompenses & les Peines, qui portent les Membres à faire leur Devoir, les Nerfs: les Richesses de chaque Particulier, la force: le Salut du Peuple, l'objet des soins & des occupations du Souverain: les Conseillers, qui l'instruisent de ce qu'il doit savoir, la Mémoire: l'Equiré & les Loix, la Raison: la Concorde, la Santé: les Séditions, les Maladies: les Guerres Civiles, la Mort: enfin, les Conventions, qui unissent les parties de ce Corps Politique, ont, selon le même Auteur, quelque rapport avec ces mots, que DIEU prononça au commencement de la Création du Monde: *Faisons l'Homme*, ou, *que l'Homme soit fait* (2).

§. XIV. LA volonté de l'Etat réside, comme nous l'avons déjà dit, ou dans une seule personne, ou dans une Assemblée, selon les différentes formes de Gouvernement. Lors que le Pouvoir Souverain est entre les mains d'une seule personne, l'Etat est censé vouloir tout ce que cette personne-là, que l'on (1) suppose dans son bon-sens, a fait ou résolu, en matière des (2) choses qui se rapportent à la fin des Sociétés Civiles, mais non pas dans tout le reste. Lors, par exemple, que le Roi fait la Guerre, ou la Paix, ou qu'il s'engage par des Alliances & des Traitez Publics, on attribue tout cela à l'Etat; mais non pas si le Roi mange ou boit, s'il se marie, s'il commet des crimes &c. Ainsi l'on peut fort bien distinguer dans un Monarque deux sortes de volontés, savoir, la *volonté publique*, qui représente la volonté de l'Etat; & la *volonté particulière* (3), par laquelle le Roi fait, com-

§. XIII. (1) Cette définition est un peu embrouillée, & comme le remarque Mr. Tilius (Obs. DLVII.) elle confond le Souverain avec l'Etat. La vérité est, que l'Etat est un Corps, dont le Souverain est le Chef; & les Sujets, les Membres. Notre Auteur a suivi en cet endroit trop aveuglément la définition de Hobbes, (de Civ. Cap. V. §. 9.) Il critiquoit au reste celle d'un ancien Orateur Grec, qui définit ainsi l'Etat: Τὴν πόλιν φασὶν εἶναι πολλὸν ἀνθρώπων ἐν ταυτῇ κατοικούντων, ὑπὸ νόμῳ διακείμενον: Une multitude de gens qui demeurent dans le même País, & qui sont gouvernez par des Loix. Dion Chrysostom. in Berythenic. five Orat. XXXVI. pag. 443. Edit. Paris. Morell. Cette idée, disoit-il, est uniquement fondée sur les principes des Gouvernemens de la Grèce; & nous l'examinerons peut-être ailleurs. [Mais on n'a qu'à lire cette Harangue, pour voir que la définition peut convenir à tout Gouvernement Civil.] La définition, ajoutoit-il, qu'Apulée (de Philosophia) donne de la République de Platon, comme de l'Etat le plus parfait, n'est guères meilleure. Il pouvoit rapporter celle de Cicéron, qui est beaucoup plus raisonnable, & que Sr. Augustin nous a conservée; elle étoit dans le III. Livre de Republica, & Gronovius la cite dans ses Notes sur Gratius, Lib. I. Cap. I. §. 14. Multitudo juris consensu, & militatis communitate sociata. „Une multitude de gens „ unis ensemble par des Loix communes, auxquelles ils „ se soumettent d'un commun accord, & par une communauté d'intérêts.

(2) De là il paroît, pour le dire en passant, (ajoutoit ici notre Auteur) qu'*Isocrate* n'a pas raison de dire, que

la forme du Gouvernement est l'Ame de l'Etat: Ὅτι πᾶσα πολιτεία ψυχὴ πόλεως ἐστίν. Panathen. pag. 450. & Areopagit. pag. 245. Car la forme du Gouvernement est plutôt, par rapport à l'Etat, ce qu'est, dans le Corps Humain, la structure & la disposition de tous les Membres. Mais il me semble qu'*Isocrate* ne parle point là de la forme du Gouvernement, & que Πολιτεία signifie ici seulement le Gouvernement Civil en général, qui, comme notre Auteur le reconnoît lui-même dans le Chap. suivant, §. r. est l'Ame de l'Etat.

§. XIV. (1) Il faut encore supposer 1. Qu'il agisse avec connoissance, & non pas par erreur, ni par quelque mouvement indélébile, qui lui ôte l'usage de la Raison pour ce moment-là. 2. Qu'il ne viole pas les Loix fondamentales de l'Etat. Tilius, Obs. DLIX.

(2) C'est ainsi que, dans *Euripide*, la Déesse *Minerve* dit, qu'*Admaste*, en qualité de Roi d'*Argos*, prêtera serment pour tout son País, que jamais les *Argiens* ne méneront d'armée contre *Athenes*, & que si quelque autre vient l'attaquer, ils la défendent.

Τὴνδε ἐμὴν αἰχμὴν  
Ἀδραστὸν ἔστω κλέος τέρωνος ἄν.  
Πόλεως ὑπὲρ γῆς Δαναίδων ἑκαστοῦ.  
Ὅ δ' ἔρετο ἱσάει μὴ ποτ' Ἀργίους χθόνα  
Εἰς τὴν δ' ἵπποισιν ἀπὸ λείμων παντὺς χιαν.  
Ἄλλαν τ' ἰὸν τὸν ἐμποδὼν εἴπαι δέρε.  
Supplicib. vers. 1188, & seqq.

(3) Dans l'Original il y a, la volonté particulière de l'Etat (Civitas) Je ne comprends pas comment ce dernier mot s'est fourré ici, où il est si mal placé. Je Fais donc.



comme toute autre personne, les actions qui n'ont aucun rapport aux affaires publiques.

Et ici on demande, si, lors que le Souverain abuse de son Pouvoir, les Actions Mauvaises, qu'il commet, doivent être imputées à l'Etat? Comme ceux, qui soumettent leur volonté à celle d'un Prince, sont censés le faire en supposant qu'il ne veuille rien d'injuste, ou de contraire au bien de l'Etat; il semble d'abord, qu'il faille prendre absolument la négative dans cette question. Mais, à mon avis, ces sortes de choses étant faites par le Souverain considéré comme tel, ne laissent pas d'être en elles-mêmes des actes publics; comme, par exemple, si un Roi, ou un Sénat, fait de mauvaises Loix, s'il administre mal la Justice, s'il établit des Magistrats incapables de leur emploi, s'il entreprend quelque Guerre injuste &c. Lors qu'un Cocher laisse verser son carrosse, c'est sans contredit l'action du Cocher, mais d'un Cocher négligent, ou mal habile. Autre chose est, quand il s'agit de l'imputation des actions d'autrui devant le Tribunal divin : car, à cet égard, aucun Sujet n'est responsable des Mauvaises Actions de son Souverain, à moins qu'il n'y ait contribué quelque chose par un consentement positif & efficace. Hors ce cas-là, les Particuliers ne sont point coupables d'un crime commis par l'Etat; ni même ceux, qui étant Membres du Conseil Souverain, ont été d'avis contraire, la pluralité des voix l'ayant emporté sur leur sentiment. Que si les Citoyens innocens souffrent quelquefois de ces Crimes Publics, où ils n'ont aucune part, c'est un malheur qu'il faut mettre au rang de la stérilité, de la sécheresse, des pluies excessives, & des autres accidens auxquels on est sujet en ce monde, ou par un effet des causes naturelles, ou par une suite de la constitution des affaires humaines. Mais les Loix fondamentales de l'Etat, une bonne éducation, & sur tout les motifs de la Religion, ont beaucoup d'efficacité, pour prévenir cet inconvénient.

Il est certain au contraire, que tout ce que chaque Citoyen, ou plusieurs, ou même tous ensemble, veulent ou font sans l'autorité ou contre les ordres du Roi, en matière de toutes sortes d'affaires, ne doit point être regardé comme la volonté ou l'action de l'Etat; & qu'il y a même autant de volontés ou d'actions distinctes, que l'on compte de Particuliers, qui veulent ou qui agissent. Il faut dire la même chose de ce que fait un Particulier, ou seul, ou joint avec plusieurs autres, sans l'autorité de l'Assemblée, qui a en main le Pouvoir Souverain. De là vient que *Hobbes* (a) met au rang des opinions séditieuses, & qui tendent à la ruine de l'Etat, sur tout du Gouvernement Monarchique, le peu de soin que l'on a de bien distinguer entre un *Peuple*, & une *Multitude*. Le *Peuple*, ou l'*Etat*, est un Corps, qui a une seule volonté, & à qui on ne peut attribuer qu'une seule action : ce qui ne convient pas à une *Multitude* de Sujets, par opposition à la personne, ou à l'Assemblée, qui est revêtue du Pouvoir Souverain. Mais pour ce qu'ajoute le même Auteur, que *dans tout Etat c'est le Peuple qui régit*; il y a là un jeu de mots, & une vaine subtilité. Car le *Peuple* se prend, ou en général pour tout le Corps de l'Etat, ou pour l'assemblage de tous les Sujets en particulier. Dans le premier sens, la proposition est ridicule, puis qu'elle se réduit à ceci : *L'Etat régit dans tout Etat* : dans l'autre, elle est fautive; car il n'est pas vrai, que, dans tous les Etats, les Citoyens régissent, par opposition au Roi. A l'égard des paroles suivantes : *Dans les Monarchies, c'est le Peuple qui commande, car il veut par sa volonté d'une seule personne*; il vaudroit mieux dire, pour s'exprimer plus nettement, que, dans un Etat Monarchique, le Peuple est censé vouloir ce que veut le Roi. On ne sauroit donner d'autre sens raisonnable à ce paradoxe : *le Roi est le Peuple*. Le reste de ce paragraphe de *Hobbes*, est assez judicieux : *Le Vulgaire*, dit-il, *parle toujours d'un grand nombre de gens comme du Peuple, c'est à dire de l'Etat : on dit, par exemple, que l'Etat s'est révolté contre le Roi, (ce qui est impossible;) & que le Peuple veut ou ne veut pas, ce que veulent ou ne veulent pas des Sujets mutins & mécontents en cachette, pour animer, sans*

(a) *De Cive*, Cap. XII. §. 2.

donc osé hardiment, pour ne pas faire dire à mon Auteur une absurdité, à laquelle assurément il n'a ja-

mais pensé. L'endroit au reste n'étoit pas dans la première Edition.

ce prétexte, les Citoyens contre l'Etat, c'est à dire, la Multitude contre le Peuple, ou les Sujets contre le Souverain.

§. XV. LORS que le Pouvoir Souverain est mis entre les mains d'une Assemblée composée de plusieurs personnes, dont chacune conserve sa volonté particulière; il faut régler avant toutes choses, combien de voix réunies en un même sentiment représenteront la volonté de toute l'Assemblée, & par conséquent de l'Etat. En effet, comme personne n'est tenu de suivre les sentimens d'autrui, plutôt que les siens propres, à moins qu'il n'ait lui-même soumis sa volonté à celle de quelqu'un: de même, quoi que l'on soit entré en société avec d'autres, pour administrer en commun certaines affaires, si pourtant on s'est expressément réservé le droit de ne tenir compte d'aucune délibération, sans y avoir donné son consentement particulier, on ne sera obligé à rien, quelque grand nombre de voix qui ait prévalu sur nôtre avis. De là vient que l'on voit des Compagnies, où l'opposition d'un seul des Membres suffit pour rendre inutile l'accord unanime de tous les autres. (a) Ce n'est pas que, si quelque Membre d'un Corps ne veut point entendre de raison, & refuse, par pure opiniâtreté, de se rendre au sentiment de tous les autres, quelque bien fondé qu'il soit, on ne puisse, en ce cas-là, le chasser comme un perturbateur de la Société, & le punir même quelquefois d'une manière positive. Car, quoi qu'il n'ait pas promis d'acquiescer à l'opinion du plus grand nombre, il ne laisse pas d'être obligé, en vertu d'une Loi générale du Droit Naturel, d'avoir de la complaisance pour les autres, & de se conformer à ce qui est avantageux au Tout, dont il fait partie. Il faut avouer pourtant, que, dans ces sortes d'Assemblées, sur tout si elles sont composées d'un grand nombre de gens, les affaires ne se font qu'avec beaucoup de peine; & souvent même il n'y a pas moienn de rien conclurre, à cause de la différence des sentimens, & de l'opiniâtreté insurmontable de certains esprits bizarres. D'ordinaire même, lors que l'on entre dans un Corps, ou dans une Assemblée, sans rien stipuler là-dessus, on est censé s'engager à suivre & à ratifier ce qui aura été trouvé bon par le plus grand nombre; personne ne pouvant raisonnablement prétendre que tous les autres se rangent à son opinion, ou que pour un seul, qui n'est pas de leur avis, ils cessent de presser, ce qui leur paroît nécessaire, ou utile à la cause commune. Si l'on ne s'accommodoit pas de cette pratique, il falloit l'avoir déclaré formellement, avant que d'entrer dans le Corps. Après cela il n'est plus tems, & tout ce que l'on gagne, c'est de passer pour un Membre également présomptueux & incommode, qui veut faire prévaloir son sentiment particulier sur celui de tous les autres (1). Que si l'on ne peut absolument digérer une telle mortification, permis à chacun de se démettre de son Emploi, & de quitter la place qu'il occupoit dans ce Corps. Ainsi régulièrement, dans toutes les Assemblées, ce qui a passé à la pluralité des voix est regardé comme l'avis de chacun des Membres; non que cela soit nécessaire en vertu du Droit Naturel, mais parce qu'il n'y a presque point d'autre expédient pour terminer les affaires, & pour prendre quelques mesures (2); quoi que par là il arrive quelquefois, que le sentiment le plus hon-

Dans les autres formes de Gouvernement, les affaires se décident régulièrement à la pluralité des voix.

(a) Voyez, dans l'Histoire du Concile de Trente de Fra Paolo ce que l'on dit, pour faire voir, que l'Eglise Gallicane n'est point tenue de souscrire aux Décrets du Concile, contre lesquels elle avoit protesté.

§. XV. (1) Il ne faut pas, ajoutoit nôtre Auteur, imiter ces Chefs de l'Armée Romaine, dont parle un ancien Historien: „La diversité des avis (dit-il) étoit cause que tout ce qui se proposoit, demeurait sans exécution. Ceux dont on n'avoit pas suivi le sentiment, se comportoient lâchement dans l'occasion, & se réjouissoient des mauvais succès, l'attribuant au mépris qu'on avoit fait de leurs conseils. Agathias, Lib. IV. Cap. V.

(2) Sed hoc pluribus visum est: numerantur enim sententia, non ponderantur: nec aliud in publicis consilio potest fieri, in quo nihil est tam inaequale, quam aequalitas ipsa. Nam quum sit impar prudentia, par omnium jus est. Plin. Lib. II. Epist. XXI. num. 5. Quod major pars Curia efficit, pro eo habetur, ac si omnes egerint. Digest. Lib. L. Tit. I. Ad municipalem, & de incolis, Leg. XLX. Voyez aussi Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 17. & la Continuation des

Pensées diverses de Mr. Bayle, pag. 14. Grævius, dans une Note sur l'endroit de Grotius, que je viens de citer, met ces restrictions à la maxime dont il s'agit. Il fait 1. Que la délibération ait été faite par de véritables suffrages, c'est-à-dire, qu'il n'y ait point eu de complot; & qu'avant que de venir à l'Assemblée, la plupart ne se soient pas données le mot, pour faire prévaloir un certain sentiment. 2. Que le plus grand nombre de l'Assemblée ne soit pas des gens suspects, qui, selon les Loix, & les Coutumes reçues, ne doivent point opiner dans l'affaire, dont il s'agit, pour ne pas être juges en leur propre Cause. 3. Que la délibération n'ait rien de contraire aux Loix Divines, ni au Bon Sens. 4. Qu'elle ne détruise point les Loix Fondamentales de l'Etat, & qu'elle ne tende pas à changer sans nécessité la forme du Gouvernement. 5. Enfin, qu'elle ne donne point d'atteinte aux droits des Particuliers, aux Privilèges,

(b) Voyez Bodin.  
de Repub. Lib. III.  
Cap. IV. p. 456.

nête, & le plus avantageux à l'Etat, est rejeté. Comme les affaires humaines sont souvent fort diversifiées & fort embrouillées; & que, dans ces sortes d'Assemblées établies pour en décider, il n'est pas possible de trouver quelque voie qui soit sans aucun inconvénient, il faut prendre le parti, où il y en a le moins, & qui est d'ordinaire le plus avantageux (b). C'est donc en vain qu'on objecte, qu'il repugne à la nature, que l'avis des moins sages prévaille sur celui des plus sages, parce que ceux-ci se trouvent en plus petit nombre; & que les premiers même puissent obliger les (3) autres à faire, contre leur propre sentiment, quelque chose de mal concerté. J'avoue, qu'en matière de vérités spéculatives il faut peser les voix, & non pas les compter; & que souvent même l'approbation de la multitude (4) est regardée avec raison comme une marque d'erreur. Mais on ne sauroit appliquer cette maxime à la décision des affaires, qui sont entre les mains d'une Assemblée, dont les Membres ont tous un droit égal. En effet, qui décidera quelle des deux opinions est la plus conforme aux règles de la Prudence? Ce ne seront pas les Parties mêmes: car aucune ne voudra recevoir l'autre pour Juge en sa propre Cause. Et y a-t-il quelqu'un qui ne se croie pas plus éclairé, & plus habile que les autres? Ne voit-on pas même bien des gens, qui rejettent un sentiment, quelque bien fondé qu'il soit, par cette seule raison, qu'ils n'en font pas les auteurs? Il n'y a guères moi-même non plus de s'en remettre au jugement d'un tiers: car on peut aisément contester sur l'habileté, ou sur l'intégrité de l'Arbitre; & alors voilà une nouvelle dispute, pour la décision de laquelle il faudroit un autre Arbitre, & ainsi de suite. D'ailleurs, les affaires sont souvent de telle nature, qu'elles ne peuvent pas commodément être portées hors de l'Assemblée. Enfin il ne seroit pas toujours à propos que le Président de l'Assemblée, par exemple, eût le droit de prononcer en faveur de l'un des sentimens, qui partagent les voix. Car de cette manière il pourroit donner la préférence au sentiment qui a le moins de voix, & les rejeter même tous deux, comme n'étant bons ni l'un, ni l'autre, ainsi que font les Princes absolus dans leur Conseil: de sorte que par là ce Président deviendroit seul Souverain. Il falloit donc chercher quelque expédient, qui ne fût sujet à aucune difficulté, & qui ne donnât point d'atteinte à l'égalité des Membres de l'Assemblée; or il n'y a rien de plus commode pour cet effet, que de compter les voix (c). Et lors qu'on accorde à quelqu'un voix délibérative dans une Assemblée, on présume, qu'il a assez de capacité, pour juger des affaires qui s'y agitent: ce qui a lieu du moins par rapport aux Assemblées, où l'on ne reçoit personne qu'avec quelque choix.

(c) Voyez Plin.  
Panegyric. Cap.  
LXII. in fine; où  
il s'agit pourtant  
d'autre chose.

Limitation de  
cette maxime.

(a) Cap. VI. De  
electione, & electi  
potestate.

§. XVI. IL FAUT pourtant remarquer, à l'égard de cette pluralité de suffrages, qu'en certaines Assemblées, le sentiment, qui passe en délibération, doit l'emporter sur l'autre d'un certain nombre de voix, & non pas seulement d'une, ou de deux. C'est ainsi que, par le (a) Droit Canonique, celui qui est élu *Pape*, doit avoir (1) les deux tiers des voix des *Cardinaux* (2). Mais lors qu'il n'y a point de pareil règlement là-dessus, une seule voix

de

léges, aux anciennes Coutumes, établies pour le bien du public, &c.

(3) *Singulos enim, integrâ re, dissentire fas esse; per alia, quod pluribus placuisset, cunctis tuendum.* Plin. Lib. VI. Ep. XIII. num. 4. Voyez aussi Tite Live, Lib. XXXII. Cap. XX. Polyb. Lib. V. Cap. XLIX. in fin.

(4) *Cum de beata vita agitur, non est quod mihi illud discessionum more respondeas: Hac pars major esse videtur: ideo enim peior est. Non tam bene cum rebus humanis agitur, ut meliora pluribus placeant: argumentum pessimi turba est.* Senec. de Vita Beata, Cap. II. Voyez aussi Plutarque, (in Apophthegm. pag. 188. A. & de liber. educ. pag. 6. A. Ed. Wech. Plat. in Conviv. pag. 1188. C. Ed. Wech. Quintil. Institut. Orat. Lib. X. Cap. VII. Val. Maxim. Lib. III. Cap. VII. §. 1. Dio Chrysost. de Illis non capto, sive Orat. XI. pag. 190. D. Ed. Parisi. Morell.

§. XVI. (1) On ajoute au même endroit, que ce règlement ne tire point de conséquence pour les autres E-

glises, où l'avis de la plus grande & de la plus saine partie doit prévaloir. Mais, disoit plus bas notre Auteur, c'est qu'on suppose qu'il y a un Supérieur, savoir le Pape, qui peut décider, quelle partie est la plus saine, lors qu'il y a quelque contestation. On ne sauroit donc avoir égard à la plus saine partie, à moins qu'elle ne se trouve aussi la plus grande, tant que l'on ne reconnoît point de Supérieur, à qui l'on puisse appeller, pour vider le différend. Voyez Gratian. Can. XXXVI. Distinct. LXIII.

(2) L'Auteur ajoutoit ici, que la même chose avoit lieu dans l'élection & dans les délibérations des anciens *Décursions*, ou Conseillers des Villes Municipales & des Colonies Romaines. Mais il se trompe bien fort en cela, & il ne faut, pour le prouver, que jeter tant soit peu les yeux sur les Loix mêmes qu'il cite: car elles disent clairement, qu'il faut que les deux tiers des Membres du Conseil se trouvent dans l'Assemblée; & non pas

pas

de plus suffit pour faire regarder un avis comme le plus fort, & comme équivalent à un consentement unanime de tous les Membres de l'Assemblée (3).

§. XVII. MAIS, si le nombre des voix est égal de part & d'autre, il n'y a rien alors de conclu, & l'affaire demeure toujours dans son premier état, parce que rien ne fait pencher la balance. C'est pourquoi, dans le Barreau (1), lors que les voix pour & contre sont égales, le Défendeur est renvoyé quitte & absous. En ce cas-là pourtant les peines établies pour les Calomnieurs, & pour ceux qui intentent procès mal à propos, ne semblent pas avoir lieu. Parmi les Juifs même, un Criminel n'étoit point tenu (a) pour condamné, lors que le nombre des Juges, qui absolveient, n'étoit moindre que d'une voix. La raison en étoit sans doute, que les Juges devant prononcer avec la même intégrité, que les Témoins; la sentence d'un seul Juge ne paroïssoit pas avoir assez de poids pour condamner un Criminel, de même que la déposition d'un seul Témoin (b) ne suffisoit pas pour le convaincre: car les suffrages des autres Juges étant directement oppoiez, ils se détruisent les uns les autres. Il faut remarquer encore, que, quand une affaire doit être décidée par diverses Curies ou Tribus, dans chacune desquelles on prononce à la pluralité des voix, les suffrages qui ont du dessous dans une Tribu ne peuvent pas augmenter le nombre de pareils suffrages qui l'emportent dans une autre.

§. XVIII. ENFIN, lors qu'il y a plus de deux avis dans une même Assemblée, on demande, s'il faut compter les voix de chacun à part, pour donner ensuite la préférence à celui qui en a davantage; ou bien si l'on peut joindre ensemble deux ou plusieurs avis, qui ont quelque chose de différent, afin que ce qu'ils ont de commun l'aient emporté sur un troisième avis, on les compare ensuite par rapport à ce qu'ils renferment de différent, en sorte que celui des derniers qui se trouvera avoir plus de suffrages à cet égard, l'emporte sur

Du cas, où le nombre des voix est égal de part & d'autre.

(a) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 18. Not. ult.

(b) Voyez ci-dessus, Liv. V. Chap. XIII. §. 9.

Des avis, que l'on doit ou joindre, ou séparer.

pas qu'il doive y avoir les deux tiers des voix de ceux qui sont présents, pour pouvoir prononcer définitivement sur une affaire. Nulli permittitur nomine civitatis vel curia experiri: nisi ei, cui Lex permittit, aut Lex cessante Ordo dedit, cum DUM PARTES ADESSENT, aut amplius quam dua. Planè ut duas partes Decurionum adfuerint, in quoque, quem decernent, numerari potest. Digest. Lib. III. Tit. IV. Quod cujusc. universitat. nomine, vel contra eam, agatur, Leg. III. IV. Nominationum forma vacillare non debet, si omnes, qui albo Curia detinentur, ADESSE non possunt: ne paucorum ABSENTIA, siue necessaria, siue fortuita debilitet, quod à majore parte ordinis salubriter fuerit constitutum: cum dua partes ordinis in urbe posita, totius Curia instar exhibeant. Cod. Lib. X. Tit. XXXI. De Decurionibus &c. Leg. XLVI. Voyez aussi Digest. Lib. L. Tit. IX. Leg. III. Le passage de Prudence, que notre Auteur citoit ensuite, n'est pas mieux appliqué: car il signifie aussi, que, pour faire un Sénatusconsulte valable, il falloit anciennement qu'il y eût trois cens Sénateurs dans l'Assemblée; & non pas que trois cens Sénateurs dussent opiner de même.

Sic consulta Patrum subsistere Conscriptorum  
Non aliter licitum prisco sub tempore, quam si  
Tercium sensisse senes legerentur in unum.  
Servemus leges patrias: infirma minoris  
Vox cedat numeri, parvâque in parte fletat.  
Contra Symmach. Lib. I. vers. 604. & seqq.

Car il suffisoit que, parmi ces trois cens Sénateurs, le plus grand nombre de voix fût pour un certain sentiment. Cela paroît, entr'autres, par ce passage de Tite Live: Plebes sic jussit, Quod Senatus juratus MAXIMA PARS CENSAT, QUI ASSIDERAT, id volumus jubemusque. Lib. XXVI. Cap. XXXIII. in fine: sur quoi voyez la Note de J. Frider. Gronovius. Notre Auteur, §. 19. cite lui-même, dans le sens, que je viens de dire, les Loix qu'il applique mal ici. Il n'y a donc que l'exemple suivant, qui soit à propos. Lors que les Vénitiens chassèrent de leurs Etats les Jésuites, ils ajoutè-

rent cette clause: Que l'Arrêt ne pourroit être révoqué que par une Assemblée composée de cent-quatre-vingts Sénateurs, dont les cinq parties de six se trouveraient de même avis. Andr. Maurocen. Hist. Venet. Lib. XVII.

(3) Voyez Digest. Lib. IV. Tit. VIII. De receptis, qui arbitrium receperunt &c. Leg. XVII. §. 6. & Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 17. avec ses Notes, & celles de Boecler. En vain objecte-t-on, (ajoutoit notre Auteur) cette décision du Droit Canonique: Quod omnes tangit, id ab omnibus adprobri aquum est. Cap. Quod omnes, de Reg. Jur. in VI. Decretal. Lib. „L'Equité veut, que ce qui regarde tous les Membres, soit approuvé de tous. Car il ne s'en suit pas de là, qu'il soit injuste de faire prévaloir l'avis du plus grand nombre, lors qu'il n'y a pas d'autre moien de terminer les affaires. De plus, cette maxime ne convient pas aux Assemblées, où l'on délibère des affaires de l'Etat; mais seulement aux Sociétés particulières, qui ne sont formées que par des Conventions, ou en vertu du droit commun que plusieurs ont à la possession d'une seule & même chose: car en ce cas-là aucun ne peut, sans le consentement des autres, disposer de la chose commune d'une manière que ceux-ci jugent capable de tourner à leur préjudice. C'est par là qu'il faut expliquer la Loi XI. du Digeste, Lib. VIII. Tit. III. De servitut. prad. rusticor. & la Loi XXVIII. Lib. X. Tit. III. De commun. dividundo.

§. XVII. (1) Inter pares numero Judices, si dissena sententia proferantur, in liberalibus quidem causis (secundum quod à D. Pio constitutum est) pro libertate statum obtinet: In aliis autem causis pro reo: quod & in judiciis publicis obtinere oportet. Digest. Lib. XLII. Tit. I. De re judicata &c. Leg. XXXVIII. princ. Alter Index damnat, alter absolvit: inter dispares sententias minor vincat. Senec. Lib. I. Contror. V. Voyez aussi Quintil. Decl. CCLIV. Antiphon, Orat. XIV. Aristotel. Problem. Sect. XXIX. Cap. XIII. & Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 18. avec les Notes de l'Auteur, & de Gronovius; comme aussi la Différentiation de Boecler sur ce que l'on appelle Calculus Minerva.

sur tous les autres? A ne considérer ici que l'Equité Naturelle, indépendamment de toute Convention & de toute Loi particulière, il faut distinguer les avis qui diffèrent en tout absolument, d'avec ceux dont l'un renferme une partie de l'autre, ou qui ne diffèrent qu'à l'égard du degré. Les derniers doivent être réunis en ce qu'ils ont de commun : mais il n'en est pas de même des premiers. Si, par exemple, les uns condamnent à vingt Ecus, & les autres à dix, il (1) faut réduire l'amende à dix Ecus, contre l'opinion qui absout; puis que dix étant compris dans vingt, la plus grande partie des Juges s'accorde à l'égard de la première somme. Il y a une Loi du *Digeste* (a), qui porte, que, *si de trois Arbitres l'un condamne à quinze, l'autre à dix, & le troisième à cinq; la Partie doit paier cinq: parce que c'est la somme en laquelle ils sont tous d'accord.* En vain *Grotius* (b) s'éloigne-t-il de cette décision, prétendant que le Défendeur doit être condamné à dix: car, dit-il, c'est à quoi se réduit l'avis du plus grand nombre, déduction faite de ce en quoi ils diffèrent. Mais je répons, que les trois Arbitres s'accordent tous dans la somme de cinq, & par conséquent il faut s'en tenir là, puis qu'ils diffèrent dans tout le reste. Car toutes les fois qu'il y a quelque diversité dans les avis, on doit suivre celui du plus grand nombre. De là vient qu'autrefois, dans le Sénat Romain, lors que l'avis d'un Sénateur (2) renfermoit deux choses, dont l'une avoit passé, & l'autre non; on lui ordonnoit de *partager son sentiment.* Mais, si au contraire une partie des Juges condamne un Criminel au bannissement, & l'autre à la mort, pendant qu'un troisième avis l'absout: les voix qui vont à l'exil, ne pourrout pas être jointes avec celles qui décrètent la mort, contre l'opinion qui absout; non plus que les voix qui absolvent, avec celles qui relèguent, contre celles qui condamnent à la mort: parce que tous ces avis sont entièrement différens les uns des autres. En effet, la mort n'est pas plus une partie du bannissement, que le bannissement une partie de la mort. Et quoi que ceux qui absolvent, & ceux qui relèguent, conviennent en ce que les uns & les autres épargnent la vie du Criminel, leur avis néanmoins ne tend pas là directement; c'est seulement une conséquence qui en résulte. Car ceux qui absolvent, déchargent le Criminel de toute punition; au lieu que ceux qui le bannissent, le condamnent sans contredit à une peine très-réelle (c).

*Grotius* dit encore (d), que, dans une délibération de plusieurs personnes, qui, sans composer entr'elles un Corps proprement ainsi nommé, sont unies ensemble par rapport à une certaine chose, où elles n'ont pas toutes part également; il ne faut pas seulement régler le rang des Membres de la Société, selon que chacun y a plus ou moins de part, mais encore le poids & la valeur des avis doit suivre cette Proportion Géométrique (3). Sur quoi il faut pourtaut remarquer, qu'une telle Société étant fondée sur la communauté d'une chose, & non pas sur quelque Convention, d'où il résulte un Corps proprement ainsi dit, & par laquelle chacun ait soumis sa volonté à celle du plus grand nombre, l'avis des Alliez ou Associez, qui ont une plus grande part à la chose, dont il s'agit, ne doit prévaloir sur celui des autres, qu'autant que cela se peut sans donner aucune atteinte au droit des derniers, ou sans leur causer aucun préjudice.

§. XIX. CE que nous avons dit, suffit pour faire comprendre, de quelle manière on connoit la volonté de l'Etat, lors que le Pouvoir Souverain est entre les mains de plus d'une personne. Il est clair au reste, que, dans toute Assemblée, où il s'agit de prendre quelque délibération sur des affaires qui regardent également tous les Membres, il faut pour le

moins

§. XVIII. (1) Si diversa summis condemnant Judices; minimam spectandam esse Julianus scribit. *Digest.* Lib. XLII. Tit. I. De re judicata &c. Leg. XXXVIII. §. 1. Si ex tribus Arbitris unus quindecim, alius decem, tertius quinque condemnent . . . Julianus scribit, quinque debere praferri: quia in hanc summam omnes consenserunt. Lib. IV. Tit. VIII. De receptis &c. Leg. XXVII. §. 3. Voyez aussi le Droit Canonique, de Arbitris, Cap. I. in VI.

(2) Quod fieri in Senatu solet, faciendum ego in Philoso-

phia quoque existimo. Cum consuit aliquis, quod ex parte mihi placeat; JUBEO ILLUM DIVIDERE SENTENTIAM, & sequor. Senec. Epist. XXI. Voyez *Cicero* ad Famil. Lib. I. Ep. II. & *Grotius*, ubi supra, §. 19.

(3) Voyez *Digest.* Lib. II. Tit. XIV. De Pactis, Leg. VIII. Lib. XVI. Tit. III. Depositi, vel contra, Leg. XIV. & Lib. XLII. Tit. V. De rebus auctoritate Judicis possidendis, Leg. XVI.

(a) Elle est citée dans la Note sur ce paragr. (b) *Sparf. flor. in Jus Justin.*

(c) Voyez *Plin.* Lib. VIII. Epist. XIV. *Polyb.* Excerpti. legat. 129. *A. Gell.* Lib. IX. Cap. XV. *Quintil.* Declam. CCCLXV. *Lidam.* argum. Declam. XXX. *Heliodor.* *Ethiop.* Lib. I. *Cujac.* Obs. XII, 16. & *Cassp.* *Ziegl.* ad *Grot.* Lib. II. Cap. V. §. 19. (d) *Ubi supra*, §. 22.

De combien de personnes pour le moins doit être composée une Assemblée?

moins trois personnes (1). Car s'il n'y en avoit que deux, quand elles ne se trouveroient pas de même sentiment, il n'y auroit rien qui pût faire pencher la balance d'un ou d'autre côté: ainsi en ce cas-là l'affaire demeureroit indécidée (a). J'avoue, que deux Consuls, par exemple, sont quelquefois appelez *Collègues*. Mais ce mot de *Collègue* s'applique souvent à ceux qui (b) exercent simplement le même Emploi. Les Auteurs Latins disent le *Collège* (c) des *Tribuns*; & cependant un seul Tribun pouvoit, par son opposition, annuler la délibération unanime de tous les autres. Tous ceux qui se donnent les uns aux autres le nom de *Collègues*, ne forment pas entr'eux une Assemblée, où les volontez de tous les Membres se réunissent en une seule, par l'effet de quelque Convention. Il peut y avoir au contraire des Sociétez, où chacun conserve sa volonté particulière, entièrement indépendante de la volonté des autres. Ainsi il ne sert de rien de dire, que deux personnes suffisent pour un Contrat d'Association. Pour la Loi du (2) *Digeste*, qui porte, que, *si un Corps se trouve réduit à une seule personne, elle conserve le droit de tous les autres, aussi bien que le nom du Corps entier*; il ne s'ensuit pas de là, qu'une seule personne puisse former un Corps ou une Assemblée; mais cela signifie seulement, que, quand tous les Membres d'un Corps déjà établi viennent à manquer par quelque accident, à la réserve d'un seul; celui-ci représente pour un tems tout le Corps, jusques à ce que l'on ait rempli la place de ceux qui manquent. Ordinairement même, dans ces sortes d'Assemblées, on n'a point d'égard aux absens, pourvu qu'ils aient été dûement convoquez (d), mais leur droit accroît aux présens. Ce qui, à mon avis, se doit néanmoins restreindre aux affaires ordinaires, & qui ne souffrent point de retardement. Il faut encore ajouter cette exception, que les Loix n'aient pas fixé précisément (e) un certain nombre de personnes, dont l'Assemblée doit nécessairement être composée. En certains endroits les absens peuvent charger quelcun des présens de tenir leur place, ou donner même leur suffrage par écrit (f).

§. XX. L'ETAT étant formé de la manière que je viens de le décrire, le Souverain s'appelle ou *Monarque*, ou *Sénat*, ou *Peuple*, selon que le Gouvernement est entre les mains d'une seule personne, ou de plusieurs: tous les autres sont ce que l'on nomme des *Sujets*. Sur quoi il faut remarquer, que l'on devient Membre d'un Etat en deux manières, savoir, ou par une Convention expresse, ou par une Convention tacite. En effet, les premiers Fondateurs des Etats n'ont pas prétendu sans doute que la Société finit aussi-tôt avec ceux qui l'avoient eux-mêmes formée; mais ils ont eu aussi en vûe le bien de leurs Enfans, & de toute leur postérité. Ils sont donc censés avoir stipulé entr'eux, que leurs Enfans & leurs Descendans auroient, en venant au monde, le droit de jouir des avantages communs à tous les Membres de l'Etat. Et comme on ne sauroit obtenir ces avantages sans le Gouvernement, qui est l'Ame des Sociétez Civiles; tous ceux qui naissent d'un Citoyen, sont censés par cela seul se soumettre à la Puissance Souveraine, de laquelle leurs Parens dépendent. De là vient que ceux qui ont une fois pris en main les rênes de l'Empire, n'ont pas besoin de faire prêter serment de fidélité aux enfans qui naissent depuis dans leurs Etats, lors même qu'il ne reste plus aucun de ceux qui leur avoient déferé l'Autorité Souveraine.

De plus, comme chaque Etat a pris possession d'une certaine partie de la Terre, pour y mettre en sûreté la personne & les biens des Citoyens; & qu'il y auroit beaucoup à craindre pour eux à cet égard, si tous ceux qui ne reconnoissent pas l'Autorité de leur Souverain, pouvoient venir dans le Pais & y demeurer, comme bon leur sembleroit; c'est une maxime, qui est regardée comme une Loi générale de tous les Etats, que quiconque entre simplement dans les terres d'un Etat, & à plus forte raison ceux qui veulent jouir des avan-

(a) Voiez le Droit Canon. de Arbitris, Cap. 1.

(b) Voiez Digest. Lib. XXVI. Tit. VII. De admin. & peric. Tutorum & Curat. Leg. XIV. Lib. XLVI. Tit. III. De solution. & liberat. Leg. CI. & Lib. L. Tit. XVI. De verbor. signific. Leg. CLXXIII.

(c) Collegium Tribunalium.

(d) Voiez le Droit Canon. de elect. & electis potestate, Cap. XXXVI. Senec. Excerpt. Contr. VII. 4.

(e) Voiez les Loix citées dans la Note 2. sur le §. 16.

(f) Voiez le Droit Canon. ubi supra, C. XLVL.

Ce que c'est proprement qu'un Citoyen.

§. XIX. (1) Neratius Priscus tres facere existimat collegium: & hoc magis sequendum est. Digest. Lib. L. Tit. XVI. De verborum significatione, Leg. LXXXV.

(2) Si universitas ad unum redit, magis admittitur,

posse enim convenire, & conveniri: cum jus omnium in unum reciderit, & fiat nomen universitatis. Lib. III. Tit. IV. Quod cujusq. univ. nom. &c. Leg. VII. §. 2.

avantages que l'on y trouve, sont eensez renoncer à leur Liberté Naturelle, du moins pour tout le tems qu'ils demeurent dans le País, & se soumettre au Gouvernement qui y est établi. Que s'ils refusent de le reconnoître, ils peuvent être regardez sur le pied d'Ennemis, du moins en sorte qu'on ait droit de les chasser du País.

Il est clair encore, que ceux qui entrent dans un Etat déjà formé, ne dépendent pas moins du Gouvernement Civil de cet Etat, que ceux qui l'ont eux-mêmes établi dès le commencement.

Enfin, il faut remarquer, que quelques Savans ne sont pas bien d'accord sur la définition du *Citoien*. *Hobbes* (a) semble ne faire aucune distinction entre le mot de *Sujet*, & celui de *Citoien*. Sur ce pied-là, les Femmes, les Enfans, les Serviteurs, & les Esclaves même seroient du nombre des Citoiens. La définition d'*Aristote* (1) ne convient qu'aux Démocraties. Pour moi, il me semble, que l'Etat se formant par une soumission des volontez de chaque Particulier à celle d'un Prince, ou d'une Assemblée; le terme de *Citoien* doit s'entendre principalement de ceux qui, par leurs Conventions mutuelles, ont fondé l'Etat, ou de leurs successeurs de Père en Fils. Or comme ce sont les Pères de famille, qui ont établi toutes les Sociétez Civiles, c'est aussi à eux que le nom de *Citoien* convient proprement, à mon avis. Pour les Femmes, les Enfans, les Serviteurs, ou les Esclaves, dont les Pères de famille représentoient les volontez, comme renfermées dans la leur, le titre de *Citoien* ne leur peut être donné qu'entant qu'ils jouissent de certains droits, & de la protection commune de l'Etat, comme étant Membres de la Famille d'un *Citoien* proprement ainsi nommé. A l'égard (b) des Etrangers, qui ne demeurent dans le País que pour quelque tems, & non pas à dessein de s'y établir; on voit bien qu'ils ne peuvent en aucune manière être appelez *Citoiens*.

(a) *De Cive*, Cap. V. §. II.

(b) *Peregrini; Inquilini; Temporarii* *Lucula*.

Des Corps subordonnez qu'il y a dans un Etat.

§. XXI. A U reste, dans la plupart des Etats, les Citoiens, outre la relation générale de Membres d'une même Société Civile, ont ensemble diverses liaisons particulières, que l'on peut réduire à deux principales : l'une, lors que quelques-uns forment certains *Corps particuliers, mais subordonnez à l'Etat* : l'autre, lors que les Souverains confient à certaines personnes jointes ensemble quelque partie du Gouvernement. Ces *Corps subordonnez*, soit qu'on les nomme *Compagnies, Chambres, Colléges, Sociétez, Communautés*, ou de quelque autre manière, peuvent être divisez 1. En ceux qui sont plus anciens que les Etats, & ceux qui n'ont été formez qu'après l'établissement des Sociétez Civiles. Les *Corps particuliers plus anciens que les Etats*, ce sont les *Familles*, dont les Chefs avoient un certain pouvoir & de certains droits sur ceux qui en étoient Membres, comme nous l'avons fait voir en son lieu; autorité qu'ils ont conservée autant que la nature des Sociétez Civiles, & les Loix ou les Coûtumes particulières de chaque Etat le permettent. Les *Corps subordonnez qui n'ont été formez que depuis l'établissement des Sociétez Civiles*, peuvent être divisez en *Publics, & Particuliers*. Les *Publics*, ce sont ceux qui sont établis par autorité du Souverain. Les *Particuliers* ou se forment simplement par des Conventions entre les Citoiens, ou dépendent d'une Autorité étrangère, qui ne sauroit être regardée dans l'Etat avec plus de considération que celle d'un simple Particulier. Ces *Corps Particuliers* sont ou *Légitimes*, ou *Illégitimes*. Les premiers sont ceux que l'Etat approuve, ou doit du moins approuver : les autres sont ceux qu'il n'approuve, ni ne doit approuver. Je dis, *ni ne doit approuver* : car si, dans un Etat où le Culte Public de la Religion est corrompu, quelques personnes qui connoissent la Vérité s'assemblent en particulier pour faire leurs exercices de dévotion, sans causer aucun trouble, & sans rien machiner contre l'Etat; quoi que les Souverains n'approuvent pas tout ce qui est contraire à leurs sentimens, on ne sauroit traiter d'illégitimes ces sortes d'Assemblées, puis que les Souverains (1) eux-mêmes sont

§. XX. (1) Πολιτικὴ δὲ ἀρχὴ οὐδὲν ἢ ἄλλαν ἐξέχει πολλόν, ἢ τῶν μετῴκτων κοινῶς καὶ ἀρχή. „ On ne sauroit mieux définir le Citoien, qu'en disant, que c'est celui qui a part à la Judicature & à la Magistrature.

*Politie*. Lib. III. Cap. I. Voyez le reste de ce Chapitre.

§. XXI. (1) Ce n'est pas pour cette raison : car le Souverain croit sans doute sa Religion meilleure, que l'autre, dont il s'agit ; & tant qu'il demeure dans cette per-

sont obligez de reconnoître & d'approuver la véritable Religion, qui y est enseignée. De même, si parmi un Peuple barbare, où l'on méprise toutes les Sciences, quelques personnes tenoient là-dessus des Conférences particulières, qui est-ce qui oseroit appeller cela des Assemblées illégitimes? Les Corps subordonnez se divisent encore 2. En Réguliers, & Irréguliers. Dans les premiers, la volonté de tous les Membres est unie par quelque Convention. Dans les autres, il n'y a qu'un simple accord sans engagement, & une union formée uniquement par quelque Passion commune à plusieurs personnes qu'elle fait agir de concert, comme est, par exemple, l'espérance du gain, un désir de Vengeance, l'Ambition, la Colère, & autres semblables mouvemens.

§. XXII. A L'EGARD des Corps Légitimes en général, il faut remarquer, que tous les droits qu'ils ont, & tout le pouvoir qu'ils exercent légitimement sur les Membres, dont ils sont composez, dépendent de la détermination du Souverain, en sorte qu'ils ne peuvent rien faire ni prétendre au préjudice du Gouvernement établi. Autrement il y auroit, dans l'Etat, un autre Etat. Si donc un Etat s'est formé de divers Corps absolus & indépendans, il faut nécessairement que chacun de ces Corps, en se réunissant pour composer une seule & même Société Civile, se soit dépouillé d'une partie de son pouvoir & de ses anciens droits, autant que le demandoit la constitution de l'Etat, où il entroit; sans quoi ils ne seroient point parvenus à leur but. Pour ce qui est des Corps qui prennent naissance dans un Etat déjà formé, il faut examiner sur quel pied le Souverain a prétendu les fonder ou les approuver. S'il a donné ou confirmé en termes exprès à quelcun de ces Corps un droit absolu & indépendant en matière de certaines affaires qui concernent le Gouvernement de l'Etat; il s'est manifestement dépouillé d'une partie de la Souveraineté, & il a rendu par là l'Etat irrégulier, ou lui a donné deux Chefs: ce qu'une personne de Bon-Sens ne fera jamais sans quelque grande nécessité qui l'y oblige. Mais lors que le Souverain n'a prétendu rien relâcher de son Pouvoir, il faut nécessairement que ces sortes de Corps subordonnez tempèrent de telle manière l'usage de leurs droits, qu'ils ne donnent aucune atteinte à la Souveraineté, & ils ne sauroient légitimement les étendre ni directement, ni indirectement, à quoi que ce soit qui tende à faire en sorte que leur autorité ne soit plus subordonnée. Pour connoître donc les bornes de leur pouvoir, il faut en juger par les Lettres Patentés de leur fondation, ou de leur confirmation; ou par les Loix communes & fondamentales de l'Etat, qui obligent tous les Citoyens en général, & chacun en particulier, à moins que l'on n'en soit dispensé par quelque Privilège exprès. D'où il s'ensuit, que, si quelcun de ces Corps est gouverné par une seule personne, tout ce qu'elle fera selon les réglemens de la fondation du Corps, ou conformément aux Loix générales de l'Etat, sera regardé comme un acte de tout le Corps. Mais du moment que le Chef vient à passer ces bornes, les autres n'entrent pour rien dans ce qu'il fait, & il en doit rendre compte lui seul. Que si un tel Corps est gouverné par une Assemblée composée de plusieurs personnes, & que cette Assemblée fasse quelque chose de contraire aux Loix de la fondation, ou à celles de l'Etat; il n'y aura que ceux qui auront donné un consentement exprès, qui en soient responsables: pour les autres, qui ne se seront pas trouvez à la délibération, ou qui auront opiné autrement, on ne peut leur infliger aucune peine. En ce cas-là il est bon, pour se mettre à couvert, de protester hautement contre l'avis des autres, & de faire insérer l'acte de sa protestation dans les Registres de la Compagnie, de peur que l'Innocent ne se trouve enveloppé dans un même danger avec les Coupables. Il en va tout autrement d'une Assemblée indépendante: car, si quelcun des Membres protestoit contre ce qui a passé à la pluralité des voix, ce seroit donner atteinte au Pouvoir Souverain de l'Assemblée. Pour ce qui regarde les Dettes de ces sortes de Corps, il faut voir au nom de qui elles ont été

Quel droit ont ces sortes de Corps?

suaion, rien ne l'oblige à changer. Mais c'est que les Souverains, de quelque Religion qu'ils soient, n'ont aucun droit d'empêcher, que chacun ne serve D I E U

paisiblement selon les lumières & les mouvemens de sa Conscience. Voyez ce que l'on dira sur le Chap. IV. §. 114. Not. 2.



été contractées. Car le Corps n'est point tenu de paier ce que chacun des Membres a emprunté en son nom propre & particulier : tout ce qu'il y a, c'est que, si le Débiteur est condamné à paier, on peut faire saisir, avec ses autres biens, ceux même qui lui reviennent en qualité de Membre de ce Corps. Pour les Dettes contractées au nom du Corps, par quelqu'un de ses Directeurs, conformément aux Loix de la fondation, elles obligent tout le Corps considéré comme tel, de sorte que, si la Communauté n'a point de biens propres, chacun y est pour sa part : à moins que les Créanciers ne soient des gens qui ne dépendent pas du même Souverain ; car en ce cas-là ils s'en prennent à chaque Membre, dont ils peuvent se saisir, comme s'il s'étoit obligé solidairement : de même que, par droit de *Représailles*, le premier Sujet d'un Etat étranger qui se trouve dans le Pais, est mis en prison pour les dettes de tout autre de ses Concitoyens. Mais s'il y a des Dettes contractées contre les statuts de la fondation du Corps, elles ne tombent que sur ceux qui se sont expressément obligés, & non pas sur les autres, hormis ce en quoi ils pourroient avoir profité quelque chose de l'argent prêté. Lors que les biens de la Communauté ne suffisent pas pour acquitter une telle dette, il faut que chacun de ceux, qui se sont obligés, paie sa part de ce surplus. Que si quelqu'un des Membres a prêté en son particulier au Corps considéré comme tel, il ne peut s'en prendre qu'aux biens de la Communauté ; & s'ils ne suffisent pas pour le satisfaire, tant pis pour lui, c'est sa faute (a). Enfin, s'il survient quelque démêlé entre quelqu'un des Membres, & tout le Corps, ce n'est pas le Corps qui en doit décider, mais l'Etat, de qui il dépend : autrement, comme il n'y a point ici de Juge commun, le Corps seroit Juge en sa propre Cause.

(a) Voyez *Hobbes*, *Leviath.* Cap. XXII.

Des Corps illégitimes, ou factieux.

§. XXIII. LES Corps illégitimes ne sont pas seulement ceux, dont les Membres s'unissent pour commettre ouvertement quelque Crime, telles que sont les bandes de *Larrons*, de *Esloux*, de *Gueux*, de *Miquelets*, de *Corfaires*, de *Brigands* &c. On doit encore entendre par là toutes sortes de liaisons, dans lesquelles les Citoyens entrent sans le consentement du Souverain, & d'une manière opposée au but des Sociétez Civiles. Ces engagements s'appellent des *Cabales*, des *Conjurations*, des *Factions* &c. & l'on y entre pour diverses raisons. Quelquefois des esprits revêches & séditieux tâchent par là de s'emparer du Gouvernement de l'Etat ; ou du moins de faire tourner les affaires publiques d'une manière qui s'accorde à leur goût & à leur avantage particulier. Quelques-uns veulent s'enrichir aux dépens du Public : d'autres cherchent par là de quoi se promettre l'impunité de leurs crimes. Il faut même regarder comme des Cabales suspectes & dangereuses, non seulement ces liaisons particulières dont on cache le sujet, mais encore celles qui se couvrent d'un prétexte plausible, comme de se défendre soi-même, de réformer certains abus, de faire casser quelques Ministres qui malversent dans leur Emploi. Car on entreprend par là sur les droits du Souverain, à qui il appartient de pourvoir à tout cela, & il est à craindre que, quand de tels Factieux se sentiront assez puissans, ils ne tournent leurs forces contre l'Etat même (a). Ainsi bien des choses, qui d'ailleurs sont très-innocentes en elles-mêmes, deviennent illicites, lors qu'elles se font par voie de Cabale. Par exemple, il est permis de présenter une Requête au Souverain, d'accuser quelqu'un &c. mais lors qu'on y va accompagné d'une grande troupe de gens, que l'on a ramassée tout exprès, cela sent la sédition. C'est ainsi que, par les Loix de la Guerre, il est défendu aux Soldats, sur peine de la vie, de venir demander leur paie avec un grand nombre de leurs camarades (b).

(a) Voyez *Tacitus*, *Histor. Lib. I.* Cap. LXXXIV. au commencement.  
(b) Voyez encore *Alber.* XXIX, 39, 40. & *Hobbes*, de *Cive*, Cap. XIII. §. 12, 13. & *Leviath.* Cap. XXII. *in fine*.

Des fonctions particulières des Citoyens, qui ont quelque Emploi Public.

§. XXIV. CEUX, à qui le Souverain confie quelque partie du Gouvernement, qu'ils exercent en son nom & par son autorité, sont aussi engagés envers lui d'une façon plus étroite & plus particulière, que les simples Citoyens. On appelle ces gens-là des *Ministres* ou *Officiers Publics*, ou des *Magistrats* ; & il ne faut pas les confondre avec les *Ministres* ou *Officiers particuliers du Prince*, qui le servent, comme ils feroient un simple Particulier, dans les affaires qu'il a, comme toute autre personne. Pour ceux qu'il emploie à son service précisément tant que Souverain, les uns ont en main une partie du Gouverne-

ment,

ment, en vertu de quoi ils représentent la personne d'une certaine manière, & ce sont ceux que l'on appelle proprement *Ministres Publics*: les autres sont simplement chargez de l'exécution & de l'exécution des affaires publiques. Il faut mettre au premier rang les *Tuteurs du Prince & les Administrateurs du Royaume* pendant la Minorité d'un Roi, ou lors qu'il vient à être fait prisonnier, ou à perdre son bon-sens: les *Gouverneurs des Provinces, des Villes, & des Districts*: les *Commandans d'Armée, tant par mer que par terre*: les *Intendants des Finances*: les *Présidens des Cours de Justice*: les *Examineurs des doctrines*: les *Ambassadeurs ou Envoyez auprès des Puissances étrangères*; & autres semblables Ministres. L'autre classe renferme les *Conseillers*, qui ne font que proposer leurs avis au Souverain; les *Secrétaires*; les *Receveurs des deniers publics*, & ceux qui recueillent les revenus du *Domaine de l'Etat*; les *Soldats*; les *Officiers subalternes*; ceux qui prêtent leur bras à l'exécution de la *Justice*; & autres Emplois semblables, dont il est aisé de connoître la variété & la subordination, dans chaque Etat (a).

(a) Voyez *Hobbes, Leviath. Cap. XXIII. & Bodin. de Republ. Lib. III. Cap. VII.*

## CHAPITRE III.

### *De l'origine & des fondemens de la Souveraineté.*

§. I. **V**OIONS maintenant quelle est l'origine prochaine & immédiate de la *Souveraineté*, qui se trouve dans tous les Etats, & qui en est comme l'ame.

Je suppose ici d'abord, que cette Autorité Souveraine ne sauroit avoir son effet, si celui, qui en est revêtu, n'a, d'un côté, des forces assez grandes pour le mettre en état de contraindre les Sujets, par la vûe de quelque mal, à faire ce qu'il leur commande; & de l'autre, un bon titre, en vertu duquel il ait droit de leur prescrire ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire. La première de ces choses résulte immédiatement, aussi bien que l'autre, des Conventions, qui forment la Société Civile. En effet, on est censé avoir en main les forces de plusieurs autres, lors que ceux-ci sont tenus de ne faire usage de leurs propres forces que de la manière qu'on le jugera à propos, en sorte qu'ils ne peuvent pas légitimement nous résister, ou refuser de nous obéir: car c'est la seule manière de transférer à autrui ses propres forces. Or les Sujets, en soumettant leurs volontés à celle du Souverain, s'engagent par là à ne pas lui résister (1), ou à lui obéir, toutes les fois qu'il voudra employer leurs forces & leurs facultez à l'avancement du Bien Public; & par conséquent ils le rendent assez fort pour contraindre chacun d'eux à lui obéir. Cette même Convention lui donne aussi un titre bien légitime & bien authentique, puis qu'elle fonde son Autorité sur la soumission & le consentement volontaire des Sujets, & non pas sur aucune violence. Voilà donc l'origine prochaine & immédiate du Pouvoir Souverain, entant qu'il marque une Qualité Morale. Car comme on transfère son bien à autrui, par des Conventions & des Contrats: on peut de même, par une soumission volontaire, se dépouiller en faveur de quelqu'un, qui accepte la renonciation, du droit que l'on avoit de disposer pleinement de sa liberté & de ses forces naturelles. Ainsi un homme, qui s'engage à être mon Esclave, me confère véritablement sur lui l'Autorité de Maître; & c'est une crasse ignorance que d'objecter là-dessus, comme font quelques-uns, cette maxime commune, & vraie en un autre sens, que l'on ne sauroit donner ce que l'on n'a pas.

Les Conventions, qui forment l'Etat, produisent aussi la Souveraineté.

§. II. **M**AIS, quoi que la Souveraineté résulte immédiatement des Conventions humaines, cela n'empêche pas, que, pour la rendre plus sacrée & plus inviolable, il ne faille

Cela se fait avec l'approbation & par la volonté de DIEU.

§. I. (1) *Memento, ne atque experiri vellent imperium, cuius vis omnis in consensu obediendum esset.* Tit. Livius, Lib. II. Cap. LIX.

un principe plus relevé, & que l'Autorité des Princes ne soit de Droit Divin, aussi bien que de Droit Humain. En effet, depuis la multiplication des Hommes, la droite Raison aiant fait voir sans contredit, que l'établissement des Sociétez Civiles étoit absolument nécessaire pour l'ordre, la tranquillité, & la conservation du Genre Humain; DIEU, autant qu'auteur de la Loi Naturelle, doit aussi être regardé comme auteur des Sociétez Civiles, & par conséquent du Pouvoir Souverain, sans lequel elles ne sauroient être conçues. En effet il faut rapporter à Dieu, non seulement les établissemens faits immédiatement par son ordre, & sans l'intervention d'aucun acte humain; mais encore ceux que les Hommes ont inventez eux-mêmes par les lumières de la droite Raison, selon que les circonstances des tems & des lieux le demandoient, pour s'aquitter des Obligations, qui leur étoient imposées par quelque Loi Divine (a). Puis donc que, sans le Gouvernement Civil, on n'auroit pas pû commodément pratiquer les Devoirs de la Loi Naturelle, depuis que le Genre Humain se fût considérablement multiplié; il est clair, que Dieu, qui a prescrit cette Loi aux Hommes, leur a par cela seul ordonné de former des Sociétez Civiles. Aussi voions-nous, que, dans l'Ecriture Sainte, il approuve formellement l'Autorité des Souverains, & la fait regarder comme venant de lui, ordonnant sous des peines très-rigoureuses d'avoir pour eux un profond respect, & de se soumettre, sans répugnance, à leur volonté. Mais il n'est pas bien sûr, que Dieu ait expressément commandé d'établir telle ou telle Société Civile en particulier. Car pour ce qui est du sixième des (b) *Préceptes donnez aux enfans de Noé*, supposé qu'on puisse le vérifier, il ne marque point de tems ni de lieu précis, & rien n'empêche qu'on ne l'explique en ce sens, qu'il faudra administrer la Justice, lors qu'il y aura des Tribunaux établis.

(a) Voyez I. Timoth. II, 2.

(b) De Judiciis. Voyez Selden. de J. N. & Gent. sec. Hebr. Lib. VII. Cap. IV. & seqq. & Mr. Le Clerc sur Deut. I, 17.

(c) Boecler. in Grav. Lib. I. Cap. III. §. 6.

Ce que nous venons de dire sur l'origine de la Souveraineté, n'est pas fort différent des pensées d'un (c) Commentateur célèbre de Grotius: Il faut, dit-il, fonder l'établissement du Pouvoir Souverain non seulement sur un acte humain, mais encore sur un commandement divin, & sur la Loi Naturelle, ou sur un acte humain, par lequel on se propose d'obéir au Droit Naturel. En effet, celui qui ordonne l'établissement d'une Société, prescrit en même tems l'ordre nécessaire pour l'entretenir: or l'ame d'une Société, c'est qu'il y ait quelqu'un qui commande avec autorité; & l'Etat est la plus parfaite de toutes les Sociétez. Voilà qui est bien, pourvu qu'on ajoute, que Dieu a déclaré ici sa volonté uniquement par les lumières de la Raison, qui ont fait comprendre aux Hommes, que, sans l'établissement des Sociétez Civiles, l'ordre & la paix, qui sont le but du Droit Naturel, ne pourroient pas se maintenir dans le monde; sur tout depuis que le Genre Humain se fût considérablement multiplié. Et c'est ce qui distingue les Sociétez Civiles d'avec les autres établissemens humains, qui ont bien été inventez par les lumières de la droite Raison, mais non pas en sorte qu'elle les fit regarder comme absolument nécessaires pour l'ordre de la Société, & pour la conservation du Genre Humain. Il est vrai, que, dans le cinquième Commandement du Décalogue (1), Dieu ordonne d'obéir aux Puissances: mais cela n'exclut pas plus les causes prochaines & immédiates du Pouvoir Souverain, que la défense de dérober, contenue dans le huitième Commandement, n'exclut les Conventions humaines, qui ont intro-

§. II. (1) L'Auteur disoit ici le quatrième Commandement: mais il a voulu sans doute parler du cinquième; Honorez vos Pères, & vos Mères. De plus, il accorde trop libéralement, qu'il s'agisse là des Souverains. Je sais bien que les Théologiens & les Prédicateurs, à force de conséquences, ou plutôt de machines, renferment tous les Supérieurs sous le titre des Pères & des Mères. Mais un bon interprète ne tirera jamais de là rien de semblable: & sans examiner le principe général des explications trop étendues que l'on donne ordinairement aux Commandemens du Décalogue, (sur quoi on peut voir ce qu'a dit Mr. Le Clerc, dans sa Note sur le 1. verset du Chap. XX. de l'Exode, & ce que dit notre Auteur, après

Grotius, Liv. VIII. Chap. I. §. 4. à la fin;) il ne faut que faire tant soit peu de réflexion à la raison que le Législateur ajoute, pour porter les Israélites à l'observation du Précepte, dont il s'agit: Afin, dit-il, qu'ils prolongent vos jours sur la Terre, que le Créateur votre Dieu vous aura donné. Cela fait allusion manifestement à l'efficacité que l'on attribuoit aux prières des Pères & des Mères en faveur de leurs Enfans obéissans. Voyez Mr. Le Clerc sur ce Commandement, & sur Genes. XXVII, 33. La chose sera encore plus évidente, si l'explication ingénieuse de Mr. Des Maisneaux (dans les Nouvelles de la République des Lettres, Novembre 1700. p. 500. & suiv.) est bien fondée,

introduit la Propriété des biens. Lors aussi que l'on donne aux Souverains le titre de *Lien-tenans de Dieu sur la Terre*, cela veut dire seulement, que, par le moien du Pouvoir, qu'ils ont en main, ils entretiennent dans le monde le bon ordre & la paix, beaucoup mieux que n'auroient fait les impressions de la Loi Naturelle toutes seules, & le respect des Hommes pour son auteur. En ce sens-là les paroles suivantes du même Commentateur ne souffrent point de difficulté : *Afin donc, dit-il, que l'Etat fût véritablement un Etat, & qu'il produisît l'effet, auquel il est destiné; Dieu a établi, par la Loi Naturelle, l'ordre de commander & d'obéir, dans lequel il doit y avoir, en vertu de la volonté même de Dieu, & des lumières naturelles de la Raison, un Pouvoir Souverain & indépendant, qui ne relève que de Dieu, comme c'est celui qui approche le plus de sa Majesté, & qui le représente ici bas. Mais il dépend uniquement des Hommes de conférer ce Pouvoir Souverain à une seule personne, ou à plusieurs, & de régler, les uns d'une façon, les autres de l'autre, la forme du Gouvernement.* Pour ce qui regarde l'opinion de Grotius (d) touchant l'origine de la Souveraineté, elle peut être expliquée en un bon sens : *Les Hommes, dit-il, ont été portez à former des Sociétez Civiles, non par aucun ordre de Dieu, (c'est-à-dire, par aucun commandement exprès, car en effet on n'en trouve point de tel) mais de leur propre mouvement (ce qui n'exclut pourtant pas les lumières de la droite Raison, & la volonté de Dieu) par l'expérience qu'ils avoient faite de l'impuissance où étoient les Familles séparées (depuis la multiplication du Genre Humain) de se bien mettre à couvert des insultes & de la violence d'autrui. C'est-là, continue-t-il, l'origine du Pouvoir Civil, que St. Pierre appelle à cause de cela (e) un établissement humain : quoi qu'il soit aussi qualifié ailleurs (f) un établissement divin, parce que Dieu l'a approuvé comme une chose salutaire aux Hommes.* A l'égard de ces dernières paroles, elles semblent signifier, que Dieu s'est contenté d'approuver le Gouvernement Civil, lors qu'il a été une fois établi dans le monde, de la même manière qu'il a bien voulu (g) approuver la condition d'Esclave, qui est sans contredit un établissement humain. Mais il faut ajouter, qu'avant qu'il y eût aucune Société Civile, les Hommes pouvoient comprendre, en faisant réflexion sur l'état du Genre Humain depuis sa multiplication, que Dieu vouloit qu'ils formassent de telles Sociétez, sans lesquelles il n'y auroit pas eût moien de vivre en paix & en sûreté; de sorte qu'en suivant ainsi les lumières de leur Raison, conformes au but de la Loi Naturelle, ils accomplissoient effectivement la volonté de Dieu.

§. III. CELA suffit, à mon avis, pour regarder comme sacrée l'origine du Gouvernement Civil, & pour engager les Sujets à avoir du respect & de la soumission pour leurs Souverains. Il ne sera pourtant pas inutile d'examiner ici les raisons d'un Auteur (a) Moderne, qui prétend, qu'il faut encore quelque chose de plus. Il pose d'abord pour principe, qu'il y a de la différence entre la cause de l'Etat, & la cause du Gouvernement Civil ou de la Souveraineté. Il avoue, que les Etats sont formez par des Conventions: mais il soutient néanmoins, que c'est DIEU qui confère immédiatement aux Princes le Pouvoir Souverain, sans que les Hommes y contribuent en aucune manière. Selon lui, les Peuples libres, qui se choisissent d'eux-mêmes un Roi, ne le revêtent pas pour cela de l'Autorité Souveraine: ils ne font que désigner celui à qui le Ciel doit la conférer; de même que, dans plusieurs Villes Municipales, l'élection des Magistrats appartient au Conseil, quoi qu'ils reçoivent leur Pouvoir uniquement du Souverain.

Cette pensée a un air de dévotion qui éblouit bien des gens; mais, pour peu qu'on l'examine, on trouvera, qu'elle renverse toutes les Conventions des Souverains avec leurs Sujets, & toutes les Loix fondamentales de l'Etat. Et d'abord, on ne sauroit voir sans une juste indignation, que cet Auteur ôte entièrement la (b) *Majesté Souveraine* aux Républiques, & qu'il ne l'accorde qu'aux Rois. J'avoue, que, dans ces derniers siècles, l'usage a affecté aux Rois d'une façon particulière le titre de *Majesté*: mais on ne laisse pas pour cela de (1) s'en servir

(d) Lib. I. Cap. IV. §. 7. num. 3.

(e) Epir. I. Chap. II. vers. 13.

(f) Rom. XIII, 1.

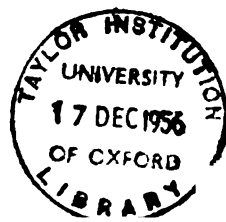
(g) Ephes. VI, 5, 6, 7, 8. Coloss. III, 22. I. Tim. VI, 1, Tit. II, 9.

Si la Souveraineté vient immédiatement de Dieu ?

(a) J. Frid. Hornius, de Civit. Lib. II. Cap. I.

(b) *Majesté*.

§. III. (1) Ceci n'a lieu qu'en Latin.



embarrassé de répondre à toutes ces questions : & au fond il est ridicule de chercher la cause immédiate du Pouvoir Souverain considéré en général par abstraction, puis qu'il n'existe jamais que dans telle ou telle personne en particulier. C'est tout comme si sachant la cause de l'existence de chaque Homme en particulier, on s'avisait de chercher la cause de la Nature Humaine considérée par abstraction. D'ailleurs, l'Auteur, que je réfute, laissant aux Peuples la liberté, lors que personne n'a acquis aucun droit à la Souveraineté, de choisir quel Roi il leur plait, & quand bon leur semble, ou d'établir telle forme de Gouvernement qu'ils jugent à propos (e); je voudrais bien savoir, que seroit devenue la *Majesté Souveraine*, si tous les Peuples eussent trouvé bon de faire des Etats Aristocratiques, ou Démocratiques. J'avoue, que l'Élection considérée proprement & précisément en elle-même n'est autre chose qu'une manière de faire acquiescer à quelcun la Souveraineté. Mais rien n'empêche, que, par un seul & même acte, on ne désigne une certaine personne, & on ne lui confère en même tems une Autorité, qui n'existoit pas auparavant. Car il est clair, que le concours mutuel des volontés suffit pour produire un droit, & généralement toute autre sorte de Qualité Morale (f). Nous n'aurons pas de la peine à résoudre cette autre difficulté : *Si le Peuple, dit-on, est la Cause Seconde de la Majesté Souveraine, il doit avoir reçu de Dieu le pouvoir de la produire : or c'est-ce que l'on ne sauroit prouver.* Mais puis que Dieu a imprimé dans le cœur des Hommes un désir ardent de leur propre conservation; qu'il leur ordonne de maintenir parmi eux le bon ordre & la paix; & qu'il leur a donné la Raison, pour connoître les moïens propres à cette fin, dont le principal est le Gouvernement Civil; y a-t-il le moindre lieu de douter, qu'ils ne tiennent du Ciel le droit d'établir l'Autorité Souveraine? Les axiomes Philosophiques, que l'on étale ici en divers endroits, sont en partie fort incertains, en partie tirez des Choses Physiques, & appliquez mal à propos aux Choses Morales. Je n'ai pas loisir de les examiner en détail (g).

(e) Voyez *Dent*, XVII, 14.

(f) Voyez *Hobbes*, de *Cive*, Cap. II. §. 4. & ce que nous avons dit ci-dessus, Liv. III. Ch. V. §. 2, 3, 4.

(g) Ce que dit *Ovide*, *Fast.* Lib. V. au commencement, sur l'origine de la *Majesté*, n'est qu'une fiction Poétique.

Les Guerres n'ont pas produit le Gouvernement Civil.

§. V. LE même Auteur s'étend fort à réfuter les sentimens de ceux qui rapportent à quelque autre cause l'origine de la Souveraineté. Sur quoi il faut avouer qu'il dit bien des choses judicieuses; quoi qu'il en avance d'autres qu'on ne sauroit lui passer. Il a raison de soutenir, que le Pouvoir Souverain ne doit pas son origine aux *Guerres excitées par l'Ambition ou par les autres Passions déréglées des Tyrans*: car cela suppose des Sociétés Civiles déjà établies. Il est vrai, que les violences, qui se commettoient tous les jours, & les machinations de ceux qui travailloient à opprimer les autres, ont pu donner occasion aux Pères de famille, qui avoient vécu jusqu'alors séparés & indépendans, de se joindre plusieurs ensemble, pour former des Etats (1). Il est clair encore, que la plupart des grands Empires, pour ne pas dire tous, doivent leurs accroissemens aux Conquêtes. Mais il ne s'ensuit pas de là, que les Guerres aient produit originairement le Pouvoir Souverain. Car il faut pour le moins que les premiers qui allèrent de concert attaquer les autres, se soient, avant toutes choses, soumis volontairement à la conduite d'un Chef. Et pour ceux qui étoient subjugués, le Vainqueur n'eut sur eux aucune Autorité légitime, que quand ils se furent ensuite engagés, par quelque Convention, à lui obéir fidèlement.

Si les Pères de famille ont pu devenir Princes.

§. VI. IL n'est pas non plus impossible, que l'Autorité des Pères de famille, sur tout de ceux qui avoient sous leur dépendance plusieurs hameaux, ait été érigée en Souveraineté (1). A la vérité le Pouvoir Paternel ne regarde proprement que l'éducation des Enfans, comme le Pouvoir des Maîtres ne s'étend qu'à ce qui concerne les affaires domestiques; & la multitude des Enfans, ou des Esclaves, ne fait pas par elle-même changer de nature à ces deux sortes de Pouvoir. Il n'y a pourtant pas une si grande distance entre l'Autorité des Pères de famille, & celle des Souverains, que l'on ne puisse passer de la première à l'autre, sans que Dieu produise lui-même une *Majesté* toute nouvelle. Car supposé qu'un Père

§. V. (1) Voyez ce que j'ai dit ci-dessus, sur le Chap. I. de ce Livre, §. 7. Note 1.

§. VI. (1) Voyez ci-dessus, Liv. VI. Chap. II. §. 10.

Note 2. & le Second Traité du Gouvernement Civil, par Mr. Locke, Chap. VIII. §. 11. & suiv.

lité Morale, telle qu'est l'Autorité Souveraine, soit attachée à une personne, par le consentement de quelques autres, qui n'en étoient pas formellement revêtus eux-mêmes, mais qui ne laissent pas pour cela de la produire réellement dans celui en qui elle commence d'exister (a); de même que plusieurs voix réunies d'une certaine manière, forment une harmonie qui n'étoit pas dans chacune. D'ailleurs, la Souveraineté résultant d'une Convention, par laquelle les Sujets s'engagent à ne pas résister au Souverain, & à le laisser disposer de leurs forces & de leurs facultez, comme il le jugera à propos; il est clair, qu'il y a dans chaque Particulier des semences, pour ainsi dire, du Pouvoir Souverain, qui pouffent & se réunissent toutes ensemble par les Conventions entre les Sujets & le Souverain. C'est donc raisonner sur des idées bien grossières, que de prétendre, que le Pouvoir Souverain ne puisse point émaner des Hommes, sous prétexte qu'on ne trouve rien de tel dans les Facultez Naturelles de chacun; comme s'il s'agissoit ici d'une Qualité Physique, ou comme s'il n'y avoit point de Qualitez Morales. Je ne sai, si les Rois sages, & sur tout ceux qui sont aussi Chrétiens, seront bien aises d'entendre dire, comme fait ensuite le même Auteur, que Dieu, qui avoit lui seul le droit de gouverner l'Homme, en vertu de la Création, s'en est déchargé sur les Princes, en sorte néanmoins qu'il le conserve toujours; & qu'ainsi il ait (b) *considérablement réduit les Rois de son Pouvoir, sans s'en déposséder absolument lui-même*; & autres semblables éloges, par lesquels de lâches Flatteurs prennent plaisir à relever la Majesté des Princes, en abaissant la Majesté Divine. On diroit qu'ils doutent, s'il reste encore à Dieu quelque Pouvoir sur les Hommes, depuis l'établissement des Rois; & si ceux-ci doivent, de même que leurs Sujets, le reconnoître pour leur Supérieur commun. Mais l'Autorité des Souverains est certainement d'une toute autre nature que l'empire que Dieu a sur les Hommes en qualité de leur Créateur. Ainsi il y a également de l'absurdité & du blasphème à dire, que Dieu, par une faveur toute particulière, communique aux Princes, qui sont Hommes, aussi bien que leurs Sujets, l'empire qu'il a lui seul en vertu de la Création. Pour prouver ensuite, que Dieu seul est la cause immédiate de la Majesté Souveraine, on distingue entre la cause efficiente immédiate, & la manière immédiate d'établir. Dieu, dit-on, est l'auteur immédiat de la Majesté Souveraine, quoi que la plupart des Rois montent sur le Trône par quelque autre voie médiate: Ainsi il faut mettre de la différence entre ces deux propositions: Dieu est la cause immédiate de la Majesté Souveraine; & Dieu établit immédiatement le Prince, ou, Dieu lui confère immédiatement la Majesté Souveraine: car quoi que l'on puisse dire, que Dieu confère cette Majesté (c) par l'entremise des suffrages du Peuple, par la voie de la Succession, par les Conquêtes; on ne sauroit en attribuer la production proprement ainsi dite, à aucune Cause Seconde, prochaine & immédiate. Mais on raisonne ici toujours sur une fausse idée de la Souveraineté, que l'on conçoit manifestement comme un Être Physique, qui aiant été produit par le Créateur sans être attaché à aucun sujet, court ensuite par le monde, jusques à ce que l'élection d'un Peuple le fixe au Roi nommé, & le remplisse de son auguste splendeur. Qu'est-ce donc que cette Majesté Souveraine, avant qu'elle ait été placée dans la personne d'un Roi? Est-ce une Substance, ou un Mode? Si c'est un Mode, comment peut-elle exister sans sujet? En quel tems a-t-elle été créée? Est-ce au commencement du Monde, ou depuis? N'y a-t-il, dans tout le Monde, qu'une seule Majesté Souveraine, dont chaque Roi possède une partie? ou bien chaque Roi a-t-il en particulier la Majesté toute entière? Lors qu'un Roi meurt, que devient la Majesté? Périt-elle avec lui, ou subsiste-t-elle encore, comme une Ame séparée du Corps; ou bien passe-t-elle, par une espèce de Metempsychose, dans le nouveau Roi, qui succède au défunt (d)? On seroit fort

(b) Per annulationem, non per omnimodam abdicationem.

(c) Voyez *Thémistius*, Orat. VI. Edit. Harduin. p. 73. C.

(d) Voyez l'histoire du Concile de Trente, par *Fra Paolo*, Lib. II. p. 213. où les Pères du Concile se tourmentent fort pour expliquer l'opération des Signes Sacramentaux; le tout pour ne pas connoître la nature des Choses Morales.

§. IV. (1) Sur ce principe (ajoutoit ici notre Auteur) on ne sauroit approuver le raisonnement de *Socrate*, rapporté par *Elie* (*Var. Hist.* Lib. II. Cap. 1.) lors que ce Philosophe, pour encourager *Alciade* à paroître har-

diment dans l'Assemblée du Peuple, lui disoit: Si vous méprisez, en particulier chacun de ceux qui composent cette Assemblée, que ne les méprisez-vous aussi, lors qu'ils sont tous ensemble?

sonne de Bon-Sens me dispensera de m'étendre à faire voir l'absurdité d'une telle pensée. Il est évident, que celui, qui renonce à la Couronne, fait place à un Successeur, en sorte que le Peuple peut désormais lui conférer l'Autorité Souveraine par une soumission libre; ou que le Prince peut de lui-même se mettre actuellement en possession du Roiaume, supposé qu'il y eût déjà droit en vertu de l'Ordonnance du Peuple, qui avoit réglé l'ordre de la Succession.

A qui il appartient de donner le titre de Roi à un Souverain?

§. IX. IL ne sera pas hors de propos d'examiner ici, à qui est-ce qu'il appartient de donner le titre de Roi, & les marques de la Dignité Royale, ou tel autre nom que ce soit, qui marque un Pouvoir Souverain & indépendant, attaché à une seule personne? Il est clair, que ceux qui confèrent la chose même, ou la Souveraineté, sont aussi ceux qui doivent conférer le nom & les titres. Si donc un Peuple, ou en formant une Société Civile, ou en changeant son ancienne forme de Gouvernement, dépose l'Autorité Souveraine, entre les mains d'un seul, il lui donne droit dès-lors de prendre le nom & le titre de Roi, avec toutes les marques d'honneur convenables à un tel rang. Ce Prince n'étant redevable de son Pouvoir & de sa Dignité à aucun Etranger, le consentement des autres Rois, ou des autres Etats, n'est pas nécessaire pour le mettre en droit d'agir comme Roi, & pour le faire regarder sur ce pied-là. Au contraire, comme les Etrangers lui feroient du tort, s'ils lui contestoient son autorité; ils l'outrageroient (1) aussi, s'ils lui refusoient le titre de Roi. Et il ne serviroit de rien de dire, que les Etats de ce Prince sont fort petits: car le nom de Roiaume ne marque pas une certaine étendue de pais, ou de forces, mais seulement une certaine sorte de Gouvernement Civil, qui peut être établi dans des terres plus ou moins vastes. Mais afin qu'un Seigneur, qui dépend lui-même d'un Supérieur, puisse devenir Roi, il faut que le Supérieur le décharge lui, & tous ceux de ses terres, des engagements où ils étoient envers lui. Ainsi celui qui a un Fief servant ne sauroit s'ériger en Roi sans le consentement de son Seigneur. Et s'il prend le titre de Roi avec l'approbation de son Seigneur, sans cesser pour cela d'être son Vassal, il ne sera revêtu de la Dignité Royale qu'avec quelque restriction. C'est ainsi que les Successeurs d'*Alexandre le Grand* n'oseroient prendre le titre de Rois, avant que la famille d'*Alexandre*, à laquelle l'Empire revenoit de droit, fût entièrement éteinte (a): quoi que d'ailleurs ils eussent en main un assez grand nombre de troupes, pour ne pas craindre que les Peuples, à qui ils commandoient, leur refusassent le consentement nécessaire pour cet effet. Lors qu'un Prince a conquis un Pais, il peut se donner le titre de Roi, par le même droit de la Guerre qui lui a aquis la domination sur ce Pais (b). Un Prince peut aussi ériger en Roiaume quelqueune de ses Provinces, en la séparant entièrement de tous ses autres Etats, & la gouvernant de telle sorte qu'elle n'en dépende en aucune manière. Tout le monde fait au reste, qu'autrefois le *Sénat Romain* donnoit aux Princes, pour marque d'honneur, le titre de Roi & d'*ami du Peuple Romain*. Il pouvoit le faire légitimement à l'égard de ceux, auxquels il avoit conféré lui-même l'Autorité Royale, ou sur les Roiaumes desquels il avoit aquis quelque droit de supériorité. Mais c'étoit une usurpation bien insolente, de prétendre que les Princes, qui ne dépendoient de lui en aucune manière, dussent lui savoir gré de ce qu'il vouloit bien leur donner un tel titre: privilège que le Pape n'a pas fait difficulté de s'attribuer depuis, avec autant d'arrogance & aussi peu de fondement, par rapport aux (c) Etats libres & indépendans de l'*Europe*.

(a) Voyez *Corn. Nepos*, in *Eumen. Plutarch*, in *Demetr. Justin*, Lib. XV. Cap. II. *Appian*, *Alexandr.* in *Syriac*. *Diod*, *Sicul*, Lib. XX. Cap. LIV. & LV. (b) Voyez *Justin*, Lib. XLI. Cap. IV. V.

(c) Par exemple, *Paul IV.* érigea l'*Irlande* en Roiaume, (*Fra Paolo Hist.* du Conc. de Trente, Liv. V. pag. 354.) & *Pie V.* donna le titre de *Grand Duc* à *Cosme I.* *Thuan*, Lib. XLVI.

§. IX. (1) *Mr. Tirius* (*Observ. DLXI*) prétend que non, & qu'il est libre aux Etrangers de reconnoître, ou de ne pas reconnoître pour Roi un tel Souverain: car, dit-

il, ce titre donne pour l'ordinaire un rang & des prérogatives, qui peuvent causer quelque préjudice à d'autres Etats.

## CHAPITRE IV.

## Des Parties de la Souveraineté en général, &amp; de leur liaison naturelle.

§. I. **Q**UOI QU'EN la Souveraineté soit en elle-même quelque chose de simple (1) & d'indivisible: cependant, comme elle s'exerce par divers actes distincts, selon les différens moïens qu'il faut nécessairement mettre en usage pour la conservation de l'Etat; on y conçoit diverses parties, qui ont quelque rapport avec ce que l'on appelle (2) *Parties Potentielles*. Car ce n'est pas un Tout composé de parties de différente nature, qui, quoi que jointes ensemble, puissent subsister chacune séparément. Mais comme dans notre Ame, quelque simple & indivisible qu'elle soit de sa nature, l'on conçoit néanmoins autant de *Parties Potentielles*, qu'elle produit d'opérations différentes, selon la diversité des Objets, & des Organes du Corps, auquel elle communique la vie & le mouvement: de même la Souveraineté, entant qu'elle prescrit des Règles Générales pour la conduite de la Vie Civile s'appelle *Pouvoir Législatif*: entant qu'elle prononce sur les démêlez des Citoyens, conformément à ces Règles, *Pouvoir Judiciaire*: entant qu'elle arme les Citoyens contre un Ennemi étranger, ou qu'elle leur ordonne de mettre fin aux actes d'hostilité, *Pouvoir de faire la Guerre & la Paix*: entant qu'elle se choisit des Ministres pour lui aider à prendre soin des affaires publiques, *Pouvoir d'établir des Magistrats*; & ainsi du reste.

En quel sens on dit, que la Souveraineté a des Parties?

§. II. LA nature & le but des Sociétez Civiles fait voir très-évidemment en quoi consistent ces Parties de la Souveraineté, & combien il y en a. 1. L'Etat, comme nous l'avons expliqué (a) ci-dessus, est un Corps Moral, que l'on conçoit n'avoir qu'une volonté, entant que chaque Citoyen a soumis sa volonté, en ce qui concerne le bien de la Société, à celle d'une seule personne, ou d'une Assemblée, entre les mains de laquelle ils ont tous déposé d'un commun accord l'Autorité Souveraine. Il faut donc, avant toutes choses, que les Souverains donnent clairement à connoître leur volonté par des signes convenables. Or il seroit impossible, parmi un si grand nombre de gens, de prescrire à chacun, & dans chaque occasion particulière, de quelle manière il doit se conduire. Ainsi

Du *Pouvoir Législatif*.  
(a) Chap. II.

§. 1. (1) Ce sont les termes de *Grotius*, Lib. I. Cap. III. §. 17. num. 7. mais cela semble fonder sur une fautive hypothèse, que notre Auteur a lui-même refusée dans le Chapitre précédent, par laquelle on conçoit la Souveraineté comme un Être Physique, qui n'a point de parties, & qui reçoit seulement divers noms selon la diversité des objets, par rapport auxquels il agit. La vérité est, que la Souveraineté renferme un assemblage de divers droits ou de divers Pouvoirs distincts, mais consistez pour une même fin, c'est-à-dire, pour le bien de la Société; de sorte qu'à les considérer en eux-mêmes, rien n'empêche qu'ils ne soient ou entièrement séparés l'un de l'autre, ou entre les mains de différentes personnes. Voyez *Mrs. TITUS*, Observ. DLXIX. num. 2. & dans son *Specimen Juris Publici* &c. Lib. VI. Cap. VIII. §. 26. & seqq.

(2) On entend par là les Espèces d'un même Genre: car le *Tout Potentiel* est ce que les Scholastiques appellent autrement *Tout Logique*, ou *Universel*; sur quoi on peut voir les *Metaphysiciens*. Ainsi on conçoit la Souveraineté comme un Genre, dont les Espèces sont le Pouvoir Souverain de faire la Paix ou la Guerre, le Pouvoir Souverain de punir, le Pouvoir Souverain d'établir des Impôts &c. On oppose à cela les *Parties Subjectives* de la

*Souveraineté*, c'est-à-dire les divers sujets, ou les différentes personnes, entre lesquelles la Souveraineté est partagée, comme quand l'Empire Romain étoit entre les mains des Triumvirs, *Auguste*, *Marc-Antoine*, & *Lépide*, &c. Mais, pour le remarquer en passant, *Mrs. de Courten*, selon son exaltitude ordinaire, dit dans son *Indice*, que par *Parties Potentielles* d'un Etat *Grotius* entend les parties qu'on ajoute-t-il, qu'on a eu dans *Cher* l'un en Orient, & l'autre demeurant cependant *Parties Subjectives* & se à la Puissance de Provinces qui composent l'Etat ou de la Puissance plusieurs Espèces sont de voir, par ce seul explications que ce Traducteur donne & des termes, & de quelques pensées de *Grotius*; pour ne rien dire de la Version même. Le galimatias qu'il fait ici est d'autant plus impardonnable, qu'il pourroit aisément l'éviter en suivant *Grotius*, dont il parle qu'il avoit vu les Notes,



les Souverains sont obligés d'établir des Règles générales, & perpétuelles, que l'on nomme *Loix*, par le moyen desquelles chacun est instruit de ce qu'il doit faire ou ne pas faire dans toutes les occasions de la vie. Et comme il y a, entre les Hommes, une prodigieuse diversité de sentimens & d'inclinations, d'où il peut naître une infinité de disputes & de querelles; le bien de la paix veut aussi, que les Souverains règlent, par les mêmes Loix, ce que chaque Citoyen doit regarder comme *Sien*, ou comme *appartenant à autrui*; ce qu'il faut tenir pour *Licite* (1), ou *Illicite*, & pour *Honnête* ou *Deshonnête*; jusqu'à quel point chacun conserve quelque chose de sa Liberté Naturelle, ou comment il doit user de ses droits, pour ne pas troubler l'Etat; enfin (2) ce qu'il peut légitimement exiger des autres, & de quelle manière il doit s'y prendre pour obtenir ce qui lui est dû, & pour se faire rendre ce qu'on lui doit.

Du Pouvoir d'infliger des peines.

§. III. 2. LE but principal de l'établissement des Sociétez Civiles, c'est de se mettre à couvert, par un secours mutuel, des dommages & des injures, que les Hommes ont à craindre, & qu'ils reçoivent en effet pour l'ordinaire les uns des autres; & par conséquent de vivre en paix, & en sûreté, ou d'avoir du moins de quoi se bien défendre. A la vérité la constitution des choses humaines ne permet pas, que l'on soit jamais entièrement à l'abri de toute insulte actuelle. Mais on peut faire en sorte, que chacun ait lieu vraisemblablement de ne rien appréhender de la part des autres, tant qu'il ne les attaquera pas lui-même; & c'est en vue d'une telle sûreté que les Hommes se soumettent à la volonté de quelque autre: car, si en entrant dans une Société on n'étoit pas plus à couvert des effets de la malice d'autrui, qu'on ne le feroit avec le secours de ses propres forces toutes seules, il faudroit être fou pour renoncer à l'indépendance de l'Etat Naturel, où chacun se défend comme il le juge à propos. Or, pour se procurer quelque sûreté par la réunion des forces de plusieurs, il ne suffit pas que chacun de ceux qui deviennent Membres d'une même Société Civile, s'engage envers tous les autres, ou de vive voix, ou par écrit, à ne point tuer, ni voler, ni faire quelque autre mal que ce soit à aucun d'eux. Car l'expérience ne prouve que trop, que la sainteté de la foi donnée, & les lumières de la droite Raison, n'ont pas toutes seules assez de force pour surmonter la malice naturelle de la plupart des gens, & pour les retenir dans leur devoir. Il n'y auroit donc pas moyen de porter efficacement les Citoyens à pratiquer, & les Loix générales du Droit Naturel, & les Loix particulières qu'on leur impose pour le bien de l'Etat, si le Souverain ne les menaçoit de quelques peines, & s'il n'avoit en main le pouvoir de les leur infliger actuellement. Mais, afin que cette crainte soit capable de faire sur eux quelque impression, il faut si bien régler le degré & la nature des peines, que l'on ait manifestement plus d'intérêt à observer la Loi, qu'à la violer, & que la grandeur de la punition surpasse le plaisir ou le profit, que l'on tireroit ou que l'on espéreroit du tort que l'on feroit à autrui: car de deux Maux les Hommes ne peuvent que choisir celui qui leur paroît le moindre; & ainsi le soin que chacun a de sa vie, met en sûreté celle d'autrui. J'avoue, que quelques uns, ou par un excès de témérité, ou par l'effet d'une violente Passion, se portent à aimer mieux commettre des crimes, que de s'en abstenir. Mais on regarde cela comme un de ces événemens assez rares, que la constitution des choses humaines rend presque inévitables. Or le Souverain est armé du pouvoir de punir ceux qui lui défobéissent, lors que chaque Particulier soumet à la volonté de l'Etat l'usage de ses propres forces; par où il s'engage à prêter main forte au Souverain, pour lui aider à réprimer & à châtier les Coupables, ou du moins à ne pas défendre ceux qui sont condamnés à quelque peine: car pour ce qui est de soi-même, c'est en vain que l'on promettroit de subir la peine sans résistance, vu l'aversion naturelle

§. II. (1) Quoi que l'Auteur se serve ici des termes de *Hobbes* (*de Civ.*, Cap. VI. §. 9.) il sous-entend toujours, que les Loix du Souverain ne renferment rien de contraire aux Loix Divines, tant Naturelles, que Révélées; comme il le prouvera fortement contre *Hobbes* lui-même, dans le Chap. I. du Livre suivant.

(2) Le reste de cette période est tiré de l'Abbrégé de *Officio Hom. & Civ.*, Lib. II. Cap. VII. §. 2.

relle que tous les Hommes ont pour tout ce qui tend à la destruction de leur vie. Au reste *Hobbes* (a) a raison de dire, que ce *Droit du Glaiue* est le plus grand pouvoir qu'un Homme puisse avoir sur les autres. Mais, à l'égard des paroles suivantes du même Auteur: *Celui qui punis légitimement, selon qu'il le juge à propos, a droit de contraindre tous ses Sujets à faire tout ce qu'il veut*; il faut y ajouter cette restriction, que le Souverain ne peut pas légitimement vouloir autre chose, que ce en quoi la droite Raison lui fait voir quelque rapport avec le bien de l'Etat.

(a) *De Cive*, Cap. VI. §. 6.

§. IV. 3. AVEC quelque exactitude & quelque clarté que les Loix aient été dressées, on n'est pas toujours d'accord sur la manière de les bien appliquer aux cas particuliers; & il y a souvent bien des circonstances particulières à examiner en matière des actions qui sont dénoncées comme faites contre les Loix. Ainsi au *Pouvoir Législatif*, & au *Pouvoir Coactif*, dont nous venons de parler, il faut joindre encore le *Pouvoir Judiciaire*, qui consiste à connoître & à décider des différens survenus entre les Citoyens, à examiner les accusations intentées contre quelcun, & à punir conformément aux Loix ceux qui se trouvent coupables de les avoir violées. *Hobbes* (a) prend, à mon avis, dans un sens impropre, le terme de *Pouvoir Judiciaire*, puis qu'il entend par là le droit qu'a le Souverain de juger lui seul en dernier ressort, s'il exerce, comme il faut, chaque partie de la Souveraineté.

Du *Pouvoir Judiciaire*.

(a) *Ubi supra*, §. 8.

§. V. 4. CES trois sortes de Pouvoirs suffisent pour mettre chacun à couvert des entreprises de ses Concitoyens: mais il faut encore quelque chose de plus pour procurer à l'Etat une entière sûreté. Car en vain tous les Citoyens vivroient-ils entr'eux en paix & en bonne union, s'ils ne pouvoient pas se défendre contre les insultes des Etrangers. Pour être donc en repos de ce côté-là, il faut qu'ils réunissent toutes leurs forces; sans quoi mille hommes ne sont pas plus forts qu'un seul: & par conséquent qu'il y ait dans l'Etat un Pouvoir, qui assemble & arme les Citoyens, ou lève du moins en leur place d'autres troupes, en aussi grand nombre qu'il en est besoin pour la défense commune, à proportion du nombre incertain & des forces de l'Ennemi; & qui fasse ensuite la Paix, quand il le jugera à propos. De plus, les *Traitez* & les *Alliances* étant nécessaires, & en tems de Paix, & en tems de Guerre, afin que les Etats se procurent par là des avantages mutuels, & s'entraident à repousser ou à mettre à la raison un Ennemi qui seroit supérieur à chacun d'eux sans cette union de leurs forces: le Souverain a le Pouvoir de contracter ces sortes d'engagemens publics, & d'obliger tous ses Sujets à les tenir; comme d'autre côté il doit tourner au profit de l'Etat les avantages qui en reviennent.

Du droit de faire la Guerre & la Paix, & de contracter des engagemens avec les autres Etats par des *Traitez*, & des *Alliances*.

§. VI. 5. COMME les affaires publiques, & en tems de Paix, & en tems de Guerre, ne sauroient être ni gouvernées, ni exécutées, par une seule personne, sans l'aide de quelques *Ministres*, ou *Magistrats subalternes*; il doit y avoir aussi dans l'Etat un Pouvoir, qui établisse des gens capables d'examiner les démêlez des Citoyens (a), de découvrir les desseins des voisins, de conduire les Soldats, de lever les revenus de l'Etat, & d'administrer les Finances, enfin de veiller & pourvoir, les uns d'un côté, les autres de l'autre, au bien & à la sûreté de l'Etat. Le Souverain, qui leur a confié ces Emplois, peut & doit aussi les contraindre à s'en bien acquitter, & leur faire rendre un compte exact de leur administration (b).

Du droit d'établir des *Magistrats subalternes*.

(a) Voyez *Exod. XVIII*, 15, 16. *Philo*, de *Creatione*, init. *Joseph*, *Archæol.* Lib. III. Cap. III.

(b) Voyez *Boecler* sur *Grotius*, Lib. I. Cap. III. §. 6.

§. VII. 6. LES affaires de l'Etat demandent nécessairement des frais considérables, & en tems de Paix, & en tems de Guerre (1). Il faut donc encore ici un autre Pouvoir, en vertu

Du droit de mettre des Impôts, & des *Subsidés*.

§. VII. (1) C'est ce que *St. Paul* donne à entendre, lors qu'il dit: *Paiez donc le tribut* [aux Magistrats], puis qu'ils sont les *Ministres de Dieu*, & qu'ils s'appliquent incessamment à cela. *Romains*, XIII, 6. „ Ils ne peuvent pas (dit là-dessus *Mr. Le Clerc*) abandonner le soin de leurs affaires, pour s'appliquer à celles de l'Etat, sans en être récompensés; ni soutenir la dignité de *Ministres* de la Société, & la défendre contre ceux qui la troublent, & qui l'attaquent, sans dépense. C'est là le fondement de tous les Impôts des Puissances le-

gitimes, & que l'on doit par conséquent paier, par ce que chacun est obligé de contribuer à l'entretien de la Société, dans laquelle il vit tranquillement, & jouit de la protection des Loix. Au reste on peut rapporter encore à cette Partie de la Souveraineté le droit de battre Monnaie; le droit de Chasse, ou de Pêche, & en général le Pouvoir de s'approprier l'usage des choses qui ont été laissées en commun, & qui ne sauroient être commodément partagées entre les Particuliers &c.

vertu duquel le Souverain se réserve une partie des biens des Citoyens, ou des revenus du Pais, ou oblige du moins les Citoyens à contribuer, autant qu'il paroît nécessaire pour fournir aux dépenses publiques, & de leur bourse, & de leur travail même, ou de leur service personnel, s'il en est besoin. On doit rapporter encore ici le Pouvoir de mettre en usage les autres moyens nécessaires pour augmenter les richesses de l'Etat, & dont le principal est le droit de mettre des *Impôts sur les marchandises* qui entrent, ou qui sortent du Pais, comme aussi de prendre une petite partie du prix des choses qui se consomment.

Du droit d'examiner les doctrines qui s'enseignent dans l'Etat.

§. VIII. 7. ENFIN, quoi que ce soit une chose au dessus des forces humaines, de détruire la Liberté interne & naturelle de la Volonté, & de réduire à une harmonie constante & perpétuelle, par quelque main Physique qui agisse immédiatement sur l'Esprit, les jugemens que les Hommes portent des choses sur lesquelles ils raisonnent; on peut & l'on doit certainement empêcher que cette différence de pensées, ne porte aucun préjudice à l'Etat. Car toutes les Actions Volontaires aiant pour principe la Volonté; & les actes de la Volonté dépendant des idées que l'on se fait du Bien ou du Mal, des Récompenses ou des Peines qui doivent suivre l'exécution ou l'omission d'une chose, de sorte que chacun se conduit selon les opinions où il est; on doit employer tous les moyens extérieurs propres à réunir, autant qu'il est possible, les Citoyens dans les mêmes sentimens, ou à empêcher du moins que la diversité de leurs opinions ne trouble le repos de l'Etat. Il faut donc faire en sorte que l'on y enseigne publiquement des doctrines conformes au but & à l'avantage des Sociétés Civiles, & que les Citoyens soient bien instruits de ces principes dès leur enfance. En effet, la plupart des Hommes ne jugent des choses que selon les idées communément reçues, ou auxquelles ils sont accoutumés. Il s'en trouve bien peu qui aient assez de pénétration pour examiner & découvrir d'eux-mêmes la Vérité. J'avoue, qu'il n'y a presque point de Dogme, soit en matière de Religion, ou en matière de Sciences Humaines, d'où il ne puisse naître des dissensions, des discordes, des querelles accompagnées de grosses injures, & enfin des guerres même: non que pour cela l'opinion, qui donne lieu à tous ces désordres, soit fautive en elle-même, ou que l'opinion contraire soit sujette à de moindres inconvéniens, mais à cause du naturel vain & orgueilleux de la plupart des Hommes, qui se croiant fort sages & fort éclairés, veulent passer aussi pour tels dans l'esprit des autres, de sorte qu'ils entrent dans une extrême indignation contre ceux qui ne se trouvent pas de leur sentiment, comme il paroît pour peu que l'on considère les disputes des Savans sur des bagatelles, pour lesquelles ils s'échauffent autant, que s'il y alloit de quelque intérêt capital. Mais, outre que le Souverain peut, en (a) établissant des peines contre les outrageux, empêcher que ces disputes inevitables ne causent aucun trouble parmi les Citoyens; il ne s'agit proprement ici que des Dogmes, qui étant insinués ou sous prétexte de Religion, ou de quelque autre manière, sont par eux-mêmes contraires au Droit Naturel, & aux principes de la bonne Politique, & par conséquent capables de produire des impressions funestes au bonheur de l'Etat. Ainsi il n'y a rien à craindre de ce côté-là pour la Vérité: car nulle opinion véritable n'est contraire à la paix; & toutes celles, qui sont contraires à la paix, doivent être regardées à coup sûr comme fausses: à moins qu'on ne dise, que la paix & la concorde répugnent aux Loix Naturelles. Le Souverain a donc droit d'examiner & de bannir de l'Etat du moins ces sortes de doctrines séditieuses; sur quoi voici des paroles de *Hobbes*, qui méritent qu'on y fasse quelque attention: (b) *Nous avons, dit-il, des Livres composés par des Citoyens Romains pendant que le Gouvernement Démocratique subsistoit encore, ou peu de tems après qu'il eût été aboli. & par des Grecs, lors que la République d'Athènes florissoit; lesquels Ouvrages sont pleins de maximes, & d'exemples, qui tendent à rendre les Rois odieux au Peuple, & cela uniquement parce qu'on voit louer dans ces Livres des crimes commis par des traîtres, je veux dire, le meurtre des Rois, que l'on y fait regarder comme une belle action, pourvu seulement qu'avant que de les tuer, on leur ait donné le nom de Tyrans. Mais ce qui inspire au Peuple des sentimens encore plus pernicieux, ce sont les Livres,*

(a) Voir *Platon*, de *Legib.* Lib. XI. p. 977. D. Ed. *Wach.*

(b) Du *Homine*, Cap. XIII. §. 8. Voir aussi la Préface du Livre de *Cive*; & *Leviath.* Cap. XXI. XXIX. XLVI. XLVII.

(b) *Nous avons, dit-il, des Livres composés par des Citoyens Romains pendant que le Gouvernement Démocratique subsistoit encore, ou peu de tems après qu'il eût été aboli. & par des Grecs, lors que la République d'Athènes florissoit; lesquels Ouvrages sont pleins de maximes, & d'exemples, qui tendent à rendre les Rois odieux au Peuple, & cela uniquement parce qu'on voit louer dans ces Livres des crimes commis par des traîtres, je veux dire, le meurtre des Rois, que l'on y fait regarder comme une belle action, pourvu seulement qu'avant que de les tuer, on leur ait donné le nom de Tyrans. Mais ce qui inspire au Peuple des sentimens encore plus pernicieux, ce sont les Livres,*

Et les Souverains des Prédicaments, qui veulent ériger dans le Royaume un autre Royaume indépendant, soumettre l'Empire Ecclesiastique dans l'Empire Civil. Car cela produit de nouveaux Cassus & de nouveaux Brutus, des Ravallacs & des Clemens, qui assassinent leurs Souverains, croient enlever une action agréable à Dieu, mais ne faisant au fond que satisfaire l'ambition de ceux qui les ont portés à ce détestable dessein (c). De là il s'ensuit, que c'est au Souverain (1) à établir ceux qui enseignent publiquement les Sciences, dont les maximes ont quelque rapport au bien de l'Etat, & à prendre garde qu'ils n'avancent rien qui soit capable de le troubler.

(c) Voyez aussi de Cive, Cap. VI.

§. IX. Voilà quelles sont les Parties de la Souveraineté. Il y a entr'elles naturellement une liaison si indissoluble, que, si l'on suppose qu'elles soient entre les mains de différentes personnes, en sorte que chacune d'elles puisse exercer ses fonctions indépendamment de l'autre, ce n'est plus un Etat régulier. Pour bien faire comprendre cette vérité, il faut remarquer, qu'il y a deux liens principaux, qui unissent les volontés de plusieurs personnes, ou de plusieurs Assemblées, savoir, les Conventions, & le Gouvernement. Ceux qui ne sont unis que par de simples Conventions faites entr'eux, sont tenus, par le Droit Naturel, d'exécuter volontairement ce à quoi ils se sont engagez les uns envers les autres : du reste ils demeurent égaux, comme tous les Hommes le sont naturellement. Tant que de part & d'autre chacun tient ponctuellement sa parole, ils peuvent vivre en assez bonne intelligence. Mais lors que quelqu'un viole, de mauvaise foi, ses engagements; quoi qu'il péche contre le Droit Naturel, les autres Contractans, qui avoient intérêt qu'il s'acquittât de sa Promesse, n'ont d'autre moyen pour l'y contraindre, & pour le mettre à la raison, que la force des armes, ou la Guerre; en quoi celui, qui fait l'injure, se trouve souvent muni d'aussi bons secours, que celui qui la reçoit. Ainsi la concorde ne dure entre ceux qui sont conféderez par de simples Conventions d'égal à égal, qu'aussi longtemps que chacun exécute de lui-même ce qu'il a promis; & il ne faut qu'un seul qui manque de parole, pour rompre l'Alliance, & donner lieu à la Guerre. D'où il paroît, que les Conventions toutes seules ne sont pas un lien assez fort, du moins pour tenir longtemps plusieurs personnes unies en un Corps Moral, d'autant mieux que ce ne sont pas toujours ceux qui se trouvent inférieurs en nombre & en forces, qui violent le Traité au préjudice du plus grand nombre & des plus forts. Et quand même on auroit ajoûté cette clause à la Convention principale, qu'aussi-tôt que quelqu'un violeroit ses engagements, tous les autres se ligueroient contre lui; cependant, outre qu'une telle clause seroit inutile, lors que plusieurs en même tems viendroient à enfreindre le Traité, il faudroit toujours que les conféderez formassent entr'eux du moins une espèce de Gouvernement Démocratique: autrement il seroit besoin d'une autre Convention, pour régler de quelle manière on réprimeroit ceux qui refuseroient de prêter leur bras contre les infractions de l'Alliance, & d'une autre Convention encore pour soutenir celle-ci, & ainsi de suite jusques à l'infini. Mais le Gouvernement Civil forme une liaison incomparablement plus forte. Car ceux qui dépendent d'une même Autorité Souveraine, ne demeurent pas égaux à celui, entre les mains de qui elle se trouve, & le Souverain aiant été revêtu du Pouvoir de commander,

La dépendance d'un même Souverain lie les Hommes plus fortement, que ne seroient de simples Conventions entr'eux.

§. VIII. (1) Platon, comme le remarque notre Auteur, veut que, dans sa République, aucun Poète n'invente rien de contraire à ce qui passe pour juste & légitime, pour bon & honnête, dans l'Etat; & qu'on ne montre à personne un Poème que l'on a composé, avant qu'il ait été examiné & approuvé par des Juges établis pour cet effet. Τὸν ποιητὴν οὐδὲ τὰ τ' ὁδῶναι: τίμωμαι καὶ θεῶν, ἢ καλῶν, ἢ ἀγαθῶν, μηδὲν ποιεῖν ἄλλο. τὰ δ' ἀποδιδόντα μὲν ἐξείναι τ' ἰδιωτῶν μηδὲν ποιητῶν διὰκρίναι, σέβει δὲ αὐτοῖς τοῖς ἀπὸ πάντων διατεταγμένοις κριταῖς καὶ τοῖς νομοφύλαξι δικαστῶν καὶ ἀρχῶν. De Legib. Lib. VII. p. 282. C. Ed. Wechel. Un certain Sophocle, fils d'Amphilide, proposa de se passer à Athènes, une Loi, par laquelle il étoit défendu aux Philosophes, sur peine de

la vie, de tenir Ecole publique, sans l'ordre du Sénat & du Peuple. Diog. Laërt. in Theophrast. §. 38. (Voyez aussi la Préface de Casaubon, à la tête de ses Dissertations contre Baranius; & la Lettre à Fronton Le Duc, qui est la DCXXIV. Edit. Grav.) Mais il peut y avoir, & il y a souvent en effet de grands abus au sujet de l'exercice de ce droit; soit parce que l'on prend mal à propos pour préjudiciable à l'Etat, ce qui ne lui est nuisible en aucune manière, ou même ce qui lui seroit avantageux; soit parce que sous ce prétexte, les Princes, ou d'eux-mêmes, ou à l'instigation de quelques malhonnêtes gens, s'érigent en Inquisiteurs, à l'égard des opinions les plus indifférentes.

En quel sens une personne est dite proprement avoir en main quelque partie de la Souveraineté ?

der, & de punir ceux qui lui défobéiront, cela met chacun des Citoyens dans une beaucoup plus grande nécessité de se conformer à ses ordres, que s'ils n'étoient unis que par une simple Convention, qui laissât entr'eux une parfaite égalité, & un plein droit à chacun de se conduire à sa fantaisie, & de disposer de ses biens comme il le jugeroit à propos.

§. X. UNE autre chose qu'il faut remarquer ici, c'est que, si l'on veut soutenir, que, dans un seul & même Etat, les *Parties Potentielles*, comme on parle, de la Souveraineté, se trouvent originairement & séparément entre les mains de plusieurs personnes, ou de plusieurs Assemblées distinctes, on doit reconnoître aussi par une conséquence nécessaire, que chacun de ceux que l'on suppose avoir été revêtus de quelque une de ces parties détachées, a en même tems le Pouvoir de contraindre les Citoyens à se conformer aux ordres qui émanent de la Partie de la Souveraineté, qui lui est échüe; de maintenir ce droit par la force contre ceux qui voudroient le lui ravir, ou l'empêcher d'en faire usage, encore

faire la guerre soit tombé en partage à un autre; enfin de décider le dernier ressort, comment, & en quel tems il doit exercer cette. En effet, lors qu'on a simplement le droit de déclarer aux autres qu'ils fassent, sans être en même tems revêtu du Pouvoir de les obliger aux ordres qu'on leur a donnez, ce n'est rien moins qu'Auto-rité que par précaire de ce dont on ne peut défendre la possession à qui on veut la troubler. Et c'est être simple Ministre, ou Exécuteur des

volontez d'un autre, que de ne pouvoir faire usage de son droit qu'autant qu'il le juge à propos.

Démonstration de la liaison indissoluble de toutes les Parties de la Souveraineté.

§. XI. CELA posé, il est facile de faire voir, qu'il y a une si grande liaison entre toutes les Parties de la Souveraineté, qu'aucune ne sauroit être séparée des autres, sans qu'il résulte de là un Corps d'Etat irrégulier, dans lequel l'union des Membres n'est formée que

est peu assuré. Supposons, par exemple, que l'un ait le *Pouvoir Législatif*, pendant que l'autre a sur le même cas-là, il faut nécessairement, ou que le premier Pouvoir que l'autre ne soit que le Ministre de celui-ci. En effet, que l'on ne sauroit faire exécuter ? Et n'est-ce pas en vain de donner des forces, dont on ne peut faire usage qu'autant qu'on donne à celui qui a le Pouvoir Coactif, le droit de les employer ? Il faut donc nécessairement, que ces deux Pouvoirs dépendent l'un de l'autre. On ne sauroit non plus en séparer le *Pouvoir de faire*

établir des Impôts : car en vertu de quoi contraindrait-on les Citoyens à prendre les armes pour la défense de l'Etat, ou à contribuer du leur pour fournir aux dépenses nécessaires, & en tems de Paix, & en tems de Guerre, si l'on ne pouvoit légitimement punir ceux qui refuserent les secours & les subsides qu'on exige d'eux ? Il seroit aussi absurde de donner le *Pouvoir de faire des Traitez & des Alliances*, qui regardent la Paix, ou la Guerre, à un autre qu'à celui qui a la direction des affaires de la Paix & de la Guerre ? Car, en ce cas-là, ou le premier ne sera qu'un simple Ministre de l'autre, ou celui-ci dépendra de la volonté d'autrui dans l'usage des moyens nécessaires pour faire valoir son droit. De plus, comme, quand on charge quelqu'un de la conduite d'une affaire, sans l'autoriser en même tems à prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires, & à disposer des personnes, sans le service desquelles il ne sauroit rien exécuter, ou à leur faire rendre compte de leur administration, on le met par là véritablement au même rang que ceux-ci : il s'ensuit, que le *Pouvoir d'établir des Magistrats subalternes* est inséparable des autres Parties de la Souveraineté. Enfin le même Souverain doit aussi avoir le droit d'examiner les doctrines qui sont enseignées, sur tout celles qui ont quelque rapport avec le but des Sociétez Civiles, & qui sont capables de faire sur la Conscience des Citoyens des

im-

impressions propres à les rendre ou plus soumis, ou rebelles au Gouvernement. En effet, si en même tems que l'un ordonne quelque chose sur peine de Mort naturelle, l'autre persuade aux Citoyens, qu'en faisant cela ils encourront la damnation éternelle, en sorte que chacun d'eux agisse, de son côté, par un droit propre & indépendant (1); il s'ensuit de là, non seulement, que des Citoyens innocens pourront être légitimement sauroient obéir en même tems à des ordres contraires; mais encore un Corps monstrueux, ou à deux Chefs. Car personne ne saurait deux Maîtres; & celui dont on croit devoir suivre les préceptes, pour éternelle, n'est pas moins Maître, que celui à qui l'on obéit par la créaturelle. D'ailleurs, si l'on ôte au Souverain le droit de régler ce qui est bligement, les Citoyens gagnent par la superstition (a) seront entraînés fausses idées de leur cerveau. De dire maintenant jusques où s'étendent les Souverains en matière de Religion, parmi les Peuples Chrétiens, c'est le soin (a) à d'autres. On peut voir sur tout le Traité que (b) *Grosius* a c

(a) Voyez *Hobbes*, de *Civ.*, Cap. VI. *Leviath.* Cap. XXIX. & *J. Fr.* Horn. de *Constit.*, Lib. III. Cap. un. §. 1.

(b) De *Imperio summorum Potestatum circa sacra*,

§. XI. (1) Voyez la Dissertation de notre Auteur, intitulée, *De concordia vera Politica cum Religione Christiana*, §. 11.

(2) Il seroit bon pourtant de dire un mot sur cette question importante. Si l'on apporte ici un esprit libre de préjugés, elle peut être décidée en peu de mots, du moins autant qu'il est nécessaire pour avoir des principes généraux, d'où l'on puisse aisément tirer des conséquences dans les cas particuliers, & dans les autres questions qui dépendent de celle-là. La Lettre sur la Tolérance, publiée en Latin à *Torrem*, en 1689, fournit là-dessus de quoi se satisfaire, & la matière y est traitée avec beaucoup de netteté, de force, & de brièveté.

L'Auteur veut, que l'on distingue avec soin la République, d'avec l'Eglise. La République est une Société établie pour la conservation, & pour l'augmentation des biens qu'il appelle civils, c'est-à-dire, la vie, la liberté, le repos, les possessions &c. Il s'agit, que le Magistrat n'est chargé que du soin de ces choses extérieures, & que son pouvoir ne regarde nullement le salut des âmes. C'est ce qu'il prouve par ces trois raisons. 1. Le soin du salut des autres n'a pas été confié au Magistrat, plus qu'aux autres Citoyens, ni par le Ciel, ni par les Hommes. Dieu n'a dit nulle part, qu'il entendoit que les Peuples fussent de la Religion de leurs Princes; & personne ne peut raisonnablement, ni sincèrement s'engager à croire ce que son Prince vaudra. 2. Le Magistrat n'a rien de plus que les autres hommes, hormis la force, qui ne peut être d'aucun usage dans cette rencontre, parce que la force ne persuade pas, & que, sans la persuasion intérieure, il n'y a point de Religion. 3. Supposé que la force pût persuader, il seroit impossible d'être sans, si ce n'est en vivant sous un Prince Orthodoxe; c'est-à-dire, qu'il n'y auroit qu'un très-petit nombre de personnes, qui pussent être sauvées, pour avoir eu le bonheur d'être nées sous un Prince Orthodoxe, & de demeurer dans ses Etats. L'Auteur soutient donc, que le Magistrat doit laisser à tout le monde la liberté de faire profession des sentimens, qu'il croit les plus raisonnables, & empêcher qu'on ne fasse violence à personne pour cela. Il fait voir au long les inconvéniens qu'il y auroit à se soumettre aux caprices des Princes, lesquels n'agissent que par la suggestion des Ecclésiastiques, qui approchent le plus de leur personne. S'il falloit suivre la Religion du Prince, il faudroit changer toutes les fois qu'il change; de sorte que, si des Princes de divers sentimens se succédoient les uns aux autres, comme il est arrivé en *Angleterre*, il faudroit que les habitans d'un Pays fussent en peu d'années de diverses Religions, pour être sauvés. Mais comme dans toutes les Eglises

il y a deux choses, 1. le devoir du Magistrat, à l'égard de l'une & de l'autre. Pour ce qui est des Cérémonies, il paroît par la définition de l'Eglise, qui est, selon lui, une Société libre de gens, qui se joignent ensemble de leur bon gré, pour servir Dieu publiquement, comme ils croient qu'il le faut faire pour être sauvés; il paroît, dis-je, par cette définition, que le Prince n'a aucun droit d'y rien établir par autorité. On ne peut pas dire, qu'étant des choses indifférentes, le Prince a droit de les régler, comme il le trouve à propos, parce que ces choses étant appliquées à l'usage de l'Eglise, elles n'ont plus de rapport à ce qui regarde la Société Civile. Outre cela, si elles sont différentes d'elles-mêmes, elles ne deviennent pas agréables à Dieu, par l'approbation du Prince, à qui Dieu n'a pas promis d'agréer le culte que les Puissances établissent. A l'égard des Dogmes, 1. les Princes n'en doivent supporter aucuns, qui soient contraires à la Société Civile. 2. Ils ne doivent pas tolérer particulièrement ceux qui, sous prétexte de Religion, voudroient dépouiller de leurs biens civils, ou les Particuliers, ou les Magistrats mêmes. 3. Ils ne doivent pas souffrir les Eglises, qui ne reçoivent personne parmi leurs Membres, qu'en se soumettant à une Autorité étrangère, à laquelle ils sont prêts à obéir aveuglément, malgré qu'en aient leurs Princes naturels. 4. Enfin les Athées ne doivent pas demander qu'on les tolère; parce que n'ayant point de Religion, ils ne font conscience de rien, que de ce que les Loix Civiles punissent. Voilà un extrait, que j'ai emprunté de Mr. Le Clerc, Bibliothèque Univers. Tom. IV. pag. 401. & suiv. Deux raisons m'ont obligé à proposer ici en peu de mots les principes de ce petit Ouvrage. L'une, c'est qu'ils suivent nécessairement d'une vérité, que mon Auteur a lui-même prouvée solidement dans son Traité de *habitu Religione Christiana ad Vitam Civilem*, je veux dire, que la Religion est antérieure aux Sociétés Civiles, & qu'elle n'est entrée pour rien dans leur établissement. Voyez les §. 1, 2, 3, 4, 5, 6. L'autre raison, c'est que l'autorité de celui qui a composé la Lettre sur la Tolérance, est d'un très-grand poids: car l'illustre Mr. Locky l'a reconnue pour vraie dans son Testament.

(3) Je n'ai pas le loisir (ajoutoit notre Auteur) d'examiner ce que dit *Philon* Juif (de *Præmissis & Poenit.* pag. 919. A. *Edu. Paris.*) ou, après avoir montré, que *Morfe* et tout ensemble Roi, Législateur, Prophète, & Souverain Sacrificateur, il ajoute, que ces quatre caractères ont une si grande liaison ensemble, qu'ils doivent être réunis en une seule personne, en sorte que celui, qui manque d'un seul, n'est Prince qu'à demi, n'ayant qu'une

Éclaircissement  
de cette vérité,  
par des exem-  
ples

(a) Voyez T. Liv.  
Lib. II. C. XXIII,  
XXXII. LVIII.  
Lib. III. Cap. X.  
XX. XXIV. Lib.  
IV. Cap. I. V.  
LVIII. Lib. V.  
Cap. II. X. &c.  
Diod. Sic. Lib.  
XIV. C. LXXIII.  
Polyb. Lib. I. C.  
XX. & Cor. Lib.  
VII. Cap. II.

(b) Voyez Bodin.  
de Repub. Lib. II.  
Cap. I. p. 287. &  
Aristote, de Rep.  
Lib. II. Cap. VI.  
Sect. I. §. 16.

(c) Voyez, dans  
l'Anthologie, Lib.  
I. une Epigram-  
me sur deux  
hommes, dont  
l'un qui est aveu-  
gle, porte l'autre,  
qui étant  
estropié ne sau-  
rait marcher;  
par où ils s'en-  
tendent.

fait, ou que le Sénat prononce & décerne la peine purement & simplement selon la volonté du Roi, ce qui est contre la supposition; ou qu'il connoisse de l'accusation intentée contre ces Citoyens, ce qui seroit fort inutile, tant qu'il ne pourroit pas en même tems examiner, s'il est avantageux, ou non, à l'Etat de s'engager dans la Guerre, que le Roi veut entreprendre: or du moment que le Sénat est autorisé à entrer dans cette discussion, le droit du Roi se réduit à rien. Les mêmes inconvéniens se trouvent dans cette supposition, en comparant le droit du Roi, avec celui du Peuple. Car certainement, comme le disoit autrefois un célèbre Historien Latin (1), *on ne sauroit, ni maintenir les peuples en repos sans le secours des armées, ni entretenir les armées sans argent, ni avoir de l'argent que par le moyen des impôts & des subsides*. Si donc le Prince n'a pas le Pouvoir de contraindre les Citoyens de sa pure autorité à payer ce à quoi ils sont taxez; tout son droit de faire la Guerre se réduit à une simple permission de représenter aux Citoyens, qu'il est avantageux à l'Etat de lever des troupes en telle & telle circonstance. Que si le Peuple n'est pas en droit d'examiner, si la Guerre, aux frais de laquelle il doit contribuer, est avantageuse, ou non; que lui reste-t-il autre chose, si ce n'est l'emploi pénible de régler les taxes, & de lever les subsides? ce qui est contre la supposition. En un mot, de quelque autre manière qu'on veuille diviser les Parties de la Souveraineté, les mêmes difficultés reviendront toujours (b); & nous devons conclure avec un Ancien (2), que *l'Etat n'aime qu'un corps, il ne faut qu'un esprit pour le gouverner, c'est-à-dire, une seule personne, ou une seule Assemblée*. On peut éclaircir cela par l'exemple de l'Ame Humaine, avec laquelle la Souveraineté a quelque rapport. Car supposé que l'Entendement & la Volonté eussent leur siège en deux sujets différens, en sorte que l'un n'eût que l'Entendement, & l'autre que la Volonté; aucun de ces sujets ne pourroit être appelé *Homme*, ni produire des Actions Humaines, puis que le premier demeurerait toujours immobile, pendant que l'autre étant aveugle tâcheroit inutilement de se conduire (c). Si donc on veut absolument séparer les Parties de la Souveraineté, il résultera de là un Corps Irrégulier, dont les Membres, entre lesquels elles seront partagées, ne seront point unis par le lien d'un Gouvernement commun, mais uniquement par leurs Conventions. Ainsi la concorde pourra bien s'y maintenir en quelque manière, tant qu'ils concourront de concert à l'avancement du Bien

réfuté.  
qu'une administration imparfaite des affaires publiques.  
Ταυτα μὲν ἐστὶν ἰδίαι, ἀλλὰ καὶ οἱ κοινὰ ἔχουσιν  
ἀπορίαι κοινὰ, καὶ αὐτὰ ἔχουσιν ἰδίαι, καὶ ὁ νόμος  
ἔστι κοινὸν ἔργον, ἀλλὰ οἱ νόμοι οἱ ἰδίαι, καὶ οἱ νόμοι  
οἱ ἰδίαι ἀπορίαι κοινὰ. L'Auteur pouvoit  
dire simplement, que cette pensée, qui n'a d'autre fon-  
dement que l'autorité de Platon, ne méritoit pas d'être

§. XII. (1) Nam neque quies gentium sine armis, neque  
arma sine stipendiis, neque stipendia sine tributis haberi  
possunt. Tacit. Hist. Lib. IV. Cap. LXXIV.

(2) Unum esse Reipublica corpus, atque unum animo  
regendum. Aulus Gallus apud Tacit. Annal. Lib. I.  
Cap. XII.

Bien Public, & que chacun se trouvera disposé à faire de lui-même tout ce qui est nécessaire pour cette fin. Mais aussi-tôt qu'il s'élèvera entre eux quelque dissension, il faudra nécessairement, ou avoir recours à des Arbitres, ou en venir à la Guerre.

§. XIII. QuoI que ce qui vient d'être établi soit très-évident; il y a néanmoins bien des gens, qui soutiennent, que l'on doit séparer les Parties de la Souveraineté, & qui prétendent par là former je ne sais quels mélanges de Gouvernemens, lesquels étant bien assortis peüvent, à leur avis, rendre un Etat très-heureux. en vain, l'autorité d'*Aristote*, qui (a) parle de toute autre division des Parties de la Souveraineté, lors, par exemple, & de condamner, pendant que le Prince, ou le Peuple gracie. Car, si le Prince peut de plein droit, & de sa puissance le Sénat a condamnez, celui-ci n'est que comme un Atrés n'ont de force, qu'autant que le Prince leur en cédant un Etat, où il y a un Conseil qui juge en dernier ressort le Prince a néanmoins le droit de faire grace, ce Conseil ne voit qu'il a de connoître des affaires criminelles, & de Loix; ce qui se fait afin que la Justice soit administrée à la faveur, ni à la haine, & pour ne pas exposer le Roi à droit de vie & de mort est toujours originairement entre gént une espèce de division dans le Pouvoir Judiciaire, & de vie & de mort sur les Etrangers seuls, & le Peuple sur est cela ne fait la fonction que de Juge subalterne, le Pe diminution. Que si ce droit est originairement & indépendamment entre les mains du Peuple, le Prince ne sera Roi que de nom, & n'exercera que la Charge de Juge des Etrangers (b). L'exemple le plus à propos que l'on ait cru pouvoir imaginer ici, c'est de donner au Roi (c) le droit de faire la Guerre & la Paix, d'exiger des Impôts & des Subsides, de battre la Monnoie, & de distribuer les récompenses : au Sénat, le droit de juger en dernier ressort, le droit de vie & de mort, & celui de réformer les mœurs par des Loix; au Peuple enfin l'administration des Finances, & la création des Magistrats. Mais les choses que nous avons dites ci-dessus, suffisoient pour faire voir ce que l'on doit penser de cet exemple.

§. XIV. Grotius (a) admet aussi quelque division des Parties de la Souveraineté. Il remarque d'abord, & avec raison, que ce partage ne peut point se faire par une simple Convention, qui porte en général, que, si le Roi gouverne bien, le Peuple lui obéira; mais que, s'il abuse de son Autorité, le Peuple sera en droit de le réprimer. En effet la Bonté, ou la Malice d'une Action, sur tout en matière de Choses Civiles, ou de l'application des moyens propres à procurer le Bien Public, en quoi il y a souvent beaucoup d'obscurité, n'est pas par elle-même capable de marquer distinctement le partage de la Souveraineté. Au contraire il en résulteroit infailliblement de grands désordres, pendant que le Roi d'un côté, & le Peuple de l'autre, voudroient chacun, en vertu de son Pouvoir, s'approprier la connoissance d'une même affaire, l'un prétendant l'avoir bien gouvernée, & l'autre soutenant que non. Il faut donc, selon la différence des lieux, des personnes, & des affaires, régler si bien les limites du Pouvoir du Roi, & de celui du Peuple, que l'on voie aisément l'étendue de la Jurisdiction de chacun. Grotius a raison encore de dire, qu'il ne se fait point de partage des droits de la Souveraineté par cela seul que le Roi s'engage envers le Peuple par quelques Promesses, même en matière des choses qui regardent le Gouvernement. Mais dans tout le reste il raisonne sur les faux principes du commun des Savans. Quelquefois, dit-il, on fait un partage exprès de la Souveraineté: comme quand, au tems de l'Empereur Probus, le Sénat confirmoit les Loix des Princes, connoissoit des Appellations, créoit les Proconsuls, donnoit des Assesseurs aux Consuls.

Réflexions sur les pensées de ceux qui veulent séparer quelques-unes de ces Parties.  
(a) *Politic. Lib. IV. Cap. VIII. IX.* sur quoi quelques-uns de ses Interprètes, & sur tout *Michel Piccart*, donnent surieusement à gauche.

mais  
cune  
ju-  
faire  
ceux  
et les  
que,  
si le  
pou-  
t aus-  
ni à  
tis le  
for-  
droit  
cuple  
cune

(b) Ce que l'on dit des diverses sortes de Monnoie, ne mérite pas d'être réfuté. Voyez *Arnisæus, Rel. Polit. Lib. I. Cap. VI. Sect. I.*

(c) *Idem, §. 37.*

Examen du sentiment de Grotius.

(a) *Lib. I. Cap. III. §. 9. & 19.*

Mais



Mais tout le monde ne fait-il pas, que les Empereurs, qui vouloient passer pour bons Princes, conservoient quelque ombre de l'ancienne République Romaine, & laissoient au Sénat la direction des affaires de peu de conséquence, pendant qu'ils gardoient pour eux avec beaucoup de soin le Pouvoir Souverain, & toutes les forces de l'Empire, qui dépendoient sur tout de la faveur des Soldats? Une autre manière de partager la Souveraineté, c'est, selon *Grotius*, *lors qu'un Peuple encore libre prescrit au Roi, qu'il veut se choisir, certaines choses en forme d'Ordonnance perpétuelle.* Mais je ne vois pas ce que c'est que cette Ordonnance perpétuelle, qui subsiste dans un tems où l'on n'a plus le pouvoir de commander. Car toute Ordonnance suppose un Pouvoir Coactif, en vertu duquel on a droit de punir ceux qui la violeront. Or ou le Peuple conserve ce Pouvoir, lors qu'il établit le Roi, ou il ne le retient plus. S'il le conserve, le Roi n'est tel que de nom, & le Peuple dans le fond demeure Souverain. S'il ne le conserve plus, l'Ordonnance est vaine & de nul effet. Il falloit donc dire, que le Peuple étant encore libre peut stipuler du Roi, qu'il sera tenu de suivre certaines Règles de Gouvernement; en quoi il n'y a point de partage de la Souveraineté, comme nous le ferons voir ailleurs. Enfin, dit *Grotius*, *on insère quelquefois une clause, qui donne à entendre, que le Roi peut être contraint, ou même puni.* Mais en ce cas-là le Peuple conserve absolument la Souveraineté, & sous le beau nom de Roi on établit seulement un Magistrat principal, à qui l'on peut faire rendre compte de sa conduite en toutes choses. En effet il n'y a qu'un Supérieur, considéré comme tel, qui inflige des peines. Et la Contrainte est ou *Morale*, qui se fait en vertu de quelque Autorité; ou *Physique*, qui se fait par la force, & par voie de Guerre. Or on n'a point d'Autorité sur un égal, étant que tel. Lors donc que *Grotius* conclut, que le Peuple est du moins égal au Roi; parce qu'il peut le contraindre en certains cas; il faut qu'il reconnoisse aussi nécessairement, qu'aucun des deux n'a autorité sur l'autre. La Contrainte par la voie des armes n'a lieu non plus qu'entre égaux; & cela paroît par l'exemple même, que *Grotius* allégué, d'un Créancier qui a droit naturellement de contraindre son Débiteur à le paier. Ce n'est pas certainement en vertu d'aucune Autorité que le Créancier a un tel droit: autrement il s'ensuivroit, que du moment qu'on doit quelque chose à un Homme, on commence à être sous sa puissance. Mais le Créancier peut sans contredit contraindre son Débiteur à le satisfaire, ou par la voie de la Justice, qui n'a point de lieu entre le Roi, & le Peuple; ou, s'ils vivent dans la Liberté Naturelle, par la force des armes. Si donc on prétend que le Peuple peut contraindre le Roi de cette dernière façon, il faut dire aussi, qu'ils demeurent l'un & l'autre dans l'état de la Liberté Naturelle, & par conséquent, qu'il n'y a point entr'eux de Société Civile. Enfin, j'accorde à *Grotius*, qu'en matière de Gouvernement Civil il y a par tout quelque inconvénient; & qu'ainsi les inconvénients, qui peuvent résulter du partage des droits de la Souveraineté, ne suffisent pas pour le faire regarder comme impossible; puis qu'on doit régler l'étendue des droits non sur ce que telle ou telle personne regarde comme le plus expédient, mais sur la volonté de celui, d'où ils émanent. Je veux seulement qu'on m'accorde à mon tour, que si quelque Peuple trouve bon de faire un tel partage, il forme par là un Corps d'Etat fort irrégulier, & sujet à de fâcheuses maladies.

## CHAPITRE V.

### *Des diverses formes de Gouvernement.*

Les circonstances accidentelles ne changent point la forme du Gouvernement.

§. I. COMME le Corps de l'Etat est le *sujet commun* de la Souveraineté; elle a aussi un *sujet propre*, où elle réside originairement & immédiatement; & qui est, ou une seule personne, ou une Assemblée composée, ou d'un petit nombre de gens, ou de tous les

les Citoyens en général. De là naissent les différentes formes de Gouvernement, dont il nous faut maintenant traiter un peu en détail.

Je remarquerai d'abord, que, dans l'administration actuelle du Gouvernement, on s'éloigne souvent de la manière propre & naturelle qui convient à la constitution de l'Etat, comme, par exemple, lors que, dans une Démocratie, le Peuple charge de certaines affaires quelque peu de personnes, ou même une seule; mais cela n'empêche pas, à mon avis, que la forme du Gouvernement ne demeure toujours la même, dans le sens que nous venons de dire. De plus, comme il y a grande différence entre exercer un Pouvoir propre, & agir par un Pouvoir étranger & précaire, dont on peut être dépouillé toutes les fois qu'il plaira à celui de qui on le tient: c'est jouer sur les mots, que de soutenir, comme font quelques-uns, que c'est au fond une véritable Oligarchie, lors qu'un Roi suit aveuglément les suggestions de quelque peu de personnes, qui abusent de sa facilité; & une Monarchie, lors que le Peuple se laisse mener par un Démagogue, ou lors que, dans un Conseil Souverain, il y a quelque Sénateur qui, par sa sagesse, par son éloquence, ou par sa puissance & son crédit, gouverne les autres, & donne le branle à toutes les délibérations. On ne sauroit non plus raisonnablement prétendre, que la forme du Gouvernement soit changée, lors que l'administration des affaires publiques passe à d'autres personnes, ou que l'on augmente ou diminue le nombre des Ministres de la Société: de même qu'il n'y a point d'Interrègne, lors qu'un Ministre vient à être chassé de la Cour par le Successeur du Prince, sous lequel il avoit eû le maniment des affaires. Pour la capacité & les inclinations de celui ou de ceux qui ont en main l'Autorité Civile ou indépendamment & par eux-mêmes, ou en vertu des ordres d'un Supérieur, de qui ils la tiennent; cela cause bien quelque changement dans l'administration des affaires, & dans l'exercice du Pouvoir, dont on use bien ou mal selon que l'on a de bonnes ou de mauvaises qualitez, mais non pas dans la forme même du Gouvernement. Ainsi, comme, pour devenir malade, ou contrefait, on n'est pas dès-lors un autre Homme, que quand on se portoit bien, ou qu'on avoit tous ses membres dans leur situation & leur forme naturelle: de même les vices des Souverains, ou des Sujets, ou l'établissement de quelques mauvaises Loix, ne produisent pas une nouvelle forme de Gouvernement.

§. II. UNE autre chose qu'il faut remarquer ici d'entrée, c'est que la plupart des Auteurs qui ont écrit sur des matières de Politique, uniquement occupez à expliquer la forme des Gouvernemens Réguliers, ou ne disent rien du tout des Irréguliers, ou en traitent fort superficiellement. De là vient, que quand ils ont à parler de quelque Corps Politique, dont le Gouvernement ne sauroit être rapporté à l'une de ces trois formes, que l'on appelle *simples*, ils ne trouvent point d'autre nom pour le désigner, que celui de *Gouvernement Mixte*. Mais, outre que l'on se figure mal à propos un tel mélange dans certains Etats qu'on allègue pour exemple; vouloir tout réduire aux Gouvernemens Réguliers, c'est ressembler à une personne, qui aiant appris les Régles de l'Architecture, supposeroit bonnement, que tous les Hommes les ont suivies en bâtissant leurs maisons.

Il y a aussi des Corps Politiques, que les ignorans prennent pour un seul Etat, quoi qu'ils soient véritablement composés de plusieurs Etats parfaits: & c'est ce qu'il faut encore bien distinguer dans l'explication des diverses formes de Gouvernement.

§. III. UN Etat Régulier, c'est, à mon avis, celui dont tous les Citoyens en général, & chacun en particulier, sont gouvernez comme par une seule ame, c'est-à-dire, dans lequel le Pouvoir Souverain, sans être divisé en aucune manière, s'exerce par une seule volonté dans toutes les parties & dans toutes les affaires de l'Etat. Il n'y a que trois diverses formes de Gouvernement Régulier, selon les trois différentes constitutions du sujet propre de la Souveraineté. Car, ou la Souveraineté réside dans l'Assemblée générale de tous les Citoyens, en sorte que chacun y a droit de suffrage, & c'est ce que l'on appelle *Démocratie*: ou elle est entre les mains d'une Assemblée composée de quelques Citoyens choisis, & alors

Il y a des Gouvernemens Irréguliers, & des Corps composés de plusieurs Etats distincts.

Ce que c'est qu'un Etat Régulier, & combien il peut avoir de différentes formes de Gouvernement?

c'est une *Aristocratie* : ou enfin elle est attachée à une seule personne, & c'est ce que l'on nomme *Monarchie* (1). Dans la première sorte de Gouvernement, le Souverain s'appelle le *Peuple* : dans l'autre, les *Principaux de l'Etat* : & dans la dernière, le *Monarque* ou le Roi.

La Démocratie est la plus ancienne forme de Gouvernement.

§. IV. J'AI mis au premier rang la *Démocratie*, & c'est par elle aussi que je vais commencer ; non que je la croie la plus illustre forme de Gouvernement, ou la (1) plus commode, mais parce qu'elle est certainement la plus (2) ancienne parmi la plupart des Nations : outre qu'il est manifestement conforme à la Raison, de supposer, que ceux, qui renonçoient à l'état de la Liberté & de l'Egalité Naturelle, pour se joindre en un seul Corps, voulurent d'abord gouverner en commun les affaires de la Société. En effet, le moien de s'imaginer, qu'un Père de famille, qui après avoir aperçu les incommoditez d'une vie solitaire, entroit volontairement dans une Société Civile avec d'autres semblables à lui, oubliât si fort en un moment son ancien état d'indépendance, où il se conduisoit à sa fantaisie dans tout ce qui regardoit sa propre conservation, que de se soumettre d'abord à la volonté d'une seule personne en matière des affaires publiques, d'où dépendoit sa sûreté & son avantage particulier ? Il y a beaucoup d'apparence au contraire, que l'on suivit alors cette maxime, comme la plus équitable, que *ce à quoi tous les Membres de la Société ont intérêt, doit être administré par tous en commun* ; jusques à ce que la plupart se soumirent avec le tems à une autre forme de Gouvernement, ou de leur pure volonté, ou y étant forcez, soit par les armes victorieuses d'un Etranger, soit par l'ambition de quelques Citoyens, qui s'étoient rendus puissans. Ajoûtez à cela, que les premiers Etats furent la plupart formez par des gens qui étoient d'une même (3) race : nouveau motif, qui devoit leur faire maintenir l'égalité. J'avoue, que l'Histoire Ancienne nous parle souvent de divers Rois : mais on voit que la plupart étoient établis plutôt pour donner des conseils, que pour commander avec autorité. Ainsi, lors que *Justin* (4) dit, *qu'au commencement les Peuples & les Nations étoient gouvernées par des Rois* ; il s'agit là des (5) *Royaumes du tems des Héros*, comme les appelle *Aristote*, lesquels n'étoient nullement

§. III. (1) Cette division se trouve dans les paroles suivantes de *Pindare*, que nôtre Auteur citoit :

Ἐν αὐτῇ τῇ ῥομῇ εὐβουλίας-  
οἱ εἰς αὐτὴν ἄνθρωποι  
Πατρὸς τυραννίδι, χράντοσαν δ'  
Λαοῦτος σοφῆτις χράται σόλην οἱ σοφοὶ  
Τυραννίτι.

*Pyth. Od. II. vers. 157, & seqq. Ed. Oxon.*

J'ajoute ces deux passages : l'un d'*Isocrate*, in *Panathen.* pag. 448. Ed. Paris. Ἐγὼ δὲ φημι, τὰς ἀπὸ ἰδίας ἢ πολιτικῆς, τρεῖς εἶναι μοῖνας, ὀλιγαρχίαν, δημοκρατίαν, μοναρχίαν : l'autre de *Senèque*, *Epist. XIV.* Interdum Populus est, quæm timere debeamus ; interdum, si ea Civilitatis disciplina est, ut plurima per SENATUM transigantur, gratiosi in eo viri ; interdum SINGULI, quibus potestas Populi, & in Populum data est.

§. IV. (1) Nôtre Auteur citoit ici un passage de *Philon Juif*, (de *opificio mundi*, vers la fin) comme si la Démocratie y étoit reconnue pour la plus mauvaise forme de Gouvernement. Mais il ne s'agit là que de l'abus qui se glisse, lors que la ville populace est maîtresse des affaires (ὀλιγαρχία) & d'ailleurs le même Auteur, dans un autre Traité (de *creatione principis*, à la fin) dit formellement, que la Démocratie est la meilleure & la plus légitime forme de Gouvernement. Ἐν δὲ ἀρχῇ ἡ ἀριστοκρατία καὶ πολιτεία ἀρίστη δημοκρατία.

(2) Voyez ce que j'ai dit ci-dessus, Chap. I. §. 7. Note 1.

(3) C'est ce que dit *Platon* au sujet de la République d'*Athènes* sa Patrie. Ὁ δὲ καὶ σοφὸς δὲ ἀγαθὸς εἶναι, καὶ τῇ καὶ ἀρχῇ. αὐτῇ δὲ ἡμῶν ἡ πολιτικὴ τῶντος, ἡ ἐξ αὐτῆς γίνεται. αἱ δὲ τῶν ἄλλων πολιτείας οὐ σωφροσύνης καὶ δικαιοσύνης ἀνθρώπων εἰσὶ καὶ ἀνικαλῶν. οὗτοι αὐτοὶ

ἀνθρώποι καὶ αἱ πολιτείας, τυραννίδες τε καὶ ὀλιγαρχίαι οἰκῶσιν ἐν, ἵναι μὴ δόλος, οἱ δὲ, διαπύτας ἀλλήλους ἐμίζοντες : ἡμεῖς δὲ, καὶ οἱ ἡμέτεροι, μῆτε μὲν οὐδὲν ἐμίζοι φόντες, ἢ καὶ ἀρχὴν δόλος ἵδω διαπύτας ἀλλήλους ἵδω : ἀλλ' ἡ ἰσονομία ἡμῶν ἡ καὶ φύσιν ἰσονομίαν διαφυλάττει καὶ νόμον, καὶ μηδὲν ἄλλω ὑπικαὶν ἀλλήλους, ἡ δὲ μίτης δόλος καὶ φονευσίως. In *Menexeno*, pag. 519. B.

Chez nous, quiconque passe pour avoir de la capacité & du mérite, peut prétendre aux Charges & à toute sorte de Magistrature. Ce qui a fait établir un tel Gouvernement, c'est que tous les Citoyens de la République sont de même extraction : au lieu que les autres Etats aiant été fondez par des gens de toutes sortes & de tout Pais, de différente naissance, & de diverses conditions, leurs Démocraties, aussi bien que leurs Monarchies & leurs Aristocraties, se ressentent de cette inégalité ; de sorte que, parmi eux, les uns se regardent comme Esclaves, les autres comme Maîtres. Mais nous, & les nôtres, étant tous frères, & nez d'une même Mère, nous ne croions pas, qu'aucun de nous soit Maître ou Esclave de l'autre : l'égalité naturelle qu'il y a entre nous par la communauté d'une même origine, fait que nous cherchons une égalité civile, conforme à la Loi, & que nous ne nous soumettons qu'à ceux d'entre nous qui passent pour avoir de la Vertu & de la Prudence. Voyez aussi *Isocrate*, *Panegy.* & in *Panathen.* & *Libanum*, *Progyam.* Loc. commun. contra Tyrannum.

(4) *Principio rerum, Gentium Nationumque imperium penes Reges erat.* Lib. I. Cap. 1.

(5) Voyez les Traitez de Politique de ce Philosophe, Lib. II. Cap. XIV.

ment incompatibles avec la Démocratie. *Thucydide* parlant des plus anciens Roiaumes, dit, (6) *qu'ils étoient héréditaires, & limitez à certains honneurs que l'on déféroit aux Rois en récompense des soins qu'ils prenoient pour les affaires publiques.* Mais peu à peu la violence & les guerres réduisirent à un petit nombre de grands Empires ce nombre prodigieux de petits Etats Populaires, que l'on voioit dans le monde. *Aristote* néanmoins est pour l'antiquité du Gouvernement Monarchique par dessus les autres; & voici comment il prétend la prouver : *Au commencement*, dit-il, *les (7) Villes [de la Grèce] avoient des Rois, comme en ont aujourd'hui les Nations barbares; parce que les fondateurs de ces Etats étoient des gens déjà sujets au Gouvernement Monarchique, chaque Famille étant sous (8) la puissance d'un Roi, c'est-à-dire, du plus ancien de la Famille.* Mais la conséquence n'est pas juste. Au contraire, cela même que les anciens Pères de famille étoient accoutumés à commander, donne lieu de croire avec beaucoup de vraisemblance, qu'ils furent plus portés à établir un Gouvernement Démocratique, afin de pouvoir opiner sur les affaires publiques. D'autres disent, que le Pouvoir Paternel, qui est la plus ancienne Autorité, aiant été d'abord exercé avec douceur, s'étendit ensuite au droit de vie & de mort, à mesure que les Familles, & les vices, se multiplioient dans le monde : qu'alors l'Aîné de la Famille héritoit, par le droit de la naissance, de l'Autorité paternelle, & par conséquent du droit de gouverner la Famille, & d'y faire les fonctions de Sacrificateur : & qu'ainsi, peu à peu, les Chefs de famille s'érigèrent en petits Rois; d'où vient qu'il y en avoit un si grand nombre dans le pays (a) de *Canaan*. Mais le droit de la Primogéniture ne donnoit pas par lui-même à l'Aîné une Autorité Souveraine sur ses Frères, sans leur consentement, & ne leur imposoit pas la nécessité de joindre toujours leurs Familles avec la sienne. Ces anciens Roitelets, sous le nom de *Rois*, n'étoient au fond que les Chefs d'une Assemblée Démocratique, ou les principaux Magistrats du Peuple; & quoiqu'il en soit, le plus souvent on conféroit cette dignité au plus considérable de la race, lors que plusieurs Familles unies par les liens de la parenté se joignoient ensemble pour former une Société Civile; on n'avoit pas toujours égard au droit de la Primogéniture, ou du *Majorat*.

§. V. UN (a) Auteur Moderne traitant des Aristocraties & des Démocraties, qu'il comprend sous le nom d'*Etat libre*, dit, *qu'il y a une sorte d'Etat, où en pourvoiant au salut commun par des Conventions, l'on évite la confusion d'une multitude dispersée, & l'on entretient un assez bon ordre, sans que pourtant personne y soit Sujet, & perde sa liberté, comme sous un Gouvernement Monarchique.* Voilà presque autant de fautes, que de mots. Car il est faux, que l'ordre, qui régné dans une République, ne fasse que bannir la confusion d'une Multitude qui n'est unie par aucun lien de Société. Il est faux encore, que le Gouvernement Républicain soit fondé sur de simples Conventions, sans aucun Pouvoir Souverain. On ne sauroit dire non plus raisonnablement, que chaque Particulier d'une République soit moins sujet à l'Assemblée du Peuple, ou au Conseil Souverain des Sénateurs, que les Citoyens d'une Monarchie ne dépendent de leur Roi: ni que toutes les parties de la Souveraineté s'exercent moins dans une République, que dans une Monarchie; ni que le Peuple ait moins droit de vie & de mort sur chaque Citoyen, que le Roi sur ses Sujets. De plus, bien loin que quelques Pères de famille, en se joignant ensemble pour former une Société Civile, aient pris modèle sur les Roiaumes voisins: les premiers Etats, qu'on ait vus dans le monde, ont été des Etats Populaires; & ce n'est qu'avec le tems que le Gouvernement Monarchique s'est introduit, lors que quelques uns aiant remarqué les inconvénients du Gouvernement Populaire, trouvèrent à propos, les uns plutôt, les autres plus

(a) Voyez *Josué*; Chap. XII. & *Juges*, I, 7.

La Souveraineté ne se trouve pas moins dans les Démocraties, que dans les Monarchies.  
(a) *J. Frid. Horn, de Civit. Lib. III.*

(6) Ποτίσσει ὁ βασιλεὺς τὰς πόλεις καὶ τὰς ἀγορὰς καὶ τὰς ἐκκλησίας. Lib. I. Cap. XIII. pag. 8. Ed. Oxon.

(7) Διὸ καὶ τὸ πρῶτον ἐκαστοὺς αἰσίωντο καὶ ἀείδειν, καὶ τὸν ἑταῖον τὸν ἑταῖον ἐκ βασιλευμένων τὸ συνίδεν. πάντα τὰ εἰρησίων βασιλευμένων ἀπὸ τοῦ ἀρχαίου. Politic. Lib. I. Cap. II.

(8) Ces dernières paroles (ajoutoit notre Auteur)

peuvent être illustrées par ce mot de *Lycurgue*. *Quelqu'un lui remontrant un jour, qu'il devoit établir à Lacédémone le Gouvernement Populaire, afin que le plus petit eût autant d'autorité que le plus grand : Mais toi-même, lui repartit-il, va l'établir premièrement chez toi, & nous donne l'exemple.* *Plutarch. in ejus Vita*, p. 52. A.

plus tard, de se soumettre à l'Autorité d'une seule personne, ou lors que d'autres furent subjugués par des Conquistans. Les paroles suivantes ne renferment pas plus de solidité: *Comme l'Art, dit-on, tâche d'imiter la Nature, mais ne la surpasse & ne l'égale même jamais : les formes du Gouvernement Républicain, qui sont l'ouvrage des Hommes, tiennent quelque chose à la vérité de la nature des Monarchies, par rapport à la vertu qu'ont ces Gouvernemens de procurer l'utilité commune; mais pour ce qui est de l'Autorité Souveraine, qui constitue la Monarchie, & qui est l'ouvrage d'un Dieu Tout-puissant, les Hommes ne sauroient la produire.* Ce que l'on dit là sur l'origine de la Souveraineté, a été suffisamment réfuté ci-dessus; & je ne vois pas pourquoi elle ne pourroit pas convenir à une Personne Morale, ou à une Assemblée, aussi bien qu'à un seul Homme. Il n'y a nulle contradiction à dire, que tous les Membres d'un Conseil Souverain sont égaux, considérez chacun en particulier, & que chacun est néanmoins soumis à l'Autorité Souveraine de tout le Corps. Il ne faut pas non plus beaucoup d'esprit pour comprendre la différence qu'il y a entre tous les Citoyens en général, & chacun en particulier, entre l'Assemblée du Peuple, & chaque Citoyen dans sa famille. Ainsi rien n'est plus vain que ce raisonnement: *On l'Autorité Souveraine réside dans tous les Citoyens ensemble, ou dans quelques-uns seulement. Si elle réside dans tous, il n'y a point de Sujets: car une seule & même personne ne sauroit commander & obéir en même tems. Que si l'on dit, que chaque Particulier est Sujet, tout le Corps entier ne sera pas Souverain, puis que chacun ne peut conférer au Corps que ce qu'il a, c'est-à-dire, sa qualité de Sujet.* Mais rien n'empêche, à mon avis, que l'on n'attribue à un Corps Moral ce qui ne convient ni à chacun pris en particulier, ni à un seul d'entr'eux; le Corps entier étant une Personne Morale, distincte des Particuliers, & qui a sa volonté, ses actions, & ses droits propres. Par là tombent aussi les difficultez que l'on fait sur ce que, dans les Assemblées du Peuple, les choses se décident à la pluralité des voix. Car c'est là une Propriété essentielle d'un Corps Moral, que le consentement du plus grand nombre de ceux dont il est composé, passe pour la volonté de tous sans exception; n'y ayant point d'autre expédient pour unir les volontés de plusieurs en une seule volonté moralement telle, lors qu'ils ne se trouvent pas tous de même sentiment. Ainsi, dans les Démocraties & dans les Aristocraties, *le sujet, où réside la Souveraineté, n'est point vague, ni difficile à connoître, quoi que ceux, dont les suffrages l'emportent aujourd'hui, puissent être demain du nombre de ceux qui ont du dessous.* Tout cela ne détruit nullement l'unité de la volonté Morale qui convient à un Corps composé de plusieurs personnes physiquement distinctes, mais jointes ensemble par quelque engagement, qui n'en fait qu'un seul Tout. S'il arrive, par exemple, que, dans le Conseil Souverain, les voix se trouvent également partagées, le Conseil est censé ne rien décider sur l'affaire, dont il s'agit; & par conséquent on ne doit rien entreprendre là-dessus. J'avoue, que cela expose souvent l'Etat à quelques inconvéniens; mais il ne s'ensuit pas de là, que le Conseil ne soit point revêtu de l'Autorité Souveraine. Il est faux encore, *qu'on ne puisse attribuer une véritable Souveraineté à un Peuple, parce qu'il n'est point assés treint à persister dans les délibérations qu'il a une fois prises, & qu'un Corps entier ne s'oblige à rien; de sorte, dit-on, que rien n'impose ici la nécessité d'obéir.* Mais comme un Roi n'en est pas moins Souverain, ni moins en droit de faire exécuter ses Arrêts, pour avoir la liberté de les révoquer, quand bon lui semble, après quoi les Sujets ne sont plus tenus de s'y conformer: de même, quoi que le Peuple puisse changer de volonté, & abolir une Ordonnance, qui a passé; tant qu'elle subsiste, chacun est dans une Obligation aussi indispensable d'y obéir, que si c'étoit l'Arrêt d'un Monarque absolu. En effet, ceux qui violent les Loix dans une République, ne sont-ils pas punis (b) aussi bien que ceux qui désobéissent à leur Roi? *Si la Souveraineté, continue-t-on, est entre les mains de quelques personnes seulement, il faut nécessairement que chacun en ait une partie, & que la Souveraineté entière résulte de toutes ces parties prises ensemble : or chaque partie doit être un*

(b) Voyez *Titre Liv.*, Lib. II. Cap. III.

*Pouvoir Souverain: donc il y aura, dans un seul Etat plusieurs Pouvoirs Souverains; ce qui est absurde.* Mais, quand il s'agit d'un Corps Moral, rien n'empêche, que les volontez particulières, de l'union desquelles résulte la volonté générale du Corps, soient destituées de quelque vertu & de quelque qualité, dont celle-ci est revêtue. Ainsi de ce que le Pouvoir d'une Assemblée est un Pouvoir Souverain, il ne s'ensuit pas que chaque Membre, considéré à part, ait aussi un Pouvoir Souverain: de même que, de ce que le suffrage de chacun ne suffit pas par lui-même pour établir une Loi, il ne s'ensuit point que plusieurs voix jointes ensemble n'aient pas la force de produire cet effet. Enfin, dit-on, dans un Conseil il n'y a aucun des Sénateurs, qui ne puisse être puni par ordre de ses Collègues, s'il vient à commettre quelque Crime d'Etat: donc, si tous les Sénateurs s'en trouvoient coupables à la fois, il faudroit que les Citoyens les punissent; & alors, que deviendrois la Souveraineté? Mais il est facile de répondre à cette difficulté, pourvu que l'on explique bien ce que l'on entend par Crime d'Etat. Ce crime consiste proprement à faire, contre les ordres ou les Loix du Souverain, quelque chose de contraire au Bien Public. Or tous les Sénateurs à la fois ne sauroient rien commettre de semblable, à moins qu'ils ne violent les Loix Fondamentales de l'Etat, à l'observation desquelles ils se sont engagés, lors qu'on leur a déferé l'Autorité Souveraine, ou qu'ils ne traitent les Citoyens en ennemis: aux quels cas, les Rois n'ont pas, à cet égard, plus de privilège qu'eux. Les autres choses, que le même Auteur débite, au désavantage des Républiques, sont manifestement fausses: comme quand il dit, que le Pouvoir des Rois est entièrement différent de celui qui s'exerce dans les Républiques, quoi que l'un & l'autre produise des effets semblables; les Monarques, outre la Dignité & l'éclat de leur Grandeur personnelle, dont aucun Magistrat n'est revêtu avec tant de splendeur dans une République, ayant encore la Majesté Souveraine, qui ne se trouve point dans les Républiques. Pour moi, il me paroît certain, que Dieu n'est pas plus l'autour des Monarchies, que des Républiques, & que les unes & les autres sont également produites par des Conventions, d'où résultent toujours, & par tout, les droits de la Souveraineté, qui, dans tous les divers Gouvernemens, est le fondement prochain & immédiat de l'obéissance à laquelle sont tenus les Citoyens. Ainsi ceux qui vivent sous un Gouvernement Républicain, ne sont pas dans de moins étroites Obligations, ni moins Sujets, que ceux qui vivent dans un Roiaume; & parmi les premiers on punit les Criminels avec autant de droit, que parmi les derniers. Car qui croira sur la simple décision de notre Auteur, qu'il n'y ait que les Etats Monarchiques, ou l'on punisse les Criminels par le droit du Glaive; & que, dans les Républiques, qui n'ont pas ce droit, selon lui, on inflige des peines à ceux qui violent les Loix de l'Etat, comme à des Ennemis, ou par droit de Guerre.

§. VI. VOIONS maintenant, quelle est la constitution du Gouvernement Démocratique, & ce qu'il a de particulier qui le distingue des autres. Du moment qu'une Multitude de gens libres s'assemble à dessein de former un Etat, c'est une espèce de Démocratie, en tant qu'il est dès lors permis à chacun d'eux de proposer son avis en matière des affaires communes. Mais personne n'est encore tenu de soumettre son jugement particulier au sentiment du plus grand nombre, jusques à ce que, par une autre Convention, on ait établi une forme de Gouvernement Démocratique. Faute de distinguer ces deux différentes Conventions, *Hobbes* (a) raisonne ici d'une manière un peu embrouillée. Nous avons fait voir (b) ci-dessus, qu'on n'est nullement tenu d'acquiescer au sentiment du plus grand nombre, avant que de s'être soumis à une forme de Gouvernement Démocratique. Il est donc faux, que par cela seul que plusieurs personnes se sont assemblées pour former un Etat, elles soient censées s'être engagées à en passer par ce qui seroit résolu à la pluralité des voix. Voici comment on peut développer plus distinctement ce que dit ensuite le même Auteur. Lors que ceux qui se joignent ensemble, s'engagent à unir leurs forces pour leur sûreté mutuelle, ou ils règlent d'abord la forme du Gouvernement, ou ils ne le font pas. S'il n'y a point de délibération prise ni sur la forme du Gouvernement, ni pour fixer le lieu &

De la constitution du Gouvernement Démocratique.

(a) De Cive, Cap.

VII. §. 5.

(b) Chap. II. §. 7.

le tems auquel on se rassemblera de nouveau; cette première Assemblée est inutile, & chacun demeure, comme auparavant, dans l'indépendance de l'Etat Naturel: car il ne sauroit y avoir de Corps ou de Société, tant que l'on n'est pas convenu d'une manière constante & perpétuelle de gouverner les affaires communes. Mais si en se séparant, sans avoir rien conclu, on a marqué un certain tems & un certain lieu, pour examiner une autre fois plus amplement la chose, & prendre enfin quelque délibération; ce n'est-là encore qu'une première ébauche de l'Etat, à laquelle on ne peut pas donner le nom de *Démocratie*, puis que la même chose a lieu dans le commencement & les négociations, pour ainsi dire, de toutes sortes de Sociétés & de Conventions. La Démocratie ne se forme donc proprement que quand chacun a remis pour toujours à une Assemblée composée de tous, le droit de régler toutes les affaires qui regardent le salut & l'avantage commun.

Des caractères,  
qui distinguent  
ordinairement  
les Démocraties.

§. VII. IL y a trois choses principales, qui sont nécessaires pour constituer une *Démocratie*. Premièrement, il faut qu'il y ait un certain lieu & de certains tems réglés pour délibérer en commun des affaires publiques. Car, outre que chacun a ses affaires particulières, qui ne lui permettent pas de rester toujours dans l'Assemblée; si l'on n'étoit demeuré d'accord d'un certain tems & d'un certain lieu, les Membres de l'Assemblée pourroient, ou s'assembler en divers tems & en divers lieux, d'où il naîtroit des factions & des conventicules; ou ne s'assembler point du tout, & alors ce ne seroit plus un *Peuple*, mais une Multitude désunie, à laquelle on ne pourroit point attribuer de droits & d'actions propres, comme à une seule Personne Morale (a). Secondement, il faut que les suffrages du plus grand nombre soient réputés la volonté de tous; étant très-rare qu'un grand nombre de gens se trouvent de même avis. Enfin, comme il y a de deux sortes d'affaires, les unes ordinaires & peu considérables, les autres extraordinaires & de la dernière importance; & que le Peuple entier ne peut pas commodément se trouver toujours à l'Assemblée, ou s'assembler si fréquemment, qu'il ait le tems de pourvoir à tout par lui-même: il est nécessaire d'établir des Magistrats, qui soient comme autant de Commissaires chargez par le Peuple d'expédier en son nom les affaires ordinaires; de peser mûrement celles qui sont un peu considérables; &, s'il survient quelque chose de grande conséquence, de convoquer incessamment l'Assemblée du Peuple, pour le faire délibérer là-dessus; enfin d'écarter les Ordonnances du Peuple, à quoi une grande multitude n'est guères propre.

En quoi consiste  
le Gouvernement  
Aristocratique?

§. VIII. L'ARISTOCRATIE se forme, lors que la Multitude, qui s'unissant par la première Convention avoit déjà donné l'ébauche d'un Etat, prend une délibération, par laquelle elle confie le Gouvernement à un Conseil Souverain, composé d'un petit nombre de Sénateurs. On choisit ces Sénateurs, en les désignant ou par leurs noms propres, ou par leur extraction, ou par quelque autre marque distinctive, qui les fait clairement connoître; après quoi, s'ils acceptent cette Charge éminente, ils sont dès-lors revêtus de l'Autorité Souveraine sur tous les autres Citoyens, qui se sont soumis à leur volonté. *Hobbes* (a) dit, que l'*Aristocratie* tire son origine de la *Démocratie*; ce qui est faux, s'il entend par là, que toutes les Aristocraties ont succédé à des Démocraties parfaites: car il paroît par l'expérience, & il n'y a point de raison capable d'en faire douter, que de la première Convention on a pu, sans commencer par la Démocratie, passer immédiatement à l'établissement d'une Aristocratie, ou d'une Monarchie. Le même Auteur ajoute, que le Peuple, considéré comme une seule Personne, ne subsistant plus, du moment qu'il a mis la Souveraineté entre les mains des Principaux, il n'y a point de Convention entre le Sénat, &

(b) Chap. II. §. 12.

(c) Volez ci-dessus, §. 5. de ce Chapitre.

les Citoyens: principe que nous avons déjà réfuté (b) ailleurs. La conséquence qu'il tire ensuite du Gouvernement Démocratique, dans lequel le Peuple, selon lui, ne contracte aucun engagement, n'est pas mieux fondée. Car, quand on accorderoit (c) cela, il ne s'ensuivroit pas, qu'il en dût être de même du Gouvernement Aristocratique: non plus que, de ce que chacun peut gouverner lui-même ses propres affaires comme il le juge à propos, sans être là-dessus dans aucune Obligation envers personne; l'on ne sauroit conclure,

claire, que, quand il en confie le soin à quelqu'un, cet autre ne soit pas tenu envers lui de les bien conduire. Mais *Hobbes* (d) a raison de dire, que l'Aristocratie a deux choses de communes avec la Démocratie. L'une, que, si l'on ne fixe certains tems, & certains lieux, pour l'Assemblée du Sénat, ce n'est plus un Sénat, ou une seule Personne, mais une Multitude sans liaison, & sans Autorité Souveraine. En effet, le moien de connoître la volonté du Conseil, si les Sénateurs ne s'assembleront pour délibérer des choses qui concernent le Bien Public? Car de les faire opiner par écrit, en leur envoyant à chacun une liste des affaires qui sont sur le tapis, cela est sujet à bien des inconvéniens. L'autre chose, nécessaire dans les Aristocraties, aussi bien que dans les Démocraties, c'est que les tems des Assemblées ne soient pas fort éloignés les uns des autres; ou que, pendant cet intervalle, on remette l'exercice du Pouvoir Souverain entre les mains d'un ou de plusieurs Magistrats, du moins en ce qui concerne les affaires ordinaires.

§. IX. ENFIN, le Gouvernement Monarchique s'établit, lors que l'on confère l'Autorité Souveraine à une seule personne; ce qui se fait par une Convention entre le Roi, & les Sujets, comme je l'ai prouvé (a) contre *Hobbes*. Un Ecrivain (b) anonyme a avancé ici un dogme bien pernicieux, qui mérite d'être réfuté. Selon lui, toute Autorité Souveraine étant établie par les Hommes en vûe de se mettre plus aisément à couvert des maux que l'on avoit à craindre & de ceux du dedans, & de ceux du dehors; on ne sauroit raisonnablement présumer, que jamais aucune Assemblée Démocratique ait voulu donner la Couronne à un seul homme, & à ses Descendans à perpétuité. Car, dit-il, cet avantage, que l'on se proposoit, étant uniquement fondé sur le mérite présent du Monarque élu: & tout le monde sachant combien l'esprit des Hommes est changeant, & leur vie fragile, & qu'il peut arriver en peu de tems, ou que la vieillesse mette le Roi hors d'état de gouverner; ou qu'il meure sans enfans; ou qu'il en laisse en bas âge; ou que, s'il en a qui soient déjà hommes faits, ils n'aient ni des qualitez naturelles qui les rendent plus capables du Gouvernement, que tout autre, ni des dispositions favorables à procurer de tout leur possible le bien & la conservation de la Société: il n'y a aucune apparence, que le Peuple ait jamais eu intention de renoncer au droit de déposer un Prince méchant, ou incapable de régner, & d'en choisir un meilleur. Mais, ajoute-t-il, ceux qui ont une fois pris en main les rênes du Gouvernement, affermissent si bien leur domination pour eux & pour leurs Enfans, en mettant dans leurs intérêts la plus grande partie du Peuple, & sur tout les Soldats, qu'ils se trouvent en état de maintenir leur Autorité, malgré même leurs Sujets. Je répons, premièrement, que, si un Peuple confère le Pouvoir Souverain à une personne, à condition qu'aussi-tôt qu'il trouvera que son Gouvernement ne contribue pas davantage à l'avancement du bien public, & à la sûreté commune, que ne faisoit la Démocratie, cette personne-là puisse être dépouillée de sa Dignité; ce n'est pas un Monarque que l'on établit alors, mais un simple Magistrat principal, dont l'Autorité dépend de la volonté inconstante d'une Multitude aveugle, & qui par conséquent ne reçoit point de véritable Souveraineté. De plus, chacun sait combien il est préjudiciable à l'Etat de changer souvent de Maître, & qu'on ne peut, sans causer quelque révolution périlleuse, détronner un Souverain, qui a eu le moien d'augmenter ses richesses & ses forces particulières, pendant qu'il gouvernoit celles du Public: pour ne pas dire que souvent celui qui succède, ne vaut guères plus que son Prédécesseur. Ainsi il y a grand sujet de présumer, que le Peuple a voulu une fois pour toutes transiger, pour ainsi dire, avec la Fortune, en établissant, par une délibération irrévocable, un Souverain perpétuel; afin de prévenir par là les maux qu'entraîne après soi une constitution de Gouvernement chancelante & sujette à des fréquens changemens: ces maux étant beaucoup plus certains, que ceux que l'on a à appréhender de la part d'un Roi qui dégénère de sa première vertu; d'autant mieux qu'on peut, par de bonnes Loix Fondamentales, ôter aux Princes les moiens de lâcher la bride à leurs Passions. Enfin, comme il entre beaucoup de hazard dans toutes les affaires humaines

De l'établissement de la Monarchie.  
(a) Chap. II. §. 9. & suiv.  
(b) L'Auteur du Livre intitulé, *Bilancia Politica*.



(c) Voyez *Grotius*,  
Lib. I. Cap. III.  
§. 2. num. 1.

(d) *Hobbes*, de Ci-  
ve, Cap. VII. §.  
13.

(e) *Ibid.* §. 14.

(f) Comme, par  
exemple, *Joseph*  
d'Arimatee,  
Luc, XXIII, 51.

Dans les Etats il  
y a deux sortes  
de défauts; les  
uns attachés aux  
personnes qui ont  
en main la Sou-  
veraineté; les  
autres à la cons-  
titution même du  
Gouvernement.

(a) Voyez le *Pan-  
egyrique de Thé-  
dofe*, par Lat. Pa-  
vatus *Drepanius*,  
Cap. XXVII. num.  
2. Edit. Cellar.

(b) Voyez *The-  
miftius*, Orat. X.  
de Pace ad Valent.  
Imperat. & Plat.  
de Legib. Lib. I.  
pag. 771. D. Ed.  
*Wechel*. *Philoftr.*  
de vita *Apoll.*  
*Thyan*. Lib. III.  
Cap. IX. inir. &  
*Claudiam*. de *Bel-*  
*lo Gildon*. vers.  
157. & seqq.

nes (c), & qu'il n'y a rien qui soit sans aucun inconvénient; il n'est pas permis de révoquer un acte, par cette seule raison que l'événement ne répond pas exactement à nos espérances.

La différence qu'il y a entre la Monarchie, & les deux autres (d) formes de Gouvernement, & qui rend la première beaucoup plus commode que les dernières, c'est que, dans les Démocraties & dans les Aristocraties, il faut qu'il y ait certains lieux réglez, pour pouvoir délibérer & faire des Ordonnances, c'est-à-dire, pour exercer actuellement l'Autorité Souveraine: au lieu, que dans une Monarchie, du moins lors qu'elle est absolue, le Souverain peut délibérer & donner ses ordres en tout tems & en tout lieu, de sorte que, comme le disoit un Ancien, (1) *Rome est par tout où se trouve l'Empereur*. En effet le Peuple, & les Sénateurs, n'étant qu'un Corps Moral, ne peuvent agir sans s'assembler. Au lieu que le Monarque est une seule Personne Physique & individuelle; & par conséquent il a toujours un pouvoir prochain d'exercer les actes de la Souveraineté. *Hobbes* (e) remarque aussi judicieusement, que, *quand une Assemblée du Peuple, ou un Sénat, a pris quelque délibération contraire aux Loix Naturelles, l'Etat même, ou la Personne (Moral) qui est revêtu du Pouvoir Souverain, ne pèche point, mais seulement les Citoyens, dont l'avis l'a emporté en cette occasion. Car le Pêché provient de la volonté naturelle & expresse de chaque Particulier, & non pas de la volonté Politique, (ou Morale) qui est un ouvrage de l'Art: autrement ceux-là même qui (f) ont désapprouvé la délibération, en seroient coupables. Mais, dans une Monarchie, lors que le Roi ordonne quelque chose de contraire aux Loix Naturelles, il pèche toujours; parce qu'en lui la volonté Civile, & la volonté Physique ne font qu'une seule & même volonté.*

§. X. VOILA quelles sont les formes régulières de Gouvernement. La plupart des Auteurs ajoutent à cela quelques autres formes défectueuses, ou corrompues. Sur quoi il est certain, que plusieurs Etats, aussi bien que chaque personne en particulier, sont sujets à un très-grand nombre de défauts, & de maladies, en sorte que ceux qui en ont le moins, passent en quelque manière pour parfaits. Ces maladies viennent, ou de la malice humaine, ou de la mauvaise constitution de l'Etat; d'où vient qu'on distingue entre les vices des personnes, & les défauts du Gouvernement. Je vais en donner quelques exemples.

Dans les *Monarchies*, ce sont des défauts de la personne, lors que celui que la naissance, ou le mauvais choix des Citoyens, ont élevé sur le Thrône, se trouve destitué des qualités nécessaires pour bien régner; lors qu'il n'a que peu ou point à cœur le Bien Public, & qu'il livre en proie ses Sujets à l'ambition ou à l'avarice de quelques Ministres scélérats; lors qu'il s'abandonne à la cruauté & à la colère, ne se souvenant pas qu'il est Homme, & qu'il commande à des Hommes; lors qu'il prend plaisir à exposer l'Etat sans nécessité, lors qu'il dissipe en luxe, ou en libéralitez (a) mal entendues, les revenus & les subsides qu'on lui accorde pour les besoins de l'Etat; lors qu'il entasse des richesses superflues, en extorquant de l'argent des Citoyens; lors qu'il est outrageux & injuste (b); & enfin, lorsqu'il est entaché d'autres vices semblables qui lui attirent à juste titre le nom de *mauvais Prince*.

Dans les *Aristocraties*, ce sont des défauts des personnes, lors que la brigue, & les voies obliques, donnent entrée dans le Conseil aux scélérats, ou aux personnes incapables du Gouvernement, à l'exclusion des honnêtes gens, & de ceux qui ont les qualités requises pour bien gouverner; lors qu'il se forme des factions & des cabales entre les Sénateurs; lors qu'ils traitent le Peuple comme des Esclaves, & qu'ils s'enrichissent en pillant les Finances de l'Etat.

Dans les *Démocraties*, ce sont des défauts des personnes, lors que des fots ignorans veulent soutenir leur sentiment à cor & à cri, & causent du tumulte dans les Assemblées; lors

§. IX. (1) *Ἐστὶν τὰ ἅπαντα, ὅπου ὁ βασιλεὺς ἔστι*. *Pompeianus apud Herodian*. Lib. I. Cap. XIV. pag. 13. Ed. Oxon.

lors que l'envie opprime des Citoyens d'un mérite distingué, sans qu'ils en aient donné aucun sujet, & que l'Etat ait rien à craindre de leur part; lors que, par pure légèreté, on fait des Loix, & on les aboît, ou que l'on révoque sans nécessité les délibérations qu'on avoit prises; lors que des gens de néant, sans mérite & sans capacité, sont chargés de l'administration des affaires publiques (1).

Il y a un défaut général des personnes, qui peut se trouver dans toutes les différentes formes de Gouvernement; c'est, d'un côté, lors que ceux qui ont entre les mains l'Autorité, en abusent, ou s'acquittent négligemment de leur devoir; de l'autre, lors que les Citoyens, à qui on n'a laissé que la gloire d'obéir, prennent le frein aux dents (c), & se mutinent contre leurs Supérieurs légitimes.

Pour les défauts du Gouvernement, ils se remarquent en général lors que les Loix & les Coutumes de l'Etat ne sont pas conformes au naturel du Peuple qui doit s'y soumettre, ou aux qualitez & à la situation du Pais; ou lors qu'elles donnent occasion aux Citoyens de causer des troubles au dedans, ou de s'attirer au dehors la juste haine des voisins; ou lors qu'elles les mettent dans l'impuissance de faire les fonctions nécessaires pour la conservation de l'Etat, comme si elles les réduisent nécessairement à vivre dans une lâche paresse, ou à ne pouvoir subsister sans la guerre, ou si la (2) constitution des Loix fondamentales rend l'expédition des affaires publiques fort lente & fort difficile; enfin lors qu'elles renferment quelque chose de contraire aux maximes fondamentales de la bonne Politique, sur tout si cela est coloré du prétexte de la Religion, comme quand l'autorité des Prêtres s'étend jusqu'à disposer de la vie des (d) Rois.

§. XI. Mais, quoi qu'il y ait une grande différence entre un Etat sain, & un Etat malade; il ne faut pas pour cela multiplier les différentes sortes de Gouvernement, ni opposer à chacune des formes régulières une ou deux formes défectueuses, comme autant d'espèces proprement ainsi nommées: car tous ces défauts ne changent ni la nature du Pouvoir Souverain considéré en lui-même, ni le sujet propre de la Souveraineté. Jusques-là Hobbes a raison de soutenir (a), que l'Anarchie, ou la confusion, que les anciens Anteurs, qui ont traité la Politique, opposent à la Démocratie; l'Oligarchie, ou la puissance de quelque peu de personnes, qu'ils opposent à l'Aristocratie, & la Tyrannie, qu'ils opposent à la Monarchie; ne constituent pas trois autres sortes d'Etat; & (b) que le défaut du Gouvernement n'en change pas la forme. Mais les paroles qui suivent (c) ne se trouvent pas généralement vraies: L'Anarchie, dit-il, l'Oligarchie, & la Tyrannie, ne sont que trois noms différens, inventez par ceux qui n'étoient pas satisfaits du Gouvernement, ou des personnes entre les mains de qui il étoit. Car les Hommes attachent ordinairement aux termes non seulement l'idée des choses mêmes qu'ils signifient, mais encore celles de leurs propres Passions, comme de l'Amour, de la Haine, de la Colère &c. Ajoutons, & du cas qu'ils en font. En effet, ici, comme dans toutes les autres choses, ce qui plaît à l'un est fort odieux à l'autre; & cela non seulement parce que l'on trouve plus son intérêt (d) à vivre sous une certaine forme de Gouvernement, que sous une autre, mais encore à cause d'une inclination particulière qui nous y porte. Les gens fiers & orgueilleux, qui ne sauroient souffrir l'égalité d'un Etat Populaire, voyant que là chacun a droit de suffrage dans les Assemblées où l'on traite des affaires de la République, & que la populace y fait le plus grand nombre, ainsi que dans tous les autres Etats; appellent cela une (e) Ochlocratie, comme qui diroit, un Gouvernement où la vile populace est maîtresse, & où les personnes de mérite, tels qu'ils se croient eux-mêmes, n'ont aucun avantage par dessus les autres. Un homme, qui est fâché de n'être pas du Conseil, où il se croit aussi digne d'entrer qu'aucun des Sénateurs, dont

(c) Voyez Hobbes, Leviathan, Cap. XXIX. vers la fin.

(d) Comme autrefois les Prêtres de l'île de Mésor. Voyez Diad. Sicul. Lib. III. Cap. VI. & Strab. Lib. XVII. pag. 566. Ed. Geneva. Casaub.

Ces défauts ne produisent pourtant pas une nouvelle forme de Gouvernement.

(a) De Cive, Cap. VII. §. 2.

(b) Leviathan, Lib. II. Cap. XIX.

(c) De Cive, ubi supra.

(d) Voyez Lyfias, Orat. XLIV. de Populâri statu, Cap. III. & Isocrate, de Pace, pag. 320.

(e) Ochlocratia. On auroit pourtant raison de donner ce titre odieux à un Etat, où l'on suivroit une maxime semblable à l'Ordonnance des anciens Ephésiens, lors qu'ils chassèrent Hermodore. Voyez Cicer. Tuscul. Lib. V. Cap. XXXVI. Diogen. Laert. Lib. IX. in Heraclite, §. 2. Strab. Lib. XIV. p. 441.

§. X. (1) Selon Plutarque, l'Ambition du Peuple est une maladie aussi dangereuse & aussi furieuse que la Tyrannie. Καὶ τὸ πολιτεύματ' ἔχεισι θυμωμένην, ὅταν μᾶνι νόσση, τυραννὶς ἐκ λατῆς. In Vita Dionis, Tom. II.

p. 979. E.

(2) Cet exemple est tiré de l'Abregé de Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. VIII. §. 10.

(f) Ὀλιγαρχία.  
(g) Voyez la  
plainte d'*Ajax*,  
dans *Q. Calaber*,  
Lib. V.

(h) Τύραννος.

Il faut dire la  
même chose de  
diverses circon-  
stances acciden-  
telles des Aristoc-  
raties, & des  
Démocraties.

(a) *Politie. Lib.*  
*IV. Cap. III. &*  
*seqq.*

dont il est composé, l'appelle par mépris, & par envie, une (f) *Oligarchie*, c'est-à-dire, le Gouvernement d'un petit nombre de personnes, qui exercent insolemment une Autorité Souveraine sur des gens qui ont autant (g) ou même plus de mérite qu'eux. Ainsi les Peuples, qui ont le cœur haut, & en même tems l'esprit souple, donnent le nom d'*Esclaves* aux Sujets d'une Monarchie, qui sont accoutumés à un Gouvernement plus ferme & plus absolu; comme si lors qu'un Père, par exemple, traite rudement un Fils revêché, & avec douceur un autre Enfant de bon naturel, il exerce par là deux différentes sortes d'Autorité Paternelle. Il faut dire la même chose du terme de (h) *Tyrann*, qui portoit un caractère odieux & indélébile, dans l'usage des Grecs accoutumés à faire consister la souveraine félicité des États dans la Liberté du Gouvernement Populaire (1); jusques-là que la plupart donnoient le nom de (2) *Tyrannie* à tout Gouvernement Monarchique en général, sans considérer s'il étoit légitime, ou non, & si le Prince gouvernoit bien, ou mal. Avouons néanmoins, & tout le monde en doit convenir, que l'on peut fort bien quelquefois employer à juste titre ces termes odieux, dont je viens de parler, pour distinguer le Gouvernement des mauvais Princes & des Sénateurs qui abusent de leur Autorité, d'avec celui des bons Princes, & des Magistrats intègres; ou les Assemblées tumultueuses d'une populace légère & turbulente, d'avec celles d'un Peuple sage & retenu (3).

§. XII. IL y a plus de difficulté à expliquer la constitution des États, qui ne sauroient être rapportés ni aux formes saines & régulières, ni à une simple corruption du Gouvernement. La plupart des Savans croient, que le plus court est de les appeler des *Gouvernemens Mixtes*, c'est-à-dire, composez d'un certain mélange des *formes simples*. Comme plusieurs s'appuient ici de l'autorité d'*Aristote*, il ne sera pas inutile d'examiner, quelles ont été les idées de ce Philosophe. Je remarque donc que ce qu'il dit (a) des diverses sortes d'Aristocratie, & de Démocratie, n'a aucun rapport avec les *Gouvernemens Mixtes*, dont parlent nos Auteurs Modernes. Car il traite seulement des différentes qualitez, & des divers ordres de ceux que l'on admettoit aux Assemblées du Peuple, ou au Conseil Souverain des Principaux de l'État: ce qui ne change en aucune manière la forme du Gouvernement, ni ne sépare les Parties de la Souveraineté, ni ne divise l'État en deux ou plusieurs Corps, mais diversifie seulement les Aristocraties, & les Démocraties, par quelques circonstances accidentelles. On définit, par exemple, la *Démocratie*, un État où le Gouvernement est entre les mains de l'Assemblée générale de tous les Citoyens. Or les Enfants, les Femmes, & les Serviteurs ou les Esclaves, ont sans doute intérêt, aussi bien que les Pères de famille, à la conservation & au bien de l'État. Dirait-on cependant, que, dans les endroits où les Femmes, les Fils de famille, & les Domestiques sont exclus des Assemblées publiques, il y ait pour cela une nouvelle espèce de Gouvernement? Il suffit, à mon avis, pour constituer une Démocratie, que ceux qui ont fondé l'État, & les héritiers de leurs droits, de génération en génération, aient voix délibérative dans l'Assemblée du Peuple. Or il est clair, que les États ont été formez par des Pères de famille, qui aient autorité sur leurs Femmes, leurs Enfants, & leurs Domestiques, ne prétendoient pas sans doute se dépouiller entièrement de ce pouvoir, & par conséquent n'avoient garde de leur

don-

§. XI. (1) *Lucien* exprime ainsi ces sentimens des Grecs: Τὸ δὲ ἕλόν, οἱ δὲμοι ἐν ἑστέρωντος ὁποῖός τις ὁ τοῖς ἀρετῶν ἰσχυροῖς ὄν, οἱ τοῖς δυνάμει, οἱ δὲ ἀδύνατον, αὐτὸ ἀλλοῖς τὸ δὲ τυραννίδος ἵσχυρα μισοῖσι, καὶ τὸ τυραννίδος. *Phalaris. l. pag. 735. Tom. I. Ed. Amst.*

(2) Τῶν εἰσι πολυταῖς παρὰ πᾶσι διδράμοις, τυραννίδος, καὶ ὀλιγαρχίας, καὶ δημοκρατίας. *Æschin. Orat. contra Ctesiphontem. Omnes autem & habentur & dicuntur Tyrannus, qui potestate sunt perpetua in ea civitate, qua libertate usa est. Corn. Nepos, in Miltriad. Cap. VIII. num. 3. Voyez aussi Mnemon, Cap. V. de Heraclea Tyrannis, apud Photium.*

(3) Ce que nous venons de dire, s'ajoutoit notre Auteur, n'est pas fort différent des principes d'*Aristote*,

qui affectant par excellence le nom de Gouvernement (Πολιτεία) aux États Populaires bien réglez, regarde la Tyrannie, l'Oligarchie, & la Démocratie, comme autant d'abus des trois formes légitimes de Gouvernement. Παρισχέτους ὅς τ' ἐπιρριπνόν, τυραννίδος μὲν, βασιλείας δὲ ὀλιγαρχίας ὅς, ἀρετῶν ἰσχυροῖς, δημοκρατίας ὅς, ἀδύνατοι. *Politie. Lib. III. Cap. VII. Voyez le Philosophe Salluste, de Divi & Mundo, Cap. XI. & Themist. Orat. XVI. p. 336. Edit. Petav. Or oseroit-on soutenir, qu'aussi-tôt qu'un Gouvernement se corrompt par les abus qui s'y glissent, il résulte de là une nouvelle forme de Gouvernement? Voyez au reste, sur quelques-uns des termes d'*Aristote*, que l'on a rapportez, la Note 4. de *Mr. Périzonius*, sur *Ælien*, Var. Hist. Lib. II. Cap. XX,*

donner place dans les Assemblées publiques, ce qui les auroit rendus égaux à eux. Lors même que le Gouvernement Démocratique étoit une fois établi, il étoit libre sans contredit aux Citoyens de recevoir ou de ne pas recevoir dans l'Etat des Etrangers; de donner plein droit de Bourgeoisie à ceux qu'ils recevoient, ou de ne le leur accorder qu'avec certaines restrictions; de les admettre également avec eux au Gouvernement de la République, ou de les en exclure. Ainsi rien n'empêche, que, dans un Etat Populaire, plusieurs soient privés du droit de suffrage, sans préjudice de la forme du Gouvernement. Il peut arriver néanmoins qu'un Gouvernement, qui étoit d'abord Démocratique, & où l'on excluait des Assemblées publiques & des Charges tous ceux qui entrent depuis dans l'Etat, se change avec le tems en une espèce d'Aristocratie, lors que le nombre des habitans s'est extrêmement multiplié. Il y a des endroits, où, pour devenir Membre du Conseil Souverain, il ne faut avoir que du mérite: en d'autres les Sénateurs doivent outre cela être Nobles, ou Riches. Il y a des Etats Populaires, où toute personne libre a droit de suffrage: en d'autres, il faut avoir une certaine quantité de bien pour entrer dans les Assemblées publiques: ou d'autres, on en est exclus entièrement, lors qu'on exerce certaines professions, & qu'on même un certain genre de vie. Tout cela pourtant ne forme pas diverses sortes proprement ainsi dites d'Aristocratie, & de Démocratie; moins encore la diversité des Loix au sujet de la distribution des Charges, auxquelles, par exemple, tout le monde peut prétendre dans certaines Républiques, au lieu qu'en d'autres on a égard aux biens de ceux que l'on choisit. Ce n'est pas non plus une nouvelle forme de Gouvernement, lors que les Riches, par exemple, peuvent impunément s'absenter des Assemblées du Peuple, mais non pas les Pauvres; ou au contraire les Pauvres, mais non pas les Riches. Tout cela est de la dernière évidence. A l'égard du Gouvernement Mixte, qu'*Aristote* (b) trouve dans la République de *Laocédémone*, & dans celle de *Crète*, nous en parlerons ailleurs. La République (c) d'*Athènes* étoit aussi au fond un Etat Populaire. Pour le jugement de *Polybe* (d) au sujet de la République Romaine, nous l'avons examiné dans (d) un autre Ouvrage.

§. XIII. QUELQUES Auteurs Modernes forgent plusieurs espèces de Gouvernemens Mixtes, dont ils condamnent néanmoins la plupart, se bornant à deux qui leur paroissent les plus raisonnables. Le premier, c'est lors que les Parties de la Souveraineté sont divisées, entre les mains de diverses personnes ou de divers Corps d'un même Etat, en sorte que chacun exerce indépendamment, & selon qu'il le juge à propos, la Partie qui lui est échue; étant du reste lui-même comme Sujet, en ce qui dépend de la Jurisdiction des autres. C'est ainsi, à peu près, que *Scipion* (a) partagea le Roiaume de *Numidie*, après la mort de *Masissiffa*: ordonnant que les trois enfans légitimes de ce Prince auroient chacun le titre de *Roi*; mais que *Masiffa* l'aîné seroit maître de *Cirro* la Capitale; que *Gulussa*, le second, auroit le Pouvoir souverain de la Guerre & de la Paix; & que *Manassabal*, le plus jeune, présideroit à l'administration de la Justice. L'autre sorte de Gouvernement Mixte, dont on parle, c'est lors que plusieurs ont en main la Souveraineté par indivis, en sorte que, si un seul n'est pas de même sentiment que les autres, ceux-ci ne peuvent prendre aucune délibération valable, ni exercer aucune Partie de la Souveraineté. Cela se fait en deux manières: car ou tous sont absolument égaux, ou quelqu'un d'entr'eux a certaines prérogatives, & certains droits, dont il peut faire usage sans la participation & le consentement des autres. On cite aussi plusieurs Auteurs anciens, qui parlent souvent de Gouvernemens Mixtes. Mais, comme nous l'avons déjà remarqué, la plupart des choses qu'ils disent là-dessus, ne regardent point la division des Parties de la Souveraineté entre plusieurs personnes ou plusieurs Assemblées distinctes, mais un juste tempérament des qualités requises pour entrer dans le Conseil Souverain, ou une combinaison bien concertée des Costumes de divers Etats. D'ailleurs, on peut, à mon avis, fort bien expliquer quelques exemples de ces Gouvernemens Mixtes, en distinguant la manière de gouverner, d'avec la forme même du Gouvernement. Sur ce pied-là, un Gouvernement tiendra quelque chose d'un

(b) *Ubi supra*, Lib. II. Cap. IX. X.

(c) *Ibid.* Cap. XII. & *Isocrat.* in *A-respagit.*

(d) *Diff. de Forma Reip. Rom.* §. 20.

Des Gouvernemens Mixtes, dont parlent les Auteurs Modernes.

(a) *Appian.* de *Bell. Pun.* p. 64. Ed. H. Steph.

autre, lors que la manière, dont le Souverain gouverne, semble empruntée de la forme du dernier : comme si, dans un Etat Démocratique, il y a un Chef, ou un Sénat, qui soit chargé du soin de la plus grande partie des affaires; ou si, dans un Etat Aristocratique, il y a un principal Magistrat, revêtu d'une Autorité toute particulière, ou une Assemblée du Peuple, que l'on convoque quelquefois pour le faire opiner sur plusieurs sortes d'affaires; ou si, dans un Etat Monarchique, les affaires importantes doivent être proposées dans un Sénat, ou dans une Assemblée du Peuple. Que si cette distinction ne suffit pas pour expliquer quelques passages des Anciens, que l'on allègue, voici d'autres remarques, qui feront comprendre ce que l'on doit penser là-dessus. L'essence d'un Etat parfait & régulier consiste, comme je l'ai fait voir ci-dessus, dans une certaine union, par laquelle tout ce qui est nécessaire pour le gouverner soit conduit, pour ainsi dire, par une même ame. Cela étant, on voit manifestement, que la première sorte de Gouvernement Mixte, dont on parle ici, forme un Corps uni par une simple Convention, & par conséquent un Etat fort irrégulier, assez foible, & très-sujet à des maladies & des Guerres intestines. A l'égard de l'autre sorte, je dis, que, si ceux qui possèdent ainsi la Souveraineté par indivis, composent un Sénat perpétuel, qui, comme un seul Corps, gouverne tout l'Etat, c'est une véritable Aristocratie, mais constituée de telle façon, que les affaires y sont très-difficiles à terminer, puis que l'opposition de quelque peu de personnes, ou même d'une seule, suffit pour rendre inutiles les délibérations les plus unanimes de tous les autres. Que si chacun étant d'ailleurs égal aux autres, possède en propre une partie des terres de l'Etat, mais en sorte qu'aucun ne puisse exercer les actes de la Souveraineté, sans le consentement unanime de tous les autres, ce sera proprement un Corps composé de plusieurs Etats, mais qui, pour être trop gêné par cette sujétion superflue, ne sera guères capable d'agir, & d'expédier les affaires communes. Enfin, si un de ceux qui possèdent la Souveraineté par indivis, a quelque autorité & un rang considérable par dessus les autres, avec le droit d'exercer lui-seul quelques petites parties de la Souveraineté; c'est un Etat irrégulier, qui tient le milieu entre une Monarchie trop chargée de Grands Seigneurs, & un Corps composé de plusieurs Etats. L'irrégularité deviendra plus grande, s'il y en a plus d'un qui soit élevé au dessus des autres en prééminence & en autorité.

Ce que c'est  
qu'un Etat Ir-  
régulier.

§. XIV. POUR moi, si malgré tout ce que j'ai dit, on veut encore retenir le nom de *Gouvernement Mixte*, j'y consens de tout mon cœur. Mais on me permettra bien aussi de préférer celui qui me paroît le plus clair, le plus commode, & le plus propre à expliquer certains Phénomènes, pour ainsi dire, que l'on remarque dans quelques Etats. J'appelle donc *Etats Irréguliers*, ceux où l'on ne voit ni aucune des trois formes régulières, ni une simple maladie, ou une simple corruption du Gouvernement, sans que d'ailleurs ils puissent proprement être rapportez à un Corps composé de plusieurs Etats. Ils diffèrent des *Etats Réguliers*, en ce que toutes les affaires ne sont pas gouvernées par une seule volonté, & que tous les Citoyens en général & chacun en particulier ne dépendent pas d'un empire commun. Ils diffèrent des *Corps composés de plusieurs Etats*, en ce que chacun de ces Etats unis est un Etat distinct & parfait. Enfin ils diffèrent des *Etats malades*, en ce que ces maladies ont toujours quelque chose de honteux & de blâmable, puis qu'elles proviennent d'un mauvais usage d'une bonne forme de Gouvernement, ou de l'établissement de quelques mauvaises Loix & de quelques mauvaises Coûtumes : au lieu que l'irrégularité change non seulement la forme intérieure du Gouvernement, mais encore est approuvée par un consentement public & authentique. Ainsi la maladie arrive contre l'intention de ceux qui ont fondé l'Etat, & elle y est toujours regardée comme un vice : au lieu que l'irrégularité se forme ou s'entretient par la volonté ou par l'approbation des Membres de l'Etat. La première ressemble à un bâtiment, dont le plan, a été fait selon les règles de l'Architecture, mais dans la construction duquel on a employé de mauvais matériaux, ou dont le toit se découvre, les murailles menacent ruine, les poutres plient, les fondemens croûlent, le

le tout par la négligence de celui qui y loge. L'autre est comme un édifice, dont l'Architecte s'éloigne de propos délibéré des Régles ordinaires de l'Art, ou dans lequel appercevant quelques défauts qui s'y sont glissés malgré lui, il imagine quelque expédient extraordinaire pour ajuster & assortir, comme il peut, les endroits irréguliers avec le reste du bâtiment.

Il y a des irrégularitez du Gouvernement qui se sont formées dès le commencement même de l'Etat; & d'autres qui ont été introduites avec le tems, & d'une manière imperceptible. En effet, il peut arriver, que les Fondateurs d'un Etat, ou ceux qui font quelque changement considérable dans le Gouvernement déjà établi, ne lui donnent pas une forme régulière, soit par ignorance, ou parce que la situation présente des affaires ne leur permet pas de penser à régler toutes choses avec la dernière exactitude (a). Quelquefois aussi ceux qui ont été les principaux instrumens pour élever un Prince sur le Trône, se font donner, en reconnaissance d'un tel service, de si grandes Seigneuries, & de si grands privilèges, qu'ils ne peuvent plus désormais être regardez comme de véritables Sujets. Souvent aussi, par la négligence du Souverain, ou par quelque autre cause, l'Etat se trouve attaqué d'une maladie si invétérée, qu'on ne pourroit entreprendre de l'en guérir entièrement, sans le détruire: & alors le seul parti qui reste, c'est de changer, pour ainsi dire, le mal en bien, par une approbation publique, & d'appeler désormais un droit, ou un privilège, ce qui jusques-là avoit été flétri du nom d'usurpation, de faction, ou de révolte.

(a) Voyez Hobbes, *Leviathan*, Cap. XXIX.

§. XV. ON ne sauroit fixer un certain nombre de formes (1) irrégulières de Gouvernement, ni les réduire à certaines especes, à cause de la grande diversité des irrégularitez que l'on remarque actuellement dans ces sortes d'Etats, ou de celles que l'on peut, outre cela, concevoir comme possibles. Pour faire donc comprendre un peu plus distinctement la nature des Gouvernemens Irréguliers, le plus court est d'en donner quelques exemples considérables. C'est ce que j'ai tâché de faire, en examinant la constitution de (2) la *République Romaine*. Un Auteur Moderne, qui se nomme (3) *Séverin de Monzambano*, a entrepris la même chose, au sujet de l'*Empire d'Allemagne*. Je me contente ici de faire quelques remarques sur l'irrégularité que quelques-uns trouvent dans l'*ancien Empire Romain*, qui semble avoir été divisé quelquefois en deux ou trois parties, comme quand on a vu deux Empereurs, l'un pour l'*Orient*, l'autre pour l'*Occident*, ou même trois, dont chacun avoit son département: quelquefois aussi avoir eu deux ou trois Chefs, ou deux ou trois Empereurs, qui comme Collègues gouvernoient les affaires en commun par indivis. A l'égard du premier cas, je dis, que lors que deux Empereurs, indépendans l'un de l'autre, régnoient à part, l'un en *Orient*, l'autre en *Occident*, c'étoient véritablement deux Monarchies distinctes, auxquelles on donnoit en commun le nom d'*Empire Romain*, parce qu'elles étoient sorties du partage de ce grand Empire: outre qu'il paroïssoit y avoir entr'elles quelque espece d'union, à cause que les Loix & les Coutumes en étoient fort semblables; que les Princes & les Peuples de l'une avoient des liaisons étroites avec ceux de l'autre, par la parenté, par une origine commune, & par la confédération; & que la Couronne de chacun de ces Empires étoit, pour ainsi dire, substituée à ceux qui gouvernoient l'autre. Mais il n'est pas si facile de trouver un nom qui exprime bien la forme du Gouvernement de l'*Empire Romain*, lors qu'il y avoit deux ou trois Empereurs, qui gouver-

Exemples de ces irrégularitez.

§. XV. (1) Voyez la Dissertation de notre Auteur, de *Repubblica Irregulari*, qui est parmi ses *Dissertationes Academicæ selectiores*, & dans laquelle il traite un peu plus à fond cette matière.

(2) Dans une Dissertation, intitulée, de *Forma Reipublicæ Romanæ*, parmi celles que je viens de citer.

(3) La voix publique donne cet Ouvrage à notre Auteur. Quoi qu'il ne l'ait jamais avoué publiquement, que je sache; il l'a lui-même défendu vigoureusement

contre plusieurs Auteurs qui l'avoient attaqué, dans sa Dissertation de *Repubblica Irregulari*; & ceux qui connoissent un peu son stile & son caractère, ne sauroient guères douter que ce ne soit une production de sa plume: production au reste qui ne lui fait point de deshonneur; au contraire, sans parler du fond de l'Ouvrage même, qui a eu une grande approbation dans le monde, la Préface est toute pleine d'esprit & de sel.

venioient ensemble par indivis. Deux personnes certainement ne sauroient constituer une Aristocratie. Car chacun aiant un Pouvoir égal, comme on le suppose, ils ne peuvent être liez que par une simple Convention; & toutes les fois qu'ils ne se trouveront pas de même avis, il n'y a pas moyen de terminer les affaires, faute d'un tiers qui fasse pancher la balance. J'avoue que le même inconvénient se trouve dans un Conseil composé d'un nombre pair de Sénateurs : mais, outre que cette égalité de voix est beaucoup plus rare dans une Assemblée un peu nombreuse, il peut aisément arriver, que quelqu'un de ceux qui sont de l'un ou de l'autre sentiment, se range de l'autre côté : autrement on doit s'en tenir à l'opinion qui laisse les choses dans leur ancien état. Ce n'étoit pas non plus proprement une Aristocratie, lors qu'il y avoit trois Empereurs à la fois, puis qu'ils n'étoient pas Collègues de telle manière, qu'ils formassent une Assemblée, où les affaires de l'Empire se décidassent à la pluralité des voix, & où les deux, qui étoient de même sentiment, pussent obliger le troisième avec autorité à s'y conformer : or, dans toute Assemblée, où la moindre partie n'est pas tenue d'acquiescer au sentiment du plus grand nombre, les Membres ne sont pas tant unis par le lien du Gouvernement Civil, que par une simple Convention. Il faut donc dire, à mon avis, que la Souveraineté résidoit véritablement & originairement en (4) la personne de celui, qui s'étoit associé à l'Empire; quoi que, par rapport aux marques extérieures de la Dignité Impériale, celui-ci semblât être devenu entièrement égal au premier. Et il n'y avoit guères à craindre, que le nouvel Empereur fût assez ingrat pour agir contre la volonté de son bienfaiteur; d'autant mieux (5) que c'étoit d'ordinaire un Fils, un Gendre, ou un Frère, que l'on choissoit pour l'élever à ce haut rang, de sorte que les liens du sang ou de l'affinité étoient un bon garant que l'Associé n'abuseroit pas de son Autorité, au préjudice de celui de qui il la tenoit. Ainsi, par cette association, l'Empereur régnant ne partageoit pas proprement la Souveraineté avec un autre; il nommoit seulement un Successeur & une espèce de Vice-Roi général, pour gouverner conjointement avec lui, comme revêtu des marques de la Dignité Impériale : expédient auquel on étoit obligé d'avoir recours à cause de la légèreté des Soldats, que l'on voioit s'être mis sur le pied de proclamer Empereurs leurs Généraux, qui avoient su les gagner par des largesses. Que si ce que nous venons de dire ne satisfait pas encore, ou qu'on ne puisse pas l'appliquer à chaque exemple particulier, comme quand (a) *Romulus*, & *Tatius*, régnoient en même tems à Rome; *Pertharite*, & *Gundebert* (b), Lombards, en *Italie*; *Theuderic*, & *Odoacre* (c), à *Ravenn*e : il faut nécessairement en venir à reconnoître, que ce sont là des Etats Irréguliers, dont la Souveraineté est par indivis entre les mains de plusieurs Princes, qui ne sont unis ensemble que par une simple Convention, ou par une espèce de faction; de sorte que, si la méfintelligence ou la haine se glissent parmi eux, il ne (6) peut que naître de là des défiances, & des embûches mutuelles, &

en-

a) Voyez *Plutarch. in Vita Romuli*.

(b) Voyez *Erycius Putean. Hist. Insulæ. Lib. II.*

(c) *Procop. Lib. I. Hist. Goth.*

(4) *Julius Capitolinus* dit, que *Lucius Verus*, qui qu'associé à l'Empire, vécut soumis en quelque manière à *Marc Antonin*. *Vixit deinde non in suo libero principatu, sed sub Marco in simili ac parvi Majestatis imperio.* Cap. I.

(5) Voici ce que dit un ancien Orateur, au sujet de *Valentinien*, qui s'étoit associé à l'Empire son frère *Valens* : « Ο ὅτι τίμα καὶ λαβὼν, τίμα ὅτι τῶν ἀδελφῶν καὶ πατρὶς τοῦ καὶ ἐν τῷ φόνῳ, τοῦ ὅτι αὐτὸς ἀποβίβας ἴσα καὶ ἰσχυρὰτο, σὺν πατρὶ καὶ ἴσῃ δι' αὐτῶν τῶν κοινῶν αὐτῶν. » *Valentinien*, Frère & Père tout à la fois, le premier par la nature, l'autre par un effet de sa pure volonté; aiant reçu l'Empire entier, l'a communiqué aussi tout entier : mais, quoi qu'il ait donné à son Frère une égale Autorité, il la conserve néanmoins toute, à cause de la condescendance & de la soumission de celui à qui il en a fait part. *Themistius, Orat. VI. Fratres amantes*, pag. 76. B. Edit. Paris. *Harduin*. C'est ainsi qu'*Ende* régna trois ans, conjointement avec *Latinus* son Beau-père, *Tribusque mox annis cum*

*Latino regnavit socia potestate.* *Solin. Cap. VIII.*

(6) En effet, un Souverain ne sauroit guères se résoudre à souffrir d'égal, & ceux qui partagent ensemble la Roiaute, ne se voient presque jamais de bon œuil. Il n'y a ici parenté qui tienne. Un ancien Poète le prouve par l'exemple de *Romulus* & *Rémus*, Frères jumeaux, dont le premier se défit de l'autre, pour régner seul dans un petit coin de terre, où il avoit ouvert un Azile à toute sorte de scélérats.

— Dum terra fretum, terramque levabis  
Aër, & longi volvent Titana labores,  
Noxque diem cælo totidem per signa sequetur,  
Nulla fides regni sociis, omnisque potestas  
Impatiens consortis erit, nec gentibus ullis  
Credite, nec longè fatorum exempla petantur:  
Fraterno primi maduerunt sanguine muri.  
Nec pretium tanti tellus pontusque furoris  
Tunc erat: exiguum dominos commisit asylum.  
*Lucan. Pharsal. Lib. I. vers. 29. & seqq.*

Voyez *Enripide*, dans son *Andromaque*, vers. 471. & seqq.

enfin des Guerres Civiles. On peut aussi appliquer en général à ces sortes d'Etats, ce que *Sélim*, Empereur des *Turcs*, disoit de l'Empire d'*Allemagne*, qu'il comparoit à une Torue, qui ne se remue tout d'une pièce qu'avec beaucoup de peine (7), & dont les parties ne demeurent pas long-tems dans une bonne harmonie (8).

§. XVI. VENONS maintenant aux (1) *Etats Composés*, par où j'entens un assemblage de plusieurs Etats étroitement unis ensemble par quelque lien particulier, en sorte qu'ils semblent ne faire qu'un seul Corps, quoi que chacun conserve toujours en lui-même la Souveraineté, indépendamment des autres.

Un Etat n'est pas composé, pour avoir plusieurs Provinces.

Il paroît par cette définition, qu'on ne doit pas, comme fait (a) *Hobbes*, mettre au rang des *Etats Composés*, ceux qui renferment simplement plusieurs Corps subordonnez; ni ceux qui se sont aggrandis en engloutissant d'autres Etats, qu'ils ont incorporés avec leur ancien Domaine: ce qui se fait en deux façons principales. L'une, lors qu'un Vainqueur transporte dans ses terres les Peuples conquis, ou leur donne les mêmes privilèges & les mêmes Loix qu'à ses anciens Sujets: l'autre, lors que laissant les Vaincus dans leur Pais, il abolit leur Gouvernement, en sorte qu'ils sont désormais purement & simplement Sujets du Vainqueur. Dans l'un & dans l'autre cas le Peuple conquis cesse d'être un Etat: mais, dans le premier, les nouveaux Sujets sont égaux aux anciens; au lieu que, dans l'autre, les Vaincus sont réduits à une condition plus défavorable, & érigés en Provinces. Néanmoins on laisse souvent aux Peuples conquis une partie de leurs Loix & de leurs Privilèges, quelque différens qu'ils soient des Loix & des Coutumes de l'Etat vainqueur (b). Car l'unité d'un Etat ne demande pas nécessairement, que toutes les terres de son obéissance soient gouvernées par les mêmes Loix Positives, ou que tous les Sujets soient d'une condition également avantageuse: il suffit qu'ils dépendent tous d'un Souverain commun. Et c'est souvent une adresse de Politique, que de ne rien changer aux anciennes Coutumes des Vaincus, ou de s'y accommoder du moins un peu. Au reste, pour ce qui regarde les Provinces conquises, *Hobbes* prétend, que quand la *Judée* (2) avoit des Gouverneurs Romains, ce n'étoit ni une Démocratie, ni une Aristocratie, puis que les affaires publiques n'étoient pas entre les mains d'une Assemblée de Juifs. Quoi donc? ajoute-t-il, la Souveraineté résidant ainsi, non dans une seule personne, mais dans une Assemblée de Romains, étoit-ce pourtant une Monarchie? Pourquoi non? A la vérité le Gouvernement du Peuple Romain, par rapport aux Citoyens Romains, étoit Aristocratique ou Démocratique, mais

(a) *Leviath. Cap. XXII.*

(b) Voyez *Hobbes, Leviath. Cap. XXVI.*

& *Hérodien*, Lib. IV. Cap. I. & seqq. Le Panégyriste de *Trajan* va même jusques à dire, qu'un Prince se résout plus aisément à quitter l'Empire, qu'à le partager. *Nam quantumlibet refert, deponas, an partiaris imperium? nisi quod difficilius hoc est.* *Plin. Cap. VIII. num. 4.* Ajoutons ces vers de *Racine*, dans les *Frères Ennemis*, Act. I. Scen. V.

L'intérêt de l'Etat est de n'avoir qu'un Roi,  
Qui d'un ordre constant gouvernant ses Provinces,  
Accoutume à ses Loix & le Peuple & les Princes.  
Ce règne interrompu de deux Rois différens,  
En lui donnant deux Rois lui donne deux Tyrans.  
Vous les verriez, toujours l'un à l'autre contraire,  
Détruire aveuglément ce qu'auroit fait un Frère,  
L'un sur l'autre toujours former quelque attentat,  
Et changer tous les ans la face de l'Etat.  
Ce terme limité que l'on veut leur prescrire,  
Accroît leur violence, en bornant leur Empire.  
Tous deux se font gémir les Peuples tour à tour,  
Parcels à ces torrens qui ne durent qu'un jour,  
Plus leur cours est borné, plus ils font de ravage,  
Et d'horribles dégâts signalent leur passage.

(7) Voyez les *Fables de la Fontaine*, Liv. I. Fab. XII. intitulée, le Dragon à plusieurs têtes, & le Dragon à plusieurs queues.

(8) Au reste, (ajoutoit notre Auteur) il ne faut pas

mettre au rang des *Etats Irréguliers* le Royaume de *Tonquin*, sous prétexte qu'il y a deux Rois, dont l'un est appelé *Bia*, & l'autre *Choua*: car le dernier a véritablement l'Autorité Souveraine, au lieu que l'autre n'a qu'un vain nom & un éclat de Roi; si ce n'est qu'il confère le titre de Docteur, & qu'il reçoit le serment de fidélité, que les Sujets prêtent tous les ans. *Alexand. de Hales, Itiner. Part. II. Cap. VI.* Il faut dire la même chose de ce que rapporte un autre Voyageur (*Francisc. Caron*) que le *Dairo*, qui étoit le légitime héritier de l'Empire du Japon, en ayant été injustement dépossédé, l'Usurpateur ne lui laissa que l'éclat & les marques extérieures de la Dignité Royale.

§. XVI. (1) Je n'ai point trouvé de terme plus commode pour exprimer ce que notre Auteur appelle *Systema Civitatum*. J'ai suivi en cela *Mr. Titihs*, & d'autres, qui distinguent entre *Civitas Simplex*, & *Civitas Composita*. Au reste notre Auteur a traité plus à fond cette matière dans une Dissertation de *Systematibus Civitatibus*, que l'on fera bien de consulter. Elle est parmi ses *Dissertationes Académiques*.

(2) J'ai traduit les paroles mêmes de *Hobbes*, telles que je les trouve dans le Chap. XIX. de son *Leviathan*, que notre Auteur cite, mais en sorte qu'il donne sans nécessité une paraphrase du passage, quoi qu'il le rapporte en caractères Italiques.

§. XVII.



mais cela n'empêche pas qu'il ne fût Monarchique par rapport aux Juifs : car la Souveraineté d'un Etat sur d'autres Etats est aussi bien une Monarchie, que celle d'une seule personne sur une multitude de gens. Ainsi Hobbes semble regarder comme des Monarchies, les Provinces qui dépendent d'un Etat Aristocratique, ou Démocratique. Mais quoi que les Provinces, comme il le fait voir (c) ailleurs au long, soient ordinairement gouvernées par une seule personne, plutôt que par une Assemblée; il est inutile, à mon avis, de mettre en question, quelle est la forme du Gouvernement des Provinces. Car toute Province n'ayant plus en elle-même de Souveraineté propre, cesse d'être un Etat, & devient une simple dépendance d'un autre Etat. Et soit qu'elle obéisse à un Gouverneur, ou à une Assemblée, cela ne fait rien à la forme même du Gouvernement; puis que l'un & l'autre n'a qu'un Pouvoir subordonné. Ainsi la Souveraineté qui s'exerce sur les Princes ou les dépendances des Etats, paroît toujours uniforme, & ne sauroit être appelée qu'improprement *Aristocratie* ou *Monarchie*; cette différence de forme de Gouvernement ne regardant que les Etats proprement ainsi dits, & qui ont une Souveraineté propre.

(c) Ibid. Cap. XXII.

Des Etats Composés, qui résultent de ce que plusieurs Etats dépendent d'un même Roi.

§. XVII. ON remarque deux sortes d'*Etats Composés*, proprement ainsi dits : l'une, c'est lors que deux ou plusieurs (1) Etats distincts n'ont qu'un seul & même Roi : l'autre, lors que deux ou plusieurs Etats Confédérés ne forment ensemble qu'un seul Corps.

A l'égard de la première sorte, il faut remarquer, qu'il n'en est pas des Corps Moraux, comme des Corps Naturels, qui ne sauroient, sans passer pour des monstres, n'avoir qu'une seule tête en commun à plusieurs : car au contraire une seule personne peut fort bien être le Chef de plusieurs Sociétés ou Assemblées, sans qu'elles cessent pour cela d'être véritablement distinctes. Or il y a diverses causes capables de produire un *Etat Composé*. Les plus ordinaires, ce sont les Mariages des Princes, & le droit de Succession. En effet, il y a des Etats, où la Couronne tombe en quenouille, non seulement lors que tous les Mâles de la Famille Roiale viennent à manquer, mais encore lors qu'il ne reste point de Mâle à un degré plus proche, ou du moins au même degré. Si donc une Princesse héritière d'un Roiaume, épouse un Roi étranger, les deux Roiaumes se réuniront par là du moins dans les Enfants nez de ce Mariage : car, en ce cas-là, il n'est pas nécessaire que la Reine se soumette, elle & son Roiaume, à l'empire de son Mari. De même si, dans un Roiaume indivisible, dont la Succession est ou simplement héréditaire (2), ou linéale; un des Héritiers éloignez venant à aquerir un autre Roiaume, de quelque manière que ce soit, l'ordre de la Succession l'appelle ensuite lui-même au premier Roiaume, où il avoit droit auparavant; ces deux Etats alors se réuniront ensemble. La même chose arrive, lors qu'un Peuple se choisit pour Roi un Prince, qui étoit déjà maître ou héritier d'un autre Roiaume. Il se peut faire aussi, que deux ou plusieurs Peuples conviennent ensemble de se choisir un même Roi, sans cesser pour cela de demeurer autant de Roiaumes distincts, & sans établir une Assemblée générale où ils délibèrent de toutes leurs affaires en commun. Enfin, il se forme un *Etat Composé*, lors qu'un Roi, qui a été établi par un libre consentement de ses Sujets, subjugue (a) un autre Peuple, en son nom propre & particulier, à ses risques, périls, & fortunes, & à ses dépens, sans que ses anciens Sujets y entrent pour rien.

(a) Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 12. num. 3. le prouve, contre Hoteman.

Comme l'union de ces sortes d'*Etats Composés* est uniquement fondée sur la personne même du Prince commun, ou tout au plus sur la Famille Roiale; il est clair, qu'aussi-tôt que cette Famille vient à être entièrement éteinte, le Corps est détruit en même tems; de sorte que chaque Peuple rentre dans le droit de se choisir désormais un Roi en particulier, ou d'introduire telle autre forme de Gouvernement qu'il jugera à propos, sans consulter personne : car je suppose que ces Roiaumes n'étoient unis purement & simplement que par la dépendance d'un Monarque commun. De même, si un Prince, qui possédoit déjà un Roiaume par droit héréditaire, est devenu maître d'un autre par une libre élection du

§. XVII. (1) Comme, par exemple, l'Angleterre, l'Ecosse, & l'Irlande. Voyez la Dissertation de notre Auteur,

de *Systemat. Civit.* §. 9, 10.

(2) Voyez ci-dessous, Chap. VII. §. 12, 13.

(3) *Lex*

du Peuple; l'union de ces deux Etats finit après sa mort, & le Peuple du Roiaume électif n'est point tenu de choisir le Fils du Roi défunt. Mais si deux ou plusieurs Roiaumes sont unis en un seul Corps par une Confédération faite entr'eux; il est clair, que, quand l'un de ces Etats vient à violer du moins les articles principaux du Traité, les autres, qui se trouvent lésés, peuvent dès-lors rompre l'Alliance. Sur quoi néanmoins il faut bien distinguer entre l'Obligation de chacun des Peuples Confédérés envers le Roi commun, & celle où ils sont les uns envers les autres. Un Roi qui a été une fois élu, & à qui l'on a prêté serment de fidélité, ne peut point être déposé pour toutes sortes d'actions mauvaises; ou contraires même à ses engagements, tant qu'il n'agit pas en ennemi déclaré du Peuple: à moins que la Convention, par laquelle on lui a délégué l'Autorité Souveraine, ne renferme expressément une *clausé* (3) *commissaire*, qui fasse dépendre l'obéissance, qu'il peut exiger de ses Sujets, de son exactitude à observer tous les articles du Contrat en général, & chacun en particulier. Mais pour ce qui regarde l'Obligation réciproque des Peuples unis sous un même Prince; celui, au préjudice duquel les Loix de la Confédération ont été violées, peut s'en dégager, quand même la lésion ne seroit pas fort considérable; pourvu que les autres Peuples aient concouru à la causer, ou qu'elle ait été produite & tournée à leur profit. De sorte que, leur Roi commun venant à mourir, le Peuple lésé peut dès-lors se séparer des autres, & agir ensuite contre les auteurs ou les complices de l'injure, pour en obtenir réparation, & pour recouvrer ce qu'on lui a pris. Que si plusieurs Etats sont joints ensemble en vertu de quelque Mariage, qui rend un Prince héritier des uns & des autres, & que l'ordre de la Succession soit réglé différemment chez ces divers Peuples; l'union se dissout, lors qu'il arrive un cas, où la même personne ne sauroit, selon les Loix Fondamentales de chaque Roiaume, succéder à tous en même tems. Supposons, par exemple, deux Roiaumes, dans l'un desquels la *Succession linéale agnatique* soit établie, & dans l'autre la *Succession cognatique*. Si leur Roi commun vient à mourir, sans laisser d'autre héritier qu'une Fille, elle succédera au dernier Etat, mais non pas au premier, qui doit passer au plus proche Mâle de la Race du défunt: & ainsi les deux Couronnes cessent alors d'être unies. Mais si l'union de plusieurs Etats, qui avoit été formée à l'occasion de quelque Mariage de leurs Princes, est ensuite confirmée & rendue perpétuelle par une Confédération de ces divers Peuples, ou par une Ordonnance de leur Roi commun approuvée de tous en général & de chacun en particulier; la diversité qu'il y avoit auparavant dans l'ordre de la Succession, sera censée abolie par cela seul. De sorte qu'il faudra suivre désormais celui qui est expressément réglé dans le Traité de Confédération, ou dans l'Ordonnance du Prince, ou celui que l'on fait être le plus conforme à la volonté de l'auteur de l'union, ou celui qui est le plus naturel, & le plus avantageux aux Peuples unis. Mais lors qu'un Roiaume devient une Province d'un autre, les deux Etats alors n'en font plus qu'un; & ainsi il n'y a plus de Confédération.

§. XVIII. L'AUTRE sorte d'*Etats Composés*, c'est-à-dire, ceux qui se forment par la *Confédération* (1) *perpétuelle* de plusieurs Etats, tirent ordinairement leur origine de ce que ces Etats voulant se maintenir dans la liberté de se gouverner chacun par ses propres Loix, ne se sentoient pourtant pas chacun assez de force pour repousser lui seul leurs ennemis communs. Les Etats ainsi unis s'engagent les uns envers les autres à n'exercer que d'un commun accord quelque partie de la Souveraineté. Car la principale différence qu'il y a en-

Des Etats Composés, qui se forment par une Confédération perpétuelle.

(3) *Lex Commissoria*. Voyez *Grotius*, Lib. I. Cap. III. §. 16. *num. 5*. On entend par là en général une condition ajoutée à un Contrat, laquelle venant à manquer le rend nul, ou fait perdre la chose, dont il s'agit. Nous en avons vu des exemples ci-dessus, au sujet du *Contrat de Vente*, Liv. V. Chap. V. §. 4. & des *Gages* ou *Hypothèques*, Chap. X. §. 14. Ainsi, en cet endroit, la *clausé commissaire* est une condition imposée au Roi; en vertu de laquelle, s'il viole ce à quoi elle l'engage, il

est déchu entièrement de la Couronne. De même, en matière de *Fiefs*, lors que le *Vassal* ne rend pas l'hommage ou ne paie pas les redevances qu'il doit à son Seigneur, ou qu'il se rend coupable de *félonie*; le *Fief* alors tombe en *Commise*, comme on parle, c'est-à-dire, est confisqué au profit du Seigneur. & réuni au *Fief dominant*.

§. XVIII. (1) Comme, par exemple, les *Provinces Unies du Pais-bas*, les *Cantons Suisses* &c.

entre cette Confédération perpétuelle, qui réunit plusieurs Peuples en un seul Corps, & les Alliances que les Etats font tous les jours ensemble; c'est que, dans les dernières, chacun des Alliez se détermine par son propre jugement à certaines choses, auxquelles ils se sont engagez les uns envers les autres, sans prétendre du reste faire dépendre du consentement des autres l'exercice de la partie du Pouvoir Souverain, à laquelle ces engagements ont du rapport, ni rien relâcher du droit plein & absolu qu'il a de gouverner son Etat. D'ailleurs, les simples Alliances n'ont ordinairement pour but que quelque utilité particulière de chaque Allié, & ne sont que pour un certain tems. Au lieu que la Confédération, dont il s'agit, consiste en ce que plusieurs Peuples, sans cesser d'être autant d'Etats distincts, s'unissent pour toujours en vue de leur conservation & de leur défense mutuelle, faisant pour cet effet dépendre de leur commun consentement l'exercice de certaines parties de la Souveraineté. En effet il y a bien de la différence entre ce Traité: *Je m'engage à vous donner du secours dans une telle Guerre, & à délibérer avec vous sur la manière dont nous nous y prendrons pour agir contre l'Ennemi*; & cet autre: *Aucun de nous ne fera la Guerre & la Paix sans le commun consentement de tous*. J'ai dit au reste, que, dans ces Confédérations des *Etats Composés*, on ne s'assujettissoit à exercer en commun que *certaines parties de la Souveraineté*. Car il ne peut guères arriver que les intérêts de divers Etats se trouvent si fort mêlez ensemble, qu'il soit avantageux à tous les Confédérez en général & à chacun en particulier de n'exercer aucune partie de la Souveraineté que d'un commun consentement. Et si cela se trouvoit ainsi, il vaudroit mieux pour eux de se réunir en un seul Etat, que d'être liez par une simple Confédération. Il faut donc que chacun des Etats Confédérez se réserve un plein pouvoir de faire, comme il le jugera à propos, tout ce qui se rapporte aux parties de la Souveraineté qui sont de telle nature, que les autres Etats unis n'ont que peu ou point d'intérêt, ou moins directement, de quelque manière qu'il en fasse usage; comme, par exemple, les Traitez de Commerce, l'établissement des Impôts nécessaires pour les besoins particuliers, la création des Magistrats, les Loix, le droit (2) de vie & de mort sur les Citoyens, le pouvoir en matière de Religion, & autres choses semblables; à l'égard desquelles pourtant chacun doit prendre garde de ne rien faire qui soit capable de troubler l'union. La même chose doit avoir lieu à l'égard des affaires ordinaires, ou qui ne donnent pas le tems de consulter les autres Confédérez. Mais pour celles qui regardent le bien (a) & le salut commun de tout le Corps, on ne sauroit se dispenser de les faire décider dans une Assemblée générale. Telle est sur tout la Guerre, tant Défensive, qu'Offensive; & la Paix, qui y met fin. S'il survient aussi quelque différent entre certains Membres de l'*Etat Composé*, les autres, qui sont déintéressés, doivent d'abord intervenir comme Médiateurs, & empêcher qu'on n'en vienne à prendre les armes. De ce que nous avons dit, il s'ensuit, que chacun des Confédérez a une entière liberté d'exercer, comme il le juge à propos, toutes les parties de la Souveraineté, dont il n'est point fait mention dans le Traité de Confédération, comme devant être exercées en commun; de sorte que les autres ne sauroient l'en empêcher légitimement.

(a) Voyez ce que dit Philippe de Macédoine, dans Polybe, Lib. IV. Cap. XXIV.

De la manière dont les Etats Confédérez, négocient & expédient les affaires communes.

§. XIX. **COMME**, dans les *Etats Composés*, on ne sauroit commodément s'entre-communiquer les affaires mentionnées dans le Traité de Confédération, en envoyant par tout des Lettres Circulaires; il est absolument nécessaire que l'on marque un certain tems, & un certain lieu pour s'assembler ordinairement, & que l'on nomme un ou plusieurs des Membres, à qui l'on donne le pouvoir de convoquer l'Assemblée, lors qu'il arrivera quelque chose d'extraordinaire, qui ne souffrira point de retardement. Mais le plus court est qu'il y ait en un certain lieu une Assemblée toujours sur pied, composée des Députez de cha-

(2) L'Auteur faisoit là-dessus, au bas de ce paragraphe, une remarque sur une objection tirée de la Loi VII. §. 1. *Digest. Lib. XLIX. Tit. XV. De capitulis, de de poss. l. unius* &c. Mais comme il la répète ailleurs presque

dans les mêmes termes; (Liv. VIII. Chap. IX. §. 4.) je la renvoie là, pour n'en pas faire à deux fois; d'autant mieux qu'elle trouvera sa place plus naturellement dans cet endroit.

chaque Etat Confédéré, laquelle expédie les affaires ordinaires ou de peu d'importance, conformément aux réglemens faits par tout le Corps; à laquelle les Ministres communs auprès des Puissances étrangères s'adressent directement pour faire le rapport de leurs négociations; & qui traite aussi avec les Ambassadeurs des Etrangers au nom de tous les Confédérés: bien entendu qu'elle n'ordonne ni ne fasse rien au delà de ses ordres, ou de son pouvoir, & que, dès qu'il arrive quelque affaire de grande conséquence, elle la propose à tous les Confédérés, & suive ponctuellement ce qu'ils auront résolu là-dessus. Au reste l'étendue du pouvoir de cette Assemblée dépend des articles mêmes de la Confédération, ou des ordres & de la commission de chaque Député. Mais, quelque grand qu'il soit, c'est toujours certainement un pouvoir emprunté; &, quoi que les Ordonnances publiées par ces Députés, se fassent uniquement sous leur nom, elles tirent au fond toute leur force de l'autorité des Confédérés qui ont établi cette Assemblée. De sorte que les premiers ne sont que de simples Ministres des derniers, & qu'ils ne peuvent pas plus leur rien prescrire avec autorité, qu'un Ambassadeur au Maître de la part de qui il est envoyé.

§. XX. ON demande encore, si la décision des affaires communes dépend du consentement unanime de tout le Corps des Confédérés, ou bien s'il faut en passer, bon-gré mal-gré qu'on en ait, par la délibération du plus grand nombre? Rien n'empêche, je l'avoue, que la dernière pratique ne puisse être suivie dans un *Etat Composé Irrégulier*, qui tient un peu de la nature d'un *Etat Simple*; mais elle ne sauroit certainement avoir lieu dans un Corps régulier d'Etats Confédérés. En effet, la liberté d'un Etat n'étant autre chose que le pouvoir de décider on dernier ressort des affaires qui concernent sa propre conservation; on ne sauroit concevoir qu'un Etat soit libre, lors qu'un autre peut le contraindre avec autorité à faire certaines choses. En vain objecteroit-on, que, dans le Traité de Confédération, on est convenu de n'exercer que d'un commun consentement certaines parties de la Souveraineté. Car autre chose est de dire : *Je ne ferai point usage de mon droit sans votre approbation*; & de dire : *Je consens que vous ayez le pouvoir de me forcer à faire usage de mon droit*. Il n'y a que le premier, qui soit stipulé par le Traité de Confédération. Pour mieux comprendre la chose, il faut bien remarquer, que l'engagement où sont plusieurs personnes de n'avoir qu'une même volonté, vient ou d'une simple Convention, ou de ce que l'un a soumis sa volonté à celle de l'autre. Le concours indispensable de plusieurs volontés, qui est fondé sur une simple Convention, ne diminue en rien la liberté dont nous parlons. Car, ou l'on a réglé d'abord d'un commun consentement la manière dont on doit administrer conjointement certaines affaires; ou bien, s'il se présente dans la suite quelque chose à décider, chacun prétend n'être tenu de se rendre qu'à de bonnes raisons. Mais lors que l'on a soumis sa volonté à la volonté d'un autre, & que par là il a acquis quelque autorité sur nous; il peut nous obliger à des choses même qui ne nous plaisent pas. Il ne serviroit de rien d'alléguer ici le (a) droit qui résulte de la pluralité des voix. Car, outre que cela n'est en vertu d'une Convention, & non pas au sentiment du plus grand nombre, que le plus commode pour prendre quelque brève, & où l'on a tous les jours à pro-  
l'avis prévalant, ont; à cet égard, quelque dépendance qu'emporte ce droit de la dans les Assemblées des Etats Confédérés petit nombre, & très-étroitement unis; de présumer qu'aucun ne voudra persister au bien public. Si pourtant il s'en trouvo obstination insensée, de se rendre à une

Si les Etats Confédérés sont obligés de se soumettre à l'avis du plus grand nombre?

(a) Voyez ci-dessus, Chap. II, §. 15.

lût trahir la cause commune; on pourroit, à mon avis, user à son égard de tous les moyens permis dans l'état de la Liberté Naturelle contre les infracteurs des Traitez & des Alliances; ou, si on le jugeoit plus à propos, bannir entièrement de la Société ce Membre incommode qui ne fait qu'en troubler le repos, & qui travaille à la ruiner. Hors un tel cas il y auroit même souvent une grande injustice à suivre ici la règle de la pluralité des voix, lors, par exemple, que les Etats Confédérez sont plus puissans les uns que les autres, & qu'ainsi les uns contribuent plus que les autres à la défense commune. Car, quoi que ceux qui contribuent à proportion de leurs forces, semblent fournir autant que les autres plus puissans qui ne donnent non plus qu'à proportion des leurs; il peut arriver souvent, que le plus foible expose plus volontiers son contingent, que le plus fort le sien. Ainsi, supposé qu'un des Etats Confédérez contribue lui seul plus que tous les autres ensemble; seroit-il juste que ceux-ci pussent l'obliger, bon-gré mal-gré qu'il en eût, à entreprendre une affaire, dont les plus grands frais tomberoient sur lui (b) ? Que si le suffrage de chacun doit valoir à proportion de ce qu'il contribue au bien de la Société; par là on donne véritablement à cet Etat si fort supérieur en forces, quelque autorité sur les autres (c). De tout ce que nous avons dit, il s'ensuit, que, si, dans une Assemblée d'Etats Confédérez, les affaires se décident absolument à la pluralité des voix, ce n'est plus un *Etat Composé Régulier*, mais un Corps irrégulier, ou même un seul Etat Simple.

(b) Voyez l'*Apo-  
logétique de Gre-  
tius*, Cap. I. sub  
fin.  
(c) Voyez *Diod.  
Sicul.* Lib. XV.  
Cap. XXVIII.

Comment finit  
l'union des Etats  
Composés ?  
(a) Voyez *Tite Li-  
ve*, Lib. XXXVIII.  
C. XXIX & XXXII.

(b) Voyez *Xenoph-  
on*, Lib. IV. &  
V. *Hellenic.*

(c) *Diod. Sicul.*  
Lib. XVI. Cap.  
XXI.

§. XXI. Les *Etats Composés* sont dissous, lors que quelques uns des Confédérez se séparent, pour gouverner leurs affaires à part; ce qui (a) arrive ordinairement, parce qu'ils croient que cette union leur est plus à charge, qu'avantageuse. Les Guerres intestines entre les Confédérez rompent aussi leur union, à moins qu'avec la Paix on ne renouvelle en même tems la Confédération. A l'égard des Guerres avec les Etrangers, lors que les Etats Confédérez ont eû du malheur, c'est quelquefois un trait de Politique du Vainqueur que de les désunir, & de leur imposer la nécessité de se conduire désormais chacun en son particulier & par ses seules Loix; comme le firent les Romains à l'égard des Peuples de (b) l'*Asie*. Sur quoi il faut remarquer, que, quand l'Ennemi commun s'est emparé de quelcun des Etats Confédérez, cela ne lui donne aucun droit sur les autres, & il ne peut pas pour cela prétendre en faire sa conquête, ni même être reçu dans leur Corps en vertu de la place qu'y occupoit l'Etat vaincu, mais il faut pour cet effet une nouvelle Convention, comme on voit que le (c) Roi *Philippe de Macédoine* fut admis dans l'Assemblée des *Amphictyons*, à la place des *Phocéens*, en conséquence d'une délibération de tout le Corps. Car quoi que l'union de plusieurs Etats semble faite par une *Confédération* (1) réelle; & qu'un Peuple, dont la forme du Gouvernement est changée, ne laisse pas pour cela de demeurer le même: cependant, comme la Confédération avoit été faite entre les Peuples, considérez précisément comme autant d'Etats distincts; du moment que quelcun est subjugué, ou devient une simple dépendance d'un autre Etat, la Confédération ne subsiste plus pour lui. Quand même on auroit expressément stipulé dans le Traité, que le changement de la forme du Gouvernement dans un des Etats Confédérez ne l'excluroit pas du Corps; ce changement seroit toujours supposé se faire par une voie légitime, c'est-à-dire, par le consentement volontaire du Peuple. De sorte que, ni un Usurpateur de la Nation même, ni un Conquérant étranger, ne sauroient prétendre avoir place dans l'Assemblée générale des Etats Confédérez. Un *Etat Composé* devient aussi un *Etat Simple*, si tous les Peuples Confédérez se soumettent à l'Autorité Souveraine d'un seul homme, ou d'une seule Assemblée; ou si l'un de ces Peuples, par la supériorité que lui donnent ses forces, réduit les autres en forme de Province; ce qui arrive ordinairement lors que les plus foibles déferent au plus fort quelque prééminence constante, & qu'ils entrent dans une Confédération inégale (d); enfin si un des Confédérez se rend maître des autres par la faveur ou des Soldats, ou des Peuples, ou par des cabales.

(d) Voyez *Grotius*,  
Lib. I. Cap. III.  
§. 21. *num. 10.*

§. XXI. (1) Voyez ci-dessous, Liv. VIII. Chap. IX. §. 6.

§. XXII.

§. XXII.

§. XXII. IL ne reste plus qu'à dire un mot sur une autre question que l'on fait ici, savoir, quelle est la meilleure forme de Gouvernement? c'est-à-dire, celle qui est la plus propre à procurer, d'une manière également sûre & aisée, le salut & l'avantage de l'Etat, ou celle qui est sujette à de moindres inconvénients, & à un moindre abus du Pouvoir Souverain. Sur quoi il est clair, qu'on ne sauroit jamais faire de si bonnes Loix Fondamentales, que le Gouvernement le plus capable par lui-même de mettre les Citoyens en sûreté, & de les rendre heureux, ne tourne quelquefois à leur préjudice, par un effet de la négligence ou de la paresse des Souverains. La raison en est, que l'on ne peut conférer le Pouvoir Souverain, qu'à des Hommes, & qu'il y aura des (a) vices, tant qu'il y aura des Hommes: or le que l'on éprouve couvert, à l'abri ne s'agit donc que de conveniens. La se déchainent fu détail toutes les roient sur une tems & en tout autres par une i les sentimens de de l'Etat & de connoîtroit au p aux Dieux de les envoyer (3).

Quelle est la meilleure forme de Gouvernement?

(a) Voyez le passage de Tacite, qui sera cité, Chap. VIII. §. 5. Not. 3.

(b) Voyez Herodot. Lib. III. dans l'endroit où les Principaux Scigneurs délibèrent ensemble sur la forme de Gouvernement qu'ils doivent établir; après le meurtre des Mages: Euripid. in Supplic. vers. 405. & seq. Isocrat. in Nicocle: Boddin. de Rep. Lib. VI. Cap. IV. Arriani, Relat. Polit. Lib. II. Cap. VII. Sect. II. & plusieurs autres.

(c) En d'autres: l'Auteur de la Balance Politicienne: que l'on peut réfuter en partie par ce que dit Hobbes, de Civ. Cap. X. & Leviath. Cap. XII.

## C H A

§. XXII. (1) Quicquid delirant Reges, plebsinuntur Archivi. Horat. Lib. I. Epist. II. vers. 14.

(2) *Si quæminis fortiterque, quibus natus sit, quam vigiliis formam Patres Avique insinuerint: ulterius mirari, præsentis sequi: bonos Imperatores vult expectari, quos loquuntur solent.* Macellus Episcopus apud Tacit. Hist. Lib. IV. Cap. VIII. Voyez Montagne, Liv. III. Chap. LX. pag. 717. Ed. de Paris in folio, où il y a à la marge: *Idem, La nouvelle à chaque Nation? De les Carabiers de la Bruyère, Chap. du Souverain, ou de la République, au commencement. Montagne dit pourtant ailleurs, que la domination populaire lui semble la plus naturelle & plus équitable. Liv. I. Chap. III. pag. 13. Au reste, personne n'a peut-être mieux traité cette question de la préférence des divers formes de Gouvernement, que Mr. Sidney, dans son Discours sur le Gouvernement. On peut voir tout ce qu'il dit depuis la Section XVI. du II. Chap. jusqu'à la fin de ce Chapitre; ou, si l'on veut en avoir d'abord une idée générale, on n'a qu'à lire les Nouvelles de la République des Lettres, Avril, 1700. p. 444. & suiv. Voyez aussi le Parthésien, Tom. II. pag. 161. & suiv.*

(3) Il ne sera pas hors de propos (ajoutoit ici l'Auteur, dans les dernières Editions) de faire voir en peu de mots, pourquoi les anciens Grecs haïssoient si fort ceux qui vouloient introduire le Gouvernement Monarchique dans un Etat Démocratique, ou Aristocratique; & pourquoi les Princes, qui s'étoient rendus maîtres de quelcun de ces Etats, tâchoient de s'y maintenir par toutes les mauvaises voies, dont on trouve la description dans Aristote, & dans d'autres Ecrivains, à cause de quoi on attacha au mot de Tyran l'idée la plus odieuse du monde, & la plus inséparable dans l'esprit de ces Peuples. Je dis donc, que les Etats, dont la Grèce étoit pleine, ne s'étendoient presque qu'à quelques lieues autour d'une seule Ville. Or un Etat si petit demande un Gouvernement Démocratique, ou une Aristocratie modérée; la Monarchie ne lui convient point du tout, à moins que ce ne soit un Gouvernement comme celui

qu'Aristote appelle Royaume du tems des Hébreux, c'est-à-dire, une Monarchie où le Prince conseille plutôt qu'il ne commande; & se fait obéir par la haute idée qu'il donne de son mérite, plutôt que par force ou par crainte. D'ailleurs le naturel superbe & inquiet des Grecs leur faisoit aimer passionnément l'indépendance d'un Etat Démocratique, où chacun peut avoir part au Gouvernement. Ainsi, lors que quelcun vouloit regner & s'élever en Roi d'une République Grecque, en dépit des Citoyens, ennemis mortels de la Monarchie; il falloit que, pour maintenir son autorité, il tint la Ville en bride par une bonne forteresse, & qu'il eût toujours auprès de lui une forte garde, composée de Soldats étrangers: car il ne pouvoit ni se fier aux Citoyens, ni changer les Garnisons de divers lieux, comme font les Princes des grands Royaumes, pour réprimer une Province par l'autre. Comme le seul moyen de s'assurer de la fidélité de ces troupes étrangères, étoit de leur donner une grosse paie, pour avoir de quoi fournir à cette dépense, il exigeoit des impôts exorbitans, qui appauvrissoient les Citoyens. Ensuite il les désarmoit, & il tâchoit de leur amollir le courage: il se défaisoit des plus accredités & des plus puissans: il empêchoit qu'il ne se formât aucune assemblée: il entretenoit par tous des espions. Ces petits Tyrans étoient donc également injustes & insensés, de prétendre à une Autorité qu'ils ne pouvoient conserver sans avoir recours à de mauvaises voies, lesquelles d'ailleurs ne suffisoient pas pour leur assurer une longue domination, & de vouloir régner sur des gens dont il leur étoit impossible de se faire aimer. Il n'est pas moins absurde d'établir un Gouvernement Monarchique dans un Etat borné aux environs d'une seule Ville, que d'introduire la Démocratie dans un Etat, dont les terres occupent une vaste étendue de Pays. Mais les Princes, qui sont grands terriens, n'ayant pas besoin d'imiter les Rois de l'ancienne Grèce, pour conserver leur Couronne, puis qu'ils peuvent se servir des forces d'une Province pour mettre l'autre à leur raison; ceux qui leur conseillent d'user de voies tant

## CHAPITRE VI.

## Des caractères propres &amp; des modifications de la Souveraineté.

Premier caractère du Pouvoir qui gouverne l'Etat, c'est qu'il est souverain.

§. I. VOIONS maintenant, quels sont les caractères propres du Pouvoir qui gouverne l'Etat.

Le premier caractère, & celui d'où découlent tous les autres, c'est que ce Pouvoir est *Souverain*: titre qui, à mon avis, lui a été donné principalement parce que c'est la plus grande Autorité qu'un Homme mortel puisse avoir sur ses semblables. En effet y a-t-il rien de plus auguste & de plus relevé, que de commander à des gens, à qui l'on prescrit, comme on le juge à propos, de quelle manière ils doivent faire usage de leurs forces & de leurs biens, pour le salut & l'avantage commun, & sur lesquels on a plein droit de vie & de mort? Ajoutez à cela, que, comme, dans l'Etat Naturel, où l'on ne reconnoit d'autre Supérieur que DIEU, la plus grande liberté de chacun consiste en ce qu'il dispose à son gré de ses propres actions, de ses forces, & de ses facultez: de même, dans une Société Civile, il n'y a point de plus grande liberté que celle de pouvoir décider souverainement, par ses propres lumières (1), & sans consulter personne, de tout ce qui regarde le salut & l'avantage de la Société. Mais les Puissances sont aussi appelées *Souveraines*, parce qu'il n'y a point de Supérieur ici bas de qui elles dépendent. D'où il s'ensuit, que tout ce qu'elles ont fait, ordonné, ou établi, ne sauroit être annullé par aucun autre Homme, tant que Supérieur, mais par elles seules (a); car en changeant elles-mêmes de sentiment elles ne font qu'user de leur liberté.

(1) Voyez Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 7. num. 1.

Second caractère; c'est qu'il n'est comptable à personne ici bas.

(a) On exprime tout cela en Grec sans heureusement par un seul mot, *ἀνεξέταστον*. Voyez Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 9.

§. II. PAR la même raison (1), le Souverain n'est tenu de rendre compte à personne (a) ici bas de sa conduite, ni sujet à aucune peine de la part des Hommes: car l'un & l'autre suppose un Supérieur, & il implique contradiction de dire, que, dans un même ordre de choses, il y en ait quelque une au dessus de celle qui tient le plus haut rang. Mais il faut remarquer, qu'il y a deux manières de rendre compte à un autre de sa conduite: l'une, comme à un Supérieur, qui est en droit d'annuller ce que l'on a fait, s'il ne le trouve pas à son gré, & de nous infliger de plus quelque peine: l'autre, comme à un Egal, dont on souhaite simplement d'avoir l'approbation, pour lui donner lieu de croire que l'on agit sagement & avec intégrité. Les Souverains ne sont comptables à personne de la première façon: mais ceux qui sont sensibles, à l'honneur, tâchent souvent de rendre raison de leur conduite à tout le monde de l'autre manière; ce qui n'emporte aucune dépendance. C'est ainsi que, bien que chacun soit maître de son bien, & qu'il puisse le dépenser comme il lui plaît, on est bien aise quelquefois de donner connoissance aux autres de ses propres affaires, de peur de passer pour débauché, ou pour mauvais ménager. A l'égard des

soit peu tyranniques, sont aussi blâmables que ceux qui veulent rendre odieux tous les Monarques sans exception, comme s'il n'y en avoit aucun qui se ressembloit à ceux que les Grecs regardoient avec horreur. D'où il paroît, que les Rois vivent beaucoup plus en sûreté dans un grand Royaume, que dans un petit Etat, où les Sujets marins & rebelles peuvent aisément s'attrouper, & se faire un parti considérable, avant presque que le Souverain en soit informé.

§. h. (1) *Proprio, & aliunde non dependente judicio*. Ce sont les termes de l'Auteur. Mais cela étant, les Princes, dont le Pouvoir est limité, ne seront pas Souverains, puis qu'ils ne peuvent rien faire valablement, en matière de certaines choses, sans consulter l'Assemblée du Peuple, ou de ceux qui le représentent: ce pendant

notre Auteur soutient fortement le contraire, §. 10. de ce Chapitre. Il falloit donc s'exprimer d'une manière, qui compteroit également la *Souveraineté Absolue*, & la *Souveraineté Limitée*.

§. II. (1) *Nam imponit quilibet facere, id est Regem est*. C. Mammianus, apud Sallust. Bell. Jugurt. „ Faire imposement tout ce que l'on veut, c'est être Roi. Plus le Jeune dit, que ce qu'il y a de plus doux dans la Souveraineté, c'est de ne pouvoir être contraint à quoi que ce soit: *Eripimus Principi [Nerva] illud in principis beatissimum, quod nihil cogitur*. Panegyri. Cap. VI. num. 1. Voyez Grotius, Lib. I. Cap. VI. §. 2. num. 2. Au reste, tout ce que dit ici notre Auteur doit être entendu avec cette restriction, tant que le Souverain n'est pas déchu de son droit. Voyez ce que l'on dira dans le Chap. VIII. (2) Re-

peines; comment est-ce que les Souverains y seroient sujets, n'y ayant ni Tribunal devant qui ils puissent être citez, ni Juge pour prononcer, & faire exécuter la sentence? En effet, les Tribunaux que l'on voit dans chaque Etat, ne sont que pour les Sujets, & tiennent toute leur autorité du Souverain. J'avoue, qu'en certains endroits les Princes souffrent qu'on plaide contre eux-mêmes devant leurs propres Cours de Justice, pour cause de dettes, & d'autres semblables affaires: mais ils ne reconnoissent pas pour cela un Tribunal Humain, de qui ils relèvent, & qui puisse les contraindre; ils veulent par là seulement connoître avec soin des prétentions du Demandeur, après quoi, s'ils les trouvent bien fondées, ils s'acquittent volontairement de ce qu'ils lui doivent. Au reste, il ne s'agit ici que des peines proprement ainsi dites, & infligées par les Hommes: car on ne sauroit guères mettre en ce rang ce que faisoient (b) les Egyptiens, qui refusoient les honneurs de la sépulture aux mauvais Princes. Mais, comme (2) les Souverains sont eux-mêmes sous l'empire de Dieu, si ceux qui violent les Loix Naturelles n'ont point à craindre les punitions humaines, ils n'échappent pas à la vengeance divine, qui les châtie en diverses manières.

(b) *Diod. Sicul.*  
Lib. I. C. LXXII.

§. III. DE plus, par cela même que les Puissances sont Souveraines, elles sont indépendantes ou plutôt au dessus de toute Loi Humaine. Je dis, de toute Loi Humaine: car il seroit ridicule de mettre seulement en question, si elles sont soumises aux Loix Divines, tant (1) Naturelles que Révélées. Mais les Loix Humaines n'étant autre chose que des Ordonnances (2) du Souverain, par lesquelles il prescrit aux Sujets ce qu'ils doivent observer pour le bien de l'Etat; Ordonnances qui (3) dépendent de la volonté du Législateur, & par rapport à leur origine, & par rapport à leur durée: il est clair qu'elles n'obligent point directement les Princes. En effet, il n'y a personne ici bas au dessus du Souverain, pour lui imposer quelque Obligation; & l'on ne sauroit se prescrire à soi-même aucune (4) Loi proprement ainsi nommée, c'est-à-dire, à laquelle on soit tenu d'obéir (a) comme

Troisième caractère; c'est qu'il est au dessus des Loix Humaines.

(a) *Voiez Grotius;*  
Lib. II. Cap. IV.  
§. 12. num. 1. &  
*Hobbes, de Cive,*  
Cap. VI. §. 14.

- (2) *Regum timendum, in propriis grecis,*  
*Reges in ipsos imperium est Jovis.*  
*Horat. Lib. III. Od. I. vers. 5, 6.*  
*Omnes sub regno graviore regnum est.*  
*Senec. Thyest. vers. 610.*

§. III. (1) *ἅλλ' οἱ πολλοὶ κατὰ φύσιν αἰσθάνονται αὐτῶν τῶν ἐν αὐτοῖς ἀγαθῶν εἶναι, τὸ μὴ ἀρχαῖον... τίς ἐν αὐτοῖς τὸ ἀρχαῖον; ὁ νόμος, ὁ πᾶσι βασιλεὺς ἀντὶ τοῦ καὶ ἀναίσθητος, (ὡς φησὶ Πλάτων) καὶ οὐ βελτίος ἢ οὐ γρηγορώτερος, ἢ οὐ τίς ἕτερος, ἀλλ' ἡμεῖς οὐκ αὐτὸν λόγῳ, ἀλλ' οὐκ αὐτῶν καὶ ἀναγκαστικῶν, καὶ μάλιστα τὴν ψυχὴν ἵνα ἡμεῖς ἡγούμεθα.* La plupart s'imaginent mal à propos, que le principal avantage de la Souveraineté consiste à ne reconnoître aucun empire au dessus de soi. Mais dites-vous, de qui est-ce que l'on peut dépendre le Prince? Je répons, qu'il est soumis à cette Loi vivante, qu'un Poète appelle le Roi des Mortels & des Immortels, laquelle n'est pas écrite dans des Livres, ou sur des planches, mais gravée dans son propre cœur, puis qu'elle n'est autre chose que la Raison, qui habite toujours au dedans de lui, qui l'observe incessamment, & qui ne laisse jamais son Ame dans l'indépendance. *Plutarch. ad Principem indoctum, pag. 780. C.*

(2) L'Auteur tombe ici dans le même défaut d'exactitude, que j'ai remarqué sur le §. I. Note 1. Car ceci ne quadrerait pas non plus aux Souverains, dont le Pouvoir est limité; puis que, quoi qu'ils ratifient les actes que l'Assemblée du Peuple, ou de ceux qui le représentent, a passé au sujet des affaires dont on n'a point voulu leur laisser l'entière disposition, & qu'ainsi ces actes aient d'eux immédiatement leur force & leur autorité; ils ne dépendent pourtant pas d'eux de les révoquer ou d'y faire aucun changement, sans l'approbation du Peuple. Il faut bien se souvenir encore, que ce que j'appelle Auteur dit, ne regarde que les actions du Souverain, & non pas les effets que les Loix, qu'il abroge, peuvent avoir déjà produits par rapport aux Sujets. *Voiez ci-dessus, Liv. I. Chap. VI. §. 6.*

(3) Ces mots, jusqu'à, il est clair, sont de l'Abbrégé, de *Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. IX. §. 3.* d'où je les ai empruntés.

(4) *Gronovius*, dans ses Notes sur l'endroit de *Grotius*, qui vient d'être cité à la marge, chicane ici en vrai Grammairien, dans le même sens qu'il reproche à ce grand Homme une misérable subtilité de Sophiste (*sophistica cavillatio*). Le Peuple, dit-il, en faisant une Loi, ne s'oblige-t-il pas lui-même à l'observer? N'établit-il pas la Loi au dessus de lui? D'où vient donc que *Tite Live* (Lib. II. Cap. I.) remarque, qu'après que les Rois eurent été chassés de Rome, l'empire des Loix plus puissant que celui des Hommes, commença des ce moment? Si chacun peut s'obliger lui-même par une Promesse, ou par un Serment; pourquoi ne pourroit-on pas s'obliger par des Loix que l'on établit soi-même? La Loi est, selon les Jurisconsultes, une Convention générale des Citoyens, (*communis Reipublice sponsio*, Digest. Lib. I. Tit. III. Leg. 1. 2.) & une espèce de Serment, par lequel ils s'engagent à certaines choses: de là vient que *Justin* appelle les Loix d'une ancienne *Contrainte de Pythagoriciens*, (*sodalitii juris sacramenta*, Lib. XX. Cap. IV. num. 14.) Mais *I. Grotius* ne vouloit & n'a certainement parler dans l'endroit Philosophique, & non pas, comme fait *Gronovius*, raisonner sur une explication figurée, quoi que fort commune dans les Auteurs Anciens & Modernes, aussi bien que dans le langage ordinaire. A parler proprement, on ne peut pas dire, que la Loi soit au dessus, ni de celui qui la fait, ni de ceux même à qui elle est prescrite; moins encore que par elle-même elle leur impose aucune Obligation. L'Obligation émane de l'Autorité d'un Supérieur; & tout Supérieur est une personne, & non pas une chose. Si l'on est tenu d'obéir à la Loi, c'est comme

VC

Loix,



venant d'un Supérieur. Du reste, il est certain, que le Souverain est quelquefois obligé d'observer lui-même ses propres Loix, & cela parce que l'Equité Naturelle & l'Honnêteté publique l'exigent; afin d'engager ses Sujets par son (s) exemple à pratiquer plus exactement ce qu'il leur prescrit pour le Bien Public, & de peur qu'il ne semble se réserver à lui seul le plaisir de se plonger dans les Vices qu'il leur défend.

Examen de la distinction commune entre Souveraineté Réelle, & Souveraineté Personnelle.

§. IV. ON distingue ici ordinairement entre *Souveraineté Réelle*, & *Souveraineté Personnelle*. Mais cette distinction est, à mon avis, également absurde & dangereuse, sur tout étant appliquée aux Monarchies, en sorte que l'on conçoive tout à la fois dans l'Etat deux Souverainetés distinctes: l'une *Personnelle*, qui est attachée au Roi; l'autre *Réelle*, qui réside dans le Peuple, par opposition au Roi, & qui est égale ou même supérieure à la première; les droits (1) réels passant d'ordinaire pour plus considérables, que les droits personnels. En effet il implique contradiction de supposer deux Souverains à la fois dans un seul & même Etat; & il ne sauroit avoir deux Chefs sans être exposé à des maladies mortelles. Pour établir cette double Souveraineté, on dit, que quand un Roi, ou une Famille, à qui la Couronne étoit affectée, viennent à manquer, le Peuple a une pleine liberté, ou de se choisir un autre Roi, ou de changer la forme de son Gouvernement. Mais cela ne prouve pas plus la prétendue *Souveraineté Réelle* du Peuple, que si, sous prétexte qu'un Esclave devient libre, après la mort de son Maître décedé sans Héritiers, on s'avisait de soutenir, que, du vivant du défunt l'Esclave avoit une Autorité Réelle sur sa personne & sur ses biens, par opposition à l'Autorité Personnelle de son Maître. Il ne sert de rien non plus d'alléguer ici la distinction que font plusieurs Ecrivains, après (a) *Grotius*, entre le *Sujet commun*, & le *Sujet propre de la Souveraineté*; dont le premier réside dans le Corps de l'Etat, & l'autre dans la personne du Prince, ou de l'Assemblée, soit des

(a) Lib. I. Cap. III. §. 7.

Loi, ce n'est pas précisément parce qu'elle paroît ou est même véritablement juste, ou avantageuse au Public, (autrement on pourroit se dispenser d'observer celles qui ne regardent que des choses indifférentes) mais parce qu'elle est prescrite par un Supérieur, qui a droit d'exiger notre obéissance en tout ce qui n'est pas contraire aux Loix de Dieu ou de la Nature. Lors donc qu'un Peuple Libre établit des Loix, pour se gouverner lui-même, chaque Citoyen promet à la vérité de les observer, tant qu'elles subsisteront, parce qu'à son égard ce sont autant d'Ordonnances d'un Supérieur, ou de tout le Corps des Citoyens, à la volonté duquel il s'est soumis: mais le Peuple entier ne s'engage à rien, puis qu'il ne sauroit être Supérieur de lui-même. J'avoue, que, si ces Loix sont conformes au bien de la Société, il ne doit pas les abolir légèrement, tant que les choses demeurent dans la même situation. Mais ce n'est pas parce que ce sont des Loix, qu'il s'est imposées, & qu'il a établies au dessus de lui; c'est uniquement en vertu de la Loi Naturelle que le Créateur & le Législateur Souverain impose à chaque Société, aussi bien qu'à chaque personne, de prendre soin de sa propre conservation. II. La conséquence, que *Gronovius* tire des Obligations, où l'on entre par les Promesses ou les Conventions, & par le Serment, est manifestement fautive. Lors que je fais une Promesse à quelqu'un, celui à qui je promets, acquiert dès-lors un droit par rapport à moi; & ainsi je suis lié par ma parole, jusqu'à ce que je l'aie accomplie, ou qu'il m'en ait tenu quitte. Mais y a-t-il quelqu'un qui acquière, par les Loix qu'un Peuple établit pour se gouverner, un droit en vertu duquel il puisse exiger de lui, qu'il ne les abroge point? Il faut dire la même chose du Serment: car, dans tout Serment valide, la Divinité, que l'on prend à témoin, acquiert, si j'ose ainsi parler, le droit d'exiger l'accomplissement de ce que l'on a juré; & quelquefois même le Serment n'est qu'un accessoire ajouté à quelque engagement où l'on entre envers un autre Homme. III. Les Loix, à proprement parler, ne sauroient jamais être regardées

comme des Conventions. Voyez ce que notre Auteur a dit, Liv. I. Chap. VI. §. 2. IV. Enfin *Grotius*, aussi bien que notre Auteur, n'entend parler ici que des Loix Civiles purement Positives, & non pas des Loix Naturelles: car, à l'égard des dernières, rien n'est plus vrai que ce que dit *Plaine le Jeune*: *Non est Princeps Super Leges, sed Leges supra Principem*. Panegy. Trajan. Cap. LXV. num. 1.

(s) C'est ce qu'un ancien Poëte représente fort bien dans ces fameux vers:

*In commune jubes si quid, censeque tenendum:  
Primus jussa subi. Tunc observantior aequi  
Fit Populus, nec ferre negat, cum viderit ipsum  
Auctorem pariter sibi. Componitur Orbis  
Regis ad exemplum: nec sic inflectere sensus  
Humanos edicta valent, ut vita regentis.*

*Claudian. de IV. Consul. Honor. v. 296. & seqq.* L'Empereur *Titus* fait paroître là-dessus de beaux sentiments dans la *Bérénice* de *Racine*, Act. IV. Scen. V.

*S'ils se taisent, Madame, & me vendent leurs Loix,  
A quoi m'expectez-vous? Par quelle complaisance  
Faudra-t-il quelque jour paier leur patience?  
Que n'oseroient-ils point alors me demander?*

Maintiendrai-je des Loix que je ne puis garder. Notre Auteur citeoit I. *Samuel*, XIV. 39, 40. *Tit. Livius*, Lib. XXVI. Cap. XXXVI. au commencement de la Harangue de *Laevinus*: *Plin. Panegy. Cap. XLV. num. 6. & Lib. IV. Epist. XXII. in fin. Justin. Lib. III. Cap. II. num. 1. Athen. Lib. X. Refar. Persic. Cap. I.*

§. IV. (1) On appelle *Droits purement Personnels*, ceux qui sont simplement attachés à la personne qui en est revêtue; & *Droits Réels*, ceux qui conviennent à la vérité à une certaine personne (car cela est commun à toute sorte de Droits) mais qui sont aussi en quelque manière attachés à une certaine chose, qu'ils suivent toujours, en sorte que quiconque acquiert la chose, a dès-lors le droit, par cela seul qu'il la possède légitimement. Voyez *Grotius*; Lib. I. Cap. I. §. 4.

Principaux; ou du Peuple, entre les mains de qui est le Pouvoir Souverain. Car cela veut dire seulement, que, si l'on demande en général, quel est le sujet confus & indéterminé, où se trouve la Souveraineté, il faut répondre, que c'est dans chaque Etat particulier: mais, si l'on demande ensuite quelle est la personne en qui réside précisément le Pouvoir Souverain, il faut répondre, que c'est, ou le Roi, ou le Sénat, ou l'Assemblée du Peuple. Or inférer de là, qu'il y a deux Souverainetés distinctes, l'une réelle, qui est celle de l'Etat, l'autre personnelle, qui est celle du Roi, c'est raisonner aussi pitoiablement que celui qui s'imagineroit, que chacun a deux sortes différentes de *Vie*, l'une qui réside dans l'Homme entier, comme dans un sujet commun; l'autre, qui est dans l'Oeil, comme dans son sujet propre.

§. V. IL y a eu des gens, qui ont osé soutenir, que nul Roi ne peut ni ne doit se regarder comme au dessus de tout le Peuple pris ensemble; & *Aristote* (1) semble favoriser extrêmement cette pensée. Mais (2) *Grotius* a entrepris de la réfuter; &, pour cet effet, il remarque d'abord, qu'il est permis à chaque Particulier (a) de vendre sa liberté, & de se rendre Esclave de qui il veut: pourquoi donc un Peuple indépendant ne pourroit-il pas transférer sans réserve à une ou plusieurs personnes un plein pouvoir sur lui? sans que pourtant on ait raison de comparer à des (3) Esclaves les Sujets du Monarque le plus absolu, lesquels, s'il est bon Prince, peuvent vivre sous sa domination (4) aussi libres & aussi heureux, que dans une République. On fait voir ensuite, qu'il peut y avoir eu plusieurs raisons & plusieurs circonstances occasionnelles qui ont porté un Peuple à se dépouiller entiè-

Les Rois peuvent être au dessus de tout le Peuple.

(a) Voyez *Exod. XXI, 6. Levit. XXV, 39. Casar, de B. Gall. Lib. VI. Cap. XIII. num. 2. Digest. Lib. XL. Tit. XII. De liberali causa, Leg. XXXVII. Cod. Lib. VII. Tit. XVI. Leg. X. Digest. ubi supra, Leg. VII. & Leg. XXXIII. Lib. XL. Tit. XIII. Quibus ad libertatem proclamare non licet, Leg. IV. & Lib. XXVIII. Tit. III. De injusto &c. testamenta, Leg. VI. §. 5. Novell. Leon. LIX. Sedem. de J. N. & Gent. sec. Hebr. Lib. VI. Cap. VII.*

rement

§. V. (1) Dans son *Traité de Politique*, (Lib. III. Cap. XVI. *Edit. Paris.*) où il allégué les raisons de ceux qui croient, qu'une Monarchie absolue est contraire à la Nature. Car ce Philosophe appelle Monarchie pleine & absolue, un Gouvernement où le Roi règle, comme il le juge à propos, toutes les affaires publiques, avec la même autorité qu'un Père commande dans sa Famille, & qu'une République se gouverne elle-même. *Αὐτὴ δ' ἐστὶ Παρισιαία* καθ' ἣν ἀρχὴ πάντων καὶ τῆ αὐτῆς βουλῆς ὁ βασιλεὺς... ὅταν δ' ἀνάσσει αἰεὶ ὡς ὁν, ἀπὸ τοῦ ἑαυτοῦ ἰδίᾳ, καὶ πάλιν ἐκείνῃ, τὸ κοινόν, τεταγμένη καὶ τῇ οἰκονομίᾳ. ὥστε γὰρ ἡ οἰκονομικὴ βασιλεία τις οἰκίας ἐστίν, ὅπως ἡ βασιλεία πόλεως, καὶ ἰδίᾳ ἰδίᾳ, ἡ πολλῶν οἰκονομία. Cap. XVI. au commencement; & Cap. XIV. à la fin. Dans le Chap. XVII. *Aristote* décide la question selon ses idées; & il dit, que, comme le naturel de chaque Peuple demande une certaine forme de Gouvernement plutôt qu'une autre, si dans une Nation propre à la Monarchie il se trouve quelque personne, ou quelque Famille, qui surpasse en vertu tous les autres Citoyens, alors il est également juste & utile, que cette personne, ou cette Famille, règne avec un Pouvoir absolu. *Βασιλευσὶν μὲν ἂν τὸ τοιαῦτόν ἐστι ἀλλόθεν, ὃ ἀφ' οὗ καὶ φέρει γένος ὑπάρχον κατ' ἀρετὴν πρὸς ἡγεμονίαν πολιτικὴν... ὅταν δ' ἂν ἡ γένος ἔλῃ, ἢ καὶ τ' ἄλλαν ἢ αὐτὴν καὶ συμβῇ διαφέροντα γένος κατ' ἀρετὴν τοιοῦτον, ὡς ὑπάρχον τὴν εὐνοίαν τ' ἢ ἄλλαν πάντων, τότε δίκαιον τὸ γένος εἶναι τούτου βασιλικόν, καὶ κύριον πάντων, καὶ βασιλεία τ' ἢ αὐτῶν... ὡς λαμβάνεται μόνον τὸ ἀνίστασθαι τῷ ποσῷ, καὶ κύριον εἶναι μὴ καὶ μέρους τούτων, ἀλλ' ἀπὸς. Ainsi ce Philosophe ne prétend pas, que nul Roi ne puisse jamais être au dessus du Peuple, comme notre Auteur semble le lui attribuer. Il est vrai que les qualités qu'*Aristote* demande dans un Monarque absolu, sont très-rare; & cela donne lieu à Mr. *Sidney* (Chap. III. Sect. XXIII.) de soutenir, que ce Philosophe suppose un homme qui ne se trouve point, pour faire entendre par là, que l'on ne doit jamais donner un Pouvoir absolu à qui que ce soit. Mais peut-être qu'*Aristote* n'a pas eu dans l'esprit l'idée d'une Vertu parfaite, & qu'il suppose les Hommes tels qu'ils sont pour l'ordinaire, il a voulu seulement exclure les vices énormes qui forment un Tyran. Au reste notre Auteur croit ici un autre pas-*

sage d'*Aristote*, où il ne s'agit nullement de la supériorité du Peuple au dessus du Roi, mais seulement des forces que le Roi a en main pour faire observer les Loix, & pour réprimer les Sujets rebelles. *Δεῖ γὰρ αὐτὸν μὴ ἔχειν ἰσχύ' αἰεὶ ὃ ποσάων τιν ἰσχύ' ὡς ἐκείνῃ μὴ καὶ ἰδίᾳ καὶ συμπληρόν, καὶ τῷ ὃ ἀλλόθεν, ἢ τῷ. Il faut qu'il ait plus de force que n'en a chaque Citoyen, ou seul, ou avec plusieurs autres, mais moins que n'en a toute la Multitude prise ensemble. Cap. XV. à la fin.*

(2) C'est au Liv. I. Chap. III. §. 8. *Gronovius* critique ici encore ce Grand Homme, mais sa censure n'est pas mieux fondée que celle dont nous avons parlé dans la Note 4. sur le §. 3. Il se tue de prouver, que lors qu'un Souverain a dégénéré en Tyran, & qu'il gouverne d'une manière qui tend manifestement à la ruine de l'Etat, ou hors qu'il viole les Loix fondamentales, auxquelles il avoit promis de se conformer, le Peuple peut lui résister, & se délivrer de ce joug inique. Mais c'est ce que *Grotius* reconnoît formellement, Cap. IV. §. 7. num. 1, 2, 3, 4, 5. & §. 11, 13, 14. Tout ce qu'il prétend établir dans l'endroit, dont il s'agit, c'est que la Souveraineté n'appartient pas au Peuple toujours & sans exception, en sorte qu'il puisse réprimer & punir les Rois toutes les fois qu'ils abusent de leur Pouvoir. Ainsi *Gronovius* pouvoit s'épargner la peine de réfuter ce que son Auteur ne soutient pas.

(3) *Fallitur, egregio quisquis sub Principe credit Servitium, numquam Libertas gratior exstat, Quam sub Rege pio.*

*Claudian, de Laud. Stilicon. Lib. III. v. 113, & seqq.*

(4) C'est ce que disoit *Apollonius de Thyane*, dans *Philopside*, Lib. V. Cap. XII. p. 245. B. *Edit. Morrell.* ὥστε γὰρ οἱ ἀρετῇ ἀνέχον, μάλιστα τὴν δημοκρατίαν ἐς τὸ ἴδιον ἀνδρὸς τῷ δέσπῃ τὴν ἀρχὴν φέρουσιν, ὡς ἡ ἰδίᾳ ἀρχή, πάντα ἐς τὸ συμφέρον τῷ κοινῷ ποσάωντα, διμείρεται. Comme, dans une République Démocratique, un seul Homme, qui surpasse les autres par son mérite, fait changer de face au Gouvernement, en sorte que l'Etat semble conduire par une seule tête: de même, sous un Roi, qui rapporte tout au bien public, on droit, que c'est un Gouvernement Populaire. Voyez *Hobbes, de Civ. Cap. X. §. 6.*

rement de la Souveraineté, & à la déposer entre les mains de quelque personne, ou de quelque autre Peuple. Cicéron en marque plusieurs dans les paroles suivantes : (5) *On se soumet*, dit-il, *à l'empire de quelqu'un, ou par pure inclination; on en reconnoissance des signes bienfaits qu'on a reçus de lui; on en considération de son grand mérite; on dans l'estime de l'utilité qu'on se promet de sa domination; ou dans la crainte d'être réduit par force à son obéissance, si l'on ne s'y range de bonne grace; ou par les attraites des libéralités, & des belles promesses dont on a été ébloui; ou enfin, comme on l'a souvent vu dans la République Romaine, parce qu'on a été gagné à force d'argent.* Voici les cas que Grotius allègue. Quelquefois, dit-il, un Peuple se voyant sur le point de périr, ou par l'épée victorieuse d'un (b) Ennemi, ou (c) par une extrême disette, ne trouve point d'autre ressource, que de se mettre absolument & sans réserve sous la domination d'un autre. Il peut arriver aussi qu'un Père de Famille, qui possède une grande étendue de terres, n'y veuille recevoir personne qu'à condition que ceux qui s'y établiront, dépendront absolument de lui; ou qu'ayant un grand nombre d'Esclaves, il les affranchisse à cette condition. Ajoutez à cela, qu'il y a des Peuples, dont le naturel demande un Gouvernement Monarchique & absolu : ce qui n'est pourtant pas toujours une marque de lâcheté, ou de bassesse d'ame, comme se l'imaginent (d) la plupart des Républicains, qui traitent de vils Esclaves les anciens Cappadociens, pour avoir préféré la (e) Monarchie à la Liberté, que les Romains leur offroient. Le Gouvernement Populaire est sans contredit très-pernicieux dans les Pais, où il y a quantité d'esprits bouillans, ambitieux, fiers, & mutins : car ces gens-là aiment mieux obéir à un seul (6), & être élevez par dessus les autres, que de vivre dans l'égalité d'une République. Aujourd'hui encore, comme de tout tems, les Peuples d'Orient sont tellement accoutumés au (f) Gouvernement Monarchique, qu'ils ne sauroient en souffrir d'autre. Il n'y a que des esprits modérez, paisibles, & sans ambition, qui s'accommodent de l'Etat Populaire. Enfin, les troubles & les Guerres civiles d'une République réduisent souvent les choses à un tel point, que l'Etat ne peut éviter de périr, si les Citoyens ne se soumettent (7) désormais à la domination absolue d'une seule personne.

(b) Voyez, par exemple, *Tite Live*, Lib. VII. Cap. XXXI.

(c) Voyez *Genes.* Chap. XLVII, 19.

(d) Les anciens Grecs à cause de cela, traitoient d'Esclaves les autres Nations. Voyez *Eurip.* in *Helen.* vers. 283.

(e) Voyez *Strab.* Lib. XII. p. 273.

*Justin.* Lib. XXXVIII C. II.

(f) Voyez ce que *Nomph.* (in *Legat.*) rapporte des Chinois; & *Caspar Balbi.* (in *Itiner.*) du Roi de Pegu.

Réponse aux raisons qu'on allègue pour prouver le contraire.

(a) Voyez *Grotius*, Lib. I. Cap. III. §. 8. num. 13.

§. VI. EXAMINONS maintenant les raisons de ceux qui prennent plaisir à élever le Peuple au dessus des Rois, en vertu de cette prétendue *Souveraineté Réelle* qu'ils lui attribuent. Tous les Rois, dit-on d'abord, sont établis par le Peuple: or naturellement celui qui établit est au dessus de celui qui est établi (a). Je répons, qu'à la vérité toute Autorité légitime des Rois est fondée sur le consentement du Peuple : mais, comme ce consentement se donne en diverses manières, l'usage ordinaire ne permet pas de dire, qu'un Roi soit établi par le Peuple, à moins que le Peuple ne l'ait élu de son pur mouvement & avec une entière liberté. Pour ceux que le malheur de la Guerre, ou quelque autre raison pressante, réduit à la nécessité de se soumettre aux Loix d'un Prince, à qui ils n'auroient pas voulu obéir sans cela; on les regarde comme sa conquête, & on ne dit pas qu'ils l'aient établi sur eux. De plus, la maxime, dont il s'agit, est véritable, lors seulement que celui qui établit, se réserve le pouvoir de laisser ou d'ôter, quand bon lui semblera, à celui qui est établi, la Charge qu'il lui confère; & non pas quand il s'agit d'un établissement, qu'il étoit libre d'abord de faire ou de ne pas faire en faveur de qui l'on auroit voulu, mais auquel on est indispensablement obligé de se soumettre désormais, du moment qu'il est une fois conclu & arrêté. D'autres répondent ainsi : Lors, disent-ils, que l'on établit quelqu'un, on lui donne autorité ou sur un tiers, ou sur soi-même. Dans le premier cas, celui

(5) *Atque etiam subjiciunt si homines imperio alterius, & potestati, de causis pluribus. Ducuntur enim aut benevolentia, aut beneficiorum magnitudine, aut dignitatis praesentia, aut spe, sibi id utile futurum, aut metu, ne vi parere cogantur, aut spe largitionis, promissisque captis, aut postremo, ut sapè in nostra Republ. videmus, mercede conducti.* De Offic. Lib. II. Cap. VI.

(a) ———— Et dominari  
Ut possint, servire volunt. ————

*Anon.* Edyll. XV. vers. 37, 38.

(7) C'est ce que dit *Lucain*, de la République Romaine :

*Cum domino pax ista venit....*  
*Pharsal.* Lib. I. vers. 670.

celui qui établit est sans contredit au dessus de celui qui est établi. Car, comme on suppose que le tiers est & demeure toujours sous la puissance de la personne qui établit l'autre sur lui; il faut nécessairement que celui, qui est établi, dépende toujours de celui qui l'a établi : personne ne pouvant avoir à la fois deux Maîtres, dont l'un ne soit pas subordonné à l'autre. Si un Peuple libre, par exemple, donne à quelqu'un le commandement de ses Armées, il ne laisse pas pour cela de conserver toujours son empire, & sur le Général, & sur les troupes dont il lui a confié la direction en chef. Mais lors qu'on établit quelqu'un sur soi-même, c'est-à-dire, qu'on lui donne autorité sur soi, il est impossible que l'on demeure après cela au dessus de lui : car ce seroit commander & obéir en même tems à la même personne.

Autre argument (b). Tout Gouvernement, dit-on, est établi en faveur de ceux qui sont gouvernez, & non pas en faveur de ceux qui gouvernent; c'est-à-dire, que le Roi est pour le Peuple, & non pas le Peuple pour le Roi : donc le Peuple est au dessus du Roi. Mais le principe, d'où l'on tire cette conséquence, n'est pas généralement vrai. Le pouvoir, par exemple, d'un Maître sur son Esclave, n'est pas établi en faveur de l'Esclave; quoi que, si le Maître veut retirer quelque profit de son autorité, il doit prendre soin de l'Esclave. D'ailleurs, il ne s'agit pas ici de savoir, si, supposé que le Peuple ou le Roi doivent périr infailliblement l'un ou l'autre, il faut sacrifier tout le Peuple pour sauver le Roi; mais seulement, si, de ce que le Gouvernement Civil a été établi pour l'avantage de toute la Société, il s'ensuit, que ceux qui ont soumis leur volonté à la volonté de leur Prince, aient droit de juger de la manière dont on doit s'y prendre pour parvenir à cette fin, ou bien si cela regarde le Roi seul, à la conduite & à la conscience de qui on a remis le soin des affaires de l'Etat?

Quelques-uns tirent ici un argument pour la supériorité du Peuple, de ce que l'Histoire Sainte nous parle de quelques Peuples qui ont été punis pour les fautes de leurs Rois; & voici comment ils le prouvent (c). On ne sauroit, disent-ils, imputer à personne les actions d'autrui, à moins qu'il n'y ait contribué quelque chose. Or il est impossible de concevoir d'autre raison pourquoi le Peuple a quelque part aux crimes de son Prince, sur tout lors qu'il les désapprouve, si ce n'est parce qu'il a négligé de réprimer ou de punir le Roi. Donc, puis que le Peuple peut punir le Roi, il faut qu'il soit au dessus du Roi. Mais, pour moi, je suis assuré, que les Sujets ne sont en aucune manière (1) coupables des péchez de leur Prince, tant qu'ils n'y ont point concouru positivement. Car étant inférieurs au Roi, ils ne peuvent ni ne doivent l'empêcher de commettre des crimes, moins encore l'en punir; deux choses qui supposent une autorité de Supérieur. Avant que le Roi fût établi sur eux, ils n'étoient point responsables de sa conduite, parce qu'étant alors tous égaux à lui, ils n'avoient aucun droit de diriger ses actions. Comment donc pourroit-on dire sans absurdité, que, depuis qu'ils se sont soumis à sa domination, ils aient acquis le droit de le réprimer & de le punir? Ils ne sont pas non plus coupables de ses crimes, sous prétexte qu'en l'établissant leur Souverain ils lui ont donné un Pouvoir absolu. Car ils n'ont fait par là que lui laisser le droit d'impunité qu'il avoit déjà dans l'état de la Liberté Naturelle, & sans lequel il n'y auroit pas moyen d'exercer le Pouvoir Souverain. Pour ce qui regarde les exemples que l'on allègue, tirez de l'Ecriture (d) Sainte, Grotius y a suffisamment (e) répondu.

D'autres disent, que, comme une personne, qui a vendu volontairement sa Liberté, retient toujours le droit de sortir de l'Esclavage où elle est entrée : il en est de même d'un Peuple, qui s'est soumis à un Gouvernement Monarchique. Mais il falloit ajoûter : *bien entendu que le Maître & le Roi y consentent, & renoncent à leurs droits*; autrement il n'y a point d'homme de bon sens qui ose soutenir une telle proposition. Il est faux encore, qu'un

(b) Voyez Grotius, *ubi supra*, num. 14.

(c) Voyez Grotius, *ubi supra*, §. 16.

(d) II. Sam. Ch. XXIV. & ailleurs.

(e) *Ubi supra*, num. 16. Voyez un passage de Martinius, *Hist. Sinic. Lib. III. Cap. I.* qui se rapporte au vers. 17. du Chap. de Samuel, que l'on vient de citer.

§. VI. (1) Euripide l'a reconnu, dans ses *Supplantes*, vers. 879, 880.

Ἐπὶ τοῖς κατὰ αἰτῶν κακῶν, καὶς κλύουσα διὰ καὶ κακῶν.

qu'un Peuple, qui, par succession de tems, a dépouillé son naturel servile, en sorte qu'il trouve désormais la domination absolue trop dure à diriger, puisse légitimement secouer le joug de son Prince, & établir un Gouvernement Démocratique. Car, en ce cas-là, il suffit que le Roi change de méthode, & qu'il ménage le Peuple avec beaucoup de prudence, selon que le demande cette révolution arrivée dans les esprits des Sujets.

En vain prétend-on aussi, que l'on peut réprimer un Prince, qui abuse de son Pouvoir, par la même raison que l'on punit ou que l'on prive de l'administration de ses biens un Propriétaire qui en abuse. Car cela se fait, parce que le Souverain a un droit éminent sur les biens de ses Sujets, & qu'il est de l'intérêt de l'Etat qu'aucun Citoyen ne consume son bien follement. Mais oseroit-on soutenir, que les Sujets ont un droit éminent sur les droits de leur Prince? c'est-à-dire, qu'ils sont Souverains de leur Souverain?

Pour ce qui est des sentences de plusieurs Princes, que l'on allègue ici, & dont quelques-unes ont un grand air de vaine ostentation & de fausse modestie; je répons, qu'à la vérité le Prince doit rapporter toutes ses actions au salut du Peuple : mais il ne s'en suit point de là, que les Sujets puissent le punir, toutes les fois qu'ils jugent qu'il s'est servi de moïens peu propres pour obtenir cette fin.

Il est ridicule de dire, que le Peuple n'ayant pas le droit de se détruire lui-même, ni de se maltraiter cruellement, il n'a point pu transférer un tel droit à son Prince. Car y a-t-il personne d'assez insensé pour prétendre, que le Roi ait droit de détruire son Peuple? Je ferai voir tout à l'heure, que le Pouvoir absolu des Souverains n'est pas une chose si affreuse & si redoutable qu'on se l'imagine. Nous examinerons aussi en son lieu (f) ce que peut faire le Peuple, lors que le Roi travaille manifestement à le perdre.

(f) Chap. VIII.

On n'est pas mieux fondé à alléguer l'exemple des (2) *Consuls*, & des autres sortes de Magistrats, qui ont été quelquefois punis par le Peuple, quoi que le Peuple les eût établis sur lui.

Pour ce qui est des anciens *Juifs*, dont l'Histoire Sainte nous dit, qu'ils secouoient le joug des Nations voisines, lors que DIEU jugeoit qu'ils étoient suffisamment châtiés; voici, à mon avis, ce qu'il faut répondre: Ou les *Juifs* étoient encore en état de Guerre avec le Peuple qui les avoit subjugués, sans avoir prêté serment de fidélité au Roi du Pais; & en ce cas-là ils pouvoient traiter leurs Oppresseurs en Ennemis. Ou bien ils avoient reçu de Dieu un ordre exprès de se soustraire à la domination de leurs Vainqueurs, de sorte que, si ce commandement extraordinaire les engageoit à quelque chose de contraire aux Régles communes du Droit Naturel, cela ne tire point à conséquence pour les autres, & n'autorise personne à imiter un tel exemple (g).

(g) Voyez *Rob. Sanderfon, de Obligat. Conscient. Prælect. IX. §. 16. & seqq. & Przlekt. X. §. 13, 16, 22, 23.*

En quoi consiste le Pouvoir absolu des Souverains?

§. VII. MAIS, quoi que les Souverains soient toujours au dessus du Peuple, & indépendans de tout Supérieur ici bas; il y a néanmoins quelque différence, sur tout à l'égard des Rois, dans la manière dont ils exercent leur Pouvoir : car en certains Etats le Prince gouverne comme il le juge à propos; en d'autres il est astreint à suivre certaines Régles: d'où naît la distinction de *Pouvoir absolu*, & *Pouvoir limité*. Ce terme d'*absolu* est fort odieux aux Républicains; & il faut avouer qu'étant mal entendu il peut faire de fâcheuses impressions sur l'esprit des mauvais Princes, sur tout avec le secours des flatteurs, qui nourrissent l'ambition & les autres vices de leur Souverain par de semblables discours: (a) *Vous êtes absolu, Sire; donc tout vous est permis, & vous n'avez qu'à vouloir. Ruinez vos Sujets, aussi bien que vos Voisins, par des Guerres non-nécessaires, pour vous acquérir le nom de grand Conquérant: faites des injustices, des injures & des outrages à qui il vous plaira: épuisez vos Sujets par des exactions exorbitantes, par des extorsions & par des rapines, pour avoir de quoi satisfaire votre ambition, & votre luxe : tout cela est beau & bon, par cela seul qu'il vous plaît.* Il y a même des Ecrivains, qui, pour établir le Pouvoir absolu des Rois,

(a) Voici la fable d'*Anaxarque*, pour consoler *Alexandre* de la mort de *Clytus*; dans *Pintarque, ad Princ. indol.* pag. 780. & *Sepucrii in Antigone*, pag. 234. Ed. H. Steph.

(2) On voit bien que ces *Consuls* & ces Magistrats n'étoient pas Souverains, mais de simples Ministres du Peuple.

Rois, allèguent des raisons & s'expriment en des termes d'où il est aisé de conclurre, qu'ils font uniquement consister ce Pouvoir dans une entière impunité de tous crimes, & dans une licence sans bornes. Mais le mot d'*absolu*, dans sa signification propre, n'emporte rien de pareil. Comme, dans l'Etat Naturel, la Liberté souveraine & absolue de chacun consiste en ce qu'il régle, comme il l'entend, & sans consulter personne, tout ce qui regarde ses biens, ses affaires, & ses actions propres, sans préjudice néanmoins des Loix Naturelles, auxquelles il est indispensablement tenu de se conformer: de même, lors que plusieurs se sont joints ensemble pour former un Etat parfait, il faut nécessairement que ce Corps, comme un *sujet commun*, conserve la même liberté par rapport aux choses qui concernent le Bien Public; liberté qui est accompagnée d'un Pouvoir Souverain, ou d'un droit de prescrire aux Citoyens ces sortes de choses, & de contraindre ceux qui refuseront d'obéir. De sorte que, dans tout Etat proprement ainsi nommé, il y a toujours un Pouvoir absolu, quoi qu'il ne s'exerce pas toujours actuellement: car il implique contradiction de dire, que l'on est indépendant, & que néanmoins on n'a pas le droit de gouverner ses propres affaires comme on le juge à propos. Ce Pouvoir absolu ne renferme pourtant par lui-même rien d'injuste ni d'insupportable. Car le but des Sociétez Civiles n'est pas de se mettre en état de fouler aux pieds impunément toutes les Loix Naturelles, & de ne consulter que ses Passions ou son caprice: au contraire elles ont été établies en vûe de se procurer plus commodément une sûreté mutuelle par les forces réunies de plusieurs, & par conséquent afin de pouvoir paisiblement vaquer à la pratique des maximes du Droit Naturel.

§. VIII. MAIS, à considérer la Souveraineté dans le *sujet propre* où elle réside précisément, elle n'est pas toujours accompagnée d'un Pouvoir absolu, & il y a des Pais où elle est astreinte à certaines Loix. Cette différence d'administration ne paroît guères à la vérité dans les Etats Populaires. Car, quoi que toute Démocratie doive nécessairement avoir certains réglemens établis ou par l'usage, ou par des Loix écrites, qui marquent le tems & le lieu des Assemblées, comme aussi ceux qui doivent les convoquer, ou proposer les affaires publiques, ou faire exécuter les Ordonnances du Peuple, sans quoi l'on ne sauroit concevoir de Société Civile; cependant, comme l'Assemblée Souveraine est composée de tous les Citoyens, & qu'ainsi personne hors de là n'a aquis aucun droit par les délibérations qui y ont été prises, rien n'empêche que le Peuple ne les révoque ou ne les (a) change toutes les fois qu'il le jugera à propos; à moins qu'il n'ait juré (b) de les observer perpétuellement: & même en ce cas-là le Serment n'oblige que ceux qui l'ont eux-mêmes prêté, comme nous l'avons fait voir (c) ailleurs. En certains Etats Populaires, pour tâcher de rendre une Ordonnance perpétuelle, on a quelquefois établi une (d) peine pour ceux qui en proposeroient la révocation: peine néanmoins qui peut être abolie, aussi bien que l'Ordonnance.

Mais, dans les Aristocraties, & dans les Monarchies, où ceux qui commandent sont distincts de ceux qui obéissent, en sorte que les derniers peuvent acquérir quelque droit par les Promesses & les Conventions des autres, on voit manifestement la différence du *Pouvoir absolu*, & du *Pouvoir limité*. Les Rois, & les Magistrats Souverains, sont donc absolus, lors qu'ils gouvernent l'Etat comme ils le jugent à propos, & selon que la situation présente des affaires le demande, sans avoir à consulter personne, ni à suivre certaines Régles fixes & perpétuelles. Ainsi, bien loin que le terme d'*absolu* renferme quelque chose d'odieux ou d'insupportable aux personnes libres, les Princes qui veulent (1) s'acquitter de

Ce Pouvoir absolu ne paroît pas de la même manière dans toutes les différentes formes de Gouvernement.

(a) Voyez Plutarch. in Solon. pag. 81. A. B. & Andr. Mauracen. Hist. Venet. Lib. XIII. p. 517. & seqq.

(b) Comme Solon fit jurer les Athéniens. Voyez Herodot. in Clie. Lib. I. p. 7.

(c) Liv. IV. Chap. II. §. 17.

(d) Voyez Plutarch. in Solon. pag. 82. B. Diador. Sicul. Lib. XII. Cap. XVII. Xenoph. de Exped. Cyr. Lib. VI. Polyan. Strateg. L. II. C. XXXIII.

§. VIII. (1) Voici là-dessus un beau passage d'un ancien Orateur, que notre Auteur citoit: 'Ο ὁ ἀγαθὸς δεχόμενος τὴν ἀρχὴν, διὰ τὸ πάντα εὐσεβεῖ ἔχει φιλοφρονεῖν τῇ πόλει, διὰ τὸ μηδὲν αὐτῇ ἀντιπαραστήσειν, ἀλλὰ πάντα εὐσεβεῖν, ἀπὸ τῶν ἀρχῶν τῶν δικαιοσύνης. ἔδωκεν ὅτι τὸν πόλεως, ἀγαθὰ ἢ

τὰς νέμει, ὅτι ἡ δίκαια, καὶ πάντα ἐξ ὧν ὑπολαμβάνει. τὴν μὲν γὰρ φρονέειν διὰ τὴν πόλιν, ἡ τὴν πόλιν ποιεῖν βελτιομένην; τὴν δὲ ἀντιπαραστήσειν δικαιοσύνης, ἡ τὴν μίσειν τὴν νέμει; τὴν δὲ σωφρονεῖν ὑποχρεώσεται, ἡ τὴν πάντα ἐξουσίαν; τὴν δὲ ἀδελφίας μίσειν, ἡ τὴν πάντα σώζοντι; Dio Chrysostom. Orat. LXIII. De Regno & Tyrann. pag.

leur Devoir en conscience, sont engagés par là à une vigilance & à une circonspection beaucoup plus grande, que ceux qui ont leur tâche, pour ainsi dire, marquée, & qui ne peuvent point s'écarter de certaines Loix.

Pourquoi on a  
limité en divers  
manières le  
Pouvoir Souve-  
rain ?

§. IX. CÉPENDANT, comme une seule personne peut se tromper aisément dans l'examen de ce qui concerne le Bien Public ; & que d'ailleurs tous les Princes n'ont pas assez de vertu & de courage pour modérer leurs Passions (1), quand ils se voient tout permis : plusieurs Peuples ont jugé à propos de mettre des bornes au Pouvoir de leurs Souverains, & de leur prescrire la manière dont ils doivent gouverner ; sur tout depuis qu'on a remarqué, que le génie de chaque Nation, & la constitution de chaque Etat demande certaines Loix, & certaine manière de Gouvernement. Par cette limitation de la Souveraineté on ne fait aucun tort aux Princes qui sont élevés sur le théâtre en vertu d'un libre consentement du Peuple. Car s'ils ne pouvoient se résoudre à n'avoir qu'une Autorité bornée, il ne tenoit qu'à eux de refuser la Couronne. La Promesse solennelle qu'ils font en l'acceptant, ne leur permet pas non plus de travailler en suite à renverser les Loix Fondamentales du Royaume, ou par une force ouverte, ou par de sottes pratiques. Comme (2) il n'y a personne qui ait plus d'intérêt que les Souverains, à ne pas se parjurer, il n'y a personne aussi qui doive être plus religieux observateur de son Serment.

Quel-

§88. A. B. Ed. Morell. „ Un bon Prince ne desire & ne convoite rien, parce qu'il croit que tout est à lui. Il s'abstient des plaisirs, parce qu'il ne tient qu'à lui de goûter tous ceux qu'il veut. Il est plus juste & plus équitable que les autres, parce que c'est lui qui a en main l'administration de la Justice. Il se plaît aux travaux, parce qu'il s'y engage de sa pure volonté. Il aime les Loix, parce qu'il ne les craint point. Et tous ces sentimens sont très-raisonnables. Car qui est-ce qui a plus besoin de prudence & de circonspection, que celui qui est chargé d'affaires de si grande conséquence ? Qui est-ce qui a plus besoin d'observer exactement les règles de la Justice, que celui qui est au dessus des Loix ? Qui est-ce qui a plus besoin d'être modéré dans ses desirs, & retenu dans toute sa conduite, que celui à qui tout est permis ? Qui est-ce qui a plus besoin de courage & de valeur, que celui de qui dépend le salut de tout l'Etat ?

§. IX. (1) C'est ce que l'Empereur Marc Antonin raconte, dans *Hérodien*, Lib. I. Cap. VIII. Ed. Oxon. Χαλάνδρ ὁ μνημονεύων, καὶ ὁ ἐν τοῖς βασιλεῦσι διακρινόμενος. Au reste, je renvoie le Lecteur au *Discours* de Mr. Sidney, sur le Gouvernement, Chap. II. Sect. XXX. où cet habile Politique fait voir par plusieurs raisons, & par un grand nombre d'exemples, qu'il est bien difficile qu'un Gouvernement Monarchique soit réglé comme il faut, lors que l'Autorité du Monarque n'est limitée par aucunes Loix. Je me contente de rapporter les paroles suivantes, tirées d'un autre endroit du même Auteur. „ Si on limite l'Autorité de ceux qui gouvernent, non seulement le Peuple est à couvert par ce moyen des malheurs, qui sont des suites inévitables des vices & de la folie des Princes, mais cela est même très-avantageux à ces Princes, puis qu'étant moins exposés à la tentation, ils évitent la terrible vengeance qu'exercent souvent les Peuples sur les Princes, qui aient une Autorité absolue, en abusant avec excès. On pourroit justement comparer un Monarque absolu à un Vaisseau foible, exposé à une tempête violente, avec une grande Voile, & sans Gouvernail. Nous avons dans le Livre d'*Escher* un exemple, qui ne confirme que trop la justesse de cette comparaison. Un infame scélérat aiant fait de faux rapports de la Nation des Juifs à un Roi imprudent ; ce Monarque prévenu, ordonna par un Edit, qu'on exterminât ce Peuple innocent ; & peu de tems après étant informé de la vérité, il permit à ce même Peuple,

par un autre Edit, de mettre à mort qui bon leur sembleroit, ce qui coûta la vie à soixante & dix mille personnes, que ce Peuple fit servir de victimes à sa vengeance. Il ne faut que lire les Livres d'*Esdras*, de *Néhémie*, & de *Daniel*, pour voir que la même insolence régnoit dans tous les dessein de *Nabuchodonosor*, de *Cyrus*, de *Darius*, & d'*Artaxerxes*. Si une fantaisie furieuse s'empara de l'esprit d'une Personne, il faut sans retardement que *Persépolis* soit réduite en cendres ; & la main d'*Alexandre* est toujours prête à faire la volonté de cette infame Courtisane. Si une Danseuse plaît à *Hérode*, il faut que la plus vénérable de toutes les têtes humaines lui soit apportée dans un plat, pour être offerte en sacrifice à sa Mère, qui indignée de ce que *Jean-Baptiste* avoit osé condamner les débauches, vouloir assouvir sa rage par ce cruel spectacle. La Nature Humaine est si fragile, que toutes les fois que les commandemens d'une seule personne ont été force de Loi, les maux & les extravagances que cela a produits ont été en si grand nombre, & si manifestes, que toutes les Nations, qui n'ont pas été tout à fait stupides, serviles, & brutales, ont toujours eu ce Pouvoir absolu en horreur, & se sont appliquées principalement à trouver des remèdes efficaces pour prévenir ces malheurs, en divisant & mettant dans un si juste équilibre les différens Emplois du Gouvernement, qu'un homme ou un petit nombre d'hommes, ne pussent pas se trouver en état d'opprimer & détruire ceux qu'ils doivent conserver & défendre. Cette sage précaution n'a pas été moins agréable aux bons Princes, que nécessaire aux plus foibles & aux plus vicieux. (Chap. III. Sect. XLIII. pag. 396, & suiv. de la Traduction Française, que je cite toujours) *Mose* avoit d'aussi grands talens, que jamais homme du monde en ait eu : cependant il ne put porter seul le poids du Gouvernement, c'est pourquoi Dieu choisit soixante & dix personnes pour le soulager. ... La puissance, comme le dit fort bien *Théopompus*, Roi de *Lacédémone*, étoit très-affluée, lors qu'elle étoit moins enviée, & moins haïe. Tom. II. pag. 225, 231. Voyez aussi Mr. *Tuiss*, Obs. in Pufendorf. DCL.

(2) C'est ce que dit *Pline le Jeune*, au sujet de l'Empereur *Trajan* : Non ignarus aliqui, nemini religiosius, quod juraverit, custodiendam, quam cuius maxime inter se non pejerare. *Panegy.* Cap. LXV. Voyez le *Discours* de Mr. *Sidney*, Chap. III. Sect. XIV.

(3) — Det-

Quelques-uns objectent ici, que les Rois étant établis de DIEU lui-même, qui leur a ordonné de se bien acquitter de leur Charge, ce qu'ils ne sauroient faire sans user des droits de la Souveraineté, Dieu est censé par cela même leur avoir donné une certaine étendue de Pouvoir, dont ils ne doivent pas souffrir qu'on diminue ou qu'on limite la moindre partie: de sorte que le Peuple n'est pas plus en droit de les y faire renoncer par un acte valide, qu'une Femme de stipuler de son Mari, qu'il ferme les yeux à (3) ses galanteries, à condition qu'il aura de son côté la liberté de faire ce que bon lui semblera. Mais, quoi que le Pouvoir des Souverains, comme nous l'avons prouvé (a) suffisamment ci-dessus, émane de Dieu en un certain sens; tous les Peuples, du moins ceux dont Dieu n'a pas été immédiatement le Souverain Politique, ont eu la liberté d'établir parmi eux telle forme de Gouvernement qu'ils jugeoient à propos. Et un Théologien (b) a très-bien dit, que *Dieu approuve toutes celles qui sont conformes à la Nature & à la Raison*. Il n'y a, je pense, aucun ordre du Ciel, en vertu duquel un Peuple libre, qui veut désormais être gouverné par un Roi, soit tenu de choisir *Louis*, plutôt que *Gaillaume*. Dieu n'a prescrit non plus nulle part un certain degré de pouvoir que l'on doive donner généralement à tous ceux entre les mains de qui l'on dépose l'Autorité Roiale.

(a) Chap. III. de ce Livre.

(b) Phil. Melancthon, in Epitom. Philos. Moral.

On objecte encore ici, mais avec aussi peu de fondement, ce que *Samuel* (c) dit de la part de Dieu aux *Israélites*, lors qu'ils demandoient un Roi. *Grotius* (d) tenant un milieu entre ceux qui veulent que le Prophète fasse un détail des droits véritables du Roi, & ceux qui soutiennent, qu'il représente seulement aux *Israélites* les malheurs auxquels ils seroient exposés par l'abus que le Roi feroit de son pouvoir; prétend, qu'il s'agit là d'actions, qui, quoi qu'injustes en elles-mêmes, & contraires aux Devoirs du Prince, ne laissent pas d'avoir quelque effet de droit, c'est-à-dire, d'imposer aux Sujets l'Obligation de ne point résister à leur Souverain: d'où vient que *Samuel* ajoute, que les *Israélites* opprimés par ces injustices, imploreroient en vain le secours du Ciel, & que Dieu alors ne les exauceroit point. De sorte que, selon *Grotius*, le droit du Roi se prend ici dans le même sens que les Jurisconsultes Romains disent, que (4) *le Préteur rend la Justice, lors même qu'il prononce une sentence injuste*. Mais voici, à mon avis, l'explication la plus naturelle que l'on peut donner au discours du Prophète. Le Gouvernement des Juifs avoit été jusqu'alors Démocratique, en sorte néanmoins que souvent il tenoit quelque chose de la Monarchie qu'*Aristote* appelle *Régne du tems des Héros*. Les *Juges*, qui étoient la plupart inspirés de Dieu, délivroient le Peuple du joug de ses Ennemis, & rendoient la Justice pendant la Paix (e): du reste ils gouvernoient par leurs conseils, plutôt que par une Autorité Souveraine, & comme leur train n'étoit pas plus magnifique que celui d'un simple Citoyen, ils n'avoient pas besoin, pour le soutenir, d'exiger des impôts du Peuple. Mais le Peuple s'étant dégoûté de cette forme de Gouvernement, voulut avoir un Roi, comme les autres Nations, c'est-à-dire, un Prince qui fût environné d'un éclat & d'une pompe magnifique, qui entretint toujours sur pied des troupes réglées, ou (f) qui du moins exerçât fréquemment les Citoyens à manier les armes, afin de pouvoir repousser l'Ennemi, aussi-tôt qu'il les viendrait attaquer. Alors *Samuel*, pour engager les *Israélites* à bien réfléchir sur ce qu'ils demandoient, lors qu'il en étoit encore tems, leur met devant les yeux les droits attachés à la Roiauté, & les inconvéniens de la Monarchie; comme s'il leur disoit: (5) *Vous voulez un Roi, qui ait un train superbe: hé bien, il lui faudra une nombreuse garde, &*

(c) 1. Samuel, VIII, 11. & suiv. (d) Lib. I. Cap. IV. §. 3.

(e) Voyez *Grotius*, sur les *Juges*, au commencement.

(f) Voyez 1. Samuel, XIII, 2. XIX, 48, 52.

(3) ——— *Dolus spectare lacunar, Dolus & ad calicem vigilans stertere naso.*  
Juvenal. Satyr. 1, 56, 57.

(4) *Prator quoque jus reddere dicitur, etiam cum iniqui decernit: relatione scilicet falsa, non ad id, quod ita Prator fecit, sed ad illud, quod Pratorum facere convenit.* Digest. Lib. I. Tit. I. De *Justitia & Jure*, Leg. XI. C'est ce que *Pedo Albinovanus* appelle *Jus injustum*, Eleg. I. vers. 54. Ed. Gorall.

(5) Quelque ingénieuse que soit cette paraphrase de notre Auteur, il y a beaucoup d'apparence, que *Samuel* ne représente pas ce que les Rois ont droit de faire, mais qu'il met devant les yeux des Juifs les malheurs auxquels ils seroient exposés sous la Roiauté, pour tâcher de leur en faire perdre l'envie. Voyez le Discours de Mr. Sidney sur le Gouvernement, Chap. III. Sect. III. IV. V. VII.



une grande suite; & , pour cet effet, il prendra vos Fils, pour les mettre sur les chariots, pour en faire ses Cavaliers, & pour les faire courir devant son char. Vous voulez un Roi, qui ait toujours des troupes sur pied: hé bien, il lui faudra des Officiers, qui commandent les uns mille hommes, les autres cinquante; ainsi il emploiera à cela vos Fils, qui auroient pu vous servir à amasser du bien. Le soin des affaires publiques, dont il sera chargé, ne lui permettra pas de cultiver lui-même ses terres: de sorte qu'il sera obligé de faire labourer & moissonner ses champs par vos Fils; qu'il emploiera aussi à fabriquer les armes & à faire les chariots de guerre de ses troupes. Comme il aura une grande Cour, & que la dignité des Princesses ses Femmes ou ses Filles ne leur permettra pas de faire elles-mêmes leur cuisine, & de prendre soin du ménage, il prendra vos Filles pour en faire ses Parfumeuses, ses Cuisinières, les Boulangères. Il aura besoin d'un grand nombre de Ministres, qui, sous lui, vaquent aux affaires publiques, & en tems de Paix, & en tems de Guerre: ainsi, pour avoir de quoi leur donner un salaire honnête, il prendra vos champs, vos vignes, vos meilleurs oliviers, & il les donnera à ses serviteurs; il exigera aussi de vous, pour cet effet, la dime de ce que vous auez semé ou vendagé. Il prendra même vos domestiques, votre Jeunesse choisie, & vos Anes, lors qu'il en aura besoin pour faire son ouvrage. En un mot, si vous voulez avoir un Roi, il faudra que vous l'entretenez d'une manière convenable à sa dignité, & que vous lui assigniez pour cela certains revenus. Mais, si dans la suite vous venez à trouver ces charges trop pesantes, vous aurez beau souhaiter d'en être délivrés, vous ne pourrez point le déthrôner, parce qu'en le choisissant pour votre Souverain vous lui aurez donné un droit, dont il ne vous sera plus permis de le dépouiller sans son consentement. Il est clair maintenant, que ce passage ne favorise nullement la conduite des mauvais Princes, & qu'il ne renferme pas une Loi expresse, par laquelle Dieu régle la mesure du Pouvoir que l'on doit accorder aux Rois, en sorte que les Conventions Humaines ne puissent y rien ajoûter ni diminuer; mais qu'il marque seulement les charges & les contributions auxquelles les Sujets sont inévitablement astreints dans une Monarchie, soit Limitée, ou Absolue. Concluons donc, qu'il dépend entièrement des Peuples Libres de donner aux Rois, qu'ils établissent sur eux, une Autorité ou Absolue, ou Limitée par certaines Loix; pourvu que ces Loix ne renferment rien de contraire, ni à la volonté du Souverain Législateur, ni au but même du Gouvernement. Car, quoi que ceux qui les premiers ont formé des Sociétez Civiles, fussent indépendans de tout empire humain, ils étoient sans contredit soumis à la Loi Naturelle, & par conséquent dans une Obligation indispensable d'établir des Règles de Gouvernement conformes aux maximes du Droit Naturel; & à la fin légitime des Sociétez Civiles.

Quelles sont les Conventions, qui limitent l'Autorité Souveraine.

(a) Voyez Grotius; sur II. Rois, XI, 17.

§. X. TOUTES les Promesses des Rois (& il en est de même de celles des Sénateurs dans un Conseil Souverain) n'emportent pas une limitation de leur Autorité. Pour discerner donc celles qui ont cette force, il faut savoir, que le Roi, à son avènement à la Couronne, s'engage à bien gouverner, ou par une *Promesse générale*, qui peut être ou *expresse*, ou *tacite*: ou par une *Promesse particulière*, qui est pour l'ordinaire accompagnée du Serment. La *Promesse générale* se fait *tacitement*, par cela seul que le Roi monte sur le Thrône; comme parmi les anciens Juifs (a), où les Rois ne promettoient rien expressement au Peuple, lors qu'ils étoient couronnés. Mais le plus souvent elle est *formelle*, & accompagnée non seulement de certaines solennitez, mais encore du Serment. Quelquefois même elle renferme une description des Devoirs du Roi par circonlocution, ou par une énumération exacte des principales parties: le Roi promettant, par exemple, de veiller avec beaucoup de soin au Bien Public; de protéger les Bons & réprimer les Méchans; d'exercer la Justice avec intégrité; de n'opprimer personne, & autres choses semblables. Mais tout cela ne diminue rien du Pouvoir absolu, & n'empêche pas que le choix des moïens propres à procurer le salut & l'avantage de l'Etat, ne soit laissé à son jugement & en sa disposition, aussi bien que la manière de les mettre en usage.

Pour

Pour la *Promesse particulière*, c'est-à-dire, celle qui renferme un engagement particulier de gouverner selon certaines Règles prescrites, que l'on appelle *Loix Fondamentales* de l'Etat; elle se fait en deux manières. Car ou elle lie seulement la conscience du Prince, ou bien elle tient lieu de condition nécessaire, dont le défaut dégage les Sujets de l'obéissance. Le Roi s'engage de la première façon, lors qu'il promet, par exemple, de ne point donner d'Emplois à une certaine sorte de gens; de n'accorder à personne des Privilèges, qui tournent à la charge des autres; de ne point établir de nouvelles Loix, de ne faire aucune nouvelle imposition; de ne point prendre à sa solde des troupes étrangères &c. sans que néanmoins on établisse en même tems une Assemblée, qui puisse connoître, avec une autorité pleine & indépendante, des cas extraordinaires, où le Bien Public, qui est la Souveraine Loi & celle qui fait toujours une exception tacite à toutes les autres, semble demander qu'on s'éloigne des Règles prescrites; en sorte que le Roi soit alors tenu de consulter cette Assemblée, & que, si elle ne donne pas son approbation, les Sujets soient dispensés d'obéir à cet égard aux ordres du Prince. En effet, quoi que le Pouvoir du Roi soit limité par une telle Promesse, & que, s'il passe sans nécessité les bornes qu'on lui a prescrites, il viole certainement sa parole Roiale; les Sujets ne sont pas pour cela en droit de lui refuser leur obéissance, ou d'annuler les actes qu'il a faits au delà de son Pouvoir. Car, s'il répond, que le salut public, ou du moins un grand avantage de l'Etat, demande qu'il en usât ainsi, comme en effet on doit ordinairement présumer que les Rois agissent dans cette vue; les Sujets n'ont plus rien à repliquer, puis qu'il ne leur appartient pas de juger, si la nécessité a été suffisante, ou non, pour autoriser le Roi à passer par dessus les Règles prescrites. D'où il paroît, qu'un Peuple, qui ne veut donner à son Prince qu'une Autorité limitée, doit avoir la précaution d'établir une Assemblée d'un certain nombre de gens, sans le consentement desquels le Roi ne puisse rien faire en matière des choses dont on ne veut pas le laisser absolument le maître; ou bien obliger le Roi de convoquer lui-même une Assemblée générale, ou de tout le Peuple, ou de tous les Grands de la Nation, lors qu'il s'agit de pourvoir à ces sortes de choses: car ce dernier expédient est meilleur que l'autre, parce que les intérêts particuliers d'un petit nombre de gens peuvent aisément se trouver opposés au Bien Public, & par conséquent leur faire rejeter les propositions salutaires du Roi. Lors que les Sujets ont stipulé cela du Roi en lui conférant l'Autorité Souveraine, avec déclaration expresse, qu'ils ne prétendoient pas être tenus de lui obéir dans tout ce qu'il ordonneroit sans le consentement de l'Assemblée du Peuple, ou de ceux qui le représentent; c'est là l'autre sorte de *Promesse particulière*, qui impose au Roi une Obligation beaucoup plus étroite, & en vertu de laquelle tout ce qu'il fait contre les Statuts & les Loix Fondamentales, est entièrement nul par lui-même, & n'oblige les Sujets en aucune manière. Cette Limitation du Pouvoir Souverain ne le rend (1) pourtant pas défectueux. Car le Roi, à qui on le confère de cette manière, peut exercer tous les actes de la Souveraineté, aussi bien que dans une Monarchie absolue. Toute la différence qu'il y a, c'est qu'ici le Prince prononce lui seul selon son propre jugement, ou du moins en dernier ressort: au lieu que, dans les Monarchies Limitées, il y a une Assemblée, qui connoît de certaines affaires conjointement, pour ainsi dire, avec le Roi, & dont le consentement est une condition nécessaire, sans laquelle le Roi ne sauroit rien ordonner là-dessus; quoi que d'ailleurs ce qui est prescrit aux Sujets en conséquence des délibérations de cette Assemblée, tire originellement sa force & son autorité du Roi seul, & non pas de l'Assemblée. Il n'y a pas non plus deux volontés distinctes dans un Etat, dont le Gouvernement est ainsi limité. Car l'Etat ne veut rien que par la volonté du Roi. Tout ce qu'il

§. X. (1) Les Princes, qui ont été le plus jaloux de leur indépendance, ont quelquefois reconnu, qu'ils ne pouvoient rien contre les Loix. En voici un exemple bien remarquable, que Mr. Sidney n'a pas manqué de rapporter; c'est que, dans le *Traité des Droits de la Rei-*

*ne de France*, imprimé en 1667. par ordre de Louis XIV. pour justifier les prétensions de ce Monarque sur une partie des *Pais-bas Catholiques*, on trouve formellement, que les Rois ont cette heureuse impuissance de ne pouvoir rien faire contre les Loix de leur Pais.

y a, c'est que, quand une certaine condition stipulée vient à manquer, le Roi ne peut pas vouloir, ou veut en vain certaines choses. Mais il n'en est pas moins Souverain, & l'Assemblée, du consentement de laquelle il a besoin, n'est pas pour cela au dessus de lui. Car, de ce qu'un Prince ne peut pas tout faire à sa fantaisie, il ne s'ensuit pas, qu'il ne soit point Souverain. De ce qu'on n'est pas obligé d'obéir à quelcun en toutes choses, il ne s'ensuit pas que l'on soit son Supérieur, ni seulement son Egal. De ce qu'on ne peut pas commander à quelcun à tous égards, il ne s'ensuit pas qu'il puisse à son tour nous ordonner positivement certaines choses. Il y a bien de la différence (2) entre être obligé de se conformer à la volonté de quelcun, parce qu'on s'y est engagé par une Convention; & être tenu de suivre sa volonté, parce qu'il a droit de nous prescrire des Loix avec autorité. Le Pouvoir Souverain, & le Pouvoir Absolu, ne sont pas non plus une seule & même chose. Le premier marque, que l'on n'a point de Supérieur, ni d'Egal, dans un même ordre d'Êtres. L'autre emporte une pleine liberté d'user de ses droits sans consulter que son propre jugement.

Mais que dirons-nous des Conventions ou Loix Fondamentales, dans lesquelles on insère expressément une (3) *Clause Commissaire*, par laquelle le Roi est déclaré déchu de la Couronne, s'il pèche contre ces Loix? Je dis *expressément* : car s'il est dit seulement, qu'en ce cas-là les Sujets ne seront pas tenus d'obéir, cela n'a pas force de *Clause Commissaire*, qui dépouille le Roi de tous ses droits. Mais en voici un exemple remarquable, dans le serment de fidélité que les Peuples d'*Arragon* prêtoient autrefois à leurs Rois. (4) *Nous, qui valons autant que toi, te faisons notre Roi, à condition que tu garderas & observeras nos Privilèges & nos Libertez, & non pas autrement.* Ici il est certain, qu'aucun Monarque absolu ne reçoit la Couronne sous clause commissaire. Mais rien n'empêche, à mon avis, que, dans une Monarchie Limitée, le Prince n'ait, malgré cette condition, une Autorité véritablement Roiale. Car, supposé même qu'un Pouvoir qui n'est conféré que pour un tems, ne puisse être regardé comme un Pouvoir Souverain; celui, dont la durée dépend d'une condition, de laquelle le Roi est toujours le maître, ne sauroit proprement être appelé un Pouvoir à tems. Le Peuple ne devient pas néanmoins Juge du Roi, lors qu'il examine si le Roi a tenu, ou non, ses engagements. Car, outre que les Loix Fondamentales, auxquelles on attache la Clause Commissaire, roulent ordinairement sur des choses sensibles, & qui ne sont nullement sujettes à contestation; cette décision n'emporte pas un Jugement proprement ainsi dit, par lequel on prononce sur les actions d'un Sujet, mais c'est une simple déclaration, par laquelle on proteste de la violation d'un droit manifeste, ce qui peut convenir à un Inférieur, par rapport à son Supérieur. (b) *Grotius*, en traitant des Promesses des Rois, qui limitent leur Pouvoir, s'exprime d'une manière un peu obscure. (c) *En ce cas-là*, dit-il, *l'Obligation, où ils entrent, regarde ou simplement l'exercice des actes de la Souveraineté, ou directement le Pouvoir même. A l'égard de la première sorte de limitation, les choses que le Prince fait contre la parole donnée, sont injustes par cette seule raison, que toute Promesse donne à celui, en faveur de qui elle est faite, le droit d'en exiger l'exécution. Mais, dans l'autre sorte de Promesse, l'action est nulle de plus par le défaut de Pouvoir.* C'est-à-dire, que le Roi promet quelquefois de n'user que d'une certaine manière de quelque partie de la Souveraineté; au lieu que d'autres fois il renonce entièrement à quelque partie de la Souveraineté. Sur quoi il y a deux remarques à faire.

L'une,

(2) Voyez *Grotius*, Lib. I. Cap. III. §. 16. num. 1. où il éclaircit ceci par l'exemple d'un Père de Famille, qui, s'il a promis à sa Famille quelque chose même qui concerne sa direction, est indispensablement obligé de tenir sa parole, sans cesser pour cela d'être moins le Chef & le Souverain, pour ainsi dire, de cette petite Société. Un Mari de même ne perd rien de son autorité sur sa Femme, pour lui avoir promis quelque chose, qu'il ne sauroit légitimement se dispenser de tenir.

(3) Voyez ci-dessus, Chap. précédent, §. XVII. Not. 2.

(4) *Nos que valemus tanto como vos, os hacemos nuestro Rey, con tal que nos guardey: nuestros fueros y libertades; y fino, no. Relat. d'Ant. Perez, Secrétaire d'Etat de Philippe II. Voyez Hottomann. Franco-Gallia, Cap. XII. Disador. Secul. Lib. III. Cap. XLVII. Agabarcid. de Mari Rubio, Cap. L. Strabon. Lib. XV. p. 488. Ed. Gen. Casaub. Xiphilin. Epit. Dion. in Sever.*

(b) Voyez *Boeckler. in Grot. Lib. I. Cap. III. §. 16.*  
(c) *Ubi supra.*

L'une, que les actions faites contre la première sorte d'engagement peuvent aussi quelquefois être nulles par elles-mêmes : par exemple, si le Roi, après avoir promis de ne point exiger de nouvelles impositions sans le consentement des Etats du Roiaume, le fait de sa pure autorité, il doit, à mon avis, rendre tout ce qu'il a levé sous ce prétexte. L'autre, que la seconde sorte d'engagement sépare les parties de la Souveraineté, & la rend par ce moien défectueuse.

§. XI. POUR mieux pénétrer la nature des Gouvernemens Limitez, il faut savoir, que les affaires de l'Etat se réduisent en général à deux sortes : les unes qui sont telles, qu'on peut les régler par avance, à cause qu'elles sont toujours de même nature; en quelque tems qu'elles arrivent : les autres, dont on ne peut décider que quand elles surviennent, parce qu'il est impossible de prévoir les circonstances qui les accompagnent, & qui les rendent ou avantageuses ou nuisibles à l'Etat. A l'égard des premières, le Peuple d'une Monarchie limitée fait des Loix perpétuelles, que le Roi est obligé de suivre; & pour les autres, il stipule de lui, qu'il consultera l'Assemblée du Peuple, ou des Grands du Pais. Un Peuple, par exemple, qui est convaincu de la vérité de sa Religion, & qui croit que la forme du Gouvernement Ecclésiastique & des Rites reçus est celle qui convient le mieux à son génie, peut, en se donnant un Roi, lui faire promettre de n'y rien changer de sa pure autorité. On sait combien la Justice est sujette à être mal administrée, lors que l'exercice en est abandonné entièrement au Souverain (a), & qu'il n'a d'autre Règle à suivre que les idées de l'Equité, qui souvent sont formées en lui par la Passion ou par l'ignorance, plutôt que par la Raison. Pour éviter cet inconvénient, le Peuple peut exiger du Roi, ou qu'il fasse lui-même de bonnes Loix, ou qu'il observe celles qui sont déjà établies, & qu'il laisse la connoissance des Procès, tant Civils, que Criminels, à certaines Cours, qui jugeront selon ces Loix, en sorte qu'on ne porte devant lui les Causes, que par voie d'appel, ou lors qu'elles sont de très-grande conséquence. Il est même souvent de l'intérêt du Roi, que le jugement d'une affaire, qui pourroit lui attirer de la haine (1), soit renvoyé à d'autres; & par là il trouve d'ailleurs un prétexte plausible (b) de se mettre à couvert des sollicitations pressantes ou importunes en faveur des Criminels. On voit tous les jours que l'Ambition, ou le Luxe, dissipent en peu de tems les biens que d'autres avoient acquis à la sueur de leur visage. Pour empêcher donc que les richesses des Sujets ne servent d'aliment aux vices de leur Souverain, le Peuple, en certains endroits, a sagement assigné au Roi certains revenus fixes, proportionnez aux dépenses que demandent les besoins ordinaires de l'Etat; voulant du reste, que, quand cela ne suffira pas, le Roi propose aux Etats du Roiaume une augmentation de Subsidies, afin qu'ils jugent, si elle est nécessaire. Comme il y a des Princes, qui, pour être trop avides du titre de Conquérens, s'engagent dans des Guerres non nécessaires, & exposent par là l'Etat, aussi bien qu'eux-mêmes, à de très-fâcheux revers (c); c'est une bonne précaution que celle des Peuples, qui, en conférant l'Autorité Souveraine à leurs Rois, leur imposent la nécessité de n'entreprendre du moins aucune Guerre Offensive, sans le consentement des Etats du Roiaume. On a pu faire de semblables limitations à l'égard de toutes les autres choses, selon que le Peuple le jugeoit nécessaire pour le bien de l'Etat; de peur que, si le Roi en étoit absolument le maître, il ne prit des mesures contraires au Bien Public.

De ce que nous avons dit, il paroît, en quel sens on doit expliquer ce que disent les anciens Auteurs Grecs, qui ont traité la Politique, & ceux qui suivent encore aujourd'hui leurs idées, que ce sont les Loix, & non pas les Hommes, à qui il faut confier le Gouvernement de l'Etat. Car cette maxime ne sauroit être raisonnablement admise qu'en ce sens;

Comment on limite diverses parties de la Souveraineté?

(a) Voyez Tacit. Annal. Lib. XIII. Cap. IV. XLII.

(b) Voyez ce que disoit l'Empereur Andronic Comnène, dans Nicet. Acominat. Lib. I. de imper. Andron.

(c) Voyez Franc. Lopez de Gomar. Hist. Ind. Occid. Cap. XCV.

§. XI. (1) C'est pour cette raison qu'Agamemnon renvoia aux Généraux & Capitaines de l'Armée des Grecs, qu'il commandoit, la décision de la dispute entre Ajax & Ulysse au sujet des armes d'Achille.

A se Tantalides onus invidiamque removit:  
Argolicosque Duces mediis confidens castris  
Iussit: & arbitrium litis trajecit in omnes.  
Ovid. Metam. Lib. XII. v. 626. & seqq.

sens; qu'il vaut mieux astreindre les Souverains à gouverner suivant certaines Loix prescrites, que de leur laisser une entière liberté de se conduire comme ils le jugeront à propos. Du reste, les Loix toutes seules ne sont pas plus capables de gouverner l'Etat, qu'une Bouffole de conduire le Vaisseau, sans le secours d'un Pilote (2).

Quel est le pouvoir des Etats du Roiaume, dans une Monarchie Limitée?

(a) *Neuhof, Descript. gener. Sina, Cap. I. Voyez Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 18.*

(b) *Voyez Plutarch. in Apophthegm. pag. 174. B. 183. F. & Cod. Lib. I. Tit. XIX. De praesib. Imperatori offerend. &c. Leg. I.*

(c) *Voyez I. Rois, XII, 7. s. Martin. Hist. Sinic. Lib. V. Cap. XXXVII. pag. 122. & Lib. VI. Cap. I. pag. 204. & seqq.*

(d) *Voyez Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 10. num. 4.*

§. XII. LE Roi d'une Monarchie Limitée, est ordinairement obligé, comme nous l'avons déjà dit, de consulter l'Assemblée générale de toute la Nation, ou du moins le Corps des Députés de divers Ordres, qui représentent le Peuple, lors qu'il s'agit d'affaires que l'on n'a pas voulu laisser absolument en sa disposition. Mais ces Assemblées n'ont pas par tout le même pouvoir. En certains endroits, comme, par exemple, dans la (a) *Chine*, le Roi, d'ailleurs absolu, établit un Conseil ou un Sénat, sans l'approbation duquel il déclare lui-même que ses Ordonnances ne seront point valables. Les Membres d'un tel Sénat ne sont sans contredit que de simples Conseillers, établis pour examiner les Ordonnances du Roi, & pour rejeter celles qu'ils trouveront désavantageuses à l'Etat, non par une autorité propre, mais par un pouvoir emprunté du Roi même, qui a voulu par là se lier les mains, de peur que, par imprudence (b), ou à la sollicitation des Flateurs, il ne prit, sans y penser, de fausses mesures, & afin de pouvoir quelquefois éluder par ce moien (1) des sollicitations importunes, en faisant semblant d'accorder une chose qu'il sait bien que son Conseil révoquera. Mais, lors que le Roi veut absolument une chose, & qu'il ne trouve pas suffisantes les raisons qu'a le Conseil de la désapprouver; le Conseil ne peut plus après cela s'y opposer. Car on ne présume pas, que le Roi, en établissant une telle Assemblée, ait voulu se dépouiller lui-même, par un acte irrévocable, de son Pouvoir absolu, & faire dépendre d'une condition l'obéissance pure & simple qu'il avoit droit d'exiger de ses Sujets. Ainsi ce Conseil est censé n'avoir qu'une Autorité empruntée du Roi même, qui peut la limiter toutes les fois que bon lui semble; quoi qu'il ne doive en venir là que pour de très-fortes raisons. Il peut arriver néanmoins, qu'un tel Conseil aiant été volontairement établi par un Prince, les Successeurs soient tenus de ne point l'abolir, & de ne pas faire certaines choses sans son approbation, parce qu'on le leur a fait promettre avec serment, lors qu'ils sont montés sur le Trône. Mais hors ce cas-là, le Roi n'en est pas moins absolu; sur tout s'il a le pouvoir d'abolir ce Conseil, quand il voudra. Car, comme nous l'avons déjà dit, le Pouvoir Absolu ne consiste pas à faire tout à sa fantaisie, ou par caprice, ou par un mouvement aveugle, mais à ne suivre que ses propres lumières dans l'administration des affaires publiques; ce qui n'est nullement incompatible avec la nécessité d'écouter les bonnes raisons (c) que les autres peuvent alléguer, & de se rendre à de justes représentations. Ainsi, quoi que le Conseil d'Etat n'impose au Roi aucune Obligation par lui-même & par une autorité propre, à laquelle le Roi soit soumis; il donne lieu pourtant à une Obligation, en tant qu'il met devant les yeux du Prince la manière dont il doit s'acquitter de son Devoir dans l'affaire présente: de même qu'un malade est tenu de suivre l'ordonnance de son Médecin, en vertu de la Loi Naturelle, qui veut que chacun prenne soin de sa santé & de sa vie, quoi que d'ailleurs le Médecin par lui-même n'ait aucun droit de rien prescrire au malade. Il faut dire la même chose des Assemblées générales des (d) Etats du Roiaume: car elles ne sont autre chose que le Grand Conseil du Roi, établi pour l'informer des plaintes du Peuple, que les Membres du Conseil Privé lui cachent souvent; & le Roi a toujours ici la liberté de prononcer souverainement, & d'a-

voir

(2) L'Auteur rapportoit ici plusieurs exemples de Rois, dont le Pouvoir est limité: *Diod. Sic. Lib. I. Cap. LXXI. Plin. Hist. Nat. Lib. VII. Cap. XXII. in fin. Solin. Cap. XXXV. & LXXVI. Philostrat. de Vir. Apoll. Thyan. Lib. III. Cap. X. Apoll. Rhod. Argonaut. Lib. III. Mais la plupart de ces exemples sont ridicules. Voyez plutôt Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 16. num. 3.*

§. XII. (1) C'est ce qui paroît par ces paroles d'un Rescript des Empereurs Gratien, Valentinien, & The-

*doct. Sed quoniam plerumque ita in nonnullis causis invincenda potentium inhibitione constringimur, ut etiam non concedenda tribuamus: nec Rescripto quidem nostro adversus formam lata Legis loci aliquid relinquatur. Cod. Lib. X. Tit. XII. De petitionibus bonorum sublati, Leg. I. Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. VI. §. 6. Bodin. de Repub. Lib. III. Cap. IV. p. 455. Gramond. Hist. Gall. Lib. V. p. 277. & seqq. Jo. Labard. Hist. de Reb. Gall. Lib. III. p. 132, 133. Ed. Paris. 1671.*

(2) Cela

voir tel égard qu'il jugera à propos aux représentations de ces Assemblées. *Hobbes* (c) remarque aussi avec raison, qu'à moins que le Roi ne soit plus Souverain, & que l'Etat n'ait deux Chefs, ces sortes d'Assemblées ne peuvent délibérer que sur les affaires qui y sont proposées par le Roi; les Députés du Peuple, qui les composent, n'ayant pu recevoir des instructions que pour les choses contenues dans les Lettres Circulaires, par lesquelles le Roi les a convoqués. L'Assemblée doit aussi être dissoute, dès que le Roi a déclaré, qu'il n'y a plus d'affaire à examiner pour l'heure. Cela n'empêche pourtant pas, à mon avis, que l'Assemblée ne puisse faire des représentations respectueuses, & de très-humbles rémontrances au Roi, en forme de prières.

Mais tout cela ne rend pas le Souverain moins absolu; & son Autorité n'est véritablement limitée, que quand les Sujets ont stipulé de lui, en le couronnant, que s'il faisoit quelque chose de son chef & sans le consentement des Etats du Roiaume, en matière de certaines affaires, ses Ordonnances seroient nulles & de nul effet. En ce cas-là néanmoins il doit être au pouvoir du Roi de convoquer l'Assemblée, & de la dissoudre (2), après y avoir proposé les affaires, qu'il juge à propos: autrement ce ne seroit qu'un Roi en peinture, ou du moins le Chef d'un Etat fort Irrégulier. Que si les Députés, qui composent l'Assemblée, peuvent eux-mêmes proposer certaines choses qui regardent le Bien Public; les délibérations, que l'Assemblée prend là-dessus, tirent toujours néanmoins toute leur autorité de la ratification du Roi. Au reste, la différence qu'il y a entre ces sortes d'Assemblées, & le Conseil d'Etat proprement ainsi nommé, c'est que, quoi que les Députés du Peuple, & les Conseillers Prives, n'aient ni les uns ni les autres que le droit de représentation, le Roi peut bien rejeter les raisons des derniers, mais non pas celles des premiers. Cependant, lors que les Etats assemblez refusent leur consentement à quelque proposition du Roi, il ne doit pas s'en formaliser, comme d'une offense. Car il a promis solennellement d'avoir toujours devant les yeux le bien de son Roiaume; & il y a tout lieu de pré-

(c) *Leviath. Cap. XXII.*

(2) Cela mérite pourtant quelque explication. Ecoutons là-dessus *Mr. Sidney*. „Le pouvoir d'assembler & de dissoudre les Parlemens, n'appartient pas absolument aux Rois. Ils peuvent convoquer un Parlement, s'il en est besoin, dans un tems auquel la Loi ne les oblige pas de le faire. Ils sont, pour ainsi dire, en sentinelle; ils doivent observer avec beaucoup de vigilance les mouvemens de l'Ennemi, & avertir de ses approches: mais si la Sentinelle s'endort, qu'elle néglige son devoir, ou qu'elle tâche malicieusement de trahir la Ville; ceux qui sont intéressés dans sa conservation, peuvent & sont en droit de se servir de tout autre moyen pour découvrir le danger qui les menace, & pour s'en garantir. . . Il est certain, que c'étoit aux Consuls, ou aux autres principaux Magistrats de Rome, d'assembler & de congédier le Sénat. Mais lors qu'*Hannibal* étoit aux portes de la Ville, ou que les Romains se trouvoient dans quelque autre danger pressant, qui ne les menaçoit pas moins que d'une entière destruction; si ces Magistrats avoient été ivres, insensés, ou qu'ils eussent été gagnés par l'Ennemi, il n'y a point de personne raisonnable qui puisse s'imaginer, qu'on eût dû alors s'arrêter à des formalitez. Dans ces occasions chaque Particulier est Magistrat; & celui qui s'aperçoit le premier du danger, & qui fait le moyen de le prévenir, est en droit de convoquer l'Assemblée du Sénat ou du Peuple. Le Peuple seroit toujours disposé à suivre cet homme, & le suivroit infailliblement, tout de même que les Romains suivirent *Brutus* & *Valerius* contre *Tarquin*, ou *Horatius* & *Valerius* contre les *Décemvirs*; & quiconque agiroit autrement, seroit sans contredit aussi fou que les Courtisans des deux derniers Rois d'Espagne. Le premier de ces Rois *Philippe III.* étant indisposé un jour qu'il faisoit fort froid, on apporta dans sa chambre un brasier de char-

„ bon, qu'on mit si proche de lui, qu'il en fut cruellement brûlé. Un des Grands, qui étoit présent, dit „ à celui qui étoit proche de lui, *le Roi se brûle*: celui-là lui répondit, que cela étoit vrai, mais que le Page qui avoit la charge d'apporter & d'ôter ce brasier, n'y étoit pas; & avant qu'on le pût trouver, les jambes & le visage de sa Majesté furent tellement brûlées, que cela lui causa une érépsiele, dont il mourut. Peu „ s'en fallut que *Philippe IV.* n'eût le même sort. Ce Prince étant à la chasse, fut surpris d'une violente tempête, mêlée de pluie & de grêle, & aucun de ses Courtisans n'osant prendre la liberté de lui prêter son manteau, ce Monarque fut si mouillé, avant qu'on pût trouver l'Officier qui portoit le sien, qu'il se vit „ attaqué d'un rhume, qui lui causa une fièvre très-dangereuse. Si les Rois prennent plaisir aux suites de cette régularité, ils peuvent la faire observer dans leur „ Famille: mais les Nations, dont le principal soin doit être de se mettre en sûreté, agiroient en stupides & en bêtes, si elles aimoient mieux se laisser ruiner, que de s'écarter de ces formalitez. . . C'est en vain aussi que les Parlemens s'assemblent, s'il ne leur „ est pas permis de continuer leurs Séances, jusques à ce qu'ils aient achevé les affaires, pour lesquelles ils se sont assemblez, & il seroit ridicule de leur donner „ pouvoir de s'assembler, s'il ne leur étoit pas permis de demeurer assemblez jusques à l'entière expédition des affaires. Car, comme dit *Grotius*, *Qui dat finem, dat modum ad finem necessaria*. La seule raison pour laquelle les Parlemens s'assemblent, c'est pour travailler à l'avancement du bien public; & c'est en vertu de la Loi qu'ils s'assemblent pour cette fin. On ne „ doit donc pas les dissoudre, avant qu'ils aient fait ce, pour quoi ils sont assemblez. *Discours sur le Gouvernement*, Chap. III. Sect. XXXVIII. Voyez le reste de ce Chapitre.

sumer, que plusieurs personnes choisies voient mieux qu'une seule ce qui est convenable à cette fin. Lors donc que l'Assemblée des Etats ne se trouve pas de même avis que lui, il ne doit s'en prendre qu'à son imprudence, ou à ses passions déréglées, ou au malheur de l'Etat. En vain quelques uns appréhendent-ils, que le salut du Roiaume ne soit de cette manière entre les mains de l'Assemblée, & qu'ainsi l'Etat ne coure grand risque de périr. Car il est bien difficile que le Roi soit si peu habile que de ne pouvoir faire clairement comprendre aux Etats les besoins du Roiaume, ou les Etats si insensés & si opiniâtres, que de vouloir trahir leurs propres intérêts manifestement reconnus. Cependant, comme on ne doit pas présumer, que ceux qui ont limité l'Autorité Roiale, aient voulu par là détruire l'Etat, ou mettre les choses sur un pied qui tendir à empêcher qu'on ne pût entreprendre ce qui seroit nécessaire pour le but naturel des Sociétez Civiles; il faut toujours interpréter les Conventions Fondamentales en supposant qu'elles ne se trouvent en aucune façon contraires au Bien Public. Car, quand cela arrive, il est bon à la vérité, si le tems n'est pas trop court, de proposer le cas à l'Assemblée du Peuple, ou des Etats du Roiaume : mais si la chose ne souffre point de retardement, le Roi peut alors se dispenser, en gardant d'ailleurs tous les ménagemens que la Prudence lui suggère, de tenir des Conventions, dont l'effet seroit pernicieux à l'Etat. Les Loix les plus inviolables sont même quelquefois obligées de céder (f) au salut du Peuple, qui est la Souveraine Loi. La situation des affaires, ou la qualité des Criminels ne permet pas non plus souvent de leur faire leur procès dans les formes, de quoi on ne pourroit quelquefois venir à bout sans les avoir auparavant défaites en bataille rangée. *Hobbes* (g) soutient, qu'en ce cas-là le supplice est un acte d'hostilité, & non pas une peine, quoi qu'il soit infligé véritablement par autorité publique. Mais cette maxime n'est vraie que quand celui, qui souffre le supplice, ne l'a mérité par aucun Crime: car s'il est manifestement coupable, ce sera sans contredit une véritable peine, quoi que les circonstances du tems aient empêché de garder les formalitez ordinaires de la Justice.

(f) Voyez l'exemple d'*Agésilas*, cité ci-dessus, Liv. I. Chap. VI. §. 17.  
(g) *Leviath.* Cap. XXVIII.

Réponse aux raisons de *Hobbes*, pour prouver que tout Souverain est absolu.  
(a) *De Cive*, Cap. VI. §. 13.

§. XIII. Le même Auteur semble ne reconnoître aucune différence entre le *Pouvoir Souverain*, & le *Pouvoir Absolu*, & prétendre au contraire, que tout Souverain est absolu, par cela seul qu'il est Souverain. (a) *J'appelle*, dit-il, *POUVOIR ABSOLU*, le plus grand Pouvoir que les Hommes puissent donner sur eux à un autre Homme. Car quiconque a soumis sa volonté à la volonté de l'Etat, (ou du Prince) en sorte qu'il lui a donné pouvoir de faire impunément tout ce qu'il veut, d'établir des Loix, de juger les procès, d'infliger des peines, de se servir, comme bon lui semble, des forces & des richesses de tous, & cela avec un plein droit; celui-là sans contredit lui a conféré la plus grande Autorité, que l'on puisse accorder à quelcun. Ce que *Hobbes* dit ici (b), & en plusieurs autres endroits, un peu trop crûment, que le Souverain a droit de faire tout ce qu'il veut, doit être expliqué par rapport à l'intention de ceux qui ont formé des Sociétez Civiles. Il exprime lui-même ailleurs cette restriction, comme quand il dit (c), que le Souverain peut se servir des forces & des biens de chaque Particulier, pour la paix & la défense commune; & que le droit absolu du Souverain demande une obéissance aussi étendue qu'elle le doit être nécessairement pour le Gouvernement de l'Etat. Ainsi chacun est censé n'avoir donné au Souverain qu'autant de Pouvoir qu'une personne de bon-sens peut juger nécessaire pour cette fin; quoi que ce soit au Souverain, & non pas aux Sujets à prononcer, dans les cas particuliers, sur ce qui doit passer pour tel. A l'égard des choses, qui sont contraires au salut & à l'avantage de l'Etat, ou à la Loi Naturelle; le Souverain, bien loin d'avoir aucun droit d'y contraindre ses Sujets, ne doit pas même les vouloir. Et dès qu'il se porte à quelque chose de semblable, il passe certainement les bornes de son Pouvoir. Voici maintenant de quelle manière *Hobbes* (d) prétend prouver, que le Pouvoir Souverain ne sauroit être limité. L'Assemblée, dit-il, qui a prescrit des Loix au Roi à son avènement à la Couronne, avoit sans contredit un Pouvoir absolu (non pas actuellement, mais virtuellement).

Si elle subsiste toujours, au-qu'elle s'assemble de tems en tems à certains jours & en certain lieu, ce Pouvoir est perpétuel; & ainsi le Roi ne sera qu'un simple Magistrat. (J'accorde cela, si l'on suppose, que ce Corps puisse s'assembler de sa pure autorité, décider souverainement de toutes les affaires de l'Etat, & faire rendre compte au Roi de sa conduite.) Que si l'Assemblée est entièrement dissoute, alors ou la Société Civile est détruite en même tems, & ainsi tous ceux qui la composent, retournent dans l'état de Guerre; ou bien on laisse à une, ou plusieurs personnes le Pouvoir de punir ceux qui violeront les Loix qu'on a établies, ce qui ne sauroit se faire sans donner à ces personnes-là un Pouvoir Absolu. Cela est faux, aussi bien que la raison, dont l'Auteur se sert pour le prouver: Lors, dit-il, que l'on a en main de plein droit des forces suffisantes, pour punir tous les Citoyens, qui ne voudront pas obéir, on est revêtu du plus grand Pouvoir que les Citoyens puissent conférer à quelqu'un. Mais pour se convaincre de la foiblesse de ce raisonnement, il suffit de considérer que les Citoyens, en soumettant leurs volontés & leurs forces à la volonté du Souverain, ne sont pas pour cela devenus des trones immobiles; qu'ils ne lui ont mis en main le Pouvoir qu'à condition qu'il s'en serviroit pour le Bien Public, qui est la fin des Sociétés Civiles; & que c'est à eux à juger, s'il a rempli la condition, faute dequoi ils peuvent reprendre ce qu'ils ont donné. Il est encore visiblement faux, que (e) l'on n'ait pas moins à craindre l'abus du Pouvoir Souverain, lors qu'il est Limité, que si on le laissoit Absolu. Quoi que le Prince ait assez de forces pour protéger & défendre tous ses Sujets, (ce que tout Sujet, qui a tant soit peu de bon-sens, ne contestera pas & ne refusera pas à son Roi) il ne s'ensuit point de là, qu'il soit toujours assez puissant pour les opprimer. Si un Général, par exemple, ordonne à ses Soldats de donner vigoureusement sur l'Ennemi, ils y courent, ils y volent: mais qu'il leur ordonne de se tuer les uns les autres, ils se moqueront de lui. Enfin, j'avoue que les Princes sages, encore même qu'ils soient absolus, s'accommodent, avec tous les ménagemens possibles, au naturel de leurs Sujets, & désistent même souvent de presser quelque chose d'avantageux en lui-même, lors qu'ils voient qu'ils ne sauroient les mettre à la raison sans préjudice de l'Etat. Mais il n'y a pas moins de prudence dans la conduite de ces Citoyens, qui étant persuadés qu'une certaine chose seroit préjudiciable à leur Etat, ont stipulé par des Loix Fondamentales, que le Roi ne pourroit point les y contraindre.

(c) *Idem*, Cap. VI.  
§. 13. *Annor.*

§. XIV. UNE autre différence accidentelle que l'on remarque dans la Souveraineté, sur tout par rapport au Gouvernement Monarchique, c'est que ceux qui en sont revêtus, la possèdent ou avec un plein droit, ou d'une manière plus ou moins limitée. Car il y a des Rois qui sont maîtres de leur Royaume comme d'un patrimoine: d'autres qui n'ont la Couronne que par droit d'Usufruit, & cela on pour eux seulement pendant toute leur vie, ou avec pouvoir de la transmettre à leurs Descendans sous certaines conditions: d'autres enfin à qui l'on n'a conféré l'Autorité Souveraine que pour un certain tems, au bout duquel ils redeviennent simples Particuliers. Hobbes appelle *Monarques* (a) à tems, & simples (b) *Ministres de l'Etat*, plutôt que véritables Rois, tous ceux qui ne peuvent pas disposer du Royaume, comme de leur patrimoine, & nommer tel Successeur que bon leur semble. Mais l'usage reçu ne permet pas de traiter de *Monarques à tems* les Princes qui ne sont dépouillés de la Couronne qu'avec la vie: & ce titre ne convient proprement qu'à ceux, dont le Pouvoir finit de lui-même au bout d'un certain tems limité.

Il y a différentes manières de posséder la Souveraineté.

§. XV. LES Savans ne conviennent pas entr'eux, s'il y a de véritables Rois, qui ne le soient que pour un tems? *Grotius* (a) croit, que les *Dictateurs Romains*, dont l'Autorité finissoit au bout de six mois, en sont un exemple incontestable. Car, dit-il, la nature des Choses Morales se connoît par leurs opérations, & par conséquent les Droits ou les Pouvoirs, qui produisent les mêmes effets, doivent aussi avoir le même nom. Or le Dictateur, pendant tout le tems de son Gouvernement, exerçoit tous les actes de la Souveraineté avec autant d'Autorité que le Roi le plus absolu; sans que ce qu'il avoit fait, pût être annullé par

(a) *Ubi supra*,  
Cap. VII. §. 16.  
(b) Cap. IX. §. 11.

Si l'on peut avoir une Souveraineté, qui ne soit pas perpétuelle?  
(a) Cap. III. §. 11.



aucune autre personne. Et la durée d'une chose n'en change pas (1) la nature; quoi que; comme la manière de posséder un Emploi le rend plus ou moins honorable, celui qui est revêtu pour toujours de la Souveraineté soit regardé avec plus de respect, & l'exerce avec plus de majesté que celui qui ne l'a que pour un tems, au bout duquel il doit redevenir égal aux autres. Mais, avant & depuis Grotius, plusieurs (b) s'avans Hommes ont fait voir, que les Dictateurs Romains n'étoient que de simples Magistrats extraordinaires. Et l'on ne peut pas admettre purement & simplement la maxime sur laquelle il fonde son opinion, je veux dire, que les Pouvoirs qui semblent produire les mêmes effets, soient toujours de même nature. Car il faut examiner encore, si l'on a un Pouvoir propre & indépendant, ou si on l'exerce seulement par commission. Grotius n'est donc pas mieux fondé, de mettre au rang des Monarques à tems, ceux qui, pendant la Minorité de l'Héritier de la Couronne, ou lors que le Roi est tombé en démence, ou a été fait prisonnier par l'Ennemi, sont déclarés Régens du Roiaume, en sorte qu'ils ne dépendent point du Peuple, ou qu'ils ne sauroient être dépossédés de leur Autorité avant le tems prescrit par les Loix. Tout cela n'empêche pas qu'ils n'exercent le Pouvoir Souverain au nom d'autrui, & non pas en leur propre nom; de sorte qu'ils ne peuvent pas plus porter à juste titre le nom de Rois, qu'un Tuteur ne peut être appelé propriétaire des biens de son Pupille (c). D'ailleurs, pour peu qu'on sache l'Histoire Romaine, on sera obligé de reconnoître, que toutes les (2) parties de la Souveraineté n'étoient pas tellement entre les mains du Dictateur, qu'il pût, pendant les six mois de son règne, les exercer toutes comme il lui plaisoit. Et rien n'empêche qu'il n'y ait un simple Magistrat, de la sentence duquel on ne puisse point appeler (3), du moins en matière de certaines choses. Les autres exemples qu'on allégué d'un Pouvoir véritablement Souverain, mais qui n'est que pour un tems, ne paroissent (4) pas concluans à quelques-uns, qui ne laissent pas pour cela de regarder ces Monarchies à tems comme de purs chimères.

Au reste il faut remarquer ici, à l'égard des Dictateurs, & de tous les autres Magistrats, qui ne sont établis que pour un certain tems, que leur Pouvoir finit du moment que le terme est expiré, & qu'ils rentrent dès-lors, sans l'autre nouvel acte, dans la condition de simples Particuliers; en sorte que tout ce qu'ils font ou qu'ils ordonnent après cela, doit être regardé comme fait sans autorité publique, & que tout le monde peut légitime-

ment

§. XV. (1) Cela est vrai, (répond Mr. Buddé, dans une belle Dissertation, intitulée *Jurisprudentia Historica Specimen*, parmi les *Selecta J. Natur.*) bien entendu que la nature d'une chose n'ait pas une liaison si étroite avec la durée, que le changement de celle-ci emporte nécessairement le changement de l'autre. §. 47. Voyez tout ce qu'il dit sur cette question, depuis le §. 43. jusques au 48. inclusivement.

(2) Voyez *Refin. Antiqu. Roman.* Lib. VII. Cap. XVII.

(3) Tels étoient autrefois, parmi les Romains, les Prêtres du Prétoire; sur quoi voici ce que dit un Rescript de Constantin: *A Praefectis autem Praetorio provocare non finimus.* Cod. Lib. VII. Tit. XLII. *De appellat. & consult.* Leg. XIX. Voyez aussi Tit. XLII. *De sententiis Praefect. Praetor. & Digest.* Lib. IV. Tit. IV. *De minorib. Leg.* XVII. XVIII. Les Evêques, qui n'ont jamais manqué de profiter de l'indulgence des Princes, pour satisfaire leur propre ambition, obtinrent ce privilège par un Rescript des Empereurs Arcadius, Honorius, & Théodose, à l'égard des causes dont ils prenoient connoissance. *Episcopale judicium ratum sit in omnibus, qui se audiri à Sacerdotibus elegerint: eamque illorum judicationi adhibendam esse reverentiam jubemus, quam vestris deferre necesse est potestatibus, à quibus non licet provocare.* Cod. Lib. I. Tit. IV. *De Episcopali audientia &c.* Leg. VIII.

(4) Quand Auguste voulut, qu'on ne lui donnât l'Empire que pour dix ans, après quoi il le prorogea pour

autres dix ans, ce n'étoit qu'un jeu manifeste. Voyez Dion, Lib. LIII. Nabarzanes joignoit à cela une perfidie détestable, lors qu'il disoit à Darius son Roi: *Le seul remède est de renouveler la guerre sous de nouveaux & de plus heureux auspices, c'est-à-dire que pour un tems vous remettiez les rênes du Gouvernement entre les mains d'un autre, qui porte seulement par forme le nom de Roi, jusqu'à ce qu'il ait chassé les ennemis hors de l'Asie. Alors le victorieux vous rendra ce sacré dépôt, & vous remontera sur le trône.* Q. Curt. Lib. V. Cap. IX. (J'ai suivi Vangelas.) On pourroit (ajoutoit notre Auteur) alléguer avec plus d'apparence pour exemple d'un Roiaume mis entre les mains de quelqu'un à la charge de le rendre au bout d'un certain tems (*Fiduciarium Regnum*), ce que l'on trouve dans Diodore de Sicile, Lib. IV. Cap. XXXIII. & XXXIII. ou ce que Nicéphore Grégoras, Lib. IV. rapporte de Michel Paléologue, à qui Théodore Lasaris, en mourant, remit l'Empire, lui faisant jurer de le rendre à son Fils, dès qu'il seroit en âge; serment que Michel viola, faisant même crever les yeux au légitime héritier de l'Empire. Pour l'accord que firent autrefois les deux Frères Ercèle, & Polynice, de régner tour à tour chacun une année; on pourroit dire, peut-être, qu'ils prétendoient jouir de la Couronne par indivis, mais en sorte que chacun eût l'administration du Gouvernement pendant une année. Voyez *Entrip. in Phœniss. & Senec. Thebaid.* Lib. I.

(5) Voyez

(b) Par exemple, Bodin, de Rep. Lib. I. Cap. VIII.

(c) Voyez Tit. Liv. Lib. VI. Cap. XXXVIII. Lib. VIII. Cap. XXXIII. Lib. XXII. Cap. XXV. & Val. Maxim. Lib. II. Cap. VII. §. 2. in fin.

ment refuser de leur obéir (s) ; quand même ils conserveroient (d) actuellement les marques extérieures de leur Dignité passée. Ainsi, pour les dépouiller de leur Pouvoir, il n'est pas besoin d'une nouvelle Ordonnance du Peuple : mais s'ils refusent de s'en dessaisir, on peut, sans autre forme de procès, en venir d'abord aux voies de la force, pour le leur arracher. En effet, il n'en est pas des droits limitez à un certain terme, comme de ceux dont la durée dépend de certaines qualitez de quelques actions qui peuvent être commises. Personne ne sauroit douter, si le tems prescrit est écoulé, ou non ; & ainsi les droits, qui y étoient attachés, s'éteignent d'eux-mêmes, sans qu'il soit besoin d'autre examen, dès que le terme est arrivé. Mais quand il s'agit de savoir si une action a été faite légitimement, ou non, il peut y avoir des raisons pour & contre : ainsi, pour en décider, il faut en venir à un examen juridique (c).

(d) De fide, op. posé à de jure.  
(c) Voyez T. Liv. Lib. III. Cap. XXXVIII. & seqq.

§. XVI. Pour ce qui regarde les Roiaumes Patrimoniaux, il faut remarquer d'abord, que le terme de *Patrimoine* ne signifie pas tant les biens qu'on a hérité de son Père & de la Mère, que ceux qu'on possède avec un plein droit de Propriété, de quelque manière qu'on les ait acquis. De plus, comme la Propriété a précisément & originairement pour objet les Choses : ce sont elles seules aussi qui composèrent d'abord les Biens Patrimoniaux : d'où vient qu'encore aujourd'hui on les regarde comme ce en quoi consiste principalement le Patrimoine de chacun ; parce qu'en effet elles ne sont revêtues d'aucun droit qui empêche que celui, à qui elles appartiennent, ne s'en serve, & ne les consume même, à sa fantaisie. Mais, par succession de tems, on en vint peu à peu à mettre les Esclaves au nombre des Biens Patrimoniaux ; les Maîtres s'étant appropriés leur personne, en sorte que l'on regardoit le bien ou le mal qui arrivoit à un Esclave comme tournant à l'avantage ou au préjudice de son Maître, plutôt qu'au sien. Voilà donc en quoi consistoit alors le Patrimoine des Pères de famille. Car, quoi qu'ils eussent eux seuls la direction de leurs Femmes & de leurs Enfans ; comme ce pouvoir se rapportoit à l'avantage même des Femmes & des Enfans, aussi bien qu'à leur propre intérêt, ils ne les re faisant partie de leur Patrimoine (a), & ne se croioient pas plus riches que l'on ne n. et pas proprement au rang des biens d'une personne ou son adresse, quelque profit qu'elle en retire ; & quoi que cela (c) moine à plusieurs. Mais, dans la suite, l'ambition des Souverains un des biens les plus considérables, le droit de commander à des Princes abusant des richesses de leurs Sujets pour satisfaire leurs passions, à regarder comme des Roiaumes Patrimoniaux, ceux qui aux Princes avec plein pouvoir de les aliéner, comme bon leur sembleroit ; ce pouvoir d'aliéner (1) paroissant le caractère le plus essentiel d'une véritable Propriété. Pour les autres Rois, à qui on n'avoit pas accordé le droit de disposer ainsi de leur Roiaume, ils furent censés n'en jouir que comme de simples Usufruitiers. Cette différence semble être venue principalement des diverses manières dont on auroit la Roiauté. Car quoi que l'Autorité de tout Roi légitime soit fondée sur le consentement des Sujets ; ce consentement se donne en plusieurs manières fort différentes. Quelquefois les Sujets doivent avoir de l'obligation à leur Roi, de ce qu'il a bien voulu être leur Souverain : quelquefois au contraire, le Roi a beaucoup d'obligation à ses Sujets de ce qu'ils l'ont élevé sur le Trône. Ceux, par exemple, qui ont été vaincus dans une Guerre à laquelle ils avoient donné lieu par leur faute, peuvent être justement privés non seulement de tous leurs biens, & de leur liberté, mais encore de leur vie ; de sorte qu'à quelque condition que ce soit que le Vainqueur leur laisse ces choses, dont il étoit le maître, ils doivent les recevoir comme une grâce. Et lors même qu'il leur accorde, avec la liberté, la Propriété de leurs biens,

Des Roiaumes Patrimoniaux.

de plant. Noach. pag. 224. C. Ed. Paris.  
(c) Voyez Ovid. Metam. Lib. III. vers. 388.

(s) Voyez le Discours de M. Sidney, sur le Gouvernement, Chap. II. Sect. XXIV. pag. 63, 64. du II. Tom. de la Traduct. François.

§. XVI. (1) Voyez le Chap. suivant, §. 11. & Liv. VIII. Chap. V. §. 2. & suiv.

il est censé se réserver sur leurs personnes, pour lui & pour les siens, un empire absolu, & irrévocable. On présume la même chose, dans un doute, à l'égard d'un Prince qui prend sous sa protection un Peuple qui s'y est mis pour éviter une destruction prochaine dont il étoit menacé (d). Le principal effet de cette manière de posséder un Roiaume en pur patrimoine, consiste non seulement en ce que le Roi rend la condition de ses Sujets telle que bon lui semble, mais encore en ce qu'il peut transférer à qui il veut le droit qu'il a sur eux, & par conséquent régler à sa fantaisie l'ordre de la Succession.

(d) Voyez *Grotius*, Lib. I. Cap. III. §. 12. où il réfute les Objections d'*Hottoman*.

Des Roiaumes établis par un libre consentement du Peuple.

§. XVII. IL n'en est pas de même des Rois, qui ont été établis par un libre consentement du Peuple: car en ce cas-là chaque Sujet est censé s'être réservé tous ses droits particuliers, autant que le permet la constitution de l'Etat. Ainsi, quoi que les Sujets doivent toujours renoncer nécessairement à quelque partie de leur Liberté Naturelle; la condition de ceux-ci dépend en tout le reste de leur propre volonté, plutôt que de celle du Roi. De plus, comme dans le choix que les Hommes font d'une personne pour les gouverner, ils se déterminent ordinairement par quelque raison particulière, qui n'a pas lieu à l'égard de tout autre; & que d'ailleurs, de cela seul qu'on se soumet volontairement à quelqu'un, il ne s'ensuit pas, qu'on veuille se soumettre à tout autre: il dépend du Peuple, qui s'est ainsi donné un Roi, de faire passer après sa mort la Couronne à qui bon lui semble. Que s'il ne juge pas à propos de faire une nouvelle élection après la mort de chaque Roi, il peut régler par avance l'ordre de la Succession, en sorte que le Roi régnant n'ait aucun droit de rien établir là-dessus sans le consentement du Peuple. C'est sur tout à cause de cela que quelques-uns disent, que les Rois, dont il s'agit, ne possèdent le Roiaume que par droit d'Usufruit; puis qu'ils ne sauroient, de leur pure autorité, ni rien innover dans (a) la constitution & les Loix Fondamentales de l'Etat, ni transférer la Couronne à qui il leur plait. Il ne faut pas, à mon avis, étendre plus loin le parallèle entre un Roi établi par la volonté du Peuple, & un simple Usufruitier. Ainsi je ne saurois approuver les

(a) De même qu'un Usufruitier ne peut se servir que d'une

*Hobbes*: (b) Si le Peuple, dit-il, après avoir élu un Monarque à temps, lui, qui a la Souveraineté pendant toute sa vie, sans pouvoir disposer arbitrairement, en se séparant, un certain jour & un certain temps, auquel il doit la mort du Roi; en ce cas-là, aussi-tôt que le Roi vient à mourir, la vie au Peuple, sans aucun nouvel acte des Citoyens, & en vertu du droit paravant. Car, pendant tout le regne du Monarque, la Souveraineté, la Propriété des biens, résidoit véritablement dans le Peuple; le Monarque à temps n'en aiant que l'usage ou l'exercice, comme simple Usufruitier. Mais cette opinion, à moins que d'être extrêmement adoucie, me paroît d'une très-dangereuse conséquence pour tous les Rois qui ont été établis par un libre consentement du Peuple, & qui sont tenus de se conformer à certaines Loix Fondamentales: d'autant plus que, si *Hobbes* a raison d'appeler *Monarques à temps* ceux qui doivent régner toute leur vie, mais sans avoir droit de nommer leur Successeur, on pourra avec autant de fondement donner le même nom à ceux qui ont reçu la Couronne pour eux & pour leur Famille. D'ailleurs, *Hobbes* ne marquant pas jusques où l'on peut comparer un tel Monarque avec un Usufruitier; il sera aisé de tirer de là des conséquences dont il aura bien de la peine à se démettre. Car, comme la Propriété par elle-même est un droit plus considérable que l'Usufruit, qui n'est donné que pour un temps; on conclura de là, que le Peuple est au dessus du Roi, & que, si le Roi ne gouverne pas à la fantaisie du Peuple, celui-ci pourra lui faire rendre compte de sa conduite. Par la même raison, il faut rejeter ce que dit le même Auteur (c), que, dans une Monarchie Elective, les Rois n'ont pas la Souveraineté; & que le Peuple, qui a le pouvoir d'établir un Successeur après la mort du Roi, est Souverain du vivant même du Roi, personne ne pouvant donner à un autre ce qu'il n'a pas lui-même. Mais, de quelque manière que l'on dispose des choses dans un Roiaume pendant l'Interregne, cela ne change rien à la nature de la Souveraineté du Roi régnant. Et lors même que tout est réglé

Leg. II. Voyez *Grotius*, ubi supra, §. 13.  
(b) De *Civis*, Cap. VII. §. 14.

(c) *Leviath.* Cap. XIX.

réglé par avance, cela n'empêche pas que les Citoyens ne puissent être tenus de se soumettre avec une entière obéissance aux ordres du Roi régnant, sans prétendre avoir aucune part au Gouvernement de l'Etat, & sans penser, du vivant de leur Roi, à lui nommer un Successeur, ou à changer la forme du Gouvernement. Et, de ce qu'un Roi établi par élection ne peut pas désigner pour son Successeur qui il lui plaît, il ne s'ensuit pas qu'il n'ait que l'Usufruit ou l'administration d'un Pouvoir qui appartient à autrui. Car, pour rentrer en possession du droit que l'on avoit de pourvoir à la propre sûreté, & de régler les actions comme on le juge à propos, après avoir confié ce pouvoir à un autre pour un temps, il n'est pas nécessaire que l'on ait conservé la Propriété, pour ainsi dire, de ce droit, & que l'autre n'en eût que l'usage: mais il faut dire seulement, que quand celui à qui l'on avoit confié le Pouvoir le plus absolu du monde, vient à mourir, on rentre dès-lors, par cela seul, dans la Liberté Naturelle. Qui oseroit soutenir, qu'un Père, par exemple, ou un Maître, n'ont que l'Usufruit du Pouvoir Paternel, & du Pouvoir Despotique; sous prétexte que les Enfants ne sont plus sous puissance, après la mort de leur Père, & l'Esclavage, lors que son Maître décède sans Héritiers?

## CHAPITRE VII.

### *Des différentes manières d'acquiescer la Souveraineté.*

§. I. QUAND on demande, de quelle manière quelqu'un a acquis la Souveraineté, cela suppose régulièrement, que celui qui l'a acquise est différent de ceux sur qui il l'a acquise. Ainsi cette question ne regarde guères les *Etats Démocratiques*, où ceux qui commandent, & ceux qui obéissent, sont physiquement les mêmes personnes, & ne diffèrent que par une Relation Morale. Car, quoi qu'il arrive quelquefois, dans une sédition, que des Sujets, après avoir chassé leur Roi, ou les Sénateurs par qui ils étoient gouvernez, établissent parmi eux un Gouvernement Démocratique; cependant, comme en ce cas-là, il n'y a point de différence entre ceux qui commandent, & ceux qui obéissent, on ne sauroit dire en aucun sens raisonnable, que le Peuple se soit rendu Souverain de lui-même par la voie de la force, puis que cela supposeroit, que les Sujets refusoient de se soumettre volontairement. Ainsi, dans les *Etats Populaires*, la manière d'acquiescer la Souveraineté est toujours uniforme; quoi que ces sortes de Républiques, aussi bien que tous les autres Etats, s'aggrandissent quelquefois par les armes.

Dans les Démocraties, la manière d'acquiescer la Souveraineté est toujours la même.

§. II. MAIS, dans les *Aristocraties* on remarque ici quelque différence, non seulement en ce que les Grands, qui composent le Conseil Souverain, reçoivent quelquefois leur Autorité d'un libre consentement du Peuple, & quelquefois aussi s'en emparent eux-mêmes par la force, mais encore en ce que, pour remplir les places qui viennent à vaquer par la mort de quelqu'un des Sénateurs, on procède en quelques endroits par voie d'élection, au lieu qu'en d'autres la naissance seule donne entrée dans le Conseil.

Mais elle est différente dans les Aristocraties, & dans les Monarchies.

Pour les *Monarchies*, la différence est encore beaucoup plus sensible; c'est pourquoi nous traiterons principalement par rapport aux Rois; des diverses manières d'acquiescer la Souveraineté. Tout Pouvoir légitime des Rois suppose donc à la vérité un *Consentement du Peuple*, sur qui ils règnent: mais ce *Consentement* est ou *forcé*, ou *entièrement libre*; & ceux qui montent sur le Trône en vertu du dernier, sont établis ou par *Élection*, ou par (1) *droit de Succession*.

§. III.

§. II. (1) Cette manière d'acquiescer la Souveraineté par droit de Succession a aussi lieu dans les Royaumes originellement établis par un consentement forcé du Peuple.

comme il paroît par ce que notre Auteur lui-même dit plus bas, §. 11.

Comment on s'empare légitimement de la Souveraineté en conséquence d'une Guerre juste?

(2) J. Frid. Hornius, de Civit. Lib. II. Cap. IX. §. 2.

Des Conquêtes injustes.

(2) Hornius, ubi supra.

§. III. LORS que l'on acquiert la Souveraineté par les voies de la force, cela s'appelle *s'en emparer*. Mais il faut bien se souvenir de ce que nous avons dit (1) ailleurs, qu'il y a bien de la différence entre cette manière d'acquiescer du Pouvoir sur les Hommes, & la prise de possession par laquelle on s'approprie une chose qui n'a point de maître. Toute Conquête légitime (2) suppose donc, que le Vainqueur ait eu un juste sujet de subjuguier les Vaincus, & que ceux-ci se soient ensuite soumis à la domination par une Convention entre eux & lui : autrement ils sont encore avec lui en état de Guerre, & par conséquent il n'est pas leur Souverain (3). En vain un Auteur Moderne (4) prétend-il que le *consentement des Vaincus n'est nullement nécessaire*, & que le Vainqueur acquiert sur eux un Pouvoir légitime, aussi-tôt qu'il les a réduits sous sa puissance, pourvu que, par leur mauvaise conduite envers lui, ils eussent mérité d'être subjugués. Pour moi, je ne comprends pas, comment deux Ennemis peuvent se réconcilier sans aucune Convention; ou comment on peut être dans quelque Obligation d'obéir à celui à qui on n'a rien promis. Tout ce qu'il y a, c'est qu'un Conquérant devenu tel par une Guerre juste, n'a pas besoin d'employer la brigue ou les prières pour obliger les Vaincus à lui promettre une fidele obéissance, mais qu'il peut se servir des forces qu'il a en main, pour arracher leur consentement, en les menaçant des plus grands maux, s'ils refusent de le donner. Car, quoi qu'il n'y ait personne, qui n'aime mieux vaincre, qu'être vaincu; tout homme raisonnable, qui se voit réduit à l'impossibilité de résister plus long-tems, ne balancera pas à choisir le moindre de deux maux, & il ne trouvera pas que ce soit pour lui un parti défavorable, de se soumettre à l'empire du Vainqueur (4), afin de se conserver la vie.

§. IV. MAIS que dirons-nous des Conquêtes injustes? Il n'y a point de doute, que, d'une partie de ceux qui le composent, malheur dont on les menace, soit & se soumettre à la domination ou tout le monde avoue aussi, que les uns de périr, sans avoir aucun secours d'un autre Prince. Mais la question est comment un Usurpateur peut rendre maître, d'un Pouvoir légitime. Il est certain, que toute Convention est nulle, & que celui, qui a été tenu de le réparer. Il est l'Usurpateur ayant reçu de Dieu, en conséquence du consentement fait à la rendre à Dieu, & non pas au simple le pouvoir de choisir & de désigner le sujet auquel Dieu doit communiquer la Majesté Souveraine; pourvu que le Peuple ait une fois recouvré ce pouvoir, il lui sera, je pense, assez indifférent après cela, que l'Usurpateur retienne la prétendue Majesté, ou qu'il la rende à Dieu, de qui il la reçut.

§. III. (1) J'ai indiqué ici en deux mots le contenu de dix-huit ou vingt lignes de l'Original, qui ne sont qu'une répétition de ce que l'Auteur avoit déjà dit, Liv. IV. Chap. VI. §. dern. Presque dans les mêmes termes. Il y a ici de plus seulement ce passage de Xénophon : *Οὐδὲ γὰρ ἔστιν ἀμείνων ἔσθ' ὅς ποτε πᾶσι ἀνέσθῃ.* „ Rien „ ne nous appartient si bien que nous-mêmes. *Cyrop.* Lib. IV. pag. 52. Ed. H. Steph.

(2) Voyez ce que l'on dira ci-dessous, sur Liv. VIII. Chap. VI. §. 27.

(3) C'est même (ajoute ici l'Auteur dans les dernières Editions) une maxime fort louable que celle des anciens Incas ou Rois du Pérou, qui croioient qu'un Conquérant doit étendre peu à peu, & sans violence, les

bornes de son Empire, en tâchant de gagner par sa douceur les Peuples sur qui il veut régner. *Cortés, de la Vega, Hist. des Incas. Liv. II. Chap. XII.*

(4) Ce n'est pas seulement par cet acte de clémence que le Vainqueur exerce envers les Vaincus, qu'il acquiert sur eux un empire légitime. Le titre de la Souveraineté est encore fondé sur ce que les Vaincus s'étant engagés à la Guerre avec lui, après l'avoir offensé, & lui avoir refusé la juste satisfaction qu'ils lui devoient, ils se sont exposés par là au sort des armes, & ont tacitement consenti par avance à toutes les conditions que le Vainqueur voudroit leur imposer. *De Offi. Hom. & Civit.* Lib. II. Cap. X. §. 2.

Il faut donc, à mon avis, distinguer ici d'abord, si l'Usurpateur a changé le Gouvernement Démocratique en Monarchique, ou bien s'il a chassé le légitime Monarque. Dans le dernier cas, il est obligé de rendre la Couronne à celui qu'il en a dépouillé, tant que celui-ci, ou ses Héritiers, sont encore au monde, ou du moins jusqu'à ce qu'ils aient manifestement renoncé à toutes leurs prétensions; & c'est ce que l'on présume, lors qu'il s'est passé un fort long espace de tems (b), sans qu'ils aient témoigné faire le moindre effort pour recouvrer le Roiaume. Mais cela n'empêche pas que, pendant même que l'Usurpateur n'a encore aquis aucun titre capable de mettre sa conscience en repos, les Sujets ne soient indispensablement tenus de lui rendre l'obéissance qu'ils lui ont promise : bien entendu qu'ils ne lui aient prêté serment de fidélité qu'après avoir fait, en faveur du Roi dépossédé, tout ce qu'il pouvoit raisonnablement exiger d'eux (c). A l'égard du premier cas, le parti qui paroît le plus raisonnable, est de dire, qu'un Peuple pouvant être aussi heureux sous un Gouvernement Monarchique, que sous un Gouvernement Démocratique, il se console aisément de la perte de sa Liberté, si le nouveau Roi le traite avec douceur, & gouverne comme il faut. Il suffit donc qu'il ait régné paisiblement pendant quelque peu de tems, pour donner lieu de présumer, que le Peuple s'accoutume de sa domination, & pour effacer ce qu'il y avoit de vicieux dans la manière dont elle avoit été aquisée. On ne doit pas même avoir égard ici aux murmures d'un petit nombre de Citoyens, puis qu'il n'y a point de forme de Gouvernement, sans en excepter celles que les Citoyens eux-mêmes ont établie avec une entière liberté, qui soit toujours au gré de tous les Particuliers, & qui ne trouve des mécontents. Mais si un Prince, qui s'est rendu maître par force d'une République; maltraite les Citoyens; je ne saurois me persuader qu'ils soient, en ce cas-là, obligés en conscience de lui obéir. Car je ne sai si personne en croira ceux qui nous disent gravement, & sans en alléguer aucune raison, (d) *qu'il n'importe de quelle manière on ait aquis la Souveraineté, & qu'elle demande toujours & par tout une obéissance égale, que y réponds.* Il est certain au contraire, que, si un Prince, après s'être emparé du Gouvernement par fraude ou par violence, l'exerce avec une cruelle tyrannie, & ne se soucie que par une oppression manifeste des (e) Citoyens; le terme le plus long qui est requis d'ailleurs pour prescrire, ne donne à un tel Usurpateur aucun titre légitime; la longue possession n'emportant autre chose, par rapport à lui, qu'une longue continuation d'injustices.

(b) Voyez *Justin.*  
Lib. XL. Cap. II.  
num. 3. *Ed. Grav.*

(c) Voyez *Grotius.*  
Lib. I. Cap. IV.  
§. 16, 19. & Lib.  
II. Cap. IV. §. 14.

(d) *Hornius, de*  
*Civ. Lib. II.*  
Cap. IX. §. 4.

(e) Voyez *Justin.*  
Lib. III. Cap. V.  
num. 2.

§. V. ON peut demander ici, comment & en quel tems un Peuple, qui a chassé son Roi, entre à juste titre dans la liberté du Gouvernement Démocratique? Pour répondre à cette question, il faut distinguer les cas.

Comment un Peuple est dégagé de l'obéissance qu'il devoit à son Souverain :

1. Si les habitants d'une Ville ou d'un Pais ayant secoué, pour quelque raison que ce soit, le joug de leur Souverain, s'érigent en République, & traitent ensuite sur ce pied-là avec leur ancien Maître; ils deviennent dès-lors libres de plein droit, & ils n'ont que faire d'attendre le terme de la Prescription.

2. Si un Prince a été justement dépouillé de la Couronne, ses Sujets recouvrent dès-lors leur Liberté, sans avoir besoin d'une longue possession, ni d'être reconnus indépendans par leur ancien Maître; à moins que cet aveu ne soit nécessaire pour ôter tout prétexte aux injustes querelles qu'il pourroit leur faire à l'avenir (a).

(a) Voyez *Baundin, de Inducis*  
*Belli Belgici.*  
Lib. III. p. 172.

3. Si des Sujets se sont injustement soulevés contre leur Prince, la Liberté, dont ils se sont mis en possession, n'est fondée sur aucun titre légitime, tant que leur ancien Maître a les armes à la main pour tâcher de les mettre à la raison, ou que du moins il a protesté hautement de son droit. De sorte qu'ils doivent toujours être regardez comme des Sujets rebelles, jusqu'à ce que, par un long silence, le Roi déthroné donne lieu de présumer qu'il a renoncé à toutes ses prétensions.

4. Si les habitants d'une Ville, ou d'un Pais, se voient pressés par l'Ennemi, implorent en vain la protection de leur Roi, qui ne se trouve pas en état de les secourir, en sorte

N. n. 3. qu'ils

qu'ils soient réduits à se défendre eux-mêmes, comme ils peuvent, par leurs propres forces & par leur propre conduite; le droit qu'avoit sur eux leur ancien Maître, finit, à mon avis, lors qu'il a été long-tems sans se mêler en aucune manière de ce qui se passoit chez eux; car cela fait voir manifestement, qu'il ne se soucie plus de ce Pais-là, & qu'il l'abandonne. Il peut bien arriver quelquefois qu'un Roi ou un Etat Populaire soient (b) contraints de laisser pour quelque tems sans secours une Ville ou un Pais de leur dépendance:

(b) Voyez T. Liv. Lib. III. Cap. VI. & Lib. XXII. Cap. XXI.

(c) Voyez le même Auteur, Lib. XXXV. Cap. XVI.

Il y a différentes manières d'établir un Souverain par vote d'*Election*.

de leur domination, si-êôt que le péril est passé; regarder comme son Souverain, celui qui, n'ayant long-tems de prendre soin de lui, & d'exercer sa souveraineté (c).

certains, qui tiennent leur Autorité d'un consentement sur le Trône, ou par voie d'*Election*, ou par lors qu'un Peuple désigne une certaine personne, Après quoi, si tôt que la délibération du Peuple, réunie à cette personne-là, & qu'elle a accepté cet le Pouvoir Souverain, en lui promettant une

es d'*Election*, l'une entièrement libre, l'autre générale, lors que l'on peut choisir sans exception quiconque sont nécessaires pour gouverner l'Etat, ou ceux en peu de tems. L'autre, c'est lors que l'on est d'une certaine Nation, ou d'une certaine Famille,

Mais, si l'on considère le droit d'*Election* comme toute Election par elle-même est entièrement libre, par laquelle certaines sortes de gens sont exclues qu'il n'abolisse ensuite cette Ordonnance, lors quelquefois le Peuple confère le droit d'*Election* à auxquels il prescrit ordinairement certaines Loix à qu'ils choisissent: & en ce cas-là l'*Election* n'est

pas entièrement libre par rapport à ceux qui la font immédiatement. En certains Lieux le droit de Succession entre pour quelque chose dans l'*Election*, puis que la Couronne y passe ordinairement aux Héritiers du Prince décédé, mais en sorte que le consentement du Peuple, ou des Grands du Royaume, intervient dans l'élévation du Successeur, non pas, à mon avis, comme une simple inauguration, ou un simple hommage, mais comme une approbation, par laquelle ils déclarent, qu'ils ne trouvent rien dans le Fils, qui le rende indigne de succéder à son Père: car le Peuple peut avoir conféré la Souveraineté à un Prince, & à ses Descendants, à condition, par exemple, que ceux-ci ne se trouvent pas incapables de régner.

De l'*Interregne*.

§. VII. L'*ELECTION* au reste se fait ou par un Peuple naissant, ou par un Peuple déjà formé. Dans le premier cas, après la première Convention originale, & la délibération prise sur la forme du Gouvernement, on procède à l'*Election*, ou tous en Corps, ou par des Députés: en sorte qu'aussi-tôt que la Convention entre le Peuple & le Roi élu est conclue & arrêtée, il résulte de là une Monarchie parfaite. Mais, dans une Monarchie déjà formée, il peut arriver que le Roi meure, sans qu'on ait encore nommé son Successeur; & alors il se fait un (1) *Interregne*.

Pour savoir quelle idée on doit se former de la constitution d'un Etat pendant l'*Interregne*, il ne faut que considérer les liens d'où dépend l'union d'un Etat parfait. Comme la dernière Convention, ou celle qui se fait entre le Roi, & les Citoyens, est ce qui ache-

§. VII. (1) Voyez la Dissertation de notre Auteur, de *Interregno*, qui est parmi ses Dissertations Académiques.

ve de former l'Etat, & qui produit actuellement la Souveraineté; il est clair, que, lors que le *soyer propre* de la Souveraineté vient à manquer, le Roiaume n'est plus qu'un Corps imparfait, uni seulement par la Convention originale des Etats, qui consiste en ce que chaque Particulier est censé s'être engagé envers tous les autres à former une seule & même Société Civile. Cet engagement acquiert néanmoins beaucoup de force par la vûe d'une commune (2) *Patrie*, & de la liaison qui en résulte, laquelle tient un peu de la parenté; comme aussi par l'intérêt des Citoyens, qui ont la plupart leurs biens attachez au Pais (3), d'où ils ne sauroient les transporter ailleurs qu'avec beaucoup de peine, & qui, outre (4) la douceur du Climat, auquel ils sont accoustumés dès leur enfance, trouvent là toutes les personnes qui leur sont les plus chères, & avec lesquelles ils sont étroitement unis par le sang, ou par l'alliance. C'est pourquoi il y a une plus forte liaison entre les Citoyens d'un Etat, pendant l'Interregne, qu'entre les Soldats, sur tout ceux des troupes étrangères, après la mort de leur Général; la plupart des derniers n'ayant point de Patrie, ou du moins étant de différens Pais. Ainsi les gens un peu accommodés, pour conserver & mettre en sûreté tout ce qu'ils ont, entretiennent la paix avec leurs Concitoyens, pendant l'Interregne, & s'empresrent à rétablir parmi eux le Gouvernement. Au reste, quoique l'on puisse appeller, avec un ancien Historien, un Roiaume pendant l'Interregne (5), *un Etat sans Gouvernement, & une Armée sans Général*: cependant, comme tant que le Gouvernement n'a pas encore été mis entre les mains d'une personne ou d'une Assemblée (a), l'Etat naissant tient quelque chose d'une Démocratie; & que d'ailleurs il est naturel, que quand celui, à qui une Multitude avoit confié le soin de la gouverner, vient à mourir, sans qu'il y ait aucun Successeur désigné, elle pourvoie elle-même à sa propre conservation & à ses besoins; les Interregnes produisent une espece de Démocratie établie seulement pour un tems, en sorte que l'on doit pendant ce tems-là administrer en commun les affaires publiques, & élire un nouveau Roi d'un commun consentement; à moins que l'on ne trouve à propos de changer la forme du Gouvernement. Du reste, le Peuple, pendant l'Interregne, ne constitue pas proprement une Démocratie parfaite, puis qu'il n'a point encore résolu de laisser la Souveraineté entre les mains de l'Assemblée générale de tous les Citoyens, & que les Loix & les Coutumes publiques sont encore accommodées au Gouvernement Monarchique. Il peut arriver néanmoins, lors que le Roiaume est composé de plusieurs parties considérables, par exemple, de diverses Nations, de différentes Provinces, & d'un nombre de grandes Villes, qu'il résulte de là, pendant l'Interregne, une espece d'Etat (b) *Composé*.

(a) Voyez ci-dessus, Chap. V. §. 6.

(b) *Systema Civitatum*. Voyez ci-dessus, Chap. V. §. 16, & suiv.

(c) Lib. I. Cap. III. §. 7. num. 2.

De ce que nous venons de dire, il paroît, en quel sens il faut entendre ce que Grotius (c) dit, avec plusieurs autres, que *quand la Famille Royale vient à manquer, la Souveraineté retourne à chaque Peuple*. C'est-à-dire, qu'encore que, pendant l'Interregne, le Peuple n'ait pas proprement la Souveraineté, puis qu'on n'a point encore pris de délibération, par laquelle le Gouvernement ait été mis pour toujours entre les mains de l'Assemblée générale

(2) On peut consulter aussi la Dissertation de notre Auteur, de *Obligations erga Patriam*, qui se trouve dans le même Ouvrage, que je viens de citer.

(3) Καὶ γὰρ οἱ πόλιν μὴ πολίταις οἷον, γὰρ μὴ ἢ χρεῖται ὡς πᾶσα γὰρ πατρίδα αὐτοῖς ἴση, καὶ ἢ διὰ τὰ ἐθνικὰ ἔχουσιν, ὡς δὲ αὐτοῖς οἷον, ὡς δὲ πατρίδα τὸ ἴδιον αὐτοῖς ἀγαθόν, ὅτι τὸ αὐτῶν ἴδιον κτήνη ἔχουσιν, διὰ τὸ μὴ τὴν πόλιν, ἀλλὰ τὴν πόλιν πατρίδα αὐτοῖς ἴσην. „ Ceux qui étant Citoyens de naissance, sont dans ces „ sentimens, que tout Pais, où ils peuvent trouver de „ quoi vivre commodément, est leur Patrie; donnent „ lieu manifestement de penser, qu'ils préféreroient leur „ intérêt particulier au bien de l'Etat; parce que ce „ n'est pas l'Etat qu'ils regardent comme leur Patrie, „ mais les biens qu'ils y possèdent. *Isque, contra Philonem*, Orat. XXX. Cap. II. p. 471. Voyez aussi *Anstiphen*,

Orat. XVI. C'est pour cela que les anciens Romains ne prenoient pour Soldats que ceux qui avoient de quoi; afin que les biens de chacun fussent un gage de sa fidélité, *ἐλπίοντες τὰς πόλιν ἰσὺς ἑαυτῶν κτήνη, ὡς αὐτοῖς*, comme le dit Plutarque, dans la vie de Marius, pag. 410. A.

(4) *Titus Live* fait cette réflexion, que *Struon* auroit rendu un mauvais service à la République Romaine, si, par un désir trop précipité de la Liberté, il eût chassé quelcun des premiers Rois, avant que l'amour de la Patrie eût uni cette multitude de gens ramassés de toutes parts, *prinsquam pignora conjugum ac liberorum, caritatisque ipsius soli, cui longo tempore affueverunt, animos eorum confecerat*. Lib. II. Cap. I.

(5) *Timor deinde Patris inesset; ne civitatem sine imperio, exercitum sine duce, multarum circa civitatum irritatis animis vis aliqua externa adoriretur*. Lib. I. Cap. XVII.



nérale de tous les Citoyens; le Peuple peut néanmoins, en attendant, exercer ou par lui-même, ou par ses Députés, tous les actes de la Souveraineté qu'il juge nécessaires pour sa propre conservation. Car c'est se tromper que de dire, comme font quelques-uns, qu'après l'extinction entière de la Famille Régnante, le pouvoir d'exercer la Souveraineté ne retourne pas au Peuple, mais seulement le pouvoir de se choisir un autre Prince; comme s'il falloit nécessairement que le Peuple créât un nouveau Roi, & comme s'il ne lui étoit pas libre de changer désormais le Gouvernement en Aristocratique, ou Démocratique.

De ceux qui sont  
déclarez Régens  
du Royaume pen-  
dant l'Interregne.

(a) Les Latins  
les nommoient  
Interreges.

(b) Voyez *Con-  
seils de union  
Lusitan.* Lib. III.  
p. 116.

(c) Voyez *Bodin,  
de Rep.* Lib. III.  
Cap. II. p. 417.

(d) Voyez *T. Liv.  
Lib. I. Cap. XVII.  
& Démy & Hal-  
carn.* Lib. II. com-  
me aussi l'histoi-  
re de l'Interre-  
gne de Pologne,  
après la mort de  
Sigismund, dans  
*Paul. Piassec. ad  
ann. 1632.*

Examen de l'o-  
pinion de *Hobbes*  
sur l'Interregne.  
(a) *De Civ.* Cap.  
VII. §. 16.

§. VIII. MAIS c'est une très-sage précaution que celle des Etats, qui, pour prévenir les troubles & les inconvéniens ordinaires de l'Interregne, désignent par avance ceux qui doivent prendre en main les rênes du Gouvernement durant l'Interregne. De quelque manière qu'on appelle ces Régens (a) du Royaume, ce ne sont que des Magistrats à tems, & pour ainsi dire, par provision, qui exercent au nom & en l'autorité de tout le Peuple, les actes de la Souveraineté, du moins autant qu'il est nécessaire pour entretenir la paix dans la Société: du reste ils sont sujets à rendre compte au Peuple de leur administration, à quoi le nouveau Roi même les oblige quelquefois au nom du Peuple. Dès que ce Roi est créé, ou que l'on a établi une autre forme de Gouvernement, leur Pouvoir finit de lui-même. Que s'il y a, dans un Royaume, un Conseil d'Etat perpétuel, mais qui pendant la vie du Roi n'avoit aucune part à la Souveraineté, elle ne lui revient pas de droit après la mort du Roi. On ne sauroit mieux faire à la vérité que de donner la Régence du Royaume à ce

Roi, avoit eût sous lui l'administration d'une partie des avoir qu'il exerce pendant l'Interregne, est censé lui appartenir: car celui qu'il tenoit du Roi en forme de Magistat que le Roi vient à mourir sans laisser (b) aucun Successeur, c'est désormais par la concession du Peuple, & non par la volonté du Roi, (c). Ainsi il ne sauroit légitimement garder la Régence le veut; moins encore s'ériger en Souverain perpétuel d'un Gouvernement Aristocratique: car c'est à tout le Peuple du Gouvernement, comme il le juge à propos; à tout le Peuple de le laisser subsister l'ancienne.

ière, il est bon d'examiner les paroles suivantes de *Peuple aîs conféré la Souveraineté à une personne pour la les Citoyens se soient séparés sans rien régler du tout ni s'assembler après la mort de celui qui vient d'être élu.* En

ce cas-là, il est clair, que le Peuple n'est plus une seule Personne Morale, mais une multitude de gens qui n'ont point de liaison ensemble, & dont chacun a une pleine liberté de s'assembler avec qui il veut, en divers tems & en divers lieux. . . . Ainsi un Monarque établi de cette manière, est obligé, en vertu de la Loi Naturelle qui défend de rendre le mal pour le bien, à prendre des précautions, afin que l'Etat ne vienne pas à être détruit après sa mort; & c'est ce qu'il peut faire, ou en marquant un certain tems & un certain lieu, dans lequel les Citoyens pourront s'assembler, s'ils veulent, ou en nommant son Successeur, selon qu'il le juge à propos pour le Bien Public. Mais il est faux; qu'un Peuple, qui, après l'élection d'un Roi, n'a point réglé le tems & le lieu d'une autre Assemblée, devienne, après la mort du Roi, une multitude de gens sans liaison. J'avoue, que ceux qui s'étaient assemblés pour former une Société Civile, se séparent sans prendre aucune délibération sur la manière dont ils doivent tenir désormais leurs Séances, ni sur la forme du Gouvernement, demeurent chacun dans le même état où ils étoient auparavant. Mais pour ceux qui se sont soumis à la domination d'un Roi, & qui par là ont formé un Etat parfait, dans lequel ils se sont établis; on ne sauroit présumer; qu'ils aient été si peu soigneux de leur conservation & de leurs intérêts, que de vouloir que cet Etat fût détruit presque dans sa naissance, c'est-à-dire, après la mort du Roi, & que tous les Citoyens rentrassent,

au bout d'un si petit espace de tems, dans l'indépendance & dans l'Anarchie de l'Etat Naturel. Lors donc que le Roi élu n'a point reçu, avec la Couronne, le droit de la laisser à ses Héritiers, ou de nommer tel Successeur que bon lui sembleroit; les Citoyens conviennent, du moins tacitement, de se rassembler incontinent après la mort du Roi, & cela ou dans le lieu qu'ils avoient accoutumé de choisir pour leurs Assemblées, ou dans celui qui étoit le domicile ordinaire du Roi défunt. Il est même bien difficile qu'il ne se trouve, parmi le Peuple, des Citoyens distingués, qui ont assez de crédit pour tenir les autres dans leur devoir, pendant l'Interregne, & pour les obliger à pourvoir incessamment aux besoins de l'Etat. De là il paroît encore quel jugement on doit faire de cette autre pensée du même Auteur: (b) *Lors, dit-il, qu'un Monarque se démet de la Souveraineté, & y renonce pour lui & pour ses Héritiers, les Sujets rentrent dans la Liberté absolue de l'Etat Naturel.* Cela peut être admis, si on entend seulement, que les Citoyens recouvrent un plein droit de régler désormais, comme ils l'entendront, la forme du Gouvernement; mais non pas en ce sens, qu'ils deviennent dès lors une Multitude sans liaison.

§. X. IL survient une autre espèce d'Interregne dans les Roiaumes Héritaires, lors que le Roi en mourant a laissé la Reine enceinte, ou que du moins il l'a crue telle. A la vérité la plupart des Nations s'accordent à reconnoître, que l'on peut transférer quelque droit (a) aux enfans même qui sont encore dans le sein de leur Mère, quoi qu'ils ne soient pas capables d'en faire actuellement usage. Or, tant qu'il y a un sujet propre de la Souveraineté, il ne survient point d'Interregne: d'où vient que, quand un Roi est Mineur, ou qu'il tombe entre les mains des ennemis (1), il n'y a point d'Interregne proprement ainsi dit. Mais cependant, avant que la Reine ait accouché, on n'est pas assuré si l'Enfant naîtra mort ou en vie, & si c'est un garçon ou une fille; ce qu'il est absolument nécessaire de savoir dans les Etats où le Roiaume ne tombe pas en quenouille. Ainsi jusques à ce que l'événement ait éclairci tout cela, le Peuple n'acquiert pas les droits qu'il auroit dans un Interregne bien évident; de sorte qu'en attendant le Roiaume doit être gouverné de la même manière qu'il le seroit durant la Minorité du Roi (b).

§. XI. L'AUTRE manière dont les Rois sont établis, c'est le droit de la Succession, par lequel ceux qui ont une fois aquis la Couronne, la transmettent à leur postérité. L'ordre de cette (a) Succession est réglé ou par la volonté du Roi, ou par celle du Peuple (1).

Dans les Roiaumes Patrimoniaux, chaque Roi est en droit de régler la Succession comme il le juge à propos; & lors qu'il a expressément déclaré sa volonté là-dessus, on doit la suivre aussi religieusement que si c'étoit le Testament d'un simple Particulier. Ainsi un Prince qui est Roi sur ce pied-là, peut partager également le Roiaume à ses Enfans, sans en excepter les Filles; & au défaut d'Enfans Légitimes, appeler à la Succession un (b) Fils Naturel, ou un Fils Adoptif, ou même toute autre personne qui n'est son parent en aucune manière (c). Que s'il n'a point nommé de Successeur, il faut suivre alors l'ordre naturel de la Succession. Car on présume, qu'il n'a pas prétendu faire tomber l'Etat, après sa mort, dans une Anarchie pernicieuse à ses Sujets, ce qu'il n'auroit pu vouloir sans une grande inhumanité: d'autant plus que, s'il avoit eû ce dessein, il lui étoit aisé de le faire connoître; & en ce cas-là les Citoyens auroient pu par avance prendre de bonnes mesures pour prévenir de si fâcheux inconvéniens. D'ailleurs, on a lieu de croire, que les Rois, aussi bien que les autres Hommes, ne prétendent pas que les biens, qu'ils ont aquis, périssent après leur mort, ou soient abandonnez au premier occupant, mais qu'ils

(b) *Leviath. Cap. XXI.*

De l'Interregne qui survient par la mort d'un Roi, qui laisse la Reine enceinte. (a) *Voiez ce que disent les Perles, au sujet du Roi Sapor, lors qu'il étoit encore dans le sein de sa Mère: apud Agath. Lib. IV. Cap. X. (b) Voiez De Serres, Inventaire de l'Hist. de Philippe de Valois, au commencement.*

De la Succession dans les Roiaumes Patrimoniaux. (a) *Voiez Gratius, Lib. II. Cap. VII. §. 12, 13.*

(b) Comme, par exemple, *Alphonse V. Roi d'Aragon, laissa le Roiaume de Naples à Ferdinand. Voiez Guicciardin, Lib. V. (c) Voiez Justin, Lib. XXI. Cap. V. num. 10. ou Phrabate laissa l'Empire des Parthes à Mithridate son Frere, à l'exclusion de tous ses Enfans.*

§. X. (1) Il est pourtant arrivé quelquefois (ajoutoit ici notre Auteur) que les parens d'un Roi prisonnier l'ont tenu pour civilement mort; au lieu qu'ils auroient dû se contenter de prendre en son nom l'administration des affaires publiques, jusques à ce qu'il fût sorti de captivité, ou véritablement mort dans sa prison. Voiez *Justin, Lib. XXXVI. Cap. I. & Trebell. Pollio, in Gal-*  
T O M. II.

*lien. Cap. I. Plutarch. in Demetr. p. 914. D. & Dio Cassius, Lib. XXXVI.*

§. XI. (1) *Voiez Mr. Buddé, dans sa Dissertation, de Testamentis Summorum Imperantium, & speciatim Caroli II. Hispan. Reg. Cap. I. §. 21, & seqq. & le Discours sur le Gouvernement, par Mr. Sidney, Chap. III. Sect. XVIII.*

veulent au contraire les laisser aux personnes qui leur étoient les plus chères. Ainsi, dans les Roiaumes Patrimoniaux, l'ordre de la Succession, lors que le Roi défunt n'a point fait de Testament, doit être réglé de la même manière que dans les Successions des simples Particuliers; autant que la constitution & le salut du Roiaume le permettent. Car, quoi qu'un Père puisse aimer quelcun de ses Enfans plus que tous les autres; s'il est raisonnable, il saura si bien tempérer cette préférence, qu'elle ne tourne pas au préjudice de la Famille, dont la conservation dépend pour l'ordinaire d'une juste distribution des biens qu'il laisse; & c'est ce que l'on doit présumer, lors qu'il n'a pas déclaré expressément le contraire. Cela posé, il s'ensuit 1. Que le Roi d'un Etat Patrimonial veut que la forme du Gouvernement demeure Monarchique après sa mort, comme elle l'étoit sous lui, tant qu'il n'a rien fait ni dit par où il témoignât la désapprouver. 2. De plus, comme tous les Hommes souhaitent naturellement du bien à ceux qui leur procurent de l'honneur & de la gloire, préférentiellement à tous les autres; & que les Enfans sont ceux dont l'élévation & la puissance contribue le plus à immortaliser la mémoire d'un Père: il est censé vouloir du bien à ses Enfans, plutôt qu'à toute autre personne: car, à moins qu'il ne s'en soit expliqué formellement, on ne présume pas qu'il ait été assez fou pour vouloir frustrer ses Enfans d'une si belle Succession. & la laisser au premier occupant, ou en faire une pomme de discorde. *Hobbes* (d) ajoute pourtant cette exception: *S'il n'y a point d'indice manifeste d'où l'on ait lieu d'inférer, que le Roi, qui est mort sans faire Testament, n'a pas prétendu que la Couronne passât à ses Enfans; comme, par exemple, une Coutume établie depuis long-temps, & qui a été observée dans plusieurs Successions: celui qui ne désigne point son Successeur, étant censé consentir, que l'on suive la Coutume.* Mais cette Coutume, soit qu'elle tire son origine du premier Auteur de la Famille Régnaute, ou de quelcun de ses Descendans, est devenue une Loi Fondamentale de l'Etat. Or ce n'est pas de quoi il s'agit ici: car nous cherchons quel doit être l'ordre de la Succession, lors que le Roi ne l'a point réglé, & qu'il n'y a point d'ailleurs de Loi ni de Coutume qui le détermine. 3. On présume encore, qu'un Roi veut non seulement que son Roiaume conserve une forme régulière, c'est-à-dire, que les parties de la Souveraineté ne soient pas divisées entre plusieurs Frères, ou plusieurs autres parens au même degré, & qu'ils ne gouvernent pas non plus par indivis avec un même pouvoir; mais encore que l'on ne démembre pas le Roiaume, en sorte qu'au lieu d'un il s'en forme plusieurs distincts: l'une & l'autre de ces choses étant fort contraire au bien de l'Etat; & à l'avantage de la Famille Régnaute. 4. Les Enfans Mâles, quoi que plus jeunes, doivent être préférés aux Filles; parce qu'ordinairement les femmes ne sont pas si capables, que les hommes, de bien conduire un Etat; & que leur Gouvernement est presque toujours sujet à des inconvéniens fâcheux, sur tout lors qu'elles montent sur le Trône paternel à l'exclusion de leurs Frères. 5. Entre plusieurs Enfans de même sexe, le plus âgé doit succéder, non seulement à cause qu'il est censé surpasser les autres en prudence, aussi bien qu'en années, mais encore parce que tous les Frères sont égaux à l'égard de la liaison du sang qu'ils ont avec leur Père, de sorte que, s'il falloit donner la Couronne au plus digne de la porter, cela produiroit entr'eux des inimitiez & des discordes funestes, comme (e) on l'a vû depuis peu dans l'Empire du *Grand Mogol*. Pour prévenir donc ces désordres, le meilleur est de suivre (f) l'ordre de la naissance, sur lequel aussi presque toutes les Nations se règlent ici constamment, comme sur une Loi que la Nature elle-même nous suggère. Mais il faut que l'Aîné, qui hérite par le bonheur de la naissance, donne à ses Frères de quoi s'entretenir honnêtement selon leur condition (g). Car il n'est ni nécessaire, ni possible, de les dédommager en leur donnant la valeur de ce à quoi pourroit se monter leur portion, si le Roiaume étoit partagé entre tous. Supposons, par exemple, quatre Frères: d'où est-ce que l'Aîné pourroit tirer assez d'argent pour paier la valeur des trois quarts de son Roiaume? 5. Si le Roi est mort sans Enfans, les Frères ou les Sœurs doivent succéder, & à leur défaut le plus proche parent, sauf néanmoins

(d) *De Cive*, Cap. IX. §. 25.

(e) Voyez les *Voyages de Bernier*.  
(f) Voyez *Xenoph.* *Cyrop.* Lib. VIII. pag. 139. Ed. *Henr. Steph.* dans le dernier Discours de *Cyrus*, à ses Enfans.  
(g) Voyez *Boetius*, sur *Grotius*, Lib. II. Cap. VII. §. 13.

moins toujours la prérogative de l'âge, & du sexe. La Couronne peut même échoir aux plus proches Héritiers du dernier Roi, quoi qu'ils ne soient pas de la race du fondateur de la Monarchie, non seulement si le Roi défunt l'a ainsi ordonné expressément, mais encore si cet ordre de Succession est établi dans le Roiaume à l'égard des Particuliers : car on présume que le Roi a voulu qu'il eût lieu au sujet de son propre patrimoine (h), tant qu'il ne paroît point d'acte formel, par lequel il en ait disposé autrement. *Hobbes* (i) ajoute ici une autre Règle, qui n'est pas aussi incontestable. *De la même manière*, dit-il, *que l'on hérite de la Souveraineté, on hérite aussi du droit de succéder à la Couronne. Car, si un Aîné meurt avant son Père, il est censé avoir transmis son droit aux Enfants qu'il laisse, à moins que le Père n'en ait disposé autrement. Ainsi les Petits-fils ou Petites-filles doivent succéder préférentiellement à leurs Oncles* (k) *Paternels*. J'avoue que ce droit de (2) *Représentation* est extrêmement favorable, & qu'on a raison d'y avoir beaucoup d'égard, afin que les Enfants ne soient pas frustrés de la Succession, pour avoir eu le malheur de perdre de bonne heure leur Père, de qui ils l'attendoient. Cependant, comme tant que le Père est en vie, le Fils n'a pas un plein droit sur ses biens, mais seulement l'espérance d'en hériter un jour; & qu'il ne paroît pas absolument nécessaire qu'une espérance, qui n'a pas encore acquis force de droit, passe aux Enfants du défunt : le Droit Naturel tout seul ne donne pas incontestablement la préférence aux Petits-fils par dessus leur Oncle, à moins que cette prétention ne soit soutenue par les Loix du Roiaume, ou par la Coutume (l).

§. XII. **M A I S**, dans les Roiaumes qui ont été établis par un consentement libre du Peuple, l'ordre de la Succession dépend aussi originairement de la volonté du Peuple. Si donc le Peuple, en se choisissant un Roi, lui a non seulement conféré la Souveraineté, mais encore donné expressément le pouvoir de nommer son Successeur (ce qui n'arrive guères;) en ce cas-là, celui qui aura été désigné par le Roi défunt, succédera incontestablement. Mais si le Peuple s'est réservé à lui-même le droit de régler l'ordre de la Succession, comme cela se fait ordinairement; ou il a voulu que l'on suive les règles des autres Successions, autant qu'elles peuvent être appliquées à la Succession au Roiaume, sans préjudice de l'Etat, ou bien il les a modifiées d'une façon particulière. La première sorte de Succession s'appelle *purement Héritaire*, & l'autre *Linéale*.

A l'égard de la *Succession purement Héritaire*, voici à peu près en quoi le bien de l'Etat demande qu'elle suive une route un peu différente des Successions des Particuliers (a). 1. Le Roiaume ne doit pas être partagé entre plusieurs Frères, ou autres Héritiers au même degré; (1) autrement on affoiblirait l'Etat, & l'on diminueroit l'union & la concorde des Citoyens. 2. Il faut que la Succession demeure dans la postérité du premier, & qu'elle ne passe pas à ceux qui ne lui sont parens qu'en Ligne Collatérale, moins encore à ceux qui ne sont unis avec lui que par des liaisons d'Affinité (b). En effet le Peuple a prétendu donner la Couronne à ce Roi & à sa postérité; de sorte que, dès qu'il ne reste plus aucun de ses Descendans, le droit de disposer du Roiaume retourne au Peuple. 3. On ne doit admettre à la Succession que ceux qui sont nez d'un Mariage conforme aux Loix du Pais. Par là les *Enfans Naturels* ou *Bâtards* en sont exclus, quand même le Père les auroit aimés aussi tendrement que ses *Enfans Légitimes*. Car on regarde avec mépris, du moins parmi les Nations un peu polies, ceux qui sont nez d'une Mère à qui leur Père n'a pas fait l'honneur de l'épouser dans les formes, & avec qui il a eu un commerce de galanterie, plutôt qu'une véritable liaison de société. Outre que, comme ces sortes de Femmes n'ont point donné la foi de Mariage à celui à qui elles ont accordé leurs faveurs, & qu'elles ne demeurent pas continuellement avec lui, on ne peut pas être bien assuré qui est le

(h) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. VII. §. 11. num. 2.  
(i) *De Cive*, Cap. IX. §. 19.

(k) Il y a dans le Latin *Avunculi*; mais *Hobbes* a voulu dire *Patrui*.

(l) Voyez *Bodin*, de Rep. Lib. VI. pag. 144. & seqq.

De la Succession, dans les Roiaumes établis par la volonté du Peuple; & 1. de la Succession purement Héritaire.

(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. VII. §. 14. & seqq.

(b) Voyez *Boecler* sur *Grotius*, ubi supra, §. 15.

(2) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Chap. XI. §. 12.  
§. XII. (1) C'est la réflexion qu'un Historien Latin attribue aux Soldats de *Dénys*, Tyran de *Sicile*, lesquels, après la mort, élevèrent sur le Trône *Dénys* son Fils Aîné. *Exstincto in Sicilia Dionysio Tyranno, in locum ejus*

*Milites maximum natu ex filiis ejus, nomine Dionysium, susceperunt; & natura jus secuti, & quod firmitus futurum esse regnum, si penes unum remansisset, quam si portionibus inter plures filios divideretur, arbitrabantur.* Justin. Lib. XXI. Cap. I.

(c) Voyez *Mar-  
tin. Hist. Sin.*  
Lib. VI. Cap. I.  
p. 202. & ce que  
dit *Jovian. Pon-  
tan. Hist. Neap.*  
Lib. II. au sujet  
de *Ferdinand.*  
(d) Voyez *Pan-  
dulf. Collenut.*  
*Rerum Neapol.*  
Lib. IV. où l'on  
voit que la Rei-  
ne *Constance* ac-  
coucha de *Fride-  
ric II.* dans une  
tente au milieu  
de la Place pu-  
blique.

(e) Voyez *Boecler*  
sur *Grotius*, ubi  
*suprà*, §. 17.

Père des (2) Enfans qu'elles mettent au monde (c). Or il est très-important pour le bien des Roiaumes, que l'on ait du respect pour la personne du Roi, & que l'on puisse connoître, avec toute la certitude possible, le légitime Héritier de la Couronne, pour éviter toute contestation à cet égard. De là vient qu'en certains Païs les Reines (d) accouchent, pour ainsi dire, en public, de peur qu'on ne les soupçonne d'avoir supposé quelque Enfant. Les Enfans Adoptifs doivent aussi être exclus de la Succession à la Couronne, non seulement à cause que l'on a plus de respect pour ceux qui sont véritablement du sang Roial, & plus grand sujet d'espérer qu'ils hériteront des Vertus de leurs Ancêtres; mais encore parce que c'est à la postérité naturelle du Roi que le Peuple a conféré la Succession, de sorte qu'aussi-tôt que la tige Roiale vient à manquer, le droit de disposer désormais de la forme du Gouvernement retourne au Peuple : droit qui pourroit être perpétuellement éludé, si l'Adoption étoit un titre légitime pour prétendre à la Succession. 4. Entre ceux qui sont au même degré, soit réellement, ou par *Représentation*, il faut donner la préférence (e) aux Mâles par dessus les Femmes, quand même elles seroient plus âgées. 5. Entre plusieurs Mâles, ou plusieurs Femmes, qui sont au même degré (3), l'âge doit décider de la préférence. 6. Enfin, la dernière différence qu'il y a entre les Successions des Particuliers, & celles des Princes, dont le Roiaume a été originellement fondé par le Peuple, c'est que, bien que la Couronne ne parvienne au Successeur qu'après la mort de son Prédécesseur, qui la lui transfère immédiatement; ce n'est pas en vertu d'un droit propre ni par un effet de la faveur du Roi défunt, qu'elle passe au Successeur, mais seulement à son occasion. Car, dans ces sortes de Roiaumes, la Succession ne dépend pas de la volonté du dernier possesseur, mais de la volonté du Peuple, qui l'a établie dans la tige Roiale. Ainsi il n'est pas nécessaire que le Successeur, quoi que le plus proche du sang Roial, acquitte les charges du défunt, qui sont attachées à ses biens particuliers : mais il peut, si bon lui semble, en acceptant la Succession à la Couronne, renoncer à l'hérédité (4) des biens particuliers; le Roiaume étant une Hérédité tout à fait distincte & d'un ordre supérieur. En effet, on présume que l'intention du Peuple a été de déferer la Succession à la Couronne de la manière la plus avantageuse au Successeur; & il n'importe pas au Peuple de quelle manière on dispose des biens particuliers du défunt. Au contraire, si le Successeur étoit tenu de payer les dettes de son Prédécesseur, le Peuple en souffriroit, puis que, si les biens particuliers du Roi défunt ne suffisoient pas pour acquitter ces dettes, il faudroit prendre ce qui manqueroit sur le Trésor public. Ce n'est pas pour cela que le Peuple a établi l'ordre de la Succession Héritaire, mais, d'un côté, pour éviter les inconvéniens des fréquentes Elections, & afin qu'il n'y eût point d'incertitude & de disputes au sujet de ceux qui doivent succéder; de l'autre, pour rendre la personne du Roi respectable à ses Sujets par l'éclat de sa naissance, & pour avoir lieu de se promettre, que le Prince régnant prendroit plus de soin du Roiaume, & le défendrait avec plus d'ardeur, dans l'espérance de le laisser aux personnes qui lui sont naturellement les plus chères; & que son

Suc-

(2) C'étoit pour cette raison que les *Macédoniens* auroient voulu préférer *Démétrius* à *Perseus*, quoi que celui-ci fût l'aîné. *Nam etsi minoris aetate, quam Perseus esset [Démétrius], hunc tamen iusta matrefamilias, illum pallice ortum esse: illum, ut ex vulgato corpore genitum, nullam certi patris, notam habere: hunc insignem Philippi similitudinem pra se ferre.* T. Liv. Lib. XXXIX. Cap. LIII.

(3) *Démétrius*, dans *Tite Live*, accuse *Perseus* son Cadet, qui lui disputoit la Couronne, de violer par là l'ordre de la Nature, la Coutume des *Macédoniens*, & le Droit des Gens. *Cupit regnum, & quidem sceleratis cupid, qui transcendere scilicet ORDINEM AETATIS, NATURAE, MORIS Macedonum, JURIS GENTIUM.* Lib. XL. Cap. XI.

(4) C'est le sentiment de *Grotius*, Lib. II. Cap. VII. §. 19. *Gronovius*, dans sa Note sur cet endroit, critique son incomparable Auteur, mais sans aucune apparence

de raison. *Grotius* parle seulement de ce qu'un Prince a emprunté, ou doit de quelque autre manière que ce soit, non entrant que Chef de l'Etat, mais comme simple Particulier; en sorte que ses biens propres qu'il possède indépendamment du Domaine de la Couronne, sont comme hypothéqués pour l'acquit de ces dettes & de ces charges. Au lieu que toutes les raisons de *Gronovius* prouvent seulement, qu'un Successeur doit acquitter les dettes & les charges contractées par le Roi défunt en tant que Chef & Conducteur du Peuple, & pour les besoins de l'Etat; comme il seroit aisé de le faire voir, si la chose n'étoit claire à quiconque examinera cette Note avec un peu d'attention. Or c'est ce que *Grotius* ne nie pas: au contraire il l'établit lui-même assez au long, dans le Chap. XIV. de ce même Livre, §. 11, 12. Voyez ce que notre Auteur dira après lui, Liv. VIII. Chap. X. §. 8.

Successeur auroit une Vertu éminente par les impressions du noble sang dont il sortiroit, & par l'éducation Roiale qu'il auroit reçue (f).

§. XIII. \* M A I S, comme, dans l'ordre de Succession qui appelle à la Couronne le plus proche du Sang Roial, il peut aisément arriver que l'on ne voie pas bien qui doit avoir la préférence entre plusieurs personnes un peu éloignées de la tige commune, d'autant mieux que, dans ces degrez éloignez, le droit de *Représentation* s'évanouit: pour prévenir les contestations qui pourroient naître de là, plusieurs Peuples ont établi la *Succession* que l'on appelle (a) *Linéale*, & qui consiste en ce que tous ceux qui descendent du premier Roi de la Famille Régnaute sont censés former autant de lignes perpendiculaires, dont chacune a droit au Roiaume, selon qu'elle est à un degré plus proche; &, dans le même degré, selon que le sexe premièrement, & ensuite l'âge lui donne la préférence: en sorte que la Couronne ne passe point d'une ligne à l'autre, jusques à ce qu'il ne reste plus personne de la précédente. Ainsi, dans cet ordre de Succession, il n'est pas nécessaire de compter à quel degré on est proche du Roi défunt; ni d'avoir égard au droit de *Représentation*; mais chacun, selon sa proximité, acquiert, en vertu de la Loi, un plein droit de succéder en son rang, & il transmet ce droit à tous les Descendans, avec le même ordre de Succession, encore qu'il n'ait jamais régné lui-même. On appelle donc toujours à la Succession; premièrement les Enfans du dernier Roi, mais en sorte que l'on a égard aux morts, dont il reste quelque Enfant, à quelque degré qu'il soit, & que, si la ligne d'un Enfant mort se trouve avoir le pas devant celles des vivans, elle les exclut toutes; sauf d'ailleurs la prérogative premièrement du sexe, & puis de l'âge, entre ceux qui sont au même degré dans la même ligne: car il n'y a, je pense, aucun exemple d'une telle Succession, où l'âge seul ait donné la préférence aux Femmes au préjudice des Mâles. Que si le dernier possesseur de la Couronne meurt sans Enfans, on ne remonte pas jusqu'au premier auteur de la race Roiale, mais on prend la ligne la plus proche du défunt, & ainsi de suite, en observant toujours dans le même degré la prérogative du sexe, & de l'âge.

Il y a deux principales sortes de *Succession Linéale*, savoir la *Cognatique* (i) & l'*Agnatique*. La première, qui s'appelle aussi *Castillane*, parce qu'elle étoit en usage dans le Roiaume de *Castille*, a ceci de particulier, qu'entre ceux qui sont au même degré dans la même ligne, on préfère les Mâles aux Femmes, quoi que plus âgées, mais en sorte néanmoins que, lors qu'il ne reste que des Femmes, on ne passe pas pour cette seule raison à une autre ligne où il y ait des Mâles. Ainsi les Femmes ne sont point exclues de la Succession: elles vont seulement après les Mâles dans la même ligne, en sorte néanmoins que l'on revient à elles, lors que les Mâles plus proches ou d'ailleurs égaux, viennent à manquer avec tous leurs Descendans. D'où il s'ensuit, que la Fille du Fils du dernier Roi est préférée au Fils de la Fille du même Prince; & la Fille d'un de ses Frères, au Fils d'une de ses Sœurs.

Dans la *Succession Agnatique* au contraire, les Femmes & tous ceux qui sortent d'elles, sont exclus à perpétuité de la Succession. Ce qui se fait pour empêcher que la Couronne ne tombe entre les mains des étrangers, par les Mariages des Femmes; ou que des étrangers venant à entrer dans la Famille Roiale par de tels Mariages, les Descendans de l'ancienne race Roiale ne parviennent trop tard à la Couronne. Cette sorte de Succession s'appelle *Succession Française*, parce qu'elle est en usage dans le Roiaume de *France*. On peut aussi établir, que, quand tous les Mâles de la Race Roiale viendront à manquer, les Femmes alors parviendront à la Couronne (b).

Au reste, l'ordre de la *Succession Linéale* étant fort clair; s'il survient quelque contestation au sujet de la Succession, il faut d'abord examiner quelle sorte de (c) Succession est établie dans le Roiaume.

§. XIII. (i) Ces noms viennent des mots *Cognati*, & *Agnati*, qui, dans le Droit Romain, signifient; le premier, les parens du côté des Femmes; l'autre, ceux qui sont du côté des Mâles: car il n'y a que les derniers

qui héritent de la Couronne; dans l'ordre de la *Succession Agnatique*; au lieu que les uns & les autres peuvent parvenir au Trône, dans l'ordre de la *Succession Cognatique*.

(f) C'est une coutume extraordinaire, que celle des *Perfes*, rapportée par *Procope*, de *Bell. Pers.* Lib. I. Cap. XL.

\* 2. De la *Succession Linéale*, ou de branche en branche.

(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. VIII. §. 22, 23.

(b) Voyez *Guicciardin*, Hist. Lib. XII. pag. 367.

(c) Voyez la dispute sur la Succession au Roiaume de *Portugal*, dans *Connestag.*

Lib. III.

§. XIV.

*De la Succession en ligne collatérale.*

(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. VII. §. 24.

(b) *T. Liv. Lib. XXIX. C. XXIX.* & aujourd'hui dans le Roiaume de *Siam*; (*Jedoc. Schout*) & dans celui de *Fez* & de *Maroc* (*Thuan. Lib. LXV. ad ann. 1578.* & *Conestag. de un. Lusit. Lib. I. Voyez aussi Garcil. de la Vega, Hist. des Incas, L. IV. Ch. X.*

\* A qui est-ce que l'on doit remettre la décision des disputes qui surviennent entre plusieurs Prétendants à la Couronne?

(a) C'est ainsi qu'il faut expliquer ce que dit *Grotius*, *ubi supra*, §. 27.

(b) Par exemple, *Darius*, fils & *Hystaspes*, dans *Herodot.* Lib. VII. init. (Voyez pourtant *Justin*, Lib. II. Cap. X. num. 9. 10.) & *Darius* le bâtard, dans *Plutarque*, in *Artaxerxes*, init. Voyez *I. Rois*, I, 5. & suiv.

(c) *Ubi supra*.

§. XIV. ON peut aussi établir un (a) autre ordre de Succession, par lequel chacun soit appelé à la Couronne, selon qu'il est plus proche du premier Roi de la Famille Régnaute: en sorte que tous les Fils succèdent, selon leur âge; puis tous les Petit-fils, en observant le rang de l'âge de leurs Pères, & de leur âge propre; ensuite tous les Arrière-petits-fils; & ainsi de suite. Cela se pratiquoit ainsi autrefois dans le Roiaume de (b) *Numidie*; & on trouve encore aujourd'hui quelque chose de semblable en plusieurs États, aussi bien que des exemples de diverses (1) autres manières de succéder.

§. XV. \* AU RESTE, on demande ici, à qui appartient la décision des disputes qui peuvent survenir entre deux ou plusieurs Prétendants à la Couronne, sur tout dans (1) un Roiaume qui n'est pas Patrimonial? Car, lors que le droit des Prétendants n'est pas bien clair ni d'une ni d'autre part, la Loi Naturelle ne veut pas que l'on en vienne d'abord aux armes. Ici il est certain, que la nature de ces contestations ne permet pas, qu'elles soient décidées par voie d'autorité juridique, mais (a) seulement de la même manière (2) qu'on juge de celles qui s'élèvent entre ceux qui vivent dans l'indépendance de l'Etat Naturel, c'est-à-dire, n'étant ni Sujets l'un de l'autre, ni dépendans d'un Maître commun. Il se peut bien faire, que les Concurrents, pendant qu'ils disputent entr'eux la Couronne, soient soumis à l'empire de quelcun: mais la cause en elle-même est toujours de telle nature, qu'elle ne sauroit être jugée par une sentence qui ait force de Loi, comme émanant d'un Supérieur. Il n'y a personne hors du Roiaume, au sujet duquel on dispute, qui puisse se porter pour Juge d'un tel différent. Le Roi même, si la contestation commence durant sa vie, n'en est pas Juge compétent; puis que, comme on le suppose, dans les Roiaumes Patrimoniaux, le Peuple n'a point abandonné à la volonté du Roi le droit de régler l'ordre de la Succession; quoi qu'on trouve des exemples de Princes, qui (b) se fiant sur la déférence qu'on avoit pour eux, ont passé en cela les bornes du pouvoir de ces sortes de Rois. Il n'appartient pas non plus au Peuple de prononcer avec autorité sur de tels différens. Mais ce n'est pas, comme le prétend (c) *Grotius*, parce que le Peuple s'est dépossédé lui-même, en faveur du Roi & de la Famille Royale, de toute Jurisdiction, en sorte qu'il n'en conserve absolument aucune partie, tant que cette Famille subsiste: car l'affaire de la dispute au sujet de la Succession ne se rapporte pas aux choses qui dépendent de cette sorte de Jurisdiction que le Peuple a transférée au Roi; & lors qu'une pareille dispute survient durant l'Interregne, le Peuple doit alors, sans contredit, avoir du moins quelque Jurisdiction pour un tems. La véritable raison se doit donc tirer de la nature même de ces sortes de contestations. Car le Pouvoir Judiciaire ne s'exerce que sur des Sujets, qui sont indispensablement obligés de se soumettre à la sentence, & qui peuvent y être contraints avec

§. XIV. (1) Par exemple, chez plusieurs Peuples des Indes, & principalement dans toute la Côte de *Malabar*, le Fils ne succède pas au Père, mais le Neveu Maternel; parce qu'on s' imagine que celui-ci étant fils d'une Sœur du Roi, est plus certainement de la Famille Royale, que le propre Fils du Roi. Voyez *Pien della Valle*, Part. III. Ep. VI. *Hieron. Ofert. passim*; & *Phil. Bald. Descript. Malab. & Coromand.* Cap. XVII. p. 102. Dans l'île d'*Hispaniola*, les Neveux Maternels ne succèdent qu'au défaut d'Enfants: *Fr. Lopez de Gomara*, Hist. Ind. Occid. Cap. XXVIII. Au rapport du même Auteur, Cap. XII. les Neveux Maternels sont préférés aux Enfants, dans des Successions des Particuliers. Cela a lieu aussi dans le *Canada* à l'égard des Emplois & des Dignitez, aussi bien qu'à l'égard des Successions. (*Franc. Crennius*, Hist. Canad. Lib. I.) Parmi les *Charamotites*, Peuple d'*Arabie*, le Fils ne succède pas au Père, mais le premier Enfant de qualité qui vient au monde depuis que le Roi régnant est monté sur le Trône. Car, aussitôt que le nouveau Roi est couronné, on dresse une liste de toutes les femmes de qualité qui se trouvent alors enceintes, & on met des gens auprès d'elles pour voir celle qui ac-

couchera la première: après quoi on fait élever en Prince Héritier de la Couronne, cet enfant, auquel la Loi adjuge la Succession. *Strab. Geogr. Lib. XV. pag. 528. Ed. Genev. Casaub.*

§. XV. (1) Dans les Roiaumes Patrimoniaux, le meilleur est de s'en rapporter à des Arbitres, qui soient de la Famille même Royale. *De Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. X. §. 12.*

(2) Si donc le Roi ou le Peuple voient, que l'un ou l'autre des Prétendants refuse d'en venir aux voies de douceur que l'on peut trouver dans la Liberté Naturelle pour terminer les différens, & qu'il ne cherche manifestement qu'à troubler l'Etat par des Guerres Civiles, pour satisfaire son ambition: ils peuvent très-bien alors le mettre à la raison par les voies de la force; quoi que leur jugement n'emporte pas une sentence juridique. Si *Gronovius* avoit fait attention à cela, il n'auroit pas perdu tant de paroles à critiquer l'Auteur incomparable, qu'il commente, dans sa Note sur *Lib. II. Cap. VII. §. 27.* Car je ne doute pas que *Grotius* n'ait supposé ce que je viens de dire.

(3) On

avec autorité, la qualité de Sujet imposant entr'autres choses la nécessité de remettre au Souverain la décision des démêlez que l'on a avec ses Concitoiens. Or, si l'on examine bien toutes les disputes qui peuvent survenir à l'égard des Successions, dont il s'agit, on ne trouvera aucun cas qui soit tel, que le Peuple ait droit d'en décider avec autorité, de même que les Procès entre les Concitoiens se terminent par la sentence de leur Juge commun. En effet, si après qu'un Prince est monté sur le Trône du consentement du Peuple, un autre de la Famille Royale vient lui contester la Couronne, prétendant qu'elle lui appartient comme au plus proche Héritier; le Demandeur ne pourra pas alors prendre pour Juge le Peuple, qui aiant reconnu le possesseur pour son légitime Souverain, est engagé par là à maintenir son jugement; & celui qui est une fois monté sur le Trône n'aura garde non plus de se soumettre au jugement de ceux qui se sont soumis à sa domination. A plus forte raison le Peuple ne sera-t-il pas Juge compétent, s'il refuse de reconnoître celui qui se porte pour Héritier de la Couronne. Que si, pendant que le Trône est vacant, il se présente deux Concurrents, & que le Peuple témoigne être prêt à reconnoître celui qui prouvera qu'il a le meilleur droit; il n'est pas besoin, en ce cas-là, d'une sentence juridique proprement ainsi dite. Car ou il s'agit seulement de savoir à quel degré des deux Prétendants sont proches du dernier Roi; ou bien l'on dispute quel des deux degrés doit l'emporter sur l'autre. Dans le premier cas, c'est une question de fait, sur laquelle celui des Prétendants qui alléguera de meilleures preuves au Peuple, doit être préféré. Et quoi que le jugement du Peuple soit ici de grand poids, ce n'est pas néanmoins une sentence juridique, mais une simple approbation, semblable à celle d'un Débiteur, qui paie aussi-tôt qu'on lui montre un billet de son Créancier, sans quoi il ne vouloit pas donner son argent. Mais si l'on est en contestation, pour savoir quel degré ou quelle ligne doit avoir la préférence, c'est alors une question de droit; dont la décision dépend (3) du Peuple, que l'on présume savoir mieux que personne de quelle manière il a prétendu régler l'ordre de la Succession: car celui qui l'a établi au commencement, & celui qui vit aujourd'hui, sont censés n'être qu'un seul & même Peuple. Mais cette déclaration de la volonté du Peuple ne tient pas plus de la nature d'une sentence juridique, que l'explication qu'un Donateur fait des termes obscurs ou ambigus dont il s'étoit servi dans l'acte de la Donation. Que si quelqu'un des Prétendants à la Couronne se plaint que le Peuple témoigne de la partialité en faveur de son Compétiteur; le plus court est de s'en rapporter à (d) des Arbitres impartiaux & désintéressés (e).

(3) On en trouve un exemple remarquable dans la dispute entre Edouard III. Roi d'Angleterre, & Philippe de Valois, au sujet de la Succession à la Couronne de France; car l'affaire fut plaidée devant les Etats du Royaume. La même chose étoit arrivée auparavant dans une pareille contestation entre Jeanne, fille de Louis.

Hutin, & Philippe le Long son Frère. Voyez les Ecrivains de l'Histoire de France, & Polydor. Virgil. Hist. Angl. Lib. XIX. inâ. Voyez d'autres exemples dans Denys d'Halicarn. Lib. I. & Mariana, Hist. Hispan. Lib. XX. Cap. II. & III.

(d) Voyez *Commentarii*, de unione *Lausit.* Lib. III. & V.

(e) Voyez, pour les autres questions les plus ordinaires sur cette matière, *Grotius*, ubi *supra*, §. 28. & *seqq.* *Arnisæus*, *Relat.* *Polis.* Lib. II. Cap. II. Sect. 10. & *seqq.* & autres Auteurs semblables.

## CHAPITRE VIII

### *Des droits inviolables de la Souveraineté.*

§. I. LA SOUVERAINETE aiant été établie pour la conservation du Genre Humain, qui auroit été exposé à un nombre infini de dangers & de misères, s'il fût toujours demeuré dans l'Etat de Nature; il est de la dernière importance que tout le monde la regarde comme une chose sacrée & inviolable (a). Il n'y a point de personne raisonnable qui doute, que ce ne soit une rébellion criminelle, de résister aux Souverains, tant qu'ils

On ne doit jamais résister au Souverain, tant qu'il ne commande rien que de juste.

(a) Voyez *Diad.* *Sicul.* Lib. I. Cap. XC. & *Grotius*, Lib. I. C. IX. §. 2.



qu'ils ne passent pas les bornes de leur Pouvoir. Car le but & la nature du Gouvernement Civil emporte nécessairement une Obligation indispensable de ne pas résister à celui entre les mains de qui on a déposé l'Autorité Souveraine, c'est-à-dire, de lui obéir exactement, en faisant sans répugnance ce qu'il ordonne, & s'abstenant avec soin de ce qu'il défend. Mais la question est de savoir, si lors qu'un Souverain ordonne des choses injustes, ou qu'il use envers ses Sujets de toute sorte de mauvais traitemens, les Sujets ne peuvent en aucune manière opposer la force à la force, & s'ils doivent souffrir patiemment les injustices & les injures les plus énormes?

Si l'Etat peut faire du tort aux Sujets?

(a) *De Cive*, Cap. VII. §. 14. & VIII. §. 7.

(b) Voyez Liv. I. Chap. VII. §. 13.

(c) Voyez le Ch. II. de ce Livre, §. 8. & suiv.

§. II. HOBBS (a) soutient, que *l'Etat ne sauroit faire du tort aux Sujets, non plus qu'un Maître à son Esclave*. Il se fonde sur ce que l'Etat n'a fait aucune Convention avec les Sujets; (car, selon lui l'*Injure* consiste uniquement à violer les Conventions) & sur ce que les Sujets aient soumis leur volonté à celle de l'Etat, tout ce que l'Etat fait est censé fait avec leur approbation. Mais nous avons prouvé (b) ci-dessus, & que toute Injure ne consiste pas dans la violation d'une Convention ou d'une Promesse; & qu'il y a un (c) Contrat très-véritable entre les Monarques, & leurs Sujets. Pour la soumission de la volonté des Sujets à celle de l'Etat, elle doit être expliquée & restreinte par le but des Sociétés Civiles. C'est-à-dire, que chacun n'a soumis sa volonté à celle de l'Etat, qu'en matière des choses qui regardent la conservation & l'avantage de tout le Corps, & que c'est seulement à l'égard de celles-là que l'Etat ne fait aucun tort aux Sujets, lors même qu'il prend des mesures qui ne leur agréent pas. Mais comme d'ailleurs le Souverain peut ordonner ou faire à ses Sujets des choses qui donnent atteinte aux droits qu'ils ont acquis, ou par les Loix communes de l'Humanité, ou par quelque Convention particulière; je ne vois pas pourquoi l'Etat ne commettrait en cela aucune injustice envers eux.

Les plaintes que les Sujets font de leur Souverain, sont injustes.

§. III. J'AVOUE, & il faut bien le remarquer, que des Sujets mutins & séditieux, veulent souvent faire passer pour des injustices de leur Souverain des choses au fond très-innocentes. C'est que ces sortes de gens croient être en droit de condamner tout ce qui ne se trouve pas à leur gré. Il est même impossible de satisfaire tout le monde, de quelque manière que l'on se conduise; & la chose n'est pas difficile à concevoir, quand on considère la diversité prodigieuse des esprits, & les désirs bizarres ou mal réglés d'une infinité de gens. Ceux donc qui veulent faire passer pour des injustices toutes les actions de leur Prince qui ne sont pas faites à leur fantaisie, cherchent par là ou à détruire l'Etat, ou à s'emparer eux-mêmes de la Souveraineté. En effet plusieurs ne se plaignent du Gouvernement, que parce qu'il (1) n'est pas entre leurs mains. D'autres prennent pour prétexte le peu de soin que le Prince apporte dans le choix de ses Ministres: mais si l'on pénètre bien la véritable cause de leur mécontentement, on trouvera qu'il vient de ce qu'ils ne sont pas eux-mêmes élevés au Ministère, plutôt que d'un véritable chagrin de voir l'Etat, en danger par la mauvaise conduite de quelques Ministres ignorans ou vicieux. La vile populace murmure souvent (a) de la grandeur des impôts, lors même qu'on n'exige que ce qui paroît absolument nécessaire pour fournir aux besoins présents de l'Etat, ou aux besoins avenir que l'on prévoit avec toutes les apparences du monde. Il n'y a que ceux qui voudroient s'assurer l'impunité de leurs crimes, qui puissent se plaindre que l'on exécute avec trop de sévérité les peines portées par les Loix. Après tout, si quelqu'un trouve insupportables toutes ces choses, quelque nécessaires qu'elles soient pour le bien de l'Etat, il lui est permis de se retirer ailleurs. Que s'il veut rester, il ne doit s'en prendre qu'à la constitution des affaires humaines, & à la condition générale de tous les mortels, qui ne sauroient ici bas jouir d'un bonheur parfait. Car il seroit aussi absurde de prétendre être en droit, sous prétexte de quelques inconvéniens, de secouer par la force le joug d'un empire

(a) Voyez Hobbes, *de Cive*, Cap. XII. §. 2.

§. III. (1) Tel étoit autrefois *Avidius Cassius*, qui ayant pris les armes contre *Marc Antonin*, en alléguoit pour raison, qu'il ne pouvoit point souffrir le nom d'Empereur.

*Volcat. Gallican. Cap. I. Pescennius Niger*, & *Clodius Albinus*, se servirent depuis du même prétexte. *Spartian. de Jul. Capitolin.*

§. IV.

pire légitime, que de se croire le vol permis, parce qu'on trouve trop dure la nécessité de gagner sa vie en travaillant.

§. IV. MAIS, quelque vrai que soit ce que nous venons de dire, il n'y a point de doute que l'Etat, & celui qui le gouverne, ne puissent faire du tort à un Sujet; car le Souverain, & les Sujets, sont également soumis du moins aux Loix Naturelles, ce qui suffit pour les rendre susceptibles d'injure les uns de la part des autres. Or un Prince commet des injustices envers les Sujets en deux manières générales, ou en violant à leur égard les *Devoirs du Souverain*, ou en manquant aux *Devoirs de l'Homme*; c'est-à-dire, ou en ne traitant pas les Citoyens comme ses Sujets, ou en ne les traitant pas même comme des Hommes.

En combien de manières ceux qui gouvernent l'Etat peuvent commettre des injustices envers les Citoyens?

Les *Devoirs du Prince, en tant que Souverain*, regardent ou tous les Sujets en général, ou chacun en particulier. A l'égard des Sujets en général, il est obligé de procurer le salut & l'avantage de tout l'Etat, ou en prenant les mesures qu'il juge les plus convenables, ou en gouvernant selon les Loix Fondamentales de l'Etat, selon que son Pouvoir est ou Absolu, ou Limité. Ainsi il se rend coupable d'injustice envers tous ses Sujets, lors qu'il abandonne entièrement le soin de l'Etat, sans établir même des Ministres qui vaquent en son nom aux affaires publiques; s'il ne travaille, par exemple, ni à défendre l'Etat contre les Ennemis du dehors, ni à maintenir au dedans la tranquillité publique par l'exécution des Loix, & que cependant, malgré une si grande négligence, il ne laisse pas de jouir de sa Dignité & des revenus de la Couronne, comme s'il n'étoit Prince que pour satisfaire ses délits; & pour vivre dans toute sorte de licence. J'avoue que, si, en se déchargeant du soin de son Roiaume, il renonce aussi à la Dignité Roiale, & aux revenus qui lui étoient assignés en qualité de Souverain, il ne fait rien que d'innocent, parce qu'il est censé s'être dépouillé entièrement de la Souveraineté, ce qui est toujours permis à un Prince, à moins que, par sa mauvaise conduite, il n'ait engagé l'Etat dans de fâcheux embarras & dans de grands périls, où il ne sauroit le laisser sans le trahir & le perdre. Mais c'est, sans contredit, une injustice manifeste, que de jouir des revenus d'un Emploi, pendant que l'on n'exerce aucune des fonctions qui y sont attachées. L'injustice seroit encore beaucoup plus criante, si un Prince travailloit directement à perdre tous ses Sujets, & agissoit envers eux par de véritables (1) sentimens d'Ennemi déclaré, qui sont incompatibles avec le caractère de Souverain; comme on rapporte d'un Roi de *Pegu en Asie* (a), lequel, à l'instigation des Magiciens, à ce qu'on disoit, conçût une si grande haine pour ses Sujets, qu'il leur défendit, sur peine de la vie, de cultiver la terre pendant trois ans, de sorte que la famine réduisit ce misérable peuple à se tuer les uns les autres, pour avoir de quoi manger. Mais il est impossible qu'un Prince qui est en son bon sens, en vienne jamais à cet excès de fureur: car à qui commandera-t-il, s'il traite ses Sujets en ennemis? & à moins que d'être son, peut-on de gaieté de cœur détruire soi-même son propre bien (b)? Il peut arriver pourtant, qu'un Prince, qui règne en même tems sur plusieurs Peuples, travaille (2) à en ruiner un, pour rendre l'autre plus florissant. Les Souverains commettent encore des injustices envers le Peuple, lors qu'ils renversent, malgré lui, & sans une nécessité pressante, les Loix Fondamentales de l'Etat; ou qu'ils veulent changer la manière dont ils ont été revêtus de la Souveraineté, c'est-à-dire, régner sur un autre pied, & avec plus de pouvoir qu'ils n'en ont reçu: lors qu'ils dissipent les biens & les revenus de l'Etat; lors qu'ils exigent de plus grands impôts, qu'il n'est nécessaire pour les besoins de l'Etat (c), ou qu'ils épuisent les Finances en dépenses inutiles, ou qu'ils les transportent hors du Roiaume; & autres choses semblables. Pour ce qui regarde les Particuliers, le Prince, en tant que Sou-

(a) Voyez *Joan. Maquet, Itiner.* Lib. IV.

(b) Voyez *Grotius*, Lib. I. Cap. IV. §. 11.

(c) Voyez l'Epi-gramme d'*Antipater*, dans l'*Anthologie*, qui peut être appliquée ici.

§. IV. (1) Comme l'Empereur *Caligula*, qui souhaitoit, que le Peuple Romain n'eût qu'une tête, pour la faire sauter; ainsi que le rapporte *Suétone* dans sa vie, Cap. XXX.

(2) C'est ce que faisoit autrefois *Philippe*, Roi de *Macédoine*; comme il paroît par l'Histoire de *Tite Live*, Lib. XL. Cap. III. & seqq.



favorable de nos Concitoyens & de tout l'Etat. (a). Un Ancien Général d'Armée se servit utilement de cette raison, pour ramener des Sujets révoltés : (3) *Il vous faut supporter, disoit-il, le luxe & l'avarice de vos Gouverneurs, comme on fait les stériliser, les orages, & les autres désordres de la nature. Il y aura des vices, tant qu'il y aura des hommes; mais le mal ne dure pas toujours, & est compensé par le bien qui arrive de temps en temps.* L'intérêt même des Particuliers demande qu'ils reçoivent quelquefois sans dire mot les injustices des Grands, pour ne pas s'attirer des maux (b) plus fâcheux par des plaintes hors de saison. Enfin, (4) l'Ecriture Sainte, & la droite Raison, concourent à nous imposer une Obligation indispensable de supporter patiemment les caprices & les duretés de nos Maîtres, aussi bien (5) que la mauvaise humeur de nos Pères & Mères.

(a) Voyez Grotius Lib. I. Cap. IV. §. 4. num. 2, 3, 4, 5, 6.

(b) C'est ce qu'Eschyle appelle, *regimer contra paiguillon*; in *Prometh. vinct.*

Il est certain encore, que lors même qu'un Prince, par pure animosité, menace quelqu'un de ses Sujets des injures les plus atroces, & des traitemens les plus indignes, le Sujet doit se mettre à couvert par la fuite, ou se retirer dans un autre Etat, plutôt (6) que de prendre les armes contre son Souverain, rude envers lui à la vérité, mais néanmoins Père de la Patrie.

Que si l'innocent ne trouve pas moyen de s'enfuir, doit-il en humble victime souffrir patiemment tout ce que la rage inspire à son Souverain ? Ici plusieurs ne sauroient concevoir, qu'un Prince conserve son caractère de Souverain par rapport à celui dont il se montre Ennemi si déclaré, & de quel front il prétendrait être regardé comme une personne sacrée, d'un Sujet innocent, qu'il veut immoler à sa fureur. Ils soutiennent même, qu'en ce cas-là le Prince est censé dégrader son Sujet de l'Obligation où il étoit envers lui; du moins en sorte que le Sujet peut avoir recours aux voies de la force pour se mettre à couvert d'une injure atroce dont il est menacé de la part de celui qui devoit le protéger : défense d'autant plus innocente & plus légitime, que ceux que le Prince veut perdre, sont en grand nombre.

Mais on ne trouve guères d'exemples de Princes, qui aient voulu faire mourir un Sujet innocent, sans se mettre en peine de sauver les apparences. Quelque fureur qui les anime, ils cherchent ordinairement quelque prétexte, pour couvrir leur passion de quelque ombre de justice, comme, par exemple, le refus que celui qu'ils veulent perdre a fait d'obéir à un ordre injuste par lui-même : & il est plus difficile de décider, quel parti on doit prendre en ces sortes d'occasions. Je suppose d'abord, que, comme on n'est jamais censé conférer à autrui aucun Pouvoir sur soi-même, au préjudice des droits d'un Maître Supérieur, de qui l'on dépend; les Citoyens de même, en établissant la Souveraineté, n'ont ni pu, ni voulu se soustraire à l'empire de leur Créateur; & qu'ainsi ils ne sont point reus d'obéir aux ordres de leur Prince, lors qu'ils se trouvent manifestement contraires à la volonté de Dieu. Ainsi ce n'est pas à nous à décider, de quelle manière doit se conduire un Sujet, lors que son Prince veut l'empêcher par force de faire (7) profession de la

Reli-

la réflexion que Tacite met dans la bouche d'un Général d'Armée : *Ceterum Libertas & spatiosa nomina praeferuntur, nec quisquam alienum servitium & dominationem sibi concupiscit, ut non eadem ista vocabula usurpare.* Hist. Lib. IV. Cap. LXXIII. Un autre Historien Latin nous en donne un exemple en la personne de Sardanapalle, qui s'empara du Royaume des Assyriens, après la mort d'Alexandre le Grand : *Auctor Libertatis Sardanapallus fuerat; sed ritulum Libertatis post victoriam in servitutem converterat.* Justin. Lib. XV. Cap. IV. num. 13.

(1) *Quomodo fertilitatem, aut nimis imbris, & cetera natura mala; ita luxum vel avaritiam dominantium tolerare. Vitia orant, donec homines; sed neque hac continua, & meliorum intervenit pensantur.* Petilius Gerialis, apud Tacit. Hist. Lib. IV. Cap. LXXIV. Voyez le Parthasiane, Tom. II. pag. 268, 269.

(4) L'Apôtre St. Pierre, après avoir dit, *Craignez Dieu, & respectez le Roi*; ajoute : *Vous, Esclaves, soyez*

*soumis à vos Maîtres, avec toute sorte de crainte, & non seulement aux bons & aux doux, mais aussi à ceux qui sont rudes.* I. Epit. II, 17, 18. Voyez Grotius, Lib. I. Cap. IV. §. 4. num. 6.

(5) *Ut Parentum sevitiam, sic Patria, patiendo ac ferendo leniendam est.* Tit. Liv. Lib. XXVII. Cap. XXXIV. Voyez Epictet. Eclair. Cap. XXXVII. & Justin. Lib. XV. Cap. III. num. 10.

(6) Le reste de cette période n'est pas dans l'Original, & je l'ai tiré de l'Abbrégé, de *Offic. Hom. & Civ.* Lib. II. Cap. IX. §. 4.

(7) Comme on ne sauroit prouver, ni par les principes du Droit Naturel, ni par l'Ecriture Sainte, que les Souverains soient revêtus du Pouvoir d'empêcher, que chacun ne serve Dieu paisiblement selon les mouvemens de sa Conscience (Voyez ci-dessus, Chap. IV. §. II. Note 2.); il s'enfuit, que les Peuples ont un droit aussi naturel & aussi incontestable de défendre leur Religion

(c) Voyez *Matth.*  
X, 32.  
(d) Liv. VIII.  
Chap. I. §. 6.

Religion Chrétienne, ou le maltraiter pour cette seule raison; puis que le Livre même, où sont contenues les Loix du Christianisme, enseigne clairement quel soin chacun doit avoir de ne rien (c) faire contre sa Conscience. Pour ce qui regarde les actions contraires par elles-mêmes au Droit Naturel, nous ferons voir (d) plus bas, qu'on peut, sans se rendre soi-même coupable, les exécuter en qualité de simple instrument, lors que l'on est réduit à la nécessité ou de s'y réfoudre, ou de périr. Mais si l'action est de telle nature, que l'on ne puisse pas même servir de simple instrument à son exécution, sans se rendre complice du crime de celui qui l'ordonne, ou que l'exécution toute seule en paroisse plus fâcheuse que la mort même; sans que d'ailleurs le Souverain allégué ou feigne du moins quelque raison apparente, tirée ou du Bien Public, ou de quelque faute, en punition de laquelle il impose à ce Sujet une nécessité pressante d'exécuter une chose, qui pouvoit être faite par quelque autre, ou qui est entièrement déraisonnable: il est clair qu'en ce cas-là le Prince ne pense qu'à perdre un innocent, pour satisfaire uniquement sa passion & son animosité. Ainsi par cela même qu'il se dépouille du caractère de Souverain, pour prendre celui d'Ennemi, il est censé tenir quitte le Sujet des engagements où il étoit envers lui. Le Sujet néanmoins doit fuir, s'il le peut, & chercher à se mettre sous la protection d'un tiers, qui ne dépende pas du Prince. Que s'il n'y a pas moyen de se sauver, il faut se réfoudre à mourir, plutôt que de tuer (8); non pas tant à cause du Prince même, qu'à cause de tout l'Etat, qui en ces sortes d'occasions est ordinairement exposé à de grands troubles.

Lors que le Sujet a véritablement commis un crime, & que le Souverain veut l'en punir; quoi qu'il ne soit pas obligé de s'exposer de gaieté de cœur à la peine, en se dénonçant, ou en se remettant de lui-même entre les mains de la Justice, il ne lui est pourtant pas permis en ce cas-là d'employer la violence pour se défendre. La raison en est, que le Souverain alors ne fait qu'user de son droit, de sorte que, si on lui donne atteinte, sous quelque prétexte que ce soit, on se rend certainement coupable d'injustice.

Il faut remarquer encore, que quand même on accorderoit, qu'un Sujet peut quelquefois innocemment avoir recours à la force pour défendre sa vie, dans la dernière extrémité, contre la fureur de son Souverain, il ne s'ensuivroit pas de là, que les autres Sujets du même Prince fussent en droit pour cela seul de lui refuser désormais leur obéissance, ou d'arracher par force d'entre ses mains l'innocent qu'il veut opprimer. Car, outre qu'il ne leur appartient pas d'examiner les actions que leur Souverain fait en vertu du Pouvoir Judiciaire, dont il est revêtu; & qu'on voit souvent de véritables criminels protester à faux de leur innocence, pour rendre le Prince odieux à leurs Concitoyens: les injustices que le Prince commet envers quelques-uns de ses Sujets, ne dispensent pas les autres de lui rendre ce qu'ils lui doivent; chaque Citoyen n'ayant stipulé que pour lui-même le soin & la protection du Souverain, & ne s'étant pas soumis à son empire à condition qu'il traiteroit avec justice & équité tous ses Concitoyens en général, & chacun en particulier. La crainte qu'il peut avoir, que le Prince n'en use ensuite de même à son égard, ne suffit pas non plus pour le dégager de l'obéissance: car, outre qu'il n'est pas assuré que cela arrivé, il peut y avoir des raisons particulières qui animent un Prince contre un de ses Sujets, &

qui

par les armes contre un Souverain, qui veut les contraindre d'y renoncer, ou leur en interdire l'exercice, que de défendre leurs vies, leurs biens, & leurs libertés contre les entreprises d'un Tyran. Ce droit est même plus favorable qu'aucun autre; puis qu'il regarde le plus grand de tous les intérêts, & la plus forte de toutes les Obligations, ou plutôt celle qui est le fondement & la source de toutes les autres, je veux dire la nécessité indispensable où chacun est de suivre les lumières de sa Conscience. C'est en vain que *Grotius*, après avoir approuvé la conduite des *Maccabées*, prétend néanmoins que la Religion Chrétienne ne laisse à

ses Disciples d'autre ressource que la fuite, ou la patience. Les passages, qu'il allégué, ne regardent que les Particuliers, qui sont dans l'impuissance de résister: mais, (comme l'a remarqué *Mr. Bernard*, *Novo. de la Rep. des Lettr. Mai, 1700. p. 557.*) *Jésus-Christ* laisse d'eux-mêmes aux Peuples la Liberté de défendre leurs droits par les voies ordinaires. Voyez au reste la grande Note de *Gronovius*, sur *Grotius*, Lib. I. Cap. IV. §. 7. num. 8: & la Dissertation de *Mr. Van der Muelen*, de *sancitate Summi Imperii Civilis* &c. pag. 70. & seqq.

(8) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. I. §. 2. avec les Notes de *Gronovius*.

qui n'auront pas lieu à l'égard des autres. Or tant que l'Obligation des Sujets envers leur Prince subsiste, ils ne peuvent, sous aucun prétexte, lui résister à main armée.

§. VI. Les maximes, qui viennent d'être établies, ne renferment rien, au gré de bien des gens, qui donne aucune atteinte au respect inviolable que l'on doit aux Souverains. Mais on ne sauroit approuver l'opinion de ceux qui disent tout crûment, qu'aussitôt qu'un Roi a dégénéré en Tyran, il peut être déthroné, & puni même, par le Peuple. Comme les affaires Politiques sont la plupart du tems si obscures & si délicates, que le commun (1) Peuple n'est pas capable d'examiner, si les mesures que l'on prend sont justes ou nécessaires, dequoi les Passions l'empêchent aussi souvent de juger; & que d'ailleurs il est ordinairement d'une grande importance pour le bien de l'Etat, que les vûes des ordonnances & des entreprises du Souverain soient tenues secrètes: il est bien difficile de déterminer au juste pour quelles actions un Prince mérite d'être regardé comme un Tyran, contre qui tout soulèvement & toute résistance des Sujets soit légitime (a). Ainsi il peut

Les Sujets ne font pas en droit de se soulever contre leur Souverain, du moment qu'il passe pour Tyran.

(1) Voir *Boecius* sur *Gracius*, Lib. I. Cap. IV. §. 14.

§. VI. (1) Quand on parle d'un Tyran, qui peut légitimement être déposé par le Peuple, on n'entend pas par le mot de *Peuple* la vile populace ou la canaille du Pais, ni une cabale d'un petit nombre de séditieux, mais la plus grande & la plus saine partie des Sujets, de tous les Ordres du Royaume. De plus, il faut que la Tyrannie soit notoire & de la dernière évidence, en forte que personne n'en puisse plus douter. Or un Prince peut aisément éviter de se rendre si généralement suspect & odieux à ses Sujets: car, comme le dit Mr. Locke, (dans son Second Traité du Gouvernement Civil, Chap. XVIII. §. 11.) *il est impossible qu'un Prince ou un Magistrat, qui n'a en vue que le bien de son Peuple, & la conservation de ses Sujets, & de leurs Loix, ne le fasse connaître & sentir; de même qu'un Père de famille ne peut que faire remarquer à ses Enfants, par sa conduite, qu'il les aime, & qu'il prend soin d'eux.* Ainsi le soulèvement général de toute une Nation ne mérite pas le nom de rébellion. On peut voir ce que dit là-dessus Mr. Sidney, dans son Discours sur le Gouvernement, Chap. III. Sect. XXXVI. Les Sujets ne sont pas même obligés d'attendre que le Prince ait entièrement forgé les fers qu'il leur prépare, & qu'il les ait mis dans l'impuissance de lui résister. Il suffit que toutes ses démarches tendent manifestement à les opprimer, & qu'il marche enseignes déployées à la ruine de l'Etat. En ce cas-là, dit très-bien Mr. Locke, on est aussi bien fondé de courir aux armes, & de passer sèchement à sa conservation, que le seroit à ses gens, qui se trouvant sur mer, croiroient que le Capitaine du Vaisseau a dessein de les mener à Alger, parce qu'ils remarqueroient qu'il tira toujours de ce côté-là, quoi que les vents contraires, la nécessité de faire radeouer son Vaisseau, & le manque d'hommes ou de provisions le contraignissent souvent de changer un peu de route: car ils auroient lieu de penser, que, si tôt que ces obstacles le lui permettroient, il feroit voiler sans discontinuation vers ce malheureux Pais où régné l'Esclavage. Cela a lieu sur tout par rapport aux Rois, dont le Pouvoir est limité par des Loix Fondamentales. Que si l'on objecte, qu'en faisant ainsi dépendre l'Autorité Suprême de l'opinion des Particuliers, on expose l'Etat à une ruine certaine; le même Auteur vous répondra, qu'il est au contraire très-difficile de porter le Peuple à changer la forme du Gouvernement, à laquelle il est accoutumé. L'Angleterre, par exemple, malgré toutes les brouilleries qu'elle a eues dans son sein, a toujours gardé la même forme de Gouvernement, d'un Roi, & d'un Parlement. Quoi qu'aient pu faire les Rois, on n'a pu porter le Peuple à abolir pour toujours la Roisauté, ni à transporter la Couronne à une Famille étrangère. Mais au moins, dit-on, cette hypothèse est propre à faire naître des séditions, comme ceux qui gouvernent. Pas plus qu'une autre, dit

Mr. Locke: car enfin un Peuple maltraité par un Pouvoir Arbitraire se rebelle aussi fréquemment, qu'un Peuple qui vit sous certaines Loix, qu'il ne veut pas souffrir que l'on viole. Que l'on élève les Rois tant que l'on voudra, qu'on dise tout ce que l'on a accoutumé de dire de leurs personnes sacrées, & de leur dépendance de Dieu seul; des Peuples réduits à la misère, & n'ayant rien à perdre, fouleront aux pieds toutes ces belles raisons, à la première occasion, où ils le pourront faire avec sûreté. 2. Une révolution n'arrive pas dans un Etat, pour de légères fautes commises dans le Gouvernement. Le Peuple en supporte même de très-grandes, & passe à ceux qui le conduisent tout ce que la faiblesse humaine peut leur faire commettre, lors qu'ils n'ont pas de mauvais dessein. 3. Le pouvoir, que le Peuple a, de changer la Puissance Législative, ou la Puissance Exécutrice, lors qu'elles agissent contre la fin pour laquelle elles ont été établies, est un excellent moyen d'empêcher la rébellion; parce que la Rébellion ne regarde pas les personnes, mais l'autorité des Loix. Ce sont ceux qui essaient de les renverser, en introduisant une autorité arbitraire, qui sont de véritables rebelles, comme l'Auteur le fait voir. Enfin il montre qu'il y a encore de plus grands inconvénients à permettre tout à ceux qui gouvernent, qu'à accorder quelque chose au Peuple. Mais, dit-on, des gens mal-intentionnés se peuvent glisser parmi l'arbitraire que le Prince, ou la Puissance Exécutrice, ont de leur Pouvoir. Mr. Locke répond, moins doit juger de tout cela; ne sauroit mieux juger, si l'on a commission, que celui qui l'a de faire une semblable question, (a de qui j'ai emprunté ces extraits) Peuple étant opprimé par une A autorité établie que pour son bien, il est qui sont revêtus de cette Autorité plaignent, soient juges des plaintes, tr'eux! Les plus grands flateurs pas dire, que le Peuple soit content de tous leurs caprices, que soient; & ainsi il faut qu'ils aient l'on n'a aucun égard à leurs plaintes de la Société sont ruinées; le Prince & le Peuple sont en état de Guerre l'un avec l'autre, comme deux Etats indépendans, qui se font justice à eux-mêmes, & ne reconnoissent aucune personne sur la Terre, qui puisse juger souverainement de leurs démêlés. Bibliothèque Univers. Tom. XL. p. 591. Voir le Discours sur le Gouvernement, par Mr. Sidney, Chap. III. Sect. XII.

attirer qu'un bon Prince soit flétri de ce titre odieux par des gens qui ont conçu de la haine pour la personne, ou qui ne trouvent pas à leur gré le Gouvernement présent; les termes renfermant d'ordinaire l'idée des Passions de ceux qui les emploient, aussi bien que des choses mêmes qu'ils signifient. Tout le monde tombe d'accord, que les vices particuliers d'un Prince, & un peu de négligence dans l'administration des affaires publiques, ne suffisent pas pour lui attirer à juste titre le nom de *Tyrant*. Il vous charge, dites-vous, de trop grands impôts. Mais n'ayant point été admis dans son Conseil, comment pouvez-vous savoir, s'ils ne sont pas nécessaires pour les besoins de l'Etat? Il punit avec trop de rigueur. Mais, quoi que peut-être la clémence fût plus à propos, s'il ne punit que selon les Loix, & que ceux qui sont véritablement coupables, en vertu de quoi vous plaignez-vous? Il fait mourir de grands hommes, (grief d'ordinaire le plus capable de le rendre odieux) pour satisfaire son ressentiment particulier, ou sur de simples soupçons. Mais, s'ils sont accusés de quelque attentat contre la personne du Prince, ou contre l'Etat, ou si l'on a gardé dans leur condamnation les procédures ordinaires de la Justice, quoi que peut-être eux-mêmes, & un petit nombre de gens, soient convaincus de leur innocence; comment est-ce que les autres pourront s'en assurer? d'autant mieux que la présomption est toujours en faveur du Souverain. Il ne tient pas ce qu'il a promis, il retranche les privilèges qu'il avoit accordés. Mais si c'est un Prince absolu, & qu'il témoigne faire cela ou en punition de quelque crime, ou parce que la nécessité des affaires le demande, ou pour un avantage considérable de l'Etat; pourquoi trouvez-vous à dire à ce dont il ne vous appartient pas de juger? Car la concession de tous les Privilèges renferme cette exception tacite, que l'on puisse en accorder la continuation sans préjudice du Bien Public.

La plupart des raisons, dont se servent ceux qui soutiennent l'opinion que je réfute, tombent d'elles-mêmes, pour peu que l'on considère la différence qu'il y a entre ces deux propositions, que plusieurs confondent mal à propos: *Le Peuple a le pouvoir de se soulever contre les Souverains, toutes les fois qu'ils ne gouvernent pas à sa fantaisie: & Le Peuple, ou même les Particuliers, ont droit de se défendre contre leur Prince, lors qu'il agit avec eux en ennemi, & qu'il les réduit à la dernière extrémité.* Les raisons qui prouvent la dernière proposition, ne sont point concluantes pour la première. Ainsi quand on dit, que le Peuple, lors même qu'il s'est volontairement soumis à une Autorité Despotique, n'a pas pour cela entièrement perdu le droit de se remettre en liberté ou de penser à sa propre (2) conservation; cela ne peut être admis qu'en ce sens, qu'il est permis au

Peu-

(2) Personne ne peut vendre sa Liberté, jusqu'à se soumettre à une Puissance Arbitraire, qui le traîne absolument à sa fantaisie; car ce seroit vendre sa propre vie, dont on n'est pas le maître. Voyez Mr. Locke, dans son Second *Traité du Gouvernement Civil*, Chap. IV. Moins encore un Peuple entier a-t-il ce pouvoir, dont chacun de ceux qui le composent, est entièrement dépourvu. Or toute Autorité légitime des Souverains est fondée sur un consentement exprès, ou tacite des Sujets. Ajoutons ces réflexions de Mr. Abbadié, dans sa *Défense de la Nation Britannique*, pag. 260, 261. „ Le „ droit naturel de notre conservation est tout-à-fait „ inaliénable, c'est-à-dire que l'on n'y renonce jamais „ entièrement & absolument. Il est vrai que, lors que „ je me confédère avec les autres hommes, pour former la Société, c'est à cette condition que j'exposerai ma personne particulière pour la conservation du „ Tout; il n'y auroit pas moi, si chacun ne pensoit „ qu'à soi, que la Société pût se conserver; & je perdrois l'appui que je trouve pour ma propre conservation dans l'union avec les autres. Mais comme on „ ne peut point dire que des Soldats, qui se tiennent „ ferrez, & qui combattent vaillamment à la Guerre, „ renoncent au soin naturel de leur conservation, ainsi „ on ne dira point que des Particuliers renoncent au

„ droit de leur conservation, lors que pour l'amour de „ la Patrie, ils s'exposent au danger de périr. Il y a „ de la contradiction que nous alienions ce droit pour „ jamais. Comment des Hommes, qui jouissent des „ privilèges de la Société Civile, auroient-ils renoncé „ à ce droit de se conserver, puis que ceux qui sont „ retranchés de la Société, comme les Criminels condamnés à la mort, n'y renoncent pas? De sorte que, „ s'ils s'échappent, & qu'on les reprenne ensuite, ils „ souffriront la peine que leur premier crime a méritée, „ en exécution de la sentence, qui avoit été prononcée „ contre eux; mais on ne leur fera point le procès pour „ s'être voulu sauver: ce qui est fondé sur ce que, comme la nature revient toujours, aussi les droits de la „ nature ne se perdent jamais. . . . Un homme se trouvant mal peut & doit faire choix d'un bon Médecin, „ à qui il donnera un pouvoir apparemment arbitraire „ sur son corps. Je me mets entre vos mains, lui dira-t-il, faites de moi ce que vous voudrez. Je ne contredirai point vos ordonnances, & quand je le voudrais faire, je veux que mes domestiques exécutent vos ordres, & non pas les miens, & que vous ayez ici tout pouvoir. En vérité, vous imaginerez-vous, „ qu'un tel homme renoncât pour cela, ni au droit, „ ni au soin de sa conservation; que ce pouvoir, qu'il „ don-

Peuple de se défendre, lors qu'il se trouve réduit à la dernière extrémité par les injustes violences de son Prince : défense qui affranchit le Peuple de l'empire de ce Tyran, si elle est suivie d'un bon succès; puis que, du moment que le Souverain agit en ennemi avec ses Sujets, il est censé les absoudre lui-même du serment de fidélité, en sorte qu'ils ne sont plus tenus de rester sous sa domination, quand même il changeroit de sentimens à leur égard. Hors ce cas-là, un Peuple qui s'est rendu Esclave, ou plutôt qui s'est soumis à une Autorité Absolue, n'est pas plus en droit de prendre les armes pour recouvrer sa Liberté, qu'un simple Particulier d'enlever à un autre une chose dont il s'étoit dépouillé en sa faveur par une Convention légitime. Le Pouvoir Absolu n'est pas si contraire à la Nature, que se l'imaginent quelques-uns, qui prétendent, qu'elle donne un plein droit de s'en délivrer à la première occasion, lors même qu'on s'y est soumis pour éviter un plus grand mal, dont on étoit menacé. Et quoi qu'un tel Gouvernement se trouve contraire au génie du Peuple, ou qu'il le devienne dans la suite, cette seule raison n'autorise pas plus à dépouiller par force le Prince du droit qu'il avoit acquis, que l'intérêt d'un Vendeur, qui vient à s'apercevoir qu'il a fait un mauvais marché, ne suffit pour le mettre en droit d'arracher à l'Acheteur la marchandise qu'il lui a délivrée en conséquence d'un Contrat bon & valide.

§. VII. GROTIUS (a) établit sur cette matière des principes assez conformes aux nôtres. Il insinue très-bien, entr'autres choses, que la nature de la Souveraineté ne demande pas, que celui, qui en est revêtu, outre le pouvoir de diriger toutes les actions des Sujets d'une manière conforme au Bien Public, & de punir des plus rigoureux supplices ceux qui sont en cela rebelles à ses ordres, ait encore le droit de faire mourir qui bon lui semble, pour satisfaire uniquement sa passion ou son caprice, en sorte qu'on ne puisse jamais lui résister en aucune manière. Le Pouvoir absolu de procurer le salut de quelqu'un, & le Pouvoir absolu de le perdre à sa fantaisie, ne sont pas naturellement liez ensemble. On ne sauroit faire voir de quelle utilité seroit pour le bien de la paix & de la sûreté commune, ce Pouvoir purement arbitraire, & l'Obligation qu'il imposeroit aux Sujets. Grotius allègue encore ici une forte présomption tirée de la volonté de ceux qui ont les premiers formé les Sociétez Civiles. *Supposé (b), dit-il, qu'on leur eût demandé, s'ils prétendoient imposer à tous les Citoyens la nécessité de mourir, plutôt que de prendre les armes en aucune occasion, pour se défendre contre l'injuste violence de leur Souverain; je ne sais s'ils auroient répondu affirmativement, sans y ajouter cette restriction : bien entendu que la résistance aût causé infailliblement de très-grands troubles dans l'Etat, ou la perte d'un grand nombre d'innocens.* En effet l'Obligation de ne résister jamais aux Puissances, auroit été un plus fâcheux inconvénient, que ceux dont on vouloit se mettre à couvert par l'établissement des Sociétez Civiles. Le hazard d'un combat est sans contredit un moindre mal, qu'une mort inévitable. Or, dans l'Etat Naturel, si l'on étoit exposé aux insultes de plusieurs, on pouvoit aussi se défendre : au lieu que, dans les Sociétez Civiles, les Sujets se seroient engagés de cette manière à souffrir, sans la moindre résistance, toute sorte d'injustices & de mauvais traitemens; de la part de celui qu'ils avoient eux-mêmes armé de toutes leurs forces. D'où il paroît, combien ceux-là raisonnent mal, qui, de ce que le Souverain ne relève que de Dieu, prétendent qu'on a lieu de conclure, que l'intention de ceux qui ont formé les Sociétez Civiles a été de ne se réserver aucune Jurisdiction sur le Souverain. Comme si, lors qu'on défend sa vie contre un injuste agresseur, on exerceoit

Sentiment de Grotius sur cette matière.

(a) Lib. I. Cap. IV. §. 7.

(b) *Vbi supra*, num. 2.

„ donne sur lui-même, illimité en apparence, le fût  
„ en effet; & que s'il étoit évident, que le Médecin  
„ vouloit empoisonner le Malade, celui-ci ne pût s'y  
„ opposer, sans violer sa parole & ses engagements?  
„ Qui ne voit qu'il y a là deux extrémités qu'il faut  
„ éviter? qu'on ne doit pas permettre au Malade d'être  
„ le maître de son Médecin, mais qu'il est juste aussi de

„ s'opposer au Médecin, quand il est notoire qu'il veut  
„ empoisonner le Malade? Que s'il n'étoit point per-  
„ mis de déposer un Roi notoirement destructeur, il  
„ s'ensuit, que le droit de nous détruire, sans pouvoir  
„ perdre la Couronne pour cela, passant de père en  
„ fils, nous aurions perdu ou aliéné pour jamais le droit  
„ de nous conserver nous-mêmes.

§. VIII.



(c)Voiez Boecler, sur Grotius, ubi supra.

(d)Voiez Ziegler, sur Grotius, ubi supra.

Il n'y a que les Rois véritablement Souverains, dont la personne & l'autorité soient sacrées & inviolables.

(a)Voiez Grotius, Lib. I. Cap. IV. §. 8.

(b) Ibid. §. 9. (c) Mais non pas comme *Sémiramis*, apud Diod. Sic. Lib. II. Cap. XVIII.

(d)Voiez Grotius, ubi supra, §. 12. & notre Auteur, ci-dessus, Chap. VI. §. 10, 11. de ce Livre.

(e)Voiez Grotius, ubi supra, §. 10. ibique Boecler.

En quel cas un Usurpateur peut être regardé comme un légitime Souverain ?

çoit par là envers lui un acte Judiciaire (c) ! C'est encore un vain scrupule que celui de quelques autres, qui objectent, qu'on ne sauroit concevoir que les Sujets puissent jamais avoir une vocation légitime pour prendre les armes contre un Magistrat Souverain, nul homme n'ayant aucune Jurisdiction sur un tel Magistrat. Comme si la juste défense de soi-même étoit un acte de Jurisdiction ! ou comme s'il falloit d'autre vocation pour repousser les insultes d'un injuste agresseur, que le péril où l'on se trouve ! J'aimerois autant dire, que, pour manger & pour boire, il ne suffit pas d'avoir faim ou soif (d), & qu'il faut encore une vocation particulière pour nous autoriser à satisfaire à ces nécessitez naturelles.

§. VIII. AU RESTE, ce que nous avons dit des droits inviolables des Puissances, ne regarde que celles qui sont véritablement Souveraines. Ainsi il faut en excepter 1. (a) les Princes, qui portant le titre de *Roi* dépendent néanmoins du Peuple, tels qu'étoient autrefois les Rois de *Lacédémone*, & (1) plusieurs autres, qui commandoient (2) plutôt par leur crédit & leurs conseils, que par une véritable autocratie. 2. (b) Ceux qui se sont démis de la Souveraineté, ou qui abandonnent manifestement le Roiaume: car en ce cas-là on peut en user à leur égard (c) comme envers les simples Particuliers, lors qu'on en reçoit quelque injure considérable. Quelquefois néanmoins un Prince, après avoir abdiqué la Couronne; ou après l'avoir perdue de quelque autre manière, conserve les marques extérieures, ou plutôt un vain fantôme de la Dignité Roiale (3), comme le *Dairo* dans le *Japon*. Mais, à moins qu'il n'y ait là-dessus quelque Convention expresse, il est entièrement libre aux autres de regarder, ou non, un tel Prince sur ce pied-là. 3. Un Roi (d) devient aussi simple Particulier, lors que son Roiaume tombe en commise, c'est-à-dire, lors qu'il est en quelque manière confisqué, soit pour cause de Félonie envers le Seigneur principal dont il relève comme un Fief; soit en vertu de quelque clause apposée à l'acte par lequel on avoit conféré la Souveraineté, & qui porte, que, si le Roi fait telle ou telle chose, les Sujets seront dès-lors entièrement affranchis de l'obéissance qu'ils lui devoient. 4. (e) De même, si en établissant un Souverain on a stipulé, qu'au cas qu'il fit telle ou telle chose, on pourroit lui résister; rien n'empêche qu'on ne se prévaille du droit que donne cette Convention. 5. Enfin, si un Roi, qui tient la Couronne d'un libre consentement du Peuple, veut l'aliéner, ou faire quelque changement dans la manière de régner établie par les Loix Fondamentales; il est clair non seulement que tout ce qu'il fait à cet égard est nul par lui-même, mais encore que, s'il en vient à des voies de fait pour exécuter ses injustes desseins, les Sujets peuvent légitimement opposer la force à la force.

§. IX. IL se présente encore ici une question difficile à décider, savoir, de quelle manière & jusques où l'on peut agir contre un Usurpateur, tant que son pouvoir n'est fondé que sur la supériorité de ses forces, & avant que, par une longue possession, ou par une Convention postérieure entre lui & les Sujets, il ait acquis un titre légitime? Sur quoi il faut examiner d'abord, si les ordres d'un tel Usurpateur ont force d'obliger ceux qu'il tient sous sa domination? Nous avons fait voir ci-dessus, que personne n'est tenu d'obéir, qu'à ceux qui ont un pouvoir légitime de lui commander. La force toute seule peut bien ré-

§. VIII. (1) Tel étoit *Métemius*, Roi de l'ancienne *Etrurie*, dont le Peuple le cherchoit pour le faire mourir.

*Ergo omnis furis surrexit Etruria iusti:  
Regem ad supplicium presenti Marte poscunt.*  
*Virgil. En. VIII. 494, 495.*

(2) C'est ce que Tacite dit des Rois des anciens Peuples d'Allemagne: *Mox Rex vel Princeps, prout decus bellorum, prout sacundia est, audiuntur, auctoritate suadendi, magis quam iubendi potestate.* De Moribus German. Cap. XI. Voiez aussi le Chap. VII.

(3) C'est ainsi, ajoutoit notre Auteur, après un Historien François (*Labard. de Reb. Gall. Lib. X. pag. 684.*)

que ceux qui possédoient la Principauté de *Sedan*, avant l'année 1642. étoient véritablement Princes Souverains; puis qu'elle ne relevoit ni de l'Empereur, ni du Roi de France. Mais, depuis que *Frédéric Maurice*, Duc de *Bouillon*, l'eût cédée à *Louis XIII.* qui lui donna en échange d'autres terres appartenantes à la Couronne; quoi qu'il se fût réservé, dans le Traité, pour lui & pour ses Descendans, le titre & le rang qu'il avoit autrefois, ce n'étoit pas une véritable Dignité indépendante, comme celle des Souverains, mais un vain titre, qui lui donnoit seulement un certain rang parmi les Familles illustres de France, & quelques autres marques extérieures d'honneur.

réduire à la nécessité de se soumettre extérieurement, & de faire à contre-cœur des choses auxquelles on ne consent point, & auxquelles on n'est point obligé : mais elle ne sauroit lier la Conscience, en sorte que l'on se rende coupable d'une rébellion criminelle, si l'on refuse d'obéir, ou si l'on secoue le joug à la première occasion favorable. Cependant, si un Prince, après s'être injustement emparé de la Souveraineté, ou de vive force, ou par des artifices & des voies obliques, veut passer pour Prince légitime, & regne en bon Souverain, quoi qu'il ne se soutienne que par la supériorité de ses armes; en ce cas-là le plus sûr est, à mon avis, de dire, que, malgré le vice de la possession, chaque Particulier doit le tenir pour son Prince légitime, tant qu'il n'y en a point d'autre qui puisse à plus juste titre prétendre au Gouvernement. En effet, la Raison veut, que celui qui est en possession de la Souveraineté, quel qu'il soit, en jouisse paisiblement, pourvu qu'il regne en bon Prince; l'intérêt commun demandant que l'Erat soit gouverné par un Usurpateur même, plutôt que d'être exposé à des troubles continuels par les fréquens changemens de Maître. Comme donc, en ce cas-là, les Citoyens sont censés se soumettre tacitement à l'empire de l'Usurpateur, ils entrent dans un véritable engagement de lui obéir désormais (a). Tout le monde fait, par quelles voies illégitimes les premiers Empereurs Romains étoient parvenus à l'Empire. Cependant l'Apôtre *St. Paul* (b) nous les fait regarder comme des *Païssances établies de Dieu, auxquelles on devoit être soumis, non seulement à cause de la punition, mais aussi à cause de la Conscience*. Et Notre Sauveur même ordonne de (c) *rendre à César, ce qui appartient à César, comme on doit rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu*. En effet, il n'y avoit point d'autre Citoyen Romain qui eût plus de droit à l'Empire; & le Sénat s'étoit dépouillé des siens, quoi qu'il l'eût fait par crainte, ou par impuissance, plutôt que par un libre consentement, & par une véritable approbation du Gouvernement des Césars. Il y a une (1) Loi remarquable d'*Henri VII. Roi d'Angleterre*, par laquelle il est défendu de condamner jamais, ni de rechercher, soit par les procédures des Loix, ou par un acte du Parlement, ceux qui ont suivi le parti du Prince qui étoit actuellement en possession de la Couronne, soit qu'il y eût un droit légitime, ou non. De même, dans un Roiaume Héritaire, lors qu'il y a deux ou plusieurs Prétendans, dont aucun n'a un droit clair & incontestable, le plus sûr est d'obéir à celui (2) qui se trouve en possession de la Couronne, en attendant que le procès soit vuïdé, ou par un accommodement à l'amiable, ou par le sort des armes.

Ce que nous venons de dire, a lieu à plus forte raison, par rapport aux Etrangers, qui ne doivent point se mêler d'examiner à quel titre un Prince est devenu maître de la Couronne, mais reconnoître simplement pour Souverain celui qui en est en possession; sur tout si l'Usurpateur est fort puissant.

§. X. MAIS lors que l'Usurpateur a chassé le légitime Souverain, & que par là il s'est véritablement emparé des droits d'autrui; que doit faire un bon Sujet, qui semble n'être point dégagé de la fidélité qu'il devoit à son ancien Maître, tant qu'il est encore en vie? Je répons, que les choses peuvent souvent tourner d'une telle manière, qu'alors il seroit non seulement permis, mais même d'une Obligation indispensable, d'obéir à celui qui est

(a) Voyez *Aristophan. in Ran. Act. V. Sc. IV. vers.*

21, 22, 23.

(b) *Romains, XIII.*

1, 5.

(c) *Matth. XXII,*

21.

Jusqu'où les ordres d'un Usurpateur obligent les Citoyens, tandis que le Souverain légitime est encore en vie?

en

§. IX. (1) Le Chancelier Bacon en recherche les raisons, dans son Histoire d'*Henri VII.* p. 242. Voyez Mr. *Sidney*, dans son *Discours sur le Gouvernement*, Chap. III. Sect. XXXV. Notre Auteur citoit ici ce mot de l'Impératrice *Irène*, rapporté par *Nicéas Choniates*: Il ne faut, disoit-elle, ni aller chercher un Empereur absent, ni chasser celui qui est présent.

(2) L'Auteur rapportoit ici la manière dont se défendit autrefois un Sénateur, nommé *Cassius Clena*, qui, dans le tems même que l'Empereur *Sévère* le condamnoit pour avoir suivi le parti de *Niger*, lui parla ainsi, au rapport de *Xiphilin*, (ad ann. 194.) selon la version de Mr. *Confin*: „ Sans être lié d'aucune habitude particulière, ni avec vous, ni avec *Niger*, je me suis

„ trouvé dans son parti, & j'ai obéi à la nécessité du  
„ tems qui m'engageoit à poursuivre *Julianus*, plutôt  
„ qu'à vous faire la guerre. Je n'ai donc fait aucune in-  
„ justice, ni quand dans le commencement j'ai suivi le  
„ même parti que vous, ni quand dans la suite je suis  
„ demeuré fidèle à celui que les Dieux m'avoient don-  
„ né pour maître, & quand je n'ai point voulu l'aban-  
„ donner pour me ranger de votre côté. Faites donc  
„ moins de réflexion, s'il vous plaît, sur nos person-  
„ nes & sur nos noms, que sur l'Erat présent des af-  
„ faires. Vous ne sauriez me condamner, que vous ne  
„ vous condamniez, vous & vos amis. Voyez aussi *Zen-*  
*nav. Tom. II.*

TOM. II.

Q9

§. X.

(a) Quelques-uns concluent cela de ces paroles du passage, *Romains*, XIII. cité ci-dessus, ai 3 *Verba iurata* &c. &c., à savoir *diu tibi iuram*, &c.

(b) *Lib. I. Cap. IV. §. 15.* Voyez aussi *Lib. II. Cap. IV. §. 14.*

(c) Voyez *II. Sam. XV, 25, 26. I. Rois, II, 26.* & *T. Liv. Lib. XXIII. Cap. XX.*

(d) *Leviath. Cap. XLIV. pag. 296.* Ed. *Amst.* Voyez *Grotius*, *Lib. I. Cap. IV. §. 19.*

(e) *II. Rois, XI. II. Chron. XXIII.*

(f) *Ubi supra, §. 17.* ibique *Rechercher.*

(g) Voyez *Jusfin. Lib. XVI. Cap. V. in fin.*

en possession de la Couronne, à quel titre que ce soit. Cela arrive, lors que le Prince légitime se trouve réduit à une telle extrémité, qu'il est absolument hors d'état d'exercer envers ses Sujets aucune fonction de Souverain. Car, quoi que les ordres de l'Usurpateur n'émanent pas d'un Pouvoir légitime, & qu'ainsi ils n'aient point par eux-mêmes force d'obliger : la Prudence veut, que chacun se règle sagement sur la situation présente des affaires, pour ne pas (a) exposer sans nécessité sa vie & ses biens ; comme il arriveroit, si, par une résistance impuissante & inutile à la Patrie, ou au Roi dépossédé, il s'attiroit le courroux de celui qui est en possession de la Couronne. D'ailleurs, l'Etat ne pouvant subsister sans quelque Gouvernement, un bon Citoyen, & qui aime sa Patrie, ne doit pas, en ce cas-là, donner occasion à de nouveaux troubles, par une vaine résistance aux ordres d'un Prince, qui maintient en quelque sorte la tranquillité publique. Mais il reste toujours ici une grande difficulté, c'est de savoir, comment les Citoyens peuvent être en même tems obligez à la fidélité & envers leur légitime Souverain, & envers l'Usurpateur ? Car le moyen de s'acquiescer à la fois de ces engagements envers deux Concurrans, qui ne ressemblent que la perte l'un de l'autre ? Et la Promesse faite, que les Sujets ont faite à l'Usurpateur, ne diminue pas plus, ce semble, des droits & des prétentions du Prince légitime, que le Traité, qu'un Fermier a fait avec des Voleurs, pour garantir ses terres du pillage, ne diminue des droits du Propriétaire. *Grotius* (b) dit, que les actes de Souveraineté qu'exerce l'Usurpateur, qui est en possession de la Couronne, peuvent avoir force d'obliger, non en vertu de son droit, (car il n'en a aucun) mais parce qu'il y a toutes les apparences du monde, que le Prince légitime consent que l'on obéisse pendant ce tems-là à l'Usurpateur, plutôt que de jeter l'Etat dans l'Anarchie ; & par conséquent dans une extrême confusion (1). En effet, il faudroit qu'un Prince fût bien dur & bien déraisonnable, pour vouloir (c) que ses Sujets se sacrifiasent, sans qu'il en revint d'autre fruit que de lui témoigner un zèle inviolable, mais impuissant. Voici donc, à mon avis, ce que l'on peut dire ici de plus vraisemblable. Si le Prince légitime se trouve réduit à un tel état, qu'il lui soit impossible de défendre ses Sujets, comme il y est obligé tant que Souverain ; & que d'autre côté les Sujets n'aient pas non plus assez de force pour résister à l'Usurpateur, sans s'exposer eux-mêmes à une ruine certaine ; il y a lieu de présumer, que le Prince dépossédé décharge ses Sujets, autant qu'il est nécessaire pour leur propre conservation, de l'obligation où ils étoient envers lui, jusques à ce que la Providence lui ouvre quelque voie favorable pour remonter sur le Trône. Ainsi les engagements où ils sont en vertu du serment de fidélité qu'ils ont prêté à l'Usurpateur, ne s'étendent pas plus loin, & ne sont pas tant fondez sur un motif de conscience, que sur la nécessité de se délivrer du danger présent. *Hobbes* (d) remarque avec raison, que *Fojada* déthrona (e) *Athalie*, non précisément par l'autorité que lui donnoit son caractère de Sacrificateur, mais en vertu du droit que *Fojas* encore enfant avoit à la Roiauté. A l'égard des Loix des Anciens, qui permettoient de tuer un Tyran, ou qui même propoient quelque récompense au Meurtrier d'un tel Prince, on peut consulter (f) *Grotius*, & ses Commentateurs. Pour moi, tout bien considéré, je ne vois guères de cas, où un simple Particulier puisse légitimement s'opposer, de sa pure autorité, à un Usurpateur, qui est injustement en possession de la Couronne ; d'autant plus qu'il paroît par l'expérience, que ces sortes d'entreprises ne font qu'irriter l'Usurpateur, & le porter à (g) appesantir le joug du Peuple (2).

C H A.

§. X. (1) Voyez ce que dit *Mr. Boddé*, au sujet des Loix de *Sylla*, dans son *Specimen Jurisprud. Historica* §. 102, 109. parmi les *Selecta Juris Nat. & Gent.*

(2) Comme tout ce Chapitre regarde un des Devoirs généraux des Sujets, je ne saurois mieux faire, avant que de passer au Chap. suivant, qui traite des engagements du Souverain, que de marquer ici en peu de mots les principales Obligations des Sujets, de quelque condition qu'ils soient. L'Auteur n'en dit rien dans cet

Ouvrage : mais il en a donné une idée courte & nette dans le dernier Chap. de son Abrégé, de *Offic. Hom. & Civ.* que je traduirai ici ; en y ajoutant par-ci par-là quelque chose, qui sera clairement distingué par des crochets. Les Devoirs des Sujets, dit-il, sont ou généraux, ou particuliers. Les premiers naissent de l'obligation commune où ils sont tous précisément tant qu'ils sont à un même Gouvernement, & Membres d'une même Société Civile. Les autres résultent des

Em.

Emplois différens & des Fonctions particulières, dont chacun est chargé par le Souverain. 1. Les Devoirs généraux des Sujets ont pour objet, ou les Conduits de l'Etat, ou tout le Corps de l'Etat, ou les Concitoiens. 1. A l'égard des Conduits de l'Etat, tout Sujet leur doit le respect, la fidélité, & l'obéissance que demande leur caractère. D'où il s'ensuit, qu'il faut être content du Gouvernement présent, & ne former ni cabale, ni sédition; s'attacher aux intérêts de son Prince, l'admirer & l'honorer, plus que tout autre; parler & penser favorablement & avec respect, de lui & de ses actions. On doit même avoir de la vénération pour la mémoire des bons Princes; mais pour ceux qui n'ont pas été tels, voici des réflexions judicieuses de Montaigne, que le Lecteur ne sera pas fâché de trouver ici. „ Entre les Loix, (dit-il) qui regardent les rois, celle-ci me semble avoir plus de poids, c'est raison qu'elle leur puisse sur leur réputation, & biens de leurs successeurs; choses que souvent nous préférons à la vie. C'est une utilité que l'on apporte des commodités singulières aux Nations où elle est observée, & desirables à tous bons Princes, qui ont à se plaindre de ce qu'on traite la mémoire des méchans comme la leur. Nous devons la subjection & obéissance également à tous Rois; car elle regarde leur office: mais l'estimation, non plus que l'affection, nous ne la devons qu'à leur Vertu. Donnons à l'ordre politique de les souffrir patiemment, indignes de ces leurs vices, & d'aider de notre recommandation leurs actions indifférentes, pendant que leur autorité a besoin de notre appui. Mais notre commerce fini, ce n'est pas raison de refuser à la justice & à notre liberté, l'expression de nos vrais sentimens, & nous-mêmes de refuser aux bons Sujets la gloire d'avoir reverencé & fidèlement servi un maître, les imperfections duquel leur étoient si bien cognues, frustrant la postérité d'un si utile exemple. Et ceux qui, par respect de quelque obligation privée, espèrent iniquement la mémoire d'un Prince méprisable, font justice particulière aux dépens de la justice publique. *Titus Livius* dit vrai, que le langage des hommes nommés sous la Roiauté, est toujours plein de vaines ostentations & faux témoignages: chacun croyant indifféremment son Roi à l'extrême ligne de vaillance & grandeur souveraine. On peut reprocher la magnanimité de ces deux soldats, qui répondirent à *Néron*, à sa barbe, l'un en disant de lui, pourquoi il lui vouloit mal: *Je l'aime, quand on le voit; mais depuis que tu es devenu particulier, basileur, cabot, je te hay comme tu mérites*; l'autre, pourquoi il le vouloit tuer; *Parce que je ne trouve autre remède à des continels maux. Mais les publics & universels témoignages, qui après sa mort ont été rendus, & le croient à tout jamais, à lui, & à tous méchans comme lui, de ses tyranniques & vilains deportemens, qui de loin entendent les peus reprocher? Il me desplaît, qu'en une si sainte Police que la Lacédémone, se fust mêlée une si sainte occasion à la mort des Rois. Tous les confédérés & voisins, & tous les ilotes, hommes, femmes, peche-melle, se découpoient le front pour témoignage de deuil, & disoient leurs cris & lamentations, que celui-là, quel qu'il eût été, étoit le meilleur Roi de tous les leurs, attribuant au rang le los qui appartenait au mérite; & celui qui appartenait au premier mérite, au postérieur & dernier rang. *Esais*, Liv. I. Chap. III.] 2. A l'égard de tout le Corps de l'Etat, le Devoir d'un bon Sujet est, de se faire une Loi inviolable de préférer le Bien Public à toute autre chose; de favoriser gaïement ses richesses, sa fortune, ses intérêts particuliers, & sa vie même, pour la conservation de l'Etat; d'employer tout son esprit, toute*

son industrie, & toute son adresse, pour faire honneur à la Patrie, & pour lui procurer quelque avantage. [Mais il faut remarquer, que l'intérêt particulier n'est pas toujours opposé à l'intérêt public. De plus, les Devoirs communs des Sujets se répondent à cet égard les uns aux autres, en sorte que l'engagement de chacun dépend en quelque manière de l'exécution de ce que les autres sont tenus de faire, aussi-bien que lui, pour le Bien Public. En effet le Bien Public ne résulte que des forces réunies & des services de plusieurs qui tendent au même but. Si donc, dans un Etat, il est comme passé en coutume que la plupart préfèrent manifestement leur intérêt particulier à l'intérêt public; un bon Citoyen ne sera pas blâmable, en ce cas-là, de ne pas vouloir opposer sa personne, ou ses biens, par un zèle impuissant, & inutile à la Patrie. *Titus Livius*, Observ. DCCXXVIII.] 3. Enfin le Devoir d'un Sujet envers ses Concitoiens, c'est de vivre avec eux en paix; & en bonne union; d'être doux & commode dans le commerce de la vie; & de ne point causer de trouble par son humeur bourru ou opiniâtre; de ne porter enfin aucune envie ni aucun préjudice au bonheur & aux intérêts des autres.

II. Les Devoirs particuliers des Sujets sont attachés à certains Emplois, dont les fonctions influent, ou sur tout le Gouvernement de l'Etat, ou sur une partie seulement. Il y a une maxime générale, pour les uns & les autres, c'est de n'aspirer à aucun Emploi Public, & de ne l'accepter pas même, lorsqu'on ne se sent pas capable de le remplir dignement. [Voiez *Charron*, de la Sagesse, Liv. III. Chap. XVII. §. 1, 2.] Mais il faut dire quelque chose de plus particulier. 1. Les Ministres ou Conseillers d'Etat doivent s'appliquer avec beaucoup de soin à bien connaître les affaires & les intérêts de l'Etat dans toutes les parties du Gouvernement; proposer fidèlement, & d'une manière convenable, ce qui leur paroît avantageux à l'Etat, sans se laisser conduire par leurs Passions, & sans agir dans de mauvaises vues; avoir uniquement pour but, dans tous leurs conseils, le Bien Public, & non pas leur intérêt particulier, ou leur aggrandissement; ne point flatter les Passions criminelles du Prince; s'abstenir de toute faction & de toute cabale; ne rien dissimuler de ce qu'il faut découvrir, ne rien découvrir de ce qu'il faut cacher; se montrer incorruptibles; ne négliger jamais les affaires publiques, pour leurs plaisirs, ou leurs affaires particulières. [Voiez *Charron*, de la Sagesse, Liv. III. Chap. II. §. 17.] 2. Les Ministres publics de la Religion doivent apporter à l'exercice de leur Charge toute la gravité & l'application dont ils sont capables; enseigner les dogmes de Religion qui leur paroissent les plus véritables; servir eux-mêmes de modèle, par toute leur conduite, des instructions qu'ils donnent au peuple; & ne point deshonorer leur caractère, ou perdre tout le fruit de leur ministère, en vivant d'une manière déréglée. [Voiez le *Parthésien*, Tom. II. pag. 295, &c.] 3. Les Docteurs ou Professeurs des Sciences Humaines, doivent tâcher de n'enseigner aucun dogme faux ou dangereux; n'avancer rien qu'ils ne prouvent par des raisons solides & convaincantes, qui éclairent l'esprit de leurs Auditeurs; s'abstenir de tout ce qui est capable de troubler l'Etat; & regarder comme de vaines spéculations toutes les Sciences, qu'on ne font d'aucun usage à la Vie Civile & à la Société. 4. Les Magistrats ou Officiers de Justice, doivent être de facile accès pour tous le monde; protéger le peuple contre l'oppression des personnes puissantes; rendre la Justice aux Petits & aux Pauvres, aussi exactement qu'aux Grands & aux Riches; ne point tirer en longueur les Procès sans nécessité; se bien garder de laisser corrompre par des présents, ou par des sollicitations; juger avec une exacte connoissance de cause, & sans passion ni préoccupation; ne rien craindre en faisant leur devoir. [Voiez *Charron*, de la Sagesse, Liv. III. Chap. XVII.] 5. Les Généraux, Capitaines, & autres Officiers de Guerre, doivent exercer

## CHAPITRE IX.

## Des Devoirs du Souverain.

Comment on  
peut connoître  
les Devoirs des  
Souverains.

(a) Voyez Char-  
ron de la Sagesse,  
Liv. III. Ch. II.  
& Bacon. Sermon.  
fid. Cap. XIX.

Nécessité indis-  
pensable où ils  
sont, de s'en  
instruire exacte-  
ment.

(a) Voyez I. Rois,  
III, 9. Virgil. Æn.  
VI, 852, 853. Is-  
ocrat. ad Nicocl.  
Pers. Sat. III, 71,  
72. Philipp. Com-  
min. Lib. I. p. 342.  
& Lib. III. p. 388.  
(b) Voyez Hobbes,  
de Cive, Cap. X.  
§. 10.

§. I. IL NE nous reste plus qu'à parler en peu de mots des Devoirs du Souverain. La matière mérite, à la vérité, d'être traitée avec d'autant plus de soin & d'étendue, que l'ignorance ou la violation de ces Devoirs (1) est d'une très-dangereuse conséquence, & très-pernicieuse à la Société : outre que, n'étant pas du ressort des Loix Civiles, ils appartiennent proprement à la Science du Droit Naturel. Mais, comme plusieurs Auteurs les ont expliqués & les expliquent tous les jours assez au long, il suffira d'en rapporter ici en général les principaux chefs (a). Pour connoître donc les Devoirs des Souverains, il ne faut que considérer avec un peu d'attention la nature & le but des Sociétés Civiles, & les parties essentielles de la Souveraineté.

§. II. AVANT toutes choses, il est clair que les Princes doivent s'instruire exactement de tout ce qui est nécessaire pour leur donner une pleine & entière connoissance de leurs Obligations & de leurs engagements (a); personne ne pouvant se bien acquitter d'une chose qu'il ne sait pas. Et comme la (b) Science du Gouvernement est une (1) chose très-dif-

ficile,

les Soldats avec soin, & dans le tems qu'il faut, pour les rendre capables de supporter les travaux de la Guerre; maintenir exactement la Discipline Militaire; ne pas exposer sans nécessité les troupes qu'ils commandent; faire en sorte, autant qu'il leur est possible, que les provisions ne manquent pas dans l'Armée, & ne rien retenir de la paie des Soldats; ne point travailler à gagner leur affection au préjudice de l'Etat, mais leur inspirer toujours des sentimens conformes au Bien Public. 6. Les Soldats, d'autre côté, doivent se contenter de leur paie; ne point piller ni maltraiter les Bourgeois, ou les Païsans; s'exposer gaïement & courageusement à toutes les fatigues & à tous les travaux, auxquels ils sont appelez, pour la défense de l'Etat; éviter également une ardeur imprudente, qui fait courir au danger sans nécessité, & une lâche timidité, qui le fait fuir au besoin; éprouver leur bravoure sur l'ennemi, & non pas sur leurs camarades; défendre vaillamment leur poste; préférer une mort glorieuse à une fuite & à une vie honteuse. 7. Les Ministres de l'Etat auprès des Puissances Etrangères, doivent être prudents & circonspécts; soigneux de bien distinguer le solide d'avec le frivole, le vrai d'avec le faux; fideles à garder un secret inviolable; inaccessibles à toute corruption, & à tout ce qui pourroit leur faire abandonner les intérêts de leur Souverain. [Voyez cette belle description d'un Ministre, ou d'un Plénipotentiaire, dans les Caractères de Mr. de la Bruyère, au Chap. du Souverain & de la République: description néanmoins où tout n'est pas imiter. On peut consulter aussi le Livre intitulé, l'Ambassadeur, & ses fonctions, par Mr. de Wicquefort.] 8. Les Intendants ou Receveurs des Finances, & en général tous ceux qui administrent les deniers publics, doivent prendre garde de ne point user de rigueur sans nécessité; n'exiger rien au delà de la taxe, pour s'enrichir eux-mêmes, ou pour chagriner les Particuliers; ne rien retenir des deniers publics, qui passent par leurs mains; satisfaire au plutôt ceux qu'ils ont ordre de paier. Au reste, tous ces Devoirs Particuliers des Sujets finissent avec les Fonctions & les Charges Publiques d'où ils découlent. Mais pour les Devoirs Généraux, ils subsistent toujours, tant qu'on est Membre du même Etat.

§. I. (1) Quelle heureuse place que celle, qui four-

„ nit dans tous les instans l'occasion à un homme de fai-  
„ re du bien à tant de milliers d'hommes! Quel dange-  
„ reux poste que celui qui expose à tous momens un  
„ homme à nuire à un million d'hommes! (Caractères  
„ de la Bruyère, Chap. du Souverain & de la République,  
„ p. 337. Ed. de Bruxelles, 1697.) „ Les biens que font  
„ les Princes s'étendent même jusques dans les siècles  
„ les plus éloignés, comme les maux qu'ils font se mul-  
„ tiplient de génération en génération jusqu'à la posté-  
„ rité la plus reculée. Ce sont les termes de Mr. l'Ar-  
„ chevêque de Cambrai, dans ses Avantures de Téléma-  
„ que, (pag. pénult. du dernier Tome) Ouvrage, d'où je  
„ tirerai quelques beaux morceaux, que le Lecteur ne sera  
„ pas fâché de rappeler ici dans sa mémoire, pour renou-  
„ veller le plaisir qu'il a pris dans la première lecture de  
„ tant de beaux préceptes, où la solidité des pensées, &  
„ les agrémens de l'expression, charment à l'envi ceux qui  
„ se connoissent en bonnes choses.

§. II. (1) „ Le plus aspre & difficile mestier du mon-  
„ de, à mon gré, c'est (dit Montaigne) faire dignement  
„ le Roy. J'excuse plus de leurs fautes, qu'on ne fait  
„ communément, en considération de l'horrible poids  
„ de leur charge, qui m'estonne. Il est difficile de gar-  
„ der mesure à une puissance si demesurée. Si est-ce  
„ que c'est envers ceux mêmes qui sont de moins ex-  
„ cellente nature, une incitation à la Vertu, d'être so-  
„ gé en un lieu où vous ne sachiez aucun bien qui ne soit  
„ mis en registre & en compte: & où le moindre bien-  
„ faire porte sur tant de gens: & où vostre suffisance,  
„ comme celle des Precheurs, s'adresse principalement  
„ au peuple, juge peu exact, facile à piper, facile à  
„ contenter. Essais, Liv. III. Chap. VII. De l'incommo-  
„ dité de la Grandeur, p. 681. in fol. Voyez aussi Liv. I.  
„ Chap. XLII. où il y a à la marge: Sceptre du grand poids.  
„ Voici des pensées de Mr. de la Bruyère, qui ne sont pas  
„ moins belles, ni moins solides. „ Il y a, dit-il, peu  
„ de regles générales & de mesures certaines pour bien  
„ gouverner: l'on suit les tems & les conjonctures, &  
„ cela roule sur la prudence & sur les vûes de ceux qui  
„ régneront; aussi le Chef-d'œuvre de l'Esprit humain  
„ c'est le parfait Gouvernement; & ce ne seroit peut-  
„ être pas une chose possible, si les Peuples, par l'ha-  
„ bitude où ils sont de la dépendance & de la soumis-  
„ sion,

facile, & qui demande un homme tout entier, fût-il le plus grand génie du monde; il faut qu'ils (2) renoncent à toute autre étude qui n'y a pas quelque rapport; & que s'oubliant eux-

tion, ne faisoient la moitié de l'ouvrage. . . Si c'est trop de se trouver chargé d'une seule famille, si c'est assez d'avoir à répondre de soi-même; quel poids, quel accablement, que celui de tout un Royaume? Un Souverain est-il païé de ses peines par le plaisir que semble donner une Puissance absolue, par toutes les prosternations des Courtisans? Je songe aux pénibles, doureux, & dangereux chemins, qu'il est quelquefois obligé de suivre, pour arriver à la tranquillité publique: je repasse les moeurs extrêmes, mais nécessaires, dont il use souvent pour une bonne fin: je sai, qu'il doit répondre à Dieu même de la félicité de ses Peuples, que le bien & le mal est en ses mains, & que toute ignorance ne l'excuse pas, & je me dis à moi-même, voudrois-je régner? Un homme un peu heureux dans une condition privée, devroit-il y renoncer pour une Monarchie? N'est-ce pas beaucoup pour celui, qui se trouve en place par un droit héréditaire, de supporter d'être né Roi? . . . Il y a un commerce ou un retour des Devoirs du Souverain à ses Sujets, & de ceux-ci au Souverain. Quels sont les plus assujettis & les plus pénibles, je ne le déciderai pas. Il s'agit de juger, d'un côté, entre les étroits engagements du respect, des secours, des services, de l'obéissance, de la dépendance; & d'un autre, les Obligations indispensables de bonté, de justice, de soins, de défense, de protection. Dire, qu'un Prince est arbitre de la vie des hommes, c'est dire seulement, que les hommes, par leurs crimes, deviennent naturellement soumis aux Loix & à la Justice, dont le Prince est le dépositaire. Ajouter, qu'il est maître absolu de tous les biens de ses Sujets, sans égards, sans compte ni discussion, c'est le langage de la flatterie, c'est l'opinion d'un Favori, qui le dédiera à Pagonie. Quand vous voyez quelquefois un nombreux Troupeau, qui répandu sur une colline vers le déclin d'un beau jour, pait tranquillement le thym & le serpolet, ou qui broute dans une prairie une herbe menue & tendre, qui a échappé à la faux du moissonneur: le Berger soigneux & attentif est debout auprès de ses brebis, il ne les perd pas de vue, il les suit, il les conduit, il les change de pâturage; si elles se dispersent, il les rassemble; si un loup avide paroît, il lâche son chien, qui le met en fuite, il les nourrit, il les défend; l'Auteur le trouve déjà en pleine campagne, d'où il ne se retire qu'avec le Soleil: quels soins! quelle vigilance! quelle servitude! quelle condition vous paroît la plus délicieuse & la plus libre, ou du Berger, ou des Brebis? le Troupeau est-il fait pour le Berger, ou le Berger pour le Troupeau? Image naïve des Peuples, & du Prince qui les gouverne, s'il est bon Prince. . . Il ne faut [au contraire] ni Art ni Science pour exercer la Tyrannie; & la Politique qui ne consiste qu'à répandre le sang, est fort bornée & de nul raffinement; elle inspire de tuer ceux dont la vie est un obstacle à notre ambition; un homme né cruel fait cela sans peine. C'est la manière la plus horrible & la plus grossière de se maintenir, ou de s'aggrandir. *Caractères du Mauvais de ce siècle*, Chap. du Souverain & de la République. Voyez aussi les *Avantures de Télémaque*, Tom. V. p. 18. Ed. de Bruxelles, (ou de Berlin) 1699. *Xénophon*, comme le remarquait notre Auteur, a dit, il y a long-temps, qu'il est plus facile à l'Homme de gouverner tous les autres Animaux, que de commander à ses semblables. *Ἡ δὲ ἀρχὴ πρὸς τοὺς ἀνθρώπους ἑστὶν ἡ ἐπὶ τοὺς ἀνθρώπους ἐξουσία*. *Cyrop.* Lib. I. *Voilà* aussi dans les *Choses mémorables*, l'Entretien de *Socrate* avec un jeune homme, nommé *Glaucôn*. *Isocrate* (ad Nicet. vers le commencement) dit, que la cause des malheurs auxquels les

Rois sont exposez, & de la diversité de sentimens qu'il y a sur leur condition, c'est qu'on croit qu'il appartient à tout le monde de régner, aussi bien que d'exercer le Sacerdote: au lieu que de toutes les affaires humaines la plus difficile, & celle qui demande le plus de soins & de prévoyance, c'est sans contredit le Gouvernement d'un Royaume. *Ταῦτος ὁ δ' ἀνομιᾶς, καὶ τὸ ἄνευ νόμου εἶναι, οἷον τὴν βασιλείαν, ὅπου ἐκείνῳ, πάντος ἀνδρὸς εἶναι νομίζουσιν, ὃ δ' ἀδύνατον ἐστὶν ἄλλοις ἐπεὶ ὁ νόμος ἐστὶν ὁ ἀρχὴς τοῦ κράτους*. Cependant, ajoute notre Auteur, plusieurs ne rejettent pas ce Proverbe Italien, que très-peu de cervelle suffit pour gouverner tout le monde; & cet autre Latin, le monde ne sait pas combien petite est la bagasse qui le gouverne. Il pouvoit ajouter, que si l'on entend par là, qu'ordinairement la conduite des États est la chose du monde où l'on apporte le moins de capacité, de soins, & d'application, on peut admettre ces Proverbes. Mais il faut avouer aussi que, si les Conducteurs des États s'acquittoient bien de leur Devoir, ils sentiroient mieux qu'ils ne font le poids du Gouvernement; & que, s'ils vouloient s'instruire des règles d'un Art si difficile, & les pratiquer exactement, le monde seroit beaucoup mieux gouverné qu'il n'est, & les Peuples infiniment plus heureux.

(2) C'est une espèce de moquerie & d'injure, de vouloir faire valoir un homme par des qualitez mes-advénantes à son rang, quoy qu'elles soient autrement louables; & par les qualitez aussi, qui ne doivent pas être les siennes principales: comme qu'il loueroit un Roi d'être bon Peintre, ou bon Architecte, ou encore bon Archevêque, ou bon Coureur de bague: ces louanges ne lui font honneur, si elles ne sont présentes en foule, & à la suite de celles qui lui sont propres, à savoir de la justice, & de la science de conduire son peuple en paix & en guerre: de cette façon fait honneur à *Cyrus* l'Agriculture, & à *Charlemagne* l'Eloquence, & cognoissance des bonnes Lettres. . . Les compagnons de *Demosthenes*, en l'Ambassade vers *Philippus*, louoient ce Prince d'être beau, éloquent, & bon beuveur. *Demosthenes* disoit, que c'étoient louanges qui appartoient mieux à une femme, à un Avocat, à une éponge, qu'à un Roy.

*Imperet bellante prior, facientem*

*Lenis in hostem.*

[*Horat. Carm. Scul. v. 57, 52.*]

Ce n'est pas là profession de savoir ou bien chasser, ou bien d'aller.

*Exeunt alii spirantia mollius ara:*

*Credo equidem, vivos ducunt de marmore volutus:*

*Orabunt caussas melius, calique meatus*

*Describunt radio, & surgentia sidera dicent:*

*Tu regere imperio populos, Romane, memento.*

[*Virg. Æn. VI, 848. & seqq.*]

*Plutarque* dit d'avantage; que de paroître si excellent en ces parties moins nécessaires, c'est produire contre soy le témoignage d'avoir mal dispensé son loisir, & l'étude qui devoit être employée à choses plus nécessaires & utiles. De façon que *Philippus*, Roy de Macédoine, ayant ouy ce grand *Alexandre* son fils, chanter en un festin à l'envy des meilleurs Musiciens: N'as-tu pas honte, lui dit-il, de chanter si bien? Et à ce même *Philippus* un Musicien, contre lequel il debatoit de son Art; Ja à Dieu ne plaise, Sire, dit-il, qu'il m'advienne jamais tant de mal que tu entendes ces choses-là mieux que moi. Un Roi doit pouvoir répondre, comme *Iphicrates* répondit à l'Orateur, qui le pressoit en son invective, de cette manière: Et si tu, pour faire tant le brave? Et tu, homme d'armes, n'es-tu pas archer, es-tu piquier? Je ne

eux-mêmes, pour ainsi dire, ils ne vivent que pour le Peuple. Moins encore doivent-ils s'abandonner aux plaisirs, aux divertissemens, & aux vaines occupations, qui pourroient les détourner du soin de l'Etat. Par la même raison ils sont indispensablement obligez de ne souffrir auprès d'eux (3) que des personnes sages, prudentes, & expérimentées; & de chasser au contraire les (4) Flatteurs, les Bouffons, & ceux dont tout le mérite ne consiste qu'à être habiles dans quelque Art qui a pour objet des choses frivoles ou de pures bagatelles (c).

(c) Voyez *Dind.*  
*Sicul. Lib. I. Cap.*  
*LXXI. & Lib.*  
*XII. Cap. XII.*

(5) Mais, pour se rendre capables de bien appliquer les maximes générales de la Science du Gouvernement, il faut qu'ils s'attachent, avec toute l'application possible, à connoître la constitution de leur Etat (6), & le naturel de leurs Sujets. Ils doivent ensui-

te

„ suis rien de tout cela; mais je suis celui qui fait comman-  
der à tous ceux-là. *Essais de Montagne, Liv. I. Chap.*  
*XXXIX.*

(3) Le sage *Mentor* dit à *Idoménée*, dans les *Avantures de Télémaque*: „ Ne voyez-vous pas, que les Princes gâtés par la flatterie, trouvent sec & austère tout ce qui est libre & ingénieux; ils deviennent si délicats, que tout ce qui n'est point flatterie, les blesse & les irrite. Mais allons plus loin: je suppose que *Philoctète* est effectivement sec & austère, son austérité ne vaut-elle pas mieux que la flatterie pernicieuse de vos Conseillers? Où trouverez-vous un homme sans défauts? Et le défaut de vous dire trop hardiment la vérité, n'est-il pas celui que vous devez le moins craindre? Que dis-je? N'est-ce pas un défaut nécessaire, pour corriger les vôtres, & pour vaincre le dégoût de la Vérité, où la flatterie vous a fait tomber? Il vous faut un homme qui n'aime que la Vérité, & qui vous aime mieux que vous ne savez vous aimer vous-même; qui vous dise la vérité malgré vous; qui force tous vos retarremens; & cet homme nécessaire, c'est *Philoctète*. Souvenez-vous, qu'un Prince est trop heureux, quand il naît un seul homme sous son règne avec cette générosité, qui est le plus précieux trésor de l'Etat; & que la plus grande punition qu'il doit craindre des Dieux, est de perdre un tel homme, s'il s'en rend indigne, faux de savoir s'en servir. Pour les défauts des gens de bien, il faut les savoir connoître, & ne laisser pas de se servir d'eux. Redressez-les; ne vous livrez jamais aveuglément à leur zèle indiscret; mais écoutez-les favorablement: honorez leur vertu, montrez au public, que vous savez la distinguer, & sur tout gardez-vous bien d'être comme ces Princes, qui se contentent de mépriser les hommes corrompus, ne laissent pas de les employer avec confiance, & de les combler de bienfaits; & qui se piquent de connoître aussi les hommes vertueux, ne leur donnent que de vains éloges, n'osant ni leur confier les Emplois, ni les admettre dans leur commerce familial, ni répandre des bienfaits sur eux. *Tome III. p. 111.* & suiv. *Isocrate*, comme le remarquoit notre Auteur, donnoit aussi ce précepte à *Nicochès*: *Οὐκ ἀπὸ μὲν ἀνδρῶν τοῖς βασιλεῦσι, ἀλλὰ τῶν ὅσι φέρουσιν ἄξιον ὅτι καὶ μὴ ὅσι εὐνοῦνται, ἀλλὰ μὴ ὅσι ἀρετῇ τῇ αὐτῇ ἴσους εἰσὶν. ἀλλὰ ἀπὸ τῶν ἀνδρῶν τοῖς βασιλεῦσι, ἀλλὰ τῶν ὅσι φέρουσιν ἄξιον ὅτι καὶ μὴ ὅσι εὐνοῦνται, ἀλλὰ μὴ ὅσι ἀρετῇ τῇ αὐτῇ ἴσους εἰσὶν. ἀλλὰ ἀπὸ τῶν ἀνδρῶν τοῖς βασιλεῦσι, ἀλλὰ τῶν ὅσι φέρουσιν ἄξιον ὅτι καὶ μὴ ὅσι εὐνοῦνται, ἀλλὰ μὴ ὅσι ἀρετῇ τῇ αὐτῇ ἴσους εἰσὶν.* *Tag. 24. Ed. Paris. min.* „ Ne prenez pas pour vos favoris toute sorte de gens, mais seulement ceux qui sont dignes, de vous, & choisissez non ceux qui sont les plus propres à vous divertir, mais ceux qui sont les plus capables de vous aider à bien conduire l'Etat. Examinez, avec soin la vie & les démarches de ceux qui sont au-

„ près de vous, étant bien persuadé que tous les autres  
„ vous croiront tel que ceux avec qui vous vivez familièrement. . . . . Comptez sur la fidélité, non de  
„ ceux qui louent tout ce que vous dites, ou que vous  
„ faites, mais de ceux qui vous reprennent, lors que  
„ vous commettez quelque faute. Permettez aux personnes sages & prudentes de vous parler avec hardiesse, afin que, quand vous serez dans quelque embarras, vous trouviez des gens qui travaillent avec vous à éclaircir les choses. Distinguez les flatteurs artificieux, d'avec ceux qui vous servent avec affection, afin que les Méchans n'aient pas plus de part à votre faveur, que les gens de bien.

(4) „ Un Roy n'est pas à croire, quand il se vante de la confiance à attendre la rencontre de l'ennemi, pour la gloire: si, pour son profit & amendement, il ne peut souffrir la liberté des paroles d'un amy, qui n'ont autre effort que de lui pincer l'oreille; le reste de leur effet étant en sa main. Or il n'est aucune condition d'hommes qui ait si grand besoin, que ceux-là, de vrais & libres avertissements. Ils souffrent une vie publique, & ont à agréer à l'opinion de tant de spectateurs, que, comme on a accoutumé de leur faire tout ce qui les divertit de leur route, ils se trouvent, sans le sentir, engagés en la haine & détestation de leurs peuples, pour des occasions souvent qu'ils eussent pu éviter, à nul intérêt de leurs plaisirs mêmes, qui les en eussent avertis & redressés à temps. Communément leurs favoris regardent à soy, plus qu'au maître: Et il leur va de bon; d'autant qu'à la vérité la plupart des officiers de la vraie amitié sont envers le Souverain en un rude & périlleux effay: de manière qu'il leur faut non seulement de beaucoup d'affection & de franchise, mais encore de courage. . . . Il n'y a nul de nous, qui ne vaille moins que les Rois, s'il étoit ainsi continuellement corrompu, comme ils sont, de cette canaille de gens. *Essais de Montagne, Liv. III. Chap. XIII. p. 203, 204.* Il y a ensuite des pensées fort sages sur la manière dont on doit s'y prendre pour avertir les Rois de leurs fautes, & pour leur faire concevoir la Vérité. Voyez aussi deux beaux Chapitres de *Charon*, dans le *Traité de la Sagesse. Liv. III. Chap. IX. X.*

(5) Le reste de ce paragraphe n'est pas dans l'Original. Je l'ai tiré de l'Abrogé, de *Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. XI. §. 2.*

(6) „ Il faut premièrement bien connoître les humeurs & naturels des peuples. Cette connoissance façonne & donne avis à celui qui les doit gouverner. Le naturel du peuple en general . . . est d'être léger, inconstant, vaniteux, bavard, amateur de vanité & nouveauté, fier & insupportable en la prospérité, couard & abbattu en l'adversité: mais il faut encore en particulier le connoître; car avant de villes & de personnes, autant de diverses humeurs. Il y a des peuples colères, audacieux, guerriers, rudes, adonnés au vin, soumis aux femmes; & les uns plus que les autres. *Nescimus natum vulgi est, & quibus modis*



se (7) se former sur tout aux Vertus les plus nécessaires (8) pour soutenir le poids d'un Emploi

temperanter habebatur. Et c'est en ce sens que se doit entendre le dire des Sages; Qui n'a point obéi, ne peut bien commander, *nemo bene imperat, nisi qui ante paraverit imperio.* (Strab.) Ce n'est pas que les Souverains se doivent ou puissent toujours prendre du nombre des Subjects: car plusieurs sont nez Rois de Princes, & plusieurs Estats sont héréditaires: mais que celui qui veut bien commander, doit connoître les humeurs & volontez des Subjects, comme si lui même effort de leur rang & en leur place. Faut aussi connoître le naturel de l'Etat, non seulement en general, mais en particulier, sa forme, son établissement, à dire, s'il est vieil ou nouveau, est ou par election, acquis par les armes, de quelle étendue il est, que puissance il a. Car, selon toutes ces choses, il faut diversément manier on lâcher les rênes de la domination. *Sagest.* Liv. III. Chap. II. §. 1. On verra preceptes, dans ce que l'on dira plus inanière dont il faut faire des Loix, aussi pour première maxime à ceux Gouvernement d'un Etat, de s'attacher le naturel du Peuple, & de s'accommoder autant qu'il est possible, autrement, dit-il, si l'on veut tout d'un coup le changer & le redresser, on entreprend une chose, qui n'est ni facile, ni sûre, mais qui demande beaucoup de temps, & une puissance bien affermie. *Tegonid.* *χρηστέον αὐτοῖς τῶν νόμων τῶν αἰσθητῶν, ὅτι οὐκ ἔστιν ὁμοῦν ὅλοις τοῖς ἀνθρώποις, ἀλλὰ καὶ ἡ φύσις αὐτῶν αἰσθητὴ, καὶ ἡ φύσις αὐτῶν αἰσθητὴ.* Precept. Resp. gerend. pag. 799. B. Ed. Wsch. On trouve dans le reste de ce Traité plusieurs excellentes maximes pour l'Art du Gouvernement.

(7) „Après la connoissance de l'Etat, qui est comme un préalable, la première des choses requises est la Vertu, tant nécessaire au Souverain, non tant pour soy que pour l'Etat. Il est premierement bien convenable, que celui qui est par dessus tous soit le meilleur de tous, selon le dire de Cyrus. Et puis il y va de sa réputation: car le bruit commun recueille tout les faits & dit de celui qui le maîtrise, il est en vue de tous, & ne se peut cacher non plus que le soleil. Dont ou en bien ou en mal on parlera beaucoup de lui. Et il importe de beaucoup, & pour lui, & pour l'Etat, en quelle opinion il soit. Or non seulement en soy & en sa vie le Souverain doit être revêtu de Vertu: mais il doit soigner que ses Subjects lui ressemblient. Car, comme on dit tous les Sages, l'Etat, la Ville, la Compagnie, ne peut durer, ni prospérer, dont la Vertu est bannie. Et ceux-là équivoquent bien lourdement, qui pensent, que les Princes sont tant plus assurés, que leurs Subjects sont plus méchans: à cause, disent-ils, qu'ils en sont plus propres & plus nés à la servitude & au joug, *patientiores servitutis, quos non decet esse nisi servos. Quos priores quidem Principes, excepto Patre tuo, praterca non aut alteri, & natus dicit, vultu potius civium, quam virtutibus latitantur. primum quid in alio suo quomodo natura delectat: deinde quod patientiores servitutis arbitrantur, quos non decet esse nisi servos.* Plin. Panegy. Cap. XLV.) Car au rebours les méchans (supposent impatiemment le joug: & les bons & debonnaire craignent beaucoup plus, qu'ils ne sont à craindre. *Plerique rerum potentes perverse consulunt: & se manifestos putant, qui illi, quibus imperitant, non quos se fuisse. At contra id curi decet, cum ipse beator, atque strenuus sit, uti quamoptimum imperitet.* *Manf.*

„*postquam quisque asserimus vestrum positum.* [Sallust. ad Casar. de Rep. ordinand. Orat. l. i. in.] *Contra facile imperium in bonis, qui melius magis quam metuendo.* „Or le moiens tres-puissant pour les induire & former à la Vertu, c'est l'exemple du Prince; car, comme l'expérience le montre, tous se moulent au patron & modele du Prince. La raison est, que l'exemple presse plus que la Loy. C'est une Loy muette, laquelle a plus de crédit, que le commandement: *vis tam imperio nobis opus est, quam exemplo.* (Plin. Panegy. Cap. XLV. num. 6.) *& multum probat exemplo.* Or toujours les yeux & les pensées des peuples sont sur les grands; admirant & croient tout simplement, que tout est bon & excellent ce qu'ils font. & d'autre part ceux qui commandent pensent assez enjoindre & obliger les inférieurs à les imiter en faisant seulement. „La Vertu est donc honorable & profitable au Souverain, & toute Vertu. *Charren, de la Sageste.* Liv. III. Chap. II. §. 2. Ajoutons cette réflexion de *Maurice*: „Je ne sçay comment on requiert plus des Princes, (que des autres hommes) de cacher & couvrir leurs fautes: car ce qui est à nous indiscretion, à eux le peuple juge que ce soit tyrannie, mespris, & dédain des Loix: Et, outre l'inclination au vice, il semble qu'ils y ajoutent encore le plaisir de gouverner, & soumettre à leurs pieds les observances publiques. De vray *Platon*, en son *Gorgias*, définit Tyran, celui qui a licence en une Cité d'y faire tout ce qui lui plaît. Et souvent à cette cause, la montre & publication de ses vices blesse plus que le vice même. Chacun craint à dire espie & contierolle: ils le font jusqu'à leurs contenance & pensées, tout le peuple estimant avoir droit & intérêt d'en juger. Outre ce que les tâches s'agrandissent selon l'éminence & clarté du lieu, ou elles sont assises, & qu'un seing & une verrue au front paroissent plus, que ne fust ailleurs une balafre. Voilà pourquoi les Poëtes seignent les amours de *Jupiter* conduites sous autre visage que le sien, & de tant de pratiques amoureuses qu'ils lui attribuent, il n'en est qu'une, ce me semble, où il se trouve en sa Grandeur & Majesté. *Esqu.* Liv. I. Chap. XLII. pag. 190.

(8) Telles sont 1. La *Fierté*, qui est le fondement de toutes les Vertus, mais une fierté solide, éclairée, exempte d'hypocrisie, de superstition, & de bigoterie. 2. L'amour de la Justice & de l'Equité: car il est établi principalement pour faire rendre à chacun ce qui lui appartient. D'où il s'ensuit, qu'il doit sur tout tenir inviolablement sa parole. Écoutons encore ici l'Oracle de la *Gazette*. „Ceux qui de nostre temps ont considéré en l'établissement du Devoir d'un Prince le bien de ses affaires seulement; & l'ont referé au soin de sa foy & conscience; disoient quelque chose à un Prince, de qui la Fortune auroit rangé à tel point les affaires, que pour tout un seul manquement & n'en va pas aussi. On ché: on fait plus d'une vic. Le gain qui les a & quasi toujours il s'en amuse méchamment: 1. rebellions, les trahisons que esped de frus: 2. sans dommages suivant tout commerce, & de tout moyen de *negotium*, par l'exemple de cette infidélité. *Salm.* de la sacre des *Ottomans*, sacc peu soigneuse de l'observation des Promesses & peches, lors que de mon enfance il fit descendre son armée à *Otrante*; ayant sçu que *Mercure* de *Grainare*, & les habitants de *Castro*, estoient devenus prisonniers, après avoir rendu la place, contre



„ ce qui avoit esté capitulé par les gens avec eux, man-  
 „ da qu'on les relâchast : & qu'ayant en main d'autres  
 „ grandes entreprises en cette contrée-là, ceste desloyau-  
 „ te, quoy qu'elle eust apparence d'utilité présente, lui  
 „ apporteroit pour l'advenir un deseri & une défiance  
 „ d'infini prejudice. (*Essais*, Liv. II. Ch. XVII. p. 478.) A  
 „ qui ne doit être la perfidie detestable, puis que *Tyberus*  
 „ la refusa à si grand interest? On luy manda d'*Alle-*  
 „ *magne*, que, s'il le trouvoit bon, on le feroit  
 „ d'*Arminius* par poison. C'estoit le plus puissant en-  
 „ nemi que les *Romains* eussent, qui les avoit si vi-  
 „ lamente traités sous *Varrus*, & qui seul empeschoit  
 „ l'accroissement de sa domination en ces contrées-là.  
 „ Il fit réponse, que le Peuple Romain avoit accoustu-  
 „ mé de se venger de ses ennemis par voye ouverte, les  
 „ armes en main, non par fraude & en cachette : il  
 „ quitta l'utile pour l'honneste. C'estoit, me direz-  
 „ vous, un affronteur. Je le croy : ce n'est pas grand  
 „ miracle, à gens de sa profession. Mais la confession  
 „ de la Vertu ne porte pas moins en la bouche de celui  
 „ qui la hayt : d'autant que la verité la luy arrache par  
 „ force, & que, s'il ne la veut recevoir en foy, au moins  
 „ il s'en couvre pour s'en parer. Liv. III. Chap. I. au  
 „ commencement. Voyez ce que dit *Télémaque*, pour dé-  
 „ tourner ses Alliez de profiter de la trahison d'un Citoyen  
 „ de *Vénus*, qui leur avoit offert de leur livrer la nuit une  
 „ des portes de la Ville; Tom. V. p. 41, & suiv. III. La  
 „ Valeur est aussi fort nécessaire à un Prince, mais il faut  
 „ qu'elle soit conduite par la Prudence. *Mentor* donne là-  
 „ dessus des sages avis à *Télémaque*. „ Allez, lui-dit-il, au  
 „ milieu des plus grands dangers, toutes les fois qu'il  
 „ sera utile que vous y alliez. Un Prince se deshonne-  
 „ core plus en évitant les dangers de la guerre, qu'en n'y  
 „ allant jamais. Il ne faut point que le courage de celui  
 „ qui commande aux autres puisse être douloureux : s'il est  
 „ nécessaire à un peuple de conserver son Chef & son  
 „ Roi, il lui est encore plus nécessaire de ne le point voir  
 „ dans une réputation incertaine sur la Valeur. . . . .  
 „ Mais n'allez pas chercher les périls sans utilité : la Va-  
 „ leur ne peut être une Vertu, qu'aurant qu'elle est ré-  
 „ glée par la Prudence; autrement c'est un mépris in-  
 „ sensé de la vie, & une ardeur brutale. La Valeur em-  
 „ portée n'a rien de sûr. Celui qui ne se possède point  
 „ dans les dangers, est plutôt fougueux que brave : il a  
 „ besoin d'être hors de lui pour se mettre au dessus de la  
 „ crainte, parce qu'il ne peut la surmonter par la situa-  
 „ tion naturelle de son cœur; en cet état, s'il ne fuit  
 „ point, du moins il se trouble; il perd la liberté de son  
 „ esprit, qui lui seroit nécessaire pour profiter des occa-  
 „ sions de renverser les ennemis, ou de servir sa Patrie;  
 „ s'il a toute l'ardeur d'un Soldat, il n'a point le discer-  
 „ nement d'un Capitaine, encore même n'a-t-il pas le  
 „ vrai courage d'un simple Soldat : car le Soldat doit con-  
 „ server dans le combat la présence d'esprit & la modé-  
 „ ration nécessaire pour obéir. Celui qui s'expose témé-  
 „ rairement, trouble l'ordre & la discipline des troupes,  
 „ donne un exemple de témérité, & expose souvent l'ar-  
 „ mée entière à de grands malheurs : ceux qui préfèrent  
 „ leur vaine ambition à la sûreté de la cause commune,  
 „ méritent des châtimens, & non des récompenses.  
 „ Gardez-vous donc bien de chercher la gloire avec trop  
 „ d'empressement : le vrai moyen de la trouver, est d'at-  
 „ tendre tranquillement l'occasion favorable. La Vertu  
 „ se fait d'autant plus révéler, qu'elle se montre plus  
 „ simple, plus modeste, plus ennemie de tout faste;  
 „ c'est à mesure que la nécessité de s'exposer au péril  
 „ s'augmente, qu'il faut aussi de nouvelles ressources de  
 „ prévoyance & de courage, qui aillent toujours croîs-  
 „ sant. Tom. III. pag. 43, & suiv. Voyez aussi les *Essais*  
 „ de *Montagne*, (Liv. I. Chap. XIV. & Liv. II. Chap. XVI.  
 „ qui traite de la Gloire.) IV. Un Prince doit être fort re-  
 „ servé à découvrir ses desseins & ses pensées. Cette Vertu  
 „ est manifestement nécessaire à tous ceux qui se mêlent  
 „ du Gouvernement. Elle renferme une sage défiance, & une

diffimulation innocente. Voyez *Charron*, de la Sagesse,  
 Liv. III. Chap. II. §. 6, 7. & ce que nôtre Auteur a dit  
 „ ci-dessus, (Liv. IV. Chap. I. §. 17.) V. Il faut sur tout  
 „ qu'un Prince s'accoutume à modérer ses desirs : car aiant  
 „ en main de quoi les satisfaire, si une fois il leur lâche la  
 „ bride, il se portera aux derniers excès, & à force de  
 „ détruire ses peuples, il se détruira enfin lui-même. Pour  
 „ prévenir ces terribles inconvéniens, & pour se former  
 „ à cette modération, rien ne lui est plus utile que de s'exer-  
 „ cer à la Patience. „ C'est la plus nécessaire de toutes les  
 „ Vertus pour ceux qui doivent commander. Il faut être  
 „ patient pour devenir Maître de soi & des autres. L'im-  
 „ patience, qui paroît une force & une vigueur de l'ame,  
 „ n'est qu'une foiblesse. Celui qui ne fait pas attendre &  
 „ souffrir, est comme celui qui ne sauroit se taire sur un  
 „ secret : l'un & l'autre manque de fermeté pour se re-  
 „ tenir, comme un homme qui court dans un chariot,  
 „ & qui n'a pas la main assez ferme, pour arrêter quand  
 „ il faut, ses courriers fougueux. . . . . L'homme im-  
 „ patient est entraîné par ses desirs indomptez & farou-  
 „ ches dans un abîme de malheurs : plus sa puissance est  
 „ grande, plus son impatience lui est funeste : il n'at-  
 „ tend rien, il ne se donne le tems de rien mesurer; il  
 „ force toutes choses pour se contenter; il rompt les  
 „ branches, pour cueillir le fruit, avant qu'il soit mûr;  
 „ il brise les portes, plutôt que d'attendre qu'on les lui  
 „ ouvre; il veut moissonner, quand le sage labourer  
 „ sème; tout ce qu'il fait à la hâte est mal fait, & ne  
 „ peut avoir de durée, non plus que ses desirs vola-  
 „ ges. Tels sont les projets insensés d'un homme  
 „ qui croit pouvoir tout, & qui se livre à ses desirs,  
 „ pour abuser de sa puissance. (*Avant de Télémaque*,  
 „ Tom. V. p. 179, 180.) V. La Bonté & la Clémence sont  
 „ aussi des Vertus bien convenables & bien utiles à un Prin-  
 „ ce. „ Qu'il reluisse, (dit *Montagne*) d'humanité, de  
 „ verité, de loyauté, de tempérance, & sur tout de jus-  
 „ tice; marques rares, incognues, & exilées. C'est  
 „ la seule volonté des peuples de quoi il peut faire ses af-  
 „ faires : & nulles autres qualitez ne peuvent attirer  
 „ leur volonté, comme celles-là, leur étant les plus uni-  
 „ les. *Nihil est tam populare quàm bonitas*. (*Cicer*,  
 „ *Orat. pro Ligario*, Cap. XII.) *Essais*, Liv. II. Chap. XVII.  
 „ p. 477. Voyez *Charron*, (Liv. III. Chap. II. §. 12.) VI. La  
 „ Libéralité bien entendue & bien appliquée, est d'autant  
 „ plus nécessaire aux Princes, que l'avarice & la mesquin-  
 „ erie sont honteuses à celui à qui il n'en coûte presque  
 „ rien d'être libéral. Mais aussi il n'y a point de gens qui  
 „ doivent être plus soigneux de bien régler l'exercice de  
 „ cette noble Vertu. Comme cela demande beaucoup de  
 „ circonspection, & suppose d'ailleurs de très-louables dis-  
 „ positions dans les Princes, qui savent placer comme il  
 „ faut & dispenser à propos leurs bienfaits; on ne peut pas,  
 „ ce me semble, dire absolument, avec *Montagne*, que la  
 „ Libéralité ne soit pas bien en son lustre en main souveraine,  
 „ & que les princes y aient plus de droits qu'elle soit mal à propos  
 „ preschée aux Princes dès leur jeunesse; & qu'elle soit de peu de  
 „ recommandation, au prix d'autres Vertus Royales. Du reste,  
 „ il n'y a rien de plus solide que les réflexions que fait  
 „ cet Auteur au même endroit. „ A le prendre exacte-  
 „ ment, (dit-il) un Roi (entant que Roi) n'a rien pro-  
 „ prement sien; il se doit soy-même à aurui. La ju-  
 „ risdiction ne se donne point en faveur du juridicant :  
 „ c'est en faveur du juridiqué. On fait un supérieur non  
 „ jamais pour son profit, ains pour le profit de l'infé-  
 „ rieur : & un Medecin pour le malade, non pour soi.  
 „ Toute Magistrature, comme tout Art, jette sa fin  
 „ hors d'elle. *Nulla ars in se versatur*. . . . . Le Prince  
 „ ayant à donner, ou pour mieux dire, à payer & ren-  
 „ dre à tant de gens, selon qu'ils ont desservi, il en  
 „ doit être loyal & advisé dispensateur. Si la Libéri-  
 „ té d'un Prince est sans discrétion & sans mesure, je  
 „ l'aime mieux avare. La Vertu Royale semble con-  
 „ sister le plus en la Justice : & de toutes les parties de  
 „ la Justice, celle-là remarque mieux les Rois, qui ac-  
 „ com-





par (2) Loix par raison & par habitude, plutôt que par la crainte des peines, qui ne fait toute seule que rendre les hommes industrieux à chercher les moyens de commettre des crimes en secret & sans être découverts. Le meilleur moyen pour rendre les Citoyens véritablement gens de bien, c'est donc de leur inspirer de bonne heure la (3) Religion Chrétienne, j'entens celle qui est épurée de toutes les inventions humaines; & d'établir pour cet effet des Ministres qui la prêchent par leur exemple, aussi bien que par leurs instructions. Car, outre que cette sainte Religion montre le chemin du salut éternel, elle renferme aussi une Morale très-parfaite, dont les maximes salutaires & capables par elles-mêmes de produire, plus qu'aucune autre chose, des sentimens de bon Citoyen, ne peuvent par toutes commodités être prescrites avec autorité par les Loix Civiles. C'est pour cela aussi que, dans tous les Etats Chrétiens qui nous sont connus (a), on charge les Ecclésiastiques du soin d'exhorter les hommes à la pratique des Loix du Droit Naturel; au lieu que la partie dogmatique de cette Science a ses Professeurs particuliers. Une autre chose qui sert beaucoup à former les Citoyens, ce sont les Ecoles publiques (b) : bien entendu qu'on n'y enseigne aucune de ces Sciences creuses, & de ces inventions extravagantes, qui sont un malheureux reste du Regne des ténèbres; mais des connoissances solides, & utiles à la vie, telle qu'est sur tout celle qui regarde les véritables droits du Souverain, & l'Obligation des Sujets qui y répond. Les Princes doivent donc veiller avec soin à tout cela; &, pour y travailler avec plus de succès, ils ne sauroient mieux faire que de servir eux-mêmes de modèle par leur exemple (4), qui fait ordinairement de très-grandes impressions sur l'esprit de leurs Sujets.

(a) Voiez Grotius,  
de Imperio Summ.  
Potest. circa Sa-  
cra, Cap. I. num.  
13.

(b) *Voiez Hobbes, Leviath. C. XXX. & XLVI. & Lucrét. Lib. IV. vers. 981, & seqq. Dio Cassius, Lib. LII. in Orat. Macen. ad August. Connestab. de union. Lusit. Lib. VIII. au sujet de la*

§ V.

24 sans une grande variété de Jeux du Spectacle, qui  
25 animent tous les Peuples, mais fix tous qu'exercen-  
26 les corps, pour les rendre adroits, souples, vigou-  
27 reux : il faut entre ces divers prix, pour exciter une so-  
28 leable émulation : mais ce qui est le plus à souhaiter  
29 pour les hommes-mœurs, c'est que les jeunes gens se  
30 mettent du bon-heure, & que leurs pères, sans au-  
31 cune vue d'intérêt, leur laissent choisir des femmes  
32 agréables de corps & d'esprit, auxquelles ils puissent  
33 s'attacher. *Discours de l'Orateur, Tom. III. à la fin.*

(3) *Quid Leges sine moribus  
Vanae proficiunt?* . . . .

Harvard Lib. MS. Oct. XLIV, 35, 36.

[illegible]

11 avec la dernière exactitude, est une marque de la mau-  
 12 vais constitution de l'Etat; puis que ce sont autant  
 13 de dignes que l'on est contraint d'opposer au torrent  
 14 des vices, qui croissent de jour en jour. Il faut donc  
 15 que ceux qui veulent bien conduire un Etat, pensent  
 16 non à remplir les portiques de planches sur lesquelles  
 17 onécrit les Loix, mais à faire en sorte que les Citoyens  
 18 portent les maximes de la Justice gravées dans leur pro-  
 19 pre osier. En effet, ce ne sont pas les Ordonnances,  
 20 mais les Mœurs, qui servent à régler un Etat. Ceux  
 21 qui ont eu une mauvaise éducation, ne sont pas scrupule  
 22 de violer les Loix les plus précises: au lieu que les  
 23 gens bien élevés se conforment de bon cœur à tous  
 24 les établissemens honnêtes. Les Athéniens faisoient ces  
 25 réflexions, cherchoient principalement, non de quel-  
 26 le manière ils pourroient punir les défordres, mais  
 27 comment ils trouveroient le moyen de porter les Ci-  
 28 toyens à ne vouloir rien faire qui méritât châtiement.  
 29 La dernière vœ leur paroissoit digne d'eux & de leur  
 30 Emploi: mais pour l'autre, ou l'application exacte à  
 31 punir, ils eseroient qu'elle ne conviendroit qu'à un En-  
 32 nemî. Ils prenoient donc soin de tous les Citoyens en  
 33 général, mais sur tout de la Jeunesse. *Isocrat. in Arcopagor. pag. 254. & 255. Ed. Paris. min.* Ce qui suit au mê-  
 34 me endroit, mérite fort d'être lû:

(3) Il ne faut pas oublier ici cette réflexion de Montaigne: La Religion Chrétienne a toutes les marques & extremes justes & utiles, mais nulle plus apparente que l'exacte recommandation de l'obéissance au Magistrat, & maintenance des polices. Quel merveilleux exemple nous en a laissé la Sagesse divine, qui, pour établir le salut du Genre Humain, & conduire cette fièvre glorieuse victoire contre la mort de la pèche, ne l'a voulu faire qu'à la merci de nostre ordre politique, & a soumis son progrès & la conduite d'un si haut effort & si salutaire, à l'aveuglement & injustice du ses observations & avances, y laissant courir le sang innocent de tant d'âmes ses favoris, & souffrant une longue perte d'années à mourir ce fruit ineffable ? Biais, Liv. I. Chap. XXII.

(4) Ὅτι τὸ τῆς πόλεως ὄνομα ὁμοιωται τῆς ἀρχῆς. *Isocrat. ad Nicoel. pag. 36.* Voyez ce que dit *Spartien* au sujet de *Corneille*, qui épousa *Julie la Belle-mère*, *Cap. X.*



faiblement par pure ignorance, & sans aucune mauvaise intention, de sorte qu'ils auroient sujet de les regarder comme des pièges fâcheux qu'on leur tend, & comme des ordonnances par lesquelles le Souverain gêne inutilement leur liberté, & les expose à des peines inévitables; ce qui est contre le but des Sociétés Civiles. Il faut aussi régler de telle manière les formalitez & les procédures de la Justice, que chacun puisse se faire rendre ce qui lui est dû, sans perdre beaucoup de tems & faire de grandes dépenses à solliciter un procès. Car, selon le Proverbe commun parmi les Perses, (b) *une prompte injustice vaut mieux quelquefois qu'une justice qui se fait long-tems attendre.*

(b) *Melior est brevis injustitia, quam tarda justitia.*

§. VI. MAIS, comme il ne sert de rien de faire des Loix, si on les laisse violer impunément; les Souverains doivent veiller à leur exécution, & punir (1) les contrevenans, selon la qualité de la faute, & selon l'intention & le degré de malice avec lequel elle a été commise. En quoi il faut agir de telle manière, que la sévérité des Loix s'exerce non seulement envers les Petits & les Pauvres, mais aussi envers les Grands & les Riches : car il seroit injuste, que le Crédu, la Noblesse, ou les Richesses, autorisassent à se donner la licence d'insulter impunément ceux qui sont destituez de ces avantages; d'autant mieux qu'une grande oppression mettant le commun peuple au désespoir, le porte ordinairement à se soulever avec beaucoup de fureur, ce qui expose l'Etat à de très-grands dangers (a). On ne doit pas non plus faire grâce à personne (2) sans nécessité; rien n'étant plus (b) injuste, ni plus propre à irriter les esprits, que de traiter différemment, toutes choses d'ailleurs égales, ceux qui ont mérité la même punition.

3. Les faire exécuter ponctuellement.

(a) Voiez Hobbes, Leviath. C. XXX.  
(b) Voiez Pindar, Olymp. Od. XIII. vers. 6. & Jegg.

§. VII. COMME il ne faut attacher des peines qu'à ce qu'il est nécessaire de défendre pour le bien de l'Etat; on doit aussi les tempérer de telle manière, qu'elles soient proportionnées à cette fin, en sorte que l'on ne fasse pas souffrir aux Sujets de plus rudes punitions, que ne le demande l'utilité publique. Du reste il est clair, que la crainte des peines ne sauroit produire l'effet que l'on se propose, si elles ne sont assez grandes (a) pour contrebalancer le profit ou le plaisir que l'on espère d'une action contraire aux Loix.

4. Garder un juste tempérament dans la mesure des peines.

(a) Voiez Hobbes, ubi supra.

§. VIII. LES Hommes aiant formé des Sociétés Civiles, à dessein de se mettre à couvert de la malice & des insultes d'autrui; (1) le Souverain est tenu d'empêcher que ses Sujets ne se fassent aucun tort les uns aux autres, & de punir d'autant plus sévèrement les injustices qui se commettent parmi eux, que leur voisinage & leur commerce perpétuel leur fournit aisément l'occasion de se nuire les uns aux autres. Il n'y a ici ni rang, ni dignité, qui doive autoriser les (2) Grands à insulter impunément les Petits. Mais, il ne seroit pas

5. Empêcher que les Sujets ne se fassent du tort les uns aux autres.

moins

§. VI. (1) „ Les désordres & les crimes, que l'on ne peut prévenir, il faut les punir d'abord sévèrement. C'est une clémence que de faire d'abord des exemples, qui arrêtent le cours de l'iniquité: par un peu de sang répandu à propos, on en épargne beaucoup, & l'on se met en état d'être craint, sans user souvent de rigueur. Avant de Télémaque, Tom. III. pag. 73. On traitera au long des Peines, dans le Chap. III. du Livre suivant. Voiez, sur la manière dont on doit distribuer les Peines, & les Récompenses, la Philosophie Pratique de Mr. Budlé, Part. III. Cap. V. Sect. V.

(2) Voiez le Parrhasiana, Tom. II. pag. 178; & suiv. §. VIII. (1) „ Que me serviroit-il, comme à tout le Peuple, que le Prince fût heureux & comblé de gloire par lui-même & par les siens, que ma Patrie fût puissante & formidable: si triste & inquiet j'y vivois dans l'oppression, ou dans l'indigence; si à couvert des souffres de l'ennemi, je me trouvois exposé dans les places ou dans les rues d'une ville au fer d'un assassin, & que je craignisse moins dans l'horreur de la nuit d'être pillé ou massacré dans d'épaisses forêts, que dans ses carrefours; si la sûreté, l'ordre, & la propreté, ne rendoient pas le séjour des villes si délicieux, & n'y avoient pas amené, avec l'abondance, la douceur de la Société, si foible & seul de mon parti

„ j'avois à souffrir dans ma Métairie du voisinage d'un Grand, & si l'on avoit moins pourvu à me faire justice de ses entreprises; si je n'avois pas sous ma main autant de maîtres, & d'excellens maîtres, pour élever mes enfans dans les Sciences, ou dans les Arts, qui feront un jour leur établissement; si, par la facilité du commerce, il m'étoit moins ordinaire de m'habiller de bonnes étoffes, & de me nourrir de viandes saines, & de l'acheter peu; si enfin, par les soins du Prince, je n'étois pas aussi content de ma fortune, qu'il doit lui-même par ses Vertus l'être de la sienne. Caractères ou Mœurs de ce siècle, par Mr. de la Bruyère, pag. 334.

(2) Καλὸς ὁ διαπραγματίας, ὅτε μὴ τὸ ἑλπίσιν ἴσθαι, μὴ τὸ ἐξελθόντων ἀπορίας: ἀλλὰ αὐτὸς ὁμοῦ οἱ φίλοις μὴ τὰς τιμὰς ἴσθαι, οἱ δὲ ἄλλοι μὴ τὸ ἀναδύοντα. „ Pour bien connaître le Peuple, il ne faut point souffrir les insolences des petites gens, ni permettre qu'on les insulte eux-mêmes impunément: mais on doit donner les honneurs & les emplois à ceux qui les méritent le mieux, & faire en sorte que les autres ne reçoivent aucun tort. Isocrat. ad Nicocl. p. 31. Voiez Xiphilin. Epir. Dion. in Galba; & le Parrhasiana, Tom. II. pag. 283, & suiv. où l'on fait voir, qu'il faut rendre justice à tout le monde.





ger, que ne le demandent les besoins publics, ou du moins quelque avantage considérable de l'Etat (a). Il est juste qu'ils s'entretiennent d'une manière convenable à leur Dignité, mais ils ne doivent pas mesurer leur dépense, & par conséquent les Impôts (b), à leur luxe & à leur caprice, ou à celui de leurs Courtisans, qui n'a point de bornes. De plus, il faut garder une juste proportion dans la taxe de chaque Citoyen; & n'accorder à personne aucune exemption (2) ou immunité qui tourne au préjudice & à l'oppression des autres; comme aussi faire en sorte qu'il n'en coûte pas beaucoup pour lever les subsides, & qu'il ne reste guères des deniers publics dans les mains des Receveurs, ou Intendants des Finances; de peur qu'il n'arrive à ce qui entre dans le Trésor public la même chose qu'aux feux, dont on se sert dans un incendie, lesquels, à force d'être remués en passant de main en main, sont à peine à moitié pleins lors qu'ils parviennent au lieu où l'on doit jeter l'eau dans le feu. Ensuite, l'argent que l'on a levé doit être employé aux besoins de l'Etat, & non pas dépensé follement (c) en luxe, en (3) largesses, en magnificences superflues, ou en autres choses vaines & inutiles. Enfin, il faut proportionner la dépense aux revenus; & s'ils ne suffisent pas, y suppléer par l'épargne, & par un retranchement de toutes les choses superflues (d). C'est une magnificence pernicieuse que celle qu'on ne peut pas soutenir; & l'on vit toujours dans un assez grand éclat, lors que l'on ne doit rien à personne. En vain *Hobbes* (e) prétend-il, après (4) *Cicéron*, que la *Fragilité* ou l'*Epargne*, qui est une Vertu pour les Particuliers, ne l'est pas pour ceux qui sont dans des Emplois Publics, qu'ils ne pourraient exercer sans être aidés à la fois des forces de plusieurs personnes: car, dit-il, il faut animer par des récompenses, les gens dont on a besoin; sans quoi ils se décourageraient bien-tôt. Mais, si l'on n'use d'une épargne sage & raisonnable, la source des récompenses tarira en peu de tems. J'avoue néanmoins, que le Prince ne doit pas ménager ses revenus seulement pour accumuler des trésors, mais pour avoir toujours de quoi fournir à toutes les dépenses utiles ou nécessaires.

§. XI. LE Souverain n'est pas obligé de nourrir ses Sujets; quoi que la (a) Charité l'engage à prendre un soin particulier de ceux qui, par un effet de quelque malheur auquel ils n'ont rien contribué par leur faute, sont dans l'impuissance de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance. Mais, comme il ne peut tirer que des biens de ses Sujets les revenus dont il a besoin pour fournir aux dépenses nécessaires; & que d'ailleurs la force d'un Etat consiste dans la valeur & dans les richesses des Citoyens : il ne doit rien négliger, pour procurer l'augmentation des biens (1) des Sujets. Pour cet effet il faut faire en sorte qu'ils tirent de leurs terres & de leurs eaux tout le profit imaginable; qu'ils exercent leur industrie sur les choses qui croissent ou qui se trouvent dans le País, & qu'ils n'achètent pas le travail d'autrui pour tout ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes commodément; & c'est à quoi on peut les porter, en (2) prenant soin d'entretenir les Arts Mécaniques, & de faire fleurir le Négoce, sur tout celui de la Navigation. Mais il ne suffit pas de bannir la paresse &

nom de l'Orateur) lui dit agréablement : *Puis que vous savez exiger deux fois en un an le même tribut, vous pouvez bien aussi sans doute faire en sorte que nous ayons deux Bœs, & deux récoltes.* Plutarch. in Marc. Anton. pag. 926. B. Voyez, sur toute cette matière, la *Philosophie Pratique* de Mr. Baddé, Part. III. Cap. V. Sect. VII.

(2) *Voiez Hobbes, de Cive, Cap. XIII. §. 10. & le Partheſiane, Tom. I. p. 275. & ſuiv.*

(3) *Eſt improbum principum poſtrema deſenſio, auferre donandi gratia, & invidiam rapinatum magnitudi-  
nemonum deprecari. Lat. Facet. Drepan. Cap. XXVII.  
nom. 1. Edit. Cellar.*

(4) *Frugi hominem dici non multum habet laudis in Rege. Orat. pro Rege Deiotar. Cap. IX.* Voyez le Discours de Mécénas à Auguste, dans Dion, Lib. XLII. & Plin. Panegy. Cap. XLi.

§. XI. (1) Εἴθε ἡ οἰκονομία τῶν ἰδιωτῶν, καὶ νόμος τῆς δια-  
 παλαιότητος ἀπὸ τῆς αἰωνιότητος, καὶ τῆς ἐργασίας τῶν

σα εὐλαίη νοεῖν; ἀπαντα γὰρ τὰ τ' οἰκνύοντα τὴν εὐλαίη,  
 σικπία τ' καλοῖ βροσπολιάντων ἐστίν. Aidez foim du bien  
 des Particuliers, & mettez-voys dans l'esprit, que  
 ceux qui dépensent leur bien mal à propos diminuent  
 d'autant le vôtre, comme d'autre côté ceux qui amas-  
 sent du bien augmentent vos revenus; car tous les  
 biens des habitans du Pais appartiennent comme en  
 propre à un Prince qui sait bien régner. *Isocrat. ad Ni-*  
*coch. P. 33.*

*Non sibi, sed domino gravis est, qua servit cestas.*  
*Lucan. Pharsal. III, 152.*

(2) Voyez sur tout ceci le *Parthasiana*, Tom. I. pag. 264. & suiv. Tom. II. pag. 291. & suiv. & les *Aventures de Télémaque*, Tom. I. pag. 55. & suiv. Tom. III. pag. 50. & suiv. 64. & suiv. & la *Philosophie Pratique* de Mr. Budé, Part. III. Cap. V. Sect. VIII. où il traite aussi de ce qui regarde la *Meanoie*.

(a) *Voiez Phil.  
de Comin. Liv. V.  
Ch. XVIII. Liban.  
Orat. III. St  
Thom. Mori Uo-  
pia, Lib. I.*  
(b) *Grotius, ad  
Luc. III, 13.*

(c) Voyez les *Essais de Montaigne*, Liv. III, Ch. VI, p. 668. & suiv.

(d) Voyez le Prince de Machiavel, Cap. XVI. Consue. de nosse. Lostran. Lib. I.  
(e) Leontius, Cap. XI.

8. Procurer l'entretien & l'augmentation des biens des Sujets.

(a) Les Incas mettoient au nombre de leurs titres celui d'amateurs des pauvres. Garcil. de la Vega, *Hist. des Incas*, Liv. II. Chap. XIV.

12

(3) **Voicz**



(b) Voiez Bernier, dans sa Relation du Mogol, vers la fin.

9. Empêcher les factions.

(a) Voiez *Evangrins*, Hist. Ecclef. Lib. IV. C. XXXI. *Procop. Hist. arcan.* & de Bell. Pers. Cap. XXIV. *Bacon. Serm. fid.* C. XV. & XLIX. *Hobbes, de Civ.* Cap. XIII. §. 12, 13. *Phil. de Comin.* Liv. VI. Ch. XIII.

(b) Voiez *Diod.* Sic. L. I. C. XXI.

(c) Voiez *Gen.* XXVI, 16. *Bacon. Serm. fid.* Cap. XXXV. *Senec.* *Oedip. vers.* 542, 543.

\* 10. Se précautionner contre les invasions des Etrangers.

(a) Voiez *Plant.* *Moffell.* A& II. *Scen.* L. V. 32, 33.

la fainéantise : il faut encore introduire l'économie, par de bonnes Loix (3). *Somptuaires* ; qui défendent les dépenses superflues, & principalement celles qui font passer aux Etrangers les richesses des Sujets. Le Prince lui-même doit en montrer l'exemple, qui est d'une plus (4) grande efficace, que toutes les Loix du monde. (b) Dans les Pais néanmoins, où il y a une grande abondance d'argent, & qui sont d'ailleurs fort peuplez, il est bon de tolérer les dépenses non-nécessaires, & qui approchent du luxe, pour faire rouler l'argent, & pour fournir au menu peuple le moien de gagner sa vie : bien entendu que l'on ne laisse pas monter le luxe à un point excessif, ni consumer inutilement des choses dont on pourroit tirer un grand profit, si on les envoioit dans les Pais Etrangers.

§. XII. LA bonne constitution & la force intérieure d'un Etat dépendant sans contredit de l'union des (1) Citoyens ; il est également du devoir & de l'intérêt des Souverains, de prendre garde qu'il ne se forme des (a) factions & des cabales, d'où il naît aisément des Seditions, & des (2) Guerres Civiles ; comme aussi d'empêcher qu'un nombre de Sujets ne se lient (b) ensemble par quelque Convention particulière ; & enfin qu'aucun ne dépende, sous quelque prétexte que ce soit, fût-ce sous un prétexte de Religion ; d'une autre Puissance, soit au dedans ou au dehors de l'Etat, pour laquelle il ait plus de soumission que pour son légitime Souverain, ou de laquelle il attende une plus grande protection. Par la même raison il ne faut pas souffrir qu'aucun Sujet devienne (c) trop puissant.

§. XIII. \* ENFIN, la paix qu'il y a entre les Etats n'étant pas ordinairement fort assurée, le Souverain (1) doit prendre soin d'entretenir le courage de ses Sujets, & de les exercer avec assiduité aux travaux & aux fonctions militaires, de faire (a) de bonne heure les préparatifs nécessaires pour se mettre en état de défense, comme, d'avoir des Fortereses, des Armes, des Soldats, & sur tout de l'Argent, qui est le nerf de la Guerre. Mais il ne doit (2) jamais attaquer, quand même il auroit un juste sujet de le faire, à moins qu'il

(3) Voiez ci-dessous, Liv. VIII. Chap. V. §. 3.

(4) Tacite le remarque, au sujet de l'Empereur *Vespasien* : *Sed principis adstricti moris auctor Vespasianus fuit, antiquo ipse cultu victuque. Obsequium inde in principem, & amulandi amor, validior quam pœna ex legibus, & metus.* *Annal.* Lib. III. Cap. LV. Voiez *Montagne*, Liv. I. Chap. XLIII. & les *Avantures de Télémaque*, Tom. V. p. 120. & suiv.

§. XII. (1) Voiez le *Parrhasiana*, Tom. I. pag. 289. & suiv.

(2) Lesquelles, ajoutoit notre Auteur, après *Hérodote*, sont plus pernicieuses & plus détestables qu'une Guerre faire de bonne intelligence contre les Ennemis du dehors, autant que la Guerre en général est plus désavantageuse que la Paix. *Στάσις γὰρ ἡμετέρας πόλεις ἀποφρονοῦσιν τοσούτοις ἀδελφοῖς ἵσιν, ἢ τῶν ἀλλότῳ ἐπὶ τῆς.* *Lib. VIII. sive Urania, init.* Voiez *Montagne*, Liv. III. Chap. XII. pag. 774.

§. XIII. (1) Voiez les *Avantures de Télémaque*, Tom. IV. pag. 5, & suiv. & *Charron, de la Sagesse*, Liv. III. Chap. III. §. 18, & suiv.

(2) „ Ah ! que les Rois doivent bien prendre garde „ aux guerres qu'ils entreprennent ! Elles doivent être „ justes : ce n'est pas assez, il faut qu'elles soient néces- „ saires ; le sang du peuple ne doit être versé que pour „ sauver ce même peuple dans les besoins extrêmes. „ (*Avantures de Télémaque*, Tom. IV. pag. 91.) „ Les „ maux de la guerre épuisent un Etat, & le mettent tou- „ jours en danger de périr, lors même qu'on remporte „ les plus grandes victoires. Avec quelques avantages „ qu'on la commence, on n'est jamais sûr de la finir, „ sans être exposé aux plus tragiques renversemens de „ fortune : avec quelque supériorité de force qu'on s'en- „ gage dans un combat, le moindre mécompte, une ter- „ peur, un rien vous attache la victoire, qui étoit déjà

„ dans vos mains, & la transporte chez vos ennemis. „ Quand même on tiendroit dans son camp la victoire „ comme enchaînée, on se détruit soi-même en détrui- „ sant ses ennemis : on dépeuple son pais, on laisse les „ terres presque incultes, on trouble le commerce ; „ mais, ce qui est bien pis, on affoiblit ses meilleures „ Loix ; & on laisse corrompre les mœurs. La jeunesse „ ne s'adonne plus aux Lettres ; le pressant besoin fait „ qu'on souffre une licence pernicieuse dans les troupes ; „ la Justice, la Police, tout souffre de ce désordre. Un „ Roi, qui verse le sang de tant d'hommes, & qui cause „ tant de malheurs, pour acquérir un peu de gloire, ou „ pour étendre les bornes de son Roiaume, est indigne „ de la gloire qu'il cherche, & se mérite de perdre ce qu'il „ possède, pour avoir voulu usurper ce qui ne lui appar- „ tient pas. Pag. 4, 5. du même Tome. On ne sera pas „ fâché de lire encore ici ces beaux vers de Mr. Despreaux, „ *Epique* I. p. 97. dern. Edit. d'Amst. 1702.

Ce n'est pas que mon cœur du travail ennemi  
Approuve un Fainéant sur le trône endormi.  
Mais quelque vains lauriers que promette la Guerre,  
On peut être Héros sans ravager la terre.  
Il est plus d'une gloire. En vain aux Conquérans  
L'Erreur parmi les Rois donne les premiers rangs.  
Entre les grands Héros ce sont les plus vulgaires.  
Chaque Siècle est fécond en heureux Teméraires.  
Chaque Climat produit des Favoris de Mars.  
La Seine a des Bourbons, le Tibre a des Césars.  
On a vu mille fois des fanges Mauides  
Sortir des Conquérans, Goths, Vandales, Gépides.  
Mais un Roi vraiment Roi, qui sage en ses projets,  
Sache en un calme heureux maintenir ses Sujets,  
Qui du bonheur public ait cimenté sa gloire,  
Il faut, pour le trouver, courir toute l'Histoire.  
La Terre compte peu de ces Rois bien-faisans.

qu'il ne se présente quelque occasion favorable, qu'il soit très-assuré de réussir, sans que d'ailleurs la constitution de l'Etat soit telle, qu'elle ne permette pas commodément de s'engager dans une Guerre (b). Il faut aussi épier avec attention les desseins & les démarches de ses Voisins; ce que l'on fait aujourd'hui principalement par le moyen des Ambassadeurs que l'on tient perpétuellement (c) dans les Cours étrangères; comme aussi ménager sagement des Traitez & des Alliances avec ceux dont on a besoin.

(b) Voyez Baron; *Serm. fid. Cap. XXIX.* & *Hobbes, de Civ. C. XIII. §. 7. 8.*

(c) Voyez *Marsilius, Legat. Lib. II. Cap. XI.*

*Le Ciel à les former se prépare long-temps  
Tel fut cet Empereur, sous qui Rome altérée  
Vit renaitre les jours de Saturne & de Rhéa:  
Qui rendit de son jong l'Univers amoureux:  
Qu'en n'alla jamais voir sans revenir heureux:  
Qui soupçroit le soir, si sa main fortunée  
N'avoit par ses bienfaits signalé la journée.  
Le cours ne fut pas long d'un Empire si doux.*

Dans un ancien Poëte Latin, Néron débite une maxime toute opposée:

*Extinguere hostem, maxima est virtus Duili.*  
Mais Senèque lui répond:

*Servare Civem major, est Patria Patri.*  
*Senec. Octav. vers. 433, 434.*

Et plus bas, vers. 463, & seqq.

*Pulchrum eminere est inter illustres viros;  
Consulere Patria; parcere afflictis; ferre  
Cada obsequere; tempus atque ira dare;  
Orbi quietem; seculo pacem suam.  
Hae summa virtus: perit hoc qualem via.*

Il y a plusieurs autres belles sentences dans cette Tragédie, où Néron d'autre côté représente bien les sentimens & les caractères d'un Tyran. Voyez au reste la *Philosophie Pratique* de Mr. Hodge, Part. III. Cap. V. Sect. XL où il traite de *Prudentia Statūs circa Bellum & Pacem.*

*Fin du Septième Livre.*

# LE DROIT DE LA NATURE

## ET DES G E N S.

### LIVRE HUITIÈME,

Où l'on traite des principales Parties de la Souveraineté ; des Contrats & des Traitez, tant Publics que Particuliers, des Puissances Souveraines ; des différentes manières dont les Citoyens cessent d'être Membres d'un Etat ; & des divers changemens ou de la destruction même des Sociétez Civiles.

#### CHAPITRE PREMIER.

*Du Pouvoir qu'ont les Souverains de prescrire des Loix à leurs Sujets.*

De la nature des §. I.  
Loix Civiles en  
général.

PRE's avoir expliqué tout ce qui regarde la nature de la Souveraineté en général, il ne reste plus qu'à examiner en détail les principales questions que l'on agite au sujet de chacune de ses Parties. Nous avons mis au premier rang le Pouvoir de prescrire aux Sujets la manière dont ils doivent régler leur conduite : Pouvoir d'où émanent les *Loix* que l'on

(a) Liv. I. Chap. appelle *Civiles*. Il faut donc ajouter ici à ce que nous avons dit (a) ailleurs des Loix en général, une idée plus distincte de ce qui concerne en particulier les Loix Civiles, & les ordres du Souverain.

(b) Voyez *Grot. de Imp. Summ. Potest. circa Sa-ora, Cap. III. num. 3, 4. II. & Cap. IV. num. 1.* Les *Loix Civiles* sont ainsi appellées ou par rapport à leur autorité, ou par rapport à leur origine. Au premier égard on peut donner le nom de Loix Civiles à toutes (b) celles qui servent de règle aux jugemens des Tribunaux Civils, de quelque endroit qu'elles tirent leur origine. Les Loix Naturelles & les Loix Divines Positives obligent à la vérité, & rendent punissables devant le Tribunal Divin, tous ceux pour qui elles sont établies & publiées ; & la violation des Loix de la Nature est même suivie ici bas des *Peines Naturelles*, dont nous avons (c) parlé ailleurs. Mais ce qui leur donne pleine & entière force de Loi dans les Tribunaux Civils, c'est l'Autorité du Souverain, à qui il appartient de déterminer les Crimes qui doivent être punis en Justice, & ceux dont on laisse à Dieu la vengeance ;

(c) Liv. II. Ch. III. §. 21.

grâce; comme aussi les Obligations Naturelles pour lesquelles on peut avoir action en Justice, & celles dont l'accomplissement est abandonné à l'honneur & à la conscience de chacun. Or il n'y a que les maximes du Droit Naturel, sans l'observation desquelles les Citoyens ne feroient absolument vivre en paix les uns avec les autres, qui aient force de Loi dans tous les Etats du monde. Pour (d) les autres, on n'a pas jugé, à propos de donner cette efficacité à quelques unes, ni expressément, ni par l'usage du Barreau, soit parce que les actions, qui paroissent contraires à ces maximes, auroient été d'une trop difficile discussion; soit pour ne pas ouvrir la porte à une infinité de procès; soit pour laisser aux véritables gens de bien la principale matière des justes louanges qu'on ne peut refuser à ceux qui pratiquant avec soin les Devoirs dont la violation demeure impunie devant le Tribunal Humain, montrent par là qu'ils n'agissent point par la crainte de la peine, mais uniquement par la crainte de Dieu, & par l'amour de la Vertu.

(d) Voyez un passage de *Senéque*, cité ci-dessus, Liv. I. Chap. II. §. 10. Not. 3. Voyez aussi ce qu'on a dit, Liv. III. Ch. IV. §. 6.

Les Loix Civiles ainsi appelées à cause de leur origine, ce sont celles qui ont uniquement pour principe la volonté du Souverain; & elles roulent sur des choses qui se rapportent au bien (e) particulier de l'Etat, quoi que d'ailleurs indifférentes par le Droit Naturel & par le Droit Divin, dont elles sont (1) comme des suppléments, selon l'expression d'un ancien Juif. Les Sujets ne doivent pourtant pas les observer avec moins d'exacritude, que les Loix purement Naturelles : car il est manifestement plus avantageux à la Société Humaine, de se conformer à la volonté du Souverain en matière de choses indifférentes, & de trouver bon ce qui lui paroît tel, que s'il y avoit là-dessus des contestations perpétuelles, d'où il naîtroit infailliblement des guerres & des carnages, qui sont sans contredit de terribles maux.

(e) Voyez un passage de *Cicéron*, cité ci-dessus, Liv. V. Chap. XII. §. 2. à la fin.

L'Assemblée de ces sortes de Loix est ce que l'on appelle ordinairement le *Droit Civil*. Mais il faut remarquer, que toutes les Règles qui se trouvent contenues dans les *Corps de Droit* ou les *Codes*, ne sont pas des Loix Civiles proprement ainsi nommées, & qu'il y a bien des maximes du Droit Naturel mêlées parmi les Ordonnances que le Souverain fait en vue du bien particulier de l'Etat; quoi que jusques ici, les Interprètes du Droit Civil aient la plupart confondu tout cela. Les réglemens de Droit purement Civil y sont néanmoins le plus grand nombre, & ils consistent (2) en général ou à prescrire certaines formalitez, que l'on doit observer, pour rendre valables en Justice les actes par lesquels on transporte quelque droit, ou l'on entre dans quelque engagement envers autrui; ou à régler la manière dont chacun doit poursuivre son droit en Justice. Si l'on traite ces choses à part, & qu'on en écarte tout ce qui est de Droit Naturel, le Droit Civil se trouvera réduit à des bornes assez étroites. Pour ne pas dire, que, dans tous les cas où l'on ne trouve point de décision du Droit Civil, on a recours aux principes de la Raison naturelle (3), de sorte que le Droit Naturel supplée en tout & par tout au défaut des Loix Civiles.

§. II.

§. I. (1) *ὅτι αἰσώτης ποσειδάων μάλλον αἰ κτ' ἢ μίφ' ἀνθρώπων μίφ' ἢ κτ' τῶν φύσιν. ποσειδάων μὲν γὰρ οἱ κτ' ὅπλα νόμοι τῷ φ' φύσιν ὁρῶν λόγῳ ποσειδάων δ' ἔτι ποσειδάων αἰσώ τῷ ἀνθρώπῳ κτ' φήσιν.* Rhilon, *Lib. de Joseph.* pag. 531. B. Ed. Paris.

(2) De plus, comme il y a bien des choses que le Droit Naturel prescrite seulement d'une manière générale & indéterminée, en sorte que le *temps*, la *manière*, le *lieu*, & l'*application* à *telles* ou *telles* personnes, & autres semblables circonstances, sont laissées au discernement & à la prudence de chacun; les Loix Civiles règlent ordinairement tout cela, pour l'ordre & la tranquillité de l'Etat: quelquefois même elles proposent des récompenses à ceux qui voudront bien faire de leur propre mouvement ces sortes d'actions, auxquelles ils ne sont pas tenus déterminément en tel ou tel cas particulier. Elles expliquent aussi ce qu'il peut y avoir d'obscur dans les maximes du Droit Naturel, ou dans leur application: & les Particuliers sont obligés de se conformer à ces décisions faites par autorité publique, quand même ils ne les trou-

veroient pas bien justes. Enfin elles bannent encore en diverses manières l'usage des droits que chacun a naturellement, ou qu'elles ne doivent faire qu'autant que le demande le bien de l'Etat. Au reste, chaque Particulier est obligé de se soumettre à tous ces réglemens, tant qu'ils ne renferment rien de manifestement contraire aux Loix Divines, soit Naturelles, ou Révélées; & cela non seulement par la crainte des peines, qui sont attachées à leur violation, mais encore par un principe de conscience, & en vertu d'une maxime même du Droit Naturel, qui ordonne d'obéir aux Souverains légitimes, en tout ce que l'on peut faire sans crime. *De Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. XII. §. 6, 7, 8.*

(3) Voyez *Hobbes, de Cive*, Cap. XIV. §. 14. C'est là-dessus (ajoutoit notre Auteur) qu'est fondée l'action inscrite *matris* que donnoit le Droit Romain pour des crimes qui ne se trouvoient pas exprimés dans les Loix. On peut voir là-dessus les anciens Déclamateurs, sur tout *Quintilien*, *Declam. CCLII.*

Si les Loix Civiles peuvent être contraires au Droit Naturel ?

(a) *De Cive*, Cap. XIV. §. 10.

(b) *Ibid.* §. 9.

(c) Voyez, par exemple, *Plutarch*, in *Demet.* pag. 900, 901. & la flatterie de *Parysatis*, dans le même Auteur, in *Artaxerx.* pag. 1022. B.

Si ces mêmes Loix peuvent déterminer la nature des Crimes, selon que le Législateur le juge à propos ?  
(a) *De Cive*, Cap. VI. §. 16. & Cap. XIV. §. 9, 10.

§. II. HOBBS (a) avance ici un assez grand paradoxe : car il soutient, qu'il est impossible que les Loix Civiles soient contraires au Droit Naturel, tant qu'elles ne renferment rien d'injurieux à la Divinité. La raison principale sur laquelle il se fonde, c'est que l'obligation d'observer les Loix Civiles étant antérieure à la publication de ces Loix, & fondée sur la constitution même de l'Etat, où chacun (b) de ceux qui entrent dans la Société, s'engage à obéir aux commandemens du Souverain, c'est-à-dire, aux Loix Civiles; de Droit Naturel, en vertu d'une de ses Loix, qui défend de manquer à ce que l'on a promis, prescrit en même tems l'observation de toutes les Loix Civiles. Car, ajoute-t-il, lors qu'on est tenu d'obéir, avant que de savoir ce qui sera commandé, on doit se soumettre généralement à tous les ordres que l'on recevra. Mais il est certain, qu'avant la formation des Sociétés Civiles, les Hommes avoient déjà les idées du Droit Naturel. Le but principal de cet établissement, c'est même de pouvoir sûrement pratiquer les Loix de la Nature, qui sont le fondement de la paix du Genre Humain. Enfin, il n'y a rien dans les Loix Naturelles, qui soit contraire au but & à la constitution des Sociétés Civiles : au contraire l'observation de ces Loix est d'un très-grand usage pour le bonheur d'un Etat. Cela étant, il faut sans contredit supposer, que ceux qui en se joignant ensemble pour former une telle Société, s'engageoient à obéir aux Loix Civiles, qui seroient établies pour le bien particulier de leur Etat, supposoient qu'elles ne renfermassent rien de contraire ni au Droit Naturel, ni au but général des Sociétés Civiles. Ainsi, quoi que par abus on puisse actuellement (c) faire quelque Loi Civile opposée au Droit Naturel, il n'y a que des Princes insensés, ou assez méchans pour souhaiter de détruire leur propre Etat, qui soient capables d'établir de propos délibéré des Loix reconnues telles.

§. III. LE même Auteur (a) appuie encore son sentiment d'une autre manière. Il est vrai, dit-il, que la Loi Naturelle défend le Larcin, l'Homicide, l'Adultère, & en général toute sorte d'Injures : mais il appartient uniquement aux Loix Civiles de déterminer ce qu'il faut entendre par ces termes. Ce n'est pas toujours voler, que de prendre ce qu'un autre possède; mais le Larcin consiste à prendre une chose qui appartient en propre à autrui : or la détermination du Mien & du Tien, dans un Etat, dépend absolument des Loix Civiles. On ne commet pas un Homicide, toutes les fois que l'on tue quelqu'un, mais seulement lors que l'on tue une personne à qui les Loix de l'Etat nous défendent d'ôter la vie. Tout commerce avec la femme d'autrui n'est pas un Adultère, mais seulement celui qui se trouve défendu par les Loix Civiles. Enfin la violation d'une Promesse n'est une Injure, que quand la Promesse regarde une chose permise ; car, si l'on n'a pas droit de faire une certaine Convention, personne n'acquiert par là aucun droit : or c'est aux Loix Civiles à régler, sur quelles choses on peut ou l'on ne peut pas traiter.

Je répons à cela 1. Que du moins ceux qui, comme nous, reconnoissent la divinité de l'Ecriture Sainte, peuvent être assurés, & par les Loix que DIEU donna autrefois aux Juifs, & par ses autres Révélations, de quelle manière ce Souverain Législateur, qui est l'Auteur de la Loi Naturelle, veut que l'on définisse plusieurs sortes de Crimes. Si donc les Loix d'un Etat sont regarder comme innocens certains actes, qui entrent dans les idées de ces définitions, ils ne laisseront pas pour cela d'être contraires à la Loi de Dieu : d'autant mieux que l'on ne sauroit alléguer aucune raison satisfaisante, pourquoi Dieu les aient défendus aux Juifs, les permîtroit néanmoins aux autres Peuples. Chez les Lacédémoniens, par exemple, un Vieillard (b) cassé pouvoit faire coucher avec sa Femme quelque Jeune homme vigoureux, sans que ni le Mari se deshonorât par là, ni le Jeune homme, & la Femme, passassent pour commettre un véritable adultère; parce que les Loix de l'Etat n'avoient pas compris sous ce nom un tel commerce avec la Femme d'autrui du consentement du Mari même. Mais il n'en est pas de même des Loix divines, qui, en défendant l'Adultère, entendent par là tout commerce impur avec une Femme actuellement mariée à un autre homme; de sorte que la pratique autorisée par les Loix de Lacédémone, ne peut qu'être regardée comme un abus contraire au Droit Naturel.

(b) Voyez ci-dessus, Liv. VI. Ch. I. §. 15.

2. De plus, quand même on s'opiniâteroit à soutenir, que les définitions de certains actes déclarez illicites par les Loix de Moïse, ne regardent que le Peuple Juif, à qui elles étoient données; il faudroit toujours reconnoître, que les Loix Civiles doivent déterminer les actions défendues par le Droit Naturel, d'une manière qui ne donne aucune atteinte au but de la Loi Naturelle, qui est d'entretenir parmi les Hommes une Société honnête & paisible; & par conséquent, que toute Loi Civile contraire à cette fin, est aussi contraire au Droit Naturel. Si on vouloit définir, par exemple, l'*Adultère*, une copulation charnelle avec la Femme d'autrui *sans son consentement*; ou le *Larcin*, un vol fait de nuit, ou (c) d'une chose dont on a besoin; ou l'*Homicide*, un meurtre commis *ouvertement & à main armée*; qui doute, que cela ne produisît dans l'Etat une infinité de défordres? En vain prétendrait-on, que la Loi étant générale, chacun pourroit se dédommager de ce qu'il en souffriroit quelquefois, en profitant à son tour, dans une autre occasion, de la permission qu'elle lui donneroit, aussi bien qu'aux autres; & que la parfaite égalité des Citoyens à cet égard ôteroit à chacun tout juste sujet de plainte. J'avoue que bien des gens souhaiteroient d'être seuls en droit de faire certaines choses: mais, si les autres pouvoient en user de même à leur égard, ils ne voudroient pas acheter à ce prix-là une telle permission. Il n'y a que des Vauriens achevez qui puissent s'accommoder de la liberté que chacun a, par exemple, en *Tartarie*, de prendre impunément tout ce dont il a besoin: car pour ceux qui sont un peu soigneux de leur bien, il arriveroit très-souvent qu'ils se verraient dépouillés par là de ce dont ils auroient le plus de peine à se passer, sans trouver chez aucun autre rien de semblable sur quoi ils pussent se dédommager, ou du moins sans que l'absence ou la négligence du Propriétaire leur permit de le lui enlever. Que si l'égalité parfaite du droit des Citoyens en matière de pareilles choses étoit une raison suffisante pour autoriser à les permettre; on pourroit, par la même raison, abolir toutes les Loix; expédient très-propre à introduire parmi les Hommes une entière égalité à tous égards, mais qui ne viendra jamais dans l'esprit d'une personne de bon sens.

3. Rien n'est plus faux que ce que *Hobbes* suppose ici, que les questions qui regardent le *Mien* & le *Tien* soient uniquement du ressort des Loix Civiles proprement ainsi nommées; & que, dans l'Etat de Nature, il n'y ait point de Propriété de biens. Il est vrai, que la possession de ce qui appartient à chacun est beaucoup plus assurée dans les Sociétés Civiles, où l'on jouit de ses biens à l'abri du secours de plusieurs personnes jointes ensemble, & de la protection des Juges communs, établis par autorité publique, que dans l'Etat Naturel, où chacun n'a que ses propres forces pour se défendre contre les insultes d'un injuste ravisseur. Mais cela n'empêche pas que l'établissement de la Propriété des biens ne soit antérieur à la formation des Sociétés Civiles, & il ne suffit pas d'affirmer gravement le contraire, il faut le prouver. Aujourd'hui même les Princes & les Etats vivent dans l'Etat de Nature les uns par rapport aux autres, de sorte que la Propriété des biens de chacun d'eux n'est pas fondée sur l'autorité d'une Loi commune, ou d'un Juge Supérieur d'où ils dépendent également, mais uniquement sur des Conventions tacites, & sur les titres que donnent les manières naturelles d'acquiescer à une chose en propre: oseroit-on soutenir pour cela, qu'un Roi puisse, sans se rendre coupable de larcin ou de rapine, prendre ou secrètement, ou de vive force, le bien d'un autre avec qui il n'a point fait de Traité? J'avoue encore, que les Conventions des Citoyens au sujet d'une chose défendue par les Loix, ne sont pas valides: mais s'ensuit-il de là, que ceux qui vivent dans l'indépendance de l'Etat Naturel, ne se fassent point de tort les uns aux autres, lors qu'ils violent les engagements où ils étoient entrez? Il est donc faux, que le *Tort* ou l'*Injure* suppose toujours nécessairement la détermination des Loix Civiles. On ne sauroit non plus soutenir, que, dans l'état de la Liberté Naturelle, un homme qui en tue un autre, sans y être autorisé par le droit de la Guerre, ou par la nécessité de défendre sa propre vie, ne commette pas un véritable *Homicide*. Les principes du Droit Naturel suffisent aussi pour nous

(c) Comme parmi les Tartares, où cela est permis: *Sigism. Barro Herberstein. de rebus Moscov. Voyez pourtant Hayth. de Tartar. Cap. XLVIII.* Cette permission a lieu aussi dans la Colchide. Voyez *Buisson. Epist. III. P. 155.*

faire clairement comprendre, que l'*Adultere* consiste dans la violation de la foi conjugale; sans qu'on ait besoin pour cela de la décision des Loix Civiles. Tout ce qu'elles peuvent faire, c'est d'ajouter aux Contrats de Mariage quelques circonstances & quelques formalitez, dont le défaut les rend nuls, & les dépouille de certains effets, qu'ils auroient eu sans cela.

4. Enfin, il faut bien distinguer ici entre ce que les Loix Civiles ordonnent, & ce qu'elles permettent (1) simplement, ou ce qu'elles ne défendent pas sous quelque peine. Car rien n'empêche qu'une seule & même chose ne soit défendue par le Droit Naturel, & permise par le Droit Civil. La permission des Loix Civiles ne fait pas qu'une action cesse d'être contraire au Droit Naturel, ou qu'on puisse la commettre sans pécher contre Dieu, le Souverain Législateur: toute la vertu qu'elle a, se réduit à déclarer, que le Souverain n'usera pas de son autorité pour réprimer ceux qui voudroient commettre une telle action, ni ne les en punira point, s'ils l'ont une fois commise; & qu'elle aura d'ailleurs devant les Tribunaux Humains les mêmes effets, que celles qui sont permises par la Loi Naturelle. Les Loix de *Tartarie*, par exemple, n'ordonnent pas formellement de prendre le bien d'autrui (d); elles ne défendent pas non plus, je pense, aux Propriétaires de repousser ceux qui viennent leur enlever leurs biens: elles accordent seulement une pleine impunité à ceux qui ont pris quelque chose qui appartient à autrui, & ne les contraignent pas même de le rendre à son maître: de sorte que, devant les Tribunaux de ce Pais-là, ce que l'on a pris de cette manière passe pour (2) légitimement acquis. Il n'y avoit non plus à *Lucédémone* aucune Loi qui ordonnât aux vieux Maris de souffrir que leurs Femmes couchassent avec quelque Jeune homme, ni aux Jeunes hommes de coucher avec la Femme de quelque vieux Mari: mais lors que les intéressés y consentoient de part & d'autre, les Loix ne s'y opposoient pas, & tenoient au contraire pour légitimes les enfans nez d'un tel commerce, en sorte qu'ils étoient admis à la succession des biens paternels. Ainsi, dans les endroits où les Duels sont permis, celui qui tue son homme en cette occasion ne laisse pas d'être coupable devant le Tribunal Divin, quoi qu'il soit exempt de la peine dont les Loix Civiles punissent d'ailleurs l'Homicide. De dire maintenant, si le Souverain peut légitimement permettre de pareilles choses, & cela non par une simple connivence, mais par un acte formel & authentique, qui les autorise; c'est sur quoi je n'oserois prononcer affirmativement: car de cette manière on encourage & l'on sollicite presque les Citoyens à commettre des actions contraires au Droit Naturel. Mais la simple tolérance est en quelque façon excusable, lors que les circonstances des temps, & le naturel des Peuples, ne permettent pas de remédier directement à ces sortes d'abus. Ce n'est pas non plus sans

rai-

(d) Il faut dire la même chose du Larcin permis aux enfans à *Lucédémone*; permission, qui même ne regardoit que les fruits des jardins, & les autres choses que l'on mange. Voyez *Plutarch. in Lycurg. & Xenoph. de Rep. Lucéd.* quoi qu'en dise *Isocrate*, dans son *Oraison Panathén.*

§. III. (1) „ Il y a de certains maux dans la République qui qui y sont soufferts, parce qu'ils préviennent ou empêchent de plus grands maux. Il y a d'autres maux, qui sont tels seulement par leur établissement, & qui étant dans leur origine un abus ou un mauvais usage, sont moins pernicioeux dans leurs suites & dans la pratique; qu'une Loi plus juste, ou une coutume plus raisonnable. L'on voit une espèce de maux que l'on peut corriger par le changement ou la nouveauté, qui est un mal, & fort dangereux. Il y en a d'autres cachés & enfoncés comme des ossements dans une éponge, que, je veux dire sous le voile de la honte, sous le secret & dans l'obscurité; on ne peut les fouiller & les remuer, qu'ils n'exhalent le poison de l'infamie: les plus sages doivent quelquefois, s'il est mieux de connaître ces maux, que de les ignorer. L'on tolère quelquefois dans un Etat un très grand mal, mais qui dévore un million de petits maux, ou d'inconvéniens qui tous seroient inévitables & irréremédiables. Il se trouve des maux dont chaque Particulier gémit, & qui deviennent néanmoins un bien public, quoi que le Public ne soit autre chose que tous les Parti-

culiers. Il y a des maux personnels, qui concourent au bien & à l'avantage de chaque famille. Il y en a qui affligent, ruinent, ou deshonnorent les familles, mais qui tendent au bien & à la conservation de la machine de l'Etat & du Gouvernement. *Le Bruyère, Caractères ou Mœurs de ce siècle, Chap. du Souverain de la République, pag. 316, 317.*

(2) *Deux P. Ancien* (comme le remarquoit plus bas notre Auteur) punissoit sévèrement les autres crimes, mais il accordoit l'impunité à ceux qui avoient fait un simple vol des habits de quelqu'un; & il en usa ainsi, pour faire perdre aux *Syracéens* la coutume de tenir table long-tems, & de s'enivrer ensemble. *Plutarch. Apophthegm. p. 175. F.* Par le Droit Romain, un homme qui soustroit que l'on jouât chez lui à quelque jeu de hazard, ne pouvoit pas redemander en Justice ce qu'on lui avoit volé pendant ce temps-là. *Prater ait: Si quis cum aliis quibusdam aliam litem esse dicentem, verberaverit, damnum ei dedit, sive quid eo tempore dolo ejus subtraheretur, judicium non dabit.* *Digest. Lib. XL. Tit. V. De Alastribus, Leg. I.*

(1) C'est

raison que le Droit Romain donne *actio* (3) pour cause de choses d'autrui détournées, en des cas où il y a un véritable Larcin.

§. IV. HOBBS (a) prétend aussi, que les Commandemens du Décalogue ne sont pas des Loix Naturelles, mais des Loix Civiles, qui doivent être expliquées de cette manière: *Ne refusez point à vos Pères & à vos Mères l'honneur que les Loix Civiles ordonnent de leur rendre: Ne tuez aucun de ceux à qui les Loix Civiles vous défendent d'être la vie: Ne vous abandonnez à aucun commerce d'amour défendu par les Loix: Ne prenez point le bien d'autrui sans le consentement du Propriétaire: Ne fraudez pas les Loix & ne trompez pas les Juges par de faux témoignages.* Tout ceci roule encore sur la fautive hypothèse de cet Auteur, qu'avant l'établissement des Sociétez Civiles il n'y avoit point de *Mien* & de *Tien*, ni de Mariage réglé, & que chacun pouvoit alors agir comme il lui plaisoit envers & contre tout autre. Mais il est clair, que tous ces Commandemens ont lieu entre ceux qui vivent dans l'indépendance de l'Etat Naturel, & qui n'ont d'autres Loix communes que les Naturelles; aussi bien qu'entre les Concitoyens d'un Etat. Avant qu'il y eût aucune Société Civile, on pouvoit sans contredit faire ensemble, par des Conventions, un partage des biens de la Terre, & on l'a fait actuellement. De sorte qu'alors ceux qui promettoient le bien d'autrui ou de vive force, ou en cachette, ne péchoient pas moins contre le huitième Commandement du Décalogue, qu'un homme qui prend le bien de son Concitoyen. Si quelqueun osoit soulever, que ce n'est pas un *Adultere* de débaucher la Femme d'un homme, par rapport auquel on vit dans la Liberté Naturelle; il n'auroit, pour se désabuser d'une telle pensée, qu'à lire ce que Dieu dit autrefois en songe à *Abimelech* (b), lors que ce Prince s'étoit saisi de *Sara*. Enfin, l'usage des Arbitres, du moins (c) de ceux qui décident quelque question de fait sur le rapport des Témoins, a lieu sans contredit, dans l'Etat de Nature, & par conséquent aussi le neuvième Commandement du Décalogue. Du reste, quoi que la plupart des Commandemens du Décalogue se rapportent par eux-mêmes au Droit Naturel; il faut avouer qu'en tant qu'on les considère comme gravés sur deux Tables, & donnés aux *Israélites* par *Moïse*, on peut fort bien les appeler les Loix Civiles de ce Peuple, ou plutôt les principaux chefs de son Droit Civil, auxquels on ajoute ensuite divers Commandemens particuliers, accompagnés d'une détermination précise des peines dont le Législateur menaçoit les contrevenans. En effet le Décalogue (d) ne parle point de tous les Crimes, pas même de tous ceux qui étoient punissables devant le Tribunal Civil, mais seulement des plus énormes de chaque espèce. Il n'y est point fait mention, par exemple, des blessures que l'on fait à son prochain, mais seulement de l'Homicide; ni de tout profane illicite qui tourne au détriment d'autrui, mais seulement du Larcin; ni de toute Perfidie, mais du seul Faux-témoignage.

§. V. IL faut encore examiner ici les paroles suivantes du même Auteur, qui traitant des opinions séditieuses propres à causer la ruine d'un Etat, met au premier rang cette maxime: (a) *Que les Particuliers peuvent juger par eux-mêmes de ce qui est Bon, ou Mal, vrai, ou faux. Car, dit-il, les Loix Civiles sont la Règle du Bien & du Mal, du Juste & de l'Injuste: par conséquent on doit regarder comme Bon, ce que le Législateur ordonne, & comme Mal, ce qu'il défend. Or le Législateur est toujours le Souverain. . . . On a donc tort de dire, comme on fait ordinairement, que le Roi est celui qui fait bien; & que l'on ne doit obéir aux Rois que quand ils ordonnent des choses justes: & d'autres semblables maximes. Avant l'établissement des Gouvernemens Civils, il n'y avoit ni Juste, ni Injuste: car ces deux idées sont essentiellement relatives au Commandement d'un Supérieur; & toute action est indifférente de sa nature: de sorte que, si elle est Juste, ou Injuste, cela vient de*

(3) C'est lorsqu'un Mari, ou une Femme, en se séparant, avoit retenu quelque chose de ce qui devoit revenir à l'autre après le Divorce. A cause de l'étroite liaison qu'il y avoit en eux par le Mariage, on adouciroit l'idée du Larcin, que commettoit véritablement

celui qui se rendoit pas un bien dont il n'étoit pas légitime possesseur, & on appelloit cela simplement *restituer le bien d'autrui*. Voyez *Digest. Lib. XXV. Tir. II. De actionum rerum amissionum*.

Si les Commandemens du Décalogue sont des Loix Civiles?  
(a) De Civ. Cap. XIV. §. 9.

(b) Genes. XX, 3: Voyez aussi XXVI, 10.

(c) Voyez Hobbes lui-même, De Civ. Cap. III. §. 23.

(d) Grotius, ad Matth. V, 27. Voyez Philon. de Decalog.

S'il y avoit quelque chose de Juste & d'Injuste avant l'établissement des Loix Civiles?

(a) De Civ. Cap. XII. §. 2.



de l'autorité du Souverain. Ainsi tout Roi légitime rend les choses justes, par cela même qu'il les ordonne; & injustes, par cela seul qu'il les défend. Pour les Particuliers, en s'attribuant le droit de juger du Bien & du Mal, ils entreprennent sur les droits du Roi; ce qui ne peut se faire sans détruire l'Etat.

Je remarque là-dessus, qu'il dépend des Rois à la vérité de donner ou de ne pas donner force de Loi Civile aux Loix Naturelles; comme aussi de rendre justes ou injustes, en les commandant ou les défendant, bien des choses indifférentes en elles-mêmes par le Droit de la Nature. Mais de prétendre, qu'avant l'établissement des Sociétez Civiles il n'y eût pas des Régles du Juste & de l'Injuste, fondées sur le Droit Naturel, & auxquelles on fût tenu en conscience de se conformer; cela est aussi faux & aussi absurde, que si, l'on soutenoit, que la Vérité & la Rectitude dépendent de la volonté des Hommes, & non pas de la nature même des Choses; ou que les Souverains peuvent changer à leur fantaisie la nature des Choses, ou que deux Propositions contradictoires peuvent être vraies à la fois par rapport à un seul & même sujet. D'ailleurs le paradoxe que *Hobbes* avance ici, ne s'accorde pas bien avec ses propres principes. Selon lui, les premiers Pères de famille, qui se joignirent ensemble pour former des Sociétez Civiles, vivoient avant cela comme des Bêtes brutes; ne gardoient point les Conventions qu'ils avoient faites les uns avec les autres; ôtoient la vie & les biens à qui bon leur sembloit, sans commettre néanmoins aucune injustice: toutes leurs actions en un mot passoient pour indifférentes. Sur ce pied-là, aujourd'hui même les Monarques absolus, qui ne sont soumis à aucune Loi Civile, ne se font point de tort les uns aux autres, lors qu'ils se pillent, ou qu'ils se manquent de foi. Or, de l'aveu même de *Hobbes*, les Conventions sont le fondement des Sociétez Civiles. Mais comment est-ce donc que ces Sociétez ont pu se former & se maintenir, si l'on ne croioit pas auparavant, qu'il fût Juste de tenir sa parole, & Injuste d'y manquer? Ceux qui formoient les Etats, auroient-ils pu sans cela compter sur leurs Conventions réciproques? Et après même la formation de la Société, qu'est-ce qui empêcheroit les Sujets de secouer, quand il leur plairroit, le joug de l'obéissance, & d'abolir avec l'Etat toute différence du Juste & de l'Injuste? Car la crainte toute seule ne sauroit retenir long-tems une si grande multitude. Aussi n'y a-t-il jamais eu, à mon avis, de Roi assez fou pour ordonner positivement quelque chose de contraire aux maximes générales du Droit Naturel, ou pour défendre quelque chose que ce même Droit prescrit. On ne trouve point de Loi Civile, qui porte, qu'il ne faut pas tenir ce que l'on a promis, ni rendre à chacun le sien, ni vivre honnêtement; & que l'on doit au contraire faire aux autres tout le mal possible &c. Cependant rien n'empêcheroit qu'on ne fit de telles Loix, s'il étoit vrai, qu'il n'y eût rien de Juste, ni d'Injuste, avant la détermination du Souverain. Mais la vérité est, que les ordres les plus exprès du Souverain ne peuvent pas plus rendre bonnes & justes ces sortes de choses, qu'ils ne peuvent ôter, par exemple, à un venin sa qualité naturelle, qui le rend nuisible au Corps Humain (b).

(b) Voyez *Rich. Cumberland, de Leg. Nat. Lib. V. C. V.* quoi qu'en dise *Polybe*, (Lib. VI.) que *Machiavel* a copié sans jugement, *Disc. ad Liv. Lib. I. Cap. II.*

On peut néanmoins admettre en un autre sens la proposition de *Hobbes*, c'est-à-dire, en prenant le Bien & le Mal pour ce qui est avantageux ou désavantageux à l'Etat. Car c'est sans contredit une opinion séditieuse, que d'attribuer aux Particuliers le droit de juger, si les moiens dont le Prince ordonne de se servir pour l'avancement du Bien Public, sont convenables, ou non, à cette fin; en sorte que l'obéissance de chacun dépende des idées qu'il se fait là-dessus. Il est certain au contraire, qu'ici, comme à la Guerre, il y a des choses que les Sujets doivent ignorer (1), comme il y en a qu'ils doivent savoir. Si

tou-

§. V. (1) *Tam nescire quidam milites, quàm scire oportet.* Tacit. *Hist. Lib. I. Cap. LXXXIII.* Voyez aussi *Annal. Lib. VI. Cap. VIII.* & ce que l'on a dit ci-dessus, *Liv. V. Chap. IV. §. 5.* L'Auteur cite encore ici deux passages, mais qui ne sont pas fort à propos. Le premier est de *Platon*, (*in Politic. pag. 555. D. Ed. Wech.*) qui

dit, que personne ne doit être plus sage que les Loix. *Où il y a sans doute une erreur.* Cela s'entend des Loix écrites, & perpétuelles, établies par le consentement du Peuple; au lieu qu'il s'agit ici sur tout des ordres particuliers que le Prince donne, selon les cas & les circonstances. L'autre est d'*Aristote*, *Rhetor. Lib. I. Cap. XV.*

toutes les fois que le Souverain donne quelque ordre, chacun pouvoit en demander la raison, il n'y auroit plus d'obéissance, ni par conséquent plus de Souveraineté.

§. VI. ON demande ici, (& la question est assez difficile à décider) si un Sujet peut pécher, en exécutant les ordres de son Prince, lors qu'il témoigne ouvertement qu'il n'agit qu'en qualité de simple exécuteur, se déchargeant entièrement sur celui qui lui donne ces ordres du soin d'examiner, s'ils sont justes, ou non, & le rendant responsable de tout ? Je dis les ordres, & non pas les Loix : car il y a cette différence entre ces deux sortes de commandemens, que les derniers sont généraux, & regardent tous les Sujets ; au lieu que les autres s'adressent à tel ou tel Sujet en particulier, à qui le Souverain les donne dans l'occasion : quoi que les uns & les autres imposent une Obligation d'obéir également indispensable. Le sentiment commun est donc, que l'on pèche quelquefois en obéissant aux ordres du Souverain ; & qu'ainsi les Sujets peuvent & doivent les examiner selon les lumières d'une Conscience bien éclairée. (1) Il y a même, dit-on, une forte présomption, que tout honnête homme, qui est persuadé, qu'il doit un jour rendre compte de ses actions devant le Tribunal Divin, n'a promis d'obéir, qu'à condition que son Souverain ne lui ordonneroit rien, qui fût manifestement contraire au Droit Naturel & au Droit Divin Positif : car il n'en est pas de même de ce qui seroit seulement contraire aux Loix Civiles, & il n'y a point de doute, qu'en ce cas-là le Sujet ne puisse obéir, sans se rendre coupable en aucune manière. *Hobbes* (a) au contraire met au rang des opinions séditieuses, de croire que les Sujets péchent, toutes les fois qu'ils exécutent quelque ordre de leur Prince, qui leur paroît injuste. Pour moi, je regarde comme une chose dangereuse, & pour l'Etat, & pour la conscience des Particuliers, de s'imaginer, que pour un simple scrupule, ou un doute qui vient dans l'esprit, sur la justice des ordres du Souverain, on puisse légitimement refuser d'y obéir. Car les Sujets se verroient par là très-souvent réduits à une nécessité inévitable de pécher ; puis qu'ils agiroient contre leur Conscience, s'ils obéissent, & contre la soumission qu'ils ont promise à leur Souverain, s'ils déobéissent. (2) D'ailleurs, il est certain, que, dans un doute, le meilleur est pour la Conscience de prendre le parti le plus sûr. Or on court beaucoup moins de risque de pécher en obéissant aux ordres précis de son Souverain, que l'on ne fait pas certainement être injustes, qu'en manquant, pour un simple doute, aux engagements exprès où l'on est entré envers lui : car, en ce cas-là, il y a toujours présomption que le Souverain n'ordonne rien que de juste, & il peut souvent avoir des vûes qu'il n'est pas permis aux Particuliers d'examiner. Il faut encore bien remarquer ici la distinction de *Hobbes* ; c'est que l'on pèche à la vérité toutes les fois qu'en faisant une chose on croit commettre soi-même en son nom propre un véritable Péché : mais on peut quelquefois faire, sans pécher soi-même, une chose que l'on regarde comme un péché d'autrui. Car, ajoute-t-il, si j'ai ordre de faire une chose, qui est un péché pour celui qui me la commande ; je ne pèche point en l'exécutant, pourvu que celui,

Si l'on peut quelquefois exécuter innocemment un ordre injuste de son Supérieur ?

(a) De Cive, Cap. XII. §. 2.

Cap. XV. où ce Philosophe donnant des préceptes à un Orateur qui plaide une Cause, à laquelle les Loix écrites sont favorables, lui conseille, entre autres choses, de représenter : Que de chercher à raffiner sur les Loix, & prétendre être plus sage qu'elles, est une chose que les Loix les plus estimées ont de tout tems défendue. C'est ainsi que *Cassandre* tourne les paroles suivantes : Καὶ ἔτι τὸ, ἢ νόμον ἀναρτῶν ἑστὶν αἷμα, τῷτ' ἐστὶν, ὃ ἐν τοῖς ἀνθρώποις νόμοις ἀναγορεύεται.

§. VI. (1) Dans une Tragédie d'un ancien Poëte Grec, *Antigone*, qui avoit fait ensévelir son frère *Polynice*, malgré les défenses de *Créon*, Roi de *Thèbes*, répond à ce Prince, lors qu'il lui demandoit, pourquoi elle avoit osé contrevenir à ses Loix :

Ὅθεν ὄβριον τοσούτον φέρω τὰ θεῶν

Κυρόματ' ὅτ' ἀγορεύω νότον αἶμα

Μόμωμαι Νόμῳ Διὸς ὅτιν' ἀνέστηναι.

Ὅν γὰρ τίς οὐ γὰρ ἀνέχεται, ἀλλ' αἰὲν ὄντα

ΤΟΜ. II.

Ζῆ ταῦτα, κούδ' αἰὲν ἰὲ θεοὶ φέρω.

Τέτων ἔγωγε καὶ ἑμῶν, ἀνέστηναι αἶμα

Θέμωμαι Νόμῳ, ὃς Διὸς ἐστὶν νόμος

ἀνέστηναι.

„ Je ne croiois pas, que les Edits d'un homme mortel  
„ comme vous, eussent tant de force qu'ils pussent l'em-  
„ porter sur les Loix non-écrites, mais certaines & ma-  
„ nifestes, des Dieux mêmes. Car elles ne sont pas d'hier  
„ ou d'aujourd'hui, mais elles subsistent perpétuellement  
„ & de tout tems, sans que personne sache d'où elles  
„ sont venues. Je ne devois donc pas, par la crainte d'au-  
„ cun homme, m'exposer, en les violant, à la punition  
„ des Dieux. *Sophocl. Antigone*. v. 458. & seqq. pag. 232.  
Ed. H. Steph.

(a) Il y a dans l'Original, car : mais, comme c'est une nouvelle preuve, & non pas une raison de ce que l'Auteur vient de dire immédiatement, j'ai crû qu'il falloit mettre, d'ailleurs.

Tt

(3) — Ad

à qui j'obéis; sois mon Supérieur; & qu'il ait droit de me commander (3). En effet, on peut sans contredit exécuter en qualité de (4) simple instrument une action ordonnée par le

(3) ——— *Ad auctores redit*  
*Sceleris causâ culpa.*

*Senec. Troad. v. 368, 369.*

Voiez un passage de *Procépe*, qui a été cité déjà ci-dessus, Liv. I. Chap. V. §. 14. Not. 3. L'Auteur alleguoit encore ici *Senec. Controv. Lib. IV. Contr. XXVII. p. 255, 256. & Digest. Lib. III. Tit. II. De his qui notantur infamia*, Leg. I. où il y a : *QUIVE SUB NOMINE, NON JUSSU REXUS, IN CUJUS POTESTATE ESSET.* Il remarquoit aussi, à la fin du paragraphe, que les *Bramins* croient qu'en vertu du Pouvoir d'un Mari sur sa Femme, elle peut innocemment faire toutes les choses qu'il lui ordonne, quelque mauvaises qu'elles soient en elles-mêmes. *Abr. Roger. de Bramin. Part. I. Cap. XIX.*

(4) Cette distinction ne leve pas la difficulté, Car, de quelque manière que le Sujet agisse, ou en son propre nom, ou au nom du Prince, sa volonté concourt toujours en quelque sorte à l'Action injuste & criminelle, qu'il exécute par l'ordre de son Souverain. Ainsi ou il faut toujours lui imputer en partie ces sortes d'Actions, ou il ne faut jamais lui en imputer aucune. Et il ne seroit rien de dire, que, dans le cas dont notre Auteur parle, l'Action est du nombre de celles qu'on appelle *Misères*, ou d'alléguer ici les droits & les privilèges de la Nécessité. Voyez ce qui a été remarqué, Liv. I. Chap. V. §. 9. Not. 1. & Liv. II. Chap. VI. §. 2. Not. 4. Le plus sûr est donc de soutenir généralement & sans restriction, que les plus grandes menaces du monde ne doivent jamais porter à faire, même par ordre & au nom d'un Supérieur, la moindre chose qui nous paroisse manifestement injuste ou criminelle, & qu'encore que l'on soit fort excusable devant le Tribunal Humain, d'avoir succombé dans une si rude épreuve, on ne l'est pas entièrement devant le Tribunal Divin. Il n'y a qu'un seul cas, où l'on puisse en conscience obéir aux ordres évidemment injustes d'un Souverain; c'est lors que la personne intéressée à l'Action illicite que le Prince nous commande, nous dispense elle-même de nous exposer en sa faveur aux fâcheuses suites d'un refus: bien entendu qu'il s'agisse d'une chose, à l'égard de laquelle il soit en son pouvoir de consentir au mal que le Souverain veut lui faire, ou de la violation d'un droit auquel il lui soit permis de renoncer: car si quelqu'un me permettoit, par exemple, de le tuer, je ne pourrais pas pour cela innocemment me rendre le ministre de la fureur du Prince, personne n'étant maître de sa propre vie. Voilà, à peu près ce que dit Mr. *Titius*, *Observ. DCXXX. DCXXXI.* Notre Auteur prétend néanmoins, (dans son *Apologie*, §. 20.) que, si l'on n'admet le sentiment qu'il soutient ici, on sera obligé nécessairement de reconnoître, que tous les Soldats, les Huissiers, les Bourreaux &c. doivent entendre la Politique, & la Jurisprudence, & qu'ils peuvent se dispenser d'obéir, sous prétexte qu'ils ne sont pas bien convaincus de la justice de ce qu'on leur commande; ce qui réduiroit à rien l'Autorité du Prince, & le mettroit hors d'état d'exercer les fonctions du Gouvernement. Mais cela prouve seulement, que les Sujets ne peuvent pas & ne doivent pas même toujours examiner tous les ordres de leur Souverain, pour savoir s'ils sont justes, ou non. Si cela étoit, il n'y auroit, je l'avoue, presque aucun Soldat, qui fit innocemment son métier. Combien peu y en a-t-il, qui sachent les véritables raisons du Prince pour qui ils portent les armes? Et quand ils les sauroient, combien peu y en a-t-il qui fussent capables d'en juger? Ainsi pour l'ordinaire la plupart des gens que le Souverain enrolle dans ses Etats, ne peuvent pas s'excuser sur les doutes qu'ils ont au sujet de la justice de la Guerre où on les fait marcher; parce que cela de-

mande une discussion qui est au dessus de leur portée, au lieu qu'ils n'ont pas besoin d'un grand savoir ni d'une grande pénétration pour être clairement convaincus de l'obligation où ils sont d'obéir à leur Souverain. Mais si un Officier, habile en Politique, & qui connoît bien les affaires & les intérêts de l'Etat, voit avec la dernière évidence, que son Prince s'engage dans une Guerre injuste, ou non-nécessaire; ne doit-il pas tout sacrifier, & même sa propre vie, plutôt que de servir dans une Guerre comme celle-là? Il ne faut pas même toujours être extraordinairement éclairé, ni avoir entrée dans le Conseil du Cabinet, pour découvrir l'injustice des Guerres qu'entreprennent les Princes ambitieux. Souvent les Manifestes, qu'ils publient eux-mêmes, comparent un peu attentivement avec ceux de leurs Ennemis, suffisent pour faire voir à quiconque a tant soit peu de Bon-sens, & de droiture, la faiblesse de leurs raisons, & l'iniquité de leur cause. En ce cas-là, on est non seulement dispensé d'obéir, mais on doit même s'en abstenir & le refuser, à quelque prix que ce soit. Il faut dire la même chose, à mon avis, d'un Parlement à qui le Prince ordonne d'enregistrer un Edict manifestement injuste; d'un Ministre d'Etat, que son Souverain veut obliger à expédier ou à faire exécuter quelque ordre plein d'iniquité ou de tyrannie; d'un Ambassadeur, à qui son Maître donne des ordres accompagnés d'une injustice manifeste; d'un Officier, à qui le Roi commande de tuer en secret un homme dont l'innocence est claire comme le jour, &c. Et ce ne sont pas seulement les personnes d'une condition distinguée, ou d'une habileté & d'une pénétration au dessus du commun, qui peuvent & doivent se dispenser d'obéir, par la raison que nous avons dite. Les gens les plus simples se trouvent aussi quelquefois, quoique plus rarement, dans une obligation indispensable de refuser à leur Souverain le ministère de leur bras, au péril même de leur vie. Un Huissier, par exemple, n'est pas à la vérité ordinairement tenu de s'informer, si le Magistrat, qui lui commande de se saisir d'une personne, a juste sujet, ou non, d'ordonner contre elle prise de corps: ce n'est pas la son affaire, & il doit bien présumer en faveur de ceux qui administrent la Justice, tant qu'il n'a pas des preuves manifestes du contraire. Mais, supposé qu'il ait effectivement de telles preuves, je soutiens qu'en ce cas-là il ne doit point obéir. Et cette supposition ne renferme rien d'impossible. Il peut arriver, par exemple, (et chacun le concevra aisément) que l'Huissier connoisse, avec une entière certitude, l'innocence d'un homme accusé, par exemple, de meurtre, ou de vol, & qui est perdu, une fois il est entre les mains de la Justice. Dans les dernières persécutions de France, ceux que l'on envoie, pour prendre des gens, dont tout le crime consistoit visiblement à servir Dieu selon les mouvements de leur Conscience, ne pouvoient-ils pas & ne devoient-ils pas voir avec la dernière évidence, l'injustice tyrannique & la cruauté barbare des ordres qu'ils recevoient? Si en ces cas-là on peut innocemment accorder son intérêt avec sa Conscience, en faisant semblant de chercher des malheureux que l'on ne veut pas trouver, & leur fournissant même sous main le moyen de s'échapper, à la bonne heure. Mais je ne saurois me persuader, que l'on puisse exécuter ponctuellement de pareils ordres, sans se rendre complice de l'iniquité de celui qui les donne. Il faut dire la même chose des Bourreaux: sur quoi voyez *Gratius*, Lib. II. Cap. XXVI. §. 4. num. 5. Consultez aussi le *Discours sur le Gouvernement*, par M. Sidney, Chap. III. Sect. XX. & l'*Apologie de Socrate*, par *Xénophon*, où il y a plusieurs belles choses, pour faire voir, qu'on ne doit jamais obéir à ses Supérieurs, au préjudice de son Deyoir.

(A). Com-

le Souverain, qui en est regardé comme l'unique auteur, sur qui toute la faute retombe. Il faut pourtant (5) à mon avis, supposer les trois conditions suivantes. 1. Que l'on exécute simplement l'ordre injuste du Souverain, c'est-à-dire, que l'on prête seulement les membres & les forces à l'exécution de l'action injuste que le Souverain commande; sans faire d'ailleurs la moindre chose qui puisse y servir d'occasion ou de prétexte, & sans l'excuser en aucune manière; mais en l'exécutant comme une action d'autrui, & non pas comme son propre fait. 2. Que l'on n'obéisse qu'avec beaucoup de répugnance (b), & après avoir fait tout ce qu'il étoit possible pour se dispenser d'un si triste emploi. 3. Enfin, que l'on soit menacé d'une mort certaine, ou de quelque autre mal fort fâcheux, auquel ni les Loix de la Justice ni les Devoirs de la Charité ne nous obligent en aucune manière de nous exposer en faveur d'autrui, par un refus d'exécuter les ordres injustes d'un Souverain, qui est en état de nous faire à l'instant souffrir ce mal; sur tout si à notre défaut il ne lui manque pas d'autres gens pour s'acquitter d'une telle commission. J'avoue que tous les ordres de quel homme que ce soit qui se trouvent contraires aux Loix Divines, n'ont certainement par eux-mêmes aucune force d'obliger, c'est-à-dire, d'imposer à la Conscience la nécessité de s'y soumettre; & qu'ainsi on ne pèche point du tout, lors qu'on refuse de les exécuter. Mais autre chose est de dire, que l'on est tenu en conscience d'obéir; & autre chose de dire, que l'on peut le faire innocemment, pour détourner un mal très-fâcheux dont on est menacé. Il y a bien des choses que la nécessité nous donne droit de faire, auxquelles on n'est pas néanmoins obligé d'ailleurs en conscience. Il faut avouer pourtant, qu'il y a des actions si abominables, que la simple exécution en paroît à plusieurs beaucoup plus affreuse que la mort même; comme, par exemple, si on recevoit ordre d'un Tyran de tuer son Père ou sa Mère, ou ses Enfants, de coucher avec sa propre Mère, avec sa Fille, ou avec une Bête. En (c) ces cas-là, un homme, qui a un peu de cœur, aimera

(b) Voyez un exemple remarquable, dans *Olearius, Itiner. Pers. Lib. V. Cap. XXXII.*

(c) Voyez d'autres exemples, dans *Diod. de Sicile, Lib. XXV. Excerpt. Petest. & Laonic. Chalc. condyl. Lib. I.*

(5) Comme, après la mort de *Cacilius Clavicus*, Proconsul certain dans la Province de Bétique en Espagne, on recherchoit avec soin ceux qui avoient été les ministres de ses concussions & de ses violences; *Plin. le Jeune*, qui agissoit pour les habitants de la Province, crût qu'il falloit commencer par prouver, que l'on se rend complice des méchancetez que l'on exécute par ordre d'un Supérieur. *Horum autem antequam crimina ingrederer, nactus sum credidi elaborare, ut confiteretur, ministerium orimen esse.* Lib. III. *Epist. IX. num. 14.* Mais, (disoit plus bas notre Auteur) ceux contre qui *Plin* parle, n'avoient pas été simples exécuteurs des crimes de *Clavicus*: car ils avoient intenté de fausses accusations à des personnes innocentes, afin que le Proconsul eût un prétexte plausible pour les dépouiller de leurs biens; & ils s'étoient portés pour delateurs en leur propre nom, & non pas au nom ou par ordre de leur Gouverneur. Ils s'excusoient à la vérité sur la nécessité où étoient réduits des gens de Province, comme eux, d'obéir à tous les commandemens de leur Gouverneur, par la crainte des maux que leur attireroit le moindre refus. *Neque enim iza defendebantur, ut negarent, sed ut necessitati veniam precarentur: esse enim se provinciales, & ad omne Proconsulum imperium metu cogi.* (Num. 15.) Mais il y a beaucoup plus d'apparence, que c'étoit pour s'enrichir eux-mêmes qu'ils avoient bien voulu servir d'instrumens à l'iniquité du Proconsul; & quand même il leur auroit fait de grandes menaces, il n'est pas croiable qu'ils courussent risque de perdre la vie inévitablement au moindre refus, sans pouvoir en aucune manière se dérober à sa fureur. Ainsi ces gens-là étoient dans le même cas, que *Publius Sullius*, fameux scélérat, qui s'étoit rendu redoutable du tems de l'Empereur *Claudius*. Comme on l'accusa depuis devant *Néron*, il répondit, que tout ce qu'il avoit fait, il l'avoit fait par ordre du Prince. *Nihil ex his sponte sustinui, sed Principi parvisse defendebat.* Mais *Néron* lui ferma la bouche, en di-

sant, qu'il avoit appris par les mémoires de son Père, qu'il n'avoit jamais contraint personne à entreprendre d'accusations. Alors il tâcha de se défendre par les commandemens de *Messaline*, mais inutilement. Car, lui repartit-on, pourquoi étoit-il le seul, qui eût prêté sa voix & son éloquence aux fureurs d'une impudique? On dit donc, qu'il falloit punir les Ministres des cruautés, qui, après s'être enrichis de leurs crimes, en rejetoient la faute sur les autres. *Puniendos rerum atrocium ministros, ubi preter scelera adepti, scelera ipsa alius delegant.* Tacit. *Annal. Lib. XIII. Cap. XLIII.* Au contraire on a loué avec beaucoup de raison la fermeté de *Julius Gracinus*, qui fut tué par le commandement de *Caligula*, pour n'avoir pas voulu entreprendre l'accusation de *Marcus Silanus*. Tacit. in *Vita Agricol. & Senec. de Benefic. Lib. II. Cap. XXI.* Pour ce qui est de l'action de *Daïg*, rapportée 1. *Samuel, XXII. 18.* elle est très-criminelle, selon mes principes. Car on doit toujours faire tout son possible pour se dispenser de pareilles commissions, ou en refusant ouvertement, comme firent les autres Officiers de *Saül*; ou en tâchant, s'il est possible, d'éluder les ordres injustes d'un Prince par quelque artifice innocent, comme le pratiquèrent très-bien les Sages Femmes d'*Egypte*; *Exod. I.* Au lieu que *Daïg*, après avoir fausement accusé les Sacrificateurs d'être d'intelligence avec *David*, pour conspirer contre le Roi, (comme cela paroît assez clairement par le *Psaume LII.*) se porta sans aucune répugnance, & même avec plaisir, à exécuter les ordres de *Saül*, qui ne paroit pas lui avoir fait aucunes menaces, s'il refusoit d'obéir. Enfin, continuoit notre Auteur, je ne crois pas non plus que, dans les cas, dont il s'agit, les prières & les conseils d'un Supérieur doivent être prises pour un commandement tacite; ainsi que *Plaron* le dit de celles des Tyrans; *Epist. VII.* Voyez la Dissertation de *Obligations erga Patriam*, §. 16. & seqq.

mieux mourir, que de se résoudre à prêter son bras ou ses membres à des actions si horribles. Mais je ne crois pas qu'il soit jamais permis à un homme, que l'on veut faire mourir pour un autre sujet, d'accepter la vie qu'on lui offre à condition qu'il en tuera lui-même un autre, qui est innocent : car ce seroit donner la vie d'autrui, pour racheter la sienne, & il y a bien des choses que l'on ne peut pas faire, par intérêt, ou pour en tirer quelque récompense, quoi qu'elles soient permises d'ailleurs par une autre raison & dans d'autres vûes.

Il n'est jamais permis de commettre un Crime, pour obéir à son Supérieur.  
(2) I. *Rois*, Chap. XXI.

§. VII. DU RESTE, toute personne qui a quelque sentiment de Piété, ne se persuadera jamais, que l'on puisse faire en son propre nom, par ordre d'un Supérieur, la moindre action contraire aux lumières d'une Conscience éclairée (1). Ainsi ces Juges, à qui *Jezabel* (a) écrivit au nom du Roi *Achab* son Mari, d'apposter deux Faux-témoins, qui accusassent de blasphème & de crime de lèse-Majesté le pauvre *Naboth*, dont elle vouloit avoir la vigne, commirent certainement un crime très-énorme en exécutant cet ordre tyrannique; car ils ne prononcèrent pas la sentence comme venant du Roi, & par son ordre, mais en leur propre nom, & comme leur étant dictée par la Justice même, après une exacte connoissance de cause. Les Faux-témoins qui déposèrent contre *Naboth* n'étoient pas moins coupables. Il faut dire la même chose des (2) Délateurs, qui accusent à faux des personnes riches ou puissantes, afin de fournir au Prince un prétexte pour les perdre. *Joab* (b) ne fut pas non plus, à mon avis, innocent de la mort d'*Urie*, qu'il exposa à l'endroit le plus dangereux de l'armée, pour (3) obéir aux ordres de *David*. On fait fort bien aussi de ne pas employer son esprit à justifier (c) les crimes de son Souverain, quand même on devroit publier cette Apologie sous le nom d'autrui. Car il y a quelque chose de plus qu'une simple exécution des ordres du Prince, dans la conduite d'un homme, qui cherche tous les artifices de l'Eloquence & toutes les subtilitez de la chicane, pour éblouir le Lecteur ou l'Auditeur par des raisons spécieuses. Autre chose seroit, si le Souverain ordonnoit seulement (4) de prononcer, par exemple, dans le Sénat, un tel Discours, composé par lui-même, ou par quelque autre, sous peine de la vie, si on refusoit de le reciter. Mais lors que l'action du Prince n'est pas manifestement injuste (d), un Sujet, & sur tout un Ministre Public, ne doit pas se hâter de la condamner; la présomption étant toujours pour la justice des actions du Souverain.

(b) II. *Sam.* XI, 14, 15, 16.

(c) Voyez le bel exemple de *Papinien*; sur quoi pourtant *Spartien*, in *Caracalla* Cap. VIII. & *Aur. Victor*, de *Casariis*, Cap. XX. s'inscrivent en faux.

(d) Voyez la faute de Politique du Chancelier d'*Aligre*; dans *Gramond*, *Hist. Gall.* Lib. XVI.

§. VII. (1) L'Auteur lonoit ici l'impétuosité de ces LXX. Juges, dont parle *Joseph*, (*De Bell. Jud.* Lib. IV, Cap. XIX. p. 283, 284.) Ed. *Genev.*) qui aimèrent mieux s'exposer à perdre la vie, que de condamner injustement *Zacharie*, fils de *Baruch*, un des plus considérables Juifs de ce tems-là, que les Zelateurs vouloient perdre à quelque prix que ce fut. Mais cet exemple ne convient guères ici. Car ces Zelateurs n'étoient qu'une troupe de Factieux & de scélérats, qui n'avoient aucune autorité sur les LXX. hommes qu'ils choisirent d'entre le Peuple, pour faire le procès à *Zacharie*, & le perdre avec quelque apparence de justice, s'imaginant que ces gens-là seconderoient leur fureur.

(2) Tel étoit un fameux scélérat Romain, nommé *Marcellus Epirius*, qui disoit, pour se justifier: *Qu'il n'étoit pas plus coupable de la mort de Thrasea, que le Sénat, qui l'avoit condamné*: *Tacit. Hist. Lib. IV. Cap. VIII.* (Mais, ajoutoit notre Auteur, cela prouve seulement qu'il avoit eu des complices de son crime.) *Que la cruauté de Néron prenoit cette voie, pour perdre les gens avec quelque apparence de justice.* Oui : mais ce qui portoit principalement *Epirius Marcellus* à jouer un si vilain personnage, & à servir de Ministre aux cruautés de l'Empereur, c'étoit le désir d'amasser des richesses, & de parvenir aux Emplois les plus relevés. *Curtius Montanus* disoit d'un autre, qui avoit fait le même métier : „Que „*Néron* ne l'avoit pas forcé à cela, & qu'il n'avoit pas „fait cette action pour sauver sa vie, ou son honneur : „Que „quand il seroit permis de perdre les autres, „pour se conserver, il ne pouvoit alléguer cette excuse

&c. *Hac certe, inquit, Nero non coegit, nec dignitatem, aut salutem illa scititia redemisti. Sanè toleremus istorum defensiones, qui perdere alios, quam periclitari ipsi maluerunt.* *Tacit. ibid. Cap. XLII.* C'étoit donc avec raison que le Sénat, après la mort de *Néron*, vouloit qu'on punît sévèrement, & selon la coutume de ses Ancêtres, tous les Délateurs & les autres Ministres de la tyrannie de ce monstre, (*ibid.*) sur tout les Délateurs, ces peuples publiques, que l'on ne sauroit jamais punir avec trop de rigueur: *Delatores, genus hominum publico exitio repletum, & panis quidem nunquam satis coercitum.* *Annal. Lib. IV. Cap. XXX.* *Titus*, & *Trajan*, firent des châtimens exemplaires de cette sorte de scélérats. Voyez *Sueton. in Tit. Cap. VIII.* & *Plin. Panegy. Cap. XXXIV. XXXV.*

(3) *Pison* (comme le remarquoit notre Auteur immédiatement avant cette période) disoit avoir reçu des ordres secrets de *Néron*, par lesquels cet Empereur lui commandoit de faire mourir de quelque manière *Germanicus*. Mais, s'il fut véritablement la cause de la mort de ce Prince, ces ordres secrets ne suffisoient pas pour le disculper, & le Sénat n'auroit pas été moins en droit de le punir, puis qu'il n'avoit point déclaré qu'il agissoit au nom de l'Empereur, & qu'il s'étoit chargé d'une telle commission avec plaisir, & pour gagner la faveur de celui, dont il servoit la passion. Voyez *Tacit. Annal. Lib. III. Cap. XVI.* Voyez aussi ce que *Dion Cassius* rapporte de *Salluste*, que *César* envoya pour Gouverneur en *Numidie*; *Lib. XLIII.*

(4) Voyez la *Bibliothèque Choisie* de *Mr. Le Clerc*, Tom. VI. p. 362, 363.

§. VIII. Les principes, que nous venons d'établir, servent aussi de fondement pour bien décider une autre question que l'on fait ici, savoir, si un Sujet peut, sans crime, porter les armes pour son Prince, dans une Guerre injuste? *Grotius* (a) croit, que, quand la Guerre est manifestement injuste, un Sujet ne doit jamais se rendre le ministre des crimes de son Prince; mais que, dans un doute, il faut prendre le parti le plus sûr, qui est de ne point s'enroller. Ce sentiment a besoin de quelque modification: autrement on détruirait l'Autorité du Souverain, & l'on ferait dépendre l'obéissance des Sujets, dans une affaire de si grande conséquence, des idées & du jugement de chaque Particulier; outre que, sous ce beau prétexte, la timidité & la lâcheté feroient naître aisément des scrupules dans la Conscience de bien des gens (1). A la vérité si ceux qui entrent dans le Conseil d'Etat, & qui y ont droit de suffrage, ne sont pas tenus de se soumettre à la délibération des autres contre leur propre sentiment, ils ne sauroient légitimement entreprendre une chose de la justice de laquelle ils doutent, moins encore une chose manifestement injuste. Ce qui a lieu aussi lors que l'on donne le choix à quelqu'un d'aller à la guerre, ou de demeurer chez soi. Mais il s'agit de savoir, ce que doit faire un Sujet, à qui son Prince ordonne purement & simplement d'obéir, sans entrer dans aucune discussion? Parmi tous les Peuples, qui ont quelque sentiment d'honneur & de probité, on suppose toujours, & l'on tâche de faire voir au Public, que l'on a un juste sujet d'entreprendre la Guerre, où l'on veut s'engager; & ceux qui ne s'en mettent point en peine, ne s'embarrasseront pas non plus des scrupules que les Particuliers peuvent avoir là dessus. Toute la difficulté se réduit donc principalement à savoir, si, en telle ou telle circonstance, il est avantageux à l'Etat de déclarer la Guerre sous tel ou tel prétexte? Or il y a lieu de présumer, que celui qui est particulièrement chargé du soin du Gouvernement, & instruit à fond des forces de l'Etat, en connoît mieux qu'aucun Particulier les intérêts & les besoins. Que si supposant d'ailleurs un juste sujet de Guerre, & une occasion favorable de l'entreprendre sans jeter l'Etat dans quelque péril, on doute seulement que l'injure qu'il a reçue d'un autre Etat soit assez considérable pour en tirer vengeance par les armes; ce n'est pas une raison suffisante, pour nous autoriser à refuser l'obéissance à notre Souverain, & pour nous exposer à son indignation, puis qu'il pèche seulement en ce cas-là contre les règles d'une Vertu, qui n'impose qu'une Obligation imparfaite, je veux dire, contre les Loix de la Charité. Le plus sûr est donc alors d'obéir (2), sans s'informer d'autre chose, & de laisser au Souverain le soin de rendre compte à Dieu de sa conduite. Mais cela ne regarde que les propres Sujets du Prince: car pour ce qui est des Etrangers, qui s'enrolent de leur pure volonté, ils doivent être entièrement assurés de la justice de la cause du Prince, dont ils embrassent le parti; & les personnes sages (3) blâment avec beaucoup de raison la conduite des Gens de guerre, qui vendent leur service à quiconque veut l'acheter, sans se mettre en peine, s'il fait la guerre injustement, ou non.

Si un Sujet peut, sans crime, porter les armes pour son Prince, dans une Guerre injuste?

(a) Lib. II. Cap. XXVI. §. 3, 4.

§. VIII. (1) Voyez la Dissertation de notre Auteur, de *Obligatione erga Patriam*, §. 19.

(2) Voyez ce que j'ai dit des Soldats, dans la Note 4. sur le §. 6. Mr. Budé prétend néanmoins (*Dissert. de Officio Imperantium circa conscribendum militem*, parmi les *Selacha* Jur. Nat.) que, dans un simple doute, les Sujets ne sont point tenus d'obéir à leur Prince, qui les veut faire marcher à la Guerre. Quoi qu'il ne détruise pas, ce me semble, les raisons alléguées par notre Auteur, §. 6. on fera bien de lire cette pièce, qui contient d'ailleurs de très-bonnes choses. Au reste, notre Auteur remarquoit ici, que, Tacite appelle le crime du public, (*facinus publicum*) l'action d'un Fils, qui avoit tué son Père dans la mêlée. *Hist.* Lib. III. Cap. XXV. Voyez Di-

gest. Lib. IX. Tit. II. *Ad Leg. Aquil. Leg. XXXVII.* & Tit. IV. de *noxal. action. Leg. II. §. 1.* Le vers d'Homère, que notre Auteur citoit aussi, est un peu bien général:

*Eis oimoi deis & deus dei ardeus.*

» Le plus favorable de tous les auspices, c'est de combattre pour la Patrie. *Iliad.* XII, 243.

(3) Comme le fait un Poète, dans cette description:

*Æro dato conductæ cohort, & bellica miles*

*Dona sequens, pretioque suum mutare favorem*

*Suetus, & accepto pariter cum munere bello*

*Hunc habuisse, dator pretii quem jussit, hostem.*

*Gunther. Ligurin. Lib. VII.*

Voyez l'Utopie de Thomas Moreus, Lib. II. & *Grotius*, Lib. II. Cap. XXV. §. 9.

\* Le Souverain peut exposer la vie de ses Sujets aux dangers de la Guerre, & faire observer la Discipline Militaire avec beaucoup de rigueur.

(a) Plato, de Legib. Lib. VIII. p. 907. A. B. Ed.

Wech. Ces sortes d'exercices périlleux sont aussi en usage dans le Japon; au rapport de Bern. Varren. Descript. Japon. Cap. XIX.

Voiez aussi une Loi des Athéniens, dans Démétrius, Orat. adv. Aristocr.

(b) Voiez T. Liv. Lib. V. Cap. VI. Montagne, Essais, Liv. III. Ch. XII. p. 775.

(c) Voiez Justin. L. XXXII. C. III. num. 16. Ferdinand. Pinto, C. X. & les Essais de Montagne, Liv. I. Chap. XV.

(d) Voiez Digest. Lib. XLIX. Tit. XVI. De militari. Leg. IV. §. 10. (e) Voiez Lycurg. Orat. contra Leocrates, & Lex Longobard. Lib. III. Tit. XIII. §. 1.

(f) Appian. de Bell. Civil. L. II. p. 523. A. Edit. H. Steph. Voiez Cod. Lib. X. Tit. XLVIII. De quibus muner. vel prestation. nemini liceat se excusare, Leg. III. & Andr. Mauriac. Hist. Venet. L. IV. p. 147.

(g) Vol. Diod. Sic. Lib. I. C. LXXIII.

(h) Plutarch. in Solono, pag. 96. C.

Si l'on peut se dispenser de servir, lors que l'on a promis à l'Ennemi de ne point porter les armes contre lui ?

## CHAPITRE II.

### Du Pouvoir des Souverains sur la vie de leurs Sujets, à l'occasion de la défense de l'Etat.

\* **Q**UOI QUE les Hommes aient formé des Sociétés Civiles à dessein de mettre en sûreté tous les biens & les avantages qu'ils possèdent, & sur tout leur vie, qui en est le fondement; la conservation de l'Etat demande néanmoins, que le Souverain ait quelque Pouvoir sur la vie de ses Sujets, & cela ou indirectement, pour la défense de l'Etat, ou directement, pour la punition des crimes.

Dans le premier cas, le Souverain, sans se proposer directement la mort de ses Sujets, a droit d'exposer leur vie, soit pour repousser un Ennemi, soit pour maintenir les droits de l'Etat; mais, quoi qu'en dise un (a) ancien Philosophe, il ne peut pas en user de même pour exercer simplement ses Sujets au métier des armes. Quelque nécessaires que soient ces exercices, afin qu'en cas de besoin on ait de bons Soldats tout prêts, le sang des Citoyens ne doit pas être versé si légèrement, & l'on n'aura que trop d'occasions d'en sacrifier plusieurs, pour sauver les autres, lors que l'on fera actuellement en guerre. Alors c'est avec raison que l'on observe une discipline très-rigoureuse; la moindre faute, la moindre négligence étant souvent de la dernière conséquence. Les autres Juges pardonnent quelque chose à la violence des Passions, qui troublent extrêmement l'esprit des Hommes; mais, dans un Conseil de Guerre, on n'a pas tant d'indulgence (b). On punit souvent du dernier supplice un Soldat, à qui la crainte d'une mort prochaine a fait abandonner son poste; quoi qu'en certains (c) endroits on ait jugé plus à propos de noter seulement d'infamie les lâches & les posthons. Il y a eu même des Etats, où l'on infligeoit des (d) peines très-rigoureuses, & la (e) mort même, à ceux qui refusoient de porter les armes pour leur Patrie. Il est certain du moins, que, quoi qu'il y ait, dans la plupart des Etats, des Citoyens exemts de tout service militaire, soit à cause de leur profession, soit par un privilège particulier, sans que d'ailleurs leur âge & leur manque de forces les en dispense; cette immunité n'est valable que tant qu'on trouve assez d'autres Citoyens, ou de troupes étrangères, pour la défense de l'Etat: car, dans une extrême nécessité, tout le monde doit marcher à la guerre, & il vaut mieux alors, sans contredit, suspendre pour quelque tems l'effet des Privilèges, (comme le firent autrefois les Romains (f) à l'égard des Vieillards & des Prêtres, dans la Guerre contre les Gaulois) que de laisser périr l'Etat par un scrupule vain & hors de saison. Il est même juste, lors que l'Etat est assez riche pour cela, de donner quelque salaire & quelque récompense à ceux qui vont s'exposer aux fatigues & aux dangers de la Guerre: car, outre que les fonctions militaires les empêchent de vaquer à leurs affaires domestiques, ils contribuent plus à proportion au bien de l'Etat, que les autres qui demeurent paisiblement chez eux (g). On a eu raison aussi de louer un ancien (h) Législateur, de ce qu'il ordonna, par une Loi, que ceux qui auroient été estropiez en portant les armes pour leur Patrie, seroient entretenus aux dépens du Public.

§. H. ON demande, si un Prisonnier de guerre ayant été relâché par les Ennemis, à condition de ne point servir contre eux, l'Etat, dont il est Membre, peut l'y contraindre, nonobstant la parole donnée? Il y en a qui prétendent, qu'une telle Promesse étant contraire au Devoir d'un bon Citoyen, est entièrement nulle par elle-même. Je pourrois répondre à cela, que tout ce que l'on fait contre son Devoir n'est pas pour cela seul invalide de lui-même: mais j'aime mieux dire, que ce n'est nullement manquer au Devoir d'un bon Citoyen, que de se procurer la liberté en promettant à l'Ennemi de ne pas faire une chose,

chose, dont il ne tient qu'à lui de nous empêcher; car, si le Prisonnier n'étoit relâché, il ne pourroit pas sans contredit servir contre l'Ennemi. Puis donc que l'Etat ne perd rien à cette Convention, il est censé constater, que le Prisonnier, qu'il recouvre, tiens exactement sa parole; sur tout si le Prisonnier s'est racheté lui-même par ses soins ou par son argent, sans que l'Etat s'en soit mêlé. Mais cela ne doit s'entendre que d'une Guerre Offensive, & non pas d'une Guerre Défensive, où l'Etat pourroit avoir absolument besoin du secours de ce Prisonnier relâché; sur tout s'il se trouvoit lui-même en danger de périr. Car, d'un côté, il est absurde de dire, qu'un homme est Citoyen d'un Etat, & que néanmoins il demeure lié par une Obligation, qui le rend inutile à l'Etat dans une extrême nécessité; de l'autre, il n'est pas moins ridicule de s'imaginer, que l'on puisse être tenu indispensablement, en vertu d'une simple Convention, de ne pas se défendre contre un injuste agresseur, qui tâche de nous faire périr nous & les nôtres. A quoi bon l'Ennemi m'a-t-il donné la liberté, s'il a prétendu m'imposer la dure nécessité de ne repousser jamais ses insultes, & de me laisser tranquillement dépouiller de mes biens, ou de ma vie? Disons donc, que, malgré une telle Promesse, le Prisonnier, qui a été relâché, peut reprendre les armes pour la défense de l'Etat, lors que son Souverain le lui ordonne.

Une autre Question approchant de celle-ci, c'est de savoir, si un Prisonnier est tenu de venir se remettre entre les mains de l'Ennemi (1), lors que la condition, sous laquelle il avoit été relâché, ne se trouve point accomplie? On convient qu'oui, quand il s'agit des Sujets. Mais, à l'égard des Princes, on a formé bien des difficultés (a) au sujet de la prise de François I. Roi de France. Pour moi, je ne décide rien là-dessus. Je conseille seulement à ceux qui tiennent un Roi prisonnier, de ne pas être trop faciles à le relâcher, avant que les conditions, dont on est convenu, aient été actuellement exécutées.

(a) Voyez Buffon, Hist. de France, Liv. XVI.

§. III. De ce que nous avons dit ci-dessus, il s'ensuit, que, dans la plus profonde paix, personne ne doit ni se mettre lui-même ni mettre les autres hors d'état d'exercer les fonctions militaires, & que ceux (1) qui le font méritent d'en être rigoureusement punis.

Aucun Citoyen ne doit se rendre incapable des fonctions militaires.

§. IV. Ceux qui sont une fois encollez, doivent tenir ferme dans le poste, où leur Général les a placez, quand même ils courroient risque vraisemblablement d'y perdre la

Jusqu'où s'étend l'Obligation des Gens de guerre?

§. II. (1) Voyez Grotius, Lib. III. Cap. XXI. §. 6. & Mr. Budde, dans son Specimen Jurispr. Histor. §. 65. parmi les Selecta Juris Naturæ. Mais lors que l'effet de la condition manque, sans qu'il y ait de la faute de personne, comme si, par exemple, un Prisonnier de guerre, qui devoit être échangé contre celui qui a été relâché, vient à mourir avant que l'échange ait été fait; en ce cas-là, (dit Grotius, Lib. III. Cap. XXI. §. 30.) celui qui est en liberté, ne doit point s'aller remettre en prison, mais éprouver la valeur de ce qu'il ne peut pas effectuer, c'est-à-dire, donner pour sa rançon autant qu'on auroit donné pour la rançon de celui qui est mort. Voyez l'endroit, que je viens de citer.

§. III. (1) On en trouve (disoit notre Auteur) plusieurs exemples parmi les anciens Romains; tout belliqueux qu'étoient ce Peuple. Il y avoit des gens qui se coupoient la pouce à eux-mêmes, ou à leurs propres Enfants, afin qu'on ne les obligât pas d'aller à la Guerre. Voyez ce que dit Valère Maxime Lib. VI. Cap. III. de Caius Vertius; Suetone, in August. Cap. XXIV. & Amm. Marcellin, Lib. XV. vers la fin. Cet abus est sévèrement défendu par plusieurs Loix, sur peine de bannissement, ou de quelque autre punition ignominieuse. Voyez Digest. Lib. XLIX. Tit. XVI. De Re Militari, Leg. IV. §. 12. & Cod. Theod. Tit. de fliis militari. apparitorum & veteranor. Leg. I. & de Tironibus, Leg. IV. & X. Il y a une peine plus rigoureuse décrétée dans la Loi V. du dernier Titre, où ceux qui se rendent ainsi incapables de servir à la Guerre, sont condamnés au feu: mais il semble que cela n'est que pour les Esclaves; au lieu que les

autres Loix regardent les personnes libres. On sait que, parmi les Romains, on n'enrôloit des Esclaves que dans la dernière nécessité. Cette coutume s'abolit même dans la suite, comme il paroît par le Code Théodosien, (ubi supra, Leg. XVI.) car la Loi XI. de ce même Titre, qui se trouve aussi dans le Code Justinien, Lib. XII. Tit. XLIV. Leg. II. ne se rapporte qu'aux Esclaves qui ont été débaptisés du service de leur Maître. Et la Loi VIII. du même Titre du Code Théodosien, défend seulement de recevoir aucun Esclave dans les troupes d'élite. Voyez Vég. de re militari Lib. I. Cap. VII. Mais, dans le temps que les Esclaves étoient exemts d'aller à la Guerre; plusieurs Maitres cachotent des personnes libres, qui, pour s'en dispenser, s'étoient venues réfugier dans les endroits de la campagne où l'on faisoit travailler les Esclaves. Voyez Sueton. in Tiber. Cap. VIII. Ce qui fut peut-être la raison pourquoi l'Empereur Adrien abolit entièrement ces sortes de prisons, nommées Ergastula. Voyez Spartien, Cap. XVIII. avec les Notes de Saumais. Au reste, (ajoutoit encore notre Auteur) plusieurs Savans ont cru, que le mot de Poltron vient de cet ancien usage de se couper les pouces, pour éviter d'aller à la Guerre; mais il vaut mieux suivre l'Étymologie de Ménage, qui, dans son Dictionnaire Étymologique, le fait venir de l'Italien Poltrone, comme qui diroit, un homme qui demeure toujours chez lui dormant sur un bon coussin. Voilà bien des remarques, dont notre Auteur auroit pu se passer, & que je n'ai pu me résoudre à laisser dans le Texte.



vie. La Discipline Militaire ne permet pas même toujours de (1) faire tirer au sort, pour assigner ces postes dangereux à ceux sur qui il tombera. Il doit être en la disposition du Général de choisir ceux qu'il juge les plus propres à les bien défendre, ou, s'il y en a plusieurs également capables, d'y envoyer qui bon lui semble; à moins qu'il ne se présente (a) quelques volontaires qui demandent d'être préférés. Et un homme de cœur ne se plaindra jamais, qu'on le commande dans une occasion (2) si honorable, où l'on fait voir la haute idée que l'on a de sa bravoure. D'ailleurs, comme nous sommes redevables au Gouvernement Civil, & de la conservation continuelle de notre vie, & de plusieurs autres avantages que nous n'aurions pas trouvez dans l'indépendance & la solitude de l'Etat Naturel, où chacun n'a que ses forces toutes seules pour se défendre; n'est-il pas juste d'exposer notre vie, & de la sacrifier même, dans une grande nécessité, qui n'arrive que rarement, pour le salut de la Patrie commune, & par ordre de ceux qui ont en main l'Autorité Souveraine? Il vaut mieux du moins, sans contredit, courir quelque danger conjointement avec plusieurs Concitoyens, que d'être seul en butte à toute sorte de périls: car, outre que l'on peut se promettre une victoire plus assurée des forces réunies de plusieurs; si l'on vient à mourir dans le combat, on sauve pour l'ordinaire les personnes qui nous sont chères, & on leur laisse ses biens en leur entier; ce que l'on n'auroit pu espérer dans l'Etat Naturel.

(a) Voyez Tit. Liv. Lib. VII. Cap. XXXIV. & Florus, Lib. II. Cap. II. num. 13.

(b) Comme fit le Roi David, II. Sam. XI, 15. XII, 9. & comme font souvent ceux qui veulent perdre quelcon. Voyez Polyb. Lib. I. Cap. IX. Diod. Sic. Lib. XIV. Cap. LXXXIII. & Lib. XIX. Cap. XLVIII. Quint. Curt. Lib. VII. Cap. II. Justin. Lib. XII. Cap. V. num. 8. Zénar. Tom. II. in Mauritio.

Mais il faut remarquer, que, quand on place un Soldat dans quelque poste périlleux, on ne le fait pas, ou du moins on ne doit (b) pas le faire directement à dessein de le perdre; mais seulement afin que combattant de pied ferme il détourne quelque grand mal dont l'Etat est menacé, ou bien il lui procure quelque avantage considérable. Vaincre, ou mourir; c'est la Loi de ces sortes de combats. Or il vaut mieux perdre la vie glorieusement, en tâchant de l'ôter à l'Ennemi, que d'être tué tout seul. Ainsi ce n'est pas sans raison que plusieurs déchargent du crime d'Homicide de soi-même, ces Capitaines de Vaisseau, qui, par l'ordre de leurs Supérieurs, ou exprès, ou légitimement présumé du genre de combat, se font sauter en l'air, plutôt que de rombre entre les mains de l'Ennemi. En effet, supposé que le nombre des Vaisseaux soit égal de part & d'autre, si un de nos Vaisseaux vient à être pris, l'Ennemi en aura deux de plus que nous: au lieu que, si un des nôtres périt, il n'en aura qu'un de plus; & si le Vaisseau qui veut prendre le nôtre périt avec lui, les forces demeureront égales. Or il est bien difficile qu'en faisant sauter en l'air un de nos Vaisseaux, il ne s'en trouve un ou plusieurs de ceux de l'Ennemi qui sauteront en même tems, ou qui seront mis hors de combat; car un Vaisseau ne court guères risque d'être pris que quand un autre l'accroche. D'ailleurs on fait par là d'ordinaire plus de mal à l'Ennemi, que l'on ne s'en fait à soi-même; car ceux qui réduisent un Vaisseau à la dernière extrémité, sont sans contredit les plus forts. Mais on ne doit pas, à mon avis, mettre le feu au Vaisseau, pour empêcher qu'il ne soit coulé à fond; parce qu'en ce cas-là il peut rester quelque espérance de se sauver à la nage.

Au (3) reste, ce que nous avons dit, qu'un Soldat, ou un Officier est obligé de tenir ferme dans son poste jusqu'à la dernière extrémité, doit être entendu avec cette restriction: à moins qu'il n'ait tout lieu de présumer, que le Souverain ne veut pas qu'il conserve son poste

§. IV. (1) Au lieu (ajoutoit notre Auteur) que par tout ailleurs il faut imposer aux Citoyens, dans une juste proportion, des charges qui ne sauroient être partagées à la fois entre tous; ou bien, si cela ne se peut, ou qu'il ne soit pas nécessaire, ils doivent être chargés tour à tour, ou se racheter par une autre charge équivalente, ou enfin tirer au sort.

(2) Quare in castris quoque periculosa fortissimis imperantur? Dux lectissimos mittit, qui nocturnis hostes aggre-diantur insidiis, aut explorant iter, aut praesidium loco de-tesant. Nemo eorum, qui exequit, dicit: Malè de me im-

perator meruit: sed, Bene judicavit. Senec. de Providen-tia, Cap. IV.

(3) Cette période est tirée de l'Abregé, de Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. XIII. §. 2. J'ai mieux aimé l'insérer ici, que de rapporter ce que remarquoit notre Au-teur, qu'une ancienne Loi des Chinois condamnoit un Général à perdre la vie lors qu'il avoit perdu la batail-le, sans qu'il y eût même de sa faute; afin qu'ils se souvinssent toujours, qu'il falloit ou vaincre, ou mourir. Ajoutons, que cette Loi est visiblement in-juste.

posé aux dépens de sa vie; ou que sa vie ne soit manifestement de plus grande utilité à l'Etat, que ne le seroit ce poste.

§. V. MAIS que dirons-nous des cas, où l'Etat est menacé de périr, ou de recevoir quelque grand échec; s'il ne se résout à livrer un de ses Citoyens, pour apaiser la colère d'un Prince puissant, qui demande sa vie? Il faut voir ici par quels motifs & pour quelle raison on demande ce Citoyen. Car si c'est pour quelque crime qu'il a commis, quoi qu'il puisse peut-être chercher toutes sortes de voies pour échapper aux poursuites de ceux qui le veulent perdre, il doit toujours prendre garde de le faire d'une manière qui n'attire point de mal ni sur l'Etat, d'où il sort, ni sur celui où il va se réfugier. Je ne doute pas même, que l'Etat ne puisse le chasser, s'il trouve trop d'inhumanité à le livrer à ceux qui le demandent.

Que si, pour tirer vengeance d'un crime public (a), on demande quelques Particuliers, qui n'en ont point été les auteurs; comme il n'y a point de meilleure voie que le Sort, pour décider, entre plusieurs personnes égales, quelle doit souffrir le mal qu'aucune ne mérite plus que l'autre, je ne vois pas pourquoi un Citoyen refuseroit de se soumettre à cette décision; à moins qu'il ne se trouvât quelque *Thésée*, qui se chargeât volontairement d'aller tuer le *Minotaure*.

Mais, si, sans aucun prétexte d'un Crime ni Public, ni Particulier, on demande un Citoyen, pour lui ôter la vie, ou pour lui faire souffrir quelque autre mal plus fâcheux que la mort même (b): en ce cas-là il est encore hors de doute, à mon avis, que l'Etat ne doit pas s'exposer lui-même à périr, pour défendre ce Citoyen: car cela ne mettroit pas à couvert l'innocent, qui d'ailleurs n'a aucun droit de prétendre, que l'Etat périsse avec lui, pour le sauver. Ce pauvre malheureux n'a donc d'autre ressource que dans la fuite, ou dans quelque coup hardi, où il joue de son reste. Que si tous ses efforts sont inutiles, & que d'ailleurs il ne lui soit pas permis de se donner la mort à lui-même, pour éviter le supplice cruel & ignominieux qu'on lui prépare; il doit se résoudre à supporter patiemment son infortune (c), dans laquelle il peut conserver sa conscience pure & nette. Pour ce qui est de l'Etat, après avoir fait tout son possible pour défendre l'innocent, & pour lui fournir les moyens de s'enfuir, ou d'échapper par quelque autre voie, sans que tout cela ait de rien servi, & sans qu'il puisse éviter par quelque autre voie le malheur qui le menace s'il continue à protéger ce Citoyen; il peut alors l'abandonner, c'est-à-dire, ne point empêcher que le Tyran ne s'en saisisse (d). Mais il n'est, à mon avis, ni juste, ni nécessaire, qu'il le livre positivement entre les mains de celui qui le demande, ni qu'il le contraigne de s'y aller lui-même remettre. Du reste, la vie des Sujets doit être trop chère à l'Etat, pour qu'il la prodigue sans nécessité, afin d'éviter quelque péril incertain, ou de se procurer quelque avantage peu nécessaire, & un Citoyen n'est pas obligé de répandre son sang (e) pour un tel sujet. Ainsi *Caïphe* appliquoit très-mal une maxime d'ailleurs véritable, lors qu'il prétendoit (f) qu'il fût permis de faire mourir un innocent, pour ôter aux *Romains* tout prétexte de s'imaginer que les *Juifs* ne voulussent se rebeller; d'autant mieux qu'il y a d'autres voies beaucoup plus douces pour prévenir de pareils soupçons. Je ne sai aussi, si l'on peut excuser ce que fit (g) *Darius*, lors que, de concert avec *Zopyre*, il lut laissa avoir l'avantage dans trois sorties, où il sacrifia quelques mille hommes, afin que ce feint transfuge gagnant par là la confiance des *Babyloniens*, pût lui livrer ensuite la Ville.

§. VI. COMME il est souvent nécessaire de donner des (1) *Otages*, pour sûreté de l'exécution d'un Traité Public; le Souverain peut, de son autorité, contraindre quelques-uns de ses Sujets à se mettre pour cette raison entre les mains de la Puissance, avec qui l'on traite, s'il ne se présente personne qui offre d'y aller volontairement. Lors que l'on a affaire

Si le Souverain peut livrer à quelque autre Puissance un Citoyen innocent?

(a) Comme *le Fils Androge*, *Virg. Æn. VI. 20. Ovid. Metam. VIII. 170. Hygin. Fab. XXI. Plutarch. in Thes.*

(b) Voyez, dans *Libanius*, Decl. XXVII. l'action d'un Père, que je ne veux ici ni blâmer, ni justifier; mais qui est plus excusable que celle de *Virginus*, dans *Tit. Live*, Lib. III. Cap. L. Voyez *Boclet* sur *Grotius*, Lib. I. Cap. I. §. 6. p. 95.

(c) Voyez *Digeft. Lib. III. Tit. I. de postulando*, Leg. I. §. 6.

(d) Voyez *Grotius*, Lib. II. C. XXV. §. 3. *Quintilian. Declam. CCLIII.* Voyez aussi *Herodot. Lib. VII.* où il est parlé de *Sperthies & Bulis*, pag. 269. *Ed. H. Steph. & Marslaër, Legat. Lib. I. Cap. XXXIII.*

(e) Comme firent sans nécessité les deux frères *Philanus*, dont parlent *Salluste*, (in *Bel. Jug.*) & *Pomp. Mela*, Lib. I. Cap. VII.

(f) *Jean, XI. 50.* (g) *Herodot. Lib. III. in fine.*

Des Otages.

§. VI. (1) Voyez ce que l'on dira encore plus bas, Chap. VIII. §. 6. & *Grotius*, Lib. III. Cap. XX. §. 52, & seqq.

faire à un Ennemi supérieur en forces, qui demande pour Otages précisément certaines personnes, il ne semble pas qu'elles puissent esquiver légitimement. Mais s'il est indifférent &c à l'Etat, &c à celui avec qui l'on traite, quels Otages qu'on donne contre plusieurs Citoyens du même ordre; en ce cas-là pour ôter tout sujet de plainte, le meilleur expédient est de les faire tirer au sort. Que si les Otages sont donnez pour un espace de temps considérable, il est juste de les faire relever par d'autres. D'un autre côté, l'Etat doit indemniser les Otages, autant qu'il est possible, des pertes &c de la dépense extraordinaire qu'ils font pour être absens de chez eux, &c entre les mains d'une Puissance étrangère.

On peut demander, si l'on engage proprement la vie des Otages, ou seulement leur liberté? Il est clair, que donner des Otages, c'est comme si l'on disoit : *Nous mettons entre vos mains ces personnes, comme les Membres de notre Etat qui nous sont les plus chers, vous permettant de les traiter comme il vous plaira, si nous ne tenons ce que nous vous avons*

(a) Comme firent des Liégeois en donnant des Otages à Charles, Duc de Bourgogne; Phil. de Comines, Liv. II.

(b) Voyez Grotius, Lib. III. Cap. XL §. 19.

*promis.* Quelquefois même (a) on consent en termes exprès, que les Otages soient punis de mort en ce cas-là. Comme donc l'infraction du Traité fournit un juste sujet de déclarer la Guerre à celui qui l'a violé; il est clair, que dès-dors les Otages peuvent être aussi bien regardez sur le pied d'ennemis, que tous les autres Sujets de l'Etat, dont ils sont Membres, &c qui la plupart n'ont point contribué personnellement à l'infraction du Traité. Aussi a-t-on vu des exemples d'Otages, qui ont été traités en Ennemis. Plusieurs néanmoins ont trouvé de l'inhumanité à satisfaire, par la punition de ces pauvres malheureux, le sentiment que l'on a d'une injure, dont ils sont entièrement innocens (b). En vain quelques-uns disent-ils, que l'intention de ceux qui donnent des Otages, est de consentir qu'ils portent la peine de l'infraction du Traité. Je ne vois pas, pour moi, comment le bon naturel &c légitime des Peines peut avoir lieu dans la punition d'un Otage innocent, qui, à proprement parler, n'a point consenti à la violation du Traité, mais s'est seulement engagé à ne pas refuser, en ce cas-là, de souffrir quelque chose en la place de ceux qui l'ont donné pour Otage; ce qui par lui-même n'emporte aucun Crime personnel. D'ailleurs les Otages ne laissent pas d'être un gage assez assuré de la bonne foi de celui qui les donne, quoi que, par le Droit Naturel, ils ne soient pas sujets à une Peine proprement dite, pour un Crime, auquel ils n'ont aucune part: car il suffit que, du moment que le Traité a été enfreint, on puisse user envers eux du droit de la Guerre, &c qu'ainsi leur vie dépende de la volonté d'un Ennemi irrité. Malgré tout cela, il vaut mieux dire, à mon avis, que l'Etat n'engage directement que la liberté corporelle des personnes qu'il envoie pour Otages. Car aiant, ou devant du moins avoir une ferme résolution de tenir sa parole; il est censé regarder comme moralement impossible, qu'il arrive un cas où l'autre Puissance, avec qui il traite, ait droit de faire mourir les Otages. Et il n'y a point de doute que l'Etat ne leur fasse du tort, lors qu'en se rendant coupable d'infidélité il les expose à la fureur de l'autre Puissance, ou qu'il ne les lui donne qu'afin de l'endormir, &c de l'attaquer ensuite avec plus de force &c d'avantage.

Mais de quelle manière doit-on se conduire, lors que celui, à qui l'on a donné les Otages, en abuse pour nous manquer impunément de parole, &c pour nous faire des injures atroces, avec menaces de faire mourir les Otages, si l'on se met en devoir de repousser ses insultes? En ce cas-là, si les injures qu'on reçoit sont d'une telle conséquence, qu'il vaille mieux exposer ces innocens, que de laisser souffrir patiemment tout l'Etat; on peut, à mon avis, résister au perfide Ennemi. Et en abandonnant ainsi les Otages, l'Etat ne leur fait pas plus de tort, qu'il n'en fait aux Soldats en les plaçant dans un poste, où il leur impose la nécessité de tenir ferme jusqu'à la dernière extrémité, de sorte qu'il faut ou qu'ils meurent, ou qu'ils soient faits prisonniers. Les Otages doivent donc alors regarder comme un simple malheur le cas où ils se trouvent, &c ne point murmurer contre leur Patrie, qui n'a pu le prévoir (c). Cet inconvénient ne diminue rien d'ailleurs des avantages de la Société Civile: car de pareils cas n'arrivent que très-rarement, au lieu

(c) Voyez Ammien Marcellin, Lib. XXVIII. Cap. VI. Died. Sic. Lib. XX. Cap. LV. Gunther, Ligurin. Lib. X. au sujet des otages des Crémonois; &c Boetius, ad Grot. Lib. I. Cap. I. p. 102.

que,

que, dans l'Etat Naturel, on est exposé à tout moment à des inconvénients aussi fâcheux.

## CHAPITRE III.

### *Du Pouvoir des Souverains sur la vie & sur les biens de leurs Sujets, pour la Punition des Crimes, & des Délits.*

§. I. **O**UTRE le Pouvoir indirect, dont nous venons de parler, le Souverain a encore un *Pouvoir direct sur le Corps & sur la Vie*, comme aussi *sur les biens* de ses Sujets, pour cause de *Crimes* ou de *Délits*, & c'est ce que l'on appelle proprement *Droit de vie & de mort*: Pouvoir qui d'ailleurs n'est en rien semblable à celui que DIEU (a) a sur ses Créatures, ni à celui que l'Homme a sur les Bêtes.

Si les Particuliers ont pu conférer sur eux à l'Etat le droit de vie & de mort ?  
(a) Voiez *Præsum.* XC, 3. & suiv.

D'abord il se présente ici une difficulté à résoudre, savoir, comment les Particuliers ont pu, par les Conventions qui sont le fondement des Sociétés Civiles, conférer un tel Pouvoir à l'Etat, ou à ceux qui le gouvernent ? En effet la Peine étant un mal que l'on fait souffrir à quelqu'un malgré lui; il est difficile d'expliquer comment on peut se punir soi-même, & par conséquent comment on peut transférer à autrui un Pouvoir que l'on n'a pas. Il ne seroit de rien d'alléguer ici les Flagellations des Moines, ou d'autres gens, qui se donnent la discipline eux-mêmes, ou de leur pur mouvement, ou en vertu de quelque Règle de leur Religion : car ou ce ne sont pas des Peines proprement dites, mais seulement des austérités que l'on s'impose soi-même comme un remède propre à mortifier ses Passions; ou ce sont des pénitences que l'on ne subit que pour obéir à un Prêtre, à qui l'on croit que Dieu a donné pouvoir de nous les imposer. Et en ce dernier cas, ce n'est pas moins une punition, quoi que le Pénitent se fouette lui-même de ses propres mains: car il ne le fait que pour éviter un plus grand mal, qu'il s'attireroit, à ce qu'il s'imagine, s'il refusoit d'obéir; de même qu'un (1) Criminel marche au lieu du supplice, pour ne pas s'y faire traîner.

Mais il est aisé de lever cette difficulté, qui ne roule que sur une fausse supposition. Il faut donc savoir, que comme, en matière de choses Naturelles, un Corps Composé peut avoir des qualitez qui ne se trouvoient dans aucun des Corps Simples, du mélange desquels il est formé: de même un Corps Moral (2) peut avoir, en vertu de l'union même des personnes dont il est composé, certains droits dont aucun des Particuliers n'étoit formellement revêtu, & qu'il n'appartient qu'aux Conducteurs d'exercer. Personne n'osera dire, par exemple, qu'aucun Particulier ait le Pouvoir de se prescrire des Loix à lui-même; & cependant aussi-tôt que plusieurs personnes ont soumis leur volonté à celle d'un seul, celui-ci acquiert le droit de prescrire désormais des Loix à chacune d'elles. Ainsi, quoi qu'au-

§. I. (1) Il y a même (ajoutoit ici l'Auteur) des Peuples, chez qui le Magistrat ordonne aux Criminels de se tuer eux-mêmes; comme autrefois parmi les *Ethiopiens*, au rapport de *Diodore de Sicile*, Lib. III. Cap. V. Dans le *Japon* (disoit-il encore plus bas, §. 4.) ceux qui sont condamnés à mort, s'ouvrent le ventre avec un couteau. Et autrefois en *Lithuanie*, les Criminels se dressaient eux-mêmes une potence, où ils se pendoient. C'est, (ajoutoit-il au même endroit) un cas extraordinaire, que ce que *Fiss Live* rapporte de *Gracchus*, lequel, pour châtier une partie de ses Soldats, qui avoient refusé de combattre, leur fit prêter serment de ne manger ni boire que debout, tant qu'ils serviroient sous lui. Lib. XXIV. Cap. XVI. Mais en ce cas-là même c'étoit malgré eux que les lâches Soldats se voioient réduits à

la nécessité de subir cette Peine ignominieuse, plutôt que de se parjurer.

(2) L'Auteur cite ici une Loi du *Digeste*, où il ne s'agit pas des droits qui conviennent aux Sociétés entières, quoi que les Particuliers, dont elles sont composées, n'en soient pas revêtus; mais qui prouve seulement que l'on peut faire acquiescer à un autre quelque droit que l'on n'a pas soi-même, comme, par exemple, un Créancier, qui vend le gage de son Débiteur, rend l'Acheteur maître du gage, quoi qu'il n'en eût pas lui-même la Propriété. *Non est novum, ut qui dominium non habeat, alii dominium præbeat. Nam & creditor, pignus vendendo, causam dominii præstat, quam ipsa non habuit.* Lib. XLI. Tit. I. *De adquir. rerum dominio*, Leg. XLVI.

(b) *Voiez Hobbes, de Cive, Cap. II. §. 18. & ce que l'Auteur a dit ci-dessus, Liv. III. Chap. VII §. 5.*

(c) *Leviath. Cap. XXVIII. in it.*

(d) *Plutarque Pa reconnu en partie, De sera Nomin. vindicta, P. 549. F.*

Les Peines Humaines n'ont point de lieu dans l'Etat de Nature.

(a) *Voiez ci-dessus, Liv. II. Chap. V. §. 3. à la fin.*

qu'aucun des Membres dont une Société se forme, ne puisse s'indigner des Peines à lui-même; il suffit, pour donner ce droit au Chef de la Société, que chacun s'engage à ne pas défendre (b) ceux qu'il aura condamnés, & à lui prêter même main forte, s'il le faut, pour empêcher que le Criminel n'échappe. Quelques-uns prétendent, que, quand un Souverain ôte quelque chose à ses Sujets en forme de punition, il le fait en vertu de leur propre consentement, parce qu'en se soumettant à son empire ils ont promis d'acquiescer à tout ce qu'il voudroit ou qu'il feroit. Mais il vaut mieux dire, que, comme il dépend des Sujets de ne donner à leur Souverain aucune juste occasion de les punir de mort; chacun regarde l'usage actuel de ce Pouvoir par rapport à lui, comme un cas qui n'arrivera jamais. *Hobbes* (c) soutient, que le Droit de vie & de mort ne vient pas originellement du consentement des Sujets, & qu'il est uniquement fondé sur le droit que chacun avoit, dans l'Etat de Nature, de faire tout ce qu'il jugeoit nécessaire pour sa propre conservation; de sorte que ce droit a été laissé, & non pas conféré, à l'Etat, qui ayant en main de si grandes forces pour le faire valoir, peut s'en servir, comme il le trouve à propos, pour la conservation de tous les Citoyens. Mais le droit de punir est différent du droit de se conserver, & au lieu que le dernier convient à chacun, l'autre ne s'exerçant que sur des (3) Sujets ne sauroit être conçu dans l'indépendance de l'Etat Naturel.

Au reste il faut avertir ici en un mot, que je ne prétens point parler des *Peines naturelles*, qui accompagnent le Pêché par une suite nécessaire, ni des *Peines divines* proprement ainsi dites; mais uniquement des *Peines humaines*, qui sont établies & décernées par les Législateurs & les Tribunaux Politiques, dont les règles sont différentes en (d) plusieurs choses de celles de la Justice divine.

§. II. POUR reprendre la chose dès le commencement, on doit savoir, que la plupart des *Pêchez*, sur tout de ceux que l'on commet contre son Prochain, renferment deux choses, la *violation même de la Loi*, & le *dommage* que l'on cause à autrui, ou directement, ou indirectement. Il est certain encore, que, par le Droit Naturel, tout Homme qui a causé du Dommage par sa faute, de quelque manière que ce soit, est indispensablement tenu de le réparer; & que, s'il l'a causé malicieusement, il doit de plus donner à la personne lésée des sûretés pour l'avenir. Mais la manière dont on peut demander ces sûretés, est différente selon que l'on vit dans la Liberté Naturelle, ou dans une Société Civile. Dans l'Etat de Nature, lors qu'un Homme touché de repentir vient de lui-même offrir la réparation du Dommage qu'il a causé, tout ce que la personne lésée peut exiger de lui, après cela, c'est qu'il lui promette ou simplement, ou avec serment, de ne plus (a) Offenser à l'avenir. De sorte que, si, par une injuste défiance, ou par une animosité inflexible, elle demande, les armes à la main, de plus grandes sûretés: l'autre n'étant point tenu, par le Droit Naturel, de les lui donner, il peut légitimement se défendre; & alors celui qui étoit auparavant la personne lésée, devient à son tour l'Offenseur, & se rend coupable d'avoir violé la paix. Mais lors qu'on n'a pu obtenir satisfaction que par la force: comme cela marque l'obstination de l'offenseur dans sa malice, & qu'on ne sauroit désormais, en pareil cas, tirer d'un tel homme aucune satisfaction, à moins que d'être plus fort que lui; on peut prendre toutes les sûretés dont on croit avoir besoin, le désarmer, par exemple, démolir ses forteresses, ou s'en emparer, le condamner à une prison perpétuelle, &c. le faire même mourir, si l'on ne trouve pas d'autre expédient plus commode pour se mettre à couvert des mauvais desseins que l'on voit qu'il a de nous perdre. Tout cela se fait par droit de Guerre, & nullement en forme de *Punition* proprement ainsi nommée: (car du reste on donne le nom de *Peines* dans un sens plus général à toute sorte de maux qui accompagnent le Pêché par une suite naturelle, & par conséquent à ceux que l'on s'attire par quelque injure, dans l'indépendance de l'Etat Naturel) ainsi on

ne

(3) *Voiez ce que je dirai plus bas dans la Note 3. sur le §. 4.*

ne sauroit dire, à parler juste, que personne soit (1) obligé de donner de telles sûretés; puis que, dès-là qu'on est réduit à en venir aux voies de la force, cela suppose que l'Offenseur, bien loin de nous faire satisfaction de son bon-gré, s'obstine à soutenir son injustice par la violence, & qu'ainsi il est à notre égard dans des sentimens contraires à la Loi Naturelle, ou dans des dispositions d'Ennemi, qui le mettent avec nous en état de Guerre. Or les maux que l'on cause à quelqu'un par droit de Guerre, n'étant pas proprement des Peines; comme nous le ferons voir plus clairement dans la suite; il est évident, que les Peines Humaines proprement ainsi nommées ne sauroient avoir lieu entre ceux qui vivent dans l'indépendance de l'Etat Naturel; quoi qu'ils soient sujets, comme nous venons de le dire, aux maux qui suivent le Pêché par un effet naturel & ordinaire.

§. III. MAIS, dans les Sociétés Civiles, outre qu'il est plus aisé d'obtenir la réparation du Dommage par la voie de la Justice, que dans l'Etat de Nature par la voie de la Guerre, où l'on n'a d'autre secours que dans ses propres forces; chaque Citoyen a de plus, autant que le permet dans la condition des choses humaines, de bonnes sûretés contre les injures & les dommages qu'il pourroit recevoir à l'avenir : & ces sûretés consistent dans les *Peines* dont les Loix menacent ceux qui les violent, & que les Tribunaux Civils doivent infliger à ceux qui les auront encourus; Peines, dont la crainte est le moien le plus efficace pour diriger & pour réprimer la Volonté Humaine naturellement capable de se déterminer vers l'un ou l'autre des deux côtes opposés.

§. IV. LA *Peine* est en général *un mal que l'on souffre à cause du mal que l'on a fait* (a), c'est-à-dire, quelque chose de fâcheux à quoi l'on est condamné malgré soi par un Supérieur, en conséquence d'un Crime dont on s'est rendu coupable.

Je dis 1. *un mal que l'on souffre* : car, quoi que souvent on ordonne pour punition certains travaux, comme lors que l'on condamne quelqu'un aux mines, aux galères, à la brouette, à nettoier les rues, &c. on ne regarde ces travaux qu'en ce qu'ils ont de gênant & de fâcheux, de sorte qu'il faut toujours les mettre au rang des maux que l'on souffre.

J'ai dit 2. que l'on souffre ce mal *à cause d'un mal que l'on a fait*, ou d'un Crime que l'on a commis : d'où il paroît, qu'on ne doit pas mettre au nombre des *Peines* proprement ainsi nommées, les incommoditez que l'on souffre par l'effet d'une (b) maladie contagieuse, ou (c) de la perte d'un membre, ou de quelques autres (d) impuretez semblables à celles qu'on trouve marquées en grand nombre dans la Loi des anciens *Hébreux*; comme, par exemple, lors que les Léproux étoient bannis des compagnies & privez de tout commerce avec les autres Citoyens; & les personnes, à qui il manquoit quelque membre, (e) exclues de la Dignité Sacerdotale &c. En tout cela il n'y a pas plus de véritable Punition, que quand les Etrangers, ou les gens du commun peuple sont exclus de certaines Charges de l'Etat, ou lors qu'un homme, qui s'est cassé la jambe, souffre de grandes douleurs pendant qu'on la lui raccommode : quoi que d'ailleurs on donne quelquefois improprement à ces sortes de choses le nom de *Peine*, à cause de quelque ressemblance; jusques-là que l'on dit même communément de ceux qui sont fort incommodés & fort disgraciés de la Nature, qu'ils *vivent pour leur supplice*. De là il s'ensuit encore, que lors qu'on met quelqu'un en prison seulement afin qu'il ne s'évade pas, ce n'est point proprement une *Peine*; personne ne pouvant être justement puni, avant que d'avoir été jugé. Il est donc contre la Loi Naturelle de faire souffrir à un Prisonnier, qui n'est encore ni condamné ni oui, plus de mal (1) que n'en demande la nécessité de le tenir renfermé; de sorte que, si on l'a fait, on doit l'en dédommager, ou diminuer (2) d'autant la rigueur de la *Peine* à laquelle il a été condamné depuis.

C'est seulement dans les Sociétés Civiles que l'on inflige des Peines proprement ainsi nommées.

Ce que c'est que la *Peine*.  
(a) Voiez Grotius, Lib. II. Cap. XX.  
§. 1.

(b) Voiez Levit. XIII.  
(c) Voiez Deuter. XXIII, 1.  
(d) Voiez Levit. XV.  
(e) Voiez Levit. XXI, 17. & suiv.

§. II. (1) L'Auteur suit une fausse idée de la nature de l'Obligation. Voiez plus bas, §. 4. Not. 2.

§. IV. (1) Solent Praefides in carcere continendos damnatos, aut ut in vinculis continentur. Sed id eos facere non

oportet: nam hujusmodi pana interdicta sunt: carcer enim ad continendos homines, non ad puniendos haberi debet. Digest. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Panis, Leg. VIII. §. 9.

(2) Par un Bescipect des Empereurs Honorius & Théodose,  
V v 3

3. J'ai

## 3. J'ai dit, que la Peine est infligée avec autorité par un (3) Supérieur, pour la distinction

*dest, il est ordonné que ceux qui ont été condamnés à un bannissement, soient relâchés & tenus quittes de cette peine, s'il se trouve que pendant qu'ils ont demeuré en prison, le terme de leur exil s'est écoulé. Omnes, quos damnationis conditio diversis exiliis destinatos, metastemporis praesentis in carceris implevisse custodia deprehenderit, solutos penâ vinculisque laxatos, custodia liberari precipimus, nec formidare misérias ullas exilii. Sic satis immanis cruentum semel luisse supplicium, ne hi qui diu privati sunt aura communis hantus, & lucis aspectu, intra breve spatium catenarum ponderibus prae-gravati, etiam exilii penam sustinere iterum compellantur. Cod. Lib. IX. Tit. XLVII. De Penis, Leg. XXIII.*

(3) L'Auteur abandonne ici *Grotius* sans nécessité, ce me semble, quoi qu'il soit fort suivi en cela par les Auteurs qui ont écrit depuis sur le Droit Naturel, & même par *Mr. Titius*, qui relève d'ailleurs bien des choses dans ses *Observations* sur l'Abbrégé de *Offic. Hom. & Civis*. Je les contredis néanmoins les uns & les autres avec d'autant plus de confiance, qu'outre l'avantage de défendre *Grotius*, je ne ferai que suivre l'opinion de *Mr. Locke*. Les Loix Naturelles (dit ce grand Philosophe, dans son Second Traité sur le Gouvernement Civil, Chap. II. §. 4. & suiv.) aussi bien que toutes les autres Loix que l'on impose aux Hommes ici-bas, seroient entièrement inutiles, si, dans l'Etat de Nature, personne n'avoit le Pouvoir de les faire exécuter, & de punir ceux qui les violent, soit à l'égard d'un Particulier, soit par rapport à tout le Genre Humain, dont la conservation est le but de ces Loix communes à tous les Hommes. On dira peut-être, que, dans l'Etat de Nature, il y a des Maux attachez aux Actions Mauvaises par une suite nécessaire, & que notre Auteur appelle pour cet effet des *Peines Naturelles*; (Voiez ci-dessus, Liv. II. Chap. III. §. 21.) sans parler des Punitions arbitraires que Dieu exerce d'ailleurs, en qualité de Souverain Législateur, & d'Auteur de la Loi Naturelle. *Mr. Locke* n'a pas jugé à propos d'aller au devant de cette Objection: mais s'il se la fait proposer, il auroit apparemment répondu, que ces deux sortes de Peines ne fussent ni les unes ni les autres pour réprimer la malice humaine, & pour procurer la tranquillité du Genre Humain; comme il paroît par les plaintes que l'on a faites de tout tems de la prospérité des Méchants, & de la condition malheureuse des Gens-de-bien. Il faut donc en venir à reconnaître, que, dans l'Etat de Nature, il doit y avoir quelqu'un ici-bas qui soit en droit de punir les Crimes: & si cela est, (continue *Mr. Locke*) chacun est revêtu de ce Pouvoir par rapport à tout autre, puis que tous les Hommes sont naturellement égaux. Ce Pouvoir n'est pourtant pas absolu & arbitraire. Il n'est jamais permis de se laisser emporter à la Passion, & de punir excessivement une faute. Tout ce qu'on peut faire en cette occasion, ne doit tendre qu'à réparer le Dommage, & à empêcher qu'on n'en cause de semblable à l'avenir. Quand quelqu'un viole les Loix de la Nature, il rémoigne par là qu'il foule aux pieds les maximes de la Raison & de l'Équité, qui sont les Règles que Dieu a prescrites aux Actions Humaines, pour la sûreté commune des Hommes, & ainsi il devient dangereux au Genre Humain. Comme donc chacun est en droit de pourvoir à ce qui regarde la conservation de la Société Humaine, il peut, en suivant les lumières d'une Raison tranquille, infliger à un tel homme des Peines capables de produire en lui du repentir, & de l'empêcher de retomber dans la même faute, ou même d'intimider les autres par son exemple. Lors qu'un Homme en tue un autre de propos délibéré, il mérite d'être dévoré comme les Lions, les Tigres, & les autres Bêtes féroces, avec lesquelles il ne sauroit y avoir de société, ni de sûreté. *Quiconque me rencontrera, me tuera*; c'est la voix de la Nature,

que les remords de la Conscience arrachent à *Cain*, après qu'il eût tué *Abel*; *Genes. Chap. IV. vers. 14.* Par la même raison on peut, hors de toute Société Civile, punir la moindre infraction des Loix Naturelles, autant que dans un Etat, si cela est nécessaire pour le but que l'on doit se proposer en infligeant des Peines. Les mêmes Loix de la Nature, qui défendent le Crime, présentent aussi la manière & le degré de la Punition; & ces Loix sont pour le moins aussi intelligibles & aussi évidentes à quiconque consulte les lumières de sa Raison, que les Loix Positives, qui n'ont souvent d'autre fondement que le caprice ou les Passions vicieuses des Législateurs de la Terre. Si quelqu'un trouve étrange que l'on donne à chacun, dans l'Indépendance de l'Etat Naturel, le droit de punir les Coupables; qu'il nous dise de quel droit les Souverains punissent, même du dernier supplice, un Etranger, qui a commis quelque Crime sur leurs terres: car les Loix d'un Etat n'ont aucune force par rapport aux Etrangers, & les Souverains ou les Magistrats d'une Société Civile n'ont pas plus de pouvoir sur ceux qui n'en sont pas Membres, que chacun n'en a par rapport à toute autre personne dans l'Etat de Nature. Cependant la pratique, dont nous parlons, est très-commune, & approuvée de tout le monde. Je m'imagine pourtant, que notre Auteur n'auroit pas manqué de répondre à cette dernière raison de *Mr. Locke*, que tout Etranger qui entre dans un Etat, soit pour voyager, ou pour y faire quelque séjour, se soumet tacitement aux Loix du Pais, & devient en quelque sorte Sujet du Souverain, pendant tout le tems qu'il est sur ses terres. (Voiez ci-dessus, Liv. VII. Chap. II. §. 20.) Mais on peut répliquer, que cette soumission tacite ne semble pas s'étendre jusques à donner droit au Souverain de punir de mort un Etranger, sur tout pour certains Crimes qui ne sont nuisibles à l'Etat que par le mauvais exemple qu'ils donnent aux Citoyens, comme seroit, par exemple, la Sodomitie, la Bestialité &c. Tout ce qu'on pourroit faire à l'égard d'un Etranger, ce seroit de l'obliger à réparer les dommages qu'il auroit causés à quelques uns des Sujets naturels de l'Etat, & de le chasser ensuite. Si donc les Souverains font mourir un Etranger en forme de Punition, il faut que ce soit en vertu du droit que chacun a naturellement de punir la violation des Loix Naturelles. Pour revenir à *Mr. Locke*, il remarque encore, qu'outre le droit commun à tous les Hommes dans l'Etat Naturel, de punir la violation des Loix de la Nature, celui qui est directement offensé ou qui reçoit immédiatement du dommage par un Crime, a un droit tout particulier d'exiger la réparation du tort qu'on lui fait. Et si quelque autre personne trouve ses plaintes & ses prétentions bien fondées, elle peut se joindre à lui, pour lui aider à tirer satisfaction de l'Offenseur. [Il est même d'autant plus honnête, dit très-bien ci-dessus *Grotius*, (Lib. II. Cap. XX. §. 40. num. 1.) de poursuivre la réparation des injures faites à autrui, que de tirer raison de celles qui ont été faites à nous-mêmes, qu'il est plus à craindre, par rapport aux dernières, qu'un excès de ressentiment ne nous fasse passer les bornes d'une juste vengeance, ou du moins n'agrisse notre esprit.] De ces deux sortes de droits, le premier, je veux dire, celui de punir la violation des Loix, passe existemment au Magistrat, entre les mains de qui chacun s'en remet lors qu'il entre dans une Société Civile; de sorte que, toutes les fois que le Bien Public le permet, le Magistrat peut de sa pure autorité, faire grace aux Coupables. Mais il n'en est pas de même du droit d'exiger la satisfaction d'une injure, & la réparation du Dommage. Le Magistrat ne sauroit en dispenser l'Offenseur; & la personne lésée conserve toujours son droit, en sorte qu'on lui fait du tort, si on empêche qu'elle n'obtienne la réparation qui lui est due.

guar des maux que l'on souffre à la (4) Guerre, ou dans un Combat, ou par l'effet d'une pure violence, ou d'une injure. De là vient aussi que l'on n'est pas flétri simplement pour avoir l'oreille coupée, ou pour recevoir des coups (5) de bâton; mais parce que l'on a souffert ces honneux traitemens pour tel ou tel sujet. Par la même raison, les suites naturelles du Péché ne tiennent pas lieu de Peines devant le Tribunal Humain; & lors que quelqu'un, par exemple, a ruiné sa santé ou dissipé son bien par la débauche, ou qu'il s'est rendu odieux à tout le monde par sa mauvaise conduite, ou qu'en voulant insulter quelqu'un il a été bien battu; il n'est pas pour cela exempt des Peines portées par les Loix.

4. J'ai dit enfin, que la Peine est *un mal que l'on (6) souffre malgré soi* : car le but des Peines, parmi les Hommes, est de les détourner du Crime par la crainte des suites fâcheuses qu'il leur attireroit : or elles ne produiroient pas cet effet, si le mal étoit tel qu'on pût le souffrir aisément & sans répugnance. C'est sur ce fondement qu'un ancien Orateur (7) veut qu'on ne laisse pas aux Criminels le choix de la Peine : ceux qui néanmoins ne font souvent qu'à adoucir un peu la rigueur des souffrances, on à éviter un certain genre de supplice, sans que d'ailleurs la Position en elle-même soit moins pour cela injuste au Criminel contre son gré, que quand il (8) marche lui-même au lieu du supplice. De là il s'ensuit, qu'on ne peut pas dire proprement, que personne soit (8) *obligé* de subir la

(f) *Voies ci-dessus*, p. 1. Mot. 1.

dit, *M. Lamy* se fait ensuite une Objection, sur le pouvoir qu'il donne à chacun, dans l'Etat Naturel, de faire exécuter les Loix de la Nature, & d'en punir les infractions; c'est que les Hommes devenant ainsi juges chacun dans sa propre cause, & étant d'ailleurs pleins de Passions, & de tout d'esprit de vengeance, ils passionnent ordinairement les bons de l'Equité; d'où il s'ensuivroit mille maux & mille défordres. J'avoue, répond-il, que le Gouvernement Civil est le remède propre à ces inconvénients, qui sont sans contredit très-pheux. Mais si l'Etat de Nature doit être abrogé à cause de cela, il faut penser la même chose d'un Gouvernement, où un seul Homme commandant avec une autorité absolue, est juge dans sa propre cause, & fait exécuter ses volontés sans que personne ait droit de les contredire, ni de s'y opposer. S'il faut se soumettre toujours à tout ce qu'il ordonne, par quelque principe qu'il le fasse, son qu'il agisse par raison, ou non; on se trouvera à cet égard dans un état plus fâcheux, que celui de la Nature, où l'on n'est obligé de se soumettre de la force à tout ce qu'il fait.

(A) C'est en vain (disoit M<sup>re</sup> Aurenz) que *Seldow* (de *Y. N. & G. second Me<sup>re</sup>. Lib. IV. Cap. XL.*) pretend, que le carnage fait dans une Guerre juste est une œuvre de charité. Cela ne peut être admis qu'en ce sens, que la Guerre, & les malheurs qui l'accompagnent, venant lieu de Peines Naturelles par rapport à l'Auteur des Injures dont on est obligé de pourvoir la réparation par cette voie ; & qu'un homme de bien, qui est réduit à la nécessité de faire la guerre, dont, autant qu'il le peut, modérer les maux qu'il fait à son Ennemi, de telle façon qu'ils ne passent pas les bornes des Peines que les Tribunaux Humains infligent ordinairement. *Chénier* dans *Tassie*, remarque une autre différence, C'est que la Peine diffère de la mort, au lieu que la Guerre confond le Criminel & l'Innocent. *Nam in pace causæ & merita spectantur : ubi bellum ingratum, innocentes ac iusti iuxta cadunt.* *Annal. Lib. I. Cap. XLVIII.*

(1) *Idem fufum infamiam non importat, fed caufa, propter quam ed pati meretur, fi ea fiat, qua infamiam damnato irrogat. In ceteris quoque contrariis pariterum ordine forma fufcita efl. Digeft. Lib. III. Tk. II. De his qui detrahunt infamiam, Leg. XXII.*

(6) "Omnis res dicitur esse, inquit quoniam abest ista. Ar-  
rison. Epictet. Lib. I. Cap. XII. Non erat, inquit, nihil  
parum, in carere esse, non voluntatis pervenire. Sen-  
eca. Contrav. Lib. IV. Cont. XXIV. p. 234. Edst. Orom.  
Vultis scire Charron, de la Sagesse, Liv. I. Chap. VI. s. 8.

Ed. de Savv. &amp; Chap. XXIX. §. 9. Ed. de Robm.

(7) *Ne tantum ab afflictibus vestris, omnium mortalium nomen peto, nec cui nocentis parva proferat arbitrium. Infirmam, Judicis, sceleribus aperta condamno, si pariter tunc eligere condemnare: nec jam ullam mortalium invidiam propere aditus contemno, si patitur deprudens quisque quod quidam maluit. Læset omnes cruciatus, eamdem dolorem, præparat mentem composuisse patientiâ. Fallitur quisque humana sententiâ solâ tantummodo atrocitate metuitur: nulla parva est, nisi atroce. Non dolorem ullum nisi ab importunitate dolorem; & non aliquis crudelis sævum sit, minus facit. Supplicium quisquam vocat, ad quod proferatur: quod expositor: quod sœva se um habet metus: ille per sœvam, ille terribis damnavit, non se frangitur. Quintilian. Declam. XI. pag. 156, 157. Ed. Lugd. Bat.*

(d) Tout ce que nous Auteurs dis ici, &c plus haut, ne peut être admis qu'en ce sens, qu'on n'est pas obligé d'aller se dénoncer soi-même en Justice : car cela n'est pas nécessaire pour le but que l'on se propose dans l'établissement des Peines. Mais il est mal à propos, qu'il y ait absolument aucune Obligation, par rapport à la Peine, dans celui qui a commis un Crime punissable par les Loix. Il est certain, que le Souverain a droit de punir les Criminels. Or on se feroit concevoir un Droit attaché à une personne, sans supposer en même temps quelque Obligation dans celui par rapport à qui elle peut exercer ce droit légitimement. Notre Auteur distingue ailleurs (Liv. III. Chap. V. §. 1.) entre ce que l'on a droit d'exiger d'un autre, & ce que l'on a droit de faire par rapport à lui : le premier droit impose toujours, selon lui, une véritable Obligation à celui de qui l'on peut exiger qu'il nous donne quelque chose en notre faveur ; mais le second ne nous impose rien, si ce n'est de le souffrir, ou de ne point nous opposer ; autrement c'est tout dire. Mr. Fariau (Obligation d'un C.) soutient encore ce qu'on ne lui fait aucun tort de la lui laisser, & qu'il ne souffre rien plus tard. Mais il faut aller plus loin, à mon avis. Déjà il est certain, que lorsqu'il s'agit d'une simple Peine pécuniaire, à laquelle on a été légitimement condamné, il faut la payer, sans attendre que le Juge ait rendu son arrêt : on y est obligé.



Peine, ou que la Peine soit une espèce de Dette, dont la Coupable est tenu de s'acquitter. Car l'Obligation ne regarde, à proprement parler, que les choses auxquelles on doit se porter volontiers & de son pur mouvement; au lieu que l'idée de la Peine suppose une répugnance dans celui qui la subit, & à qui on l'inflige toujours malgré lui. Ainsi, lors que deux hommes, par exemple, travaillent aux fortifications, dont l'un est un Païsan qui fait sa corvée, & l'autre un Malfaiteur condamné à ce service; le travail qu'ils font est une Peine pour le dernier, mais non pas pour l'autre; parce que le Païsan y étant obligé, en vertu des engagements où il est envers son Seigneur, est censé travailler volontairement; au lieu que le Malfaiteur y est condamné malgré lui. Ce n'est pas non plus une Peine proprement dite, lors qu'un Répondant est contraint de payer l'amende, puis qu'il s'y étoit lui-même engagé volontairement, & que c'est là le fondement immédiat de l'amende qu'on lui impose; le délit de celui, pour qui il a cautionné, n'en étant que l'occasion.

De ce que nous avons dit, qu'il n'y a point proprement d'Obligation, qui impose une nécessité indispensable de subir la Peine que l'on a méritée, il s'ensuit, qu'après avoir réparé le Dommage qu'on avoit causé, on n'est point tenu d'aller se dénoncer soi-même en Justice, pour y être condamné aux Peines portées par les Loix; & par conséquent qu'on peut, sans violer aucune Obligation, nier (9) son Crime, se cacher, ou prendre la fuite, pour éviter d'être puni. Un Commentateur de Grotius s'exprime ici d'une manière assez

(g) Boecler, p. 9.

(g) *La Peine, dit-il, est, parmi les Hommes, une juste suite du Crime, par le Droit Naturel, & tant que c'est un Droit, & tant que c'est un Droit Naturel. Si c'est un Droit, il produit une Obligation : or il n'y auroit point d'Obligation, & on n'en pourroit point concevoir, si la Peine ne répondoit à la violation de quelque droit.* Il est certain, qu'il y a des Peines préparées pour ceux qui violent la Loi Naturelle, toute Loi étant

(h) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 1. num. 2.

nécessairement accompagnée de quelque Peine; & qu'il ne (h) répugne pas à la Nature, que celui qui a fait du mal, en souffre. Mais ce seroit une conséquence bien peu juste, que de raisonner ainsi : Tout Droit produit une Obligation; donc celui qui a violé la Loi, est obligé devant le Tribunal Humain de s'offrir lui-même à la Peine. Hobbes (i) dit avec raison, que la seconde partie d'une Loi, ou celle qui contient la Sanction pénale, n'est qu'un ordre adressé aux Ministres Publics. En effet, il n'y a point de Loi qui ordonne ni directement ni indirectement aux Voleurs, par exemple, de venir d'eux-mêmes se faire pendre; mais le sens de la Loi se réduit à ceci: *Les Magistrats doivent avoir soin de faire*

(i) De Cive, Cap. XIV. §. 7.

(k) Plato, in Critone, pag. 37. & seqq. Ed. Wech.

*pendre ceux qui sont convaincus de Larcin.* Quand (k) Socrate dit à Criton, qui vouloit lui persuader de se sauver de prison, que par là il violeroit les Loix de sa Patrie; que l'on doit se soumettre au jugement de l'Etat; qu'il n'est pas permis de rendre à la Patrie mal

pour

non seulement par les maximes de la Prudence, puis qu'il ne serviroit de rien de refuser ce à quoi on peut être contraint, mais encore par les règles de la Justice, qui veulent que l'on répare le dommage, & que l'on obéisse à un Juge légitime. La plus grande difficulté qu'il y a ici, regarde donc les Peines afflictives; & sur tout celles qui tendent au dernier supplice. Or ici j'avoue que le Bien Public, & les droits de celui qui a en main la puissance du Glaive, ne demandent pas absolument qu'une personne, qui a commis quelque Crime, aille de gaieté de cœur s'exposer lui-même à la Peine. Mais il est juste, sans contredit, que lors que le Criminel a été pris, & condamné dans les formes après une mûre connoissance de cause, il subisse la Peine sans murmurer, & sans avoir recours à aucune voie de fait pour s'y soustraire, & pour s'opposer au Magistrat dans l'exercice de son droit. Bien plus: il ne peut pas se défendre contre ceux que le Magistrat envoie pour le prendre, comme il auroit droit de le faire contre un injuste agresseur, ou contre les Ministres même de la Justice, supposé qu'étant convaincu de son innocence il vit qu'on travaille manifestement à le perdre, & qu'il ne sauroit

éviter d'être injustement condamné, si une fois il tombe entre les mains des Juges passionnés ou prévenus contre lui. La raison que notre Auteur allègue, pour décharger les Criminels de toute Obligation à l'égard de la Peine, n'est rien moins que solide; & si elle avoit lieu, elle prouveroit tout aussi bien, que le Criminel n'est pas non plus tenu de payer l'amende, ni même de réparer le Dommage, puis que la plupart des gens ont beaucoup de peine à s'y résoudre, & qu'il faut avoir recours aux voies de la force, pour les y contraindre. Il faudroit conclure de là, contre ce que notre Auteur lui-même soutient, qu'un Soldat n'est pas tenu d'aller ou de demeurer ferme dans un poste, où selon toutes les apparences il ne peut guères manquer de périr. Voyez le Chap. précédent, §. 4. & Liv. III. Chap. VII. §. 5.

(9) *Imo ea natura est omnis confessionis, ut possit videri demens, qui de se confitetur.* Quintilian. Declam. CCCXIV. *Neque enim est quisquam tam perditus, tam inutilis sibi, ut non ista [scelera] committat proposito negandi.* Idem, Declam. CCCXXVIII. Voyez ci-dessus, Liv. IV. Chap. I. §. 20.

(10) L'Au-

pour mal, injure pour injure, & qu'il faut se contenter de lui faire de très-humbles représentations de ses injustices; ce ne sont là que de beaux discours & des sentimens magnanimes, auxquels peut-être un homme innocent & d'un courage extraordinaire doit se conformer en certains cas, mais qui ne sont point contraires à nos principes. D'où il s'ensuit encore, qu'en matière de causes criminelles, il est injuste de déferer le Serment au Défendeur, comme faisoient autrefois les (1) Juges de l'Aréopage. C'est pourquoi (m) Hobbes soutient, que ce que dit un Criminel, pendant qu'on lui donne la question, n'est pas une véritable déposition ou une preuve de fait, mais seulement un moyen de découvrir la vérité: de sorte que, soit que le patient fasse une réponse vraie ou fautive à ce qu'on lui demande, soit qu'il ne réponde rien du tout, il a droit d'en user ainsi (10).

Mais il faut bien remarquer, que, toute Loi aiant deux parties, l'une qui détermine ce qu'il faut faire ou ne pas faire, l'autre qui menace de quelque Peine ceux qui y contreviendront: quoi que ces deux parties soient ordinairement conçues en termes absolus, de cette manière, Vous ne ferez point telle ou telle chose, & si vous le faites, vous subirez telle ou telle Peine; il y a pourtant quelques Loix, où la dernière partie est comme une exception conditionnelle de la première, & se réduit à ceci, Vous ne ferez point telle ou telle chose,

(1) Qui obligent l'Accusé à faire des imprecations horribles contre lui-même, & contre toute sa race. Voyez Demosthen. contra Aristocr. (m) De Crim. Cap. II. §. 19. Voyez la coutume des Indiens rapportée par Ctesias (in Indiciis, Excerpt. Phot.) de faire boire de l'eau d'une certaine fontaine, pour découvrir si l'Accusé est coupable.

(10) L'Auteur renvoioit ici à un passage de Montagne, que je vais citer tout du long. „ C'est une dangereuse invention que celle des gehennes, & semble que ce soit plutôt un essai de patience, que de vérité. Et celui qui les peut souffrir, cache la vérité; & celui qui ne peut les souffrir. Car pourquoi la douleur me fera-t-elle plutôt confesser ce qui en est, qu'elle ne me forcera de dire ce qui n'est pas? Et au rebours, si celui, qui n'a pas fait ce de quoy on l'accuse, est assez patient pour supporter ces tourmens, pourquoi ne le fera-t-elle pas pour qu'il l'a fait, un si beau guerdon que de la vie lui étant proposé? Je pense que le fondement de cette invention vient de la considération de l'effort de la conscience. Car au coupable il semble qu'elle aide à la torture, pour luy faire confesser sa faute, & qu'elle l'affoiblisse: & de l'autre part qu'elle fortifie l'innocent contre la torture. Pour dire vray, c'est un moyen plein d'incertitude & de danger. Que ne diroit-on, que ne feroit-on pour fuir de si grievés douleurs?

*Eriam innocentis cogit mentiri dolor.*

Publ. Syr.

D'où il advient, que celui, que le Juge a gehenné pour ne le faire mourir innocent, il le face mourir & innocent & gehenné. Mille & mille en ont chargé leur teste de fausses confessions. Entre lesquels je loge Philotas, considerant les circonstances du proces qu'Alexandre lui fit, & le progres de sa gehenne. Mais tant y a que c'est, dit-on, le moins mal que l'humaine foiblesse aye peu inventé: bien inhumainement pourtant, & bien inutilement, à mon advis. Plusieurs Nations, moins barbares en cela que la Grece, & la Romaine, qui les appellent ainsi, eskiment horrible & cruel de tourmenter & desrompre un homme, de la faute duquel vous estes encore en doute. Que peut-il mais de vostre ignorance? Estes-vous pas injustes, qui, pour ne le tuer sans occasion, luy faites pis que de le tuer? Qu'il soit ainsi, voyez combien de fois il aime mieux mourir sans raison, que de passer par ceste information plus penible que le supplice, & qui souvent, par son alpreté, devance le supplice, & l'exécute. Essais, Liv. II. Chap. V. Voyez Charron de la Sageffe, Liv. I. Chap. IV. (XXXVII.) §. 6. Grotius, (dans la DCXCIII. de ses Lettres, imprimées à Amst. 1686.) dit, qu'il y a une infinité d'exemples de gens qu'on a fait mourir injustement sur une confession arrachée par la Torture. Il ajoute, qu'il ne s'étonne point, qu'il y ait eu des personnes graves qui ont été, que les Chrétiens ne devoient point se servir des tourmens, pour faire confesser les crimes, puis qu'il est certain, qu'il n'y a rien de

semblable dans les Loix de Moïse; qu'en Angleterre on vit en aussi grande sûreté qu'ailleurs, quoi que la question n'y soit point en usage; & que, pendant que Rome conserva sa liberté, les Citoyens ne pouvoient être mis à la torture. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'on ne doit user que rarement & avec beaucoup de circonspection, de ce violent remède; ni ajouter toujours foi à ce que dit le patient. Les Jurisconsultes Romains l'ont reconnu, comme il paroît par la Loi suivante. *Quæstioni fidem non semper, nec tamen nunquam habendam, Constitutionibus declaratur: etenim res est fragilis, & periculosa, & qua veritatem fallat. Nam plerique patientia sive duritia tormentorum ira tormenta contemnunt, ut exprimi eis veritas nullo modo possit: alii tanta sunt impatientia, ut in quovis mentiri, quam pati tormenta velint. ita fit, ut etiam vario modo fateantur, ut non tantum se, verum etiam alios comminentur.* Digest. Lib. XLVIII. Tit. XVIII. De quæstionibus, Leg. I. §. 23. Ajoutons encore ici cette réflexion de Mr. Le Clerc, dans l'Extrait d'un Livre, où l'on soutenoit, que la nécessité inévitable de se servir de la voie de la Torture, pour la conservation de la Société Civile, l'a rendue légitime, comme la Guerre & les autres remèdes violens, que l'on emploie contre les Ennemis de la tranquillité publique. „ Cette raison, dit-il, peut avoir lieu, lors que l'on est persuadé qu'il y a plusieurs personnes, qui sont complices d'un crime, & qu'il est nécessaire de les savoir, pour s'en garantir: mais assurément là où l'on emploie la torture, seulement parce qu'il faut, selon les formalitez, qu'un criminel confesse son crime, avant que d'être puni, c'est une cruauté inutile; puis que, s'il y a des preuves suffisantes, il n'en faut pas chercher davantage, & qu'un coupable qui sait qu'on ne le fera pas moins mourir, quoi qu'il ne confesse pas, que s'il confesse, ne se fait pas torturer, pour avouer la vérité, lors qu'il voit que ses Juges sont convaincus de son crime. Au contraire, lors qu'il sait qu'en souffrant constamment la torture, sans confesser, on ne lui fera rien, quelques présomptions que l'on ait contre lui; l'envie d'éviter le supplice qu'il mérite le fait souvent résoudre à subir cette dure épreuve, pour essayer s'il la pourra souffrir, & le rend plus opiniâtre & plus endurci. On a connu des Juifs, qui ont ainsi éludé l'Inquisition d'Espagne, en soutenant, au milieu des tourmens, qu'ils étoient véritablement Chrétiens. Biblior. Univers. Tom. XVII. pag. 484. Voyez l'exemple d'Isaac Orobio, dont on parle dans le VII. Tome du même Journal, pag. 289, & suiv. & le Diff. Histor. & Critique de Mr. Bayle, Tom. II. pag. 1399. 2. Edit.

chose, à moins que vous n'aimiez mieux paier l'amende. Dans ces sortes de Loix, la clause qui semble être une *Sanction pénale*, ne renferme au fond qu'une espèce d'impôt établi sur certaines choses, que l'on laisse la liberté aux Sujets de faire ou de ne pas faire, pourvu que, quand ils les feront, ils paient la somme fixée par la Loi. Cela a lieu sur tout dans les *Loix Somptuaires*, dont le but est souvent d'obtenir de deux choses l'une, ou de porter les Citoyens à la Frugalité & à l'Epargne, ou de grossir le Trésor public. Pour les autres Loix, les Peines dont elles menacent les contrevenans sont ordinairement établies en vue de détourner les Citoyens des Crimes qu'elles défendent, & on ne peut pas même légitimement donner, pour de l'argent, la permission de violer celles qui regardent des choses prescrites par le Droit Naturel. Il faut donc bien ignorer la nature des Peines, pour faire comme ce jeune homme insolent, qui, après avoir demandé à un Juge, quelle amende on paioit pour avoir donné un soufflet, déposa une pareille somme, & donna ensuite un soufflet au Juge même. Car les amendes auxquelles les Loix condamnent ceux qui ont fait quelque injure à autrui, n'emportent pas une permission d'insulter qui on veut, moyennant que l'on paie la somme marquée. Il n'y a que les Loix, où la prohibition est clairement conditionnelle, qui laissent la liberté de faire ce qu'elles défendent, moyennant que l'on paie l'amende, ou que l'on soit prêt à la paier; qui est tout ce à quoi l'on est tenu. Mais il n'en est pas de même de celles où la défense est absolue. Ajoutons encore ici, que les Loix ne doivent jamais être *purement Pénales*, c'est-à-dire, faites uniquement en vue de tirer de l'argent de ceux qui agiront contre leurs défenses. Il y en a qui entendent par *Loix purement Pénales*, celles qui, sans rien ordonner ni défendre expressément, imposent simplement une certaine Peine à ceux qui feront telle ou telle chose (n). On en allègue pour exemple une Loi, qui porteroit, que, *si un Citoyen étant élu Maire, refuse cette Charge, il paiera cent Ecus au profit de l'Etat*. Mais ce Règlement, comme tous les autres semblables, suppose, à mon avis, une défense tacite de *refuser ses soins à l'Etat, lors qu'on a été dûement élu à quelque Emploi Public*; en sorte que le reste n'est que la Clause Pénale.

(n) Voyez *Rob. Sanderfon, de Oblig. Conscient. Przegl. VII. §. 13. & seqq.*

A quelle sorte de Justice on doit rapporter l'imposition des Peines?

(a) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. VII. §. 11.

(b) Lib. II. Cap. XX. §. 2. num. 1. Voyez les Notes de *Gronovius*.

§. V. COMME on donne le titre de *juste Juge* à celui qui décerne une Peine proportionnée au Crime, & que l'on dit qu'il *administre la Justice*; les Philosophes agitent ici une question, savoir, à quelle sorte de Justice on doit rapporter l'imposition des Peines, si c'est à la *Justice Commutative*, ou à la *Distributive*, ou, comme parle *Grotius* (a), à l'*Expiatrice*, ou à l'*Attributrice*?

Ceux qui tiennent pour la *Justice Distributive*, se fondent sur cette raison, que, dans la distribution des Peines, de même que dans celle des Récompenses & des avantages, on rend à chacun selon ce qu'il a mérité; & que c'est l'Etat ou le Chef qui inflige des Peines aux Particuliers ou aux Membres d'une Société: car c'est sur ces sortes de choses que roule, selon eux, la Justice Distributive. *Grotius* (b) dit là-dessus, qu'il est faux que la *Justice Attributrice* (ou *Distributive*) ait lieu toutes les fois que l'on veut établir de l'égalité entre plus de deux termes, c'est-à-dire, partager quelque chose entre plusieurs personnes, en gardant une juste proportion. En effet, dans un Contrat de Société, le gain se partage entre plusieurs Associez, à proportion de ce que chacun a contribué au fonds commun: mais la portion, qui revient à chacun, lui est dûe d'une toute autre manière, que ne le sont les Peines ou les Récompenses à ceux qui les ont méritées. Il est clair, que les Peines ne sont pas dûes en vertu d'une Convention; & il n'y a personne qui, en entrant dans une Société Civile, (1) stipule de l'Etat, qu'il le punira, s'il vient à commettre quelque Crime. Ainsi l'imposition des Peines ne se rapporte pas à la Justice Distributive, dans le sens auquel nous l'avons entendue ci-dessus. *De plus*, (ajoute *Grotius*) *si l'on punit les uns plus*

§. V. (1) Cela est vrai: mais, puis que l'on confère au Souverain le droit de vie & de mort, ou le droit du Glaive, on s'engage aussi à ne pas lui résister lors qu'il

fera usage de ce droit, fût-ce en notre personne. Voyez la Note 8. sur le §. précédent.

plus rigoureusement, & les autres moins, selon qu'ils sont plus ou moins coupables; cela n'arrive que par accident, & non pas par un effet de ce que l'on se propose directement : car ce que l'on a en vue principalement & par lui-même, c'est que la Peine soit proportionnée au Crime. En effet, quand il s'agit de punir un Crime, il n'est pas nécessaire de le comparer avec un autre : mais on considère chaque Crime séparément & en lui-même, pour décerner une Peine plus ou moins rigoureuse, selon que le demande l'utilité publique; quoi que pour l'ordinaire les Crimes se trouvent punis plus ou moins rigoureusement les uns que les autres, selon qu'ils sont plus ou moins énormes, considérez en eux-mêmes.

Parmi ceux qui rapportent les Peines à la Justice Commutative, ou Explétrice, les uns envisagent la Punition sous l'idée d'un acte par lequel on rend au Criminel quelque chose qui lui appartient, de la même manière que cela se pratique dans les Contrats. Mais ces gens-là se laissent tromper par une expression très-impropre qui se trouve dans cette maxime commune, que la Peine est due à celui qui a commis quelque Crime : car celui, à qui l'on doit proprement une chose, a un droit par rapport au Débiteur, c'est-à-dire, qu'il peut exiger de lui ce qu'il lui doit; or dira-t-on, qu'un Coupable a droit d'exiger que le Magistrat le punisse? La vérité est, que quand on dit, que la Peine est due à quelqu'un, cela signifie seulement, qu'il mérite d'être puni, ou que le Magistrat peut lui infliger légitimement la Peine portée par les Loix. Grotius (c) reconnoit néanmoins après cela, que, dans l'imposition des Peines, on exerce proprement & directement la Justice Explétrice, mais par une autre raison; c'est que, pour punir légitimement, il faut avoir droit de punir : or ce droit vient de l'acte même de celui qui a commis le Crime. Mais ce Grand Homme s'est laissé tromper ici par l'équivoque du terme de Droit. Car il y a bien de la différence entre dire, que l'on a droit de faire une chose; & dire, qu'on a droit de recevoir d'autrui telle ou telle chose. Le sens de la première expression est, que l'on peut légitimement faire une certaine action, sans qu'il soit permis à personne de nous en empêcher. L'autre signifie, que l'on a droit de recevoir une chose d'un autre, en sorte que de son côté il est tenu de nous la donner. Or, quand on parle de ce qui regarde la Justice Explétrice, le mot de Droit ne se prend que dans le dernier sens, & il marque une Qualité attachée uniquement à celui qui doit recevoir, & non pas à celui qui doit donner. Lors, par exemple, que je paie à un Ouvrier son salaire, je fais un acte de Justice Explétrice, non parce que j'ai droit de lui donner ce que je lui ai promis, mais parce qu'il est en droit de l'exiger de moi. Je puis fort bien dire, que j'ai droit de commander à mon Valet, qu'il me déchausse : cependant lors que je le lui ordonne, je n'exerce pas sans contredit un acte de Justice Explétrice. Ainsi, de ce que la Peine ne peut être légitimement infligée que par celui qui a droit de l'imposer, il ne s'ensuit pas que la Punition soit un acte de Justice Explétrice. Il y a ici (ajoute Grotius,) une autre chose qui approche de la nature des Contrats : c'est que, comme un Vendeur est censé s'être engagé à toutes les choses qui sont essentielles à la Vente, quand même il ne les auroit pas spécifiées : de même celui qui a commis quelque Crime, est censé s'être volontairement soumis à la Peine; parce que, tout grand Crime étant manifestement punissable, celui qui veut directement le commettre, veut aussi par une conséquence nécessaire encourir la Peine qui y est attachée. . . . D'où vient que, dans l'Ecriture Sainte (d) le Péché est souvent appelé une Dette. . . . C'est ainsi que les Empereurs Sévère & Antonin disent dans un Rescript, à une personne qui avoit fait une certaine chose punissable. Vous (2) vous êtes vous-même soumis à cette Peine : & que du (3) moment qu'on a formé le dessein de commettre une mauvaise action, on est en quelque sorte puni par sa propre volonté, c'est-à-dire qu'on encourt volontairement la Peine. Et Ta-

(c) Ubi supra, num. 3.

(d) Par exemple, dans l'Oraison Dominicale, où il y a ἐφίληματα.

(2) Imperatores Severus & Antonianus [Asclepiadi] ita rescripti sunt : Tu, qui defensione omiffa redimere sententiam maluisti, cum tibi crimen objiceretur, non immerito quingentos solidos inferre siffo iussus es : omiffa enim ipfius causa inquisitione, ipse te hunc pana subdidisti. Digest.

Lib. XLIX, Tit. XIV. de Jure Fisci, Leg. XXXIV.

(3) Nam ex quo sceleratissimum quis consilium cepit, exinde quodammodo sua morte punitur est. Cod. Lib. IX. Tit. VIII. Ad Leg. Jul. Majestatis, Leg. VIII. princ.

### 348 *Du Pouvoir des Souverains sur la vie & sur les biens des Sujets,*

cite (4) dit, qu'il fut résolu dans le Sénat, qu'une femme libre, qui auroit eu commerce avec un Esclave (à l'insu du Maître) seroit censée avoir consenti à son Esclavage, parce que c'étoit là la punition des femmes qui s'étoient abandonnées à un Esclave. Je répons, qu'à la vérité quiconque sachant qu'il y a une Peine attachée à certaines actions, les commet volontairement, ne sauroit se plaindre qu'on lui fasse aucun tort, ou qu'on le traite avec inhumanité, en lui infligeant cette Peine; & c'est à quoi se réduit le sens de la plupart des passages citez par *Grotius*, dans lesquels l'expression est figurée. Mais on ne peut pas dire pour cela, que personne consente directement à sa punition, ou plutôt qu'il se soit engagé lui-même volontairement à subir la Peine: car tout homme qui s'abandonne à un Crime se flatte de n'être pas découvert (e), ou du moins d'échapper à la Justice par quelque autre voie. En vain un (f) Casuiste prétend-il prouver ce consentement par la nature même des Loix Pénales, qui, comme les autres Loix, sont, selon lui une espèce de Convention des Citoyens, ou du moins par la nature du Pouvoir Législatif, qui vient originellement d'une Convention entre le Souverain & les Sujets. Nous avons fait voir (g) ailleurs, que les Loix ne sont pas des Conventions; & il n'y a point d'absurdité à concevoir, qu'un Pouvoir établi par notre propre consentement exerce ensuite sur nous certains actes, malgré nous-mêmes, & sans que nous puissions nous en plaindre. Lors que l'on compare le Péché à une Dette, ce n'est pas pour donner à entendre, que celui, qui a commis un Crime, est tenu, en vertu de son propre consentement, d'aller de lui-même subir la Peine; mais parce que le Législateur n'est pas moins en droit de punir les infractions de ses Loix, qu'un Créancier d'exiger ce qu'il a prêté à son Débiteur; le Corps & les Biens d'un Criminel étant, s'il faut ainsi dire, hypothéqués au Magistrat pour la satisfaction à la Justice, tout de même que les biens d'un Débiteur répondent de la Dette à son Créancier. Je sais bien que, dans les *Institutes*, on distingue deux sortes d'Obligations, les unes qui viennent du consentement (5), les autres qui naissent du Délit. Mais le Délit ne produit point par lui-même d'autre Obligation proprement ainsi nommée, que celle qui impose la nécessité de réparer le Dommage. Et cette Obligation même n'est pas proprement fondée sur ce que l'auteur du Dommage s'est soumis à la Peine, mais sur l'établissement de la Propriété, en vertu duquel le Droit Naturel prescrit la Restitution. Pour la division d'*Aristote*, qui distingue (h) entre *Contrats Volontaires*, & *Contrats Involontaires*, voici comment il faut l'expliquer; c'est que le Dommage causé par un Délit doit être réparé par quelque chose d'équivalent, tout de même que, dans les Contrats Onéreux, on doit donner autant que l'on a reçu. Et la raison pourquoi on donne le nom de *Contrat Involontaire* à l'Obligation de réparer le Dommage, c'est qu'au lieu qu'un homme, par exemple, qui emprunte de l'argent, le reçoit du consentement de celui qui le lui prête; un Larron, qui est tenu de restituer ce qu'il a pris, ou la valeur, entre dans cet engagement par l'effet d'une action, à laquelle il ne s'est pas déterminé du consentement de celui à qui il doit restituer: car certainement on aimeroit mieux n'avoir pas été volé, que d'être réduit à poursuivre en Justice le Voleur, sur tout si l'on n'a action contre lui qu'en simple restitution de la chose dérobée. Au reste, comme régulièrement tout Droit suppose en autrui une Obligation qui y réponde, & que la personne lésée par un Crime a droit d'exiger la réparation du Dommage; l'Offenseur est par conséquent tenu de le réparer: & à cet égard la condamnation du délinquant se rapporte à la *Justice Expléatrice*. Mais entant que le Crime est une action contraire à la Loi, celui qui l'a commis n'est point obligé d'aller s'offrir lui-même à la Peine, quoi que le Souverain ait plein droit de le punir, selon la gravité du fait; & à cet égard la Punition ne se rapporte point à la *Justice Expléatrice*.

(e) Voyez *Thucyd.* Lib. III. Cap. XLV. au commencement. *Ed. Oxon.*  
(f) *Vasquini*, *Controv. illustr.* Lib. I. Cap. XXVIII. num. 12, 13.  
(g) *Liv. I. Chap. VI. §. 2.*

(h) Voyez ci-dessus, *Liv. I. Chap. VII. §. 12.*

(4) *Inter qua refertur ad Patres de pœna seminarum, qua servis conjungerentur: statuiturque ut ignaro domino ad id prolapsa, in servitutem sui consentisset.* *Annal. Lib. XII. Cap. LIII.*

(5) *Aut enim [Obligaciones] ex contractu sunt, aut quasi ex contractu: aut ex maleficio, aut quasi ex maleficio.* *Instit. Lib. III. Tit. XIV. De Obligation. §. 2.*

*trice.* Cela étant, il faut conclurre, que l'imposition des Peines est dirigée par une sorte de Justice toute particulière; à moins qu'on n'aime mieux dire, que la distribution des Peines, aussi bien que celle des Récompenses, qui n'avoient pas été réglées d'abord par une Convention particulière, sont des fonctions de la Prudence du Gouvernement, & qu'ainsi elles appartiennent à la *Justice Universelle*.

§ VI. Quoi qu'il en soit, bien que tous les Hommes soient naturellement égaux; & que la Sagesse du Créateur ait disposé de telle sorte la nature des choses & la constitution des affaires humaines, que les Actions Mauvaises attirent quelque mal à leur Auteur par une suite nécessaire : l'usage des Peines, tant afflictives, que pécuniaires, décernées par les Tribunaux Humains, contre ceux même qui violent des Loix purement Positives, bien loin de renfermer en lui-même quelque chose de contraire à l'Equité, est très-nécessaire à la Société Humaine. Car la conservation du Genre Humain ayant demandé que l'on abolit l'égalité & l'indépendance de l'Etat Naturel, par l'établissement de la Souveraineté; ce Pouvoir seroit fort inutile, s'il n'étoit revêtu du droit & armé des forces nécessaires pour intimider les Méchants par la crainte de quelque mal, & pour le leur faire souffrir actuellement lors qu'ils viennent à commettre des Crimes. D'ailleurs, comme on a soin de publier & de notifier à tout le monde ce que chacun doit faire ou ne pas faire, & les Peines qui attendent les contrevenans; personne ne sauroit s'en prendre qu'à lui-même, lors qu'en violant la Loi de sa pure volonté, il se rend sujet à la Peine.

§ VII. GROTIUS (a) soutient, que les lumières de la Raison nous enseignent à la vérité, que le Crime mérite d'être puni, mais qu'elles ne déterminent pas à qui il appartient d'infliger des Peines. Il est vrai, ajoute-t-il, que la Nature insinue assez, qu'il est très-convenable que ce soit un Supérieur qui exerce ce Pouvoir sur ceux qui dépendent de lui; mais elle ne nous fait pas regarder cela comme une chose absolument nécessaire; à moins que l'on ne prenne le mot de Supérieur en un sens qui suppose, que du moment qu'un homme a commis quelque mauvaise action, il est censé s'être mis par là lui-même au dessous de tous les autres, & s'être, pour ainsi dire, exclus de la Société Humaine, pour être abaissé à la condition des Bêtes soumises à l'empire de l'Homme; pensée qui a été avancée par quelques Théologiens. . . . D'où il s'en suit, que du moins un Criminel ne peut pas être puni par une autre personne aussi coupable que lui. Et c'est à quoi se rapportent les paroles suivantes de Jésus-Christ : Que (b) celui de vous qui n'est pas coupable (c'est-à-dire d'un péché semblable) jette la première pierre contre cette femme surprise en adultère : car les Juifs de ce tems-là étoient si corrompus, que ceux qui se piquoient de passer pour les plus saints (c), s'abandonnoient à l'Adultère, & à plusieurs autres semblables Crimes. Mais, pour moi, je suis persuadé, que le Pouvoir de punir est une partie du droit de commander, & qu'ainsi (1) il n'appartient qu'aux Supérieurs d'infliger des Peines proprement ainsi nommées. Car, quoi que la malice des Hommes rende l'usage des Peines nécessaire pour le maintien de la Société Humaine en général, & que chacun doive contribuer de tout son possible au bien du Genre Humain; il ne s'ensuit pas de là, que chacun doive exercer tous les actes qui tendent à cette fin, & il en faut excepter ceux qui ne peuvent être utilement & dûment exercez que par des personnes qui ont certaines conditions requises : de même que chacun ne peut ni ne doit s'attribuer la Souveraineté sur tous les autres, quoi que l'établissement de ce Pouvoir soit nécessaire pour le bien de la Société Humaine. De plus, tout mal que l'on fait souffrir à quelqu'un en vûe d'un Crime qu'il a commis, n'est pas une Peine proprement ainsi dite; mais seulement celui dont on avoit menacé par avance, & que l'on fait souffrir au Criminel en conséquence & en vertu d'une sentence juridique. Ainsi il ne faut pas mettre au nombre des Peines les maux que l'on cause à un Ennemi par droit de Guerre, quoi qu'ils tendent à nous procurer des sûretés pour l'avenir contre les

Il n'est pas injuste qu'un Homme en punisse un autre, qui l'a mérité.

A qui est-ce qu'il appartient d'infliger des Peines?

(a) Lib. II. Cap. XX. §. 3.

(b) Jean, VIII, 7.

(c) Romains, II, 22.

§ VII. (1) Mais voyez ce que l'on a dit dans la Note 3. sur le §. 4. Toutes les raisons que notre Auteur allégué

ici, ne prouvent rien qu'en supposant la définition qu'il donne du mot de Peine.

insultes de celui par qui l'on avoit été offensé. Car à la Guerre chacun prend telles sûretés qu'il juge à propos, & se sert pour cela de ses propres forces: au lieu que l'usage des Peines est de pourvoir à la sûreté de la personne lésée par une sentence du Souverain, & par sa puissante protection. Il n'y a directement que la personne offensée qui ait intérêt d'abattre son Ennemi, & de le mettre dans l'impuissance de lui nuire désormais: au lieu que tout l'Etat est intéressé à la punition des Coupables. Il est libre à la personne offensée de poursuivre, ou non, par les armes, la réparation des injures qu'elle a reçues de son Ennemi: au lieu qu'il dépend absolument du Souverain d'infliger la Peine, en sorte qu'il peut la faire subir au Criminel, quand même la personne lésée intercéderoit pour lui. Enfin les Peines sont ordinairement réglées avant l'exécution du Crime: au lieu qu'à la Guerre on prend des sûretés selon que le demande l'état de l'Ennemi, & le nôtre. J'avoue que la Nature n'assigne pas à *César*, plutôt qu'à *Louis*, l'emploi de punir; de même qu'elle ne donne pas la Couronne à *César*, ou à *Louis*, plutôt qu'à tout autre. Mais cela n'empêche pas que la Raison ne nous enseigne assez clairement, que la Peine étant l'exécution d'une sentence juridique, doit être infligée par un Supérieur considéré comme tel, c'est-à-dire tant qu'il a autorité sur le Coupable. Et il n'est pas nécessaire d'admettre ici l'explication subtile que *Grotius* donne au terme de *Supérieur*. Car il est faux, que tout Pêché deshonne si fort une personne, qu'il l'abbaisse à la condition des Bêtes. De cela seul qu'un Homme a commis quelque Crime, il ne s'ensuit pas non plus que tout autre Homme ait droit de l'en punir. Celui qui est offensé ou lésé par ce Crime, peut bien toujours, dans l'Etat de Nature, exiger lui-même la réparation du Dommage, & prendre ses sûretés pour l'avenir par la voie des armes, & par droit de Guerre. Mais pour ce qui est des autres, à moins qu'ils ne soient particulièrement chargés du soin de défendre l'Offensé, ou qu'ils ne s'y soient engagés par quelque Alliance; ils ne peuvent pas plus s'attribuer le droit de (d) punir l'Offenseur, qu'un Magistrat n'a pouvoir de connoître des démêlés de ceux qui ne relèvent pas de sa Jurisdiction. A l'égard du mot de *Démocratie*, qui porte, que *naturellement celui qui a plus de mérite commande à celui qui en a moins*; il faut entendre par là, que, quand plusieurs se joignent ensemble pour conférer à quelqu'un d'un commun accord une Autorité, à laquelle personne n'a pas plus de droit que tout autre; la Raison veut qu'ils choisissent celui qui a le plus de mérite, & qui est le plus capable de bien gouverner. Mais il ne s'ensuit pas de là, que cet homme puisse prétendre avoir quelque autorité sur eux, avant qu'ils se soient volontairement soumis à son empire. Pour la maxime de *Grotius*, qu'un Criminel ne peut pas être puni par une autre personne aussi coupable que lui; elle ne regarde pas proprement ceux qui sont revêtus de l'Autorité Publique, mais ceux qui, sans aucune vocation, & par pure ostentation d'une fausse probité, se portent de leur autorité particulière à censurer ou à accuser des gens qui ne sont pas plus coupables qu'eux. J'avoue que rien n'est plus indigne, ni plus propre à diminuer le respect des Loix & du Magistrat, que de voir ceux qui administrent la Justice entâchez des mêmes Vices (2) qu'ils punissent dans les autres, comme s'ils ne défendoient le

(d) Voyez *Ensd.*  
II, 14.

(2) *Nosine hos, qui omnium libidinum servi sic alienis virtutibus irascuntur, quasi invidemus; & gravissime puniunt, quos maxime imitantur? quum eos etiam, qui non indigent clementia ullius, nihil magis quam lenita, deccat.* Plin. *Epistol. Lib. VIII. Epist. XXII.* Voyez *Platon*, (in *Minos*, pag. 568. D. Ed. *Wech.*) & *Gratian. Caus. III. Quæst. VII. C. III. IV.* A plus forte raison (ajoutoit l'Auteur) les Délateurs, & ceux qui censurent les actions d'autrui, doivent-ils bien prendre garde de ne s'attirer pas un reproche semblable à celui d'un ancien Satyrique:

*Loricpedem rectus derideat, Ethiopem albus.*  
*Quis tulerit Græchos de seditione quærentes?*  
*Quis calum terribis non misceat, & mare calo,*  
*Si sur displiceat Varri, homicida Miloni?*

*Clodius accuset moechos, Catilina Cethegum?*

*In tabulam Sulla si dicant discipuli tres?*

C'est-à-dire, selon la version du P. Tarteron: „ Un „ homme, qui a la jambe bien faite, peut se moquer „ d'un boiteux; & un bel homme a droit de rire d'un „ Ethiopien. Mais que les *Græques* se plaignent des sé- „ ditions; qui pourroit le supporter? Et qui ne se re- „ crieroit avec indignation, si *Verrès* s'avisoit de vou- „ loir blâmer un Voleur; *Milon* un Meurtrier; *Catilina* „ un *Cethegus*? si enfin, *Auguste*, *Antoine*, & *Lépide*, „ se déchaînoient contre les proscriptions? *Juvénal*, „ Sat. II. vers. 22. & seqq. Voyez aussi vers. 38, 39, 40. & „ *Plaut. Trucul. Act. I. Scen. II. vers. 58.* *Cicér. Tuscul. Quæst.* „ Lib. III. Cap. XXX. *Senec. Contrav. Lib. II. Contr. XIV.* „ *Ovid. Fast. Lib. VI. vers. 647, 648.*

(3) C'est

le Crime que pour se réserver le droit d'en goûter seuls les douceurs. Mais il ne s'ensuit pas de là, que l'Empereur *Néron*, par exemple, qui avoit fait mourir sa Mère, n'eût plus droit après cela de condamner au dernier supplice ceux de ses Sujets qui se rendoient coupables de Parricide. Autre chose (3) est, lors que (c) *Domitien* punissoit comme coupables d'Adultère, les femmes qu'il avoit lui-même débauchées. (c) *Zonar. Tom. III.*

*Hobbes* (f) est de même sentiment que nous à l'égard de l'Auteur de la Peine, qu'il soutient être toujours infligée par un Supérieur considéré comme tel. Mais du reste sa définition est incomplète, puis qu'elle convient seulement aux Peines infligées par les Souverains, & qu'elle ne fait mention que d'une seule fin : *La Peine, dit-il, est un mal que l'on fait souffrir par autorité publique à ceux qui ont violé la Loi; afin de porter les Sujets à l'obéissance par la crainte d'un pareil châtiement.* Il a pourtant raison d'en inférer, qu'on ne doit pas mettre au rang des Peines proprement ainsi nommées, 1. *Les injures & les vengeances particulières.* 2. *Le peu de soin qu'a un Souverain d'avancer quelqu'un de ses Sujets.* 3. *Les maux que l'on fait souffrir par autorité publique, mais sans une condamnation précédente dans les formes.* 4. *Ceux que l'on souffre de la part d'un Usurpateur.* 5. *Ceux que le Souverain légitime fait souffrir sans se proposer (4) de rendre par là les Sujets plus obéissans.* Tout cela, selon notre Auteur, ne peut être regardé que comme autant d'actes d'hostilité. Sur quoi il faut remarquer pourtant, que ces sortes de mauvais traitemens ne mettent pas toujours celui qui les reçoit en état de Guerre avec celui qui en est l'auteur, & qu'ainsi il n'est pas toujours en droit de lui rendre la pareille. *Hobbes* exclut aussi du nombre des Peines 6. *Les maux qui suivent naturellement certaines Actions, comme, par exemple, lors qu'en attaquant quelqu'un on vient à être tué, ou blessé; ou lors qu'on s'attire une maladie par quelque Action illicite; quoi que cela puisse être regardé comme une punition divine.* 7. *Lors que le mal que l'on fait souffrir, est moindre que l'avantage qui résulte naturellement du Crime; car alors ce n'est pas tant une Peine, qu'une espèce de trafic, dans lequel on achète par quelque légère incommodité le profit que l'on retire du Crime.* 8. *Lors que l'on impose une plus grande Peine, que celle qui est portée par la Loi; car alors le surplus est un acte d'hostilité.* 9. *Lors que l'on punit une Action qui n'est encore défendue par aucune Loi.* 10. *Lors que l'on punit le Chef de l'Etat.* 11. *Lors que l'on fait souffrir quelque mal à un Ennemi déclaré.* Mais pour ce que le même Auteur ajoute, que, *si un Sujet devient Ennemi déclaré, il souffre après cela, non plus comme Sujet, mais comme Ennemi, & qu'ainsi les Criminels de Lèse-Majesté peuvent être punis selon que le Souverain le juge à propos, en qualité d'Ennemis;* c'est une maxime qui ne sauroit être admise. Car, encore qu'un Sujet rebelle entre dans des sentimens d'Ennemi contre son Souverain, & qu'il faille quelquefois le vaincre en bataille rangée pour pouvoir lui faire son procès; la Peine qu'il souffre lui est toujours infligée par son Supérieur: de même qu'un Maître, qui poursuit son Esclave fugitif, le fait sans contredit en vertu du Pouvoir qu'il a sur lui, & non pas par droit de Guerre. Ajoutez à cela, que les actes d'hostilité n'emportent rien de honteux pour celui envers qui on les exerce; au lieu que les Peines infligées à un Sujet rebelle sont accompagnées d'une grande flétrissure.

§. VIII. APRES avoir expliqué la nature des Peines en général, il faut maintenant examiner, quel (a) but les Hommes doivent se proposer en les infligeant, lors que le Dommage a été réparé, ou qu'il est irréparable de sa nature. Que celui (1) qui a fait du mal, en souffre, il n'y a rien là d'injuste, à ne regarder que l'action en elle-même. Cependant les Hommes ne doivent jamais punir, à moins qu'il n'en revienne quelque utilité. (a) *Voiez Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 4, 5. & Bacon, Sermon. fidei. Cap. IV.*

(3) C'est ainsi que *Médée* dit à *Jason* :  
Tua illa, sunt illa [scilicet] cui prodest scelus,  
Is fecit.  
Tibi innocens sit, quisquis est pro te nocens.  
*Senec. in Med. vers. 500. & seqq.*

(4) Notre Auteur, à la fin du paragraphe suivant, re-

marquoit, que cela n'est pas vrai; pourvu que d'ailleurs la Punition soit faite conformément aux Loix de l'Etat.

§. VIII. (1) *Πόνος τι, καὶ παρὰ νόμον.*

*Pindar. Nem. Od. IV. vers. 52.*

*Voiez Euripid. Hecub. vers. 1250, 1251.*



sonne (dit un (2) ancien Philosophe) ne punit un Méchant seulement parce qu'il a été méchant, à moins que ce ne soit quelque bête féroce qui châtie pour assouvir sa cruauté. Mais celui qui châtie avec raison, il châtie non pour les fautes passées, (car il n'est pas possible d'empêcher que ce qui a été fait, n'ait été fait) mais pour les fautes avenir, afin que le Coupable n'y retombe pas lui-même, & que les autres profitent de sa punition. J'avoue que, quand on punit, il faut nécessairement avoir égard au passé, ou au mal qui a été commis, sans quoi on ne sauroit concevoir de véritable Peine : mais on doit aussi en même tems prendre garde de ne pas faire souffrir sans nécessité un Homme, coupable à la vérité, mais toujours uni avec nous par les liens de l'Humanité commune, pour une action qui ne sauroit plus être redressée. *Hobbes* (b) met avec raison au nombre des Loix Naturelles une maxime toute semblable à celle de *Platon*, & il la fonde sur deux raisons : la première, que, par la Loi Naturelle, chacun est tenu de pardonner les injures, moyennant qu'il ait de bonnes sûretés pour l'avenir : l'autre, que la Vengeance, dans laquelle on ne regarde que le passé, n'est autre (c) chose qu'un vain triomphe, & une fausse gloire, qui ne se propose aucun but, & qui par conséquent est contraire à la Raison. Un Juge même, qui est indispensablement obligé de punir, ne doit (3) pas se plaire au supplice des Criminels qu'il condamne : ce seroit là une joie maligne & entièrement inhumaine.

(b) *De Cive*, Cap. III. §. 11.  
(c) Ce que dit *Attila* sur la douceur de la Vengeance, (*apud* *Jornand.* de reb. Getic. Cap. XXXIX.) est digne de ce Prince barbare.

Premier but des Peines. Corriger le Coupable.

(a) *Lib. II. Cap. XX. §. 6. num. 2.*

§. IX. LE véritable but des Peines est en général de prévenir les maux & les injures que les Hommes se font les uns aux autres par des actions criminelles. Pour cet effet, il faut, ou que celui, qui a commis quelque Crime (1), se corrige; ou que les autres soient détournés par son exemple d'en commettre de semblables; ou que le Coupable soit mis hors d'état de retomber dans le même cas. *Grotius* (a) exprime la chose un peu autrement: Dans la Punition, dit-il, on regarde ou le bien de celui qui a commis le Crime, ou l'avantage de celui qui avoit intérêt que le Crime ne fût pas commis, ou l'utilité de tous généralement.

Les Peines qui se rapportent à la première de ces vues, tendent à corriger le Coupable, & à lui faire perdre l'envie de retomber dans le Crime, en usant envers lui d'un remède qui guérisse le mal (2) par son contraire. Car comme toutes sortes d'Actions, sur tout celles que l'on fait de propos délibéré, & auxquelles on revient souvent, laissent dans l'Agent un certain panchant & une certaine facilité à en produire d'autres semblables, d'où se forme enfin l'Habitude, après plusieurs actes réitérés; il faut au plutôt éloigner tout ce qui

(2) Οὐδεὶς γὰρ πολεῖ τὸν ἀδικούντα, ὥστε τῷτο ἢ τῷ ἔχοντι καὶ τῷ ἔχοντι ἰσὺς ἴσους, ὥστε μὴ ὥστε θύειν ἀλογιστὰ τιμωρεῖται, ὃ ἢ μὴ λόγῳ ὀφειλόμενον καλῶν, ἢ τῷ παρὰ τοὺς νόμους ἀδικούντων τιμωρεῖται, (ὃ γὰρ ἂν πῶς περὶ τὸν ἀνέναντον δόξῃ) ἀλλὰ τῷ μίλλοντι χάριν, ἵνα μὴ αὐτὸς ἀδικῇ μᾶλλον αὐτὸς ἔτι, μᾶλλον ἄλλῳ ὁ τῷτο ἰσὺς καλοῦνται. *Plato* in *Protagor.* pag. 226. A. B. *Ed. Wech.* J'ai suivie la version de *Mr. Dacier*. Voici celle que le Philosophe *Senèque* en a donné, il y a longtemps, en sa Langue. Nam, ut *Plato* ait, Nemo prudens punit, quia peccatum est, sed ne peccetur. Revocari enim prateritis non possunt: futura prohibentur. *De Ira*, Lib. I. Cap. XVI. p. 27. *Ed. Gronov.* Voyez aussi le *Gorgias*, vers la fin, pag. 357. E.

(3) Qui fruitur panā, ferus est; Legumque videtur vindictam praestare sibi, cum viscera felle condurior; ardet stimulis, fortiusque nocendi prodigus, ignarus causā. Diis proximus illo est, Quem Ratio, non Ira movet: qui facta rependens Consilio punire potest.

*Claudian.* de consulatu *Mallii*, vers. 223. & seqq. Voyez *Senec.* de *Ira*, Lib. I. Cap. VI. *Sueton.* August. Cap. XXXII. *Valer. Max.* Lib. II. Cap. IX. §. 3. *Vulgar.* *Gallican.* in *Avid.* *Cass.* Cap. XII. & *Digest.* Lib. XVIII. Tit. VII. De servis export. &c. Leg. VII. in fin.

§. IX. (1) In quibus (alienis injuriis) vindicandis hac tria lex secuta est, qua Princeps quoque sequi debet: aut ut

eum, quem punit, emendat; aut ut pana ejus ceteras meliores reddat; aut ut sublati malis ceteri securiores vivant. *Senec.* de *Clement.* Lib. I. Cap. XXII.

(2) Μακάρι ὃς αἱ πόλεις ὑποτάσσας διὰ τῶν [ἀνθρώπων] ἰατρῶν γὰρ τῶν τοῦ αἵματος αἱ ἰατρῶν διὰ τῶν ὁσίων ἀποκαταστήσονται. *Aristot.* *Ethic.* *Nicom.* (Lib. II. Cap. II. pag. 20. A. *Ed. Paris.*) Quid ergo? non aliquando castigatio necessaria est? Quidni? sed hac sincera, cum ratione; non enim nocet, sed modatur specie nocendi. Quomodo quidem quaedam basilia detorta, ut corrigamus, adurimus, & adactis cuneis, non ut frangamus, sed ut explicemus, elidimus: sic ingenia vitio prava, dolore corporis animique corrigimus. *Senec.* de *Ira*, Lib. I. Cap. V. Voyez *Platon*, in *Gorgia*, pag. 325, 326. de *Legib.* Lib. IX. vers le commencement, pag. 923. B. *Ed. Wech.* *Ficin.* in *Crisia*, init. p. 1091. A. & *Alemonis*, de doctrina *Platon.* Cap. XXXII. *Tacit.* *Annal.* Lib. III. Cap. LIV. *Apuleius*, de *habitu doctrin.* *Platon.* *Philosoph.* pag. 615. *Ed. in usum Delphin.* Il n'est pourtant pas nécessaire (ajoutoit notre Auteur) de dire avec *Platon* (*Gorg.* p. 327. E.) que lors qu'on a commis quelque injustice, ou que quelque personne qui nous est chère, s'en est rendue coupable, on doit courir incessamment au Juge, comme au Médecin, pour subir la Peine, de peur que la mal ne s'engrase: car un homme qui est dans cette disposition, peut se corriger lui-même, sans avoir besoin des corrections de la Justice.

qui sert d'attrait au Vice : or c'est à quoi on ne sauroit mieux réussir qu'en ôtant la douceur du Crime par l'amertume de quelque Douleur.

§. X. GROTIUS (a) prétend que les Punitions, qui se font dans cette vie, sont naturellement permises à toute personne qui a du Bon-Sens, & qui n'est point entachée des (b) mêmes Vices, ou d'autres aussi énormes. Mais j'ai déjà dit, que toute Peine proprement ainsi nommée, quel qu'en soit le but, ne peut être infligée que par une personne (1) qui a autorité sur le Coupable. Les corrections, dont parle Grotius, sont plutôt des avis & des avertissemens charitables, que des châtimens; & les réprimandes un peu fortes, dont on use envers un égal, ne sont guères permises qu'entre (2) amis : car si l'on s'ingère de les employer envers un inconnu, on s'attire aussitôt quelque réponse semblable à celle du Vieillard d'une Comédie : (3) *Avez-vous si peu d'affaires chez vous, qu'il vous reste du tems pour vous mêler de celles des autres, & de ce qui ne vous regarde en aucune façon?* Outre que c'est une des choses où il faut apporter le plus de circonspection & de ménagemens (c), de peur qu'en appliquant mal à propos le remède on ne s'attire du chagrin, sans produire autre chose que d'irriter le mal, & d'augmenter la Passion. A l'égard des Pères & des Mères, ils ont droit de châtier leurs Enfans, pour deux raisons: l'une, parce qu'ils ne sauroient bien s'acquitter du soin de leur Education, dont ils sont chargés par la Nature même, s'il ne leur étoit permis d'user envers eux d'une discipline un peu sévère, selon leur âge & leur portée : l'autre, parce que, dans l'indépendance de l'Etat Naturel, les Enfans sont soumis à l'Autorité Paternelle, qui, quoi que considérablement bornée dans plusieurs Sociétez Civiles, a été laissée presque par tout assez étendue pour autoriser les Pères & les Mères à châtier, comme ils le jugent à propos (d), les fautes de leurs Enfans, qui viennent plutôt de l'imprudence & du feu de la Jeunesse, que d'un fond de malice, & qui troublent plus la paix des Familles, que celle de l'Etat. On accorde de même près le même Pouvoir à ceux qui ont la direction (e) de la Jeunesse, en la place des Pères & des Mères, comme aux Tuteurs, aux Précepteurs, aux Maîtres, qui ne sauroient guères bien s'acquitter de leur Emploi sans user de quelque correction modérée. Grotius dit au reste, que cette sorte de Punition ne peut pas s'étendre jusques à ôter la vie: & en effet, il est absurde de vouloir réduire quelqu'un, pour le corriger, à un état où il ne sauroit donner aucune marque de son changement. Quelques-uns soutiennent néanmoins, que quand on est devenu incorrigible, il vaudroit (4) mieux être mort, parce qu'on ne fait que croître de plus en plus en méchanceté; d'autant mieux qu'ordinairement de telles gens causent beaucoup de chagrin & font beaucoup de mal aux autres. Mais la Charité ne permet pas certainement de désespérer, sans de très-grandes raisons, de l'amendement des Pécheurs.

Au reste, cette sorte de Punition tourne non seulement à l'avantage du Coupable, mais encore à l'utilité des autres. Car si celui, qui a été puni, se corrige, on a lieu de se croire désormais assez à couvert de ses insultes: & si étant devenu incorrigible, on le fait mourir,

§. X. (1) Voyez ce que l'on a dit, pour prouver le contraire, dans la Note 3. sur le §. 4.

(2) *Confilia, sermones, cohortationes, consolationes, interdum etiam obijurationes in amicitia videntur maxime.* Cicero de Offic. Lib. I. Cap. XVII. Dans l'endroit de Terence, qui est cité ici, *Chremes* voulant représenter à *Ménéclème* le tort qu'il se faisoit de vivre de la manière dont il vivoit, commence par lui dire: *Votre vertu, ou le voisinage, qui, selon moi, tient le premier rang après l'Amitié, m'oblige à prendre la liberté de vous dire en ami &c.*

*Tamen vel virtus tua me, vel vicinitas, Quod ego in propinqua parte amicitia puto; Facis ut te audacter moneam, & familiariter, Quod mihi videre prater atatem tuam Facere, & praterquam res adhortatur tua.*

*Heautontim. Act. I. Scen. I. v. 4. & seqq.*

TOM. II

Voyez *Q. Curt.* Lib. III. Cap. XII. num. 16. *Homer. Iliad.* Lib. XI. vers. 792.

(3) *Chreme, tantumne ab te tua est otii tibi, Aliena ut cures, eaque nihil qua ad te adtinent?* Terent. Heautont. Act. I. Scen. I. vers. 23, 24.

J'ai suivi la version de Mad. Dacier.

(4) *Ὁὐκ ἀμύνει ἑσὶ ζῆν τῷ μοχλοῦ ἀρεστῶ καὶ καὶ τὸ ἀνδρὶν ἑσὶ ζῆν.* Plat. in *Gorgia*, pag. 349. B. *Tibi insanabilis animus est, & sceleribus scelera contentens... id quod unum bonum tibi superest, representabimus, mortem.* Senec. de *Ira*, Lib. I. Cap. XVI. inquit. Voyez aussi *De Benefic.* Lib. VII. Cap. XX. *Tacit. Annal.* Lib. XV. Cap. LXVIII. *Sueton. in Neron.* Cap. XXXVI. *Jamblich. in Protrept.* Cap. II. *Rosar. Persic.* Cap. I.

Si chacun peut exercer, dans cette vie, quelque espèce de châtiement envers tout autre?

(a) *Ubi supra*, §. 7. num. 2.

(b) Voyez *Isocrat.* de *Permut.* pag. 539. *Ed. Paris.* *Tacit. Hist. Lib.* II. Cap. X. in fin. *Laëtant. Inst. Div.* Lib. IV. Cap. XXIII. *Arnob.* adv. gent. Lib. I.

(c) Voyez ce que *Tacite* rapporte de *Musonius Rufus*, *Hist. Lib. III.* Cap. LXXXI.

(d) Voyez *Digest.* Lib. XLVII. Tit. X. *De injuriis &c.* Leg. VII. §. 3. & *Libanius*, *Decl.* XX.

(e) Voyez *Senec.* de *Ira*, Lib. II. Cap. XXVII. *Cod.* Lib. IX. Tit. V. *De emendatione propinquorum*: *Plat. de Leg.* Lib. VII. pag. 893. A. *Xenoph. de Rep.* *Laced.* & de *exped. Cyr.* Lib. V.

### 354 Du Pouvoir des Souverains sur la vie & sur les biens des Sujets.

rir, personne n'a plus rien à craindre de sa part. Quand je dis qu'on le fait mourir, lors qu'il est devenu incorrigible, je ne prétens pas pour cela, avec (s) Platon, qu'on ne doive punir de mort que ceux qui ont contracté une si forte habitude de quelque Vice. Cela peut être observé à l'égard des Crimes légers : mais on ne sauroit l'appliquer aux Crimes atroces. Car un homme n'étant déclaré incorrigible qu'après plusieurs rechûtes dans le même Crime; il ne seroit pas sans contredit avantageux à l'Etat d'attendre que des Crimes énormes eussent été commis plusieurs fois par un scélérat.

Second but des Peines. Pourvoir à la sûreté de la personne lésée.  
(a) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 8.

§. XI. L'AVANTAGE de la personne lésée, qui est la seconde chose que l'on doit se proposer dans la Punition des Crimes, consiste à n'être plus exposé désormais à de pareilles injures, ni de la part de celui que l'on punit, ni de la part d'aucun autre (a). On pourroit à la sûreté au premier égard, ou en faisant mourir le Coupable; ou en le mettant dans l'impuissance de faire du mal, comme, par exemple, si on l'enferme dans une prison, si on lui ôte les armes & tous les autres instrumens dont il pourroit se servir pour faire du mal, si on l'envoie dans quelque lieu éloigné &c. ou enfin en lui faisant souffrir quelque mal dont la crainte le retienne désormais, & l'empêche de retomber dans le même Crime; ce qui a du rapport avec la correction, dont nous venons de parler. Et il est si naturel de punir dans cette vue, que lors même que, par un emportement de colère & une ardeur de vengeance, on a bien ébrillé une personne de qui l'on avoit reçu quelque injure, on ajoute enfin: *Revenons y une autre fois*. Le moyen de mettre ensuite à couvert la personne lésée, des insultes semblables que d'autres pourroient lui faire, c'est de punir le Coupable publiquement, & d'une manière qui serve d'exemple. De là vient qu'on fait justice ordinairement, non dans la prison, mais dans les Places publiques & les lieux les plus fréquentés, & avec un terrible appareil, accompagné de tout ce qui est capable d'intimider la populace.

Quoi que les Punitions faites dans cette vue n'appartiennent qu'au Souverain; il y a des Etats où les Législateurs, pour s'accommoder au naturel féroce & intraitable des Peuples, ont donné quelque chose à ce désir déréglé de Vengeance, qui porte chacun à souhaiter de se faire justice lui-même des offenses qu'il reçoit. On trouve même quelque chose de semblable dans la Loi Divine de Moïse, au sujet (1) de la permission (b) accordée au vengeur du sang; à moins qu'on n'aime mieux dire, que c'étoit un reste des privilèges de l'Etat Naturel.

(b) Voyez Nomb. XXXV. Deut. XIX. Selden. de J. N. & G. Hebr. Lib. IV. C. II. & Grotius, sur Exod. XXI, 12.

§. XII. ENFIN (a), l'utilité ou la sûreté publique, qui est le troisième & dernier but des Peines que l'on inflige (1), demande, ou que le Coupable lui-même soit puni d'une manière qui empêche qu'il ne fasse plus de mal désormais à personne, & c'est à quoi l'on remédie par les mêmes (b) moyens dont nous avons dit que l'on se servoit pour mettre en sûreté la personne lésée; ou que l'on empêche qu'aucun autre ne se porte, par l'espérance

Troisième but des Peines. L'utilité & la sûreté publique.  
(a) Voyez Grotius, ubi supra, §. 9.  
(b) Voyez Guntherius, Ligurinus, Lib. I. vers. 527, & seqq.

(s) Οὐτως μὲν ὁ ἥ τοιαῦτα [ὅς ἐν ἀνάγκῃ εἰς ταῦτα ἔχοντας αἰσθέντες νομοθέτης] ἀπὲρ νομοθέτης κολάσει ἢ ἀμαρτυρήσαντος θάνατον ἀνάγκη νέμειν ἄλλως δ', ἰθαμῶν. De Legib. Lib. IX. pag. 928. D.

§. XI. (1) Quelques-uns (ajoutoit notre Auteur) concluent des paroles de Théoclymène à Télémaque, dans l'Odyssée, Lib. XV. vers. 276. & seqq. qu'il y avoit une semblable permission parmi les anciens Grecs. Il semble du moins que l'on ne puisse guères expliquer autrement ce que l'on trouve dans Euripide, (in Orest. vers. 512. & seqq.) d'où il paroît que cette ancienne coutume fut abolie à cause des inconvéniens & des suites fâcheuses de la Vengeance particulière, qui étant permise iroit à l'infini; raison qui ne convient pas aux Peines infligées par le Magistrat. Voyez Rochefort, Descript. des Antilles, Part. II. Cap. XIX. Les plus proches parens de celui, qui avoit été tué, dispensoient quelquefois le Meurtrier de sortir du Pais, moyennant une certaine somme d'argent qu'il leur payoit en forme d'amende. Voyez Homer. Iliad. IX, 628. & seqq. & Apollon. Rhod. Argon. Lib. I. vers. 90. Aujourd'hui même, en Manritanie, les parens

peuvent non seulement transiger avec l'Homicide, mais encore le tuer sans autre forme de procès, tant que le Magistrat ne l'a pas fait prendre; la Vengeance ne passant pas chez eux pour un Pêché. Voyez encore Dierp. d'Halicarn. Lib. I. pag. 68. Edit. Lips. & Tacit. de Morib. German. Cap. XXX.

§. XII. (1) Οὐχ ἵνα, οὐ κακωζήσας δέδωκε τὴν δίκην (ὅ γὰρ τὸ γεγραπὸν ἀντιθέτως ἐστὶν αὐτῇ) τὴν δ' ἴσ' ἢ αἰδοῦν ἢ καὶ χέσθαι ἢ κατακτείναντες μισοῦσι τὴν ἀδικίαν αὐτοῦ καὶ οὐ τὰς ἀδικίας αὐτοῦ διὰ τὴν δίκην, ἢ λαφύρας μίαν ἀλλά τὴν τοιαύτην συμφορὰν. Plato, de Legib. Lib. XII. pag. 977. B. Hic [Legum præfati, Civitatisque rector] damnatum, cum dedecore & tradiditque, vitâ exigit: non quia delictum ullius parva (procul est enim à Sapiente tam inhumana servitas) sed ut documentum omnium fuit; & qui vivit voluerunt prodesse, morte coram Republica mator. Senec. de Ira, Lib. I. Cap. VI. Voyez T. Live, Lib. I. Cap. XXVIII. & XXXIII. Lucian. in Phalarid. l. pag. 735. in fin. Ed. Amst. Tom. I. Agathias, Lib. IV. princ. Cod. Lib. IX. Tit. XX. Ad Leg. Fabianam de Plagiariis, Leg. VII. & Tit. XXVII. Ad Leg. Jul. repetundarum, Leg. I.

§. XII.

ce de l'impunité, à insulter qui que ce soit, & à cela servent les (c) punitions exemplaires, que l'on fait à la vue de tout le monde. On peut rapporter encore ici un autre usage des Peines, qui consiste à maintenir ou à rétablir l'Autorité du Souverain, laquelle reçoit de grandes atteintes par la violation des Loix, sur tout lors que les Crimes sont énormes, ou commis par pure malice. Car il est de l'intérêt public que cette Autorité subsiste dans toute sa force, & rien n'est plus propre à réprimer les Méchants.

Voilà toutes les fins que l'on peut se proposer légitimement dans la Punition des Crimes. Il ne paroît pas nécessaire d'y ajouter, comme font (d) quelques-uns, celle qui consiste simplement à *satisfaire à la Justice*, ou à *expier le Crime*, c'est-à-dire, à redresser, pour ainsi dire, l'obliquité que l'on conçoit dans une Action qui s'écarte de la Règle, ou de la Loi. Les passages de l'Ecriture Sainte, que l'on allégué là-dessus, ou ne regardent que le Tribunal Divin, ou se rapportent seulement aux Loix particulières & aux Cérémonies des Juifs.

§. XIII. \*Grotius (a) soutient, que les Punitions qui tendent à faire un exemple, peuvent quelquefois être exercées par d'autres que les Souverains: mais voici, à mon avis, ce qu'il faut remarquer sur les cas où il prétend que cette exception a lieu.

Lors que l'on tire quelque vengeance des Crimes commis *en des lieux & par des personnes qui ne relèvent pas d'un certain Tribunal*, tels que sont les Corsaires; cela se fait par le droit de la (1) Guerre, qui est différent du Pouvoir d'infliger des Peines. Car les Corsaires & les Brigands étant des Ennemis déclarez du Genre Humain, chacun peut, de sa pure autorité, les traiter sur ce pied-là: quoi que, comme Grotius (b) le remarque lui-même, il vaille mieux suivre la *coutume louable de certains Païs, où ceux qui se mettent en mer prennent une commission du Souverain, par laquelle il leur donne pouvoir de poursuivre les Corsaires qu'ils rencontreront; afin que, dans l'occasion, ils puissent agir contre eux, non comme de leur autorité privée, mais par ordre de l'Etat.*

La Loi du *Dentéronome* (c), qui porte que, si quelqu'un abandonne le culte du Dieu d'Israël, ou veut engager les autres à l'Idolatrie, chacun doit le lapider, sans aucun égard aux Nations du sang de l'alliance, ou de l'amitié; cette Loi, dis-je, ne semble pas donner droit aux Particuliers de tuer, de leur pure autorité, quiconque se rendroit coupable d'un tel Crime, mais seulement de le dénoncer aux Juges, & de se joindre ensuite à la multitude qui le lapideroit en vertu de la sentence prononcée contre lui. Mais supposons que la manière dont Grotius entend les paroles de Moïse, soit le véritable sens; en ce cas-là un simple Particulier, qui, sans autre forme de procès, auroit tué le Juif apostat, n'auroit agi que comme Ministre de la Puissance Souveraine, puis qu'il auroit été autorisé par une permission expresse de la Loi. Pour l'action de (d) *Phinées*, il faut remarquer, qu'elle est fondée sur une ordonnance & une approbation expresse de DIEU. Car, s'il étoit toujours permis à chacun d'imiter un tel exemple (2), cela troubleroit extrêmement la Société Civile, & fourniroit aux Hommes un prétexte plausible pour satisfaire des Passions furieuses.

A l'égard du droit de vie & de mort que les Pères de Famille ont conservée, dans certains Etats, sur leurs Enfants & sur leurs Esclaves, quoi qu'il ne tire pas son origine de l'établissement des Sociétés Civiles, on peut le regarder comme une partie du Gouvernement, que les Pères de famille exercent par autorité publique. Car rien n'empêche qu'il n'y ait quelque Magistrat inférieur, qui ait le pouvoir, en certains cas, de punir les Criminels sans une condamnation dans les formes, pourvu qu'il n'abuse pas d'un privilège de si grande conséquence. C'est ainsi que, lors qu'on a mis à prix la tête de quelqu'un, celui qui le tue, est censé l'avoir fait par autorité publique. Car, quoi que la publication par laquelle on met

(c) Voyez *Sonnet de Ira*, Lib. III. C. XIX. *Quintil. Decl.* CCLXXIV. *In fin.* Les *Lacédémoniens* pour tant punissoient de mort les Criminels de nuit, *Herodot.* Lib. IV. pag. 170. *Ed. H. Steph.* peut-être parce qu'ils croioient que l'horreur des ténèbres seroit à rendre le supplice plus affreux. Voyez *Valer. Max.* Lib. II. Cap. IX. §. 3. (d) Voyez *Selden.* de *J. N. & G. sec.* *Heb.* Lib. I. C. IV.

\* En quels cas & en quel sens les simples Particuliers peuvent exercer des actes de Punition? (a) Lib. II. Cap. XX. §. 9. num. 5, 6. (b) *Ubi supra*, §. 14.

(c) Chap. XIII. vers. 2, 9. Voyez là-dessus *Mr. Le Clerc*.

(d) *Nombr.* XXV. 7. Voyez là-dessus *Mr. Le Clerc* & *Selden.* de *J. N. & Gent.* &c. Lib. IV. Cap. IV.

§. XIII. (1) Rien n'empêche qu'on ne le fasse par droit de Punition. Voyez ce que j'ai dit dans la Note 3. sur le §. 4.

(2) *Non est singulis concedendum quod per Magistratum publicè possit fieri, ne occasio sit majoris tumultus faciendi.* Dig. Lib. I. Tit. XVII. Leg. CLXXVI.

met à prix la tête d'un homme, n'emporte pas toujours un ordre positif de le tuer; elle sert du moins à justifier celui qui l'a fait, comme ayant agi en vertu de la permission du Souverain.

(e) Voyez *Ando-*  
*cid.* Orat. I. Tit.  
Liv. Lib. III. C.  
LV. *Diod. Sic.*  
Lib. I. C. XLVI.  
*Cod. Lib. III. Tit.*  
XXVII. *Quando*  
*liceat unicuique*  
*sine iudice se vin-*  
*dicare, vel publi-*  
*cam devotionem,*  
Leg. I. *Grotius,*  
sur *Esther*, IX, 10.  
(f) Voyez *Grotius,*  
Lib. II. Cap. XX.  
§. 17.

Il faut dire la même chose des Loix (e) faites en certains tems & en certains lieux, par lesquelles on permettoit à chaque Particulier de tuer le premier à qui ils verroient commettre certaines choses. Car, pourvu que le fait fût évident, la Loi tenoit lieu de sentence anticipée, qui condamnoit le Coupable, & autorisoit l'action de celui qui l'avoit tué, comme (f) n'ayant été que simple Exécuteur des ordres du Magistrat. En ce cas-là même, si la Loi étoit fondée sur de bonnes raisons, & qu'on n'eût pas agi par un ressentiment ou un intérêt particulier, mais seulement en vue de rendre par là service à l'Etat, on n'avoit rien à se reprocher en conscience, & devant le Tribunal de Dieu : sur tout lors que le danger pressant de l'Etat avoit obligé le Législateur à permettre ou ordonner aux Particuliers cette espece de Punition. Mais il n'en est pas de même des cas où les Loix, pour donner quelque chose à une juste douleur & à un mouvement impétueux de colère, accordent seulement l'impunité, sans ôter le vice même de l'action, comme quand elles permettent à un Mari de tuer sa Femme, avec le Galant, qu'il trouve en flagrant délit : car, sans les égards qu'on a pour l'état où se trouve un Mari convaincu par les propres yeux de l'infidélité de sa Femme, il vaudroit mieux que le Magistrat punit lui-même ce sanglant outrage, & le retardement de la punition ne porteroit aucun préjudice à l'Etat (3).

On ne peut pas punir dans les Tribunaux Humains toute sorte de Péchez.  
(a) Voyez *Grotius,* Lib. II. Cap. XX. §. 18. & de *Imperio Summarum Potestatum circa sacra*, Cap. III. §. 3. La calomnie, dont on trouve un exemple dans *Amm. Marcellin*, Lib. XV. Cap. II. est d'autant plus détestable, qu'elle regarde les choses auxquelles on pense en songe.

(b) Devant le Tribunal Divin. Voyez *Philon*, Lib. quod *deterior potior infidatur*, p. 173. A. Ed. Paris. & *Bodin*, de Rep. Lib. IV. Cap. VII. p. 734.  
(c) Voyez *Grotius*, sur *Matth.* V, 28.  
(d) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XX. §. 19. & ce que l'on a remarqué ci-dessus, Liv. I. Chap. V. §. 8. à la fin.

§. XIV. LE but même des Peines, & la condition de la Nature Humaine, font voir qu'il peut y avoir des actes vicieux en eux-mêmes, qu'il seroit néanmoins inutile de punir dans le Tribunal Humain. Tels sont 1. Les (a) *actes purement intérieurs*, ou les (1) *simples pensées*, par exemple, l'idée agréable que l'on se fait d'un Péché, le désir qu'on a de le commettre, le dessein qu'on en forme sans en venir à l'exécution : tout cela n'est pas sujet à la Peine devant les Hommes, quand même il arriveroit ensuite par hazard que les autres en auroient connoissance, comme si on l'avouoit soi-même. En effet, ces mouvemens intérieurs ne faisant du mal à personne, il n'y a personne aussi qui ait intérêt qu'on les punisse : quoi que d'ailleurs ils soient par eux-mêmes (b) de véritables Péchez, comme plusieurs (c) Païens l'ont reconnu. Autre chose est, quand les actes intérieurs précèdent ou accompagnent les extérieurs : car alors on a égard aux actes intérieurs, comme contribuant beaucoup à qualifier les Actions extérieures, & à les rendre plus ou moins criminelles. C'est ainsi que l'on punit les Crimes (2) qui ne sont encore que commencez.

2. Il seroit trop rigoureux de punir les fautes les plus légères (d), que la fragilité de notre nature ne nous permet pas d'éviter entièrement, quelque attention & quelque application que l'on ait à son Devoir. Il n'y a pas moi en (3), disoit un Empereur, de gouverner des Chevaux, des Bœufs, des Mulets, & à plus forte raison de gouverner des Hommes, si on ne leur laisse quelquefois (4) satisfaire leurs desirs : de même que les Médecins per-

(3) L'Auteur citoit ici, *Xenoph. Cyrop.* Lib. III. p. 41. Ed. H. Steph. *Val. Max.* Lib. VI. Cap. I. §. 13. *Senec.* Lib. I. *Contr.* IV. L. IV. *Contr.* XXIV. *Gratian. Can.* quicunque. *Caus. XXXIII. Quæst.* VIII. *Grotius*, in *Spars. flor. ad Jus Justinian.* ad *Digest.* Lib. XLVIII. Tit. V. *Ad Leg. Jul. de Adult.* Leg. XXII. §. 4. *Boecet* sur *Grotius*, Lib. II. Cap. I. §. 14. *Aug. Matthæus*, de *Criminibus*, ad *Leg. XLVIII. Digest.* Tit. V. Cap. II.

§. XIV. (1) *Cogitationis poenam nemo patitur. Digest.* Lib. XLVIII. Tit. XLX. De *Panis*, Leg. XVIII.  
(2) *In maleficiis voluntas spectatur, non exitus. Digest.* Lib. XLVIII. Tit. VIII. *Ad Leg. Corn. de Sicariis & Veneficiis*, Leg. XIV. Voyez ce que dit *Grotius* sur cette Loi, dans ses *Florum Sparsiones in Jus Justinian.* Ajoutons ces paroles de *Senèque* : *Sceleris quoque, quamvis citra exitum subsederunt, puniuntur*, Lib. IV. *Controv.* VII.

(3) Οὐ γὰρ ἴσμεν, ὅτι ἴστων, ὅτι βδών ἀέχων, ὅτι ἀμύνων, ἡμῶν δὲ ἀνθρώπων, μή τι καὶ τὴν ἀκαταστάτην

αὐτοῖς συγχωρῶντα ὁσπερ ἰσθ' ὅτι τοῖς ἀσθενέσι οἱ ἰατροὶ μὴ μόνον ἐπιδοῦναι, ἰν' αὐτοῖς μὴ μόνον ἔχων αὐτοῖς ἀνδοῦναι. *Julian. in Caesarib. de Probo*, pag. 314. C. Ed. *Spanhem.* Voyez *Theophilus*, Orat. IX. *ad Valentinian. junior. adhortatoria*, pag. 123. D. Ed. *Harduin. Hieron. Orosius*, Lib. X. *Rob. Sanderfon*, de *Juram. Obligat.* Prælect. III. §. 18.

(4) Cela me fait souvenir d'une pensée de *Mylord Shaftesbury* qui se trouve dans un Mémoire impartit de *Mr. Locke*, (*Bibliothèque Choisie de Mr. Le Clerc*, Tom. VII. p. 162.) „ Il y a dans chaque personne, disoit ce „ Seigneur, deux hommes, l'un Sage, & l'autre Fou ; & il „ faut leur accorder la liberté de suivre leur genie, cha- „ cun à son tour. Que si vous prétendez, que le Sage, „ le Grave & le Sérieux ait toujours le timon, le Fou „ deviendra si inquiet & si incommode, qu'il mettra „ le Sage en desordre, & le rendra incapable de rien „ faire. Il faut donc que le Fou ait aussi à son tour la

mettent à leurs Malades quelques petites choses, pour les rendre obéissans dans les grandes.

Grotius (c) ajoute à cela les Péchez, qui ne regardent ni directement ni indirectement la Société Humaine, ou à la punition desquels aucun Homme n'a intérêt. Car, dit-il, rien n'empêche qu'on n'en laisse la vengeance à Dieu, qui a une Connoissance infinie pour les appercevoir; une souveraine Equité, pour les juger; & une Puissance sans bornes, pour les punir. Ce seroit donc mal à propos que les Tribunaux Humains puniroient de tels Péchez, puis qu'il n'en reviendroit absolument aucune utilité. Mais je doute, si, à la réserve des simples peñs, il y a quelque Péché qui ne tende ni directement, ni indirectement au préjudice de la Société Humaine.

(c) *Ubi suprà;*  
§. 20. num. 1.

3. Il vaut mieux dire que les Loix Civiles ne donnent pas action en Justice pour certaines choses vicieuses en elles-mêmes, & ne les punissent pas, pour le repos de l'Etat, ou pour quelque autre raison; comme, afin que la pratique des choses opposées soit plus glorieuse & plus louable, par l'entière liberté avec laquelle on s'y porte; ou afin que les Juges n'aient pas la tête rompue d'une infinité de procès, ou pour des affaires de peu de conséquence; ou parce que la chose est d'une très-difficile discussion; ou à cause que le mal est (f) si fort enraciné, qu'on ne sauroit entreprendre d'y remédier sans troubler l'Etat.

(f) *Voiez la Lettre de Tibère, dans Tacite, Ann. III, 53. & Seneca, de Clement. Lib. I. Cap. XXII.*

4. Enfin, il faut nécessairement laisser impunis les Vices produits par un effet de la corruption générale du Genre Humain, comme l'Avarice, l'Ambition, l'Inhumanité, l'Ingratitude, l'Hypocrisie, l'Envie, la Médisance, l'Orgueil, la Colère, les Animosités, & autres semblables Passions, qui sont si communes (g), qu'on seroit réduit à la nécessité de détruire entièrement un Etat, si l'on vouloit punir rigoureusement tous ceux qui y sont sujets, tant qu'elles ne les portent pas à des actions trop éclatantes, & à des excès énormes. Il n'y a que les motifs de la Religion Chrétienne qui puissent efficacement détourner ou guérir les Hommes de ces sortes de Vices, & ce sont aussi ceux-là que Notre Seigneur Jésus-Christ travaille sur tout à déraciner par la sainteté de ses Préceptes.

§. XV. ON n'est pas même toujours obligé de punir sans rémission (a) les Péchez, qui d'ailleurs sont punissables par eux-mêmes devant le Tribunal Humain. Les Stoïciens, qui soutenoient le contraire, n'ont allégué que de très-foibles raisons. Un homme sage, disoient-ils, (b) ne pardonne jamais à personne: car lors qu'on pardonne, on doit supposer en même tems que celui qui a péché n'est point coupable; or quiconque péche, le fait par malice. Il semble que le sens de ce raisonnement se réduise à ce Dilemme: Celui qui a péché, on est coupable, ou ne l'est pas. S'il n'est point coupable, il n'a point commis de véritable Péché; puis que tout Péché se commet par malice; & par conséquent il n'a pas besoin de pardon. S'il est coupable, on ne peut pas lui faire grace, puis qu'on ne pardonne que les (1) fautes involontaires. Mais qui ne voit que c'est là une manifeste pétition de principe? Un homme de bien, ajoutent-ils, n'est point doux & clément: car la Clémence consiste à ne pas punir un Coupable selon qu'il le mérite; or on doit indispensablement rendre à chacun ce qu'il mérite. Mais la maxime, qu'il faut nécessairement rendre à chacun ce qu'il mérite, n'a lieu qu'en matière des Biens; car, quand il s'agit d'un Mal, qui ne tend pas à l'avantage de celui-là même qui le souffre, on peut fort bien le lui épargner, sans commettre aucune injustice. La Clémence, disent-ils encore, suppose que l'on trouve trop rigoureuses les peines portées par les Loix, ou que l'on accuse le Législateur d'établir des peines contre ceux qui ne le méritent pas. Mais rien n'empêche qu'on ne relâche quelquefois légitimement la Peine portée par la Loi, toute juste qu'elle est. Car les Loix réglent en général de quelle manière cha-

Si l'on peut quelquefois faire grace?  
(a) *Voiez Grotius, ubi suprà, §. 21.*  
(b) *Voiez Stoic. Serm. XLIV.*

„ liberté de suivre ses caprices, de jouer, & folâtrer,  
„ pour ainsi dire, à sa fantaisie, si vous voulez que vos  
„ affaires aillent leur train & sans peine.

(3) C'est en ce sens qu'il faut entendre les paroles suivantes d'un ancien Philosophe: *Nam si puniendus est cuiusque pravum maleficumque ingenium est, piana nemi-*

*nem excipiet. Seneca de Ira, Lib. II. Cap. XXXI. in fin.*  
§. XV. (1) L'Auteur dit le contraire, dans toutes les Editions: *quod illa; utique conveniat delictis spontaneis.* Mais on voit bien que le raisonnement demandoit non spontaneis; comme je l'ai exprimé.

chaque Crime doit être puni, sans considérer les circonstances particulières ou extraordinaires des tems, des personnes, de la situation des affaires de l'Etat. Or on ne fait grâce que pour certaines raisons, qui n'ont pas toujours lieu, ni à l'égard de tous ceux qui peuvent commettre le même Crime. *Senèque* se sert d'une autre preuve, qui n'est pas plus solide: (2) *Faire grâce*, dit-il, *c'est remettre la Peine qui étoit due; or le Sage fait toujours ce qu'il doit faire.* Mais il y a ici un jeu de mots. Car, si cette maxime, *la Peine est due au Coupable*, s'explique en ce sens, que l'on ne fait point de tort à un Coupable, & qu'il n'a pas sujet de se plaindre, lors qu'on le punit; il ne s'ensuit point de là, qu'en lui faisant grâce, on manque à son Devoir, puis qu'il y a bien des choses permises & légitimes, que l'on n'est pourtant pas toujours indispensablement obligé de faire. D'ailleurs, comme quand on dit, que la Peine est due au Coupable, cela ne suppose en lui aucun droit, qui impose au Souverain l'Obligation de le punir; (car personne ne se plaint qu'on lui ait fait grâce, à moins qu'il ne s'agisse de simples corrections, qui, pour être négligées par l'indulgence de ceux qui ont la direction de la jeunesse, laissent former dans les Enfants de mauvaises habitudes, qu'ils conservent étant hommes faits) on ne peut pas dire non plus, que le Coupable doive subir la Peine, c'est-à-dire, être indispensablement tenu de s'y soumettre, même de son pur mouvement; comme nous l'avons fait voir ci-dessus. Que si l'on veut dire, que la Peine est due par le Sage, c'est-à-dire, qu'il est obligé de punir; je répons à cela, prémièrement, que personne ne peut être tenu de punir, si ce n'est les Ministres des Loix, ou Publics, ou Particuliers. De plus, l'Obligation où sont les Souverains à cet égard ne regarde pas les Coupables, mais tout l'Etat ou toute la Société, dont ils doivent procurer la conservation & l'avantage, par divers moyens, au nombre desquels est la punition des Méchans. Lors qu'ils ont trop d'indulgence, ils ne font par là aucun tort à ceux qu'ils épargnent; ils violent seulement les engagements où ils sont envers tout le Corps de l'Etat. Mais le bien même de l'Etat permet & demande même que l'on fasse grâce quelquefois, pourvu que ce soit à propos.

Comment on peut pardonner, avant qu'il y ait des Loix Pénales?

(a) *Lib. II. Cap. XX. §. 21, 22.*

§. XVI. *Grotius* (a) dit, que le Pardon, aussi bien que la Peine, peut avoir lieu, ou avant qu'il y ait des Loix Pénales, ou depuis qu'elles sont établies. Pour ce qui est du premier tems, la chose mérite d'être bien expliquée: car c'est une maxime commune, que là où il n'y a point de Loi, il n'y a non plus ni Crimes, ni Peines, ni Pardon; & par Loix Pénales on n'entend pas seulement celles qui sont accompagnées de menaces expresses d'une certaine punition, mais encore celles qui laissent à la prudence du Juge le soin de déterminer la nature & le degré de la Peine qu'encourront les contrevenans. Il faut donc savoir, que, dans les Etats où il n'y a point de Loix écrites, les Loix Naturelles tiennent lieu de Loix Civiles, selon lesquelles on administre la Justice, & dont les Juges punissent la violation par des Peines arbitraires. Mais, dans les Etats même où il y a des Loix écrites, comme il est impossible que les Législateurs expriment tous les cas (b) que la malice humaine peut faire naître, les maximes de la Raison & de la Loi Naturelle sont un perpétuel supplément des Loix Civiles; & lors que la Peine n'est pas expressément marquée dans la Loi, c'est au Juge à la décerner comme il le juge à propos. Voilà de quelle manière on peut punir, avant qu'il y ait des Loix Pénales; & c'est ainsi qu'il faut expliquer les paroles suivantes d'un ancien Orateur: (1) *Aucune Loi*, dit-il, *n'a son effet pour le passé, à moins qu'elle ne regarde une chose mauvaise & infame par elle-même, & dont*

ON

(2) *Venia est paria merita* (ou, comme il dirais plus bas, *debita*) *remissio. . . . Sapiens autem nihil facit quod non debeat.* De *Clement. Lib. II. Cap. VII.* Voiez *Cicer. Orat. pro Marana, Cap. XLIX.* Mais notez cela n'étoit qu'une dispute de mots, indigne d'un Philosophe! Le Sage, selon les Stoïciens, ne pardonne pas, mais épargne. La belle subtilité! *Econtra Seneca* lui-même: *Parce enim Sapiens, consultis & corrigis. Idem facit, quod si ignoraveris, nec ignoscis. . . . De verbo (ut mea fuit opinio) contraver-*

*sia est, de re quidem convenit. Ubi supra.* Au reste voiez *Mr. Budé*, dans sa Dissert. intitulée *Jurisprud. Historica Specimen*, §. 60. & seqq. parmi les *Selecta Juris N. & G.*

§. XVI. (1) *Neque in ulla [Legē] prateritum tempus reprehenditur, nisi ejus rei, quæ sua sponte scelerata ac nefaria est, ut, etiam si Lex non esset, magnopere vitanda foret.* *Cicer. Orat. in Ver. Lib. I. Cap. XLII.*

(2) C'est

on devroit par conséquent s'abstenir avec beaucoup de soin, quand même elle ne seroit pas défendue par la Loi. Or, quoi que, dans un Etat où l'on ne voit point de Loix écrites, le Souverain ait certainement le pouvoir de punir les Méchans; il n'est pas pour cela dans une Obligation indispensable de punir tous ceux qui ont commis quelque Crime. Cela dépend de la liaison qu'il y a entre la Peine, & les fins pour lesquelles elle a été établie. Si donc, en certains cas, ces fins ne sont pas moralement nécessaires (c), comme, s'il ne paroît pas à propos de publier un certain Crime; ou s'il se présente de l'autre côté des fins qui ne sont pas moins avantageuses ou nécessaires, je veux dire, si en faisant grâce on peut procurer autant ou même plus d'utilité; enfin si l'on peut obtenir plus commodément par une autre voie ce que l'on se propose dans la Punition des Crimes: rien n'oblige alors précisément & indispensablement à punir. Pour donner un exemple du premier cas, lors qu'un Péché (d) n'est connu que de très-peu de gens, il n'est pas nécessaire, & quelquefois même il seroit dangereux de le publier, en le punissant. Car plusieurs s'abstiennent de faire du mal plutôt par l'ignorance (2) du Vice, que par la connoissance & l'amour de la Vertu; de sorte que la punition d'un Crime, dont ils n'avoient point ouï parler, bien loin de les détourner d'en commettre de semblables, les y porteroit au contraire par un effet de cette curiosité insensée que l'on a pour tout ce qui est nouveau, & du panchant que l'on sent à faire ce qui nous est défendu. C'est la raison pourquoi (3) Solon n'avoit point fait de Loi contre le Parricide, de peur, disoit-il, qu'il ne semblât vouloir faire prendre envie de commettre ce crime, plutôt que le défendre. Pour le second cas, on peut alléguer l'exemple d'un homme, qui demande grâce en faveur de ses services, ou de ceux de ses Parens ou de ses Ancêtres, qui méritent récompense (e). Car il est quelquefois aussi utile, ou même plus avantageux à l'Etat, de récompenser certaines belles actions, que de punir certains Crimes. Et une injure est effacée par un bienfait reçu non seulement (4) de

(c) Voyez Gratian. Cauf. XXIII. Quest. III. Cap. XVIII. XXIV. & Grotius, Lib. II. Cap. XXIV. §. 2.

(d) Voyez le conseil de Mécénas à Auguste, dans Dion Cassius, Lib. LII. Apulée, Metamorph. Lib. X. pag. 319. Ed. in usum Delphini. Buisque. Epist. III.

(e) Voyez Procop. Hist. Vandal. Lib. II. Cap. XVI. dans la Harangue de Gormain.

(2) C'est ce que Juséus dit des Scythes, par opposition aux Grecs, dans un passage que notre Auteur a déjà cité ailleurs, Liv. II. Chap. III. §. 7. Not. 5.

(3) Ce n'est pas la raison que Solon en alléguoit lui-même: car il répondit seulement, qu'il ne croioit pas que personne fût capable de commettre un si horrible crime. *Ἐπειδήδ' οὐκ ἔστιν ἄνθρωπος ὅστις ἴσως δὴ τοῦτο ποιεῖται.* Diog. Laërt. Lib. I. §. 59. Ed. Amst. Mais Cicéron, dont notre Auteur emploie les propres termes, sans le citer, dit que l'on a regardé ce silence du Législateur comme un grand trait de prudence, en ce qu'il ne défendit pas une chose, dont on n'avoit point encore vu d'exemple, de peur que, s'il en parloit, il ne semblât avoir dessein d'en faire prendre l'envie, plutôt que d'en détourner ceux à qui il donnoit des Loix. *Is cum interrogaretur, cur nullum supplicium constituisset in eum, qui parentem vocasset, respondit, se id nominam saluum putasse. Sapienter fecisse dicitur, cum de eo nihil somnasset, quod antea commissum non erat, ne non tam prohibere quam admonere videretur.* Orat. pro Sext. Rosc. Amerin. Cap. XXV. Sénèque remarque la même chose, pour conclure ce qu'il dit judicieusement, que souvent les punitions trop fréquentes ne font que rendre le Crime plus commun, & qu'il est dangereux de publier le grand nombre de Méchans qu'il y a dans l'Etat. *Præterea videbis ea sæpe committi, quæ sæpe vindicantur. . . . Summa . . . prudentia altissimi viri, & remanet astra peritissimi malorum, velut incredibile scelus, & atrocia audacia postquam præterire, quam, dum vindicant, ostendere posse fieri. Itaque parricida cum Lego caperent, & illis facinus pœna monstravit. . . . Periculosum est, mihi crede, ostendere Civitati, quantum plures mali sunt.* Le Philosophe en allègue à son disciple un exemple domestique. „ Votre Père, lui dit-il, a fait punir plus de parricides en l'espace de cinq ans, qu'on n'en avoit puni dans tous les siècles passés. *Pater tuus plures intra quinquennium cullos insuit, quam*

*omnibus sæculis insutos accipimus.* De Clement. Lib. I. Cap. XXIII.

(4) Les termes, dont l'Auteur se sert, font voir qu'il a en vue un passage de Sénèque, rapporté par Grotius, §. 22. num. 1. Mais comme ce grand Homme l'a cité apparemment par mémoire, (car il ne marque pas seulement le Traité où il se trouve) il change & ravertit entièrement la pensée du Philosophe Stoïcien, en écrivant *injuria*, au lieu d'*injuriæ*; & je suis surpris que cette inadvertence n'ait pas été relevée par Gronovius. Sénèque traite cette question, si l'on est obligé à quelque reconnaissance envers une personne, qui, après nous avoir rendu service, nous a depuis fait une injure? & il conclut que l'injure efface le bienfait passé. *Quomodo si quis scriptis nostris alios superne imprimat versus, priores litteras non tollit, sed abscondit: sic beneficium superveniens injuria apparet non patitur.* De Benefic. Lib. VI. Cap. VI. in fine. Grotius au contraire lui fait dire, que les Bienfaits effacent l'Injure. Pour illustrer cette dernière maxime, il auroit mieux valu alléguer un passage de Cicéron, auquel Gronovius renvoie dans ses Notes; lors que ce grand Orateur dit, que, quand même César se feroit laissé aller à quelque chose de contraire aux Loix, on devroit le publier en considération des belles choses qu'il avoit faites depuis. *Si jam violentior aliquis in re C. Cesar fuisset, si eum magnitudo contentionis, studium gloria, præstans animus, excellens nobilitas aliquo impulisset. . . . maximis rebus, quas postea gesserit, obliterandum.* Orat. in Vatin. Cap. VI. Ajoutons cette Loi du Digeste, qui veut que l'on fasse grâce à un Transfuge qui a pris depuis un nombre considérable de Brigands, ou découvert plusieurs autres Transfuges. *Qui transfugerit, & postea multos latrones apprehenderit, & transfugas demonstravit, posse ei parci.* D. Hadrianus rescriptit. Lib. XLIX. Tit. XVI. De re militari, Leg. V. §. 8.

(5) Voyez



puis, mais encore (5) auparavant. Un exemple du dernier cas, c'est lors que le Coupable (6) s'est corrigé sur une simple réprimande, ou qu'il a fait satisfaction de bouche & donné des sûretés pour l'avenir à la personne offensée; sans que d'ailleurs le Crime soit d'un exemple contagieux. D'où il paroît, pour le dire ici en passant, jusques où sont variables les (7) Transactions faites avec un Accusateur, ou avec la personne lésée, au sujet d'un Crime punissable par les Loix. Car ordinairement il est permis à l'Accusateur, ou à la personne lésée, de décharger de la Peine pour ce qui regarde leur intérêt particulier, sans préjudice néanmoins de l'intérêt public. Ainsi les Conventions des Particuliers peuvent bien rendre la Punition non-nécessaire par rapport à la seconde fin des Peines, mais non pas par rapport à la troisième. On peut rapporter encore ici (8) les *Péchez de Femme*, comme on parle, que les personnes équitables pardonnent aisément à ceux qui s'en corrigent, lors que le feu de l'âge est passé. En tous ces cas, la (f) Clémence veut que l'on panche plus à faire grâce, qu'à punir. Car toute Punition, sur tout si elle est un peu rigoureuse, renfermant quelque chose qui paroît contraire en lui-même, sinon à la Justice, du moins à l'Humanité & à la Charité; la Raison permet aisément de s'en abstenir, & veut qu'on s'y porte (9) lentement, & avec mûre délibération. Mais aussi lors que le Coupable est incorrigible, & l'exemple contagieux (10), une Charité plus grande & plus juste demande nécessairement qu'on punisse; & c'est une cruauté que de pardonner à un Criminel, dont l'impunité tourne au préjudice & à la ruine d'un grand nombre d'Innocens.

(f) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XX. §. 22. num. 2.

En quels cas on peut pardonner les Crimes commis contre une Loi Pénale?

(a) Voiez *Grotius*, ubi supra, §. 24.

(b) Voiez *Arnob.* Lib. VII. Voiez ci-dessus, Liv. I. Chap. VI. §. 17.

§. XVII. IL paroît plus de difficulté à dire comment on peut pardonner (a), lors qu'il y a des Loix Pénales expresses, je veux dire, dans lesquelles la Peine est formellement déterminée par la Loi; & cela non pas tant parce qu'il semble très-juste que le Législateur agisse lui-même conformément à ses Loix, que parce que les Loix perdent beaucoup de leur autorité, lors qu'on en suspend l'exécution sans de très-fortes raisons: outre que le Magistrat (b) invite lui-même, pour ainsi dire, au Crime, lors que l'on a autant ou plus de sujet de se promettre l'impunité, que d'appréhender la Peine. Encore donc que toutes les Loix Humaines dépendent de la volonté du Législateur, & dans leur origine, & dans leur durée; on ne doit ni les abolir, ni les changer, ni en suspendre l'exécution, sans des raisons considérables; autrement on pèche contre les règles de la Prudence du Gouvernement. Il paroît même plus dangereux de laisser impunément violer une Loi à certaines per-

(5) Voiez le passage de *Cicéron*, que l'on citera sur le paragraphe suivant, Note 2.

(6) *Quisquis vacuum ira, meritam cuique poenam injungit. Dimittit sapi eum, cujus peccatum deprehendit; si penitentia falsi spem bonam pollicetur; si intelligit, non ex alto venire nequitiam, sed summo, quod ajunt, animo inherere. Dabit impunitatem, nec accipientibus nocituram, nec dantibus. Senec. de Ira, Lib. I. Cap. XVI. p. 20. Ed. Gron. Voiez *Arrien*, de *expedit. Alexand.* Lib. VII. & *Aristot.* Rhetoric. Lib. II. Cap. III.*

(7) Voiez *Digest.* Lib. II. Tit. XV. De *Transaktionibus*; comme aussi la *Bibliothèque Choisie* de Mr. Le Clerc, Tom. IV. pag. 301, & suiv. & un passage de *Tacite*, que l'on a déjà cité ci-dessus, Liv. IV. Chap. II. §. 9. Nos. 3. C'est une règle générale, que les Conventions des Particuliers n'ont aucune force, lors qu'elles sont contraires aux droits du Souverain, ou de l'Etat. *Privatorum conventio juri publico non derogat. Digest.* Lib. I. Tit. XVII. De *divers. Reg. juris*, Leg. XLV. §. 1. Voiez aussi la Loi XXVII.

(8) *Defensor culpa dicit mihi: fecimus & nos Hac juvenet. Esto: desisti nomen, nec ultra Fovisti errorem. Breve sit, quod turpiter audeo. Quadam cum prima rescendunt crimina barba. Indulge veniam pueris.*

C'est à dire, selon la Version du P. Tarteron: „ Quel-

„ que vieux barbon de qualité me dira, pour excuser „ *Damasphe*: en avons-nous moins fait étant jeunes? „ Mais cela n'a pas duré, & vous êtes devenu sage. Les „ honteux emportemens de la débauche ne sauroient „ être trop courts. Quand on a vingt ans passés, plus „ de libertinage. Je le pardonnerois à de jeunes étourdis. *Juvenal.* Satyr. VIII. 163, & seqq.

(9) *Nulla unquam de morte hominis cunctatio longa est.* „ Quand il s'agit de la mort de qui que ce puisse être, „ on ne sauroit trop différer. *Juvenal.* Satyr. VI. 229. Voiez *Plutarque*, Quæst. Rom. LXXXII. pag. 283.

(10) *Cuncta prius tentata: sed immedicabile vulnus Ense recidendum; ne pars sincera trabatur.* *Ovid.* Metamorph. Lib. I. vers. 190, 191. *Eû γὰρ ἵσ' ὅτι ἂν σέψῃ τὸς τοιούτους [συνέγυς καὶ ἀνίστας] ἀπαύτως αὐτῶν καὶ τοῖσι τῶν ἐν τοῖς ἀργείοις κακίαι.* *Julian.* in fin. *Misopogon.* pag. 371. Ed. Spanhem.

Plus sâpe nocet patientia Regis, „ Quàm rigor: ille nocet paucis, hac incitat omnes, „ Dum se ferre suos sperant impunè reatus. *Günther.* Ligurin. Lib. I. v. 478, & seqq. Voiez *Tacit.* Annal. Lib. III. Cap. L. *Appian.* Alexand. in *Mithridat.* Bell. pag. 250. A. Ed. H. Steph. Sadas, *Rosar.* Persic. Cap. VIII. *Jacob.* Reg. Angl. *Donum Regium*, Lib. II.

personnes, que de l'abolir tout à fait; puis que, dans le premier cas, on donne occasion à de grandes plaintes, & l'on se fait soupçonner d'un injuste acception de personnes. Cependant, comme le Souverain peut entièrement abolir une Loi, pour de justes causes; à plus forte raison peut-il, lors qu'il en a un sujet valable, suspendre simplement les effets de quelque Loi à l'égard de certaines personnes, & dans certaines circonstances. Je dis, le Souverain: car pour ce qui est des Magistrats subalternes (1), ils doivent juger invariablement selon les Loix.

Grotius (c) distingue deux sortes de raisons qui autorisent à exempter quelqu'un des Peines portées par la Loi, les unes *intérieures*, les autres *extérieures*. Les *raisons intérieures* consistent, selon lui, en ce que la Peine seroit trop rigoureuse par rapport au fait dont il s'agit, quoi que d'ailleurs en elle-même elle n'eût rien d'injuste, puis qu'elle est formellement & légitimement ordonnée par la Loi. Mais, à mon avis, si la Peine est trop rigoureuse, à prendre la Loi dans toute son étendue, il vaut mieux alors corriger la Loi même, que de faire grâce à quelque peu de gens, pendant que les autres sont sujets à une punition dure & injuste. Que si, dans une certaine action, il se trouve des circonstances particulières qui empêchent qu'elle ne soit aussi atroce que la Loi la supposoit; l'Équité seule oblige les Juges, non à remettre entièrement la Peine, mais à l'adoucir, sans que par là on fasse rien contre l'esprit de la Loi. Il vaut donc mieux dire, qu'il n'y a proprement que des *raisons extérieures* qui engagent à pardonner; comme sont, par exemple (2), les services passés du Coupable, ou de quelqu'un de sa famille; quelque qualité extraordinaire (3), une rare industrie, ou quelque autre chose qui le rend particulièrement recommandable; une grande espérance qu'il donne d'effacer son Crime par de belles actions; l'intercession puissante (d) de quelques personnes de crédit. L'Empereur Adrien diminuoit la Peine des Criminels (e) à proportion du nombre d'Enfants qu'ils avoient. Il y en a qui ont obtenu grâce en faveur de la réputation & de la gloire de leurs Ancêtres, ou à cause qu'ils étoient les seuls qui restoient d'une Famille illustre. Toutes ces raisons, & autres semblables, sont encore plus fortes, lors qu'il se trouve que le fondement ou le motif particulier de la Loi cesse, du moins dans le fait dont il s'agit. Par exemple, le fondement général des *Loix Somptuaires* c'est l'autorité & la volonté du Législateur, qui doit suffire, même sans autre raison: mais le fondement ou le but particulier, c'est d'empêcher que les Sujets ne se ruinent par des dépenses excessives & superflues. Cependant, quoi que la raison générale de ces Loix fût pour rendre sujets à la Peine tous ceux qui les violent, de quel-

(c) *Vbi supra*, §. 25, 26.

(d) Voiez T. Liv. Lib. VIII. Cap. XXXV.  
(e) Xiphilin. Epit. Dion.

§. XVII. (1) C'est la remarque d'un ancien Orateur: Ἰσχυροὶν [ὁ τὴν νόμον ἀνέχων] ὅτι ἄλλα καὶ δικαστῶν, ἄλλα ὁ βασιλεὺς ἀφ' ἑαυτοῦ καὶ τῶν κατὰ τὴν ἀρχὴν τοῖς νόμοις, τῶν δ' ἐπαρθεὶν καὶ τὸν νόμον, καὶ τὸ ἀπαιτῆν αὐτῶν καὶ ἀμύλητον παρὰδικύνται, ἀπὸ νόμου ἑμψύχου ὄντι, καὶ ὡς ἐν χειρὶ μάλιστα ἀμεταβίτου καὶ ἀσφαλτοῦτος. Themistius, Orat. XIX. De Humanitate Theodosii, (V. Petav.) pag. 227, 228. Ed. Harduin. Paris. Voiez aussi Lyfias, II. in Alcibiad. Orat. XIII. Cap. III. pag. 259. Ed. Wech. & Digest. Lib. XL. Tit. IX. Qui & à quibus manumissi liberi non sunt &c. Leg. XII §. 1. & Lib. XLIX. Tit. VIII. Quæ sententia sine appellatione rescinduntur, Leg. I. §. 2.

(2) Cicéron renferme la plupart des raisons, dont on parle ici, dans les paroles suivantes, que notre Auteur cite, & où l'Orateur donne des préceptes à un Défendeur, qui étant convaincu du crime dont on l'accuse en demande le pardon. Oportebit igitur eum, qui sibi ut ignoscatur postulabit, commemorare, si qua sua poterit, beneficia, & si poterit, ostendere, ea majora esse, quam hac, qua deliquerit, ut plus ab eo boni, quam mali, profectum esse videatur: deinde majorum suorum beneficia, si qua exstiterint, proferre. Deinde ostendere, non odio, neque crudelitate fecisse quod fecerit, sed aut fultitit, aut impulsu alicujus, aut honesta aliqua, aut probabili causa: postea polliceri & confirmare, se & hoc peccato doctum, & beneficio eorum, qui sibi ignoverint, confirmatum, omni

TOM. II.

tempore à tali ratione absuturum: deinde spem ostendere, aliquo se in loco, magno iis, qui sibi concesserint, usui futurum. De Invent. Lib. II. Cap. XXXV. Voiez ci-dessus. Liv. IV. Chap. I. à la fin, ce que l'on dit, après Cicéron, de la manière dont Marc Antoine fit obtenir grâce à Marc Aquilius. Autrefois, en Angleterre, ceux qui étoient convaincus de quelque crime que ce fût, à la réserve du crime de Lèze-Majesté, n'étoient condamnés qu'à une prison perpétuelle, pourvu qu'ils fussent lire. Polyd. Virg. Hist. Angl. Lib. XXVI. Notre Auteur rapporte ensuite l'exemple de l'Orateur Hypéride (il dit mal à propos Lyfias) qui, pour sauver la Courtisane Phryne, accusée en Justice d'un Crime Capital, lui découvrit la gorge, pour toucher les Juges par la vue de cet objet. Athen. Lib. XIII. Quinsilian. Instit. Orat. Lib. II. Cap. X. Mais est-ce là une raison pour exempter de la severité des Loix? j'aimerois presque autant qu'on approuvât la grave réflexion du P. Maimbourg, qui disoit un jour en chaire: Ce sera grand dommage que des Dames si belles & si bien faites soient damnées. Défense de la Traduct. de Mons, V. Partie.

(3) Ad bestias damnatos, favore populi Præfates dimittere non debet: sed si ejus roboris vel artificii sint, ut digni Populo Romano exhiberi possint, Principem consulere debet. Dig. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Pœnit. Leg. XXXI.

Zz

(4) Cela

quelque condition qu'ils soient; lors que la raison particulière cesse en un certain cas, comme quand celui qui les a violées est si riche, que les dépenses superflues ne l'incommodent en aucune manière, cela fait (4) qu'on peut lui pardonner plus aisément, & sans porter un grand préjudice à l'autorité des Loix. Une autre chose qui engage aussi fortement à faire grâce, c'est lors que le Crime a été commis par une ignorance, qui n'est pas à la vérité entièrement excusable, mais qui vient de pure négligence, comme quand le Législateur (f) *Charondas* s'en alla, sans y penser, avec l'épée au côté, à l'Assemblée Publique, contre une Loi qu'il avoit lui-même établie; ou lors que le Coupable a péché par l'effet d'une foiblesse d'esprit, qu'il lui est bien difficile de surmonter (g). Enfin, comme l'utilité de l'Etat est la vraie mesure des Peines que les Tribunaux Humains décernent; elle demande aussi souvent que l'on fasse grâce, à cause du grand nombre des Coupables. Car, quoi que ce ne soit pas une excuse (5) valable, d'avoir des complices ou des compagnons de ses Crimes; la Prudence du Gouvernement veut que l'on prenne garde de ne pas exercer d'une manière qui détruise l'Etat (6); la Justice qui a été établie pour la conservation de la Société Humaine; de sorte qu'un (7) bon Prince doit réprimer les Vices par la crainte des Peines, & ne punir pourtant que le moins qu'il est possible. La nécessité oblige aussi souvent à adoucir des Loix un peu trop dures, ou à les laisser même abolir entièrement. C'est ainsi que l'on proposa dans le Sénat Romain (8) d'apporter quelque modération à la Loi *Papia Poppéa*, établie par *Auguste* en sa vieillesse, ensuite des réglemens faits autrefois par *César*, pour inviter les hommes au Mariage par la peme du Célibat, & accroître les revenus de la République. Car, malgré toutes ces Ordonnances, le Célibat étoit préféré comme plus avantageux, & nul ne se feroit d'avoir des enfans. Le danger même croissoit tous les jours, par l'adresse des Délateurs, sçavans à interpréter la Loi, pour la ruine des Familles. . . . Cette Loi donnoit au Peuple Romain, comme au Père commun, les legs qu'on faisoit à ceux qui n'avoient point d'enfans. Mais cela alloit plus avant, & tenoit vaine l'Italie & les Provinces; plusieurs Familles en étoient ruinées, & tout le monde épouvanté. L'Empereur *Tibère*, qui fit adoucir cette Loi, avec plusieurs autres, dit ailleurs une chose qui mérite aussi d'être remarquée. Les Ediles aiant représenté la nécessité qu'il y avoit de faire observer avec soin les Loix Somptuaires, le Sénat remit l'affaire à la prudence de l'Empereur, qui répondit, entr'autres choses, les paroles suivantes (9): *Si les Ediles m'en-*

*font*

(4) Cela est bon pour le Souverain : mais (ajoutoit ensuite notre Auteur) les Juges subalternes, ou autres Ministres, qui dépendent d'un Maître rude, courent grand risque de s'attirer de fâcheuses affaires, si, de leur pure autorité, ils suspendent l'exécution des Loix, ou des ordres dont ils sont chargés, lors même que la raison particulière vient à cesser. Ainsi, quoi que *Cambyses* fût bien aisé de voir *Croesus* en vie, il ne laissa pas de faire mourir ceux qui la lui avoient sauvée, contre les ordres qu'il leur avoit donnés. *Herodot.* Lib. III. pag. 112. *Ed. H. Steph.* Voyez ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. V. Chap. IV. §. 5.

(5) *Quæ sit auctoritas ejus, qui se alterius factis, non suo defendat?* *Cicero.* *Orat. in Vatini.* Cap. VI. pag. 243. *Ed. Grav.* Voyez là-dessus les passages allégués par le P. *Abraham.* Et *ἡ δὲ τῶν ἀδικημάτων ἡ πᾶσις ἐστίν, ὃ μόνον τυχάνει γνησιότητος, τὰς δὲ τῶν ἀδικημάτων ἀπονομιὰς μόνον ἡγοῦμαι δὴ δικῶν ἀπονομιὰς, ὅτι δὲ ἕκαστος τὰ δικὰ καὶ τὰ ἀδικήματα ἀπονομιὰς ἑαυτοῦ ἐν τῇ δικῇ τῇ ἀπονομιᾷ πᾶσις ἀπονομιὰς, καὶ τοῖς δικασταῖς οὐκ ἀπονομιὰς ἀπονομιὰς ἐκείνων καὶ τῶν δικαστῶν οὐκ ἀπονομιὰς.* „ Comme il est difficile de s'imaginer quelque Crime, qui n'ait jamais été commis; si tous ceux qui sont avérés, passoient pour légers, du moment qu'on en voit d'autres exemples, il n'y auroit personne qui ne trouvât aisément de quoi s'excuser, & cela ouvreroit une large porte à la licence. *Isocrat.* in *Basilid.* laud. pag. 397.

(6) C'est sur quoi *Senèque* allègue l'exemple d'une

Armée, qui s'est révoltée toute entière contre son Général, car alors il faut nécessairement pardonner. *In singulos severitas Imperatoris diffingitur: at necessaria veritas est, ubi totus deseruit Exoritur. Quid tollis iram Serpenti? turba peccantium. Intelligit quam & iniquum sit, & periculosum, in se publico visio.* De *ira*, Lib. II. Cap. X. Voyez *Lucain*, *Pharfal.* Lib. II. vers. 141. & seqq. 198. & seqq. & *Claudian*, de *Bell. Getic.* vers. 120. & seqq. & *Grotius*, Lib. III. Cap. XI. §. 17.

(7) C'est l'éloge qu'*Ovide* donnoit à *Auguste*: *Multa metu pœna, pœnâ qui pauca coercet, Et facit invita fulmina rara manu.*

Do *Ponto*, Lib. I. *Epist.* II. v. 127, 128. (8) *Relatum deinde de moderanda Papia Poppæa, quam senior Augustus, post Julias rogationes, inestrandis calibus panis, & augendo arario sancerat: nec ideo conjugia & educationes liberum frequentabantur, prævalida orbata. Ceterum multitudo periclitantium gliscebatur, cum omni domus delatorum interpretationibus subverteretur. . . . velut patens omnium Populus vacante teneret, sed alius penetra- bant; ubi que, & Italianam, & quod usquam Civium, corripuerant; multumque excessu statim: & terror omnibus intentabatur.* *Tacit.* *Annal.* Lib. III. Cap. XXV. XXVIII. J'ai suivi la version d'*Adrianus*, dans ce passage, aussi bien que dans le suivant.

(9) *Quod si mecum ante viri strenui Ediles consilium habuissent; nescio an suaserim suerim omittere potius prævalida & adulta vitia, quam hoc adsequi, ut palam ferri qui-*

(f) *Diod. Sic. Lib. XII. Cap. XIX.* Voyez aussi *Lib. XIII. C. XXXIII.* (g) Tout ce que l'on vient de dire n'est point détruit par les Objections qu'éale au long *Ant. Matthaus*, de *Crimin.* ad *Lib. XLVIII. Dig. Tit. XIX. Cap. V.*

font communiqué leur dessein avant que de l'entreprendre, je ne sai si je ne leur eusse point conseillé de laisser des vices enveissés, & on nous sommes accoutumés, plutôt que de tenter une réformation inutile, pour faire connoître notre bonté & notre impuissance. . . . . Il nous faut contenir de les reprendre; les riches à la fin se laisseront du luxe & de la dépense, & la honte ou la pauvreté laissera les autres. En effet, l'Homme n'est pas fait pour les Peines, mais les Peines sont faites pour l'Homme. Si donc les choses se trouvent dans une telle situation, que ceux qui ont droit de punir, ne puissent le faire sans se perdre eux-mêmes, ils ne sont pas plus obligés alors d'user du Glaive de la Justice, que de détruire leur propre vie. Lors qu'on est sur mer, si le Pilote a commis quelque Crime, & qu'il n'y ait sur le Vaisseau aucune autre personne capable de le conduire; ce seroit vouloir perdre tous ceux du Vaisseau, que de punir le Pilote. De même le Magistrat doit dissimuler bien des choses, lors qu'en voulant en prendre connoissance il exposerait l'Etat à périr, & lors que ceux qui sont entâchez de certains Vices se trouvent nécessaires pour la conservation de l'Etat; quoi que d'ailleurs il ne puisse jamais transiger directement de ces sortes de choses, ni faire (h) une espece de trafic des Crimes qu'il permet, ou qu'il ne punit pas.

§. XVIII. VOIENS maintenant de quelle manière on doit punir, pour garder une juste proportion entre la Peine & le Crime. Sur quoi; outre ce que nous avons déjà dit (a) ailleurs touchant la *Quantité des Actions Morales*, il faut remarquer d'abord, que dans les Tribunaux Humains on juge de la grandeur des Crimes & des Délits, ou par leur *objet*; ou par le *préjudice qui en revient à l'Etat*; ou par l'*intention & la malice du Coupable*, laquelle se conjecture de diverses circonstances.

Selon que l'*objet* est plus ou moins noble, c'est-à-dire, selon que les personnes offensées sont plus ou moins considérables, l'Action est aussi plus ou moins criminelle. Ainsi, DIEU étant le plus excellent de tous les Etres, les Crimes qui tendent directement à outrager sa Majesté infinie, passent avec raison pour les plus énormes & les plus abominables. Mais il faut remarquer, que, comme le Culte de cet Etre Souverain consiste principalement dans certains sentimens de l'Esprit & du Cœur, qui doivent régler invariablement toute la conduite de notre vie; il consent lui-même que les actes du Culte extérieur qu'on lui rend, cèdent, dans un (b) besoin pressant, à ce qui est nécessaire pour procurer aux Hommes une grande utilité, ou pour éviter quelque dommage & quelque perte considérable. Après les Crimes qui offensent la Majesté divine, viennent immédiatement ceux qui intéressent la Société Humaine en général: puis ceux qui troublent l'ordre de la Société Civile, enfin ceux qui regardent les Particuliers.

A l'égard des derniers (1), ils sont plus ou moins atroces selon que le Bien, dont ils dépouillent, est plus ou moins considérable (c). Or, dans les Tribunaux Civils, on met au premier rang la Vie, qui est le fondement de tous les Biens temporels; ensuite les Membres, sans l'usage desquels on ne peut que mener une vie très-misérable, & dont la perte est plus ou moins sensible, selon l'usage auquel ils servent: puis la tranquillité & l'honneur des Familles, dont le fondement est la chasteté (d) du Mariage: après cela les choses qui servent aux nécessitez ou aux commoditez de la vie, & qui peuvent être malicieusement détruites, endommagées, ou détournées, d'une manière ou directe, ou indirecte: enfin l'Honneur ou la Réputation.

Dans chacune de ces sortes de Crimes ceux qui ont atteint leur but vont devant ceux qui ne sont exécutez qu'en partie; & plus l'exécution a été poussée loin, plus le Crime im-

(h) Voyez II. Pierre, II, 15. & H. Etienne, Apol. pour Hérod. Cap. XVIII. Th. Morus, Utop. Lib. II.

On juge de la grandeur d'un Crime I. Par son objet. II. Par le préjudice qui en revient à l'Etat. (a) Liv. I. Chap. VIII.

(b) Voyez Luc, XIV, 5.

(c) Voyez Gratius, Lib. II. Cap. XX. §. 30.

(d) Philon Juif met pcutant la défense de l'Adulteré. avant celle de l'Homicide; de Decalog. & de Special. Legis.

quibus flagitiis impares effemus . . . . reliquis intra animum modendum est: nos, pudor; pauperes, necessitas; divites, satias in melius muto. Tacit. Annal. Lib. III. Cap. LIV.

§. XVIII. (1) L'Auteur, en abrégant à la hâte ce qu'il avoit dit dans ses *Elements de Jurispr. Univers.* pag. 327, 328. s'exprimeroit ici d'une manière si peu exacte, qu'à suivre ses termes & la liaison de son discours, il faudroit mettre au rang des Crimes, la vie, & les men-

bres. Inde sequuntur delicta, qua singulos homines tangunt. Ubi in foro civili primo loco statuitur vita &c. Je ne remarque cela que pour donner un exemple sensible des inexactitudes que j'ai été obligé de redresser en une infinité d'endroits, où je n'en ai point averti, parce que cela auroit multiplié mes Notes inutilement, & ennuyé le Lecteur.

imparfait passe pour énorme. Sur quoi il faut remarquer, que naturellement le simple désir ou le simple dessein de commettre un Crime ne peut pas être regardé sur le même pied que l'exécution pleine & entière. Car lors qu'on envisage le Crime encore de loin, pour ainsi dire, par la simple pensée, l'idée n'en paroît pas, à beaucoup près, si affreuse que quand il se montre de près, au moment qu'on est sur le point de l'exécuter; & par conséquent il faut ici une plus forte résolution, & un plus grand fond de malice, pour surmonter l'horreur du Crime, & la résistance des lumières de la Raison. Lors donc qu'on dit, que *la volonté est aussi criminelle que l'effet*, cela doit s'entendre d'une volonté accompagnée des derniers efforts, en sorte qu'il ne falloit plus de nouvel acte de la part de l'Agent pour produire l'effet, quoi que l'événement n'ait pas répondu à ses desirs; comme (e) quand on a employé inutilement toutes sortes de sollicitations & fait tout son possible pour débaucher une femme, ou lors qu'en tirant contre quelqu'un on manque son coup (f).

(e) *Th. Morus*,  
*Utop. Lib. II.*

(f) *Voiez plus*  
*bas, §. 27. à la*  
*fin.*

La plupart des Maux que l'on cause à autrui par un Crime ou un Délit, rendent aussi leur Auteur plus ou moins coupable, selon l'état de celui qui les souffre, l'âge, les circonstances & la nécessité où il se trouve, l'inclination ou l'aversion particulière qu'il a pour certaines choses.

On a encore égard non seulement aux Maux qui suivent directement & immédiatement d'une Action criminelle, mais encore aux suites fâcheuses, qui pouvoient être vraisemblablement prévues. Ainsi quand il s'agit d'un Criminel accusé d'avoir mis le feu quelque part, ou lâché une digue, on doit considérer les grandes pertes & la mort même d'une infinité de personnes qui se trouvent enveloppées dans ces tristes accidens; & de là vient que, dans la *Chine*, on fait mourir ceux-là même qui ont mis le feu sans y penser.

III. Par le degré  
de malice, qui se  
dédit 1. Des  
motifs, qui pou-  
sent au Crime.  
(a) *Voiez Grotius*,  
*Lib. II. Cap. XX.*  
*§. 29.*

§. XIX. ENFIN, le degré de malice se déduit de diverses circonstances, & 1. Des motifs qui portent les Hommes au Crime (a). Je ne sai s'il y a aucun Homme (1) qui soit Méchant par pure malice, & sans être poussé au Crime par la vue de quelque plaisir, ou de quelque intérêt. Les plus scélérats (2) ou nient leur Crime, ou tâchent de défendre leur action en cherchant quelque prétexte pour faire voir qu'ils ont eu un juste sujet de ressentiment & de colère, ou en se couvrant de quelqu'un des droits que la Nature même donne. Mais supposé qu'il se trouve quelqu'un qui se plaise à mal-faire (3) uniquement pour mal-faire, c'est un cas tout extraordinaire, & le souverain degré de la malice humaine. La plupart des Hommes sont entraînés au Crime par les Passions, dont les unes s'excitent en eux par la vue du Bien, & les autres par la vue du Mal. Les dernières servent beaucoup à excuser ou à diminuer la faute, lors que le Mal, dont on se voioit menacé, étoit présent, ou sur le point d'arriver. C'est pourquoi les Mauvaises Actions, auxquelles on se porte par la crainte de la mort, ou de la prison, ou de quelque grande douleur, ou d'une extrême disette, sont celles qui passent ordinairement pour les plus excusables. Selon le jugement d'un sage Juif, un homme qui commet (4) adultère est plus coupable, qu'un autre que la nécessité porte à voler. Par la même raison un tel Larcin est moins criminel, que celui d'une personne qui dérobe pour avoir de quoi satisfaire à son avarice & à une avidité insatiable de choses superflues. Un homme qui se parjure pour éviter la mort, ne fait pas tant de mal que s'il nioit un Dépôt, pour s'enrichir en le retenant. Les défordres que l'on commet (b) dans un mouvement de Colère, sont plus excusables, que ceux où l'Amour

(b) *Libanius*, *Declam. XXIII.*  
*Voiez plus bas,*  
*§. 21. Not. 4.*

§. XIX. (1) *Nec quisquam tantum à Naturali Lege descivit, & hominem exivit, ut animi causa malus sit. Seneca de Benefic. Lib. IV. C. XVII. Omnes enim cum minima peccata cum causa suscipiunt, tum vero illa qua multo maxima sunt maleficia, aliquo certo emolumento ducti suscipere conantur. Auctor ad Herennium, Lib. II. Cap. XIX.*

(2) *Quorum [impiorum] tamen nemo tam audax unquam fuit, quin aut abnueret à se commissum esse facinus, aut justis sui doloris causam aliquam fingeret, defensionemque facinoris à natura jure aliquo quareret. Cicero de Legib. Lib. I. Cap. XIV.*

(3) *Nomumquam incredibiliter peccare, ratio peccandi est. Calpurn. Flaccus, Declam. II. princip.*

(4) Selon l'Auteur de la *Rhetorique dédée à Hérennius*, un Sacrilege, auquel on a été poussé par la nécessité, est moins criminel, que de débaucher une personne libre. *Quasi cum dicamus, majus esse maleficium suprare ingenuam, (ou, comme portent quelques Mss. ingenuum) quam sacrum legere. Lib. II. Cap. XXX. vers la fin. Voiez plus bas, §. 21. à la fin. & Valer. Max. Lib. VIII. Cap. I. in fin.*

engage. Ces infâmes Entremetteurs ou Entremetteuses qui, pour un gain sordide, four-  
nissent à la Jeunesse des occasions de débauche (5), méritent une punition plus rigoureu-  
se, que ceux qui se servent de leur négociation pour satisfaire leurs desirs.

Les autres Passions se proposent quelque Bien, ou réel, ou imaginaire. Il y a des Biens  
Réels qui sont d'une nature à ne porter jamais au Crime; je veux dire, les Vertus, & les  
Actions qu'elles produisent. Les autres sont à la vérité en eux-mêmes de vrais Biens; mais,  
par un effet de la disposition de celui qui les possède, ils donnent souvent occasion à quel-  
que Pêché. Ces derniers Biens sont de deux sortes: les uns Agréables, c'est-à-dire, qui  
causent du plaisir; les autres Utiles, ou qui servent à acquérir les Agréables. Les fautes  
commises en vue des uns ou des autres, sont d'autant plus légères, que le Bien qu'on re-  
cherchoit est plus conforme à la Nature, ou (6) qu'il est plus difficile de s'en passer.

Pour les Biens Imaginaires, tels que sont, par exemple, la vaine gloire, ou le désir  
de se distinguer, & de s'élever au dessus des autres, indépendamment de la Vertu & de  
l'Utilité; comme aussi la Vengeance, qui ne se propose autre chose que de rendre mal pour  
mal, & injure pour injure: c'est uniquement la sottise ou la malignité humaine qui leur  
donne tout leur prix. Plus ces sortes de Biens s'éloignent de la Nature, ou plus il est aisé  
de s'en passer, & plus les Crimes auxquels on se porte pour les acquérir, sont vilains &  
odieux.

Il est certain encore que les Crimes commis par l'effet de quelque Erreur, sont beau-  
coup plus énormes que ceux auxquels on s'abandonne avec une pleine connoissance. Or  
les Erreurs (c) où l'on est jetté par les Discours des Docteurs Publics, sont plus excusables  
que celles où l'on tombe par un attachement opiniâtre aux principes que l'on se fait soi-  
même, & à ses propres raisonnemens.

Hobbes remarque (d) aussi avec raison, que la même Action, également contraire aux  
Loix, est plus criminelle lors (e) qu'on la fait avec (7) une audace intrépide, par la con-  
fiance que l'on a en ses propres forces, & en ses richesses, ou en celles de ses amis, à la  
faveur desquelles on se croit en état de résister au Magistrat; que quand on s'y porte dans  
l'espérance de n'être pas découvert, ou de se dérober par la fuite aux Peines que les Loix  
décrètent. En effet, dans le premier cas, on (f) témoigne de l'impudence, & un mé-  
pris insolent des Loix, qui ne paroît pas dans l'autre.

Enfin les fautes où l'on tombe par fragilité, ou par pure négligence (8), sont plus cri-  
minelles, que celles où l'on se porte par malice & de propos délibéré.

§. XX. 2. UNE autre chose qui marque un dessein bien formé de commettre le Cri-  
me, c'est lors qu'outre les raisons générales, qui en doivent détourner tout le monde, il  
y en a quelqueune de particulière, fondée sur la personne même du Coupable, ou de celui  
qu'il

(c) Voyez Hobbes,  
Leviath. Cap.  
XXVII. p. 143.  
Edit. Amstel.

(d) Ibid. p. 142.

(e) Voyez Aristot.  
Lib. I. Cap. XII.  
Rhetoric.

(f) Voyez le mê-  
me Auteur, Lib.  
II. Cap. III.

2. Des raisons  
particulières qu'il  
devoient détour-  
ner du Crime.

(5) Cet exemple, comme chacun voit, est mal placé  
ici. Il falloit le rapporter au §. 21. où il est dit, que  
les Pêchez commis de sang froid sont plus énormes,  
que ceux auxquels on est entraîné par une Passion vio-  
lente.

(6) C'est pour cela qu'il y a des Crimes, qui paroî-  
sent petits en eux-mêmes, & qui le sont aussi tant  
qu'ils regardent une chose de peu de valeur, lesquels  
néanmoins sont plus atroces, à les considérer par rap-  
port à la disposition de celui qui les commet, que s'il  
s'agissoit d'une chose de grand prix. Ainsi, un ancien  
Orateur accusant un homme, insista fort sur ce qu'ayant  
eu à paier de pauvres Ouvriers employez au bâtiment  
d'une Chapelle, il n'avoit pu s'empêcher de leur rete-  
nir trois demi-oboles. C'est ce que dit Aristote, qui re-  
marque à cette occasion, qu'il en est tout au contraire  
des Bonnes Actions; c'est-à-dire qu'un homme, par  
exemple, qui rend une grosse somme d'argent qu'on  
lui avoit confiée en dépôt, est plus louable, que si le dé-  
pôt étoit moins considérable; parce que cela marque

un plus grand fond de probité, comme la vue d'un pe-  
tit profit, qui est capable de porter une personne au  
Crime, découvre en elle un plus grand fond de malice,  
que si elle s'y étoit laissée aller par les attraites d'un  
grand gain. Ἀδικήματα ἢ μείζονα, ἢ αὐτὸν μείζονα  
ἢ ἀδικία. Διὸ καὶ τὰ ἡλατιστα μέγιστα οἷον ὁ Μεγαρότης  
καλίσχοντο κατήχησι, ὅτι ἀπελοχίστατο τοῖς ἡμιμέ-  
λαις ἡσὲν τὰς ταπεινὰς. Ἐπὶ διαμοῦνις ἢ τὴν αὐτῶν. Ἐστὶ  
ἢ ταῦτα ἐν αὐτῷ ὑποκρινόμενῳ τῷ θυμῷ· ὃ γὰρ τοῖς ἡμι-  
μέλαις κλίμας, καὶ ἐπὶ τῶν ἀδικούντων. Lib. I. Cap. XIV. p. 244.  
Edit. Voss.

(7) Fortem animum præstant rebus, quas turpiter audent.  
Juvenal. Satyr. VI. 97.

(8) Nonnumquam [Sapiens] magna scelera levius, quam  
minora compefcer: si illa lapsu, non crudelitate commissa  
sunt; his inest latens & aperta, & inveterata calliditas.  
Idem delictum in duobus non eodem malo afficit, si alter  
per negligentiam admisit, alter curavit ut nocens esset. Se-  
nec. de Ira, Lib. I. Cap. XVI. p. 20. Ed. Gran.

qu'il a offensé, ou sur quelque autre circonstance. Plus (1) un homme a de naissance, plus il est élevé en dignité; & plus le crime qu'il commet paroît énorme. Cela a lieu sur tout à l'égard des Princes, d'autant mieux (2) que les suites de leurs mauvaises actions sont très-pernicieuses à l'Etat, par le grand nombre de gens qui se portent à les imiter. Le même Pêché commis, notoirement par un Ecclésiastique, est plus grand sans contredit, que si quelque personne d'un autre ordre s'y étoit laissée aller, parce qu'il doit servir d'exemple par la sainteté de ses mœurs. Dans le *Perou* (a), sous l'Empire des *Incas*, on punissoit plus sévèrement un Magistrat, qu'un simple Particulier coupable du même Crime; parce, disoit-on, que le premier étoit, par le Devoir de sa Charge, dans une Obligation indispensable d'administrer la Justice, & que la haute idée qu'on avoit eue de sa Probité étoit cause qu'on lui avoit confié un tel Emploi. Une Injure est plus sensible de la (3) part d'un Ami, que lors qu'elle vient d'un inconnu, ou d'un Ennemi; comme d'autre côté (4) un service rendu par un Ennemi paroît plus grand, que si on le recevoit d'un Ami. Il est (5) plus fâcheux de se voir exposé aux insultes & aux moqueries de la canaille, ou d'un Esclave, qu'à celles de ses égaux, ou de ses Supérieurs; d'être outragé par ses propres Enfants & par ses Domestiques, que par ceux d'autrui. Il y a aussi des Crimes qui deviennent plus atroces & plus infames, parce qu'ils sont accompagnés d'une violation des (b) engagements étroits & particuliers où (6) l'on est envers certaines personnes. Ainsi les Crimes qui, outre leur injustice propre, renferment encore un manque d'affection ou de respect envers un Père ou une Mère, quelque inhumanité envers des proches Parens, de l'Ingratitude envers un Bienfaiteur; ces Crimes-là, dis-je, sont beaucoup plus énormes, que si l'on avoit également offensé d'autres personnes.

Il importe aussi (7) beaucoup de considérer en quel *temps*, & en quel *lieu* un Crime a été

(a) Garcil. de la Vega, *Hist. des Incas*, Liv. II. Chap. XIV.

(b) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XX. §. 30. num. 3. & II. Sam. XVI, 11. *Lyfias*, *contra Andocid.* Orat. IV. Cap. VI. p. 62. *Ed. Wech.*

§. XX. (1) *Omne animi vitium tantò conspelliunt in se Crimen habet, quanto major, qui peccat, habetur.* Juvenal. Satyr. VIII, 140; 141.

J'ai suivi la version du P. Tarteron.

(2) *Nec enim tantum mali est peccare Principes, (quamquam est magnum hoc per se ipsum malum quantum illud, quod parvulus imitatorum Principum existunt. . . . Quo perniciosius de Reipub. merentur vitiosi Principes, quod non solum vitia concipiunt ipsi, sed ea infundunt in Civitatem: neque solum obstant, quod ipsi corrumpuntur, sed etiam quod corrumpunt, plusque exemplo, quam peccato nocent.* Cicer. de Legib. Lib. III. Cap. XIV. Voiez aussi Tusc. Quæst. Lib. II. Cap. IV. Dio Chrysost. Orat. I. de Regno, p. 9. C. & Libanius, Declam. XXIX. Senec. Herc. Fur. vers. 745, 746. Tacit. Annal. III, 70. Quintilian. Declam. III. p. 38. *Ed. Lugd. Bat.*

(3) *Qui ignotus latit, latro appellatur: qui amicos, paulo minus quam parricida.* Petron. Parmi les anciens Celtes néanmoins, celui qui avoit tué un Etranger, étoit puni de mort; au lieu qu'on se contentoit de bannir celui qui avoit tué un Citoyen. Nicol. Damasc. de moribus Gentium.

(4) *Quoi qu'en dise Térence (ajoutoit notre Auteur) dans ces vers des Adelphees:*

*Abi qui vis homine, cum est opus, beneficium accipere gaudeas: Verum enimvero id demum juvat, si, quem aequum est facere, id bene facis.*

*Act. II. Scen. III. vers. 1, 2.* Mais il s'agit là seulement du plaisir que donne un service à celui qui le reçoit; & non pas du prix ou de la grandeur du Bienfait considéré en lui-même: car ces paroles signifient, selon la traduction de Mad. Dacier: De quelque part que vienne un bienfait, dans une occasion pressante, cela fait toujours plaisir: mais, en vérité, le plaisir est double, lors qu'on le reçoit de ceux de qui on devoit l'attendre raisonnablement. Voilà la pensée de Térence, il est certain au contraire qu'un Bienfait reçu d'un

Ennemi est le plus souvent désagréable, parce que l'on est fâché de se voir dans la nécessité d'avoir quelque Obligation à une personne que l'on n'aime pas: car il est rare de voir des gens, qui désarment par la générosité de leur Ennemi, se réconcilient avec lui seulement, comme fit ce Gentilhomme Anglois dont parle Mr. Locke, dans un Mémoire imparfait au sujet du Chevalier Ashloy, depuis Comte de Shaftesbury. Voiez la Bibliothèque Choisie de Mr. Le Clerc, Tom. VII. pag. 160, & 161.

(5) *Quadam injuria à liberis hominibus facta, levius nonnullis momenti videntur: inimicis à servis, graves sunt: crescit enim contumelia ex persona ejus, qui contumeliatus fecit.* Digest. Lib. XLVII. Tit. X. De injuriis & famosis libellis &c. Leg. XVII. §. 3.

(6) *Personâ atrocior injuria fit, ut cum Magistratui, cum Parenti, Patrono, fiat.* Digest. ubi supra, Leg. VII. §. 8. *Persona dupliciter spectatur: ejus qui fecit, & ejus qui passus est. Aliter enim puniuntur, ex iisdem facinoribus, servi, quam liberi: aliter qui quid in Dominum Parentemve ausus est, quam qui in extraneum, in magistrum, vel in privatum.* Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Panis, Leg. XVI. §. 3. Voiez aussi Leg. XXVIII §. 8.

(7) *Tempore atrocior fit injuria, si ludis, & in conspectu, nam Prætoris in conspectu, an in solitudine injuria facta sit, multum interesse ait: quia atrocior est, quo in conspectu fiat.* Digest. Lib. XLVII. Tit. X. De injuriis & famosis libellis, Leg. VII. §. 2. *Sed & si in theatro, vel in foro cadis, & vulneras, quanquam non atrociter: atrocem injuriam facis.* Ibid. Leg. IX. §. 1. *Locus facit, ut idem vel Furtum, vel Sacrilegium sit, & capite iudicandum, vel minore supplicio.* Tempus discernit emansorem à fugitivo: & effractorem vel furem diurnum, à nocturno. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Panis, Leg. XVI. §. 4, 5. Voiez Ciceron. Orat. Philipp. II. Cap. XXV. Quintilian. Declam. CCLII. p. 312. Declam. CCLXIV. & Infr. Orator. Lib. VI. Cap. I. p. 444. *Ed. Lugd. Bat. & Aristot. Problem. Sect. XXIX. Quæst. XIV.*

été commis. Le même Pêché commis dans un lieu public & à la vûe des gens, est plus grand que si on le commettoit en cachette; non seulement parce que les Crimes secrets sont moins nuisibles à autrui, du moins en ce qu'ils ne donnent pas un exemple contagieux, mais encore parce qu'il paroît un grand fond de malice dans un homme qui n'a point de honte de pécher en présence des honnêtes gens, comme s'il faisoit gloire de ses méchantes actions. Il est plus vilain de s'abandonner à l'impureté dans un Temple, que dans un Cabaret. C'est un plus grand affront pour un homme, d'être battu dans l'Assemblée des Juges, que dans sa maison. Celui qui s'enyvre un Jour ouvrier, commet, toutes choses d'ailleurs égales, un moindre Pêché, que s'il s'enyvroit un Jour de Dévotion, ou un Dimanche.

Enfin la *manière* dont on a commis le Crime, & les *Instrumens* dont on s'est servi, marquent souvent une intention plus ou moins forte, & par conséquent servent alors à augmenter ou à diminuer l'atrocité du fait. Ainsi un Vol *passé* pour plus criminel, lors que le Voleur a enfoncé les portes, ou percé la muraille, ou qu'il s'est servi de fausses clefs ou de passe-par-tout, que s'il s'étoit glissé dans la maison par une porte ouverte.

§. XXI. 3. IL faut encore bien examiner ici, pour juger de la grandeur d'un Crime, *si celui qui l'a commis pourroit aisément s'en empêcher.* En effet, il y a des gens (a) qui ont l'Esprit plus pénétrant que les autres, & plus propre par conséquent à découvrir ou à comprendre les raisons pour lesquelles on doit s'abstenir du Vice. Quelques-uns aussi sont entraînez avec plus de force que les autres, à une certaine sorte de Péchez, par un effet du tempérament, de l'âge (b), du sexe, de l'éducation, & d'autres circonstances semblables. Les Enfans, les Femmes, les gens grossiers & stupides, ou ceux qui ont été mal élevez, sont sans contredit moins capables, que les autres, de discerner le Juste d'avec l'Injuste, le Licite d'avec l'Illicite. Il y a des Vices (c) Nationaux, pour ainsi dire. Les personnes bilieuses sont enclines à la Colère : ceux qui sont d'un tempérament sanguin, ont du penchant à l'Amour. Les Vieillards ont d'autres inclinations, que les Jeunes gens, & par tout pais on pardonne (1) bien des choses à l'imprudence & au feu de la Jeunesse. Plus un Mal paroît prochain, plus le trouble, où il jette, est grand, & la fraieur, qu'il inspire, difficile à surmonter. La Colère est plus violente dans son commencement, qu'après quelque intervalle ; & le ressentiment d'une injure, qui, lors qu'elle est encore toute récente, ne permet guères de prêter l'oreille à la Raison, devient moins vif avec le tems. Or en général les Crimes commis de (2) sang-froid passent pour plus énormes, que ceux où l'on est poussé par quelque Passion, ou par un effet de quelque accident imprévu qui trouble l'Esprit. Un ancien Législateur (3) établit néanmoins une double peine pour ceux qui avoient battu quelqu'un, ou commis quelque autre Crime dans le vin : mais c'est qu'y ayant plus de gens qui insultent les autres dans la chaleur de la débauche, qu'il n'y en a qui le font sans avoir bu, il avoit égard à l'utilité publique, & non pas à l'action en elle-même, qui, détachée de cette vûe, est plus pardonnable dans un homme ivre, que dans un autre qui la commet de sang-froid. De plus, comme nous l'avons déjà dit, entre les Crimes qui doi-

vent

3. De la connoissance & de la déli-  
 vération avec  
 laquelle on se  
 porte au Crime.  
 (a) Voiez *Grotius*,  
 Lib. II. Cap. XX.  
 §. 31. num. 1.  
 (b) Voiez *Digest.*  
 Lib. XLVIII. Tit.  
 XLII. *Ad Leg.*  
*Jul. Peculatus*  
 &c. *Leg. VI. princ.*  
 (c) Voiez ce que  
*Procopé* dit des  
*Hérules*, *Hist.*  
*Vandal.* Lib. II.  
 Cap. XIV.

§. XXI. (1) Οὐ ταῦτ' ἐστὶν ἡ νόσος τοῦ ὀνόματος ἐκείνου  
 ἡ ἀσθενεῖς; ἐν ἧσιν αὖτ' ἔσται νόσος. Ἄλλ' ὅτι αὖτ'  
 ἀδύνατον γάρ ἐστι καὶ παροξισμὸς τοῖς νοσίοις ὁ χρό-  
 νος. Libanius, Declam. XXI. pag. 531. C. D. Ed. Paris.  
 Morell. Ferè in omnibus palanibus iudiciis, & acati, &  
 imprudentia succurritur. Digest. Lib. L. Tit. XVII. De di-  
 versis Reg. Juris, Leg. CVIII. Voiez Cicer. Orat. pro M.  
 Cælio, Cap. XVII. XVIII. & Gramond. Hist. Gall. Lib.  
 XIII.

Platon, de Legib. Lib. IX. p. 931. C. Ed. Wech. Aristot.  
Ethic. Nicom. Lib. VII. Cap. VIII. Philon, de Leg. special.  
pag. 791. B. Ed. Paris.

(3) *Pittacus*, comme *Aristote* le rapporte. Νέμω δ' ἰδίῳ αὐτῷ [Πιττακῷ], τὸ τίς μεθύσοντας, αἱ τυπτήσοσι, αὐτοὺς ζήλαιαν δύσσοιτιν ἢ νηστήαν. διὰ γὰρ τὸ αὐαῖς ὑβρίζειν μεθύσοντας, ἢ νηστήας, ἢ αὖτε τὴν συζήσαντων ἀπὸ λήθης, οἳ δὲ μεθύσωντες ἔχουν μάλλον ἀλλὰ αὖτε τὸ συμπεριεῖν. *Polist.* Lib. II. Cap. XII. *in fin.* Dans le *Festin des Sept Sages*, *Plutarque* fait reprocher à *Pittacus* par *Anacarsis*, que sa Loi étoit trop rude. Τὸν σὲν ἐπινοῖ + χαλεπὸν φοβέσθαι νόμον, ἐν ᾧ γὰρ ὑβρίζειν, ἰάν τίς στίβει μεθύων ἀμαρτάν, διπλοῦσθαι, ἢ τῷ νηστήῳ, τὴν ζήλαιαν. *Page 155. F.* Mais la raison alléguée par *Aristote*, suffit pour justifier le Législateur.

(2.) *Secd in omni injafstia permultum intereff, utrum perturbatione aliqua animi, que plerumque brevis eff, & ad tempus, an confulto, & cogitata fiat injuria. Levisior enim funt, quæ repentinò aliquo motu accidunt, quàm ea, quæ meditata & præparata inferuntur.* Cicer. de Offic. Lib. I. Cap. VIII. Voyez là-deffus les Commentaires; &c.

(4) Nô-



vent leur naissance à quelque Passion, ceux auxquels on se porte pour éviter quelque Mal (4), sont moins odieux, que ceux auxquels on est poussé par les attrait du Plaisir, sur tout d'un Plaisir superflu. Car, outre que l'idée du Plaisir ne fait pas de si fortes impressions que celles de la Douleur; on peut différer davantage la satisfaction de ses desirs, & se la procurer plus aisément par le moyen d'un autre objet, & sans faire tort à personne. Parmi les Hommes, c'est aussi une raison assez forte d'adoucir la Peine (5), lors que le Coupable a été poussé au Crime par un effet de la tendresse & de la considération qu'il a pour ses parens.

4. De l'habitude à mal-faire.

§. XXII. ENFIN, on examine ici encore, si le Coupable (1) a le premier commis cette sorte de Crime, ou s'il a été séduit par l'exemple des autres; & s'il l'a commis une ou plusieurs fois. Celui qui commet le premier, dans un Etat, quelque Crime nuisible par sa contagion, & qui l'enseigne, pour ainsi dire, aux (2) autres par son exemple, pèche avec plus d'effronterie, & est sans contredit plus coupable, que celui qui se laisse entraîner au crime par le torrent. De même une personne qui s'abandonne à un Crime que l'on punit d'ordinaire sans remission, passe pour plus coupable, que s'il y avait plusieurs exemples d'impunité; parce que, dans le premier cas, il paroît un plus grand mépris des Loix & du Souverain, que dans le second. Une Action n'est pas en elle-même meilleure ou plus mauvaise, pour avoir été répétée plusieurs fois. Cependant, comme en matière de Morale on a beaucoup d'égard au degré d'Intention avec lequel une personne agit, & que les choses auxquelles on est accoutumé s'exécutent d'ordinaire avec un plein & entier consentement: il est aisé de comprendre pourquoi une Bonne Action passe avec raison pour plus louable, lors qu'on l'a faite souvent, que quand on ne l'a faite qu'une ou deux fois; & une Mauvaise Action (3) au contraire pour plus criminelle, lors qu'on l'a (a) commise souvent, que quand on ne l'a commise qu'une ou deux fois. Et il ne serviroit de rien d'objecter, que l'Habitude rend facile la pratique des Bonnes Actions, & difficile au contraire l'abstinence des Mauvaises. Car la peine qu'un homme de bien a prise pour contracter une bonne Habitude, empêche que les Actions, auxquelles elle le porte, soient de moindre prix, quoi qu'il les produise facilement & avec plaisir. Au lieu qu'un Méchant est d'autant plus criminel, qu'à force de mal-faire il s'est mis en état de ne pouvoir presque plus s'en empêcher, & qu'en s'accoutumant au Crime il a entièrement dépouillé toute honte. C'est une foiblesse humaine que de s'oublier quelquefois: mais de retomber souvent dans la même faute, c'est une espèce de fureur. (b) *Un Crime commis par une personne (4) âgée de seize ans, n'est pas le même, toutes choses d'ailleurs égales, lors qu'elle s'y abandonne.*

(a) Voiez Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 30. num. 3.

(b) Voiez Th. Browne, de Relig. Medic. Sect. XLII.

(4) Notre Auteur rapporte ici un passage de Marc Antonin, & trois d'Aristote, que j'ai déjà cités ailleurs, Liv. I. Chap. IV. §. 7. Not. 7. ne sachant pas qu'ils fussent ici. Voiez aussi Magn. Moral. Lib. II. Cap. VI. pag. 178. D. E. Edit. Paris. & Problem. Sect. XXIX. Quæst. XVI. & Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 29. num. 2.

(5) Par une Loi du Digeste, il est ordonné de ne pas punir avec beaucoup de rigueur ceux qui ont réfugié chez eux un Voleur qui est leur parent, ou leur allié. *Eos, apud quos adfinit vel cognatus latro servatus est, neque absolvendos, neque severe admodum puniendos: non enim par est eorum delictum, & eorum qui nihil ad se pertinentes latrones recipiunt.* Lib. XLVII. Tit. XVI. De receptatoribus, Leg. II.

§. XXII. (1) Καὶ ὁ μὲν, ὁ ἀρχαῖος, ὁ μὲν ὁλόντων ἀνθρώπων καὶ τὸ πολλὰς τὸ ἀπὸ ἀμαρτίας, μὴν. Aristot. Rhetoric. Lib. I. Cap. XIV. Et [infame est] si quod est exemplum deforme posteris traditum, quale libidinis vir Perseus in muliere Samia insitum ausus dicitur primus. Quintilian. Inst. Orat. Lib. III. Cap. VII. pag. 240. Ed. Lugd. Bat.

(2) Non enim ibi consistunt exempla, unde caperunt; sed quamlibet in tenebris recepta tramitem, lassissime evagandi sibi viam faciunt: & ubi semel recto deerrat, in

præceptis perveniunt: nec quisquam sibi putat turpe, quod alii sibi fructuosum. Velleius Patercul. Lib. II. Cap. III. Voiez pourtant Aul. Gell. Lib. X. Cap. XIX. & Polybi, Excerpt. Legat. XCIII. Cap. V.

(3) Voiez la Loi de l'Empereur Julien contre ceux qui avoient menti quatre fois; dans Libanius, Legat. ad Julianum. comme aussi Digest. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Pœnis, Leg. XXVIII. §. 3. Anton. Matthæus, de Criminib. Tit. de Furtis, §. 9. & segg. & ad Leg. XLVIII. Digest. Tit. XVIII. Cap. IV. §. 27, 28. Dans le Pœnis néanmoins, (comme le remarquoit encore notre Auteur) sous l'Empire des Incas, on étoit fort sévère à punir les premiers crimes, pour empêcher que le Coupable n'y retombât une autre fois, & pour étouffer cette mauvaise plante pendant qu'elle étoit encore en herbe; comme aussi de peur que les autres ne se laissassent aller plus aisément à des actions, dont ils espéreroient de n'être pas punis pour la première ou la seconde fois qu'ils les commettraient. Garcil. de la Vega, Hist. des Incas, Liv. II. Chap. XIV.

(4) Je ne fais d'où est tiré ce passage. Notre Auteur se contente de dire: Nec absurdè ille: [Peccatum illud, quod sedecim annos natus commiseras, non idem erit, licet cetera omnia paria sint, cum quadragenarius fueris. Pra-

abandonne de nouveau à l'âge de quarante ans; puis qu'outre la faute inexcusable dont elle s'est rendue coupable en contractant l'Habitude de pécher, elle n'a pas profité des lumières & des forces que la maturité de son Jugement pouvoit lui fournir. C'est donc avec raison que l'on a égard à tout cela dans les Tribunaux Civils. Car on pardonne plus aisément, ou du moins on inflige une Peine moins rigoureuse à ceux qui commettent pour la première fois une faute commune & qui n'est pas énorme, qu'à ceux qui y sont revenus souvent. Quelquefois aussi on ne fait grâce qu'à condition que le Coupable se corrigera (c); de sorte que, s'il vient à retomber dans le même Crime, on le punit alors & pour le présent, & pour le passé. C'est avec cette restriction qu'on peut admettre la maxime commune: *Qu'un fait postérieur (s) n'aggrave pas un Crime passé.* De là il paroît encore, en quel sens le Droit Naturel autorise une pratique semblable à celle des anciens Perses (d), qui faisoient entrer dans l'estimation de la Peine que méritoit un Crime, la conduite passée de celui qui l'avoit commis, en sorte que, si, dans le cours de sa vie précédente, le bien l'emportoit sur le mal, il obtenoit sa grâce. Ce n'est pas que l'on prétendît par ce moyen déterminer proprement la grandeur du Crime considéré en lui-même; & je ne crois pas qu'on eût égard au passé, quand il s'agissoit de quelque action atroce, & commise manifestement par une malice préméditée. Mais cela n'avoit lieu, selon Grotius (e); ou du moins ne devoit avoir lieu que par rapport à une personne, qui n'étant pas d'ailleurs de mauvaises mœurs, s'étoit laissé surprendre aux premiers attraits de quelque objet défendu; ajoutons, ou lors que le Crime n'étoit pas avéré: car alors la considération de (6) la vie passée de l'Accusé pouvoit faire conjecturer, s'il y avoit lieu de le croire coupable, ou non; *personne n'arrivant que par degrés (7) au comble de l'infamie.* De là vient qu'autrefois, dans le Barreau Romain, l'Accusateur ne manquoit pas ordinairement d'étaler tout ce qu'il pouvoit trouver à reprendre dans la vie de l'Accusé, comme d'autre côté l'Avocat de celui-ci n'oublioit rien pour faire voir la régularité & l'innocence de toute la conduite passée de sa Partie, & il alléguoit même, s'il pouvoit, les éloges que d'autres en faisoient. Cette considération est d'autant plus forte, que la pensée de la corruption générale du Genre Humain doit obliger les Juges de la Terre à ne pas retrancher de la Société trop promptement, & sans de grandes raisons, un Citoyen en qui il paroît plus de disposition au bien qu'au mal. Cependant, quoi que dans une égalité de raisons & de preuves pour ou contre, la conduite passée de l'Accusé forme une forte présomption ou à sa décharge, ou à sa charge; lors qu'il s'est une fois bien justifié du Crime qu'on lui reproche, il peut fort bien répondre ce qu'un Ancien Auteur conseille de dire en pareil cas; (8) *Qu'il n'est pas là pour rendre compte de sa vie & de ses mœurs devant les Censeurs, mais seulement pour se disculper en Justice du Crime qu'on lui impute.* Que si un homme a entièrement (f) changé de bien en mal, les Loix ont droit alors de le punir pour deux raisons, & parce qu'il a commis tel ou tel Crime, & parce que d'honnête homme il est devenu un scélérat.

(c) Voiez I. Rois, I, 52. II, 23.

(d) Herodot. Lib. I. Cap. XIII.

(e) Lib. II. Cap. XX. §. 30. num. 3.

(f) Voiez Polyb. Excerpt. Peirest. Lib. VII. & Grotius, ubi supra.

§. XXIII. PAR tout ce que nous avons dit ci-dessus, on voit clairement que les Crimes & les Délits sont en eux-mêmes plus grands les uns que les autres, & qu'ainsi ils ne méritent pas tous la même Peine. Il faut avouer pourtant, que le genre & le degré précis des Peines infligées par les Tribunaux Humains, dépend de la volonté du Souverain, qui

Quelles règles on doit suivre dans la détermination précise de la nature & du degré des Peines?

ter inveteratum enim nec excusandum peccandi habitum, omnes tunc venia impetranda causas nobis praestidit iudicii maturitas.)

(s) Cette maxime se trouve dans le Digeste, quoi que notre Auteur ne le cite pas: Numquam crescit ex post-facto praeiudicium delicti aestimatio. Lib. L. Tit. XVII. De diversis Reg. Jur. Leg. CXXXVIII. §. 1.

(6) Deinde [in causa conjecturali] vita hominis ex anti-factis spectabitur, [ut probabile fiat] Auditor ad Herenn. Lib. II. Cap. III. Omnibus in rebus, iudices, quae graviores majoresque sunt, quid quisque voluerit, cogitarit, admisserit, non ex crimine, sed ex moribus ejus, qui arguitur,

TOM. II.

est ponderandum. Neque enim potest quisquam nostrum subito fingi, neque cujusque repente vita mutari, aut natura converti. Cicer. Orat. pro P. Sulla, Cap. XXV. Voiez aussi la Harangue pour Cluentius, Cap. XXV. à la fin.

(7) Nemo repente fuit turpissimus. ——— Juvén. Sat. II. vers. 83. Voiez aussi le passage de Cicéron, qui vient d'être cité dans la Note précédente.

(8) Sin nihil horum fieri poterit, utatur [Defensor] extrema defensione, & dicat non se de moribus ejus apud Censores, sed de criminibus adversariorum apud Judices dicere. Auditor ad Herenn. Lib. II. Cap. III.

A a a

§. XXIII.

(a) Herodot. Lib. II. pag. 90. Ed. H. Steph. Voyez aussi Diod. Sic. Lib. I. Cap. LXV.

(b) Aëtianes. Voyez Diod. Sicul. Lib. I. Cap. LX.

(c) Nommée Rhinocolure, par allusion aux nez coupez de ces gens-là.

(d) Voyez Lysurg. Orat. adv. Leocrat.

(e) Voyez Euripid. Hippol. coron. v. 147. Sall. Bell. Catilin. in Orat. Casaris; Ovid. Epist. Heroid. X. 82. Senec. Agam. vers. 989. & Herc. Fur. vers. 512. Sueton. in Tiber. Cap. LXI. Philostrat. in Vita Apoll. Thyan. L. I. (f) Charron, de la Sagesse, Liv. I. Chap. XXXIX. (VI.) §. 10. Voyez Montaigne, Liv. II. Chap. XXXVI.

(g) Voyez Elien, V. Hist. Lib. IV. Cap. VII.

(h) Voyez Socrate. Mist. Ecclesiast. Lib. VII. Cap. XLIV.

se règle principalement sur le bien de l'Etat. Un ancien Roi (a) d'*Egypte* ne voulut, pendant tout son règne, punir de mort aucun Criminel; mais il les condamnoit, chacun à proportion de son Crime, à charrier une certaine quantité de terre pour les chaufstées de la ville d'où ils étoient, de sorte que par ce moien les Villes d'*Egypte* furent rehaussées, & mises à couvert des inondations du Nil. Un autre Roi (b) de ce pais-là, trouva plus à propos, pour empêcher que le commerce de ces sortes de gens n'infectât les autres, de les reléguer tous dans une ville (c) qu'il fit bâtir exprès. Et au fond il n'est pas absolument nécessaire qu'il y ait toujours entre les Peines la même proportion, qu'entre les divers Objets qui se trouvent offensez par les différens Crimes: mais on peut punir chaque Crime en particulier, selon que le demande l'utilité publique, sans considérer s'il y a une égale ou une moindre Peine établie pour un autre Crime qui paroît moindre ou plus grand en lui-même. Platon (1) veut, que tous ceux qui voleront quelque chose de ce qui appartient au Public, soient punis de la même manière, soit que la chose dérobée se trouve de peu de valeur, ou de grand prix. Car, dit-il, celui qui vole une chose de peu de valeur, n'a pas besoin à la vérité d'une si grande force, que celui qui en vole une de grand prix, mais il est poussé par le même désir. Du reste, celui qui emporte une chose de grand prix d'un endroit où il ne l'avoit pas mise lui-même, commet certainement une injustice souveraine. La Loi veut donc que l'on punisse un Voleur plus sévèrement que l'autre, non selon la grandeur du vol, mais selon que l'un paroît plus incorrigible que l'autre. Ainsi l'égalité que les Juges doivent toujours observer indispensablement dans l'exercice de la Justice, consiste à punir également ceux qui ont également péché, & à ne pas pardonner à une personne, sans de très-fortes raisons, un Crime dont on a puni quelque autre: car, outre que cela donne lieu ordinairement à de grands troubles, on soupçonne alors les Juges de prononcer selon leurs Passions particulières, & non pas en vûe du Bien Public, de sorte que la Punition ne produit pas alors l'effet auquel elle est destinée. Cette égalité néanmoins ne doit être entendue que par rapport aux Crimes de même espèce. Car, selon que le demande le bien de l'Etat, ou selon que le Législateur le juge à propos, on punit, parmi les Hommes, certaines sortes de Crimes, plus rigoureusement que d'autres qui par eux-mêmes sont plus énormes; & moins sévèrement au contraire certains Crimes plus énormes: sans que pourtant, ni en l'un ni en l'autre cas, les Criminels, qui ont encouru la Peine portée par les Loix, aient aucun sujet de se plaindre d'une inégalité dont (2) ils avoient été avertis, & qu'il ne tenoit qu'à eux de ne pas éprouver. Le Vol, par exemple, est de lui-même beaucoup moins criminel que l'Homicide: cependant les Voleurs peuvent, sans injustice, être punis de mort, aussi bien que les Meurtriers, lors que la Loi les y condamne les uns & les autres. Il est vrai que la raison pourquoi certains Crimes inégaux par eux-mêmes sont également punis du dernier supplice, c'est qu'il n'y a point parmi les Hommes de plus grande Peine que la (d) Mort; qui est seulement plus ou moins terrible, selon qu'on se sert, pour ôter la vie, d'une voie courte & douce, ou de tourmens lents & cruels. Il y a même des gens qui aimeroient mieux mourir (e) que de mener une vie misérable; & un Auteur (f) François met au nombre des sottes opinions du vulgaire, celle qui consiste à penser bien se venger de son ennemy en le tuant: car, dit-il, c'est le mettre à l'abry & à couvert de tout mal, & s'y mettre soy: c'est lui ôter tout le ressentiment de la vengeance, qui est toutefois son principal effet. Il faut ajouter, à moins que nôtre propre sûreté ne demande, que l'Ennemi ne soit entièrement détruit. Quelquefois on flétrit (g) le cadavre ou la mémoire d'un Criminel, sur tout lors qu'il est mort depuis long-tems; comme d'autre côté on (h) efface quelquefois, après sa mort, les marques d'ignominie dont il avoit été cou-

§. XXIII. (1) Έδν τις τι κτίηη δημοίον, μήν η και σμικρόν, τ' αὐτός διὰς διί. σμικρόν τι γό ο κλάστον, ἵ- ποτι ὡς ταντῶ, δυνάμει ὃ ἐκλάστον κεκοροῦν ὃ, τι το μείζον κτίον, ὃ παταβίωσθ, ὅλον ἀδινῶ. Δίκης ἂν ὑδίντο- ρη ὑδίντορ ἐκλάστον, ὡς μαζάβας σὺ κλέμας, ὃ

verr  
rém<sup>o</sup> d'ēnē ζήμιον ἀλλὰ τῷ τ' μὴ ἵνα δὲ ἴδωμεν ἵ-  
ναι, τ' ὃ ἀλάστον. De Legibus, Lib. XII. au commen-  
cement, pag. 982. C. Ed. Wech.

(2) Ubi, quid futurum est denuntiatum, culpa patientis  
est. Calpurn. Flaccus, Declam. V.

(3) C'est

vert pendant la vie. La détermination des Peines dépend même un peu de la volonté du Législateur, quoi que cette volonté ne soit pas si absolue, qu'elle ne doive toujours envisager le bien de l'Etat; mais du moins le point précis de la Peine est véritablement un pur effet de la détermination. Ajoûtez à cela, qu'il y a des Crimes si atroces, qu'on peut très-bien, sans aucune ombre d'injustice, infliger les plus grandes Peines à ceux qui se sont rendus coupables du moindre degré de ces Crimes, ou qui en ont seulement formé le (3) dessein. Tels sont, par exemple, un dessein formé & commencé (4) d'Assassinat; un simple silence (5) sur un Crime de Trahison, ou de Lèse-Majesté, dont on est informé, sans y avoir néanmoins aucune part. J'avoue, qu'autant qu'il est possible, on doit (i) pancher vers le côté le (6) plus doux. Mais on peut fort bien augmenter envers quelcun la rigueur des Peines, si la conservation & la sûreté d'un grand nombre de gens le demande, comme, lors que le Criminel est (k) capable de faire beaucoup de mal, si on ne le punit de bonne heure. Quelquefois aussi il faut faire un exemple qui intimide les autres; sur tout lors qu'il y a quelques causes générales qui engagent au Crime (l), & dont on ne sauroit empêcher l'effet que par des remèdes violents. Les principaux de ces attraites, sont la (7) facilité de commettre certains Crimes, & le grand nombre de ceux qui le commettent tous les jours. Comme il est, par exemple, plus facile de voler du bétail qui paît à la campagne, que de dérober quelque chose dans une maison (m), la Loi Divine de Moïse punissoit plus sévèrement le premier Larcin, que l'autre. Parmi plusieurs Peuples les Vols domestiques (n) passent pour plus énormes, que ceux qui sont faits par des étrangers. Les anciens Perses (8) céloient le secret du Prince avec une fidélité merveilleuse: il n'y avoit promesse ni menace qui pût l'arracher de leur bouche; l'ancienne discipline du Royaume les obligeoit au silence sur peine de la vie. L'intempérance de la langue, parmi eux, étoit plus sévèrement châtiée que tout autre crime; & ils n'estimoient pas qu'une personne fut capable de faire rien de grand, si elle ne savoit se taire; puisque c'est la chose du

(i) Sans imiter la rigueur de Dracon, blâmée & adoucie par Solon; ni celle des Yncas, qui punissoient de mort presque tous les Crimes; Garcil. de la Vega, Hist. des Yncas, Liv. II. Ch. XII. XIII. (k) Voyez l'Apolo-  
gie pour Hérodoté, par H. Etienne, Chap. XVII. (l) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 34, 35. (m) Exod. XXII, 1. comparé avec les v. 7, 9. Voyez d'autres exemples, Digest. Lib. XLVII. Tit. XVII. De effra-  
torib. & expilatorib. Leg. II. Aristot. Problem. Sect. XXIX. Quæst. XIV. Justin. Lib. II. C. II. Dig. Lib. XLVII. Tit. XVII. De furib. balneariis, Leg. I. & Anton. Matth. de Crim. sur ce Titre, aussi bien que sur le Tit. XIV. de Abigeis; & Philon, de Specialib. Legib. au sujet de l'empoisonnement, p. 791, 792. Ed. Paris. & ce que j'en ai dit, Liv. II. Chap. V. §. 17, 18. (n) Les Loix Romaines semblerent établir le contraire. Voyez Digest. Lib. XLVIII. Tit. XIX. de Pœnit. Leg. XI. §. 1. & Ant. Matth. de Crim. Tit. de Furtis, Cap. III. §. 2, 3.

(3) C'est ce que les Empereurs Arcadius & Honorius ordonnent contre ceux qui ont tramé quelque conspiration, ou qui y sont entrez pour quelque chose, sans en être venus à l'exécution. Quisquis cum militibus, vel privatis, vel barbaris sceleratam interit factionem, aut factionis ipsius suscepit sacramentum, vel dederit, de nece etiam virorum illustrium, qui consiliis & consistorio nostro interfunt, Senatorum etiam (nam & ipsi pari corporis nostri sunt), vel cuiuslibet postremo, qui nobis militat, cogitaverit: (eadem enim severitate voluntatem sceleris, quæ effusum, puniri jura voluerunt) ipse quidem, nupte Majestatis reus, gladio feriat, bonis ejus omnibus fisco nostro additis. Cod. Lib. IX. Tit. VIII. Ad Leg. Jul. Majestatis, Leg. V. princ. Voyez là-dessus Grotius, dans ses Florum spars. in Jus Justinian. En effet, comme le dit Sénèque, l'exécution ne fait que découvrir la malice, qui étoit déjà toute formée. Exercetur & aperitur opere nequitia, non incipit. De Benefic. Lib. V. Cap. XIV. Voyez Quintilian. Declam. CCCLXII. Tacit. Hist. Lib. II. Cap. LXXVII. Plutarch. in Caesar. & Vellei. Patere. Lib. II. Cap. VIII. C'est pourtant (disoit notre Auteur) une sentence trop rigoureuse que celle des Juges de l'Arcéopage, qui condamnerent à mort un enfant pour avoir crevé les yeux à quelques Corneilles; parce que cela marquoit un très-mauvais naturel, & que, si cet enfant devenoit grand, il étoit à craindre qu'il ne fit du mal à bien des gens. Quintil. Inst. Orat. Lib. V. Cap. IX.

(4) Lege Cornelia de fisciis & beneficiis tenetur qui... hominis occidendi furtive faciendi causa cum telo ambulaverit... Divus Hadrianus rescriptit, eum qui... hominem occidit, sed vulneravit, ut occidat, pro homicida damnandum. Digest. Lib. XLVIII. Tit. VIII. Leg. I. princ. & §. 3. Voyez Philon Juif, de confus. ling. p. 143. C. & de Special. Legib. p. 791. Ed. Paris. & Lyfias, Orat. in Simonem, Cap. XII.

(5) Cela paroît par l'exemple du Conseiller de Thow, dans Benjamin Priol. Hist. Gall. Lib. I. Cap. VI. & de David Berchin, dans Buchanan, Rerum Scotic. Lib. VIII. Voyez d'autres exemples de Crimes, qui peuvent être sévèrement punis, quoi qu'ils paroissent peu considérables en eux-mêmes, ou qu'ils ne soient que commencés: Digest. Lib. XLVIII. Tit. VIII. Ad Leg. Corn. de fisciis &c. Leg. III. §. 1, 2, 3. Lib. XLVII. Tit. XI. De extraord. crimin. Leg. I. §. 2. Valer. Max. Lib. VI. Cap. I. §. 8. Elian. Var. Hist. Lib. XIV. Cap. XXVII. Diod. Sicul. Lib. XI. Cap. LIV. Voyez aussi Ant. Matth. de Crim. Proleg. Cap. I. §. 5, 6. & ad Lib. XLVIII. Digest. Tit. V. Cap. III. §. 10. & Tit. XVIII. Cap. IV. Cass. Zoogler, sur Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 39.

(6) C'est la seconde partie de la Clémence; l'autre consistant à exempter entièrement de la Peine, lors que le bien de l'Etat ne demande pas nécessairement qu'on punisse. Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 36. & le Parrhasiana, Tom. II. pag. 182, & suiv. C'est aussi une des Regles du Droit Civil, que dans l'explication des Loix Penales. ou dans une application douteuse, il faut pancher toujours vers le côté le plus doux. In penalibus causis benignius interpretandum est. Digest. Lib. L. Tit. XVII. De divers. Reg. Juris, Leg. CLV. §. 2.

(7) Voyez un beau passage de Cicéron, que l'on a rapporté ci-dessus, Liv. V. Chap. VIII. §. 4. à la fin.

(8) More quodam Persarum, arcana Regum mirâ celantium fide: non metus, non spes elicit vocem quâ prodantur occultis; verum disciplina Regum silentium vita periculo sancerat. Lingua gravior castigatur, quam ullum probum: nec magnam rem sustineri posse credunt ab eo, cui tacere grave sit; quod homini facillimum voluerit esse natura. Q. Curt. Lib. IV. Cap. VI. §. 5, 6. Ed. Cellar. J'ai suivi la version de Vaugelas.

*monde, que la Nature a rendue la plus facile à l'homme.* Pour ce qui est des Vices qui ont passé en coutume, s'il faut ainsi dire, dans un País, (car nous avons parlé ailleurs de l'habitude que chacun contracte en son particulier) quoi que cela même qu'ils sont communs diminue quelque chose de la faute, ou de l'énormité du fait en lui-même; elle demande (9) néanmoins à un autre égard une punition plus rigoureuse, qui soit capable d'arrêter le cours de l'iniquité. *Grotius* (10) remarque là-dessus judicieusement, que, les Juges, dont la fonction est de considérer combien chaque Criminel est coupable, doivent adoucir la Peine, lors que le Criminel a été entraîné par le torrent des mauvais exemples; parce que cela l'excuse en quelque manière. Mais, quand il s'agit de faire des Loix, pour réprimer un abus ou un Vice qui a passé en coutume, cette raison engage à établir des Peines plus rigoureuses; parce que les Loix envisagent la Punition par rapport au bien général de la Société, plutôt que par rapport à ce que mérite le Crime de tel ou tel Particulier. Cependant, lors qu'un Vice est devenu si commun, qu'on ne sauroit punir tous les Coupables, sans détruire l'Etat, ou sans faire du país un désert; il vaut mieux alors que la Loi se taise: car, selon la maxime d'un ancien Législateur, (11) *il ne faut établir des Loix que pour ce qu'il est possible d'obtenir, si l'on aime mieux faire un exemple utile du châtimement de quelque peu de personnes, que d'en punir un grand nombre sans aucun fruit.* Enfin les besoins de l'Etat obligent quelquefois à relâcher de la sévérité des Loix. Si, par exemple, dans le tems qu'il survient une Guerre, un brave Capitaine a été condamné à mort; qui doute qu'alors on ne doive faire grace au Criminel, si son service est nécessaire à l'Etat, & qu'on ne trouve pas assez d'autres Officiers aussi habiles que lui? C'est ainsi qu'après la fatale bataille de Cannes (12), le Dictateur *Marc Junius Péra* fit publier, *qu'il déchargeroit de la peine & du paiement, tous ceux qui avoient commis quelque Crime digne de mort, ou qui étoient en prison pour Dettes; s'ils vouloient prendre parti dans les troupes qu'il levoit.*

(9) Lib. II. Cap. XX. §. 35.

Quelle est la juste mesure des Peines?

§. XXIV. DE LA il paroît, à mon avis, que, dans les Tribunaux Civils, il n'y a point de *Justice Vindicative*, qui impose à chaque Crime & à chaque Délit une certaine Peine invariablement déterminée par la Nature, & que l'on doit toujours infliger nécessairement: mais que la véritable & juste mesure des Peines, parmi les Hommes, c'est l'utilité publique, en vû de quoi la Prudence du Gouvernement oblige à augmenter ou à diminuer la rigueur de la Punition, selon que l'un ou l'autre est plus à propos pour arriver à ce but; en sorte néanmoins que le degré des Peines est susceptible d'une grande étendue. La Punition (1) est donc trop rigoureuse, lors que l'on a en main d'autres moïens plus doux pour obtenir les fins que l'on se propose en punissant: & elle est au contraire trop modérée (a), lors qu'elle n'a pas assez de force pour produire ces effets, c'est-à-dire, pour réprimer la malice des Citoyens, & pour procurer la tranquillité & la sûreté intérieure de l'Etat, en un mot lors que les Méchans s'en moquent, bien loin de la redouter. Si le Législateur pèche du premier côté, il passe avec raison (b) pour cruel & inhumain. Mais lors qu'il pèche de l'autre, il rend la Punition inutile, & lâche la bride aux Vices. Car les Hommes pesant d'ordinaire comme dans une balance les avantages & les désavantages qui peuvent revenir d'une Action sur laquelle ils délibèrent; si le profit ou le plaisir qu'ils espèrent d'un Crime, l'emporte sur le dommage ou la douleur que leur causera la Peine dont ils

(a) Voyez *Aul. Gell.* Lib. XX. Cap. I. au sujet de *Lucius Veratius*.

(b) Voyez *Hobbes*, de *Cive*, Cap. III. §. 11.

(9) *Nonnumquam evenit, ut aliquorum malefactorum supplicia exacerbentur, quotiens nimirum multis personis grassantibus exemplo fit.* Digest. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De *Panis*, Leg. XVI §. 10. Voyez *Claudian*, in *Eutrop.* Lib. II. vers. 11. & *segg.* & *Tacit.* Annal. Lib. III. Cap. LIV. vers le commencement.

(10) *Διὶ τὸ πλεονεξίας τὸ δυνάτον γαστράδου τὸ νόμον, οἱ βέλτεροι χρησιμότεροι ὄντες, ἀλλὰ μὴ πολλοὶς ἀρχέμενοι πολεμίζουσιν.* *Solon apud Plutarch.* in *ejus Vita*, p. 90. A. Ed. *Wech.* Voyez ci-dessus, §. 17. Not. 8.

(11) *Ad ultimum prope desperata Reipublica auxilium, quum honesta utilibus cedunt, descendit, edixitque: Qui capitalem fraudem ausi, quique pecunia judicari in vinculis essent; qui eorum apud se milites fierent, eas noxa pecuniaeque sese exsolvi jussurum.* Tit. Liv. Lib. XXIII. Cap. XIV. Voyez un mot de *Fabrice*, rapporté par *Aul. Gell.*, Lib. IV. Cap. VIII. & *Grotius* sur I. *Ross*, II, 6.

§. XXIV. (1) Voyez les *Essais de Montaigne*, Liv. I. Chap. XL pag. 309. Ed. de Paris, in fol. & Chap. XXVII. pag. 515.

ils sont menacez, il est clair que la vûe de cette Punition n'est pas un frein assez puissant pour les détourner du Vice (c).

§. XXV. \* A J O Û T O N S encore, que la même Peine ne faisant pas les mêmes (a) impressions sur toutes sortes de gens, & n'ayant pas par conséquent une égale force pour les détourner du Crime; on doit considérer, & dans les Loix générales, & dans leur application aux Particuliers, la personne (1) même du Coupable, avec son âge (2), son sexe, son état & sa condition, les richesses, les forces, & autres semblables qualitez, qui rendent la Peine plus ou moins sensible. En effet, telle amende incommodera un homme pauvre, qui n'incommodera point un riche; & telle marque d'ignominie sera très-mortifiante pour une personne d'un rang honorable, qui passera pour une bagatelle dans l'esprit d'un homme de basse condition. Les Hommes ont beaucoup plus de force, que (3) les Femmes, pour subir un châtiment; les Hommes-faits, plus que les Enfants. Il ne s'ensuit pourtant pas de là, que, dans la Punition, on suive les règles de la *Proportion Géométrique*, ou, comme d'autres (b) s'expriment, de la *Proportion Harmonique*: mais il n'y a ici qu'une simple comparaison entre le Crime, & la Peine, pour les égaier l'un à l'autre; égalité qui demande que l'on ait égard à la condition Naturelle & Civile du Coupable, c'est-à-dire, aux qualitez qui servent à augmenter ou diminuer l'atrocité du fait, ou l'impression & le sentiment de la Peine: car lors qu'en vûe de quelque autre qualité, qui n'a nul rapport à aucune de ces deux choses, on traite inégalement ceux qui ont mérité la même punition, c'est une injuste acception des personnes, qui, comme le remarque (c) *Grotius*, se trouve souvent dans les Loix Romaines. Par exemple, lors (d) qu'un Mari avoit tué sa Femme surprise en flagrant délit, si c'étoit un homme de basse condition, on le condamnoit à un bannissement perpétuel; au lieu que si c'étoit une personne distinguée, ou revêtue de quelque Dignité, on se contentoit de le reléguer pour un tems: comme si l'affront qu'une Femme fait à son Mari en accordant ses faveurs à un autre homme, n'étoit pas aussi sensible au moindre Artisan, qu'au plus grand Seigneur! & comme s'il n'étoit pas aussi fâcheux pour le premier, que pour le dernier, de se voir banni de sa Patrie.

Il faut remarquer enfin, qu'il y a des genres de Peines qui sont accompagnez en certains Païs d'une ignominie toute particulière, comme (4) est, par exemple, la corde, &c. Il y en a d'autres au contraire qui renferment quelque chose d'honorable, comme l'*Ostracisme*

§. XXV. (1) Et omnino, ut in ceteris, ita hujusmodi castis, ex personarum conditione, & rerum qualitate, & diligenter sunt astimanda, ne quid aut durius, aut remissius constituatur, quam causa postulat. Digest. Lib. XLVII. Tit. IX. De incendio, ruina, &c. Leg. IV. §. 1. Voiez aussi Leg. XII. §. 1. & Tit. X. De injur. & famosis libellis, Leg. XLV. Tit. XI. De extraord. criminib. Leg. VI. Tit. XII. De sepulcro violato, Leg. XI. Tit. XIV. De abigeis, Leg. I. §. 3. Tit. XVII. De furib. balneariis, Leg. I. Tit. XVIII. De effrañtorib. & expilator. Leg. I. §. 1. & Leg. II. Tit. XX. Stellionatus, Leg. III. §. 2. Tit. XXI. De termino moto, Leg. II. Lib. XLVIII. Tit. VIII. Ad Leg. Corn. de scariis &c. Leg. III. §. 5. Leg. XVI. Tit. X. De Leg. Corn. de falsis &c. Leg. I. §. 13. Tit. XIX. De Panis, Leg. X. Leg. XVI. §. 3. Leg. XXVIII. Mais, dans la plupart de ces Loix, il y a une injuste acception des personnes, telle que nôtre Auteur la blâme un peu plus bas; comme on le verra d'abord, si on prend la peine de les examiner.

(2) Sacrilegii panam debet Proconsul pro qualitate persona, proque rei conditione, & temporis, & aetatis, & sexus, vel severius, vel clementius statuere. Digest. Lib. XLVIII. Tit. XIII. Ad Leg. Jul. peculatus &c. Leg. VI. princ. Voiez aussi Lib. IV. Tit. IV. De minoribus &c. Leg. XXXVII. §. 1. Lib. XLVIII. Tit. V. Ad Leg. Jul. de adult. Leg. XXXVIII. §. 24. Leg. XXXIX. §. 4. Tit. XIII.

Ad Leg. Jul. peculatus, Leg. V. §. 3. Lib. L. Tit. XVII. De divers. Reg. Jur. Leg. CVIII. Voiez aussi Ad. Olearius, Itin. Pers. Lib. III. Cap. VI.

(3) En *Mauritanie* pourtant (ajoutoit nôtre Auteur) on punit aujourd'hui plus sévèrement les femmes, qui ont été debauchées, que les hommes avec qui elles ont eu commerce; parce qu'on suppose que le plus souvent les femmes sont elles-mêmes la cause, par leur coquetterie & leurs manières libres, de l'amour dont les hommes s'enflamment pour elles, & des entreprises des Gallants.

(4) Voiez *Homer*. Odyss. Lib. XXII. vers. 465. & seqq. *Enripid*. in *Helen*. vers. 306. & seqq. *Plin*. Hist. Natur. Lib. II. Cap. LXIII. *Dion. Chrysost.* Orat. XXII. ad *Alexandrin*. pag. 376. C. Ed. *Morell*. Au contraire parmi les *Turcs*, dans la famille des descendans d'*Osman*, on étrangle ceux que l'on veut faire mourir, pour ne pas arroser, dit-on, la terre d'un sang si illustre. Selon les anciens *Hébreux*, ce supplice, & celui d'être lapidé, passaient pour plus honorables, que celui d'avoir la tête tranchée. Voiez *Selden*. de J. N. & G. Lib. VII. Cap. VI. Voiez d'autres exemples, Digest. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Panis, Leg. XXVIII. §. 2. Leg. Burgund. Tit. X. Additament. I. *Senec.* de constantia sapient. Cap. IV.

(c) Voiez *Hobbes*, de *Cive*, Cap. XIII. §. 16. & *Leviath.* C. XXVII. *Veltbuisen*, de *Princ. Just. & Decor.* p. 200. Ed. in 12. *Rich. Cumberland*, de *Leg. Nat.* C. V. §. 39.

\* La Peine doit être proportionnée aux diverses impressions qu'elle fait sur différentes personnes.

(a) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XX. §. 33.

(b) *Badin*. de *Republ.* Lib. VI. Cap. ult.

(c) *Ubi supra*.  
(d) *Digest.* Lib. XLVIII. Tit. VIII. Ad Leg. Corn. de scar. Leg. I. §. 5. Voiez aussi *Edict. Theodoric.* Cap. XCI. & *Ziegler*, sur *Grotius*, ubi supra.

(e) Voiez Virg. *Æn.* X, 830. ibique *La Cérda*.

Si l'on doit toujours punir chaque Crime de la même manière qu'il l'étoit autrefois par les Loix de Moïse ?

(a) Chap. IX. vers. 6.

(b) Voiez *Antiphon*, Orat. XV. *Libanius*, *Progyrn. Loc. Commun. contra Homicid.*

(c) Voiez *Grotius*, sur l'endroit de la *Genèse*, dont il s'agit, & sur *Matth.* V, 40.

(d) En suivant même l'explication que donne *Grotius*, Lib. I. Cap. II. §. 5. Voiez aussi les *Florum spars.* ad *Jus Jus.* in. ad *Leg. Corn. de fcar.*

(e) Voiez *Aëz.*, XXVIII, 4.

(f) Voiez *Selden.* de *J. N. & G. &c.* Lib. IV. Cap. I. & *Philon.* de *Leg. Special.*

*cisme* (s) parmi les anciens *Asbénien*s. C'est aussi une espèce de consolation, que de mourir de la main d'une (e) personne distinguée.

§. XXVI. AU RESTE, il n'est pas nécessaire, à mon avis, que, dans tous les Etats, on punisse chaque Crime de la même manière que cela étoit réglé par les Loix de *Moïse*. Car le naturel de chaque Peuple, & les intérêts de chaque Etat, étant différens à bien des égards, de ceux des *Juifs*; on est obligé d'y accommoder les Peines, & l'on ne sauroit toujours suivre en cela les Loix du Pentateuque, qui étoient purement Positives, & proportionnées aux besoins du Peuple, pour qui elles étoient faites.

On peut douter néanmoins, s'il ne faut pas prendre pour une règle universelle la Peine de l'Homicide, dont il est parlé dans (a) la *Genèse* : car les paroles de DIEU, telles que les rapporte l'Historien sacré, semblent regarder tout le Genre Humain; & il y a une raison manifeste qui autorise à faire mourir les Meurtriers, c'est que quand un Homme a été assez méchant pour en tuer un autre de propos délibéré (b), on ne sauroit désormais se croire suffisamment à couvert de ses insultes, à moins qu'on ne lui ôte la vie, comme il en a dépouillé l'innocent. Cependant, si, dans certaines circonstances, où le bien de l'Etat le demande, on ne punit pas de mort un Homicide (c), on ne fait par là, à mon avis, rien de contraire à la Loi, dont il s'agit, qui peut être entendue (d) avec cette restriction : car la détermination précise de toute Peine est de Droit Positif & doit varier par conséquent selon les besoins de l'Etat. Quelques-uns soutiennent même, que ce n'est pas tant une Loi, qu'une simple menace que Dieu fait de punir les Meurtriers, ou par le moyen des autres Hommes, ou par quelque (e) accident tragique (1), quand même ils échapperoient à la vengeance des Tribunaux de la Terre. Et les Docteurs Juifs (f) ont cru que Dieu donnoit par là une simple permission de punir l'Homicide du dernier supplice, lors qu'on le jugeroit à propos. Je ne voudrois pourtant pas que l'on eût trop d'indulgence pour les Meurtriers, & qu'on leur laissât la vie, sans de très-fortes raisons. Je n'approuverois pas non plus ce que l'on trouve dans une Constitution des Rois de *Pologne*, où en établissant une Peine légère pour les Gentilhommes qui ont tué quelqu'un, on s'exprime ainsi : *Nous modérant la rigueur de la Loi Divine &c.*

Il ne faut pas oublier de dire ici un mot sur une question que l'on agite avec beaucoup de chaleur, savoir, s'il est permis de punir de mort les Voleurs ? *Grotius* (2) témoigne du panchant pour la négative : mais plusieurs (3) Législateurs ont établi le contraire, & les *Juifs*

(1) *Εἴ τις γὰρ τι καὶ πόλεως [ἡρώδης] ἀξίωμα.* *Plutarch.* in *Nicia*, pag. 530. E. Voiez aussi la Vie d'*Alcibiade*, pag. 197. B.

§. XXVI. (1) Ces paroles ne doivent même s'entendre que de ce qui arrive ordinairement. Voiez le Commentaire de *Mr. Le Clerc*.

(2) *Lib. II. Cap. I. §. 14.* où il dit, que les Loix n'ont pas droit de punir de mort toutes sortes de Crimes, mais seulement ceux qui sont assez atroces pour mériter que le Coupable soit retranché de la Société Humaine. Mais *Gronovius* remarque là-dessus judicieusement, que les fautes les plus légères en elles-mêmes peuvent devenir des Crimes dignes de mort, lors qu'elles regardent des choses, dont il est aisé de s'abstenir, & que l'on a eû de bonnes raisons de défendre sur peine de la vie : car en ce cas-là, celui qui viole la Loi ne doit s'en prendre qu'à lui-même. C'est là-dessus qu'est fondée la rigueur de la Discipline Militaire; & l'on voit que DIEU défendit à *Adam* & à *Eve*, sous peine de mort, de manger du fruit d'un certain Arbre, ce qui étoit une chose d'elle-même fort indifférente.

(3) Voiez la Note suivante. A *Athènes*, les Voleurs n'étoient condamnés qu'à rendre le double, si la chose dérobée étoit encore en nature; ou dix fois autant, si le Propriétaire ne pouvoit se dédommager qu'en recevant la valeur : mais lors que le vol avoit été commis

de nuit, ou dans quelque lieu des Exercices, ou dans le Port, ou sur le Marché, ou dans un Bain public; le Voleur étoit puni de mort sans remission. Voiez *Demosth.* Orat. advers. *Timocras.* & *Aristot.* Problem. Sect. XXIX. Cap. XIV. Il est vrai que d'autres Législateurs ont établi des Peines moins rigoureuses. On sait que le Droit Romain condamne les Voleurs pris sur le fait à la restitution du quadruple; & les autres à la restitution du double. Voiez *Institut.* Lib. IV. Tit. I. *De Obligationibus quæ ex delicto nascuntur*, §. 5. *Justinien* défend même de couper aucun membre à un simple Voleur, *Novell.* CXXXIV. Cap. XIII. quoi qu'il n'y ait d'ailleurs rien qui empêche, qu'on ne punisse quelqu'un dans la partie même qui a servi d'instrument au Crime; comme plusieurs l'ont pratiqué. Voiez *Elie.* Var. Hist. Lib. XIII. Cap. XXIV. *Lamprid.* in *Alexandr.* Cap. XXVIII. *Vulcat.* *Gallican.* in *Avid.* *Cass.* Cap. IV. *Cujacius.* *Observ.* Lib. VII. Cap. XIII. Mais *Ant. Matthaus* (de *Crimin.* Tit. de *Furtis*, Cap. II.) remarque judicieusement, que la raison pour quoi l'Empereur *Justinien* fit cette Ordonnance, ce fut qu'il considéra, que la misère ou la fainéantise portent la plupart des Voleurs à prendre le bien d'autrui : ainsi il ne voulut pas qu'en leur coupant les mains on leur ôtât les instrumens nécessaires pour se corriger d'un tel Vice, mais plutôt qu'on les obligât à s'en servir, en les faisant travailler par force.

(4) L'Em-

*Juifs* (g) même l'ont pratiqué à l'égard des *Profélytes de la Porte*. J'avoue, qu'il y a des Juges qui sont trop prompts à faire pendre les Voleurs, & qu'il vaudroit mieux quelquefois pour le bien de l'Etat qu'on se contentât (h) de condamner ces malheureux aux galères, ou à la brouette. Mais je suis assuré que l'on peut légitimement décerner la Peine (4) de mort contre les Voleurs, lors qu'on a de bonnes raisons pour en user avec cette rigueur. Les principes établis ci-dessus suffisent pour résoudre toutes les Objections (i) des partisans du sentiment opposé.

§. XXVII. \* IL n'est pas non plus toujours nécessaire de suivre la (1) Loi du *Talion* (a), qui veut que l'on fasse souffrir au Coupable le même mal qu'il a fait. Car 1. cela ne sauroit avoir (b) lieu à l'égard de plusieurs Crimes, tels que sont, par exemple, l'Adultère; la Fornication, & les autres conjonctions illicites, le Crime de Lèse-Majesté, la Médifance, les Injures, la Calomnie, l'empoisonnement, les actes de Faussaire, la Supposition d'enfant de part ou d'autre, le fait de ceux qui procurent un Avortement, le (2) *Plagiat*, les Brigues, l'Inceste, le Sacrilège, l'éloignement des (3) bornes d'un voisin, la (4) violation des Sépulcres, le (5) *Stellionat*, la *Prévarication*, & autres actions semblables. Les Loix même qui ordonnent la Peine du *Talion*, ne l'étendent qu'aux injures ou au mal que la personne lésée a souffert en son corps. 2. De plus, quand même on pourroit supposer un cas où la juste mesure de la Peine fût de traiter le Coupable de la même manière qu'il a traité les autres, sans que d'ailleurs la condition ou l'état de la personne offensée, le lieu, le tems, la qualité, ou le motif de l'Action, & autres pareilles circonstances, contribuassent en rien à augmenter ou diminuer l'énormité du fait; la Peine du *Talion* toute seule ne seroit pas assez convenable, ni bien proportionnée au Crime. Si un Païsan, après

(g) *Selden. de J. N. & G. & c. Lib. VII. C. VI. Voiez aussi Joseph. Archael. Jud. Lib. XVI. Cap. I.*  
(h) Voiez ci-dessus, §. 23. au commencement; & *Thom. Morus, Utopia Lib. I.*  
(i) Sur tout d'Ant. Matthæus, de Crim. Tit. de Furtis.

\* De la Loi du *Talion*.  
(a) Voiez *Gratius, Lib. II. Cap. XX. §. 32.*  
(b) D'où il paroît, que l'Empereur *Théodose*, eut raison d'abolir la coutume d'enfermer dans un bordel les femmes surprises en adultère. Voiez *Socrat. Hist. Ecclesiast. Lib. V. C. XVIII.*

(4) L'Empereur *Frédéric II.* fit une Loi, portant que quiconque voleroit la valeur de cinq sols (*Solidi*) seroit pendu. *Fendorf. Lib. II. Tit. XXVII. §. 8. Charles-Quint* ordonne la même chose dans ses *Constit. Crimin.* quoi que le prix de l'argent eût baissé depuis *Frédéric II.*

§. XXVII. (1) Notre Auteur citoit ici plusieurs passages, & faisoit confusément plusieurs Remarques historiques, que je vais abréger, & mettre dans quelque ordre. On attribue, dit-il, cette opinion aux *Pythagoriciens*, qui définissoient la Peine, par *Antiphrastes*, c'est-à-dire, lors que l'on souffre la même chose que l'on avoit fait souffrir. Voiez *Aristot. Ethic. Nicom. Lib. V. Cap. VIII.* On appelloit aussi le *Talion*, droit de *Rhadamanthe*, à cause du vers suivant que l'on cite de ce Juge sévère :

*Εὐς ὁδὸς τὰ ἄϊστα, δὴν ἂ ἰδὴν γνοῖτο.*  
*Aristot. ibid.* Voiez la même pensée dans *Ovid. de Arte amandi, Lib. I. v. 655, 656. Polyb. Excerpt. Peirest. Lib. XII. Quintilian. Declam. XI. p. 154. Senec. Lib. V. Controv. Præfat. pag. 276.* A l'égard de la Loi du *Pentareuque*, *Oenil pour œil, & dent pour dent*, (*Exod. XXI. 23. Levit. XXIV. 20.*) la plupart des Docteurs Juifs reconnoissent que l'on pouvoit se racheter de la Peine du *Talion* par une amende; & l'on a remarqué, que c'étoit une façon de parler proverbiale, dont le sens se réduit à ceci, que la Peine en général doit être proportionnée à l'énormité du Crime. Voiez *Joseph. Antiq. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. Bodin. de Republ. Lib. VI. Constant. L'Empereur, in Baba-Kama, Cap. VIII. §. 1. [& le Comment. de Mr. Le Clerc sur Exod. XXI. 24.]* On allégué aussi quelques Loix qui condamnent les Calomnieux, & ceux qui ont voulu faire du mal à leur prochain de quelque autre manière, à éprouver le même traitement qu'ils se proposoient de lui faire, ou la même punition qu'ils avoient tâché d'arriver sur lui. *Quisquis crimen intendit, non impunitam fore novit licentiam mentendi: cum calumniantes ad vindictam poscat supplicii similitudo.* *Cod. Lib. IX. Tit. XLVI. De Calumniatoribus, Leg. X. Voiez aussi Tit. II. De accusationibus, & inscriptionibus, Leg. XVII. Tit. XII. Ad Leg. Jul. de vi publica, vel privata,*

*Leg. VII. & Dent. XIX. 19. Joseph. Ant. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. Diodor. Sicul. Lib. I. Cap. LXXVII.* Mais, quoi qu'il n'y ait rien d'injuste dans une telle sentence, les Calomnieux, par exemple, ne pouvant jamais être trop sévèrement punis (Voiez *Isocrat. de Permutatione, pag. 540, 541. Plin. Panegy. Cap. XXXV. num. 3. Quintilian. Declam. XI. & CCCXXXI. Constitut. Sicul. Lib. II. Cap. XIV.*); ces Loix renferment quelque chose de plus que la Peine du *Talion*, puis qu'elles punissent un Crime qui n'est que commence, comme s'il avoit eu son plein & entier effet: de même que, par la Loi divine de *Moïse*, un Mari, qui avoit diffamé la Femme sans sujet, étoit puni de la même manière, que celui qui avoit débauché une fille. Voiez *Dent. XXII. 19, 29.* Les Loix des *XII. Tables* dérogeoient à la Peine du *Talion* contre ceux qui avoient estropié quelqu'un; mais ce n'étoit qu'au cas qu'ils ne voulussent pas s'accommoder avec la personne lésée, ou qu'ils n'eussent pas de quoi payer l'amende. *SI MEMBRUM RUPIT, NI CUM EO PACIT, TALIO ESTO.* Voiez *Aul. Gell. Noct. Attic. Lib. XX. Cap. I.* Dans la suite même le *Talion* fut entièrement aboli à Rome, comme il paroît par les *Institutes, Lib. IV. Tit. IV. De Injuriis, Leg. VII.* Voiez *Ant. Murth. de Crim. Tit. de Injuriis, Cap. II. §. 3.* Voiez aussi la Loi de *Charondas*, dans *Diodore de Sicile, Lib. XII. Cap. XVII. & Aristot. Rhetor. Lib. I. Cap. VII. in fin. Petrus Tholosan. Syntagm. Lib. XXXI. Cap. X.*

(2) *Plagium*. C'étoit lors que l'on prenoit par force ou que l'on achetoit pour Esclave une personne que l'on savoit être libre, ou lors que l'on s'approprioit ou que l'on retenoit de mauvaïse foi un Esclave d'autrui. Voiez *Digest. Lib. XLVIII. Tit. XV. De Lege Fabia de Plagariis.*

(3) Voiez *Digest. Lib. XLVII. Tit. XXI. de termino moto.*

(4) Voiez *Digest. Lib. XLVII. Tit. XII. De sepulchro violato.*

(5) Voiez ci-dessus, Liv. III. Chap. VII. §. 11. à la fin.

(6) *Arist-*



après avoir donné un soufflet à un autre Païsan dans une maison particulière, doit en recevoir autant de l'Offensé; celui-ci pourra-t-il si bien mesurer son coup, qu'il applique un soufflet ni plus ni moins rude que celui qu'il a reçu (c)? Que si l'exécution doit se faire par un tiers, comment pourra-t-il savoir avec quelle force le soufflet a été donné, pour frapper justement de la même manière? 3. Il y a plusieurs Délits, par rapport auxquels la Peine du Talion seroit trop rigoureuse, à la prendre tout crûment, sans avoir égard à la différence des personnes, & sans distinguer s'il y a eu de la malice, ou simplement de l'imprudence, dans le fait dont il s'agit. (6) Supposons, par exemple, qu'un homme d'une Famille honnête ait donné un soufflet à un portefaix, pour qui c'est un léger affront; ne seroit-il pas trop dur de permettre au portefaix de lui rendre le soufflet? Si en donnant un soufflet à quelqu'un on lui crevait l'œil sans y penser avec une bague, que l'on a au doigt, dont le diamant est taillé en pointe; ne seroit-il pas trop dur d'être condamné à avoir un œil crevé? 4. Enfin, la Peine du Talion seroit trop légère pour certains Crimes, soit à cause de la disproportion de la condition de l'Offenseur, & de celle de l'Offensé; soit à cause de la différence des lieux, des tems, & d'autres circonstances. *Grotius* (d) allégué aussi de bonnes raisons pour faire voir en général, que la Loi du Talion ne sauroit être observée à la rigueur & dans toute son étendue. *Il n'est pas juste*, dit-il, *que celui qui a fait du mal à autrui de propos délibéré, & sans y être poussé par quelque raison qui diminue considérablement l'énormité du Délit, ne souffre (c) qu'autant de mal qu'il en a causé..... En effet, il est contre l'Equité Naturelle, que le Coupable n'ait pas plus à craindre que l'Innocent; & ce ne seroit pas pourvoir suffisamment à la sûreté des Hommes, que d'établir des Loix qui laissassent les Gens-de-bien exposés à des insultes plus fâcheuses, que les Peines dont on menace les Méchants, qui d'ailleurs trouvent quelque avantage dans l'espérance qu'ils ont ou de n'être pas découverts, ou de prendre la fuite, ou d'échapper par quelque autre voie à la sévérité de la Justice. Ajoutez à cela, qu'il y a des Crimes, dont on punit l'exécution imparfaite aussi rigoureusement que l'exécution pleine & entière; comme cela se voit dans la Loi des Juifs au sujet (f) des Faux-témoins, & dans celle des Romains (7) contre ceux que l'on a vû aller armez à dessein de tuer quelqu'un. Or un Crime achevé mérite sans contredit une plus grande punition, que celui qui n'est que commencé. Cependant, comme il n'y a point de plus grande Peine que la Mort, & qu'on ne sauroit la faire souffrir plus d'une fois; on en demeure là nécessairement, avec cette différence qu'on y ajoute quelquefois de cruels tourmens, selon l'atrocité du Crime, ou quelque ignominie dont on flétrit ou le patient même, ou son cadavre & sa mémoire.*

§. XXVIII. VOILA pour ce qui regarde les Peines que l'on inflige à un Coupable, en vûe de quelque Crime dont il est l'Auteur propre & unique. Mais les Tribunaux Humains punissent aussi quelquefois certaines personnes à cause d'un Crime qui a été commis par d'autres. Sur quoi il est certain d'abord (a), que ceux qui sont véritablement complices des Crimes de quelqu'un, de la manière (b) que nous l'avons expliqué ailleurs, peuvent être punis à proportion de la part qu'ils y ont; puis qu'en ce cas-là ils souffrent au fond pour leur Crime propre, plutôt que pour le Crime d'autrui. Mais parmi les Hommes, il y a cette différence entre la Peine, & la réparation du Dommage, que les Juges condamnent plus aisément à la dernière toute seule, qu'à l'une & à l'autre en même tems; l'imprudence, ou la légèreté de la faute, fournissant une excuse plus valable pour obliger à relâcher la Peine, que pour dispenser de réparer le Dommage (c). A

(c) Voyez *Lex Wisigoth.* Lib. VI. Tit. IV. Cap. III.

(d) Lib. II. Cap. XX. §. 32.

(e) Voyez *Apocal.* XVIII, 6. *Strab.* Lib. XV. *Diog. Laërt.* in *Solon.*

(f) *Dent.* XIX, 19. Voyez aussi *Exod.* XXII, 9. & *Ediç.* *Regis Theodorici.* Cap. XIII. & L.

Comment on punit un Corps, ou une Communauté?

(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XXI. §. 1.

(b) Voyez *Liv. I.* Chap. V. §. 14. *Liv. III.* Chap. I. §. 4. 5. & *Jacob. Godefred. disc. ad Cod.* Lib. IX. Tit. VIII. *Ad Leg. Jul. Majestatis.* Leg. V. Cap. IX. & X.

(c) Voyez la Loi de *Thom. Randolph.* Vice-Roi d'Écosse, rapportée par *Buchanan*, Lib. IX.

(6) *Aristote* se sert de cette preuve, & d'un exemple tout semblable, pour faire voir que la Loi du Talion ne sauroit être toujours pratiquée. Πολλὰ καὶ τὸ διαφανὲς [τὸ δικαίον τὸ ἀντιποιεῖσθαι] οἷον εἰ ἀρχὴν ἔχον ἰπτάσθην, ἢ δὴ ἀντιπληρῆσαι καὶ εἰ ἀρχὴν ἔχον ἰπτάσθην, ἢ ἀντιπληρῆσαι μόνον δὲ, ἀλλὰ καὶ καλεσθῆναι. ἔτι τὸ ἰκύνειν καὶ τὸ ἀνδρῶν διαφύγει πολλόν. „Le Talion ne s'accorde pas souvent avec la Justice. Si un Magistrat, par exemple, a battu quelqu'un, celui-ci ne doit pas le battre à son tour.

„ Si au contraire quelqu'un a battu un Magistrat, il doit non seulement être battu à son tour, mais encore être puni d'une autre manière. D'ailleurs, il y a une grande différence entre ce que l'on fait volontairement, & ce que l'on fait involontairement. *Erbic. Nescim.* Lib. V. Cap. VIII.

(7) Voyez la citée ci-dessus, §. 23. Not. 4. & *Grotius*, §. 39. du Chap. qui a été cité tant de fois dans celui-ci.

A l'égard des Crimes commis par un Corps entier, ou une Communauté, il faut remarquer, qu'encore que les délibérations qui ont passé à la pluralité des voix, soient regardées d'ordinaire comme l'avis & la volonté de tout le Corps, en sorte que les Membres, qui avoient opiné autrement (d), sont néanmoins tenus de se soumettre à la délibération, & de l'exécuter même, s'il le faut; cependant, lors qu'elle renferme quelque chose de vicieux & de criminel, ceux-là seuls en sont coupables qui y ont donné un consentement actuel: les autres, qui ont toujours été d'avis contraire (e), & qui ont persisté constamment, sont entièrement innocens. De là vient qu'*Alexandre le Grand*, en faisant vendre tous les *Thébains* (f), après les avoir vaincus, laissa la liberté à ceux qui s'étoient opposés à la délibération publique de secouer le joug des *Macédoniens*. On excuse même ordinairement, du moins en partie, ceux qui aiant été d'abord de sentiment contraire, prêtent ensuite la main à l'exécution de la délibération criminelle qui a prévalu. C'est ainsi qu'on dit que les *Grecs* (g) épargnèrent *Antenor & Enée*, parce qu'ils avoient conseillé de rendre *Hélène*; quoi que le dernier combattit ensuite vaillamment pour sa Patrie.

Il faut remarquer encore, que l'on punit autrement un Corps considéré précisément comme tel, & chacun des *Membres* ou des *Particuliers* dont il est composé. On fait mourir quelquefois les *Particuliers*. Mais ce qui tient lieu de Mort (h) à l'égard du Corps entier, c'est de le dissoudre, ou de détruire l'union Morale qui le forme, & qui en constitue la nature. On punit aussi quelquefois les *Particuliers*, en les rendant *Esclaves*. Une Punition semblable pour un Corps, c'est de le faire dépendre d'un autre Corps subordonné, ou même d'un seul Sujet de l'Etat. Enfin on punit les *Particuliers* par des amendes pécuniaires, ou par une confiscation de leurs biens. De même on ôte à un Corps, en forme de Peine, les biens (i) & les avantages qu'il possédoit en commun, par exemple, ses Murailles, ses Ports, ses Arsenaux, ses Vaisseaux de guerre, ses Armes, son Trésor, ses Terres, ses Privilèges, &c.

Mais, pour ce qui regarde en général tous les Crimes commis par une Multitude, la Raison veut que l'on punisse (1) sur tout ceux qui en sont les principaux Auteurs. Il faut donc ici avoir toujours devant les yeux la réflexion d'un ancien Orateur: (2) *On se trompe fort, dit-il, de croire qu'il y ait parmi les Hommes aucun Crime qui puisse être regardé comme le Crime du Public. Tout ce que l'Etat fait, doit être proprement attribué à ceux qui ont l'art de persuader; & le Peuple ne s'émeut & ne se fâche qu'autant qu'on l'anime & qu'on l'irrite: de même que notre Corps suit uniquement les mouvemens de notre Ame, en sorte que nos membres demeurent immobiles, tant que nous ne voulons pas nous en servir. Il n'y a rien de plus facile que d'exciter dans les esprits du Peuple toutes sortes de Passions. Lors que l'on s'assemble pour les affaires communes, aucun n'apporte son esprit, son jugement, en un mot la moindre ombre de raison, & la Multitude ne fait jamais paroître la même circonspection & la même prudence que chacun a pour ses affaires particulières, soit parce que l'on ne s'intéresse guères à ce qui touche le Public, soit parce que l'on se repose sur les autres*

(d) Voyez ci-dessus, Liv. VII. Chap. II. §. 15.

(e) Voyez *Luc*, XXIII, 51. & *Grotius*, Lib. II. Cap. XXI. §. 7. num. 2.

(f) *Plutarch*, in *Alexandr.* pag. 670. D.

(g) Voyez *T. Liv.* Lib. I. Cap. I.

(h) Voyez *Digest.* Lib. VII. Tit. VI. *Quibus modis usus fructus vel usus amittitur*, Leg. XXI. & *Constit. Sicul.* Lib. I. Tit. XLVII.

(i) Voyez *Herodien*, Lib. III. Cap. XIX. Ed. *Oxon.* *Libanius*, Orat. XIII. *Vulcatius Gallican.* in *Avid. Cass.* Cap. IX. *Socrat.* Hist. Eccl. Lib. II. Cap. XIII.

6. XXVIII. (1) C'est le parti que l'on prit autrefois dans une sédition qui s'étoit faite à Carthage la Neuve. en Espagne. *Cerrabant sententia* [Carthagin] *utrum in antiores tantum seditionis. . . animadverteretur, an plerum supplicio vindicanda tam fadi exempli desectio magis quam seditio esset. Vicit sententia lenior, ut unde orta culpa esset, ibi pana confisteret. ad multitudinem castigationem satis esse. Tit. Liv. Lib. XXVIII. Cap. XXVI. La décimation des Soldats, qui ont commis ensemble la même faute, se fait aussi avec raison, selon un ancien Orateur, afin que tous soient dans la crainte, & qu'il n'y en ait pourtant que peu de punis. Statuerunt enim ita Majores nostri, ut, si à multis esset flagitium rei militaris admittitur, fortitione in quosdam animadverteretur: ut metus videlicet ad omnes, pana ad paucos perveniat. Orat. pro A. Cluentio, Cap. XLVI. Voyez *Polyb.* Lib. XI. Cap. XXVII. *in fin.* & *Excerpt. Legat.* Lib. XXVIII. Cap. IV.*

*Tacit.* *Annal.* Lib. I. Cap. XLIV. *in fin.* *Boetius de Republ.* Lib. III. Cap. VII. pag. 527. & *seqq.* *Constit. Sicul.* Lib. I. Tit. ult. *Ant. Matth.* de *Crimin.* ad Leg. XLVIII. *Digest.* Tit. XVIII. Cap. IV. §. 30.

(2) *Fallitur, Judices, quisquis ullum facinus in rebus humanis publicum putat. Persuadentium vires sunt quicquid Civitas facit: & quodcumque facit Populus, secundum quod exasperatur, irascitur. Sic corporis nostra motum nisi de mente non sumunt, & otiosa sunt membra donec illis animus utatur. Nil est facilius, quam in quolibet affectum movere populum. Nulli, cum coimus, sua cogitatio, sua mens, ulla ratio praeest, nec habet ulla turba prudentiam singulorum: sive quod minus publicos capimus affectus, sive negligentior est qui se non solum putat debere rationem: & multi fiducia facinus omnium. Quintil. Declam. XI. pag. 156. Ed. Lugd. Bat.*

*du soin des choses qui les regardent aussi bien que nous : de sorte que, quand il s'agit de quelque entreprise téméraire ou criminelle, on s'y porte hardiment & sans examen, dans la confiance du grand nombre de compagnons qui y concourent.*

Les Crimes commis par des Corps entiers s'effacent par la longueur du tems.

(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XXI. §. 8.

(b) Voyez *Plutarque*, de sera Num. vind. pag. 559. A.

(c) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Ch. XII. §. 2. à la fin.

§. XXIX. On demande, si l'on peut toujours punir, soit on tard, les Crimes commis par un Corps ou une Communauté (a) ? si, par exemple, il en est encore tems après deux ou trois générations ? Il semble d'abord qu'il n'y ait là rien d'injuste ; le Corps (b) demeurant toujours le même, tant qu'il subsiste, malgré le changement & la succession continuelle des Particuliers dont il est composé. Il vaut mieux néanmoins prendre ici l'affirmative : car il n'est pas même toujours nécessaire, parmi les Hommes, de punir les vieilles fautes des Particuliers aussi exactement & avec autant de rigueur, que celles qui sont toutes fraîches ; & ce n'est pas sans raison que le Droit Romain a fait diverses Loix sur (c) la Prescription des Crimes. De plus, il faut bien remarquer, que l'on attribue à un Corps deux sortes de choses : les unes, qu'il possède directement & par lui-même, comme sont, le Trésor public, les Loix, les Droits, les Privilèges, &c. car chacun des Membres ne peut pas dire que ces choses-là lui appartiennent : les autres qui ne conviennent au Corps qu'indirectement, & en tant qu'elles résident dans les Particuliers, d'où elles réjaillissent sur tout le Corps, comme quand on dit qu'une Société est savante, brave, sage, de hommes ou de mauvaises mœurs &c. quoi qu'il puisse y avoir quelques ignorans, quelques lâches, quelques honnêtes gens ou quelques débauchez. C'est dans le dernier sens qu'on dit qu'un Corps a mérité d'être puni : car un Corps considéré comme tel, & en tant que distinct des Membres dont il est composé, n'a pas une Ame par le moyen de laquelle il puisse produire des Actions immédiatement susceptibles de mérite ou de démérite. Lors donc que les Membres, dont les Crimes réjaillissoient sur le Public, viennent à être éteints, sans que ceux qui ont succédé aient rien fait qui témoigne qu'ils approuvent les Actions de leurs prédécesseurs ; les Crimes ne subsistent plus, & par conséquent le Corps entier n'est plus sujet à la Peine. *Plutarque* (d), pour prouver le contraire, en appelle à la conduite de la Providence Divine, qui fait porter quelquefois à la postérité la peine des Crimes de ses Ancêtres. Mais les règles de la Justice Divine ne sont pas toujours les mêmes que celles des Tribunaux Humains. Les (1) Récompenses (e) & les Honneurs qui passent d'une génération à l'autre, & à la postérité la plus reculée, ne tirent pas non plus à conséquence pour la Punition des Crimes. Car il n'en est pas des Peines comme des Bienfaits, qui ne supposent aucun mérite dans ceux qui les reçoivent, & dont le Bienfaiteur peut favoriser qui bon lui semble, sans faire tort à personne.

(d) *Ubi supra.*

(e) *Ibid.* C.

Tout mal que l'on souffre en conséquence de quelque Crime, n'est pas une Peine.

§. XXX. DU RESTE, c'est une Règle sûre & inviolable, que *personne ne peut être légitimement puni, devant les Tribunaux Humains, pour un Crime d'autrui auquel il n'a aucune part.* La (1) raison en est, que tout mérite ou démérite est entièrement personnel, & fondé sur la volonté particulière de chacun, qui est ce que l'on a de plus propre & de plus incommunicable.

Mais, comme il arrive souvent, dans le cours de la vie, que des personnes innocentes se trouvent exposées à souffrir quelque chose à l'occasion d'un Crime d'autrui ; pour ne pas confondre des idées différentes, il faut bien remarquer 1. Que tout ce qui cause quelque chagrin, quelque douleur, ou quelque perte, ne tient pas pour cela lieu de Peine

§. XXIX. (a) C'est ainsi qu'autrefois les Romains alléguèrent, comme une raison plausible de ce qu'ils prenoient la défense des Acarnaniens, contre les Etoliens ; que les Ancêtres des Acarnaniens étoient les seuls qui n'avoient point envoyé de secours aux Grecs contre les Troiens, d'où étoit descendue la Nation Romaine. *Justin*. Lib. XXVIII. Cap. I. in fin. *Strabon*, Lib. X. Mais on voit bien, que ce n'étoit qu'un prétexte, dont les Romains se servoient, pour se mêler d'une querelle où ils n'avoient que faire d'entrer. Notre Auteur se moquoit aussi de ce mot de *Mahomet II.* Empereur des Turcs, lequel écrivant au

Pape *Pie II.* lui disoit : *Je m'efforce, comme les Italiens se bandent contre moy, attendu que nous avons nostre origine commune des Troyens ; & que j'ay, comme eux, intérêt de venger le sang d'Hector sur les Grecs, lesquels ils vont favorisant contre moy.* *Essais de Montaigne*, Liv. II. Chap. XXXVI. pag. 556.

§. XXX. (1) Cette raison étoit placée au commencement du paragraphe suivant, d'où je l'ai transportée ici, pour mieux ranger les choses, & dégager la suite du discours.

proprement ainsi nommée (a). C'est une Punition, que d'être réduit à la mendicité, par l'effet d'un Crime qui a été cause que le Magistrat nous a confisqué nos biens. Mais combien n'y a-t-il pas de gens, qui, en venant au monde, n'ont aucun patrimoine qui les attende? Combien d'autres, qui perdent tout ce qu'ils ont au monde, par un Incendie, par un Naufrage, par la Guerre? Lors donc que des Sujets, par exemple, souffrent quelque mal ou quelque perte à cause des Crimes de leur Prince, ils doivent regarder cela comme les incommodités corporelles, les infirmités de la vieillesse, le désordre des saisons, la stérilité, & autres semblables malheurs, qui sont une suite inévitable de la constitution des choses humaines.

§. XXXI. 2. AUTRE chose est un *Dommage causé directement*, & un *Dommage qui provient seulement par une suite accidentelle*. Le premier, c'est lors qu'on dépouille quelqu'un d'une chose à laquelle il avoit déjà un droit proprement ainsi nommé. L'autre, c'est lors que, par accident, on prive quelqu'un d'une chose, sur laquelle il ne pouvoit acquérir aucun droit sans une certaine condition, qui vient à manquer. Lors, par exemple, qu'en creusant un puits dans (1) mon fonds, j'y attire les veines d'eau, qui sans cela auroient coulé dans la terre de mon Voisin: comme je ne fais qu'user de mon droit, je ne cause point de Dommage proprement ainsi dit à mon Voisin; c'est la décision des Jurisconsultes Romains. De même, si l'on confisque les biens d'un homme, ses Enfants en souffrent à la vérité, mais ce n'est pas proprement une Peine par rapport à eux; puis que ces biens ne devoient leur appartenir (2) qu'en supposant que leur Père les conservât jusqu'à la mort.

§. XXXII. ENFIN, il faut remarquer que l'on fait quelquefois souffrir quelque Mal; ou perdre quelque Bien, à l'occasion d'une faute d'autrui, ou en conséquence de ce qu'une autre personne n'a pas tenu ses engagements, mais en sorte néanmoins que cette faute & ce manque de parole ne sont pas la cause prochaine & véritable de ce que souffre celui qui n'y a point de part, & qu'ils ne donnent pas droit directement de le lui faire souffrir (a). C'est ainsi qu'une Caution est souvent condamnée à quelque chose, lors que le Débiteur, pour qui elle a répondu, ne tient pas sa parole: mais la cause prochaine & immédiate pourquoi elle est tenue de paier, c'est parce qu'elle l'avoit promis. Comme donc celui qui a répondu pour un Acheteur, n'est pas proprement obligé de paier en vertu du Contrat de Vente, mais en vertu de l'engagement où il est entré de son bon-gré: de même celui qui a cautionné pour un Criminel, n'est pas proprement tenu du fait d'autrui, mais de son propre fait, ou de sa Promesse. D'où il s'ensuit, que le mal qu'on peut légitimement faire souffrir à un tel Répondant, doit être proportionné, non au Crime de celui, pour qui il a cautionné, mais au pouvoir qu'il avoit lui-même de promettre. Lors donc que le Criminel s'est évadé, il ne faut pas faire souffrir au Répondant autant de mal que le Criminel méritoit d'en souffrir, mais seulement autant que le Répondant a pu s'engager d'en souffrir pour l'autre. Ainsi, lors qu'il s'agit d'un Crime capital, on ne sauroit exiger d'un Répondant autre chose, si ce n'est qu'il promette au Magistrat, par devant lequel la cause est portée, de réparer le dommage qui en provient, ou de représenter (b) l'Accusé en tems & lieu. Mais le Répondant ne peut jamais s'engager à subir la Peine de mort,

(a) Voiez Grotius, Lib. II. C. XXI. §. 10.

Il y a un Dommage causé directement, & un Dommage causé par accident.

Il y a des choses qui sont la véritable cause d'un Mal; d'autres qui n'en sont que l'occasion.

(a) Voiez Grotius, Lib. II. Cap. XXI. §. 11.

(b) Voiez ci-dessus, Liv. V. Ch. X. §. 12.

§. XXXI. (1) Item videamus, quando damnum dari videatur... ut puta in domo mea puteum aperio, quo aperto vena putei tui praeclusa sunt: an teneat? Aut Trebatius, non teneri me damnum inficere: neque enim existimari, operis mei vitio damnum tibi dari in eare, in qua jure meo usus sum. Digest. Lib. XXXIX. Tit. II. De damno inficere, & de suggrundis &c. Leg. XXIV. §. 12. Voiez la Loi XXVI. du même Titre.

(2) Est autem praeposterum, ante nos locupletari dici, quam adquisiverimus. Digest. Lib. XXXV. Tit. II. Ad Leg. Falcid. Leg. LXIII. Eum qui Civitatem amittentes, nihil aliud juris adimere liberis, nisi quod ab ipso perventurum esset ad

eos, si intestatus in Civitate moreretur: hoc est, hereditatem ejus, & liberos, & si quid aliud in hoc genere reperiri potest: qua vero non à patre, sed à genere, à civitate, à verum natura tribuerentur, ea manere eis incolumia. Lib. XLVIII. Tit. XXII. De interdictis, & relocatoris, & deportatis; Leg. III. Buchanan a pourtant raison, (ajoutoit notre Auteur) de trouver injuste & inhumaine une Loi de Megald, Roi d'Ecosse, par laquelle ce Prince confisquoit absolument tous les biens des Criminels, sans en rien laisser ni à leurs Femmes, ni à leurs Enfants. Rerum. Scotticar. Lib. IV.

personne n'ayant droit de disposer de sa propre vie; & les Régles de la Justice Humaine ne permettent pas non plus d'infliger une telle Peine à un simple Répondant. En effet, le Répondant n'a pas commis lui-même le Crime, & il ne s'en est pas non plus rendu complice par son cautionnement : car quel mal y a-t-il à vouloir qu'un Accusé plaide sa cause dans un lieu plus commode, ou soit traité plus doucement, en attendant qu'on lui prononce sa sentence; ou à promettre de paier l'amende que les Juges lui imposeroient, & l'estimation de ce à quoi le Magistrat fera monter le préjudice que l'Etat peut avoir reçu, si le Criminel vient à se soustraire, par la fuite, aux Peines portées par les Loix ? D'ailleurs, en punissant de mort le Répondant, sans qu'il ait commis aucun Crime, mais seulement parce qu'il s'est imprudemment exposé à un si grand péril en faveur d'un homme, sur la bonne foi duquel il se reposoit, on ne détourneroit pas par là les autres des Crimes semblables à celui de l'Accusé; on ne feroit que les rendre plus circonspects, quand il s'agiroit de répondre pour quelqu'un. Ainsi un Magistrat, qui feroit mourir un simple Répondant, montreroit par là qu'il ne connoit ni la nature de la Punition, ni son Devoir; à moins qu'il ne parût manifestement que le Répondant est intervenu de mauvaise foi & par collusion, afin de fournir au Criminel le moyen d'é luder l'autorité des Loix & de la Justice. De même, personne n'ayant droit de détruire ses propres membres à sa fantaisie; il est clair qu'on ne sauroit s'engager à être mutilé pour autrui. Autre chose est quand on fait mourir (c) ceux qui étant chargez de garder un Criminel, le laissent sauver, ou par un effet de leur négligence, ou parce qu'ils s'entendent avec lui: car on ne les punit pas pour le Crime d'autrui, mais pour le leur propre (d). Bien plus: quoi que d'ailleurs les Chefs de Famille d'une République aient droit de recevoir ou de ne pas recevoir dans leur Etat qui il leur plaît; il n'est pas juste, à mon avis, de bannir un simple Répondant, soit parce que le bannissement ne semble pas pouvoir tenir lieu ici de Peine proprement ainsi nommée; soit parce que le bien de l'Etat ne demande pas qu'on chasse un tel Citoyen pour ce seul sujet. Il y a encore d'autres cas, où l'on souffre quelque chose à l'occasion des Crimes ou des Délits d'autrui. Si, par exemple, un homme me donne le logement chez lui, & que l'on vienne à confisquer la maison pour punir le Propriétaire de quelque Crime qu'il a commis; je perds à cela en ce qu'il me faut chercher un autre logis, dont il me faudra paier le louage, au lieu que le maître de la maison m'y auroit peut-être laissé demeurer plus long-tems sur le même pied: ce n'est pas néanmoins pour moi une véritable Punition, puis que le Souverain, qui a aquis la Propriété de la maison, ne fait qu'user de son droit en m'ordonnant de sortir. De même, lors que les Enfants d'un Traître, ou d'un Criminel d'Etat, sont exclus des Charges, le Père est bien puni par là, en ce qu'il se voit la cause (1) que les personnes, qui lui sont les plus chères, sont réduites à vivre dans l'obscurité; mais ce n'est pas une Peine par rapport aux Enfants, puis que les Conducteurs de l'Etat aient plein pouvoir de donner les Emplois & les Honneurs à qui bon leur semble, peuvent en exclure, lors que le Bien Public le demande, des gens mêmes qui n'ont rien fait pour s'en rendre indignes.

(c) Voyez I. *Rois*, XX, 39. *Asses*, XII, 19.

(d) Voyez un autre exemple, dans *Garcil. de la Vega*, Hist. des Incas, Liv. VI. Chap. III.

Personne ne doit être puni pour les Crimes d'autrui.

(a) *Ubi supra*, §. 12.

(b) De sera Num. vindicta, p. 560. A.

§. XXXIII. GROTIUS (a) croit, que, dans le dernier cas dont je viens de parler, & autres semblables, on fait un exemple hors de la personne même du Coupable, mais dans les personnes qui le touchent de près. Cela est faux, & il ne serviroit de rien de dire avec Plutarque (b), que, quand un Maître d'Ecole fouette un Enfant, c'est une leçon & une espece de correction pour les autres; de même qu'un Général châtie toute l'armée, lors qu'il la décime: car l'enfant qui est fouetté, avoit commis lui-même quelque faute; & quand on décime une armée, tous ceux, sur qui le sort tombe, étoient véritablement coupables.

§. XXXIII. (1) Plutarque dit, qu'il n'y a point de punition plus honteuse, ni plus sensible, que de se voir la cause que nos Enfants & nos Descendans sont malheureux. Αἱ ὃ διὰ τὴν πατρὶν ἰουσαι [κακώσεις] καὶ διὰ γένους, ἡμετέρας τοῖς δούλοισι γινώσκονται, πολλὰς ἀποτρέψουσιν καὶ συ-

τάλασσι τὴν αὐτοῦ. ὅτι οἱ καὶ ἐν αἰσχρῶν, ἐστὶ λυτὴν πολλὰς ὑπὲρ πλάσσει, ἢ τὰς ἐν αὐτοῦ καὶ ἀσχετὰς δι' αὐτὸς ὅρας. De sera Numina, vindicta, pag. 561. A. Ed. Wech. Tom. II. Grotius cite ce passage, sans marquer le Livre, d'où il est tiré.

Il faut donc dire, que jamais (c) les Enfans innocens ne doivent être (1) punis pour les Crimes de leurs Pères ou de leurs Ancêtres, quoi que, comme nous l'avons dit ci-dessus, on puisse, sans leur faire aucun tort, ne pas leur laisser les biens & les honneurs dont ils auroient hérité sans cela; ce qui n'est pas une Punition proprement dite. Il y a eû néanmoins des Peuples (2), qui bannissoient ou faisoient mourir les Enfans, par exemple, d'un Ty-

(c) Voiez Grotius, ubi supra, §. 13, & seq.

§. XXXIII. (1) Le Droit Romain établit cette maxime de l'Équité Naturelle, en termes clairs & énergiques. *Crimen vel pana paterna nullam maculam filio instigare potest. Namque unusquisque ex suo admisso sortis subijctor: nec alieni criminis successor constituitur: idque Divi Fratres Hierapolitani rescripserunt.* Digest. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Pœnis, Leg. XXVI. *Sancimus, ibi esse penam, ubi & nota est. Propinquos, notos, familiares procul à calumnia submovemus, quos res sceleris societas non facit. Nec enim adfinitas, vel amicitia nefarium crimen admittunt. Peccata igitur suos teneant auctores: nec ulterius progrediatur metus, quam reperitur delictum.* Cod. Lib. IX. Tit. XLVII. De Pœnis, Leg. XXII. Voiez Ovid. Metam. Lib. IV. vers. 669, 670. & le discours d'Adrasse, dans Strabon, vers la fin du I. Liv. de la Thébaïde: *Vulcanus Gallican.* in Avid. Cass. Cap. XII.

(2) Par exemple, les Perses (Ammian. Marcellin. Lib. XXIII. Cap. VI. Herodot. Lib. III. p. 129. Ed. H. Steph. Justin. Lib. X. Cap. II. num. 6.) les Macédoniens (Q. Curt. Lib. VI. Cap. XI. num. 8. & Lib. VIII. Cap. VI. num. 28.) les Carthaginois, (Justin. Lib. XXI. Cap. IV. num. 8.) & aujourd'hui les Japonais (Bern. Varen. Descript. Japon. Cap. XVIII. & de Rel. Jap. Cap. XI. p. 129. Ferdin. Pinto. Itiner. Cap. LV.) Il y a même, dans le Code, une Loi d'Arcadius, Empereur Chrétien, par laquelle il est porté, que l'on doit faire mourir les Enfans, lors qu'on craint qu'ils ne ressemblent à leurs Pères. *Paterno enim debent perire supplicio, in quibus paterni, hoc est hereditarii criminis exempla metuantur.* Lib. IX. Tit. VIII. Ad Leg. Jul. Majestatis, Leg. V. §. I. (Voiez Ant. Matth. de Crim. Lib. XLVIII. Tit. II. §. 10.) On appréhendoit aussi, que ceux qui resteroient de la Famille, ne voulussent venger la mort de leurs Pères, ou de leurs parens; & cette raison, aussi bien que l'autre, se trouvent exprimées dans ce passage de Justin, qui a été déjà cité: *Filii quoque, cognatique omnes, etiam innoxii, supplicio traduntur, ne quisquam aut ad imitandum scelus, aut ad mortem ulciscendum, ex tam nefaria domo superesset.* Lib. XXI. Cap. IV. à la fin. Voiez aussi Lib. XXVI. Cap. I. num. 8. Val. Max. Lib. VI. Cap. II. Aristor. Rhetor. Lib. II. Cap. XXI. Ammian. Marcellin. Lib. XXVIII. D'ailleurs, les Princes, qui vouloient par là mettre leur vie en sûreté, étoient bien aises de presumer, & de faire croire, que les auteurs des Conjurations tramées contr'eux, ne s'y étoient pas engagés, sans que leurs parens en fussent quelque chose; & c'est pour cela qu'Alexandre le Grand fit mourir Parménion, comme le remarque Arrien, Lib. III. On allègue encore ici la maxime de Tacite, rapportée ci-dessus, Liv. I. Chap. II. §. 10. Not. 6. Mais toutes ces raisons ne suffisent pas, pour faire porter à des Enfans, ou autres parens moins proches, la peine d'une iniquité à laquelle ils n'ont point de part. La raison que Hobbes allègue, dans son *Leviathan*, Cap. XXVIII. n'est pas plus solide. Il prétend, que les Criminels de Léze-Majesté se déclarant Ennemis de l'Etat, on peut pour suivre par droit de Guerre, & eux, & leur postérité, jusqu'à la troisième & quatrième génération. Or, (dit-il) à la Guerre on n'observe pas les formalitez & les règles de la Justice, ou du droit de Glaive: le Vainqueur ne distingue point, par rapport au tems passé, entre le Coupable, & l'Innocent; & il n'épargne personne, qu'autant que cela est nécessaire pour le bien de ses Sujets. J'avoue, que les Crimes de Léze-Majesté ont ceci de particulier, que le Prince peut être juge en sa propre cause, & faire mourir quelquefois, de sa pure autorité, sans

autre forme de procès, ceux qui s'en sont rendus coupables. (Voiez Grotius, sur *Josué*, I, 18.) Mais, outre qu'un Prince pieux doit toujours avoir devant les yeux les réflexions de l'Empereur Tibère, dans sa Harangue au sujet de l'affaire de Pison; (rapportée par Tacite, Annal. Lib. III. Cap. XII.) le droit même de la Guerre ne s'étend pas jusqu'à rendre légitime le meurtre & le carnage inhumain des Enfans en bas âge, qui ne savent pas encore discerner le bien d'avec le mal. Et ceux qui naissent dans un Etat en étant Citoyens par cela seul qu'ils y ont reçu le jour; en vertu duquel les traiteroit-on en Ennemis, tant qu'ils n'ont eux-mêmes commis aucun Crime, qui mérité qu'on les regarde sur ce pied-là? Dans le Perou même, sous l'Empire des Incas, lors qu'un Curaca avoit été puni de mort, on n'excluoit pas pour cela son Fils de la même Charge; mais on se contentoit de lui mettre devant les yeux le crime & le supplice de son Père, afin qu'il prît garde à lui, & qu'il fût plus exact à bien faire son devoir, pour ne pas avoir le même sort. Garcilasso de la Vega, *Hist. des Incas*, Liv. II. Chap. XIII. C'est aussi avec raison que l'on attend qu'une femme enceinte ait accouché, avant que de lui infliger la Peine de mort, à laquelle elle a été condamnée; coutume très-louable, qui a été pratiquée par les anciens Egyptiens, par les Grecs, par les Romains, & par plusieurs autres Peuples. *Imperator Hadrianus Publicio Marcello rescripsit, liberam, quam pragnans ultimo supplicio damnata est, liberam parere. Sed solitum esse servari eam, dum partum edere.* Digest. Lib. I. Tit. V. De statu hominum, Leg. XVIII. Voiez aussi la Loi V. §. 2. & Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Pœnis, Leg. III. *Alian. Var. Hist.* Lib. V. Cap. XVIII. avec les Notes de Schæffer, & de Kuhnii: Diodor. Sicul. Lib. I. Cap. LXXVII. Plutarci. de sera Num. vindicta, pag. 552. D. Quintil. Declam. CCLXXVII. Les Législateurs, qui enveloppent des personnes innocentes dans la ruine ou dans la punition de celles qui les touchent de près, ne laissent pas d'abuser de leur pouvoir, quoi qu'avec le tems cela passe pour honorable; comme dans certains endroits des Indes, où aujourd'hui, de même qu'autrefois, les Femmes sont obligées, après la mort de leurs Maris, de se jeter dans le même feu ou l'on brûle leur cadavre: Loi rigoureuse, qu'un Roi de ce Pais-là établit, pour empêcher que les Femmes n'empoisonnassent leurs Maris, afin d'en épouser d'autres, ce qui arrivoit souvent. Voiez *Cicer. Tuscul. Quæst.* Lib. V. Cap. XXVII. *Sirab.* Lib. XV. *Abr. Roger. de Bramin.* Part. I. Cap. XIX. XX. Voilà bien des Remarques, & des citations, que j'ai transportées ici de l'Original, où elles étoient d'ailleurs dans une étrange confusion, dont j'ai tâché de les dégager dans cette Note. L'Auteur rapportoit encore l'explication que Grotius prétend qu'on peut donner à l'exemple des Enfans d'Achan, *Jésué*, VII, 24, 25. comme si l'Historien sacré vouloit dire simplement, que l'on avoit amené ces Enfans, pour être témoins, avec tout le peuple, du supplice de leur Père, afin que cela les rendit plus sages; de sorte que, selon ceux qui suivent cette interprétation, les paroles, après les avoir lapidés, ne se rapportent qu'à Achan, & à son bétail. Mais il vaut mieux dire, comme fait ailleurs Grotius lui-même, (*De J. B. & P.* Lib. II. Cap. XXI. §. 14.) que Dieu étant le souverain arbitre & le maître absolu de la vie des hommes, peut, quand il lui plaît, l'ôter à qui bon lui semble; & que, dans le cas dont il s'agit, il fait mourir les Enfans pour punir les Pères par cette vûe affligeante. Outre que les Enfans eux-mêmes étant d'ailleurs

Tyrans, ou d'un Traître, & quelquefois même tous les autres parens, quoi qu'ils n'eussent aucune part à ses Crimes. Quelques-uns en alléguoient pour raison, que les Enfants ressembloient toujours à leurs Pères. Mais *Dionys d'Halicarnasse* donne à entendre (3) que cela n'est pas sûr, & qu'une crainte incertaine ne suffit pas pour mettre en droit d'ôter la vie à personne. En vain voudroit-on aussi se prévaloir des menaces que Dieu fait, dans la Loi de Moïse (d), de punir sur les Enfants l'iniquité de leurs Pères; car il ne s'agit pas ici de la Justice Divine, dont les règles ne tirent point à conséquence pour les Tribunaux Humains. En un mot, toute faute étant un acte personnel ne peut légitimement attirer aucune Peine, qu'à son Auteur. Par la même raison, un Héritier est bien tenu, par les maximes de l'Équité Naturelle, de payer une amende pécuniaire qui avoit été imposée à celui dont il recueille la Succession, pourvu que l'amende n'aille pas au delà de la valeur des biens du défunt. Mais pour ce qui est des Peines afflictives ou infamantes, elles ne passent jamais à l'Héritier (4), comme sont les charges attachées aux biens plutôt qu'à la personne même du Testateur.

(d) *Exod. XX, 5.*

coupables devant Dieu pour leurs propres péchez, il ne leur laissoit  
Clere, sur

lxxi, d'add  
5 velle an-  
te in cō-  
scriptur, à  
VIII. pag.  
t. Gratius  
lation for-  
Grec; &  
se sert ici  
le. Cepen-

dant l'Historien ne s'exprime que par un *comme si*; & même, dans les paroles suivantes, il déclare expressement qu'il ne décide rien là-dessus.

(4) *Civilis constitutio est, personalibus actionibus heredes non tenentur, nec ceteros quidem successores. Ideo nec furti conveniri possunt. Sed quoniam furti actiones non tenentur, attamen ad exhibendum actionis teneri non oportet, si possideant, aut dolo fecerint quominus possideant.* Digest. Lib. XLVII. Tit. I. De privati delictis, Leg. I. §. 1. Si pana alicui irrogatur, receptum est commentum juris, nec ad heredes transeat: cuius rei illa ratio videtur, quod pana constituitur in emendationem hominum: qua merito eo, in quem constituitur videtur, definit. Lib. XLVIII. Tit. XIX. De Penis, Leg. XX.

## CHAPITRE IV.

### *Du Pouvoir qu'ont les Souverains de régler le degré d'Estime & de considération où doit être chaque Citoyen.*

Ce que c'est  
qu'Estime; &  
combien de for-  
tes il y en a?

§. I. QUOI QUE, parmi ceux qui vivent dans l'indépendance de l'Etat Naturel, il y en ait qui possèdent certaines qualitez capables de leur donner une juste préférence sur les autres; cependant, comme c'est ou en vertu des Conventions, ou par un effet de la détermination du Souverain, que ces qualitez donnent quelque droit, j'ai jugé à propos d'expliquer ici à la fois tout ce qui regarde la différence des personnes selon le degré de considération où l'on est dans la vie commune, en vertu duquel on peut être égalé ou comparé, préféré ou postposé à d'autres. C'est ce que l'on appelle Estime.

Il y a un grand rapport entre les deux principales sortes de *Quantité Morale*, je veux dire, le Prix des Choses, & l'Estime des Personnes. En effet, comme la raison pour-quoi on a attaché aux Choses un certain Prix, c'est sur tout afin de les pouvoir comparer exactement dans les échanges, ou dans le transport qu'on en voudroit faire à autrui: de même l'Estime sert à régler le cas qu'on doit faire des Hommes les uns par rapport aux autres, pour pouvoir les ranger dans un ordre convenable, lors qu'ils se trouveront ensemble; l'expérience faisant voir, qu'il étoit impossible de les regarder tous généralement sur le même pied, & de n'établir parmi le Genre Humain aucune différence des Personnes.

(a) *Exestimatio  
intensiva.*

L'Estime peut se diviser en *Estime Simple*, & *Estime (a) de distinction*. L'une & l'autre doit

doit être envisagée, & par rapport à ceux qui vivent (1) les uns à l'égard des autres dans l'indépendance de l'Etat Naturel, & par rapport aux Membres d'un même Etat.

§. II. Le fondement principal de l'*Estime simple*, parmi ceux qui vivent ensemble dans l'Etat Naturel, consiste en ce qu'un homme se conduit de telle manière qu'on a lieu de le croire disposé à pratiquer envers les autres, autant qu'en lui est, les Devoirs Naturels de la Sociabilité, & par conséquent de se fier à lui (1), comme à une personne d'honneur & de probité. En effet, comme une chose, pour peu qu'elle soit d'usage dans la vie, est dite de quelque Prix, ou de quelque valeur, au lieu que l'on appelle des choses de nulle valeur, celles qui ne servent absolument à rien : de même on peut dire qu'un Homme mérite quelque *Estime*, lors qu'il agit en quelque manière en Animal sociable, & que l'on peut vivre avec lui sur ce pied-là : mais on a lieu de traiter de *Vauriens* & de *gens de néant*, ceux qui foulant aux pieds avec une audace insolente tous les Devoirs de la Loi Naturelle, se montrent par là manifestement insociables, & indignes de la moindre estime.

De l'*Estime Simple*; & 1. De celle des gens qui vivent dans l'Etat Naturel.

§. III. L'*Estime simple* peut être considérée, dans l'Etat de Nature, ou comme en son entier, ou comme ayant reçu quelque atteinte, ou comme entièrement perdue. Elle demeure en son entier, tant qu'on n'a point violé envers autrui, de propos délibéré, la Loi Naturelle, par quelque action malicieuse, ou par quelque Crime énorme. Je dis, par quelque Crime énorme, ou par quelque action malicieuse : car on pardonne à la fragilité humaine les fautes légères, & les Péchez d'imprudence ou de faiblesse; & pourvu que celui, qui y tombe, ait d'ailleurs le cœur bon & les inclinations vertueuses, on ne cesse pas pour cela de le regarder comme un honnête homme. C'est le fondement de la maxime commune, que *chacun est* (a) *considé comme de bien, jusques à ce qu'on ait prouvé le contraire*. Ainsi, tous ceux qui n'ont point commis d'action infame, sont naturellement égaux à cet égard, & l'on n'est pas plus honnête homme que l'autre (1), de quelque condition qu'il se trouve d'ailleurs. Si le principe de (b) *Hobbes* étoit vrai absolument, il faudroit au contraire présumer, que chacun est méchant, jusques à ce qu'on eût prouvé le contraire, ou plutôt jusques à ce qu'on lui eût ôté les moyens de nuire. Mais il est faux, comme nous l'avons (c) fait voir ailleurs, que tous les Hommes aient le pouvoir, & la volonté de se faire du mal les uns aux autres. Il est vrai qu'ils peuvent le vouloir : mais tout ce qui s'ensuit de là, c'est qu'en réputant gens de bien tous ceux, qui n'ont rien fait qui donne lieu de douter de leur probité, il faut se souvenir qu'ils peuvent devenir Méchans, & les regarder sur le pied d'amis, en sorte néanmoins que l'on ne se fie pas toujours à eux sans réserve, & sans beaucoup de circonspection.

Comment elle demeure en son entier ?

(a) Quilibet præsumitur bonus, donec probetur contrarium.

(b) De Cive, Cap. I.

(c) Liv. II. Chap. II. §. 7, 8.

§. IV. Les actions malicieuses, par lesquelles on viole envers autrui le Droit Naturel, sur tout si elles sont énormes, font une brèche à cette *Estime*; en sorte qu'il n'est pas sûr désormais de se fier à celui qui se montre par là autre qu'on ne l'avoit cru, & d'entrer avec lui dans aucun traité sans de bonnes cautions. Je dis que ces Crimes font une brèche à l'*Estime*, & non pas qu'ils la détruisent entièrement : car, quoi qu'on ait lieu de soupçonner, qu'une personne ne fera pas difficulté d'en agir à notre égard comme elle a fait envers les autres, cela n'est pas si certain, que l'on ne voie quelquefois arriver le contraire; celui, qui a trompé une personne, pouvant y avoir été poussé par des raisons particulières qui ne se trouvent pas en d'autres, ou s'être laissé emporter aux mouvemens de quelque Passion, dont il sera maître une autrefois. Cette tache peut même être effacée, si celui qui a commis quelque méchante Action offre de lui-même la réparation du Dommage, & témoigne du repentir de la faute; car c'est une marque suffisante d'un sincère amendement.

Comment elle reçoit quelque atteinte ?

§. V.

§. I. (1) Tels sont les Souverains & les Citoyens de divers Etats, les uns par rapport aux autres.

§. II. (1) A cette *Estime Simple* répond en autrui une Obligation parfaite, en vertu de laquelle chacun est tenu indispensablement de regarder comme des honnêtes gens tous ceux qui n'ont rien fait pour se rendre indignes de cette bonne opinion, & de ne donner aucune

atteinte à leur réputation. Au lieu que, dans l'Etat Naturel, les fondemens de l'*Estime de distinction* ne produisent par eux-mêmes qu'une Obligation imparfaite, comme nôtre Auteur le fera voir plus bas.

§. III. (1) *Sed sanctitas morum non distat ordinibus.* Plin. Lib. V. Epist. III. num. 7.

§. V.



### 384 Du Pouvoir qu'ont les Souverains de régler le degré d'Estime

Comment elle se perd entièrement ?

(a) Platon les bannit de sa République, *De Legib.* Lib. XI. & les Incas du Perou ne les souffroient pas dans leur Etat; Garcil. de la Vega, *Hist. des Incas*, Liv. V. Chap. IX. Voyez Socrat. *Hist. Ecclef. Lib. VII. Cap. XXV.* (b) Comme parmi les anciens Egyptiens, où l'on recouroit ce qu'on avoit perdu, en donnant le quart au Capitaine des Voleurs: *Diod. Sic. Lib. I. C. LXXX.*

(c) Voyez *Heliander. Ethiopie*, Lib. V. Cap. XV. pag. 264. Ed. Lugd. 1611. & Cap. XIV. p. 244.

§. V. MAIS ce qui fait perdre entièrement l'Estime Simple, c'est une profession ou un genre de vie qui tend directement à faire du mal à tout le monde sans distinction, & à s'enrichir par des injures manifestes. Dans les Etats, où l'on tolère les personnes adonnées à quelque métier qui emporte par lui-même une profession ouverte de certains Vices, comme, par exemple, les Courtisanes, les Entremetteurs qui trafiquent des débauches de la Jeunesse, les robustes (a) Mendians, les Sociétez (b) de Voleurs &c. c'est aux Loix Civiles à régler sur quel pied on doit regarder ces sortes de gens: & il semble que puis que le Souverain les souffre paisiblement dans son Pais, il doit du moins les laisser jouir des droits communs à tous les Hommes. C'est pourquoi, dans une Comédie Latine, on fait dire à un homme de ce caractère (1): *Je l'avoue, je suis Marchand d'Esclaves, la ruine commune des jeunes gens, un parjure, une peste publique; avec tout cela je ne vous ai fait aucun tort.* Dans l'indépendance même de la Liberté Naturelle, quoi que tout genre de vie, qui renferme une profession ouverte du moindre Vice, fasse une grande brèche à l'Estime simple; si ce Vice n'offense personne, & ne cause point de dommage à autrui, il ne semble pas qu'on puisse traiter ceux qui y sont adonnez, comme des Ennemis communs du Genre Humain. Mais lors qu'un homme exerce un métier qui consiste à faire du tort aux autres, lors qu'il traite comme des Bêtes tout le monde indifféremment, ou du moins tous ceux qui ne sont pas de sa bande, & qu'il fait une guerre perpétuelle aux Hommes, & non pas à ses Ennemis; il perd entièrement l'Estime que l'on doit à chacun entant qu'Homme, tant qu'il n'a rien fait pour s'en rendre indigne. Tels sont les Corsaires (2), les Brigands, les Assassins, les coupeurs de bourse, & autres sortes de gens, qui ne laissent pas de mériter l'exécration publique, quoi qu'ils n'en viennent pas toujours envers tout le monde aux derniers actes d'hostilité, & qu'ils se contentent, par exemple, de la bourse, ou du manteau, sans tuer ceux qu'ils rencontrent. Je ne doute pas non plus qu'on ne doive mettre en ce rang les Sociétez entières de Corsaires & de Voleurs, quelque soin qu'ils aient d'observer (c) entr'eux certaines Régles de Justice; & même les Etats qui exercent contre tous les autres des actes d'hostilité, sans avoir égard à aucune Convention ni à aucune Promesse: car, si en même tems qu'ils violent la foi donnée, & les autres Loix du Droit Naturel, envers certains Etats, ils (3) gardent religieusement les Traitez qu'ils ont fait avec les autres, & vivent en paix avec ceux-ci, on ne peut pas les dépouiller entièrement de toute Estime simple, quoi qu'elle souffre à leur égard une diminution considérable.

La perte entière de cette Estime est suivie de plusieurs effets desavantageux par rapport à ceux qui s'en sont privez eux-mêmes. Car s'ils ne renoncent entièrement à leurs rapines & à leurs brigandages, on ne doit pas plus les épargner, que les Loups, & les autres Bêtes farouches; & lors qu'on peut se saisir d'eux, on les traite d'ordinaire avec plus de rigueur, que les autres Ennemis, sans en excepter ceux même qui avoient voulu nous perdre. De plus, on regarde ces sortes de gens comme indignes de recevoir le moindre service de l'Humanité la plus commune, parce qu'en le leur rendant on leur feroit de quoi se mettre en état de continuer à faire du mal aux autres. Bien plus, comme on ne doit pas compter sur toutes les Promesses qu'ils voudroient nous faire; on peut soutenir aussi sans absurdité, que les Promesses qu'on leur fait ne sont point valides, tant qu'ils agissent comme des gens qui mènent une vie si infame; ce que l'on suppose toujours ici. En effet ou l'on traite avec eux de son pur mouvement, ou l'on y est forcé par une violence injuste.

§. V. (1) SANN. *Leno sum, fateor, pernicios communis adolescentium, Perjurus, peffis: tamen tibi à me nulla est orta injuria.* Terent. *Adelph. Act. II. Scen. I. vers. 34, 35.* Voyez *Confutur. Sicul. Lib. I. Tit. XX.*

(2) Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. II. §. 10.

(3) Notre Auteur a ici en vûe les Peuples de Barbarie,

qui ne pillent pas les Mahométans, & n'exercent le métier de Corsaires qu'à l'égard des Chrétiens: d'autant mieux (ajoute-t-il, dans une Dissertation de Existimatione, parmi ses *Dissertat. Academ. §. 7.*) qu'ils peuvent dire, qu'il y a des gens, parmi les Chrétiens, qui font profession de déclarer une guerre irréconciliable aux Mahométans.

(4) Voyez

Je ne vois pas qu'on puisse faire le premier, sans se rendre complice des crimes du scélérat, puis qu'en ce cas-là on agit sur le pied d'ami avec un homme qui se déclare ennemi de tous les autres, excepté ceux de sa troupe : outre que souvent on feroit par là du tort à autrui, comme, par exemple (d), si l'on rendoit à un Voleur une chose dérobée qu'il nous avoit donnée en dépôt. Que si un Voleur a fait pour nous quelque chose, que l'on ait pu accepter sans crime, en ce cas-là il est juste sans contredit de lui paier le salaire qu'on lui a promis (4) : mais c'est qu'alors il n'agit plus, comme on le suppose ici, en Ennemi commun du Genre Humain. Pour les Promesses extorquées par une crainte injuste, nous avons prouvé (e) ailleurs, qu'elles sont entièrement nulles de leur nature.

Cependant, si ces sortes de gens renoncent à leur infame métier, & viennent à mener une vie honnête, ils recouvrent alors l'Estime qu'ils avoient perdue, ce qui a lieu non seulement à l'égard d'une personne seule, mais encore à l'égard des (5) Sociétez entières de Brigands & de Corsaires. Après quoi on doit désormais les regarder comme d'honnêtes gens; bien entendu qu'avant toutes choses ils aient réparé le tort & les injustices qu'ils avoient faites, ou que du moins on les en ait tenus quittes.

§. VI. D'ANS les Sociétez Civiles l'Estime simple (1) consiste à être réputé Membre sain & honnête de l'Etat, en sorte que, selon les Loix & les Coûtumes du pais, on tienne rang de Citoyen, du moins d'entre ceux du commun, & que l'on n'ait pas été d'ailleurs déclaré infame.

On est privé de cette Estime, ou simplement à cause d'une certaine condition, ou en conséquence de quelque Crime.

Il y a deux sortes de conditions qui ôtent l'Estime simple dans une Société Civile; les unes qui naturellement n'ont rien en elles-mêmes de deshonnête; les autres qui renferment quelque chose de deshonnête, ou qui du moins passe pour tel dans l'esprit des Citoyens. Il faut mettre au premier rang les *Eslaves*, qui, dans plusieurs Etats, & sur tout parmi les (a) *Romains*, étoient mis au nombre des biens, & non pas des Personnes Civiles. Il y a aussi des endroits, où les *Bâtards* (2) sont regardez sur un pied assez désavantageux, quoi que ce ne soit pas leur faute, s'ils ont eû le malheur de venir au monde ensuite d'un commerce condamné par les Loix. Les autres sortes de conditions dépouillent, ou en tout, ou en partie, de l'Estime simple, parce qu'elles sont accompagnées de la profession d'un métier qui ou ne peut être exercé sans crime, ou est si sale & si vilain, qu'il n'y a que des ames de boue qui veuillent s'y adonner. Les Loix ou les Coûtumes de chaque Etat réglent le rang que doivent tenir & la manière dont on doit regarder ceux qui font quelque métier criminel par lui-même, comme, par exemple, les Courtisanes, les Entremetteurs ou Entremetteuses (b) des débauches de la Jeunesse, ceux (c) qui tiennent brellan, &c. Pour les autres, tels que sont (3) les Bourreaux, les Sergens, les Huissiers, les (d) Bouchers, ceux

(d) Voyez *Digeft.* Lib. XVI. Tit. III. *Depofiti*, vel contra, Leg. XXXI. §. 1. On a cité cette Loi ci-dessus, Liv. III. Ch. VI. §. 11. Nor. 13. & Liv. IV. Chap. XIII. §. 5. Nor. 2. (e) Liv. III. Chap. VI. §. 10, & suiv.

2. De l'Estime simple des Membres d'une Société Civile. Comment on est privé de cette Estime purement & simplement à cause d'un certain Etat Moral ?

(a) Chez qui leur condition étoit fort dure, comme il paroît par exemple, de cette Loi, *Digeft.* Lib. XLVIII. Tit. V. *Ad Leg. Jul. de adulter.* &c. Leg. VI. Voyez aussi *Lex Wisigoth.* Lib. II. Tit. IV. Cap. IX. & à l'égard des *Eslaves*, parmi les Hébreux, *Joseph.* Ant. Jud. Lib. IV. Cap. VIII. & *Selden.* de *J. N. & G.* Lib. V. Cap. III.

(4) Voyez ci-dessus, Liv. III. Chap. VI. §. 11. vers la fin. (5) Voyez *Grotius*, Lib. III. Cap. III. §. 3. & le *Specimen Jurisprudentia Historica* de Mr. *Buddé*, parmi ses *Scolia J. N. & Gent.* §. 2, 3, 4, 5. où l'on fait application de ce principe aux anciens *Romains*, dont l'Etat avoit été fondé par une troupe de Brigands, & d'autres scélérats de toute sorte.

§. VI. (1) L'Estime Simple Naturelle a aussi lieu dans les Sociétez Civiles, où chacun peut l'exiger, en vertu de l'Equité Naturelle, tant qu'il n'a rien fait qui le rende indigne de la réputation d'homme d'honneur & de probité.

(2) Voyez *Cod.* Lib. VI. Tit. LVII. *Ad Senatusconsult. Orfitianum*, Leg. V. & *Stob.* Ser. LXXV. Dans les Indes (ajoutoit notre Auteur) il y a une certaine race de gens, nommez *Pénéats*, qui est regardée comme infame. *Abt. Roger.* de *Bramin.* Part. I. Cap. II.

(3) Voyez *Cicéron*, *Orat. pro C. Rabir.* Cap. V. Parmi les *Romains* pourtant on se servoit du ministère des Soldats pour l'exécution des Criminels, non seulement à

l'Armée, mais encore dans la Ville même, sans que cela les deshonorât en aucune manière; (Voyez *P. Fabr. Semestria*, Lib. II. Cap. VI.) parce qu'il y a de la différence entre faire métier d'une chose, & l'exécuter, en certaines occasions, par un ordre particulier d'un Supérieur. On dit que *Witolde*, Prince de Lithuanie, introduisit en cette Nation, que le Criminel condamné à mort eût lui-même de sa main à se défaire : trouvant étrange qu'un tiers, innocent de la faute, fût employé & chargé d'un homicide. C'est la remarque de *Montagne*, *Essais*, Liv. III. Chap. I. pag. 591. Mais (ajoutoit notre Auteur) cette raison ne vaut rien : car un Bourreau certainement ne commet point d'Homicide, puis qu'il ne fait qu'exécuter la sentence prononcée par les Juges. D'autres disent, que le métier de Bourreau est infame, parce qu'on présume que ces sortes de gens ne se proposent dans leur ministère que la douleur du patient, à laquelle ils prennent plaisir ce qui est contraire aux sentimens de bonté & de compassion, qu'exige la conformité d'une même nature.

(b) Voyez *Valer. Max.* Lib. VII. Cap. VII. (c) Voyez *Digeft.* Lib. XI. Tit. V. *De aleatoribus*, Leg. 1. (d) Voyez *Alois. Cadamusch.* *Navigat.* Cap. VIII. & *Th. Martus, Utrop.* Lib. II.

(e) Voiez d'autres exemples, dans Selden, de *J. N. & G. ser. Hebr. Lib. IV. Cap. V. pag. 511. Edit. Argentor.*

(f) Voiez *Digest. Lib. III. Tit. II. De his qui infamia notantur*, Leg. I.

(g) Voiez *Digest. Lib. III. Tit. I. De postulando*, Leg. I. §. 6.

(h) *Digest. Lib. III. Tit. II. De his qui infamia notantur*, Leg. I.

Comment on la perd par quelque Crime ?

(a) Voiez *Cod. Lib. I. Tit. LIV. De modo multarum*, Leg. I.

(b) Voiez *Diodes. Sic. Lib. I. Cap. LXXXVIII. & Digest. Lib. I. Tit. XIII. De extraordin. cognition. Leg. V. §. 1, 2, 3. où l'on confond néanmoins, en quelques exemples, l'Estime de distinction, avec l'Estime simple.*

(c) Cette dernière sorte d'infamie s'appelle *Infamia facti*; ou, comme parlent les Jurisconsultes Romains, *Infamia re ipsa*. *Digest. L. XXXVII. Tit. XV. De obsequiis parentibus & patronis praestandis*, Leg. II.

(d) Comme chez les *Apalachites*, où l'on reproche simplement aux Voleurs leurs larcins; ce qui les fait retirer dans des déserts. *Rochefort, Descr. Antill. Part. II. Cap. VIII.*

(e) Voiez *Iscrat. adv. Callimach. vers le commencement*; p. 641. *Ed. Paris. minqr.*

qui nettoient les égouts & les retraits, &c. (e) Il y a des Païs où ceux qui font ces sortes de métiers, sont formellement exclus, par les Loix, de la compagnie des honnêtes-gens; mais ailleurs ce n'est que la coutume & l'opinion commune qui fait tenir à deshonneur d'avoir le moindre commerce avec eux, soit parce que leurs mœurs répondent ordinairement à l'emploi sale ou cruel qu'ils exercent, soit parce qu'il n'y a que des âmes rampantes qui embrassent volontairement de semblables professions. Il y a même des métiers qui ne sont réputés deshonnêtes, que parce qu'on les fait pour de l'argent; rien n'empêchant d'ailleurs qu'on ne les exerce sans crime. C'est ainsi que les Loix Romaines déclarent infâmes ceux qui se louoient pour (f) Acteurs, ou pour combattre (g) avec les Bêtes. Les mêmes Loix, à cause d'un soupçon de légèreté & d'inconstance dans l'amour conjugal, notent d'infamie (h) une Veuve qui se remarie avant le terme prescrit pour le deuil, & celui qui l'épouse, aussi bien que ceux qui consentent de part & d'autre à un tel Mariage, pouvant l'empêcher en vertu de l'autorité qu'ils ont sur la Veuve, ou sur le second Mari.

§. VII. TOUTES sortes de Crimes (a) ne font pas perdre l'Estime simple, dans une Société Civile; mais seulement ceux auxquels les (b) Loix de chaque État ont attaché cet effet: & cela en sorte que celui, qui les a commis, est ou simplement exclus des Emplois publics, & de la compagnie des honnêtes gens, & déclaré inhabile à faire aucun acte valable en Justice, quoi que d'ailleurs il jouisse de la protection commune des Loix; ou banni de l'État d'une façon ignominieuse; ou enfin condamné à la mort, & sa mémoire flâtrie. Selon les Jurisconsultes Romains, les actions criminelles, qui portent infamie, sont suivies de cet effet ou (1) immédiatement en vertu de la Loi; ou (2) en conséquence de la sentence des Juges; ou (3) simplement (c) par l'opinion & la censure (d) des honnêtes gens. Mais, à mon avis, la dernière sorte d'infamie résulte aussi de la Loi, qui déclare certaines Actions infâmes, à cause qu'elles passent pour honteuses dans l'esprit des personnes graves & de probité. Car, quoi qu'il soit deshonnête d'agir d'une manière condamnée par des gens qui ont l'approbation publique; un simple jugement des Particuliers ne suffit pas pour flétrir une personne jusques à la priver des avantages & des droits que les Loix accordent à ceux qui ont conservé leur honneur en son entier.

De là il paroît, qu'un Citoyen ne devient pas infame par cela seul qu'on l'a accusé d'un Crime qui emporte infamie (4), ou qu'on le lui a reproché; mais seulement lors qu'il a été condamné en Justice, ou qu'il a lui-même avoué le fait. Et il est censé l'avouer (5), lors qu'il traite avec l'Accusateur, pour l'obliger à désister de ses poursuites; à moins qu'il n'ait de quoi faire voir, que ce n'est pas parce qu'il se sentoit coupable, qu'il en est venu à un accommodement, mais parce qu'il avoit de bonnes raisons d'appréhender, que, malgré toute son innocence, il ne (e) succombât aux chicanes de la Partie, & à l'iniquité du Tri-

Tri-

§. VII. (1) Cela paroît par cette Loi, où l'on trouve aussi la définition de l'Honneur, ou de l'Estime Civile. *Existimatio est dignitatis in laesa status, legibus ac moribus comprobata, qui ex delicto nostro AUCTORITATE LEGUM aut minuitur, aut consumitur. Digest. Lib. I. Tit. XIII. De extraord. cognition. &c. Leg. V. §. 1.*

(2) *Hoc Edicto continentur etiam alii omnes, qui EDICTO PRÆTORIS, ut infames, notantur. Digest. Lib. III. Tit. I. De postulando*, Leg. I. §. 2.

(3) C'est ainsi que les reproches & les réprimandes qu'un Père fait par son Testament à quelqu'un de ses Fils, n'emportent infamie que dans l'esprit des honnêtes gens. *Et quæ pater testamento suo filios increpans scripsit, infames quidem filios JURE non faciunt, sed APUD BONOS ET GRAVES opinionem ejus, qui patri displicuit, onerant. Cod. Lib. II. Tit. XII. Ex quibus causis infamia irrogatur*, Leg. XIII. Voiez *Lib. IX. Tit. IX. Ad Leg. Jul. de adulter. &c. Leg. XXV. & Digest. Lib. III. Tit. II.*

*De his qui notantur infamia*, Leg. XX.

(4) La raison en est claire: c'est que, comme le disoit un ancien Poète, chacun a dans son propre cœur de quoi s'empêcher de commettre des fautes; mais bien que les soupçons sont dans le cœur d'autrui.

*Ne admittam culpam, ego meo sum promissu potiori: Suspicio est in pectore alieno sita.*

*Plant. in Trinumm. Act. I. Scen. II. vers. 44, 45.*

C'est le fondement de la réponse de *Julien* à l'*Orateur Delphidius*, qui s'écrioit: *Qui sera innocent, s'il suffit de nier? Mais, dit l'auteur, qui sera innocent, s'il suffit d'accuser? Equis nocens poterit esse asinus, si negare suffecerit? . . . . Equis innocens esse poterit, si accusasse suffecerit? Amm. Marcellin. Lib. XVIII.*

(5) *Quoniam intelligitur confiteri crimen, qui pacifertur. Digest. Lib. III. Tit. II. De his qui notantur infamia*, Leg. V.

(e) Nô-

Tribunal devant lequel il auroit eû à comparoitre (6), ou à la cruauté de son Juge, & à l'animosité particulière qu'il avoit contre lui.

Au contraire, lors qu'un homme est pleinement absous en Justice d'un crime dont il avoit été accusé, cela suffit pour mettre à couvert son honneur de la brèche qu'on avoit voulu y faire. Cependant, afin que l'innocence de l'Accusé paroisse plus authentiquement, & pour punir en même tems la calomnie, on a accoustumé, dans plusieurs Etats, d'obliger l'Accusateur à se retracter, à se reconnoître coupable de mensonge, à en demander pardon, à faire réparation d'honneur à l'Accusé, & autres (f) choses semblables.

§. VIII. DE LA s'ensuit encore, qu'il n'y a point de véritable deshonneur à aimer mieux implorer le secours du Magistrat, ou endurer sans dire mot les injures qu'on a reçues, soit en paroles, soit en actions, que de s'en faire raison soi-même à la pointe de l'épée, comme cela se pratique en certains endroits parmi la Noblesse, & sur tout parmi les Gens de Guerre: bien entendu que cette patience n'emporte pas un aveu tacite de quelque méchante action, dont le soupçon ait été la cause ou le prétexte des mauvais traitemens que l'on a essuiez. Ce seroit à la vérité (a) une grande lâcheté, & une indolence entièrement indigne d'un homme de cœur, que de boire toutes sortes d'affronts, & de souffrir toutes les insultes d'autrui, sans se mettre jamais en devoir de défendre courageusement les droits & sa liberté. Mais il y a quelquefois de la grandeur (b) d'ame à mépriser certaines injures; & pourvu qu'on le fasse avec discernement, cela ne donne aucune atteinte à l'honneur, ni dans l'indépendance de l'Etat Naturel, ni dans les Sociétés Civiles. A plus forte raison ceux qui vivent dans un Etat, où les vengeances particulières sont expressément défendues, peuvent-ils, sans aucune infamie, aimer mieux obéir aux Loix, que de s'exposer, pour un vain (c) point d'honneur, à un combat doublement périlleux, & par lui-même, & par la sévérité des Loix qui le punissent. Ce n'est pas non plus tousjours une marque de lâcheté, que de ne point vouloir en venir à la voie des armes pour toutes sortes de sujets, & de ne point exposer sans nécessité sa vie & ses biens; y (d) aiant mille autres occasions innocentes, & beaucoup plus assurées, de faire voir son courage. Et un homme sage ne doit pas s'arrêter aux discours du vulgaire: car le véritable honneur d'un Citoyen dépend du jugement du Souverain, & de la détermination des Loix; & les règles de la Vertu nous prescrivent d'obéir aux Loix, non des sots & des fous, qui n'est digne que d'un mépris. Il est vrai, que les Duels étant une marque de force, & par rapport à celui qui le reçoit pour des combats honorables, quelque défendus qu'ils ne pourroient on pas regarder comme une chose plus méprisée, le secret de modérer l'ardeur de son cour, faire usage de ses forces, que d'une manière conforme au conseil que donne le même Auteur, contre les Duels (1); c'est de faire jurer tous les passés, pour tels, de ne point faire d'appel à aucun, & de ne point plus un tel défi; parce que, de cette manière de refuser le combat.

(f) Voyez *Yafet de Bell. Ind. Lib. IV. Cap. XXXIX.*

Il n'y a point de véritable deshonneur à refuser un Duel défendu par les Loix.

(a) Voyez *Quint. Calaber, Lib. IX.*

(b) Voyez *Hobbes, Leviath. Cap. XXVII. pag. 140. 141. Ed. Amph. Voyez pourant Lex Salica, Tit. XXXII.*

(c) Les Soldats du Royaume de Tongkin, d'ailleurs fort courageux contre l'Ennemi, traitent les Duels de barbarie. *Alex. de Rhodes, Itin. Lib. II. Cap. VI.*

(d) Voyez *Caspar. Comm. de Bell. Gall. Lib. V. Cap. XLIV. Plutarque in Pyrrh. pag. 494. A. & in Antop. p. 950. E. Anibeg. Epist. III. au sujet de Volabégus.*

(e) *Leviath. Cap. X. pag. 47. Ed. Amstel.*

(f) *Ibid. Cap. XXX. p. 160.*

## §. IX.

(6) Notre Auteur pouvoit ajouter à cela, que non seulement le peu de droiture, & les Passions des Juges, mais encore leur ignorance, leurs préjugés, & leur inadvertence, sont peccés souvent les meilleures causes. Voyez le *Parthassana*, Tom. II. pag. 304. & suiv. D'ailleurs, pour me servir des paroles de Mr. la Bruyère, le plus grand malheur, après celui d'être convaincu d'un Crime, est souvent d'avoir eu à s'en justifier. Tels Arrêts nous débarrassent, & nous renvoient absous, qui sont infirmes par la voix du peuple. Caracq. ou *Mogus* de ce siècle, p. 444. *Ed. de Bruxelles, 1697.*

§. VIII. (1) D'autres tâchent de prévenir les Duels, par la rigueur des Peines établies contre ceux qui feront le moindre de ces affronts, dont un vain point d'honneur veut que l'on tire raison soi-même à la pointe de l'épée. Voyez *Constitut. Sicul. Lib. III. Tit. XXXIII. §. 4.* Notre Auteur citoit encore *Diod. Sic. Lib. V. C. XXVIII. Lucain, Pharsal. Lib. I. vers. 460. & seqq.* pour faire remarquer en passant, comme il le dit, l'antiquité des Duels, & ce qui les rendoit si communs parmi les anciens Gaulois, savoir l'opinion de la *Métamorphose*, reçue parmi eux.

L'Estime simple, ou l'Honneur Naturel, ne dépend pas de la volonté du Souverain.

§. IX. AU RESTE, il est clair, que l'Estime simple, ou l'Honneur Naturel, c'est-à-dire, la réputation d'honnête homme, ne dépend pas absolument de la volonté des Souverains, en sorte qu'ils puissent l'ôter à qui bon leur semble, par pur caprice, & sans qu'il l'ait mérité par quelque Crime qui emporte infamie ou par lui-même, ou en vertu de la détermination expresse des Loix. En effet, la conservation ou l'avantage de l'Etat ne demandant en aucune manière un pouvoir si étendu & si arbitraire sur l'honneur des Citoyens; il n'y a nulle apparence qu'on ait prétendu le conférer au Souverain. J'avoue que, comme le Souverain peut, par un abus manifeste de son autorité, bannir un Sujet innocent; il peut aussi le priver injustement des avantages attachés à la conservation de l'Honneur Civil. Mais pour ce qui est de l'Estime propre & intérieure qui suit naturellement la probité & le mérite; il n'est pas plus en son pouvoir de la ravir à un honnête homme, que d'étouffer dans son cœur les sentimens de Vertu. Ajoûtez à cela, qu'il implique contradiction de dire qu'un homme est déclaré infame par le pur caprice d'un autre, c'est-à-dire, qu'il est atteint & convaincu de Crimes honteux, non qu'il les ait commis, mais parce qu'on veut lui en faire porter la peine par cette indigne flétrissure, tout innocent qu'il en est.

Il paroît certain encore ici, qu'aucun Citoyen n'est tenu de sacrifier son honneur à l'Etat, je veux dire, d'encourir une véritable infamie pour le Bien Public. Car les Actions Criminelles, qui sont accompagnées d'une véritable ignominie, ne peuvent ni être légitimement ordonnées par le Souverain, ni être innocemment exécutées par les Sujets.

Si on peut la perdre pour le Souverain?

§. X. IL y a plus de difficulté à décider, si l'on peut exiger d'un Citoyen honnête homme, qu'il prenne sur soi l'infamie du Prince, ou de l'Etat, ou qu'il se charge de leurs Crimes, comme s'il les avoit commis lui-même? Il semble d'abord que personne ne sauroit guères innocemment se feindre coupable d'un Crime, où il n'a aucune part. Cependant il faut distinguer ici, à mon avis, entre les Crimes personnels ou particuliers du Prince, & ses Crimes publics, ou qui réjaillissent sur tout l'Etat. A l'égard des premiers, comme le Prince ne peut point exiger honnêtement que personne en prenne sur soi la faute, aucun Sujet ne doit non plus s'en charger, ni pour fournir au Prince un prétexte plausible d'excuser son Crime, comme quand *Anicet* (a) se vanta faussement d'avoir eu commerce avec *Octavie*, afin de faire plaisir à *Néron*, qui vouloit la répudier; ni pour épargner au Prince la tâche qu'il auroit soufferte en son Honneur Naturel: car pour ce qui est de l'Estime Civile, comme il est au dessus des Loix, & des Tribunaux qui infligent des Peines, personne ne sauroit la lui ôter. Mais il arrive souvent qu'un Ministre, par exemple, peut détourner un grand mal, dont l'Etat est menacé, en déclarant, que c'est de son pur mouvement, & sans aucun ordre, qu'il est entré avec ou contre d'autres Puissances, dans certaines négociations, dont il avoit été véritablement chargé de son Prince. En ce cas-là un bon Citoyen ne refusera pas, je pense, de prendre sur soi la faute, pourvu qu'il en soit quitte pour une feinte flétrissure (b): car il feroit trop dur d'exiger de lui qu'il souffrit la mort pour ce sujet; ou de le livrer entre les mains des Puissances mécontentes. Mais pour ce qui est d'une espèce de punition apparente qui ne va qu'à faire souffrir quelque disgrâce supportable, le Ministre doit s'y soumettre avec d'autant moins de repugnance, qu'il est aisé au Prince de l'en délivrer ensuite avec le tems, ou du moins de l'en dédommager par quelque autre voie.

(a) Tacit. Annal. Lib. XIV. Cap. LXII. Voyez l'Histoire d'Antoine Perez, dans de Thou, Lib. CIV. & Euripid. in Helen. vers. 106, 107. où néanmoins il ne s'agit pas en particulier des Sujets par rapport à leur Souverain.  
(b) Voyez Marceller, Legat. Lib. I.

(c) Voyez Corn. Nepos, in Alcibiad. Cap. VI. §. 5. Libanius, Orat. VII. & Justin. Lib. V. Cap. IV.

Ce que c'est que l'Estime de distinction.

Du reste, il est clair, que la flétrissure Civile peut être effacée par (c) celui qui a le pouvoir de noter d'infamie; en sorte néanmoins que ce rétablissement de l'honneur, par rapport à ceux qui l'avoient perdu pour des Actions deshonnêtes de leur nature, ne fait que produire extérieurement les effets Civils de la réputation d'honnête homme, sans ôter d'ailleurs par lui-même la tâche de l'infamie intérieure & naturelle qui suit le Crime.

§. XI. VOILA pour ce qui regarde l'Estime simple. L'Estime de distinction, c'est celle qui fait que, parmi plusieurs personnes d'ailleurs égales à l'égard de l'Estime simple, on met l'une

*s'unit au dessus de l'autre ; à cause qu'elle est plus avantageusement pourvue des qualitez qui attirent pour l'ordinaire quelque honneur. Et quelque prééminence à ceux en qui elles se trouvent. Or on entend par l'Honneur, qui répond à cette sorte d'Estime, les marques extérieures de l'opinion avantageuse que les autres ont de nôtre excellence à certains égards. Ainsi l'Honneur, à parler exactement, réside dans la personne (1) qui le rend, & non pas dans celle qui le reçoit. Chacun peut bien s'estimer lui-même autant qu'il veut; mais c'est toujours aux autres à déterminer (a) quel cas ils doivent faire de lui, de même que l'Acheteur met le dernier prix à la marchandise; quoi que les Honneurs qu'on reçoit ne flattent agréablement qu'autant qu'ils répondent à l'idée que l'on a de son propre mérite. L'Honneur (b) perd aussi tout son prix, du moment (2) qu'il devient trop commun; comme au contraire l'Ignominie ne mortifie guères ceux qui la souffrent, lors qu'ils se voient un grand nombre de compagnons. Au reste on donne figurément le nom d'*Honneur* à ce qui en est le fondement, ou à l'assemblage même des qualitez qui distinguent une personne, & qui méritent l'estime des autres. On appelle aussi en un sens particulier des *Honneurs* ou des *Dignitez*, certains Etats Moraux, ou certains Emplois honorables.*

L'Estime de distinction, aussi bien que l'Estime simple, doit être considérée, ou par rapport à ceux qui vivent entr'eux dans l'indépendance de l'Etat Naturel, ou par rapport aux Membres d'une même Société Civile. Mais il faut auparavant examiner les fondemens de cette sorte d'Estime : & cela ou entant qu'ils produisent simplement un mérite, en vertu duquel on peut légitimement prétendre à l'Honneur; ou entant qu'ils donnent un droit proprement ainsi nommé d'exiger des autres des marques d'estime & de distinction, comme nous étant dûes à la rigueur.

§. XII. ON tient en général pour des *fondemens* légitimes de l'*Estime de distinction*, tout ce qui renferme (1), ou qui du moins passe pour marquer quelque excellence ou quelque perfection, dont l'usage & les effets sont conformes au but de la Loi Naturelle, & à celui des Sociétés Civiles. Je dis, *dont l'exercice est conforme au but de la Loi Naturelle, & à celui des Sociétés Civiles*; car le Vulgaire sot & ignorant l'ouë quelquefois, par exemple, les grands (a) mangeurs & buveurs, les vaillans champions dans les combats amoureux, ceux qui se précipitent témérairement dans les dangers, les Voleurs adroits, & autres gens de ce caractère, qui n'excellent que dans quelque Vice, & qui, plus (2) ils s'y sont rendus habiles, plus ils s'attirent le mépris & l'aversion des honnêtes gens; d'autant mieux que par-là ils abusent souvent de la force de leur Corps, & de la vivacité de leur Esprit, ou des autres talens dont ils auroient pû faire un bon usage. D'où il paroît, que les Louanges ne sont estimables qu'à proportion du mérite de ceux d'où elles partent; & qu'ainsi la véritable Gloire ne consiste que dans l'approbation & l'estime de ceux (3) qui sont eux-mêmes dignes de louange.

(a) Voyez *Aristophan. in Acharn. Act. 1. Scen. II. vers. 35, 36. & Juvenal. Satyr. IV. vers. 139.*

**Mais,**

§. XI. (1) Δεκεῖ γὰρ [ἡ τιμὴ] ἐν τοῖς τιμώσιν μᾶλλον εἶ-  
ναι, ἢ ἐν τῷ τιμωμένῳ. Aristot. *Ethic. Nicom.* Lib. I.  
Cap. III.

(2) „L'honneur est un privilege, qui tire sa principale essence de la rareté : & la vertu mesme.

*Cui malus est nemo, quis bonus esse potest?*  
(*Martial. Lib. XII. Epigr. LXXXII.*)

23 On ne remarque pas pour la recommandation d'un  
 24 homme, qu'il ait foin de la nourriture de ses en-  
 25 fants, d'autant que c'est une action commune; quel-  
 26 que juste qu'elle soit: non plus qu'un grand arbre,  
 27 où la forêt est toute de même. Je ne pense pas qu'au-  
 28 cun Citoyen de Sparte se glorifiât de sa vaillance;  
 29 car c'estoit une vertu populaire en leur nation: &  
 30 aussi peu de la fidelité & mespris des richesses. Il l'e-  
 31 choit pas de se récompense à une Vertu, pour grande  
 32 qu'elle soit, qui est passée en coutume: & ne sçay avec  
 33 si nous l'appellerions jamais grande, étant commu-  
 34 ne. Puis, donc que ces loyers d'honneur n'ont autre  
 35 prix & estimation que celle-là, que peu de gens en

„ jouissent ; il n'est , pour les aneantir , que d'en faire „ l'argente. *Montagne*, *Essais*, Liv. II. Chap. VII. vers le commencement.

§. XII. (1) *Habet enim venerationem justam quidquid excellit, Cicero de Nat. Deor. Lib. I. Cap. XVII.*

(2) Τὸ γὰρ μὴ ἐν καλοῖς διατρέχειν, ὑπεραίσιον αἰσχρ.,  
ὡς τὸ φέρειν τὰ ἐν πύτραις θυντρεῖα, κρεβάτιον κακόν. Philon,  
de migrat. Abraham. pag. 413. A. Ed. Paris. Voiez  
Arrian. Epictet. Lib. III. Cap. XIV.

(3) *Latius sum laudari me, inquit Hector, opinor, apud Nativum, abs te, pater, et, laudato viro. Ea est enim profecto iocunda laus, quae ab iis proficitur quibus ipsi in laude vixerunt.* Cicer. Lib. XV. ad Famil. Epist. VI. L'Empereur *Marc Antonin* met cela au rang des caractères du Sage. *Δίξας ὁ ἄλλοι τ' ἀγαθὸν πάντων ἀνθρώπων, ἀλλὰ τ' ὁμοῦλον πάντων τὸ φέρον θνητῶν μόνον. οἱ ἄ μὴ ἴσως θύσαντες, ἅποιοι τίμους εἶναι τε καὶ ἔξω τ' οὐκ αἶδε, καὶ νύκτα, καὶ μὲν ἤμεραν, οἱ μὲν οἷον φύονται, μεμνημένοι δὲ διαπύλλοι. εἰ τούτοις αὖτε τ' ἀγαθὸν τ' αὐτῶν ἴσταναι οἱ λόγιοι τίθενται, οἱ μὲν οὐδ' αὐτοὶ λαοῖσι δέχονται.* *C'est à dire,*

Ccc 3

## Selam





Hommes acquiescer quelque Bien, & il le divise en Naturelle, & Instrumentale. La première consiste, selon lui, dans une certaine excellence des Facultez du Corps, ou de l'Âme, telle qu'est la Force, la Bonneté, la Prudence, l'Art, l'Eloquence, la Libéralité, la Noblesse, &c. L'autre résulte de la possession de certaines choses, qui étant acquies avec le secours des Puissances Naturelles, servent de Moyens & d'Instrumens pour se rendre plus puissant; comme sont les Richesses, l'Honneur & la Réputation, les Amis, le Bonheur ou la Bonne Fortune, &c. En un mot, selon les idées de cet Auteur, toute Qualité, ou réelle, ou apparente, qui fait des impressions d'Amour ou de Crainte dans l'esprit d'un grand nombre de gens, est une Puissance. Il distingue ensuite deux sortes de Dignité ou de Mérite: l'une, que l'on pourroit appeler Dignité Naturelle, & l'autre Dignité Civile. La première, c'est ce que chacun vaut, c'est-à-dire, ce que les autres voudroient donner pour avoir l'usage de sa Puissance: de sorte que, s'ils témoignent la mettre à haut prix, ils l'honorent; au lieu que, s'ils l'estiment sur un bas pied, ils le deshonnorent: ce qui se fait par des Signes Naturels, comme lors que l'on implore le secours de quelqu'un, ou qu'on lui obéit; ou qu'on lui fait des présents (b) considérables; ou qu'on a soin d'avancer ses intérêts; ou qu'on le flatte; ou qu'on lui cède en tout ce qu'il souhaite; ou qu'on témoigne pour lui de l'Amour, ou de la Crainte; ou qu'on le loue, & que l'on publie sa puissance & son bonheur; ou qu'on l'aborde & qu'on lui parle avec respect; ou qu'on ajoute foi & que l'on se fie à ce qu'il dit; ou que l'on écoute patiemment & avec attention ses conseils & tous ses discours; ou qu'on entre dans ses opinions; ou qu'on l'imite; ou qu'on honore ceux qu'il honore; ou qu'on prend conseil de lui, & qu'on se règle sur ses avis, dans des affaires importantes. La Dignité Civile, c'est l'estime que l'Etat fait d'un Citoyen, en lui conférant ou une partie de l'administration du Gouvernement, ou une Charge, ou quelque affaire publique; ou même un simple Titre Honorifique. Hobbes remarque ensuite avec raison, que l'Etat peut attacher une marque d'Honneur à certaines choses qui sont d'ailleurs indifférentes de leur nature, telles que sont, par exemple, les Armoiries, ou comme autrefois, parmi les Perses, c'étoit un (c) grand honneur que d'être promené par la ville sur le Cheval du Roi. Je n'ai garde de dire la même chose des paroles suivantes, qui ne peuvent qu'être désapprouvées. L'Honneur, dit-il, consiste uniquement dans la haute idée qu'on a de la Puissance de quelqu'un; de sorte que, pourvu qu'une Action soit grande & difficile, il n'importe qu'elle soit juste, ou injuste, elle ne laisse pas toujours d'être glorieuse; parce qu'elle marque une grande Puissance. Ainsi les anciens Perses, selon leur opinion, ne deshonnoroient pas leurs Dieux, en leur attribuant, dans leurs Poësies, des Adultères, des Homicides, & d'autres Actions, injustes ou sales à la vérité, mais grandes; au contraire, ils les honoroient par là extrêmement. Voilà en abrégé les idées de Hobbes sur cette matière.

Mais, quoi qu'on puisse accorder que les fondemens de l'Honneur, ou de l'Estime de distinction, se rapportent à la Puissance, étant qu'ils ont la vertu de produire quelque effet dans la vie humaine; (car ce qui n'est capable de produire aucun effet, ni bon, ni mauvais, ne semble pas susceptible d'estime, ni en bien, ni en mal) il est absurde de dire, que la seule Puissance, sans la Bonneté, soit le véritable & unique fondement de l'Honneur solide; & cela est également contraire à la droite Raison, & aux principes même de Hobbes. En effet, il définit lui-même l'Honneur (d), l'opinion que l'on a de la Puissance de quelqu'un, jointe avec la Bonneté; & il ajoute, que l'Honneur est toujours nécessairement accompagné de trois Passions, savoir de l'Amour, qui répond à la Bonneté, & de l'Espérance & de la Crainte, qui se rapportent à la Puissance. En effet, la Crainte qu'excite la vue d'une Puissance qui ne tend qu'à faire du Mal (e), ne sauroit en aucune façon passer pour une marque d'Honneur; car la Crainte toute seule est accompagnée de Haine; & l'on souhaite la ruine de ce que l'on hait. En qualité de Chrétiens, nous croions que le Diable a une grande (f) puissance, mais dont il ne veut se servir que pour faire du mal: cependant il faudroit être fou pour conclure de là, qu'on doit l'adorer; & lors que cet Es-

(b) Je ne sçai pourtant si l'on peut approuver ce que rapportent Les Auteurs. Lib. I. d'un Prince de Zanaga en Afrique.

(c) Esther, VI. &c. Voici d'autres exemples, dans Bern. Varen. Descript. Japon. p. 21. Neuhoff, général. descript. Chin. Cap. IV. Rochefort, Descript. Antill. Part. II. Cap. XIX.

(d) De Cive, Cap. XV. §. 9.

(e) Et metui dementi credebat honorem. Silius Italic. Lib. I.

(f) C'est la raison qu'allèguent quelques Barbares, pour excuser le culte qu'ils lui rendent, afin, disent-ils, qu'il ne nous nuise pas.



(g) Matth. IV, 8, 9.  
 (h) Voyez Lucain, Pharsal. Lib. V. vers. 385, 386.  
 Plutarch. de diff. crim. adulator. & amici : & ce que disoit Pesteunius Niger, dans Sparrien, Cap. XI. à un de ses Panegyristes.  
 (i) Voyez Sallust. de Diis & Mundo, Cap. III.  
 (k) Voyez Juvenal. Satyr. VI, 329.

prit malin voulut lui-même avoir des hommages de Notre Sauveur *Jésus-Christ*, il n'employa point de menaces, mais il tâcha de (g) le gagner par de belles promesses. Ainsi on ne sauroit non plus mettre, comme fait *Hobbes*, au rang des marques d'Honneur, les actes de *Flatterie*. Car toute Flatterie suppose un Vice ou dans le Flatteur, ou dans celui qui est flatté : elle est d'ailleurs une espèce de moquerie (h), & ne part nullement d'un sentiment d'amour ou d'estime. Pour ce qui regarde les Fables des anciens Poètes, il y en a qui croient, qu'elles donnoient à entendre, que les Dieux étoient (i) au dessus des Loix. D'autres ont prétendu (i), que ce n'étoient (2) que de pures fictions, qui avoient un sens mystique. Quoi qu'il en soit, les adultères de *Jupiter* ne lui font pas, à mon avis, plus d'honneur, que les débauches de *Messaline* (b) n'en faisoient à cette Princeesse ; & les plus sages Païens l'ont eux-mêmes (3) reconnu.

\*Toutes les qualités, qui sont le fondement de l'Honneur, ne produisent qu'un simple mérite.

(a) Voyez Pindar. Olymp. Od. IV. à la fin.

(b) Voyez Sophocl. Ajac. flagell. pag. 69. Ed. H. Steph.

§. XIV. TOUTES les qualitez, qui sont de légitimes fondemens de l'*Estime de distinction*, ne produisent néanmoins par elles-mêmes qu'un droit imparfait à l'honneur & au respect ; de sorte que, si on le refuse à ceux qui le méritent le mieux, on ne leur fait par là aucun tort proprement dit, mais on manque seulement envers eux d'Humanité, ou de Civilité. En effet, ceux qui vivent les uns par rapport aux autres dans l'indépendance de l'Etat Naturel étant naturellement égaux, je ne vois pas en vertu de quoi l'un d'eux pourroit exiger des autres, de plein droit, quelque Honneur & quelque respect ; puis que l'amour que chacun a pour lui-même & pour tout ce qui lui appartient, peut lui faire croire qu'il a de quoi aller du pair avec ceux qui prétendent avoir quelque avantage sur lui, ou même de quoi se mettre justement au dessus d'eux. Si l'un, par exemple, vante ses cheveux blancs (a), l'autre soutiendra que la vigueur de sa Jeunesse lui donne au contraire de beaucoup la préférence. Celui qui espère d'acquies une chose, en tirera autant de vanité, que celui qui la possède actuellement. *Ajax* est tout fier de la force de son Corps : mais *Ulysse* se croit fort au dessus de lui par sa (b) Prudence, par son Eloquence, & par son adresse. Si l'un se glorifie de ses richesses, l'autre opposera à cela son contentement d'esprit, plus précieux mille fois que tous les trésors des Princes. L'un vantera son érudition : l'autre, qui n'a point de savoir, répondra, que (1) la Fermeté d'esprit, la Fidélité, & la Probité, sont la véritable Philosophie. L'un sera fier des honneurs & des Dignitez auxquelles il est parvenu : l'autre dira, que (2) l'on voit tous les jours des gens qui sont revêtus des marques honorables de la Vertu, sans être pour cela vertueux. Un Gentilhomme pauvre fera sonner haut sa Naissance, & la longue suite de ses Ancêtres : un gros Financier, ou un riche Marchand, lui répondra en se moquant de tous les titres, qui ne l'empêchent pas d'être gueux :

(3) Sans l'argent, la Noblesse est un meuble inutile.

Au fond, les Sages même mettent au rang des sottises opinions du vulgaire, d'estimer (4) les personnes.

§. XIII. (1) Voyez ce que dit Mr. Bernard, dans ses Nouvelles de la République des Lettres, Mars 1703. pag. 298, 299.

(2) Ou plutôt ce n'étoient que des anciennes Histoires, mais corrompues & défigurées en diverses manières, de gens très-vicieux, dont l'ignorance & la superstition avoit fait des Divinités. Voyez ce que Mr. Le Clerc a dit en divers endroits de la Bibliothèque Universelle, & depuis peu dans la Bibliothèque Choise. Tom. VII. à l'occasion du Livre de Selden, de Diis Syris.

(3) Par exemple, *Istrate* soutient que l'on n'oseroit dire d'un ennemi des choses aussi injurieuses, que celles que les Poètes attribuoient aux Dieux, par une calomnie détectable. *Αλλὰ τὰς τῶν ἐχθρῶν φρασμολαίαν ἐκτρέφει Δυνας, οἱ... τοῖς τοῖς ἀπὸ τῶν θεῶν ὡς ἐκ τῶν ἀνθρώπων ἀπὸ τῶν θεῶν, ἐς ἃς αἰεὶ τῶν θεῶν τοῖς ἀνθρώποις ἀπὸ τῶν θεῶν.* In *Sofista*, Encom. pag. 395. Voyez Pindar. Olymp. Od. I.

*Senec. de brev. vit. Cap. XVI. Fulgent. Mythol. Lib. I. vers. 35, 36, 37.*

§. XIV. (1) Τὸ γὰρ βέλτερον, καὶ ἀμείνως, καὶ ὑγιέν, τίς οἶσιν οὐκ ἔστι τῶν ἀνθρώπων φρασμολαίαν. Plato, Epist. X.

(2) *Infamia enim Virtutis multo etiam sine virtute affertur suar, saltem quorum tanta fudia affertur sola Virtutis potest.* Cicero, ad Famil. Lib. III. Epist. XIII.

(3) ———— Ἦλκε γὰρ ἄλλο ἐλκὺς αἰεὶ.  
*Euripid. in Phœniss. vers. 445.*

Voyez aussi l'*Electre*, vers. 37, 38. & Horat. Lib. II. Sat. V. vers. 8.

(4) J'ai employé ici, les propres termes de *Charren*, de la Sagesse, Liv. I. Chap. V. (XXXIV.) §. 9. num. 5. d'où notre Auteur a visiblement tiré ce qu'il dit ; quoi qu'il ne le cite pas. Mais *Charren* lui-même, à son ordinaire, n'a fait qu'abrégier ce beau passage de *Montagne*. « C'est merveille que, sans nous, aucune chose ne s'estime » que

personnes par les biens, richesses, dignitez, honneurs, en un mot par toutes les autres choses qui sont hors de nous, & mépriser ceux qui n'en ont point comme si l'on jugeoit d'un Cheval par la bride & la selle. D'ailleurs, l'Honneur, que l'on rend à quelcun, consistant à reconnoître en lui des qualitez qui le mettent au dessus de nous, & à s'abaisser volontairement devant lui pour cette raison; sentimens que la violence ne sauroit jamais produire, puis qu'elle ne fait au contraire que rendre les hommes plus opiniâtres à refuser des hommages, que l'on veut extorquer d'eux: il seroit manifestement absurde d'attribuer aux qualitez, qui sont les fondemens de l'Honneur, la vertu d'imposer par elles-mêmes une Obligation parfaite, en sorte que ceux, en qui elles résident, aient un plein droit d'en venir à la voie des armes, pour se faire rendre par force les respects qu'ils méritent. En effet, un hommage forcé n'est pas une marque de respect intérieur, mais témoigne seulement que celui, qui le rend, appréhende la mort. Ajoutez à cela, que les marques extérieures d'honneur, si elles ne partent d'un sentiment intérieur de respect & de soumission, n'étant que de vaines simagrées, & une moquerie plutôt qu'un véritable hommage; il y auroit de la folie à prendre les armes pour venger le refus de ces sortes de choses; sur tout si celui, qui nous les refuse, proteste qu'il ne le fait pas pour nous mépriser, mais seulement pour maintenir l'usage de la Liberté Naturelle, en vertu de laquelle il ne sauroit légitimement être contraint à faire une chose qui doit dépendre de son bon plaisir & de son honnêteté. C'est sur ce fondement que les Scythes disoient autrefois à Alexandre: (5) N'est-il pas permis à ceux qui vivent dans les bois, d'ignorer qui tu es, & d'où tu viens? Nous ne voulons ni obéir ni commander à personne. Et Arioviste à César: (6) Si j'avois quel-

que par ses propres qualitez. Nous louons un Cheval de ce qu'il est vigoureux & adroit,

*nempe volucrum  
Sic laudamus equum, facili cui plurima palma  
Fervet, & exultat tanto victoria circo.  
(Juvenal. Satyr. VIII, 57, 58.)*

non de son harnois: un levrier, de sa vitesse, non de son collier; un oiseau; de son aile, non de ses longues & sonnettes. Pourquoi de même n'estimons-nous un homme par ce qui est sien? Il a un grand train, un beau Palais, tant de credit, tant de rente: tout cela est autour de lui, non en lui. Vous n'achetez pas un chat en poche: si vous marchandez un Cheval, vous lui ôtez ses bardes, vous le voyez nud & à découvert: Ou, s'il est couvert, comme on le présenteoit autrefois aux Princes à vendre, c'est par les parties moins nécessaires, afin que vous ne vous amusez pas à la beauté de son poil, ou l'argence de sa croupe, & que vous vous attachiez principalement à considérer les jambes, les yeux, & le pied, qui sont les membres les plus utiles. (Voyez Horat. Lib. I. Satyr. II, 86, & seqq.) Pourquoi estimant un homme, l'estimez-vous tout enveloppé & empâqué? Il ne nous fait montre que des parties, qui ne sont aucunement sennes: & nous cache celles, par lesquelles seules on peut vraiment juger de son estimation. C'est le prix de l'espée que vous cherchez, non de la guaine: vous n'en donnerez à l'adventuere pas un quattrain, si vous l'avez despoillée. Il le faut juger par lui-même, non par ses atours. Et, comme dit tres-plaisamment un ancien: Savez-vous pourquoi vous l'estimez grand? vous y comprenez la hauteur de ses patins. La base n'est pas de la statue. Mesurez-le sans ses eschasses. Qu'il mette à part ses richesses & honneurs, qu'il se presente en chemise: A-t-il le corps propre à ses fondions, sain, & allegre? Quelle ame a-t-il? Est-elle belle, capable, & heureusement pourvue de toutes ses pieces? Est-elle riche du sien, ou de l'autrui? La fortune n'y a-t-elle que voir? Si les yeux ouverts elle attend les espèces traitées: s'il ne lui chaut par où lui sorte la vie, par la bouche, ou par le goller? si elle est rassise, equable, & contentée:

T o m. II.

c'est ce qu'il faut voir, & juger par là les extrêmes différences, qui sont entre nous. Essais, Liv. I. Chap. XLIII. au commencement. Voici comment Mr. Despreaux a unité le passage de Juvenal, que Montagne cite, & qui est appliqué à la Noblesse.

*Dites nous, grand Héros, Esprit rare & sublime,  
Entre tant d'Animaux, qui sont ceux qu'on estime?  
On fait cas d'un Courfier, qui fier & plein de cœur,  
Fait paroître en courant sa bouillante vigueur:  
Qui jamais ne se lasse, & qui dans la carrière  
S'est convert mille fois d'une noble poussière:  
Mais la postérité d'Alfane & de Bayard,  
Quand ce n'est qu'une raie, est vendue au hazard,  
Sans respect des Aïeux dont elle est descendue,  
Et va porter la malle, ou tirer la charue.  
Pourquoi donc voulez-vous que, par un soi abus,  
Chacun respècte en vous un honneur qui n'est plus.*

Satire V, pag. 30. dern. Edit. d'Amsterdam.

Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. IV. §. 9. Horace, pour faire voir le ridicule de ceux qui n'estiment les gens que par les choses extérieures, en appelle au jugement des Enfans, en qui la Nature n'est pas encore corrompue par l'exemple & par la coutume.

*Si quadsingentis sex, septem millia desunt,  
Est animus tibi, sunt morer, & lingua, fidesque:  
Plebs eris. At pueri ludentes, Rex eris, aiunt,  
Si resti facies.*

C'est-à-dire, selon la version du P. Tarteron: „Vous avez du cœur, de l'éloquence, & de la bonne foi, j'en conviens: mais vous n'avez pas quarante-mille livres? Ne s'en fallût-il que six ou sept mille, vous n'êtes qu'un coquin. Les Enfans, en jouant, raisonnent bien mieux, à mon avis. Faites bien, disent-ils, & vous serez Roi. Epist. Lib. I. Ep. I. 57, & seqq.

(5) Qui sis, unde venias, licetne ignorare in vastis silvis viventibus? Nec servare ulli possumus: nec imperare desideramus. Q. Curt. Lib. VII. C. VIII. num. 16. J'ai suivi Vaugelas.

(6) Si quid ipsi à Casare opus esset, sese ad eum venturum fuisse: si quid ille se velit, illum ad se venire oportere. César, de Bell. Gall. Lib. I. Cap. XXXIV. num. 2. Vologèse, Roi des Parthes, fit une semblable réponse à Néron. Voyez Xiphilin, dans l'Abécéde de Dion.

D d d

§. XV.

que chose à vous demander, j'irois vous trouver moi-même : si vous souhaitez, quelque chose de moi, vous n'avez qu'à venir. De tout cela il paroît, que, quoi qu'il soit conforme à la Raison, d'honorer ceux qui ont plus de mérite que nous; & que même rien n'empêche, à mon avis, qu'on ne fasse de cela, si l'on veut, une maxime du Droit Naturel; ce Devoir considéré précisément en lui-même doit être mis au rang de ceux, dont la pratique est d'autant plus louable qu'elle est entièrement libre. Pour avoir donc un plein droit d'exiger d'autrui du respect, ou quelque marque d'honneur que ce soit, il faut, ou que celui, de qui on l'exige, soit sous notre puissance; ou qu'on ait acquis ce droit par quelque (c) Convention, ou en vertu d'une Loi faite ou approuvée par un Supérieur commun.

(c) Comme, par exemple, celle du Roi de Cochin, avec les Portugais, au sujet des Nairs, ou Nobles de ce Païs-là. Voyez *Mandeste, Itiner. Part. II.*

Sur quoi est fondé le droit de Préférence ?

(a) Le vers de Martial, Lib. X. Epigr. X. vers. 8. qui est cité dans l'Original, ne convient pas ici, & regarde au contraire ceux qui font des bassesses, pour plaire à ceux qu'ils flattent.

(b) Voyez Sallust. *Bell. Jugurth.* dans la Harangue d'Adherbal; & Tacit. Agric. Cap. XIV. (c) Voyez Jacob. Gothofred. de præcedentia, Part. I. Cap. I. *Maurocen. Hist. Venet. Lib. VIII. p. 301, & seqq.* & l'Am bassadeur & ses fonctions, par Wicquefort.

Raisons dont on se sert, pour fonder un droit de Préférence, indépendamment de toute Convention, ou expresse, ou tacite.

§. XV. D'E Particulier à Particulier, rien n'est ici plus glorieux que les combats de (1) civilité, dans lesquels chacun, s'empresse d'être le plus prompt à porter honneur & respect aux autres, & le plus modeste à refuser ceux qu'on veut lui rendre. On se moque avec raison de ces gens qui se piquent de la moindre chose en quoi l'on a manqué de déférence pour eux, & qui disputent le pas avec chaleur; sur tout lors qu'il s'agit d'un honneur stérile, & qui n'est accompagné d'aucune utilité solide. Bien fort qui se croit (a) pour avoir le haut du pavé! (2) *Qu'importe où l'on soit assis à table? disoit un ancien Philosophe. Est-on plus ou moins honnête homme, pour avoir une place plus ou moins honorable? Rien n'est plus beau que le jugement d'un Prince au sujet d'une dispute que deux (3) Dames de la Cour eurent dans une Eglise, à l'occasion du Pas: Que la plus folle des deux, dit-il, passe la première.*

Mais il y a des prétextes plus plausibles dans les contestations que les Princes, & les Peuples entiers, ont eues presque de tout tems sur la prééminence, & sur le droit de Préférence, qui en est une suite. Il est certain, qu'un Prince, qui relève d'un autre, doit indispensablement lui céder le premier rang, quand même ils porteroient tous deux le même Titre. On a des exemples de Rois puissans, qui ont sous eux d'autres Princes honorez du titre de Rois, mais au fond simples Magistrats subalternes, & Gouverneurs des Provinces des premiers. Quelques-uns tiennent leur Couronne en Fief: d'autres la possèdent sous quelque autre titre qui les met dans la dépendance d'un autre Souverain. Les Romains (b) comptoient plusieurs Rois parmi leurs Sujets & leurs Vassaux. Dans les Alliances inégales, celui au désavantage de qui est l'inégalité, se reconnoît par cela seul inférieur à l'autre Puissance, & baisse, pour ainsi dire, le pavillon devant elle. Il n'y a point de doute non plus, que, si l'on a acquis, ou en son nom propre & particulier, ou comme Chef de l'Etat, un droit de Prééminence & de Préférence, soit par quelque Convention expresse, soit par une coutume reçue, ou par le silence & la concession paisible du Prince intéressé; ce qui emporte une Convention tacite, lors qu'on ne sauroit vraisemblablement en alléguer d'autre raison, si ce n'est que celui-ci se reconnoît inférieur: on peut alors maintenir son droit, tant que l'on est revêtu de la Dignité, à la faveur de laquelle on l'a acquis (c).

§. XVI. MAIS la question est de savoir, si l'on peut prétendre quelque Prééminence, sans

§. XV. (1) En quoi néanmoins il ne faut pas aller dans l'excès. Écoutez encore ici *Montagne*. „ J'aime à en suivre les loix de la civilité, mais non pas si courdemment, que ma vie en demeure contrainte. Elles ont quelques formes penibles, lesquelles pourveu qu'on oublie par discretion, non par erreur, on n'en a pas moins de grace. J'ay vu souvent des hommes incivils par trop de civilité, & importuns de courtoisie. C'est au demeurant une très-utile science que la science de l'entregent. Elle est, comme la grace & la beauté, conciliatrice des premiers abords de la société & familière; & par conséquent nous ouvre la porte à nous instruire par les exemples d'autrui, & à exploi-

ter & produire nostre exemple, s'il a quelque chose d'instruisant & communicable. *Essais, Liv. I. Chap. XIII.*

(2) *Demens, quid interest, quam lecti premat partem? honestiorem te, aut turpiorem, potest facere pulvinus? Senec. de Ira, Lib. III. Cap. XXXVII. Quinilien, Declam. CCLII. appelle l'Honneur, pretiosissimum pauperum censum. Mais il ne s'agit là que de l'Estime Simple, ou de la réputation d'honnête homme.*

(3) L'Auteur dit, *duos Ministros minorum gentium.* Mais, comme il ne cite personne, j'ai suivi l'Abbé de St. Réal, qui attribue ce jugement à Charles Quint. Voyez le Traité de l'Usage de l'Histoire, Discours VI.

sans en avoir acquis le droit de la manière que je viens de le dire : Ceux qui tiennent l'affirmative, allèguent, entre autres raisons, l'antiquité du Roiaume, & de la Famille Régnaute; l'étendue & l'opulence des Pais qui sont sous la domination du Prince; la grandeur de sa puissance; la Souveraineté absolue; & ses Titres relevez. On croit communément, que l'antiquité ajoute quelque chose à la dignité des Etats, aussi bien qu'à l'éclat des Familles illustres. Ceux qui fondent là-dessus un titre de Prééminence, disent avec beaucoup de fausseté, que leurs Ancêtres brilloient sur le Thrône dans le tems que les autres Roiaumes étoient confondus dans la foule des Pais soumis à une domination étrangère; ou lors que la Famille, qui vient de monter sur le Thrône, étoit encore cachée dans l'obscurité d'une basse naissance : Qu'un Prince est bien injuste, de disputer la préséance à celui dont les Ancêtres pouvoient commander aux siens, & les avoir pour Ministres : Que c'est une Loi Naturelle & générale, que les derniers venus doivent céder aux premiers. On étale ensuite avec emphase les belles actions que cet Etat, ou la Famille Régnante ont faites, & en paix, & en guerre; au lieu, dit-on, que l'autre Prince, qui ne veut pas céder le pas, ne sauroit alléguer rien de tel, ou du moins que fort peu de chose. Pour ce qui est de la Puissance, elle imprime la crainte, aussi bien que le respect. On regarde comme une (1) imprudence, & une témérité extrême, de disputer le rang à celui qui peut nous faire & beaucoup de bien & beaucoup de mal; & le moins efficace pour parvenir aux honneurs, c'est d'être en état de dire: *Si vous me les refusez, mon épée saura bien me les donner*. La dignité des Princes, qui ne relevent que de Dieu & de leur épée, passe aussi pour plus éminente, que celle de ceux qui sont liez par des Loix Humaines, ou par des Conventions. Enfin, les Titres emportant ordinairement la chose même qu'ils désignent, on ne croit céder en rien à ceux qui n'en ont pas de plus grands & de plus superbes (a).

(a) Voyez, dans *Andr. Maurucen. Hist. Venet. Lib. XII. p. 484. l'opposition des Princes d'Italie au Titre de Grand Duc de Toscane*, que le Pape Pie V. avoit donné à Cosme; & l'*Hist. du Conc. de Trente*, par le P. Paul, Lib. V. p. 402.

§. XVII. QUOI QUE ces raisons, & autres semblables qu'on allègue, paroissent avoir quelque chose d'assez plausible; il faut avouer pourtant, qu'elles ne produisent par elles-mêmes qu'un droit imparfait, tant qu'il n'y a point là-dessus de Convention, ni expresse, ni tacite. L'Antiquité toute seule, dira-t-on, ne renferme aucune dignité; puis qu'elle n'est qu'une longue durée, qui peut convenir à une chose de peu de valeur, aussi bien qu'aux plus excellentes. Tous les Etats sont libres & indépendans: il n'importe qu'ils soient fondez depuis peu, ou depuis long-tems. La longue durée d'un Roiaume marque seulement, que la constitution en a été bonne, & l'administration sage & fidele; & que par l'effet ou de son bonheur, ou de la bravoure de ses Citoyens, il n'a point été exposé aux attaques d'un Ennemi étranger, ou qu'il les a repoussées vigoureusement, & avec succès. Mais les Etats nouveaux peuvent être constitués & gouvernez aussi avantageusement que les anciens; & peut-être même mieux, à cause que les bons réglemens de ceux-ci ont été souvent produits par une expérience fâcheuse qu'on avoit faite des inconvéniens auxquels on vouloit remédier par là; au lieu que les Etats nouvellement formez peuvent d'abord, sans qu'il leur en coûte rien, profiter de tout ce que les autres ont inventé de bon & d'utile: car, quoi que personne ne puisse s'assurer ici-bas un bonheur de longue durée; on peut empêcher que l'Etat ne tombe en décadence par de mauvais réglemens. Enfin, on doit juger de chacun par le présent: le passé ne nous regarde plus, & l'avenir ne nous touche pas encore. Les Etats ne forment pas tous ensemble un Corps, où les Membres nouvellement aggrégés doivent tenir le dernier rang: mais chaque Etat est un Corps à part, indépendant de tous les autres. Pour ce qui est de l'Antiquité de la Famille Régnaute d'un Etat, cela marque bien quelquefois, que les Descendans n'ont point dégénéré de la Vertu de leurs Ancêtres; mais le plus souvent on n'en peut tirer d'autre conséquence, si ce n'est que cette Famille a su si bien affermir sa domination que personne n'a osé entre-

Examen de ces raisons; & r. De l'Antiquité de l'Etat, ou de la Famille Régnaute.

§. XVI (1) J'ai suivi la manière dont l'Auteur s'exprime dans sa Dissert. de *Existimatione*, parthil son Dissert. Académiques, §. 23. Car, dans toutes les Editions

de mon Original, il y a, *non impudens solum, sed & temperatum* &c. Or la plus grande partie de ce Chap. est copiée de là mot à mot.

prendre de lui ôter la Couronne. Quelquefois c'est l'effet d'un simple bonheur, ou du moins du naturel paisible des Peuples de ce Roiaume, qui n'aiment pas les révolutions du Gouvernement. Mais celui qui est monté depuis peu sur le Thrône, peut répondre aux autres, qui vantent la longue suite des Rois leurs Prédecesseurs: Que (1) *la Noblesse, les Ancêtres, & généralement tous ce qui nous vient sans que nous y ayions en rien contribué, ne sauroit guères être regardé comme quelque chose qui nous appartienne*: Qu'il n'est rien de plus facile que de recueillir une riche succession; mais que, pour se faire un patrimoine, & pour être soi-même l'artisan de sa fortune, il faut de l'industrie & de la vertu: Qu'au lieu qu'ils doivent uniquement leur grandeur au hazard de la naissance, il n'en est redevable lui qu'à son propre mérite: Qu'ils se parent d'une gloire étrangère & ancienne; mais que pour lui, il a une gloire propre, & qui brille d'un éclat tout récent: Que sa Famille fera quelque jour ancienne (a), comme la leur a été autrefois nouvelle: Enfin, que la Roiauté (b) est le plus haut degré de Noblesse & de Dignité, & qu'ainsi toute Famille Régnante, soit ancienne ou nouvelle, est toujours d'un rang également élevé.

(a) Voyez le raisonnement d'*Arnobé*, Lib. II. sur un autre sujet.

(b) Voyez *Ovid.* Fast. Lib. V. v. 26.

2. De la Puissance.

(a) Voyez *Juvénal.* Sat. V, 130, 131. & ce que dit *Favorinus* à ses amis, au sujet de la complaisance qu'il avoit pour *Hadrien*; dans *Spartien*, Cap. XV.

(b) Voyez *Jacob. Gothofr.* de praesed. Part. I. C. III.

3. De la Souveraineté absolue.

4. Enfin, des Titres.

(a) Voyez pour tant *Georg. Barzeus*, Elench. monum. nuper in Anglia, Part. II. p. 246, & seqq. & l'Auteur du Cardinalisme, Part. I. Lib. III.

(b) *Ann. Marcellin.* Lib. XVII. Cap. V. Voyez aussi Lib. XXIII. Cap. VI.

§. XVIII. POUR la Puissance, elle peut bien tirer des plus foibles quelques marques extérieures de respect; y aiant de la folie à ne pas céder à ceux (a) qui sont en état de nous faire du mal. Mais, si un Roi se trouve assez fort pour maintenir & défendre aisément sa Couronne par lui-même, je ne vois pas pourquoi il céderoit le pas à un autre plus puissant, de qui il n'a rien à craindre, & dont il n'a pas besoin de rechercher la protection. Tous ceux, qui sont libres, le sont également; & la supériorité de forces ou de richesses ne donne ici aucune prérogative. Un Prince, dont les terres n'ont que cent lieues de long, est aussi Souverain chez lui, & aussi en état d'exercer les actes nécessaires pour la fin des Sociétez Civiles, qu'un autre dont la domination s'étend à six-cens lieues de pais. Pour ne pas dire, que la Puissance toute seule, considérée comme un simple pouvoir de nuire, n'emporte point par elle-même un avantage capable d'attirer un respect sincère: car le véritable respect est tempéré d'amour, au lieu que le pouvoir de nuire a quelque chose d'odieux (b).

§. XIX. LA Souveraineté absolue fait à la vérité des impressions de respect mêlées de crainte, beaucoup plus grandes, que celles qu'inspire une Souveraineté limitée par des Loix: mais ce n'est que sur les Sujets du Prince absolu, & non pas sur les autres Souverains, qui ne regardent son Pouvoir illimité, par rapport à eux, que comme un usage de la Liberté Naturelle, lequel ne donne par lui-même aucune prééminence sur ceux auxquels on n'a pas droit de commander. D'ailleurs, la dignité d'un Prince n'étant pas seulement fondée sur les droits personnels & particuliers, mais encore sur le rang que tient l'Etat dont il est le Chef, un Souverain, dont le Pouvoir est limité par les Loix, peut sans contredit, en qualité de Chef d'un Etat puissant, être beaucoup au dessus d'un autre Souverain, qui est absolu, mais dont l'Etat est moins considérable. Enfin, les (a) Titres, aussi bien que tous les termes, sont comme la Monnoie, qui n'a cours que sur le pied (1) établi par l'Usage: & la Souveraineté étant ce qu'il y a de plus relevé dans un Roi, il suffit que ses Titres la désignent dans leur sens propre & naturel, ou selon l'usage commun: du reste la pompe ou la modestie des termes, n'ajoute & ne diminue rien de la chose même. Le Monarque des *Turcs*, qui se nomme *Empereur*, n'est pas plus pour cela que celui des *Perfes*, qui ne se qualifie que *Roi*. Cet ambitieux étalage d'éloges entasse les uns sur les autres, & ajoutez au Titre propre de la Souveraineté d'un Prince, sent un peu la barbarie, & imprime peut-être quelque respect aux Sujets; mais tous les autres s'en moquent. Par exemple, *Sapor*, Roi des *Perfes*, se disoit (b) *Frère du Soleil & de la Lune*: mais que

§. XVII. (1) *Nam genus, & proavos, & qua non fecimus ipsi.*  
*Vix ea nostra voco.* ————  
*Ovid. Metam.* Lib. XIII. vers. 140, 141.

§. XIX. (1) Voyez *Grotius*, Lib. I. Cap. III. §. 10. & le Discours sur la Gouvernemens par *Algernon Sidney*, Chap. III. Sect. XXXII.

que faisoit cela à l'Empereur Romain : Pas plus que s'il se fût appelé, *Enné de Saturne & de Venus*.

§. XX. DE tout cela il résulte assez évidemment, à mon avis, qu'il n'y a point d'obligation parfaite, en vertu de laquelle un Roi, véritablement Roi, soit tenu de céder le pas à un autre Monarque; & de se reconnoître inférieur à lui en dignité, quand même celui-ci auroit quelque avantage à l'égard des qualitez, dont on vient de parler; & qu'un Etat libre n'est pas non plus obligé de céder à un autre Etat également libre, quoi que celui-ci se trouve plus ancien ou plus puissant. Un Etat Populaire ne paroît pas même être d'un rang inférieur à un Etat Monarchique; quoi que, dans une République, il n'y ait personne qui puisse lui seul aller du pair avec un Roi. Ainsi l'Ambassadeur d'une République n'est pas toujours indispensablement tenu de céder le pas à l'Ambassadeur d'un Roi. Cependant, comme une Dignité empruntée & représentative n'a jamais tant d'éclat, qu'une Dignité propre & originale, ni un Magistrat, qu'un Prince; & que d'ailleurs les Républiques ne sauroient se trouver en même lieu avec les Rois, que par leurs Députés ou leurs Ambassadeurs: il est clair, que l'Ambassadeur d'une République doit toujours céder le pas à quel Roi ou Prince Souverain que ce soit.

§. XXI. CETTE égalité des Souverains n'empêche pas néanmoins, qu'ils ne puissent, s'il le faut, se trouver ensemble, ou en personne, ou par leurs Ambassadeurs, ou même s'unir en un Corps pour former une Assemblée ou un Conseil perpétuel. Lors qu'un Roi en va voir un autre dans ses Etats, la Civilisé veut que le Seigneur du Pais donne le pas chez lui à l'Etranger; à moins que celui-ci ne soit venu sur le pied de Sujet passager, pour ainsi dire. Car quoi que chacun soit le premier dans les terres de son obéissance; les Ambassadeurs & les Rois même sont censés, par une espece de fiction, être hors des terres du Prince, dans le Pais duquel ils sont entrés de son consentement, avec tout l'éclat & toutes les marques de leur Dignité. Je dis, *de son consentement*: car je ne conseillerois pas à un Prince d'entrer dans les terres d'un autre *incognito*, & sans en avoir demandé permission. Un Auteur (a) François sôtient même hardiment, *qu'on ne pécha point contre le Droit des Gens en se saisissant d'un Prince qui vient incognito*. Mais je ne vois pas bien en vertu de quoi on pourroit se porter à cette violence; à moins qu'on ne dise, qu'un Prince ainsi déguisé donne lieu de soupçonner, qu'il vient à mauvais dessein, & qu'il méprise le Souverain du Pais. Que si deux ou plusieurs Princes s'abouchent en lieu tiers, il est aisé de faire en sorte qu'il n'y ait aucune marque de prééminence en faveur d'aucun d'eux. Car ils peuvent tenir leurs séances dans quelque chambre construite de telle manière, qu'il n'y paroisse point de place plus honorable que les autres. C'est pour cela aussi que, dans ces sortes d'entrevûes, on se range autour d'une (b) table ronde. On peut aussi protester dès l'entrée, que chacun prendra place où il voudra (c), ou au premier endroit qu'il se trouvera, sans que cela tire à conséquence pour le rang. La chose est encore plus facile, lors que les Princes s'abouchent *incognito*, & sans leur train ordinaire: car ils témoignent par cela seul, qu'ils ne veulent point avoir de contestation pour la prééminence. Mais si l'on ne trouvoit pas à propos de se dépouiller des marques de la Grandeur Souveraine, en ce cas-là il faudroit tirer au sort; & cela ou de manière que chaque Prince conservât toujours la place qui lui seroit une fois échûe; ou en sorte que chacun occupât tour à tour les places, selon que le sort auroit réglé entr'eux l'ordre de la préséance.

Cela est encore plus aisé, lors que les Princes ne confèrent ensemble que par leurs Ministres; d'autant mieux qu'il y a ici un autre moien de prévenir les contestations, c'est que les Ministres aient des caractères plus relevez les uns que les autres, l'un, par exemple, d'Ambassadeur, l'autre d'Envoié, ou de simple Agent: car cette différence de Dignitez étant de pure *institution* (d), peut être aisément diversifiée en plusieurs manières. Bien entendu (e) que la valeur de ces différens caractères soit réglée par un commun consentement des Princes: car si un seul, de son autorité particulière, vouloit inventer un nou-

Un Roi n'est pas tenu de céder le pas à un autre Roi; ni un Etat libre à un autre Etat également libre.

Comment les Rois peuvent se trouver ensemble, sans avoir des contestations pour le pas?

(a) *Gramond. Hist. Gall. Lib. XIII.*

(b) *Voiez Auson. in Ludo septem Sapient. vers. 78, 79, 80. où l'Oracle d'Apollon place, par la même raison, le nom des sept Sages, dans un rond.*

(c) *Voiez Athen. Dipsosoph. Lib. I. Cap. IV. Philostrate. de Vit. Apoll. Thyan. Lib. III. Cap. VIII. pag. 134. C. D. Ed. Morell. & Lucian. Epist. Saturn. ad divit. p. 628. Tom. II. Ed. Amst.*

(d) *Voiez Pietro della Valle, Itinér. Part. II. Epist. V. Jacob. Gotthofred. de precedentia, Part. III.*

*l'Ambassadeur, par Mr. de Wicquefort, & l'Hist. du Conc. de Trente, par Fra Paolo, Lib. VIII.*

(e) *Voiez l'Ambassadeur, & ses fonctions, par Mr. de Wicquefort.*

veau caractère, en vertu duquel il prétendit que son Ministre dût recevoir certains honneurs chez les Puissances Etrangères, préférablement aux Ministres des autres; celles-ci ne seroient pas tenues de se conformer à la volonté.

Il faut avouer néanmoins, qu'en tout ceci il vaut mieux souvent imiter la grandeur d'ame d'*Agésilas encore enfant*, qui se voyant placé défavorablement dans une Assemblée, se contenta de dire : (1) *J'en fais bien aise; car je ferai voir que ce n'est pas la place qui honore celui qui l'occupe, mais que c'est au contraire celui qui l'occupe, qui la rend honorable.*

De l'ordre des  
rangs entre plu-  
sieurs Puissances  
Confédérées.

§. XXII. Lors que plusieurs Princes s'unissent ensemble, pour former une Société de quelque durée, veulent conserver chacun leur égalité, & qu'ils ne trouvent pas à propos de tirer au sort, ni d'avoir la préférence tour à tour; il y a un autre moyen de régler les places, qui tient aussi un peu du sort, & qui ne porte point de préjudice à la Dignité d'aucun des Alliez, c'est que chacun prenne place dans l'Assemblée commune, selon l'ordre de sa réception. Cela a lieu sur tout par rapport à ceux qui entrent dans le Corps déjà formé: car pour ceux qui le forment, il vaut mieux qu'ils tirent au sort, ou qu'ils régulent les places par un accord entr'eux. Comme on suit cet ordre de la réception, dans la plupart des Assemblées des diverses sortes de Corps & de Communautés, (a) *Grotius* prononce généralement, que c'est là l'ordre naturel entre ceux qui sont Membres d'une même Société. Sur quoi il faut remarquer, que, dans ces sortes de Sociétés, la préférence n'emporte point proprement de supériorité par rapport à ceux qui viennent après, mais marque un simple ordre (1) entre plusieurs personnes d'une égale dignité. *Grotius* remarque aussi que cette coutume s'observoit autrefois parmi les Rois & les Peuples Chrétiens, dans les Conciles, qui représentoient le Corps de l'Eglise Universelle: car ceux qui avoient les premiers embrassé le Christianisme, passoient devant les autres, dans ces Assemblées, & autres où il s'agissoit des affaires du Christianisme. C'est là-dessus que se fondent principalement ceux qui s'attribuent encore aujourd'hui la prééminence, même dans les Assemblées Politiques. Mais, quoi que l'on ait peut-être eu raison de suivre cet ordre dans les Conciles, & autres Assemblées Ecclesiastiques; il ne paroît pas nécessaire de l'observer dans toutes sortes d'Assemblées, ni de reconnoître pour un titre incontestable de prééminence l'antiquité seule de la profession du Christianisme. Car, outre que la Religion Chrétienne nous recommande l'Humilité, qui consiste en ce que (2) *chacun croie que les autres sont plus que lui; & que (3) l'on se prévienne les uns les autres par des honnêtetés*: les Ecclesiastiques se sont emparés du premier rang dans la plupart des Conciles, par pure usurpation, en sorte que les Séculiers (4) n'y entroient presque que par surcroît, & qu'ils étoient

(a) Lib. II. Cap. V. §. 21. Voyez la-dessus Boetius & Digest. Lib. I. Tit. III. De albo scribendo, Leg. I. Cod. Lib. X. Tit. LII. De Professuribus & Medicis, Leg. X. Lib. XII. Tit. XL De Consul. &c. Leg. I. Tit. IV. De Praefectis Praetorio &c. Leg. II. Tit. V. De Praefectis sacri Cubiculi &c. Leg. I. Tit. XLIV. De revisionibus, Leg. III. Jac. Gothofr. de praecedent. Part. II. Cap. III. §. 17, 18.

§. XXI. (1) Ἐβραϊστὶν δὲ ἔτι καὶ τὸν τοῦτον τὸν ἀδελφὸν ἐκείνου, ἀλλ' οὐκ ἀδελφὸν τὸν τόνον ἐκείνου. Plutarch. Apophthegm. Lacer. au commencement, pag. 208. D. Voyez aussi pag. 191. F. & Sympos. Lib. I. Cap. II. III. & Septem Sap. Conviv. L'Auteur remarquoit ici le tour que prit *Alfonse XI.* pour accorder en quelque manière les Villes de *Burgos*, & de *Toledo*, qui étoient en dispute sur la préférence, en sorte que les deux parties furent satisfaites. Hieron. Osor. de rebus gestis Eman. Lib. I. Voyez aussi *Gramond*. Hist. Gall. Lib. III. vers le commencement.

§. XXII. (1) C'est à cela qu'on peut appliquer ce vers commun :

*Ultimus & primus sunt in honore parati.*

Car, ajoutoit notre Auteur, ce que dit *Alfonse* (in gratiarum actione ad Gratian. Cap. XXIV. in fin. Edit. Cellar.) *Nulla enim est quidem contumelia secundis, sed cum ambus gloria magne parati*: „Ce n'est pas à la vérité „ un deshonneur d'être le second; mais il y a de la gloire „ re pour celui des deux qui est préféré à l'autre: cela „ dis-je, n'a lieu, que quand la préférence est fondée „ sur un plus grand degré de mérite.

(2) Τῷ τιμῇ ἀλλήλους περιγέμενοι. Rom. XII. 10.

(3) Ἀλλὰ τῇ ταπεινότητι ἀλλήλους ὑπερήμουν ἑαυτοῦ. Philipp. II. 3.

(4) „ En forte (dit ailleurs notre Auteur, *Diff. de* „ *Existimatio*, §. 27.) que les Princes & les Rois „ étoient regardés, dans les Conciles, presque comme „ Sujets des Ecclesiastiques. . . . C'est peut-être par un „ reste de cette coutume pernicieuse qu'en certains en- „ droits, lors que l'on recommande les Hommes à la „ grace de Dieu dans les Prières publiques, les Eccle- „ siastiques ne manquent pas de commencer par eux- „ mêmes; & qu'en parlant des trois Etats ou Ordres „ d'un Royaume, on met toujours au premier rang le „ Clergé, ensuite la Noblesse, & puis le Peuple. Les per- „ sonnes de bon-sens ne trouvent pas cependant fort „ honnête ni fort raisonnable, qu'un Ministre, par „ exemple, dans les vœux qu'il fait le premier jour de „ l'an, ne prie Dieu pour la prospérité du Prince, qu'a- „ près s'être souhaité mille bénédictions à lui-même, „ & à Mr. son Collègue; comme si le salut de l'Etat „ & de l'Eglise dépendoit plus de la conservation & de „ la félicité des Ecclesiastiques, que de celle du Souve- „ rain!



tenus de se soumettre humblement à leurs décisions. Quoi qu'il en soit, de ce que l'on cède le pas à quelqu'un dans une certaine Assemblée, pour quelque raison particulière qui n'influe pas en général sur toute notre dignité; il ne s'ensuit pas qu'on doive la céder partout ailleurs, & lors que la relation, sous laquelle on se reconnoît inférieur, n'a aucun lieu. C'est ainsi que, dans chaque Etat, on voit des gens, qui étant Membres de diverses Assemblées, passent devant quelqu'un dans l'une de ces Assemblées, & vont après lui dans l'autre.

§. XXIII. VOILA pour ce qui est des Egaux. Mais il est clair, que la Souveraineté donne par elle-même à celui qui en est revêtu, une prééminence (1) de plein droit, sur ses Sujets (a). Car c'est sans contredit une condition plus relevée, de commander, que d'obéir; de disposer de la volonté des autres, que d'en dépendre soi-même. Et l'on ne peut qu'avoir du respect pour celui, sous la protection duquel on vit, & qui a en main le pouvoir de nous contraindre à lui obéir par la crainte des Peines: pour ne rien dire du mérite particulier des Princes, qui peut leur attirer un nouveau degré de vénération, outre celle qui est dûe à la Dignité de leur caractère. Ainsi le Gouvernement Civil introduit essentiellement une distinction de rang entre les Hommes. Il est clair encore, que plus le Pouvoir des Souverains est grand, & plus il les rend respectables à leurs Sujets. La durée même de l'empire, quoi qu'elle n'en augmente point par elle-même les forces & l'autorité, ne laisse pas d'accroître considérablement l'éclat de la Dignité du Souverain.

A l'égard des Concitoyens (b), c'est à leur Souverain commun à régler entr'eux les degrés de l'Estime de distinction, & à donner le droit de préséance à qui bon lui semble; de sorte que chacun peut après cela maintenir le rang qui lui a été assigné, & que les autres Concitoyens sont indispensablement obligés de ne pas le lui contester; mais il doit aussi en être satisfait lui-même. (2) Il faut, disoit un ancien Officier de Guerre, tenir pour honorable tout poste où l'on est placé pour la défense de l'Etat. Quand même quelques personnes se verroient mises au dessous d'une autre qui paroît avoir moins de mérite, si elles lui contestoient son rang, ou qu'elles ne fussent pas contentes du leur, elles ne laisseroient pas d'en courir quelque punition (3), comme rebelles aux ordres du Souverain. Cependant, pour prévenir les plaintes & les disputes des gens vains & ambitieux (c), un Prince fera fort bien d'avoir égard, dans le règlement des rangs, aux fondemens d'honneur & de dignité, dont nous avons parlé ci-dessus, & sur tout aux services considérables que les Sujets ont rendus à l'Etat; car (4) c'est un trait de la plus saine Politique, de payer ces ser-

C'est au Souverain à régler le rang de ses Sujets.

(a) Voyez ce que dit Nestor (Iliad. Lib. I. vers. 277. & seqq.) à Achille; qui néanmoins n'étoit pas Sujet d'Agamemnon.

(b) Voyez Digest. Lib. I. Tit. XIV. De officio Praetoris; Leg. III.

(c) Voyez Borel Sermon. fidei. Cap. LIII.

„ rain! D'autant mieux que ce Prince n'est pas un des  
„ ennemis ou des persécuteurs de l'Eglise, auxquels  
„ néanmoins l'Apôtre St. Paul ordonne de rendre l'hon-  
„ neur; aussi bien qu'aux autres, comme une espèce de  
„ tribune, (Rom. XIII. 7.) c'est-à-dire, en vertu d'une  
„ obligation indispensable; mais un Nourricier & un  
„ Protecteur de l'Eglise &c.

§. XXIII. (1) Cela n'empêche pourtant pas (sema-  
„ quoit notre Auteur un peu plus bas) qu'un Sujet ne puis-  
„ se être au dessus de son Prince, à l'égard des qualitez,  
„ qui ne donnent qu'un droit imparfait à l'honneur. Ainsi  
„ c'est par une exès d'ambition ridicule que l'Empereur  
„ Adrian soupçonnoit d'entendre aussi bien qu'aucun autre,  
„ toutes sortes de Sciences. Voyez ce qu'Aufon rapporte  
„ d'Alexandre le Grand, dans sa Harangue pour remercier  
„ l'Empereur Gratien, Cap. XXV. Mais, quoi qu'un Gé-  
„ néral ne doive pas tenir à deshonneur d'avoir sous soi  
„ des Officiers plus robustes & plus vigoureux au combat;  
„ ce n'est pas sans raison que Domitian disoit, que la qua-  
„ lité de bon Capitaine étoit propre à l'Empereur: Ducis  
„ boni Imperatoriam virtutem esse. Tacit. Agricol. Cap.  
„ XXXIX. Voyez ci-dessus, Liv. VII. Chap. IX. §. 1. No-  
„ te 8.

(2) Vas quoque, equum est, Commilitanes... omnia ho-  
„ nestia loca ducere, quibus Rempublicam defensori fuit, Spu-  
„ rius Ligustinus, dans Tite Live, Lib. XLII. Cap. XXXIV.

(3) Non est nostrum estimare, quem supra ceteros, &  
„ quibus de causis excellas. Tibi summum verum iudicium Dei  
„ dedere: nobis obsequi gloria relicta est. „ Ce n'est point à  
„ nous de considérer quel est celui que le Prince élève  
„ pas dessus les autres, ni pourquoy il l'honore de son  
„ amitié. C'est au Prince à juger de ses Ministres, il ne  
„ nous est resté que la gloire de l'obéissance. Tacit.  
„ Annal. Lib. VI. Cap. VIII. J'ai suivi la version d'Ablan-  
„ court. En effet, si le rang de chacun n'étoit réglé, cela  
„ produiroit une infinité de troubles & de désordres dans  
„ l'Etat. Quae [discrimina ordinum dignitatumque] si confu-  
„ sa, turbata, permixta sint, nihil est ipsi aequalitate inae-  
„ quabile. Plin. Lib. IX. Epist. V. Voyez Cod. Lib. XII. Tit.  
„ VIII. De dignitatum ordo servetur, Leg. I. Lucius, dans  
„ le Jugement des Voies, &c., dans Xénophon, Cyrop. Lib.  
„ VIII. p. 130. Ed. H. Steph. de quelle manière Cyrus pla-  
„çoit ceux qu'il admettoit à sa table.

(4) Montagne a fait cette remarque, & ses paroles mé-  
„ ritent bien d'être rapportées ici. „ C'a été, dit-il,  
„ une belle invention, & reçue en la plupart des Po-  
„ lices du monde, d'établir certaines vaines  
„ & sans prix, pour en honorer & récompenser la Ver-  
„ tu: comme sont les Couronnes de Laurier, de Chef-  
„ me, de Mérite; la forme de certain Vestement; le  
„ privilège d'aller en coche par ville, ou de nuit avec  
„ quatre flambeaux, quelque qualité particulière, aux As-  
„ sem-



tés de services en honneurs & en dignitez, plutôt qu'en argent, ou autres semblables récompenses: d'autant mieux que les plus grandes marques de distinction, dans un Citoyen, ne sont au fond qu'une vaine fumée, si elles ne sont conférées en vûe des services & du secours que les autres Citoyens d'un rang moins élevé ont reçu, ou peuvent recevoir de lui. Mais comme, pour placer chacun selon son mérite propre & personnel, il faudroit faire très-souvent la revue de tous les Citoyens, ce qui engageroit les Princes à un soin fort pénible, & rendroit mécontents la plus grande partie de leurs Sujets, chacun regardant pour l'ordinaire à ceux qu'il voit devant lui, & non pas à ceux qu'il laisse derrière; on a trouvé que le meilleur expédient étoit de régler les rangs, du moins entre les Citoyens les plus distinguez, à proportion de la dignité des Emplois Publiques dont chacun est revêtu.

Sur ce pied-là, pour ôter tout prétexte aux plaintes & aux murmures, on ne doit conférer aucun Emploi qu'à ceux qui le méritent, & qui sont capables de s'en bien acquitter; & il faut aussi régler d'une manière convenable le degré d'honneur que l'on attache à chaque sorte d'Emploi. Or en général l'ordre le plus naturel, c'est de les faire regarder comme plus ou moins honorables, selon que leurs fonctions embrassent des affaires plus ou moins considérables & importantes pour le bien de l'Etat, ou selon qu'elles demandent (d) de plus beaux ou de moindres talens, & des qualitez d'Esprit plus ou moins excellentes. Quelquefois pourtant (e) on attache à certains Emplois beaucoup d'honneur, & peu d'autorité; de peur que la Dignité des Magistrats, soutenue d'une trop grande puissance, ne les porte à conspirer contre l'Etat. Pour ceux qui sont revêtus d'une même sorte d'Emploi, il faut donner les plus hauts rangs à ceux qui exercent les fonctions les plus nobles & les plus considérables. Au reste, il arrive très-souvent, que ceux qui exercent un même Emploi, ne sont pas tous en général & chacun en particulier au dessus de tous ceux qui en exercent un autre moins relevé par lui-même; mais celui qui tient le premier rang dans l'ordre de l'Emploi le moins considérable, ne cède le pas qu'à celui qui tient le premier rang dans l'autre ordre plus relevé, tous les Collègues de celui-ci étant tenus de céder à l'autre. Il est plus rare de voir qu'une Charge soit rendue honorable par le mérite de la personne qui en est revêtue, comme autrefois à *Thébes* l'emploi de (f) *Téléarque*, depuis qu'*Epaminondas* l'eût exercé: quoi que d'ailleurs; à considérer le prix propre & intrinsèque des Honneurs & des Dignitez, on aît raison de dire, avec un Ancien (g), que *la Préture, le Consulat, & les autres Charges, ne donnent pas la gloire par elles-mêmes,*

*mais*

(d) Voyez *Homer. Iliad. Lib. I. vers. 280, 281. Ovid. Metam. L. XIII. vers. 366, 367.*  
(e) Voyez *Bodin. de Republ. Lib. III. Cap. VI. p. 507.*

(f) Qui consistoit à prendre soin de faire nettoier les rues, & les égouts publics. *Plutarch. in Reip. græc. præcept. p. 811. B.*

„ semblées Publiques; la présogative d'aucuns surnoms  
„ & Titres; certaines marques aux Armoiries; & choses  
„ semblables; de quoy l'usage a esté diversifement  
„ receu selon l'opinion des Nations, & dure encore.  
„ Nous avons pour nostre part, & plusieurs de nos voisins,  
„ les Ordres de Chevalerie, qui ne sont établis  
„ qu'à ceste fin. C'est à la verité une bien bonne & profitable  
„ coutume, de trouver moyen de reconnoître la valeur  
„ des hommes rares & excellens, & de les contenter & satisfaire  
„ par des payemens qui ne chargent aucunement le Public,  
„ & qui ne coustent rien au Prince. Et ce qui a esté toujours cognu par experience  
„ ancienne, & que nous avons autrefois aussi peu voir  
„ entre nous; que les gens de qualité avoyent plus de  
„ jalousie de telles récompenses, que de celles où il y  
„ avoit du gain & du profit; cela n'est pas sans raison  
„ & grande apparence. Si au prix, qui doit estre simplement  
„ d'honneur, on y melle d'autres commoditez, & de la  
„ richesse; ce mélange, au lieu d'augmenter l'estimation,  
„ la ravalle & en retranche. L'Ordre de St. Michel, qui a  
„ esté si long-temps en credit parmi nous, n'avoir point de  
„ plus grande commodité, que celle-là, de n'avoir communication  
„ d'aucune autre commodité. Cela faisoit qu'autrefois il n'y  
„ avoit ni Charge ni estât, quel qu'il fust, auquel la Noblesse

„ pretendist avec tant de desir & d'affection, qu'elle  
„ faisoit à l'Ordre; ny qualir qui apportast plus de  
„ respect & de grandeur: la Vertu embrassant & aspirant  
„ plus volontiers à une recompense purement siennene,  
„ plustost glorieuse, qu'utile. Car à la verité les autres  
„ dons n'ont pas leur usage si digne, d'autant qu'on  
„ les employe à toute sorte d'occasions. Par des richesses  
„ on satisfait le service d'un Valet, la diligence d'un  
„ Courtier, le danser, le voltiger, le parler, & les plus  
„ vils offices qu'on reçoit: voire & le Vice s'en paye,  
„ la Flatterie, le Masquerelage, la Trahison: ce n'est  
„ pas merveille si la Vertu reçoit & desire moins  
„ volontiers ceste sorte de modicoyne commune, que celle  
„ qui luy est propre & particulière, toute noble &  
„ genereuse. *Essais, Liv. II. Chap. VII.*

(g) *Proinde quasi Prætura, & Consulatus, atque alia omnia hujusmodi per se ipsa clara & magnifica sint, ac non perinde habentur, ut eorum, qui ea sufficiunt, virtus est.* *Sallust. in Bell. Jugurth.* à la fin de la Préface. J'ai suivi la version de *Cassagne*. Voyez la plaisanterie du Philosophe *Antisthène*, pour reprocher aux *Athéniens* le peu de soin qu'ils apportent au choix de leurs Généraux; dans *Diogenes Laërtes, Lib. VI. §. 8.*

mais qu'elles participent aux qualitez de ceux qui les possèdent, & qu'elles ne font honorables qu'à celui qui les honore par sa vertu. Que si les Citoyens réglent entr'eux leurs rangs par un commun accord (g), ou s'il y a un certain ordre établi dans l'Etat par la Coutume; l'un & l'autre aura force de Loi, tant que le Souverain n'en disposera pas autrement, & qu'il laissera les choses sur le pied où elles étoient (h).

§. XXIV. A L'EGARD des Citoyens de divers Etats, il est clair, que toutes les qualitez, qui sont le fondement de l'Estime de distinction, ne donnent à ceux qui les possèdent, qu'un droit imparfait de prétendre à cause de cela quelque honneur & quelque respect de la part de ceux qui en sont destituez; & cela soit que celui, qui a plus de mérite, vienne comme Etranger dans le Pais de l'autre qui en a moins, soit qu'ils s'abouchent en lieu tiers: à moins que le Prince n'ait ordonné à son Sujet de céder le pas à l'Etranger, ou que la chose ne soit décidée par quelque Convention, ou par une Coutume reçue. Ainsi, quelque relevé que soit un Emploi, il ne donne à celui, qui en est revêtu, aucun droit de prendre le pas devant les Sujets d'un autre Etat, qui exercent un Emploi approchant de quelque Emploi inférieur au sien dans son Pais (a): car, comme personne n'est tenu de se soumettre aux Loix des Pais Etrangers, on ne peut pas non plus s'attribuer à l'égard des Etrangers, le même droit que l'on a par rapport à ses propres Concitoyens. Or il dépend de chaque Souverain d'attacher telle dignité & tel prix que bon lui semble, aux Titres, & aux autres marques d'Honneur, que les autres confèrent à quelcun, aussi bien qu'à celles qu'il donne lui-même. D'ailleurs les Emplois, dont la diversité forme la distinction des rangs, sont au fond plus ou moins honorables, selon les différens Pais. Les qualitez même les plus avantageuses, & qui forment le mérite le plus éclatant, & le plus solide, sont moins estimées en certains endroits, qu'en d'autres. Les Vertus Civiles, par exemple, passent pour plus honorables en certains Pais, au lieu qu'ailleurs on fait plus de cas des Vertus Militaires. Les Titres sur tout varient extrêmement; de sorte que non seulement le même Titre marque des Dignitez différentes, selon les divers Etats où il est en usage, mais encore, dans le même Etat, il est tantôt plus, tantôt moins honorable, de même que le prix des autres choses augmente ou diminue avec le tems. En effet, la valeur des marques extérieures de distinction dépend des réglemens de chaque Etat; quoi que les qualitez, qui sont le fondement de l'Estime & de l'Honneur, aient par tout leur prix par elles-mêmes, & selon le jugement des Sages: d'où vient qu'il n'est point de Pais où l'on n'estime & l'on ne loue la Vertu, les beaux talens, & l'administration sage & fidele des Emplois difficiles & de grande conséquence. Cependant, comme on présume que les marques d'honneur se donnent toujours au mérite, parmi tous les Peuples civilisez; on regarde ordinairement un Etranger, qui a des Emplois considérables (b), à peu près sur le même pied qu'il est considéré dans son Pais: mais on le fait par pure civilité, & non en vertu d'aucune Obligation parfaite où l'on prétende être, ni où l'on soit véritablement, à cet égard.

§. XXV. \* LA Naissance étant regardée, parmi plusieurs Peuples, comme une chose qui emporte quelque dignité; il ne sera pas hors de propos, avant que de finir cette matière, d'examiner ici avec un peu de soin les droits & les (a) privilèges de la Noblesse. Il est clair d'abord, qu'une Naissance illustre ne donne par elle-même ni un meilleur tempérament, quoi que la bonté des alimens, dont les Gens de qualité se nourrissent d'ordinaire, y contribue quelque chose; ni un génie plus excellent; ni des sentimens & des inclinations plus nobles. Un simple Roturier peut se trouver aussi avantageusement pourvu de tout cela; & la Nature ne produit pas d'une autre manière, ni d'une meilleure pâte, les Gens de qualité, que le menu peuple. La Fidélité Conjugale est ou peut être gardée aussi inviolablement dans les Mariages des personnes du commun, que dans ceux des Gentilshommes; & l'on auroit bien de la peine à persuader, que les lits d'or & de pourpre soient moins souvent témoins des galanteries des Femmes, que les couchettes simples & sans ornement.

TOM. II.

Ecc

On

(g) Voyez Cod. L. XII. Tit. VIII. *De dignitatum ordo servatur*, Leg. II. (h) Voyez encore Sueton. in *Vespas. Cap. IX.*

Du rang que doivent tenir entr'eux les Citoyens de divers Etats.

(a) Voyez l'*Ambassadeur*, & ses fonctions, par M<sup>r</sup>. de Wicquefort.

(b) Voyez des exemples contraires dans *Ciceron*, Orat. in *Verr. Lib. III. C. XXIII. pag. 44. lin. ult. Ed. Gravii*; pro *M. Fonteio*, Cap. VIII. in fin. & pro *L. Flacco*, Cap. XIII. vers la fin.

\* La Noblesse n'est pas un titre naturel de distinction.

(a) Que l'on pousse trop loin en certains endroits. Voyez *Diod. Sic. Lib. I. Cap. LXXIV. Hieron. Oser. de reb. gest. Eman. Lib. II. Ph. Bald. Desf. Ora Malab. & Coromandel. Cap. XXVI. & de Idol. Indor. Part. II. Cap. XVI. Mandello, Itin. Lib. II. Cap. X. Abr. Roger. de Bramin. Cap. LII.*

## 462 Du Pouvoir qu'ont les Souverains de régler le degré d'Estime

On peut dire au contraire, que ce sont les Dames de (1) qualité, qui donnent l'exemple aux Femmes du commun : de sorte que, quand même les Enfants hériteroient toujours de la Vertu de ceux à qui ils doivent le jour, plusieurs seroient bien embarrassés (b) de prouver,

(b) Voyez Dion Chrysost. Orat. XV. vers le commencement, p. 236. Ed. Morell. & Grotius, Lib. II. Cap. VII. §. 8. num. 1.

(2) que quelque audacieux  
N'a point interrompu le cours de leurs Aïeux;  
Et que leur sang tout pur avecque leur Noblesse  
Est passé jusqu'à eux de Lucrece en Lucrece.

On dit ordinairement, que (3) les vaillans hommes ont des enfans qui leur ressemblent : mais cette maxime souffre bien des exceptions ; & un autre proverbe opposé, qui porte, que (c) les Enfants des grands Hommes ne valent rien, se trouve pour le moins aussi souvent véritable. Leurs Aïeux, disoit un ancien Romain au sujet de plusieurs Nobles de son tems, (4) leurs Aïeux leur ont laissé ce qui passe de main en main, leurs richesses, leurs images, la mémoire de leurs actions : mais ils ne leur ont pas laissé leur Vertu, comme ils ne le pouvoient faire, puis que la Vertu est la seule chose du monde qu'on ne peut, ni transmettre, ni recevoir par succession. De plus, les Gens de qualité ne sont pas ordinairement mieux élevés, que les autres (d) : au contraire, plus la fortune leur fournit de moyens de bien cultiver leur Esprit, plus on les voit en abuser honteusement, pour satisfaire leurs Passions, & pour nourrir leur vanité, leur sensualité, leur paresse, & leurs autres Vices. L'expérience prouve manifestement, que plusieurs Nobles dégénèrent de la Vertu de leurs Ancêtres, & font le deshonneur & la honte de leur Race. Au contraire, on a vu plusieurs personnes de basse naissance s'élever, par leur mérite, aux plus hautes Dignitez. Un ancien (e) Orateur, pour relever les avantages de la Noblesse, dit, qu'elle ne ressemble pas aux autres biens de la fortune, qui périssent en peu de tems, ou qui passent bien-tôt de l'un à l'autre ; mais qu'elle demeure toujours attachée aux mêmes personnes, & qu'ainsi c'est le plus bel héritage que l'on puisse laisser à ses Enfants. Cependant, si la Naissance n'est fondée d'un (f) mérite personnel, ou qu'elle ne donne pas quelque droit & quelque privilège particulier dans l'Etat ; tout cela n'empêche pas, à mon avis, qu'on ne doive regarder la Noblesse comme une véritable chimère. Concluons, qu'il n'y a point de raison naturelle, en vertu de laquelle la Naissance toute seule donne aux Enfants quelque droit d'hériter des Charges & des Dignitez de leurs Pères ; d'autant mieux (5) que les Nobles & les Roturiers descendent également d'un Père commun, & que la Nature est la mère (6) commune de tous les Hommes.

(c) Heronum filii nati.

(d) Voyez Platon, dans le 1. Alcibiade, p. 440, 441. Ed. Wech. Aristot. Rhetor. Lib. II. Cap. XV. Stob. Serm. LXXXIV. LXXXV. (e) Isocrat. Encom. Helen.

(f) Auelques cas on peut effacer la gloire de ses Ancêtres. Voyez Tibull. Lib. IV. Eleg. I. vers. 25, & seqq.

Ses droits dépendent uniquement de l'institution de chaque Etat.

§. XXVI. D'ANS plusieurs Païs néanmoins on a trouvé bon d'établir, que les Citoyens, qui (1) auroient rendu des services considérables à l'Etat, transmettroient à leurs Enfants, comme un héritage naturel, le rang où l'Etat les auroit élevés pendant leur vie, avec

§. XXV. (1) ——— 'Εκ τῶν γυναικῶν ἡμῶν  
Τῶν ἱερῶν πατριῶν ἡμετέρας ἀνδρῶν.  
Euripid. in Hippolit. coron. vers. 409, 410.

(2) Cesont des vers de Mr. Despreaux (Sat. V. p. 32.) que j'ai employés, parce qu'ils expriment merveilleusement bien la pensée de mon Auteur.

(3) Fortes creantur fortibus, & bonis.  
Horat. Lib. IV. Od. IV. vers. 29.

(4) Majores eorum omnia, quæ licebat, illis reliquere, divitias, imagines, memoriam sui præclaram, virtutem non reliquere, neque poterant. Ea sola neque datur dano, neque accipitur. Marius, dans Salluste, Bell. Jugurth.

(5) „ Les Grands ne doivent point aimer les premiers tems, ils ne leur sont point favorables : il est utile „ pour eux d'y voir, que nous sortions tous du fœtus. & „ de la mère. Les Hommes composent ensemble une „ même famille ; il n'y a que le plus ou le moins dans „ le degré de parenté. La Bruyère, Caractères ou Mœurs.

de ce siècle, p. 308. Cela est agréablement exprimé dans ces vers d'un Auteur moderne :

D'Adam nous sommes tous enfans ;  
La preuve en est connue ;  
Et que tous nos premiers pères  
Ont mené la charrue,  
Mais las de cultiver enfans  
Sa terre labourée,  
L'un a dévalé la maison,  
L'autre l'a peuplée.

(6) Quamquam ego mortuum eram, & communis omnium existens, sed fortissimum quicunque generosissimum esse Marius, dans la Harangue rapportée par Salluste, Bell. Jugurth.

§. XXVI. (1) Τὸν αὖ τοῖς δατοῖς ἀποδοῦναι ἀνὰ γένος ἢ ἀνὰ δόξαν ἀνδρῶν ἡμετέρας. Lesbonates, Orat. hortatoriae.

(2) C'est

avec l'honneur, les droits, & les privilèges qui l'accompagnent; sans qu'il fût besoin pour cela de le conférer en particulier à chaque Enfant (a). Comme donc cet avantage est uniquement fondé sur l'institution, ou sur la concession du Souverain; du moment qu'elle cesse, il n'y a plus de différence à cet égard entre les personnes de la plus haute naissance, & la moindre de la lie du peuple. Lors qu'un Prince annoblit quelqu'un, il ne produit par là aucun changement ni dans son origine ni dans sa constitution naturelle, & il n'inspire pas dans son ame des sentimens plus beaux & plus héroïques: il ne fait qu'ordonner qu'il soit censé désormais d'une condition opposée à celle des Roturiers (b), en sorte qu'il la transmette à ses Descendans, avec tous les droits & les privilèges qui y sont attachés. Au contraire, lors qu'un Gentilhomme est dégradé, ou pour quelque Crime, ou pour avoir violé les Loix de la Noblesse établies dans le Pais; il ne se fait pour cela aucune révolution ni dans sa constitution naturelle, ni dans son Esprit, ni dans le sang qu'il a reçu de ses Ancêtres: il n'en est pas moins né de Parents Nobles; tout ce qu'il y a c'est qu'on le dépouille du rang & des droits qui conviennent à la Noblesse selon les Loix de l'Etat; après quoi il devient incontinent Roturier. De même la (2) légitimation d'un Bâtard, & la réhabilitation (c) d'une Famille qui avoit dérogé à la noblesse, ne produisent que des effets Moraux (3), c'est-à-dire, quelques droits que l'on n'avoit pas, ou que l'on avoit perdus.

(a) Voyez *Plaut.* Examen des Esprits, Chap. XVI. pag. 482, & seqq.

(b) Voyez, dans *Hérodote*, Lib. II, pag. 99. Ed. H. Steph. ce que l'on rapporte du bafin d'or, dont *Amasis* fit faire la statue d'une Divinité.

(c) Voyez *Cod.* Lib. VI. Tit. VIII. De jure auctoritatis quinquaginta, & de natalibus restituendis.

Les titres de Noblesse sont néanmoins ordinaires, ou doivent du moins être fondés sur quelque mérite.

§. XXVII. Il faut avouer pourtant, que, parmi la plupart des Peuples, on n'a donné des titres de Noblesse qu'en considération de quelque mérite, & des belles Actions par lesquelles un Citoyen avoit rendu service à l'Etat. C'est qu'on croioit, que la Vertu en seroit plus estimée, lors que les Récompenses ne s'arrêteroient pas à celui à qui elle les auroit procurées, & qu'elles passeroient encore aux personnes que la Nature lui rend les plus chères. D'ailleurs, on avoit lieu d'espérer, que cela engageroit les Citoyens à rechercher avec plus d'ardeur ces sortes de Récompenses honorables, qu'ils pouvoient transmettre à leurs Enfans, & à leur postérité la plus reculée. On s'imaginoit aussi, que les Enfans animés par l'exemple de leurs Pères, imiteroient leur Vertu, & conserveroient l'éclat de leur rang par les mêmes voies qu'il avoit été acquis. D'autre côté, il y avoit apparence, que les Pères n'oublieroient rien pour donner à l'Etat des Citoyens qui ne deshonorassent pas ceux qui les avoient mis au monde. Depuis que l'usage eût rendu la Noblesse héréditaire, il étoit naturel aussi, que les Nobles fussent fort délicats sur le choix des Femmes qu'ils vouloient épouser, soit pour ne pas frustrer leur postérité, en se mésalliant, des droits & des privilèges de la Noblesse; soit pour ne pas se ravalier eux-mêmes en se mariant avec des Femmes d'une condition au dessous de la leur, ou de peur que les filles de riches Marchands ne fussent recherchées préférentiellement à celles des Gentilshommes pauvres. Et afin que l'on ne pût pas contester un jour aux Enfans leurs titres de Noblesse, il falloit que chacun conservât avec beaucoup de soin la suite de ses Ancêtres; de quoi les Roturiers n'ont que faire de s'embarrasser, leur mérite & leur industrie propre étant l'unique source de leurs droits & de leurs privilèges.

§. XXVIII. Pour illustrer tout ceci, il ne sera pas hors de propos d'examiner avec un peu de soin les constitutions des Romains au sujet de la Noblesse. *Romulus*, pour former un Corps d'Etat de cette multitude de gens de toute sorte qui s'étoient ramassés autour de lui, en (a) choisit cent des plus notables, pour composer son Conseil, & il les appella Pères, soit à cause de leur âge, ou comme un simple titre qui marquoit leur Em-

En quoi consistoit la Noblesse, parmi les Romains, dans les premiers siècles depuis la fondation de l'Etat?

(a) Voyez *T. Liv.* Lib. I. Cap. VIII.

(2) C'est en ce sens qu'il faut entendre les paroles suivantes d'un ancien Poëte:

Οὐ γὰρ ἐμὴν καλὸν, ἴσως ἴσως καλὸν,

Οὐδ' ἐμὴν τίμωτον καλὸν,

Μαρεὶ δόξωσα, μάλιστα αὐτοῖς.

„Ce qui est déshonoré, ne sauroit jamais devenir honnête; ni des enfans illégitimes être déchargés de la tâche de leur naissance. *Enripid.* in *Phœniss.* vers. 821,

& seqq.

(1) L'Auteur remarquoit ici, que, parmi les anciens Romains, *Pub. Clodius* passa des Patriciens dans les Familles Plébéiennes, pour pouvoir être Tribun du Peuple. *Epitom. T. Livii*, Lib. CIII. Voyez quelque chose de semblable dans l'*Hist. de Florence*, par *Nic. Machiavel*, Lib. III. & V.

(b) *Plèb.*(c) *Patricii.*(d) *Voiez Plutarche in Romul. p. 24. D. & Quæst. Rom. p. 273. C. D. qui confond néanmoins les Pères ou les Sénateurs, avec les Patriciens, ou leurs enfans.*(e) *Antiq. Rom. Lib. II.*(f) *Lib. X. Cap. VIII. vers la fin.*(g) *Tit. Liv. Lib. IV. Cap. II. Lib. VI. Cap. XL. XLI. Lib. X. Cap. VII. Mais voiez les Interprètes, sur l'Oraison de Ciceron, pour Murena, Cap. XII. & Jac. Gothofred. sur Cicer. ad Famul. Lib. VII. Ep. XXIX.*

Les Charges annoblirent dans la suite.

(a) *Voiez T. Liv. Lib. VI. Cap. XXXVII. vers la fin: Lib. X. Cap. VII. & Muret. in Cicer. Philipp. I. Cap. XII.*(b) *Voiez Juvenal. Sat. VIII, 8, 19. & Claudian. de Probin & Olybrii Consul. vers. 13, & seqq.*(c) *Magistri Equitum.*

ploi: tout le reste fut nommé *Peuple* (b). Les Enfants de ces Sénateurs s'appellèrent *Patriciens* (c), comme qui diroit, *descendus des Pères*, ce qui est l'Étymologie la plus simple; ou, comme le prétendent d'autres (d), à cause qu'ils étoient les seuls qui pussent montrer leurs Pères; les autres n'étant que des Esclaves fugitifs, des bandits, dont on ne pouvoit savoir le père, ou qui sortoient de Parens Esclaves. Pour preuve de cela on alléguoit, que toutes les fois que les Rois faisoient assembler les Patriciens, le Héraut les appelloit par leur nom & par celui de leur père; au lieu que, quand ils faisoient assembler le Peuple, on l'appelloit avec une espece de cor. Mais *Dénys d'Halicarnasse* (e), dominant; à son ordinaire, une interprétation plus favorable au fondement de cette coutume, soutient, qu'on n'emploioit ce cor que pour avoir plutôt fait. Quoi qu'il en soit, il paroît par un passage de (f) *Tite Live*, que les premiers Patriciens n'étoient autre chose que des gens qui pouvoient montrer leur père, c'est-à-dire, qui étoient de condition libre. Un Poète Satirique se sert aussi de cette raison, pour rabattre l'orgueil de la Noblesse Romaine: (1) *Quelle folie! (dit-il) pour reprendre de bien haut l'origine de votre race, vous allez remonter jusqu'à quelque infame scélérat. Allez, le premier de vos Aïeux, tel que vous prétendez qu'il fût, étoit sans doute un Porcher, ou . . . le dirai-je? Non. Taisons-nous.* D'où il paroît que, dans les commencemens, c'étoit à *Rome* (2) un titre suffisant de Noblesse, que d'être né d'un Mariage légitime, & de Parens libres. Mais, dans la suite, les *Plébéiens* ayant obtenu permission de s'allier avec les *Familles Patriciennes*, par des Mariages, & le tems ayant effacé le deshonneur de leur origine, si tant est qu'il y en eût; les Patriciens, pour se distinguer de quelque autre manière, inventèrent de certaines Cérémonies & de certains Sacrifices (g) qui se perpétuoient dans leurs Familles; & sous ce prétexte, ils prétendirent, que les Charges ne devoient être que pour eux, comme ayant seuls le droit des Auspices, sans quoi on ne faisoit aucune création, & l'on n'entreprenoit aucune affaire considérable.

§. XXIX. LA Dignité de Sénateur, & les Charges, étant ensuite devenues communes aux deux Ordres, les Romains firent consister leur Noblesse dans le grand nombre de leurs Ancêtres qui avoient été distinguez par leurs Emplois, plutôt que dans l'antiquité de leur Race, ou dans une extraction qui remontât jusqu'aux premiers Patriciens. Depuis cela, les *Familles Nobles* commencèrent à être divisées en *Patriciennes*, & (a) *Plébéiennes*; car pour ce qui est des *Chevaliers*, ils n'étoient pas Nobles, à parler proprement, selon les idées & l'usage des Romains. Ainsi, dans les derniers siècles, la Noblesse Romaine ne faisoit pas un Ordre à part, distingué des autres par quelques droits ou quelques privilèges particuliers: mais quiconque pouvoit étaler dans ses salons (b) de vieux portraits en cire des Généraux d'armée, des Consuls, des Dictateurs, ses Ancêtres, ou s'étoit poussé lui-même aux Charges par son mérite, étoit réputé Noble, de quelque Ordre qu'il fût d'ailleurs. Or, quoi qu'il y eût à Rome plusieurs Charges, qui étoient pour les affaires de la Guerre, aussi bien que pour celles de la Paix, comme, les *Dictateurs*, les (c) *Maîtres de camp*, les *Consuls*, les *Préteurs*: cependant, comme la Paix est un état ordinaire, au lieu que la Guerre n'est qu'un accident extraordinaire; & que même le nom & la nature de ces Charges semble tenir de la première, plus que de l'autre; il est clair, que la Noblesse Romaine devoit son origine à la Paix, plus qu'à la Guerre. Et au fond

§. XXVIII. (1) *Erramen ut longè repetas, longæque revolvat Nomen, ab infami gentem deducis asylo. Majorum primus quisquis fuit ille tuorum, Aut passor fuit, aut illud, quod dicere nolo.* Juven. Sat. VIII, 272, & seqq.

Pai suivi la version du P. Tarteron.

(2) Car, comme le remarque *Tite Live*, parmi un Peuple nouvellement formé, il n'y a point de Noblesse qui vienne de loin, & que la Vertu ne donne. *In novo Populo . . . omnis repentina atque ex Virtute Nobilitas est.*

Lib. I. Cap. XXXIV. C'est pour cela, continuoît notre Auteur, que les Patriciens prétendoient être les seuls qui eussent une Race ou une Famille bien connue, (*Gens*); & qu'ils s'appelloient entr'eux *Gentiles* (Voiez Cicer. in *Topiciis*, Cap. VI. & *Roitina*, in *Top.*) D'où tire son origine le mot de *Gentilhomme*, dans les Langues Modernes, venues de la Latine: mais dans les siècles suivans les *Plébéiens* s'attribuèrent le même avantage. Voiez Fr. Connan. *Comm. Jur. Civ. Lib. II. Cap. XI.*

il n'auroit pas été convenable, que la Vertu Militaire toute seule, sans quelque Emploi & quelque Commandement, fût un titre de Noblesse, qui donnât un rang & des privilèges particuliers, dans un Etat où tous les Citoyens étoient Soldats. Ainsi tout l'avantage de la Noblesse, parmi les Romains, consistoit presque à faciliter le chemin des Honneurs & des Dignitez.

§. XXX. D'où il paroît, que la Noblesse, dans la plupart des Etats de l'Europe, est aujourd'hui de différente nature, & a d'autres droits que celle des anciens Romains. Parmi nous les Nobles font un Ordre à part, distingué des autres Citoyens par le rang & la dignité aussi bien que par certains droits & certains privilèges considérables. De plus, ce ne sont pas ordinairement les Charges qui annoblisent par elles-mêmes, mais le Souverain donne des titres de Noblesse à qui bon lui semble, & cela plus souvent en vûe (a) de la Vertu Militaire, qu'en considération des Vertus Civiles; comme il paroît, entr'autres choses, par les Armoiries (b), qui distinguent les Familles Nobles les unes d'avec les autres, & d'avec les Roturiers. Voici la raison de cette dernière différence. Il est certain, qu'à considérer la chose en elle-même, les Gens de Robe peuvent rendre à l'Etat des services aussi considérables, que les Gens d'Epee (c). Inventer des Loix utiles & salutaires; administrer la Justice avec intégrité; trouver de quoi augmenter les richesses de l'Etat, en contribuant à introduire & à faire fleurir les Arts & le Commerce; adoucir par son Eloquence les esprits du Peuple, & les tourner du côté qu'il est nécessaire pour le Bien Public; découvrir & éluder adroitement les mauvais desseins des Etrangers contre nous; ce sont toutes choses très-belles, & dignes sans contredit des plus grands honneurs. Cependant on n'en fait pas toujours autant de cas qu'elles le méritent, sur tout parmi les ignorans; soit parce que les talens & les belles qualitez, qui en sont le principe, ne frappent guères les Sens, & par conséquent ne sauroient faire que peu d'impression sur le Vulgaire; soit parce que l'exercice en paroît tranquille & sans aucun risque. Ainsi, quoi qu'au fond les Emplois de la Paix ne puissent être exercez sans quelque courage & quelque fermeté d'ame; des Peuples belliqueux, & qui aimoient mieux s'enrichir à la pointe de l'épee, que de gagner du bien à la sueur de leur visage, ont regardé comme une occupation beaucoup plus glorieuse, de soutenir avec intrépidité la vûe de l'appareil terrible de la Guerre, ou tout menace d'une mort prochaine, & d'exposer ainsi le plus précieux de tous les biens de ce monde, pour faire vivre les autres en sûreté & à leur aise. D'où vient que, dans la plupart des Roiaumes de l'Europe, les Gentilshommes possèdent leurs terres à titre de Fiefs, qui sont exemts des charges imposées sur les biens des Roturiers, moyennant le service que le Seigneur (c) est obligé de faire dans les armées, quand l'Etat le requerra. C'est pour cela aussi (d) que le Négoce est regardé ordinairement comme incompatible avec la Noblesse; non qu'il ait rien de bas & de deshonnête en lui-même (2), mais parce qu'il détourneroit les Gentilshommes des exercices militaires, & qu'ainsi il les feroit jouir gratuitement de leurs Fiefs & de leurs privilèges. Que s'il y a des Etats, où les Gentilshommes peuvent, sans déroger, s'adonner à quelque Commerce, on peut dire à coup sûr, que leur Noblesse ne vient pas de l'Epee.

§. XXXI. Mais, parmi plusieurs (1) Peuples, tant anciens, que modernes, on fait peu

§. XXX. (1) „La Noblesse expose sa vie pour le salut de l'Etat, & pour la gloire du Souverain. Le Magistrat décharge le Prince d'une partie du soin de juger les Peuples. Voilà de part & d'autre des fonctions bien sublimes, & d'une merveilleuse utilité: les Hommes ne sont guères capables de plus grandes choses; & je ne fais où la Robe & l'Epee ont puisé de quoi se mépriser réciproquement. La Bruyère, Caractères ou Mœurs de ce siècle, pag. 305. Ed. de Bruxell. 1697. Voyez Aristot., Problem. Sect. XXVII. Quest. V.

(2) D'autres disent, que les occupations du Négoce, & des Arts Mécaniques, rendent l'esprit incapable de

quelque chose de grand; & que les Marchands sont presque tous sujets à des vices bas & indignes d'un honnête homme, sur tout au Mensonge. Voyez Ecclesiastique, XXXVIII, 25, & suiv. & Cicer. de Offic. Lib. I. Cap. XLII. Quelquefois aussi on tient à deshonnête de faire quelque chose pour de l'argent. Voyez pourtant Bodin. de Rep. Lib. III. Cap. VIII. p. 546, & seqq.

§. XXXI. (1) Par exemple, les Egyptiens; Diod. Sicul. Lib. I. Cap. XCII. les Turcs; Barbeq. Epist. I. les Chinois; Neuhoff, Legat. p. 280. Le Roi Tullius Hostilius disoit, que la Noblesse ne consistoit que dans la Vertu. Où γὰρ ἐστὶν αὐτῇ τὰν ἀρετῶν ὑψηλὸν ἀνάγκη νομίζε-

Ecc 3 104

En quoi consiste aujourd'hui la Noblesse, parmi la plupart des Peuples de l'Europe?

(a) Dans la Chine pourtant, les Gens de Lettres ont le pas devant les Gens d'épee. (b) Dont l'antiquité paroît de ce que, dit Diod. de Sicile, Lib. V. Cap. XXX. Voyez aussi Hobbes, Leviath. Cap. X. vers la fin.

(c) Voyez Lampridius, in Alex. Sever. C. LVIII. où l'on trouve quelque chose d'approchant, & comme l'Origine des Fiefs.

(d) Voyez Cod. L. IV. Tit. LXIII. De commerciis & mercator. Leg. III. & Lib. XII. Tit. I. De dignitatibus, Leg. VI. Herodot. Lib. II. p. 98. Ed. H. Steph. T. Liv. L. XXI. C. LXIII. Juvenal. Sat. XIV. 269. Bodin de Rep. Lib. III. C. VIII. p. 560. Arist. Polit. Lib. III. C. III.

Il y a des Païs où l'on fait peu de cas de la Naissance.

peu de cas de la Naissance; & les titres de Noblesse sont uniquement fondez sur le mérite personnel, sur les services qu'on rend à l'Etat, & sur les Emplois Publics qu'on y exerce. Sans examiner, si cet usage est meilleur que le nôtre, il est certain du moins, que, selon la maxime des Sages de tout tems, les Nobles doivent fonder leur distinction sur leur Vertu, beaucoup plus que sur le sang illustre d'où ils sortent.

- (2) *Qui n'a pour s'appuyer qu'une vaine Noblesse,  
Se pare insolemment du mérite d'autrui,  
Et me vante un honneur qui ne vient pas de lui.*

*On ne m'éblouit point d'une apparence vaine.  
La Vertu d'un cœur noble est la marque certaine.  
Si vous êtes sorti de ces Héros fameux,  
Montrez-nous cette ardeur qu'on vit briller en eux,  
Ce zèle pour l'Honneur, cette horreur pour le Vice.  
Respectez-vous les Loix? Fuyez-vous l'Injustice?  
Savez-vous pour la Gloire oublier le repos,  
Et dormir en plein champ le harnois sur le dos?  
Je vous connois pour Noble à ces illustres marques.  
Alors soyez issu des plus fameux Monarques.*

*En vain un faux Censeur voudrait vous démentir;  
Si vous n'en sortez pas, vous en devez sortir.  
Mais fussiez-vous issu d'Hercule en droite ligne,  
Si vous ne faites voir qu'une bassesse indigne;  
Ce long amas d'Aïeux que vous diffamez tous,  
Sont autant de témoins qui parlent contre vous;  
Et tout ce grand éclat de leur gloire ternie,  
Ne sert plus que de jouer à votre ignominie.*

Il y a même des gens qui soutiennent, qu'il (3) est injuste de donner à quelcun, unique-

*aph. d'An. de Apoll. Dion. Halicarn. Lib. III. p. 143. Ed. Lipp.*

(2) Voici encore des vers de Mr. Despreaux, que j'ai empruntez, pour exprimer en peu de mots ce qu'il y a de plus considérable dans un tas de citations confuses, qui font presque une page de mon Original. Ces vers sont tirez de la Satire V. du Poëte François, & très-heureusement imitez de la Satire VIII. de Juvénal, qui traite la même matière, c'est-à-dire, des fausses idées de la Noblesse, & du sot orgueil des Gentilshommes, qui n'ont aucun mérite personnel.

*Tota licet veteres exornent undique cera  
Atria, Nobilitas sola est, atque unica Virtus.  
Paulus, vel Cæsar, vel Drusus meritis apte:*

*Prima mihi debet animi bona, sanctus haberi,  
Justitiamq; tenax, sobrius, dissimulo moraris?  
Agnosce precor. —————  
Tunc licet à Pico numeras genus, atque si te  
Nomina delebant, omnes Titanida paganos  
Inter Majores, ipsamque Prometheus ponas.  
De quocumque volas procerum tibi summo libere  
Quod si precipitem rapis Ambitio, atque Libido  
Si frangis virgas sociorum in sanguine, si te  
Delectam bebetas lassæ Lillure somnas:  
Incipis istorum contra te pæce pœnentum  
Nobilitas, clarumque facere pœntum pudendis,  
Vers. 12, & seqq. 24, & seqq. 131, & seqq.*

La dernière pensée est, ce me semble, prise de la Harangue de Marinus, dans Salluste, Bell. Jugurth. *Quanto vita illorum [Majorum] praeclarior, tanto horum seordia flagitiosior. Et professi ita se res habet: Majorum gloria postumum est; neque bona, neque mala eorum in oculis patitur.* Voici maintenant les citations de adere Autors; Plato, in Theateto, pag. 128. C. Edit. Wech. Philon Juis, de Nobilitate: Horat. Sat. L. I. Sat. VI, 7, 8. Senec. de Benefic. Lib. III. Cap. XXVIII. Epist. XLIV. Cornov. VI, p. 93, 94. Ed. Gronov. & Herc. Fur. vers. 339, 40. Herodotus. Lib. V. Cap. I. Boethius, de consol. Philosoph. Lib. III. Met. VI. Dion. Chrysostom. p. 248. B. Orat. XV. de Servitute: Plutarch. Apophthegm. pag. 187. B. Apophth. Lascor. pag. 225. B. & de virtutis quodore, p. 534. C. Stobæus, Serm. LXXXIV. LXXXV. LXXXVI. LXXXVII. Th. Browne, de Relig. Medici, Part. II. Cap. I.

(3) Claudien loue Dilligon, de suivre une maxime toute opposée, & de n'avoir égard qu'au mérite.

*——— Lottos ex omnibus oris  
Beneh; de meritum, nunquam canabula quaris,  
Et quælis, non unde satis. ———*

Lib. II. vers. 123, & seqq.

Dans Tite Live, un Tribun du Peuple attribue à l'observation de cette maxime, l'aggrandissement de la République Romaine. Ergo dum nullum sapiditum genus, in quo enteret Virtus, crevit imperium Romanum. Lib. IV. Cap. III.

ment à cause de la Naissance, qui est une chose qui ne dépendoit point de lui, & qui, par elle-même n'emporte aucun mérite, quelque exemption de certaines charges ou impositions de l'Etat, au préjudice des autres Citoyens, ou de le préférer par cette seule raison dans la distribution des Emplois, dont les Roturiers sont autant, ou même plus capables, que lui, de se bien acquitter; sur tout lors qu'il s'agit de ces Nobles, (a) *qui semblent n'être au monde que pour boire & manger, &c.* C'est aussi (ajoute-t-on) un défaut considérable dans la constitution d'un Etat, que le Souverain soit dans une obligation indispensable de n'élever aux Charges Publiques que des gens d'un certain Ordre, sans qu'il puisse employer les autres Citoyens aux affaires dont ils paroissent très-capables; sur tout s'il ne lui est pas permis d'aggréger dans ce Corps privilégié les personnes qui se distinguent par leur mérite. Car, si un Prince est réduit à la nécessité d'amadouer par ce moien la Noblesse, par exemple, afin qu'elle lui aide à tenir mieux en bride le Peuple; c'est une marque que la puissance est fort chancelante, & presque abattue, puis qu'il a besoin de se faire un parti parmi ses Sujets, & de se soutenir par adresse; n'y ayant plus moien de maintenir la domination par la seule force & le seul respect de l'Autorité Souveraine. Un (b) fameux Chancelier d'Angleterre remarque aussi, que les Etats qui veulent s'aggrandir, doivent bien prendre garde de ne pas laisser trop multiplier la Noblesse.

(a) Voyez Aristoph. Ran. Act. III. Scen. I. vers. 2, 3. Juvenal. Sat. XI. 11.

(b) Bacon, de Augm. Scienc. Lib. VIII. C. III. num. 3. Voyez aussi Sorm. id. Cap. XIV.

§. XXXII. On demande ici enfin, si, dans les Sociétez Civiles, les Dignitez, & les autres marques d'Honneur, dépendent de la volonté du Souverain dans leur durée, aussi bien que dans leur origine? Sur quoi il faut distinguer, à mon avis, si ces marques d'honneur, avec les droits qui les accompagnent, sont inséparablement attachées à quelque Emploi Public, que le Souverain a plein pouvoir de conférer à qui bon lui semble; ou si elles avoient été données comme un bien qui devoit appartenir désormais en propre au Citoyen qui les recevoit? Dans le premier cas, il est clair, que le Souverain a autant de droit d'en disposer comme il juge à propos, que de donner ou d'ôter les Emplois auxquels elles sont attachées. Ainsi, lors que Fabius Maximus étant Dictateur (a), souffrit patiemment qu'on lui égalât Minucius Rufus, qui n'étant que Mestre de camp, devoit être au dessous de lui, selon la coutume reçue; il montra non seulement beaucoup de grandeur d'ame, mais il fit encore par là hommage à l'Autorité de l'Etat. Sur ce pied là, on peut, comme faisoit autrefois Solon, comparer les hommes en place (b) à des jettons, que l'on fait valoir ce qu'on veut. Mais lors que les Citoyens possèdent quelque Dignité en propre, on ne sauroit régulièrement la leur ôter qu'en punition de quelque Crime; quoi que, dans un besoin pressant de l'Etat, on puisse, sans contredit, suspendre pour quelque tems, ou abolir même tout à fait les Immunités & les Privileges qui y sont attachez, en dédommageant d'ailleurs par quelque autre endroit, autant qu'il est possible, celui qui reçoit par là du dommage: car tous ces droits n'avoient été accordez qu'avec une exception tacite des cas de grande Nécessité; & il seroit absurde de prétendre qu'ils fussent inviolables au préjudice même du salut de l'Etat.

En quel sens les Honneurs & les Dignitez dépendent de la volonté du Souverain?

(a) Voyez T. Live, Lib. XXII. Cap. XV. XXVI.

(b) Ding. Laër. Lib. I. §. 59. Voyez aussi Potho, Lib. V. Cap. XXVI. & le passage d'Hérodote, cité ci-dessus, §. 26. à la marge.

De ce que nous avons dit il s'ensuit, que l'on peut, comme cela se pratique aussi en certains Etats (c), exclure des Charges & des Dignitez les Enfants innocens d'un Traître, ou d'un Criminel de Lèze-Majesté; quoi que d'ailleurs on n'ait aucun droit de les déposer de l'Estime Simple, ou de les noter d'infamie.

(c) Comme on fit, par exemple, à l'égard des Enfants d'Antioch. Voyez l'Arrêt de sa condamnation, dans Plutarque, in X. Orat. Vit. Cap. I.



## CHAPITRE V.

*Du Pouvoir qu'ont les Souverains de disposer des biens renfermez dans leurs terres, tant de ceux des Particuliers, que du Domaine de l'Etat, ou de la Couronne.*

Quel Pouvoir a un Roi sur les biens renfermez dans ses terres, lors que le Roiaume est son Patrimoine ?

§. I. **P**OUR savoir jusqu'où s'étend le Pouvoir des Souverains sur les biens des Citoiens, il faut remarquer, que ce droit est fondé, ou sur la nature de la Souveraineté, considérée en elle-même, ou sur les différentes manières d'acquérir l'Autorité Souveraine. Commençons par le dernier.

Il y a ici sans contredit une grande différence entre un Souverain (i) qui s'est fait lui-même, pour ainsi dire, des Sujets, & qui a aquis un plein droit de Propriété sur les biens renfermez dans l'Etat; & un autre qui a été appelé au Gouvernement par des gens qui possédoient en propre quelques biens. Dans le premier cas, il est clair, que le Souverain peut disposer des biens renfermez dans les Pais de sa domination, non seulement autant que le demande la nature de la Souveraineté, mais encore avec un droit aussi absolu que celui qu'a chaque Père de famille sur son propre patrimoine. De sorte que, tant qu'il n'a rien relâché de son droit, les Sujets ne jouissent de leurs biens que de la même manière que les Esclaves dispoient autrefois de leur *Pécule*, c'est-à-dire, qu'ils les possèdent uniquement sous le bon-plaisir du Roi, qui peut les leur ôter toutes fois & quantes qu'il voudra. Cependant, s'il leur en laisse la possession, ils peuvent alors en tirer ce qui leur est nécessaire pour leur nourriture, & pour les autres besoins de la vie, comme un juste salaire de la peine qu'ils prennent de les garder, de les cultiver, ou de les entretenir. Ainsi ce n'est qu'à l'égard des Sujets d'un Roiaume Patrimonial que l'on doit admettre une maxime que *Hobbes* étend mal à propos à toutes sortes de Citoiens: (a) *Chaque Citoien, dit-il, possède ses biens en propre par rapport à ses Concitoyens, qui ne peuvent y rien prétendre, parce qu'ils sont soumis aux mêmes Loix; mais aucun Sujet n'a rien en propre à l'exclusion du droit de son Souverain* (b): de même que, dans une Famille, aucun Enfant ne possède rien en propre, qu'autant que son Père le veut. Mais, si le Maître d'un Roiaume Patrimonial relâche quelque chose de son droit, les Sujets alors auront sur leurs biens autant de droit que le Souverain leur en aura manifestement accordé; du reste le Souverain en pourra toujours disposer absolument. *Pharaon*, Roi d'*Egypte*, par exemple, ne se reservoit que la cinquième partie (c) des fruits du Pais, excepté les biens des (d) Sacrificateurs, auxquels la Reine *Isis* avoit donné la troisième partie des terres, franchises de tout impôt. Parmi les anciens (e) *Indiens*, tout le Pais appartenoit au Roi, & ceux qui cultivoient les terres, avoient seulement le quart des revenus. La même chose se voit encore aujourd'hui dans (f) le Roiaume du *Grand Mogol*, où le Roi hérite aussi des biens de ses Ministres, & de ceux des Marchands. Dans (g) le *Congo*, personne n'a rien en propre, qu'il puisse transmettre à ses Héritiers, mais tout est au Roi, qui donne à qui il lui plaît l'administration de l'usufruit des biens du Pais. Il faut pourtant faire attention ici à ce qu'a remarqué (h) un Voyageur moderne, que le droit absolu des Princes de l'Orient sur les biens de leurs Sujets, est cause que ces Pais-là, quelque beaux & fertiles qu'ils soient par eux-mêmes, deviennent tous les jours plus déserts, plus pauvres, & plus barbares, ou du moins ne sont pas dans un état, à beaucoup près, si florissant que la plupart des Roiaumes de notre *Europe*, où les Sujets possèdent quelque chose en propre à l'exclusion même

(a) *De Cive*, Cap. VI. §. 15.

(b) *Ibid.* Cap. XII. §. 7.

(c) *Genèsis*, Chap. XLVII. vers. 23, 24, 26.

(d) Voyez *Diodor. Sicul.* Lib. I. Cap. XXI, LXXII. & *Grotius*, sur *Gen.* XLVII, 26.

(e) *Strabon*, Lib. XV. pag. 484. Ed. *Genev. Casaubon.* Voyez *Diod. Sic.* Lib. II. Cap. XL.

(f) Voyez *Garcilasso de la Vega*, *Hist. des Incas*, Liv. V. Chap. V.

(g) *Eduard. Lopez*.

(h) *Bernier*, *Hist. des dernières révolutions de l'Empire du Grand Mogol*.

§. I. (1) Voyez ci-dessus, Liv. VII. Chap. VI. §. 16.

(2) *On*

de leur Prince, & où les Souverains sont plus réservés à diminuer quelque chose de la liberté que les Sujets ont de disposer de leurs biens comme bon leur semble (2).

§. II. MAIS il y a des Etats, où les Citoyens possèdent leurs biens en propre, sans les tenir originairement de la libéralité du Souverain. Cela arrive principalement en deux manières, ou lors qu'un Peuple s'est allé établir dans quelque Pais sous la conduite d'un Roi qu'il s'étoit choisi; ou lors que plusieurs Pères de famille, qui avoient des biens en propre, se sont joints ensemble pour former une Société Civile, ou sont entrez dans un Etat déjà formé, pour se soumettre eux & leurs biens au Gouvernement établi. Dans le premier cas, le Peuple, sous la conduite de son Chef, s'empare d'abord en commun d'un Pais borné ou par la Nature, ou par la détermination arbitraire des Hommes; après quoi le partage s'en fait ou par le sort, ou par le règlement (a) du Chef, rarement par le choix du premier occupant. Or quoi qu'alors la Propriété des biens de chaque Particulier ne soit pas tant fondée sur la prise de possession, que sur l'assignation qui lui en a été faite par le Conducateur du Peuple; personne ne tient pourtant les biens de la libéralité de ce Chef, parce que ceux qui se sont mis sous sa conduite dans une telle expédition, ont acquis un droit parfait de posséder en propre (b) une portion du Pais dont ils se rendroient maîtres en commun. A plus forte raison, la Propriété des biens des Particuliers ne dépend-elle pas originairement de la volonté & de la concession d'un Roi, à l'empire duquel plusieurs Pères de famille libres & indépendans se sont soumis d'eux-mêmes avec les biens qu'ils avoient: Car, quoi qu'en dise (c) *Hobbes*, il est très-certain, que l'on peut avoir quelque chose en propre, hors même de toute Société Civile. Quand on lui accorderoit, que la Nature donne droit à chacun sur toutes choses; (d) cela empêcheroit-il qu'on ne pût, par des Conventions, assigner à chacun sa part? Il est vrai, que les Conventions de deux ou de peu de personnes ne diminueroient rien du droit originaire des autres sur une chose qui étoit auparavant en commun: mais supposé que tous généralement s'accordent à faire un partage, par quelque Convention ou expresse, ou tacite, il n'y a point de doute que chacun n'acquière alors un droit de Propriété sur ce qui lui est échû. Ainsi il est faux, que, comme le prétend encore *Hobbes* (e), les Pères de famille, qui ne dépendent ni d'un même Père, ni d'un Maître commun, aient droit également sur toutes choses: quoi que, dans les Sociétés Civiles, on jouisse sans contredit beaucoup plus sûrement (1) de ses

Dans les Etats, où les Sujets sont maîtres de leurs biens, le Souverain n'y a aucun droit, qu'autant que le demande la nature de la Souveraineté.

(a) Voyez *Corn. Nepos, in Miltiad.* Cap. II. num. 1.

(b) Voyez *Genes. XIV, 14, 21, 23.* 24. & ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. IV. Ch. VI. §. 3, 4. (c) *Ubi supra.*

(d) Voyez ci-dessus, Liv. III. Ch. IV. §. 2, 3.

(e) *De Cive, Cap. VI. §. 15. Not. 1.* Voyez *Genes. IV, 4. XIII, 5, & suiv.*

(2) On peut ajouter ici en passant (remarquoit notre Auteur) l'établissement des anciens *Yncas* du *Perou*, qui vouloient que les Sujets cultivassent leurs terres, avant que de travailler à celles du Roi; parce, disoient-ils, qu'il est impossible que les Sujets prennent soin, comme il faut, des biens de leur Prince, si les leurs propres ne sont en bon état; & que les Citoyens pauvres ne sont d'aucune utilité au Public ni en paix, ni en guerre. *Garcil. de la Vega, Hist. des Yncas, Liv. V. Chap. II.*

§. II. (1) *Ὅτι κρείττον ἐστὶν πολλοῖς οἰκίστα, ἀπαραίτητον ἔχειν, ἢ μόνον διανοέσθαι καὶ ἅ πλεονέκτην ὀφειλόμενα πάντα κακίστα.* „ Il vaut mieux vivre en société, & être assuré dans la possession de biens médiocres, que d'avoir seul tout le bien de ses Concitoyens, en étant exposé aux dangers inseparables de la solitude. *Xénophon*, dans les *Choses mémorables* de *Socrate*, Lib. II. pag. 433. *Ed. H. Steph.* Ce n'est qu'en ce sens (ajoutoit notre Auteur) que l'on peut admettre les paroles suivantes de *Cicéron*: *Hoc [jure Civili] sublato, nihil est quare exploratum cuiquam possit esse, quid sumus, aut quid alienum sit.* „ Sans le Droit Civil, on ne sauroit bien distinguer ce qui appartient à chacun. *Orat. pro A. Caccina, Cap. XXV.* Cet Orateur exprime ailleurs plus clairement sa pensée. Comme le passage est très-beau, je vais le rapporter plus au long que ne faisoit notre Auteur. *In primis autem videndum erit ei, qui Rempublicam administrabit, ut suum quisque teneat, neque de bonis privatorum publice diminutio fiat. perniciosum enim*

*Philippus in tribunatu, cum Legem Agrariam ferret, quam tamen antiquari facile passus est, & in eo vehementer se moderatum praebeuit: sed cum in agendo multa populariter, tum illud malè, non esse in civitate duomillia hominum, qui rem haberent. Capitalis oratio, & ad aequationem bonorum pertinens: qua posse qua potest esse major? Hanc enim ob causam maxime, ut sua tenerent, respublica civitatesque constituta sunt. Nam etsi duce natura congregabantur homines, tamen spe custodiarum rerum suarum, urbium praedia querebant.* „ La principale chose à quoi ceux qui sont chargés du gouvernement de la République doivent prendre garde, c'est que le bien de chaque Particulier lui soit conservé, & que jamais l'Autorité Publique ne l'entame. Il n'y avoit donc rien de plus pernicieux que la Loi que *Philippus* entreprit de faire passer, dans le tems qu'il étoit Tribun du Peuple, & qui tendoit à faire faire un nouveau partage des terres. Il est vrai qu'il ne fit pas beaucoup de résistance, quand il vit qu'on la rejettoit; & il fit paroître en cela une grande modération. Mais entre les autres choses que l'envie qu'il avoit de faire plaisir au Peuple lui fit faire, il lui échappa un mot d'une dangereuse conséquence; & on lui entendit dire publiquement, qu'il n'y avoit pas deux-mille hommes dans la ville qui eussent du bien. C'étoit un discours criminel & séditieux: car cela n'alloit pas moins qu'à rendre le bien de tout le monde égal; & rien ne sauroit être plus pernicieux: les hommes ne s'étant portez à for-

Fff

„ mer

TOM. II.

## 410 Du Pouvoir des Souverains à l'égard des biens renfermez

(f) Voyez Genes.  
XXXIV, 10.

les biens, que si chacun vit dans l'indépendance de l'Etat Naturel, où l'on n'auroit que ses (f) propres forces pour se défendre contre les insultes d'autrui. Dans ces Etats donc, où les Sujets ne tiennent pas originaiement leurs biens de la libéralité du Souverain, le Prince n'en peut disposer (2) qu'autant que le demande la nature même de la Souveraineté; à moins que les Sujets eux-mêmes ne lui aient volontairement donné à cet égard un Pouvoir plus étendu.

Le Prince, en qualité de Souverain, peut 1. Prescrire à ses Sujets, par certaines Loix, la manière dont ils doivent user de leurs biens.

§. III. O.R., le Prince, en tant que Souverain, a droit en trois manières principales sur les biens de ses Sujets. La première consiste à régir, par des Loix, l'usage que chacun doit faire de ses biens, conformément à la conservation & à l'avantage de l'Etat: La seconde, à exiger des Impôts & des Subsidies: & la dernière, à user des droits du Domaine éminent.

On peut rapporter au premier chef, 1. Les (1) Loix Somptuaires, par lesquelles on prescrit

mer des Républiques, que pour être plus en état de conserver chacun le sien. Je sai bien que la Nature les porte d'elle-même à s'unir, & à vivre en société. Mais ce qui leur a fait bâtir des Villes, & qui les a obligés de s'y recueillir, comme dans des asiles publics, c'est principalement l'espérance d'y jouir de leurs biens en sûreté. De Offic. Lib. II. Cap. XXI. J'ai fini le dernier Traducteur.

(2) *Jure Civili omnia Regis sunt: & tamen illa quorum ad Regem pertinet universa possessio, in singulos dominos descripta sunt, & nunquam res habet possessorem suam. Itaque dare Regi & domum, & mancipium, & pecuniam possumus: nec donare illi de suo divitum. Ad Regem enim potestas omnium pertinet, ad singulos proprietates. Fines Athenienium aut Campanorum vocamus, quos deinde inter se vicini privatim terminationes distinguunt. & totius ager hujus aut illius Reipublica est: pars deinde suo domine quoque censetur. Ideoque donare agros nostros Reipublica possumus, quamvis illius esse dicamus; quia, aliter illius sunt; aliter nos. .... Sub optimo Rege omnia Rex imperio possidet, singuli dominio.* Par le Droit Civil tout est au Roi; & cependant chaque chose a son maître & son possesseur particulier. Ainsi on peut faire un don au Roi, d'une Maison, d'un Esclave, d'une somme d'argent; sans que pour cela il passe pour recevoir un présent du sien: car les Rois peuvent disposer de tout à la vérité, mais cela n'empêche pas que chacun n'ait la Propriété de ses biens. On appelle le Pais des Athéniens, ou des Campaniens, toute l'étendue des terres qui appartiennent à ces Peuples, quoi que chaque Particulier y ait sa portion séparée de celle des autres. Le Pais entier appartient en général à l'Etat: mais chaque terre est au Particulier qui la possède. Ainsi on peut donner les terres à l'Etat, quoi qu'on dise qu'elles lui appartiennent; parce qu'elles sont à lui d'une autre façon qu'au Propriétaire. .... Sous un bon Prince le Roi possède tout par son Autorité Souveraine; sans que pour cela chacun soit moins maître de son bien. Senec. de Benefic. Lib. VII. Cap. IV. V. Les Tyrans au contraire & les mauvais Princes prétendent, qu'aucun de leurs Sujets n'a rien à lui, & que tout est à eux, en sorte qu'ils leur en laissent l'usage par pure grâce. C'est le langage de l'Empereur Frederic Barberousse, dans le *Ligurinus* de Gonthier, Lib. III. vers. 480, & seqq.

*Quicquid habet locuples, quicquid custodit avarus,  
Quicquid in occultis abscondit terra cavernis,  
Jure quidem nostrum, populo concedimus usum.  
Jure figuratum, Regis patet esse monetam;  
Cæsaris & domino sub Cæsare fulget imago.*

Je remarque, que, dans ces deux derniers vers, on fait allusion à ce que Jesus-Christ dit aux Disciples des Pharisiens, & aux Hérodians, après leur avoir demandé, de qui étoit l'image & l'inscription de la pièce d'argent que l'on donnoit pour le tribut? De Cæsar, lui dirent-

ils; sur quoi il leur repliqua: *Paisez donc à Cæsar ce qui appartient à Cæsar, & à Dieu ce qui appartient à Dieu.* Matth. XXII, 19, & suiv. Mais cela ne prouve pas, que de droit tous les biens des Sujets appartiennent en propre à leur Souverain, comme le sophisme mal à propos bien des Réformez en France, qui étoient dans l'erreur à l'égard des droits & de l'autorité du Prince. (Nouve. de la Republ. des Lettres, Avril 1703. p. 415.) Notre Seigneur veut dire seulement, que, puis que les Juifs se servoient de la Monnoie de l'Empereur, c'étoit une marque qu'il étoit maître de leur Pais, & qu'ils le reconnoissoient tacitement pour leur Souverain légitime; de sorte qu'ils devoient lui obéir en tout ce qui n'étoit pas contraire aux Loix Divines. Voyez les interprètes sur ce passage. Notre Auteur citoit Grotius, sur l. Rois, XVI, 24. & ce que Zonare rapporte, (Tom. II.) des Empereurs Claude, & Adrian.

§. III. (1) Écoutez ici ce que dit en peu de mots le Sage Mentor à Télémaque son Elève dans l'Art du Gouvernement. « L'autre mal presque incurable (dans le Gouvernement des Peuples) est le luxe. Comme la trop grande autorité empoisonne les Rois, le luxe empoisonne toute une Nation. On dit, quo le luxe sert à nourrir les Pauvres aux dépens des Riches; mais si les Pauvres ne pouvoient pas gagner leur vie plus utilement, en multipliant les fruits de la Terre, sans amollir les Riches par des raffinemens de volupté. Toute une Nation s'accoutume à regarder comme les nécessitez de la vie les choses les plus superflues; on sont tous les jours de nouvelles nécessitez qu'on invente. On ne peut plus se passer des choses qu'on ne connoissoit pas trente ans auparavant. Ce luxe s'appelle bon goût, perfection des Arts: cette perfection de la Nation, ce Vice qui en attire tant d'autres, est loué comme une Vertu, il répand sa contagion jusqu'aux derniers de la lie du peuple. Les proches parents du Roi veulent imiter sa magnificence, les Grands celle des parents du Roi: les gens médiocres veulent égaler les Grands; car qui est-ce qui se fait justice? Les petits veulent passer pour médiocres: tout le monde fait plus qu'il ne peut; les uns par faiblesse, & pour se prévaloir de leurs richesses; les autres par mauvaise honte, & pour cacher leur pauvreté. Ceux mêmes qui sont assez sages pour condamner un si grand désordre, ne le sont pas assez pour oser lever la tête des premiers, & donner des exemples contraires. Toute une Nation se perd: toutes les conditions se confondent. La passion d'acquiescer du bien pour soutenir une vaine dépense, corrompt les âmes les plus pures. Il n'est plus question que d'être riche; on emprunte, on trompe, on use de mille artifices indignes, pour parvenir. *Avantures de Télémaque*, Tom. V. pag. 120, 121. L'Histoire nous apprend (je me sers maintenant des propres termes de Mr. Le Clerc, dans le *Parthasana*, Tom. II. p. 275, & suiv.) que Jules Cæsar n'entreprit » de

prescrit des bornes aux dépenses non nécessaires, qui ruinent les Familles des Particuliers, & appauvrissent par conséquent l'Etat, en faisant passer (a) l'argent du Pais aux Etrangers, outre que ceux qui s'abandonnent au luxe, se mettent par là dans l'impuissance de contribuer aux dépenses nécessaires pour le bien de l'Etat: car, si un homme, par exemple, qui ne dépense que deux cinquièmes de ses revenus annuels, donne pour les Impôts deux autres cinquièmes, il ne s'incommode point, & il augmente de plus son capital d'un cinquième; au lieu que, s'il dépense tout son revenu, il faut pour fournir aux contributions, ou qu'il prenne de son capital, ou qu'il diminue les dépenses ordinaires. 2. Les Loix (b) contre le Féru. 3. Les Loix contre les (c) Prodiges en général, sur tout contre ceux qui ont part au Gouvernement de l'Etat: car, (a) outre qu'il est fort difficile de bien conduire les affaires publiques, lors qu'on ne fait pas régler ses affaires domestiques; le moyen qu'on s'empêche de voler les deniers publics, lors qu'on fait plus de dépense, que l'on n'a de revenus? 3. Les Loix pour régler la quantité & la qualité des choses que chacun peut posséder. Telle étoit à Rome la Loi Licinienne (d) qui défendoit d'avoir plus de cinq-cens arpens de terre, & plus de cent pièces de gros bétail, & de cinq-cens de menu. 4. Les Loix qui

(a) Voyez Plin. Hist. Nat. Lib. VI. Cap. XXIII. & XXVIII. & Lib. XII. Cap. XXVIII.

(b) Voyez Digest. Lib. XI. Tit. V. & Cod. Lib. III. Tit. XXXIII. De Alcoribus; & Gratian. Cap. VII. VIII. IX. Distinct. LXXXVI.

(c) Voyez Heracleid. in Peltu. au sujet de Périan-dre.

(d) Voyez Manu- ce, de Legib. Ro- man. Voyez d'au- tres exemples, Nembr. XXXVI. 7. 9. Aristot. Po- litic. Lib. II. Cap. V. VII. & Lib. VI. Cap. IV. p. 417. B. Ed. Paris. Plin. Lib. VI. Epist. XIX. num. 4. Lex Burgund. Tit. LXXXIV. §. 1.

de se rendre maître de la liberté de sa Patrie; que par- ce qu'il ne sçavoit comment paier ses dettes, contrac- tées par une pi- rem la dépen- ses, dans sa V rent dans son parce qu'ils n' dans lequel ils de gagner, pa prendre faiso. ordina, & l On peut dire l mes, qui, poi à la porte des qui sont rarement exclus, quand ils viennent accom- pagner d'une bonne somme d'argent. Pour prévenir ces maux & ces défordres, il n'y a rien de plus utili- le, que de bonnes Loix Sompnuaires, qui repriment le luxe; & que l'on fasse exécuter rigoureusement. Par là... vous êtes à l'argent, qui est la chose du mon- de la plus nuisible, son usage & son lustre.... Id ita eveniet, si pecunia, qua maxima omnium perniciosa est, usum acqum decum domeris. (Sallust. Orat. I. de Rep. ordin.) Par là on procure encore un autre avantage à l'Etat, qui n'est pas de petite conséquence; c'est que l'on se marie beaucoup plus facilement, lors qu'il ne faut pas faire trop de dépense, pour soutenir une fa- mille; que lors qu'on ne peut pas éviter honnête- ment cette dépense, à laquelle néanmoins il y a beau- coup d'honnêtes gens, qui ne peuvent pas suffire. Aussi Auguste voulant corriger les mœurs des Ro- mains, entre diverses Loix qu'il fit, ou qu'il renou- vella, rétablit en même tems, & la Loi Sompnuaire, & celle qui imposoit aux Romains la nécessité de se marier, de maritandis ordinibus. (Voyez Suétone, dans sa Vie, Cap. XXXIV.) S'il ne pût obliger les Romains à observer la seconde, il y a grande apparence, que ce ne fut que parce que la première n'étoit pas as- sez sévère. (Voyez Tacit. Annal. Lib. II. Cap. XXXVII.) Il faut remarquer encore, que bien des gens, qui fuyent le mariage pour la raison que j'ai dite, ne sont aucun scrupule de commettre toutes sortes de debau- ches; qui vont à la ruine totale & des Familles & de l'Etat, & que l'on prévient par des Loix Sompnuai- res. Voyez ce que M. Le Clerc ajoute, au sujet de la République de Venise, & de celle de Gènes. Pour ren- dre ces Loix Sompnuaires plus efficaces, les Princes & les Magistrats doivent, comme le dit encore M. de Cambray, dans l'endroit cité ci-dessus par l'exemple de leur propre modération, s'abstenir à tous ceux qui aiment

à dépense superflue, & embourner les sages, qui sont bien aises d'être autorisés, dans une bonne frugalité. Voi- ci

faisez incontinent quelque homme de ville. Elles estoient demeurees en partage aux Medecins & aux Chirurgiens: & quoy qu'un chacun fust à peu près vestu de mesme, si avoit-il d'ailleurs assez de distinc- tions apparentes, des qualitez des hommes.... Que les Roys commençant à quister ces despotismes, ce fut fait en un mois sans Edict & sans Ordonnance: nous irons tous apres. La Loy devoit durer son rebois, Que le cramouli & l'orfèvrerie est defendue à tous

battoeurs & aux Courtisa- corragca Zalmous les mœurs a. l'Esprit, Liv. I. Ch. XLIII. ides ci-dessus, Liv. I. Chap. Auteur croit ici Platon, de Lib. Francis. Ficin. comme il Cap. XXXIV. (sur quoi l'auteur, dans son Traité des Loix Sompnuaires de Manroche, Saturnal. Lib. III. in Finis, Liv. V. Chap. XII. voyez aussi l'Esprit de l'Esprit, Liv. I. Chap. XLIII. Polyb. Excerpt. Rerum. Lib. X. Voyez aussi l'Es- pigramme de Lucien sur les Prodiges, Tom. II. pag. 134. Edit. Amst.

(e) Voiez Exod. XXXVI, 6.  
(f) Strab. Geogr. Lib. XV. p. 484.  
(g) Les anciens Nabathéens punissoient ces fortes de gens. Voiez Strabon, Geogr. Lib. XVI. pag. 539. Voiez aussi A. Gell. Lib. IV. Cap. XII.

\* 2. Exiger des Impôts, & des Subsidés.

preservent des bornes aux Donations, aux Legs, & au pouvoir de faire Testament; comme aussi aux choses (e) que l'on consacre à des usages de Religion. 5. Les Loix (3) qui défendent à certains Croyens de posséder ou d'acquérir certaines sortes de choses; comme, parmi les anciens Indiens (f), les Particuliers ne pouvoient point nourrir de Cheval, ni d'Éléphant, ces Animaux étant réservés pour le Roi. 6. Les Loix (4) contre l'Oisiveté (g), & contre (5) ceux qui laissent dépérir leur bien, faute de soin & de culture. 7. Enfin, les Loix qui défendent de transporter de l'argent hors des Etats, & qui ne permettent de trafiquer avec les Etrangers que par des trocs & des échanges.

§. IV. \* Les Impôts modiques, & employez à un bon usage, n'étant autre chose qu'une espèce de salaire que les Particuliers paient à l'Etat, pour la défense de leur vie & de leurs biens, & une contribution absolument nécessaire pour les dépenses que demande le soin du Gouvernement; le Souverain a aussi un droit incontestable de prendre pour cela une partie des biens de ses Sujets, selon les besoins de l'Etat: car (1) on ne peut pas toujours établir des Impôts fixes. L'Empereur Néron (2) délibéra un jour d'abolir tous les impôts, & de faire cette magnificence au Genre Humain. Mais le Sénat modéra son ardeur, après l'avoir louée auparavant, & dit, que l'Empire tomberoit, si l'on venoit à sapper ses fondemens . . . . . Que la plupart des impôts avoient été établis par les Consuls & les Tri-

(3) Voiez Plin. Hist. Nat. Lib. III. Cap. XX. André Morosini, dans son Histoire de Venise, Liv. XVII. parle d'une Loi de cette République, par laquelle il est défendu à toute personne, de quelque condition qu'elle soit, de laisser, vendre, donner, ou aliéner des biens à tousjours, sous quelque prétexte que ce soit, en faveur des Ecclésiastiques, sans la permission du Sénat.

(4) „ L'Oisiveté, ou le manquement d'occupation utile & honnête, est une source d'une infinité de desordres. L'Esprit Humain étant d'une nature aussi agissante qu'il l'est, il ne peut pas demeurer dans l'inaction; & s'il n'est occupé de quelque chose de bon, il s'applique inévitablement au mal. Car, quoi qu'il y ait des choses indifférentes, elles deviennent mauvaises, lors qu'elles occupent seules l'esprit; s'il est vrai néanmoins qu'il y ait des personnes oisives, qui s'occupent davantage de choses indifférentes, que de mauvaises. . . . On ne sauroit louer ceux qui emploient tout leur tems à des choses qui ne sont ni utiles aux Hommes, ni agréables à Dieu; s'il est vrai, comme on ne peut pas en douter, que les Hommes soient créés pour faire du bien. Mais . . . on voit par expérience, que ceux qui ne s'appliquent à aucune occupation honnête, se jettent ordinairement dans la débauche ou dans le jeu. . . . Il seroit donc à souhaiter, qu'il y eût des Loix contre l'Oisiveté, pour prévenir les mauvaises suites, & qu'il ne fût permis à personne de vivre, sans avoir quelque occupation honnête, ou de l'Esprit, ou du Corps. . . . Il ne devoit pas être permis à la Jeunesse, qui aspire aux Emplois Politiques, Ecclésiastiques, ou Militaires, de passer dans l'Oisiveté le tems de leur vie le plus propre à l'étude de la Morale, de la Politique, de la Religion, de l'Art de raisonner juste, & si l'on veut, des Mathématiques, & de l'Histoire. Il y a encore d'autres personnes, qui ne se destinent à rien, mais seulement à manger tranquillement les revenus que leurs Parens leur ont laissés, & qui ne se soucient d'apprendre quoi que ce soit, assez satisfaits d'eux-mêmes, s'ils ne consomment pas leur capital. Toute la vertu de ces gens-là consiste à régler leur dépense, en sorte qu'elle n'aille pas au delà de leurs revenus. Mais si ces revenus sont considérables, il arrive infailliblement qu'ils en abusent, & qu'ils se jettent en mille débauches; de sorte qu'ils deviennent inutiles & aux autres, & à eux-mêmes. . . . Il faut donc les obliger à suivre le conseil que donnoit un Poète, qui n'avoit que trop éprouvé les mauvais effets de l'Oisiveté. Lors que vous êtes

„ rez, dit-il, pouvoir être guéri, par mon art, la première chose, selon moi, que vous devez éviter, c'est „ l'Oisiveté. C'est elle qui vous rend amoureux; c'est elle „ qui soutient votre mauvaise conduite, dès que vous vous y „ êtes engagé; c'est elle qui est la cause & la nourriture de „ cet agréable mal. Si vous êtes, l'Oisiveté, l'arc de l'Ar- „ moux est perdu, & il est obligé de jeter son flambeau „ éteint. Ovid. de Remed. Amor. vers. 135, & seqq.

Ergo ubi visus eris nostra medicabilis artis,  
Fac moni-is fugias otia prima meis.  
Hac ut ames facinus, hac ut fecere tuentur,  
Hac sunt jucundi causa cibique mali.  
Otia si tollas, perire Cupidinis arcus,  
Contemtuque jacent, & sine luce facies.  
Purpurasiana, Tom. II. p. 279, & suiv. Voiez la Loi des Egyptiens qui a été citée ci-dessus, Liv. III. Chap. III. §. 2. n. 2. & Herodot. in Euterpe.

(5) Exposit enim Respublica, ne sua re quis mali uteretur. Institut. Lib. I. Tit. VIII. De his, qui sui, vel alieni juris sunt, §. 2.

§. IV. (1) Sur tout pour les besoins de la Guerre, qui sont tantôt plus, tantôt moins grands, à cause de mille cas qui surviennent. Voiez Plutarch. Apophthegm. pag. 219. A. & in Craffo: Procop. de Bell. Persic. Lib. II. Cap. XXVI. L'Auteur citoit, à la fin de ce paragraphe, ce que rapporte Nicetas Chonates, Lib. I. du mauvais conseil que donna Jean Puzenus à l'Empereur Manuel Comnène, de faire entrer dans le Fisc l'argent de l'impôt qu'on levoit pour l'entretien des galères, & de ne plus entretenir perpétuellement ces galères; d'où il arriva que les Provinces maritimes furent défolées par les courses des Pirates. Il arriva quelque chose de semblable sous Andronic Paléologue; comme on le voit dans l'Hist. de Nicéphore Grégoras, Lib. VI.

(2) Eodem anno crebris Populi flagitationibus immodestiam publicanorum arguentis, dubitavit Nero, an causa vestigalia omitti juberet, idque pulcherrimum donum generi mortaliū daret. Sed impetum ejus, multum prius laudatā magnitudine animi, attinuerunt Senatores, dissolutionem imperii docendo, si fractum quibus Respublica sustinetur, diminuerentur. . . . Plerasque vestigalium societates à Consulibus & Tribunis plebis constitutas, acri etiam Populi Romani libertate: reliqua mox ita provisa, ut ratio quasdam & necessitas erogationum inter se congruerent. Tacit. Annal. Lib. XIII. Cap. L. Voiez le passage du même Auteur, que l'on a déjà cité Liv. VII. Chap. IV. §. 12. Not. 1. & Isaus, Orat. VI. Thermistius, Orat. XIV.

bons, dans la plus grande liberté de la République, & que, si l'on y avoit ajouté quelque chose depuis, c'étoit pour égaler le revenu à la dépense. Si l'on fait bien réflexion à cela, on sera obligé d'avouer, qu'il y a souvent de l'injustice & de l'impudence (a) dans les plaintes du menu peuple, qui attribue ordinairement à la grandeur des Impôts la principale cause de la misère; &, à beaucoup plus forte raison, dans les murmures des gens à qui l'on peut appliquer cette raillerie d'un ancien Comique : (3) *On voit par les rues des femmes qui portent des maisons entières, & je ne sai combien d'arpens de terre. Cependant ces Messieurs, qui sont de si beaux présens à ces Demoiselles, disent qu'ils ne peuvent payer le tribut que les Magistrats imposent, mais ils ont bien de quoi donner à ces coquines, qui en exigent un beaucoup plus grand.*

(a) Voyez ce que dit là-dessus Hobbes, de Cive, Cap. XII. §. 2.

Quelles règles on doit suivre dans l'imposition des droits sur les denrées & les marchandises ?

(a) Voyez Diodor. Sic. Lib. I. Cap. LXXII. & Paul. Warnefrid. de gestis Longobard. Lib. III. C. XVI.

§. V. CÉPENDANT, la Prudence du Gouvernement Civil veut que, pour s'accommoder en quelque manière au génie revêché & plaintif du commun peuple, on leve les tributs & les impôts d'une manière aussi imperceptible, aussi douce, & aussi tranquille qu'il est possible. Or on trouve ordinairement (1) plus fâcheux d'être obligé de donner ce que l'on comptoit déjà au nombre de ses biens, que de ne pas acquérir quelque chose. C'est pourquoi (a) plusieurs ont crû, que le meilleur étoit de faire contribuer les peuples une fois pour toutes, & de prendre une partie de leurs biens, qui fût destinée à perpétuité aux besoins publics. D'autres prétendent, que les Peuples paient plus volontiers les *Donanes*, les *Accises*, & les autres droits qu'on leve sur certaines choses, que les *Tributs*, les *Taxes*, & les *Subsides*.

A l'égard des marchandises qui entrent dans le Païs, il faut remarquer que, si elles ne sont pas nécessaires, & qu'elles ne servent qu'au luxe, on peut fort bien y mettre de grands impôts, afin que cela rebute ceux qui voudroient faire des dépenses superflues; outre que ceux qui achètent de ces sortes de choses, sont ordinairement des gens riches, ou qui apportent peu de revenu à l'Etat, à cause du grand nombre de leurs privilèges & de leurs immunités. De plus, lors que les marchandises étrangères consistent en des choses qui peuvent croître ou être fabriquées dans le Païs, si les habitans veulent y employer leurs soins & leur industrie; on fait bien de rehausser les droits d'entrée, sur tout afin que par là

(2) *On frustrer ses voisins de ces tributs serviles, Que paie à leur art le luxe de nos villes.*

Pour ce qui est des marchandises que l'on transporte chez les Etrangers, s'il est de l'intérêt de l'Etat qu'elles ne sortent pas du Païs, on peut les charger d'impôts. Mais s'il se trouve que les Citoyens n'aient pas d'autre moyen de gagner quelque chose, on doit alors diminuer les droits de sortie. Il faut aussi considérer, si les Etrangers ont grand besoin de ces sortes de marchandises, ou bien s'ils peuvent en avoir d'ailleurs. Car les Marchands, comme chacun sait, étant tous fort âpres au gain, merveilleusement ingénieux en tout ce qui regarde leur profit (b), infatigables & intrépides, quand il s'agit de courir les mers & les terres, & de s'exposer à mille périls pour s'enrichir; si les impôts sont trop grands en un Païs, ils vont chercher d'autres endroits où ils puissent trafiquer plus avantageusement; ou bien ils ne font plus négoce de (c) ces sortes de marchandises.

(b) Voyez Horat. Lib. I. Epist. l. vers. 44.

(c) Voyez ce que dit Gallien, dans Trebell. Pollion. Cap. VI.

En

(3) *Quasi non fundis exornata multa incedant per vias. At tributis cum imperatus est, negant pendis potesse: Illis, quibus tributum major penditur, pendis potest.* Plant. dans l'Epidicuri, Act. II. Scen. II. v. 42. & seqq. & non pas dans la Cissellaria, comme nôtre Auteur citoit ce passage.

§. V. (1) *Quantum graviores amissa dolore, Quam necdum quæstia movent.* Claudian. de laudibus Siliticon. Lib. I. v. 379, 380. & non pas de Consulari Mallii, comme citoit nôtre Auteur. Neque enim pauperior sit, qui non adquirat, sed qui de patrimonio suo deposuit. Digest. Lib. XXIV. Tit. l. De

donationibus intervirum & uxorem, Leg. V. §. 13. Voyez Homer. Iliad. Lib. I. vers. 125, 126. Tir. Liv. Lib. V. Cap. XXIII. Lib. XXX. Cap. XLIV. & Plutarch. in Camillo.

(2) Ce sont deux vers de Mr. Despreaux, (Epist. I. p. 99.) dont je me suis servi, à peu de chose près, parce qu'ils expriment heureusement la pensée d'un ancien Orateur, que nôtre Auteur cite ici. *Οὐκ ἔστιν ἡμῶν ἀναγκάσιον ἢ ὁ πόλεμος, ἢ ἡ δουλεία, ἀλλὰ καὶ τὸ ἀνάγκη ἵππευσι.* Dio Chrysostom. Orat. LXXXI. pag. 664. Di. Ed. Parisi. Morell.

En général c'est à l'exaction des Impôts que convient sur tout, à mon avis, une maxime d'*Hésiode*, qui porte, (d) *Que la moisson vaine emmène que le sarrasin*. Car un Port, par exemple, est de peu de revenu, lors qu'il n'y a pas un grand abord de Marchands. Sur quoi il faut remarquer, que l'Empereur *Néron*, pour favoriser le Commerce, (3) ordonna que les Vaisseaux des Marchands ne seroient point compris dans l'état de leur revenu, & qu'ils n'en paieroient rien à la République. Le Souverain doit aussi rejeter les propositions des Fermiers & des Receveurs, qui inventent de temps en temps quelque nouveau droit pour leur propre intérêt (e), & mettre bon ordre à ce qu'ils n'usent pas de leurs duretés & de leurs vexations ordinaires, qui sont plus insupportables que les Impôts mêmes. C'est ainsi que l'Empereur *Néron* (4) ordonna que les Edits de toutes impositions seroient publics, ce qui n'avoit point été fait auparavant; & que ce qu'on auroit manqué à lever une année, ne pourroit s'exiger en l'autre: Que les Magistrats de Rome & des Provinces, recevroient les plaintes contre les Fermiers à toute heure, & les régleroient sur le champ. On ne doit pas non plus trop favoriser les intérêts du Fisc, (5) en faveur duquel on prouve toujours sous un méchant Prince.

(e) Comme fit autrefois *Jules César*, au sujet des Fermiers d'*Afrique*: *Dion Cassius*, Lib. XLII. Voyez *Digest*. Lib. XXXIX. Tit. IV. De *Publicanis* Sec. Leg. XII. princ.

Comment on doit taxer chaque Citoyen?

(a) De *Cive*, Cap. XIII. §. 2.

(b) Voyez *Diod. Sic.* Lib. IV. Cap. LXXIII. au sujet de *Machaon*, & de *Podalire*; & ce que dit *Isocrate*, dans l'Eloge de *Bufris*, au sujet des privilèges des Prêtres d'*Egyppe*, p. 329, 330.

§. VI. DANS l'imposition des Tributs, des Subsidés, & des autres charges, il faut bien prendre garde de ne donner à personne aucun sujet légitime de se plaindre. Pour cet effet on doit 1. Ne pas charger inégalement les Citoyens. Car, comme le remarque très-bien (a) *Hobbes*, un fardeau que tous portent également, est léger à chacun: mais si plusieurs retirent l'épaulé, il devient pesant & même insupportable aux autres. Pour l'ordinaire ce n'est pas sans le fardeau en lui-même, que l'inégalité de la charge, qui chagrine & rebute les Hommes, par l'injuste acception de personnes dont ils voient que l'on use à leur préjudice, & par la jalousie secrète qu'ils conçoivent contre ceux qui jouissent de quelque immunité. D'ailleurs, ce que les Citoyens contribuent pour entretenir le fonds des revenus publics, n'étant autre chose que le prix par lequel ils achètent la paix que le Souverain leur procure; il est raisonnable que ceux qui jouissent également des douceurs de la paix, paient une égale portion ou de leur argent, ou de leur travail & de leur service. Ainsi les Immunités & les Privilèges dont certaines personnes, ou certains Ordres de Citoyens, jouissent en plusieurs Etats, ne sont justes qu'autant que ces gens-là rendent d'ailleurs à l'Etat (b) quelque service plus noble & plus considérable, qui compense leur exemption de charges & de subsidés. Mais pour trouver l'égalité, dont il s'agit, il faut bien remarquer, qu'elle ne consiste pas à paier des sommes égales, mais à porter également les charges imposées pour le bien de l'Etat, en sorte que l'un ne soit pas plus chargé que l'autre; c'est-à-dire, qu'il doit y avoir une juste proportion entre les charges que l'on porte, & les avantages dont on jouit. Car, quoi que tous jouissent également de la paix, les avantages, qu'ils en retirent, ne sont pas égaux; les uns acquérant plus de biens, & les autres moins; les uns aussi en consommant davantage, & les autres moins. Là-dessus *Hobbes* demande, si les Citoyens doivent contribuer à proportion de ce qu'ils gagnent, ou à proportion de ce qu'ils consomment? c'est-à-dire, s'il faut taxer les personnes, en sorte qu'on leur fasse paier à proportion de leurs revenus, ou bien les choses mêmes, en sorte que chacun contribue à proportion de ce qu'il consomme? Pour décider cette question, il faut remarquer d'abord, que chacun jouissant en paix de ses biens à l'abri de la défense de l'Etat, on peut lui imposer des charges (1) à proportion de ses revenus,

(3) Et ne censibus Negotiorum novum adscribuntur, tributumque pro illis pendendum, censumque. Tacit. Annal. Lib. XIII. Cap. LI.

(4) Rex edixit Princeps, ut Leges quibusque publicis oneribus ad id tempus, prescriberentur: omnesque portiones non ultra annum resumerent: Roma Prætor: per Provincias, qui pro Prætoribus aut Consulibus assensu, jura, & quæ sua publicas extra ordinem redderent. Tacit. Annal. Lib. XIII. Cap. LI. J'ai suivi la version d'*Abienbourg*.

(5) C'est ce que dit *Plin.*, pour louer l'Empereur *Trajan* de ce qu'il suivoit une maxime toute contraire. *Qua*

principis tua gloria est, sapienter vincitur fisco; cuius mala causa nunquam est, nisi sub bono Principe. . . . Numquam Principibus defuerunt, qui fronte gravi & tristi supercilio militatibus fisci contumaciter adessent. Panegy. C. XXXVI. num. 4. & XLI. num. 3.

§. VI. (1) C'est ce que *Servius Tullius*, un des Rois de Rome, trouvoit autrefois fort juste, & très-avantageux à l'Etat. *Διζαίων τι καὶ συμφορὰν τῶν ἀπορῶν τὸ αὐτὸν ἄνθρωπον, τὸς ἀπὸ πολλὰν μικρομυκτην, πολλὰ μικρομυκτην τὸν δὲ ὀλίγα ἐχόντας, ὀλίγα.* *Dionys.* *Nalican.* Lib. IV. pag. 218. *Edis Lips.*

(2) *Fru-*

ous, tant pour les taxes ordinaires, que pour les subsides extraordinaires. De plus, l'Etat mettant en sûreté la vie des Citoyens, qui est aussi chère aux Pauvres qu'aux Riches, on peut exiger également des uns & des autres des services militaires, comme aussi leur imposer également pour cette raison un tribut modique, comme cela se pratique dans la Capitation, où le Riche ne paie pas plus que le Pauvre. Mais, comme la protection de l'Etat procure encore aux Citoyens la liberté & la sûreté du Commerce, à la faveur duquel ils peuvent gagner du bien par leur industrie; la difficulté consiste principalement à savoir, sur quel pied on doit régler la taxe des charges imposées pour cette raison. Ici le meilleur est, à mon avis, de taxer chacun à proportion de ce qu'il consomme, & non pas à proportion de ce qu'il gagne. Car, outre que les Hommes dépensent le plus souvent selon le gain qu'ils font: si l'on taxoit chacun à proportion de ce qu'il gagne, lors que ceux qui ont gagné également, ne se trouveroient pas avoir autant de bien les uns que les autres, comme on voit tous les jours que l'un conserve par une sage épargne ce qu'il a amassé, pendant que l'autre le dissipe en luxe & en dépenses superflues; en ce cas-là il arriveroit nécessairement, que ceux qui jouissent également des avantages de la paix, ne porteroient pas également les charges de l'Etat. Supposons, par exemple, que deux hommes aient gagné dans un an cent Ecus chacun, l'un en ait dépensé quarante, & l'autre quatre-vingts. Comme l'un & l'autre a joui également de la paix, on pourroit s'imaginer qu'il est juste, par cette raison, que tous deux contribuent également. Mais en cela il y auroit deux inconvéniens. Car il seroit fort difficile à l'Etat de savoir au juste combien chaque Citoyen a gagné tous les ans par son industrie, & on ne peut pas même faire si souvent une exacte perquisition des biens de chacun. D'ailleurs, si la taxe se faisoit au bout de l'an, lors que chacun auroit réglé le compte de sa recette & de sa dépense, & cela à proportion de ce qu'il lui reste du gain de l'autre année; il faudroit que l'un paie le double de l'autre, quoi que tous deux eussent également joui des avantages de la paix. D'où il arriveroit encore, que celui, qui a été ménager, seroit plus chargé que l'autre, qui a fait des dépenses superflues. Il vaut donc mieux taxer les choses mêmes qui se consomment, afin que, par ce moyen, chacun paie imperceptiblement la part de ses biens qu'il doit à l'Etat, à proportion non de ceux qu'il a encore, mais de ceux qu'il a eû par un effet de la protection du Souverain; les droits que l'on paie à l'Etat étant regardez comme une partie du prix des choses que l'on consomme.

Au reste, ce que nous avons déjà dit des Impôts établis sur les marchandises, doit aussi être appliqué aux Tributs, aux Subsides, & autres charges publiques. Ainsi Tacite (2) loue avec raison, Agricola, de ce qu'il adouciroit la rigueur des Impôts par l'égalité, & retrancheoit toutes les circonstances fâcheuses, qui sont plus difficiles à supporter que l'Impôt même. Car on faisoit attendre le Peuple à la porte des greniers & des magasins, le contraignant d'acheter le bled bien chèrement, pour le revendre après à bon marché. D'ailleurs on obligeoit les villes voisines à le porter aux garnisons plus éloignées, avec beaucoup de peine & de dépense, à cause de la difficulté des chemins; & pour l'intérêt de quelques Particuliers, on faisoit une servitude de ce qui étoit libre auparavant.

§. VII.

(2) *Frumenti & tributorum auctiorem aequalitate manuum mollire, circumcisi quæ in quæsum reperta, ipsi tributo gravius tolerabatur. namque per ludibrium afferte clausis horreis, & emere ultro frumenta, ac vendere parvo cocebantur. Devotia itinerum & longinquitas regionum indicabatur, ut civitates à proximis hiernis in remota & avia deferrent, donec quod omnibus in promptu erat, paucis lucrosum fieret.* Tacit. in *Vit. Agricol.* Cap. XIX. Voiez *Cicer. in Verrem*, Act. III. & *Aristot. Oeconom.* Lib. II. Cap. I. C'étoit une réponse bien dure que celle de *Pescennius Niger* aux habitans de la Palestine, qui lui demandoient quelque diminution de tributs: Vous voudriez que je ne taxasse pas si haut vos terres, & moi je voudrais met-

tre un impôt sur votre air. *Spartian. Cap. VII.* Notre Auteur faisoit mention encore en passant d'une plusante sorte de tribut, que les Incas du Pérou exigeoient des Pauvres, afin que personne ne fût entièrement exempt de charges. Voiez *Garcilasso de la Vega, Hist. des Incas*, Liv. V. Chap. VI. & Liv. VIII. Chap. V. VI. Au reste pour ce qui regarde en général la manière dont un Prince doit s'y prendre pour faire en sorte que les revenus de l'Etat soient considérables, sans néanmoins fouler les Peuples, voiez *Charren, de la Sagesse*, Liv. III. Chap. II. §. 21. de *Parthasiana*, Tom. I. p. 274. & suiv. & la *Philosophie Pratique* de Mr. *Buddé*, Part. III. Chap. V. Sect. VII.



*Du Domaine éminent des Souverains.*

§. VII. Le *Domaine éminent*, dont l'usage fait, comme nous l'avons dit, la troisième & dernière partie du Pouvoir des Souverains, entant que tels, sur les biens renfermez dans l'étendue des terres de leur domination; ce droit, dis-je, est rejeté par quelques-uns, mais qui condamnent plutôt le (1) nom, que la chose même. La nature même, disent-ils, de la Souveraineté, qui a été établie pour le Bien Public, autorise suffisamment le Prince à se servir, dans un besoin pressant, de tout ce que possèdent ses Sujets; puis qu'en lui conférant l'Autorité Souveraine, on lui a donné en même tems le pouvoir de faire & d'exiger tout ce qui est nécessaire pour la conservation & l'avantage de l'Etat. Le terme de *Domaine* ou de *Propriété* paroît aussi trop superbe, & les méchans Princes en peuvent abuser facilement, pour piller & ruiner leurs pauvres Sujets. Mais, quoi qu'il ne faille point disputer des mots, je ne vois pas, pour moi, qu'il y ait aucun inconvénient à se servir ici d'un terme particulier pour désigner une partie du Pouvoir Souverain, considérée entant qu'on l'exerce d'une certaine manière par rapport à certaines choses. Voions donc en quoi consiste & sur quoi est fondé ce *Domaine éminent* (a).

(a) Voiez *Grotius*, Lib. I. Cap. I. §. 6. Cap. III. §. 6. Lib. II. Cap. XIV. §. 7. s. Lib. III. Cap. XIX. §. 7. & Cap. XX. §. 7, & seqq.

C'est une maxime de l'Equité Naturelle, que, quand il s'agit de fournir ce qui est nécessaire pour l'entretien d'une chose commune à plusieurs, chacun doit contribuer à proportion de la part qu'il y a, en sorte que personne ne soit considérablement surchargé en comparaison des autres. Mais, comme il arrive souvent, ou que les besoins pressans de l'Etat ne permettent pas de lever la quote part de chaque Citoyen; ou que certaines choses, qui appartiennent à quelques Particuliers, sont nécessaires pour le Bien Public : en ce cas-là le Souverain peut s'en servir à un tel usage; bien entendu que les Propriétaires soient dédommages par les autres Citoyens de ce qui excède leur contingent. Par exemple, lors que l'on veut fortifier une Ville, on prend la place des Jardins, des Terres, & des Maisons de plaisance des Particuliers, qui se trouvent situées dans l'endroit où il faut faire des fossés, des rempars, des bastions, ou quelque autre ouvrage. Dans un Siège, on abbat ou l'on ruine les Maisons & les Arbres des Particuliers, lors que sans cela on en seroit incommodé, & que l'Ennemi en tireroit quelque avantage. On emploie aussi aux Fortifications d'une Ville les matériaux, que des Particuliers avoient préparés pour leur usage. Lors qu'il survient une Famine, on oblige les Particuliers à ouvrir leurs greniers. On se sert, dans un besoin pressant, d'une somme qui avoit été mise en dépôt dans la Maison de Ville, & l'on prend même de l'argent dans les coffres des Particuliers, lors qu'ils ne veulent pas de bon-gré les donner eux-mêmes (b) en forme de Prêt. On ravage son propre Pais, lors qu'il n'y a pas moyen (c) autrement de chasser l'Ennemi, & l'on détruit tout ce que l'on ne peut emporter, de peur qu'il n'en profite. On donne du tems pour paier, ou l'on abolit même entièrement les dettes (2) de ceux dont on a besoin en tems de guerre. Ainsi ce *Domaine éminent* dont il s'agit, n'a lieu que dans une nécessité de l'Etat. Sur quoi un (d) Commentateur de *Grotius* dit, que cette nécessité a ses degrez, & qu'elle ne doit pas toujours être extrême. Il ne faut pourtant pas lui donner une trop grande étendue, mais plutôt en tempérer les privilèges, autant (e) qu'il est possible, par les règles de l'Equité. Il s'ensuit de-là encore, qu'un Prince ne peut jamais dispenser valablement aucun de ses Sujets des charges auxquelles ils sont tous astreints en vertu du *Domaine éminent* : car tout Privilège renferme une exception tacite des cas de Nécessité; & il paroît de la contradiction à vouloir être Citoyen d'un Etat, & prétendre néanmoins avoir quelque droit, dont on puisse faire usage au préjudice même du Bien Public.

Au

(b) C'est ainsi que *Cyrus* emprunta de l'argent de ses Sujets : *Xenoph. Cyrop.* Lib. VIII. Mais on ne peut guères approuver ce que *Dion Cassius* Lib. XLII. rapporte de *Jules César*, quand même on supposeroit que son Autorité étoit légitimement acquise. Voiez ci-dessus, Liv. V. Chap. III. §. 6. Note 2.

(c) Voiez *Q. Curce*, Lib. III. Cap. IV. num. 4.

(d) *Boecker*, in Lib. I. Cap. I. §. 6. (e) Il y en a un exemple remarquable dans *Tite Live*, Lib. XXXI. Cap. XIII.

§. VII. (1) Voiez l'*Histoire du Droit Naturel*, par Mr. *Budde*, dans ses *Selektia Jur. Nat.* §. 53. Au reste il faut se souvenir, que toutes les choses qui se trouvent renfermées dans les terres d'un Etat, & qui n'ont point de Propriétaire particulier, sans être d'ailleurs laissées en commun par une Coutume constante, appartiennent originairement à l'Etat. Voiez ci-dessus, Liv. IV. Chap. VI.

§. 3, & suiv. & Mr. *Titius*, dans son *Specimen Juris Publici Romano-Germanici*, Lib. II. Cap. III.

(2) Voiez un passage de *Tite Live*, cité ci-dessus Chap. III. de ce Livre, §. 23. Not. 11. *Polib. Excerpt. legat.* CXLIV. Cap. III. *Sueton. in Jul. Cesar*, Cap. XLII. & *Digeft.* Lib. XVIII. Tit. III. *De Lege Commisoria*, Leg. VIII.

(1) Si

Au reste, il est très-juste que ceux qui, en ces cas-là, ont employé ou sacrifié leurs biens à l'Utilité Publique, en soient dédommages par (3) l'Etat, autant qu'il est possible. Quelques-uns (f) ajoutent néanmoins ici une exception, savoir, lors que le dommage reçu étoit inévitable, en sorte qu'on avoit pu prévoir qu'on y seroit exposé, comme, par exemple, si, en tems de guerre, on abbat une maison des Faux-bourgs: car, puis que le Propriétaire sachant bien que les maisons situées en ces endroits-là sont sujettes à un tel accident, n'a pas laissé d'y bâtir, il est censé en avoir bien voulu courir le risque, & avoir tacitement consenti de souffrir la perte. A plus forte raison ne peut-on demander aucun dédommagement, lors que tous sont dans le même cas, ou que leur perte est égale. Car il suffit que le Public ne cause point de dommage par sa faute à aucun Citoyen; & il ne s'est jamais engagé à dédommager les Sujets de toutes les pertes qu'ils pourroient faire.

§. VIII. OUTRE les trois sortes de droits, dont nous venons de parler, les Souverains ont en plusieurs endroits le pouvoir de disposer de certains biens que l'on appelle *publics*; parce qu'ils appartiennent à l'Etat considéré comme tel; avec (1) cette différence que, dans quelques Roiaumes, il y en a qui sont destinez à l'entretien du Roi & de la Famille Roiale, & d'autres qui doivent servir aux dépenses nécessaires pour la conservation de l'Etat (a). Les premiers s'appellent le *Fisc*, ou le *Domaine de la Couronne*; les autres le *Trésor public*, ou le *Domaine de l'Etat*. A l'égard des premiers, le Roi en a l'usufruit plein & entier, en sorte qu'il peut absolument disposer à sa fantaisie des revenus qu'il en tire, & que même les épargnes qu'il en peut faire entrent dans son *Patrimoine particulier*; à moins que les Loix du Roiaume ne l'aient réglé autrement. Mais pour les autres, il n'en a que la simple administration, dans laquelle il doit se proposer uniquement le Bien Public, & agir avec autant de soin, de fidélité, & d'économie, qu'un Tuteur à l'égard des biens de son Pucille. Du reste (b), il ne peut légitimement aliéner ni les uns, ni les autres, sans le consentement du Peuple.

De là il est aisé de juger, à qui appartiennent les aquests que l'on fait pendant le règne? Car s'ils proviennent des biens destinez aux besoins de l'Etat, ou qu'ils aient été gagnez par le sang des Sujets, & rendoient à l'Etat en vertu des engagements communs où sont tous les Sujets, il est clair qu'ils doivent revenir au Trésor public, & non pas au Roi, ni au Domaine de la Couronne. Mais si un Roi a commencé une Guerre à ses propres dépens, sans rien tirer du Trésor public, & que l'Etat en aucune manière; ou même s'il n'y a employé que les biens de la Couronne: il peut légitimement s'approprier les aquests qu'il a fait pendant (c): car tout ce qui provient d'une chose, dont on a l'Usufruit, nous appartient de plein droit, en sorte qu'on en peut disposer comme l'on juge à propos.

§. IX. VOIENS maintenant, si un Roi peut aliéner le Roiaume, ou quelque partie de ses terres? On comprend bien d'abord, qu'il s'agit ici des Roiaumes établis par un consentement volontaire du Peuple, & non pas des Roiaumes Patrimoniaux: car, à l'égard de ceux-ci, la chose ne souffre point de difficulté. *Grotius* a traité cette question en plusieurs (a) endroits, & voici à quoi se réduit son sentiment. Le Roi ne sauroit, de sa pure autorité, céder le Roiaume à un autre, & s'il le fait sans le consentement du Peuple, les Sujets ne sont pas tenus de se soumettre à la domination du Prince en faveur duquel il s'est démis de la Couronne. Car comme les Sujets ne peuvent pas déposséder le Roi malgré lui de la Couronne, lors qu'ils la lui ont une fois donnée; le Roi n'est pas non plus en droit de substituer à sa place un autre Souverain, sans leur consentement. Que s'il s'a-

(f) *Joann. Christoph. Beckmannus, Meditat. Politic. Diff. XXI. §. 9.*

Jusques où le Roi peut disposer des biens publics?

(a) *Voiez Grotius, Lib. II. Cap. VI. §. 11.*

(b) *Voiez le dernier paragraphe de ce Chap.*

(c) *Voiez Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 12. num. 9.*

De l'aliénation du Roiaume, ou de quelque partie de ses terres.

(a) *Lib. I. Cap. IV. §. 10. Lib. II. Cap. VI. §. 3. & seqq. sur quoi voiez le Comment. de Beccarius & Lib. III. Cap. XX. §. 3. & seqq.*

(3) Si ce n'est pour le présent, du moins à l'avenir, en un mot aussi-tôt que les affaires publiques le permettront. *Grotius, Lib. III. Cap. IX. §. 7. num. 2.*

§. VIII. (1) *Dénys d'Halicarnasse distingue entre les Rois de Rome, & les Rois des autres Roiaumes. Lib. III.*

*Antiq. Roman. Notae Savac. de Seneca. Lib. VII. Cap. VI. Herodian. Lib. II. Cap. XV. Edit. Oxon. 1679. Martinus, Hist. Sin. Lib. IV. Cap. XXIV. Garcilasso de la Vega, Hist. des Incas, Liv. V. Chap. XIV.*

git d'aliéner seulement une partie du Roiaume, outre l'approbation du Roi, & celle des Peuples qui demeurent sous ses Loix, il faut encore que le Peuple du Pais qu'on veut aliéner, y consente lui-même; & ce dernier consentement est plus nécessaire que les deux autres. En effet, ceux qui ont formé les Sociétez Civiles, ou qui sont entrez volontairement dans quelque Etat déjà formé, se sont engagés les uns envers les autres à ne reconnoître qu'un seul & même Gouvernement, tant qu'ils voudroient demeurer dans les terres de l'Etat où ils se joignoient ensemble. Ainsi en vertu d'une telle Convention, chacun a aquis le droit de ne point être banni, ni mis sous une domination étrangère, à moins qu'il ne vint à y être justement condamné en punition de quelque Crime; comme d'autre côté tous en général ont aussi aquis, en vertu de la même Convention, un droit sur chaque Particulier, en vertu duquel personne ne peut se soumettre à un Gouvernement étranger, ni se soustraire à celui de l'Etat, tant qu'il demeure dans les terres de son obéissance. Car les Corps Moraux, tel qu'est un Etat, étant formez par le consentement des Membres qui les composent; c'est par l'intention de ceux qui les ont fondez, qu'il faut juger, quel pouvoir a tout le Corps sur chacune des parties. Or on ne sauroit raisonnablement présumer, que les Fondateurs des Sociétez Civiles aient prétendu que le Corps eût droit de retrancher à sa fantaisie quelques-unes de ses parties, & de les donner à un autre Maître. C'est ainsi que les habitans de la (b) *Guienne* ne vouloient point être détachez du Roiaume d'*Angleterre*, malgré la donation de *Richard II.* Mais pour ce que l'on dit, qu'aucune partie de l'Etat ne peut se détacher du Corps, tant qu'elle demeure dans le même Pais, il faut y ajoûter cette exception, à moins qu'une grande nécessité ne l'y oblige, en sorte qu'il lui soit impossible de se conserver sans se soumettre à une nouvelle domination. Car, dans toutes ces sortes de Conventions, on excepte toujours les cas d'une extrême Nécessité, qui donnent droit à chacun de se tirer d'affaires à quelque prix que ce soit. Ainsi on ne sauroit raisonnablement blâmer une Ville, qui, après s'être défendue autant qu'elle a pu, aime mieux se rendre à l'Ennemi, que d'être mise à feu & à sang. En effet ceux qui ont formé les Sociétez Civiles, avoient sans contredit avant cela un droit naturel de pourvoir à leur propre conservation de toutes les manières imaginables; & c'est pour en venir à bout plus aisément qu'ils se sont joints plusieurs ensemble. Si donc l'Etat est dans l'impuissance de protéger & de défendre quelques-uns de ses Citoyens, ceux-ci alors sont dégagés de l'Obligation où ils étoient envers lui, & rentrent dans leur ancien droit de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins comme ils le jugeront à propos. Mais l'Etat, d'autre côté, n'a pas plus de droit sur ses Membres, que les premiers Fondateurs de la Société ne lui en ont accordé. Comme donc il ne s'engage à défendre les Particuliers, qu'autant qu'il n'en sera point empêché par quelque Nécessité insurmontable; en ce cas-là il est censé consentir que chacun se salue comme il pourra. Il n'en est pas ici comme des Membres du Corps Humain, dont on peut sacrifier quelqu'un directement & de propos délibéré, pour conserver tout le Corps. Car ces Membres-là ne vivent & ne subsistent que par le Corps; au lieu que les Membres des Corps Moraux peuvent exister & vivre séparément, de sorte que le Corps n'a pas autant de droit sur eux, que le Corps Humain n'en a, pour ainsi dire, sur ses Membres. Que si un Roi est réduit à la nécessité de faire la paix avec un Ennemi plus fort que lui, à condition de lui céder une partie de ses Etats, dont les Peuples ne veulent pas (c) changer de maître; il doit, à mon avis, retirer ses garnisons, & les troupes qu'il peut avoir dans le Pais, & ne point empêcher que le Vainqueur ne s'en empare: mais il ne sauroit légitimement forcer les habitans à reconnoître pour leur Souverain ce Prince en faveur duquel il ne se dépouille que malgré lui de son empire sur eux: de sorte que, s'ils se sentent assez forts, pour faire tête à l'Etranger, rien n'empêche qu'ils ne lui résistent, ou qu'ils ne s'érigent même en Corps d'Etat séparé. Ainsi, quoi qu'en vertu d'une telle Convention, le Roi, & le Peuple qui lui reste, perdent tout leur droit sur ce Pais-là, le Vainqueur n'en devient légitime Souverain que par le

(b) *Froissard. Liv. IV. & Polydor. Virgil. Hist. Angl. Lib. XX.*

(c) Comme les habitans de la ville de *Nisibis*, lors que l'Empereur *Jovien* la céda aux *Perles*, par un Traité: *Ammian. Marcellin. Lib. XXV. Cap. XII. & Zepm. Lib. III.*

le consentement des habitans même, ou par le serment de fidélité qu'ils lui prêtent. Du reste, rien n'est plus vrai sans contredit que ce que disent quelques-uns, ou d'un certain Royaume en particulier, ou de tous les Royaumes en général (1), que les biens incorporez à la Couronne, sont absolument inaliénables; de sorte que, selon eux, une paisible possession pendant le plus long espace de tems n'empêche pas qu'on ne puisse toujours les redemander, & les reprendre de vive force à la première occasion favorable. Mais il est beaucoup plus impertinent d'attribuer ce privilège à un certain Royaume, & de prétendre qu'il ait droit d'enlever aux autres tout ce qu'il trouve à sa bienveillance, sans que ceux-ci puissent jamais faire le moindre effort pour le recouvrer.

§. X. De ce que nous avons dit, il s'ensuit, qu'il n'est pas permis à un Roi de rendre son Royaume feudataire de quelque autre Prince, sans le consentement du Peuple (a); car cela emporte une aliénation conditionnelle, qui fait passer le Royaume à un Etranger en cas de Félonie, ou au défaut d'Héritiers de la Famille Regnante. Par la même raison le Peuple peut au contraire annuler une décharge de l'Hommage que le Roi a donnée, de sa pure autorité, à un Vassal du Royaume.

Il s'ensuit encore de là, qu'un Roi ne peut pas, sans l'approbation du Peuple, & sur tout de celui du Pais dont il s'agit, engager la moindre partie de son Royaume; en sorte qu'il en remette l'administration & la possession entre les mains du Créancier, jusques au paiement de la dette; moins encore si l'Engagement est accompagné d'une clause commissaire. La raison de cela, ce n'est pas seulement que l'Aliénation est souvent une suite de l'Engagement; mais encore parce que le Peuple, en se choisissant un Roi, & l'établissant de sa pure volonté, a voulu être gouverné par lui, & non par aucun autre. D'ailleurs, ceux qui se sont joints ensemble pour ne former qu'un seul Peuple, sont censés avoir prétendu y demeurer inséparablement unis, sans qu'on pût les en démembrer malgré eux.

§. XI. Il est clair encore, que le Roi ne sauroit, sans le consentement du Peuple, aliéner quoi que ce soit, ni du Domaine de l'Etat, ni même de celui de la Couronne, dont il n'a que l'usufruit, & qui doit servir à l'entretien de ses Successeurs (a). Mais il faut bien distinguer ici entre le fond même des biens, ou le Domaine de l'Etat, & les revenus qu'ils portent: car le Roi peut disposer des revenus comme il le juge à propos, quoi qu'il ne puisse pas aliéner le fond. Ainsi, dans les Pais où le droit d'Alluvion entre dans le Domaine de l'Etat, le Roi n'a pas à la vérité le pouvoir de céder ce droit à personne de sa pure autorité: mais rien n'empêche qu'il ne dispose comme bon lui semble, des morceaux de terre que la Rivière laisse à sec en se retirant, ou en changeant de lit, & qui sont mis au nombre des revenus de l'Etat. De même le droit de Confiscation fait partie du Domaine de l'Etat, mais les biens confisquez appartiennent au Prince. Un Roi néanmoins, qui a le pouvoir d'établir de nouveaux Impôts & d'imposer de nouveaux Subsidés, lors qu'il le juge à propos pour de bonnes raisons, peut, dans un besoin, engager quelque partie du Domaine. Car le Peuple étant tenu de payer les Impôts & les Subsidés qu'un tel Prince exige en pareil cas; il doit aussi sans contredit racheter ce qu'il a engagé dans le besoin; puis que c'est tout un de donner de l'argent pour empêcher qu'on n'engage une chose, ou de la racheter après qu'on a été contraint de la mettre en gage. Et en ce cas-là, quoi que chaque Citoyen doive contribuer pour sa part au paiement de la somme empruntée, aucun ne peut (1) être regardé en particulier, comme Débiteur de cette somme. Que si le Roi a fourni quelque chose de son Patrimoine particulier pour les besoins de l'Etat, le Domaine lui est comme hypothéqué pour la valeur de sa dette, jusques à ce que le Peuple l'ait acquittée.

Un Roi ne peut ni engager, ni rendre feudataire son Royaume, sans le consentement du Peuple.

(a) Voiez Grotius, Lib. II. Cap. VI. §. 9.

Il ne peut pas non plus aliéner le Domaine de l'Etat, ni celui de la Couronne. (a) Voiez Grotius, ubi supra, §. 11, 12, 13.

Au

§. IX. (1) Voiez la Note de Gronovius sur Grotius, Lib. II. Cap. VI. §. 6.

§. XI. (1) Si quis Patria mea pecuniam credat, non dicam me illius debitorem, nec hoc as alienum prosequor aut

candidatus, aut reus: ad exsolvendum tamen hoc, portionem meam dabo. Senec. de Benefic. Lib. VI. Cap. XX. Voiez Grotius, Lib. III. Cap. II. §. 1. num. 2.

Au reste, tout ce que nous venons de dire se doit entendre en supposant, que les choses ne se trouvent pas autrement réglées par les Capitulaires & les Conventions ou les Loix Fondamentales de l'Etat, qui aient restreint ou étendu le Pouvoir du Prince, ou du Peuple.

## CHAPITRE VI.

### Du droit de la Guerre.

Division générale de cette matière.

§. I. CHAQUE personne qui vit dans l'indépendance de l'Etat Naturel, aiant, aussi bien que le Corps d'une Société Civile, un droit naturel & incontestable de se défendre contre les insultes d'un injuste agresseur, & de maintenir par la force l'usage de ses droits lors que les autres y donnent quelque atteinte, ou qu'ils refusent de lui rendre ce qui lui est dû; il faut, à mon avis, examiner ici d'abord ce qu'il y a de commun entre les *Guerres des Particuliers*, & les *Guerres Publiques*; après quoi nous verrons ce que les dernières ont de singulier, ou par leur nature, ou selon les mœurs & les coutumes des Nations.

La Paix est l'état naturel & ordinaire des Hommes.

§. II. CE font, comme nous l'avons vu ci-dessus, des maximes certaines & inviolables de la Loi Naturelle: Qu'il ne faut jamais faire du mal ni causer le moindre dommage à personne injustement; Que chacun doit exercer envers autrui les Devoirs de l'Humanité; & qu'il faut sur tout faire de son pur mouvement ce à quoi l'on s'est engagé par quelque Convention. Lors que les Hommes pratiquent ces Devoirs les uns envers les autres, c'est ce que l'on appelle *Paix*; qui est l'état le plus conforme à la Nature Humaine, le plus capable de la conserver, & celui dont l'établissement & le maintien est le but principal de la Loi Naturelle (a). C'est même l'état propre & original de la Nature Humaine considérée comme telle, puis qu'il vient d'un principe qui distingue les Hommes d'avec les Bêtes; au lieu que la Guerre est produite par un principe commun à tous les Animaux. En effet l'Instinct Naturel porte les Bêtes à se défendre, & à tâcher de se conserver (1); mais elles ne savent ce que c'est que la Paix, dont l'idée renferme une exécution volontaire de ce que l'on doit aux autres, & une abstinence de toute injure & de tout dommage, par un principe de quelque Obligation où l'on est à leur égard, & en vertu du droit qu'ils ont de l'exiger de nous; toutes choses qui supposent l'usage de la Raison. J'avoue que les Bêtes de somme subissent le joug & se soumettent au travail que leur maître leur impose; mais c'est uniquement par la crainte des coups, ou par les attraites de la pâture, & non par aucun principe d'Obligation, à quoi elles ne sont pas sensibles. Quelques-unes s'abstiennent aussi de faire du mal aux Hommes, & aux autres Bêtes: mais c'est ou par impuissance, ou parce qu'elles n'y trouvent rien qui excite leurs desirs. D'autres enfin se caressent les unes les autres, ou s'entresécoutent; mais elles le font sans penser que rien leur en impose une nécessité indispensable.

Cependant, quoi que la bienveillance mutuelle soit le sentiment le (2) plus conforme

§. II. (1) C'est, à peu près, la pensée d'un ancien Docteur de l'Eglise Chrétienne. In omnibus enim videmus animalibus, quia sapientia caret, conciliatricum sui esse naturam. Nocent igitur aliis, ut sibi presint. nesciunt enim, quia malum est, nocere. Homo vero, qui scientiam boni ac mali habet, abstinere se à nocendo, etiam cum incommodo suo; quod animal irrationale facere non potest: & ideo inter summas hominis virtutes innocentia numeratur. Lactant. Instit. Divinar. Lib. V. Cap. XVII. num. 30. Edit. Cellar.

(2) C'est ce qui se trouve merveilleusement bien exprimé dans ce beau passage d'un ancien Orateur. Neque

enim reperio quid in rebus humanis excogitarit natura praestantius amicitia, quid concordia contra fortunam majus auxilium. Nam primum praeter cetera animalia induit nostris pectoribus quandam societatem, qua mutuo gaudere congressu, contrabere populos, condere urbes edocuit, & cum mentibus nostris varios imposuerit motus, nullum profecto meliorem benevolentia tribuit affectum. Quid enim foret humana generis felicitas, si omnes esse possent amici? Non bella, seditiones, latrocinia, lites, ceteraque mala quae hominibus ex se ipsi nata sunt, fortuna accessissent. Id quia nimium Deo visum est, ac certe honestis convenire moribus, fidem cele-

(a) Voyez Polyb. Lib. XII. C. XIV.

à la Nature Humaine, & que la pratique des Devoirs de la Paix ait été de tout temps, & parmi toutes les Nations, la caractère distinctif des ames bien-nées; la Guerre ne laisse pas d'être permise, & quelquefois même nécessaire, lors que quelqu'un travaille malicieusement à nous faire du mal, ou qu'il refuse de nous rendre ce qu'il nous doit : car alors le soin de nôtre propre conservation nous autorise à défendre, de quelque manière que ce soit, nôtre personne & nos biens, & à poursuivre nôtre droit (b) par les voies de la force, en faisant même du mal à l'Offenseur. Toute la différence qu'il y a ici entre les Gens-de-bien, & les Méchans, c'est (3) que les derniers entreprennent la Guerre de gaieté de cœur, au lieu que les autres ne s'y portent que par nécessité. Ajoutez à cela que la Nature a rendu non seulement les Hommes fort sensibles aux injures, mais encore a armé, pour ainsi dire, leurs mains d'une extrême souplesse & d'une grande force, afin qu'ils fussent en état de ne pas souffrir impunément les insultes.

Mais si la Nature permet la Guerre, ce n'est qu'à condition (4) que celui, qui l'entreprend, se propose d'en venir par ce moyen à la Paix. D'ailleurs, quoi que ceux qui nous font du tort, ou qui nous offensent, nous fournissent dès-lors, entant qu'en eux est, un juste sujet de Guerre; avant que de s'y engager, il faut bien peser le bien ou le mal qui en peut vraisemblablement provenir ou à nous-mêmes, ou à d'autres qui n'ont aucune part à l'action de l'Offenseur. Car, lors qu'une injure ne tend pas à nous perdre entièrement, on ne doit pas en tirer raison par les armes, s'il y a lieu de craindre que par là on n'attire sur soi, ou sur les siens, des maux plus grands, que le bien qu'on en pourroit espérer; ou si d'autres, avec qui l'on est en paix, se trouvent par là exposés à des malheurs que la Loi de l'Humanité nous oblige de leur épargner, en laissant impunie l'injure qu'on a reçue. En un mot, toutes les fois qu'en tirant raison d'une injure on produiroit plus de mal que de bien, il est beau & raisonnable de s'abstenir de la Guerre.

§. III. TOUTE Guerre juste se fait (1), ou pour nous conserver & nous défendre con-

(b) Voyez *Diſſy Cret.* Lib. II. Cap. XXI. p. 41. Ed. Amſt. 1702.

Quels sont les justes sujets de la Guerre, tant Offensive, que Défensive.

colore, amoris gratiam referre, omnibus temporibus, omnibus gentibus praeipuum & quodammodo sacrum fuit, (neque enim nisi optimis moribus cunctis, ut aut sic amare sciunt, aut sic amari mereantur) &c. Quintilian. Declam. IX. pag. 128, 129. Edit. Lugd. Bat. & Rot. 1665. A propos de cette Edition de Quintilien, dont je me sers, qu'il me soit permis de remarquer ici, en passant, une faute que je viens d'apercevoir dans la Bibliothèque Latine de Mr. Fabricius, (pag. 92. Edit. Lond.) En parlant de cette Edition, l'Auteur dit, qu'elle est faite par les soins de Pierre Galand (citant *Petro Galandio*) qui y a ajouté les Notes Variorum, parmi lesquelles on en voit de J. Frid. Gronovius, de Jan Schulting &c. Cependant Mr. Fabricius lui-même parle auparavant (pag. 39.) d'une Edition du même Auteur publiée à Paris, en 1549. où l'on trouve entr'autres des Notes de ce Pierre Galand, qui par conséquent ne sauroit avoir donné en 1665. une Edition de Quintilien. Ce qui a trompé Mr. Fabricius, c'est que l'on voit à la tête de cette Edition la Dédicace que Pierre Galand avoit mise au devant de la sienne. Il est à souhaiter que Mr. Fabricius ait été plus exact à examiner les autres Editions, dont il parle dans sa Bibliothèque Latine, & dans la Græque, dont on a déjà un volume in 4. sur tout celles qui sont un peu rares : car voici encore une autre inadvertence à l'égard d'une Edition qui est entre les mains de tout le monde. En parlant de Catulle, Tibulle, & Propertius, imprimez à Utrecht, en 1680. Mr. Fabricius dit, pag. 37. que c'est feu Mr. Gravins qui les a publiez, avec les Notes, & celles de Muret, Scaliger, &c. Mais Mr. Gravins déclare lui-même, dans sa Préface, qu'il n'a pas eu le tems de revoir ce qu'il avoit remarqué sur ces trois Poètes, & qu'il le renvoie à une autre fois.

(3) *Οὐκ ἔστιν ἄλλος ἢ πόλεμος τοῖς ἀνθρώποις ἀναγκαῖος ὡς τοῖς ζώοις ἡ μάχη.* Maxim. Tyr. *Diſſertat.* XIV. pag. 138. Ed. Lugd. 1620. Voyez Boetius sur *Grosius*, Lib. I. Cap. III. §. 1.

(4) *Τὸν γὰρ πόλεμον οἰστέον καλλίστον, εἰς τὸν μὲν πόλεμον, οὐχ ὅτι εἰς ἀρχαίαν.* Aristot. *Politie.* Lib. VII. Cap. XV. *Bellum autem ita suscipiatur, ut nihil aliud nisi pax quaesita videatur.* Cicero. *de Offic.* Lib. I. Cap. XXIII. *Justum est bellum, Samnitum, quibus necessarium: & pro arma, quibus nulla nisi in armis relinquatur spes.* Tit. Liv. Lib. IX. Cap. I. Voyez aussi *Aristot. Ethic. Nicom.* Lib. X. Cap. VII. *Tacit. Hist.* Lib. IV. Cap. LXXVI. *Themistius, Orat. X. de Pace, ad Valent.* pag. 131. A. Ed. Paris. *Harduin.* Ainsi il ne faut jamais refuser une paix offerte de bonne foi, & qui ne tend point à nous endormir, afin que l'Ennemi trouve dans la suite le moyen de nous accabler plus aisément. *Mea quidem sententia, pax, quae nihil habitura sit infideliarum, semper est consulendum.* Cicero. *de Offic.* Lib. I. Cap. XI. Voyez *Grosius*, Lib. III. Cap. ult.

§. III. (1) *Ἐπειδὴ πόλεμος ποιούμεθα, τὸ ὑπερλήνους ἀλλήλους πάθωμεν, ἰσχυόμεθα δὲ τὸ πολέμειν. . . . ἔξαπατάμεθα τε, ἢ βλάψωμεν, ἢ καταλάβωμεν.* Quod nous faisons la guerre, nous nous plaignons de quelque chose qui nous a été fait par ceux contre lesquels nous prenons les armes. . . . Nous disons, qu'on nous a

1. E  
ceur  
tous  
les  
me.  
Liv.  
sood  
d'ég.  
mes,  
dent  
tion  
1. E

tre les insultes de ceux qui tâchent ou de nous faire du mal en nôtre personne, ou de nous enlever & de détruire ce qui nous appartient; ou pour contraindre les autres à nous rendre ce qu'ils nous doivent (2) en vertu d'un droit parfait que l'on a de l'exiger d'eux; ou enfin pour obtenir réparation du dommage qu'ils nous ont injustement causé, & pour leur faire donner des sûretés, à l'abri desquelles on n'ait rien à craindre désormais de leur part. Les Guerres entreprises pour le premier sujet, sont, à mon avis, des *Guerres Défensives* (3); & les autres, des *Guerres Offensives*. Quelquefois néanmoins celui qui prend le

pré-

*Droit Naturel, ce qui est contraire seulement à certaines Coutumes, quoi que reçues avec quelque fondement parmi plusieurs Peuples; telles qu'étoient presque toutes celles qui dominoient aux anciens Grecs de l'averfion pour les Perses. Par cette raison (dit là-dessus J. Frederic Gronovius) le Roi Darius avoit tort d'exiger des Carthaginois, qu'ils ne mangeassent pas de la chair de Chien, & qu'ils ne brûlassent pas leurs corps morts; ces deux Coutumes n'ayant rien qui fournissent un juste sujet de guerre. Mais ce qu'il prétendoit en même tems, je veux dire, qu'ils n'immolassent point de victimes humaines, étoit manifestement fondé sur le Droit Naturel. (Justin. Hist. Lib. XIX. Cap. I. num. 10. Ed. Grav.) 2. De ne pas mettre légèrement au nombre des choses défendues par la Nature celles dont on n'est pas bien assuré qu'elles y soient contraires, & qui sont plutôt défendues simplement par une Loi Divine Positive: telles sont peut-être les conjonctions hors du Mariage, & quelques unes de celles qui passent pour incestueuses. Grotius ajoute ici l'Usure; mais il s'en faut bien que tout abus mis à part, elle ait rien de contraire au Droit Naturel, comme on l'a fait voir en son lieu. 3. De distinguer soigneusement les principes généraux du Droit Naturel, comme celui-ci, Qu'il faut vivre honnêtement, c'est-à-dire, d'une manière conforme à la Raison, & quelques autres approchant de ceux-là, mais qui sont manifestement incontestables, comme quand on dit, Qu'il ne faut pas prendre le bien d'autrui; d'avec les conséquences que l'on en tire: dont les unes sont aisées à appercevoir, telle qu'est la défense de l'Adultère, en supposant le Mariage; au lieu qu'il y en a d'autres plus difficiles à découvrir, par exemple, Que la Vengeance, où l'on ne se propose que de rendre mal pour mal, est criminelle. .... Comme donc les Législateurs Politiques excusent ceux à qui leurs Loix n'ont pas été notifiées, ou qui ne sont pas capables de les comprendre: de même, en matière de Loix Naturelles, il est juste d'excuser ceux qui les violent par un effet de la faiblesse de leurs lumières, ou de leur mauvaise éducation. .... 4. Enfin .... les Guerres entreprises simplement pour punir ceux contre qui l'on prend les armes, sont suspectes d'injustice, lors que le Crime n'est pas très-atroce, & de la dernière évidence, ou qu'il n'y a pas d'ailleurs quelque autre raison qui rende la Guerre légitime. C'est ce que dit Grotius, Lib. II. Cap. XX. §. 41, 42, 43. Il traite dans les paragraphes suivans, jusqu'à la fin du Chap. des Guerres de Religion, c'est-à-dire de celles que l'on entreprend contre ceux qui ont à cet égard quelque sentiment ou quelque pratique différente des nôtres (car du reste il est clair, que l'on peut se défendre contre ceux qui voudroient nous empêcher de faire profession de la Religion que nous croions la meilleure) Tout ce qu'il dit, se réduit à ceci, que l'on ne peut légitimement prendre les armes pour cette seule raison que contre les Athées; ou bien contre ceux qui outragent insolemment la Divinité même qu'ils font profession d'adorer. (Voyez la Dissertation de Mr. Budé, sur les Croisades; dans ses *Selecta Juris Naturæ & Gentium*, pag. 97, & seqq.) Bien loin qu'une simple différence de sentimens en matière des autres dogmes de Religion, fournisse un juste sujet de poursuivre par les armes, ou d'inquiéter le moins du monde ceux que l'on croit dans l'erreur; je ne doute pas que les Princes Protestans ne pussent en bonne conscience se liquer pour détruire l'*Inquisition*, & pour obliger les Puissances, qui la souffrent dans leurs États, à délaîner*

cette grande Cabale sous laquelle le Christianisme gémit depuis si long-tems, & qui, sous un faux prétexte de zèle, exerce la tyrannie la plus horrible, & la plus contraire à la Société Humaine. Ceux qui aiment à acquiescer de la gloire par les armes, ne sauroient trouver une occasion plus belle ni plus légitime de signaler leur courage, supposé qu'ils eussent d'ailleurs assez de forces pour s'engager dans une telle entreprise; & jamais Héros n'auroit dompté des monstres plus furieux & plus funestes au Genre Humain, que celui qui viendrait à bout de purger la terre de ces ames scélérates, qui abusent si impudemment du beau prétexte de la Religion, pour avoir de quel vivre dans une molle oisiveté, & pour tenir dans leur dépendance les Souverains, aussi bien que les Sujets.

(2) Sur quoi il faut se souvenir de ce que l'on a remarqué ailleurs, que, dans un cas de nécessité, le droit imparfait se change en droit parfait; de sorte qu'alors le refus de celui qui ne veut pas nous rendre ce qu'il nous doit, feroit un juste sujet de Guerre.

(3) Dans le IV. Tome des *Observations choisies*, qui s'impriment à Hall en Saxe, Obs. VIII. on trouve quelques réflexions, que je vais rapporter, en me servant des termes mêmes de l'Extrait qu'en a donné Mr. Bernard, *Novv. de la Rep. des Lett.* Septemb. 1704. pag. 304, & suiv. C'est aujourd'hui la coutume d'excuser les Guerres les plus injustes, en disant que ce sont des Guerres purement Défensives. Il y a des gens qui croient, que toute Guerre Injuste doit être appelée Offensive; ce qui n'est pas vrai: car s'il y a des Guerres Offensives, qui soient justes, comme on n'en peut pas douter; il y a donc des Guerres Défensives qui sont injustes, comme lors que nous nous défendons contre un Prince, qui a raison de nous attaquer. Il ne faut pas croire non plus, que celui qui le premier a fait tort à un autre, commence par là une Guerre Offensive; & que l'autre, qui veut qu'on lui fasse justice pour le tort qu'il a reçu, soit toujours seulement sur la défensive. Il y a beaucoup d'injustices qui peuvent allumer une Guerre; & qui ne sont pourtant pas la Guerre, comme lors qu'on a maltraité les Ambassadeurs d'un Prince, qu'on a pillé ses Sujets, &c. Si donc on prend les armes pour venger une telle injustice, on commence une Guerre Offensive, mais une Guerre Juste; & le Prince qui a fait tort, & qui ne veut pas le réparer, fait une Guerre Défensive, mais Injuste. La Guerre Offensive n'est donc Injuste, que lors qu'elle est entreprise sans une cause légitime; & alors la Guerre Défensive, qui dans d'autres occasions pourroit être Injuste, devient Juste. En général donc le premier qui prend les armes, soit qu'il le fasse justement ou injustement, commence une Guerre Offensive; & celui qui s'oppose à cette Guerre, soit qu'il ait ou qu'il n'ait pas raison de le faire, commence une Guerre Défensive. Ceux qui regardent le mot de *Guerre Offensive*, comme un terme odieux, & qui renferment toujours quelque chose d'injuste; & qui considèrent, au contraire, la *Guerre Défensive*, comme inséparable de l'équité, brouillent toutes les idées, & embarrassent une matière, qui paroit d'elle-même assez claire. Il en est des Princes comme des Particuliers: le Demandeur, qui commence un procès, a quelquefois tort; mais il a aussi quelquefois raison: il en est de même du Défendeur. On a tort de ne vouloir pas paier une somme qui est justement due; com-

premier les armes, est censé agir défensivement; lors, par exemple, que l'on va attaquer un Ennemi, qui avoit de tems en tems fait des courses sur nos terres, &c. qui s'étoit retiré promptement, aussitôt qu'il nous avoit vu paroître pour le repousser; ou lors qu'on le (a) prévient au milieu des préparatifs qu'il faisoit pour venir fondre sur nous.

(a) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. III. num. 12.

§. IV. Mais la justice des (1) causes de la Guerre, sur tout en matière de Guerres Offensives, doit être claire & manifeste, en sorte qu'il n'y (2) ait point de doute, ni à l'égard du fait, ce qui arrive, lors qu'on n'est pas bien assuré qu'une chose ait été faite, ou non, ou à quel dessein elle a été faite; ni à l'égard du droit, ce qui a lieu ou lors qu'il paroît quelque conflit entre le droit rigoureux, & les Loix de la Charité, ou lors que l'on ne voit pas bien s'il est plus avantageux d'entreprendre la Guerre, que de s'en abstenir. Quelque évidente même (a) que soit la justice de nos prétentions, & l'utilité que l'on a lieu d'espérer d'une Guerre; il ne faut pas pour cela courir d'abord aux armes, mais tâcher auparavant de s'accommoder, soit par un (3) pourparler amiable ou entre les Parties même, ou entre leurs Agens; soit par un (4) compromis entre les mains d'Arbitres; soit enfin (5) par la décision du sort. C'est (6) ce qui doit être observé sur tout par celui qui

La justice des causes de la Guerre doit être claire & manifeste.

(a) Voyez Grotius, Lib. II. C. XXIV.

comme on a raison de se défendre du païs en qu'on ne doit point.

§. IV. (1) Grotius (Lib. II. Cap. I. §. 1. & Cap. XXII.) les distingue en *Raisons justificatives*, & *Motifs de la Guerre*. (*Causa justificata*, & *Causa suscitata*.) Les premières ce sont celles qui tendent ou qui paroissent rendre la Guerre juste par rapport à l'Ennemi, en sorte qu'on croit ne lui faire aucun tort en prenant les armes contre lui. Les *Motifs*, ce sont les vûes d'intérêt qui obligent à déclarer la Guerre. Dans une Guerre innocente à tous égards, il faut non seulement que la *Raison justificative* soit véritablement légitime, mais encore qu'elle se confonde avec le *Motif*; c'est-à-dire, que l'on n'entreprene la Guerre que par la nécessité où l'on se voit réduit de se défendre contre les insultes d'autrui, de se faire rendre ce qui nous est injustement dû, & d'obtenir réparation d'une injure manifeste. Aussi une Guerre peut être viciée ou injuste, à l'égard de ses Causes, en quatre manières. 1. Lors qu'on l'entreprend sans aucune *Raison justificative*, ou sans aucun *Motif* d'utilité tant soit peu apparente, mais seulement par une fureur insensée & brutale, qui fait aimer le sang & le carnage pour lui-même. Mais il y a lieu de douter, si l'on peut trouver aucun exemple d'une Guerre si barbare. (Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XXII. §. 2.) 2. Lors qu'on attaque les autres uniquement pour son propre intérêt, sans qu'ils nous aient fait aucun tort. Et ces sortes de Guerres sont, par rapport à l'Agresseur, de véritables *Argandages*. (Voyez Grotius, *ibid.* §. 3.) 3. Lors que l'on a des *Motifs* fondés sur des *Raisons justificatives*, mais qui n'ont qu'une équité apparente, & qui étant bien examinées se trouvent en fond illégitimes. Telles sont celles, dont notre Auteur parle dans le §. suivant, après Grotius, (*ibi supra*, §. 4. & *seqq.*) 4. Enfin, lors qu'au lieu de bonnes *Raisons justificatives*, on entreprend la Guerre par d'autres *Motifs*, qui n'ont aucun rapport avec le tort que l'on a reçu, comme, pour acquiescer une vaine gloire, pour étendre la domination, pour s'enrichir, pour satisfaire son ressentiment, & par quelque autre vûe d'intérêt ou public, ou particulier, mais détaché de la *Raison justificative* de la Guerre ou l'on s'engage. (Voyez Grotius, *ibid.* §. 17.) De ces quatre sortes de Guerres, dont l'entreprise renferme quelque chose d'injuste ou d'illicite, la troisième & la dernière sont très-communes; n'y ayant gueres de Peuple assez fou & assez barbare pour prendre les armes sans alléguer de moins quelque aspect de *Raison justificative*. La troisième est aussi fort ordinaire, mais il n'est pas difficile d'en découvrir l'injustice. Pour la quatrième, quoi qu'elle soit la plus commune de toutes, elle n'est pas tant injuste en elle-même, que par rapport aux dispositions

de ceux vûes de celui qui la fait. Il est d'ailleurs bien difficile de l'en convaincre; les *Motifs* étant d'ordinaire impenetrables, ou du moins la plupart des gens prenant beaucoup de soin pour les cacher. Aussi l'on n'est pas tenu de s'enquérir ce que l'on a pu sur l'Ennemi dans une telle Guerre, jusqu'à la concurrence du dommage ou du tort qu'il nous avoit fait. J'ai cité ceci, à peu près, de Mr. Boddé (dans sa *Philosophie Pratique*, Part. II. Cap. V. Sect. II. §. 2. & *seqq.*) Comme il ne fait presque qu'abréger Grotius, dans tout ceci, je me servirai ici de son Livre en quelques autres endroits: & par là, aussi bien que par Grotius lui-même, & par l'Abregé de *Officio Hom. & Civis*, je suppléerai, soit dans le Texte, ou dans les Notes, ce qui manque à mon Auteur, qui traite assez légèrement tout ce qui regarde le Droit de la Guerre & de la Paix, sans doute parce que Grotius avoit déjà presque épuisé la matière.

(2) Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. III. §. 7, 8. & Grotius, Lib. II. Cap. XXIII. §. 1, 2, 3, 4, 5, 6. Au reste, on demande, s'il peut y avoir une Guerre juste des deux côtés? Mr. Boddé (*ibi supra*, §. 14.) répond que non, à considérer la justice de la cause en elle-même. Car il implique contradiction manifeste, que deux personnes aient également droit l'une de demander, l'autre de refuser une seule & même chose. Mais il peut arriver que l'un des deux, qui se font la Guerre, en aient une raison très légitime, l'autre se trouve dans une ignorance invincible de l'injustice de sa cause. En ce cas-là, l'un & l'autre fait *justement* & légitimement la Guerre; l'ignorance invincible qu'il y a de la part de celui, dont la cause est injuste, empêchant que son action ne puisse être réputée injuste en elle-même. Mais cela ne sauroit arriver que très-rarement: car ceux qui s'engagent dans une Guerre, examinent ordinairement ou doivent du moins examiner avec beaucoup de soin toutes les raisons de part & d'autre. Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XXIII. §. 12.

(3) Voyez ci-dessus, Liv. V. Chap. XIII. §. 1. & Grotius, Lib. II.

(4) Voyez

(5) Voyez

(6) Ceci

& Civ. Li

Cap. XXII

qui méritent

quelque ai

l'on n'a pas

celui qui di

son, ou n

se pour ce

droit de se



demande quelque chose; toute possession fondée sur quelque titre, tendant sans contredit la condition du possesseur plus favorable, que celle de l'autre qui lui conteste son droit. Il faut aussi considérer, que c'est une grande folie & aux Particuliers, & aux Etats, de ne pas finir la Guerre au plutôt, & de s'acharner les uns contre les autres, jusques à ce que les (b) maux, qu'ils se sont faits réciproquement, les aient mis dans l'impuissance de continuer les actes d'hostilité.

(b) Voyez *Isoerat.*  
*Orat. ad Philipp.*  
pag. 154. *Ed. min.*  
*Paris.*

Énumération  
des causes injustes  
de la Guerre.  
(a) Lib. II. Cap.  
XXII. §. 5, &  
suiv.

§. V. GROTIUS (a) fait une exacte énumération des causes injustes de la Guerre, dont les unes sont telles incontestablement; au lieu que les autres ont quelque apparence de raison, quoi qu'assez légère. Les premières peuvent être rapportées à deux principales, savoir l'Avarice, ou le désir d'acquiescer des choses superflues; & l'Ambition, ou le désir d'étendre sa domination, & d'acquiescer de la gloire (1) par des Conquêtes. On cache ordinairement avec beaucoup de soin l'Avarice, qui est regardée comme la marque d'une ame basse: mais plusieurs tirent vanité de leur Ambition, & veulent faire passer leur humeur guerrière pour la marque d'une ame grande & d'un courage héroïque. Les autres causes injustes, mais qui paroissent avoir quelque fondement, sont, par exemple, (2), la crainte que l'on a de la puissance d'un voisin; l'utilité seule qui peut revenir de la Guerre, sans aucun droit de l'entreprendre; l'envie de s'établir dans un endroit plus commode; le refus de ce que l'on nous doit purement & simplement en conséquence de l'Obligation qu'imposent les Vertus distinctes de la Justice proprement ainsi nommée; le désir d'ôter une chose à quelqu'un, qui nous paroît indigne de la posséder; l'envie de se délivrer de l'incommodité qu'on reçoit d'un droit d'autrui légitimement acquis; & autres semblables prétextes.

A l'égard de la crainte ou de l'ombrage que donne la puissance ou l'aggrandissement d'un voisin, cette raison toute seule ne fournit un juste sujet de Guerre, que quand on a une certitude Morale des mauvais desseins qu'il forme contre nous. Un simple soupçon peut bien nous obliger à prendre nos précautions, & à nous mettre de bonne heure en état de défense: mais il ne nous donne aucun droit d'attaquer, pas même pour demander simplement à celui, qui nous est suspect, quelque sûreté réelle, comme on parle, à la faveur de laquelle on se croit désormais à couvert de ses insultes (3). En effet, tant qu'on n'a

de. Du reste, si le possesseur est de mauvaise foi, quand même on aurait perdu les actes qu'il seroit nécessaire de produire devant des Arbitres; cela ne diminueroit rien de nos prétentions. & n'empêcheroit pas qu'on ne pût poursuivre son droit par les armes; comme nôtre Auteur l'a dit ci-dessus, Liv. V. Chap. XIII. §. 8. L'autre remarque de Grotius, c'est que, quand le droit est douteux de part & d'autre, si aucune des Parties ne possède la chose contestée entr'elles, ou qu'elles la possèdent toutes deux également; il faut alors en venir à un partage; & celui qui refuse cet expédient, doit être tenu pour injuste & pour ennemi de la Paix.

§. V. (1) Au lieu que tous les Princes devoient avoir incessamment devant les yeux cette maxime que *Philiscus* proposoit à *Alexandre le Grand* son Disciple: *Δίξεν φρόνιμος, ἀλλὰ μὴ ὅσοι λαοὶς, καὶ μὴ μεγάλα ῥέσθαι, ἀλλὰ εὐρίην καὶ ὕμνησιν.* „Recherchez la Gloire, mais que ce soit en vue de porter par tout la paix & la prospérité, & non pas pour être un grand fleau du Genre Humain. *Ælian. Var. Hist. Lib. XIV. Cap. XI.* Car, ajoutoit nôtre Auteur, quoi que Dieu envoie ordinairement la Guerre aux Hommes, pour purger, s'il faut ainsi dire, la Terre, & décharger le monde d'une trop grande multitude d'habitants, comme un ancien Poète l'a remarqué:

*Πάλαμος γὰρ εἰσέπλεον [Ζεὺς] Ἑλλάνων χθονί,  
καὶ Θροῦ δ' ἀνθρώπων, δι' ὅχλου βροτῶν,  
Πάλας τι κερταῖον μάρτερος χθονί.  
(*Æmipid. Helen. v. 38, & seqq.*)*

cela n'autorise pas les Princes à entreprendre la Guerre pour cette seule raison. Les Juifs étoient aussi très-mal

fondez à croire, que, pourvu que la Guerre eût été déclarée ensuite d'une délibération du *Sanhedrin*, ils pouvoient attaquer les autres Peuples, les dépouiller de leurs biens, & les subjuguier, uniquement pour augmenter la gloire & les conquêtes du Peuple d'Israël. *Selden. de J. N. & G. secund. Hebr. Lib. VI. Cap. III. & XII.* Ajoutons ici un beau passage de *Cicéron*, sur les fausses idées que l'on a des Conquérans. *Sed ea animi elatio, qua cornitur in periculis & laboribus, si iustitia vacat, pugnatque non pro salute communi, sed pro suis commodis, in vitio est. non enim modo id virtutis non est, sed potius immanitatis, omnem humanitatem repellentis.* „ Si cette grandeur d'ame, que l'on fait paroître à soutenir les travaux, & à s'exposer aux périls les plus affreux, n'est accompagnée d'un grand fonds de justice; & si on l'emploie pour soi-même & pour ses avantages particuliers, au lieu de l'employer pour le bien commun; bien loin que ce soit une Vertu, c'est un Vice; c'est une férocité toute pure, qui étouffe tous les sentimens de l'humanité. *De Offic. Lib. I. Cap. XIX.* J'ai suivi le dernier Traducteur.

(2) — Fuit hac mensura timoris:  
*Velle putant quodcumque potest.* —

*Lucan. Pharsal. Lib. III. v. 100, 101.*

Voyez ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. II. Chap. V. §. 6. Au reste j'ai tiré de l'Abrégé (*de Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. XVI. §. 4.*) cette énumération des Causes Injustes de la Guerre: car l'Auteur se contenoit de renvoyer ici à Grotius.

(3) *Anlu-Gelle* remarque, qu'il n'en est pas ici comme d'un combat de Gladiateurs, dans lequel il faut mor-

point été actuellement offensé par quelqu'un, & qu'on ne le surprend pas dans une machination manifeste, (car on peut quelquefois tirer raison par les armes d'une injure seulement commencée, aussi bien que si elle étoit achevée) en ce cas-là on doit présumer qu'il continuera à s'acquitter de son devoir, sur tout lors qu'il nous en fait mille protestations amiables, & qui paroissent fort sincères. Ainsi il seroit injuste d'exiger par force d'un tel homme quelque sûreté réelle, pendant que lui est obligé de se fier uniquement à nôtre bonne foi. Mais, posé qu'il y ait d'ailleurs un juste sujet de prendre les armes contre un voisin, qui devient trop puissant; cette raison doit entrer en grande considération, lors que l'on délibère si on lui déclarera la Guerre (b); l'expérience faisant voir, que la plupart des gens deviennent plus ambitieux & plus entreprenans, à mesure qu'ils acquièrent des forces.

Pour ce qui est de l'utilité toute (c) seule, il faudroit être bien impudent, pour prétendre qu'elle donne sur le bien d'autrui le même droit, que la nécessité; d'autant mieux qu'il seroit au fond très-inutile au Genre Humain, de permettre à chacun d'enlever à autrui tout ce qui l'accommoderoit, & qu'il trouveroit à sa bienséance, puis que les autres à leur tour s'attribueroient la même liberté à son égard. Il faut dire la même chose des autres prétextes, dont parle *Grotius*.

Je ne saurois approuver non plus ce que dit un fameux (4) Chancelier d'Angleterre, qui soutient, que la coutume qu'ont les Américains d'immoler des Hommes à leurs fausses Divinités, & de manger de la chair humaine, est un sujet suffisant de déclarer la Guerre à ces Peuples, comme à des gens pros crits par la Nature même. Pour bien décider cette question, il faudroit examiner distinctement 1. Si un Prince Chrétien peut attaquer les Indiens simplement parce qu'ils se nourrissent de chair humaine comme (5) de toute autre viande, ou parce qu'ils mangent ceux de leur Religion, ou parce qu'ils mangent les Etrangers? 2. A l'égard des derniers, il faut considérer, s'ils vont dans les Indes en qualité d'Ennemis & de Corsaires, ou seulement comme des gens qui veulent y entrer, & y voyager honnêtement, sans avoir dessein d'y faire aucun mal, ou qui y ont été jettez par la tempête? Car ce n'est que dans le dernier cas qu'ils ont droit de faire la Guerre à ces Peuples sauvages, qui traitent leurs compagnons d'une manière si cruelle & si barbare.

§. VI. QUOI QUE la terreur & la force ouverte soit le caractère propre de la Guerre, & la voie la plus commune dont on se sert, il est permis néanmoins d'employer la ruse & l'artifice, (1) contre un Ennemi, pourvu qu'on le fasse sans perfidie, & sans violer ce que l'on a promis. C'est ce qu'un ancien Capitaine appelle, (2) *condre la peau de Renard à celle*

(b) Voyez Polyb. L.I. C.LXXXIII. App. Alex. in Lib. p. 32. Ed. Steph. Senec. Oedip. v. 542, 543. Herodes, Orat. de Repub. Procop. Hist. Goth. Lib. IV. Bacon. Serm. fid. Cap. XIX. Cumberl. de Leg. Nat. Cap. II. §. 15. in fin. (c) Voyez Thucyd. Lib. I. Cap. LXXVI. Ed. Oxon.

Il est permis d'user de ruses & de stratagèmes contre un Ennemi.

xir, ou tuer son homme: les dangers, où l'on est exposé de la part d'autrui, ne sont pas si inévitables, que l'on doive faire une injustice, pour prévenir celle que l'on peut recevoir. *Gladiatoris composita ad pugnandum pugna hac proposita fore est, aut occidere, si occupaverit, aut occumbere, si cessaverit. Hominum autem vita non tam iniquis, neque tam indomitis necessitatibus circumscripta est, ut idcirco prior injuriam facere debeas, quam nisi feceris, pati possis.* Lib. VII. Cap. III.

(4) Nôtre Auteur cite ici Bacon, de augmentis Scientiarum, pag. 348. Je ne sai de quelle Edition il se servoit: mais je ne trouve nulle part ce passage, dans l'Edition d'Amsterdam 1652. quoi que je l'aie toute parcourue d'un bout à l'autre, & là tous les endroits qui avoient quelque rapport avec la chose dont il s'agit. Je ne doute pas qu'ici, comme il fait quelquefois ailleurs, il n'ait cité un Ouvrage pour l'autre, ou peut-être même un Auteur pour l'autre. A l'égard de la chose en elle-même, voyez la Note suivante.

(5) Si ces Anthropophages mangeoient seulement la chair des Créatures humaines qui meurent de mort naturelle, ou qui ont été tuées par d'autres qu'eux; quelle que sauvage & barbare que fût une telle Coutume, elle ne donneroit aucun droit de les attaquer pour ce seul sujet. Mais puis qu'ils égorgent eux-mêmes des Créatures

humaines, pour les manger, ou pour les sacrifier à leurs Idoles; c'est une chose si cruelle, si contraire à l'Humanité, si destructive de la Société & du Genre Humain, qu'on ne peut que regarder comme juste & louable une Guerre qui tendroit à en abolir l'usage, quand même ces gens-là ne le pratiqueroient qu'entr'eux, & qu'ils épargneroient les Etrangers. Si nôtre Auteur soutient le contraire, c'est qu'il raisonne toujours sur un principe, dont nous avons prouvé ailleurs la fausseté. Voyez la Note 1. sur le §. 3. de ce Chap. & Chap. III. §. 4. Not. 3.

§. VI. (1) *Agésilas* disoit, qu'il y a de l'impunité à violer injustement ce que l'on avoit promis par un Traité; mais qu'il n'est pas moins juste & glorieux, que doux & utile, de tromper un Ennemi. *Ἐν τοῖς φίλοις, Ἀποστολέων μὴ δόξαι, ἀλλ' οὐκ ἐν τοῖς πολεμικοῖς ἐκλογίζεσθαι, ἢ μόνον δύναιτο καὶ ἀνδρῶν, ἀλλὰ καὶ ἰδὼ καὶ κερδαλέον.* Plutarch. *Apophthegm. Lacen.* pag. 209. B. Voyez ci-dessus, Liv. IV. Chap. I. §. 19. & *Grotius*, Lib. III. Cap. I. §. 6. comme aussi la *Cyropédie* de *Xénophon*, Lib. I.

(2) *Ὅτι μὴ ἱεραὶ ἢ λεοντὰ, τῶν καὶ καὶ τ' ἀνθρώπων ποροῦνται.* *Cleandrid.* dans *Polyen*, *Strateg.* Lib. II. Cap. X. num. 5.

*celle de Lion.* Ainsi on peut tromper l'Ennemi par de fausses nouvelles, & des discours inventez à plaisir: mais on ne doit jamais violer ce à quoi l'on s'est engagé envers lui par quelque Promesse, ou par quelque Convention.

Jusques où l'on  
peut porter les  
actes d'hostilité;

§. VII. P O U R ce qui est de la force ouverte, que l'on exerce contre l'Ennemi, ou en sa personne, ou en ses biens, il faut distinguer le droit que l'on a contre lui purement & simplement en vertu de l'état de Guerre, d'avec les tempérans que la Loi Naturelle de la Douceur & de l'Humanité nous prescrit d'apporter aux actes d'hostilité. Comme par le Droit Naturel, la pratique des Devoirs de la Paix doit être réciproque; celui qui les viole le premier à notre égard, nous dispense, autant qu'en lui est, de les observer désormais envers lui; & par cela seul qu'il se déclare notre Ennemi, il nous autorise à agir contre lui par des actes d'hostilité poussés à l'infini, ou aussi loin qu'on le jugera à propos: d'autant mieux que l'on ne pourroit jamais obtenir la fin qu'on se propose dans les Guerres, tant Offensives, que Défensives, si l'on étoit obligé de s'en tenir à certaines bornes, au delà desquelles il ne fût point permis d'aller, & de ne se porter jamais aux dernières extrémités contre un Ennemi. C'est pourquoi les Guerres déclarées dans les formes renferment une espèce de Convention, qui se réduit à ceci: *Faites contre moi ce que vous pourrez; je ferai contre vous de mon côté tout ce qui me sera possible.* Cela a lieu non seulement lors qu'un Ennemi travaille à nous perdre entièrement, mais encore lors qu'il ne veut nous faire du mal qu'à un certain point. Car il n'a pas plus de droit de nous faire la moindre injure, que la plus grande. Ainsi l'on peut agir contre lui non seulement jusques à ce que l'on se soit mis à couvert du danger dont il nous menaçoit, ou que l'on ait recouvré ce qu'il nous avoit enlevé injustement, ou que l'on se soit fait rendre ce qu'il nous devoit, mais encore jusques à ce qu'il nous ait donné de bonnes sûretés pour l'avenir: car cela seul qu'il faut les lui arracher par la voie des armes, montre bien qu'il est encore dans la disposition de nous faire du mal à la première occasion qu'il en trouvera. Et il n'est pas toujours injuste de rendre plus de mal, qu'on n'en a reçu. Car pour ce que disent quelques-uns, qu'il faut garder en cela une juste proportion; cette maxime n'a lieu que par rapport aux Tribunaux, dans lesquels un Supérieur inflige des Peines à ceux qui dépendent de lui. Mais les maux que l'on cause à quelqu'un par droit de Guerre, ne sont pas des Peines proprement ainsi nommées: car on ne les souffre pas en vertu de la sentence d'un Supérieur considéré comme tel, & ils ne tendent pas non plus directement à corriger l'Offenseur, & à détourner les autres du Crime par son exemple, mais uniquement à la défense de la personne lésée, & au maintien de ses droits. Or, quoi qu'on puisse, pour cet effet, mettre légitimement en usage tous les moyens qui nous paroissent les plus propres, contre un injuste Offenseur, qui, par ses insultes, nous a mis en droit de pousser à l'infini les actes d'hostilité, sans lui faire aucun tort, jusques à ce qu'on en vienne avec lui à un accommodement: la Loi de l'Humanité met néanmoins des bornes à l'usage de ce droit. Elle veut que l'on considère non seulement si tels ou tels actes d'hostilité peuvent être exercez contre un Ennemi, sans qu'il ait lieu de s'en plaindre, mais encore s'ils sont dignes d'un Vainqueur humain, ou même d'un Vainqueur généreux. Ainsi, autant qu'il est possible, & que notre défense & notre sûreté avenir nous le permettent, il faut suivre, dans les maux qu'on fait à un Ennemi, les règles que les Tribunaux Politiques observent dans la punition des Crimes, & dans la taxe des dommages & intérêts. Souvent même notre propre intérêt nous oblige à tempérer la rigueur des droits de la Guerre, de peur que, comme les armes sont journalières, nous n'éprouvions à notre tour le même traitement (a) que nous aurons fait à un Ennemi. Au reste, si l'on veut savoir en quoi consistent ces tempérans, aussi bien que l'étendue des droits de la Guerre, & par rapport à (1) l'En-

(a) Voyez *Diod.*  
*Sic.* Lib. X. Cap.  
XLVII. *Virgil.*  
*Æn.* X, 533. *Anton.*  
*Gratian.* de  
*Bell. Cyp.* Lib. V.

§. VII. (1) *Gratius*, (Lib. III. Cap. I. §. 2, 3, 4.) pose d'abord ces trois Règles générales, qui servent à faire comprendre l'étendue des droits de la Guerre. 1. Tout

ce qui a une liaison moralement nécessaire avec le but légitime de la Guerre, est permis, & rien davantage. Car il seroit inutile d'avoir droit de faire une chose, si l'on

ennemi, & par rapport à ceux (2) qui lui fournissent quelque chose; on trouvera là-dessus

au-

Pon ne pourroit se servir des moyens nécessaires pour en venir à bout. Mais aussi il ne seroit pas juste, que, sous prétexte de poursuivre son droit, l'on se permit tout, & que l'on se portât, sans nécessité, aux dernières extrémités. 2. Le droit que l'on pourroit par les armes, ne doit pas être considéré uniquement par rapport au sujet qui a fait commencer la Guerre, mais encore par rapport aux nouvelles causes qui surviennent depuis: soit de même qu'en Justice une des Parties acquiert souvent quelque nouveau droit pendant le cours du Procès. C'est là le fondement du droit que l'on a d'agir contre ceux qui se joignent à notre Ennemi, soit qu'ils dépendent de lui, ou non. 3. Il y a bien des choses qui, quoi qu'illicites d'ailleurs, deviennent permises, parce qu'elles sont des suites inévitables de la Guerre, & qu'elles servent contre notre intention: autrement il n'y auroit pas moyen de faire jamais la Guerre sans injustice, & les actions les plus innocentes devroient être regardées comme injustes, puis qu'il y en a peu d'où il ne puisse, par occasion, provenir quelque mal, contre l'intention de l'Agent. (Voyez ci-dessus, Liv. I. Chap. V. §. 2. Nbr. 9. & 6.) Voici maintenant en détail les devoirs que la Guerre donne sur la personne & sur les biens de l'Ennemi; avec les tempéramens qu'on y doit garder. 1. Il est certain qu'on peut tuer un Ennemi: autrement ce seroit en vain qu'on prendroit les armes. Et, à considérer la chose en elle-même, il n'importe de quelle manière on le dépouille de la vie, ou de vive force, ou par ruse & par stratagème, ou par le fer, ou par le poison; quoi que, selon les idées & les Coutumes reçues des Peuples civilisés, on regarde comme une lâcheté criminelle non seulement de faire donner à l'Ennemi quelque breuvage mortel, mais encore d'empoisonner les puits, les sources, les fontaines, les rivières, les dards, les balles, & les autres armes dont on se sert contre lui. (Notre Auteur traite plus bas, §. 16. la question, s'il est permis de faire assassiner l'Ennemi?) On peut aussi le torturer par tout où on le trouve, soit dans son Pais, soit sur nos terres, soit dans les lieux qui n'appartiennent à personne; mais non pas dans les Etats d'un Peuple Neutre: car les voies de fait ne sont pas permises dans une Société Civile, où l'on doit implorer le secours du Magistrat. Que s'il est permis d'ôter la vie à un Ennemi, à plus forte raison peut-on le blesser, l'estropier, le mutiler, ou lui faire du mal en sa personne de quelque autre manière. (Voyez Grotius, Lib. III. Cap. IV.) Mais les droits de la Guerre ne s'étendent pas jusqu'à autoriser les outrages faits à l'honneur des Femmes: car cela ne fait rien ni à notre défense, ni à notre sûreté, ni au maintien de nos droits, & ne sert seulement qu'à satisfaire la brutalité du Soldat. (Grotius, *ibid.* §. 19.) De plus, lors que l'on peut se défendre, ou avoir satisfaction du tort que l'Ennemi nous a fait, sans en venir à un carnage, il faut s'en abstenir, & ne pas répandre du sang sans nécessité. Ainsi l'on ne doit pas directement & de propos délibéré ôter la vie ni aux Prisonniers de Guerre, ni à ceux qui demandent quartier, ni à ceux qui se rendent; moins encore aux Enfants, aux Femmes, aux Vieillards, & en général à tous ceux qui ne sont ni d'un âge, ni d'une profession à porter les armes, ou qui n'ont d'autre part à la Guerre que de se trouver dans le Pais, ou dans le parti de l'Ennemi. (Voyez Grotius, Lib. III. Cap. XI.) II. A l'égard des biens de l'Ennemi, il est clair que l'on peut les lui enlever, les ravager, les endommager, ou les détruire même entièrement. Et il ne faut pas en excepter les Choses Sacrées ou Religieuses, comme on parle, c'est à-dire, qui sont destinées à des usages de Religion: car elles appartiennent à l'Etat ou au Souverain, & on ne les appelle Sacrées qu'à cause d'un certain usage auquel elles servent. Ceux qui croient qu'elles renferment quelque

chose de divin & d'inviolable, sont mal à la vérité d'y toucher en aucune manière: mais c'est seulement parce qu'ils agissent contre leur propre Conscience. (Voyez

Devoirs auxquels chaque Peuple est naturellement tenu envers les autres. La Neutralité particulière, c'est lors que l'on s'est particulièrement engagé à être neutre, par quelque Convention, ou expresse, ou tacite. La dernière sorte de Neutralité est ou pleine & entière, lors que l'on agit également, à tous égards, envers l'une & l'autre Partie; ou limitée, en sorte que l'on favorise une Partie plus que l'autre, à l'égard de certaines choses, & de certaines actions. On ne sauroit légitimement contraindre personne à entrer dans une Neutralité particulière; parce qu'il est libre à chacun de faire ou de ne pas faire des Traitez & de peu du moins y être tenu qu'imparfaitement. Mais celui qui peut obliger les autres Par une Neutralité générale, c'est-à-dire, l'Ennemi, plus que lui-même; doivent les Devoirs des Peuples de pratiquer également en qui se font la Guerre, les L. Absolues, que Conduisant, une Obligation parfaite, ou rendent à l'un d'eux quelq ne doivent pas le refuser à l'quelque raison manifeste q veur de l'un quelque chose leurs aucun droit d'exiger. rendre les services de l'Humanité à aucune des deux Parties, lors qu'ils s'exposeroient à de grands dangers en les refusant à l'amie, qui a autant de droit de les exiger. Ils ne doivent fournir ni à l'un, ni à l'autre, les choses qui servent à exercer des actes d'hostilité, à moins qu'ils n'y soient autorisés par quelque engagement particulier: & pour celles qui ne sont d'aucun usage à la Guerre, si on les fournit à l'un, il faut les fournir aussi à l'autre. Ils doivent travailler de tout leur possible à faire en sorte que l'on en vienne à un accommodement, que la Partie lésée obtienne satisfaction, & que la Guerre finisse au plutôt. Que s'ils se sont engagés en particulier à quelque chose, ils doivent l'exécuter ponctuellement. D'autre côté, il faut que ceux qui sont en Guerre, observent exactement envers les Peuples Neutres, les Loix de la Sociabilité, qu'ils n'exercent contre eux aucun acte d'hostilité, & qu'ils ne souffrent pas

H h h a

qu'on

amplement de quoi se satisfaire, dans l'Ouvrage de *Grotius*, intitulé, *du Droit de la Guerre & de la Paix*.

Dans une Société Civile, les Particuliers n'ont pas droit de faire la Guerre.

§. VIII. VOILA pour ce qui regarde la Guerre en général. Voions maintenant les questions qui se rapportent en particulier aux Guerres que les Etats, ou leurs Chefs, se font les uns aux autres.

Le droit de faire la Guerre, que chacun avoit dans l'indépendance de l'Etat Naturel, est ôté aux Particuliers dans une Société Civile: de sorte qu'ils ne peuvent plus tirer raison eux-mêmes, comme ils l'entendent, des injures qu'ils ont reçues, ni se faire rendre par force ce qu'on leur doit (1); mais il faut qu'ils implorent le secours du Magistrat, qui est chargé du soin de procurer aux personnes lésées la réparation du dommage, aussi bien que les sûretés nécessaires pour l'avenir, & de faire en sorte que chacun jouisse paisiblement de ses droits. J'avoue que, dans les Etats, il est quelquefois permis aux Particuliers de (2) se défendre eux-mêmes, sans attendre le secours du Magistrat. Mais cette défense ne peut pas être proprement appelée un acte du *droit de la Guerre*: car ce droit renferme le pouvoir de prendre les armes toutes fois & quantes qu'on veut, & d'agir offensivement & défensivement contre un Ennemi aussi long-tems qu'on le juge à propos, jusques à ce qu'on termine la Guerre par un accommodement & un Traité de Paix. Au lieu que les Citoyens d'un Etat n'ont la permission de repousser la force par la force que dans une nécessité extrême, & tant que le péril dure; après quoi, pour rétablir la Paix entre l'Offenseur, & l'Offensé, il n'est pas nécessaire qu'ils terminent eux-mêmes la Guerre par une Convention, l'autorité du Magistrat étant suffisante pour cela. Bien plus: lors même que les Particuliers se sont raccommodés de leur pur mouvement, cela n'empêche pas que le Magistrat ne puisse, nonobstant cette réconciliation, punir l'injure qui avoit donné lieu au démêlé de ces Citoyens.

Il arrive pourtant quelquefois que les Particuliers rentrent dans tous les droits de la Défense permise à ceux qui conservent encore leur indépendance naturelle; lors, par exemple, qu'un Citoyen se trouve dans quelque lieu qui n'appartient à aucun Etat, & qui demeure encore dans la communauté originaire. Mais ici il faut distinguer, si l'agresseur est Concitoien, ou non, de la personne insultée? Dans le premier cas, l'Offensé peut bien repousser par la force le danger présent; mais pour ce qui est de la réparation de l'injure, il doit s'en remettre à leur Souverain commun: à moins que l'agresseur ne paroisse résolu à ne plus retourner dans sa Patrie, & qu'il n'y ait laissé aucuns biens sur lesquels on puisse se dédommager. Mais si c'est un Etranger qui nous insulte dans un lieu sans maître, rien n'empêche qu'on ne le poursuive à toute outrance; quoi que d'ailleurs on puisse, si on le trouve à propos, porter plainte à l'Etat, dont il est Membre, & faire intervenir même le Souverain, de qui l'on dépend soi-même, lequel a droit de tirer raison par les armes de l'injure qui a été faite à son Sujet, si le Souverain de l'Offenseur refuse de le punir, & de le contraindre à nous faire satisfaction. Lors donc que l'on est attaqué en plein Océan, il n'est pas toujours nécessaire d'agir contre l'agresseur au delà de ce que demande le danger présent; puis que, quand il sera de retour chez lui, on peut l'appeller en Justice devant les Magistrats qu'il reconnoit pour ses Juges.

Il y a encore deux cas, où il est permis à chacun de se défendre lui-même, comme il l'en-

qu'on les pille, ou qu'on ravage leur Païs. Ils peuvent pourtant, dans une extrême nécessité, s'emparer d'une Place située en Païs neutre: bien entendu qu'aussi-tôt que le péril sera passé, on la rende à son maître, en lui payant le dommage qu'il en a reçu. Voyez ce que notre Auteur a dit, Liv. II. Chap. VI. §. dernier, à la fin; & *Grotius*, Lib. III. Cap. I. §. 5. & Cap. XVII. Au reste, pour ce qui regarde la question, si l'on peut empêcher que les Peuples Neutres ne trafiquent, pendant le cours de la Guerre, avec notre Ennemi? voyez là-dessus une petite Lettre de notre Auteur, qui a été publiée il y a

trois ou quatre ans, dans un Livre imprimé à Hambourg, intitulé: *Jo. Groningii Bibliotheca universalis Librorum Juridicorum* &c. pag. 105. des Traitez qui sont à la tête de l'Ouvrage.

§. VIII. (1) Voyez *Digest.* Lib. IV. Tit. II. *Quod metus causa gestum erit*, Leg. XI. XII. XIII. Lib. XLIII. Tit. XXIV. *Quod vi aut clam*, Leg. VII. §. 3. & la Loi, qui a été citée ci-dessus, Chap. III. de ce Livre, §. 13. Note 2.

(2) Voyez ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. II. Chap. V. 6. 7. 8.

l'entend; c'est lors que l'on est insulté par des Concitoiens qui foulent aux pieds l'autorité de nos Juges communs, ou lors que les Juges refusent (3) manifestement de rendre justice; sur tout si l'on se retire en même tems hors des terres de l'Etat, dont on étoit Membre. Cependant si le Juge s'excuse sur les circonstances du tems, & sur l'état des affaires publiques, qui ne lui permettent pas d'user de son autorité, nous exhortant à attendre un tems plus favorable pour demander satisfaction des injures que nous avons reçues, ou à les pardonner même pour le coup, en considération du Bien Public; un bon Citoyen doit, à mon avis, relâcher alors de son droit, & se soumettre à la volonté de ses Supérieurs.

§. IX. ON distingue communément entre *Guerre Solennelle*, & *Non-solennelle* (a). La première, c'est celle qui se fait de part & d'autre par autorité du Souverain, & qui a été d'ailleurs (1) déclarée dans les formes. L'autre, c'est celle qui se fait ou sans avoir été déclarée, ou simplement contre des Particuliers. Les actes d'hostilité, qui n'ont pas été précédés d'une Déclaration de Guerre dans les formes, passent presque pour des courses ou de purs brigandages. Et ceux qu'un Etat exerce contre des Particuliers, supposent en eux ou un Crime de Rébellion, ou un genre de vie infame, qui les fait regarder comme indignes du titre (2) d'*Ennemis*, ou de gens qui font la Guerre comme il faut. Les Guerres Civiles ne sont pas non plus Solennelles, lors que les deux Partis se contestent l'un à l'autre la Souveraineté, en sorte qu'on ne sait pas bien à qui elle appartient. Au reste, comme pour quelques injustices qui se commettent dans un Etat par autorité publique, on ne le regarde pas dès-lors comme une Société de Brigands; une Société de Brigands ne passe pas non plus pour un Etat, quoi qu'ils observent entr'eux quelque ombre de Justice.

§. X. ON demande, si un Magistrat proprement ainsi nommé, a, comme tel, le pouvoir de faire la Guerre de son chef? Je répons que non, & la chose me paroît incontestable. Car la Guerre étant une des affaires publiques les plus importantes, & les plus capables de mettre en danger tout l'Etat; donner à un Magistrat, considéré précisément comme tel, le pouvoir d'en décider de sa pure autorité (1), c'est l'ériger en Souverain. J'avoue qu'un Magistrat, qui se trouve chargé par la Puissance Souveraine, du soin de régler quelque partie des affaires publiques, est censé avoir reçu en même tems autant d'autorité qu'il lui en faut pour s'acquitter de son Emploi. De là vient que, par le Droit Romain, tout Magistrat qui a quelque Jurisdiction Civile, peut réprimer jusques à (2) un certain point

Des Guerres Solennelles, ou Non-solennelles.

(a) Voyez Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 4. num. 1.

Un Magistrat, considéré comme tel, n'a pas le pouvoir de faire la Guerre, sans consulter le Souverain.

ceux

(3) Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. V. §. 7. Not. 1.

§. IX. (1) La Déclaration de la Guerre, considérée en elle-même & indépendamment des formalitez particulières de chaque Peuple, n'est pas simplement du Droit des Gens, à prendre ce mot dans le sens que Grotius, & d'autres, lui donnent, mais du Droit même Naturel. En effet la Prudence, & l'Equité Naturelle demandent également, qu'avant que de prendre les armes contre quelqu'un, on tente toutes sortes de voies de douceur, pour éviter d'en venir à cette fâcheuse extrémité. Il faut donc sommer celui, de qui l'on a reçu quelque tort, de nous en faire satisfaction au plutôt, pour voir s'il ne voudroit pas penser à lui-même, & nous épargner la dure nécessité de poursuivre notre droit par les voies de la force. (Voyez Mr. Budé, dans les *Elémens de Philosophie Pratique*, Part. II. Cap. V. Sect. IV. §. 8, 9. & dans sa Dissertation intitulée *Jurisprud. Historica Specimen*, §. 34.) D'où il paroît, que la Déclaration de la Guerre n'a lieu que dans les Guerres Offensives: car lors que l'on est actuellement attaqué, cela seul nous donne lieu de croire, que l'Ennemi est bien résolu de ne point entendre parler d'accommodement. Il s'ensuit encore de là, que l'on ne doit pas commencer les actes d'hostilité immédiatement après avoir déclaré la Guerre, mais qu'il faut attendre que celui, de qui l'on a reçu du tort, ait refusé hautement de nous satisfaire, & se soit mis en devoir de nous attendre de pied ferme: autrement la

Déclaration de Guerre ne seroit qu'une vaine cérémonie, sans aucun effet. Voyez, sur toute cette matière, Grotius, Lib. III. Cap. III.

(2) Dans les Auteurs Latins, les Peuples & les Princes, par l'autorité desquels la Guerre se fait, sont appelés *Hofes*, par opposition aux Brigands & aux Corsaires. Voyez Cicér. Philipp. IV. Cap. VI. Digest. Lib. XLIX. Tit. IV. De *Caprivis*, & *Postlimin.* &c. Leg. XXI. §. 1. Leg. XXIV. & Lib. L. Tit. XVI. De *verbor. signific.* Leg. CXVIII.

§. X. (1) Par le Droit Romain, quiconque lève des troupes, ou fait la Guerre, sans ordre du Prince, est déclaré Criminel de Lèse-Majesté. *Eadem Legē [Nulla Majestatis] tenetur, & qui injusto Principis bellum gesserit, delictumve habuerit, exercitum comparaverit.* Digest. Lib. XLVIII. Tit. IV. Ad *Legem Juliam Majestatis*, Leg. III.

(2) C'est ce que l'on appelloit *Imperium non merum*, ou *Mixtum*; opposé à *Imperium merum*, qui appartenoit à ceux qui exerçoient une Jurisdiction Criminelle pure & simple, ou qui avoient droit de Glaive. *Imperium aut merum est, aut mixtum. Merum est imperium, habere gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos homines, quod etiam Potestas appellatur. Mixtum est imperium, cui etiam jurisdictio inest, quod in danda bonorum possessione consistit.* Digest. Lib. II. Tit. I. De *Jurisdictione*, Leg. III. *Mandata Jurisdictione privato, etiam Imperium*

H h h 3

quod

ceux qui refusent de lui obéir, & de se soumettre à ce qu'il a ordonné. Mais ce Pouvoir Coactif sur un petit nombre de Sujets désobéissans aux ordres des Magistrats établis par leur Souverain commun, n'est pas une partie du droit de la Guerre; toute Guerre se fait contre des Egaux, ou qui du moins prétendent l'être. Quand même il y auroit un si grand nombre de Citoyens rebelles au Magistrat que les Gardes, Archers, ou autres Officiers qui sont à son commandement, ne suffiroient pas pour les mettre à la raison, & qu'il y auroit à craindre quelque désordre ou quelque soulèvement général, le Magistrat sera toujours fort bien d'attendre là-dessus les ordres de son Souverain. Ainsi il est faux, que, comme le dit Grotius, (a) tout Magistrat, à en juger indépendamment des réglemens particuliers des Loix Crimelles, ait droit de faire la Guerre, pour maintenir son autorité contre ceux qui y résistent par la force, aussi bien que pour la défense du Peuple qui est confié à ses soins. Car la défense du Peuple n'appartient proprement qu'au Souverain; & un Magistrat subalterne ne défend le Peuple, qu'en rendant la Justice aux petits contre les Grands : fonction pour laquelle il n'est nullement nécessaire d'avoir le droit de faire la Guerre (3).

a) Lib. I. Cap.  
(II. §. 4. num. 2.

Il est à propos d'ajouter ici quelque chose en général sur le pouvoir des Généraux & autres Officiers d'armée qui commandent sous les ordres d'un Supérieur. Je dis donc, qu'un Général d'armée, qui est envoyé à une expédition avec plein pouvoir de son Maître, peut agir contre l'Ennemi offensivement, aussi bien que défensivement, & de la manière qu'il jugera la plus avantageuse. Mais il ne sauroit ni entreprendre une nouvelle Guerre, ni faire la Paix de son chef. Que si son pouvoir est limité, il ne doit jamais passer les bornes prescrites; à moins que d'y être inévitablement réduit par la nécessité de se défendre (4) : car en ce cas-là on peut toujours repousser l'Ennemi de toutes sortes de manières, lors qu'il n'y a pas moyen de reculer honnêtement. Cette défense même ne consiste pas seulement à repousser ou à esquiver les attaques de l'Ennemi, mais encore à lui rendre la pareille. Ainsi, supposé qu'un Amiral ait ordre de se tenir sur la défensive, il ne lui est pas pour cela défendu de poursuivre & de foudroier la flotte ennemie, pour la disperser ou la détruire, s'il vient à en être attaqué, mais seulement de l'aller lui-même charger le premier. De même le Commandant d'une Armée sur terre, peut à son tour donner sur un Ennemi qui l'a attaqué, quoi qu'il eût ordre de n'attaquer pas lui-même; & si cela arrive pendant qu'il est en marche, & qu'il ne trouve pas moyen de faire une retraite sûre & honorable, il peut fort bien alors en venir à un combat. En général les Gouverneurs de Provinces & de Villes, sur tout s'ils ont des troupes à leur commandement, peuvent se défendre de leur pure autorité contre un Ennemi, qui les attaque : mais ils ne doivent jamais porter la guerre dans quelque autre Pais, sans un ordre exprès de leur Souverain.

Pour ce qui est des Capitaines & autres Officiers subalternes, à qui l'on a commis la garde d'une Ville, ou d'une Forteresse, ils doivent la défendre de toutes les manières imaginables; & cela pour l'ordinaire jusques à ce qu'ils se voient sur le point d'être inévitablement passés au fil de l'épée avec leur Garnison, sans qu'il en revienne aucun profit à l'Etat. D'où il paroît quel jugement on doit porter de l'action de *Lucius Pinarius*, rapportée par (b) *Tite Live*. Ce Romain étant Gouverneur d'*Enna* en *Sicile*, & les habitans lui

(b) Lib. XXIV.  
Cap. XXXVII.

quod non est merum, videtur mandari: quia Jurisdictio suo modica coercitione nulla est. Lib. I. Tit. XXI. De officio ejus, qui mandata est Jurisdictio, Leg. V. §. 1.

(3) Il faut remarquer ici en passant, (ajoutoit notre Auteur) que ce fut un acte de punition, & non pas un acte d'hostilité, lors que Moïse fit mourir environ trois mille hommes, à cause de l'idolâtrie du Veau d'or, Exod. XXXII, 27, & suiv. Mais ce fut au contraire par droit de Guerre, plutôt qu'en forme de Peine, que les Israélites passèrent au fil de l'épée vingt-cinq mille hommes de la tribu de Benjamin, pour venger la brutalité

que les habitans de Guibba avoient exercée à l'égard de la concubine d'un Lévi de la tribu d'Ephraïm; Juges, XIX, XX. quoi qu'*Erasme* soutienne le contraire, Lib. VI. Epist. XXIX.

(4) Ce n'est qu'en ce cas-là, qu'on peut suivre le conseil que *Cicéron* donnoit autrefois à *Cn. Plancus*, de ne prendre conseil que de ses propres lumières, & de se tenir lieu à lui-même de Sénat. *Neve in rebus tam subitis, tamque angustis, à Senatu consilium petendum putet.* Lib. X. Epist. ad Famil. XVI.

aux demandé les clefs de la Ville & de la Citadelle, (ce qu'il ne pouvoit leur accorder sans courir risque de perdre la tête;) comme il les vit disposés à le trahir & livrer la Garnison, il les prévint, & fit main basse sur les rebelles; en quoi il ne passa point, à mon avis, les bornes de son pouvoir, si ce n'est qu'il usa ensuite d'une trop grande rigueur; après que le péril fut passé. Ce n'étoit pas une nouvelle guerre qu'il entreprit de (c) son chef; il n'agissoit que par une suite de celle que le Peuple Romain avoit alors en Sicile contre les Carthaginois, & leurs Alliez, dans le parti desquels les habitans d'Enna avoient complotté de se jeter.

Cependant si un Gouverneur de Province, sur tout d'une Province fort éloignée de la Ville Capitale, où le Souverain fait sa résidence, a plein pouvoir de faire la Guerre & la Paix avec ses voisins, les Guerres qu'il entreprend sont regardées comme faites par autorité publique: car on est censé faire soi-même ce dont on a donné pouvoir à quelqu'un. Mais, hors ce cas-là, lors qu'un Gouverneur a déclaré la Guerre purement de son chef, sans y être autorisé ni par une concession générale, ni par un ordre particulier; il est libre au Souverain de ratifier, ou non, l'entreprise de son Ministre. S'il la ratifie, cette approbation rend la Guerre Solennelle, par un effet retroactif, de sorte que tout le Corps de l'Etat en est alors responsable. Mais si le Souverain désavoue l'action du Gouverneur, les actes d'hostilité, que celui-ci a commencé d'exercer, doivent passer pour de purs brigandages, dont la faute ne rejaillit en aucune manière sur tout l'Etat, pourvu qu'en même tems on livre le Gouverneur, ou qu'on le punisse selon les Loix du Pais, en procurant d'ailleurs, autant qu'il est possible, la réparation du dommage qu'il a causé. C'est sur ce fondement que les Ambassadeurs des Romains (d) demandoient autrefois à Hannibal, si c'étoit de son chef, ou par autorité publique, qu'il venoit assiéger Sagunte, ville d'Espagne? Sur quoi les Carthaginois répondirent avec raison, qu'il falloit avant toutes choses examiner, s'ils pouvoient assiéger cette ville sans préjudice du Traité d'Alliance, qu'il y avoit entr'eux & les Romains; la première question étant fort inutile, tant qu'on n'auroit pas vuide l'autre.

§. XI. UNE (r) simple présomtion de la volonté du Souverain, ne suffit pas non plus ici pour disculper un Gouverneur, qui n'a aucun ordre, ni général, ni particulier. Car il ne s'agit pas de conjecturer seulement, à quoi le Souverain se seroit déterminé lui-même, selon toutes les apparences, si on l'eût consulté dans tel ou tel cas; mais il faut sur tout examiner jusques où le Souverain permet d'agir, sans attendre ses ordres, dans tous les cas où la chose souffre du retardement, ou est sujette à quelque doute: en un mot on doit suivre ici la règle générale que le Souverain auroit voulu établir par rapport à tous les cas de cette nature. Or sans contredit un Souverain ne consentira jamais, que ses Ministres puissent, toutes fois & quantes qu'ils le jugeront à propos, entreprendre sans son ordre, une affaire capitale & de la dernière conséquence, telle qu'est la Guerre, sur tout la Guer-

(c) Comme fit Cn. Manlius contre les Galates; en cela d'autant plus blâmable que la paix avoit été déjà faite. Voyez T. Live, Lib. XXXVIII. Cap. XLV, & seq. Lib. XLL Cap. VII. & Florus, Lib. II. Cap. XL.

(d) T. Live, Lib. XXI. Cap. XVIII. Voyez ce qui est dit dans Xenoph. Hist. Grac. Lib. V. au sujet de la prise de la Citadelle de Cadmée, par Phébidas.

Une simple présomtion de la volonté du Souverain ne suffit pas pour autoriser un Ministre à entreprendre quelque Guerre de son chef.

re

§. XI. (1) C'est la décision de Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 5. num. 3. Sur quoi Gronovius prétend, que ce Grand Homme ne devoit pas soutenir absolument la négative, & qu'il falloit distinguer entre les Guerres Défensives, & les Offensives: car, ajoute-t-il, il n'y a point de doute, qu'un Gouverneur de Province, sur tout s'il a sur pied quelques troupes, comme cela se pratique ordinairement dans les Provinces frontières, ne puisse, sans passer les bornes de son pouvoir, résister à ses voisins, lors qu'ils l'attaquent, & repousser la force par la force, sans attendre un ordre particulier du Souverain. Pour moi, je ne comprends pas comment est-ce que ce Commentateur n'a pas pris garde, que cette exception se foudentend ici d'elle-même? Quand Grotius ne s'en seroit pas expliqué ici; ce qu'il dit ailleurs des privilèges de la Nécessité, suffiroit de reste pour ne pas permettre de lui attribuer une autre pensée. Mais ne trouve-t-on pas formellement dans le paragraphe précédent, num. 3. Si ita praesens sit periculum, ut tempus non ferat eum consuli qui supremum in

Civitate jus habeat: hic etiam necessitas exceptionem porriget. Après quoi il allègue l'exemple de L. Pinarius, rapporté par Gronovius lui-même, & par notre Auteur. Et, dans l'endroit même dont il s'agit: sed hoc magis videndum, quid ille, ubi res moram fert... se inconsulto cupiat fieri; ce qui suppose manifestement, que quand la chose ne souffre point de délai, on n'est point obligé d'attendre les ordres de son Maître, & qu'en ce cas-là il y a une présomtion très-raisonnable qu'il nous laisse la liberté de faire ce que nous jugerons à propos. Tout de la difficulté qu'il pourroit y avoir ici, ce seroit à l'égard de l'application aux cas particuliers: comme, par exemple, Gronovius défend, contre Grotius, le jugement de Cicéron, qui fit l'éloge d'Octavius & de Brutus, en ce que, de leur pure autorité, ils avoient pris les armes contre Marc-Antoine. Mais je n'ai pas dessein de m'engager dans cette discussion, qui n'est pas de mon sujet.



(a) Voiez *Senece de Ira*, Lib. I. Cap. XVI. &c. ce que l'on a rapporté ci-dessus, Chap. III. §. 17. *Not. 4.* Voiez pour tant *Tite Live*, Lib. XLIV. Cap. X.

\* En quel cas l'injure reçue d'un Citoyen fournit un juste sujet de déclarer la Guerre à l'Etat dont il est Membre ?

(a) Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XXI. §. 2. & *Tit. Liv.* Lib. XXIX. Cap. XVI. Lib. XXXV. Cap. XXXI. Lib. XLV. Cap. XXIII. & *Valer. Max.* Lib. VI. Cap. VI. §. 3. 5.

(b) Voiez *Lycurg. Orat. adv. Leocrat. & Polyb.* Lib. IV. Cap. XXVII. au commencement : *Gratian. Caus. I. & III. Dist. 4. LXXXVI.*

Du droit de Représailles.

re Offensive, dont il est question proprement ici, & qui d'ordinaire laisse le tems de consulter le Souverain. Ainsi, quoi qu'il se trouve, en certaines circonstances, que le Souverain trouve lui-même à propos de déclarer la Guerre à un certain Ennemi; il ne peut néanmoins que désapprouver (a) l'action du Ministre, qui a passé les bornes de son pouvoir.

\* §. XII. AU RESTE, dans l'indépendance de l'Etat Naturel, on ne peut en venir à la Guerre contre personne que pour les injures qu'on a reçues de lui-même. Mais, dans les Sociétez Civiles, lors que quelqu'un des Citoyens a fait du mal à un Etranger, on s'en prend quelquefois à tout le Corps de l'Etat, ou à celui qui en est le Chef, & voici en quels cas cette imputation a lieu (a). Il est certain qu'aucune Communauté n'est tenue du fait des Particuliers, dont elle est composée, qu'autant qu'elle a commis ou négligé elle-même quelque chose qui influe sur l'action dont on la rend responsable : car, quelque sévères que soient les menaces des Loix & du Souverain, elles laissent toujours aux Sujets la Faculté Naturelle de contrevenir à leurs ordres. Or il y a deux raisons principales, pour lesquelles on peut déclarer la Guerre à un Prince, pour tirer raison des injures que l'on a reçues de quelqu'un de ses Sujets, soit anciens & naturels du Pais, ou nouvellement venus : l'une, c'est parce qu'ils ont souffert que l'on fit du tort à l'Etranger : l'autre, parce qu'ils donnent retraite à l'Offenseur. Le premier fournit un juste sujet de Guerre, lors que le Prince ayant connoissance du crime, & pouvant & devant l'empêcher, sans avoir lieu de craindre de s'attirer par là un mal plus fâcheux, ne l'a pas fait néanmoins : ces deux conditions posées, qui sont (1) toutes deux absolument nécessaires, on est censé avoir commis soi-même ce que l'on n'a pas empêché de commettre. Or il y a présomption, qu'un Souverain fait tout ce que ses Sujets font tous les jours, & sans se cacher (b). Pour le pouvoir d'empêcher le mal, on le présume toujours, à moins que le Prince ne prouve clairement son impuissance. A l'égard de l'autre raison (2), si l'on est tenu de livrer un Coupable, qui s'est réfugié chez nous uniquement pour éviter la Peine, c'est plutôt en conséquence de quelque Traité particulier fait là-dessus avec un Voisin, ou un Allié, qu'en vertu d'une Obligation commune & indispensable; à moins que celui, à qui l'on donne retraite, & que l'on protège, ne trame quelque chose dans notre Pais même contre l'Etat d'où il s'est sauvé.

§. XIII. C'EST (1) encore un usage établi entre les Peuples, que les biens de chaque Sujet

§. XII. (1) C'est la décision du Droit Romain, au sujet des fautes d'un Esclave, dont le Maître étoit responsable. *Is autem accipitur scire, qui scit & potuit prohibere : scientiam enim spectare debemus, qua habet & voluntatem.* Digest. Lib. XLVII. Tit. VI. *Si familia furtum fecisse dicatur*, Leg. I. §. 1.

(2) J'ai tiré ceci de l'Abrégé *De Offic. Hom. & Civ.* Lib. II. Cap. XVI. §. 9. Mais, comme le remarque Mr. *Titius (Observ. DCXCVI.)* l'Auteur raisonne ici sur une fausse hypothèse que nous avons réfutée ailleurs (Chap. III. §. 4. *Not. 8.*) je veux dire sur son principe, que personne n'est dans aucune Obligation de souffrir la Peine qu'il a méritée. Il vaut mieux dire donc, qu'indépendamment de toute Convention particulière, on doit livrer celui qui s'est réfugié sur nos terres, supposé qu'il soit véritablement coupable, ou du moins le punir soi-même. Voiez *Grotius*, Lib. II. Cap. XXI. §. 3, 4, 5, 6. où il traite à fond cette matière.

§. XIII. (1) Cette définition du droit de Représailles, est tirée de l'Abrégé *de Officio H. & Civ.* Lib. II. Cap. XVI. §. 10. Car notre Auteur se contentoit de renvoyer ici à *Gratius*, Lib. III. Cap. II. Pour donner une idée générale de la matière, ajoutons quelques remarques que Mr. *Budde* fait (dans ses *Elem. Philos. Pract.* Part. II. Cap. V. Sect. III. §. 6. & *seqq.*) Les Représailles étant une espèce d'acte d'hostilité, ou du moins le prélude de la Guerre; il est clair que personne ne sauroit légitime-

ment user de ce droit qu'avec l'approbation du Souverain, qui, avant que d'en accorder la permission, doit bien examiner si l'intérêt public permet de se porter à cette extrémité. Il faut aussi que le sujet, pour lequel on use de Représailles, soit bien clair, & la chose, dont il s'agit, de grande conséquence : car il y auroit également de l'imprudence & de l'injustice à accuser un Magistrat étranger de connivence, ou d'un refus malicieux de rendre la Justice, dans une affaire obscure & litigieuse, ou de nulle importance, ou sans avoir de bonnes preuves de la mauvaise foi du Souverain, à qui l'on s'est adressé, ou avant que d'avoir tâché de se faire raison par quelque autre voie plus douce, comme, par exemple, par celle de la Compensation. Mais quelque juste sujet que l'on ait d'user de Représailles, on ne peut jamais directement pour cette seule raison faire mourir ceux dont on s'est saisi; mais seulement les garder, sans les maltraiter, jusques à ce que l'on ait obtenu satisfaction : de sorte que, pendant tout ce tems-là ils sont comme en otage. Pour les biens saisis par droit de Représailles, il faut en avoir soin, jusques à ce que le terme auquel le paiement devoit se faire, soit expiré; après quoi on peut, ou les adjuger au Créancier, ou les vendre pour l'acquies de la dette, en rendant à celui, sur qui on les a pris, ce qui reste, tous frais faits. Mais il n'est permis d'user de Représailles, qu'à l'égard des Sujets proprement ainsi dits, & de leurs biens : car pour

Sujet répondent, pour ainsi dire, des dettes de l'Etat, dont il est Membre, comme aussi du tort qu'il peut avoir fait en ne rendant pas justice aux Etrangers; en sorte que les intéressés peuvent se saisir des biens de tous les Sujets de cet Etat, qui se trouvent chez eux, & de leurs personnes mêmes. Ces sortes d'exécutions s'appellent des *Représailles*; & elles sont souvent un prélude de la Guerre. Pour en faire voir la justice, il faut ajouter à ce que dit *Grotius* sur cette matière, que, comme tout le Corps de l'Etat prend sur son compte les injures faites par des Etrangers à quelcun de ses Citoyens; on a trouvé aussi qu'il n'étoit point injuste de supposer que chaque Citoyen s'oblige, pour ainsi dire, subsidiairement, pour les dettes de l'Etat, qui, en cas de Représailles, est tenu de le dédommager de la perte qu'elles lui ont causée. Que si quelques Citoyens en souffrent quelquefois, il faut mettre cela au nombre des inconvéniens inévitables de la Société Civile, mais qui sont bien peu de chose en comparaison de ceux où l'on auroit été exposé dans l'indépendance de l'Etat Naturel.

§. XIV. ON fait souvent la Guerre pour autrui (a), & ces sortes de Guerres sont légitimes (b), pourvu que celui, en faveur de qui l'on s'y engage, ait un juste sujet de prendre les armes; & que d'ailleurs on ait avec lui quelque liaison particulière, qui nous autorise à traiter en Ennemi un homme qui ne nous a fait à nous-mêmes aucun tort.

Parmi ceux que l'on peut & que l'on doit même défendre, il faut mettre au premier rang les Sujets de l'Etat; & cela non seulement parce qu'ils sont comme partie de leur Chef, mais encore parce que c'est en vue de cette protection que les Hommes, auparavant libres, ont formé ensemble des Sociétés Civiles, (1) ou sont entrez dans celles qui étoient déjà établies. Les Princes ne doivent néanmoins prendre les armes pour tirer raison des injures faites à quelcun de leurs Sujets, que quand ils peuvent s'engager dans une Guerre sans attirer un mal plus fâcheux sur tout le Corps de l'Etat, ou même sur plusieurs autres Citoyens: car le Devoir des Souverains regarde l'intérêt du Tout, plutôt que celui de chaque Partie; & plus une Partie est grande, plus elle approche du Tout.

Après les Sujets, viennent les Alliez, à qui l'on est engagé expressément, par le Traité d'Alliance, de donner du secours dans le besoin. Mais on peut, sans préjudice de l'Alliance, défendre ses Sujets préférablement aux Alliez, quand il n'y a pas moyen de les secourir les uns & les autres en même tems. Car les engagements d'un Etat envers ses Citoyens l'emportent toujours sur ceux où il entre envers tout Etranger. Lors donc qu'il promet du secours à quelque autre, il est censé ne s'engager qu'à ce qu'il pourra faire sans préjudice de l'Obligation où il est envers ses propres Citoyens. D'où il s'ensuit, qu'il faut être bien sot pour compter sur une Alliance, qui n'est pas avantageuse à l'un & à l'autre des Alliez. De plus, comme personne ne doit entreprendre aucune Guerre injuste, ou téméraire; on n'est pas non plus tenu d'assister un Allié dans une pareille Guerre. Et cela a lieu en quelque manière dans les Guerres même Défensives: car si notre Allié voit bien qu'avec toutes nos forces jointes aux siennes il n'est pas en état de tenir tête à celui qui l'attaque, & pouvant s'accommoder avec lui à des conditions supportables, ne laisse pas de vouloir courir à une ruine certaine, il faudroit être bien fou & bien ennemi de soi-même, pour se résoudre à périr avec lui, en secondant ses foibles efforts. Ce n'est qu'en ce sens

En quels cas on peut faire la Guerre pour autrui?

(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XXV.

(b) Autrement on pourroit appliquer ici ce qui se trouve dans *Lucain*, Lib. IV. vers. 707, & seqq.

ce qui est des Etrangers, qui ne sont que passer, ou qui viennent seulement pour demeurer quelque tems dans le Pais, ils n'ont pas une assez grande liaison avec l'Etat, dont ils ne sont Membres qu'à tems & d'une manière fort imparfaite, pour que l'on puisse se dédommager sur eux du tort qu'on a reçu de quelque Citoyen originaire & perpétuel, & du refus que le Souverain a fait de nous rendre justice. Il faut encore excepter les *Ambassadeurs*, qui sont des personnes sacrées même pendant une Guerre pleine & entière. Mais pour ce qui est des Femmes, des Ecclesiastiques, des Gens de Lettres &c. le Droit Naturel ne leur donne ici aucun privilège, s'ils

ne l'ont d'ailleurs acquis en vertu de quelque Traité.

§. XIV. (1) C'est ainsi que les *Campaniens*, après s'être donnés aux *Romains*, leur demandoient du secours comme une chose que ceux-ci ne pouvoient leur refuser. Voyez *Tite Live*, Lib. VII. Cap. XXXI. & *Florus*, Lib. I. Cap. VII. Il faut remarquer pourtant (ajouteroit notre Auteur) que, si les *Campaniens* avoient fait injustement la Guerre aux *Samnites*, les *Romains*, quoi que devenus leurs maîtres, ne pouvoient légitimement prendre leur défense, qu'après avoir offert aux *Samnites* la réparation du dommage, & la restitution des frais de la Guerre.

(c) Lib. II. Cap.  
XXV. §. 4.

sens qu'on doit admettre la maxime de *Grotius*, qui dit, (c) qu'on n'est pas obligé de donner du secours à un Allié, lors qu'il n'y a aucune espérance d'un bon succès : car, ajoute-t-il, toute Alliance se contracte en vue du bien qu'on en espère, & non pas pour en souffrir du mal. Ces paroles entendues sans quelque restriction, rendroient les Alliances fort inutiles : car à quoi bon chercheroit-on à s'allier avec quelqu'un, si, en vertu de cette union, il ne devoit s'exposer à aucun péril, ou à aucune perte, pour nous secourir ?

Les *Amis* (2), c'est-à-dire, ceux avec qui l'on est uni par une bienveillance & une affection particulière, tiennent ici le troisième rang. Car, quoi qu'on ne leur ait point promis certains secours déterminez par un Traité formel ; l'Amitié emporte par elle-même un engagement réciproque de s'entre-secourir autant que le permettent des Obligations plus étroites ; & cela avec plus d'empressement que ne le demande la simple liaison de l'Humanité.

Cette conformité d'une même nature peut néanmoins suffire pour nous autoriser à prendre la défense d'un autre, contre les injures & les insultes manifestes d'un tiers : d'autant mieux que nôtre propre intérêt, & même le bien public, demandent souvent qu'on ne laisse pas insulter impunément ceux qui ne le méritent pas. Comme on demandoit un jour à *Solon*, quelle Ville lui sembloit la plus heureuse & la mieux policée, il répondit, que (3) c'étoit celle dont les Citoyens étoient si amis, que ceux qui n'avoient pas été outragés sentoient l'injure faite à leurs Compatriotes, & en poursuivoient la réparation, aussi vivement que ceux qui l'avoient reçue. Il ne faut pourtant pas s'imaginer, que, dans l'indépendance de l'Etat Naturel, chacun ait toujours droit de réprimer & de punir par la voie des armes les injures qu'il voit faire à tout autre, par cette seule raison qu'il est de l'intérêt public qu'on ne laisse pas opprimer l'innocent, & que chacun s'intéresse à ce qui regarde les autres. Car celui qui est injustement attaqué pouvant lui-même repousser la force par la force ; si l'on épouse sa querelle, au lieu d'une Guerre il en naîtra deux, de sorte que par là la Société Humaine sera doublement troublée. Il est même contre l'Egalité Naturelle, de se rendre soi-même, sans en être requis, l'arbitre, pour ainsi dire, des démêlés & des querelles d'autrui. Pour ne pas dire, que cela ouvreroit la porte à un grand nombre d'abus ; n'y ayant presque personne que l'on ne pût attaquer sous ce prétexte. Pour être donc en droit de prendre les armes contre celui qui fait quelque injure à un tiers, avec lequel on n'a point de relation particulière, il faut que l'Offense nous appelle lui-même à son secours ; en sorte que nous agissions alors en son nom, & non pas de nôtre chef.

(d) Voyez *Grotius*,  
ubi supra, §. 8.

Mais peut-on entreprendre une Guerre en faveur des Sujets d'un autre Prince, pour les délivrer de l'oppression de leur Souverain (d) ? Le plus sûr est, à mon avis, de dire que cela n'est permis que dans le cas où la tyrannie est montée à un tel point, que les Sujets eux-mêmes peuvent légitimement prendre les armes pour secouer le joug du Tyran, qui les opprime.

Jusques où les Nations ont porté les droits & la licence de la Guerre ?

(a) Lib. III. Cap.  
XV. & seqq.

§. XV. PLUSIEURS (1) Nations, comme (a) *Grotius* le fait voir amplement, n'ont mis aucunes bornes au droit que nous avons dit que la Loi Naturelle donne d'agir contre un Ennemi. Sur quoi il faut remarquer, que, bien que les Généraux d'armée défendent souvent aux Soldats de porter les actes d'hostilité au delà d'un certain point, & leur com-

man-

(2) *Mr. Bude* dit, qu'il faut, sinon préférer aux Amis, du moins mettre au même rang, ceux qui sont de même Religion que nous. (*Dissert. de comparatione Obligationum quæ ex diversis hominum statibus oriuntur*, §. 60.) Mais il n'oublie pas de remarquer en même tems, (§. 62.) que, sous prétexte de défendre & de favoriser la Religion qui nous paroît véritable, il ne faut pas se croire tout permis contre ceux d'une autre Religion, quelle que ce soit : maxime détestable, que tout le monde blâme avec raison dans la conduite des *Papistes*, mais dont, ajoute-t-il, ceux qui détestent le plus la tyrannie de l'Eglise Romaine, ne paroissent pas entièrement déabusés.

(3) *Ἐρωτάτοίς γὰρ (ὡς ἴσμεν) ἵνα οἰκίστας ἀλλοτρίᾳ ἐσέλωσιν, ἔπειτα (εἰσπν) ἐν ᾧ ἡ ἀδικησάντων ἀγ' ἑστὼς οἱ μὴ ἀδικήσαντες ἀποβέβηλονται καὶ πολεῖται τὰς ἀδικήσας. Plutarch. in Solon. pag. 88. D.* J'ai suivi la version de *Mr. Dacier*. Voyez *Euclid. in Supplic. vers. 267, 268. & Quintil. Inst. Orat. Lib. IV. Cap. I. pag. 270.*

§. XV. (1) Ce paragraphe est le XVI. dans l'Original. Car le XV. le XVII. & le XIX. ne contenant que de simples renvois à *Grotius* ; je les ai retranchés, d'autant mieux que j'avois déjà traité dans les Notes précédentes, des matières qu'ils indiquent.

§. XVI.

mandent d'épargner certaines choses ; la raison pourquoi l'on punit ceux qui ont contrevenu à ces Loix , ce n'est pas qu'ils aient par là fait du tort à l'Ennemi, mais uniquement pour avoir violé les ordres de leur Commandant, & afin de maintenir la Discipline Militaire, qui demande beaucoup de sévérité. De même, ceux qui, dans une Guerre Publique & Solennelle, ont poussé le carnage & les pilleries au delà de ce que la Loi Naturelle permet, ne passent pas d'ordinaire dans le monde pour des Meurtriers, ou des Voleurs, & ne sont pas punis comme tels, ni tenus pour de malhonnêtes gens, lors qu'ils viennent dans un Pais Neutre. La raison pourquoi les choses sont sur ce pied-là, c'est non seulement parce que l'on n'a que faire de tirer vengeance des Crimes qui n'ont pas été commis sur nos terres; mais encore parce qu'il semble y avoir entre les Peuples une Convention tacite, en vertu de laquelle chacun est tenu de ne pas se mêler de ce qui se passe dans les Guerres des autres, auxquelles il n'a aucune part. En effet, pourquoi est-ce que les Peuples Neutres iroient, sans nécessité, épouser la querelle de l'un ou de l'autre des Combattans? Ajoutez à cela, que dans les Guerres même les plus légitimes, il est bien difficile de déterminer jusques où il suffit de porter les actes d'hostilité pour se défendre, & pour obtenir la réparation du dommage, ou les sûretés nécessaires pour l'avenir. Ainsi il vaut mieux laisser tout cela à la Conscience de ceux qui se font la Guerre, que de s'attirer des querelles fâcheuses en s'ingérant de condamner l'un ou l'autre des Partis. D'autant mieux que ceux qui entrent en Guerre, se donnent eux-mêmes l'un à l'autre, par une espèce de Convention tacite, une liberté entière de tempérer ou d'augmenter la fureur des armes, & d'exercer toutes sortes d'actes d'hostilité, selon que chacun le jugera à propos.

§. XVI. ON demande ici, entr'autres choses, s'il est permis de faire assassiner un Ennemi (1) ? *Grotius* (a) distingue entre les *Assassins qui violent par là leurs engagements* express, ou tacites, comme sont les Sujets à l'égard de leur Prince; les Soldats, à l'égard de celui pour qui ils portent les armes, les Vassaux, à l'égard de leur Seigneur; les Réfugiez, ou les Transtuges, à l'égard de celui qui les a reçus: & les *Assassins qui n'ont aucun engagement avec celui qu'ils vont tuer*. Rien n'empêche qu'on n'emploie ces derniers (b): mais pour les autres, qui ne sauroient exécuter sans perfidie la commission dont ils se chargent, les Nations un peu civilisées tiennent à infamie d'employer leur bras pour se défaire d'un Ennemi. Cependant, lors qu'il s'agit de Rebelles, ou d'un Chef de Brigands & de Corsaires, les Princes les plus pieux ne font pas difficulté de proposer de grandes récompenses à quiconque voudra les trahir, & la haine que l'on a pour ces sortes de gens fait qu'on ne trouve pas mauvais qu'un Prince mette en usage contre eux toutes sortes de voies.

C'est à peu près par les mêmes principes que l'on décide ordinairement la question générale, s'il est permis de se servir à la Guerre de tous ceux que l'on trouve? Car on distingue entre les Déserteurs, ou les Traîtres, qui s'offrent d'eux-mêmes; & ceux que l'on corrompt par des promesses, ou des récompenses. *Grotius* dit (c), que, par le Droit des Gens, on peut se servir des premiers, mais non pas des derniers. Cette décision n'est pourtant pas sans difficulté. Car, posé un juste sujet de Guerre, on a droit certainement d'ôter à l'Ennemi tout ce qui lui est de quelque secours, & de lui causer tout le dommage possible. Or je ne vois pas pourquoi, quand l'occasion s'en présente, il ne seroit pas permis de le faire en gagnant ses Sujets par l'espérance de quelque récompense. D'autant mieux que, de l'aveu de tout le monde, on peut, par exemple, donner une fausse alarme pour obliger une Garnison à se rendre; auquel cas la Garnison n'est pas entièrement excusable, & en effet les Loix de la Discipline Militaire punissent de mort ceux qui se laissent tromper de cette manière, comme s'ils avoient été d'intelligence avec l'Ennemi: la crédulité & la lâcheté n'étant pas moins contraires aux Devoirs d'un bon Soldat, que la trahison & la perfidie. Quoi que la force ouverte soit le moien le plus naturel & le plus légitime de nuire à un

S'il est permis de faire assassiner un Ennemi?

(a) Lib. III. Cap. IV. §. 18.

(b) Voyez *Th. Morus*, *Utop.* Lib. II.

(c) Lib. III. Cap. I. §. 21, 22. Voyez pourtant la Déclamation CCLV. de *Quintilien*, où l'on soutient, qu'il ne faut pas recevoir les Déserteurs de l'Armée Ennemie.

§. XVI. (1) Car il est permis de tuer un Ennemi, par tout où on le trouve; & il n'importe qu'on se serve pour

cela d'un grand nombre de gens, ou d'une seule personne. Voyez *Grotius*, dans l'endroit cité.

Ennemi; la ruse & l'artifice n'est pas toujours illicite. J'avoue que les Traîtres & les Déserteurs commettent eux-mêmes une action criminelle; mais le Crime ne semble réjaillir en aucune manière sur celui qui les y a sollicités. Car je ne vois pas en vertu de quoi il seroit obligé de ne pas se servir, pour défendre ses droits, de la voie la plus commode qui se présente; seulement afin de ne pas donner occasion de pécher à ceux qui, par leurs injustices, ont rompu avec lui tout commerce des Devoirs réciproques. Pourquoi ne pourroit-on pas attaquer par le charme des pistoles, ceux contre qui on a vainement tiré des coups de canon? D'autant mieux que, malgré toutes les sollicitations, il est libre à ceux que l'on sollicite à abandonner leur Maître, de demeurer exposés à éprouver de notre part des actes d'hostilité, ou de se raccommoier avec nous en nous rendant service. Autre chose est, lors qu'on débauche les Esclaves ou les Sujets d'un autre, avec qui l'on est en paix; car on fait mal alors pour deux raisons, qui n'ont pas lieu dans le cas dont il s'agit: l'une, c'est qu'on n'a aucun droit de prendre ce qui appartient à une personne avec qui l'on n'est point en guerre: l'autre, c'est qu'on ne pouvoit légitimement faire aucun mal à l'Esclave même ou au Sujet, s'il eût refusé de se mettre à notre service. Comme donc un Ennemi n'a, par rapport à nous, aucun droit de Propriété, qui nous impose une Obligation indispensable de ne pas lui prendre son bien; il n'a non plus sur ses Sujets aucune Autorité inviolable par rapport à nous. Ainsi ce que l'on objecte ici, qu'il n'est pas permis de pousser les autres à aucune action qu'ils ne puissent commettre sans crime, & que l'on pêche soi-même, lors que l'on fournit à autrui l'occasion de pécher; cette maxime, dis-je, semble n'avoir lieu qu'entre ceux qui sont en paix. Car l'état de Guerre où l'on entre avec un Ennemi, fait qu'en poursuivant son droit contre lui on ne doit pas se mettre en peine, si on lui donne occasion de pécher, ou non. Ainsi, quoi que l'argent qu'on offre, ou les promesses qu'on fait à un homme du Parti ennemi, le portent véritablement à désertir, ou à trahir son Maître; la perfidie ne peut pas nous être justement imputée, comme si nous participions à ce qu'il y a de criminel dans l'action; parce que la Guerre, tant qu'elle dure, rompt tout commerce de Devoirs réciproques avec l'Ennemi, & qu'en prenant les armes contre nous, il nous a donné, entant qu'en lui étoit, une permission sans bornes d'exercer contre lui toutes sortes d'actes d'hostilité. D'ailleurs, puis que l'on peut perdre entièrement l'Ennemi, lors que l'intérêt de la Guerre le demande; pourquoi seroit-ce un Crime de lui donner simplement occasion de pécher? Car de ce qu'on doit garder la foi à l'Ennemi, il ne s'ensuit pas que, comme quelques-uns l'objectent, on ne puisse point légitimement solliciter ses Sujets à le trahir. Tout ce qu'il y a, c'est qu'il faut bien prendre garde de ne pas se nuire à soi-même, par l'exemple qu'on donne aux autres. Et il faut avouer, que c'est un acte de grande générosité, de s'abstenir, tant qu'on le peut, de ces sortes de voies. Il est certain aussi, que ceux-là mêmes qui aiment la trahison, & qui en profitent, haïssent ensuite le Traître, & se défient toujours de lui (d).

(d) Voyez *Valer. Max. Lib. VI. Cap. V. §. 7. & Precap. Hist. Gotth. Lib. I. Cap. VIII. dans la Harangue de Passor & Aselpiodore.*

Comment on acquiert la Propriété des choses que l'on prend sur l'Ennemi.

(a) Voyez *Grotius, Lib. III. Cap. VI. §. 1. & 2.*

§. XVII. D'ANS une Guerre juste, on (1) acquiert, par le Droit Naturel, & l'on peut retenir en conscience, des choses (2) que l'on a prises sur l'Ennemi, ce qui nous est dû, ou l'équivalent; y compris les frais de la Guerre, auxquels l'Ennemi nous a engagés pour n'avoir pas voulu nous satisfaire, & même ce que l'on juge nécessaire de garder comme une sûreté pour l'avenir (a). Ainsi, lors que la confiance que l'Ennemi avoit en ses forces l'a porté à nous faire du tort & à nous insulter; on peut fort bien, après l'avoir vaincu, l'affaiblir, & le dépouiller de ses richesses superflues, afin qu'il soit désormais plus retenu

§. XVII. (1) Voyez ci-dessus, Liv. IV. Chap. VI. §. 14. où l'on explique comment se fait l'Acquisition de ce que l'on a pris sur l'Ennemi.

(2) Pourvu qu'elles soient à lui: car il n'en est pas de même de celles qui se trouvent dans son Pays, mais qui appartiennent à des Etrangers, avec lesquels il est en paix; à moins qu'ils ne les lui eussent envoyées à des-

sein de le secourir dans la Guerre présente. Pour ce qui est de la charge des Vaisseaux appartenans à l'Ennemi, elle est censée lui appartenir toute entière, & par conséquent être de bonne prise, tant que les Etrangers n'ont pas réclamé, & justifié clairement les effets qu'ils peuvent y avoir. Voyez *Grotius, Lib. III. Cap. VI. §. 5, 6.*

à notre égard. Mais, selon la Coûtume reçue des Peuples, quiconque fait la Guerre dans les formes & avec autorité publique, devient maître absolument & sans restriction de tout ce qu'il peut prendre sur l'Ennemi, quoi que la valeur du butin excède de beaucoup les prétentions qui ont été le sujet de la querelle, & le dommage ou les frais de la Guerre.

Les choses mobilières (b) sont censées prises, du moment qu'elles sont à couvert de la poursuite de l'Ennemi; & les Immeubles, lors que ceux qui s'en sont emparez, se trouvent en état de chasser l'Ennemi, s'il vouloit s'en remettre en possession. Mais il faut bien remarquer ici, que, pendant tout le tems de la Guerre, le droit qu'on acquiert sur les choses dont on a dépouillé l'Ennemi, n'est valable que par rapport à un tiers Neutre. Car l'Ennemi peut reprendre ce qu'il a perdu, toutes fois & quantes qu'il en trouvera le moyen; jusques à ce que, par un Traité de Paix, il ait renoncé à toutes ses prétentions.

§. XVIII. ON demande, si les choses prises dans une Guerre Publique & Solennelle, appartiennent à tout le Corps du Peuple, ou aux Particuliers qui en sont Membres, ou à ceux qui ont fait eux-mêmes le butin (a) ? Voici en peu de mots de quelle manière il faut, à mon avis, décider cette question. Il est certain que c'est au Souverain seul qu'appartient le droit de faire la Guerre, qui comprend le pouvoir d'obliger les Citoyens à prendre les armes, & de les mener en campagne, comme aussi celui d'exiger d'eux de l'argent, & toutes les autres choses nécessaires pour soutenir la Guerre. Mais, comme on entreprend la Guerre ou pour quelque raison qui regarde tout l'Etat, ou pour faire rendre ce qui est dû à quelque Particulier; il est clair, que, dans le dernier cas, il faut commencer par dédommager celui en faveur de qui l'on a pris les armes. Que s'il y a quelque chose de reste, ou si l'on s'est engagé à la Guerre pour quelque sujet qui intéresse le Public; comme c'est toujours par l'autorité du Souverain qu'elle se fait, c'est aussi à lui qu'est (b) acquis premièrement & originairement tout le butin, qui que ce soit qui le fasse, soit Etrangers à sa solde, soit Sujets, quand même ceux-ci serviroient sans gages. Cependant, puis qu'il n'y a presque point de Citoyen à qui la Guerre ne soit onéreuse, ou par les subsides auxquels il est obligé de contribuer, ou par les charges & les services militaires qu'on exige de lui; il est de l'Equité & de l'Humanité du Souverain de faire en sorte que chacun se ressente des avantages qui reviennent de la Guerre, aussi bien que des charges & des inconvénients. Pour cet effet, on peut ou donner à ceux que l'on fait marcher en campagne, une paie des (c) deniers publics; ou partager entr'eux le butin; ou laisser à chacun (d) ce qu'il a pris; ou faire du butin un fonds qui soit destiné à décharger désormais les Citoyens, ou en tout, ou en partie, des charges & des impôts. Pour ce qui est des Etrangers, le Souverain n'est tenu que de leur payer exactement leur solde; & s'il leur donne quelque chose au delà, c'est ou par pure libéralité, ou en récompense de quelque belle action, ou pour les encourager à bien faire leur devoir.

Grotius (e), qui traite fort au long cette question, distingue entre les actes d'hostilité véritablement publics, & les actes d'hostilité particuliers, qui s'exercent seulement à l'occasion d'une Guerre Publique. Par les derniers, selon lui, les Particuliers acquièrent pour eux-mêmes premièrement & directement ce qu'ils prennent sur l'Ennemi: au lieu que, par les premiers, tout ce que l'on prend est au profit du Peuple. Mais il faut remarquer sur cette distinction, qu'il y a lieu de douter, si tout ce que les Particuliers prennent sur l'Ennemi de leur chef, & sans ordre du Souverain, leur appartient par cela seul qu'ils s'en sont emparez eux-mêmes. Car c'est une partie du droit de la Guerre, que de choisir ceux qui doivent agir offensivement contre l'Ennemi, & de leur prescrire jusques où ils doivent porter les actes d'hostilité. Ainsi aucun Particulier ne sauroit légitimement faire des courses sur les terres de l'Ennemi, ni lui enlever quoi que ce soit, sans ordre du Souverain, à qui il appartient par conséquent de permettre ou de défendre le pillage, autant qu'il le juge à propos; & de laisser tout le butin, ou une partie seulement, à ceux qui l'ont fait.

(b) Voyez Grotius; ubi supra, §. 3. 4.

Au profit de qui revient le butin fait à la Guerre ? (a) Voyez Grotius, Lib. III. Cap. VI. §. 2, 3, & seq.

(b) Voyez Elie; Var. Hist. Lib. VI. Cap. VI.

(c) Voyez T. Liv. Lib. IV. Cap. LX. & Lib. V. C. IV. (d) Voyez Polyb. Lib. IV. Cap. XXVI. XXXVI.

(e) Ubi supra.

Ainsi tout le droit que les Particuliers ont ici, dépend toujours (1) originairement de la volonté du Souverain.

Comment on acquiert par droit de Guerre les choses incorporelles ?

§. XIX. POUR ce qui regarde en particulier l'Acquisition des choses incorporelles par droit de Guerre, il faut remarquer qu'on n'en devient maître que quand on est en possession du sujet auquel elles sont comme attachées. Or elles accompagnent ou les Personnes, ou les Choses. On attache souvent, par exemple, aux Fonds de terre, aux Rivières, aux Ports, aux Villes, aux Pais, & à d'autres choses semblables, certains droits qui les suivent toujours à quelque possesseur qu'elles parviennent : ou plutôt ceux qui les possèdent, ont par cela seul certains droits sur d'autres choses ou d'autres personnes. Or ici il faut voir, si les droits attachez à ces sortes de choses, viennent d'une Convention personnelle, ou d'une Convention réelle, c'est-à-dire, si celui, qui y a le premier attaché quelque droit, a établi qu'il suivroit toujours le possesseur, quel qu'il fût, & à quel titre qu'il eût acquis la chose ; ou s'il a prétendu seulement, que ce droit n'eût son effet que quand telles ou telles personnes posséderoient la chose à certain titre : car, dans le dernier cas, on n'acquiert pas le droit avec la chose, par cela seul qu'on l'a prise sur l'Ennemi, à moins que cette manière de la posséder n'ait été déclarée, dans la première institution, un titre suffisant pour s'approprier le droit qui y est attaché.

(a) Voyez Grotius, Lib. III. Cap. VII. §. 4. & Cap. VIII. §. 4.

Les droits (a), qui conviennent directement & immédiatement à une Personne, regardent ou d'autres Personnes, ou seulement certaines choses. Ceux qu'une Personne a sur une autre Personne, ne s'acquiert que par le consentement de celle-ci ; laquelle n'est pas censée avoir prétendu donner quelque pouvoir sur elle à tout autre, mais seulement à une certaine Personne déterminée. Ainsi lors qu'on a pris le Roi du Peuple, avec qui l'on est en guerre, on n'est pas pour cela seul devenu véritablement Maître de son Roiaume. Si un Mari ou un Père tombent entre les mains des Ennemis, ceux-ci n'acquiert par là aucune autorité sur la Femme ou les Enfants. Que si l'on a pris la Femme & le Mari tout ensemble, on acquiert alors un droit sur la Femme, non parce qu'on tient son Mari, sous la puissance de qui elle étoit, mais uniquement parce qu'on l'a prise elle-même ; & on n'auroit pas moins de pouvoir sur elle, si on l'avoit prise toute seule. Mais seule, ou avec son Mari, ou n'acquiert jamais sur elle le même pouvoir qu'à le Mari en vertu de l'union conjugale, mais seulement celui que le droit des armes donne sur les Prisonniers de Guerre.

A l'égard des droits personnels sur les choses, il faut distinguer si le Prisonnier de Guerre est Membre d'une Société Civile, ou s'il vit dans l'indépendance de l'Etat Naturel. Dans le dernier cas, par cela seul qu'on est maître de la Personne, on est censé s'être saisi en même tems de tous ses biens, ou du moins avoir acquis le droit de les prendre à la première occasion ; n'y ayant aucun autre qui puisse légitimement nous en empêcher. Mais, dans les Sociétés Civiles, il est établi par un usage reçu, que les biens d'une personne ne sont pas toujours perdus avec elle, & que le droit, qu'elle y avoit, passe à d'autres Particuliers de l'Etat, ou, à leur défaut, est incorporé au Domaine. Si donc un Citoyen vient à tomber entre les mains des Ennemis, ceux-ci n'acquiert point en même tems les biens de cet homme dont ils n'ont pas pu se saisir, mais ces biens reviennent à ceux que les Loix du Pais appelloient à la Succession, si le Prisonnier fût décédé de mort naturelle. Que si l'on prend un homme avec tous ses biens, on les acquiert alors purement & simplement parce qu'on les a entre les mains, & non pas à cause que l'on tient leur ancien Propriétaire : de sorte que, par rapport au droit qu'on a sur ces biens, c'est tout un de prendre, ou non, en même tems celui à qui ils appartenoient.

Si une Dette peut être acquise par droit de Guerre ?

§. XX. POUR illustrer ceci, il ne sera pas inutile de dire quelque chose sur une Cause

§. XVIII. (1) Caton disoit, que quiconque n'est pas reçu Soldat, n'a aucun droit de se battre avec l'Ennemi. *Negat enim [Marcus Cato] jus esse, qui miles non sit, pugnare cum hoste.* Cicér. de Offic. Lib. I. Cap. XI. Au reste notre Auteur ne dit rien des Alliés, qui, comme

chacun voit, doivent avoir leur part au butin, quand même il n'y auroit point là-dessus de Convention expresse entr'eux, & celui dont ils ont embrassé la défense. Voyez Grotius, Lib. III. Cap. VI. §. 23.

(a) Assemblée générale des Députés de tous les Peuples de la Grèce.

célèbre, que l'on suppose avoir été autrefois portée devant les (a) *Amphictyons*. (1) *Alexandre le Grand* ayant détruit la Ville de *Thèbes*, il y trouva l'acte d'un Contrat par lequel les *Thessaliens* reconnoissoient devoir aux *Thébains* cent talens que ceux-ci leur avoient prêté; &, comme les *Thessaliens* l'avoient servi dans cette expédition, il leur rendit leur obligation, & leur fit présent de la dette. Les *Thébains* étant depuis rétablis par *Cassandre*, redemandent leur argent aux *Thessaliens*; & un ancien Orateur leur prête ces raisons; *Que, devant les Tribunaux Civils, le droit de la Guerre n'étoit pas un titre recevable: Que, par le droit de la Guerre, le Vainqueur ne devient maître que de ce dont il est actuellement en possession: Qu'on ne peut pas s'emparer par les armes d'un droit incorporel: Qu'il y a bien de la différence entre un Héritier, & un Vainqueur; le premier acquérant les droits de celui, à qui il succède, au lieu que l'autre ne devient maître que des choses qu'il peut prendre: Que ce qui est dû au Peuple, est dû à chaque Citoyen; & qu'ainsi, tant qu'il en reste un seul, la Dette subsiste.* Mais les *Thessaliens* pouvoient répondre 1. Qu'on n'est pas en droit de redemander ce dont on a été dépouillé par quelque acte légitime d'hostilité: or, selon la Coutume établie entre les Peuples, on tient pour juste & licite tout acte d'hostilité qui s'exerce dans une Guerre Publique dûment déclarée, en sorte qu'après la Paix faite l'ancien maître n'a plus rien à prétendre aux choses qu'il a perdues dans le cours de cette Guerre. 2. Que le droit de la Guerre est sans contredit un bon titre à alléguer devant les Tribunaux Civils: car si, après que la Paix est faite, quelcun vient à nous contester une chose que l'on avoit prise sur l'Ennemi, il suffit certainement de faire voir que le droit des armes l'a faite tomber entre nos mains. 3. Que les choses qu'on a acquises dans une Guerre juste & Solennelle, nous appartiennent, après qu'elle est finie, à plus juste titre encore qu'auparavant; sur tout lors que la Paix a été faite par un Traité entre les deux Parties: car alors on consent tacitement de part & d'autre, que chacun demeure légitime possesseur de tout ce qu'il n'est pas tenu de rendre en vertu de quelque clause expresse du Traité. 4. Que l'on peut acquérir avec la personne du Prisonnier de guerre les droits qui sont fondez proprement & immédiatement sur les choses mêmes dont on n'est pas en possession, pourvu que le Prisonnier nous cède ses droits par un consentement exprès, ou tacite: consentement que l'on peut tirer de lui de gré, ou de force, en le menaçant d'un mal plus fâcheux, s'il refuse de le donner. Comme donc je puis céder à un autre ce qui m'est dû par un tiers, en sorte que le Débiteur sera désormais aussi indispensablement tenu de paier celui à qui j'ai transféré mon droit, qu'il étoit obligé auparavant de me satisfaire: de même, si un Prisonnier de guerre me cède sa Dette, le Débiteur dès-lors change de Créancier, & c'est à moi qu'il a affaire désormais. Or *Alexandre* pouvoit sur ce pied-là contraindre les *Thébains* à lui céder leur Dette, quand même il auroit laissé subsister la Ville de *Thèbes*; & il étoit censé en effet avoir succédé à leur droit, du moment qu'il devint maître de *Thèbes* & de tous les *Thébains* sans aucune exception; de sorte qu'il dépendoit de lui ou de se faire paier aux *Thessaliens*, ou de leur quitter les cent talens. Rien n'empêchoit même qu'il n'obligeât les *Thébains* à remettre eux-mêmes immédiatement cette dette aux *Thessaliens*. Si donc il rendit aux derniers l'acte de leur obligation, ce n'étoit pas tant afin que la République de *Thèbes*, qu'il détruisoit entièrement, ne redemandât pas un jour aux *Thessaliens* ce qu'elle lui avoit prêté, que pour leur donner des assu-

ran-

§. XX. (1) Cum Thebas evertisset Alexander, invenit tabulas, quibus centum talenta mutua Thebalis dedisset Thebanos continebatur. Has, quia erat usus communitatis Thebalorum, donavit his ultro. postea restituit à Cassandro Thebani restituit Thebalis. Apud Amphictyomas agitur... Dicamus in primis in eo quod in judicium deducti potest, nihil valere jus belli: nec armis erepta, nisi armis posse retineri. .... Tum secundo gradu, non potuisse donari à victore jus, quia id demum sit ejus, quod ipse retineat: jus, quod sit incorporale, apprehendi manu non pos-

se. ... Ut alia sit conditio heredis, alia victoris: quia ad illum jus, ad hunc res transeat. .... Jus publici crediti transfere ad victorem non potuisse: quia quod populus crediderit, omnibus debeat; & quamdiu quilibet unus persuerit, esse eum totius summa creditorem: Thebanos autem non omnes in Alexandri manu fuisse. ... Non in tabulis esse jus. Quintil. Inst. Orat. Lib. V. Cap. X. pag. 387, 388. Voyez ce que dit sur cette question Mr. Titius, dans ses Observat. in Compend. Lanterbach. Obf. 1438.



rances, qu'il ne leur demanderoit rien lui-même. 5. Qu'il est faux, que, tant qu'il reste un seul Citoyen, les Dettes contractées envers l'Etat, subsistent toujours, en sorte que ce Citoyen ait le même droit qu'avoit l'Etat, dont il a été Membre. Car ceux qui restent, après l'entière destruction du Corps d'un Etat, n'en étant plus Membres, ne sauroient s'attribuer les mêmes droits qu'il avoit. Or il est clair, qu'*Alexandre* détruisit entièrement la République de *Thèbes*; & ceux qui rebâtirent ensuite cette ville, formèrent un Peuple tout nouveau, qui ne pouvoit pas prétendre entrer dans les droits particuliers des anciens *Thébains*, par cela seul qu'il occupoit le même Pais; & qu'il n'avoit acquis aucun autre titre en vertu duquel il pût exiger la Dette des *Thessaliens*. 6. Enfin, que les *Thessaliens* n'avoient pas recouvré l'acte de leur obligation par une simple possession sans titre, mais qu'il leur avoit été volontairement délivré par celui qui étant devenu maître de tout ce qui appartenait aux *Thébains*, avoit bien voulu leur remettre cette Dette.

Comment on  
acquiert le droit  
de commander  
aux Vaincus ?

§. XXI. ON acquiert encore par les armes le droit de commander aux Peuples vaincus, aussi bien qu'aux Particuliers (1). Mais afin que cet empire soit légitime, & qu'il oblige en conscience ceux qui y sont soumis, il faut que les Vaincus aient promis au Vainqueur, ou expressement, ou tacitement, de le reconnoître pour leur Maître, & que lui de son côté ne les traite plus en Ennemis.

Comment on  
recouvre ce qui  
avoit été pris à  
la Guerre ?

§. XXII. AU RESTE (1) on recouvre quelquefois les choses dont on avoit été dépouillé par l'Ennemi, & les gens qu'il avoit faits Prisonniers de Guerre. En ce cas-là voici, à mon avis, ce qui est le plus conforme à l'Équité Naturelle.

Ceux qui échappent des mains de l'Ennemi, de quelque manière que ce soit, sans lui avoir donné parole de ne pas se sauver, doivent rentrer non seulement dans leur premier état, mais encore dans tous leurs biens & dans tous leurs droits. Pour ce qui est des choses, si on les recouvre pendant la Guerre ou par soi-même, ou par le moyen des Citoyens & des Soldats de l'Etat; il est juste qu'elles retournent à leurs anciens Maîtres, tant les mobilières, que les immeubles; pourvu qu'on sache bien à qui elles appartiennent. Car le Souverain étant tenu de mettre en sûreté & de défendre les biens de ses Sujets, autant qu'il lui est possible; il doit aussi leur faire recouvrer ce qu'ils ont perdu. Et il n'importe que ce soient les Soldats qui l'aient repris sur l'Ennemi : car ils ne sont que les Ministres de l'Etat; & ce qu'ils prennent, est au profit de l'Etat, & non pas pour eux-mêmes. Or il

§. XXI. (1) Ce paragraphe est tiré de l'Abregé De Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. XVI. §. 14. car l'Auteur se contenoit de renvoyer ici à *Grotius*, Lib. III. Cap. VIII. Voyez ci-dessus, Liv. VII. Chap. VII. §. 3, 4. & *Grotius*, Lib. III. Cap. XV. comme aussi *Mr. Budé*, dans ses *Éléments de Philosophie Pratique*, Part. II. Cap. V. Sect. VI. §. 9. & seqq. Voici quels sont là-dessus les principes de *Mr. Locke*, dans son Traité du Gouvernement Civil, Chap. XV. Un Conquérant, dit-il, même dans une juste Guerre, n'acquiert aucun pouvoir sur ceux qui ont été les compagnons de sa Conquête. Ce n'est que sur ceux qui ont actuellement concouru, ou consenti à lui faire une injuste Guerre. Le pouvoir qu'il acquiert sur ceux qu'il subjugué, est tout à fait despotique, à l'égard de leurs vies; mais non à l'égard de leurs possessions. La raison de ce dernier chef, qui semble d'abord paradoxal, est que l'on peut ruer ceux qui ont pris les armes injustement, pour ôter la vie, s'ils avoient pu, à ceux qui les ont vaincus; mais cela étant une faute personnelle de ceux qui ont fait une Guerre injuste, leur postérité ne doit pas s'en ressentir. Or c'est ce qui arriveroit, si l'on se faisoit de tous leurs biens, destinez à l'entretien de leurs Enfants; que l'on réduiroit ainsi à la mendicité, à cause de la faute de leurs Pères. Tout ce qu'un Conquérant peut faire avec justice, c'est de se dédommager, s'il a souffert de la perte. Ainsi les Peuples, dont on a opprimé les Prédecesseurs, & la Patrie, par

force, ont toujours droit, selon *Mr. Locke*, d'en revenir, & d'employer la même voie pour recouvrer leur liberté. En effet, il seroit absurde de dire qu'un Prince a droit de prendre tout ce qu'il peut, & que, dès qu'il l'a possédé quelque tems, les Peuples, qui naîtront dans les Pais Conquis, pendant tous les siècles avenir, sont par avance soumis, de Droit Divin, à sa domination; sans que ces Peuples puissent jamais ôter à ses Descendants ce qu'un de leurs Prédecesseurs a pris par force. La vérité est, (ajoute *Mr. Le Clerc*, de qui j'ai emprunté cet Extrait) qu'il y a de grandes difficultés sur cette matière, à cause des malheurs des Guerres Civiles, que l'on doit tâcher d'éviter, autant qu'il est possible. Mais il semble que tout le Droit, que l'on peut établir dans cette occasion, étant fondé sur le Bien Public, qui est la Souveraine Loi, il faut voir si ce qu'on entreprend fera probablement plus de mal que de bien à la Société. Si cela est, ce qu'on fait de vient injuste; mais si le bien, qui en revient, est beaucoup plus grand que le mal, l'entreprise pourra être nommée juste. *Biblioth. Univers. Tom. XIX. pag. 586.*

§. XXII. (1) Voyez sur ce droit de *Postliminie*, que l'on acquiert par un retour dans son Pais, ou dans celui de ses Amis ou Alliez (*ex reditu in limen*) *Grotius*, Lib. III. Cap. IX. & *Mr. Budé*, dans ses *Elem. Phil. Pract.* II. Part. Cap. V. Sect. VI. §. 25, & seqq.

il seroit injuste, que l'Etat gardât pour lui les biens dont on avoit dépouillé ses Sujets; il faut donc qu'il les rende à leurs anciens maîtres (a).

(a) Voyez I. Samuel, XXX, 22, & suiv. & Homère, Iliad. Lib. XI.

§. XXIII. \* LORS qu'un Peuple entier secoue, ou par ses seules forces, ou avec le secours de quelque Allié, le joug d'un Ennemi, qui l'avoit conquis; il recouvre sans contredit sa liberté & son ancien état. En ce cas-là, si une partie des biens, qui lui appartiennent, demeure encore entre les mains des Ennemis, il conserve le droit de les leur reprendre, tant qu'il n'y a point encore de Traité de Paix, qui les adjuge aux uns ou aux autres. Que si un tiers, agissant en son propre nom, délivre ce Peuple, par ses armes victorieuses, de la domination de l'Ennemi qui l'avoit conquis; le Peuple délivré ne fera alors que changer de maître, & entrera sous les Loix de son Libérateur. Il faut dire la même chose d'une partie du Peuple. Mais si une Province vient à être reconquise par le Peuple, du Corps duquel elle avoit été détachée, ou par quelqu'un de ses Alliez; elle sera réunie à son ancien Corps, & elle rentrera pleinement dans tous ses droits. On peut néanmoins convenir avec ses Alliez de leur laisser les Pais qui nous appartenont autrefois, & qu'ils ont repris eux-mêmes sur notre Ennemi commun. C'est ainsi que *Démétrius* (a) aimoit mieux céder son Roiaume à *Philippe*, s'il pouvoit le reconquerir, que de le laisser aux *Romains*. Mais quand même un Peuple conquis auroit lui-même chassé, par ses seules forces, les troupes de l'Ennemi, il ne laisseroit pas pour cela d'être tenu de se rejoindre à son ancien Corps, & il ne pourroit pas, sous ce prétexte, s'ériger désormais en Etat séparé; tant que le Corps, dont il a été détaché, n'auroit pas renoncé manifestement à toutes ses prétentions.

\* Comment on dépouille l'Ennemi des Peuples qu'il avoit conquis?

(a) *Yustin.* Lib. XXIX. Cap. II.

## CHAPITRE VII.

### *Des Conventions que l'on fait avec un Ennemi, pendant le cours de la Guerre.*

§. I. **P**ARLONS maintenant des *Conventions Publiques*, qui supposent l'état de Guerre. Il y en a de deux sortes : les unes qui laissent subsister l'état de Guerre, & qui ne font que tempérer un peu la rigueur des actes d'hostilité : les autres qui le font cesser entièrement. Mais avant que de traiter en particulier des unes & des autres, il faut dire quelque chose en général sur la validité de la première sorte de Conventions Publiques.

Il y a deux sortes de Conventions qui supposent l'état de Guerre.

§. II. **G**ROTIUS (a) soutient, que toutes les Conventions généralement, que l'on fait avec un Ennemi, doivent être gardées avec une fidélité inviolable. La chose est évidente à l'égard des Conventions qui tendent à rétablir la Paix : mais il y a quelque difficulté par rapport à celles qui laissent subsister l'état de Guerre. De ce qu'une personne est capable de savoir ce qu'elle fait, & de donner un consentement véritable, il ne s'ensuit pas nécessairement que ses Promesses donnent toujours quelque droit à tout autre à qui elle les fait, ni qu'elles lui imposent à elle-même quelque Obligation indispensable. Car la violence & la force ouverte étant le caractère distinctif de l'état de Guerre, considéré comme tel; il ne semble pas que la fidélité dans les Conventions, qui est l'instrument propre & naturel de la Paix, puisse avoir lieu (1) dans les actes où il ne s'agit ni de rétablir la Paix,

Si les Conventions, qui ne tendent pas à rétablir la Paix, sont valides? (a) Lib. III. Cap. XIX.

ni

§. II. (1) Malgré tout ce que notre Auteur dit ici, il me semble que ces sortes de Conventions doivent être aussi religieusement observées, qu'aucune autre. Ses raisons ne prouvent rien, parce qu'elles prouvent trop. Car enfin, si le Droit Naturel ne nous imposoit pas une Obligation indispensable de tenir ce dont nous sommes volontairement convenus avec un Ennemi, pendant le

cours de la Guerre, s'il étoit permis, par exemple, de rompre de gaieté de cœur une Trêve bien conclue, d'arrêter, sans en avoir aucune raison, des gens à qui l'on avoit donné des passeports &c. je ne vois pas quel mal il y auroit à tromper l'Ennemi sous prétexte même de parler de Paix. Quand on entre en négociation pour ce dernier sujet, on ne cesse pas dès lors d'être En-

ni de la conserver; & qui même semblent plutôt entretenir l'état de Guerre, que tendre à le faire cesser. D'ailleurs quiconque entre en traité, doit supposer que l'autre Contractant se fie à lui. Or il implique contradiction de prétendre qu'un homme se fie à nous, pendant que l'on continue d'être ouvertement son Ennemi, c'est-à-dire, que l'on se montre toujours disposé à lui faire du mal de toutes sortes de manières. Car l'état de Guerre donnant par lui-même le droit de pousser à l'infini les actes d'hostilité; les protestations qu'on fait de les suspendre, ou de les modérer, sans vouloir pour cela cesser de regarder entièrement sur le pied d'Ennemi celui envers qui l'on s'engage, semblent se démentir elles-mêmes. Ainsi on ne sauroit appliquer ici un principe que nous avons établi ailleurs, je veux dire, que, du moment qu'on traite avec quelqu'un, on renonce par cela même à toutes les exceptions tirées de la personne, qui pourroient nous faire appréhender un manque de parole. Car, si c'est tout de bon que les deux Ennemis y renoncent, dès-là ils ne sont plus en état de Guerre; mais s'ils agissent en qualité de gens qui témoignent toujours être dans le dessein de demeurer Ennemis, cela seul donne lieu de présumer, qu'ils ne font que se dresser des embûches, & que chercher à s'endormir l'un l'autre, pour jouer quelque mauvais tour à celui qui sera assez sot pour se reposer là-dessus; comme l'expérience (b) l'a fait voir souvent. Lors même que quelqu'un se trouve duppé par une telle Convention, il n'acquiesce par là aucun nouveau droit contre celui qui l'a trompé; puis que l'état de Guerre autorise par lui-même toutes sortes d'actes d'hostilité. Que si l'on se réduit à dire, qu'il faut tenir ces sortes de Conventions, de peur que le dépit de se voir trompé, ne porte l'Ennemi à agir contre nous avec plus de fureur; on reconnoît par cela même, que toute la force d'un tel engagement n'est fondée (c) que sur l'intérêt des Contractans. J'avoue, que l'on n'est pas obligé d'user actuellement contre l'Ennemi de tous les droits de la Guerre, & que souvent il est beau & louable d'épargner ceux que l'on pouvoit traiter avec la dernière rigueur. Mais cela n'empêche pas, que, lorsque il est permis de faire la Guerre pour défendre ou poursuivre ses droits par la force, lors qu'on n'a pu en venir à bout par des voies de douceur; il ne soit très-conforme à la Nature de prendre le chemin le plus court pour arriver à cette fin (d). Comme donc les Conventions qui tendent seulement à modérer ou à suspendre les actes d'hostilité, ne font qu'entretenir la Guerre, il est clair qu'elles sont contraires à la Nature.

Quoi qu'il en soit, une des choses que l'usage reçu des Nations civilisées a établies en faveur de la gloire des armes, & pour l'honneur des Guerriers & des Conquérans, c'est que l'on doit tenir pour valides ces sortes de Conventions; comme, par exemple, lors que l'on fait une Trêve de quelques jours ou de quelques heures, pour enterrer les morts de part & d'autre; lors que l'on donne à quelqu'un des Ennemis un passeport, ou un sauf-conduit, pour aller & venir (e) en sûreté par les lieux dont on est le maître; lors que l'on promet d'épargner entièrement certains lieux, certaines personnes, ou certaines choses, de suspendre pour quelque tems les actes d'hostilité, de ne pas se servir de certaines armes ou de certaines manières de nuire, de laisser le commerce libre entre les (f) Marchands de l'un & de l'autre Peuple &c. En effet, l'Ambition & l'Avarice ayant rendu fort fréquentes les Guerres non-nécessaires, on a trouvé à propos, pour l'intérêt du Genre Humain

(b) Voyez, par exemple, ce que Procope rapporte de Totilas, à l'égard de Narfes: Hist. Goth. Lib. IV.

(c) C'est le principe de St. Ambroise, Offic. Lib. I. Cap. XXIX.

(d) Voyez Hobbes, de Cive, Cap. III. §. 27.

(e) Voyez Grotius, Lib. III. C. XXI. §. 14. & seqq.

(f) Comme font les Turcs, & les Persans, lors qu'ils sont en Guerre. Voyez Adam. Olearius, Kin. Persic. Lib. V. Cap. XX.

ennemis: ce n'est proprement qu'une espèce de Trêve dont on convient, pour voir s'il y auroit moyen de s'accommoder. Les négociations manquent-elles d'un heureux succès? ce n'est pas une nouvelle Guerre que l'on commence, puis que les différens, pour lesquels on avoit pris les armes, n'ont point été encore terminés; on ne fait que continuer les actes d'hostilité, qu'on avoit suspendus. Ainsi on ne pourroit pas plus compter sur la bonne foi de l'Ennemi en matière des Conventions qui tendent à rétablir la Paix, qu'à l'égard de celles qui consistent seulement à modérer ou à suspendre les actes d'hostilité; & ce seroit une source perpétuelle de désan-

ces, qui rendroit les Guerres éternelles, & qui formeroit un obstacle invincible à toute sorte de Paix. Tout ce que notre Auteur dit prouve donc seulement, que l'on doit bien prendre ses précautions avant que de donner parole à un Ennemi; parce que les Hommes sont sujets à manquer de foi pour leur propre intérêt, sur tout lors qu'ils ont affaire à des gens qui leur veulent du mal, ou qu'ils haïssent eux-mêmes. Mais du moment qu'on a conclu le Traité, il faut le tenir exactement, jusques à ce que le terme soit expiré, ou que l'Ennemi violant lui-même ses engagements nous dispense la par là de tenir les nôtres.

main d'établir quelque espèce de commerce entre les Ennemis même, & de réduire en art les Loix de la Guerre; afin que, par ce moien, les innocens du moins ne souffrissent pas tant des actes d'hostilité. Ajoutez à cela, que les Guerriers, qui se mettent sur le pied de manquer à leur parole, ou de tromper l'Ennemi par des Traitez, se font par là d'ordinaire beaucoup de tort à eux-mêmes; outre qu'ils ne sauroient duper plus d'une fois ceux qui ne sont pas tout à fait sots. Il n'est pourtant pas de la Prudence, de compter beaucoup sur ces sortes de Conventions, ou de s'endormir si fort là-dessus, que l'on donne occasion à l'Ennemi de nous jouer quelque mauvais tour. Ainsi le meilleur est de ne pas s'y engager sans nécessité, & sans être en état de rendre la pareille au cas que l'on nous manque de parole, ou du moins sans avoir en main de bonnes sûretés.

§. III. ENTRE les Conventions, qui laissent subsister l'état de Guerre, une des principales c'est la Trêve, par laquelle on convient de suspendre pour un tems, de part & d'autre, les actes d'hostilité. Il y a de deux sortes de Trêve : l'une pendant laquelle les Armées ne laissent pas de demeurer (1) toujours sur pied, avec tout l'appareil de la Guerre; & celle-là est ordinairement fort courte: l'autre, pendant laquelle chacun met bas les armes, & se retirant chez soi, laisse à quattior tout l'appareil de la Guerre. Cette dernière peut se faire & se fait ordinairement jusqu'à un terme assez long, & elle ressemble fort à une Paix pleine & entière; sur tout si le Traité porte expressément, que pendant ce tems-là on parlera ensemble de Paix. Cette sorte de Trêve est ordinairement générale, par tous les Pais qui sont sous la domination de l'un & de l'autre Peuple: mais on peut pourtant la restreindre, & on la restreint en effet quelquefois en certains Pais; comme, par exemple, si les Peuples d'Europe, qui ont des terres dans les Indes Orientales, ou Occidentales, faisoient une Trêve en Europe, sans discontinuer la Guerre dans les Indes.

§. IV. D'où IL paroît, comment on peut répondre à la question, s'il faut regarder comme une Trêve un Traité, qui porte que l'on fait la Paix, par exemple, pour trente ou quarante ans? Pour moi, il me semble que toute Paix est éternelle de sa nature, je veux dire, que, toutes les fois qu'on fait la Paix, on convient de part, & d'autre de ne prendre jamais plus les armes au sujet des démêlez, qui avoient allumé la Guerre, & de les tenir désormais pour entièrement terminés, ou du moins d'en remettre la décision à des Arbitres, ou bien de s'accommoder ensemble à l'amiable. Ainsi cette Paix n'est point cessée rompue, lors que les mêmes Peuples viennent ensuite à reprendre les armes l'un contre l'autre pour un nouveau sujet: car l'idée d'une Paix éternelle n'importe pas un engagement où l'on entre de souffrir désormais toutes les injures de l'autre Contractant, sans lui résister jamais. Si donc le différent qui avoit fait naître la Guerre, n'est pas entièrement terminé, & que l'on fasse la Paix seulement (a) pour un certain tems; ce n'est au fond qu'une Trêve, pendant laquelle on doit agir les uns envers les autres tout de même que si l'on étoit en pleine paix. Au contraire il est ridicule de faire une Trêve pour cent ans, comme on dit que *Romulus* (b) la fit avec les *Vétiens*; n'y ayant point d'injure, qui ne s'efface d'elle-même, & dont la poursuite n'ait prescrit après un si long espace de tems.

§. V. TOUTE Trêve laissant donc subsister l'état de Guerre, & par conséquent les prétensions qui ont obligé de prendre les armes; il est clair que l'on ne sauroit, sans une absurdité manifeste, exiger de celui, avec qui on la fait, qu'il renonce désormais à toutes ses prétensions par rapport à nous (a). Car, sur ce pied-là, que manqueroit-il pour faire la Paix? ou pourquoi voudroit-on se réserver la liberté de renouëller la Guerre au bout d'un certain tems, sans aucun sujet?

§. VI. LA nature même de la Trêve donne lieu encore de conclurre, que, si l'on veut

Ce que c'est qu'une Trêve & de combien de sortes il y en a?

De la durée de la Trêve.

(a) Voyez *Justin*. Lib. III. Cap. VII. num. 13, 14.

(b) *Tir. Liv.* Lib. I. Cap. XV. (*Dionysius d'Halicarnasse* se appelle cela seulement un Traité, *παύση*. Lib. II.) Voyez d'autres exemples, dans *Diod. Sicul.* Lib. XII. Cap. LX. *Saxo-men. Hist. Eccl.* Lib. IX. Cap. IV. *Connestag. de unionne Lusitan.* Lib. I.

La Trêve laisse subsister le sujet de la Guerre.

(a) Voyez *Baudius*, de *Inducibus Belli Belgici*, p. 128.

Après le terme de la Trêve expiré, il n'est pas besoin d'une nouvelle Declaration de Guerre.

§. III. (1) C'est apparemment (quelque soit l'Antiquité de cette loix de Trêve qu'a voulu parler le Jurisconsulte Paul, dans cette définition qu'il donne après Varro: *Inducta sunt, cum in brevi, & in proferens tempus*

convenit, ne invicem se laceffant. Digest. Lib. XLIX. Tit. XV. De captivis, & de postliminio &c. Leg. XIX. §. 1. Voyez *Grotius*, Lib. III. Cap. XXI. §. 1.

reprandre les armes après le terme expiré; il n'est pas besoin d'une nouvelle Déclaration de Guerre (a). Cependant, lors qu'il s'agit d'une longue Trêve, qui fait disparoître tout l'appareil de la Guerre, & qui renferme ou doit renfermer ordinairement cette clause, que l'on traitera cependant de la Paix pleine & entière; il est, sinon absolument nécessaire, du moins honnête & généreux, de ne reprendre les armes qu'après avoir fait quelque Déclaration conditionnelle, pour témoigner hautement que l'on n'aime point la Guerre, & qu'il ne tient pas à nous que la Paix ne se fasse pour une bonne fois.

(a) Voyez *Grotius*, Lib. III. C. XXI. §. 3.

Il n'y a point de Trêve faite simplement par une Convention tacite.

§. VII. IL faut remarquer encore, que toute Trêve, qu'on est indispensablement tenu de garder, ne se fait jamais que par une Convention expresse, ou du moins par des actes de paix & d'amitié si formels & si significatifs de leur nature, qu'ils ne sauroient être rapportez à un autre principe qu'à un dessein bien sincère de suspendre pour un tems les actes d'hostilité, quoi que d'autre côté un Traité de Paix ne se réduise jamais par lui-même à une Trêve, à moins qu'il n'y ait là-dessus quelque clause expresse. Ainsi, de cela seul qu'on s'est abstenu pour quelque tems d'exercer des actes d'hostilité (1), l'Ennemi auroit tort d'en conclurre, que l'on consent à une Trêve. Et si, lors qu'il s'est endormi là-dessus, on vient le charger tout à coup, il ne peut pas nous accuser de perfidie, comme si nous avions violé une Convention tacite proprement ainsi nommée.

Du commencement & de la fin de la Trêve.

(a) *Vbi supra*, §. 4.

§. VIII. POUR ce qui est du tems que la Trêve dure, je ne saurois approuver la pensée de (a) *Grotius*, qui prétend, que le terme, d'où l'on commence à compter, n'est pas compris dans l'espace de la suspension d'armes. Le commencement d'une chose, en fait partie sans contredit. Si donc on est convenu, que la Trêve sera de dix jours, à compter depuis le premier de Juillet, tout le monde entendra par là, que ce premier jour de Juillet est un des dix, auxquels la Trêve est bornée. La (1) Remarque Grammaticale, sur laquelle *Grotius* se fonde, n'est pas toujours véritable.

Quels actes sont permis, ou non, pendant la Trêve?

§. IX. PENDANT (1) la Trêve, tous les actes d'hostilité doivent cesser, & à l'égard des personnes, & à l'égard des choses. Mais il faut remarquer, que, de quelque manière & à quelles conditions que la Trêve se fasse, les actes militaires purement défensifs n'ont rien d'illicite, quand même on auroit demandé & obtenu la Trêve sur un autre prétexte. Ainsi supposé, par exemple, que la Trêve n'ait été faite que pour enterrer les morts, on pourra fort bien, sans contrevenir à sa parole, se retirer, pendant ce tems-là, dans quelque poste plus sûr, ou se bien retrancher. De même, si, dans une Trêve avec des Alliés, il est stipulé seulement que les Alliés suspendront leurs attaques; cela n'empêche pas que, pendant ce tems-là, les premiers ne puissent faire entrer dans la Place des troupes de renfort, & des munitions. La raison, que *Grotius* (a) allègue, pour prouver le contraire, n'est pas concluante. Cette Trêve, dit-il, étant avantageuse à l'une des Parties, elle ne doit pas porter du préjudice à l'autre, qui l'a accordée. Mais personne ne prétendant pour l'ordinaire renoncer lui-même au droit de se défendre; celui qui a consenti à une telle Trêve, ne doit s'en prendre qu'à lui-même de l'imprudence qu'il a eue d'accorder si facilement une chose qui donne lieu à son Ennemi de prendre de nouvelles forces (2).

(a) *Vbi supra*, §. 10.

§. X.

§. VII. (1) C'est ainsi qu'il faut entendre les *Inducia tacita*, dont parlent les Auteurs Latins. Voyez *Tit. Lvs.* Lib. II. Cap. XVIII. & LXIV. Lib. XXIII. Cap. XLVI. & *Justin.* Lib. VI. Cap. VII. num. 1. Car cela veut dire seulement, que les deux Armées se tenoient en repos pendant un certain tems, tout de même que si elles étoient convenues d'une Trêve.

§. VIII. (1) C'est que la préposition Latine à, qui en cette rencontre répond à notre *depuis*, sépare les deux termes, auxquels elle se rapporte, de ce qui est entre-deux; de sorte que, selon *Grotius*, lors qu'on dit, depuis le premier de Juin, jusqu'au premier d'Août, ces deux jours doivent être pris exclusivement. Mais, dit notre Auteur, cette préposition renferme aussi souvent les deux termes, comme dans ces façons de parler si

communes, à *capito ad calcem*: *ab ovo ad mala*. Au reste, quoi que les Chefs des deux Armées Ennemies doivent discontinuer les actes d'hostilité du moment qu'ils ont conclu la Trêve; les Sujets de l'un & de l'autre parti ne sont tenus de l'observer que quand elle leur a été notifiée. Mais tous les actes d'hostilité qu'ils peuvent avoir commis pendant ce tems-là sont de nul effet, en sorte qu'on doit dédommager ceux qui en ont souffert. Voyez *Grotius*, Lib. III. Cap. XXI. §. 5.

§. IX. (1) Ce paragraphe est le 10. dans l'Original: car j'ai retranché le 9. & le 13. parce qu'ils ne contiennent que de purs renvois à *Grotius*, lesquels j'ai placés ailleurs plus commodément. Voyez la Note précédente.

(2) *Agésilas* accusa autrefois de parjure *Tissaphernes*, Com-

§. X. CEUX qui, par quelque accident imprévu, se trouvent malheureusement sur les terres de l'Ennemi après que le terme de la Trêve est expiré, peuvent, comme *Grotius* (a) le fait voir, être retenus (1) prisonniers, tout de même que si étant venus en tems de paix, ils y avoient été surpris par une Guerre subitement allumée.

§. XI. SI (a) la Trêve vient à être rompue d'un côté, il est libre à l'autre Partie, qui est lésée par cette infraction, de reprendre les armes sans autre formalité, à moins qu'elle ne trouve bon de se tenir en repos jusqu'au terme marqué. Mais si l'on est convenu d'une espèce d'amende payable par le premier qui romproit la Trêve, & que le contrevenant y ait satisfait; l'autre en ce cas-là n'a pas droit de recommencer, avant le terme, les actes d'hostilité. Car la raison pourquoi on paie l'amende, c'est uniquement afin que l'accord subsiste en son entier. Au contraire, si celui, qui est lésé, reprend lui-même les armes, il est censé par cela seul tenir quitte l'autre de l'amende dont ils étoient convenus. Mais il est contre le but du Traité, de rentrer d'abord en action contre l'infraction de la Trêve, avant que d'être assuré qu'il ne veut pas payer l'amende stipulée : car on n'insère pas régulièrement une telle clause à dessein de donner le choix à celui envers lequel on manquera de parole, ou de recevoir l'amende, ou de recommencer les actes d'hostilité.

§. XII. LE (a) rachat des Prisonniers de Guerre est avec raison, une cause très-favorable parmi les Chrétiens, sur tout lors qu'il s'agit des Captifs qui sont tombez entre les mains des Barbates & des Infidèles; jusques-là que, pour avoir dequoi payer leur rançon (1), on tire quelquefois des Eglises les Vases sacrez. Les anciens (2) Romains au contraire sembloient ne compter plus les Prisonniers parmi les Citoyens, & ils les laissoient aux Ennemis, comme des Membres retranchez de la République.

§. XIII. A L'EGARD des (1) Conventions que les Généraux d'armée, & autres Officiers

Commandant de l'armée des Perses, lequel, pendant une Trêve, dont ils étoient convenus ensemble pour parler de Paix, assembla de nouvelles troupes. Voyez *Corn. Nepos, in Agesil. Cap. II. & Xenophon, Orat. de laudib. Agesil.* Mais (disoit notre Auteur) si Tissapherne tâcha effectivement de porter son Maître à un accommodement avec les Lacédémoniens; cette précaution qu'il prit, en cas que ses propositions n'eussent aucun succès, ne suffit pas pour lui donner à juste titre le nom de Parjure. Voyez *Montagne, Essais, Liv. I. Chap. VI.*

§. X. (1) *Mr. Boddé*, (dans ses *Elémens de Philosophie Pratique, Part. II. Cap. V. Sect. VII. §. 16.*) croit, qu'il est de l'Humanité de laisser aller ces gens, à qui il n'a pas tenu qu'ils ne sortissent du Pais; personne n'étant responsable d'un cas fortuit. J'ajoute, qu'il y a bien de la différence entre ceux qui se trouvent sur les terres d'un autre Etat, lors qu'il vient tout d'un coup à déclarer la Guerre à leur Prince; & ceux qui, après la Trêve, restent dans le Pais de l'Ennemi par un accident imprévu. Il n'y a point eu de Convention entre les premiers, & le Souverain sur les terres duquel ils sont; au lieu que les autres ne font que demander ce qui est une suite manifeste de l'exécution du Traité de Trêve. Car, puis qu'en vertu de cet engagement on étoit tenu de les laisser aller & venir en toute liberté, pendant tout le tems de la Trêve; on doit aussi, à mon avis, leur accorder la même permission après la Trêve même, s'il paroît manifestement qu'une force majeure ou un cas imprévu les a empêchez d'en profiter durant l'espace réglé: autrement, comme ces sortes d'accidens peuvent arriver tous les jours, on ne s'empêcherait guères de stipuler une telle permission, qui n'empêcherait pas qu'on ne fût toujours dans la crainte d'être surpris, & qui seroit comme un piège pour nous faire tomber entre les mains de l'Ennemi.

§. XII. (1) *Nam si necessitas fuerit in redemptione captivorum, tunc & venditionem prafatarum rerum divinarum, & hypothecam, & pignorationem fieri concedimus: quoniam non absurdum est, animas hominum quibuscunque vasis,*

*vet vestimentis praferrri. Cod. Lib. I. Tit. II. De sacrosanctis Ecclesiis, &c. Leg. XXI. Voyez aussi, dans le Droit Canon, Gratian. Caus. XII. Quæst. II. Cap. XIII. XIV. XV. & le troisième Plaidoyer de Mr. Patru. Une des principales questions que l'on fait au sujet des Prisonniers de Guerre, c'est de savoir, si l'argent ou les autres choses qu'un Prisonnier de Guerre a tenues cachées, lui appartiennent, en sorte qu'il puisse s'en servir pour le paiement de sa rançon? *Grotius* (*ubi supra, §. 28.*) soutient qu'oui; & avec raison. Car l'Ennemi ne pouvoit pas avoir pris possession de ce dont il n'avoit aucune connoissance; & le Prisonnier n'étoit tenu en aucune manière de le lui découvrir. C'est ainsi que décida *George Castriot*, ou *Scanderbeg*, à l'égard d'un jeune homme, qui étant convenu de donner deux-cens Eous pour sa rançon, les tira aussi-tôt de son habit; comme le rapporte *Marin Barlet*, dans la Vie de ce fameux Prince, *Lib. VII.* Notre Auteur cite cet exemple, en forme de supplément à ce que dit *Grotius*.*

(2) Voyez *Horat. Lib. III. Od. V. T. Liv. Lib. XXII. Cap. LIX. LXI. Silius Italic. Lib. X. Entrop. Lib. III. C. VI. num. 2. Edit. Cellar. Quintil. Declam. CCCXXXIX. Platon* ne vouloit pas non plus qu'on reçût les Prisonniers, quand même l'Ennemi offroit de les renvoyer sans rançon. *De Republ. Lib. V. p. 662. B. Ed. Wachel. Ficin.*

§. XIII. (1) Le Souverain est obligé de tenir les Conventions faites par ses Généraux, Commandans, & autres Officiers de Guerre, lors qu'elles ne renferment rien au delà du pouvoir que leur donne leur Emploi, ou de l'étendue des Commissions particulières dont ils sont chargés, soit qu'elles s'exercent à la vûe de tout le monde, ou qu'elles soient seulement connues de ceux avec qui ils traitent. Que si une Convention aiant été faite sans ordre, le Souverain la ratifie ensuite, par un consentement exprès, ou tacite; il est clair qu'en ce cas-là il la doit tenir, tout de même que si elle avoit été conclue d'abord par son autorité. Lors même qu'un Officier a passé ses ordres secrets, le Souverain ne laisse pas

De ceux qui se trouvent, malgré eux, sur les terres de l'Ennemi, après le terme de la Trêve expiré.

(a) *Ubi supra, §. 9.*

\* De l'infraction de la Trêve.

(a) Voyez *Grotius, ubi supra, §. 11, 12.*

Du Rachat des Prisonniers de Guerre.

(a) Voyez *Grotius, ubi supra, §. 23, & seqq.*

Des Conventions que les Généraux d'armée font avec l'Ennemi.

(a) Lib. III. Cap. XXII.

De celles que les simples Particuliers font de part & d'autre. (a) *Procop. Hist. Goth. Lib. II. Cap. I.* Volez la coutume des anciens *Anglois & Ecoissois*, rapportée par *Buchanan*, Lib. IX.

ficiers de Guerre, font avec l'Ennemi, il faut ajouter à ce que dit (a) *Grotius*, qu'ils ne peuvent, de leur pure autorité, consentir qu'à une Trêve de courte durée; car c'est au Souverain à accorder celle qui fait disparoître entièrement tout l'appareil de la Guerre.

§. XIV. LES Particuliers traitent aussi quelquefois avec l'Ennemi; & l'on trouvera dans (1) *Grotius*, jusques où ces Conventions sont valides. L'Histoire nous a conservé un exemple remarquable de deux Soldats, l'un *Goth*, & l'autre *Romain* (a), qui étant tombez dans une même fosse, se promirent la vie l'un à l'autre: accord qui fut approuvé par les *Goths*.

pas d'être obligé par une telle Convention: autrement on pourroit eluder l'exécution de toutes sortes de Traitez. Voyez le Chapitre de *Grotius*, qui est cité à la marge.

§. XIV. (1) Lib. III. Cap. XXIII. Ces sortes de Conventions ne doivent passer pour valides, que quand el-

les sont autorisées par un consentement expès, ou tacite, de l'Etat, ou du Souverain; & en ce cas-là, le Souverain peut contraindre ceux qui les ont faites à les tenir. Or les Loix & les ordres des Souverains doivent toujours être expliqués, en sorte qu'ils n'obligent à rien qui soit au dessus des forces humaines.

## CHAPITRE VIII.

### *Des Conventions qui tendent à rétablir la Paix.*

Si l'on peut se dispenser de tenir un Traité de Paix, auquel on n'avoit consenti que par l'effet d'une crainte injuste?

(a) Lib. III. Cap. XX.

(b) Lib. II. Cap. XVII. §. 19. & Lib. III. C. XIX. §. 11.

§. I. **G**ROTIUS (a) a traité avec tant d'étendue des Conventions qui terminent la Guerre, que nous ne pouvons que glaner après une si riche moisson. La première question qui se présente ici, c'est si ces sortes de Conventions peuvent être annulées par l'exception d'une crainte injuste qui les a arrachées? *Grotius* (b) dit, que, quoi qu'on doive en conscience restituer tout ce que l'on a pris dans une Guerre injuste, le Droit des Gens rend valides ces sortes de Conventions à l'égard des Guerres Publiques & déclarées dans les formes: autrement, dit-il, il n'y auroit pas moyen de mettre ni bornes ni fin aux Guerres injustes, qui sont si fréquentes, & qu'il importe fort au Genre Humain de terminer à quelque prix que ce soit. On ne sauroit douter de la nécessité indispensable de restituer un butin mal acquis: mais ce prétendu Droit des Gens, en vertu duquel *Grotius* soutient, que l'on ne peut pas opposer au Vainqueur l'exception d'une crainte injuste, n'est pas encore bien prouvé. Et quand même il auroit quelque fondement, il semble qu'on pourroit en abandonner ici les maximes, sans que la tranquillité du Genre Humain y perdît beaucoup. Car, selon *Grotius*, c'est une suite propre de toute Guerre Solennelle, qu'elle fait acquérir la *Propriété* (1) *extérieure*, comme il parle, de tout ce que l'on a pris sur l'Ennemi, quelle que soit la *Raison justificative* qui avoit obligé à prendre les armes. Si donc, après avoir été vaincu, on entre ensuite de nouveau en Guerre Publique & Solennelle avec le Vainqueur, sans autre raison que cette crainte injuste qui nous avoit fait consentir à la Paix; on pourra non seulement recouvrer ce que l'on a perdu, mais encore acquérir à juste titre tous les biens de l'Ennemi qui tombent entre nos mains. Ainsi celui qui a extorqué quelque chose par une crainte injuste, seroit bien forcé de croire s'en mieux assurer la possession par une autre voie que par la force même qui la lui a acquise. Il n'y auroit pas moins d'imprudence, si après avoir réduit son Ennemi, par une crainte injuste, à la nécessité de faire la Paix sous des conditions dures & défavantageuses, on ne l'obligeoit point à les exécuter, pendant qu'on est encore supérieur, & si se reposant sur la parole du Vaincu, on (c) le laissoit en état de nous rendre la pareille. Il est donc plus vrai de dire, à mon avis, que lors qu'après avoir offert un pourparler amiable à un Ennemi,

(c) Voyez *Guicciardin. Hist. Lib. XVI. à la fin*, & Lib. XVII. au commencement.

§. I. (1) *Grotius* entend par là un droit de Propriété valable devant le Tribunal Humain, en sorte que personne ne peut légitimement user de violence pour se

faire rendre ce que l'on possède de cette manière; sans que pour cela on soit dispensé en conscience de restituer. Voyez Lib. III. Cap. VII. §. 6. & Cap. X. §. 5.

(2) *Kar-*

mi, qui nous attaque injustement, & après avoir protesté qu'il nous force d'entrer en Guerre avec lui, on est réduit, par la supériorité des armes, à faire une Paix défavorable; rien n'empêche qu'on ne se dispense, si on le peut sûrement, d'exécuter les articles d'un tel Traité, & qu'on n'oppose aux demandes du Vainqueur l'exception de la crainte injuste par laquelle il nous a contraints d'en passer par où il a voulu; ou que du moins, avec le tems, on ne tire satisfaction de cette injure, à la première occasion favorable qui s'en présentera. Sur ce principe, Polybe soutient, que les Carthaginois étoient bien fondez dans la seconde Guerre Punique, parce qu'ils ne faisoient par là que tirer raison de ce qu'autrefois, pendant quelques troubles domestiques, les Romains leur avoient enlevé la Sardaigne, & extorqué de grosses sommes d'argent : ils profitèrent de l'occasion (2), dit cet Historien, pour se venger de ceux qui s'étoient servis eux-mêmes les premiers de l'occasion pour leur faire du tort. Autre chose est, lors qu'en prenant les armes l'un contre l'autre, on a fait ensemble une espèce de Convention tacite, qui tient du Contrat des Jeux de Hazard; ce qui arrive, lors que, dans une contestation dont le sujet n'est pas bien évident de part ni d'autre, on en vient d'abord à la Guerre, sans vouloir tenter aucune voie paisible d'accommodement, ou que l'on remet à la décision des armes la satisfaction des injures & le succès des prétentions, dont on pouvoit avoir raison par les voies de la Justice, ou par un paisible accommodement. Car, en ce cas-là, on prend, s'il faut ainsi dire, pour Arbitre, le sort de la Guerre, & chacun des Combattans dit en lui-même au moment qu'il prend les armes : *Je veux me faire raison à la pointe de l'épée, ou risquer plutôt de perdre au delà de ce que je demande.* Quand on a du malheur dans une Guerre où l'on s'étoit engagé sur ce pied-là, on ne peut pas plus se plaindre que le Vainqueur nous fasse du tort en nous imposant des conditions défavorables, qu'un homme qui est blessé dans un Duel où il étoit allé de son pur mouvement. Et il faut alors dire, comme Sose à Mercure dans l'Amphitryon de Plaute : (3) *Tout ce que tu voudras, tu peux me battre, s'il te plaît, tu es le plus fort.*

§. II. UNE autre question fort célèbre que l'on agite ici, c'est si un Souverain ou un Etat doit tenir les Traitez de Paix & d'accommodement qu'il a faits avec des Sujets rebelles (a) ? Pour expliquer là-dessus ma pensée en deux mots, je dis, que lors qu'un Souverain a réduit & dompté par les armes ses Sujets rebelles, c'est à lui à voir comment il les traitera. Mais s'il est entré avec eux dans quelque accommodement, il est censé par cela seul leur avoir pardonné tout le passé; de sorte qu'il ne sauroit légitimement se dispenser de tenir sa parole, sous prétexte que c'est à des Sujets rebelles qu'il l'a donnée. En vertu du Traité d'accommodement, les Rebelles redeviennent Membres de l'Etat, & promettent de nouveau à leur Souverain une fidele obéissance, à condition qu'il observera de son côté exactement ce à quoi il s'est engagé envers eux : de sorte que ce Traité a force de Charte ou de Loi Fondamentale de l'Etat, sur tout dans les Monarchies. Cependant ceux qui se rebellent pour obtenir de leur Prince par force ce qu'ils souhaitent, doivent bien se souvenir, que, du (b) moment que les Sujets ont violé les engagements où ils étoient envers leur Souverain, ils n'ont plus de protection ni de ressources à espérer.

§. III. D A N S les Traitez de Paix on cède quelquefois à l'autre Partie certaines choses qui sont à des Particuliers; & la nature du *Domaine éminent* de l'Etat suffit pour faire voir jusques où le Souverain peut disposer à cet égard des biens de ses Sujets (a). En vertu de ce *Domaine éminent* le Souverain a droit, dans une nécessité pressante de l'Etat, ou même pour lui procurer quelque grand avantage, de donner ou d'aliéner les biens des Particuliers, à quelque titre qu'ils les aient acquis; en sorte néanmoins que l'Etat doit les en

Si un Traité de Paix fait avec des Sujets rebelles, est valide ? (a) Voyez Grotius, Lib. III. C. XIX, §. 6, & seqq. où il soutient au long l'affirmative.

(b) Gramond. Hist. Gall. Lib. IX.

Jusques où un Prince peut, dans un Traité de Paix, céder les biens des Particuliers de ses Etats ? (a) Voyez Grotius, Lib. III. Cap. XX, §. 7, 8, 9, 10.

(2) Καὶ οὕτως ὁ πολέμιος, ἀποκρίνομεν τὸν οὖν ναυῆς βλάπτει. Polyb. Lib. III. Cap. XXX.

(3) Ut lupus, quod tibi lupus fac, quoniam pugnis plus valet.

Plaut. Amphitr. Act. I. Scen. I. vers. 240.

Voyez Digest. Lib. IX. Tit. II. Ad Leg. Aquil. Leg. VII. §. 4. & Lib. XLVII. Tit. X. De injur. &c. Leg. III. §. 3. & ce que l'on a dit ci-dessus, Liv. V. Chap. IX. §. 2.



dédommager des deniers publics, ou sur le champ, ou du moins aussi-tôt qu'il en aura le moiën; déduction préalablement faite de leur quote part. Dans une Monarchie, c'est au Roi à décider, s'il faut sacrifier, ou non, les biens d'un Particulier; & tout le Corps des Citoyens doit contribuer pour la réparation de ce Dommage, à la requisition du Prince. Mais les Etrangers, à qui l'on cède ces biens; n'ont que faire de s'informer, s'il étoit ou non, de l'intérêt public, qu'on les leur donnât; il suffit qu'ils les tiennent de la concession du Roi, pour les en rendre légitimes Propriétaires. Car, outre qu'on présume ordinairement que tout ce que le Roi fait est bien fait; il n'y auroit pas moiën de conclurre aucun Traité valide avec les Etrangers. si les actes du Chef de l'Etat n'étoient constamment réputés la volonté de tout le Corps. Au reste, les Loix de la Société (b) demandent, que les autres Citoyens dédommagent chaque Particulier non seulement de la perte de ces biens que l'on cède à l'Ennemi, mais encore de tous les autres maux que l'Ennemi lui a causés; sur tout s'il n'a contribué en aucune manière à la Guerre par sa propre faute. Cependant l'expérience ne fait que trop voir, que les pauvres Sujets sont presque par tout obligés de souffrir patiemment ces pertes, & de les regarder comme de simples malheurs, dont ils ne peuvent s'en prendre à personne.

(b) Voiez *Digest.* Lib. XVII. Tit. II. *Pro socio*, Leg. LIII §. 4. & tout le Titre *Ad Leg. Rhod. de jactu*, Lib. XIV. Tit. II.

Le terme marqué pour l'exécution des articles du Traité de Paix, doit être entendu à la dernière rigueur. (a) Voiez *Grotius*, *ubi supra*, §. 25.

§. IV. SI, dans un Traité de Paix, on fixe un certain terme pour l'accomplissement des conditions dont on est convenu (a), ce terme doit être entendu à la dernière rigueur; en sorte qu'après qu'il est expiré le moindre retardement n'est pas excusable, à moins qu'on n'ait été empêché d'effectuer plutôt ses engagements, par une force majeure, ou qu'il paroisse manifestement que ce délai ne vient d'aucune mauvaise intention. La raison en est, qu'il peut arriver tous les jours de grandes révolutions, même en un petit espace de tems. Si donc on accordoit quelque délai à celui qui doit exécuter les conditions de la Paix, il pourroit aisément trouver l'occasion de se dispenser de tenir ses engagements. Ajoutez à cela, qu'une Armée coûte beaucoup à entretenir, & qu'il n'est pas sûr de la congédier, avant que de voir l'exécution des Articles de la Paix.

Des Combats, qui décident des conditions de la Paix. (a) Voiez *Grotius*, *ubi supra*, §. 42. & *seqq.*

§. V. QUELQUEFOIS (a) on remet (1) la décision des Articles de la Paix à un Combat entre deux, ou trois, ou un plus grand nombre de personnes, choisies en égal nombre de part & d'autre, ou même entre deux Armées entières. C'est une question importante & difficile, de savoir, si l'on fait bien d'exposer les intérêts de tout un Etat au hazard de ces sortes de Combats? Il semble, d'un côté, que, par ce moiën, on épargne le sang humain, & qu'on abrège les malheurs de la Guerre. De l'autre on peut dire avec quelque apparence de raison, qu'il vaut mieux s'engager même dans une Guerre sanglante, que de risquer d'un seul coup la liberté & le salut de l'Etat, par un Combat décisif; d'autant mieux que les armes sont journalières, & qu'après avoir perdu une ou deux batailles on peut se relever par une troisième, où l'on sera victorieux. Cependant, si l'on n'a d'ailleurs aucune espérance d'un bon succès, & que l'on se trouve engagé dans la Guerre avec les forces de tout l'Etat; rien n'empêche, à mon avis, qu'on n'embrasse de parti, comme le moindre de deux maux où l'on est inévitablement exposé. Mais, lors que les Princes se font la (b) Guerre pour leurs intérêts particuliers, & non pas pour ceux de l'Etat (2); en ce cas-là l'Etat peut aisément consentir, de part & d'autre, qu'ils vident leurs démêlés par un Combat singulier; quoi que les Peines ne doivent pas en venir à cette extrémité pour maintenir des droits obscurs & litigieux. Sur quoi il faut remarquer, que ceux qui remettent à un Combat la décision de leurs démêlés, peuvent bien transiger de leurs droits, mais non pas de ceux d'autrui. Si donc un Roi, qui ne possède pas son Roiau-

(b) Voiez en un exemple dans *Dionore de Sicile*, Lib. IV. Cap. LX.

§. V. (1) Voiez la Differtation de Mr. Buddé, intitulée, *Jurisprudencia Historica specimen*, §. 21. jusqu'au 30. inclusivement.

(2) *Νέγον [ὁ Ἀλλεανός] οἱ τοῖς ἀπὸ ἡγεμονίας ἢ στρατοῦ, ὅταν ἰδίαν κατασκευάζονται δυναστείαν, καλὸς καὶ ἀγαθὸς ἔσται ὁ πόλεμος ἀπὸς ἀλλήλους ἀπὸν τοῖς*

*ἢ πόλεμον αὐταῖς, ἐπὶ δὲ πόλεμος ἀπὸς ἀλλήλους, ὃ μόνον στρατοῦ ἀλλὰ καὶ αἰσχρὸς ὁ δὲ δυναστείας κίνδυνος, ἰδὲ τοῖς ἡγεμόσι καλὸν καὶ ἀγαθόν.* Dion. Halicarn. *Antiq. Roman.* Lib. III. p. 149, 150. Ed. Lipsi.

Royaume comme un bien propre & patrimonial, veut exposer la Couronne au hazard d'un tel Combat; son engagement sera nul & de nul effet, à moins qu'il ne soit accompagné du consentement du Peuple, & des personnes déjà au monde qui ont droit, par les Loix, à la Succession.

Dans ces sortes de Combats il arrive souvent quelque contestation, pour savoir, qui est le Vainqueur? Sur quoi il faut remarquer, qu'ordinairement ces Combats sont décisifs. Si donc il n'y a, que deux Combattans, celui-là sera Vainqueur, qui aura tué son homme, ou qui du moins l'aura réduit à rendre les armes, & à se (c) reconnoître vaincu. S'il y a plusieurs Combattans de part & d'autre (d), les premiers qui auront tué ceux de l'autre parti, ou qui les auront mis en fuite, & hors d'état de se défendre, seront réputés Vainqueurs. Mais lors que deux Armées entières en viennent aux mains, ce n'est pas pour l'une ni pour l'autre une marque assurée de victoire, que d'avoir fait quelque butin sur l'Ennemi, de lui avoir laissé enterrer ses morts, d'avoir couché sur le champ de bataille, & présenté de nouveau le combat; quoi que toutes ces circonstances, jointes à d'autres indices plus évidens, servent beaucoup à faire voir que les-Ennemis ont pris la fuite. Et certainement, dans un doute, la présomption est plus forte contre celui qui a abandonné le champ de bataille. Mais lors qu'il n'y a, de part ni d'autre, aucune marque assurée de victoire, les choses demeurent au même état qu'elles étoient avant la bataille; de sorte qu'il faut, ou en revenir à la Guerre, ou entrer dans quelque nouveau Traité.

(c) Comme fait Turnus, dans Virg. *Æn.* XII, 931, & seqq.  
(d) Voyez un exemple remarquable d'un Combat entre des gens choisis par les *Lacédémoniens*, & ceux d'*Argos*; où il faut sans contredit prononcer en faveur des derniers: *Herodot.* Lib. I. & *Plutarch.* in *Parall.* Voyez *J. Meurs.* *Misc. Lacœ.* Lib. IV. Cap. XIV.

§. VI. POUR sûreté de la Paix, on y fait non seulement intervenir d'ordinaire le Serment, mais encore on donne de part & d'autre des (1) *Otages*. Sur quoi il faut remarquer, outre ce que l'on trouve dans (a) *Grotius*, que, si un Otage devient Héritier & Successeur de celui, qui l'avoit donné, il n'est plus tenu alors de demeurer en Otage, quoi que le Traité subsiste encore après la mort de son Prédécesseur: car ce cas étoit tacitement excepté. Mais il doit mettre quelcun à sa place, si l'autre Partie le demande.

*Des Otages.*  
(a) Lib. III. Cap. XX. §. 52, & seqq.

§. VII. QUELQUEFOIS aussi d'autres Princes, sur tout ceux qui ont été Médiateurs de la Paix, se rendent Garants de son observation de part & d'autre, par une espèce de Cautionnement, qui emporte un Traité d'Alliance, en vertu duquel ils s'engagent à donner du secours au premier qui sera insulté par l'autre, contre les articles & les conditions de la Paix (a). Mais ils ne sont pas tenus de prendre la défense de l'un ni de l'autre, si la Guerre vient à recommencer entr'eux pour quelque nouveau sujet.

*Des Garants de la Paix.*  
(a) Voyez *Disd.* *Sk.* Lib. IV. Cap. LV.

§. VI. (1) Voyez ce que l'on a dit ci-dessus, Chap. II. de ce Livre, §. dern. & la Dissertation de Mr. *Budde*, intitulée, *Jurispr. Hist. Specim.* §. 54, & seqq. où cet ha-

bile homme examinant l'action de *Clélie*, fait voir, qu'un Otage ne doit pas se fauver.

## CHAPITRE IX.

### *Des Alliances; & des Conventions Publiques faites sans ordre du Souverain.*

§. I. PARLONS maintenant de ces sortes de Conventions Publiques (a), que l'on appelle (1) des *Alliances*. Il y en a en général de deux sortes: les unes qui regardent

Combien il y a de sortes d'*Alliances*?  
(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XV. §. 1, & seqq.

§. I. (1) Je n'ai point trouvé de terme plus propre pour exprimer le Latin, *Fœdera*. Le mot de *Traité* auroit été trop général; car on voit bien que l'Auteur exclut ici les Conventions faites pendant la Guerre, soit pour modérer ou suspendre les actes d'hostilité, soit pour parler simplement de Paix, puis qu'il en a déjà traité dans les Chapitres précédens. D'ailleurs il dit lui-même dans  
TOME II.

le §. 3. de ce Chap. *Utraque Fœdera iniri potissimum solent OB ALIQUAM SOCIETATEM contrahendam &c.* Ainsi le mot d'*Alliance* peut bien convenir ici, quoi qu'on le restreigne ordinairement aux Traitez par lesquels plusieurs Princes ou Etats s'unissent, se confédèrent, ou se liquent, pour se défendre les uns les autres, ou pour attaquer ensemble un Ennemi commun.  
LII

simples des choses auxquelles on étoit déjà tenu par le Droit Naturel : les autres qui ajoutent un nouvel engagement aux Devoirs du Droit Naturel, ou qui du moins les déterminent à quelque chose de précis & de particulier.

Des Alliances qui regardent des choses auxquelles on étoit déjà obligé par le Droit Naturel.

(a) Voyez Grotius, ubi suprà, §. 5.

§. II. IL FAUT mettre au premier rang (a) les Alliances où l'on s'engage de part & d'autre à se rendre simplement les Devoirs de l'Humanité, ou à ne se point faire de mal (1) les uns aux autres. Parmi les Anciens, on regardoit ces sortes d'Alliances comme absolument nécessaires entre ceux qui n'étoient liés ensemble par aucun Traité. Car cette maxime du Droit Naturel, qui porte, *Que la Nature aiant mis quelque parenté entre tous les Hommes, personne ne doit faire du mal à autrui, sans qu'on lui en ait donné sujet par quelque offense ou par quelque injure*; cette maxime, dis-je, étant effacée alors de l'esprit de la plupart des gens, on croioit, qu'il ne falloit observer les Devoirs de l'Humanité qu'envers les Concitoyens, & qu'on pouvoit fort bien regarder tous les Etrangers sur le pied d'Ennemis, & leur faire du mal toutes fois & quantes qu'on le jugeroit à propos pour son propre intérêt. Mais parmi les Peuples civilisez, qui font profession de suivre les Loix du Droit Naturel, ces sortes d'Alliances ne sont nullement nécessaires (2). Il est vrai néanmoins, que les Peuples, aussi bien que les Particuliers, peuvent honnêtement se faire les uns aux autres des protestations particulières d'amitié, lors qu'ils commencent à contracter ensemble quelque affaire (3), ou à entrer dans quelque liaison. Du reste, des gens tant soit peu civilisez devroient presque rongir de faire un Traité dont les Articles se réduisent à une simple promesse de ne pas violer directement les maximes du Droit Naturel; comme si la vûe seule du Devoir, sans cet engagement exprès, n'étoit pas capable de faire impression sur eux. A la vérité on colore quelquefois ces Traitez du beau nom d'Amitié. Mais les Loix de l'Amitié proprement aussi nommée demandent bien plus de choses, que les Loix de l'Humanité toute seule. Car, quoi que les Devoirs de l'Amitié ne soient pas déterminez, comme les engagements où l'on est entré par une Convention; un Ami est tenu en général, comme chacun sait, de faire part volontiers de ses biens à son Ami, de prendre soin de sa conservation & de ses intérêts, de lui donner ses bons avis, de le consoler, de le secourir, de détourner, autant qu'il peut, les maux qui le menacent; & en tout cela il doit agir avec plus d'affection & d'empressement, qu'il ne seroit en faveur de ceux à qui il rendroit quelque service par un pur principe d'Humanité. Grotius (b) rapporte ici les Alliances, par lesquelles on stipule un droit d'Hospitalité & un droit de Commerce dans les terres l'un de l'autre; entant que tout cela est dû à autrui (4) par le Droit Naturel.

(b) Ubi suprà, num. 3.

### §. III.

Au reste, notre Auteur remarquoit ici, que Plin (Hist. Nat. Lib. VII. Cap. LVI.) attribue à Thésée l'invention des Alliances; ce qui, ajoute-t-il, ne sauroit être admis qu'en ce sens, que Thésée fut le premier qui introduisit dans la Grèce l'usage de faire des Alliances, ou bien qui y ajouta simplement certaines formalitez & certaines cérémonies, pour les rendre plus solennelles.

§. II. (1) Voyez Genes. XII. 23. Dans un Traité des Lacédémoniens avec le Roi de Perse, il y avoit cette clause: *Que tous les Pais, & toutes les Villes, dont le Roi étoit en possession, & qui avoient été possédées par ses Ancêtres, demeureroient sous sa puissance.* Οὐδὲν χωρὶς τοῦ νόμου βασιλέως ἔχει, καὶ οὐ χωρὶς τοῦ βασιλέως νόμου. Thucyd. Lib. VIII. Cap. XVIII. Ed. Oxon. Mais je ne trouve point dans le reste du Traité, qui est fort court, les paroles suivantes, que notre Auteur rapportoit tout de suite en caractère Italique: *Que les Lacédémoniens & leurs Alliez, ne pourroient point aller dans ces endroits-là, pour leur faire la Guerre, ou pour leur causer du dommage de quelque autre manière, & qu'ils n'en exigeroient non plus aucun impôt*; En un mot, que le Roi disposeroit seul de ses Etats. C'est là, (ajoutoit notre Auteur) un exemple de ces sortes d'Alliances; & moins qu'on ne prenne cette clause pour une simple ré-

nunciation des Lacédémoniens à toutes les prétentions qu'ils pouvoient avoir sur l'Asie: car du reste, l'Asie appartenant au Roi de Perse indépendamment de ce Traité, il avoit, en vertu de cette Propriété toute seule, le pouvoir de disposer de ses terres comme il le jugeroit à propos, & le droit d'exiger qu'aucun autre ne les envahît. Voyez aussi le Traité de Paix entre les Athéniens, & les Perses, rapporté par Diodore de Sicile, Lib. XII. Cap. IV.

(2) Voyez ci-dessus, Liv. II. Chap. II. §. 11.

(3) L'Auteur appliquoit ici, mais mal à propos, ces paroles de Cicéron, qui, comme toute la suite du discours le fait voir, ne regardent que les recommandations favorables par lesquelles il est bon de s'introduire dans l'amitié de quelqu'un. Sed tamen in omnibus rebus conjunctionibus interese, qualis primus aditus sit, & quâ commendatione quasi amicitia foras aperiantur. Epist. ad Famul. Lib. XIII. Ep. X.

(4) Voyez ci-dessus, Liv. III. Chap. III. §. 9, 11, 12. Grotius cite ici ces paroles d'Aron, dans sa Harangue aux Athéniens, comme renfermant la distinction des Alliances qui ne concernent que ce qui étoit déjà dû par le Droit Naturel, & de celles qui ajoutent quelque chose aux Devoirs de la Loi Naturelle: Nemo novo societas

§. III. Les Alliances, par lesquelles on s'engage à quelque chose de plus que ce qui étoit dû d'ailleurs en vertu du Droit Naturel commun à tous les Hommes (a), se divisent en *Alliances Égales*, & *Alliances Inégales*.

Les *Alliances Égales*, sont celles que l'on contracte avec une entière égalité de part & d'autre (1); c'est-à-dire, dans lesquelles non seulement on promet de part & d'autre des choses égales ou purement & simplement, ou à proportion des forces de chaque Allié, mais encore on les promet sur le même pied, en sorte qu'aucune des Parties ne se reconnoît inférieure à l'autre en quoi que ce soit. Ces Alliances, aussi bien que les *Alliances Inégales*, se font en vûe de quelque société, qui regarde ou le *Commerce*; ou la *Guerre*, soit Offensive, ou Défensive, ou d'autres choses. A l'égard du *Commerce*, on peut contracter une Alliance Égale en diverses manières: par exemple, en stipulant que les Sujets de part & d'autre seront francs de tous impôts & de tous droits d'entrée ou de sortie, lors qu'ils viendront sur les terres ou dans les Ports de l'autre Allié; ou qu'ils ne paieront jamais que sur le pied de ce qui est établi dans le tems du Traité; ou qu'on n'exigera rien d'eux au delà d'une certaine taxe; ou qu'on ne leur demandera pas davantage qu'aux gens même du Pais, ou aux autres Alliez &c. Dans les *Alliances Égales*, qui concernent la *Guerre*, on stipule, par exemple, que chacun donnera à l'autre un égal secours de Troupes, de Vaisseaux, ou d'autres choses qui servent aux expéditions militaires; & cela ou dans toutes sortes de Guerres, tant Offensives, que Défensives, ou dans les Guerres Défensives seulement. Quelquefois aussi on ne se promet du secours l'un à l'autre que dans une certaine Guerre particulière, ou contre certains Ennemis, ou contre tous ceux qui ne sont pas Alliez de l'un ou de l'autre. Enfin il y a d'autres choses à l'égard desquelles on fait des *Alliances Égales*, par exemple, lors que l'on s'engage à ne point avoir de Place forte sur les frontières l'un de l'autre; à ne point accorder de protection, ni donner retraite aux Sujets l'un de l'autre, ou à faire prendre & renvoyer ceux qui viendront se réfugier dans le Pais; à ne point donner passage aux Ennemis l'un de l'autre &c.

§. IV. Les *Alliances Inégales* (a) sont celles (1), dans lesquelles ce que l'on promet de part & d'autre n'est pas égal, ou bien qui tendent l'un des Alliez inférieur à l'autre.

L'inégalité de la chose stipulée est tantôt du côté de celui qui est d'un rang plus élevé, & tantôt du côté de l'Allié inférieur. Le premier cas arrive, lors que le plus puissant Allié promet du secours à l'autre, sans en stipuler aucun de lui à son tour; ou lors qu'il lui promet un secours plus considérable que celui qu'il exige de lui à son tour. L'autre se voit, lors que l'Allié inférieur s'engage à faire en faveur de l'autre plus que celui-ci ne lui promet de son côté. Ces dernières sortes d'Alliances donnent quelquefois atteinte à la Souveraineté de l'Allié inférieur; comme cela paroît dans le Traité des (b) *Romains* avec les *Carthaginois*, après la seconde *Guerre Punique*: car il étoit porté, que les *Carthaginois* ne pourroient faire la Guerre à personne, ni au dedans ni hors de l'*Afrique*, sans le consentement du *Peuple Romain*. Mais la Souveraineté de l'Allié inférieur demeure en son entier, lors que la condition onéreuse qu'on lui impose n'est pas permanente, c'est-à-dire, qu'il

Des Alliances Égales; & de leurs différentes sortes.

(a) Voyez Grotius, ubi supra, §. 6.

Des Alliances Inégales.

(a) Voyez Grotius, ubi supra, §. 7.

(b) Voyez Tite Live, Lib. XXX. Cap. XXXVII. Voyez aussi ce qu'Appien d'Alexandrie dit de la Grande Arménie, dans sa Préface, p. 2. A. Ed. H. Steph. & le Traité de Pierre Ambassadeur de l'Empereur Justinien, avec Theodard, Roi des Goths en Italie, dans Procop. Lib. I. Cap. VI.

aut nostri fœderis, quo nos comere illigenas, conscribendi est auctor: sed commercium tantum juris præbendi reperendique sit, ne interdictione finium nostrorum & nos quoque regni arcuamus: ne servus nostris aliquò fugere liceat. Quid hoc adversus Romanum fœderis est? (Tit. Liv. Lib. XLII. Cap. XXIV.) Sur quoi notre Auteur faisoit voir ici, par la suite du discours, que la pensée d'Arco étoit seulement, que ceux qui stipulent simplement les uns des autres quelque devoir d'humanité, ne sont pas proprement Alliez; & que les *Achéniens* pouvoient fort bien, sans préjudice de leur Alliance avec les *Romains*, ne pas fermer l'entrée de leur Pais aux *Macedoniens*.

§. III. (a) *Isocrate* les appelle *Surbinas*; & les autres *Περδύματα*, c'est-à-dire, *Lois*, *Commandemens*. Tit. 25 in ult., ubi *Surbinas* est aliud nomen de iure iuri

autem de dypothecis *Isocras*; *Περδύματα* §. 3, τὰ τὰς ἰσχυρὰς ἀνὰ τὴν ἀγορὰν τὸ δίκαιον; *Pauegyr.* pag. 132. Qui ne sait que les Alliances sont des Traitez, où l'on stipule de part & d'autre des conditions égales? Au lieu que ceux qui renferment des conditions désavantageuses & trop déraisonnables, ou préjudiciables de l'une des Parties, ne sont autre chose que des Lois qu'on lui impose. Mais, ajoute notre Auteur, il n'est pas nécessaire de mettre ces mots, *τὰς ἀγορὰς*.

§. IV. (1) J'ai exprimé ici on propres termes ce que notre Auteur dit dans son Abrégé de *Off. Hom. & Civ.* car ici il ne décide rien, du moins distinctement. J'ai renvoyé aussi, ou à la marge, ou dans les Notes suivantes, plusieurs choses qui ne faisoient qu'interrompre sans nécessité la suite du discours, & la liaison de la matière.

(c)Voiez le Traité de Trêve fait entre Justinien, & Chosroës Roi des Perses, dans Procop. Hist. Goth. Lib. IV. (d) C'est ainsi que Porfenna, Roi d'Etrurie stipula des Romains, qu'ils ne se servissent de Fer que pour la charrue. Plin. Hist. Nat. Lib. XXXIV. C. XIV. Voiez I. Sam. XIII, 19, 20. (e)Voiez le Traité des Romains avec les Latins, dans Dénys d'Halicarn. Lib. VIII. (f) Voiez ce que dit Isocrate (dans son Panégyrique) au sujet des Athéniens, qui tenoient le premier rang dans la Grèce.

\* En quel cas on peut renoncer à une Alliance ? & quel Allié doit être secouru, préférablement aux autres ?

(a) Lib. II. Cap. XV. §. 13. Voiez aussi Simler. de Rep. Helvet. Lib. I. pag. 119. (b) Voiez Aul. Gell. Lib. II. Cap. XXXI.

peut y satisfaire une fois pour toutes ; comme, si, dans un Traité de Paix, l'une des Parties s'engage à paier l'Armée de l'autre, à lui rembourser les frais de la Guerre, à lui donner une certaine (c) somme d'argent en forme d'amende ; ou si l'on est tenu de rassembler les Fortifications de quelcune de ses Places, ou une Citadelle, ou d'abandonner certains endroits, ou de donner des Otages, des Vaisseaux, des (d) Armes &c. Bien plus : les conditions onéreuses perpétuelles n'emportent pas toutes une diminution de la Souveraineté, comme, par exemple, lors que le Traité porte, que l'un des Alliez tiendra pour Ami, tous les Amis de l'autre, & pour Ennemis tous les Ennemis ; mais non pas celui-ci à son tour ceux du premier : que l'un ne bâtit point de Places fortes en un certain endroit, ou n'y mène (e) point d'Armée, ou n'y aura qu'un certain nombre de Vaisseaux, ou n'y bâtit point de Ville, ou n'y fera pas voile, ou n'y levera point de troupes &c. pas même (2) si l'un des Alliez (f) est tenu de reconnoître la prééminence de l'autre, & de lui témoigner quelque déférence ou quelque respect dans toutes ses démarches. On a néanmoins remarqué avec raison, que, si celui qui est au-dessus de l'autre en dignité, le surpasse aussi beaucoup en forces & en puissance, il ne manque guères d'usurper peu à peu une Autorité proprement (3) ainsi nommée ; sur tout si l'Alliance est perpétuelle, & qu'elle lui donne le droit de mettre garnison dans les Places de l'Allié inférieur.

§. V. \* ON demande, quel des Alliez doit être secouru, préférablement aux autres, lors qu'il se trouve que plusieurs font la Guerre en même tems ? Grotius (a) répond fort bien à cette (1) question : il faut ajoûter seulement, que tous les Traitez, par lesquels un Prince s'engage à assister des Etrangers, renferment cette exception tacite, *autant qu'il pourra le faire commodément sans préjudice des intérêts de son propre Royaume*, qui doivent l'emporter même sur toute considération de son intérêt particulier, & sur les liaisons les plus étroites du sang & de la parenté (b). Comme donc tout Prince est dans une Obligation indispensable de procurer l'avantage de ses Sujets, préférablement à celui de quelque au-

tre

(2) C'est la décision du Droit Romain, *Liber autem populus est is, qui nullius alterius populi potestati est subiectus, siue is federatus est : item siue agno federati in amicitiam venit, siue federati comprehensum est, ut is populus alterius populi maiestatem comiter conservaret : hoc enim adijcitur, ut intelligatur alterum populum superiorem esse : non ut intelligatur alterum non esse liberum : quemadmodum clientes nostros intelligimus liberos esse, etiam si neque auctoritate, neque dignitate, neque jure omni nobis pares sunt : sic eos, qui maiestatem nostram comiter conservare debent, liberos esse intelligendum est. Digest. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivis, & de Postliminis &c. Leg. VII. §. 1.* Mais le paragraphe suivant, qui est du même Jurisconsulte nommé Proculus semble contredire les paroles qui viennent d'être citées ; puis qu'il porte, que les Citoyens des Etats Alliez sont appelés en Justice devant les Tribunaux Romains, qui leur font leur procès, & les punissent selon la gravité du fait. *Ac sunt apud nos rei ex civitatibus federatis, & in eos damnatos animadvertimus.* Or n'est-ce pas là une preuve manifeste de sujétion & de dépendance ? Voiez Tit. Liv. Lib. XXXI. Cap. VII. & seqq. Lib. XXXIII. Cap. XLVII. & Lib. XXXVIII. Cap. XXXI. Pausan. in Achaïc. au sujet de la trahison de Callicrate : & Polyb. Excerpt. Legat. CV. Grotius, (Lib. I. Cap. III. §. 21. num. 4, 5, 6, 7) après avoir distingué quatre sortes de cas différens, qui peuvent survenir ici, ne répond rien après tout à la difficulté. (Voiez aussi Anton. Matth. de Crimin. ad Tit. Leg. Jul. Majest. Cap. I. §. 5, 6.) Le plus court est de dire, que le §. 1. de cette Loi doit être entendu du tems que le Peuple Romain avoit encore quelque égard pour ses Alliez, & traitoit autrement ceux qui avoient recherché son amitié, que ceux qu'il s'étoit acquis par ses Conquêtes. (Voiez Cicér. de Offic. Lib. II. Cap. VIII. & Tit. Liv. Lib. XXVI. Cap. XLIX. Mais dans la suite le bonheur de ce Peuple aians

excessivement augmenté sa fierté naturelle, il fut également éprouver aux uns & aux autres la pesanteur de son joug. Voiez Tit. Liv. Lib. XLII. Cap. I. & ce qu'Appien dit de Sylla, Lib. I. De Bell. Civ. C'est de ces dernières tems qu'il faut entendre le second paragraphe de la Loi dont il s'agit : & l'on voit assez qu'il devoit y avoir bien des choses entre ces paroles & les précédentes. Voilà en abrégé, & avec quelque ordre, ce que notre Auteur disoit, avec assez de confusion, sur cette Loi, & dans cet endroit, & ci-dessus, Liv. VII. Chap. V. §. 18. à la fin ; car je n'ai pas jugé à propos de dire deux fois la même chose.

(3) Voiez Bodin. de Repub. Lib. V. Cap. VI. & Grotius, Lib. I. Cap. III. §. 21. num. 10. Isocrate dit, qu'il n'y a pas bien loin de là à l'esclavage, & que ceux qui ont un peu à craindre la liberté doivent éviter ces sortes d'Alliances. Καὶ τοὶ ἄλλοι τοῦδε βουλομένοι λαμβάνειν αἷμα, τὰς πόλεις ἡμετέρας καὶ οὐκ αὐτὰς ἐκείνων ἐκείνων ἐκείνων ἐκείνων. In Archidam. pag. 217.

§. V. (1) Sa décision se réduit à ceci. Lors que deux Alliez se font la Guerre injustement de part & d'autre, il ne faut secourir aucun des deux. Mais si la cause d'un Allié est légitime, on doit lui donner du secours non seulement contre les Etrangers, mais encore contre un autre de nos Alliez ; à moins qu'il n'y ait dans le Traité quelque clause expresse qui ne nous permette pas de prendre la défense du premier contre le dernier, quoi que celui-ci ait tort. Que si plusieurs de nos Alliez se liguient ensemble contre un Ennemi commun, il faut leur donner du secours à tous également, autant que cela est possible. Mais lors qu'il n'y a pas moins de les assister tous en même tems, il faut donner la préférence au plus ancien Allié. Voiez la Dissert. de Mr. Budé, intitulée, *De comparatione obligationum quæ ex variis hominum statibus oriuntur.*

(2) Frae-

tre que ce soit : (2) les Conventions qu'il fait avec les Etrangers, ne sont plus d'aucune force, du moment qu'elles paroissent manifestement contraires à l'intérêt de ses Peuples. D'ailleurs toute Alliance (3) se fait pour le bien commun des Alliez; de sorte que celui qui reçoit quelque Dommage de ce que les intérêts de l'autre ne lui permettent plus de continuer l'Alliance, ne doit s'en prendre qu'à lui-même, puis qu'il (4) devoit avoir examiné avec plus de soin quels étoient les intérêts de son Allié, qui, par leur changement, font expirer l'Alliance. Il est pourtant du devoir d'un bon Allié (c), lors qu'il commence à s'apercevoir, que ses affaires ne lui permettent plus de demeurer dans l'Alliance, d'en avertir l'autre au plutôt, afin qu'il puisse prendre là dessus ses mesures. D'où vient que, dans les Alliances pour la Guerre, on ne manque pas de stipuler avec beaucoup de soin, qu'aucun Allié ne pourra traiter avec l'Ennemi commun, sans la participation & le consentement des autres. Clause néanmoins, qui, selon quelques-uns, renferme toujours cette restriction tacite, que chacun pourra s'accommoder en son particulier, s'il voit que les autres rejettent des propositions raisonnables qui leur sont faites : car en ce cas-là, il semble qu'ils violent l'Alliance, & qu'ainsi ils le dispensent désormais de l'Obligation d'agir avec eux d'un commun accord. Mais il faut bien prendre garde de ne pas étendre trop loin ce privilège extraordinaire : autrement, sous prétexte que les autres Alliez refusent d'accepter des propositions raisonnables, il seroit aisé d'éluder les engagements de l'Alliance, & un seul des Alliez pourroit s'ériger en Juge des autres (d).

(c) Voyez Euripid. Iphig. in Taur. vers. 605, 606, 607. Passage qui néanmoins ne fait pas ici directement.

(d) Voyez Yo. Labard. Hist. Gall. L. V. p. 313. Ed. Paris. 1671.

§. VI. DE (1) toutes les Alliances, tant *Egales*, qu'*Inégales*, les plus ordinaires ce sont celles qui se font pour s'entresecourir dans les Guerres ou Défensives, ou Offensives, & pour régler le Commerce. Mais les plus étroites ce sont celles qui consistent dans une Confédération perpétuelle de plusieurs Etats joints ensemble pour régler d'un commun accord les affaires qui concernent leur intérêt commun.

Des Confédérations perpétuelles & des Alliances Réelles, ou Personnelles. Règles pour connoître, si une Alliance faite avec une République est Réelle, ou Personnelle.

(a) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. XVI, §. 16, 17, 18.

Il y a une division célèbre des Alliances, par laquelle on les distingue en (a) *Personnelles*, & *Réelles*. Les premières, ce sont celles que l'on fait avec un Roi considéré personnellement, en sorte que le Traité expire avec lui. Les autres, ce sont celles où l'on ne traite pas tant avec le Roi même, ou avec les Chefs du Peuple, qu'avec tout le Corps de l'Etat, & qui par conséquent subsistent après la mort même de ceux qui le gouvernoient dans le tems que le Traité fut conclu. De savoir maintenant à quelle de ces deux classes il faut rapporter telle ou telle Alliance en particulier, c'est de quoi on pourra juger par les Règles suivantes.

Il est certain que toute Alliance faite avec une République est *Réelle* de sa nature, & dure par conséquent jusqu'au terme porté par le Traité, quoi que les Magistrats, qui avoient eû charge de le conclurre, soient morts auparavant, ou que la forme du Gouvernement vienne à être changée, fût-ce de Démocratie en Monarchie : car, en ce cas-là, le Peuple ne laisse pas de demeurer le même; & le Roi, comme on le suppose, étant établi par le consentement du Peuple; qui abolit le Gouvernement Républicain, est censé accepter la Couronne avec tous les engagements, que le Peuple, qui la lui donne, avoit contractez entant que revêtu de la Souveraineté. Ajoutez à cela, que le Souverain aiant

(2) François I. disoit, que l'Obligation du Serment prêtée à Rheims, en vertu duquel les Rois de France sont tenus de ne point aliéner le Patrimoine de la Couronne, étoit antérieure à tout autre engagement. Guicciardin. Lib. XVI. Voyez Bacon. de Sapientia Veter. Cap. V.

(3) Aristotele reconnoît : ἀπὸ τοῦ ὅτι αἱ συμμαχίαι ταῖς πόλεσιν γινώσκονται ὡς τῷ συμφέροντι. Ethic. Nicom. Lib. VIII. Cap. V. Voyez aussi Rhetoric. Lib. III. Cap. XIV. & Polyb. Lib. II. Cap. XLVII. Isocrat. Orat. ad Philip. p. 156. Valer. Flacc. Lib. IV. Andr. Mauracen. Hist. Venet. Lib. I. Polybe remarque néanmoins, (comme le rapportoit ici notre Auteur) que, pendant l'espace de CXL. années, les Rhodiens ne voulurent faire aucune Alliance avec les Romains, quoi qu'ils leur envoiasent souvent du secours

dans plusieurs Guerres. La raison en est, selon ce grave Historien, qu'ils vouloient, en ne s'engageant avec personne, laisser à tous les Princes l'esperance d'en recevoir du secours, ou de contracter un jour quelque Alliance avec eux; de sorte que par là ils gagnaient la bienveillance de chacun. Excerpt. Legat. XCH. Cap. VI. Thom. Morus allégué une autre raison pourquoi les Peuples de son *Utopie* ne vouloient s'engager dans aucune Alliance; *Utop. Lib. II.*

(4) Qui cum alio contrahit, vel est, vel debet esse non ignarus conditionis eius. Digest. Lib. L. Tit. XVII. De divers. Reg. Juris, Leg. XIX. princ.

§. VI. (1) Cet à line est tiré de l'Abregé De Offic. Hom. & Civ. Lib. II. Cap. XVII. §. 6.

seul le pouvoir de faire des Alliances, & le Corps de l'Etat étant le sujet commun de la Souveraineté; l'Autorité Souveraine d'un Roi choisi par un Peuple Libre, doit être réputée la même que celle qu'avoit auparavant le Peuple, lors qu'il étoit gouverné par l'Assemblée générale de tous les Citoyens. Il faut néanmoins excepter ici les Alliances contractées en vue de la conservation du Gouvernement présent; comme si deux Républiques se liguent pour leur défense mutuelle contre ceux qui voudroient entreprendre de leur ravir leur liberté. Car, si l'un de ces deux Peuples consent depuis volontairement à changer la forme de l'Etat; l'Alliance finit d'elle-même, parce que la raison sur quoi elle étoit fondée, ne subsiste plus alors.

Mais quoi que régulièrement toute Alliance faite avec un Peuple Libre soit *Réelle*; on ne peut pas dire au contraire, que toute Alliance contractée avec un Roi soit *Personnelle*, & expire avec lui. Car un Traité n'est pas personnel par cela seul (2) qu'il se fait au nom d'une certaine personne, mais souvent cette désignation marque seulement que la personne, dont il est fait mention, est l'instrument du Traité, ou celui avec qui l'on traite immédiatement. Cependant il est certain, qu'il y a des Alliances que les Rois font personnellement, en sorte qu'ils entendent qu'elles finissent avec eux; & d'autres dont ils ont dessein de transmettre les engagements à leurs Successeurs. Il faut donc chercher quelques caractères auxquels on puisse connoître, si une Alliance contractée par un Roi est Personnelle, ou Réelle.

On juge, si les Alliances faites par un Roi sont Personnelles, ou Réelles. 1. Par la teneur même de chaque Traité. (a) *Vbi supra*, §. 14.

§. VII. GROTIUS (a) trouve plus à propos de renvoyer ici à la teneur même de chaque Traité, que d'établir quelques Régles générales. Selon lui donc on doit tenir pour une *Alliance Réelle*, celle dont le Traité porte expressément, qu'elle sera perpétuelle; ou celle qui a été faite pour le bien du Royaume; ou celle qui a été contractée formellement avec le Roi, pour lui & ses Successeurs; ou celle dont la durée est limitée à un certain terme fixe. De plus il y a d'autres clauses & d'autres termes, qui, aussi bien que la nature même de la chose sur quoi roule le Traité, & le motif ou les vûes des Contractans, peuvent quelquefois fournir des conjectures assez fortes, pour faire juger si l'Alliance est Personnelle, ou Réelle. Que s'il y a des conjectures également vraisemblables de part & d'autre, il faut regarder comme Réelles les Alliances qui ont pour objet quelque chose de Favorable; & pour Personnelles celles, qui regardent quelque chose d'Odieux, ou d'onéreux pour l'une des Parties. Les Traitez de Commerce, par exemple; roulent sur une chose Favorable. Les Alliances pour la Guerre, n'ont pas toutes une matière Odieuse; mais celles qui se font uniquement pour les Guerres Défensives, tiennent plus du Favorable; & celles qui engagent à des Guerres Offensives, tiennent davantage de l'Odieux.

2. Par des Régles générales.

§. VIII. MAIS on peut établir ici quelques Régles plus distinctes & plus générales, qui serviront à faire connoître, si les Successeurs sont obligés de maintenir les Alliances faites par leurs Prédécesseurs?

Premièrement, il est certain, que les Successeurs doivent garder les Traitez de Paix faits par leurs Prédécesseurs. Car, aussi-tôt qu'on a exécuté ponctuellement les conditions du Traité, la Paix efface entièrement les injures qui avoient allumé la Guerre.

2. Il n'y a point de doute non plus, qu'un Successeur ne doive garder toutes les Conventions légitimes, par lesquelles son Prédécesseur a transféré quelque droit à un tiers.

3. Il est constant encore, que si l'autre Allié aiant déjà exécuté quelque chose à quoi il étoit tenu en vertu du Traité, le Roi vient à mourir avant que d'avoir effectué à son tour ce à quoi il s'étoit engagé; son Successeur doit indispensablement y suppléer. Car ce que l'autre Allié a exécuté sous condition de recevoir l'équivalent, aiant tourné à l'avantage

(2) C'est une Règle du Droit Romain. *Utrum autem in rem, an in personam pactum factum est, non minus ex verbis, quam ex mente convenientium asserendum est: plerumque enim (ut & Papius ait) persona pacto inscribitur.*

*non ut personale pactum fiat, sed ut demonstretur cum quo pactum factum est.* Digest. Lib. II. Tit. XIV. §. De Pactis, Leg. VII. §. 1.

tage de l'Etat, ou du moins aiant été fait dans cette vûe; il est clair, que, si l'on n'effectue pas ce qu'il avoit stipulé, il acquiert alors le même droit, qu'un homme qui a païé ce qu'il ne devoit pas, & qu'ainsi le Successeur est tenu, ou de le dédommager entièrement de ce qu'il a fait ou donné, ou de tenir lui-même ce à quoi son Prédécesseur s'étoit engagé.

4. Pour ce qui est des Traitez, dont les conditions n'ont été exécutées en aucune manière de part ni d'autre, ou ne le sont qu'en partie, mais en sorte que ce qui a été fait de part & d'autre, est égal; voici, à mon avis, une Règle générale pour en juger comme il faut. Si le Roi avoit contracté entant que Chef de son Peuple, & en vûe du bien de l'Etat; l'Alliance doit passer pour Réelle, & par conséquent pour obligatoire à l'égard même du Successeur, qui est devenu le Chef du Peuple avec les mêmes droits & les mêmes charges que son Prédécesseur, dont le Traité obligeoit tout le Corps du Peuple. Mais lors que le Traité tend directement à l'avantage personnel du Roi, ou de sa Famille; il est clair qu'aussitôt qu'il vient à mourir, ou que sa Famille est éteinte, l'Alliance finit d'elle-même. Il a néanmoins passé en coutume, que les Successeurs doivent renouveler, du moins en termes généraux, des Alliances reconnues manifestement pour Réelles; usage que l'on a établi, afin que le Successeur ne prétendit pas se dispenser de garder l'Alliance sous prétexte que l'Etat n'en a encore retiré aucun avantage: d'autant mieux que le Successeur pouvant avoir d'autres idées touchant les intérêts de son Roiaume, que n'en avoit son Prédécesseur, il se croiroit aisément en droit de renoncer à une Alliance qu'il trouveroit n'être plus avantageuse à l'Etat (a).

Il faut remarquer encore, que si, après avoir fait ensemble plusieurs Traitez différens, on les renouvelle en général (b); cela doit être entendu principalement du dernier en date: les actes postérieurs dérogeant toujours aux précédens.

§. IX. ON demande ici encore, si, lors qu'un Roi, avec qui l'on avoit traité Alliance, vient à être chassé de son Roiaume par ses Sujets, on doit lui donner du secours en vertu du Traité? *Grotius* (a) soutient l'affirmative, & il se fonde sur ce que le Roi Allié conserve toujours son droit à la Couronne, quoi qu'il n'en soit plus en possession. Pour moi, j'avoue bien que, si dans le Traité il y a une clause expresse qui porte qu'on le fait pour la défense de la personne même du Roi, ou de sa Famille, on doit sans contredit lui aider à reconvrer son Roiaume. Mais lors que le but du Traité a été uniquement l'avantage de l'Etat, il y a grand sujet de douter, si un Roi chassé par ses Sujets peut demander du secours contr'eux, en vertu de l'Alliance? Car il ne paroît pas qu'on ait pensé à un tel cas, & le secours est censé n'avoir été stipulé que contre les Ennemis étrangers. Cela n'empêche pas néanmoins, qu'on ne puisse, si on le juge à propos, secourir un Roi légitime, pour le mettre en état de chasser l'Usurpateur. Lors aussi que l'on est Allié d'une République, on peut fort bien l'assister contre les entreprises d'un Citoyen ambitieux, qui travaille à la réduire sous sa domination, tant qu'il n'a point acquis de titre légitime à la Souveraineté. Car, dans un Traité fait avec des personnes envisagées sous certaines qualités, de Roi, par exemple, & de ses Successeurs; on entend parler d'un droit proprement ainsi nommé, & non pas d'une simple usurpation, c'est-à-dire, qu'on suppose un Roi ou des Successeurs qui soient en possession de la Couronne à juste titre, & non pas par l'effet d'une injuste violence.

§. X. C'EST encore une question célèbre, de savoir, si dans un Traité, qui porte, que l'on n'attaquera point les Alliez l'un de l'autre (a), le mot d'Alliez renferme seulement ceux qui étoient dans le tems du Traité, ou bien s'il faut l'étendre à ceux qui depuis sont entrez dans l'Alliance? Il y eut là-dessus autrefois une grande (b) contestation entre les Romains, & les Carthaginois, lors qu'*Annibal* alla assiéger la ville de *Sagonte*, que les Romains avoient reçue dans leur Alliance, depuis le Traité fait avec les Carthaginois avec une clause comme celle dont il s'agit. La décision de *Grotius* sur ce cas re-

(a) Voyez *Jo. Lard.*  
*bard. Hist. Gall.*  
*Lib. V. p. 747, 750.*  
(b) Voyez ci-dessus, *L. V. Ch. XII.*  
*§. 6. au commen-*  
*cement, & dans*  
*les Notes.*

Si les Alliances  
subsistent à l'é-  
gard d'un Prince  
qui a été chassé  
de son Roiaume  
par ses Sujets?  
(a) *Ubi supra,*  
*§. 17.*

Si le nom d'Al-  
liez s'étend à  
ceux qui ne le  
sont pas encore?  
(a) Voyez *Grotius,*  
*ubi supra, §. 13.*  
(b) *Polyb. Lib.*  
*III. Cap. XXVII.*  
*Tit. Liv. Lib.*  
*XXI. Cap. XIX.*



(c)Voiez le Traité conclu entre les Romains, & les Carthaginois, du tems de la Guerre de Tarente, dans Polybe, L.III.C.XXV.  
(d) Voiez Justin, Lib.III. Cap.VII. num. 14, 15.

Un Traité ne se renouvelle pas tacitement.

Comment on peut rompre l'Alliance?

(a)Voiez Grotius, Lib.II. Cap.XV. §. 14.

(b)Voiez Grotius, ubi supra, §. 15.

A quoi est tenu un Ministre qui a conclu, sans ordre de son Souverain, un Traité qui n'est pas ensuite ratifié?

vient à ceci : Que, sans préjudice du Traité, les Carthaginois pouvoient attaquer Ségone, & les Romains aussi pouvoient la défendre. Car rien n'empêche qu'un des Alliez ne secoure celui qui est attaqué par l'autre : d'où vient qu'ordinairement, dans les Traitez d'Alliance, on fait mention (c) expresse de ce cas-là, lors qu'on veut en disposer autrement. Il faut avouer néanmoins, que, quand un tel cas arrive (d), c'est un grand achèvement à une rupture ; chacun étant aussi sensible aux coups qu'il reçoit sous le nom d'autrui, qu'à ceux qu'on lui porte directement : sur tout lors que les terres de celui qui donne du secours à ses Alliez, deviennent le théâtre de la Guerre.

§. XI. LORS qu'une Alliance a été faite pour un certain tems marqué dans le Traité, elle ne se renouvelle point tacitement ; & cela non seulement parce (a) qu'il n'y a pas présomption que, sans un nouveau sujet, on veuille continuer un engagement qui renferme quelque chose d'onéreux ; mais encore parce que, sur ce pied-là, on ne pourroit jamais savoir combien doit durer une Alliance. Lors donc qu'après le terme expiré on exerce encore quelques actes qui paroissent conformes aux engagements du Traité, ils doivent passer plutôt pour de simples marques de bienveillance, que pour un renouvellement tacite de l'Alliance ; l'Amitié toute seule subsistant sans contredit entre ceux qui ne sont plus Alliez.

Enfin, c'est une suite de la nature de toutes les Conventions en général, que (b) du moment qu'une des Parties manque aux engagements où elle étoit en vertu de l'Alliance, l'autre est dispensée de tenir les siens. On peut néanmoins convenir, que la violation de quelcun des Articles du Traité ne rompra pas entièrement l'Alliance : bien entendu que celui des Alliez qui aura contrevenu à une partie de ses engagements, n'exige pas après cela de l'autre l'exécution de ceux qui y répondoient de son côté ; & que, par cette infraction, il ne lui ait pas d'ailleurs causé quelque Dommage positif.

§. XII. LES MINISTRES (1) font quelquefois, sans ordre de leur Sou-

§. XII. (1) Comme notre Auteur n'explique nulle part expressément le droit des Ambassadeurs, & qu'il n'en a dit qu'un mot en passant, Liv.I. Chap.III. il ne fera pas hors de propos d'en traiter ici en général & succinctement, puis que c'est par le moien de ces Ministres que se négocient & se concluent ordinairement les Traitez. J'emprunterai de Mr. Budé (Elem. Phil. Præf. II. Part. Cap. IV. Sect. V. §. 19, & seqq.) de quoi donner une idée courte & nette de cette matière, par les principes du Droit Naturel, commun à tous les Hommes, & non pas du Droit des Gens, pris dans le sens de Grotius, (Lib. II. Cap. XVIII.) pour une Convention tacite de tous les Peuples, ou du plus grand nombre. On peut donc faire voir, que ces sortes de Ministres doivent être regardés comme des personnes sacrées & inviolables, indépendamment de cette prétendue Convention. On ne sauroit douter, qu'il n'importe extrêmement à tous les Hommes, & à tous les Peuples, non seulement de finir les querelles & les Guerres, mais encore d'établir & d'entretenir entr'eux l'Amitié & le Commerce. Or les Ambassadeurs sont nécessaires pour procurer ces avantages. Donc Dieu, qui veut sans contredit tout ce qui contribue à la conservation & au bien de la Société Humaine, ne peut que défendre, par la Loi Naturelle, de faire aucun mal à ces sortes de personnes. On offense un Ambassadeur, ou en refusant de le recevoir, sans y être contraint par quelque forte raison ; ou en lui faisant du mal soit en sa personne, soit en ses biens, soit en son honneur, soit en ses domestiques &c. On peut légitimement se dispenser de recevoir un Ambassadeur, lors, par exemple, que son Maître nous a déjà duppez sous prétexte d'Ambassades, & que l'on a lieu de soupçonner une semblable tromperie ; ou lors que celui, qui nous envoie des Ambassadeurs, nous a trahis, ou s'est rendu coupable envers nous de quelque autre crime atroce ; ou lors qu'on fait avec certitude, que,

sous prétexte de négociations, l'Ambassadeur ne vient que pour causer quelque sédition, ou pour espionner &c. Mais si l'on n'a aucun sujet de rien appréhender de semblable, il faut recevoir honnêtement tout Ambassadeur que l'on nous envoie, & ne lui faire du mal en aucune manière, pas même par dessein de Tâton, ou de Représailles ; puis que, par cela seul qu'on l'a reçu sous ce caractère, on a renoncé, par rapport à lui, aux droits que l'on pourroit avoir à cet égard. Les Ambassadeurs doivent donc être sacrés & inviolables, c'est-à-dire, autant que le demande le but & la nature de leur Emploi. Ainsi un Ambassadeur ne peut pas être puni par la Puissance auprès de laquelle il est envoyé : car, comme il représente son Maître, il traite en cette qualité d'égal à égal avec la Puissance chez qui il exerce ses fonctions. Que s'il a commis quelque Crime, & que la chose vaille la peine de demander la réparation du Dommage, ou que l'on ait intérêt de le faire punir, il faut s'adresser à son Maître : Et alors, si le Maître refuse de nous faire satisfaction, on peut user contre lui de tous les droits qu'on a contre un Prince qui tolère & approuve hautement les Crimes de ses Sujets. Lors même que la chose presse, il est permis de se saisir d'abord de la personne, comme d'un Ennemi déclaré, de le tenir en prison, & de le faire même mourir, si cela est nécessaire pour notre conservation : car on ne doit pas tout souffrir des Ambassadeurs, & le but de leur Emploi ne le demande pas. Ce caractère n'empêche pas non plus, que, s'ils passent sur les terres d'un Ennemi de leur Maître, pour se rendre auprès d'une autre Puissance, cet Ennemi doive les respecter, & ne leur faire aucun mal : car il n'est pas nécessaire pour le but des Ambassades, que leurs droits s'étendent si loin ; à moins qu'il n'y ait là-dessus quelque Convention particulière. Ce que l'on vient de dire des Ambassadeurs, doit être appliqué en quelque manière à leurs Domestiques, & à toute leur suite.

verain, (2) quelque Traité concernant les affaires publiques; & en ce cas-là le Souverain n'est pas obligé de le tenir. Il se présente ici, entr'autres, une question difficile & importante (a), savoir, à quoi est tenu le Ministre envers l'autre Partie, lors qu'il a conclu le Traité purement & simplement, & que le Souverain refuse ensuite de le ratifier? Cette question fut agitée autrefois avec beaucoup de chaleur, au sujet (3) de la Paix que *Lucius Véturius*, & *Spurius Posthumius*, avoient faite avec les *Samnites*, sans ordre du Peuple ni du Sénat Romain, après la malheureuse journée des *Fourches Caudines*. Sur quoi je dis, que le Sénat & le Peuple Romain n'étoient tenus, à la rigueur, ni de ratifier ce Traité, ni de remettre les choses au même état qu'elles étoient auparavant: il suffisoit qu'on livrât ces Consuls qui avoient agi de leur pure autorité (b). Mais, à en juger par les maximes de l'Equité Naturelle, le Peuple Romain, à mon avis, devoit certainement ratifier le Traité, quoi qu'il eût été fait sans son ordre. Car ces Consuls avoient eu une présomption raisonnable du (4) consentement du Peuple, puis qu'ils ne pouvoient pas autrement sauver tant de milliers de Citoyens, & la fleur même du Peuple; outre que les conditions du Traité ne renfermoient d'ailleurs rien de trop dur ou d'insupportable, & que les Ennemis avoient tenu de leur côté ce à quoi ils s'étoient engagés comme équivalent à la Paix que les Consuls avoient obtenue d'eux. La fierté du Peuple Romain ne pouvoit pas à la vérité digérer la manière ignominieuse dont on avoit traité son Armée, en la faisant passer sous le joug; & il faut avouer, que ce fut une grande folie au Général des *Samnites*, d'irriter si fort cet Ennemi superbe, par un affront qui ne servoit de rien à l'affoiblir. Mais, d'autre côté, l'Armée Romaine le méritoit bien, pour s'être témérairement engagée dans un lieu qu'elle ne connoissoit pas, sans l'avoir fait reconnoître par ses espions. Avec tout cela il valloit encore mieux (c) se réfoudre à souffrir ce traitement honteux, que de laisser périr les forces de la République. Souvent même l'Etat ratifie les Promesses & les autres actes de ses Généraux d'armée, pour ne (d) rien diminuer de leur crédit & de leur autorité, ou de la haute idée qu'on a de leur habileté & de leur prudence. Mais ce Peuple fier & superbe ne vouloit pas considérer, qu'il n'avoit point de privilège particulier, qui l'exemptât de souffrir une fois lui-même les mauvais traitemens dont il avoit usé si souvent envers les autres. Les *Samnites* cependant firent une action généreuse, de ne pas recevoir les Consuls que les Romains vouloient leur livrer, pour avoir passé leurs ordres (e).

§. XIII. LORS que le Souverain vient à être informé du Traité conclu par un de ses Ministres sans son ordre (a); son silence tout seul n'emporte pas une ratification tacite, à moins qu'il ne soit accompagné de quelque acte ou de quelque autre circonstance, qui ne puisse vraisemblablement souffrir d'autre explication.

*Suite.* Si quelqu'un des Domestiques a fait du mal, on peut demander à leur Maître qu'il nous le livre: autrement il se rend complice de son crime; & en ce cas-là il nous donne droit d'agir contre lui de la même manière que s'il avoit commis un crime propre & personnel. Il ne peut pourtant pas punir lui-même ses Domestiques: car ce droit ne servant de rien au but de son Emploi, il n'y a pas lieu de présumer que son Maître le lui ait donné. A l'égard des biens, on ne peut pas les faire saisir en gage par voie de Justice; car cela supposeroit qu'il relève de la Jurisdiction du Souverain auprès duquel il est en Ambassade: mais, s'il ne veut pas payer ses dettes, on doit agir avec lui comme nous avons dit qu'il falloit s'y prendre pour tirer satisfaction du dommage & du tort qu'il nous a fait. Pour ce qui est du droit des Franchises, il n'est pas une suite de la nature & du but des Ambassades. Cependant, si on l'a une fois accordé aux Ambassadeurs d'une certaine Puissance, rien ne nous autorise à le révoquer, tant que le bien de l'Etat ne le demande pas. On ne doit pas non plus, sans de fortes raisons, refuser aux Ambassadeurs les autres sortes de droits, & les honneurs, qui sont établis par un commun consen-

tement des Souverains; car alors ce seroit une espèce d'outrage.

(2) On exprime cela en Latin par un seul mot, *Sponsio*. Mais nous n'avons, que je sache, aucun terme de notre Langue qui y réponde. Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XV. §. 3.

(3) Voyez *Tite Live*, Lib. IX. Cap. VIII, & *seqq.* & la Dissertation de Mr. Budé, intitulée, *Jurispr. Historica Specimen*; aussi bien que celles de Mr. *Thomasius*, de *Sponsione Caudina & Numantina*.

(4) Voyez ce que *Gucciardin* rapporte (*Hist.* Lib. XII. pag. 342, 344.) du Traité que *La Trimonille* conclut à Dijon, avec les *Suisses*, sans ordre du Roi de France son Maître. Le Chevalier *Temple* (dans ses *Remarques sur l'Etat des Provinces-Unies*) rapporte, qu'en 1668. il conclut, en cinq jours, trois Traitez avec les *Etats Généraux*, sans que ceux-ci eussent, selon la coutume, consulté leurs Provinces, parce que ces Traitez étoient fort nécessaires pour le bien de la République. Cependant, si les Provinces n'eussent ratifié ces Traitez, il y alloit de la tête de ceux qui les avoient faits.

(a) Voyez *Grotius*, *ubi supra*, §. 16.

(b) Voyez *Val. Maxim.* Lib. IV. Cap. VIII. §. 1. & *J. Mariana*, *Hist. Hispan.* Lib. XXI. Cap. XII.

(c) Voyez ce que dit *Lentulus*, dans *T. Live*, Lib. IX. Cap. IV.

(d) Voyez *Tacit.* Annal. XII, 18.

(e) Mais ce que fit *Posthumius*, (*T. Liv.* IX, 10. à la fin) est ridicule. Voyez la réflexion que fait *Tite Live*, à la fin du Chap. XI.

Si le silence du Souverain donne lieu de présumer qu'il ratifie un Traité fait sans son ordre?

(a) Voyez *Grotius*, *ubi supra*, §. 17.

## CHAPITRE X.

## Des Contrats &amp; autres Conventions ou Promesses des Rois.

Plan des matières contenues dans ce Chapitre.

(a) Voyez *Grotius*, Lib. II. Cap. XIV.

Comment un Roi peut se relever lui-même des engagements contractés envers quelque Etranger ?

(a) Voyez *Grotius*, ubi *supra*, §. 1, 2, 3, 4, 5.

(b) Voyez ce que dit *Louis XIII.* dans *Gramond*, Hist. Gall. Lib. II.

Comment il se relève des engagements contractés envers ses propres Sujets ?

§. I. IL NE reste plus qu'à examiner ici quelques Questions que l'on agit ordinairement, au sujet des Contrats & autres Conventions ou Promesses des Rois. On peut les rapporter à ces trois chefs (a). 1. Si les Rois ont quelque privilège particulier en vertu duquel ils puissent, de leur pure autorité, se dégager eux-mêmes de leur parole ? 2. Si un Roi peut se dispenser lui-même de tenir les engagements où il est entré envers ses Sujets ? 3. Enfin, jusqu'où les Contrats & les Promesses des Princes obligent leurs Successeurs ?

§. II. ON demande donc ici d'abord, si un Roi qui a le pouvoir de restituer en entier ses Sujets, lors qu'ils ont été lésés dans quelque Contrat, ou de les absoudre de leur Serment pour de justes causes, peut aussi se relever lui-même, lors que, par crainte, ou par surprise, ou pendant qu'il étoit encore en bas âge, il a fait quelque Contrat qui tourne à son préjudice ; & se dégager aussi de l'obligation d'un Serment téméraire (a) ? Cette question prise selon le sens propre & ordinaire des termes dans lesquels elle est conçue, implique contradiction manifeste. Car ces mots, *restituer en entier, absoudre d'un Serment*, marquent des actes qui s'exercent non seulement envers autrui, mais encore qui sont produits par un Supérieur. Il vaut donc mieux exprimer la question de cette manière : si, lors qu'un Roi se trouve lésé dans un Contrat, de quelque manière que ce soit, il peut, de sa pure autorité, déclarer que son engagement est nul à cause du vice de la Convention ? Sur quoi je dis, que ceux qui vivent dans l'indépendance de l'Etat Naturel, ne relevant d'aucun Tribunal qui ait droit de décider de leurs différends, prouvent, de leur pure autorité, se dédire des engagements d'un Contrat où ils se trouvent injustement lésés, ou se faire dédommager de la lésion, pourvu qu'elle soit manifeste : car, dans un doute, ils doivent s'en remettre au jugement d'Arbitres. Si donc un Roi vient à reconnaître quelque (b) vice dans un Contrat auquel il a consenti, il n'est pas nécessaire qu'il se fasse relever par un autre de cet engagement, qui est nul de lui-même ; il lui suffit de déclarer lui-même, qu'il ne veut pas le tenir. Cependant, comme il peut arriver qu'un Contractant de mauvaise foi prenne pour prétexte de sa perfidie quelque vice qu'il suppose avoir trouvé dans le Contrat ; on a eu raison, dans les Sociétés Civiles, de déterminer les actes qui sont regardez comme nuls par eux-mêmes, & ceux qui doivent être déclarez invalides par voie de Justice.

§. III. MAIS lors que le Contrat est entre le Roi, & quelqu'un de ses Sujets, il faut distinguer divers cas, selon lesquels on doit répondre différemment à la question.

La Minorité d'un Roi est censée durer tant que ses Tuteurs ont la Régence du Royaume. Pendant tout ce tems-là il ne sauroit entrer par lui-même dans aucun engagement avec les Etrangers. Si donc il se trouve ensuite lésé dans un Contrat qu'il a fait, étant Mineur, avec quelqu'un de ses Sujets ; je ne vois pas pourquoi il ne devroit pas jouir lui-même du bénéfice des Loix, qu'il accorde aux autres : car la faiblesse de son âge ne permet pas de présumer, qu'il ait renoncé valablement à l'exception de Minorité. Mais il n'en est pas de même des Conventions légitimes que les Tuteurs du Roi ont faites en son nom avec les Etrangers : car si, sous prétexte de la Minorité du Roi, elles pouvoient ensuite être révoquées, personne ne voudroit ni ne pourroit se fier aux Promesses d'un Roi Mineur. Tout ce qu'il y a, c'est que les Tuteurs sont responsables de leur administration par devant qui il appartient de leur en faire rendre compte.

Lors

Lors que, dans une Monarchie Limitée, le Peuple stipule certaines choses du Roi, à qui il défère la Couronne, il n'y a point d'exception valable de crainte, de surprise, ou de lésion, qui le dispense de se conformer exactement à ces Loix Fondamentales de l'Etat: car si elles lui paroissoient trop dures, il n'avoit qu'à refuser la Couronne, personne ne le forçoit de l'accepter. Et l'on ne sauroit raisonnablement présumer, qu'un Peuple soit si imprudent & si peu soigneux de ses intérêts, que d'imposer à son Prince des conditions qui rendent la Souveraineté imparfaite, ou sans force & sans vertu.

§. IV. DE PLUS, il faut remarquer, que, bien qu'ils les Rois, en traitant avec leurs Sujets non en qualité de leurs Souverains, mais comme seroit un simple Particulier, soient pensés ordinairement avoir eu devant les yeux les Loix Positives de l'Etat, qui règlent la validité de ces sortes d'actes; cependant, comme ils sont au dessus des Loix Civiles, rien ne les oblige indispensablement à suivre ces réglemens, même dans les Contrats où ils agissent comme de Particulier à Particulier. Si donc ils font de propos délibéré, & avec pleine connoissance, quelques Contrats d'ailleurs invalide par les Loix Civiles, ils sont censés l'avoir déclaré valide dans l'affaire, dont il s'agit: autrement ce ne seroit qu'un jeu, & un acte de nullité. Ainsi ce fut injustement que Philippe II. Roi d'Espagne (a), pour faire perdre à ses Créanciers ce qu'il leur devoit, se prévalut des Loix au sujet de l'Usure. Néanmoins, s'il se trouve dans un tel Contrat une lésion énorme, que le Roi n'avoit pas prévue d'abord, il pourra l'annuller, ou du moins le réformer selon les règles de l'Équité Naturelle.

En quel sens les Contrats des Rois sont au dessus des réglemens des Loix Civiles?

(a) Voyez Grævius Hist. Belg. Lib. II. de J. B. & P. ubi supra, §. 2.

§. V. POUR ce qui regarde (1) les Sermens d'un Roi, il est clair faite dans les formes, & qu'il n'y ait rien d'ailleurs qui les rende nuls, même se dispenser de les tenir; sous prétexte qu'il peut quelquefois y Sujets. Car les Sermens des Sujets renfermoient déjà par eux-mêmes ce, qu'ils ne seroient point valides, à moins que le Souverain n'y consentît. Mais si le Prince, en jurant, s'est réservé la liberté pas tenir son Serment: car en ce cas-là il est clair qu'il n'y auroit point eu d'engagement véritable.

Un Roi ne peut-il se dispenser de tenir tout Serment valide qu'il a fait. (a) Voyez Grævius ubi supra, §. 3.

§. VI. AU RESTE, quoi qu'en conscience un Roi soit aussi indispensablement obligé de tenir ses Promesses & ses Conventions, qu'un simple Particulier; il y a cette différence considérable entre l'Obligation du Roi envers ses Sujets, & celle de ses Sujets envers lui, qu'il peut aisément les contraindre à s'acquiescer de ce qu'ils lui doivent, au lieu qu'un Sujet, comme tel, n'a aucun moyen de se faire paier, lors que son Roi le refuse. Que si les Princes donnent action en Justice (1) contre eux-mêmes & devant leurs propres Tribunaux, à ceux de leurs Sujets à qui ils doivent quelque chose par Contrat; c'est seulement afin que le Sujet prouve clairement la Dette, & l'Obligation de son Prince, & non pas comme si le Souverain pouvoit être contraint par voie de Justice à tenir sa parole: de sorte que ces

Comment un Sujet a action en Justice contre son Roi?

§. V. (1) Notre Auteur, à la fin du §. 3. examine en passant (comme il le dit lui-même) si le Roi David pouvoit révoquer la parole qu'il avoit donnée, avec Serment, à Seméi, de ne point le faire mourir; & si l'obligation que son Prince n'avoit été ni surprise, ni forcée: ce fut un trait de Politique dont il se servit pour ramener le Peuple à son devoir par un acte si insignifiant de Clémence. Mais comme, en même temps, qu'il donna à Seméi, ne renfermoit par elle-même rien d'illégitime, & le Roi pouvoit, sans faire tort à personne, pardonner ce outrage qui lui regardoit personnellement. Notre Auteur traite ensuite la question, si David ne fut pas de contraindre son Serment, lors qu'en mourant, il donna à son fils Salomon, des ordres qui tendoient à perdre Seméi: Mais comme il a déjà expliqué sa pensée là-dessus, (Liv. IV. Chap. II. §. 13.) je ne repèterai pas ici ce qu'il en a vu ailleurs, puisque dans les mêmes termes.

§. VI. (1) En ce cas-là (ajoutoit notre Auteur) on doit se souvenir des paroles suivantes que Sisimithres dit au Roi Hydaspes, dans l'Histoire Euthymique d'Alexandre: Τὸς ἰσχυροὺς ἢ δουλοῖν ἢ ζῆλον, ἀντιπαρὸν αἰών ὁ Σισιμήθης, ἐπὶ ἐκείνῳ ὁ βασιλεὺς ἐκείνῳ τὰς ἀποφάσεις, ὅτι οὐκ ἔστιν ἡ δικαιοσύνη, ἀλλὰ ἡ ἀντιπαρὸν αἰών. Lib. X. C'est-à-dire, selon la version d'Amiot: Justice ne revient, ny ne reconnoît aucune prééminence, ne dignité: ainsi est jugement celui seul est le Roy, qui a le meilleur droit, & qui allégué de meilleures raisons. Les paroles suivantes méritoient d'être rapportées, selon la version du même Traducteur: Voyez maintenant, répliqua le Roy, mes loys, & coutumes, ne venez pas me parler d'estre Juges des Roys, si ce n'est quand ils ont procès contre leurs Sujets, & non pas contre des étrangers. Les gens de bien, répondit Sisimithres, ne doivent pas seulement regarder à quelles personnes ils plaident, quand il est question de justice: mais aussi à leur conscience & à leur amour.

ces poursuites sont fondées sur l'Équité Naturelle, plutôt que sur le Droit Civil. Il faut avouer pourtant, qu'il n'y a point de Roi sage, qui ose refuser de satisfaire ceux de ses Sujets à qui il doit quelque chose en vertu d'un engagement valide, pour peu qu'il fasse réflexion, que son éminente Dignité & la conservation même est fondée sur la bonne foi des Conventions; & que rien n'est plus honteux à un homme établi pour rendre la Justice aux autres, que de la fouler lui-même aux pieds, lors qu'elle se trouve contraire à son intérêt particulier.

Comment un Souverain peut dépouiller ses Sujets du droit qu'ils avoient acquis par quelque Contrat?

(a) Voyez *Grotius*, ubi *suprà*, §. 7.  
(b) *Salomon*, *Voiez Plutarch.* in *Solon.* & *Cicér.* de *Offic.* Lib. II. Cap. XXIV.

\* Comment un Roi transmet à ses Successeurs les Obligations où il est entré par quelque Contrat particulier?  
(a) *Ubi suprà*, §. 10, & *seqq.*

(b) On le peut à l'égard des Magistrats inférieurs. Voyez *Dioscorid.* Lib. XII. Tit. I. De *rebus creditis* &c. Leg. XXVII.

§. VII. MAIS un (a) Roi peut dépouiller ses Sujets du droit qu'ils ont acquis par quelque Contrat, soit en forme de Pénalité, soit en vertu du *Domaine éminent*: bien entendu, en ce dernier cas, que les besoins de l'Etat le demandent absolument, & qu'on dédommage des deniers publics, s'il est possible, celui à qui l'on a ôté quelque chose. On peut aussi, à plus forte raison, différer le paiement d'une Dette, dans une nécessité pressante, où l'Etat a besoin d'argent. D'où il paroît quel jugement on doit porter de l'abolition des dettes que fit *Solon* à *Athènes*, & à laquelle il donne le nom de (b) *Décharge*, pour en adoucir la dureté.

§. VIII. \* P O U R venir maintenant à la dernière question, savoir, si un Roi peut transmettre à ses Successeurs les engagements où il est entré par quelque Contrat particulier; il faut distinguer les *Royaumes Patrimoniaux*, d'avec les *Royaumes établis par un consentement volontaire du Peuple*, & desquels par conséquent les Princes n'ont que l'Usufruit. Dans les premiers, le Successeur héritant de tous les biens du Roi défunt, est censé aussi chargé de ses Dettes, & de toutes ses Obligations qui n'étoient pas absolument personnelles. Dans les autres, selon (a) *Grotius*, le nouveau Roi n'entre à cet égard dans aucune *Obligation directe & immédiate*, c'est-à-dire, précisément tant que Successeur; puis qu'il tient son droit à la Couronne du Peuple même, & non pas de son Prédécesseur. Mais cela n'empêche pas qu'il ne soit tenu des dettes de son Prédécesseur *indirectement*, c'est-à-dire, tant que Chef de l'Etat, de sorte que les Dettes contractées par le Roi défunt tombent directement sur tout le Corps de l'Etat. En effet, les Rois ont le pouvoir d'obliger le Corps de l'Etat par les Dettes qu'ils contractent; puis que, sans cela, ils ne sauroient souvent subvenir aux besoins de l'Etat, du soin duquel ils sont chargés. Ce pouvoir ne s'étend pas, je l'avoue, à l'infini; mais seulement aussi loin que le demande la nature même de la Souveraineté. Il ne faut pas néanmoins, d'autre côté, le borner (b) si fort, que de prétendre que l'Etat ne doive prendre sur son compte les Dettes du Roi, que quand elles ont actuellement tourné à l'avantage public. Mais il suffit, que le Roi ait eu des raisons fort apparentes de faire ce pour quoi il a emprunté de l'argent, quoi que le succès n'ait pas répondu à ses espérances. Ainsi tous les Contrats d'un Roi, qui ne sont pas manifestement injustes ou déraisonnables, (car, dans un doute, la présomption est toujours en faveur du Roi) obligent le Corps de l'Etat; & par conséquent le Successeur, tant que Chef de l'Etat. Bien plus, lors même que le Peuple vient à s'ériger en République, il ne laisse pas pour cela d'être tenu des Dettes de son ancien Roi; par la même raison que, si un Peuple Libre se soumettoit au Gouvernement Monarchique le plus absolu, le Roi élu seroit chargé des Obligations contractées auparavant par le Peuple.

Ces principes sont beaucoup plus naturels, que la distinction que plusieurs font ici entre une *grande lésion*, & une *modérée*. Car, en matière de Gouvernement, le succès est une marque fort équivoque, puis qu'il arrive mille cas imprévus, qui font échouer les projets les mieux concertés.

Si les Donations des Rois sont toujours irrévocables?

(a) Voyez *Grotius*, ubi *suprà*, §. 13.

§. IX. O N doit (a) appliquer les mêmes principes aux *Donations* des Rois; c'est-à-dire, que si elles ont été faites pour des raisons apparentes (r), les Successeurs ne doivent pas les casser. Mais il faut encore distinguer, de quel fond elles ont été faites. Car si c'est des biens

§. IX. (r) Voyez *Cicér.* de *Offic.* Lib. III. Cap. XXII. Lib. X. *Epist.* LXVI. *Gratian.* *Cauf.* XXV. *Quest.* I. C. XV. *Sueton.* in *Galb.* Cap. XV. & in *Tit.* Cap. VIII. *Plin.* *Hier. Orosius*, de *rebus gestis Eman.* Lib. I.

(a) Voyez

biens propres & particuliers du Roi, elles sont entièrement irrévocables. Mais si c'est des revenus du Domaine de l'Etat, il faut certainement examiner, si elles ont été faites pour quelque bonne raison, & avec mesure. Car lors qu'un Prince a épuisé les Finances par son ambition démesurée, & par des largesses excessives envers des gens de néant, ou qui ont toujours été inutiles à l'Etat; pourquoy ne subviendrait-on pas aux besoins du Roiaume, en faisant rentrer dans le Trésor public ce qui en avoit été tiré mal à propos (b)?

Il faut dire la même chose des (2) *Privilèges* & des *Immunités*: car on peut les révoquer, si la concession en a été faite sans raison & sans mesure, & si elle est contraire au bien de l'Etat, qui doit l'emporter sans contredit sur un droit dont l'unique fondement est la facilité inconsiderée du Prince. Du reste, ces sortes de Privilèges, lors qu'ils tendent à la charge des autres Citoyens, doivent toujours être interprétés à la dernière (3) rigueur.

(b) Voyez Boetius sur Grotius, p. 107. & Lam. Val-la, de rebus gestis Ferdin. Aragon. Lib. III.

(2) Voyez les *Observat. select. ad rem Litterariam Spectant.* imprimées à Hall en Saxe, Tom. III. Obf. XIII. XIV. XV. ou l'Extrait que Mr. Bernard en donne dans la *Républ. des Lettres*, Août, 1704. p. 190, & suiv. Voyez aussi la *Biblioth. Choise* de Mr. Le Clerc, Tom. I. p. 47, & suiv. Ajoutons que la révocation la plus légitime des Privilèges est une chose fort délicate & qui demande beaucoup de Prudence. Car, pour appliquer ici des paroles de Mr. de la Bruyère (*Caract.* ou *Mœurs de ce siècle*, p. 316.) il y a des conjonctures où l'on ne peut trop ménager le Peuple. Vous pouvez aujourd'hui ôter à cette Ville ses franchises, ses droits, ses privilèges; mais demain ne songez pas même à réformer ses enseignes. Il y a (comme le remarquoit plus bas notre Auteur) des Privilèges qui ne sont accordés que pour aussi long-tems qu'on le jugera à propos; & ce n'est qu'à l'égard de ceux-là qu'on peut ad-

mettre ce qui fut répondu autrefois aux *Celibataires* de la part du Sénat Romain, dans *App. Alexandr. in Iber.* pag. 279. E. Ed. Steph. (Voyez aussi Guicciardin. Hist. Lib. VII.) En effet, (comme le dit Mr. Le Clerc, dans l'endroit que j'ai cité,) on ne peut faire dépendre la durée de toutes sortes de Privilèges du caprice changeant des Princes, sans exposer la Société à des broüilleries, qui seroient difficiles à appaiser..... Quelle offense pourroit-on même faire de ces Privilèges, qui ne dureroient qu'autant qu'il plairoit au Souverain? Ainsi en élevant les Princes au dessus des Privilèges, on leur fait autant de tort qu'au Peuple.

(3) Voyez *Digest.* Lib. XLIII. Tit. VIII. *Nequid in loco publico vel itinere fiat* &c. Leg. I. §. 16. & *Demosthen.* Orat. adv. Leptin.

## CHAPITRE XI.

### Comment on vient à n'être plus Citoyen ou Sujet d'un Etat.

§. I. ON CESSE d'être Citoyen d'un Etat en plusieurs manières. Une de ces manières, c'est, selon quelques-uns, lors que le Roi vient à abandonner son Roiaume, ou à mourir sans Successeur: car alors, dit-on, chaque Citoyen rentre dans l'indépendance de l'Etat Naturel. Mais, à mon avis, il résulte de là seulement un Interregne. Ainsi, quoi que l'engagement des Citoyens envers leur Roi décédé sans Héritiers, ne subsiste plus; ils ne laissent pas d'être encore unis. par la première des deux Conventions originaires, qui forment les Sociétez Civiles.

§. II. LA manière la plus commune de cesser d'être Citoyen d'un Etat, c'est lors que, de son pur mouvement, & avec la permission de l'Etat même dont on étoit Membre, on va s'établir dans un (a) autre.

Or cette liberté de se retirer ailleurs, est plus ou moins grande, selon la manière dont on étoit devenu Membre de l'Etat. Ceux qui ont été conquis dans une Guerre juste & légitime, ou que la nécessité a contraints de se mettre eux-mêmes sous la domination d'un Etat, n'ont ici de liberté qu'autant que les Loix de l'Etat leur en donnent. Lors qu'un homme, renonçant de lui-même à l'indépendance de l'Etat Naturel, dans laquelle il avoit vécu jusques-là, comme les anciens Pères de Famille, ou après avoir été dégagé de la domination à laquelle il étoit soumis, est entré volontairement dans un Etat, c'est encore des Loix (b) du Pais que dépend la liberté qu'il peut avoir de se retirer ailleurs. Il y a des Etats, d'où l'on ne peut sortir sans une permission expresse du Souverain. En d'autres on ne peut obtenir cette permission qu'en donnant, par exemple, une certaine somme

On ne laisse pas d'être toujours Citoyen du même Etat, quoi que le Roi vienne à abandonner le Roiaume, ou à mourir sans Successeur.

Mais on cesse d'être Citoyen, lors que l'on se retire ailleurs.

(a) Voyez Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 24.

(b) Voyez *Digest.* Lib. XLIX. Tit. XV. *De capt. & postlim.* &c. Leg. XII. §. 9.

(c) Ovid. Metam.  
Lib. XV. vers. 28,  
29.

d'argent; ou en laissant une partie de ses biens. A. Argas. (c) les Loix défendoient sur peine de la vie, de quitter le País. Mais lors qu'il n'y a point de Loi là-dessus, c'est par la Coûtume, ou par la nature même des engagemens des Sujets, qu'il faut juger de la liberté que chacun a à cet égard. Tout Citoyen peut légitimement faire ce qui est permis par la Coûtume. Il y a plusieurs Etats si peuplez, qu'on travaille plutôt à diminuer le nombre des habitans, qu'à les empêcher de se retirer où ils veulent. Si la Coûtume n'a rien établi là-dessus, & qu'il n'en soit fait d'ailleurs aucune mention dans la Convention par laquelle on s'est soumis à l'Etat; il y a lieu de présumer, que toute personne libre, en entrant dans une Société Civile, s'est tacitement réservée la permission d'en sortir quand elle voudroit, & qu'elle n'a pas prétendu s'assujettir à demeurer toute sa vie dans un certain País, mais plutôt se regarder toujours comme (d) Citoyen du Monde. En effet, par

(d) Ainsi que faisoit Socrate.  
Voiez aussi Valer.  
Flacc. Argon.  
Lib. VII.

cela seul qu'on entre dans un Etat, on ne renonce pas entièrement au soin de soi-même & de ses propres affaires; au contraire on cherche par là une protection puissante, à l'abri de laquelle on puisse vivre & travailler en sûreté à se procurer les nécessitez & les commoditez de la vie. Comme donc il arrive souvent, que le Gouvernement du País ne s'accommode pas avec nôtre intérêt particulier, ou que l'on peut vivre ailleurs plus commodément; & que cependant il ne seroit pas juste de prétendre, que l'on réformât les Loix & le Gouvernement, selon la fantaisie ou les intérêts de quelque peu de Particuliers: il faut qu'il leur soit permis de se retirer en quelque autre endroit, où ils pourront mieux faire leurs affaires. D'ailleurs il y a des gens qui ne trouvent pas occasion de faire valoir leurs talens dans l'Etat, dont ils sont originaux. D'autres éprouvent la vérité de ce Proverbe de l'Evangile: (e) *Qu'aucun Prophète n'est bien reçu en sa Patrie*: soit parce que des Esprits envieux & malins sont jaloux de voir élever au-dessus d'eux, par leur mérite, des Compatriotes qui leur étoient autrefois égaux, ou même inférieurs; soit parce que l'on fait plus (f) de cas des choses éloignées, que de ce que l'on trouve chez soi. Vouloir refuser à de telles personnes la permission de s'aller établir ailleurs, ce seroit une aussi grande tyrannie, que de défendre à des gens libres d'aspirer jamais à une condition plus relevée que celle de leurs Parens. Les Etats même peuvent retirer un grand avantage de cette permission que l'on donne aux Citoyens de passer de l'un à l'autre, puis que par là on trouve moyen d'attirer chez soi des Etrangers d'un grand mérite, & qui feront honneur à l'Etat. Les Romains recevoient tous ceux qui venoient des autres Etats pour entrer dans le leur, & ils ne forçoient personne d'y rester. Cicéron (1) loue fort ce sage établissement, & il l'appelle *le fondement le plus ferme de la Liberté, qui consiste à pouvoir ou retenir son droit, ou y renoncer, comme on le juge à propos*. Et il ne serviroit de rien de dire, que les Pères de Famille, qui ont fondé les Sociétez Civiles, se sont engagés tacitement les uns envers les autres, à réunir ensemble désormais toutes leurs forces. Car, dans toute autre sorte de Société, chaque Membre peut y renoncer, pourvu qu'il ne le fasse pas de mauvaise foi, ni hors de saison, ou au préjudice des autres, sur tout si la Société n'est pas contractée pour un certain tems limité.

(e) Luc, IV, 24.

(f) Voiez, dans Diogène Laërce, Lib. IV. §. 60. un mot du Philosophe Lacyde, mais qui ne fait rien ici.

Quelles Règles on doit observer, lors qu'on veut sortir d'un Etat?

§. III. IL y a pourtant certaines maximes de Devoir ou de Bienfaisance; dont on ne sauroit honnêtement se dispenser, lors qu'on veut sortir d'un Etat. Comme pour l'ordinaire il importe à l'Etat de savoir le nombre de ses Citoyens, il faut donner avis de sa retraite; à moins qu'on n'ait des raisons manifestes de croire que l'Etat ne s'en soucie point. Ceux qui se sont chargés de quelque Emploi particulier, sur tout pour un certain tems, comme les Ambassadeurs, les Officiers de Guerre qui sont en campagne, &c. ne doivent pas quitter leur poste sans un consentement express de l'Etat. De plus, il ne faut pas s'en aller à contretems, & dans des circonstances où l'Etat a un intérêt particulier que l'on re-

§. III. (1) *Et jura præclara, æque divitiis jam inde à principio Romanæ æquæque à majoribus nostris congregata, ne quis invidiosè civitate mactetur, neve in civitate maneat*

*invidiosè? Hac sunt enim fundamenta firmissima nostra libertatis, quæ quævis jure et ratione, et æquitate esse debent.* Oraz. pro L. Corn. Balbo, Cap. XIII.

re; par exemple, (comme le dit (a) Grotius) lors que l'Etat est fort endetté, à moins que l'on ne veuille, avant que de sortir, payer sa quote part des Dettes: ou lors qu'il s'est engagé dans une Guerre; ou il comptoit sur le nombre des Citoyens, sur tout si l'on est à la veille d'un siège; à moins que l'on n'ait en main quelque autre personne qui veuille prendre notre place, & qui soit aussi capable de défendre l'Etat.

Au reste, il faut bien remarquer, que quand on parle ici de sortir d'un Etat, cela veut dire que l'on se retire hors des terres de la domination de cet Etat, & non pas que demeurant toujours sur les terres on prétende n'être plus soumis à son empire (b); car cela est contraire à la constitution des Sociétez Civiles (c).

De ce que nous avons dit, il paroît encore, quelle est la vertu & l'effet des Lettres Avocatoures, par lesquelles un Etat rappelle les Naturels du Pais de chez les Etrangers, où ils servent. Car si une personne, qui n'avoit point d'engagement particulier dans un Etat, où il est permis à chacun d'en sortir quand bon lui semble, s'est allée établir dans un autre; le premier n'a plus aucun pouvoir sur elle, & par conséquent tous ses Avocatoures sont nuls & sans force, quand même ils la menaceroient de la noter d'infamie, si elle n'y obéit pas au plutôt. Mais l'Etat conserve encore son droit sur un de ses Sujets, qui est sorti du Pais contre les Loix, ou contre les engagements particuliers où il étoit entré, ou qui a encore des biens dans le Pais, sur tout s'ils consistent en Immeubles, ou enfin qui n'étoit sorti que pour voyager dans les Pais Etrangers (d).

Il est clair encore, que, si un ancien Citoyen vient à être revêtu par le nouvel Etat, où il est entré, du caractère d'Ambassadeur auprès de l'Etat dont il étoit Membre autrefois; il doit sans contredit jouir de tous les droits & de tous les privilèges des Ambassadeurs, dont un des principaux est d'être exempt de toute Jurisdiction de la Puissance auprès de laquelle il exerce cet Emploi. En effet, si l'Etat ne veut pas faire cet honneur à un homme qui a été autrefois sous la domination, il peut refuser de le recevoir comme Ambassadeur. Bien plus: si un Citoyen encore dans le Pais s'engage, au vâ & au sù de son Etat, avec un autre, qui lui confie le soin de ménager la même ses affaires en qualité d'Ambassadeur ou de Ministre Public; l'Etat est censé alors tenir quitte son Sujet des engagements où il étoit envers lui; deux Obligations de cette nature ne pouvant pas à la fois être attachées à un seul & même sujet. De sorte qu'un tel homme étant dès-lors regardé comme ayant quitté la Patrie, par une fiction de droit, y jouira désormais des droits & des privilèges d'Ambassadeur Etranger.

§. IV. (a) GROTIUS (a) soutient que les Citoyens ne peuvent pas sortir de l'Etat (b) en troupes: car, dit-il, si cela étoit permis, la Société Civile ne sauroit subsister. Mais cette opinion n'est pas sans difficulté. (1) Car si chacun a la liberté de se retirer ailleurs, pourquoi plusieurs ne pourroient-ils pas sortir de l'Etat à la fois, & s'aller établir ailleurs en même tems, lors que cela les accommode, & qu'ils peuvent d'ailleurs le faire sans nuire à ce que nous avons dit ci-dessus qu'on doit observer en ce cas-là. En vain objecteroit-on, que l'Etat est affoibli par là: car puis que, comme on le suppose, il n'a aucun droit

(a) *Ubi supra*; num. 2. Voyez *Lycurg. Orat. adv. Leocrat.* Ce n'est pas être bon Citoyen, que de faire comme ceux dont parle *Horace*, *Lib. I. Od. XXXV. vers. 26, 27, 28.*  
(b) Voyez ci-dessus, *Liv. VII. Chap. II. §. 20.*  
(c) La manière dont *Mariana* rapporte (*Lib. XIII. Cap. XI. de Reb. Hisp.*) que les Grands d'Espagne prétendoient autrefois se dégager de l'Obligation où ils étoient envers leur Prince, n'est pas bien déguisée.  
(d) Voyez, en passant, la Loi de *Solon* au sujet des Etrangers que l'on devoit recevoir à *Athènes*; dans *Plutarch. pag. 91. F.*

Si l'on peut sortir de l'Etat en troupes?  
(a) *Ubi supra.*  
(b) Voyez *T. Live*, *Lib. XXI. Cap. VIII. LX.*

§. IV. (1) *Mr. Wornher*, Professeur à *Vittemberg*, répond à notre Auteur, (dans ses *Elementa J. N. & Gem. Cap. XXVI. §. 4.*) que de ce que les Particuliers d'un Corps, pris un à un, ont tels ou tels droits, il ne s'ensuit pas toujours que la Multitude entière les ait aussi, parce qu'il peut y avoir quelque raison qui empêche de permettre à un grand nombre de gens ce que l'on accorde à un petit nombre; comme cela a lieu ici, où l'on voit bien qu'il est de l'intérêt de l'Etat que ses Citoyens ne se retirent pas ailleurs en troupes. D'ailleurs cela est contraire à la Convention primitive qui forme les Sociétez Civiles, & en vertu de laquelle les Citoyens sont tenus de ne rien faire qui tende à détruire l'Etat. Et il ne sert de rien de dire qu'un Etat profite des débris de l'autre. Car la Convention, dont il s'agit, se rapporte à l'avantage de l'Etat

particulier dans lequel on entre; & ce n'est pas par rapport aux Sociétez Civiles en général, mais par rapport à l'intérêt de chaque Société particulière qu'il faut juger de l'étendue des engagements & des Devoirs des Citoyens. Voilà de quelle manière cet Auteur défend son opinion de *Grotius*. Quoi qu'il en soit, le cas dont il s'agit ne sauroit guères arriver que quand les Souverains se font rendus odieux & insupportables à leurs Sujets par un Gouvernement tyrannique; & alors c'est à eux sans contredit à changer de conduite, s'ils ne veulent pas voir dépeupler leurs Etats. Autrement toutes les défenses du monde ne seroient pas fort efficaces; & n'empêcheroient pas qu'ils ne fussent réduits avec le tems à regner sur de vastes déserts.



droit de nous retenir malgré nous, on ne lui fait aucun tort en le privant, par nôtre dé-  
part, d'un avantage encore avenir, que l'on n'étoit pas tenu de lui procurer. D'ailleurs il  
n'est pas plus nécessaire qu'un Etat ait un certain nombre de milliers de Citoyens, ou qu'il  
soit toujours formidable à ses voisins; qu'il n'est nécessaire qu'un Particulier possède tant  
de milliers d'Ecus, ou d'arpens de terre: quoi qu'on ne doive rien ôter de tout cela, par  
des voies illicites, ni à cet Etat, ni à ce Particulier. Ainsi la raison de *Grotius* ne paroît  
pas fort solide. Car, quoi qu'un Etat s'affoiblisse considérablement, ou se détruise même  
enfin, par le grand nombre de gens qui l'abandonnent à la fois; la Société Civile n'est pas  
pour cela entièrement anéantie parmi les Hommes: tout ce qu'il y a, c'est qu'un Etat (c)  
profite du débris de l'autre, ou qu'il s'en forme un tout nouveau. Depuis la multiplica-  
tion du Genre Humain, la Nature a voulu qu'il y eût dans le monde des Sociétés Civiles;  
mais non pas que tel ou tel Etat en particulier fût toujours florissant, & ne vint jamais à  
être détruit. Il est vrai que les Citoyens qui abandonnent leur Etat par troupes, doivent,  
aussi bien que ceux qui s'en vont un à un, sortir en même temps des terres de son obéis-  
sance: autrement il y auroit une grande confusion de Jurisdictions, si des Villes & des  
Provinces entières pouvoient, quand il leur plairoit, se dégager de l'empire de leur Sou-  
verain, pour se soumettre à un autre, ou pour s'ériger en Corps d'Etat particulier.

(c) Comme *Sé-  
leucia* se forma  
des ruines de  
*Babylone*, & *Cro-  
sophon* de celles  
de *Séleucia*. Voyez  
*Plin. Hist. Nat.*  
*Lib. VI. C. XXVI.*

S'il est permis de  
passer dans un  
autre parti par  
une désertion  
seinte?

(a) Voyez *i. Sa-  
muel, XXIX, 4.*

(b) Voyez *Vopis-  
tus, in Aurelianus.*  
*Cap. XXIII.*

(c) Les uns attri-  
buent ce mot à  
*Lyfimaque*; les  
autres, à *Philip-  
pe de Macédoine*.  
Voyez *Elien, V.*  
*H. Lib. VII. Cap.*  
*XII.*

(d) C'est ainsi  
qu'expliquent  
cette Loi *Cujas*,  
*Obf. IV, 9.* &  
*Grotius, Lib. III.*  
*Cap. I. §. 22.*

§. V. EXAMINONS ici, en passant, une question qui se présente, savoir, si l'on doit  
approuver la conduite de ceux qui, par une désertion feinte, passent dans le parti d'un au-  
tre Etat, en vûe de lui causer quelque dommage considérable, pour le bien de celui d'où  
ils font semblant de sortir? A la vérité, c'est sans contredit une grande imprudence (a) que  
de se fier légèrement à de telles personnes; & je ne voudrois pas fort blâmer, d'autre cô-  
té, ceux qui (b), après avoir profité de la trahison, ont puni les Traîtres comme ils le  
méritoient. Mais il faut avouer aussi, qu'on ne peut pas honnêtement, & en bonne con-  
science, tromper qui que ce soit, par cette seule raison qu'il n'est pas assez en garde con-  
tre les embûches qu'on lui dresse; & nous avons fait voir ailleurs, qu'on ne doit jamais  
commettre de Crime pour rendre service à la Patrie. Or c'est sans contredit un Crime  
énorme, de prêter serment de fidélité à quelcun, pour avoir occasion, en le trahissant, de  
lui faire plus de mal; & tous ceux qui ont eu quelque sentiment d'honneur & de probité,  
ont détesté la maxime de cet (c) ancien, qui disoit, qu'il falloit amuser les hommes par des  
sermons, comme on amuse les enfans avec des osselets. Si donc un tel Transfuge a expresse-  
ment promis fidélité & obéissance à ceux dans le parti desquels il est passé; il ne sauroit,  
sans crime, manquer à ses engagements, pour rendre service à ceux de chez qui il est sorti  
par une désertion vraie, ou feinte. En vain objecteroit-on, que le Transfuge ne fait au-  
cun tort à ceux qui se laissent ainsi tromper, puis qu'ils savoient bien qu'il ne pouvoit in-  
nocemment embrasser leurs intérêts, & qu'ainsi son engagement étoit nul. Mais il n'est  
pas besoin ici d'examiner, si l'on pèche, ou non, en se servant des Transfuges. Car de  
ce que l'on pèche en profitant du service de quelcun, il ne s'ensuit pas qu'il ait droit par  
cela seul de nous faire du mal. Un Assassin, par exemple, ne peut pas tuer celui qui lui  
a donné de l'argent pour commettre un meurtre, sous prétexte que le dernier est aussi cou-  
pable que l'autre. C'est à la vérité une opinion commune, que (1) l'on reçoit les Transfu-  
ges en vertu du Droit de la Guerre; c'est-à-dire (d), que l'on ne fait rien de contraire aux  
Loix de la Guerre, en recevant ceux qui abandonnent le parti de l'Ennemi, pour passer  
dans le nôtre. Mais il y a lieu de douter, si l'on doit entendre cela simplement du droit  
extérieur de la Guerre, comme parle *Grotius*, ou bien du droit intérieur, c'est-à-dire, de  
celui qui est exactement conforme aux Loix de la Nature & de la Conscience. Pour moi,  
il me semble, que si l'on veut soutenir qu'il soit absolument permis de se servir des Trans-  
fuges, on ne doit pas tant faire fond sur la preuve que *Grotius* allégué, tirée de l'exemple de

§. V. (1) *Transfugam jure belli recipimus. Digest. Lib. XLI. De adquir. rerum dominio, Leg. LI.*

(2) Voyez

de DIEU, qui se sert des Impies & du Diable même comme d'autant d'instrumentens pour exécuter ses desseins; on ne doit, dis-je, pas tant appuyer là-dessus, que sur le droit (2) que donne la justice d'une Guerre qui tend uniquement à repousser les injures qu'on a reçues, ou à poursuivre son droit. Quand on a une cause si légitime, & si favorable, il semble qu'on ne doit pas trop s'informer si ceux qui ont abandonné le parti de nos Ennemis, y ont été poussés par des raisons honnêtes, ou deshonnêtes. Ainsi, comme on peut présumer qu'elles sont justes & légitimes, on ne se rend point complice, pour ainsi dire, d'une désertion criminelle, en recevant ces gens-là. Quoi, qu'il en soit, il est clair, que personne ne sauroit, sans crime, faire servir la sainteté de la foi donnée à tromper ceux qui s'y fient. D'autre côté, il n'est pas moins certain, que l'engagement d'un Transfuge, qui n'allègue aucune raison légitime de sa désertion, est vain & de nulle force, puis qu'il tend à commettre un crime, ou à le continuer; de sorte que ceux qui comptent sur une telle Promesse (3), agissent avec beaucoup d'imprudence. Aussi voit-on, que les Transfuges qui veulent tenir quelque rang un peu considérable dans le parti qu'ils embrassent, ou qui, par une désertion feinte, cherchent l'occasion de nuire à ceux qui les reçoivent, allèguent ordinairement pour prétexte les mauvais traitemens & les injures insupportables qu'on leur a fait dans le parti qu'ils abandonnent; comme on le voit, par exemple, dans la feinte désertion de *Zopyre* (e), auprès des *Babyloniens*, & dans celle de *Sexius Tarquin*, auprès des (f) *Gabiens*. Au reste, on ne regarde pas comme des Transfuges, ceux qui, sans rien promettre aux Ennemis, se glissent secrètement parmi eux, pour leur jouer quelque mauvais tour. Et on ne peut pas dire, que, par cela seul qu'ils entrent dans les terres occupées par l'Ennemi, ils s'engagent tacitement à ne commettre contre lui aucun acte d'hostilité: car cet engagement tacite n'a lieu que par rapport à ceux qui viennent en tems de Paix, & non pas en tems de Guerre.

§. VI. Nous avons examiné, s'il est permis à un Citoyen de sortir de l'Etat? On demande encore, si l'Etat, de son côté, peut, quand il lui plaît, chasser un Citoyen, sans qu'il l'ait mérité par aucun Crime? *Cicéron* (a) regarde avec raison comme un des fondemens de la Liberté, qu'aucun Citoyen ne soit obligé, malgré lui, à sortir de l'Etat. En vain objecteroit-on, que, pour rendre les choses égales, il faut que, si chaque Citoyen a la liberté de se retirer ailleurs quand il lui plaît, l'Etat à son tour ait pouvoir de le chasser quand bon lui semble. La raison de la différence est claire. Car quiconque entre dans un Etat, attache, du moins pour le présent, tous ses intérêts, tous les biens, & toute sa fortune, à la protection de cet Etat; de sorte qu'il seroit ruiné, ou que du moins ses affaires y perdroyent beaucoup, s'il pouvoit être chassé à tout moment, par pur caprice. Comme donc cela lui seroit fort fâcheux & fort préjudiciable, il est censé avoir stipulé de l'Etat, qu'il ne pourroit être chassé du Pais sans l'avoir mérité par quelque Crime. Mais il n'importe au contraire que peu ou point à l'Etat, que les Citoyens du commun aient la liberté, ou non, de se retirer ailleurs comme bon leur semble: car lors qu'il voit quelque Citoyen distingué, qui peut lui être fort utile, il fait bien d'ordinaire le lier par des engagemens particuliers, qui ne lui permettent plus de sortir du Pais sans son consentement. Et l'Etat ne doit pas être jaloux de ce que ses Sujets ont, à cet égard, un peu plus de liberté qu'il n'en a par rapport à eux. Car le Souverain peut aisément mettre à la raison un Sujet qui ne se conforme pas à la volonté. Au lieu que, si un Sujet ne se trouve pas bien du Gouvernement, il ne lui reste d'autre ressource que la patience, ou la retraite. D'ailleurs, les Etats ont en main un moyen moins odieux d'éloigner les Citoyens suspects, ou inutiles, & de décharger le Pais d'un trop grand nombre d'Habitans; c'est d'envoyer ailleurs des *Colomes* (b), dans lesquelles même chacun s'enrolle d'ordinaire volontairement, soit par l'es-

(e) Voyez *Herodot.* Lib. III. *Justin.* Lib. I. C. X. (f) Voyez *T. Live*, Lib. I. Cap. LIII. LIV. Voyez encore l'histoire du Transfuge qui trompa *M. Crafus*, & qui est diversement nommé par *Florus*, par *Appien*, & par *Plutarque*: comme aussi celle du fourbe *Simon*, dans *Virg.* *Æn.* Lib. II. vers. 57. & *seqq.*

Si l'Etat ou le Souverain peut chasser, quand il lui plaît, de ses terres, quel de ses Sujets il veut? (a) Dans le passage cité ci-dessus, §. 2. *Nor.* 4.

(b) Voyez *Isocr.* *Orat. ad Philipp.* & in *Panathen.* *Vell. Patore.* Lib. I. Cap. I. *Dion. Halicarn.* Lib. I. *Strab.* Lib. V. *Paul. Warnefrid.* de *gest. Longobard.* Lib. I. C. II. *Bacon.* *Serm. fid.* Cap. XXXIII. Voyez aussi, au sujet du *Ver sacrum* des Anciens, *T. Live*, Lib. XXXIV. C. XLIV. *Dion. Halic.* Lib. I. & II. *Justin.* L. XXIV. C. IV. *Festus*, sur ce mot, & sur celui de *Mamertini*: *Plin.* L. III. C. XIII. *Hist. Nat.* & *Strab.* Lib. V.

(2) Voyez le Chap. VI. de ce Livre, §. 16.

(3) Voyez *T. Live*, Lib. XXII. Cap. XXII. comme aussi le Discours d'*Indibilis*, dans le même Auteur, Lib. XXVII. Cap. XVII. celui de *Cn. Marcius* aux *Voliques*, dans *Dénys* Tom. II.

d'*Halicarnasse*, Lib. VIII. & celui de *Ségeste*, dans *Tacite*, *Ann.* Lib. I. Cap. LVIII. Voyez aussi *Ammian. Marcellin.* Lib. XVIII. Cap. XI. à la fin.

espérance de vivre plus commodément dans le País où il va se transplanter, ou parce qu'il est bien aisé de sortir d'un País où l'on le regrette de mauvais cœur. Ces Colonies peuvent se faire & se font ordinairement de différentes manières. Car tantôt elles demeurent toujours attachées au Corps de l'Etat qui les établit; tantôt elles sont simplement tenues de témoigner du respect pour l'Etat d'où elles sont sorties, de sorte qu'elles ont avec lui une espèce d'Alliance Inégale; tantôt enfin elles forment un Etat qui va du pair avec l'autre.

#### Du Bannissement.

(a) A moins que l'on ne soit de l'humeur de ce *Marius*, dont parle *Juvénal*, Sat. 1, 49. Un homme de cœur peut néanmoins se consoler par la vue de son innocence; Voiez *Stob. Serm. XXXVIII.*

(b) Voiez *Philon. de Abrahamo*, p. 359. A. Ed. Paris.

(c) Voiez *Oppian. Halieut. Lib. I. vers. 274, & seqq.*

(d) *Diog. Laert. Lib. VI. §. 49. &c. Amstel.*

Comment on cesse d'être Citoyen d'un Etat, par l'effet d'une force supérieure de la part de l'Ennemi?

(a) Voiez *Grotius, L. II. C. VI. §. 5.*

Si un Citoyen, qui a été livré par l'Etat à quelque autre Puissance, sans que celle-ci l'ait voulu recevoir, demeure toujours Citoyen du premier?

(a) Voiez *Grotius, Lib. II. Cap. XXI. §. 4. num. 7.*

§. VII. ON ne cesse donc d'être Citoyen d'un Etat, malgré soi, que quand on est banni à perpétuité en punition de quelque Crime vrai, ou faux, dont on a été accusé en Justice. Car du moment que l'Etat ne veut plus reconnaître quelqu'un pour un de ses Membres, & qu'il le chasse de ses terres, il le tient quitte des engagements où il étoit entant que Citoyen, & il ne conserve plus sur lui aucune Jurisdiction; comme le soutient (1) *Tolas*, dans une Tragédie d'*Euripide*, au sujet des *Héraclides*, qui avoient été chassés d'*Argos*. Si l'on est banni pour un Crime supposé, c'est un cruel (a) outrage: que si le Crime étoit véritable, c'est une Peine bien rigoureuse; jusques-là que quelques-uns (b) l'ont jugée plus cruelle que la mort même. En effet, quand même on ne perdrait pas par là ses biens, c'est un grand embarras d'être obligé de les transporter ailleurs. Il n'est pas moins fâcheux de se séparer des personnes avec qui l'on avoit des liaisons étroites (c). Enfin c'est une chose fort ignominieuse, d'être jugé indigne de demeurer dans un Etat; car ce que dit (2) *Cicéron* pour faire voir, que l'Exil n'est pas une Punition, se rapporte uniquement aux idées & aux Coutumes des Romains: Une personne néanmoins, qui a été injustement bannie de son País, peut témoigner quelquefois les mêmes sentimens que fit paroitre *Diogène*; lors qu'on lui reprochoit que ceux de *Sinope* l'avoient chassé de chez eux; C'est moi (d), répondit-il, qui les ai condamnés à demeurer dans leur País.

§. VIII. UNE autre manière de sortir d'un Etat malgré soi, c'est lors que, par la force des armes, on est réduit à la nécessité de se soumettre à une domination étrangère, soit que l'on demeure toujours dans le País, ou que l'on soit transporté ailleurs. Or il est clair, que cela est permis non seulement à chaque Citoyen, du moins tant qu'il n'a point d'autre engagement particulier avec l'Etat (a), mais encore aux Villes & aux Provinces entières, lors qu'il ne paroît pas d'autre moyen de se sauver.

§. IX. IL arrive encore quelquefois, qu'un Etat, pour se mettre à couvert de la Guerre (1), livre un de ses Sujets qui a fait quelque injure à un autre Etat. On demande, si celui qui a été ainsi livré, mais que l'Etat, à qui on l'envoioit, n'a pas voulu recevoir, demeure toujours Citoyen de l'Etat qui l'a livré (a)? Un ancien Jurisconsulte soutenoit que non (2); parce que livrer un Citoyen c'est comme si on le bannissoit. Mais, dans l'affaire

& Hoffi-

§. VII. (1) *Herod. vers. 186.* Voiez *Grotius, Lib. II. Cap. V. §. 25.*

(2) *Orat. pro A. Cecina, Cap. XXXIV. Exilium enim non supplicium est, sed persugium potiusque supplicii.* Voiez aussi *Ralyb. Lib. VI. Cap. XII.* C'est que, par les Loix anciennes, on ne pouvoit ôter à aucun Citoyen, malgré lui, le droit de Bourgeoisie. Voiez la Harangue du même Orateur, *Pro domo sua, Cap. XXIX.* Or les Magistrats & les Tribunaux Politiques ne pouvoient pas en vertu des Loix Porcienne & Sempronienne, punir de mort un Citoyen Romain, sans le consentement du Peuple. Pour ne pas laisser donc les Crimes impunis, sans donner d'ailleurs aucune atteinte au droit que chacun avoit de ne pas être chassé de l'Etat, ils défendoient à tous ceux qui habitoient sur les terres du Peuple Romain, de fournir quoi que ce fût, pas même du feu ni de l'eau, à ceux qui étoient condamnés pour des Crimes dignes de mort; de sorte que par là ils les obligeoient à sortir de l'Etat. Ainsi ces gens-là étoient censés se bannir eux-mêmes volontairement, pour éviter la peine. (Voiez ce que dit *Esar*, dans *Salluste, Bell. Catilin.* Les Ethiopiens avoient une coutume toute opposée, au rapport de *Diod. de Sicile, Lib. III. Cap. V.*) Il faut au reste (ajoutoit ici

notre Auteur) bien prendre garde de ne pas en venir à imposer la peine du Bannissement, lors que cela pourroit être préjudiciable à l'Etat; comme si celui, que l'on bannit, pour devenir un Ennemi dangereux. D'où vient que quelques Peuples, les *Turcs*, par exemple, & les *Moscovites*, ne bannissent personne. La même chose avoit lieu parmi les anciens *Juifs*, mais ils le faisoient pour une autre raison. Etroit, de ceux que celui, qui seroit banni, ne changeroit de Religion. Au reste il y a de la différence entre être banni, & relégué: car la dernière punition, qui est encore rigoureuse, n'ôte pas des droits de Citoyen, mais impose seulement la nécessité de demeurer en un certain endroit, ou de ne point entrer dans certaines parties des terres de l'Etat. Voiez *Griffon, Select. Antiq. Lib. III. Cap. V. Ant. Matth. de crimin. ad Tit. de Pen. Cap. I. §. 6, 10.*

§. IX. (1) Comme les *Grecs* demandoient autrefois aux *Thébains*, après la bataille de *Platée*, de leur livrer *Timogénide*, & *Agagrin*, chefs de la faction qui avoit sévigné les *Perses*. *Herodot. Lib. IX. pag. 344. &c. H. Steph.*

(2) *Quem [deditum hostibus] hostes si non recepissent, quasimum est, an Civis Romanus maneret? quibusdam existima-*

d'Hébilus Mancinus (b) ; que les Numantins avoient renvoyés, la plupart des Sénateurs furent d'un avis contraire, par cette raison, entre autres, que ce qui n'est pas accepté est censé n'avoir pas été donné. Pour moi, voiti ce que je pense sur cette question. L'Etat qui a été offensé, avoit droit, sans contredit, de pourchasser par les armes, comme un Ennemi, le Sujet de l'autre Etat. Mais, lors que celui-ci lui livre son Sujet, il le met sous sa puissance, & il lui donne droit de même que s'il eût dépendu de sa domination. Si cet Etat accepte le Citoyen étranger, l'autre Etat est des lors dépourvu de tout son droit sur ce Sujet, puis qu'il a lui-même consenti qu'il passât sous une autre domination. Mais si l'on renvoie le Citoyen offensé, l'Etat qui l'avoit livré peut alors ou le bannir entièrement, ou le punir selon l'énormité du fait. Que si le Coupable n'a été ni reçu par l'autre Etat, ni banni du sien, il ne perd pas le droit de Citoyen qu'il avoit dans celui-ci (3). Car on livre quelque on ne renonce point par cela seul purement & simplement à tous les droits qu'on avoit sur lui, mais seulement à condition que celui, à qui on le livre, accepte l'offre qu'on lui en fait. Ainsi le Sujet livré n'est pas non plus par cela seul privé de ses droits, à moins qu'il n'y ait là-dessus quelque Loi expresse, qui déclare s'empêcher de la Société Civile tous ceux qui se trouvent dans ce cas-là.

De ce que nous avons dit, il s'ensuit encore, que si l'offre ayant été acceptée, celui qui a été livré retourne ensuite par quelque hasard dans sa Patrie (4), il n'y tiendra plus rang de Citoyen, à moins qu'on ne le réhabilite dans ses anciens droits. Car le droit de *Patrimoine* n'est que pour ceux qui sont tombés entre les mains de l'Ennemi sans le consentement de l'Etat dont ils étoient Membres, & non pas pour ceux dont l'Etat s'est lui-même démis en faveur de quelque autre.

*manibus manera, aliis contra: quia quem senat Populus jussisset dedi, ex civitate expulsi videretur: sicut faceret, cum aqua & igni interdiceret, in qua sententia videtur Publius Mucius fuisse. Id autem maxime quæsitum est in Hostilio Mancino, quem Numantini sibi datum non acceperunt, de quo tamen Lex postea lata est, ut esset Civis Romanus, & Drænanum quoque gessisse dicitur. Digest. Lib. I. Tit. VII. De Legationibus, Leg. XVII.*

(3) C'est ce que Cicéron soutient, alléguant sur ce sujet l'exemple de Mancinus. *Ut religio Crassus salvatur, Civis Romanus traditur: qui cum est acceptus, est co-*

*nam, quibus est deditus: si non accipimus, ut Mancinus Numantini, retinet integram causam, & jus civitatis. Orat. pro Cæcina, Cap. XXXIV. Nam neque deditorem, neque donationem sua acceptione intelligi possit. Topic. Cap. VIII. Voyez aussi de Oratore, Lib. I. Cap. XL. Lib. II. Cap. XXXII.*

(4) *An qui hostibus deditus, reversus, nec à nobis receptus, Civis Romanus sit, inter Brutum & Scævola varre tractatum est. Et consequens est, ut civitatem non adipiscatur. Lib. XLIX. Tit. XV. De Captivitate & de Hostibus. Sec. Leg. IV.*

(b) Voyez les Supplémens de Freinsheimius sur T. Live, Lib. LV.

## CHAPITRE XII.

### Des changemens & de la destruction des Etats.

§. I. L'ETAT reçoit du changement en trois manières. Car il s'y fait quelquefois des révolutions qui n'empêchent pas que ce ne soit toujours le même Etat : quelquefois les révolutions vont jusqu'à faire que ce n'est plus le même Etat : quelquefois enfin elles le détruisent entièrement.

La première sorte de changement arrive, lors que l'on introduit une nouvelle forme de Gouvernement, comme si une Monarchie dégénère en Aristocratie, ou si une Aristocratie ou une Démocratie s'érigent en Monarchie (a). Car, en ces cas-là, la forme essentielle de l'Etat demeure la même; il n'y a de changé que la forme accidentelle, c'est-à-dire, celle qui résulte du (1) *Sujet propre de la Souveraineté*. Ainsi, c'est toujours le même Peuple, soit qu'il ait pour Chef un Roi, ou les Principaux de la Nation, ou une Assemblée générale de tous les Citoyens. Lors même qu'un Peuple Libre vient à être conquis par un Roi,

Un Peuple ne laisse pas d'être le même, quoi que la forme de son Gouvernement ait été changée.

(a) Voyez Grætius, Lib. II. Cap. IX. §. 2.

§. I. (1) Voyez ci-dessus, Liv. VII. Chap. V. §. 1.

il ne laisse pas d'être toujours le même Peuple, pourvu que le Vainqueur, qui en est devenu maître, le veuille désormais gouverner comme un Roiaume à part, & non pas comme une Province annexée à ses anciens Etats. En effet, toute Multitude qui a la Souveraineté particulière, est ce que l'on appelle un *Peuple* : & il n'importe par rapport à l'essence d'un tel Corps, que le Roi qui le gouverne ait un Pouvoir Absolu, ou Limité ; car c'est toujours un seul Corps.

Les Dettes Publiques ne s'anéantissent point par les changemens qui arrivent dans un Etat.

(a) Voyez *Grotius*, ubi *suprà*, num. 2, 3.

(b) Liv. VII. Ch. VIII. §. 3, 8.

§. II. DE ce que nous venons de dire, il paroît, comment on doit résoudre une question proposée par *Aristote*, savoir, si, lors qu'un Peuple passe du Gouvernement Absolu d'un Monarque, ou d'une Oligarchie, au Gouvernement Populaire, l'Etat ainsi devenu libre (a) doit garder les Traitez, les Contrats, & les autres actes du Roi, ou des Grands, sous la domination desquels il étoit auparavant ? Ceux qui soutenoient la négative, se fondeoient sur ce que (1) l'Etat ne pouvant être tenu que de son propre fait, n'étoit pas obligé d'accomplir les engagements d'un Monarque Absolu, ou d'un petit nombre de Grands, dont l'Autorité avoit été fondée uniquement sur la force, & non pas rapportée à l'utilité publique ; de sorte qu'alors ce n'étoit pas proprement un Etat. Mais c'est là sans contredit une raison bien frivole. Car, pour ne pas répéter ce que nous avons dit ailleurs (b) du caractère des *Tyrans* ; une Tête malade ne laisse pas pour cela d'être une Tête : ainsi ce que les Chefs de l'Etat ont fait, quelque vicieux & déréglé qu'ils fussent, est censé fait par tout le Corps de l'Etat. Voudroit-on donc qu'un Etat malade ne fût plus du nombre des Sociétés Civiles ? Au reste, cette question fut autrefois agitée parmi les *Athéniens*, après qu'on eût chassé les *trante Tyrans*, qui avoient emprunté de l'argent aux *Lacédémoniens* au nom du Peuple d'*Athènes*. Comme les *Lacédémoniens* redemandoient leur argent, il fut résolu, à la pluralité des suffrages, que l'Equité & le bien de la paix demandoient qu'on payât cette Dette des deniers publics ; (2) le Peuple *Athénien* ayant mieux aimé, comme le dit un de ses Orateurs, contribuer à acquitter une Dette contractée par des Tyrans, que de souffrir qu'une Convention ne fût pas exécutée. Bien plus : lors même qu'un Peuple vient à être réduit en forme de Province, & qu'il n'est plus par conséquent un Corps d'Etat, il n'est point dispensé pour cela de payer ce qu'il avoit emprunté auparavant : car il n'étoit pas Débiteur précisément tant que Corps d'Etat, mais tant que possédant certains biens en commun ; de sorte que la Dette est attachée à ces biens, à quelque possesseur qu'ils passent.

Jusques où sont valables les actes & les engagements d'un Usurpateur, après qu'il a été chassé ?

§. III. LA chose ne souffre donc point, à mon avis, de difficulté, quand il ne s'agit que des Dettes contractées pour les besoins de l'Etat. Mais il est plus difficile de décider, si cela a lieu généralement à l'égard de tous les actes & de tous les engagements d'un Usurpateur, qui a été chassé ? Voici là-dessus ce qui me paroît le plus raisonnable.

Si celui, qui avoit envahi un Etat, a fait quelque Traité d'Alliance avec d'autres Etats contre un Ennemi commun, & qu'il leur ait ensuite donné ou vendu une partie du butin ; l'Alliance, la Donation, & la Vente, subsisteront après même l'expulsion de l'Usurpateur. Car en vertu de ces actes, les autres Etats ont acquis un droit valable, puis qu'ils ont traité avec l'Usurpateur comme avec le Chef de l'Etat dont il avoit en main le Gouvernement,

§. II. (1) L'Auteur donnoit ceci pour deux raisons différentes : & cependant lui-même il ne le réfute ensuite que comme une seule raison. La vérité est, qu'il n'y a qu'une seule raison, avec sa preuve. Car si l'Etat est dispensé, selon ceux dont *Aristote* rapporte le sentiment, d'acquitter les Dettes, & de maintenir les autres actes d'un Monarque absolu, ou d'un petit nombre de Grands qui s'étoient emparés du Gouvernement ; c'est parce que, selon eux, il n'est pas censé avoir fait ce qui a été fait par un tel Roi, & de tels Magistrats. Et la raison pourquoi il n'est pas censé l'avoir fait, c'est que la domination de ces gens-là n'étoit pas fondée sur l'utilité commune, mais uniquement sur la supériorité de leurs

forces ; & par conséquent qu'elle n'étoit pas légitime : d'où l'on inferoit que le Peuple ne devoit pas avouer ce qu'ils avoient fait en son nom, mais sans son consentement. *Ἀπ' αὐτοῦ γὰρ τῆς αἰτίας, οὐδ' ἡ αἰτία ἰσχυρὰ, καὶ οὐκ ἔχ' ἡ αἰτία οἷος ὅτι ἐξ ἐξουχίας ἢ τυραννίδος γίνονται δημοκρατία. τίς γὰρ ἐστὶ τὰ συμβέλλουσα, ὅταν βέλονται διαλύσις, ὥς ἢ τ' αἰτίας, ἀλλὰ τὸ τυραννικὸν καὶ τὸ ἄλλο πολλὰ τ' τοῦτον, ὥς οἷος ἢ πολιτικὴ τῇ κρατίδι ὥς, ἀλλὰ ἢ διὰ τὸ κατὰ συμβεβηκός. Πολιτικ. Lib. III. Cap. III.*

(2) *Φασι δ' ὅτι οὐκ ἔστιν οὐκ ὀφείλειται ἀπὸ τοῦ καὶ μεταχρῆσι τ' διακρίνει, ὅτι μὴ λῦσαι δημοκρατίαν μόνον. Δημοσθεν. Οἱαν. contra Leptin.*

ment, & que ces actes tendoient à l'avantage du Peuple, sans renfermer d'ailleurs en eux-mêmes aucun vice capable de les annuler. Du reste ils n'avoient que faire de s'embarrasser si celui, avec qui ils traitoient, étoit en possession du Gouvernement à juste ou à faux titre.

Mais si l'Usurpateur a vendu à quelque autre Etat des biens extorquez ou ravis injustement aux Citoyens opprimés, ceux-ci pourront-ils les revendiquer ensuite, lors que le tems le permettra ? Un (a) Auteur Moderne prétend, que, soit que les Acheteurs aient été, ou non, par quelle voie le Vendeur avoit acquis de tels biens, ils doivent reconnoître leur faute, & se résoudre à perdre ce qui n'avoit pu être légitimement ni vendu, ni acheté ; & il faut avouer, que cette décision est fort plausible devant le Tribunal de la Conscience. Mais, à considérer les idées & l'usage commun des Peuples, je ne vois pas en vertu de quoi ceux qui ont été ainsi dépouillés de leurs biens, pourroient les redemander aux Etrangers qui les ont achetez. Car tant que l'Usurpateur ne se soutient que par la force & la violence, il est regardé comme Ennemi de l'Etat ; & par conséquent le butin qu'il a fait sur les Citoyens, lors qu'il est une fois transporté dans un autre Etat, ne peut pas être revendiqué, non plus que les autres (1) choses mobilières, acquises par droit de Guerre. Que si l'empire de l'Usurpateur devient ensuite légitime par le consentement des Citoyens qui s'y soumettent, ou expressement, ou tacitement ; les Etrangers peuvent alors regarder comme légitimement confisquez, les biens dont il avoit dépouillé les Citoyens. En effet, comme les Etats Neutres peuvent tenir & tiennent ordinairement la balance égale entre deux Ennemis, qui ont les armes à la main l'un contre l'autre, en attendant que le sort des armes ait décidé de leur différent : de même ce n'est pas aux Etrangers à s'informer de quelle manière un autre Etat dispose de son Gouvernement.

(a) Boecler. Dissert. De eo quod agit Civitas.

Mais pour ce qui regarde les actes d'un Usurpateur dont l'effet est renfermé au dedans de l'Etat même, le Souverain légitime, qui rentre dans ses droits, peut annuler ces actes autant qu'il le jugera à propos pour le Bien Public. Et cela a lieu non seulement par rapport aux Loix que l'Usurpateur a établies, mais encore à l'égard de ses Donations ou autres Aliénations de biens, dont il ne pouvoit disposer en faveur de personne, sans préjudice de l'Etat, & des Loix du País.

§. IV. UNE autre question que l'on agite ici, c'est, quel rang doit tenir, parmi les autres Puissances, un Roiaume érigé en République, ou un Prince qui a acquis la Souveraineté d'un Peuple auparavant Libre ? Grotius (a) répond simplement, que le Peuple doit, après cette révolution, avoir le même rang qu'avoit son Roi ; & le Roi, le même rang qu'avoit autrefois le Peuple. Mais, à mon avis, il faut distinguer, si le Roi, par exemple, qui est devenu maître d'une République, demeure Membre de la même Assemblée, ou du même Corps d'Etats Conféderez ; ou bien s'il veut désormais renoncer à la Société, & ménager à part ses affaires. Dans le premier cas, il ne sauroit sans contredit prétendre d'autre rang que celui qu'avoit le Peuple dont il est devenu Souverain, quelque grande que soit la (1) splendeur & la Majesté de la Dignité Roiale. Par la même raison, un Peuple, qui s'est érigé en République, a droit de prétendre, dans l'Assemblée commune, le même rang que les Rois y occupoient. Mais si le Roi, ou le Peuple, se séparent entièrement du Corps des Etats Conféderez ; ils ne seront point tenus alors de céder le pas à ceux qui avoient autrefois la préséance dans l'Assemblée commune ; tous les Souverains étant naturellement égaux.

Quel rang doit avoir, parmi les autres Puissances, un Etat, dont le Gouvernement a été changé, ou son nouveau Chef ? (a) Ubi supra, num. 3.

§. V. 2. LA seconde sorte de changement, c'est-à-dire, celui qui fait qu'un Etat ne paroît plus le même, arrive principalement en deux manières : car quelquefois d'un seul Etat il s'en forme deux ou plusieurs distincts ; quelquefois au contraire deux ou plusieurs Etats se réunissent en un. Dans le premier (a) cas, la division se fait, ou par un consentement mutuel des parties de l'Etat qui se séparent, ou par droit de Conquête. On consent

De la révolution qui arrive, lors que d'un Etat il s'en forme plusieurs.

(a) Voyez Grotius, ubi supra, §. 10.

§. III. (1) Voyez Grotius, Lib. III. Cap. IX. §. 14.

§. IV. (1) Il y avoit ici, dans les dernières Editions, *puissance*.

seul à faire plusieurs Etats d'un seul, lors qu'on envoie des Colonies, sur le pied que le pratiquoient autrefois les Grecs : car les Colonies de presque tous les Peuples d'Europe, aussi bien que celles des anciens Romains, demeurent toujours Membres de l'Etat d'où elles sortent ; au lieu que celles des Grecs formoient avant d'Etats séparés & indépendans (b), quoi qu'elles fussent tenues de témoigner un respect tout particulier pour l'Etat qui leur avoit donné la naissance, & de regarder leur ancienne Patrie comme leur Mère. Il faut avouer néanmoins, qu'à parler exactement, l'Etat en lui-même n'est point changé, pour avoir envoyé quelque Colonie : tout ce qui résulte de là, c'est que l'Etat en produit un autre, de même qu'un Animal en engendre un autre, sans cesser pour cela d'être le même Individu. Au reste, une Colonie de cette nature n'est point obligée d'acquiescer les Dettes contractées par l'Etat d'où elle est sortie ; à moins qu'il n'y ait eu là-dessus quelque Convention expresse par laquelle la Colonie s'y soit engagée en partant : car ces Dettes sont directement & immédiatement attachées aux biens de l'Etat, auxquels on suppose que la Colonie n'a plus de part. Et quoi que les Membres de la Colonie puissent avoir retiré quelque avantage des dépenses pour lesquelles on avoit emprunté cet argent ; la Patrie, en les congédiant, & se démettant de tout son pouvoir sur eux, déclare par cela seul authentiquement, qu'elle ne leur demandera jamais rien sous ce prétexte. Mais si un Royaume se divise en deux ou plusieurs Etats, par un commun consentement des Provinces qui se séparent, alors il est juste que les Dettes, aussi bien que le Trésor & le Domaine Public, se partagent également ; partage néanmoins qui ne sauroit guères bien se faire que par quelque Convention expresse.

(b) Voyez *Thucyd.* Lib. I. *Henr. Valef.* ad *Excerpta Pericle.* p. 667. & *Hobbes*, de *Cive*, Cap. IX. §. 8.

De la réunion de plusieurs Etats en un.

(a) *Ubi supra*, §. 9. Voyez *Tit. Liv.* Lib. I. Cap. LII. au commencement.

§. VI. L'AUTRE sorte de changement qui fait qu'un Etat n'est plus le même, c'est, comme nous l'avons dit, lors que deux ou plusieurs Peuples s'unissent, non par une Alliance ou une Confédération, ni par la dépendance d'un Roi commun, mais en sorte que de deux ou plusieurs Etats il en résulte un seul. *Gratius* (a) croit, qu'en ce cas-là les droits qu'avoit auparavant chacun des Etats réunis, ne se perdent pas, mais deviennent communs à tout le Corps, aussi bien que les Dettes & les autres charges ; à moins qu'on n'en dispose autrement par quelque Convention. Il faut néanmoins bien remarquer ici, que cela n'arrive que quand deux ou plusieurs Peuples s'unissent de telle manière qu'ils forment désormais ensemble un seul & même Etat, où tous jouissent d'un droit égal, & vivent sous les mêmes Loix ; comme, si deux Peuples différens, dont le Gouvernement étoit Démocratique, se soumettent à un même Roi, pour ne composer ensemble désormais qu'un seul Royaume ; ou si deux Royaumes abolissant l'un & l'autre les Loix Fondamentales de leurs Etats, & ôtant la Couronne aux Familles Régnautes, qui en étoient en possession depuis long-tems, fondent ensemble un seul Royaume : car, en ces cas-là, les anciens Etats ne subsistent plus tant que tels, & il s'en forme un tout nouveau. Mais lors que l'un des Etats, qui s'unissent ensemble, conserve son ancien Gouvernement, avec les terres qu'il occupoit, pendant que les Citoyens de l'autre sortant de leur Pais vont s'établir dans celui du premier, pour y vivre sous les mêmes Loix ; le dernier à la vérité n'est plus un Etat, mais l'autre sans contredit demeure toujours le même, quoi que, par cette jonction, il s'accroisse considérablement. Du reste ; l'union de plusieurs Etats différens, dont chacun demeure ce qu'il étoit, ne sauroit se faire que par une étroite & perpétuelle Confédération, d'où il résulte un Corps composé de plusieurs Etats distincts, & non pas un seul Etat proprement ainsi nommé.

En quel sens les Peuples sont immortels ?

(a) Voyez *Gratius*, *ubi supra*, §. 3.

§. VII. ENFIN, un Etat est entièrement détruit, lors que le Corps du Peuple vient (a) à se dissoudre, ou à s'éteindre tout-à-fait. Car le commun Proverbe, qui porte, que les Rois (1) sont mortels, mais que les Etats sont immortels, ne signifie pas, que les Peuples ne puissent être ni éteints ni dissolus ; par quelque accident violent & extraordinaire ;

mais

§. VII. (1) *Principes mortales, Republicam æternam esse. Tibull.* apud *Tacit.* *Annal.* Lib. III. Cap. VI. Voyez aussi *T. Live*, Lib. XXVIII. Cap. XXVIII.

(2) *Tibull.*

mais seulement qu'ils ne font pas comme une Personne Physique, ou comme chaque Homme, qui périt au bout d'un certain tems, par un effet inévitable de la constitution naturelle, au lieu que, quand les Membres d'un Etat meurent, ou quittent le País, il en succède perpétuellement d'autres, ou par (b) la propagation de l'espèce des Naturels du País, ou par la substitution des Etrangers qui viennent s'établir dans l'Etat; de sorte qu'à cause de cette succession perpétuelle, le Peuple est toujours censé le même, & jouit des mêmes droits, quoi que les Particuliers, dont il étoit composé, aient été plusieurs fois remplacés par d'autres. Selon les anciens Philosophes, il y (2) a des Corps composés de parties séparées, comme une Flotte, une Armée: d'autres qui ont leurs parties attachées ensemble par l'industrie humaine, comme une Maison, un Navire: d'autres enfin, dont les parties sont naturellement unies, tels sont tous les Animaux. On peut faire une division plus exacte, de cette manière. Un Corps en général est tout ce qui a des parties unies ensemble par quelque liaison. Cette liaison est ou Physique, ou Artificielle, ou Morale. La liaison Physique, c'est celle qui unit les parties des Corps Naturels. La liaison Artificielle, c'est celle qui est un effet de l'industrie humaine, par laquelle plusieurs choses naturellement séparées sont jointes ensemble, en sorte qu'elles semblent désormais unies par la nature même. La liaison Morale, c'est celle qui doit son origine à l'institution humaine, en vertu de laquelle plusieurs Individus sont censés ne faire ensemble qu'un seul Tout. Cette dernière sorte de liaison pourroit être conçue par rapport aux Bêtes, aussi bien que par rapport aux Hommes, par exemple, dans l'idée d'un Troupeau de bétail: cependant on ne l'applique guères qu'aux Hommes. De là résultent trois sortes de Corps, les Corps Physiques, les Corps Artificiels, & les Corps Moraux; qui ont (3) tous ceci de commun, qu'ils paroissent demeurer les mêmes, tant que le lien originaire, qui les a formés, n'est pas dissous tout à la fois. Ainsi un Homme ne laisse pas de passer pour la même personne, quoi que les petites parties de son Corps aient changé perpétuellement (c) par la transpiration, & par la nourriture. De même plusieurs Anciens ont soutenu, que le Navire de *Thésée* (d) étoit toujours le même, quoi qu'avec le tems il eût été si fort raccommodé, qu'il n'y restoit pas une seule des planches dont il avoit été construit. A plus forte raison doit-on penser la même chose d'un Etat, qui, comme le disoit un ancien Philosophe, ne reçoit (4) pas avec le tems de si grands changemens, que chaque personne dont il est composé. Car, si l'on a été quelques années sans voir un de ses Amis, on le trouve si fort changé & par rapport à son air, & souvent même par rapport à ses manières, qu'on ne le reconnoît presque plus. Au lieu qu'après avoir été trente ans hors d'un Etat, on y trouve, à son retour, non seulement les mêmes bâtimens, mais encore les mêmes Loix, les mêmes mœurs, & les mêmes Coutumes. Il faut avouer néanmoins, qu'au bout d'un certain tems on ne sauroit regarder un Peuple comme le même, à l'égard de (5) tous les effets de droit, ou de tout ce que l'on peut exiger de lui.

§. VIII. MAIS, quoi que les Peuples soient immortels dans le sens que nous venons de l'expliquer; ils peuvent sans contredit être entièrement détruits. Cela arrive, ou lorsqu'ils

(b) Voyez Virg. Georg. Lib. IV. vers. 206. & seqq. & Lucian. de Amoris. p. 888. Ed. Amst. Tom. I.

(c) Voyez Lucian. Lib. III. vers. 166, & seqq. Senec. Ep. LVIII. Plutarch. de Ei apud Delphos, pag. 392. A. B. & Th. Bravanne, Relig. Medic. Sect. XXXVI.

(d) Plutarch. in Thest. pag. 10. C. Voyez Démy & Halicarn. Lib. I. où il parle de Cadane de Romulus: Alex. & Alexandr. Lib. III. Cap. I. Piccard. ad Politic. Aristot. Lib. III. Cap. 18. Digest. Lib. VII. Tit. IV. Quib. mod. offic. suat. vel usut. annt. Leg. X. la quelle Loi semble commune à ces auteurs, Digest. Lib. XLVI. Tit. III. De solution. & liber. Leg. XCVIII. solum. & Lib. XLV. Tit. de Leg. LXXXVIII. §. 5.

(2) Τῶν συνικτων οἱ φυσικοὶ τὰ ἐν αὐτῷ ἐκ διαφόρων λίγαν ὄντας, καθάπερ σόλον καὶ περὶ πένον· τὰ δ' ἐκ συναντικτικῶν, ὡς οἰκίαν καὶ ναυὶν· τὰ δ' ἐκ συναντικτικῶν καὶ συναντικτικῶν, καθάπερ ἡ σὺν ἡμῶν. Plutarch. in Coniugal. Præcept. pag. 142. F. Voyez Senec. Epist. CII. Digest. Lib. VI. Tit. I. De rei vindicat. Leg. XXIII. §. 5. & Lib. XLI. Tit. III. De usurpar. seu Usucapion. Leg. XXX.

(3) C'est la décision des Jurisconsultes Romains. Respondi, (Afenus) non modo si unus, aut alter, sed & si omnes Judices mutati essent, tamen & rem eandem, & judicium idem, quod antea fuisset, permanere. Neque in hoc solum evenire, ut partibus commutatis eadem res esse existimaretur, sed & in multis ceteris rebus: nam & legionem eandem haberi, ex qua multi decessissent, quorum in locum alii substituti essent: & populum eundem hoc tempore pu-

lari, qui abhinc centum annis fuisset, cum ex illis nemo nunc viveret: itemque iraventi, si adeo sepe resilla esset, ut nulla tabula eadem permaneret, qua non nova fuisset, nihilominus eandem navem esse existimari. Quod si quis putaret, partibus commutatis aliam rem fieri: fore, ut ex ejus ratione nos ipsi non iidem essemus, qui abhinc anno fuissimus; propterea quod, ut Philosophi dicerent, ex quibus particulis minimis consisteremus, hoc quotidie ex nostro corpore decederent, aliaque extrinsecus in earum locum accederent. Quapropter cujus rei species eadem consisteret, rem quoque eandem esse existimari. Digest. Lib. V. Tit. I. De iudiciis &c. Leg. LXXVI.

(4) Plutarch. de sera Numinis vindicta, pag. 559. B. C. Ed. Wech.

(5) Voyez le Chap. III. de ce Livre, §. 29.

Comment le fond même du Peuple vient à périr



que la *maïère* ou le fond même du Peuple, vient à périr, c'est-à-dire, la Multitude des Citoyens qui le composent; ou lors que la *forme* est anéantie, c'est-à-dire, lors que le lien Moral, qui formoit le Corps du Peuple, vient à être dissous.

Le *fond même du Peuple* est détruit, ou lors que toutes ses parties, sans lesquelles il ne sauroit subsister, périssent en même tems, ou lors qu'elles se désunissent, en sorte qu'elles ne forment plus de Corps Moral. A l'égard des Peuples qui sont éteints tout d'un coup par un carnage, par une inondation, par un tremblement de terre &c. on demande si, lors qu'il reste quelques Citoyens, qui ont eu le bonheur d'échapper à ces accidens tragiques, mais en si petit nombre, qu'ils ne sauroient faire un Corps de Société Civile; si, dis-je, ces gens-là conservent les droits qu'avoit l'ancien Peuple? *Grotius* (a) croit, qu'ils peuvent bien hériter de ce que les Citoyens possédoient entant que simples Particuliers; mais non pas de ce qui appartenait au Peuple considéré comme tel, ou comme un Corps d'Etat; c'est-à-dire, qu'ils peuvent s'approprier les biens & les droits particuliers des Ci-

tois, mais non pas la Souveraineté, avec les droits & les biens qui y étoient supposé que ces gens-là aient été réduits à un si petit nombre par quelque

te la Guerre, se trouvent assez forts pour se défendre quelque tems eux-

mêmes des invasions des Etrangers, jusqu'à ce que, par la jonction de plusieurs au-

de nouveau un Corps de Société Civile d'une juste étendue (b); je ne

vois pas pourquoi ils ne succéderaient pas alors à tous les droits de l'ancien Peuple: d'autant mieux que l'on n'a pas encore déterminé positivement, combien de Pères de Famille il faut pour former un Peuple; & que même, un assez petit nombre suffisoit dans les commencemens des Sociétés Civiles.

L'usage qu'on fait (1) du mot de *Peuple*, dans le langage ordinaire, semble favoriser cette pensée. Le *fond du Peuple* est aussi détruit, lors que la Multitude des Citoyens se dissipe & se désunit, ou par une sédition, ou à cause de la peste, ou (c) par la violence d'un Ennemi qui les chasse, en sorte qu'ils ne peuvent plus se rallier.

Ainsi c'étoit plutôt pour se flatter d'avoir donné la naissance à un Etat illustre, & pour lui faire la cour, qu'en vertu d'une prétension bien fondée, que les (d) habitans de la nouvelle *Troie* se disoient autrefois les Ancêtres des *Romains*.

§. IX. La *forme* du Peuple (a) est détruite, lors qu'on le dépouille, ou en tout, ou en partie, des droits qu'il avoit en commun, entant que Peuple. La communauté de droit & de Loix finit entièrement, lors que les Citoyens étant dissipez entrent dans d'autres Etats, soit qu'ils y deviennent Esclaves, ou non. Et cette communauté ne subsiste plus qu'en partie, lors que les Citoyens, sans perdre leur liberté personnelle, & sans sortir de leurs Villes, & de leurs Terres, passent sous la domination d'un autre (b) Etat. Mais le seul changement de demeure, ou la démolition des murailles & des fortifications d'une Ville, n'empêchent pas qu'un Peuple ne soit toujours le même qu'auparavant.

(a) Voies *Grotius*, ubi *suprà*, §. 6.

(b) Voies l'exemple de la ville de Capoue, dans *Tite Live*, Lib. XXVI. Cap. XVI.

§. VIII. (1) *Quindocim liberi homines, populus est.* Apollonius, in *Apoll.* Dans *Ovide*, *Metam.* VI, 197. *Nixæ* appelle un Peuple, ses quatorze enfans. Voies *Juslin.* Lib. X. Cap. I. num. 6. & *Gravins* sur *Hésode*, dans le *Saule* d'*Hercule*, vers. 479. Dans le *Digeste* il est dit, que si un Corps se trouve réduit à une seule personne, elle conserve le nom & les droits de ce Corps. *Sed si universitas ad*

*unum redit; magis admittitur, posse eam convenire, & conveniri: cum jam omnium in eam reciderit, & sit unum universitatis.* Lib. III. Tit. IV. *Quod cujusvisque Universitatis nomine &c.* Leg. VII. §. 2. Il faut pourtant que cette personne cherche au plutôt de nouveaux Collègues, qui prennent la place de ceux qui manquent.

*Fin du Huitième & dernier Livre.*

# T A B L E

## D E S A U T E U R S,

Expliquez, ou défendez, ou critiquez, ou sur lesquels on a fait quelque Remarque, soit dans le Texte, soit dans les Notes ou dans la Préface du Traducteur.

*Le Chiffre Romain marque le Livre: le Chiffre Arabe, qui suit, marque le Chapitre: & le troisième marque le Paragraphe. Lors qu'après le troisième, il y a quelques autres Chiffres Arabes, précédez d'une virgule, ce sont encore des Paragraphes. Les Notes sont désignées par une n. La Préface, de cette manière: Préf.*

### A.

**A** M B R O I S E (Saint) jugement sur son Traité des Offices, & quelques-unes de ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

**Antonin** (Marc Aurèle) jugement sur son Ouvrage. *Préf.* §. 27. réflexion sur une de ses maximes au sujet de ceux qui péchent. I. 3. 12. n. 3.

**Aristote** (le Philosophe) Abrégé de sa Morale, & de ses principes sur la Religion. *Préf.* §. 23. jugement qu'il en faut porter. *Id.* contradiction de cet Auteur, au sujet du Plaisir & de la Douleur. I. 4. 7. n. 7. ses idées sur la Justice. I. 7. 12. faux raisonnement. *Id.* §. 17. n. 3. sa définition du Serment, expliquée. IV. 2. 18. fausse raison dont il se sert pour décrier le Prêt à usure. V. 7. 10. expédient inhumain & criminel, qu'il approuve & conseille, pour empêcher la trop grande multiplication des Citoyens. VI. 1. 8. fausse raison dont il se sert pour faire voir l'antiquité du Gouvernement Monarchique. VII. 5. 4. n. 7. ses idées des Gouvernemens Mixtes. *Id.* §. 12. réflexion sur ce qu'il dit d'une Monarchie absolue. VII. 6. 5. n. 1.

**Athanasie** (Saint) jugement sur ce qu'il y a de Morale dans ses Ouvrages. *Préf.* §. 9.

**Athénagore**: ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

**Augustin** (Saint) ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

**Autor-Gelle**: passage de cet Auteur expliqué. V. 4. 5. n. 1.

### B.

**B** A C O N (François) examen de ce que dit ce fameux Chancelier d'Angleterre, sur une raison qu'il prétend autoriser à prendre les armes contre les Américains. VIII. 6. 5.

**Balsamon** (Theodore) critique de ce qu'il dit sur la défense légitime, de

soi-même. II. 5. 9.

**Basile** (Saint) quelques-unes de ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

**Bayle** (Pierre) réfutation des argumens qu'il prête aux Cyniques. *Préf.* §. 21. faute dont il accuse Amier, & qui n'est pourtant qu'une faute d'impression. *Préf.* §. 26. lettre b. examen de sa maxime, que l'Homme a plus d'amour pour la Joie, que de haine pour la Douleur. I. 6. 14. n. 4. réflexions sur ce qu'il dit des idées de l'Honnête détaché de tout principe de Religion. II. 3. 19. n. 2. IV. 3. n. 4. considérations sur la Société d'Athées. *Id.* remarque sur ce qu'il dit des principes sur lesquels Cicéron fondeoit l'idée de l'Honnête. *Id.* réflexion sur ce qu'il dit au sujet de ceux qui approuvent le mal, que d'autres font. III. 1. 4. n. 2. il avance mal-à-propos, qu'il n'y a que les *Médes*, chez qui on ait donné action contre les Ingrats. III. 3. 17. n. 3. remarque sur ce qu'il dit de la Jalousie. VI. 1. 15. n. 2.

**Bilancia Politica**: réfutation des principes de ce Livre. VII. 5. 9.

**Boccacini** (Trajano) critique d'une raison pour laquelle il dit que Mahomet permit la Polygamie. VI. 1. 16. n. 1.

**Bodin** (Jean) la Proportion Harmonique, qu'il suppose dans la Justice Vengeresse, n'est pas juste. VIII. 3. 25. foible raison qu'il allègue au sujet du Divorce. VI. 1. 22.

**Boetius** (Jean Henri) jugement sur cet Auteur. *Préf.* §. 29. critique de ce qu'il dit contre le droit illimité d'une juste défense de soi-même. II. 5. 3. soutient mal-à-propos, que le partage des biens est commandé dans le Décalogue. IV. 4. 4. examen de son sentiment sur l'origine de la Propriété des biens. *Id.* §. 12. 13.

**Bruyère** (de la) une de ses pensées, tirée de *Senéque*. III. 6. 16. n. 4.

**Buddens** (Jean François) réflexion sur le jugement qu'il fait des *Cyniques*.

*Préf.* §. 21. fait qu'il rapporte mal, concernant *Hégésias*, Philosophe de la Secte des *Cyrénaïques*. *Id.* §. 22. lett. f. exprime mal le sentiment de *Hobbes* au sujet du Pouvoir d'une Mère sur son Enfant. VI. 2. 2. n. 2, 3. réflexion sur ce qu'il dit de la condition des Enfans d'un Esclave. VI. 5. 9. n. 4. sa pensée sur le cas où les Sujets sont dans un simple doute, si la Guerre, où l'on veut les faire marcher, est juste, ou non. VIII. 1. 8. n. 2. jugement trop avantageux qu'il fait de la Version Française de *Grétius* par Mr. de Courtin. *Préf.* §. 30.

### C.

**C** A T O N (Marc) critique de ce qu'il dit contre le Prêt à usure. V. 7. 10. n. 4.

**Charron** (Pierre) réfutation de ce qu'il dit, que la Charité, & la Justice, sont quelquefois opposées l'une à l'autre. *Préf.* §. 3. critique de ses idées sur les Facultez des Bêtes. I. 3. 1. n. 1. réflexion sur ce qu'il dit de la Vengeance. VIII. 3. 23.

**Chrysostome** (Saint) ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

**Cicéron** (Marc Tullius) jugement sur sa manière d'écrire, & sur sa Morale. *Préf.* §. 27. passage de ses *Tusculanes*, expliqué. I. 3. 3. n. 4. comment il faut entendre ce qu'il dit du fondement de l'Honnête & du Juste. II. 4. 3. n. 4. ce qu'il dit sur une des fonctions de la Justice, défendu contre *Lactance*. II. 5. 14. n. 5. un passage de ses *Offices*, expliqué & défendu contre l'Auteur. III. 2. 2. n. 4. réflexion sur ce qu'il dit des Promesses faites aux Brigands & aux Corsaires. III. 6. 11. en quel sens il faut entendre ce qu'il dit de la sainte, & de la dissimulation. IV. 1. 9. n. 4. réflexion sur la conformité qu'il prétend y avoir entre les sentimens des *Peripatéticiens*, & de la vieille Académie. *Préf.* §. 23. lett. c. ce qu'il dit des Sermons faits à un Corsaire, de-

# T A B L E

défendu contre *Grotius*. IV. 2. 1. Passage au sujet du Serment, expliqué. IV. 2. 15. n. 2. décision trop rigide, au sujet des Marchands. V. 3. 4. critique de ce qu'il dit au sujet des Promesses qu'on est dispensé de tenir. V. 12. 22. défense de cela même. *Id.* n. 1.

*Clément d'Alexandrie* : ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

*Confucius* (Philosophe Chinois) ses principes de Morale. *Préf.* §. 14.

*Connan* (François de) examen de ce qu'il dit au sujet des simples Promesses, faites sans cause. III. 5. 9. & suiv.

*Corinthiens* (I. Epître aux) diverses explications d'un passage du Chap. onzième. V. 3. 10. n. 3.

*Courtois* (Antoine de) jugement sur sa Version de *Grotius*. *Préf.* §. 20. pensée outrée qu'il débite, dans un endroit où il veut expliquer son Auteur. II. 3. 19. n. 2. fausse explication d'une division de *Grotius*. VII. 4. 1. n. 1.

*Cudworth* (Rodolphe) traduit mal un passage d'*Aristote*. *Préf.* §. 23. lett. h. attribuée à *Possidonius* une pensée qui est de *Cicéron*. *Préf.* §. 25. lett. k.

*Cujas* (Jacques) critique de ce qu'il dit sur une Loi des XII. Tables. II. 5. 17. n. 1. sur la Prescription. IV. 12. 7.

*Cumberland* (Richard) examen de son sentiment sur la sanction des Loix Naturelles. I. 6. 14. Maxime trop vague au sujet de la liberté de se marier, ou non. VI. 1. 7. fausse récession dont il use contre *Hobbes*. VII. 2. 4.

*Eyprien* (Saint) ses fausses idées en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

*Cyrille* (Saint) jugement sur ses Instructions de Morale. *Préf.* §. 9.

## D.

**DACIER** (André) remarque sur l'apologie que lui, & sa Femme, font des Paradoxes des Stoïciens. *Préf.* §. 26. réflexion sur ce qu'il dit de la Langue Française. I. 1. 1. n. 6. mauvaise traduction d'un mot de Marc Antonin. I. 4. 7. n. 7. & d'un autre de Platon. I. 3. 3. n. 4. & d'un passage de Sophocle. IV. 1. 16. n. 5.

*Daumas* : ômet une des raisons pour quoi les Conventions forées sont nulles. III. 6. 10. n. 5.

*Desbarres* (René) critique de ce qu'il dit au sujet des scrupules. I. 3. 9.

*Despreaux* (Nicolas Boileau) réflexion sur la conclusion de sa Satire de l'Homme. I. 3. 1. n. 1.

*Didot de Sicile* : fausse hypothèse de cet Auteur sur l'origine du Genre Humain. IV. 4. 8. récession de la raison d'une Loi de Charondas, qu'il rapporte. VI. 1. 7.

*Dion Chrysostome* : sa définition de l'Etat critiquée, & défendue. VII. 2. 13. n. 1.

*Droit Romain* : réflexion sur la manière dont il définit la Justice. I. 7. 6. sur la Définition du Droit Naturel. II. 2. 2. sur ce qu'il entend par Dom-

mage. III. 12. n. 1. vaine subtilité de ce qu'il établit au sujet des Obligations purement Civiles. III. 4. 5. n. 5. sur le Consentement présumé, ou feint. III. 6. 2. n. 3. sur l'acte d'un Créancier qui rend le billet d'obligation. IV. 6. 6. & V. 11. 7. sur une clause d'un bail à ferme. *Id.* sur l'effet de l'Erreur par rapport à la validité des Contrats. VI. 6. 7. n. 4. sur ce que les Jurisconsultes appellent *dolus re ipsa*. *Id.* §. 8. n. 2. sur la rescision des Contrats, dont le Dol a été la cause. *Id.* n. 4. remarque sur ce qu'ils disent du degré de crainte qui est nécessaire pour annuler une Convention. *Id.* §. 10. n. 5. Limitation de la maxime, Que ce qui est nul dans son origine, ne peut être valide par un fait postérieur. III. 6. 14. Explication d'une Loi au sujet des simples Promesses. III. 6. 15. d'une autre, qui concerne les Courtisanes. III. 7. 9. critique d'une décision au sujet des Conventions illicites de part & d'autre. *Id.* §. 9. n. 1. de la Loi qui permet de jurer qu'une femme n'est pas grosse. IV. 2. 2. Restrictions qu'il faut apporter à la Règle de Droit, qu'une chose qui est à nous, ne peut pas commencer à nous appartenir plus qu'elle ne faisoit. IV. 4. 2. n. 9. remarque sur la constitution de l'Empereur *Frederic*, au sujet des Semens d'un Enfant en bas âge. IV. 2. 11. les Paons, & les Pigeons, sont mis mal-à-propos par les Jurisconsultes, au rang des Animaux Sauvages. IV. 6. 5. n. 2. remarque sur ce qu'ils disent des Bêtes qui recouvrent leur liberté naturelle. *Id.* §. 12. défense de la maxime, Que la Plante fait le fonds. IV. 7. 5. critique de celle qui porte, Que l'écriture suit le Papier. *Id.* §. 7. remarque sur la *specificatio*, ou introduction d'une nouvelle forme. *Id.* §. 10. logomachies au sujet de la Possession. IV. 9. 7. remarque sur la définition de la Prescription. IV. 12. 2. n. 1. sur ce qu'on dit du remis que doit avoir d'abord la bonne foi du possesseur du bien d'autrui. IV. 12. 3. n. 3. sur les divisions des Conventions, & des Contrats. V. 2. 2. 3. examen de la Loi qui borne au surplus de la moitié du juste prix, la lésion qui suffit pour faire casser un Contrat. V. 5. 9. d'une autre Loi, qui permet de se tromper l'un l'autre au sujet du prix. *Id.* §. 10. explication d'une Loi concernant les cas où la chose prêtée périt entre les mains de l'Emprunteur. V. 4. 6. n. 2. réflexion sur la dispute des Jurisconsultes, si un Contrat, où l'on ne donne point d'argent de part ni d'autre, est une Vente. V. 5. 1. n. 1. Loi dure & injuste au sujet des accidents arrivés à un Associé à l'occasion des affaires communes. V. 8. 1. n. 1. Contrariété entre cette Loi, & une autre. *Ibid.* explication de la maxime, *Perfunder est plurimum, quo contrahitur*. VI. 1. 23. n. 2. remarque

sur une Loi concernant un Père, qui fait même mourir son Fils. VI. 2. 11. n. 2. défense de celle qui regarde les Arbitres, dont les avis se trouvent différens. VII. 2. 18. remarque sur une division des Obligations. VIII. 3. 3. exemples d'une injuste acception de personnes, dans la Punition des Crimes. *Id.* §. 25. réflexion sur ce que dit le Droit Romain, au sujet de *Finfamia facti*. VIII. 4. 7. Explication de la Loi concernant ceux qui sont Alliez par une Alliance Inégale. VIII. 9. 4. n. 1.

## E.

**EPICETUS** : jugement sur la Morale de ce Philosophe. *Préf.* §. 27.

*Erasme* (Didier) critique d'une de ses pensées au sujet du carnage des vingt-cinq mille hommes de la Tribu de Benjamin. VIII. 6. 10. n. 3. réflexion sur sa réponse à une Déclaration de Lucien. V. 12. 17.

*Eustratius* (Commentateur d'Aristote) fausse maxime qu'il avance au sujet de l'Adultère. I. 4. 9. n. 4.

*Euclid* (Livre de F) raison d'une Loi, qui y est contenue, au sujet des choses empruntées qui viennent à petit. V. 4. 6. n. 12.

## F.

**FABRICIUS** (Jean Albert) deux fautes de sa *Bibliothèque Græque*. VIII. 6. 2. n. 2.

*Filmer* (Robert) critique de ce qu'il dit sur le fondement du droit de Propriété. IV. 4. 4. n. 1. sur le fondement de l'Autorité des Rois. VI. 2. 10. n. 2.

## G.

**GATAKER** (Thomas) quelques fautes dans les citations de son Abrégé des principes de la Morale des Stoïciens. *Préf.* §. 26. à la marge.

*Grammond* (Bartholémé) réflexion sur une maxime de cet Historien. VII. 4. 21.

*Gravina* (Théodore) remarque sur ce qu'il dit au sujet de l'Infinit naturel. VI. 1. 3. n. 2.

*Gregoire le Grand* : jugement sur ses Morales. *Préf.* §. 9.

*Gregoire de Nazianze* : jugement sur son stile, & quelques-unes de ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

*Grew* (William) contradiction chimérique qu'il reproche à *Aristote*, fondée sur deux passages de ce Philosophe, dont il se rapporte exactement ni l'un ni l'autre. *Préf.* §. 23. lett. n.

*Gronovius* (Jean Frédéric) explique mal un passage de *Grotius*. V. 6. 2. n. 3. se critique mal-à-propos sur ce qu'il dit, que les Romains font au dessus des Loix. VII. 6. 3. n. 4. sur ce qu'il dit contre la supériorité per-

révélation du Peuple par des Rois. *Id.* §. 1. n. 2. au sujet des Rois considérés par le Prédecesseur d'un Roi. VII. 7. 11. n. 4. au sujet des dispenses sur la Succession au Trône. *Id.* §. 13. n. 2. sur le pouvoir d'un Gouverneur de Province. VIII. 4. 11. n. 1.

*Critique* (Hingues) critique sur ce qu'il dit du fondement de la Moralité des Actions Humaines. I. 2. 6. défense de *Id.* *Id.* §. 1. n. 4. 2. 4. défense de l'application qu'il fait de quelques passages de l'Ecriture Sainte. I. 2. 6. n. 12. examen de ce qu'il dit sur les doutes qui surviennent en matière de Morale. I. 2. 9. fautive citation d'un Titre des Institutes. I. 5. 14. n. 14. critique de sa définition de la Loi. I. 6. 4. réflexion sur ce qu'il dit des Péchés de faiblesse. I. 5. 8. sur ce qu'il dit des doutes de la Conséquence. I. 5. 8. sur la division & les idées de la Justice. I. 7. 11. inadvertence dans la traduction d'un mot d'*Aristote*. *Id.* §. 16. n. 3. fautive application d'un passage de *Plutarque*. II. 3. 4. n. 1. défense de sa définition du Droit Naturel. *Id.* §. 4. n. 5. examen de ce qu'il dit, que les maximes du Droit Naturel supposent bien, quand même on supposerait qu'il n'y a point de Divinité. *Id.* §. 19. remarque sur la raison qu'il donne d'une Loi de Moïse au sujet des Voitures. II. 5. 18. sur ce qu'il dit au sujet de la permission de prendre le bien d'autrui dans une extrême nécessité. II. 6. 4. fautive application d'une maxime du Droit Civil. *Id.* n. 1. réfraction de ce qu'il dit au sujet de la réputation que doit un Volontaire, lors que la chose dérobée n'est plus en nature. III. 7. 11. examen de ce qu'il dit au sujet du droit de Passage sur les terres d'autrui. III. 9. 2. sur le transport des marchandises. *Id.* §. 6. sur les Promesses forcées. III. 6. 12. fautive explication d'une Loi du Digeste. *Id.* §. 15. examen de son opinion au sujet des Promesses déshonnêtes & illicites, ou faites pour une chose qui étoit des d'ailleurs. III. 7. 8. explication de ce qu'il dit au sujet des conditions apposées à une Promesse. III. 8. 4. réflexion sur ce qu'il dit au sujet des Equivoques. IV. 1. 11. sur la raison pourquoi on peut dire quelque chose de faux à un Enfant. *Id.* §. 15. & pourquoi l'action de *Rahab* est louée par les Ecritures Sacrées. *Id.* §. 16. critique de ce qu'il dit au sujet du Serment que *Laban* fit à *Jacob*. IV. 2. 4. défendu *Id.* *Id.* §. 1. n. 2. réfraction de son sentiment sur le Serment de *Jésus*. *Id.* §. 7. n. 1. de ce qu'il dit sur l'obligation du Serment. *Id.* §. 6. n. 1. & §. 8. examen de ses idées sur l'origine de la communauté des biens. IV. 4. 9. remarque sur une preuve dont il se sert, pour faire voir que les Livres sont susceptibles de Propriété. IV. 5. 1. Passage d'*Ovide*, qu'il applique

mal. IV. 5. 9. n. 2. remarque sur ce qu'il dit de l'acquisition de la Justification, & de la Propriété, par droit de premier occupant. IV. 6. 14. critique mal fondée d'une Loi du Droit Romain, au sujet des Accessoirs. IV. 7. 5. fautive explication de quelques termes qui concernent les mesures des limiers des terres. IV. 7. 11. n. 1. examen de la Définition du Testament. IV. 10. 2. défense de ce qu'il dit, que le pouvoir de tester est de Droit Naturel. *Id.* §. 4. n. 2. examen de ses idées sur la fondement de la Prescription. IV. 12. 8. mauvaise application de quelques exemples à une possession de bonne foi du bien d'autrui. IV. 13. 4. réflexion sur ce qu'il dit de la mesure naturelle du Prix de chaque chose. V. 2. 4. exemples d'un Consentement Mistre, mal appliqués. V. 2. 10. explication & défense de la raison qu'il allègue, pourquoi un Contractant doit dédommager à l'autre les défauts de la chose. V. 3. 2. 2. application de ce qu'il dit sur les Commissionnaires. V. 4. 5. examen de sa décision sur la question de deux Achezeurs d'une même chose. V. 5. 5. fautive idée qu'il donne d'une action de *Jeseph* le Patriarche. *Id.* §. 9. n. 1. exemple de *Erastus*, mal expliqué. *Id.* examen de ce qu'il dit au sujet d'un service mémorable qui tourne à l'avantage de plusieurs personnes à la fois. V. 6. 4. critique de ses idées sur l'Usure. V. 7. 11. de sa distinction de l'Odieux & du Favorable. V. 12. 12. n. 2. & §. 13. n. 1. & *Id.* remarque sur une Règle qu'il donne en matière du confidit de deux Loix Négatives. *Id.* §. 23. remarque sur la raison pourquoi il prétend que l'Inceste en ligne directe des Ascendants & Descendants, est défendu. VI. 1. 2. Fautive citation on application de quelques Loix du Pentateuque au sujet des Esclaves. VI. 3. 4. n. 2. examen de ce qu'il dit du partage de la Souveraineté. VII. 4. 14. défense de ce qu'il dit, que les Princes Souverains sont au dessus des Loix. VII. 6. 1. n. 4. examen de son sentiment au sujet de l'autorité des Distincteurs Romains. *Id.* §. 15. défendu contre *Grotius*, sur diverses choses. VII. 6. 5. n. 2. VII. 7. 12. n. 4. & §. 15. n. 2. critique de ce qu'il dit, que la Religion Chrétienne ne permet jamais de résister au Souverain. VII. 8. 5. n. 7. défense de son opinion sur le droit de punir que chacun a dans l'Etat de Nature. VIII. 3. 4. n. 3. examen de ce qu'il dit sur la Justice à laquelle il faut rapporter l'imposition des Peines. *Id.* §. 5. réflexion sur ce qu'il dit des Péchés qui ne doivent pas être punis comme les Crimes Humains. *Id.* §. 14. fautive citation d'un passage de *Sénèque*. *Id.* §. 16. n. 4. réflexion sur ce qu'il dit du Pardon accordé avant qu'il y ait des Loix Négatives. *Id.* §. 16. sur les raisons pourquoi

*Id.* VIII. 11. 4. n. 1. passage de *Dionys d'Halicarnasse* mal rapporté. VIII. 1. 13. n. 3. *Gauthier* (le Poëte) remarque sur ce qu'il fait dire à l'Empereur *Frederic Barberousse*. VIII. 5. 2. n. 2.

H.

**HOBBS** (Thomas) critique de ce qu'il dit au sujet des choses innommes. I. 2. 12. fautive raison qu'il allègue, pour prouver que la Morale & la Politique sont susceptibles de démonstration. I. 2. 4. critique de ce qu'il dit sur la Liberté. I. 4. 2. & sur la nature du Bien. *Id.* §. 4. & sur la Règle commune de la Vertu & du Vice. I. 4. 6. réflexion sur ce qu'il dit des Conseils. I. 5. 14. critique de ce qu'il pose pour fondement de l'obligation des Loix Naturelles. I. 6. 4. II. 2. 20. & de ce sur quoi il fonde l'empire souverain de Dieu sur les Hommes. *Id.* §. 10. examen de ce qu'il dit sur la Justice Distributive. I. 7. 9. sur la Justice, l'Injustice, & l'Injure. *Id.* §. 12. sur la comparaison entre l'Etat de Nature, & l'Etat Civil. II. 2. 9. n. 4. & *Id.* sur le fondement du Droit Naturel. II. 2. 9. II. 3. 16. & *Id.* réfraction de son principe, que l'Etat de Nature est un état de Guerre. II. 2. 5. & *Id.* de ce qu'il dit sur le brigandage autorisé parmi quelques anciens Peuples. *Id.* §. 12. critique de ses principes sur l'Egalité Naturelle des Hommes. III. 2. 2. examen de ce qu'il dit au sujet du Soit. *Id.* §. 5. fautive idée qu'il donne de l'Achéisme. III. 4. 4. examen de son opinion sur la nature du transport de droit. III. 5. 2. 3. sur l'efficacité de la menace d'être trompé, par rapport à la validité d'une Convention. III. 6. 9. sur ce qu'il dit de la validité des Promesses & des Conventions forcées. *Id.* §. 17. sur la maxime, qu'il suffit toujours de faire tout ce qu'on peut

# T A B L E

peut pour tenir sa parole. III. 7. 4. sur cette autre, que l'on ne peut point s'engager valablement à souffrir des maux qui soient au dessus de la fermeté ordinaire de l'Esprit Humain. *Ibid.* 5. 5. sur la différence entre un Contrat, & une simple Convention. V. 2. 1. sur le fondement de l'autorité des Pères, & des Méres. VI. 2. 2. 3. sur ce qu'il dit, qu'une Famille séparée & indépendante, est un Etat. VI. 2. 10. & VI. 3. 1. sur ce qu'il dit des Esclaves. VI. 3. 7. 8. sur ce qu'il dit des moïens de vivre en sûreté dans l'Etat de la Nature. VII. 1. 8. sur ce qu'il prétend, qu'il n'y a point de Convention entre un Souverain, & ses Sujets. VII. 2. 9. & *suiv.* sur ce qu'il dit, que dans tout Etat c'est le Peuple qui regne. *Ibid.* 5. 14. sur la constitution de la Démocratie. VII. 5. 6. de l'Aristocratie. *Ibid.* 5. 8. sur les Criminels, qu'on exécute sans attendre les formalitez de la Justice. VII. 6. 12. sur ce qu'il soutient, que toute Souveraineté est absolue. *Ibid.* 5. 13. sur ce qu'il dit des Roïaumes établis par un libre consécration du Peuple. VII. 6. 17. au sujet des Interrognes. VII. 7. 9. de la Succession aux Roïaumes Patrimoniaux. *Ibid.* 5. 11. sur ce qu'il prétend, que la Frugalité n'est pas une Verru des Princes. VII. 9. 10. sur ce qu'il dit, que les Loix Civiles ne fauroient être contraires au Droit Naturel. VIII. 1. 2. que les Loix du Décalogue sont des Loix Civiles. *Ib.* 5. 4. qu'il n'y avoit rien de Juste ou d'Injuste, avant l'établissement des Loix Civiles. *Ibid.* 5. 5. sur le fondement & l'origine du droit de vie & de mort, qu'ont les Souverains sur leurs Sujets. VIII. 3. 1. sur la définition de la Peine. *Ibid.* 5. 7. sur les Criminels de Léze-Majesté. *Ib.* 5. 33. n. 2. sur les Duels. VIII. 4. 8. sur le fondement de l'Honneur. *Ibid.* 5. 13. sur les Fables des Païens. *Ibid.* sur ce qu'il dit, que tous les biens des Sujets sont au Souverain. VIII. 5. 1. 2.

**HOMÈRE :** remarque sur une réflexion que fait ce Poète au sujet d'Hector. IV. 2. 14. n. 4. explication de quelques passages, d'où l'on veut inférer, que l'usage de la Monnoie étoit inconnu du tems de la Guerre de Troie. V. 5. 1. n. 1.

**HORNIIUS (Jean Frideric)** fausse raison qu'il allégué, pourquoi certaines Sociétez sont appellées Simples. VI. 1. 1. réfutation de ce qu'il dit sur le fondement de l'autorité d'un Mari sur sa Femme. VI. 1. 12. & *suiv.* de la manière dont il prétend que la Société Civile s'est formée. VII. 1. 5. sur l'origine de la Souveraineté. VII. 3. 8. & *suiv.* sur les Ci-voïens des Républiques. VII. 5. 5. sur les Conquêtes. VII. 7. 3. 4.

I.

**JÉRÔME (Saint)** ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* 5. 9.

**JOSEPH (l'Historien Juif)** critique de ce qu'il dit au sujet de *César*. IV. 4. 6. n. 2.

**JOSEPH (Livre de)** remarques sur ce qui est rapporté au Chap. IX. du Serment que Josué fit aux Gabsionites. IV. 2. 7. n. 1.

**ISOCRATE :** épithète mal convenable que cet Orateur donne au Nil. IV. 5. 7. n. 1. passage expliqué & défendu. VII. 2. 13. n. 2. réflexion sur ce qu'il dit de la Noblesse. VIII. 4. 25.

**JUVENAL :** pensée de ce Poète, au sujet des Nobles, prise de *Salluste*. VIII. 4. 31. n. 2.

L.

**LACTANCE :** réfutation d'une critique mal fondée qu'il fait de ce que dit *Cicéron* au sujet de la juste défense de soi-même. II. 5. 14. n. 6. fausse explication d'un passage de *Virgile*. IV. 4. 8. quelques-unes de ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* 5. 9. critique mal fondée du titre de *Sages* qu'on donnoit aux plus anciens Philosophes de la Grèce. *Préf.* 5. 17. lett. e. & d'une pensée d'*Anaxagore*. *Ibid.* 5. 18. lett. k.

**LEON (Saint)** jugement sur la manière dont il traite la Morale. *Préf.* 5. 9.

**LIPSÉ (Juste)** fausse maxime de Politique qu'il avance. IV. 1. 19.

**LUCRÈCE (le Poète)** réflexion sur un raisonnement qu'il fait contre les Pyrrhoniens. V. 12. 19. n. 2.

M.

**MATTHEUS (Antoine)** réfutation de ce qu'il dit au sujet des gens réduits à la dernière nécessité. II. 6. 7. sur les Sermons extorquez par une crainte injuste. IV. 2. 8. Serment chimérique qu'il attribue à *Jules César*. *Ibid.*

**MARTINIEN (l'Evangile de St.)** expression d'un passage de ce Livre, comparée avec une autre semblable de *Sophocle*. IV. 1. 16. n. 5. réflexion sur la Parole d'un trésor caché dans un champ. V. 3. 3. n. 2. sur celle de l'Esclave méchant & paresseux. V. 7. 10. n. 1.

**MELANCHTHON (Philippe)** jugement sur la Morale. *Préf.* 5. 28.

**MILTON (Jean)** examen de ses raisonnemens au sujet du Divorce. VI. 1. 24.

**MALCOLM :** remarque sur ce qu'il dit des péages d'un Déroit. III. 3. 7. n. 6.

**MONTAGNE (Michel de)** réfutation de ce qu'il dit pour détruire la certitude & l'évidence des Règles de la Morale. *Préf.* 5. 3. 4. une de ses pensées tirée de *Sénèque*. II. 3. 21. n. 3. sentiment outré qu'il a au sujet des Promesses. III. 6. 12. n. 1. pensée prise d'*Aulus Gelle*. V. 4. 5. n. 2. réflexion sur ce qu'il dit de la Libéralité, par rapport aux Princes. VII. 9. 2. n. 8. & sur ce

qu'il rapporte d'un Prince de Lithuanie. VIII. 4. 6. n. 3.

**MORNATIUS (Jurisconsulte)** fausse explication qu'il donne d'un passage des Corinthiens. V. 3. 10. n. 3.

N.

**NICOLÉ (Pierre)** deux endroits de son *Art de Penfer*, tirez de *Montaigne*. I. 7. 5. n. 2. II. 4. 13. n. 7.

**NICOLAS DE DAMAS :** passage de cet Auteur, expliqué. V. 2. 3. n. 1.

O.

**ORIGÈNE :** jugement sur ses Ouvrages de Morale. *Préf.* 5. 9.

P.

**PERIZONIUS (Jacques)** remarque sur une de ses Notes sur *Elie*. V. 2. 3. n. 1.

**PHILON (Juif)** fausse pensée de cet Auteur au sujet des noms qu'*Adam* donnoit aux Animaux. IV. 1. 4. n. 2. au sujet des caractères du Prince. VI. 4. 11. n. 3.

**PHILOSTRATE :** raison trop vague qu'il donne de la turpitude du Mensonge. IV. 1. 10. n. 1. règle mal entendue que son *Apollonius de Thyane* donne au sujet d'un trésor trouvé. IV. 6. 6. 13. n. 2. passage corrigé. V. 10. n. 7.

**PLACCET (Jean la)** réflexion sur ce qu'il dit du Mensonge. IV. 1. 10. n. 2.

**PLATON :** abrégé de ses principes de Morale & de Politique. *Préf.* 5. 20. un de ses passages corrigé. I. 2. 10. n. 4. réfutation de ce qu'il dit au sujet de la signification des mots. IV. 1. 4. n. 4. & de sa communauté de biens. IV. 4. 7. & de sa communauté de femmes. VI. 1. 15. pensée outrée au sujet des choses trouvées. IV. 6. 13. n. 2. réflexion sur ce qu'il dit de la Punition des Pêcheurs incorrigibles. VIII. 3. 10. jugement que *Montaigne* fait de ses Dialogues. *Préf.* 5. 27.

**PLUTARQUE :** jugement sur ses Morales. *Préf.* 5. 27. remarque sur un conte qu'il rapporte dans ses Questions Grèques. IV. 6. 8. n. 2. fausse critique qu'il fait de ce que disoit *Colotis* au sujet des Sociétez Civiles. VII. 1. 11. faute historique au sujet des Patriciens. VIII. 4. 28. lett. d.

**PLINE (l'Ancien)** remarque sur ce qu'il dit de ceux qui inventèrent la coutume de faire des Esclaves. VI. 3. 5. n. 1. sur l'origine des Alliances. VIII. 9. 1. n. 1.

Q.

**QUINTILIEN :** réflexions sur un passage de ce Rêveur au sujet des Avocats d'un Criminel. IV. 1. 21. & sur un endroit des Déclamations. V. 4. 7. n. 5.

R. R.

*Strabon* : passage de cet Auteur expliqué. V. 2. 3. n. 1.

T.

**TACITE** (Cornille) remarque sur un passage de cet Historien. IV. 11. 18.

*Térence* : pensée de ce Poète expliquée & défendue. VIII. 3. 20. n. 4.

*Tertullien* : ses erreurs en matière de Morale. *Préf.* §. 9.

*Théodoret* : jugement qu'il fait d'une action teméraire d'*Abdée*. *Préf.* §. 9.

*Thomasius* (Jacques) remarque sur ce qu'il dit de la raison pourquoi les Jurisconsultes Romains établissent un Droit commun aux Hommes & aux Bêtes. II. 3. 2. n. 2.

*Thomasius* (Christian) sentiment de ce Professeur au sujet des conjonctions contre nature. VI. 1. 4. n. 3.

*Tur-Live* : conjecture sur un passage de cet Auteur. I. 6. 14. n. 4. passage expliqué. I. 7. 4. n. 1. autre passage expliqué contre *Gratius*. VIII. 9. 2. n. 4.

*Tirius* (Gerhard Gottlieb) critique de ce qu'il dit sur la Conscience doucement. I. 3. 8. n. 1. fausse critique qu'il fait de notre Auteur au sujet de l'Etat Naturel. II. 1. 1. n. 7. & au sujet des caractères d'où il déduit le principe de la Sociabilité. II. 3. 15. n. 1. & au sujet de l'Egalité Naturelle des Hommes. III. 2. 2. n. 3.

réflexion sur ce qu'il dit au sujet d'une chose prêtée qui vient à périr par quelque cas fortuit. V. 4. 6. n. 1. critique d'une fausse raison dont il se sert au sujet des Choses favorables. V. 13. 13. n. 1.

V.

**VALÈRE MAXIME** : passage de cet Auteur expliqué. III. 1. 6. n. 9.

*Van der Meulen* : réflexion sur un en-

droit de son Commentaire où il veut défendre *Gratius*. II. 6. 7. n. 3.

*Vasquez* : maxime impie de ce Casuiste. II. 3. 4. réflexion sur ce qu'il dit des Loix Pénales. VIII. 3. 5.

*Velthuyfen* (Lambert) examen de ce qu'il dit des Causes Morales. I. 5. 3. de son principe fondamental du Droit Naturel. II. 3. 6. 12. son sentiment sur l'origine de la Pudeur. VI. 1. 30.

*Villoria* (François de) examen de ce qu'il dit en faveur des Espagnols. III. 3. 9. & sur la liberté du Commerce. *Ibid.* §. 12.

*Virgile* : explication d'un passage de ce Poète, contre *Laënce*. IV. 4. 8.

W.

**WINCKLER** (Bénédict) jugement sur ses Principes de Droit. *Préf.* §. 28.

Z.

**ZIRLER** (Gaspard) confond mal-

à-propos deux sortes de Certitude de Morale. I. 2. 11. remarque sur ce qu'il dit de l'obligation de réparer le Dommage. III. 1. 4. au sujet de l'estimation du gain qu'un homme aurait pu faire. *Ibid.* §. 7. au sujet du dédommagement que doivent aux Enfants ceux qui ont commis adultère. *Ibid.* §. 9. sur une contradiction qu'il attribue à *Gratius*. III. 3. 6. sur la différence du Domaine, & de la Propriété. IV. 4. 2. sur l'origine & le fondement de la Propriété. *Ibid.* §. 11. sur l'acquisition des Bêtes prises contre les défenses de la chasse. IV. 6. 7. sur les Bêtes Sauvages qui redeviennent au premier occupant. *Ibid.* §. 12. fausse application d'une Loi du Digeste. IV. 13. 5. critique mal fondée d'une distinction de *Gratius* au sujet du Pouvoir Paternel. VI. 2. 7.

**RABIN** (Rend) anachronisme de ce Jésuite au sujet d'*Hégésias* & de *Théodore*. *Préf.* §. 22. lett. c. remarque sur le jugement qu'il fait de la Morale d'*Aristote*. *Ibid.* §. 23.

*Régis* (Pierre Silvain) traduit mal un passage de *Cicéron*. I. 3. 7. n. 1.

*Roy* (Hugues de) examen des principes sur lesquels il fonde le Droit de Prescription. IV. 12. 6.

S.

**SAD-DEA** : remarques sur ce Livre : *Préf.* §. 13.

*Samuel* (1. Livre de) explication d'un endroit de ce Livre. VII. 6. 9.

*Sanderson* (Robert) critique de ce qu'il dit sur les Sermens. IV. 2. 2.

*Scharrock* (Robert) remarque sur ce qu'il dit de la Règle, *Quod tibi fieri non vis* &c. II. 3. 13.

*Selden* (Jean) jugement sur son Livre du Droit de la Nat. &c. *Préf.* §. 28.

réflexion sur ce qu'il dit du carnage fait à la Guerre. VIII. 3. 4. n. 4.

*Senèque* : jugement sur son stile ; & sur sa Morale. *Préf.* §. 27. fausse

pensée au sujet des Contrats, & des billets d'obligation. III. 6. 16. n. 2.

vaïne subtilité au sujet du Pardon. VIII. 3. 15.

*Sherlock* (Guillaume) remarque sur ce qu'il dit en faveur des Idées Innées. *Préf.* §. 4.

*Sidney* (Algernon) remarque générale sur son Livre, du Gouvernement. VI. 2. 10. n. 2. réflexion sur ce qu'il dit d'une pensée d'*Aristote*. VII. 6. 3. n. 1.

*Sophocle* : passage de cet Auteur expliqué. II. 4. 6. n. 6.

*Spinoza* (Bénédict) critique de ce qu'il dit sur le fondement du Droit Naturel. II. 2. 3. sur les Anées. III. 4. 4.

# T A B L E,

Qui contient toutes

## LES MATIÈRES,

Et toutes les choses tant soit peu considérables, dont il est parlé, avec tous les termes qui se trouvent expliqués, ou dans le Texte, ou dans les Notes & la Préface du Traducteur.

**A** BANDONNÉ : comment une chose abandonnée redevient au premier occupant. IV. 6. 12.

§. 2.  
Académiciens (anciens Philosophes) leurs sentimens. *Prof.* §. 24.

Acceptation : si elle est nécessaire, pour rendre les Promesses irrévocables. III. 6. 15. si elle peut être faite par un tiers, qui n'en a point d'ordre de celui en faveur de qui est la Promesse. III. 9. 5.

Acceptation : ce que c'est. V. 11. 7. n. 1.

Accessoires : ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. IV. 7. 1. Régies pour déterminer, à qui ils doivent être adjugés. *Ibid.* §. 2, & suiv.

Accusateur : pourquoi il a soin d'étaler tout ce qu'il trouve à reprendre dans la conduite passée de l'Accusé. VIII. 3. 12.

Accusation : quelque injustice qu'elle soit reconnue, fait du tort à celui qui a eu à s'en justifier. VIII. 4. 7. n. 4. s'il suffisoit d'intenter accusation, personne ne seroit innocent. VII. 4. 7. n. 4.

Accusé : s'il peut innocemment nier un Crime dont il se sent coupable. IV. 1. 20. celui qui transige avec l'Accusateur, est censé avouer son Crime. VIII. 4. 7. n. 5. Pourquoi il en appelle à sa conduite passée. VIII. 3. 12. On n'est pas infame pour avoir été simplement accusé. VIII. 4. 7. n. 4.

Acheter : si l'on est tenu d'acheter les denrées & les marchandises d'un tel. III. 3. 12.

Acheteur : quels sont ses engagements envers le Vendeur. V. 3. 5. c'est lui qui met le dernier prix à la marchandise. V. 6. 1. n. 9. celui qui la prend, sans faire marché, est censé acheter au prix courant. *Ibid.* §. 1. Si le besoin qu'il a de la marchandise, suffit pour qu'on puisse légitimement la lui faire passer cher. V. 1. 4. Si celui à qui l'on va offrir une chose, dont il n'a pas besoin, pour se prévaloir de cela, pour l'avoir à bon marché. *Ibid.* §. 10. si un Acheteur peut innocemment donner d'une chose moins que le prix réglé par les Loix. *Ibid.* §. 8. si celui qui achète d'un possesseur de bonne foi, profite du tems de la Prescription déjà écoulé. IV. 12. 4. n. 3. ou où il y a deux Acheteurs d'une même chose, comment il faut le décider. V. 5. n. 3. IV. 9. 8. n. 4.

Acte : comment ceux qui concourent à un même Acte, en sont responsables. III. 1. 5. Il y en a de divisibles, & d'indivisibles. *Ibid.*

Actes de bonne foi, & de droit étroit. III. 6. 2. n. 4.

Actes (pièces justificatives d'un Contrat, ou de quelque fait) Voirs & c.

Adversus : de quel côté d'infamie parait les Romains. VIII. 4. 6.

Adversus : en quels cas on est responsable d'une Action d'autrui. I. 5. 14. de cela seul qu'une Action est avantageuse, ou nuisible, il ne s'ensuit pas qu'elle soit moralement bonne ou mauvaise. I. 2. 6. les belles Actions sont le fondement le plus solide de la Gloire. VIII. 4. 12. En quel sens les Actions Humaines sont indifférentes par elles-mêmes. I. 2. 6. Actions Simples, & Actions Composées, ce que c'est. I. 7. 7. Actions forcées, de combien de sortes il y

en a. I. 4. 10. Actions Mixtes. *Ibid.* §. 9. Actions qui entrent ou qui n'entrent pas en commerce. I. 7. 7. qu'est-ce qui augmente le prix de celles qui entrent en commerce. V. 1. 6.

Action Morale : ce que c'est. I. 5. 1. quelle en est la matière. *Ibid.* §. 2. la forme. *Ibid.* §. 3. est toujours quelque chose de positif. *Ibid.* §. 4. comment s'abolissent les effets. I. 9. 6. combien de différentes Qualités elle peut avoir. I. 7. 1. la Quantité ou estimation absolue. I. 8. 1. & relative. *Ibid.* §. 5. Quelle Action Morale est passible en son genre. *Ibid.* §. 4. Quelle est méritaire. I. 9. 5. Actions Nécessaires, ou indispensables, & Permissives. I. 7. 2. Bonnes, ou Mauvaises. *Ibid.* §. 2. Indifférentes. *Ibid.* §. 5. Une bonne Action n'est pas meilleure que l'autre. I. 8. 2. Actions Justes. I. 7. 7. & Injustes. *Ibid.* §. 14.

Action en Justice : Il y a des Actions privilégiées par le Droit Civil sont seules. V. 11. 15. elles se prescrivent toutes par un silence perpétuel de trente ans. IV. 12. 2. n. 4. Action Personnelle, ce que c'est. IV. 2. 8. n. 4. Action Réelle. *Ibid.* Action en termes prescriptifs. V. 2. 7. n. 1. Action de l'indû. III. 4. 5. n. 3. *Inscriptio maleficii.* VIII. 1. 1. n. 3. *injustoria.* III. 9. 1. n. 3. *exercitoria.* *Ibid.* n. 2. *de signo juncto.* IV. 7. 6. n. 2. *noxalis, & pauperis.* III. 1. 6. de Larcin. III. 1. 5. n. 1. de Mandement. V. 4. 2. n. 1. *quod iussu.* III. 9. 1. n. 4. pour chose donnée, & cause non ensuivie. IV. 9. 4. n. 5. de Réfrence. V. 3. 2. n. 3. de condamnation. V. 11. 15. n. 4. *rerum amotarum.* VIII. 1. 3. n. 3. pour gestion d'affaires. IV. 13. 13.

Adem : tout lui appartenait, pendant qu'il fut seul au monde. IV. 4. 1. n. 2. si les descendans lui sont redevables de tout le droit qu'ils ont sur les biens du monde. *Ibid.* §. 4. n. 1. & §. 11. s'il donna des noms convenables à tous les Animaux. IV. 1. 4. n. 2.

Additio in diem : ce que c'est. V. 5. 4. n. 2.

Adgnati : ce qu'on entend par là dans le Droit Romain. V. 12. 11. n. 2.

Adop-

# TABLE DES MATIERES.

- Adoption** : ce que c'est. V. 12. 11. n. 1. Un Père par adoption doit être préféré au Père naturel, pour ce qui regarde la Succession du Fils adoptif. IV. 11. 33.
- Admissif** : ce que c'est dans le Droit Romain. V. 10. 17.
- Adultère** : ce que c'est. I. 2. 6. & VIII. 1. 2. fournir un juste sujet de dissoudre un Mariage. VI. 1. 21. si un Mari, qui couche avec sa propre Femme, la prenant pour une autre, commet adultère. I. 3. 16. si ceux qui sont coupables d'Adultère, doivent indemnifier le Mari, & les Enfants. III. 1. 9.
- Affaires** : si ceux qui sont les affaires de quelqu'un, à son insu, peuvent se faire paier leur peine, & demander le remboursement des frais qu'ils ont faits pour cela. III. 6. 2. & IV. 13. 13. n. 3.
- Aggrief** : quand c'est que sa vertu cesse. VI. 1. 36. n. 3. quels degrés d'Aggrief sont défendus. *Ibid.* §. 35.
- Age** : ses différents degrés. I. 1. 10. à quel âge on est capable de faire du mal avec connoissance. *Ibid.* quel est le fondement du respect & de l'honneur qu'on porte à l'Age avancé. VIII. 4. 12.
- Agresseur** : n'est pas toujours celui qui prend le premier les armes. II. 5. 6. n. 3. si l'on peut toujours tuer un Agresseur injuste. II. 5. 1. n. 2. & §. 3. ou un Agresseur qui se méprend. *Ibid.* §. 5. ou qui est utile à plus de gens, que nous. *Ibid.* §. 14. ou qui veut seulement nous mutiler : *Ibid.* §. 10. ou nous ravir l'honneur : *Ibid.* §. 11. ou nous donner un soufflet. *Ibid.* §. 12. si l'Agresseur peut se défendre, lors qu'il est ensuite attaqué à son tour par la personne offensée. *Ibid.* §. 19.
- Aimer son Prochain**, comme soi-même : en quel sens cela se doit entendre. II. 5. 14.
- Air** : si on peut se l'approprier. IV. 5. 2.
- Aliénation** : si c'est une suite de la Propriété. IV. 9. 1. conditions nécessaires pour l'Aliénation. *Ibid.* §. 2. 3. s'il faut que la délivrance de la chose précède ou accompagne l'Aliénation. *Ibid.* §. 5. & suiv. le droit d'Aliénation n'est pas toujours joint au droit de Propriété. IV. 4. 2. n. 8. L'Aliénation est ou pure & simple, ou conditionnelle. *Ibid.* §. 4. Aliénation du Royaume, ou de quelcun de ses parties, si elle est au pouvoir du Prince. VIII. 5. 9.
- Alliance** : ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. VIII. 9. 1. & suiv. se contracte de part & d'autre en vue de l'avantage qu'on espère d'en tirer. *Ibid.* §. 5. n. 3. Comment elle se rompt. *Id.* §. 11. Alliance Personnelle, & Réelle, ce que c'est. *Id.* §. 6. Règles pour les distinguer. *Id.* §. 7. 8. Alliance Egale, ce que c'est, & ses différentes sortes. *Ibid.* §. 3. Alliance Inégale. *Ibid.* §. 4. Alliance au sujet de ce qui étoit dû par le Droit Naturel. *Ibid.* §. 2. & II. 2. 17.
- Allies** : si on comprend sous ce mot ceux qui pourroient l'être un jour. VIII. 9. 10. si celui, au désavantage duquel il y a de l'inégalité dans le Traité, se reconnoît par cela seul inférieur en dignité, & tenu de céder à l'autre la Préséance. VIII. 4. 15. si la Souveraineté de l'Allié inférieur en dignité, reçoit par là quelque atteinte. VIII. 9. 4. chaque Allié doit avoir sa part au butin. VIII. 6. 18. n. 1. en quels cas il est tenu ou dispensé de secourir ses Alliez. VIII. 6. 14. quels il doit secourir préférablement aux autres. VIII. 9. 5. n. 1. quand c'est qu'il peut se départir de l'Alliance. VIII. 9. 5. du cas où il est stipulé, qu'aucun des Alliez n'entrera dans les terres de l'autre. V. 12. 4.
- Alluvion** : ce que c'est. IV. 7. 11. de celles qui accroissent au Pais entier. *Ibid.* de celles qui accroissent aux terres des Particuliers. *Ibid.* §. 12.
- Ambassade** : droit d'Ambassade, sur quoi fondé. II. 3. 23.
- Ambassadeur** : ses Devoirs généraux. VII. 8. 10. n. 2. n'est pas responsable de ce qu'il dit par ordre de son Maître. I. 5. 14. quand c'est qu'il peut de lui-même brouiller chemin. V. 12. 20. est censé être hors des terres de la Puissance auprès de qui il exerce son Emploi. VIII. 4. 21. si l'Ambassadeur d'une République doit céder le pas à celui d'un Roi. *Ibid.* §. 20. on ne peut pas user de Représailles sur un Ambassadeur. VIII. 6. 13. n. 1. & VIII. 9. 12. n. 1. si l'on peut être revêtu de ce caractère auprès d'une Puissance dont on a été Sujet. VIII. 11. 3.
- Ambiguïté** : comment on les explique. V. 12. 5.
- Ambition** : est une maladie fort générale. VII. 1. 7. celle des Conquerans ne rend pas une Guerre juste & légitime. VIII. 6. 5.
- Ame** : comment on en doit prendre soin. II. 4. 1. & suiv. comment on cause du dommage à autrui, par rapport à l'Ame. III. 1. 3. n. 2. la possibilité incontestable de son immortalité suffit pour déterminer toute personne sage à prendre le parti de la Vertu. II. 3. 21. n. 6.
- Ameinde** : il n'est pas permis, en la payant, d'insulter autrui. VIII. 3. 4.
- Ami** : on doit lui donner du secours. VIII. 6. 14. s'il doit quelquefois être préféré, pour la Succession, aux parents du défunt. IV. 11. 15. les injures sont plus sensibles de la part d'un Ami, que de la part d'un Ennemi, ou d'un Inconnu. VIII. 3. 20. n. 3.
- Amitié** : en quoi consistent ses Devoirs. VIII. 9. 2. l'Amitié & la Foi sont les deux choses du monde les plus sacrées. V. 4. 2. n. 1.
- Amour** : quand c'est qu'il est légitime. II. 4. 12.
- Amour propre** : est la plus forte de toutes les Inclinations, II. 3. 14. celui qui est éclairé & bien entendu, est un des trois grands principes de la Loi Naturelle. *Ibid.* §. 15. n. 5. & II. 4. 1. n. 2. toutes choses d'ailleurs égales, doit l'emporter sur l'Amour du Prochain. II. 5. 14. n. 3. en combien de manières il se trouve du conflit entre ses droits, & ceux de la Sociabilité. II. 5. 1. n. 1.
- Amphibologie** : ce que c'est. V. 12. 5. n. 1.
- Analogie** : doit céder à l'Usage. IV. 1. 4. n. 3.
- Anaxagore** : opinions de ce Philosophe, sur tout en matière de Morale. *Præf.* §. 18.
- Andréas** : l'éclat de leur gloire ne sert qu'à mettre dans un plus grand jour la honte des Descendans qui dégénèrent de leur Vertu. VIII. 4. 31. n. 2. on fait grâce quelquefois, en leur considération, à quelqu'un de leurs Descendans. VIII. 3. 17.
- Animal** : à qui appartient le fruit des Animaux. IV. 7. 4. Animaux Privés, & Animaux Sauvages. IV. 6. 5. Ce que c'est qu'un Animal Civil ou Politique. VII. 1. 3.
- Année** : quand c'est qu'elle est censée finie, quoi qu'elle ne soit que commencée. V. 12. 13.
- Amichrés** : ce que c'est. V. 7. 11. n. 2. & V. 10. 14. n. 1.
- Antiquité** : ne donne par elle-même aucun droit de préséance. VIII. 4. 17.
- Apologie** : si ceux qui sont l'Apologie d'une mauvaise action, sont tenus du dommage. III. 1. 4. si on peut faire l'apologie des crimes de son Prince, ou prononcer par son ordre celle qui a été composée par quelque autre. VIII. 1. 7.
- Apprenti** : si l'on peut exiger de chaque Apprenti autant qu'il donneroit, s'il étoit seul à prendre leçon. V. 6. 4.
- Approbateur** : s'il doit être puni comme l'auteur même du mal. III. 1. 4. n. 2.
- Appui** : droit d'Appui, ce que c'est. IV. 8. 11. n. 4.
- Aqueducs** : droit d'en faire passer par le fonds d'autrui. IV. 8. 12. n. 1.
- Aquens** : à qui appartiennent ceux qu'un Roi fait pendant son regne. VIII. 5. 8.
- Aquisition** : Originale. IV. 6. 1. Dérivée, de combien de sortes il y en a. IV. 10. 1. Naturelle, ou Civile. IV. 6. 1. n. 1.
- Arbitrage** : de personnes de probité, est susceptible d'étendue. I. 2. 10.
- Arbitre** : ce que c'est. V. 13. 3. de combien de sortes il y en a. *Ibid.* §. 5. Devoirs des Arbitres. *Ibid.* §. 4. s'il y a quelque Convention entre les Arbitres, & les Parties. *Ibid.* si l'on est tenu d'acquiescer à la sentence, juste ou non. *Ibid.* Quelles personnes ne peuvent point être prises pour Arbitres. *Ibid.* Comment doit s'y prendre un Arbitre, lors que les actes se trouvent perdus. *Ibid.* §. 7. de quelle manière se fait l'exécution de la sentence. *Ibid.* §. 10.



*Archélogus* (Chef des Académiciens) ses sentimens. *Prof.* §. 24.  
*Archelais* (le Philosophe) ses opinions en matiere de Morale. *Prof.* §. 12.  
*Argent* : on ne doit pas le transporter hors du Pais, lors que le Souverain le défend. VIII. §. 4. le Souverain peut en prendre aux Particuliers, dans un grand besoin de l'Etat. *Ibid.* §. 7.  
*Aristippe* (le Philosophe) ses sentimens. *Prof.* §. 22.  
*Aristocratie* : ce que c'est. VII. §. 3. Comment elle se forme. *Ibid.* §. 8.  
*Ariston* (de Chios) ses sentimens. *Prof.* §. 26.  
*Armes* : ce que l'on doit entendre par là, lors que ce mot est dans un Traité. V. 12. 7.  
*Armées* : ce qu'il faut entendre par là. V. 12. 4. si l'on doit donner passage à une Armée étrangère. III. §. 5.  
*Armoiries* : leur usage, & leur acquisition. VIII. 4. 30.  
*Arris interlocutoire* : ce que c'est. VI. 12. 10. n. 4.  
*Arrigation* : ce que c'est. V. 12. 11. n. 1.  
*Arts* : les Hommes ont été de bonne heure instruits, par la Providence, des Arts les plus nécessaires à la vie. II. 2. 4.  
*Articles* : chaque Article d'une Convention ou d'un Contrat, est inséparablement attaché à tous les autres en forme de condition. III. §. 9.  
*Ascendants* : succèdent au défaut de Descendans. IV. 11. 13.  
*Assassin* : celui qui fait le métier d'Assassin, est entièrement infame. VIII. 4. 5. si l'on peut le servir d'Assassins contre un Ennemi. VIII. 6. 16. Un Assassin ne peut pas demander ce qu'on lui avoit promis, ni être contraint à commettre le meurtre auquel il s'étoit engagé. III. 7. 7.  
*Assassinat* : si un simple dessein d'Assassinat, qui n'est point exécuté, peut être puni de mort. VIII. §. 23. n. 4.  
*Assemblée* : de combien de personnes pour le moins doit être composée. VII. 2. 19.  
*Affect* : ses Devoirs envers les autres Affociez. V. §. 4. s'il est responsable des pertes arrivées par sa faute. *Ibid.* §. 1. n. 1. ne doit pas souffrir les pertes, sans avoir part au profit. *Ibid.* §. 3. n. 3.  
*Assurance* : Du Contrat d'Assurance. VII. §. 2.  
  
chement  
sure à la  
L. 4. 4.  
s'il y en  
ait avoir  
le Droit,  
si on les  
2. si on  
1. si on  
doit leur garder la foi. III. 6. §. n. 8.  
si une Société d'Arhees ne seroit pas plus corrompue, que celles qui conservent les principes fondamentaux de la Religion, quoi que mêlez d'erreurs & même d'idolâtrie. II. §. 19. n. 2.

*Athysme* : décrit entièrement toutes Obligations Naturelles. III. 4. 4. n'est pas une simple fautes d'imprudence ou d'ignorance. *Ibid.*  
*Auantage d'autrui* : en combien de manieres on le procure. III. §. 2.  
*Avarice* : il faut s'en donner de garde. II. 4. 10.  
*Ambage* : à quoi s'engagent ceux qui vont s'y mettre à table. III. 6. 2.  
*Amorce* : aggrave le Crime. VIII. §. 19. n. 7.  
*Avenir* : comment on doit le regarder. II. 4. 1.  
*Aventure* : si on peut mettre de l'argent à la grosse aventure. VI. 7. 12. n. 4.  
*Avocat* : ne doit pas prendre de l'argent des Parties. V. §. 5. ni se charger volontiers de méchantes causes. IV. 1. 21. n. 2. s'il peut employer de fausses copies & de fausses raisons, pour défendre sa Partie. *Ibid.* §. 21.  
*Avocateries* : ce que c'est, & quelle force ils ont. VII. 11. 3.  
*Autorité* : celle que l'on s'acquiert dans le monde, ce que c'est. VIII. 4. 12. distincte du droit & du pouvoir, quel en est l'effet par rapport à l'imputation des Actions Morales. I. §. 14. n. 5. l'Autorité des Maîtres est un obstacle à la découverte de la Vérité. II. 4. 13. n. 11.  
*Angles* : pour qui ils étoient établis sous le Vieux Testament. II. §. 15. n. 2. si ceux qui s'y réfugièrent, étoient dispensés de la réparation du dommage. III. 1. 7.

B.

**B A I L L E U R** : en quels cas les pertes survenues par accident sont sur son compte. V. 6. 2.  
*Bailser* : il ne faut pas les ôter, après s'en être servi. III. §. 4. n. 1.  
*Bannissement* : quand c'est qu'il est légitime, ou non. VIII. 11. 7. celui qui y est condamné, cesse d'être Citoyen de l'Etat. *Ibid.*  
*Barbarie* (Pais d'Afrique) : si ces Peuples doivent être regardés comme entièrement infames. VIII. 4. 5. n. 3.  
*Bâtards* : ont naturellement une liaison aussi étroite avec leurs Pères, que les Enfans Legitimes. IV. 11. 6. n. 3. on leur doit la nourriture. *Ibid.* §. 6. vont après les Enfans Legitimes, dans les Successions abintestat. *Ibid.* §. 9. sur quel pied sont regardés dans plusieurs Etats. VIII. 4. 6. quel est l'effet de leur légitimation. *Ibid.* §. 26. n. 2.  
*Bâtimens* : si, en matiere d'Accessoires, ils suivent le fonds. IV. 7. 6. droit d'exhausser un Bâtiment. IV. 6. 12. §.  
*Béatitude* : voyez Felicité.  
*Beauté* : n'est pas une raison valable pour faire grâce à une fille convaincue d'un crime capital. VIII. §. 17. n. 2. si une fille ou femme à marier, à qui on l'a ôtée par une blessure, doit en être dédommagée. III. 1. 8.

*Béatitudes* : quand c'est qu'il est censé vaillant. V. 12. 8.  
*Bénéfices* : excellence & règles de cette Vertu. III. §. 15.  
*Bétail* : comment on prend possession d'un troupeau de Bétail. IV. §. 7. droit de l'abbreuvier ou de le mener paître dans un fonds voisin. IV. §. 12. n. 1.  
*Bêtes* : en quoi consiste leur liberté. II. §. 4. il y a deux extrêmes à éviter en raisonnant sur le principe de leurs mouvemens. I. §. 1. n. 1. les moralitez qu'on tire de leur exemple, ne sont pas solides. II. §. 2. n. 7. Il n'y a point de Droit commun entr'elles, & nous. *Ibid.* §. 2. & IV. §. 5. n. 1. si on peut les tuer & les manger. IV. §. 4. 5. on doit épargner celles qui servent au labourage. IV. §. 6. n. 2. pourquoi Dieu défendit aux Israélites de manger de certaines sortes de Bêtes. IV. §. 2. n. 4. si le Propriétaire d'une Bête est responsable du Dommage qu'elle a causé. III. 2. 6. & IV. §. 5. lors qu'on voit une Bête d'autrui tomber dans un fossé, il faut la relever, s'il-elle à un de nos ennemis. III. §. 4. n. 7. pourquoi la Loi de Moïse ordonne de faire mourir la Bête avec celui qui en a abusé criminellement. II. §. 1. Bêtes sauvages d'un Parc, ou d'une Forêt, à qui elles appartiennent. IV. 6. 11. comment elles redevenant au premier occupant. *Ibid.* §. 12. si les enseignes ou marques qu'on y met, suffisent pour en conserver la Propriété. *Ibid.*  
*Bien* : ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. I. 4. 4. Bienes Reels, & Bienes Imaginaires. VIII. §. 19. En quel sens le Bien & le Mal dépendent de la détermination du Souverain, ou des Loix Civiles. VIII. 1. 5. si l'Homme est plus sensible au Bien, qu'au Mal. I. 6. 14. n. 4. le plus grand Bien positif ne détermine pas la Volonté. *Ibid.* n. 3. Bienes qui arrivent à l'Homme, sont de trois sortes. II. §. 21. la rareté d'un Bien ne le rend pas au fond plus estimable en lui-même. V. 1. 6. quand c'est que la vue du Bien Agréable, & du Bien Utile, diminue la gravité d'un Crime. VIII. §. 19. tout Bien peut être communiqué gratuitement, & sans aucun motif ni prétexte. I. §. 2. comment on fait du bien véritablement à quelqu'un. III. 6. 13.  
*Biens* (richesses) sont l'objet de la plus grande partie du Droit, & sont comme l'ame des mortels. IV. §. 1. l'Inégalité des biens de la fortune n'est point contraire à l'Egalité Naturelle des Hommes. III. 2. 2. c'est pour les conserver qu'on a formé des Sociétés Civiles. VIII. §. 2. n. 1. on est censé n'avoir de bien qu'autant qu'on en possède, toutes dettes payées. IV. §. 8. n. 5. & IV. 11. 19. n. 1. si on peut tuer celui qui veut nous les enlever. II. §. 16. quelle est la meilleure manière de disposer de ses biens en mourant. IV. 11. 8. n. 3.

le Prince peut révoquer l'usage qu'on en doit faire. VIII. 5. 3. s'il a droit d'en disposer absolument. *Ibid.* 5. 1. 2. comment il peut céder, dans un Traité de Paix, les biens de quelques Particuliers. VIII. 5. 3.

**Bien d'autrui :** chacun doit s'en abstenir religieusement. IV. 13. 1. si on peut le prendre dans une extrême nécessité. II. 6. 5. 6. s'il est permis de le détruire, pour sauver le sien. *Ibid.* 5. 2. les Promesses au sujet du bien d'autrui, sont nulles. III. 7. 10. devoir de celui qui se trouve de bonne foi en possession du bien d'autrui. IV. 13. 2. & *suiv.* différentes manières d'avoir quelque droit sur le bien d'autrui. IV. 8.

**Biens publics :** de combien de sortes il y en a. VIII. 5. 7. Jusqu'où un Prince en peut disposer. *Ibid.*

**Bienfaiteur :** si, dans une Succession abintestat, il doit être préféré aux parens. IV. 11. 16.

**Bienfait :** il ne faut pas en trop rechercher les motifs. III. 3. 16. comment on doit le refuser. *Ibid.* n. 4. ce n'est pas un Bienfait, que de s'abstenir d'un crime. I. 9. 4. n. 2. ni de tirer quelqu'un d'un danger où on l'avait jetté. III. 3. 16. s'il est plus agréable & de plus grand prix, de la part d'un Ennemi, que de la part d'un Ami. VIII. 3. 20. n. 4.

**Bienfaisance :** si le Droit Naturel veut qu'on en observe les Loix. *Prof.* 5. 21. Costumes d'où elle dépend, de combien de sortes il y en a. *Ibid.*

**Bienveillance :** la Bienveillance mutuelle est le sentiment le plus conforme à la Nature Humaine. II. 2. 7. n. 1.

**Billet :** comment on possède un Billet d'obligation. IV. 9. 7. si le Débiteur, qui le recouvre, est par là quitte de sa Dette. III. 6. 16. & V. 11. 7.

**Blanc-seing :** quel en est l'effet. III. 9. 2.

**Blanche :** ce que c'est, & comment est légitime. V. 9. 7.

**Bodéméris :** voyez *Aventure*.

**Bonheur :** voyez *Félicité*.

**Bonté :** la Bonté d'une Action n'est point susceptible d'être étendue par elle-même. I. 3. 1. en quoi elle consiste. I. 7. 3.

**Bourreau :** ne commet point d'Homicide en faisant ses fonctions. VIII. 4. 5. n. 3. s'il peut quelquefois refuser d'exécuter une personne injustement condamnée. VIII. 1. 6. n. 4. pourquoi cette profession est infâme. VIII. 4. 5. 6.

**Breuvage :** peine de ceux qui donnent quelque breuvage amoureux, ou capable de faire avorter. I. 5. 10. n. 7.

**Brigands :** sont entièrement infâmes. VIII. 4. 5. s'il n'y a ni foi ni serment qui soit valable par rapport à eux. *Ibid.* & III. 6. 11.

**Brigandage :** chez qui est-ce qu'il a passé pour une profession honorable. II. 2. 10.

**Bucheron :** si lors qu'il tue quelques uns y pèche, ou jettant une bran-

che, il est coupable du sa mort. III. 1. 7.

**Burin :** comment on acquiert la Propriété de celui qu'on fait sur l'Ennemi. IV. 6. 14. & VIII. 6. 27. Au profit de qui il est. VIII. 6. 18. A qui doit revenir celui qu'on a repris. *Ibid.* 5. 22.

C.

**CABARET :** voyez *Follies*.

**Calomnieux :** ne faisoient jamais être trop sévèrement punis. VIII. 3. 27. n. 1.

**Capacité :** la capacité naturelle de commander n'est pas toute seule un titre suffisant qui donne quelque autorité sur ceux qui ne sont pas en état de se conduire si bien eux-mêmes. III. 2. 3.

**Capitaine :** (voyez *Officiers de Guerre*) si un Capitaine de Vaisseau, peut se faire sauter en l'air, sans être homicide de soi-même. VIII. 2. 4.

**Cardinaux :** vaine formalité dont ils usent en entrant dans le Conclave. IV. 2. 5.

**Carnage :** on ne doit point en faire sans nécessité, même dans une Guerre juste. VIII. 6. 7. n. 1.

**Carnéade (le Philosophe) ses sentimens. *Prof.* 5. 24.**

**Carrière :** si l'on doit donner le prix proposé, à ceux qui arrivent en même tems au bout de la Carrière. V. 12. 14.

**Carthage :** comment on devait entendre ces paroles d'un Traité conclu avec les Romains : *Carthage demurerait libre*. V. 12. 16.

**Cas forcé :** quand c'est qu'on en est garant. I. 5. 5. III. 1. 6. n. 3.

**Cause :** en quel sens les Causes Naturelles fournissent matière à quelque imputation. I. 5. 6. l'enchaînement invariable & inévitable des Causes & des Effets, est une opinion contraire à la Religion, & à la Morale. II. 4. 4. ce que c'est qu'une Cause Morale. I. 5. 9. Cause Principale, Cause Subalterne, & Cause Collatérale d'une Action. I. 5. 14.

**Cause (en matière de Jurisprudence) ce que c'est.** V. 2. 3. n. 3.

**Caution :** pourquoi peut être condamnée à payer. VIII. 3. 32. n'est pas tenue à plus, que ne le seroit le Débiteur principal. III. 6. 11. n. 10. & V. 10. 9. n. 1. peut néanmoins entrer dans un engagement plus étroit & plus pressant. V. 10. 10. ne peut pas être condamnée à la mort, ni à un bannissement, ni à perdre quelque membre. VIII. 3. 32. Bénéfices que les Loix accordent à une Caution. V. 10. 11. celui qui s'est rendu Caution d'un engagement forcé, n'est tenu à rien. III. 6. 11. Caution Solidaire, ce que c'est. V. 10. 11. Caution d'indemnité. *Ibid.*

**Cautionnement :** renferme deux Contrats distincts. V. 2. 10.

**Célibat :** s'il est toujours libre d'y demeurer, ou non. VI. 1. 7. si les

Loix Civiles peuvent y atteindre certaines personnes. *Ibid.* 5. 8.

**Cérémonie Morale :** il y en a de deux sortes. I. 2. 11.

**Cession de biens :** comment elle rend quitte un Débiteur. V. 10. 10. n. 3.

**Chair :** si, dans une grande disette de vivres, on peut manger de la chair humaine. II. 6. 3. si la coutume qui en est établie parmi les Sauvages de l'Amérique, est une raison suffisante pour leur déclarer la Guerre. VIII. 6. 5.

**Change :** ce que c'est. V. 2. 9. Change sec, & Change réel. V. 7. 12. n. 3. Change menu, & Change local. *Ibid.*

**Charges :** comment doivent être imposées aux Grégeois. I. 7. 9. VIII. 2. 4. n. 1.

**Charges publiques :** voyez *Emplois*.

**Chasteté :** si elle est quelquefois opposée à la Justice. *Prof.* 5. 3.

**Chasse :** est un exercice qui convient à la Noblesse, & aux Princes. IV. 6. 6. à qui appartient le droit de Chasse. *Ibid.* 5. 5. comment il faut faire valoir les Loix au sujet de la Chasse. *Ibid.* 5. 7.

**Chasser quelqu'un :** comment il faut entendre cette expression. V. 12. 13. n. 4.

**Chasseur :** si les bêtes qu'il a prises, contre les défenses des Loix, lui appartiennent véritablement. IV. 6. 7. si la bête lui appartient du moment qu'il l'a blessée. *Ibid.* 5. 10.

**Chemin :** il faut l'enseigner à ceux qui se sont égarés. III. 3. 3. n. 1. il ne faut pas ôter les mains qui le montrent, après s'en être servi. *Ibid.* 5. 4. n. 1.

**Chicanes :** exemples de chicanes sur les termes. V. 12. 3.

**Choses :** il faut en connaître le juste prix, & y proportionner nos desirs. II. 4. 9. il y en a qui dépendent de nous, & d'autres qui n'en dépendent pas. *Ibid.* 5. 7. 8. Choses Communes, de combien de sortes il y en a. IV. 4. 2. Choses Extérieures, ne sont pas un véritable fondement de l'estime raisonnable. VIII. 4. 14. n. 4. Choses Favorables, Odieuses, & Mixtes. V. 12. 12. En quel sens les choses sont appelées Morales. I. 1. 16. Choses Corporelles, ou Incorporelles. IV. 9. 7. n. 4. comment on acquiert, par droit de Guerre, les choses Incorporelles. VIII. 6. 19. elles sont attachées ou aux Personnes, ou aux choses. *Ibid.* Choses Sacrées, ou Religieuses. I. 1. 16. V. 1. 5. n. 1. si elles s'acquiescent par droit de Prescription. IV. 12. 2. n. 2. ne doivent pas être mises à prix. V. 1. 5. si on peut les détruire ou les endommager par droit de Guerre. VIII. 6. 7. n. 1. on peut les vendre pour le rachat des Prisonniers. VIII. 7. 12. n. 1. Choses susceptibles de fonction ou d'équivalent. Voyez *Fonction*.

**Christianisme :** ses maximes ne sont pas contraires à la juste défiance de soi-même. II. 5. 14.

# T A B L E

**Stupéfaction** (Hilosophie Stoïcien) des Citoyens. Prof. §. 27.  
**Civisme**: ce que c'est proprement. VII. 2. 20. idée d'un bon Citoyen. VII. 1. 4. n. 3. VIII. 4. 14. n. 3. Devoirs généraux, & particuliers, des Citoyens. VII. 2. 10. n. 2. Un Citoyen doit, malgré son Serment, découvrir les entreprises qu'il fait qui se trament contre le Patrie, ou contre l'Etat. IV. 2. 9. s'il doit sacrifier son honneur pour le bien de l'Etat, ou du Souverain. VIII. 4. 10. s'ils ont droit d'exiger quelque dédommagement des pertes qu'ils ont faites à la Guerre. VIII. 8. 3. quel rang doit tenir entre eux les Citoyens de divers Etats. VIII. 4. 24. si chaque Citoyen est Débiteur des sommes empruntées au nom de l'Etat. VIII. 5. 11. n. 1. s'il peut être livré à quelque Puissance étrangère, qui le demande. VIII. 2. 5. s'il lui est permis de se retirer ailleurs, quand bon lui semble. VIII. 11. 2. 3. 4. s'il peut être banni sans l'avoir mérité par aucun Crime. Ibid. §. 6. 7. si quelques Citoyens échappent en si petit nombre, qu'ils ne feroient faire un Corps d'Etat, conservent les droits de l'ancien Peuple. VIII. 12. 6. Voies d'autres choses, sur le mot *Sujets*.  
**Civilité**: on ne doit pas la pousser trop loin. VIII. 4. 15. n. 1.  
**Clause**: diverses sortes de Clauses ajoutées aux Promesses. III. 5. 1. n. 1. quel est l'effet de celles où l'on déclare, que toute Loi ou Ordonnance postérieure sera nulle. I. 6. 6. Clause Commissaire, ce que c'est. V. 5. 4. n. 4. VII. 5. 17. n. 3.  
**Clef**: en la donnant, on est censé délier et qu'elle tient serré. IV. 9. 2. n. 7.  
**Éléments**: combien elle a de parties. VIII. 8. 29. n. 6.  
**Couage**: s'il doit attirer du mépris & du deshonneur à un Mari, qui n'en est pas la cause. VI. 1. 10. si la crainte du Couage est ridicule. Ibid. §. 15. n. 2.  
**Cognati**: ce que c'est dans le Droit Romain. V. 12. 11. n. 2.  
**Celèbre**: cette Passion doit être réprimée avec beaucoup de soin. II. 4. 12.  
**Collatéraux**: quand c'est qu'ils sont appelés à la Succession. IV. 11. 14. 17.  
**Collèges**: de combien de sortes il y en a. VII. 2. 19.  
**Colonies**: leur usage, & leurs différentes sortes. VIII. 11. 6. & VIII. 12. 5. si une Colonie, qui forme un Etat nouveau, doit acquiescer les dettes de celui d'où elle est sortie. VIII. 12. 5.  
**Combats**: si les Combats singuliers, ou ceux d'une Armée entière, faits pour vider un différent, sont légitimes. VIII. 8. 5. ceux qui se loient pour un Combat avec des Bêtes, étoient déclarés infames parmi les Romains. VIII. 4. 6.  
**Commerce**: Loi générale établie dans le Commerce. V. 3. 10. Justes bor-

nes de la liberté du Commerce entre tous les Peuples. III. 3. 11. 12. IV. 5. 10. VIII. 5. 4. diverses sortes d'Alliances au sujet du Commerce. VIII. 9. 2. Traitez de Commerce roient sur une chose favorable. Ibid. §. 3.  
**Commis**: celui qui s'est accommodé avec le Créancier de son Maître, ne doit pas garder pour lui ce qu'il a fait rabattre de la dette. V. 11. 4.  
**Commission**: diverses manières de donner une Commission. V. 4. 5. Comment on doit s'en acquiescer. V. 4. 4. 5. si on peut le faire par un équivalent. Ibid. §. 5. celui qui donne commission de commerce un Crime, est aussi coupable que l'auteur même de l'action. I. 5. 14.  
**Commens**: un concubinage de manières une chose est dire commune à plusieurs. IV. 4. 3. n. 13.  
**Communauté**: comment la communauté primitive des biens a été abolie. IV. 4. 6. combien elle sembleroit préjudiciable à la Société. Ibid. §. 7. de combien de sortes on en peut concevoir. Ibid. §. 2.  
**Compassion**: est un sentiment insensible. III. 5. 4. n. 9.  
**Compensation**: ce que c'est, & en quelles choses a lieu. V. 11. 5. 6.  
**Compliments**: ne doivent pas être pris au pied de la lettre, comme s'ils engageoient à quelque chose. III. 5. 10.  
**Compromis**: ce que c'est. V. 12. 3.  
**Compte**: de combien de manières on rend compte de sa conduite. VII. 6. 2.  
**Concours**: dans un Concours de plusieurs personnes à une même action, comment chacune en est responsable. III. 1. 5.  
**Concubine**: ce qu'on entend par là. VI. 1. 36. quelle part ont les Enfants d'une Concubine à la Succession du Père. IV. 11. 9.  
**Conditio indubiti**: Voir *Adieu de l'indubiti*.  
**Condition**: ce que c'est. III. 2. 2. quels en sont les effets. Ibid. §. 2. n. 2. si elles se rapportent quelquefois au présent, ou au passé. Ibid. §. 3. Conditions tacites. III. 6. 2. & III. 8. 1. n. 1. Conditions onéreuses ne peuvent être ajoutées à une Promesse, du moment qu'elle a été offerte & notifiée. III. 9. 7. Conditions Possibles, ou impossibles. III. 8. 4. 5. Conditions Casuelles, Arbitraires, & Mixtes. Ibid. §. 4. Conditions qui renferment quelque chose d'illisible. Ibid. §. 5. Une Condition est tenue pour accomplie, lors que l'autre Contractant en empêche l'exécution. Ibid. §. 4. n. 4.  
**Condition**: (état de vie): la dissimule des Conditions ne rend pas l'un plus honnête homme que l'autre. VIII. 4. 2. 7. d'où vient que certaines Conditions passent pour deshonnêtes, quoi qu'elles ne renferment rien de vicieux par elles-mêmes. Ibid. §. 6.

**Confédération**: ce que c'est. VI. 1. 60. n. 5.  
**Considération**: une Considération personnelle est la plus étroite de toutes les Alliances. VIII. 9. 6.  
**Considérer**: comment on doit régler l'ordre des rangs, & la Préférence, entre plusieurs Puissances Considérées. VIII. 4. 22.  
**Confiance**: celle qui entretient la confiance de la vie, s'est pas fondée sur la supposition, que ceux à qui l'on parle, doivent toujours en conscience nous découvrir sincèrement tout ce qu'ils pensent. IV. 7. 9. n. 1.  
**Confidence**: ce que c'est qu'un Contrat de Confiance. V. 10. 8. on ne doit pas le faire en fraude de la Loi. Ibid.  
**Confiscation**: à qui appartient le droit de Confiscation. VIII. 5. 11.  
**Conjuration** (en suite de Jurisprudence) ce que c'est. V. 11. 14.  
**Conjurations**: leur usage pour l'interprétation des actes. V. 12. 5. & suiv.  
**Conjonctions**: celles qui se font contre nature, sont illicites, aussi bien que les Conjonctions vagues. VI. 1. 4. 5.  
**Connoissance**: une médiocre connoissance des choses utiles, vaut mieux qu'une science parfaite d'un grand nombre de choses inutiles. II. 4. 13. nécessité de la connoissance de soi-même. III. 4. 5.  
**Conquérants**: n'ont aucun droit sur ceux qui ont été les compagnons de leurs Conquêtes. VIII. 6. 21. n. 2.  
**Conquêtes**: fondement du Droit de Conquêtes. VIII. 4. 21. Conquêtes Justes. VII. 7. 3. Injustes. Ibid. §. 4.  
**Consanguinité**: quels degrés de Consanguinité sont défendus, & pour quoi. VI. 1. 32. 34.  
**Consuetudes**: ce que c'est, & ses divers actes. I. 3. 4. les différentes sortes. Ibid. §. 3. & suiv. Règles qu'elle doit suivre. Ibid. les sentiments ne sont pas un frein suffisant pour réprimer la malice de tous les Hommes. VII. 1. 31.  
**Conseil**: est quelque chose de sacré. III. 3. 3. n. 2. en quoi il diffère de la Loi. I. 6. 1. comment ceux qui donnent un Conseil qui engage à pécher, participent au Crime d'autrui. I. 5. 14. comment ils sont responsables du Dommage. III. 1. 4.  
**Conseillers d'Etat**: leurs Devoirs. VII. 8. 10. n. 2. s'ils sont responsables du Dommage, pour ne s'être pas opposés aux dessein pernicieux du Prince. III. 1. 4. n. 7.  
**Consentement**: conditions essentielles à tout vrai Consentement. III. 4. 3. & suiv. signes de Consentement. Ibid. §. 16. le Consentement est le fondement de toute Obligation imposée par les Promesses ou les Conventions. Ibid. §. 1. Consentement express, & Consentement tacite. Ibid. §. 2. s'il est nécessaire de supposer un Consentement présumé, ou feint, comme font les Jurisconsultes Romains. Ibid. §. 2. n. 3.

**Confarreatio** (consent de plusieurs personnes à reconnaître le même chef) si le consacrement des Peuples est le fondement du Droit Naturel. II. 3. 7. 2.

**Conservation** : soin de même propre Conservation, pourquoi on y est tenu. I. 6. 7. II. 4. 14.

**Confidantia** (en fille de Droit) ce que c'est. IV. 8. 7. n. 26.

**Constitutum** (ou Pecunia constituta) ce que l'on entend par là dans le Droit Romain. V. 10. 7. n. 1.

**Contrat** : différence qu'il y a entre un Contrat, & une simple Convention. V. 2. 1. Qualités essentielles, naturelles, ou accidentelles, d'un Contrat. V. 10. 2. Contrats obligatoires d'une part seulement, ou des deux côtés, ou mixtes. V. 2. 5. Rats, ou de simple consentement, ou Verbaux. *Ibid.* 5. 6. Sans nom, ou qui ont un nom particulier. *Ibid.* 5. 7. Bénéficiaires, ou Onéreux. *Ibid.* 5. 8. de bonne foi, & de droit étroit. *Ibid.* 5. 9. & III. 6. 1. n. 4. différentes sortes de Contrats Onéreux. V. 2. 9. Contrats Mixtes. *Ibid.* 5. 10. Il doit y avoir de l'égalité dans les Contrats Onéreux. V. 3. 1. & *suiv.* mais non pas dans les Bénéficiaires. *Ibid.* 5. 7. Dans un Contrat Onéreux, rien n'est présumé gratuit. *Ibid.* 5. 8. Contrats d'estimation, ce que c'est dans le Droit Romain. V. 2. 9. n. 3. Contrats où il entre du hasard. V. 9. Contrats Volontaires, ou Involontaires, quel est le sens de cette distinction dans *Ariflers*. I. 7. 12. VIII. 3. 5. un Contrat au sujet de quelque chose appartenant à autrui, mais dont on est en possession de bonne foi, est nul. IV. 13. 5. Votes d'autres choses sur le mot de *Convention*.

**Contradictio** : infidélité de l'un, dégage l'autre. V. 11. 9. doivent & sont censés connaître l'état & les intérêts l'un de l'autre. VIII. 9. 5. n. 4.

**Contrainte** : il y en a de deux sortes. I. 5. 9. en quoi diffère de l'obligation. I. 6. 5. III. 4. 6. si elle empêche toujours qu'on n'impute les actions auxquelles on est forcé. I. 5. 9.

**Contradictions** : comment on doit concilier les Contradictions apparentes. V. 12. 6. & les manifestes. *Ibid.*

**Contré** : comment on se rend maître d'une Contré défectueuse, par droit de premières-occupant. IV. 6. 3.

**Convention** : ce que c'est. V. 2. 2. n. 1. leur nécessité dans la vie. III. 4. 1. on doit les tenir inviolablement. *Ibid.* 5. 2. elles ont la vertu de produire une Qualité Morale, qui n'existeroit pas encore. VI. 1. 12. chaque article de la Convention est inséparablement attaché aux autres, en forme de condition. III. 8. 1. Règles pour les interpréter. V. 12. combien il y a de sortes de Conventions en général. III. 9. 9. diverses divisions selon les Jurisconsultes Romains. V. 2. 2. Différence qu'il y a entre les

Conventions, & les Particuliers Conventions. III. 8. 2. Conventions Accessoires. V. 10. 1. Ajoutées. *Ibid.* 5. 2. & *suiv.* Affirmatives, ou Négatives. V. 2. 2. 3. Personnelles, ou Rationnelles. VIII. 6. 19. & VIII. 9. 4. n. 2. Momentanées, ou Successives. III. 5. 9. n. 5. Tacites. III. 4. 2. du conflit de deux Conventions. V. 12. 23. Conventions sans cause, ce que c'est, & si elles obligent. III. 5. 9. V. 2. 3. qu'est-ce qui annule une Convention. III. 6. 3. & *suiv.* si une Convention nulle dans son origine peut être ensuite validée. *Ibid.* 5. 14. & 5. 5. n. 2. si, dans une Convention illicite de part & d'autre, on peut répéter ce que l'on a déjà donné. *Ibid.* 5. 9. n. 1. les Conventions des Particuliers n'ont aucune force, lors qu'elles renferment quelque chose de contraire aux droits du Souverain, ou de l'Etat. VIII. 3. 16. n. 7. si les Conventions Publiques qui ne tendent pas à rétablir la Paix entre deux Ennemis, sont valides. VIII. 7. 2. Conventions avec un Etranger, par quelles règles on juge de leur validité. III. 6. 4. Conventions entre deux Concitoyens, mais dans quelque lieu qui ne relève de la juridiction de personne. *Ibid.*

**Conversation** : si, dans la Conversation, on peut s'exprimer d'une manière qui fasse concevoir quelque fautive opinion à un tiers. IV. 1. 18.

**Cornard** : antiquité de ce mot. VI. 1. 10. n. 5.

**Corps** : en quoi consiste le soin que chacun doit avoir de son Corps. II. 4. 14. Combien il y a de sortes de Corps. VIII. 12. 7.

**Corps** (communauté) comment est réduit à une seule personne. VI. 2. 19. on lui attribue diverses choses qui lui conviennent différemment. VIII. 3. 29. Comment on le punit. *Ibid.* 5. 28. les Crimes commis par un Corps s'effacent par la longueur du temps. *Ibid.* 5. 29. diverses sortes de Corps Subordonnées d'un Etat. VI. 2. 21, 22.

**Corporal** : choses corporelles, ou incorporelles, en fille de Droit. Voyez *Choses*.

**Correction** : si chacun peut en user envers tout autre. VIII. 3. 10.

**Corfaires** : sont entièrement infames. VIII. 4. 5. on les poursuit par droit de Guerre. VIII. 3. 13. si on doit leur garder la foi, & les Serments qu'on leur a faits. III. 6. 11. IV. 2. 8.

**Corrifsanes** : sur quel pied doivent être regardées dans le monde. VIII. 4. 5. les Enfants qu'elles mettent au monde, leur sont adjugés par le Droit Romain. VI. 2. 5. n. 1. si l'on peut redemander ce qu'on a donné à une Corfifane. III. 7. 8. n. 4. & 5. 9. n. 1.

**Codrumer** : si celles qu'on rapporte au Droit des Gens, sont obligatoires. II. 3. 23.

**Crainte** : c'est une Passion vaine de

l'Esprit Humain ; & d'autant plus insensée. II. 4. 12. quelle est la Crainte qui a obligé de former des Sociétés Civiles. VII. 1. 7. si la Crainte annule les Serments qu'elle a contraint de faire. IV. 2. 8. si la crainte d'être trompé, ou une crainte injuste de quelque mal, annule les Conventions. III. 4. 9, 10, 11. si la crainte de la puissance d'un Voisin, fournit un juste sujet de Guerre. II. 5. 2. VIII. 6. 5.

**Credentier** : ce qu'on entend par là dans le Droit Romain. V. 12. 2. n. 4. en rendant le billet d'obligation, il tient quitte le Débiteur. III. 6. 2. n. 4. & 5. 16. comment il doit user des gages qu'il a reçus. V. 10. 14.

**Créatures** : c'est avec la permission de Dieu que l'Homme s'en sert. IV. 3. 2.

**Credis** : ce que c'est. V. 3. 4. ceux qui vendent à crédit, peuvent mettre un plus haut prix à leurs marchandises. V. 1. 10.

**Crimes** : tous Crimes sont personnels. VIII. 3. 33. n. 1. les Législateurs ne peuvent pas déterminer à leur fantaisie la nature des Crimes. VIII. 1. 9. Il faut distinguer dans tout Crime, le Vice, & la Peine. IV. 1. 20. Par quelles circonstances on juge de la grandeur & de l'énormité d'un Crime. VIII. 3. 18. & *suiv.* En quel sens les Crimes sont achevés, avant même l'exécution. I. 7. 4. VIII. 3. 18. les Crimes avertis ne peuvent point être imputés par un effet rétroactif. I. 5. 12. on ne doit pas être puni pour un Crime d'autrui. VIII. 3. 33. Comment on peut être aussi coupable que l'auteur même d'un Crime. I. 5. 14. quand c'est que l'on punit un Crime, qui n'est que commencé. VIII. 3. 14. n. 2. quels Crimes portent infamie. VIII. 4. 7. s'il y a proprement des Crimes Publics. VIII. 3. 28. n. 2. en combien de manières un Crime peut s'abolir. I. 9. 6. on ne doit jamais commettre de Crime, pour obéir à un Supérieur. VIII. 1. 7. ce n'est pas un Malheur, ni un Mérite, que de s'abstenir d'un Crime. I. 9. 4. 5. quand c'est que la poursuite d'un Crime devant les Tribunaux Civils a prescrite. IV. 12. 2. n. 6. les Crimes, qui demeurent souvent impunis, doivent être punis plus sévèrement. II. 5. 17. ceux qui sont commis depuis long-temps, ne doivent pas être punis si étroitement ni avec tant de rigueur, que ceux qui sont tout récents. VIII. 3. 29. les Princes punissent quelquefois les Crimes mêmes dont ils retirent de l'avantage, comme la trahison &c. III. 7. 8. ceux qui tirent quelque profit d'un Crime commis de leur consentement, ne feroient pas plaindre de l'auteur du Crime. *Ibid.* n. 5. les Crimes, contre lesquels il est le plus difficile de se précautionner, sont ceux qui méritent le plus de rigueur. V. 8. 4. n. 5.

**Criminels** : s'il peut, pour éviter la Peine

ne, s'enfuir, ou nier son crime. IV. 1. 20. VIII. 3. 4. n. 9. ce n'est pas pour lui une excuse valable, que d'avoir des complices ou des compaignons de son Crime. *Ibid.* §. 17. n. 5. si celui qui marche de lui-même au lieu du supplice, ou qui monte sur l'échelle, est cause de sa mort. I. 5. 3. Criminels à qui l'on ordonne de se tuer eux-mêmes. VIII. 3. 1. n. 1. si un Criminel peut être puni par une autre personne aussi coupable que lui. *Ibid.* §. 7. si on doit laisser aux Criminels le choix de la Peine. *Ibid.* §. 4. n. 7. pourquoi on punit ceux qui les laissent sauver. *Ibid.* §. 32. si on peut quelquefois faire grâce à un Criminel. *Ibid.* §. 15, & suiv.

*Critique*: Règles générales de cette Science. V. 12. 3. n. 1. quel est son usage & sa nécessité. II. 4. 13. n. 6.

*Culte*: en quel sens la Loi Naturelle exige le Culte extérieur de la Divinité. II. 4. 3. n. 2. & II. 6. 2. n. 2. Dieu consent lui-même, que, dans une nécessité pressante, on suspende les actes de ce Culte. VIII. 3. 18.

*Curieux*: comment on peut duper les gens soirement curieux. IV. 1. 18.

*Cyniques* (Philosophes) leurs sentimens refutés. *Préf.* §. 21.

*Cyniques* (Philosophes) leurs opinions en matière de Morale. *Préf.* §. 22.

D.

**DANGER**: aucun ne doit nous faire abandonner notre Devoir. II. 4. 18. n. 1. il ne faut avoir aucun égard à ceux où une personne s'est exposée, & dont il ne tient qu'à elle de se délivrer. II. 5. 2. n. 3. III. 7. 8. n. 1.

**Dard**: si avec cet instrument on peut prendre possession d'un Immeuble, par droit de premier Occupant. IV. 6. 8.

**David** (le Roi) s'il pouvoit révoquer la parole qu'il avoit donnée, avec Serment à Semé; & s'il viola son Serment par les ordres qu'il donna à Salomon en mourant. VIII. 10. 5. n. 1.

**Débiteur**: ce que l'on entend par là dans le Droit Romain. V. 11. 1. n. 4. quand c'est qu'il est quitte pour avoir recouvré son billet. III. 6. 46. s'il peut s'acquitter par une cession de biens. V. 10. 10. n. 3. celui qui jure de ne pas paier, n'est pas quitte pour cela. IV. 2. 6. si un autre peut le dégaier. V. 11. 1. n. 2. à quoi est tenu un Débiteur insolvable. III. 7. 3. tous les biens d'un Débiteur sont tacitement hypothéqués au Créancier. V. 13. 10. s'il est tenu de rembourser ceux qui ont païé sans son ordre, ou à son insu. V. 11. 2. Débiteurs privilégiés, qui ne sont tenus qu'à ce qu'ils peuvent faire sans s'incommoder. III. 7. 3. n. 2.

**Décalogue**: si ses Commandemens sont

des Loix Civiles. VIII. 1. 4. ne parle que des Crimes les plus énormes de chaque espèce. *Ibid.* si le partage des biens est un précepte du Décalogue. IV. 4. 4.

**Décimation des Soldats**, pourquoi se fait. VIII. 3. 28. n. 1.

**Déclaration de Guerre**: si le Droit Naturel l'exige indispensablement. VIII. 6. 9. n. 1. si elle est nécessaire après le terme expiré d'une Trêve. VIII. 7. 6.

**Découvertes**: on doit communiquer celles qui sont utiles à la vie. III. 3. 2.

**Dédit**: le dédit mutuel des Parties éteint leur engagement. V. 11. 8.

**Défaut**: on doit découvrir de bonne foi les défauts de la chose au sujet de laquelle on traite. V. 9. 2. & suiv. si un défaut apperçu depuis, rompt le Contrat. III. 6. 7.

**Défendeur**: dans une égalité de voix, est renvoyé quitte & absous. VII. 2. 17. n. 1.

**Défense de soi-même**: si la défense de soi-même par des voies de fait est permise, ou prescrite, par le Droit Naturel. II. 5. 1. 2. si on peut la pousser à l'infini. *Ibid.* jusques où on peut en user dans l'indépendance de l'Etat de Nature. *Ibid.* §. 3. & dans une Société Civile. *Ibid.* §. 4. sur quoi est fondé ce droit. *Ibid.* §. 5.

**Défenses** (prohibition) on est responsable de ce qui arrive faute d'en avoir fait défenses expresses. I. 5. 14. n. 7.

**Dépense**: la nécessité, & les justes bornes, dans l'indépendance de l'Etat Naturel. VII. 1. 7. & suiv.

**Délateurs**: doivent bien prendre garde de n'être pas eux-mêmes coupables des Crimes dont ils accusent les autres. VIII. 3. 7. n. 2. quand même ils seroient appoiez par le Souverain, ils ne laissent pas de commettre une mauvaise action. VIII. 1. 7.

**Délégation**: ce que c'est. V. 11. 13.

**Délit**: ce que c'est. I. 7. 12. n. 4. par où l'on juge de son énormité. VIII. 3. 18, & suiv.

**Délivrance**: est ou réelle, ou feinte. IV. 9. 9. se fait par main brève, ou par main longue. *Ibid.* si elle est absolument nécessaire pour l'Aliénation d'une chose. *Ibid.* §. 5, & suiv. si, lors qu'elle n'est fondée sur aucun titre, elle transfère la Propriété. *Ibid.* §. 5. n. 2.

**Demande**: comment on l'elude quelquefois. III. 8. 5.

**Demandeur**: celui qui demande, est dans une plus grande obligation, que le possesseur, de tenter toutes les voies possibles d'accommodement. V. 13. 3.

**Démence**: si une démence survenant annule les Conventions. III. 6. 3.

**Démérite**: ce que c'est, & quel en est le fondement. I. 9. 5.

**Démocratie**: ce que c'est. VII. 5. 3. sa constitution & ses caractères propres. *Ibid.* §. 6, 7. n. 1. y a un Souve-

rain, aussi bien que dans les autres formes de Gouvernement. VII. 2. 8. VII. 5. 5.

**Démonstration**: ce que c'est, & quels en sont les principes. I. 2. 2. 3. quelle est celle qui se fait à posteriori. II. 3. 7. n. 2.

**Dépense**: quelles il faut mettre en ligne de compte dans le règlement du prix des marchandises qu'on vend. V. 1. 10.

**Dépensaire**: ses engagements. V. 4. 7. s'il peut se servir du Dépôt. *Ibid.*

**Dépôt**: comment on peut recevoir en dépôt une chose qui nous appartient. IV. 4. 2. n. 10. à quelles personnes on peut refuser de le rendre. V. 4. 7. n. 3. 4. si on doit le rendre à un homme, dont les biens sont confisquez. IV. 18. 9. n. 3. ou à un Volontaire. *Ibid.* n. 2. & III. 6. 11. n. 13. on peut confisquer une chose déposée, sans préjudice de la Loi, qui ordonne de rendre le Dépôt. II. 3. 5. si, dans un besoin pressant, le Souverain peut se servir d'un argent mis en dépôt dans la Maison de Ville. VIII. 5. 7.

**Désobéissance**: ce qu'il faut entendre par là. V. 12. 18. n. 5.

**Désertion malicieuse**: fournit un juste sujet de rompre le Mariage. VI. 1. 21.

**Déserteurs**: si l'on peut innocemment les recevoir, & se servir d'eux. VIII. 6. 16.

**Dessins**: doivent être proportionnez au juste prix des choses. II. 4. 9.

**Dessin**: l'opinion qui l'établit, est contraire à la Religion, & à la Morale. II. 4. 4.

**Détroit**: comment on a commencé à s'emparer des Détroits. IV. 5. 8. si l'on peut exiger quelques droits des Vaisseaux qui y passent. III. 3. 7. n. 3, & suiv. à qui appartient un Détroit, lors que divers Peuples ont des terres sur ses côtes. IV. 5. 8.

**Dettes actives**: sont mises au nombre des biens du Créancier. I. 6. 22. si on peut les acquérir par droit de Guerre. VIII. 6. 20.

**Dettes passives**: ce que c'est dans le Droit Romain. V. 11. 1. n. 4. si on peut les abolir, ou donner du délai aux Débiteurs, lors que ce sont des gens dont on a grand besoin en tems de Guerre. VIII. 5. 7. n. 2. ou dans quelque autre circonstance où le bien de l'Etat le demande. VIII. 10. 7. Dettes contractées au nom d'un Corps, comment les Membres en sont tenus. VII. 2. 22. Dettes des Rois, à leurs Successeurs, ou le Peuple, doivent les acquitter. VIII. 10. 8. les changemens qui arrivent dans l'Etat, n'annulent pas les Dettes Publiques. VIII. 12. 2. si une Colonie doit contribuer à l'achat des Dettes de l'Etat, d'où elle est sortie. *Ibid.* §. 5. sur qui tombent les Dettes, lors que deux ou plusieurs Etats distincts se forment d'un seul, ou se réunissent en un. *Ibid.*

# D E S M A T I E R E S.

**Devoir** : il y a des Devoirs Absolus, & des Devoirs Conditionnels. II. 3. 24.  
 III. 1. n. 1. Règles générales pour déterminer quels Devoirs doivent l'emporter, lors qu'il paroît entre eux une espèce de conflit. II. 3. 15. n. 5. II. 5. 1. n. 1.  
**Dévotion** : sans la Probité, & la pratique exacte des Devoirs envers le Prochain, ce n'est qu'une hypocrisie, également contraire à la Religion, & à la bonne Morale. II. 4. 4.  
**Dévoûment** : ceux qui se pratiquent dans le Japon, & ailleurs, sont contraires au Deut Naturel. II. 4. 18.  
**Dû** : ce qui est dû par Contrat, va devant une simple Promesse, ou un engagement de Reconnoissance. V. 12. 23. si l'on peut répéter ce que l'on a donné pour une chose qui étoit due sans cela. III. 7. 9. si l'on peut prendre au delà de ce qui nous est dû. I. 5. 3. n. 5. un simple refus de ce qui nous est dû par les Loix de la Charité, ne fournit pas un juste sujet de Guerre. VIII. 6. 5.  
**Désobéissance** : s'ils étoient Souverains à Rome. VII. 6. 15.  
**Dieu** : qu'il y a certains moindres T. Empire fondé sur il a en sa route inj. Palais. 1. cause de la malice des Actions Humaines. I. 7. 5. quel est le fondement du culte qu'on lui rend. I. 6. 11. n. 2. il est seul souverainement libre. II. 1. 3. en quel sens il se tient lieu de Loi à lui-même. *Ibid.* s'il y a un Droit commun à lui & aux Hommes. II. 3. 5. si les Hommes peuvent faire quelque chose de méritoire par rapport à lui. I. 9. 5. idée générale des Devoirs de l'Homme envers lui. II. 4. 2. sa volonté est le fondement de l'Obligation où nous sommes d'observer la Loi Naturelle. II. 3. 20. on ne doit jamais abuser de sa langue au préjudice de la gloire de Dieu bien entendue. IV. 1. 7. n. 1.  
**Différens** : il y a deux manières de les vider. V. 13. 3. n. 1. si, dans l'Etat de Nature, il y a quelqu'un qui puisse prononcer avec autorité sur les différens. *Ibid.* §. 2.  
**Dignes** : quand c'est qu'elles sont véritablement honorables. VIII. 4. 23. n. 5.  
**Discipline militaire** : doit être très-rigoureuse. VIII. 2. 1. pourquoi cela. VIII. 3. 26. n. 2.  
**Discussion** : bénéfice de Discussion, en suite de Jurisprudence, ce que c'est. V. 10. 11. n. 2.  
**Dispens** : ce que c'est, & comment on doit les ménager. I. 6. 17.  
**Distimulation** : est une suite nécessaire du Silence & du Secret. IV. 1. 7. n. 1. en quels cas elle est permise, ou même louable. *Ibid.*

**Divinités du Paganisme** : les idées que l'on s'en faisoit, sont pernicieuses, & contraires à la bonne Morale, aussi bien qu'à la vraie Religion. II. 4. 4.  
**Division** : bénéfice de Division, en suite du Droit Romain, ce que c'est. V. 10. 11. n. 4.  
**Divorce** : s'il est entièrement contraire au Droit Naturel, & à l'Evangile. VI. 1. 22, & suiv.  
**Distrains** : comment & jusqu'où le Souverain a droit de les examiner, & de défendre celles qui lui paroissent fausses ou nuisibles. VII. 4. 8.  
**Docteur** : on ne doit pas recevoir un Anc. Docteur. V. 1. 5. l'intention de celui qui installe un Docteur, n'empêche pas qu'il ne soit reçu dans les formes. IV. 2. 5.  
**Dol** : ce que c'est. III. 6. 9. n. 1. Dol réel (*dolus reipsa*) opposé à Dol personnel. *Ibid.* n. 2. comment le Dol annule une Convention. *Ibid.* §. 3.  
**Domaine** : ce que c'est. IV. 4. 2. Domaine direct, ou Utile. *Ibid.* Domaine éminent du Souverain, en quoi il consiste, & jusqu'où il s'étend. VIII. 5. 7.  
**Domaine de la Couronne** : ce que c'est. VIII. 5. 8. si le Roi peut en disposer absolument, ou l'engager. *Ibid.* en quel cas il est comme hypothéqué au Roi. *Ibid.*  
**Domaine de l'Etat** : ce que c'est. VIII. 5. 9. le Roi en a un plein Usufruit. *Ibid.* si les biens incorporez au Domaine de la Couronne sont entièrement inaliénables. *Ibid.* §. 9. si les biens du Domaine s'acquiert par droit de Prescription. IV. 12. 2. n. 2.  
**Domestiques** : devoirs réciproques des Domestiques, & des Maîtres. VI. 3. 4. 1.  
**Domage** : ce que c'est. III. 1. 3. en quoi il diffère de l'Injure. I. 7. 13. en combien de manières on cause du Domage. III. 1. 6. Règle pour juger, si l'on est tenu, ou non, de le réparer. *Ib.* §. 4. Domage éminent. *Ibid.* §. 3. n. 11. Quel est ceux que l'on doit regarder comme les Auteurs du Domage. *Ibid.* §. 4. quel est l'ordre suivant lequel ceux qui concourent à causer du Domage, sont tenus de le réparer. *Ibid.* §. 5. nécessité indispensable de réparer le Domage qu'on a causé. *Ibid.* §. 2. Règle générale que doit observer l'Auteur du Domage, pour en faire l'estimation. *Ibid.* §. 7. n. 2. si le Magistrat peut dispenser de cette réparation du Domage. VIII. 3. 4. n. 4. si, dans la réparation d'un Domage causé sans dessein, on doit tenir compte de l'attachement qu'avoit la personne lésée pour ce qui est perdu, ou détérioré. V. 1. 7. n. 2. Domage qui n'est pas encore arrivé, mais que l'on a à craindre, (*Dammum infectum*), action que l'on avoit, par le Droit Romain, pour obliger celui de la part duquel on l'apprehendoit, à le prévenir. II. 6. 3. n. 7. Domage di-

rect, ou causé par accident. VIII. 3. 31.  
**Donataire** : à qu'il est tenu envers le Donateur. V. 4. 1. n. 1. si celui qui a reçu de bonne foi la chose donnée d'un possesseur de bonne foi, à qui elle n'appartenoit pas véritablement, profite du tems de la Prescription déjà écoulé. IV. 12. 4. n. 3.  
**Donateur** : quand c'est qu'il peut reprendre ce qu'il a donné. V. 4. 1. n. 1.  
**Donation** : ce que c'est qu'une Donation entre vifs, & si elle peut quelquefois être révoquée. V. 4. 1. n. 1. si elle est valable, lors que le Donateur vient à mourir, avant que le  
 ..... une Donation en faveur de Mariage est nulle lors que les Noces ne s'ensuivent pas. V. 12. 10. n. 2.  
**Dou** : est une chose favorable & privilégiée. V. 12. 12. n. 2. répétition de la Dot. IV. 3. 4. n. 7.  
**Douleur** : la crainte de la Douleur agit plus fortement, que l'espérance du Plaisir. I. 6. 14. & rend aussi les Crimes plus excusables. VIII. 3. 27. jusqu'où il est permis de fuir la Douleur. II. 4. 11. son amertume est capable d'ôter la douceur du Crime. VIII. 3. 9. si, dans la réparation du Domage, la Douleur causée par une blessure, peut être mise à prix. III. 1. 8. n. 1.  
**Doute** : Règle générale pour se conduire dans le doute. I. 3. 8.  
**Droit** : différens sens de ce terme. I. 1. 20. sens de la maxime qui porte.

# T A B L E

**Obligatoire, & Droit de simple Permission.** L. 6. 15. n. 2. **Droit Parfait, & Droit Imparfait.** L. 1. 19. I. 7. 7. ce qui nous est dû en vertu d'un Droit Parfait, est censé actuellement nôtre. L. 7. 11. n. 1. le Droit, & l'Obligation, sont deux idées relatives. I. 1. 5. n. 2. **Droit étroit, en quoi diffère de l'Équité.** L. 2. 2. **Droit Civil:** ce que l'on entendoit par là chez les Romains. III. 4. 5. n. 6. **Droit des Gens:** s'il est différent du Droit Naturel. II. 1. 2. 2.

U. CELUI QUI, sans un crime, a été blessé son homme, ne lui fait point de tort à lui proprement. L. 7. 13. & n'est pas tenu de le faire traiter à ses dépens. III. 7. 8. ni de dédommager la Femme, & les Enfants du défunt. V. 9. 3. il est néanmoins coupable d'homicide, quand même il n'auroit eu dessein que de le blesser. L. 7. 16. n. 10. celui qui va au rendez-vous, ne s'autoit alléguer pour excuse la nécessité d'une juste défense de soi-même. II. 5. 9. moi-même de prévenir les Duels, & de rendre les Loix efficaces. II. 5. 12. VIII. 4. 8. n. 1. Pourquoi on les a permis autrefois. V. 9. 3.

## E.

**E A U:** si on peut se l'approprier. IV. 5. 2. droit d'en puiser dans le fonds ou le puits d'un Voisin. IV. 2. 12. n. 1. servitudes pour les Baux

public. VIII. 3. 30. **Echange:** ce que c'est. V. 5. 1. & y en a de deux sortes. *Ibid.* c'est le plus ancien commerce. *Ibid.* n. 1. si c'est un Contrat qui ait un nom propre & particulier. V. 2. 7.

**Eclésiastiques (Philosophes) et que c'est.** *Préf.* 5. 27.

**Écoles publiques:** sont nécessaires dans un État. VII. 9. 4.

**Écrits:** sont les signes les plus sûrs de consentement. III. 4. 16. obligations par écrit, quelle en est la force. V. 2. 6. si un Contrat subsiste, après que l'acte par écrit est perdu. III. 6. 16. n. 6. si, nonobstant cette perte, on peut maintenir son droit, dans l'indépendance de l'Écrit Naturel. V. 13. 6.

**Écrivains:** lâcheté criminelle de ceux qui, pour un bas intérêt, emploient leur plume & leurs talens à publier des mensonges. V. 1. 5.

**Édifices:** on n'en peut point bâtir de permanent sur un rivage, sans la permission du Souverain du Pais. III. 3. 8.

**Éducation:** est le Devoir propre des Pères & Mères, & une chose de la dernière conséquence. VI. 2. 6. fort importante pour le bien de l'État. VII. 9. 4. n. 1. c'est aussi le fondement de l'Obligation perpétuelle des Enfants. VI. 2. 12.

**Effet:** comment les Effets Naturels peuvent être impurs. I. 5. 6. Effet rétroactif: voir *Passé, & Loix Civiles*.

**Égalité:** quelle il doit y avoir dans les Contrats. V. 3.

**Égalité d'ans:** on doit se la procurer. II. 4. 6.

**Égalité Naturelle des Hommes:** est on Physique, ou Morale. III. 2. 2. n. 3. & 4. 9. la dernière doit être reconnue de chacun par rapport à tout autre, & comment. *Ibid.*

**Église:** ce que c'est. VII. 4. 11. n. 2.

**Égoïs:** droit de faire décharger un Égoïste dans une maison voisine. IV. 2. 11. n. 13.

**Élabien:** comment se fait celle des Souverains. VII. 7. 6.

**Élégance:** cet Art est le plus souvent pernicieux. II. 4. 13.

**Émancipation:** comment se faisoit parmi les Romains. V. 10. 8. n. 5.

**Empereurs Romains:** quelle étoit leur Dignité & leur Autocratie, lors qu'il y en avoit plus d'un à la fois. VII. 5. 15.

**Empyréisme:** ce que c'est. IV. 8. 3.

**Empire:** quelles raisons obligent de se soumettre à l'Empire de quelqu'un. VII. 6. 5. si tout empire est fondé sur le consentement de ceux qui y sont soumis. III. 4. 4. s'il y a parmi les Hommes, quelque Empire naturel, qui extirpe ici-bas toute Liberté véritablement indépendante. II. 2. 4.

**Emploi:** quels Emplois sont les plus honorables. I. 1. 9. Emplois Publics, comment on doit les conférer, & quel degré d'honneur il faut

attacher à chacun. VIII. 4. 25. on ne doit pas les donner uniquement à cause de la Naissance. *Ibid.* 9. 31. c'est une mauvaise Politique, que de n'y élever que des gens d'un certain Ordre. *Ibid.* aucun Citoyen n'a un droit parfait de prétendre être revêtu des Emplois, préférentiellement aux autres, quelque mérite qu'il puisse avoir, mais il a droit seulement de postuler. III. 1. 5. ceux qui les ont données à des personnes indignes, sont responsables envers l'État, ou le Souverain, du mal qui en revient. *Ibid.* si ceux qui ont quelque Emploi Public, peuvent le quitter & se retirer ailleurs, sans le consentement de l'État. VIII. 11. 3. Emplois Ecclésiastiques, combien leur vénéralité est pernicieuse & blâmable. V. 1. 5. Emploi Honorifique, ce que c'est. L. 1. 6. n. 1.

**Emprunte:** ses engagements. V. 4. 6. V. 7. 1.

**Enca:** ce que c'est. V. 5. 6. Loi de cette sorte de vente. V. 1. 10.

**Enclavé:** si l'on est tenu de donner gratuitement le passage au maître d'un héritage enclavé dans le nôtre. III. 3. 7. n. 7.

**Enfant:** si on peut lui faire du tort, pendant qu'il est encore dans le sein de sa Mère. I. 1. 7. pourquoi on bat les Enfants. I. 5. 10. si un Enfant peut avoir quelque droit de Propriété. IV. 4. 15. VI. 2. 8. si ses Promesses sont valides. III. 6. 3. n. 3. pourquoi il faut prendre un soin extrême de les empêcher de mentir. IV. 1. 7. n. 1. combien dure l'âge où ils sont incapables de contracter quelque Obligation valable. III. 6. 4. s'il est permis de leur dire quelque chose de faux. IV. 1. 15. d'où vient la facilité qu'ils ont de discerner le Juste d'avec l'Injuste. II. 3. 13. si l'on doit faire mourir ceux du parti ennemi. VIII. 6. 7. n. 1. un Enfant, qui n'est que conçu, est regardé, en plusieurs matières de Droit, comme étant déjà au monde. IV. 12. 10. des droits qui devoient passer à un Enfant encore à naître, & pas même conçu. *Ibid.*

**Enfant (Fils ou Fille)** ce que l'on entend par là, dans le Droit. IV. 11. 6. on peut le faire périr pour sauver la Mère, mais non pas le tuer, ni l'exposer. VI. 2. 6. à qui appartient un Enfant exposé. IV. 4. 14. VI. 2. 8. si le Père peut prétendre à sa Succession. IV. 11. 13. n. 14. les Enfants ne ressemblent pas toujours à leurs Pères. VIII. 3. 33. n. 3. & VIII. 4. 29. en quoi consiste leur dépendance de leurs Parents, & quel en est le fondement. VI. 2. 1. & *suiv.* s'ils peuvent se marier sans le consentement de leurs Parents. VI. 2. 14. Devoirs des Enfants émancipés. *Ibid.* 5. 12. Enfants Légitimes, doivent avoir été reconnus pour tels de leur Père. IV. 11. 10. sont préférés aux Enfants Naturels, dans les Successions abintestato. *Ibid.* 9. 3. les Enfants passent de-

**deuant tous les autres Parents.** *Ibid.* §. 1. s'ils doivent hériter de ce qui est au delà de la nourriture. *Ibid.* §. 7. si leurs Pères & Mères sont indifféremment tenus de les nourrir. *Ibid.* §. 4. s'ils peuvent être punis pour les Crimes de leurs Pères. 1. p. 10. VIII. 3. §. 2. VIII. 4. §. 2. si c'est proprement une Peine pour eux, lors qu'on les exclut des Charges, ou que l'on confisque les biens de leurs Pères. VIII. 3. §. 31. n. 2. & §. 32. comment on leur impute les bonnes ou les mauvaises actions de leurs Pères. 1. p. 2. nombre d'Enfants étoit, selon un Empereur, une raison de diminuer la Peine du Père. VIII. 3. §. 17.

**Engagement :** il n'en est point de valable, où l'Esprit n'a aucune part. IV. 2. §. 1. n. 1. en combien de manières on est déchargé de ceux où l'on étoit entré. V. 31.

**Enigme :** quelle en est la règle. V. 3. §. 2.

**Ennemi :** quels actes d'hostilité on peut légitimement exercer contre lui. VIII. 6. §. 1. n. 1. si on peut le tromper par de faux discours. IV. 1. 12. s'il est permis de le diffamer sans sujet. *Ibid.*

**Enrichir :** il ne faut jamais s'enrichir au détriment d'autrui. III. §. 2. n. 6.

**Entendement humain :** ce que c'est. I. 1. 2. s'il renferme deux autres Facultés. 1. 3. 1. n. 2. est naturellement droit en matière de Morale. *Ibid.* §. 3.

**Entrepreneur :** ses engagements. V. 6. 3. n. 3. si les pertes qu'il fait en travaillant, sont pour son compte. *Ibid.* §. 1. n. 5.

**Envie :** est une Passion entièrement vicieuse. II. 4. 12. & un sentiment contraire à l'Humanité. III. 3. 1.

**Epicure (le Philosophe) défauts de sa Morale.** *Prof.* §. 25. ses sentimens. *Ibid.*

**Epi :** les passans peuvent en prendre pour en manger. III. 3. 4. il faut laisser pour les Pauvres, ceux qui ont échappé aux moissonneurs. *Ibid.*

**Epreuves :** il faut condamner celles qui se font par le feu, par l'eau &c. IV. 2. 2. n. 2.

**Equité :** différentes significations de ce mot. V. 12. 21. interprétation selon l'Equité. I. 6. 17.

**Equivoques :** si l'on peut s'en servir quelquefois. IV. 1. 13.

**Erreur :** ses différentes sortes, & ses effets. 1. 3. 11. & *suiv.* à l'égard des Promesses, & des Contrats. III. 6. 6, 7. des Sermens. IV. 2. 7. elle diminue l'énormité du Crime. VII. 3. 19. si l'on peut jeter les autres dans quelque erreur innocente. IV. 1. 18. celle où l'on est jetté par les Discours des Docteurs Publics, est plus excusable, que celle où l'on tombe en suivant les principes particuliers que l'on s'est faits. VIII. 3. 19.

**Eslavage :** si Dieu en est l'auteur immédiatement. VI. 3. 3. en quoi con-

sistent les inconvénients. *Ibid.* §. 10. quelle en est l'origine. *Ibid.* §. 4. 5. 1.

**Eslave :** s'il y a quelqu'un qui soit naturellement Eslave. III. 2. 5. la condition des Eslaves, est vile & fort désavantageuse dans plusieurs Etats. VIII. 4. 6. par le Droit Romain, ils ne pouvoient s'obliger envers personne, pas même envers leurs Maîtres. III. 7. 1. n. 1. en quel sens ils sont partie des biens de leur Maître. VI. 3. 7. si on peut leur faire du tort. *Ibid.* §. 8. Quelle est la condition de leurs Enfants. *Ibid.* §. 9. si les Enfants d'une femme Eslave sont compris dans le droit d'Usufruit qu'on a sur la Mère. IV. 8. 7. n. 9. Eslave fait par droit de Guerre, quel est le fondement de son Obligation envers son Maître. VI. 3. 6. si un Eslave d'autrui s'acquiert par droit de Prescription. IV. 12. 2. n. 2. comment un Eslave est délié de la servitude. VI. 3. 11. si un Maître est responsable du dommage causé par son Eslave. III. 1. 6. si un Eslave fugitif est censé abandonné au premier occupant. IV. 6. 12. n. 6. droit d'avoir le service des Eslaves d'autrui. IV. 8. 10. un Eslave qui passeroit sa propre conservation à celle de son Maître, étoit puni de mort par le Droit Romain. III. 7. 5. n. 1.

**Espace :** il y en a un commun, & un particulier. IV. 4. 3. n. 1.

**Espec :** chose en especie, ce que c'est. V. 7. 1.

**Estime :** comment elle doit être réglée. II. 4. 12. si l'on peut quelquefois faire concevoir de fausses espérances. III. 5. 5. n. 3.

**Essai :** de ce que l'on prend à l'essai. V. 5. 2. n. 5.

**Estime :** ce que c'est. VIII. 4. 1. comment il faut la rechercher. II. 4. 9. Combien de sortes il y en a. VIII. 4. 1. Estime simple, en quoi consiste, & comment reçoit quelque atteinte. *Ibid.* §. 2. & *suiv.* Estime de distinction. *Ibid.* §. 11. & *suiv.*

**Estrapade :** comment on doit le dédommager de la blessure qu'on lui a faite. III. 1. 8.

**Etablissement :** tout établissement humain suppose toujours l'exception des cas de nécessité. II. 6. 2.

**Etape :** droit d'Etape, ce que c'est, & sur quoi il est fondé. III. 3. 6.

**Etat :** ce que c'est qu'un Etat Moral. 1. 1. 6. de combien de sortes il y en a. *Ibid.* §. 7. comment on peut être à la fois en plusieurs différens Etats Moraux. *Ibid.* §. 11. Etat Accessoire, (*accessorium*) ce que c'est. *Ibid.* §. 7.

**Etat Naturel (ou Etat de Nature) :** ce que c'est, & en combien de manières on l'avilisse. 1. 1. 7. II. 2. 7. ses droits, & ses inconvénients. II. 2. 3. Etat Naturel tempéré. *Ibid.* §. 4. si l'Etat de Nature est un état de Guerre. *Ibid.* §. 5. la Raison n'en doit point être bannie. *Ibid.* §. 9. si la paix de cet état est fort assurée.

*Ibid.* §. 12. si elle a besoin d'être fondée sur quelque Convention. *Ibid.* §. 11.

**Etat Civil (appelé simplement Etat) :** ce que c'est. VII. 2. 13. comment il se forme. *Ibid.* §. 5. & *suiv.* quelle doit être sa juste grandeur. *Ibid.* §. 2. n. 1. Etat Régulier, ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. VII. 5. 3. & *suiv.* Etat Irrégulier. *Ibid.* §. 14. & *suiv.* différentes sortes de Corps Subordonnés qu'il y a dans un Etat. VII. 2. 21. Etat Composé, ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. VII. 5. 16. & *suiv.* comment finit l'union de ces sortes d'Etats. *Ibid.* §. 21. Etats Confédérés, comment ils ménagent les affaires communes. *Ibid.* §. 19. 20. si un Etat Populaire est d'un rang inférieur à un Royaume. VIII. 4. 20. si un Etat Libre doit céder le pas à un autre Etat Libre. *Ibid.* ce que l'on entend par, sortir d'un Etat. VIII. 11. 3. s'il est à propos d'accorder cette liberté. *Ibid.* §. 2. Usufruit légué à un Etat, quand c'est qu'il finit. IV. 8. 7. n. 20. si l'on peut imputer à l'Etat les actions injustes d'un Souverain. VII. 2. 14. quel rang doit tenir l'Etat, ou son Chef, après que le Gouvernement a été changé. VIII. 12. 4. Comment d'un seul Etat il s'en forme plusieurs. *Ibid.* §. 5. comment plusieurs se réunissent en un. *Ibid.* §. 6.

**Etat d'un Royaume :** quel est leur pouvoir, dans une Monarchie Limitée. VII. 6. 12.

**Etendue Morale :** en quoi consiste. I. 2. 9. & *suiv.*

**Etrangers :** doivent se soumettre aux Loix du Pais, où ils viennent. III. 3. 10. n. 1. III. 4. 2. la bonne Politique veut, qu'autant qu'il est possible, on leur fasse un accueil favorable. III. 3. 10. n. 5. si on est indifféremment tenu de les laisser entrer dans le Pais. III. 3. 8. & *suiv.* si l'on peut les chasser, après les avoir une fois reçus. *Ibid.* §. 9. si l'on doit leur permettre de prendre femme dans notre Pais. *Ibid.* §. 13. si l'on peut refuser aux uns, ce que l'on permet aux autres. *Ibid.* §. 14. si l'on doit regarder les Etrangers accrus de quelque Emploi, sur le même pied qu'ils sont considérés chez eux. VIII. 4. 24. si l'on peut se saisir, par droit de Représailles, des biens de ceux qui passent, ou qui ne sont dans le Pais que pour quelque temps. VIII. 8. 13. n. 1. si, lors que la chassé est défendue, ils peuvent chasser sans permission du Souverain. IV. 8. 7. s'ils doivent entrer dans la diffusion des droits & des titres du Prince qui est en possession de la Souveraineté. VII. 8. 9. si ceux qui ont acheté quelque chose d'un Usurpateur, sont tenus de le restituer à ses anciens maîtres. VIII. 12. 3.

**Erreur :** ce que c'est qu'un Etre Physique, ou Naturel. 1. 1. 2. Etre Moral.



# T A B L E

ral. *Ibid.* §. 2. 3. quel est l'Auteur des Erres Moraux. *Ibid.* §. 3. leur origine, & leur but. *Ibid.* §. 4. leurs effets & leur vertu. *Ibid.* leurs diverses sortes. *Ibid.* §. 5. comment ils sont détruits. *Ibid.* §. 23.

*Etude*: comment on doit s'y attacher. II. 4. 13.

*Evénement*: il ne faut pas juger des actions par l'événement. II. 4. 8. n. 5, 6.

*Ennui*: s'il est permis d'en faire. VI. 1. 6. n. 3. si le Droit Naturel leur permet de se marier. *Ibid.* §. 25. Pourquoi les Rois de l'Orient en voulaient avoir à leur service. *Ibid.* §. 6. n. 3.

*Exactions d'impôts*: il faut empêcher leurs duretés & leurs vexations. VIII. 5. 5.

*Exactions*: combien les trop grandes exactions sont pernicieuses à l'Etat. VII. 9. 10. n. 1.

*Exception*: quand c'est qu'il y a des exceptions tacites. III. 6. 2.

*Exceptions* (sans de non recevoir) vains circuits de celles du Droit Romain. III. 6. 12.

*Exécution*: si la simple exécution d'un ordre manifestement injuste est criminelle. VIII. 1. 6. n. 4. L'exécution imparfaite est quelquefois punie aussi rigoureusement que la pleine & entière exécution. VIII. 3. 27. n. 7. L'exécution ne fait que découvrir la malice. *Ibid.* §. 23. n. 3. de l'exécution des Promesses criminelles. III. 7. 8.

*Exemple*: combien les mauvais exemples sont contagieux. VIII. 3. 22. n. 2. de ceux qui induisent au Crime par leur exemple. I. 5. 14.

*Exercices militaires*: on ne doit pas les faire en sorte que ceux qui s'exercent courent risque de la vie. VIII. 2. 1.

*Exhérédation*: doit avoir de justes causes. IV. 11. 7. 11.

*Expiation*: l'expiation du Crime n'est pas une des fins naturelles de la Punition. VIII. 3. 12.

*Expromission*: c'est que c'est. V. 10. 11. n. 5.

## F.

**FABLES**: si l'on peut en inventer. IV. 1. 15. celles des Païens, au sujet de leurs Divinités, leur étoient injurieuses, au jugement des Sages d'entr'eux. VIII. 4. 13. n. 3.

*Faction*: ce que c'est. VII. 2. 23.

*Facultés*: pourquoi c'est que celles de notre Ame nous ont été principalement données. II. 1. 5. comment les effets des Facultés Naturelles du Corps, & de l'Esprit, peuvent être impuretés. I. 5. 7.

*Fainéants*: on ne doit pas les assister. II. 6. 6, 14.

*Falcidie*: ce que c'est. III. 4. 5. n. 1. quel en est le fondement. V. 12. 8. si un Héritier, qui a païé les legs, sans déduire la Falcidie, peut redemander ce qui lui manque. III. 4. 5. n. 3.

*Famille*: si une Famille séparée, & indépendante, peut passer pour un Etat. VI. 2. 10. l'intérêt des Familles illustres demande que les Aînez soient avantagés, dans la Succession. IV. 11. 8. on fait quelquefois grâce à un homme, parce qu'il est le dernier d'une Famille considérable. VIII. 3. 17.

*Favorable* (en stile de Droit) ce que c'est. V. 12. 12.

*Fausseté*: toute Fausseté n'est pas un Mensonge. IV. 1. 9.

*Faute*: ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. I. 7. 16. si une faute grossière est quelquefois équipollente au Dol. *Ibid.* n. 10. Fautes les plus légères, si ce sont de véritables Péchez. I. 5. 8. si on doit les punir dans les Tribunaux Humains. VIII. 3. 14. si elles peuvent quelquefois mériter la mort. *Ibid.* §. 26. n. 2.

*Faux-jeux*: si ceux qui y bâtissent, peuvent exiger quelque dédommagement, lors qu'ils se trouvent obligés, en tems de Guerre, à démolir leurs maisons. VIII. 5. 7.

*Feinte*: si elle est quelquefois permise. IV. 1. 7. n. 1. & §. 12.

*Félicité*: quelle on peut se promettre dans ce monde. *Préf.* §. 25. & II. 4. 8. on ne doit attendre une Souveraine Félicité, que dans l'autre Vie, selon Platon. *Préf.* §. 20. la Félicité consiste formellement dans le Plaisir. *Préf.* §. 25.

*Félonie*: ce que c'est, & quelle en est la suite. IV. 8. 12. n. 4.

*Femmes*: il n'est pas nécessaire qu'elles soient savantes. VI. 1. 24. n. 1. l'éclat des Dignités de leurs Maris, rejaillit sur elles. VIII. 4. 12. celles qui vendent leurs faveurs, péchent doublement. V. 1. 5. s'il est contre le Droit Naturel, qu'une Femme ait plusieurs Maris, ou que les Femmes soient communes. VI. 1. 15. si l'on doit permettre aux Etrangers de prendre femme dans le Pais. III. 3. 13. si l'on peut jurer, qu'une Femme n'est pas grosse. IV. 2. 2. lors qu'une Femme enceinte est condamnée à la mort, il faut attendre qu'elle ait accouché, avant que d'exécuter la sentence. VIII. 3. 33. n. 2. les Femmes de qualité donnent à celles du commun l'exemple de violer la fidélité conjugale. VIII. 4. 25. n. 1. chez les Athéniens, les Femmes ne pouvoient point contracter d'Obligation valide. III. 6. 4. n. 3. elles ne peuvent pas s'obliger pour autrui, selon le Droit Romain. V. 10. 10. n. 2. si l'on peut faire mourir celles que l'on prend prisonnières de Guerre. VIII. 6. 7. n. 1.

*Fermier*: si les accidens survenus l'autorisent à demander quelque diminution de la rente convenue. V. 6. 3. à quoi est tenu un Fermier, qui a été destitué pour avoir négligé de cultiver le fonds affermé. III. 6. 2. n. 6.

*Feu*: il faut en laisser allumer au nôtre. III. 3. 3. n. 1.

*Fiancée*: répétition des présents qu'on lui avoit faits, quand c'est qu'elle a lieu. IV. 9. 4. n. 6.

*Fidélité de droit*: si elle est nécessaire pour invalider les Promesses forcées. III. 6. 11. n. 6. si elle peut établir le consentement présumé dont parlent les Jurisconsultes Romains. *Ibid.* §. 2. n. 3.

*Fideicommiss*: ce que c'est. IV. 10. 8. n. 3. il est souvent odieux. *Ibid.*

*Fidjusséur*: voyez Caution.

*Fief*: ce que c'est. IV. 8. 12. n. 4. leur origine. VIII. 4. 30. Quand c'est qu'il retourne au Seigneur. IV. 8. 12. n. 4.

*Fils*: chacun est en possession de passer pour le Fils du Mari de sa Mère. IV. 11. 10. n. 1. VI. 1. 10.

*Fille*: celles qui se laissent débancher, ne peuvent pas se plaindre que le Galant leur ait fait une injure proprement dite. III. 7. 9. comment on doit dédommager une Fille, dont on a abusé. III. 1. 10. une Fille ne peut pas stipuler, en se mariant, qu'il lui sera permis d'accorder quelque faveur à d'autres, que son Epoux. V. 10. 3. celle qui s'est mariée contre son gré, ne laisse pas pour cela d'être tenue de garder la foi à son Epoux. III. 6. 11.

*Fin*: de quels actes de la Volonté elle est l'objet. I. 4. 3. de combien de sortes il y en a en général. III. 6. 10. il faut s'en proposer une qui soit conforme à notre nature. II. 4. 6.

*Finances*: devoirs des Intendants ou Receveurs des Finances. VII. 8. 10. n. 2.

*Fisc*: les biens du Fisc ne s'acqueroient pas par droit de Prescription. IV. 12. 2. n. 2. sous un mauvais Prince, on prononce toujours en faveur du Fisc. VIII. 5. 5. n. 5.

*Flagellations*: si ce sont des Peines proprement ainsi nommées. VIII. 3. 1.

*Flatterie*: c'est une espece d'injure & de moquerie. VIII. 4. 13.

*Flatteurs*: combien pernicieux pour les Princes. VII. 9. 2. n. 3. s'ils sont tenus de réparer le dommage qui provient de leurs Flatteries. III. 1. 4.

*Filtrifère civile*: par qui peut être infligée, & abolie. VIII. 4. 10.

*Floffe*: ce que l'on entend par là. V. 12. 4.

*Foi*: s'il faut la garder à ceux qui n'en ont point. III. 6. 9. n. 6.

*Foirs*: on doit laisser emporter aux Etrangers, ce qu'ils y ont acheté. III. 6. 2.

*Fonctions militaires*: aucun Citoyen ne doit s'en rendre incapable. VIII. 2. 3.

*Fonction* (en stile de Droit) choses susceptibles de fonction, ce que c'est. V. 7. 1. quel est leur usage. *Ibid.* §. 2. pour le compte de qui est la perte, lors qu'elles viennent à changer de prix entre le tems du Prêt, & le terme de la restitution. *Ibid.* §. 7. n. 1.

# DESMATIERES.

**Fonds** (de terre) ce que c'est. IV. 6. 3. n. 1. comment on en prend possession. IV. 9. 7. n. 7. s'il doit valoir davantage, lors que l'argent roule en plus grande quantité. V. 1. 16. d'avoir un bon voisin, cela en augmente le prix. *Ibid.* §. 10. n. 3. il est de l'intérêt d'un Etat, qu'on ne permette pas aux Particuliers de leguer leurs fonds. IV. 11. 18.

**Force** : si la force seule produit quelque Obligation. I. 6. 9. 10. si les Contrats faits par force, sont nuls. III. 6. 10.

**Force** (courage) si l'on peut démontrer cette Vertu, sans supposer l'immortalité de l'Âme. II. 3. 19. Ce que c'est, selon *Aristote*. *Préf.* §. 23.

**Forces** : il ne faut rien entreprendre au dessus de ses forces. II. 4. 8.

**Forme** : introduction d'une nouvelle forme dans une matière appartenante à autrui. IV. 7. 10. & §. 7. n. 7.

**Fornication** : si la simple Fornication est contraire au Droit Naturel. VI. 1. 4. comment regardée chez divers Peuples. *Ibid.* n. 2.

**Fortifications** : si, pour faire celles d'une Ville, on peut prendre les Jardins, les Maisons, ou les terres des Particuliers, & les matériaux qu'ils avoient préparés pour leur usage. VIII. 5. 7.

**Fortune** : on rejette sur elle mal-à-propos l'effet des fausses mesures que l'on a prises imprudemment. II. 4. 8. n. 4.

**Frande** : est mise au même rang, que la violence, par rapport à la validité des Contrats. III. 6. 10. n. 3. si elle annule les Sermens. IV. 2. 7. 1.

**Frère** : en quel ordre les Frères, tant utérins, que de Père & de Mère, succèdent *abintestat*. IV. 11. 17.

**Fruits** : ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. IV. 7. 3. à qui appartient le fruit des Animaux. *Ibid.* §. 4. si les Fruits entrent dans l'estimation du Dommage. III. 1. 3.

**Fuite** : si on doit prendre la fuite, pour ne pas tuer un agresseur. II. 5. 13. si, dans une fuite, on peut rompre derrière soi un pont, ou fermer une porte, lors que par là on laisse ses compagnons exposés à la fureur de l'Ennemi; ou passer par dessus le ventre d'une personne innocente, qui se trouve sur notre chemin. II. 6. 3.

G.

**GABONITES** : si l'artifice dont ils usèrent auprès de *Jésu*, est criminel. IV. 2. 7.

**Gage** : ce que c'est. V. 10. 13. ses différentes sortes. *Ibid.* §. 14. si l'on peut recevoir en gage une chose qui nous appartient. IV. 4. 2. n. 10. si l'on en devient maître par droit de Prescription. V. 10. 15. si le Créancier, qui le vend, en rend maître l'Acheteur. VIII. 3. 1. n. 2.

**Gages** (salaire) il ne faut ni les ôter, TOM. II.

ni en rien rabattre à ceux qui, par quelque accident, se trouvent hors d'état de faire pour quelque tems leurs fonctions. V. 6. 2.

**Gageure** : comment elle est permise. V. 9. 4. si elle est bonne, lors que l'un des parieurs fait la vérité. *Ibid.* n. 1.

**Gain** : si le gain qu'auroit pu faire un homme, qui a été tué, entre dans l'estimation du Dommage. III. 1. 7. n. 3.

**Garants de la Paix** : à quoi sont tenus. VIII. 8. 7.

**Garantis** : qu'est-ce qu'emporte celle qu'on permet à un Acheteur. V. 12. 7. n. 2. le Vendeur peut stipuler qu'il n'y sera point tenu. V. 10. 5.

**Général d'armée** : quelle est l'étendue de son pouvoir. VIII. 6. 10. il doit assigner à chacun son poste. VIII. 2. 4. s'il peut dire à ses Soldats quelque chose de faux. IV. 1. 16. si le Souverain est tenu de ratifier les Conventions que les Généraux, ou autres Officiers de Guerre, ont faites avec l'Ennemi. VIII. 7. 13. n. 1.

**Génération** : si elle est le fondement de l'autorité paternelle. VI. 2. 4. n. 1. & §. 12. n. 4. 8.

**Générosité** (grandeur d'âme) en quoi elle consiste véritablement. III. 2. 6.

**Genre** : le Masculin se met quelquefois pour le Féminin, & celui-ci pour le premier. V. 12. 11.

**Gens de Guerre** : jusqu'où ils sont tenus d'exposer leur vie. VIII. 2. 4.

**Gestes** : sont des signes imparfaits de consentement. III. 6. 16.

**Gestion d'affaires** : ce que c'est. V. 4. 1.

**Glaive** : droit du Glaive, à qui appartient. VII. 4. 3.

**Gloire** : en quoi consiste la vraie Gloire. VIII. 4. 12. 3. la vaine Gloire n'est qu'un Bien Imaginaire. VIII. 3. 19. comment il faut rechercher celle des armes. VIII. 6. 5. n. 1.

**Gosse** : à qui il appartient, lors que plusieurs Peuples différens ont des terres sur ses côtes. IV. 5. 8.

**Gouttières** : servitudes pour les Gouttières. IV. 8. 11. n. 11.

**Gouvernement Civil** : forme une liaison plus forte, que celle qui est produite par de simples Conventions. VII. 4. 9. si les circonstances accidentelles en changent la forme. VII. 5. 1. & §. 12. ce que c'est qu'un Gouvernement Régulier, & de combien de sortes il y en a. *Ibid.* §. 3. Gouvernemens Irréguliers. *Ibid.* §. 14. 15. s'il y a des Gouvernemens Mixtes. *Ibid.* §. 13. difficulté de la Science du Gouvernement. VII. 9. 2. n. 1. quel est le meilleur Gouvernement. VII. 5. 22. le Gouvernement doit être différent selon le génie des Peuples. VII. 6. 5.

**Gouverneur de Province** : s'il peut, de son chef, faire la Guerre, & la Paix. VIII. 6. 10.

**Grace** (pardon) si l'on peut quelquefois faire grace, & pour quelles raisons. VIII. 3. 15, & *suiv.*

**Grands** : leurs fautes sont, toutes choses d'ailleurs égales, plus énormes

que si c'étoit quelque personne d'un rang inférieur qui les eût commises. VIII. 3. 20. n. 7. quelle est la nature des Promesses qu'ils font à leurs inférieurs. III. 5. 6.

**Grecs** : pourquoi ces Peuples haïssent si fort la Monarchie. VII. 5. 22. n. 3.

**Greffes** : si, en matière d'Accessoires, elles suivent le tronc sur lequel elles sont entrées. IV. 7. 5.

**Guerre** : ce que c'est. I. 1. 8. de combien de sortes il y en a. *Ibid.* & VIII. 6. 1. Guerre Offensive, & Guerre Défensive, ce que c'est. VIII. 6. 3. Solennelle, & non-Solennelle. *Ibid.* §. 9. quel but on doit se proposer en faisant la Guerre. *Ibid.* §. 2. n. 3. justes sujets de l'entreprendre. *Ibid.* §. 3. la justice des causes de la Guerre doit être claire & manifeste. *Ibid.* §. 4. énumération des causes injustes. *Ibid.* §. 5. si la Guerre peut être juste des deux côtés. *Ibid.* Si les maux que l'on cause à un Ennemi par droit de Guerre, sont des peines proprement dites. VIII. 3. 4. n. 4. & §. 7. justes où l'on peut porter les actes d'hostilité. VIII. 6. 7. si les Guerres de Religion sont légitimes. *Ibid.* §. 3. n. 1. jusqu'où l'usage établi entre les Nations a porté la licence de la Guerre. *Ibid.* §. 15. quand c'est qu'un Prince peut entreprendre la Guerre. VII. 9. 13. si un Sujet peut, sans crime, porter les armes pour son Prince, dans une Guerre injuste. VIII. 1. 8. Dans une Société Civile, aucun particulier n'a droit de faire la Guerre de son chef. VIII. 6. 8. comment est-ce que, dans un Traité, on doit entendre ces mots : *faire la Guerre*. V. 12. 15. si la Prescription doit courir pendant la Guerre. IV. 12. 5. diverses sortes d'Alliances qui ont du rapport à la Guerre. VIII. 9. 3.

H.

**HABITATION** : droit d'Habitation, ce que c'est. IV. 8. 9.

**Habitude** : quelle en est la force, par rapport à la production des Actions Morales. I. 4. 6. I. 5. 13. n. 5. elle n'empêche pas l'imputation des crimes, qu'elle fait commettre. I. 5. 13. elle les rend au contraire plus énormes. VIII. 3. 22. n. 3. les termes, qui la désignent, sont susceptibles de quelque étendue. I. 2. 10.

**Haine** : on ne doit pas la nourrir. II. 4. 12.

**Hazard** : des Contrats où il entre. V. 9.

**Hégésias** (Philosophe) effet de sa doctrine. *Préf.* §. 22.

**Hérétiques** : combien est injuste l'animosité que l'on a contre eux; & combien détestable le dogme, qui permet de violer la foi envers eux. II. 4. 4.

**Héritages** : Héritages de la Ville, (*Prædia Urbana*) ce que c'est dans le Droit Romain. IV. 8. 11. Héritages

# T A B L E

**ges de la Campagne** (*Prædæ Rustica*) *Ibid.*

**Héritier** : est censé acquiescer à la Propriété des biens du défunt, avant même l'adition de l'Hérédité. IV. 4. 10. n. 1. & IV. 9. 8. n. 3. s'il peut accepter valablement, au nom du défunt, les offres que celui-ci n'avoit pas lui-même acceptées. III. 9. 6. s'il peut prétendre quelque chose des Fruits d'un fonds dont le défunt avoit l'Usufruit, lors que celui-ci est mort avant la récolte. IV. 8. 7. s'il achève le tems de la Prescription, qui courroit avant la mort du défunt. IV. 12. 4. jusqu'où il est tenu des Dettes du défunt. IV. 11. 20. & de ses Sermens. IV. 2. 17. & de ses Promesses, ou Conventions. *Ib.* il doit payer les amendes pécuniaires, auxquelles le défunt avoit été condamné. VIII. 3. 3. si on peut lui infliger quelque Peine afflictive, ou infamante, en qualité d'Héritier. *Ibid.* à quoi est tenu l'Héritier d'un Larron. III. 1. 11. si un Procureur a action de Mandement contre les Héritiers, pour l'exécution d'un ordre donné par le défunt, mais exécuté seulement après sa mort. III. 9. 4.

**Hermite** : s'ils font bien de se soustraire aux emplois de la vie commune. II. 4. 15.

**Misère** : sa connoissance à quoi est nécessaire. II. 4. 13. n. 6.

**Historien** : est indispensablement tenu de dire la vérité, autant qu'elle lui est connue. IV. 1. 7. celui qui supprime des faits essentiels, ment tout de même que s'il disoit positivement quelque chose de faux. *Ibid.* §. 11. n. 2.

**Homicide** : ce que c'est. I. 1. 6. si l'on en est coupable, lors qu'on vouloit simplement blesser. I. 3. 16. comment on répare le Dommage causé par un Homicide. III. 1. 7. s'il doit toujours être puni de mort. VIII. 3. 26. si l'Homicide de soi-même est toujours défendu. II. 4. 19. à qui il fait du tort. I. 7. 17. ceux qui tuent, en se défendant, ne sont point coupables d'Homicide. II. 5. 15. si ceux qui ruinent leur santé par des travaux honnêtes & nécessaires, sont homicides d'eux-mêmes. I. 5. 3. si un homme, qui se laisse condamner pour ne pas exposer les preuves de son innocence, est homicide de lui-même. *Ibid.* les débauchés sont homicides d'eux-mêmes. *Ibid.*

**Hommage** : les hommages forcéz ne sont que de vaines simagrées, & nullement des marques d'honneur. VIII. 4. 14.

**Homme** : sa condition originaire, & sa condition accessoire. II. 1. 5. n. 1. sa faiblesse & sa grossièreté naturelle. *Ibid.* §. 8. est plus méchant que les Bêtes. *Ibid.* §. 6. sans l'Éducation, il seroit le plus sauvage de tous les Animaux. VII. 1. 4. n. 5. son principal avantage par dessus les Bêtes. II. 3. 10. n. 5. s'il a plus d'a-

mour pour sa Jeie, que de haine pour la Douleur. I. 6. 14. n. 4. s'il est convenable qu'il vive sans Loi. II. 1. s'il aime naturellement la Société, plus que lui-même. VII. 1. 2. il est sujet à bien des défauts qui troublent la Société. *Ibid.* §. 4. si tout a été créé pour l'Homme. IV. 3. 2. si les Hommes ont tous la Volonté & le pouvoir de se faire du mal les uns aux autres. II. 2. 6. l'Homme est le seul des Animaux qui ait quelque sentiment de Religion. II. 3. 20. n. 2. quel droit il a sur les Choses ou les biens du monde. IV. 3. 1. & *suiv.* s'il est toujours en état de Guerre avec les Bêtes. *Ibid.* §. 5. ne doit pas abuser du droit qu'il a sur elles, & pourquoy. *Ibid.* §. 6. il n'y a pas moien de le gouverner, si on ne lui laisse quelquefois satisfaction de ses desirs. VIII. 3. 14. comment on doit se servir des Hommes. IV. 3. 6. n. 1. ils ne sont que les administrateurs des biens de Dieu. IV. 4. 1. n. 1. pourquoy les choses rares font celles qu'ils estiment le plus. V. 1. 6. s'ils ont pu conférer sur eux à quelcun de leurs semblables, un droit si éminent & si absolu, qu'il l'exercerent de toute Obligation par rapport à eux. III. 4. 8. s'il est injuste qu'un Homme en punisse un autre. VIII. 3. 6. si un simple soupçon fondé sur la corruption générale des Hommes suffit pour dispenser de tenir les Conventions envers ceux qui n'ont encore rien exécuté de ce à quoi ils se sont engagés de leur côté. III. 6. 9. quel soin les Hommes doivent prendre d'eux-mêmes. II. 4. 1. ils doivent être commodes & complaisans les uns envers les autres. III. 2. 4. se faire du bien les uns aux autres. III. 3. 1. si, supposé qu'ils se fussent maintenus dans l'état d'innocence, ils n'auroient jamais établi de Loi Positive, ni de Société Civile. I. 1. 11.

**Homonymie** : ce que c'est. V. 12. 5. n. 1.

**Honnête** : si l'Honnête, & le Dshonnête, sont tels par eux-mêmes, ou par institution. I. 2. 6. II. 3. 4. les idées de l'Honnête, détachées du rapport qu'elles ont à la volonté de Dieu, ne sont que de belles chimères, ou des principes stériles. II. 3. 29. n. 2. si tous ceux qui ont parlé de la beauté propre & intérieure de l'Honnête, ont exclu pour cela le rapport qu'il a avec la volonté de Dieu. II. 4. 3. n. 4.

**Honnête homme** : chacun est présumé tel, tant qu'on n'a pas prouvé le contraire. VIII. 4. 3.

**Honneur** (de distinction ou de préférence) ce que c'est. VIII. 4. 1. 1. quels en sont les fondemens. *Ibid.* §. 12. la rareté fait son principal prix. *Ibid.* §. 11. n. 2. comment il faut le rechercher. II. 4. 9. s'il réside dans celui qui le rend, ou dans celui qui le reçoit. VIII. 4. 1. 2. n. 1. si les hon-

neurs dépendent nécessairement de la volonté du Souverain. *Ibid.* §. 30.

**Honneur** (réputation d'honneur d'honneur) s'il dépend de la détermination arbitraire du Souverain. VIII. 4. 9. si on peut innocemment le sacrifier pour son Prince. *Ibid.* §. 10.

**Honneur** (pudicité) si, pour éviter qu'on ne nous le ravisse, on peut se donner la mort soi-même. *Ibid.* 19. n. 7.

**Honneur** (point d'honneur) du point d'honneur, par rapport aux Duels. II. 4. 8.

**Honneur** : ce que c'est, & d'où vient le sentiment. I. 2. 7. VI. 1. 29. & *suiv.* si on peut innocemment le dépouiller, & le fouler aux pieds. *Præf.* §. 21.

**Hospitalité** : en quoi consistent ses devoirs. III. 9. 9.

**Huissier** : s'il peut quelquefois refuser d'aller prendre prisonniers ceux dont le Magistrat lui ordonne de se saisir. VIII. 1. 6. n. 4. d'où vient que cette profession passe pour dshonnête en certains endroits. VIII. 4. 6.

**Humanité** : en quoi consistent les Devoirs qu'elle exige. III. 9. 1. & *suiv.* en quoi ils diffèrent de ceux de la Justice. III. 4. 1. à quelles gens on peut les refuser quelquefois. III. 3. 3. n. 3. VIII. 4. 5.

**Humeur** : si l'incompatibilité d'humeurs est une raison suffisante pour dissoudre un Mariage. IV. 1. 22.

**Honnêteté** : en quoi consiste l'Honnêteté honnête & raisonnable. III. 2. 6.

**Hypothèque** : ce que c'est. V. 10. 26.

## I

**Jalousie** : si elle est injuste & nécessaire en elle-même. VI. 1. 15. n. 2.

**Jalousie** : s'il y en a de telles. II. 3. 33. si l'on doit les supporter, pour ne pas donner prise aux Auteurs & aux Libéraux. *Præf.* §. 4.

**Jeanne** : on pardonne bien des choses à l'impudence & au son de courage. VIII. 3. 27. n. 6.

**Jeu** : quel est l'engagement qui y entre. V. 9. 5. ce qu'il faut observer, pour les rendre innocens. *Ibid.* §. 7. Il est avantageux à l'État de faire des Loix contre le Jeu. VIII. 5. 3. Loi du Droit Romain au sujet de ceux qui souffrent qu'on joue chez eux. VIII. 1. 3. n. 2.

**Ignominie** : les marques d'ignominie ne sont guères mortifiantes pour ceux qui se voient grand nombre de compagnons. VIII. 4. 11.

**Ignorance** : ses différentes formes. I. 8. 10. les actions qui en proviennent, sont plus involontaires, que celles dont la crainte est le motif. I. 7. 17. n. 2. l'ignorance Invinçable exclut toute imputation. I. 5. 10. sage ignorance, combien utile pour résister à l'envie de son Esprit. III. 3. 2. n. 1.

**Illicite** : on ne peut pas s'engager valablement à quelque chose d'illicite. III. 7. 6. pas même avec Serment. IV. 2. 9. toute condition, qui ren-

ferme

**Sente** quelques chefs d'Allice, est nulle. III. 6. 2. n. 3.  
**Indivisible** : les Remises sont nées. III. 6. 2.  
**Immuable** : ce que l'on entend par là. IV. 6. 2. n. 1. par combien de temps se perdent-ils. IV. 12. 4. n. 2. comment on en perd l'usufruit. IV. 6. 7. n. 2. comment on s'en empare par droit de premier occupant. IV. 6. 2. quand c'est qu'ils sont cédés par le Propriétaire. VIII. 4. 17.  
**Immunité** : comment on peut accorder légitimement quelque immunité. VIII. 5. 6. aucune ne s'étend aux cas de nécessité. Ibid. 5. 7. de VIII. 2. 1. VIII. 4. 39. ceux qui ont des immunités, ne doivent pas en abuser, pour faire passer sous leur nom des marchandises d'autrui, qui ne sont pas franches d'impôt. V. 10. 8. elles ne doivent pas être données purement & simplement à cause de la Noblesse. VIII. 4. 37.  
**Imparum morum, & mixtum** : ce que c'est. VIII. 4. 10. n. 2.  
**Impossible** : explication de la maxime : que nul n'est tenu à l'impossible. I. 5. 8. III. 7. 2. & suiv. les actions mauvaises sont réputées impossibles dans la Droit Romain. I. 7. 2. comment il faut expliquer ce qui se trouve d'impossible dans une Loi, dans un Contrat, ou dans un Testament. I. 5. 8. une condition impossible apposée à une Promesse, la rend nulle. III. 8. 5. n. 2.  
**Impossibilité** : est ou Physique, ou Morale. I. 5. 8.  
**Impôts** : qui est-ce qui a droit d'en exiger. VIII. 5. 4. règles qu'il faut suivre dans leur établissement, & dans la taxe de chaque Particulier. Ibid. 5. 5. 6. de VII. 9. 10.  
**Impudence** : en quoi elle consiste. I. 2. 6.  
**Impuissance** : si elle est quelquefois inexcusable. I. 5. 8.  
**Impuissance (d'un Mari)** lors qu'elle est incurable, elle annule le Mariage. VI. 2. 25.  
**Impunité** : pourquoi on l'accorde à certains crimes. I. 6. 15. on ne doit pas l'accorder à quelques personnes sans de très-bonnes raisons. VIII. 3. 17. les exemples fréquents d'impunité diminuent l'atrocité d'un crime. Ibid. 3. 22.  
**Impureté** : si les incommodes que causent celles qui sont marquées dans la Loi de Moïse, étoient des Peines proprement dites. VII. 3. 4.  
**Imputation** : d'où vient qu'une chose est susceptible d'imputation. I. 5. 5. quelles sont les choses qui en sont susceptibles. Ibid. 5. 6. & suiv. ce que c'est qu'imputation par grace. I. 5. 2. Imputation de droit. Ibid. 5. 3. Imputation simple, & Imputation efficace. Ibid. 5. 6. n. 1.  
**Incendie** : à quoi est tenu celui qui en est l'auteur. III. 1. 3. lors que plusieurs y ont contribué, sur quel pied chacun en est responsable. Ibid. 5. 5. si, dans un incendie, on peut ab-

lister l'incendie, pour sauver la vie. Ibid. 5. 5. si l'on qui tombe en cas de la le Dommage. III. 6. 8.  
**Incapacité** : ce que c'est. I. 2. 6. si on peut le commettre, pour se garantir de la mort. I. 5. 9.  
**Inclinations** : à quoi sont leur diversité. II. 2. 7.  
**Incorrigibles** : il vaudroit mieux pour eux d'être morts. VIII. 3. 10. n. 4. si l'on ne doit punir que les Pécheurs incorrigibles. Ibid. 5. 10.  
**Indifférent** : des Actions moralement indifférentes. I. 7. 5. n. 5.  
**Indigne** : on n'est pas en droit d'enlever, par les armes, une chose qui appartient à quelqu'un, par cela seul qu'il nous parait indigne de la posséder. VIII. 6. 5.  
**Inégalité** : d'où viennent celles qu'il y a entre les Hommes. III. 2. 9. comment on doit redresser celle qui se trouve dans un Contrat. V. 3. 9.  
**Infamie** : comment on est noté d'infamie. VIII. 4. 6. 7. Infamie de droit, & Infamie de fait, ce que c'est chez les Jurisconsultes. Ibid. 5. 7. comment, & par qui l'Infamie peut être effacée. Ibid. 5. 10. la crainte de l'Infamie ne doit pas nous rebuter de faire le bien. II. 4. 9. n. 3. si l'on est tenu d'encourir une véritable Infamie, pour obéir à son Souverain. VIII. 4. 9.  
**Infélicité** : combien les Princes doivent la fuir. VII. 9. 2. n. 8.  
**Ingrat** : si l'on doit donner action en Justice contre les Ingrats. III. 3. 17. en quels endroits cela s'est pratiqué. Ibid. n. 3.  
**Ingratitude** : turpitude de ce vice. III. 3. 17. pourquoi elle est plus honteuse, & plus odieuse, que l'Injustice. Ibid. Ingratitude compliquée. Ibid.  
**Inimicitie** : les inimitiés ne doivent pas être éternelles. V. 13. 1.  
**Injure** : ce que c'est. I. 7. 15. en quoi elle diffère du Dommage. Ibid. 5. 13. de l'Injustice. Ibid. & de la Faute, & du Malheur. Ibid. 5. 16. l'Injure ne sauroit produire aucun droit. III. 6. 10. comment on juge de sa grandeur. VIII. 3. 20. chacun a un droit naturel de ne point souffrir les injures. III. 2. 4. n. 2. règles de Prudence que doivent suivre ceux qui en ont reçu quelques-unes. II. 5. 3. si y a quelques-uns de la grandeur d'âme à mépriser les Injures. VIII. 4. 8. quand c'est qu'une injure est tenue moralement pour non-faite. I. 9. 3. comment on fait compensation d'injures, ou des Bienfaits avec les Injures. V. 11. 6. n. 4. & 6.  
**Injustice** : ce que c'est. I. 7. 14. ne sauroit produire aucun Droit, ni imposer aucune Obligation. III. 6. 10. n. 4. la moindre ne donne pas plus de droit à son Auteur, que la plus grande. Ibid. n. 5.  
**Innocence** : elle ne trouve pas toujours son appui en elle-même. VII. 1. 2. n. 2.  
**Innocent** : il vaut mieux risquer de lail-

ser à aggraver le Crime. VIII. 3. 20.  
**Intention** : ce que c'est. I. 4. 1. Intention pleine, & Intention imparfaite. Ibid. la bonne intention ne rend pas bon un acte matériellement mauvais. I. 7. 4. dans le jugement qu'on fait d'une Intention douteuse ou équivoque, il faut pencher du côté le plus favorable. I. 8. 3. n. 1. quelle sorte d'intention est nécessaire pour rendre bonne une Action Morale devant le Tribunal Divin. Ibid. 5. 2. jusques où on y a égard dans les Tribunaux Humains. Ibid. 5. 3.  
**Interdictum** : ce que c'est, en fille de Jurisprudence. V. 12. 10. n. 4.  
**Intérêt (d'un argent prêté)** si le Droit Naturel ne permet point absolument d'en prendre. V. 7. 9. Intérêt lucratif, & Intérêt compensatif, ce que c'est, & s'ils sont légitimes l'un & l'autre. Ibid. n. 3. pourquoi on peut prendre un plus haut intérêt de ceux à qui l'on prête pour peu de temps. Ibid. 5. 12. n. 4.  
**Interprétation** : comment on doit s'y prendre dans celle des Loix, & des Conv.

**Interré** : Invalidité : déper : Inventio : inven : humis : Joie : c : sion : malig : est co : & mi : suppli : VIII. : moig : quelc : image :  
 Q99 2 70

# T A B L E

**Jesuf** : si le Serment, qu'il fit aux Galiléens, étoit valide. IV. 2. 7.  
**Jouissance** : ce que c'est. I. 4. 1.  
**Jour** : ce que l'on entend par là dans un Traité de Trêve, par exemple. V. 12. 7.  
**Jours** : servitude pour les Jours. IV. 3. 11. n. 3.

d'une chose qui appartient au Législateur. IV. 4. 2. n. 11. Legs d'une chose appartenante à autrui, comment doit être expliqué. III. 7. 10. n. 5. Legs d'une espèce d'Usufruit d'une somme d'argent. IV. 3. 7. n. 7. si celui qui empêche un Testateur de nous faire un Legs, nous cause par là un Dommage, qu'il soit tenu de réparer. III. 1. 3. n. 3. Legs pieux, pour racheter les fraudes & les larcins qu'on a commis, combien sont contraires à la Religion. II. 4. 4. le Souverain peut prescrire des bornes à ces sortes de Legs. VIII. 5. 4.  
**Lézés** : on n'est pas lézé, pour être frustré de ce que les autres nous devoient en vertu d'une Obligation imparfaite. III. 1. 3. s'il est toujours nécessaire de sentir ou de savoir l'offense. II. 3. 23. n. 7. celui qui est lézé, n'est pas tenu de se contenter de la Punition de l'Offenseur, ni de payer les frais nécessaires pour le suppléer. III. 1. 11.  
**Lésion** : quelle lésion impose une Obligation indispensable de réparer le Dommage causé à un Contractant. V. 3. 9. une lésion considérable annule un Contrat fait même avec Serment. IV. 2. 11.  
**Libelle** : combien sont coupables ceux qui le publient. III. 1. 4. n. 2.  
**Libéralité** : excellence de cette Vertu. III. 3. 15. comment les Princes doivent la pratiquer. VII. 9. 2. n. 3. règles que tout le monde doit suivre dans l'exercice de la Libéralité. III. 3. 15.  
**Libérateur** : le Libérateur d'un Peuple en acquiert naturellement la Souveraineté. VIII. 6. 23.  
**Liberté** (Faculté de l'Âme) L. 4. 2. II. 1. 2. son indifférence. I. 4. 3. tout ce qui blesse la Raison, & la Prudence, est contraire au bon usage de la Liberté. III. 6. 10. n. 5.  
**Liberté** (indépendance) si celle de l'Etat Naturel est contraire à la Nature. II. 2. 4. pourquoi la Liberté est appelée un bien inestimable. V. 1. 5. il y a deux sortes d'obstacles à cette Liberté. VI. 3. 10. si on peut la défendre par les armes. II. 5. 19. n. 1. la Liberté d'un Esclave est une chose favorable & privilégiée. V. 12. 12. n. 2.  
**Libre arbitre** : est ce qui dépend le plus de nous. II. 4. 7. le bon usage qu'on en fait est le fondement du Mérite solide. *Ibid.*  
**Lieu** : en quel sens on dit qu'un lieu relève de la juridiction de quelqu'un. IV. 6. 14. lieu désigne dans une Promesse, comment il faut l'entendre. III. 3. 6. n. 1. lieu auquel un Crime a été commis, comment aggrave le Crime. VIII. 3. 20. n. 7. les Lieux Publics ne s'acquiescent point par droit de Prescription. IV. 12. 2. n. 2.  
**Livrer** : si un Citoyen qui a été livré à une Puissance Etrangère, sans qu'il l'ait voulu recevoir, demeure toujours Citoyen de l'Etat. VIII. 1. 9.

**Locataire** : on doit lui laisser l'usage libre des autres parties de la maison, dont il ne sauroit se passer. III. 6. 2.  
**Logique** : usage & nécessité de cette Science. II. 4. 11. n. 4.  
**Loi** : ce que c'est que la Loi en général. I. 6. 4. ce que l'on entendoit par là chez les Romains. III. 4. 5. n. 6. quelle différence il y a entre la Loi, & le Conseil. I. 6. 1. entre la Loi, & la Convention. *Ibid.* 5. 2. entre la Loi, & le Droit. *Ibid.* 5. 3. Parties essentielles d'une Loi. *Ibid.* 5. 14. sa matière. *Ibid.* 5. 16. & 1. 8. 4. les différentes sortes. *Ibid.* 5. 18. Obligatoire, & Loi de simple Permission. *Ibid.* 5. 15. n. 2. si on doit diviser la Loi en Directrice, & Coactive. *Ibid.* 5. 14. en quel sens la Loi agit. *Ibid.* & VII. 6. 11. elle doit être connue de ceux pour qui elle est faite. *Ibid.* 5. 13. comment ils la connoissent. *Ibid.* qui est-ce qui en doit expliquer les obscuritez. *Ibid.* Loix imparfaites. *Ibid.* 5. 14. qui sont ceux que les Loix obligent. *Ibid.* 5. 17. qui est-ce qui en peut dispenser, & comment. *Ibid.* Loix Affirmatives, & Loix Négatives. II. 6. 2. V. 12. 23. si toute Loi doit être publiée par écrit. I. 6. 4. & II. 3. 20. les cas de nécessité sont tacitement exceptés dans les Loix. II. 6. 2. pourquoi les cas particuliers n'y sont pas exprimés. I. 2. 5. règles pour l'interprétation des Loix. V. 12. conflit de deux Loix. I. 3. 8. V. 12. 23.  
**Loi Atinienne** : IV. 12. 2. n. 3.  
**Loi Cincienne** : I. 6. 14.  
**Loi Civile** : ce que c'est proprement. VIII. 1. 1. comment doivent être faites. VII. 9. 5. il faut distinguer deux raisons sur quoi elles sont fondées. VIII. 3. 17. elles sont un supplément des Loix Naturelles. VIII. 1. 1. n. 1. si elles peuvent être contraires au Droit Naturel. *Ibid.* 5. 2. 3. si la nature des Crimes dépend absolument de leur détermination. *Ibid.* 5. 3. on ne doit pas toujours en rechercher les raisons. V. 12. 21. n. 4. elles ne renferment pas tous les Devoirs des Hommes. I. 2. 10. n. 3. pourquoi on ne donne pas force de Loi Civile à toutes les maximes de la Loi Naturelle. VIII. 1. 1. & VII. 3. 14. les Loix Civiles sont un supplément des Loix Naturelles. VIII. 1. 1. n. 1. elles ne doivent exiger que ce qu'il est possible d'obtenir. VIII. 3. 21. n. 10. l'intérêt public demande que leur rigueur aille quelquefois au delà de la justice. I. 2. 10. la nécessité oblige souvent à les adoucir, ou à les laisser même abolir entièrement. VIII. 3. 17. il n'y en a point qui soit commune à tous les Particuliers sans exception. I. 2. 10. n. 7. les plus anciennes étoient écrites en vers. I. 6. 13. n. 3. elles devoient être fort simples, & en très-peu nombre, avant l'établissement de la Propriété des biens. IV. 4. 13. elles doivent commencer par bien régler

## L

**LABOUREUX** : une récolte médiocre est ce qui les accommode le mieux. V. 1. 15.  
**Lauder** : si, dans la réparation du Dommage, on doit avoir égard à la laideur causée par une blessure. III. 1. 8.  
**Lampes** : pourquoi les anciens Romains ne les étoignoient point. III. 3. 4. n. 1.  
**Langues** : de leur origine. IV. 3. 3. à quoi sert la connoissance de diverses Langues. II. 4. 13. il n'importe en quelle Langue un Contrat soit écrit, pourvu que les Contractans s'entendent l'un l'autre. III. 6. 16. n. 1.  
**Larcin** : si c'en est un que de prendre le bien d'autrui dans une extrême nécessité. II. 6. 5. Action de Larcin. Voyez *Action en Justice*.  
**Législateur** : a ordinairement le choix. V. 12. 5. n. 3.  
**Législateur** : comment on le connoit.

ce

ce qui concerne les Mariages. VI. 1. n. 1. si le consentement du Peuple est toujours nécessaire, afin qu'elles obligent en conscience. L. 6. 13. jusques où s'étend leur pouvoir par rapport à ceux qui sont simplement dans l'erreur. I. 3. 2. elles n'ont point un effet rétroactif. L. 6. 6. n. 2. à moins qu'elles ne regardent des choses d'elles-mêmes illicites par le Droit Naturel. VIII. 3. 16. n. 1. elles doivent être interprétées par les vues de l'utilité publique. V. 12. 8. n. 6. règles générales pour leur interprétation. V. 12. comment se fait l'extension de la Loi à des cas non exprimés. *Ibid.* §. 17. de ce qui se fait en fraude de la Loi. *Ibid.* §. 18. Les Loix Civiles ne doivent pas être purement Pénales. VIII. 3. 4. dans leur explication, ou dans une application douloureuse, il faut toujours panacher vers le côté le plus doux. *Ibid.* §. 23. n. 6. des Loix, dont les défenses sont conditionnelles. *Ibid.* §. 4. pourquoi les Loix Civiles ne mettent pas la crainte d'un mal léger, au rang des causes qui annulent un Contrat. III. 6. 10. n. 5. & §. 12. comment doivent être faites les Loix Civiles, VII. 9. 5.

*Loix Fondamentales*: ce que c'est. VII. 6. 10. si un Prince peut se dispenser de les observer, sous prétexte de crainte, de surprise, ou de lésion, dans l'acte par lequel il s'y est engagé. VIII. 10. 3.

*Loi Licinienne*: ce que c'est. VIII. 5. 4.

*Loi Mosaique*: si elle doit être par tout la règle des Peines. VIII. 3. 26.

*Loi Naturelle*: ce que c'est. I. 6. 18. II. 3. 5. n. 1. si ses principes sont innés. II. 3. 13. & *Préf.* §. 4. quel est le fondement de l'obligation qu'elle impose. II. 3. 20. elle est ou Obligatoire, ou de simple Permission. *Ibid.* §. 24. n. 4. en quoi consiste la Sanction. I. 6. 14. II. 3. 21. III. 4. 6. si elle n'acquiert force de Loi qu'en tant qu'elle est publiée dans l'Ecriture Sainte. II. 3. 20. si ses maximes ont eu toujours lieu actuellement. IV. 4. 13. si l'Equité a lieu dans leur interprétation. V. 12. 21.

*Loi Papienne Poppéenne*: VIII. 3. 17. n. 8.

*Loi Pénales*: ce que c'est. VIII. 3. 16.

*Loi Positive*: ce que c'est. L. 6. 18. s'il y a des Loix Divines Positives, qui obligent tout le Genre Humain. *Ibid.* n. 6.

*Loi Rhodienne*. II. 6. 8.

*Loix Sompiaires*: combien elles sont utiles à l'Etat. VIII. 4. 3. n. 1. leur but est souvent alternatif. VIII. 3. 4. il est quelquefois à propos de ne pas les faire observer avec la dernière rigueur. *Ibid.* §. 17. n. 9.

*Loi Voconienne*: IV. 1. 1. 8. n. 2.

*Lois*: ce que c'est. V. 6. 1.

*Lombard (Frère)*: V. 7. 12.

*Loretis*: ce que c'est, & quelles conditions sont nécessaires pour la rendre légitime. V. 9. 6.

*Louage (Contrat de)* ce que c'est. V. 6. 1. n. 1. comment on peut prendre à louage une chose qui nous appartient. IV. 4. 2. n. 10. les obscuritez ou ambiguïtez d'un Contrat de Louage, s'interprètent contre le Bailleur. V. 12. 5. n. 4.

*Louanges*: de la part de qui sont estimables. VIII. 4. 12. n. 3. si celles que l'on donne à une personne pour l'encourager à un Crime qu'elle va commettre, sont que l'on participe à l'action vicieuse. L. 5. 14. s'il en est de même de celles qu'on ne donne qu'après-coup. III. 1. 4.

*Luxe*: combien il est pernicieux à un Etat. VIII. 5. 3. n. 1. moins de le faire cesser. *Ibid.*

M.

**MAGISTRAT**: ce que c'est. I. 1. 12. VII. 2. 24. les Magistrats doivent juger invariablement selon les Loix. VIII. 3. 17. n. 1. tout Magistrat, qui a quelque Jurisdiction, peut réprimer jusqu'à un certain point ceux qui sont rebelles à ses ordres. VIII. 6. 10. n. 2. s'ils ont droit de punir les crimes dont ils sont eux-mêmes coupables. VIII. 3. 7. s'ils peuvent user quelquefois d'une menterie ou d'une dissimulation innocente. IV. 1. 17. leur connivence, combien criminelle. I. 5. 14. en quels cas ils peuvent user de quelque connivence. VIII. 3. 17. ceux qui sont prodigues, ne sont guères propres à bien gouverner les affaires publiques. VIII. 5. 3. n. 2. lors qu'ils ont commis quelque crime, ils en doivent être punis plus sévèrement, que les simples Particuliers. VIII. 3. 20.

*Main brève*: *Main longue*: ce que c'est. IV. 9. 9. n. 1.

*Majorité*: ce que c'est. I. 1. 10.

*Maitres*: jusqu'où s'étend leur pouvoir sur leurs Domestiques. VI. 3. 4.

*Mal*: un moindre Mal tient lieu de bien. L. 4. 9. on est plus sensible au Mal, qu'au Bien. I. 6. 14. combien de sortes de Maux peuvent arriver à l'Homme. II. 3. 21. il y a des choses qui ne sont que l'occasion d'un Mal. VIII. 3. 32. Maux que l'on tolère dans un Etat. VIII. 1. 3. n. 1. le Mal se guérit par son contraire. VIII. 3. 9. n. 2. sens de la maxime, Que de deux Maux il faut choisir le moindre. I. 3. 8. III. 7. 5. il ne faut faire du mal à personne, c'est le Devoir le plus général & le plus facile. III. 1. 1. quiconque a fait du mal mérite d'en souffrir. VIII. 3. 8. n. 1. la vue d'un mal prochain, que l'on appréhendoit, diminue l'atrocité d'un Crime. *Ibid.* n. 21. les crimes où l'on est poussé par la crainte du Mal, sont plus énormes que ceux auxquels on se laisse aller par les attraites de quelque Bien. *Ibid.* §. 19. 21. tout Mal que l'on souffre à l'occasion ou en suite de quelque Crime, n'est pas une Peine propre-

ment dire. *Ibid.* §. 30. si l'on peut s'engager à souffrir des Maux qui sont au dessus de la fermeté ordinaire de l'Esprit Humain. III. 7. 5. si la crainte d'un Mal léger suffit pour annuler une Convention. III. 6. 10. n. 5.

*Malade*: en quel sens il est tenu de suivre l'ordonnance de son Médecin. I. 6. 1.

*Maladies*: effet de celles qui ôtent l'usage de la Raison, par rapport aux Actions Morales. L. 4. 8. n. 1.

*Malheur*: ce que c'est. I. 7. 16.

*Malice*: en quoi consiste la Malice d'une Action. I. 7. 3.

*Mandemens*: voyez *Procurator*, *Commission*.

*Maquérillage*: ceux qui en font métier, sont aussi coupables, que la Jeunesse aux débauches de laquelle ils servent d'Entremetteurs. I. 5. 14. n. 11.

*Marchand*: un Marchand peut se prévaloir des avis qu'il reçoit de ses Correspondans. V. 3. 4. n. 4. comment il doit mettre le prix à ses marchandises. V. 1. 10. les Marchands en détail, peuvent vendre plus cher, que les Marchands en gros. *Ibid.* vaine supercherie de ceux qui jurent qu'ils perdoient, s'ils donnoient leurs marchandises à un certain prix. IV. 2. 12. V. 3. 3. n. 3. si un Marchand de bled est tenu de dire, qu'il vient d'autres Vaisseaux après le sien. *Ibid.* §. 4. pourquoi un Marchand insolvable est plus rigoureusement traité, qu'un Débiteur qui ne négocie pas. III. 7. 3. si on peut quelquefois contraindre les Marchands à débiter leurs marchandises ou leurs denrées. V. 3. 6. Voyez d'autres choses dans les mots, *Vendeur*, & *Accheteur*.

*Marchandises*: perte d'une marchandise vendue, mais non délivrée, sur le compte de qui elle est. V. 5. 3. si l'on a droit de transporter ses marchandises par les terres d'autrui. III. 3. 6. si l'on peut établir des droits d'entrée & de sortie sur les marchandises ou les denrées. *Ibid.* §. 7. sur quel pied on doit régler ces droits. VIII. 5. 5.

*Marché*: les Etrangers qu'on laisse venir aux Marchés, doivent avoir la permission d'emporter ce qu'ils ont acheté. III. 6. 2.

*Mari*: son autorité n'emporte pas nécessairement le droit de vie & de mort. VI. 1. 13. fondement de son autorité légitime. *Ibid.* §. 14. & *suiv.* s'il est responsable de ce que fait sa Femme. I. 5. 14. si, lors qu'il consent aux prostitutions de sa Femme, elle en commet moins pour cela un véritable Adultère. I. 7. 17. n. 2. les Loix absolvent celui qui tue sa Femme, avec le Galant, surpris en flagrant délit. II. 5. 15. n. 1. VIII. 3. 13. d'où vient que l'opprobre de l'impudicité d'une Femme rejaillit en quelque sorte sur son Mari. VI. 1. 10. quand c'est qu'il se fait compensation d'infidélitez entre un Ma-

# T A B L E

- si, & la Femme.** V. 1. 2. 3. 4. 5. si, lors qu'un Mari est pris prisonnier, l'Ennemi acquit par cela seul quelque droit sur sa Femme, & ses Enfants. VIII. 6. 19.
- Mariage:** est la pépinière du Genre Humain. VI. 1. 2. & le fondement de l'Ordre de la Société Civile. *Ibid.* §. 5. Mariage Irrégulier, ou à la façon des Amazones. *Ibid.* §. 9. Loix du Mariage Régulier. *Ibid.* §. 10. si un Mariage est valide, lors que l'on avoit juré de ne point se marier avec celui ou celle que l'on épousa. IV. 2. 11. si le consentement des Parties constitue le Mariage. VI. 1. 14. obstacles Naturels qui empêchent de se marier. *Ibid.* §. 25. obstacles Moraux. *Ibid.* §. 27. & *suiv.* justes raisons de le dissoudre. *Ibid.* §. 21. & *suiv.* il ne doit pas être rompu sans de grandes raisons, pas même du consentement des Parties. *Ibid.* §. 20. si l'on peut être obligé à entrer dans l'engagement du Mariage, & jusques où. *Ibid.* §. 3. 6. 7. les faiseurs de Mariage ne doivent pas dénigrer la vérité. V. 3. 3. n. 4. du consentement forcé, ou de l'erreur, au sujet du Mariage. VI. 1. 26. si un Mariage contre le consentement des Parents, est nul. VI. 2. 14. si la bénédiction Sacerdotale est nécessaire, par le Droit Naturel, pour achever le Mariage. VI. 1. 14. des Mariages de Conscience. *Ibid.* §. 36. comment les Loix Civiles rendent nuls les Mariages, ou les dépouillent de certains effets. *Ibid.* la facilité des Mariages est fort utile à l'Etat. VIII. 5. 3. n. 1. si l'on est indispensablement tenu de permettre aux Etrangers de contracter des Mariages dans notre Pais. III. 3. 13.
- Mathématiques:** sont des Sciences utiles. II. 4. 13.
- Méchans:** ne connoissent pas leurs véritables intérêts. II. 3. 21. n. 4. ne veulent pas passer pour tels. *Ibid.* §. 10. n. 11. seroient bien aises de jouir des fruits du Crime, sans s'engager dans le Vice. III. 1. 1. n. 5. il n'y en a guères qui soient tels par pure méchanceté. VIII. 5. 19. n. 1, 2. ils ne parviennent que par degrés au comble de l'infamie. *Ibid.* §. 22. n. 7. on trouve mauvais dans le monde qu'ils se vantent de leurs injustices. II. 3. 10. n. 10.
- Médailles:** celles qu'on jette au Peuple, comment sont appropriées à celui qui en attrappe quelcune. IV. 9. 9. n. 8.
- Médecin:** si celui qui abandonne un Malade, ou qui par ignorance lui donne des remèdes pernicieux, est responsable de sa mort. III. 1. 7. s'il peut tromper innocemment les Malades. IV. 1. 16. n. 4. à quoi répond le salaire qu'on lui donne. V. 1. 6. n. 2. un Malade ne fait pas bien de le constituer son Héritier. IV. 4. 15. n. 1.
- Médecin:** différence qu'il y a entre un Médecin, & une personne
- simpliciter obligée de soigner & de charier la volonté de quelcun.** III. 9. 4. des Médecins de la Paix. V. 13. 7.
- Membres (du Corps Humain)** si, par eux-mêmes, ils sont susceptibles d'estimation. III. 1. 8. quel pouvoir la nécessité nous donne sur nos Membres. II. 6. 3.
- Membres (d'une Assemblée)** s'ils doivent être punis, lors qu'ils ont été d'un avis contraire à la délibération qui a prévalu. VIII. 3. 28.
- Mendians:** combien est honteuse & blâmable la profession des robustes mendians. II. 4. 15. III. 3. 2. n. 4. sur quel pied doivent être regardés dans les Etats où l'on les tolère. VIII. 4. 5.
- Mensonge:** en quoi consiste sa nature. IV. 1. 8. 9.
- Mépris:** en quoi consiste ordinairement. III. 2. 1. n. 1.
- Mor:** du Domaine de la Mer. IV. 5. 5. & *suiv.*
- Mère:** si elle a autant de pouvoir, que le Père, sur leurs Enfants communs. VI. 2. 5. elle n'est pas toujours indispensablement tenue d'allaiter elle-même ses enfans. *Ibid.* si celle qui tue son frere, né hors du Mariage, peut s'exculper sur la crainte de l'infamie. V. 1. 3. n. 2.
- Mérite (d'une personne)** quel en est le fondement. II. 4. 7. on ne sauroit en marquer précisément le degré. I. 2. 10. c'est le seul fondement raisonnable de l'Estime & de l'Honneur. VIII. 4. 12. il ne suffit pour tant pas pour donner un droit parfait d'exiger des marques d'honneur. *Ibid.* §. 14.
- Mérite (des actions)** ce que c'est, & quel en est le fondement. I. 9. 5.
- Métaux:** quels sont propres pour la Monnoie. V. 1. 12. à qui appartiennent ceux qui sont cachés dans les entrailles de la Terre. IV. 6. 4.
- Membres:** ce que l'on entend par là. IV. 6. 3. n. 1.
- Mien & rien:** s'il est la cause des divisions & des Guerres. IV. 4. 7.
- Miners:** si les engagemens d'un Mineur sont toujours invalides par eux-mêmes. IV. 2. 11. si celui qui a emprunté sans l'aveu de son Tuteur, est tenu de payer. III. 4. 5. n. 4. & III. 6. 4. n. 5. le Contrat est valide, lors qu'étant devenu Majeur, il le ratifie. *Ibid.* §. 5. n. 2.
- Ministres Publics (de l'Etat, ou du Prince)** leurs différentes sortes. VII. 2. 24. leurs Devoirs en général. VII. 8. 10. n. 2. quelles personnes le Souverain doit choisir pour ses Ministres. VII. 9. 9. à quoi on connoit qu'ils agissent en son nom & en son autorité. I. 6. 13. s'ils doivent toujours suivre précisément leurs ordres. V. 4. 5. n. 2. si une simple présomption de la volonté de leur Maître les autorise à passer leurs ordres. VIII. 6. 11. danger qu'il y a pour eux d'en suspendre l'exécution. VIII. 8. 17. n. 4. s'ils peuvent en confiter
- ce espérer de faire exécuter des ordres manifestement injustes. VIII. 1. 6. n. 4. si, pour détourner un grand mal dont l'Etat est menacé, ils sont tenus de s'exposer à quelque peine sévère. VIII. 4. 10. à quoi sont tenus ceux qui ont concilié quelque Traité Public, sans ordre du Prince ou de l'Etat. VIII. 9. 12. moyen d'éviter les contestations pour le Pas, entre les Ministres de plusieurs Puissances. VIII. 4. 21.
- Ministres de la Religion:** leurs Devoirs en général. VII. 8. 10. n. 2. leur négligence à cultiver & à enseigner une bonne Morale. *Préf.* §. 6. & *suiv.*
- Minorité:** ce que c'est. I. 1. 10. combien dure celle d'un Roi. VIII. 10. 3.
- Miséricorde:** mauvais effet d'une fausse espérance, dont on se flatte, en la Miséricorde divine. IV. 2. 22. n. 2.
- Mobiliers (Choses)** ce que l'on entend par là. IV. 6. 3. n. 1. comment on s'empare des choses mobilières, par droit de premier occupant. *Ibid.* §. 9. comment se perd leur Usufruit. IV. 8. 7. n. 23. quand c'est qu'elles sont censées prises par l'Ennemi. VIII. 6. 17.
- Mode:** ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. I. 1. 3. Modes Moraux simples. *Ibid.* §. 17.
- Moderation (d'ame)** on doit se la procurer. II. 4. 6.
- Mœurs:** ce que c'est. I. 5. 1.
- Mohatra:** ce que c'est. V. 7. 12.
- Moiens:** sont l'objet de trois actes de la Volonté. I. 4. 1. on en embrasse quelquefois qui ne sont pas d'ailleurs conformes à notre inclination. III. 6. 10.
- Moiens:** leur vie est contraire par elle-même à la Loi de PHumanité. III. 3. 2. la plupart même de leurs Sociétés ne s'accordent pas avec les maximes de la Religion & de la droite Raison. II. 4. 4. 15.
- Monarchie:** ce que c'est, & comment elle se forme. VII. 5. 3. 9. en quel sens la volonté du Roi, est, dans une Monarchie, la volonté de l'Etat. VII. 2. 14.
- Monarque:** s'il y a des Monarques à tems. VII. 6. 14. 15.
- Monnoie:** son origine, & son usage. V. 1. 12. 13. s'il y en avoit déjà, du tems de la Guerre de Troie. V. 5. 1. n. 1. si elle est stérile de sa nature. V. 7. 10. comment les Souverains en peuvent régler la valeur. V. 1. 14. 15. la valeur intrinsèque est sujette au changement. *Ibid.* §. 16. si, dans la restitution des choses prêtées à consommation, on doit avoir égard au changement de la bonté extrinsèque, ou intrinsèque, de la Monnoie. V. 7. 6. 7. lors qu'il s'est glissé de la fausse Monnoie, le Souverain en doit dédommager. V. 1. 14. n. 1.
- Monopole:** si tout Monopole est contraire au Droit Naturel. V. 5. 7.
- Monts de piété:** ce que c'est. V. 7. 12.
- Morale:** cette Science est à la portée des

**des plus simples.** Préf. §. 1. elle est susceptible de Démonstration. I. 2.  
*de Préf. §. 2.* est la fille de la Religion. Préf. §. 6. pourquoi est si négligée. *Ibid.* §. 5. & suiv.  
**Mort.** comment il faut entendre la maxime commune, Que la Mort n'est fin à tout, en matière d'engagemens. III. 2. n. 1. V. 1. 12. Il n'est pas absolument au dessein de la formation de l'Esprit Humain, de souffrir la Mort. III. 7. 5. pourquoi est-ce que plusieurs s'y exposent, pour sauver des personnes qu'ils aiment. II. 3. 14.

**Mort Civile.** III. 6. 1. n. 5. V. 12. II. n. 4.  
**Montons.** les Montons à vent, & ceux qui sont sur l'eau, sont réputés immobiles. IV. 6. 3. n. 1.

**Mortuus.** si l'on doit exécuter leurs ordres. IV. 10. 5.

**Multier.** comment il est responsable du dommage causé par ses Maîtres. III. 1. 7.

**Multitudes.** différence qu'il y a entre une Multitude, & un Peuple. VII. 2. 14. ce que c'est. *Ibid.* §. 6. à qui doit être attribué ce qu'elle fait. VIII. 3. 28. n. 2. son approbation est le plus souvent une marque d'erreur. VII. 2. 15.

**Mur.** droit d'entailer le mur voisin. IV. 8. 1. n. 6.

**Mutualité.** on peut, pour l'écrire, se défendre jusqu'à contre l'agresseur. II. 5. 10. comment on en doit être dédommagé. III. 1. 8.

## N.

**NATURAE.** ne fait rien en vain. IV. 1. 1. n. 1. l'excellence de la Nature ne suffit pas pour donner droit d'imposer à autrui quelque Obligation. I. 6. 12.

**Nature humaine.** sa constitution est le fondement du Droit Naturel. II. 3. 24.

**Naturel.** quelle force il a par rapport à la production des Actions Morales. I. 4. 5.

**Naturellement.** sens qu'a quelquefois ce terme. V. 3. 10.

**Naufrage.** si, dans un Naufrage, il faut tirer au sort, qui sera jeté dans la mer. II. 6. 3. sur qui tombe la perte des marchandises jetées. II. 6. 8. n. 3. si celui qui s'est saisi d'une planche, peut en chasser un autre. II. 6. 3.

**Nécessaire.** ce qui est physiquement tel, ne sauroit être imputé. I. 5. 6.

**Nécessité.** il y a une Nécessité absolue, & une Nécessité conditionnelle. II. 3. 4. n. 2. III. 6. 1. privilèges de la Nécessité, en quoi consistent, & quel en est le fondement. II. 6. 2. & suiv.

**Négligence.** de combien de sortes il y en a. I. 7. 16. elle ne dispense pas de réparer le Dommage. III. 1. 4.

**Négocié.** un des secrets du Négoce. V. 3. 4. pourquoi le Négoce est regardé comme incompatible avec la Noblesse. VIII. 4. 20.

**Nemens.** en quel ordre les Nemens, tant Maternels, que Paternels, participent à la Succession abintestat. IV. 1. 17.

**Neutralité.** ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. VIII. 4. 7. n. 2.

**Neutres.** à quoi sont tenus les Peuples

les, parmi la plupart des Peuples V. 12. 12. n. 2.

**Noir.** si l'on doit se noier, plutôt que de laisser aller une personne que l'on ne sauroit sauver avec soi. II. 6. 3.

**Noms.** à qui il appartient d'imposer des noms propres à autrui. IV. 1. 4. s'il est permis de changer de nom. *Ibid.*

**Notionnel.** ce que c'est qu'une chose Notionnelle. I. 7. 34. n. 1. 9. 5. n. 6.

**Notation.** ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. V. 11. 15.

**Nourriture.** ce que l'on entend par là. IV. 11. 5.

**Nouvelle.** si l'on peut faire courir de fausses nouvelles, pour relever le courage abattu des Soldats. IV. 2. 16. si l'on peut quelquefois être responsable du mal que cause une nouvelle fautive, ou incertaine, que l'on a débitée. *Ibid.* §. 2.

**Nodus.** d'où vient la honte de la nudité. VI. 1. 30. 31.

**Nul.** comment ce qui étoit nul dans son origine, peut être validé par un fait postérieur. III. 6. 19.

## O.

**OBLIGATION.** ce que c'est. I. 2. 21. I. 6. 5. est relative au Droit. I. 1. 5. n. 2. III. 6. 10. qu'est-ce qui rend susceptible d'Obligation. I. 6. 6. & suiv. en vertu de quoi peut-on en imposer quelques-uns à autrui. *Ibid.* §. 9. pourquoi on ne sauroit entrer envers soi-même dans aucune Obligation. *Ibid.* §. 7. si les impressions que l'Obligation fait sur la Conscience, diminuent quelque chose de la

Obligation : ce que l'on entend par là. I. 4. 2. I. 5. 5. si celui qui fournit occasion à une chose, en est toujours la Cause, également parlant. I.

**Opinion de Jurisprudence.** l'opinion qui est établie, est contraire à la Religion, & à la bonne Morale. II. 4. 4.  
**Offense.** qu'est-ce, qu'il doit faire, lors que l'Offenseur témoigne du repentir. II. 5. 3. V. 13. 1.  
**Offenseur.** à quoi il est tenu envers la personne lésée. II. 5. 3. V. 13. 1.  
**Offices.** les bons offices doivent être réciproques. III. 2. 4.  
**Officiers de Justice.** & Officiers de Guerre : leurs Devoirs en général. VII.



ner. II. 4. 13. n. 12. quelles opinions sont contraires à la Religion. II. 4. 4.

**Ordre** (rang) quel est le plus commode pour régler les places. VIII. 4. 22.

**Ordres** (commandement) si l'on peut changer ou passer ses ordres. V. 4. 5. ordres secrets, & ordres connus, distinction qu'il faut faire à cet égard. III. 9. 2. si l'on peut quelquefois exécuter innoemment les ordres injustes d'un Supérieur. VIII. 1. 6.

**Orgueil**: en quoi il consiste. III. 2. 6. son injustice. *Ibid.*

**Orphelins**: atrocité du Crime de ceux qui les trompent. IV. 4. 15. n. 2.

**Ostracisme**: peine honorable. VIII. 3. 25.

**Orage**: si l'on peut se constituer Orage. II. 4. 18. si le Souverain peut nous y contraindre. VIII. 2. 6. s'il engage la vie des Orages, ou seulement leur liberté. *Ibid.* s'ils doivent porter la peine de l'infraction du Traité. *Ibid.* si, lors qu'un Orage devient héritier de celui qui l'avoit donné, il est tenu de rester. VIII. 3. 6. des Orages donnez à des Brigands ou des Corsaires. III. 6. 11.

**Ouir**: en quel cas on est coupable, pour avoir simplement oui dire une chose. I. 5. 14.

**Outrages**: blessent l'Egalité Naturelle des Hommes. III. 2. 7.

**Ouvrage**: qu'est-ce qui augmente le prix des ouvrages de l'Art. V. 1. 6.

**Ouvrier**: devoir des Ouvriers. V. 3. 3. n. 4. ils exercent quelquefois une espèce de Monopole. V. 5. 7. quand c'est qu'on doit les paier davantage. V. 1. 15, 16. si le Souverain peut les contraindre à travailler. V. 3. 6.

P.

**PAIEMENT**: ce que l'on entend par là dans le Droit Romain. V. 11. 1. n. 4. comment se fait l'imputation du paiement d'une partie des Dettes. *Ibid.* §. 4. n. 5. le terme du paiement est une partie du Prix. V. 1. 10.

**Paiens**: croioient que les Dieux étoient les Auteurs du Droit Naturel. II. 3. 20. si la probité des sages Paiens étoit un effet des motifs de la Religion. II. 4. 3. n. 4. description que les Paiens faisoient de la vie des premiers Hommes. II. 2. 2.

**Paier**: qu'est-ce que l'on doit paier, & à qui, & quand. V. 11. 3. 4. si celui qui paie sans le savoir, est quitte en conscience de son Obligation. I. 3. 15. en quel sens on doit entendre, que l'on paiera incontinent. I. 2. 10.

**Paix**: tout ce qu'il renferme, qui n'appartient à aucun Particulier, est du Domaine de l'Etat. IV. 6. 6. n. 1. comment on acquiert une Paix par droit de premier occupant. *Ibid.* §. 3. 4.

**Paix**: ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. I. 2. 8. c'est l'Etat

naturel & ordinaire des Hommes. VIII. 6. 2. la Paix de l'Etat Naturel, est peu assurée. II. 2. 12. VII. 1. 10. elle n'a pas besoin d'être fondée sur quelque Convention. II. 2. 11. quand c'est que la Paix interne d'un Etat est troublée. I. 1. 8. n. 3. si les Traitez de Paix peuvent être annullez par l'exception d'une crame injuste. V. 9. 3. VIII. 8. 1. si une Trêve pour 30. 40. ou cent ans, peut être regardée comme une Paix. VIII. 7. 4. terme pour l'exécution des Articles de la Paix, comment doit être entendu. VIII. 8. 4. des Médiateurs de la Paix. V. 13. 7. des Garants de la Paix. VIII. 8. 7. si les Traitez de Paix doivent être gardez par les Successeurs. VIII. 9. 8.

**Pavns**: si on doit les mettre au nombre des Animaux Sauvages. IV. 6. 5.

**Papier**: si, en matière d'Accessoires, le Papier suit l'Ecriture. IV. 7. 7.

**Pardon**: si le Souverain peut l'accorder quelquefois aux Criminels. VIII. 3. 15. pardon des injures, quand c'est que chacun doit l'accorder. III. 1. 6. n. 8.

**Parens**: le mal que l'on fait par la tendresse qu'on a pour eux, est excusable en quelque manière, & peut obliger à adoucir la Peine. VIII. 3. 21. n. 5.

**Parents** (Père & Mère) il n'est jamais permis, selon Platon, de les tuer en son corps défendant. II. 5. 14. n. 9.

**Parjure**: atrocité de ce Crime. IV. 2. 1. n. 1. si l'on s'en rend coupable toutes les fois que l'on viole quelque partie des engagements où l'on étoit entré avec serment. *Ibid.* §. 23.

**Parlement**: si, dans une Monarchie non-absolue, il peut s'assembler quelquefois sans l'ordre du Roi. VII. 6. 12. n. 2. si les plus grandes menaces du monde suffisent pour l'autoriser en conscience à enregistrer les ordres manifestement injustes du Souverain. VIII. 1. 6. n. 4.

**Parole**: son origine. IV. 1. 3. son usage naturel. *Ibid.* §. 1. règles de celui qu'on en doit faire. *Ibid.* §. 7. n. 1. comment est-ce que les paroles doivent ordinairement être expliquées. V. 12. 3.

**Parricide**: pourquoi certains Législateurs n'ont point établi de Peine contre les Parricides. VIII. 3. 16. n. 3.

**Partage**: règles qu'il faut suivre dans le partage des choses entre plusieurs personnes qui n'y ont pas plus de droit l'une que l'autre. III. 2. 5.

**Particuliers**: en quel cas ils peuvent se défendre, sans attendre le secours du Magistrat. VIII. 6. 8. leurs Conventions n'ont aucune force, lors qu'elles se trouvent contraires aux droits du Souverain. VIII. 3. 16. n. 7. ils ne doivent pas entreprendre sur les droits du Magistrat. *Ibid.* §. 13. n. 2. jusqu'où sont valides les Conventions qu'ils font de leur chef avec l'Ennemi. VIII. 7. 14. en quel cas ils peuvent faire eux-mêmes

justice de certains Crimes. VIII. 3. 13.

**Parties intégrantes**: ce que c'est. I. 8. 4. n. 3.

**Parties naturelles**: quel usage de ces parties est contraire au Droit Naturel. VI. 1. 4.

**Pas**: disputes pour le Pas, combien ridicules. VIII. 4. 15.

**Passage**: du droit de Passage sur les terres d'autrui. III. 3. 5. sur un fonds voisin. IV. 8. 12. n. 1.

**Passe**: les nouvelles Loix & Constitutions ne touchent point au Passé. I. 6. 6. n. 2. quelles Loix ont leur effet pour le Passé. VIII. 3. 16. n. 1. on ne peut pas tant pour le passé, que pour l'avenir. *Ibid.* §. 8. n. 2. comment on peut avoir égard au passé, dans la punition d'un Crimé. *Ibid.* §. 22.

**Pasius**: ce que c'est, & de quelle est leur force par rapport aux Actions Morales. I. 4. 7. il faut les soumettre à l'empire de la Raison. II. 4. 12. leur plus grande résistance ne rend pas involontaires les actions faites par un principe d'Obligation. I. 4. 8. pourquoi la défense les irrite. *Ibid.* celles qu'excite la vue du Mal, sont plus fortes & plus excusables, que celles qui naissent à la vue du Bien. *Ibid.* §. 7. & VIII. 3. 19.

**Patience**: cette Vertu n'oblige pas à souffrir toutes sortes d'injures. II. 5. 14. n. 7. combien elle est nécessaire à un Prince. VII. 9. 2. n. 2.

**Patriciens**: ce que c'étoit, parmi les Romains. VIII. 4. 28.

**Patron**: ce que l'on entend par là, dans le Droit Romain. V. 12. 19. n. 4. doit qu'il avoit sur les biens de son Affranchi. *Ibid.*

**Paul** (Saint) pourquoi il circonscrit Timothée. IV. 1. 12. n. 1.

**Péage**: si l'on peut en exiger, & comment, & pourquoi. III. 3. 7.

**Pêche**: droit de Pêche qu'ont les Particuliers, sur quoi fondé. IV. 6. 5. si l'on peut s'approprier la Pêche de quelques endroits de la Mer. IV. 5. 7.

**Péché**: combien de choses renferme l'idée du Péché. VII. 3. 2. pourquoi il est comparé à une Dette. *Ibid.* §. 5. si, à la réserve des simples pensées, il y en a quelqu'un qui ne regarde ni directement, ni indirectement, la Société Humaine. *Ibid.* §. 14. si les Péchez de foiblesse sont de véritables Péchez. I. 5. 8. si toutes sortes de Péchez sont punissables devant le Tribunal Humain. VIII. 3. 14. on doit aisément pardonner les Péchez de jeunesse, à ceux qui s'en sont corrigez. *Ibid.* §. 17. n. 8. il n'est pas à propos de punir un Péché connu de peu de gens. *Ibid.* §. 16. quelle est la plus grande des illusions qui entraînent au Péché. IV. 2. 22. n. 2. limitation de la maxime, Que ceux qui portent les autres à quelque Péché, péchent eux-mêmes. VIII. 6. 16. si les suites naturelles du Péché tiennent lieu de Peine

# DES MATIERES.

**Peine** devant les Tribunaux Humains. VIII. 3. 4.

**Pêcheurs** : ne doivent pêcher, selon un Philosophe Chinois, qu'avec des filets à grande maille. IV. 3. 6. pour quoi le Droit Romain leur défend d'allumer du feu sur le rivage, pendant la nuit. III. 3. 4.

**Pêcheurs** : la Charité ne permet pas de désespérer de leur amendement, sans de grandes raisons. VIII. 3. 10. ceux qui sont incorrigibles, il vaudroit mieux qu'ils fussent morts. *Ibid.* n. 4.

**Pécule** : ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. VI. 2. 8. n. 2.

**Pédanterie** : est un vice d'esprit, & non de profession. II. 4. 13.

**Peine** : ce que c'est. VIII. 3. 4. à quelle sorte de Justice elle se rapporte. *Ibid.* §. 7. à qui il appartient de l'infliger. *Ibid.* §. 7. quel en est le but. *Ibid.* §. 8. & *suiv.* si l'on est dans quelque Obligation, par rapport à la Peine. *Ibid.* §. 4. n. 8. si elle a lieu entre ceux qui vivent dans l'indépendance de l'Etat Naturel. *Ibid.* §. 2. & §. 4. n. 3. ou de Particulier à Particulier. *Ibid.* §. 13. toutes sortes de Péchez n'y sont pas sujets devant le Tribunal Humain. *Ibid.* §. 14. la proportion de la Peine avec le Crime, ne sauroit être déterminée au juste. I. 2. 10. on n'inflige pas deux fois la Peine pour un même Crime. I. 9. 6. quelles règles on doit suivre dans la détermination précise de la nature & du degré de Peine. VIII. 3. 23. & *suiv.* on n'est point à couvert de la Peine. quoi qu'on ait réparé le Dommage. III. 1. 6. si elle peut être infligée solidairement à plusieurs personnes qui ont concouru au même acte criminel. *Ibid.* §. 5. si les Législateurs sont obligés de se régler, dans la détermination des Peines, sur ce que le Droit de la Guerre permet dans l'indépendance de l'Etat de Nature. II. 5. 17. Peines naturelles du Péché. II. 3. 21. Peines de l'autre vie, idée qu'en avoient les Païens. II. 4. 3. n. 4.

**Pensée** : quand c'est que l'on doit découvrir ses pensées à autrui. IV. 1. 7. les mauvaises pensées sont, devant Dieu, de véritables Péchez. VIII. 3. 14. elles ne sont pourtant pas punissables, devant les Tribunaux Humains, lors qu'elles ne sont accompagnées d'aucun acte extérieur. *Ibid.*

**Père** : d'où vient la grande tendresse qu'il a pour ses Enfants. II. 3. 14. douleur extrême qu'ils ont de savoir leurs Enfants & leurs Descendants malheureux. VIII. 3. 32. quelle autorité ils ont sur leurs Enfants. Voiez *Pouvoir Paternel*. si le Père en a plus que la Mère. VI. 2. 5. s'il peut vendre ses Enfants. *Ibid.* §. 9. il doit les nourrir & les élever. IV. 11. 4. 5. pourqu'il a le droit de les châtier. VIII. 3. 10. s'il peut avantager quelcun de ses Enfants, dans

la distribution de ses biens. IV. 11. 8. s'il peut donner une partie de ses biens à d'autres qu'à ses Enfants. *Ibid.* §. 7. n. 5. il a l'Usufruit des biens adventices de ses Enfants. IV. 8. 7. en quel cas il peut être obligé d'honorer son Fils. VI. 2. 12. n. 3. quand c'est qu'il succède à ses Enfants, ou qu'il est exclus de leur Succession. IV. 11. 13.

**Père adoptif** : le Droit Romain ne lui permettoit pas de se marier avec sa Fille adoptive, pas même après qu'il l'avoit émancipée. VI. 1. 32. n. 4.

**Pères de famille** : fondement du droit de vie & de mort qu'ils avoient sur leurs Enfants, & sur leurs Esclaves, dans quelques Etats. VIII. 3. 13. comment ils pouvoient devenir Souverains, dans l'indépendance de l'Etat Naturel. VII. 3. 6.

**Perfection** : l'Homme doit travailler à sa propre perfection. II. 4. 1.

**Péris** : à qui appartiennent celles qui ne sont pas encore péchées. IV. 6. 4.

**Permis** : si, dans un conflit de deux Loix, ce qui est permis doit céder à ce qui est précié positivement. V. 12. 23. n. 1.

**Permission** : si la permission des Loix est toujours négative. I. 6. 15. n. 2. il y a une Permission pleine & absolue, & une Permission imparfaite. *Ibid.* & L. 7. 2. la Permission des Loix Humaines n'empêche pas qu'une chose ne soit contraire aux Loix Divines. *Ibid.* & VIII. 1. 3. comment la Permission du Crime fait que l'on y participe. I. 5. 14.

**Persécution** : combien sont criminelles les persécutions pour cause de Religion. II. 4. 4.

**Personne** : ce que les Jurisconsultes Romains entendent par là. I. 1. 12. n. 1. ce que c'est qu'une Personne Morale, & de combien de sortes il y en a. *Ibid.* §. 12. une Personne Morale Composée a certains droits, & certains avantages, qu'aucun des Membres du Corps ne sauroit s'attribuer en son particulier. *Ibid.* §. 13. il peut y avoir, dans le même Homme, plusieurs Personnes Morales différentes. *Ibid.* §. 14. qu'est-ce qu'empêche l'anciennissement d'une Personne Morale. *Ibid.* Personnes Feintes. *Ibid.* §. 15. les Personnes libres ne peuvent point être mises à prix d'argent. V. 1. 5. ni ne deviennent point Esclaves, par droit de Prescription. IV. 12. 2. n. 2. si la prise de possession par droit de premier occupant, s'étend aux Personnes. IV. 6. 14. si une erreur à l'égard de la Personne annule les Conventions. III. 6. 7. n. 2. comment finissent les engagements, par le changement de l'état & de la situation des Personnes. V. 11. 10. comment le caractère des Personnes rend une injure plus ou moins atroce. VIII. 3. 20. n. 5, 6. on doit avoir

égard, dans la détermination des Peines, à la condition & à l'état des Personnes. *Ibid.* §. 25. n. 2.

**Perte** : celui qui y a part, doit aussi participer au gain. V. 5. 3. n. 6.

**Pétitoire** : ce que c'est. V. 13. 6.

**Peuple** : en quel sens un Peuple est immortel. VIII. 12. 7. il est toujours le même, quoique la forme du Gouvernement ait été changée. *Ibid.* §. 1. serment d'un Peuple entier, comment & qui il oblige. IV. 2. 17. si la Prescription a lieu entre les Peuples. IV. 12. 11. dans une Démocratie, le Peuple peut révoquer, comme bon lui semble, les délibérations qu'il avoit prises. VII. 6. 3. n. 4. & §. 8. si le changement d'inclination qui arrive à un Peuple, l'autorise à secouer le joug d'un Prince légitime. V. 11. 10. VII. 6. 6. comment il est dégagé de l'obéissance qu'il devoit à son Souverain. VII. 7. 5. comment la forme d'un Peuple est détruite. VIII. 12. 9. comment il vient à périr entièrement. *Ibid.* §. 8. comment il est reconquis. VIII. 6. 23. si son consentement est toujours nécessaire pour donner aux Loix la force d'obliger en conscience. I. 6. 13. les mœurs barbares de quelques Peuples, ne tirent point à conséquence pour les droits de l'Etat Naturel. II. 3. 10. Il n'est point de Peuple qui se conduise uniquement par les Loix du Droit Naturel. *Ibid.* §. 9.

**Peuple** (commun) d'où vient la facilité qu'il a de discerner le Juste d'avec l'Injuste. II. 3. 13. comment il peut s'assurer de la vérité des maximes de Morale, qu'il n'est pas capable de démontrer méthodiquement. *Ibid.*

**Philosophes** : abrégé des principaux sentimens des anciens Philosophes, en matière de Morale. *Préf.* §. 11. & *suiv.*

**Philosophie** : en quoi consiste la véritable, selon Platon. VIII. 4. 14. n. 1.

**Physique** : usage de cette Science. II. 4. 13.

**Pierre** : à qui appartiennent les Pierres précieuses, cachées dans les entrailles de la terre. IV. 6. 4.

**Pierre philosophale** : si ceux qui l'auroient trouvée, devoient communiquer un tel secret. III. 3. 2.

**Pigeons** : si ce sont des Animaux Sauvages. IV. 6. 5.

**Pilote** : peut quelquefois tromper innocemment les mariniers. IV. 1. 16. n. 3.

**Place** (ville ou lieu fortifié) ce que l'on entend par une Place forte. V. 10. 4. jusques où un Commandant doit la défendre. VIII. 6. 10. quand c'est que l'on peut se saisir d'une Place en Pais Neutre. II. 6. 8.

**Place** (rang) comment on peut régler les places, pour éviter les contestations. VIII. 4. 21, 22. il y a de la grandeur d'âme à ne point se pi-

# T A B L E

quer d'avoir la place honorable. *Ibid.* §. 21. n. 1. toute place est honorable, où l'on se trouve posé pour la défense de l'Etat. *Ibid.* §. 23. n. 2.

**Place (droit de)** en file de Jurisprudence, *Jus superfluum*, ce que c'est. IV. 8. 4.

**Plagiat**: ce que c'est. VIII. 3. 27. n. 2.

**Plaigneurs**: ne peuvent pas compenser ce qu'ils se sont promis d'ailleurs, pendant le cours du procès, avec la chose même en contestation, ou avec les dépens, dommages, & intérêts du procès. V. 11. 6.

**Plaire**: à qui est-ce qu'on doit être bien aisé de plaire. VIII. 4. 12. n. 3.

**Plaisir**: tout Plaisir est un Bien. II. 3. 15. n. 9. comment on peut le rechercher innocemment. II. 4. 11. quels plaisirs sont les plus vifs dans tous les Animaux. VI. 1. 1.

**Plante**: si, en matière d'Accessoires, elle suit le fonds. IV. 7. 5.

**Plébiscites**: ce que l'on entendoit par là chez les Romains. III. 4. 5. n. 6.

**Plébiscites**: ce que c'étoit chez les Romains. VIII. 4. 28.

**Pléige**: ce que c'est, & jusqu'où il peut s'engager. V. 10. 12. si l'on peut se constituer pléige pour autrui. II. 4. 18. Voyez *Caution*.

**Poisie**: à quoi elle sert. II. 4. 18.

**Poètes**: sont exclus, par le Droit Romain, des privilèges, & des gages, accordez aux Professeurs des autres Sciences. V. 1. 5. n. 2. les Poètes Païens se moquoient souvent eux-mêmes des Fables qu'ils débitaient. II. 4. 3. n. 4. ils semoient dans leurs Ouvrages bien des maximes très-véritables de Religion & de Morale. II. 4. 3. n. 4. avec quelle précaution il faut les lire. *Préf.* §. 15.

**Point d'honneur**: vanité du point d'honneur, au sujet des Duels. VIII. 4. 8.

**Poissons**: ceux d'un Vivier, ou d'un Étang, à qui ils appartiennent. IV. 6. 11.

**Politique**: incertitude des maximes de cette Science. I. 2. 4.

**Poltrons**: stratagème dont ils se servoient, parmi les Romains, pour se dispenser d'aller à la Guerre, & comment on punissoit ceux qui avoient recours à cet expédient. VIII. 2. 3. n. 1.

**Polygamie**: si elle est contraire au Droit Naturel. VI. 1. 17. & *suiv.*

**Portions**: ce que l'on entend par portions égales, dans la distribution d'une Hérité. IV. 11. 2.

**Possesseur**: en pareille cause, & dans une égalité de raisons de part & d'autre, la condition du possesseur est la meilleure. II. 6. 6. n. 1. possesseur du bien d'autrui, de bonne foi, en quoi consiste son droit. IV. 8. 5. si on peut prendre les armes contre lui, pour recouvrer son bien, lors que l'on n'a pas en main des titres suffisans, pour le convaincre de l'injustice de sa possession. VIII.

6. 5. n. 7. si celui qui prend, de bonne foi, la place d'un tel possesseur, profite du tems déjà écoulé pour la Prescription. IV. 12. 4. n. 3.

**Possession**: ce que c'est. IV. 9. 7. Naturelle, ou Civile. *Ibid.* lors qu'elle est une fois établie, il n'est pas besoin d'avoir toujours sous sa main, ou sous ses yeux, la chose possédée. IV. 9. 8. n. 1. comment est interrompue. IV. 12. 4.

**Possesseur**: si les Arbitres doivent prononcer sur le Possesseur, avant que de vider le Pétitoire. V. 13. 6.

**Poses**: comment on doit assigner les poses périlleux. VIII. 2. 4.

**Postlimine**: ce que c'est. VIII. 6. 22, 23. si ce droit est pour ceux qui avoient été livrés par l'Etat, & acceptez. VIII. 11. 9.

**Pourpre**: si, en matière d'Accessoires, elle suit l'Habit. IV. 7. 9.

**Pouvoir (Moral)** ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. I. 2. 19. Pouvoir Absolu des Souverains, en quoi consiste. VII. 6. 7. si l'on peut valablement se soumettre à un Pouvoir entièrement arbitraire & despotique. VII. 8. 6. n. 2. si le Pouvoir absolu d'un Prince lui donne par lui-même la préséance sur un autre Prince, dont le Pouvoir est limité. VIII. 4. 19. Pouvoir de mettre des Impôts. VII. 4. 7. Pouvoir Judiciaire. *Ibid.* §. 4. Pouvoir de faire la Guerre & la Paix, & de contracter des Alliances. *Ibid.* §. 5. Pouvoir d'établir des Magistrats. *Ibid.* §. 6. Pouvoir d'insulger des Peines. *Ibid.* §. 3. Pouvoir Législatif. *Ibid.* §. 2. Pouvoir d'examiner les doctrines, les justes bornes. *Ibid.* §. 8.

**Pouvoir Paternel**, quel en est le fondement. VI. 2. 1. & *suiv.* jusqu'où s'étend. *Ibid.* §. 6. & *suiv.* s'il peut être transféré à autrui, ou en tout, ou en partie. *Ibid.* §. 9. il n'est pas despotique, ni le fondement de l'Autorité Royale. *Ibid.* §. 10. n. 2. comment il a été ôté aux Pères, ou borné, dans les Sociétés Civiles. *Ibid.* §. 11. comment il finit. *Ibid.* §. 13.

**Pouvoir Physique**: n'emporte pas toujours un Pouvoir Moral. III. 5. 3. IV. 1. 10.

**Précateur**: ce que c'est. V. 4. 6. n. 6.

**Précepteur**: il a droit d'user d'une correction modérée envers les Enfants qui sont sous sa direction. VIII. 3. 10.

**Préférence**: droit de Préférence, dans l'achat d'une chose. V. 5. 4.

**Prémier**: explication de la maxime, Que le premier en date a le meilleur droit. III. 7. 11. celui qui a le premier commis un Crime, mérite d'être puni plus sévèrement, que ceux qui se laissent entraîner au torrent des exemples. VIII. 3. 22. n. 1.

**Preneur**: ses engagements. V. 6. 3. il doit rendre la chose même en espe-

ce, qu'il a prise à louage. V. 7. 1. quand c'est que les accidens survenus sont pour son compte. V. 6. 9.

**Prescription**: ce que c'est. IV. 12. 1, 2. en quelles choses, & au bout de quel tems, elle a lieu. *Ibid.* conditions nécessaires pour faire valoir légitimement ce droit. *Ibid.* §. 3, 4. pourquoi on l'a introduit, & quel en est le fondement. *Ibid.* §. 5. & *suiv.* s'il a lieu entre les Peuples. *Ibid.* §. 11.

**Préséance**: sur quoi est fondé le droit de Préséance. VIII. 4. 15. & *suiv.* on peut avoir la Préséance en un endroit, & non pas dans l'autre. *Ibid.* §. 22.

**Présens**: il y en a d'injurieux. III. 2. 7. les présens qu'on fait de choses dont on ne se soucie point, ne sont qu'une sorte d'ridicule libéralité. III. 3. 3. n. 6.

**Prêt à consommation**: V. 7. 1. & *suiv.*

**Prêt à usage**: ce que c'est. V. 4. 6. comment on peut recevoir en prêt une chose qui nous appartient. IV. 4. 2. n. 10.

**Prêt à usage**: s'il est contraire au Droit Naturel. VII. 7. 9. & *suiv.*

**Prêteur**: à quoi est tenu. V. 4. 6. il ne doit pas se contenter de l'équivalent, lors qu'il n'a prêté une chose que pour l'usage. V. 7. 1. n. 2.

**Préteur (Juge)** Edit du Préteur, & Droit du Préteur, ce que c'étoit parmi les Romains. III. 4. 5. n. 6.

**Prouver**: si, dans le Barreau, on peut employer quelquefois de fausses preuves. IV. 1. 21. lors qu'il y en a de bien claires, on ne doit point désérer le Serment. IV. 2. 18.

**Prêtres**: impiété de celles que l'on fait pour demander à Dieu qu'il envoie du mal à nos Prochains, & pour implorer la bénédiction du Ciel, ou pour lui rendre grâces des succès avantageux, dans une Guerre injuste. II. 4. 4.

**Primogéniture**: sur quoi sont fondés ses droits. III. 2. 5. IV. 11. 8.

**Princes**: (voyez *Souverain*, & *Roi*) leurs Devoirs, & envers qu'Hommes, & envers que Souverains. VII. 8. 4. la qualité de bon Capitaine est propre à leur caractère. VIII. 4. 23. n. 1. le Serment ne leur convient guères, sur tout par rapport à leurs Inférieurs. IV. 2. 2. n. 5. ils doivent réprimer les Vices par la crainte des Peines, & ne punir pourtant que le moins qu'il est possible. VIII. 3. 17. n. 7. il leur est aisé d'affermir & de conserver leur domination par des voies légitimes. VII. 2. 10. maximes qu'ils doivent suivre dans la distribution des Honneurs & des Récompenses, & dans le règlement des rangs entre leurs Sujets. VIII. 4. 23. & 31. comment ils peuvent disposer des biens des Particuliers. VIII. 5. 2. 7. & des biens Publics, tant de ceux du Domaine de l'Etat, que de ceux du Domaine de la Couronne. *Ibid.* §. 8. combien l'exem-

# D E S M A T I E R E S.

**ple des Princes est efficace** pour faire cesser le luxe & les dépenses superflues. *Ibid.* §. 3. n. 1. en combien de manières ils peuvent faire du tort à leurs Sujets. VII. 2. 4. combien leurs crimes sont éclatans & pernicieux. VIII. 3. 10. n. 2. de la Préséance entre les Princes. VIII. 4. 15. comment ils peuvent se trouver enfermé, sans avoir aucune dispense pour le Paa. *Ibid.* §. 21. de quelle manière on doit parler des méchans Princes, après leur mort. VII. 2. 10. n. 2.

**Priſe de poſſeſſion** : ſi elle ſuſſe par elle-même, pour conférer un droit de Propriété. IV. 4. 4. n. 2. de la priſe de poſſeſſion qui ſe fait par pluſieurs perſonnes à la fois. IV. 6. 8. n. 2. de celle qui ſe fait par droit de Guerre. *Ibid.* §. 14.

**Prifonnier** : quel mal on peut faire ſouffrir à un Prifonnier qui n'eſt encore ni condamné ni oui. VIII. 3. 4.

**Prifonnier de Guerre** : ſi ce qu'un Prifonnier de Guerre a dérobé aux yeux de ceux qui le tiennent caſſif, lui appartient, en forte qu'il puiſſe en paier la rançon. VIII. 7. 12. n. 1. ſi, par cela ſeul qu'on le tient, on eſt cenſé maître de tous ſes biens, ſans en excepter ceux qu'il n'a pas lui-même entre les mains. VIII. 6. 19. ſi on peut le faire mourir. *Ibid.* §. 7. n. 1. ſi celui, qui a été relâché à condition de ne point ſervir contre l'Ennemi qui l'avoit pris, peut être contraint par l'Etat à manquer de parole. VIII. 2. 2. ſ'il eſt obligé en conſcience de venir ſe remettre entre les mains des Ennemis, lors que la condition, ſous laquelle il avoit été relâché, ne ſe trouve point accomplie. *Ibid.* ſi celui, qui ſe ſauve, rentre dans tous ſes biens, & dans tous ſes droits. VIII. 6. 22. les Conventions qui concernent les Prifonniers de Guerre, ſont une cauſe très-favorable. VIII. 7. 12.

**Privation** : ne conſtitue pas l'eſſence d'une choſe. I. 7. 5.

**Privilèges** (voiez Immunités) quand c'eſt qu'on peut les révoquer. VIII. 10. 9. il eſt libre à chacun de renoncer à ſes privilèges, lors qu'il le peut faire ſans préjudice d'un tiers. II. 5. 2.

**Prix** : ce que c'eſt, & de combien de ſortes il y en a. V. 1. 2. & ſuiv. Prix propre & intrinſèque, quel en eſt le fondement. *Ibid.* §. 4. le Prix des choſes, & des actions, eſt ſuſceptible d'une grande étendue. I. 2. 10. d'où vient qu'on n'a point attaché de Prix à certaines choſes utiles. V. 1. 5. qu'eſt-ce qui augmente ou diminue le Prix des choſes. *Ibid.* §. 6. Prix d'inclination. *Ibid.* §. 7. Prix Légitime, ou réglé par les Loix. *Ibid.* §. 8. Prix ordinaire, ou courant. *Ibid.* §. 9. Prix éminent. *Ibid.* §. 11, 12. la vileté du Prix ſuffit pour

demandeur un dédommagement, ou pour annuler le Contrat. V. 3. 9. le peu de prix d'une choſe aggrave le Crime, au lieu que cette raiſon rend une bonne action moins louable. VIII. 3. 19. n. 5.

**Probabilité** : il y a une Probabilité de fait, & une Probabilité de droit. I. 3. 5. règles qu'il faut ſuivre, en matière de Probabilités. *Ibid.* §. 6.

**Procs** : différence qu'il y a entre les Procs Civils, & les Procs Criminels. IV. 1. 21. on doit, ſavant qu'il ſe peut, éviter les Procs. II. 5. 3. n. 4. la déciſion des Procs Criminels ne doit pas être renvoyée au Sort. V. 9. 2.

**Procuration** : eſt ou univerſelle, ou ſpéciale. III. 9. 2. voiez Commiſſion.

**Procureur** : ſes engagements. III. 9. 2. on doit le rembourſer des dépenses qu'il a faites pour exécuter ſa commiſſion. V. 4. 4.

**Prodigalité** : eſt vicieuſe, & on doit par conſéquent l'éviter. II. 4. 10.

**Prodiguer** : il eſt avantageux à l'Etat, de faire des Loix contre les Prodiges. VIII. 5. 3.

**Profefſeur** : devoirs des Profefſeurs en général. VII. 8. 2. n. 10. ſ'ils ſont reſponſables des progrès de leurs Diſciples. V. 6. 4. à quoi répond le ſalaire qu'on donne aux Profefſeurs des Arts Libéraux, & des Sciences. V. 1. 6. n. 2. à quelle ſorte de Contrat il ſe rapporte. V. 6. 4. ſi c'eſt au Souverain à établir tous les Profefſeurs, dans ſes Etats. VII. 4. 8. par le Droit Romain, les Profefſeurs en Droit, & en Philoſophie, ne pouvoient point exiger de gages. V. 1. 5. n. 2.

**Profeſſion** : quelle il faut embraffer de bonne heure. II. 4. 15. III. 3. 2. ſi l'on peut contraindre un Enfant à embraffer telle ou telle Profeſſion. VI. 2. 11. quelles profeſſions ſont deshonnêtes. VIII. 4. 5. 6. ſi on doit garder la foi à ceux qui exercent une profeſſion criminelle. III. 6. 9.

**Proſ** : eſt ou poſitif, ou négatif. V. 7. 9. n. 3. Proſ ceſſant. III. 1. 3. n. 11. ſi l'on ne peut jamais tirer quelque profit du dommage d'autrui. IV. 13. 6.

**Promeſſe** : il y a des Promeſſes Imparfaites, & des Promeſſes Parfaites. III. 5. 6, 7. ſi une ſimple Promeſſe oblige en conſcience. *Ibid.* §. 9. & ſuiv. ſi une Promeſſe ſans cauſe, oblige. *Ibid.* §. 9. quelles circonſtances ſurvenues diſpensent de tenir une Promeſſe. *Ibid.* n. 7. ſi toute ſorte d'incommodité & de dommage a cette vertu. V. 12. 22. des Promeſſes, dont l'accompliſſement tourneroit au préjudice de celui en faveur de qui elles ſont faites. III. 6. 6. V. 12. 22. les Promeſſes de ce qui eſt déjà engagé à quelque autre perſonne, ſont nulles. III. 7. 11. & celles du bien d'autrui, ou de ce qui dé-

pend des autres. *Ibid.* §. 10. ſi toute Promeſſe renferme cette condition tacite, ſuppoſé que les choſes demeurent au même état. V. 12. 20. matière légitime des Promeſſes. III. 7. diverſes cauſes capables de les annuler. III. 6. 3, & ſuiv. quelle acceptation eſt néceſſaire pour les rendre irrévocables. *Ibid.* §. 15. ſi un tiers peut accepter la Promeſſe. III. 9. 5. ſi cette acceptation peut être faite par les Héritiers. *Ibid.* §. 6. ſi l'on peut joindre quelque condition onéreuſe à une Promeſſe déjà acceptée. *Ibid.* §. 7. des Promeſſes faites par l'entremiſe d'un Procureur. *Ibid.* §. 3, 4. Promeſſes Abſolues, & Promeſſes Conditionnelles. III. 8. 1.

**Propagation** : comment ſe doit faire la propagation du Genre Humain. VI. 1. 5.

**Proportion** : il y a une Proportion Arithmétique, & une Proportion Géométrique. I. 7. 9. n. 6. & §. 10, 12.

**Propriétaire** : il peut empêcher qu'on ne vienne chaſſer ſur ſes terres. IV. 6. 5. n. 6. comment il eſt tenu du dommage cauſé par ſon Eſclave, ou par ſa Bête. III. 1. 6. il eſt de l'intérêt de l'Etat, qu'aucun Propriétaire n'abuse de ſon bien. VIII. 5. 3. n. 5.

**Propriété** (des biens) eſt une Qualité Morale. I. 1. 16. IV. 4. 1. ce que c'eſt. IV. 4. 2. ſi ſon eſſence conſiſte dans une exclusion d'autrui. IV. 4. 3, 4. & §. 1. n. 2. différentes ſortes de Propriété. *Ibid.* §. 2. ce que c'eſt que la Propriété extérieure, ſelon Grotius. VIII. 8. 1. n. 1. ſi toute Propriété eſt originairement & immédiatement fondée ſur quelque Convention. IV. 4. 4. n. 2. but de l'établiſſement de la Propriété. II. 6. 5. en quel ſens elle eſt de Droit Naturel. IV. 4. 14. quelles qualitez doit avoir une choſe, pour être ſuſceptible de Propriété. IV. 5. 1. quelles perſonnes ſont capables de jouir de quelque droit de Propriété. IV. 4. 15. Devoirs au ſujet de la Propriété des biens. IV. 13. L.

**Protecteur** : celui qui ſe rend protecteur d'un Crime, eſt reſponſable du dommage qui en provient. III. 1. 4.

**Providence** : l'opinion de la Providence Divine eſt le fondement de toute Religion. I. 6. 11. n. 2.

**Prudence** : ce que c'eſt. I. 2. 4. eſt le meilleur Dérivé du monde. II. 4. 4. n. 4. ſi elle vient uniquement de l'expérience. III. 2. 2. on doit toujours agir avec prudence. II. 4. 6.

**Public** : on doit favoriser les ſoins de ceux qui travaillent pour le Public, & leur en témoigner de la Reconnoiſſance. III. 3. 2. n. 7.

**Prudeur** : fondement & origine de ſes Loix. *Préf.* §. 21. VI. 1. 29. & ſuiv.

**Puiſſance** : elle n'eſt pas ſeulement le fondement de l'Honneur, & de l'Autorité. I. 6. 10. VIII. 4. 13, 18. ſi l'ombrage que l'on prend de la puiſſance d'un Voſin, ſuffit pour donner droit

# T A B L E

de l'attaquer. II. 5. 6. VIII. 6. 5.  
**Puissance** (personne revêtue d'autorité)  
les Loix d'une Puissance Inférieure  
cèdent à celles de la Puissance Supé-  
rieure. V. 12. 23.

**Punition** (voiez *Peine*) les punitions  
trop fréquentes sont nuisibles à l'E-  
tat. VIII. 3. 16. n. 3. si le motif d'une  
simple Punition fournit un juste  
sujet de faire la Guerre. VIII. 6. 3. n. 1.

**Pupille**: c'est le plus précieux & le plus  
sacré de tous les dépôts. IV. 4. 15.  
n. 3. à quels Parens on doit confier  
le soin de l'Education d'un Pupille,  
& l'administration de ses biens. *Ibid.*  
5. 15. fondement des engagements  
d'un Pupille envers son Tuteur. V.  
4. 1. n. 5. le Débiteur d'un Pupille  
ne peut point compenser sa Dette  
avec ce que lui doit le Tuteur, ni  
celui-ci s'acquitter par une telle com-  
pensation. V. 11. 5. n. 4.

**Pythagore** (Philosophe) ses sentimens  
en matière de Religion & de Mora-  
le. *Préf.* 5. 17. pourquoi il défend-  
oit de tuer les Bêtes, & de les mal-  
traiter. IV. 3. 4. n. 2. & 5. 6. n. 2.

**Pyrrhoniens** (Philosophes) combien leur  
principe est dangereux. *Préf.* 5. 24.

## Q

**QUALITÉ**: différentes sortes de  
Qualitez Morales. I. 1. 17. les  
qualitez particulières d'une person-  
ne, sont quelquefois une raison lé-  
gitime de lui pardonner un Crime.  
VIII. 3. 17. quand c'est que la mé-  
prise à l'égard des qualitez des cho-  
ses annule un Contrat. III. 6. 7.  
n. 4. & *suiv.*

**Quantité**: différentes sortes de Quan-  
titez Morales. I. 1. 22. V. 1. 1.

**Quasi-Contrat**: ce que c'est. IV. 13. 5.  
n. 9.

**Question**: pourquoi on emploie le Ser-  
ment dans les Questions de fait, &  
non pas dans celles de Droit. IV.  
2. 18.

**Question** (torture) réflexions sur l'inu-  
tilité & l'injustice de cet usage. VIII.  
3. 4. n. 10.

**Quitte**: quand c'est qu'un Débiteur est  
quitte. V. 11. 7.

## R

**RACHAT**: si elle fit bien de cacher  
les espions des Israélites, & pour-  
quoi. IV. 1. 16.

**Raisins**: il faut laisser pour les Pauvres,  
ceux qui restent après la vendange.  
III. 3. 4.

**Raison**: à quoi on connoit qu'une maxi-  
me s'accorde ou ne s'accorde pas  
avec la droite Raison. II. 3. 13. les  
lumières nous découvrent le fonde-  
ment du Droit Naturel. *Ibid.* si ses  
maximes toutes seules imposent par  
elles-mêmes quelque Obligation.  
*Ibid.* 5. 20. l'usage de la Raison est  
absolument nécessaire pour don-  
ner un véritable consentement. III.  
4. 3.

**Raison d'Etat**: ce que c'est. VII. 9. 3.  
n. 1.

**Raison de la Loi**: ce que c'est. V. 12. 10.

**Rang**: comment on doit régler les  
rangs entre les Concitoyens. VIII.  
4. 23.

**Rareté**: est ce qui contribue le plus à  
augmenter le prix des choses. V.  
1. 6.

**Rebelle**: si un Traité de Paix fait avec  
eux, est valide. VIII. 8. 2.

**Rebellion**: ce que c'est. I. 1. 8. n. 4.  
tout soulèvement d'un Peuple contre  
son Prince, n'est pas une Re-  
bellion. VII. 8. 6. n. 1.

**Rechûte**: les rechûtes fréquentes ag-  
gravent le Crime. VIII. 3. 22.

**Récompense**: ce que c'est. I. 9. 5. com-  
ment on doit distribuer les Récom-  
penses aux Citoyens. I. 7. 11. n. 4.  
utilité des Récompenses d'honneur.  
VIII. 4. 23. n. 4. quand c'est qu'on  
peut de plein droit exiger quelque  
Récompense. I. 9. 3. il y a des Ré-  
compenses Naturelles de la Vertu,  
& des Récompenses Arbitraires. II.  
3. 21.

**Récondiction tacite**: ce que c'est. V.  
6. 1. n. 2.

**Reconnaissance**: nécessité & règles de  
cette Vertu. III. 3. 16. son juste prix.  
I. 7. 8. n. 1. comparaison entre ses  
Devoirs, & ceux de la Bénédiction.  
III. 3. 16. n. 6. V. 12. 23.

**Reddition**: ce que c'est. V. 3. 2.  
n. 2.

**Refugier**: si on doit leur donner re-  
traite. III. 3. 10. si l'on est toujours  
tenu de livrer ceux qui sont coupables  
de quelque crime. VIII. 6. 12.

**Refus**: facilité blâmable de ceux qui  
n'osent faire un refus à personne.  
III. 5. 10.

**Régens du Roiaume**: autorité des Ré-  
gens pendant l'Interregne. VII. 7. 8.

**Religion**: est le plus ferme ciment de  
la Société. I. 6. 12. n. 7. & un des  
trois grands principes de la Loi Na-  
turelle. II. 3. 15. n. 5. opinions con-  
traires à la Religion. II. 4. 4. Systè-  
me abrégé de la Religion Naturelle.  
*Ibid.* 5. 3. n. 2. la Religion Chrétien-  
ne est avantageuse à l'Etat. VII. 9. 4.  
n. 3. on doit tenir inviolablement  
ce que l'on a promis à des person-  
nes de différente Religion. III. 4. 2.  
n. 3. jusqu'où s'étend le pouvoir des  
Souverains en matière de Religion.  
VII. 4. 11. n. 2. si on peut la défendre  
par les armes. VII. 8. 5. n. 7. si les  
Guerres de Religion sont quelque-  
fois légitimes. VIII. 6. 3. n. 1. si l'on  
peut défendre ceux qui sont de mê-  
me Religion, que nous. *Ibid.* 5. 14.  
n. 2. de quel usage a été la Religion,  
par rapport aux Païens. II. 4. 3. n. 4.  
le Souverain peut limiter la liberté  
de consacrer certaines choses à des  
usages de Religion. VIII. 5. 4.

**Rendre**: sens de la maxime, Qu'il faut  
rendre à chacun ce qu'il mérite. VIII.  
3. 15.

**Renonciation**: clause inutile dans un  
acte de Renonciation. I. 6. 6.

**Rente**: des rentes constituées à pris  
d'argent. V. 7. 12.

**Repentance**: il n'y en a point de vérita-  
ble, sans la Réstitution de ce que  
l'on a pris injustement. III. 1. 6.

**Repondant**: voiez *Caution*, *Pleige*.

**Représailles**: sur quoi est fondé le droit  
de Représailles, & jusqu'où il s'é-  
tend. VIII. 6. 13. n. 1.

**Représentation**: ce que c'est que le droit  
de Représentation, en matière de  
Successions, & quel en est le fonde-  
ment. IV. 11. 12. n'a pas lieu dans  
la ligne des Ascendans. *Ibid.* 5. 13.

**Reprimandes**: d'égal à égal, elles ne  
sont guères permises qu'entre Amis.  
VIII. 3. 10.

**Reproche**: les reproches de quelque in-  
firmité corporelle, ou de quelque  
disgrace de la nature, sont égale-  
ment absurdes & injustes. I. 5. 7.

**République**: si toute Alliance faite avec  
une République, est Réelle. VIII.  
9. 6. maxime des plus importantes  
pour le maintien du Gouvernement  
Populaire d'une République. V. 7. 9.

**Réputation**: quel soin on en doit avoir.  
II. 4. 9.

**Reservations mentales**: combien elles  
sont détectables & ridicules. IV.  
1. 14.

**Résistance**: ce que c'est qu'une résistan-  
ce interprétative, ou présumée. I.  
4. 10.

**Résitution en entier**: ce que c'est. III.  
6. 4. n. 4.

**Résitution** (réparation du tort ou du  
dommage qu'on a fait) voiez *Dom-  
mage*.

**Rétention**: droit de Rétention, ce que  
c'est. V. 11. 6.

**Retraction**: en quels cas elle est per-  
mise. I. 6. 6.

**Retrait**: droit de Retrait, ce que c'est.  
V. 5. 4. n. 6. Retrait lignager. *Ibid.*  
lettre d.

**Retraire**: celui qui donne retraite à  
des malfaiteurs, est aussi coupable  
qu'eux. I. 5. 14. si l'on peut quel-  
quefois s'en prendre à un Souverain  
de ce qu'il donne retraite à une per-  
sonne de qui l'on a reçu quelque in-  
jure. VIII. 6. 12.

**Rhetorique**: cet Art est le plus souvent  
trompeur & pernicieux. II. 4. 13.  
n. 5.

**Richesses**: comment on peut les recher-  
cher innocemment. II. 4. 10.

**Rivières**: l'usage de leurs eaux doit  
être commun. III. 3. 4. à qui est-ce  
qu'elles appartiennent en propre.  
IV. 5. 3.

**Robe**: les gens de Robe sont aussi uti-  
les à l'Etat, que les gens d'Épée.  
VII. 4. 30.

**Roi**: à qui il appartient de donner ce  
titre. VII. 3. 9. si le Pouvoir des  
Rois émane de l'Autorité Paternelle.  
VI. 2. 10. n. 2. si un Roi peut être  
au dessus de tout le Peuple. VII. 6. 5.  
si le Peuple peut déposer les Rois  
toutes les fois que bon lui semble.  
VII. 5. 9. diverses sortes de Promes-  
ses que les Rois font à leur avène-  
ment.

ment au Throne. VII. 6. 10. combien il est important, pour le bien de l'Etat, & pour l'intérêt des Rois, que leur Autorité soit limitée. *Ibid.* §. 9. n. 1. quels sont les Rois dont l'Autorité n'est pas inviolable. VII. 8. 5. un Roi doit indispensablement tenir les Sermens valides, qu'il a faits. VIII. 10. 5. en quel sens les Contrats sont au dessus des réglemens des Loix Civiles. *Ibid.* §. 4. combien de tems dure la Minorité. *Ibid.* §. 3. si les Conventions ou Contrats faits en son nom, pendant la Minorité, sont valides. *Ibid.* comment il peut se relever des engagements contractez envers les Etrangers: *Ibid.* §. 2. & envers ses propres Sujets. *Ibid.* §. 3. si un Roi, véritablement tel, doit céder le pas à quelque autre Roi. VIII. 4. 2. s'il peut remettre la décision d'un démêlé, ou des Articles de la Paix, à un combat ou singulier, ou des deux Armées. VIII. 8. 5. si, lors qu'il est tombé entre les mains des Ennemis, ceux-ci deviennent par cela seul légitimes maîtres de son Roiaume. VIII. 6. 19. si les Alliances faites avec un Roi, qui a été chassé par ses Sujets, subsistent encore. VIII. 9. 9. Voyez d'autres choses sur les mots de *Princes*, & *Souverain*.  
**Roiaume**: ce que c'est. VII. 6. 17. Roiaume Patrimonial. VII. 6. 16. quel pouvoir a le maître d'un tel Roiaume, sur les biens renfermez dans ses Etats. VIII. 5. 1. ordre de la Succession *abintestat* à un tel Roiaume. VII. 7. 11. Roiaume établi par un consentement libre & volontaire du Peuple. VII. 6. 17. si le Roi d'un tel Roiaume peut l'aliéner, ou en tout, ou en partie. VIII. 5. 9. ou l'engager, ou le rendre feudataire. *Ibid.* §. 10. ou aliéner le Domaine de l'Etat, & celui de la Couronne. *Ibid.* §. 11. ou décharger un Vassal du Roiaume, de l'hommage qu'il lui doit. *Ibid.* §. 10. si une partie du Roiaume peut se détacher elle-même du Corps. *Ibid.* §. 9.

S.

**SACRÉ**: voyez *Choses sacrées*.  
*Sacrifice*: ce que l'on entend par là ordinairement. V. 12. 7.  
*Sages*: s'ils ont droit d'exiger à la rigueur, que ceux qui sont moins éclairés se soumettent à leur direction. III. 2. 2. 8.  
*Sagesse*: ce que c'est. I. 3. 3. n. 4.  
*Sages-Femmes d'Egypte*: leur mensonge est louable. IV. 1. 7. n. 1.  
*Saillie*: droit de bâtir en saillie. IV. 8. 11. n. 7.  
*Salairé*: ce que c'est. I. 9. 5. II. 3. 21. V. 6. 1. si l'on peut redemander ce que l'on avoit donné pour une méchante action. III. 7. 8.  
*Sanction*: ce que c'est que la Sanction de la Loi. I. 6. 14. les Sanctions pé-

nales sont quelquefois alternatives. VIII. 3. 4. en quoi consiste la Sanction des Loix Naturelles. I. 6. 14. II. 3. 21.  
*Sang-froid*: les crimes commis de sang-froid sont plus énormes, que ceux où l'on est poussé par quelque mouvement impétueux de Passion. VIII. 3. 21. n. 2.  
*Satisfaction*: la satisfaction à la Justice n'est pas une des fins naturelles de la Punition des Crimes. VIII. 3. 12. les fausses idées que l'on se fait de la Satisfaction de J. Ch. sont contraires à la Religion & à la Morale. II. 4. 4.  
*Scandaleux*: ce que c'est. I. 5. 3.  
*Sceptiques*: combien le principe absurde de ces Philosophes est dangereux. *Préf.* §. 24.  
*Sciences*: il y en a d'utiles, de curieuses, & de vaines. II. 4. 13. comment on doit étudier les Sciences. *Ibid.* ceux qui enseignent une Science, ne doivent rien cacher de tout ce qui s'y rapporte. IV. 1. 7.  
*Scruples*: comment on doit s'en guérir. I. 3. 9.  
*Secours*: ce que l'on entend, dans un Traité, par, donner du secours. V. 12. 13. si l'on peut & si l'on doit toujours courir au secours de tous ceux qui en ont besoin. I. 5. 14. n. 12. II. 5. 6. n. 2. VIII. 6. 14. ceux qui donnent du secours à un mal-faiteur, sont aussi coupables, que lui. I. 5. 14.  
*Secret*: importance du Secret en matière d'affaires d'Etat. VIII. 3. 23. n. 8.  
*Secret (découverte)* si l'on peut se dispenser de communiquer aux autres un secret innocent, & utile au Genre Humain. III. 3. 2. sur tout lors qu'on a fait serment de ne pas le découvrir. IV. 2. 10.  
*Sédition*: ce que c'est. I. 1. 8. n. 4.  
*Seigneur (d'un Fief)* quand c'est que le Fief retourne à lui. IV. 8. 12. n. 4.  
*Sémeur*: en matière d'Accessoires, elle suit le fonds. IV. 7. 5.  
*Sénatusconsulte*: ce que c'étoit, parmi les Romains. III. 4. 5. n. 6. Sénatusconsulte Macedonien. III. 4. 5. n. 2, 3. Pégasien. V. 12. 8. n. 4. Trebellien. *Ibid.* Velleien. V. 10. 10. n. 2.  
*Sentinelles*: est responsable du dommage d'un incendie arrivé faute d'en avertir. I. 5. 14.  
*Séparation*: si une séparation de corps & de biens, le lien du Mariage subsistant toujours, est conforme au Droit Naturel. VI. 1. 22.  
*Sépulchres*: ne s'acqueroient pas, chez les Romains, par droit de Prescription. IV. 12. 2. n. 2.  
*Sépulture*: si le droit de Sépulture est fondé sur la Loi Naturelle. II. 3. 23. n. 7. si l'on peut refuser la sépulture à un Ennemi. *Ibid.* ou à ceux qui meurent insolubles. V. 10. 12.  
*Sergens*: d'où vient que ce métier pas-

se pour deshonnête en certains endroits. VIII. 4. 6.  
*Serment*: ce que c'est. IV. 2. 2. son usage, sa signification, & sa sainteté inviolable. *Ibid.* différence entre les Sermens de Dieu; & ceux des Hommes. *Ibid.* §. 1. n. 1. le Serment se termine toujours à la Divinité. *Ibid.* §. 3. doit être interprété conformément à la Religion de celui qui le prête. *Ibid.* §. 4. en quel sens l'intention de jurer, & de s'engager, est requise. *Ibid.* §. 5, 15. Sermens Obligatoires. *Ibid.* §. 19. si, dans ces sortes de Sermens, l'obligation du Serment est distincte de l'engagement même. *Ibid.* §. 6. l'interposition du Serment ne rend point valide un acte nul de lui-même. *Ibid.* un Serment postérieur n'annule pas une Convention d'ailleurs valide. *Ibid.* l'Erreur, & la Fraude, aussi bien que la Crainte, annullent les Sermens. *Ibid.* §. 7, 8. tout Serment qui regarde une chose illicite, ou qui empêche un plus grand bien, est nul. *Ibid.* §. 9, 10. sens de la maxime, Serment qui n'est pas à faire, n'est pas à tenir. *Ibid.* n. 1. le Serment ne change point la nature des actes auxquels on l'ajoute. *Ibid.* §. 11. il exclut toute chicane & toute vaine subtilité. *Ibid.* §. 12. mais non pas les conditions & les restrictions tacites. *Ibid.* §. 14. les paroles du Serment doivent être entendues dans le sens que les prend celui qui le déferé. *Ibid.* §. 15. si l'on peut se prévaloir d'un autre sens qu'elles ont, mais qui n'est pas celui selon lequel on a juré. *Ibid.* §. 13. n. 1. & *suiv.* diverses sortes de Sermens. *Ibid.* §. 18, & *suiv.* comment on peut déferer, ou référer le Serment. *Ibid.* §. 21. si la violation d'une partie des engagements où l'on étoit entré par un seul & même Serment, rend coupable de Parjure. *Ibid.* §. 23. comment on est dispensé ou déchargé de quelque Serment, par un Supérieur. *Ibid.* §. 24. des Sermens faits au nom d'une personne absente. *Ibid.* §. 16. quels Sermens d'autrui on doit tenir. *Ibid.* §. 17. si l'on peut déferer le Serment, en matière de Causes Criminelles. VIII. 3. 4. si un Roi peut se dispenser de tenir ses Sermens. VIII. 10. 5.  
*Services*: des services d'une utilité innocente. III. 3. 3. si l'on peut se faire paier solidairement à chacun d'un service mercenaire qui tourne à l'avantage de plusieurs. V. 6. 4. les services rendus à l'Etat par un Criminel, ou même ceux de ses Parents ou de ses Ancêtres, peuvent quelquefois lui obtenir sa grace. VIII. 3. 16.  
*Servitude (esclavage)* si Dieu est l'auteur immédiat de cette condition. VI. 3. 3. son origine, & l'étendue du pouvoir qu'elle donne au Maître. *Ibid.* §. 4. voyez *Eslave*.  

Rrr 3      San-

# T A B L E

**Servitudes** (en file de Jurisprudence) ce que c'est & de combien de sortes il y en a. IV. 8. 6, 11. comment elles se perdent ou s'acquiescent par Prescription. IV. 12. 2. n. 1.

**Sexe** : pourquoi Dieu a établi la différence des sexes. VI. 1. 2. il y a des fondemens d'honneur qui sont communs aux deux sexes, & d'autres qui sont particuliers à chacun. VIII. 4. 12. on ne doit pas prendre les ajustemens propres aux personnes d'un autre sexe. V. 3. 10. n. 3. si l'erreur à l'égard du sexe annule un Contrat de Vente d'un Esclave. III. 6. 7. n. 5.

**Siècle d'or** : origine de cette Fable. IV. 4. 8. les gens du Siècle d'or, & de celui d'argent, n'étoient pas meilleurs que ceux des siècles de fer. *Ibid.* n. 2.

**Siège** : si, dans un Siège, l'on peut abattre ou ruiner les maisons des Particuliers. VIII. 5. 7.

**Signes** : il y a des Signes Naturels, & des Signes d'institution. IV. 1. 2. Signes de consentement, en quoi consistent. III. 6. 16. sans ceux-cilés actes internes n'ont aucun effet de droit. IV. 12. 8.

**Silence** : en quoi on est tenu de le garder. IV. 1. 7. n. 1. quand c'est qu'il est criminel. *Ibid.* & I. 5. 14. V. 3. 4. VIII. 3. 23. n. 5. comment on doit interpréter le silence de la Loi. I. 6. 15. un long silence ne suffit pas toujours, pour faire présumer que l'on abandonne son bien, ou qu'on renonce à ses droits. IV. 12. 8. si le silence du Souverain donne lieu de présumer qu'il ratifie un Traité conclu sans son ordre. VIII. 9. 13.

**Simonie** : ce que c'est. V. 1. 5.

**Sociabilité** : est le fondement du Droit Naturel. II. 3. 15. division générale des Devoirs qu'elle renferme. III. 2. 1. n. 3. conflit entre ces Devoirs, & ceux de l'Amour propre. II. 5. 1. n. 1. on est dispensé de pratiquer les Loix de la Sociabilité envers ceux qui les violent à notre égard. *Ibid.*

**Société** : il y a des Sociétés simples, & des Sociétés Composées. VI. 1. 1. il ne faut pas confondre la Société générale qu'il y a entre tous les Hommes, avec les Sociétés particulières. II. 3. 17. le bien de la Société Humaine en général est le fondement du Droit Naturel. II. 3. 15. n. 4. comment on doit se régler dans la distribution des avantages, & des charges, entre les Membres d'une Société. I. 7. 9. la Société peut traiter avec quelqu'un de ses Membres, comme de Particulier à Particulier. *Ibid.* en quels cas on peut légitimement renoncer à une Société. VIII. 11. 2.

**Société** (Contrat de) diverses manières de contracter Société. V. 8. comment on règle les parts. *Ibid.* §. 2. Société Irrégulière. *Ibid.* §. 3. Universelle, ou de tous biens. *Ibid.* §. 4. quand c'est qu'on peut se fé-

parer de la Société. *Ibid.* & VI. 1. 20. n. 1, 2.

**Société Civile** : (voyez *Eras Civilis*) comment & pourquoi elle a été établie. VII. 1. 7. n. 1.

**Socrate** : ses principes de Morale. *Préf.* §. 19.

**Sodomie** : ce péché est contraire au Droit Naturel. VI. 1. 4.

**Sœurs** : en quel rang la Succession abintestat doit leur être déferée. IV. 11. 17.

**Soin** : il y a trois degrez de soin ou de précaution. I. 7. 16.

**Soldats** : leurs Devoirs en général. VII. 8. 10. n. 2. s'ils peuvent & doivent examiner la justice de la Guerre, où l'on les fait marcher. VIII. 1. 6. n. 4. si l'on peut les obliger, sur peine de la vie, à tenir ferme dans un poste où ils courent risque de périr. III. 7. 5. VIII. 2. 4. on doit donner quelque salaire même à ceux qui sont Citoyens, lors que l'Etat se trouve assez riche pour fournir à une telle dépense. VIII. 2. 1. si un Soldat, qui, en s'exerçant, tue quelqu'un sans y penser, est coupable d'Homicide. III. 1. 7.

**Sollicitations** : si ceux qui gagnent une Femme par des sollicitations, sont plus de tort ou à elle, ou à son Mari, que s'ils la forçoient. II. 5. 11. n. 2. VI. 1. 21. n. 2.

**Sonnet** : si l'on en est responsable. I. 5. 11.

**Sort** : la décision du Sort n'est pas toujours la voix de Dieu. V. 9. 2. pourquoi on s'en sert. III. 2. 5. V. 9. 2, 3. VIII. 8. 1.

**Sort** (condition) chacun doit être content du sien. II. 4. 9.

**Sortie** : qui donne l'entrée, doit aussi permettre la sortie. III. 6. 2.

**Soufflet** : si l'on peut tuer un homme qui veut nous donner un soufflet. II. 5. 12.

**Soupçon** : il est impossible d'éviter entièrement tout soupçon. VIII. 4. 7. n. 4. si de simples soupçons donnent droit de prévenir celui de la part de qui l'on appréhende quelque chose. II. 5. 6. si les soupçons d'infidélité uniquement fondés sur la corruption générale des Hommes, dispensent de tenir ce que l'on a promis, avant que l'autre Contractant ait effectué ses engagements. III. 6. 9. en matière de Conventions, il ne faut rien faire qui donne le moindre soupçon à l'autre Contractant. V. 12. 20.

**Source** : il ne faut point cacher ni boucher une source, après s'en être servi. III. 3. 4. n. 1.

**Souverain** : ses Devoirs en général. VII. 9. ses droits & son Pouvoir. VII. 4. 2. & *suiv.* pour peu qu'il ait à cœur ses Devoirs, il lui est aisé de se faire obéir & aimer de la plus grande partie de ses Sujets. VII. 2. 5. on doit lui obéir plutôt qu'à son propre Père. V. 12. 23. dans un doute, la présomption est toujours pour

la justice de ses ordres, & de ses entreprises. VIII. 1. 7. jusqu'où s'étend le pouvoir qu'il a de régler la valeur des espèces de Monnaie. V. 1. 14. & de contraindre ses Sujets à faire certaines sortes de Contrats. V. 3. 6. de régler les Mariages, & d'astreindre à entrer dans cet engagement, ou d'en empêcher. VI. 1. 8. d'accorder à quelques Particuliers, ou à certaines Sociétés, le privilège de faire eux seuls certaines sortes de Commerce. V. 5. 7. de faire grâce aux Coupables. VIII. 3. 17. s'il peut user d'une menterie ou d'une dissimulation innocente. IV. 1. 17. il ne peut point, par pur caprice, noter d'infamie quelques-uns de ses Sujets. VIII. 4. 9. ni bannir un Sujet innocent. VIII. 11. 6, 7. en quels cas il est responsable des injures faites par ses Sujets. III. 2. 11. n. 4. VIII. 6. 12. tous ses actes ne peuvent pas être révoqués. I. 6. 6. VIII. 10. Voyez *Princes, Roi.*

**Souveraineté** : son origine, & ses fondemens. VII. 3. combien de parties distinctes elle renferme. VII. 4. 1, & *suiv.* son sujet commun, & son sujet propre. VII. 6. 4. s'il y a une Souveraineté Réelle, & une Souveraineté Personnelle. *Ibid.* jusques où ses droits sont inviolables. VII. 8. différentes manières de l'acquiescer. VII. 7. & de la posséder. VII. 6. 14. s'il peut y avoir une Souveraineté qui ne soit que pour un temps. *Ibid.* §. 15. si elle reçoit quelque atteinte par les Alliances Inégales. VIII. 9. 4. caractères propres de la Souveraineté. VII. 6. 1, & *suiv.* pourquoi, & en combien de manières on la limite. *Ibid.* §. 9, 10, 11.

**Spontanéité** : ce que c'est. I. 4. 1.

**Spécification** (production d'une nouvelle forme) ce que c'est, dans le Droit Romain. IV. 7. 10.

**Stellionat** : ce que c'est. III. 7. 11. n. 2.

**Strilité** : n'est pas un suze suffisant pour rompre un Mariage. VI. 1. 21.

**Stipulation** : ce que c'est. V. 2. 5. n. 1. Stipulation Aquilienne. V. 11. 7. n. 2. Stipulation imparfaite. V. 12. 9. n. 4. décision du Droit Romain au sujet des Stipulations faites uniquement au profit d'un tiers. III. 9. 5. n. 1. effet des Stipulations par rapport aux Conventions & aux Contrats auxquels elles sont ajoutées. V. 2. 2. n. 3.

**Stoïciens** : idée générale de leurs sentimens en matière de Religion, & de Morale. *Préf.* §. 26.

**Stratagèmes** : ils sont permis envers un Ennemi. IV. 1. 12. VIII. 6. 6.

**Succession** : comment il est tenu des Contrats, Traitez, & autres engagements de ses Prédécesseurs. VIII. 9. 8. VIII. 10. 8.

**Succession** : fondement général des Successions abintestat. IV. 11. 1, 2. Succession par têtes, & Succession par tiges.

# D E S M A T I E R E S.

**riges.** *Ibid.* §. 12. n. 2. diverses manières dont les Successions sont réglées par les Loix Civiles. *Ibid.* §. 18. de la Succession aux Roïannes Patrimoniaux. VII. 7. 11. de la Succession aux Roïannes établis par le consentement libre du Peuple, & de ses différentes sortes. *Ibid.* §. 12. & *suiv.* qui est-ce qui doit décider des disputes au sujet de la Succession. *Ibid.* §. 15.

**Suffrage :** pourquoi la pluralité des Suffrages l'emporte dans les délibérations des Assemblées. VII. 2. 15. limitation de cette maxime en certaines Assemblées. *Ibid.* §. 16. du cas où les Suffrages se trouvent égaux. *Ibid.* §. 17. quand c'est qu'il les faut joindre, ou séparer. *Ibid.* §. 18.

**Sujets :** (voiez *Citoyen*) leurs Devoirs en général, tant communs, que particuliers. VII. 8. 10. n. 2. si l'Etat peut leur faire du tort. *Ibid.* §. 2. plaintes injustes qu'ils forment quelquefois contre le Souverain. *Ibid.* §. 3. ils ne sauroient rien promettre valablement au préjudice des engagements où ils sont envers lui. III. 7. 11. comment le Souverain peut les dépouiller du droit qu'ils avoient acquis par quelque Contrat. VIII. 10. 7. en quel cas, & comment ils peuvent avoir action en Justice contre leur Prince. VII. 6. 2. VIII. 10. 6. jusqu'où leurs biens sont en la disposition du Souverain. VIII. 5. 1. & *suiv.* le règlement des rangs entr'eux dépend du Souverain. VIII. 4. 23. s'ils peuvent quelquefois résister à leur Prince. VII. 8. 5.

**Suites :** les suites nécessaires d'une action entrent dans l'estimation du dommage. III. 1. 3. n. 10. les suites du Crime le rendent plus atroce, & digne d'une plus grande punition. VIII. 3. 18.

**Supérieur :** si l'on peut quelquefois exécuter inoacement les ordres manifestement injustes d'un Supérieur. VIII. 1. 6. comment un Supérieur peut s'engager par rapport aux biens & aux actions de ceux qui dépendent de lui. III. 7. 10.

**Superstition :** est contraire à la Religion, & à la bonne Morale. II. 4. 4.

**Supplians :** on ne doit pas, dans la Guerre, faire mourir ceux qui demandent quartier. VIII. 6. 7. n. 1.

## T.

**Taille :** on ne doit pas se régler sur la taille, dans l'élection d'un Roi. VIII. 4. 12. n. 4.

**Talens :** ne sont estimables qu'autant qu'on en fait un bon usage. VIII. 4. 12.

**Talion :** si on doit toujours suivre la Loi du Talion. VIII. 3. 27.

**Taxe :** comment on doit régler la taxe des Citoyens, pour les Impôts & les Subsidés. VIII. 5. 6.

**Témoin :** usage des Témoins. III. 6. 16. leurs Devoirs. V. 13. 9. quels Témoins sont recevables, ou recusables. *Ibid.* d'où vient qu'il en faut deux pour le moins. *Ibid.* du Serment qu'ils prêtent. IV. 2. 20. ils doivent dire ce qu'ils savent, lors qu'ils en sont requis par le Magistrat, même sans serment. IV. 1. 20.

**Temps :** si un laps de temps donne par lui-même quelque droit. IV. 12. 7. *Tempora fatalia*, ou *fatalium dictum*, ce que c'est, dans le Droit Romain. I. 2. 10. n. 8. effet du temps inféré dans une Promesse. III. 8. 7. du temps de la Trêve. VIII. 7. 8. du temps marqué pour l'exécution des Articles de la Paix. VIII. 8. 4. comment le temps, auquel un Crime a été commis, l'aggrave. VIII. 3. 20. n. 7.

**Termes :** ne signifient rien que par infirmité. IV. 1. 3. si l'établissement de leur signification se fait par un consentement obligatoire. *Ibid.* §. 5. n. 1. il y a une signification principale des termes, & une signification accessoire. *Ibid.* §. 6. chacun peut quelquefois en forger de nouveaux. I. 1. 1. deux idées différentes qu'il faut distinguer dans les termes qui se rapportent à la Morale. I. 2. 6. n. 5. 9. obscurité de ces sortes de termes dans les Discours & les Livres ordinaires. *Préf.* §. 5. il y a des termes qui ont plusieurs significations plus ou moins étendues. V. 12. 11. des termes de l'Art. IV. 1. 6. V. 12. 4. si l'on peut quelquefois se servir de termes particuliers. IV. 1. 6. si les termes d'avenir suffisent pour transférer quelque droit à autrui. III. 5. 8. dans un Contrat, les termes doivent être entendus selon l'usage du lieu où l'affaire se passe. IV. 1. 6.

**Terre :** si l'on peut en faire un partage entre les Hommes. IV. 5. 4. si les Etrangers peuvent, sans la permission du Souverain, s'emparer des terres vacantes qui se trouvent dans le Païs. III. 3. 10.

**Testament :** ce que c'est. IV. 10. 3. si on peut le regarder comme une Aliénation. *Ibid.* §. 2. si le pouvoir de faire Testament est de Droit Naturel. *Ibid.* §. 4. n. 1. les Testaments doivent être faits d'une manière sage & prudente. *Ibid.* §. 3. n. 2. & §. 6. n. 2. si l'on peut en conscience faire casser un Testament, où il manque quelque formalité. *Ibid.* §. 8. si l'Héritier nommé peut recueillir la Succession échue par un tel Testament, lors que personne ne s'y oppose. *Ibid.* §. 7. comment on doit expliquer les conditions ou impossibles, ou burlesques, ou contraires aux bonnes mœurs, lesquelles se trouvent dans un Testament. III. 8. 5. n. 6. si un Testament peut être révoqué par le Testateur, lors qu'il y a une clause portant, que tout Testament postérieur

ne sera point valide. I. 6. 4. Testaments *nuncupatifs*, ce que c'étoit chez les Romains. IV. 10. 18. n. 2. les Testaments d'un Père qui n'institue pas son Fils Héritier, sans le dés hériter formellement, étoient nuls par le Droit Romain. III. 6. 6. n. 5. si le Testament de Lazare étoit valable, après qu'il fût révoqué. *Ibid.* §. 6. infamie de ceux qui se prévalent d'un Testament supposé. IV. 10. 7. n. 2.

**Titres :** diverses remarques sur ce sujet. I. 1. 18. s'ils donnent par eux-mêmes la préséance à un Prince sur quelque autre qui en a de moins superbes. VIII. 4. 19.

**Thalès** (un des Sept Sages de Grèce) ses moralités. *Préf.* §. 16.

**Théodore** (le Philosophe) son Athéisme. *Préf.* §. 22.

**Toile :** en matière d'Accessoires, elle suit la peinture. IV. 7. 8.

**Tort :** (voiez *Injure*, *Injustice*) explication de la maxime, Que l'on ne fait point de tort à qui consent. I. 7. 17. n. 2.

**Tout :** comment on prend possession d'un Tout, dont les parties sont ou unies, ou séparées. IV. 9. 7.

**Traité :** maximes de Prudence que l'on doit suivre en faisant quelque Traité. III. 6. 9. s'il est besoin de faire quelque Traité sur des choses auxquelles on étoit déjà tenu par le Droit Naturel. II. 2. 11. VIII. 9. 2. les Traitez doivent être plus inviolablement observés par un Roi, que par une République. IV. 2. 17. si un Traité d'Alliance se renouvelle tacitement. VIII. 9. 11. du cas où l'on renouvelle en général plusieurs Traitez, différens en certaines choses. *Ibid.* §. 8. si les Traitez Publics faits sans ordre du Souverain sont valides. VIII. 9. 12.

**Traîtres :** si l'on peut s'en servir. VIII. 6. 16.

**Transactions :** celles d'un Crime, jusqu'où sont valables. VIII. 3. 16.

**Transfuges :** si leur désertion, vraie ou fautive est innocente. VIII. 11. 5. si on peut les recevoir, & s'en servir. *Ibid.*

**Travail :** à qui doit appartenir innocemment sa vie par des travaux honnêtes & utiles. II. 4. 17. quand c'est qu'un travail tient lieu de Peine. VIII. 3. 4.

**Tribellianique :** ce que c'est. V. 4. 8. n. 4. est quelquefois appelée *Falcidie*. *Ibid.* n. 5.

**Trésor :** à qui doit appartenir un Trésor trouvé. IV. 6. 13. si on doit le découvrir & le laisser au maître du champ, où on l'a trouvé. V. 3. 3. n. 2.

**Trésor public :** ce que c'est, & qui peut en disposer. VIII. 5. 8.

**Trêve :** ce que c'est, & de combien de sortes il y en a. VIII. 7. 3. s'il y a quelque Trêve tacite. *Ibid.* §. 7. elle laisse subsister le sujet de la Guerre, & les prétentions des Parties. *Ibid.*



# ERRATA

pour le

## I. T O M E.

**P** Age 17. colonne 2. des No-  
tes, ligne 17. Chap. III. Etez :  
Chap. IV.  
Ibid. col. 2. lig. 3. Liv. VIII : lif.  
Liv. VII.  
Pag. 20. lig. 14. *si certains* : lif. *si de-  
certains*.  
Pag. 21. lig. 4. *après-maillon*, ajoutez  
la figure (4).  
Pag. 26. col. 2. lig. pénult. Liv. VIII :  
lif. Liv. VII.  
Pag. 41. lig. 4. *se trouvent* : lif. *se trou-  
vent souvent*.  
Ibid. col. 1. lig. pénult. *quod dicitur* :  
lif. *si quod dicitur*.  
Pag. 53. lig. 26. *a ob elle-mêmes* : lif. *a  
ou elle-mêmes*.  
Pag. 56. col. 1. lig. 2. *enqis* : lif. *en-  
qis*.  
Pag. 68. à la marge, lettre c. lif. Not.  
4. au lieu de Not. 1.  
Pag. 72. lig. 7. *de même* : lif. *de même  
que*.  
Pag. 75. col. 1. lig. 4. *notre-voies* : lif.  
*notre-voies*.  
Pag. 79. lig. 20. *de plus grand nombre* :  
lif. *du plus grand nombre*.  
Pag. 89. col. 1. lig. 2. *exclusa* : lif.  
*exclusa*.  
Ibid. col. 2. lig. 1. *deuxième* : lif. *de-  
uxième*.  
Pag. 100. à la marge, lett. a. Liv. II.  
lif. Liv. I.  
Pag. 101. col. 1. lig. 1. Chap. XII. lif.  
Chap. XI. & lig. 4. 5. effacez : & ce  
que noire *Ameur* &c.  
Pag. 105. col. 2. lig. 3. *mauvais* : lif.  
*mauvais*.  
Pag. 109. col. 2. lig. pénult. *alors* :  
lif. *alors*.  
Pag. 122. lig. 34. *lui on fait* : lif. *lui  
fait*.  
Pag. 159. lig. 5. *Alions Humains* : lif.  
*Alions Humains*.  
Pag. 167. col. 2. lig. 8. *Atque ipsa* : lif.  
*Atque ipsa utilitas*.  
Pag. 176. lig. 25. & *sement* : lif. &  
*quelque sement*.  
Pag. 191. lig. 10. *l'éloignement plusieurs* :  
lif. *l'éloignement de plusieurs*.  
Pag. 202. col. 1. lig. 36. *Du moins* : lif.  
*Car*.  
Pag. 206. col. 1. lig. 30. *pur* : lif. *pur*.  
Ibid. lig. 54. *plupart* : lif. *bouche de la  
plupart*.  
Pag. 215. col. 1. lig. 5. *Homo* : lif. *Ne-  
mo*.  
Pag. 219. col. 2. lig. 10. *lacratus* : lif.  
*lacratus*.

*Ibid.* lig. 11. *vindictaveris* : lif. *vindi-  
caverimus*.  
Pag. 224. col. 1. lig. 7. *ajoutez* : *Journal*.  
Sat. XI. II.  
Pag. 227. lig. 1. *que l'Homme* : lif. *que  
comme l'Homme*.  
Pag. 229. col. 2. lig. 4. *qôcien* : lif.  
*qôcien*.  
Pag. 230. col. 1. lig. 15. *absolument* :  
lif. *absolument*.  
Pag. 234. col. 1. lig. 9. 5. 19. lif. 5. 12.  
Pag. 239. lig. 11. *de préjudice* : lif. *de  
préjudice*.  
Pag. 252. col. 2. lig. 24. *les maisons* :  
lif. *des maisons*.  
Pag. 254. lig. 19. *comme aiant* : lif. *com-  
me y aiant*.  
Pag. 256. à la marge, lett. c. Liv. II.  
lif. Liv. III.  
Pag. 265. à la marge, lett. a. lif. Cap.  
VI. au lieu de Cap. VI.  
Pag. 267. lig. 26. *d'esprit* : lif. *d'esprit*.  
Pag. 272. lig. 21. *réputation* : lif. *répa-  
ration*.  
Pag. 273. col. 1. lig. 4. lif. Not. 8.  
Pag. 274. à la marge, lett. d. *Exod.* lif.  
*Deuter.* & lett. c. lig. 3. au lieu de  
XXXIV. lif. XLIV.  
Pag. 277. lig. 21. *les efforts* : lif. *ses ef-  
forts*.  
Pag. 278. à la marge, lett. d. lig. 2.  
après III. ajoutez : *De Leg. Aquil.*  
Voiez aussi *Digess.* *Ad Legem* &c.  
Ibid. lett. a. à la fin, ajoutez : XIII.  
princ. & Tit. III. *De his qui affod.*  
Ibid. col. 1.  
: Lif. XV.  
: a. lig. 8.  
: Leg. XVI.  
: R. lif. Cap.  
: f. Not. II.  
: lif. *nam*-  
: *ajuté* : lif.  
: lif. *de ces*  
: lif. *Dona*.  
XXIII. 24. 25.  
Pag. 317. lig. 1. *pressant de* : lif. *pressant  
besoin de*.  
Pag. 322. col. 2. lig. 6. *distors* : lif.  
*distors*.  
Pag. 324. col. 2. lig. 7. *panchant par* :  
lif. *panchant pour*.  
Pag. 325. col. 1. lig. 17. *loyx* : lif.  
*loyx*.  
Pag. 326. lig. 19. *espèrent dérobé* : lif.  
*espèrent de dérobé*.

Pag. 332. col. 2. lig. 1. *proferre* : lif. *pro-  
cise*.  
Pag. 334. à la marge, lett. b. Cap. IV.  
lif. Cap. XI.  
Pag. 332. lig. 5. *forte* : lif. *plus forte*.  
Pag. 344. col. 2. lig. 4. *Nam* : lif. *Nam*.  
Pag. 367. lig. 9. *pour supposer* : lif. *pour  
supposer*.  
Pag. 372. au sommaire marginal de  
5. 9. lig. 4. *une chose* : lif. *une chose  
distante, ou qui &c.*  
Ibid. col. 2. lig. 21. *Pene* : lif. *Pene*.  
Pag. 373. lig. 31. *on ne l'a été forcé* : lif.  
*il ne nous a été forcé*.  
Pag. 377. lig. 19. *la cause* : lif. *la clau-  
se*.  
Pag. 379. lig. 22. *est acquis* : lif. *est acquis*.  
Ibid. lig. 25. *opposé* : lif. *opposé*.  
Et col. 2. lig. 5. lif. 5. 11.  
Pag. 401. col. 1. L. 1. *forterai* : lif. *for-  
terai*.  
Pag. 402. lig. 22. *Que quelques* : lif. *Que  
quelques*.  
Pag. 411. lig. 22. *ce ne soit* : lif. *ce ne  
soient*.  
Pag. 412. lig. 29. *les juges* : lif. *des ju-  
ges*.  
Pag. 418. col. 2. L. 1. *suivant* : lif. 8.  
Pag. 419. lig. 29. *de nouvelles* : lif. *des  
nouvelles*.  
Pag. 436. lig. 41. *solmis* : lif. *solmis*.  
Pag. 444. col. 2. lig. 5. *conclusion* : lif.  
*exclusion*.  
Pag. 446. lig. 14. *après dépit*, ajoutez :  
*ou qu'on lui prête*.  
Pag. 450. lig. 26. *puisse* : lif. *puisse pas*.  
Pag. 452. lig. 9. *appartient* : lif. *appor-  
tinent*.  
Pag. 459. lig. 28. *renferment* : lif. *ren-  
ferment*.  
Pag. 470. col. 1. lig. 7. *pour le* : lif. *par  
le*.  
Pag. 479. à la marge, lett. a. lif.  
5. 4.  
Pag. 483. col. 2. lig. dern. lif. 5. 17.  
Pag. 488. lig. 6. *la reprendre* : lif. *les re-  
prendre*.  
Ibid. col. 1. lig. 7. *est cause* : lif. *en  
cause*.  
Pag. 495. col. 2. lig. 28. *mésurer* : lif.  
*mésurer*.  
Pag. 510. Chap. X. lig. 4. *après, de ses  
biens*, ajoutez : *en cas de mort*.  
Ibid. col. 1. lig. 11. après 5. 1. ajoutez :  
& Chap. XII. 5. 1.  
Pag. 515. lig. 6. *de la guérison* : lif. &  
*de la guérison*.  
Pag. 540. lig. 40. *meurt* : lif. *meur-  
tant*.

ER-

# E R R A T A

pour le

## T O M E I I.

Pag. 27. col. 1. lig. 6. *putatis*: lif. *putatis*.

Pag. 52. lig. 18. *le Preneur*: lif. *le Bailleur*.

Pag. 56. lig. 6. *ordinairement*: lif. *ordinaire*.

Pag. 66. col. 2. lig. 14. *formellement dans*: lif. *formellement permis dans*.

Pag. 69. lig. 7. *fixes*: lif. *fixez*.

Pag. 77. lig. 6. *la prolonger*: lif. *le prolonger*.

Pag. 97. col. 1. lig. 4. *entre le Vendeur*: lif. *contre le Vendeur*.

Pag. 123. lig. 18. *qu'il ne doit*: lif. *qu'ils ne doivent*.

Pag. 129. col. 2. lig. 27. *l'on peut*: lif. *l'on veut*.

Pag. 130. lig. 9. *soit cause*: lif. *soit à cause*.

Pag. 134. col. 2. lig. 7. *belle chose*: lif. *belle chaffe*.

Pag. 143. col. 1. lig. 1. *Oùl' aver*: lif. *Oùl' aver*.

Pag. 146. col. 1. lig. 12. *ajoutez*: *Iliad. IX, 340, & seqq.*

Pag. 167. lig. 17. *il n'y a*: lif. *or il n'y a*.

Pag. 178. col. 2. lig. 6. *de ces*: lif. *de ses*.

Pag. 181. col. 2. lig. 7. *confiderati*: lif. *confiderari*.

Pag. 186. lig. 39, 40. *de la vie. Cette inclination est si dangereuse, que*: lif. *de la vie; & que &c.*

Pag. 187. lig. 23. *ce Plaisir réside*: lif. *ce Plaisir ou réside*.

Pag. 193. col. 2. lig. 59. *résolurent*: lif. *se résolurent*.

Pag. 202. col. 1. l. 6. *muitor*: lif. *muitor*.

Pag. 212. lig. 20. *fondé*: lif. *fondé*.

Pag. 219. lig. 30. *effacez*, *aussi-ici*.

Pag. 229. lig. 17. *auquel on pouvait*: lif. *auquel cas on pouvait*.

Pag. 234. lig. 10. *main Physique*: lif. *moien Physique*.

Pag. 256. lig. 11. *Princes*: lif. *Provinces*.

Pag. 268. lig. 2. *diriger*: lif. *dagerer*.

Pag. 280. lig. 28. *sans l'autre*: lif. *sans autre*.

Pag. 296. au sommaire marginal du §. 3. *sont inusées*: lif. *sont souvent inusées*.

Pag. 307. col. 2. lig. 15. *opposer*: lif. *exposer*.

Pag. 315. col. 2. lig. *antépénult. rûc*: lif. *rûc*.

Pag. 355. lig. 40. *ont conservé*: lif. *ont conservé*.

Pag. 366. col. 2. lig. 5. *seulement*: lif. *sincèrement*.

Pag. 394. lig. 37, 38. *on peut*: lif. *on ne peut*.

*Achevé d'imprimer le 2. de Mars 1706.*

763570







